REVUE

DES

DEUX MONDES

CIXe ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1939

LES PASSES DE KHAÏBER

DERNIÈRE PARTIE (1)

I

La réponse de Mme Berthomieu m'avait stupéfié. Je m'arrêtai. Elle s'arrêta.

— Voyons ! voyons ! lui dis-je.

Et me rappelant tout à coup la promesse que j'avais faite à M. Berthomieu :

— Je vous demande pardon, fis-je. On m'avait demandé de ne point vous parler de cela.

— De ne point me parler de ?...

— Du passé... De la vie que vous avez vécue avant de venir en France...

Elle eut un petit rire du fond de la gorge :

— Ah ! vraiment ?... Et pourquoi vous avait-on prié de ne pas m'en parler ?

— Oh ! uniquement par affection pour vous !

— Je le pense bien... Mais encore ?

— Vous voyez ! C'est vous qui, maintenant, prolongez la conversation là-dessus !

— Je suis curieuse de savoir... Quelle raison vous avait-on donnée ?

— On m'a dit que vous n'aimiez pas vous rappeler ce temps-là, que, quand on l'évoquait devant vous, vous en souffriez...

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

— Tiens !

— Ce n'est pas vrai ?

— Oh ! si ! si ! Du moment qu'on vous l'a dit...

Elle s'était de nouveau mise à rire, franchement, cette fois, comme s'il s'était agi d'une plaisanterie follement amusante. Puis son rire se transforma en quelque chose d'un peu moins franc, d'un peu plus amer. Pendant un moment, avec le bout de sa canne, elle s'amusa à chasser les cailloux sur la route. Elle les visait mal, distraitement, et les ratait presque à chaque coup. Elle continuait à rire, de son petit rire qui avait l'air de sombrer en elle et qui, de moins en moins, évoquait une idée de gaieté. Puis le rire s'arrêta, elle releva la tête, sourit :

— Si nous repartions ? me dit-elle. Vous permettez que je m'appuie à votre bras ? Voilà deux fois que je manque de me tordre la cheville...

Et nous nous remîmes en marche. J'étais un peu interloqué, un peu troublé. J'avais l'impression que dans tout cela il y avait quelque chose qui n'était pas très clair.

— Dites-moi, fis-je, au bout d'un moment, je voudrais tout de même vous poser une question...

— Allez-y ! répondit-elle. Posez !

Elle regardait devant elle, semblait attendre.

— Si j'étais sûr, lui dis-je, de ne pas vous faire de peine et de ne pas vous ennuyer, je vous demanderais tout de même de bien vouloir me dire...

Et, me tournant vers elle :

— ... qui vous êtes...

Elle secoua la tête, haussa les épaules :

— Comme c'est curieux ! Qu'est-ce que ça peut vous faire ? Et si je refusais de vous répondre ?

— J'aurais l'impression qu'il y a là un mystère, un nuage, et j'aime bien, moi, ce qui est net...

— Trop, peut-être ? Il y a des choses qu'on ne peut qu'abîmer en les traduisant par des mots trop précis..

— Je connais cela, lui dis-je, en faisant un geste avec la main. C'est ce que répondent tous ceux qui ne veulent pas répondre et ils s'imaginent qu'après cela la question est tranchée, qu'il n'y a pas à insister... Permettez-moi de vous dire que c'est une réponse qui ne signifie rien et que si je vous

demande, par exemple, où vous êtes née et si vous me répondez que vous êtes née à Kaboul ou à Peshawar, il y a peu de chance pour que cela abîme quoi que ce soit...

— Sans doute, sans doute, fit-elle.

Et se mettant à rire, se tournant vers moi :

— Mais si je vous réponds que je suis née à Aubervilliers ?

— A Aubervilliers !

Je m'étais arrêté et je la regardais avec de tels yeux que je devais avoir l'air profondément comique. Elle n'en rit que plus fort et de bon cœur et, m'entraînant :

— Ah ! vous voyez bien ! fit-elle. Vous ne le savez pas, où je suis née ? Mon mari ne vous l'a pas dit ?

— Si... Mais je trouve que vous avez l'air tellement de chez nous !

— Est-ce que je suis tellement stupide que vous me croyiez incapable de m'acclimater ?

— Et vous avez vécu en Afghanistan ?

— Oui !

— Et aux Indes ?

— Oui !

— Et vous avez couru toutes ces aventures, tous ces dangers ?

— On ne le dirait pas ?

— Comment avez-vous connu votre mari ?

— Il ne vous l'a pas raconté ?

— Je ne me rappelle pas...

— Écoutez, fit-elle, il faut que je vous dise une chose : c'est que j'ai horreur des interrogatoires... Si tout cela vous intéresse, et, croyez-moi, ce n'est pourtant guère intéressant, posez la question à mon mari. Il sera ravi de vous répondre. Et tenez pour vrai ce qu'il vous dira.

— Je n'ai aucune raison de suspecter sa véracité...

— Alors ! Et remarquez que, moi, je ne me soucie point du tout de savoir où vous êtes né, sur les bancs de quelle école vous avez usé vos premières culottes... Je m'en moque...

— C'est peut-être que, moi, dans votre vie, vous ne me considérez guère que comme un passant...

— Si vous voulez !

Elle m'avait pris le bras droit, au-dessus du coude, entre

le pouce et les autres doigts de sa main gauche. Elle me le serrait avec force. Pendant un moment, nous continuâmes à descendre, sans plus rien dire. Puis, comme nous arrivions à un endroit où le chemin coupe le torrent :

— Vous savez, fis-je, tout à l'heure, quand je vous quitterai, je vous dirai adieu.

Elle ne répondit pas tout de suite. Au bout de quelques pas seulement :

— Ah ? pourquoi ? demanda-t-elle.

— Vous vous en doutez... Parce que je crois que cela vaut mieux...

Et m'efforçant de sourire, me tournant vers elle :

— Je n'aime pas être malheureux...

— Moi non plus, répondit-elle. Comme il vous plaira.

Et après que nous eûmes laissé passer encore quelques secondes :

— Vous comprenez, lui dis-je, ce qui se passe ?

— Oui, vaguement...

Et avec un haussement d'épaules :

— Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse ?

Elle se secoua, poussa un soupir, comme si elle avait eu trop chaud :

— Ah ! c'est bien embêtant, tout cela ! fit-elle. Je commençais à m'habituer à vous... Mais c'est la vie : dès qu'une chose ou dès qu'un être vous plaît, il faut y renoncer...

Elle tenait toujours mon bras. Nous parlions calmement, comme s'il ne s'était point agi de nous-mêmes.

— Avec vous, lui dis-je, j'aurais aimé faire un long voyage, j'aurais aimé aller à l'autre bout du monde, sur un bateau, sur un grand bateau à voiles. Malheureusement, ces choses-là, on ne peut les faire que quand, de l'un à l'autre, il y a quelque chose de plus que de l'amitié.

— Même, répondit-elle, s'il y avait entre nous autre chose que de l'amitié, nous ne pourrions pas partir, sur votre bateau à voiles !

— Oh ! quand on s'aime, tous les problèmes s'éclairent et se simplifient !

— Vous croyez donc que vous m'aimez ?

— Mais oui !

— Même ne m'ayant vue que cinq fois ?

— Mais oui ! Vous savez bien que oui ! Vous le voyez bien !

— Non...

Et lâchant mon bras, s'écartant de moi, donnant de grands coups de sa canne dans les herbes folles :

— Je croyais qu'il avait été convenu que nous ne nous reverrions qu'à condition que vous vous conduiriez avec moi en ami, rien qu'en ami ?

— Ah ! je ne peux pas ! C'est pourquoi je vous dis qu'il vaut mieux que nous en restions là...

— Si, moi, ça m'ennuyait de vous quitter ?

Je me rapprochai d'elle, lui pris le bras à mon tour, le serrai contre moi :

— Dites ! fis-je d'une voix de prière.

— Quoi ?

— Ce serait donc un tel miracle si vous me disiez, là, que vous m'aimez, vous aussi ?

Elle baissa la tête, avec un petit rire, deux notes qui avaient l'air d'un grelottement, posa sa main sur ma main, dans un geste qui était presque une caresse :

— Vous êtes gentil, dit-elle.

Et, un moment après, d'une voix sourde :

— Je vous aime...

Je ne répondis pas. Je ne serrai même pas son bras plus fort contre moi. Je tremblais, je crois. Je devais tituber. Nous marchions d'un pas saccadé, qui me faisait l'effet d'être devenu étrangement bruyant, dans une nature où, au contraire, tous les sons s'étaient comme assourdis et ouatés. L'amour est une chose bien bizarre qui, assez souvent, se développe lentement et qui, au premier aveu qu'on en fait, éclate, emplit tout votre être d'une sorte de flot énorme. C'est à ce moment-là seulement, dirait-on, qu'il prend corps.

Nous arrivions à la grande route. Sans un mot, nous nous assîmes sur le parapet du petit pont qui, à cet endroit, enjambe le lit du torrent. Elle avait pris ma main, la tournait, la retournait.

— Dites-moi ? fit-elle. Vous ne me mentirez jamais, au moins ? C'est affreux, de mentir, n'est-ce pas ?

II

Les cinq ou six jours qui s'écoulèrent ensuite, je les vécus, pour employer une expression peut-être un peu trop consacrée, comme dans un rêve. Chaque matin, à sept heures, j'étais sur la terrasse la plus haute de mon jardin, j'attendais, en faisant les cent pas. La porte sur la rue des Fours était entrebâillée. Au bout d'un moment, je l'entendais grincer sur ses gonds. Mme Berthomieu apparaissait.

Nous ne nous mettions pas en frais de politesses. Simplement, la plupart du temps, nous nous serrions la main et nous échangions un sourire. Mais il y a bien des sortes de sourires. Celui-là en disait plus qu'un long discours. Il exprimait toute la joie, tout le bonheur que nous avions à nous retrouver, toute la fête que nous nous faisions des quelques heures que nous allions passer ensemble. Mme Berthomieu, qui ne m'avait pas quitté la main, m'entraînait dans la rue. Nous traversions toute la haute ville, et, une fois hors des murs, sans jamais nous être tracé un itinéraire à l'avance, nous nous lancions à l'aventure. Tantôt, tournant à gauche, nous nous dirigions vers Pierregrosse. Tantôt, tournant à droite, nous prenions pour but de notre excursion les collines boisées qui, de ce côté, bornent l'horizon vaisonnais.

Je craindrais, si je décrivais trop en détail ces promenades, et, surtout, si je donnais un compte rendu trop fidèle des conversations que nous avions, Mme Berthomieu et moi, au cours de ces randonnées, je craindrais, dis-je, de faire sourire d'abord et ensuite de faire bâiller le lecteur. L'amour n'a d'intérêt que pour ceux qui aiment et ces mêmes paroles que nous avons entendues ou prononcées avec tant de ferveur, quand nous aimions ou quand nous étions aimés, nous paraissent insipides ou ridicules dès que nous sommes, si je puis ainsi parler, hors de cause. Je dirai donc simplement que jamais de ma vie je n'avais goûté de si douces heures. La campagne était admirable, les oiseaux chantaient. Mme Berthomieu et moi, nous avions l'impression de prendre possession d'une terre nouvelle dont les frontières, jusqu'à présent, nous eussent toujours été interdites. Nous nous aimions, nous ne nous lassions pas de nous le redire. Le langage de l'amour

a ceci de particulier que ce ne sont pas les mots qui en font la saveur, c'est la musique. Ces serments vieux comme le monde, nous les ressassions sans aucune pudeur, sans aucune crainte : l'histoire du monde commençant avec nous, nous ne pouvions redouter de rééditer quoi que ce fût. D'ailleurs, nous eût-on apporté la preuve de notre radotage, nous nous en serions moqués et, même, nous en aurions ri. Nous ne posions point à l'originalité, nous ne visions point au transcendant. Nous ne prétendions point nous étonner l'un l'autre. Entre Mme Berthomieu et moi, aucune coquetterie. Mme Berthomieu était toujours vêtue de la façon la plus simple, chaussée de gros souliers, et, quand, au bout d'une heure de marche dans les sentiers envahis par les ronces, dans les terres labourées, dans les fourrés de chênes-verts et de pins, elle s'arrêtait enfin pour reprendre haleine, on aurait absolument dit une fille de la brousse, aussi peu soucieuse que possible de plaire et de séduire. Elle n'en était que plus charmante, d'ailleurs.

Vers dix heures, à supposer qu'il y eût une ferme en vue, nous nous y précipitions et nous n'avions même pas besoin de dire à la fermière ce que nous attendions d'elle. Déjà, l'huile était dans la poêle, la poêle sur le feu. Déjà, nous entendions le petit bruit sec que faisaient les œufs en se cassant.

Nous rentrions sur Vaison comme midi sonnait. Au tournant d'un chemin, nous apercevions le château des comtes de Toulouse, perché sur son rocher. Il nous rappelait à la réalité.

— Ah ! déjà ! disais-je.

Mme Berthomieu riait de son petit rire, qui, indifféremment, pouvait exprimer la joie ou la tristesse. Elle s'arrêtait à un buisson sous le prétexte d'y cueillir une fleur et plutôt, j'imagine, pour retarder notre retour de quelques secondes. Les premières maisons apparaissaient. Nous retraversions la haute ville. Arrivés devant chez moi, nous nous quittions, brusquement, en nous épargnant l'un à l'autre toutes formules de courtoisie et sans même échanger un regard. Une poignée de main rapide et nous nous sauvions l'un de l'autre.

Pour ma part, j'étais accablé à la pensée des heures que, jusqu'au lendemain, j'allais vivre sans elle. J'étais furieux

contre le sort, contre la vie, contre l'amour lui-même qui m'apportait tant de bonheur pour le remporter aussitôt. Je grimpais l'escalier, je me mettais à table. Amélie me regardait avec inquiétude.

III

Un matin, nous étions partis plus tôt que d'habitude pour faire une très longue promenade. Nous étions d'abord allés à Mazurgues, puis, de là, par de petits chemins extrêmement pittoresques qui serpentaient à travers les bois, nous avions gagné une autre ferme, qui s'appelait la Plâtrière. Au delà de la Plâtrière, le paysage prenait un caractère tout à fait particulier. Une solitude absolue, une terre où on avait l'impression que l'homme n'était jamais venu. Pas un être vivant. Pas une habitation. La route était faite du lit desséché d'un torrent. Au bout d'une demi-heure de marche dans ce désert, nous étions arrivés, enfin, à un petit oratoire qui a nom Notre-Dame de Prébayon et qui était le but de notre expédition. Nous étions fatigués. Nous nous étions assis dans l'herbe. Un silence total. Pas un chant d'oiseau. Quelques minutes passèrent. Tout à coup, comme si quelque folie m'avait traversé l'esprit, je me levai :

— Ah ! je n'en puis plus ! m'écriai-je. Dans huit jours, vous allez repartir pour Paris... Qu'est-ce que je vais devenir ? Qu'est-ce que vous avez décidé ?

— Mais qu'est-ce que vous voulez que je décide ? répondit-elle, presque méchamment. Je suis mariée, je n'ai pas du tout l'intention de tromper mon mari... Mentir perpétuellement, se cacher... Non ! Cela, pour rien au monde !

— En ce moment, nous ne mentons pas ? Nous ne nous cachons pas ?

— C'est vrai, fit-elle, baissant la tête. Je n'aurais pas dû... Nous avons été fous de nous aimer et plus fous encore de nous avoir dit que nous nous aimions...

— Nous n'y pouvons plus rien ! Vous n'avez aucune idée du sort qui nous attend ?

— Si... Quand je partirai, il faudra que nous ayons le courage de nous dire adieu...

— Adieu ! répétai-je, en la regardant avec des yeux

qui devaient ressembler à des pistolets. Vous rendez-vous compte de votre cruauté ? Je vous aime, vous êtes le premier, l'unique amour de ma vie, vous tenez entre vos mains tout mon bonheur et tout mon malheur, et, quand je vous demande quelle conclusion vous entrevoyez à notre aventure, vous me répondez : « Il n'y en a qu'une, nous quitter ! »

— En voyez-vous une autre ?

Je pivotai sur les talons, fis quelques pas au hasard, d'un arbre à un autre, allai jusqu'au petit oratoire, revins, et, me laissant tomber à genoux, dans l'herbe, devant Mme Berthomieu :

— Partir ! lui dis-je.

— Comment cela, partir ! fit-elle. Laisser mon mari !

— Oui !

— Mais je ne peux pas ! Mais je ne veux pas !

Et comme je faisais mine de me relever avec rage :

— Mais comprenez donc, voyons ! dit-elle, en me retenant avec la main. Je n'ai pas le droit ! Il ne m'a rien fait... Il a toujours été avec moi parfaitement loyal et affectueux... Vous voudriez... Non ! non ! Ça, c'est absolument impossible ! Si je vous écoutais, vous seriez le premier à me mépriser... Ce serait vouloir le tuer, et, moi-même, je vous haïrais !

— Tout cela, répondis-je, ce sont des mots qui n'ont plus de sens pour moi et qui, j'en suis sûr, n'en ont plus guère davantage pour vous. Je vous aime, vous m'aimez. Le reste, ce n'est plus rien... Il n'y a plus pour nous d'autre loi que celle-là...

— Par conséquent, vous estimez que nous pouvons nous conduire comme des assassins ?

Et, une colère sourde s'emparant d'elle :

— Au fait, dit-elle, en ramassant sa canne et son sac et en se levant, vous avez eu raison de me dire tout cela : vous m'avez ouvert les yeux sur moi-même, sur la folie que j'ai commise... Ah ! je voudrais me battre !... Rentrons !

Je m'approchai d'elle, d'un air suppliant.

— Rentrons ! Rentrons ! répéta-t-elle. Je me fais honte à moi-même !

— Dites plutôt, fis-je, que vous ne m'aimez pas !

— Non ! Je ne vous aime pas ! Je ne vous ai jamais aimé !

Je ne sais quel geste j'avais fait, quel regard j'avais eu. Elle étendit, sans se tourner vers moi, la main de mon côté, m'attrapa par la manche de mon veston :

— Si ! Je vous aime ! dit-elle. Mais rentrons, je vous en supplie !

Entre Notre-Dame de Prébayon et Vaison, il y a deux bonnes heures de marche. Pendant ces deux heures, Mme Berthomieu et moi, nous n'échangeâmes pas six paroles. Elle s'était lancée en avant, semblait vouloir mettre entre elle et moi le plus possible de terrain. Deux ou trois fois, je la perdis de vue. Je ne la rattrapai que longtemps après Mazurgues, et, à ce moment seulement, elle ralentit le pas et parut consentir à ce que je marchasse à côté d'elle. J'étais glacé de désespoir. J'avais l'impression qu'en la perdant j'allais tout perdre, que ma vie n'aurait plus aucun sens. Je me demandais avec effroi comment j'allais m'y prendre pour noyer ma peine, pour essayer de gagner le temps de l'oubli. Je partirais. Je m'en irais très loin, dans des pays dangereux. Plus jamais je ne pourrais ouvrir un livre. Plus jamais je ne me passionnerais pour des histoires de néolithique et de paléolithique. Mme Berthomieu m'avait empoisonné. J'étais un homme fini, rompu. Je devais avoir vieilli de trente ans.

Nous arrivâmes à Vaison. Nous arrivâmes chez moi, devant le porche de la vieille mairie. Mme Berthomieu me tendit la main, en me regardant bien dans les yeux. Elle semblait s'être ancrée jusqu'au paroxysme dans sa résolution de me dire adieu à jamais. Je vacillais, je devais avoir l'air d'un pauvre mannequin désarticulé. Puis je lui tendis la main, moi aussi ; elle la prit. Elle dut sentir cette main trembler dans la sienne, elle dut voir mon air égaré. Tout à coup, son visage changea. Je compris que quelque chose, en elle, fondait, comme un morceau de cire jeté dans le brasier. Elle m'attira sous le porche, me regarda de nouveau et avec des yeux qui, cette fois, semblaient avoir emprunté aux miens leur expression de désarroi et d'affolement, et, d'un geste brusque, elle se jeta contre moi, comme pour me donner un coup de tête dans la poitrine. Pendant une ou deux secondes, elle resta là, le front baissé. Comme cela lui

arrivait souvent, elle tenait son chapeau à la main. Je ne voyais que ses cheveux noirs, je respirais leur parfum.

— Alors ? me dit-elle enfin, d'une voix sourde. Qu'est-ce que nous décidons ? Nous partons ?

Je la pris par les deux épaules, la repoussai de moi légèrement pour apercevoir son visage. Elle avait les lèvres serrées, les yeux fermés, des larmes perlaient sous ses paupières.

— Vous voulez partir ? fis-je, stupéfait.

Elle secoua la tête :

— Non ? demanda-t-elle. Vous ne voulez plus ?

— Si ! Si ! Quand ?

— Le plus tôt sera le mieux... Je deviens folle ! Voulez-vous demain ?

— Voulez-vous tout de suite ?

— Non... Il me faut le temps de faire ma valise, de régler certaines choses...

— Où voulez-vous que nous allions ?

— Je pense, fit-elle, que vous y avez vous-même réfléchi ?

— J'avais l'intention de vous emmener à Marseille...

— A Marseille ? Pourquoi ?

— Parce qu'à Marseille on peut plus facilement qu'ailleurs échapper à toutes les recherches...

— Qui nous rechercherait ? Mon mari ?

Elle eut un petit rire :

— Mon mari fera bien de me laisser tranquille ! Parce que celui-là !...

Et sans achever sa pensée :

— Mais j'adore Marseille... Allons à Marseille...

— Vous avez votre passeport ?

— Pour ?...

— Pour le cas où nous voudrions quitter la France...

— Je n'ai jamais eu de passeport de ma vie...

— Comment avez-vous fait alors pour entrer en France ?

— Pour entrer en France ?

Et changeant de ton :

— Ah ! oui ! Je vous expliquerai plus tard comment j'ai fait pour entrer en France... je vous raconterai toute mon histoire... Alors demain ? Où ? A quelle heure ?

— Voulez-vous à sept heures, sur la place du Poids ?

— C'est un peu loin de chez moi... J'aurai ma valise à porter... Voulez-vous que nous disions : dix heures, route d'Orange, à l'entrée du nouveau pont ?

— Entendu...

— Vous aurez une auto ?

— Je demanderai à M. Pedrazzi de nous emmener...

Et comme, la question réglée dans ses moindres détails, elle s'écartait déjà de moi et s'apprêtait à me quitter, je la retins :

— Écoutez-moi ! lui dis-je.

Elle leva la tête.

— Quoi ?

— Vous ne me reprocherez pas un jour de vous avoir fait faire cela ?

— Mais vous ne me faites rien faire ? répondit-elle. Je prends tout sur moi, n'ayez crainte !

— Si par hasard votre mari... Vous me disiez tout à l'heure qu'en partant nous risquions de le tuer...

— Ah ! je vous ai dit ça ? Oubliez ! Si vous saviez ce qu'est mon mari et quelle vie il me fait vivre ! Vous le saurez demain, d'ailleurs. Alors, quand vous saurez, m'aimerez-vous toujours ?

Et elle partit sur ces mots, d'une démarche qui me parut chancelante, comme si, pour descendre la ruelle de l'Horloge, elle avait eu à lutter contre le vent.

IV

Le lendemain, M. Pedrazzi, à qui j'avais demandé de bien vouloir venir me prendre chez moi, avec sa voiture, pour m'emmener à Marseille, en compagnie d'une personne dont je ne lui avais point donné le nom, M. Pedrazzi fut exact au rendez-vous, et, à dix heures moins vingt, nous arrivions route d'Orange, à l'entrée du pont nouveau. Jusqu'à dix heures j'attendis sans trop d'impatience. Puis il fut dix heures et quart, dix heures et demie.

— Je commence à croire, dis-je à M. Pedrazzi, que je vous ai dérangé pour rien. La personne que nous devions emmener m'a déjà joué le tour une fois.

Il était au volant. J'étais assis derrière lui. Avec son

mouchoir, il nettoyait ses verres de lunettes. Cette opération terminée, il assujettit ses lunettes sur son nez, et, sans se retourner vers moi, regardant au loin la route devant lui :

— Vous né m'avez pas dit, fit-il, qui est cette personne, et, moi, jé né vous l'ai pas demandé. Jé né demande jamais rien. Ma peut-être qué si vous mé l'aviez dit, jé vous aurais dit, moi, qu'il était inoutile d'attendre.

— Ce n'est pas, répondis-je, quelqu'un de Vaison. Vous ne connaissez probablement pas.

— Jé connais tout le monde ! Les gens né sont pas à Vaison depuis cinq minutes qué jé les connais... Jé connais très bien M. et Mme Berthomieu...

— Vous savez, fis-je, légèrement interloqué, que c'est Mme Berthomieu que nous attendons ?

Il se tourna vers moi, sourit, d'un sourire qui découvrit toutes ses dents :

— Jé m'en doute, fit-il. Tout cé qui sé passe ici dans oune rayon dé cinquante kilomètres, jé lé sais. Jé sais qué vous étiez hier, avec Mme Berthomieu, à Mazurgues, à la Plâtrière... Mais comme vous né m'avez rien dit, moi, jé né vous ai rien dit non plus, et, alors, nous attendons depouis oune heure Mme Berthomieu... Or Mme Berthomieu est partie hier soir de Vaison avec son mari, par l'autocar...

— L'autocar ?

— Oui... L'autocar, qui les a emmenés à Orange... Ils ont dû prendre lé train dé neuf heures pour Paris...

— Vous les avez vus ?

— Oui !

— Ils sont partis avec des bagages ?

— Oui... deux grosses valises...

J'étais, comme on dit, sans voix, affalé au fond de la voiture, mes idées en complète déroute.

— Je vous en prie, fis-je au bout d'un moment... conduisez-moi à la gare... Là, peut-être, on me dira ce que cela signifie...

M. Pedrazzi mit son moteur en marche, fit grincer ses vitesses, et, cinq minutes après, nous arrivions à la gare. Je descendis. M. Pedrazzi, discrètement, resta à son volant. Le petit portillon qui donne accès aux quais était ouvert. J'entrai. Devant la porte de la salle d'attente, un gros

homme, qui portait l'uniforme des employés de chemins de fer, collait des étiquettes sur des caisses.

— Vous ne connaissez pas, lui demandai-je, un M. Berthomieu ?

Il me regarda, l'air étonné :

— Un M. Berthomieu ? dit-il. Si je ne connais pas un M. Berthomieu ?

Et sans attendre ma réponse :

— Chef ! appela-t-il.

Et un autre gros homme, plus gros encore que le premier et vêtu, lui aussi, de l'uniforme de la compagnie, apparut à la porte d'un des bureaux :

— Qu'est-ce qu'il y a ? demanda-t-il.

— C'est monsieur, répondit le premier employé en me désignant d'un coup de menton, qui voudrait vous parler...

— Non, fis-je. Je voudrais parler à M. Berthomieu.

— Eh ! c'est moi, M. Berthomieu !

— Pardon ! fis-je. Alors je ne comprends pas très bien... J'ai rencontré dans Vaison une personne qui m'a dit s'appeler M. Berthomieu et avoir loué une chambre dans la gare, chez le chef de gare...

— Ah ! très bien ! *Primo*, la personne dont vous voulez parler, c'est mon cousin... Il s'appelle en effet comme moi... *Secundo*, je ne lui ai rien loué du tout. Je lui ai prêté une chambre, à lui et à sa femme... Troisièmement, ils sont partis.

— Définitivement ?

— Jusqu'à l'année prochaine, tout au moins...

— Partis pour où ?

Il me regarda, de la tête aux pieds, sévèrement, fit une petite moue avec ses lèvres :

— Partis sans laisser d'adresse ! répondit-il.

V

A partir de maintenant, ce qui se passa en moi est assez curieux à noter. J'ai dans la tête une idée, une seule idée : retrouver M[me] Berthomieu et en faire ma femme. Tout le reste a disparu. Je ne suis pas triste, je ne suis pas désespéré... rien de tout cela... Je suis simplement résolu. En ce qui concerne les raisons qui ont pu déterminer M[me] Ber-

thomieu à prendre ainsi la fuite, je ne me pose aucune question. Mme Berthomieu est peut-être la dernière des femmes. C'est peut-être une intrigante, une aventurière. Elle est peut-être folle. Elle ne m'a peut-être jamais aimé. Elle s'est peut-être affreusement moquée de moi. C'est possible et cela m'est égal. Je la retrouverai et j'en ferai ma femme, et, ce point étant acquis, il arrivera ce qu'il arrivera. Ce que je vais faire est très probablement insensé. Il y a neuf chances sur dix pour que ce soit une aberration. Mais je le ferai tout de même et par les moyens les plus rapides.

J'avais rejoint M. Pedrazzi, dans sa voiture.

— Le chef de gare, lui dis-je, s'appelle, lui aussi, Berthomieu. Il est le cousin du Berthomieu que je connais.

— Jé lé savais, répondit-il.

— J'ai voulu savoir où étaient allés les Berthomieu... Il m'a répondu qu'ils étaient partis sans laisser d'adresse...

— Donc vous comptez sur moi pour qué jé vous trouve l'adresse ?

— C'est impossible ?

— Non ! Rien n'est impossible ! Mais vous la voulez sans doute pour tout dé suite et il faut lé temps ! Il faut que jé voie lé chef dé gare, qué j'aille à la poste... Vous mé donnez au moins la journée ?

— Prenez huit jours si vous voulez ! Mais l'adresse, monsieur Pedrazzi ! Il me faut l'adresse !

Je projetais de faire construire une piscine dans un de mes jardins. M. Pedrazzi m'avait établi des plans, un devis. Les frais m'avaient jusqu'alors arrêtés.

— Si vous me trouvez l'adresse, monsieur Pedrazzi, lui dis-je, je vous passe immédiatement la commande de la piscine !

Il se tourna vers moi, brusquement, me lança un regard indigné :

— Monsieur Perrier, me dit-il, les affaires sont oune chose et l'amitié en est oune autre !

Et il remit en marche sa voiture.

Tout le reste de la journée, je le passai à attendre. Le soir, M. Pedrazzi apparut dans l'encadrement de la porte.

— Alors ? lui demandai-je.

Il était coiffé, ce soir-là, d'une sorte de casque colonial

en paille. Il le retira, s'épongea le front avec son mouchoir, s'assit, et, en me montrant toutes ses dents :

— 21, rue Las Cases, Paris, me dit-il.

— L'adresse des Berthomieu !... Vous avez obtenu cela facilement ?

— Très facilement... Seulement, il a fallu parler et il a fallu cajoler des gens... Il a fallu marcher, grimper...

Il s'épongea de nouveau :

— Vous mé croirez si vous voulez, monsieur Perrier, jé souis en transpiration...

— Vous voulez boire quelque chose ?

— Non !

Il se retourna, regarda le jardin, derrière lui :

— Ah ! je ne dis pas que, s'il y avait là oune piscine, jé né ferais pas oune plongeon !

Le lendemain, je prenais le train pour Paris. J'arrivai chez moi, rue de Beaune, où je ne fis que toucher barre, déposer ma valise, et, dix minutes après, j'étais rue Las Cases. La maison qui portait le numéro 21 faisait presque le coin de la rue Las Cases et de la rue Casimir-Périer. Un immeuble d'apparence extrêmement modeste. On sentait que devaient y vivre, dans des logements exigus, de petits bourgeois, de petits rentiers. Les fenêtres du premier étage et du second, éteintes. De la lumière au troisième, à travers les contrevents fermés. La rue était déserte. Seul, devant la maison dont il avait la charge, un concierge, assis à califourchon sur une chaise, prenait le frais. Je passai deux ou trois fois devant lui sans qu'il m'accordât même un regard. Puis il m'aperçut, eut l'air de se demander ce que je faisais là, et, au bout d'un moment, tirant sa chaise derrière lui et me lançant un regard par-dessus son épaule, il rentra dans sa loge. Je revins devant le 21. On avait éteint, au troisième. Une façade morne, grise, triste. Je rentrai chez moi.

VI

Le lendemain matin, à sept heures et demie, j'étais dans le petit square qui se trouve situé devant Sainte-Clotilde et qui s'appelle, je l'appris ce jour-là, le square Samuel-Rousseau.

Mon plan de campagne était bien net : attendre que Mme Berthomieu sortît de chez-elle et lui parler... Je ne savais trop, d'ailleurs, ce que je lui dirais... J'improviserais... Je me voyais très bien arrêtant un taxi, y faisant monter Mme Berthomieu et partant avec elle pour le bout du monde..

A cette heure, dans le square, personne. Des gens qui, dans les rues d'alentour, se hâtaient, se rendant à leur travail. Des boutiques qu'on ouvrait. Il faisait bon, frais. Dans la nuit, une averse était tombée. Je m'avançai jusqu'au petit portillon qui fait le coin de la rue Las Cases et de la rue Casimir-Périer. De là, on a vue sur la façade du 21 de la rue Las Cases et je ne risquais pas trop de me trouver nez à nez avec M. Berthomieu. Je ne sais pourquoi, il commençait à faire figure à mes yeux de personnage satanique.

Pendant plus de deux heures, je restai là, regardant cette façade morne, ces cinq étages dont le dernier était garni d'un balcon, ces lucarnes de mansardes qui s'ouvraient dans le toit. Un sergent de ville, qui faisait les cent pas devant l'église, commençait à me regarder. C'était un jeune homme, l'air peu intelligent. L'idée devait naître en lui que je préparais un mauvais coup et qu'il y avait peut-être là, pour lui, l'occasion de se signaler. Je pris brusquement mon courage à deux mains, sortis du square, et, traversant la rue, j'entrai au 21.

— Madame, dis-je à la concierge, qui balayait sous le porche, est-ce ici qu'habite Mme Berthomieu ?

— Mme Berthomieu ? Oui, fit-elle en relevant avec son bras une mèche de ses cheveux. Mais elle n'est pas là... Elle est en vacances...

— Je croyais qu'elle était rentrée ?

— Pas encore... Elle ne doit rentrer que mardi....

— Elle est allée en Provence ?

— Oui... Dans un endroit qui s'appelle... qui s'appelle...

— Vaison ?

— C'est ça !

— Mais elle a quitté Vaison il y a deux jours...

— Ah !... Alors, je ne sais pas... Ils ont aussi des parents en Anjou, je crois... Ils sont peut-être allés passer quelques jours chez eux...

— Vous êtes sûre qu'ils seront rentrés mardi ?

— Dans tous les cas, c'est ce qu'elle me dit dans une carte que j'ai reçue d'elle il y a quelque temps... Son mari doit être à son bureau mercredi....

— Où se trouve le bureau de M. Berthomieu ?

— C'est au ministère de l'Intérieur...

— M. Berthomieu est au ministère de l'Intérieur ?

— Oui...

— Est-ce que, demandai-je, il y a longtemps que M. et Mme Berthomieu habitent ici ?

— Non... Attendez donc : ils sont entrés ici pour le terme de janvier...

A ce moment, une femme, qui devait être une des locataires et qui venait de descendre l'escalier, s'approcha de la concierge, un papier à la main. Elle devait avoir quelque chose à lui dire. Je m'en allai. Il y avait encore deux ou trois questions que j'aurais désiré lui poser. J'aurais voulu la faire causer encore un peu sur M. et Mme Berthomieu, sur leur façon de vivre. Mais je venais aussi de me rappeler brusquement qu'au ministère de l'Intérieur je connaissais ce jeune sous-chef de bureau, M. Charles Malavas, et, à supposer qu'à ce moment de l'année il ne fût pas encore en vacances, il était peut-être en train de faire ses malles. Boulevard Saint-Germain, je pris un taxi et me fis conduire place Beauvau.

M. Charles Malavas était sous-chef de bureau à la Direction du Contrôle. Il me reçut fort aimablement, dans un bureau sur la cheminée duquel il y avait un moulage de la fameuse Vénus laurée de Vaison, tête, d'ailleurs, assez lourde et que, pour ma part, j'admire très modérément.

— Je craignais, dis-je à M. Malavas, que vous ne fussiez en congé.

— Non, me répondit-il, j'ai en ce moment, ici, pas mal de travail, mon chef est absent, et, d'ailleurs, je ne sais si vous êtes de mon avis : la belle saison, pour moi, en Provence, commence en septembre...

Le lecteur se rappelle peut-être que c'est M. Malavas qui, un jour, dans une allée du Jardin des Plantes, en me parlant des gisements néolithiques de Pied-Martin, m'avait donné l'idée de prendre le train pour Vaison. Cette conversation avait eu lieu en 1935. Depuis lors, plusieurs fois, je l'avais

rencontré à Vaison, qui était le pays de sa femme et où il passait, chaque année, ses vacances.

Il me demanda si, là-bas, il n'y avait rien de nouveau.

— Rien du tout, répondis-je. On continue à remuer de la terre dans les fouilles romaines, à déterrer des bouts de colonnes...

Puis quand nous eûmes échangé ces quelques paroles de préambule :

— Monsieur Malavas, lui dis-je, j'ai un petit renseignement, assez particulier, à vous demander...

— De quoi s'agit-il ?

— Il s'agit, répondis-je, d'un M. Berthomieu. J'ai connu à Vaison un M. Berthomieu, qui est, paraît-il, le cousin du chef de gare. Or il serait, m'a-t-on dit, au ministère de l'Intérieur.

— Ah ! tiens ! Qu'est-ce qu'il fait au ministère ?

— C'est justement ce que je voudrais savoir... Chef de service ou chef de bureau, je pense...

— Je ne crois pas... Je connais à peu près tous les chefs de bureau et tous les chefs de service et je ne vois pas de Berthomieu... Mais, attendez, nous allons regarder dans l'annuaire...

Il prit un livre sur sa table, l'ouvrit, le feuilleta :

— Non, me dit-il, il n'y a pas de chef de service ou de chef de bureau qui s'appelle Berthomieu... de sous-chef non plus... Il n'y a, en fait de Berthomieu, qu'un Berthomieu qui est commis d'ordre et de comptabilité au 3e bureau de la Direction de l'Administration départementale et communale... C'est justement le bureau auquel j'appartenais, en qualité de rédacteur, avant d'être nommé sous-chef au Contrôle...

Et parcourant la brève notice que l'annuaire fournit sur chaque employé :

— Berthomieu, Marie-Joseph, dit-il. Il a quarante et un ans... Il a son certificat d'études... Il a les palmes académiques... Il est entré dans la maison en 19, il y a, par conséquent, dix-huit ans...

— Et l'annuaire n'indique pas qu'il ait fait des voyages à l'étranger ?

— Des voyages ?

— Je veux dire de longs voyages... Qu'il ait vécu des années à l'étranger...

— Ah ! pas depuis qu'il est chez nous, en tout cas ! Maintenant, il est possible qu'avant d'être nommé ici...

— Il s'agirait de voyages faits récemment...

— Oh ! ça, alors, c'est tout à fait impossible ! Je ne vous garantis pas du tout, d'ailleurs, remarquez, que ce soit le Berthomieu qui vous intéresse...

— Et en quoi, demandai-je, consiste ce métier de commis d'ordre et de comptabilité ?

— Oh ! ce n'est pas un métier bien sorcier ! Il consiste à classer des papiers, à répartir le courrier entre les divers employés... Cela demande plus de soin que d'intelligence...

— Vous ne connaissez personne qui le connaisse ?

— Mais si, son sous-chef, Brémontier, qui a été reçu au concours en même temps que moi... Pourquoi ? Vous voulez d'autres renseignements sur lui ?

— Je n'aurais pas été fâché de savoir ce qu'on pense de lui...

Il décrocha son téléphone, me tendit l'écouteur :

— Allo ! fit-il. Voulez-vous me donner M. Brémontier, à la Direction de l'Administration départementale et communale, je vous prie...

Et on entendit la voix de M. Brémontier :

— Allo ! Oui ! Qui est à l'appareil ?

— Malavas... Dis donc, tu as chez toi un M. Berthomieu ?

— Oui...

— Comment est-il ?

— A quel point de vue ?

— Physiquement...

— Pourquoi ça ? Qu'est-ce qui te prend ? Tu veux le marier ? Je te préviens qu'il est déjà marié...

— J'ai besoin de savoir si c'est le Berthomieu que j'ai rencontré il y a quelque temps...

— Ah ! mais c'est vrai ! Il est à Vaison, en ce moment... Tu es donc allé à Vaison ?

— Non... Je l'ai rencontré à Paris...

— Il est grand, pas mal bâti... Il a sur le front une belle frange de cheveux noirs, ce qui lui donne une allure assez particulière...

— C'est lui ? me demanda M. Malavas.

— C'est lui...

— Et moralement, intellectuellement, dit-il à M. Brémontier, quel genre d'homme ?

— Consciencieux, appliqué, il fait bien son petit boulot... Il y a des gens qui disent qu'il est fou, que, par moments, il se met à dérailler un peu... Moi, je l'ai toujours trouvé parfaitement normal, discipliné, respectueux de la hiérarchie et de toutes ces balançoires-là...

— Merci !

— C'est tout ce que tu voulais savoir ?

— Oui... A bientôt !

Et M. Malavas raccrocha.

— Voilà ! me dit-il. Brémontier n'est pas un imbécile et vous pouvez tenir pour à peu près exact le portrait qu'il vient de vous tracer... Mais me permettez-vous de vous demander maintenant pourquoi vous vous intéressez tant à ce Berthomieu ?

Je m'étais levé, j'avais repris mon chapeau :

— C'est, fis-je, que je crains qu'on ne se soit payé ma figure !

— Monsieur, me dit M. Malavas avec une charmante discrétion, est-ce que c'est une affaire d'argent ?

— Non, monsieur, répondis-je, en souriant tristement. Une affaire de cœur, simplement.

— Oh ! pardon !

Et posant sa main sur mon bras :

— Ça, c'est plus ennuyeux !

Peut-être voulut-il me ramener à des pensées plus sereines. Il me dit :

— Qu'est-ce que devient la paléontologie ?

— Ah ! fis-je, si vous saviez ce que je m'en fiche !

La journée s'écoula pour moi dans une morne errance, dans un lamentable désarroi. Berthomieu m'avait menti. Mme Berthomieu m'avait menti. A l'un j'avais donné mon amitié, à l'autre mon amour... Ils m'avaient menti... Ils m'avaient raconté des histoires... Pourquoi ? Pour se moquer de moi ? Peut-être d'ailleurs avaient-ils eu à mon égard des intentions moins avouables... Peut-être voulaient-ils

m'entraîner dans quelque combinaison bizarre et louche... Peut-être voulaient-ils m'escroquer... Berthomieu faisait, auprès de ses chefs, figure de brave homme... Mais est-ce qu'on connaît jamais la vie secrète des gens ?

Le tragique de l'histoire est que j'aimais Mme Berthomieu et que, si je l'avais vue apparaître, j'en aurais pleuré de bonheur. Après tout, il ne faut pas juger trop vite. Peut-être ne m'avait-elle pas tout à fait menti. Peut-être ne m'avait-elle menti que parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. D'ailleurs, je me rappelais la conversation que nous avions eue, elle et moi, en revenant de la ferme Granger : elle ne m'avait menti que parce que je l'interrogeais et parce qu'elle ne pouvait pas ne pas corroborer les mensonges de son mari. Sur ce petit pont, sur lequel nous étions assis tous les deux, elle m'avait dit :

— Vous ne mentirez jamais, au moins ? Le mensonge est une chose affreuse !

Alors ?

Je rentrai chez moi. Il était huit heures. J'étais, à ce moment, fermement décidé à revoir Mme Berthomieu, à lui demander compte de son attitude à mon égard, et, au premier mot de repentir, à passer l'éponge sur la comédie qu'elle m'avait jouée.

Je me rappelle que je me mis au lit sans dîner. Je n'avais pas faim, j'étais las. Comme cela se produit toujours quand on a bien mis ses idées en ordre et qu'on sait exactement ce qu'on veut faire, je m'endormis presque aussitôt. J'aimais Mme Berthomieu. Je l'aimais plus que jamais. Peu m'importait qu'elle m'eût menti. Le mensonge n'était pas bien gros, pas bien méchant. Et puis, quoi ! tout le monde ment !... Est-ce que je n'avais jamais menti, moi ?... et aux êtres qui m'étaient les plus chers ?... Tous les mensonges que j'avais faits à ma pauvre mère !

VII

Le mercredi suivant, à sept heures du matin, j'étais dans le petit square Samuel-Rousseau, attendant et faisant le guet. Trois quarts d'heure s'écoulèrent sans que, du 21 de la rue Las Cases, je visse sortir personne. A huit heures

moins dix, j'aperçus M. Berthomieu. Il était vêtu d'un veston noir, d'un pantalon gris, l'un et l'autre fort corrects et d'où toute fantaisie avait été bannie. Il portait, en fait de coiffure, un chapeau melon. Sous le porche, il avait dû rencontrer quelqu'un, car, avant de franchir le seuil, il se retourna, sourit, prononça quelques paroles que je n'entendis pas et il souleva son chapeau. Une fois dans la rue, il n'eut pas l'air d'hésiter une seconde : son itinéraire lui était tout tracé, par des mois d'habitude. Il marchait tête baissée, en se hâtant. Arrivé rue Casimir-Périer, il avait tourné à droite. Il prit la rue Saint-Dominique à gauche et il allait doubler le coin de la rue Martignac, quand, brusquement, je pris la décision de le suivre. Je n'étais pas venu pour cela. Mais Mme Berthomieu ne devait pas sortir de chez elle avant neuf ou dix heures, à supposer même qu'elle ne restât pas à la maison le matin. J'avais le temps de revenir prendre ma faction. D'autre part, il me semblait qu'il y avait quelque intérêt pour moi à observer M. Berthomieu, quand, ayant accroché dans un coin son uniforme de hardi aventurier, il n'était plus qu'un petit fonctionnaire zélé et ponctuel se rendant à son bureau.

M. Berthomieu me précédant d'une cinquantaine de pas et continuant à arpenter les trottoirs à vive allure, sans s'arrêter pour regarder les boutiques, qui, d'ailleurs, dans le quartier, sont rares, nous arrivâmes rue de Bourgogne, place du Palais-Bourbon, rue de l'Université, rue de Constantine. Il traversa le quai, se mit à longer la Seine, et, à ce moment, tirant sa montre, il dut s'apercevoir qu'il était en avance. Il ralentit le train. Il avait eu chaud. Il ôta son chapeau, s'épongea avec son mouchoir.

Il allait attraper le pont Alexandre III lorsqu'il aperçut un homme, qui, venant des Invalides, se dirigeait lui aussi vers les Champs-Élysées. C'était un petit homme, cinquante-cinq ans environ, sec et vif, des moustaches de chat, l'air assuré et décidé. Je compris immédiatement qu'il devait appartenir, comme M. Berthomieu, au ministère de l'Intérieur et occuper dans l'administration un poste supérieur à celui de notre héros. Car M. Berthomieu s'était littéralement précipité sur lui, et, chapeau bas, il se confondait en politesses. L'homme ne s'arrêta qu'une seconde, ne se découvrit

pas et se contenta de tendre la main à M. Berthomieu. Ils se remirent en marche, côte à côte, l'homme aux moustaches de chat, qui était beaucoup plus petit que M. Berthomieu, se tournant de temps en temps vers lui et lui donnant de bas en haut un bref regard et M. Berthomieu avançant à la façon des crabes, à distance respectueuse de son chef, comme pour le protéger de tous les dangers qui, venant de la droite, auraient pu fondre sur lui. Il se dépensait en courbettes, en gesticulations, et, une ou deux fois, le petit homme ayant dit un mot qui était peut-être drôle, je l'entendis rire d'un rire faux, platement courtisan, qui me glaça.

Arrivé au milieu du pont, je m'arrêtai, et, les laissant poursuivre leur route, je revins sur mes pas. J'étais fixé. Le hardi aventurier n'était qu'un pauvre diable, soucieux de ne pas perdre sa place, de plaire à ses chefs et de mériter, sur ses notes signalétiques, des appréciations élogieuses : *fait ce qu'il peut, rend des services au bureau par son application et son dévouement.* Tout cela était si triste et si honteux qu'il me sembla que l'image de Mme Berthomieu s'en ternissait. Arrivé quai d'Orsay, devant la gare des Invalides, je fus sur le point de rentrer directement chez moi. Mais je repris la rue de Constantine, la rue de l'Université : j'irais jusqu'au bout de cette histoire, j'en explorerais jusqu'au fond le ridicule et le grotesque. D'ailleurs, petit à petit, oubliant M. Berthomieu, je voyais Mme Berthomieu reprendre l'avantage. Un rapide cliché passa devant mes yeux : le petit diable noir collé contre moi, sous le porche, à Vaison, ses cheveux de soie qui sentaient bon, qui sentaient le soleil et la forêt, ses épaules rondes. Elle était exquise, grisante. Je n'allais tout de même pas lui faire supporter les conséquences de toutes les folies, de toutes les lâchetés, de toutes les misères de son mari.

VIII

J'attendis dans le petit square jusqu'à dix heures et demie, et, enfin, Mme Berthomieu parut. J'étais tellement las d'attendre, tellement énervé et abruti par cette station, que, pendant quelques secondes, je ne réalisai pas ce qui se passait et ce que j'avais à faire. Elle avait tourné à droite, se dirigeait

vers la rue de Bellechasse. Je me lançai à sa poursuite, la rattrapai sur le trottoir. Elle avait entendu mon pas et s'était retournée, arrêtée :

— Ah ! c'est vous ? me dit-elle, saisie, rougissant et secouant la tête. Qu'est-ce que... qu'est-ce que vous faites par ici ? Vous m'attendiez ? Non ?

— Si, je vous attendais, répondis-je. Je veux vous parler.

— Mais me parler de quoi ?

Elle avait soulevé ses épaules, les laissait retomber avec lassitude.

— Pourquoi, lui demandai-je, m'avez-vous fait cela ? Pourquoi êtes-vous partie ?

— Pourquoi, vous, fit-elle brutalement en me regardant avec colère, pourquoi êtes-vous revenu ? Il faut me laisser tranquille ! J'ai été folle...

— Mais vous vous reconnaissez le droit de jouer ainsi avec des sentiments qui étaient assez beaux, il me semble, assez nobles ?

Elle baissa la tête :

— Je vous demande pardon. D'ailleurs, vous le savez bien, je n'ai pas joué avec vous. J'ai écouté, moi aussi, mon cœur et je me rends compte aujourd'hui que c'est impossible. Alors, soyez gentil, allez-vous-en, ne cherchez plus jamais à me revoir. Je ne suis pas libre, je ne suis pas heureuse. Ayez pitié de moi. Ne me rendez pas plus malheureuse encore.

Je crus devoir, pourtant, insister :

— Pourquoi ce changement dans votre attitude ? Vous ne vous rappelez pas les projets que nous avions faits ?

— Si ! Mais je vous dis que c'est impossible !

Et me tendant la main :

— Allez ! Oubliez-moi ! fit-elle.

Je lui avais pris la main, je la serrais en tremblant, comme un oiseau qui allait mourir, à qui j'aurais voulu, avec ma chaleur, rendre la vie. Je devais avoir les yeux pleins de larmes. Elle me regarda, aperçut sans doute mes larmes. Je vis son visage se crisper, comme si elle allait pousser un cri. Elle se dégagea brusquement, et, avec une sorte de rage sourde :

— Ah ! c'est assommant, tout cela !

Elle partit, presque en courant. Arrivée rue de Bellechasse,

elle tourna à droite, disparut, sans se retourner. Je restai là, stupide, sur le trottoir.

Puis je continuai mon chemin, à pas lents, le cœur me tapant à grands coups dans la poitrine. Cette folle m'avait assassiné. Rue de Bellechasse, je regardai vers la droite, pour voir si je ne l'apercevais pas. Non. Une escouade de gardes municipaux, gros, gras et réjouis, passait. Je les regardai défiler. Ceux-là non plus ne devaient pas être malheureux, ils étaient bien habillés, ils avaient leur jugulaire au menton, et, d'un pas ferme, ils suivaient leur bonne petite voie bien droite. Je regrettai jusqu'au déchirement, le temps d'un éclair, de ne plus avoir l'âge où on peut encore s'engager à la Légion étrangère. J'aurais aimé parcourir les routes du Sud, sous un soleil d'enfer, avec des sous-officiers qui n'auraient pas toujours été très compréhensifs, et, à l'occasion, une balle perdue, qui aurait mis le point final à cette histoire saugrenue.

Je ne voulais pas rentrer chez moi. Je ne sais pourquoi, j'éprouvais une sorte de vertige à la pensée de me trouver seul avec moi-même, entre quatre murs. Cet appartement, dans lequel, il n'y avait pas si longtemps, je vivais heureux, avec mes bouquins et mes cailloux, me faisait peur. Il m'apparaissait sous l'aspect d'un grand puits noir. Je devais avoir un peu la fièvre, battre un peu la campagne. Pendant une heure ou deux, j'errai dans Paris, au hasard, sans penser à rien, en traînant les pieds, comme les clochards, en m'arrêtant aux devantures des libraires, pour regarder les taches jaunes des livres, sans aller jusqu'à fixer mon regard et mon attention sur les titres. Finalement, j'arrivai aux Halles, rue Montorgueil, et, comme je passais devant un restaurant, je me rappelai que, deux ou trois ans auparavant, j'y étais allé avec des amis et que, ma foi, je m'y étais un peu grisé. Je poussai la porte, j'entrai. Un maître d'hôtel vint vers moi.

— Je voudrais, lui dis-je, être seul. Je me souviens d'une table que vous avez, qui est placée sur un petit balcon.

— Malheureusement, monsieur, répondit-il, elle est retenue. Monsieur aurait dû téléphoner... Mais si monsieur veut venir par ici, il y a une table où...

Un homme en veston, qui était sans doute le patron, s'était approché :

— Non, Jules, à cette heure-ci, fit-il, si monsieur veut le balcon, vous pouvez le lui donner. Ces personnes ne viendront plus.

— Dans ces conditions... Si monsieur veut me suivre...

Je le suivis. Il me fit grimper un petit escalier en colimaçon et j'arrivai à ce balcon, à cette table, d'où l'on jouissait d'une vue magnifique sur la caisse et sur la caissière. Je m'assis. Le maître d'hôtel me tendit la carte.

— D'abord le sommelier, lui dis-je.

Et le sommelier étant apparu :

— Donnez-moi un cocktail, fis-je, quelque chose de sec et de dru... Ou, plutôt, donnez-moi deux cocktails. J'ai besoin de me remonter.

— Deux martini ?

— Deux martini. Dépêchez-vous.

Il s'en alla. Le maître d'hôtel, de nouveau, me tendait la carte :

— Est-ce que monsieur veut commencer par un poisson ?

Je repoussai la carte :

— Tout à l'heure... Je vous appellerai... Pour le moment, j'ai surtout soif...

Il disparut et je restai seul, prostré sur cette banquette de velours rouge. On entendait, dans la salle voisine, les gens manger, causer. Une femme riait, d'un rire pointu. Le sommelier revint, avec les deux cocktails. Je goûtai à l'un des deux verres.

— Ça va ? me demanda-t-il.

— Ça pourrait être plus sec...

Il se mit à rire :

— Ah ! pourtant, monsieur, j'ai plutôt forcé la dose ! Comme vin, qu'est-ce que monsieur prendra ?

— Champagne...

— Clicquot ?

— Non. Krug.

— Krug 28 ?

— Exactement !

Quand il revint avec le seau de glace et la bouteille, j'avais déjà absorbé un des deux cocktails. Il me regarda, tout en débouchant la bouteille. Je devais avoir la mine d'un homme qui a entrepris de se suicider, de s'assommer.

— Monsieur a commandé ce qu'il voulait manger ? fit-il.

— Non. Envoyez-moi le maître d'hôtel.

Et le maître d'hôtel ayant enfin réussi à me loger sa carte entre les mains :

— Vous avez du homard à l'américaine ? lui demandai-je.

— Pas ce matin, répondit-il. Mais nous avons des homards Thermidor, qui sont excellents.

Je rejetai la carte sur la table, attaquai mon second cocktail.

— Je veux, fis-je, — dites cela au chef et au patron, de ma part, — je veux un homard au whisky.

— Un homard au whisky ? Mais je ne sais pas si le chef...

— Deuxièmement, je veux des crêpes flambées.

— Et c'est tout ?...

— C'est tout...

Il descendit l'escalier en courant. Quelques instants après, l'homme au veston qui, tout à l'heure, m'avait fait donner ma table, apparaissait :

— Vous tenez absolument à un homard au whisky ? me demanda-t-il.

— Oui... Pourquoi ? Votre chef ne sait pas faire cela ?

— Si, monsieur ! Seulement, il va falloir que monsieur attende un petit moment...

— Cela n'a aucune espèce d'importance, répondis-je, en buvant une gorgée de cocktail. J'ai l'éternité devant moi.

Il rit, d'un petit rire inquiet, s'en retourna, et, à ce moment, je me rappelai qu'Amélie, que j'avais, la veille, par télégramme, priée de rentrer, avait dû arriver le matin et qu'elle m'attendait sans doute, rue de Beaune, pour le déjeuner. Je voulus me lever, pour aller lui téléphoner. Mais je sentis que les choses, autour de moi, tournaient, que le plancher se dérobait étrangement, bizarrement, comiquement, sous mes pas. Je me rassis, en riant. C'était extrêmement drôle. D'autant que je n'avais pas encore touché au champagne. Je vidai mon deuxième cocktail, jusqu'à la dernière goutte. Je n'aime pas les cocktails. Mais il faut reconnaître que cela vous met en train.

J'avais complètement oublié M[me] Berthomieu. D'ailleurs, j'avais complètement tout oublié. Je ne savais même plus qui j'étais, où j'étais. Au fond, je supporte assez mal le

cocktail. Deux petits verres de rien du tout et cela suffit pour me mettre knock-out... Le sommelier était revenu. Il me regardait, avec des petits yeux allumés et goguenards. Sans un mot, je poussai vers lui, sur la table, un verre.

— Un autre cocktail ? me demanda-t-il.

— *No ! Champagne, please !* répondis-je.

Il sortit la bouteille de champagne du seau de glace, m'en versa dans un autre verre. Je m'aperçus que le verre que je lui avais présenté était un de mes verres de cocktail. Je le ramenai à moi, confondu. Je bus une gorgée de champagne.

— Je vois avec plaisir, fit-il, que monsieur, lui au moins, ne bat pas son champagne.

— Non, moi jamais, répondis-je. Les gens qui battent leur champagne sont des fous, et, j'ajouterai, des croquants. Il devrait y avoir des lois pour châtier durement ces marauds.

Je bus une seconde gorgée, reposai mon verre sur la table peut-être un peu brutalement, mais, tout de même, avec une certaine adresse, puisque, le pied s'étant brisé, avec un joli bruit, le verre me resta dans la main.

— Ça ne fait rien, monsieur, dit le sommelier.

Il fit le geste de me prendre mon verre.

— Permettez ! répondis-je.

Je finis le verre et le lui tendis d'un geste noble, légèrement ostentatoire.

On apportait le homard.

— Au whisky ? demandai-je au maître d'hôtel.

— Oui, monsieur...

— Eh bien ! voyez-vous qu'on arrive à tout, quand on veut !

— On dit, fit le sommelier, qui, sans doute, comme parlent les pêcheurs, voulait me donner du fil, on dit que vouloir, c'est pouvoir...

— Il y a du vrai, répondis-je, dans cette assertion. Ingurgitons maintenant ce crustacé.

J'y goûtai.

— Moëlleux et savoureux à souhait ! Il ne faut point regretter, décidément, d'avoir vécu... Pour une opération comme celle-là, qui, somme toute, fut improvisée, — je parle aussi bien de la vie que du homard, — c'est assez réussi... Un peu de champagne, derechef !

Et à partir de ce moment, je ne me rappelle plus rien. Je dus tomber tout d'une masse, plouf !... dans le trou de la plus noire inconscience. Le maître d'hôtel et le sommelier, avec leurs plastrons glacés, s'effacent, s'évanouissent. Je flotte sur des nuages de coton.

IX

Je ne sortis de ce néant, je ne repris contact avec ce monde que le lendemain matin, à onze heures. J'étais chez moi, rue de Beaune, couché, dans mon lit, les rideaux de ma chambre tirés. Comment mon déjeuner de la veille s'était-il terminé, comment avais-je regagné mon domicile et avais-je eu la force de me déshabiller, de retirer mes chaussures, je ne l'ai jamais su d'une façon très nette. Amélie prétend que j'étais rentré dans l'après-midi, vers cinq heures, que j'avais l'air parfaitement normal et qu'après lui avoir demandé, d'un ton tout à fait naturel, des nouvelles de mes pétunias, j'étais passé dans ma chambre. Trois minutes après, je ronflais. De tout cela, je ne me rappelle rien. Pendant plusieurs jours, à la suite de ce déjeuner un peu trop copieusement arrosé, j'ai eu, à l'avant-bras gauche, du coude au poignet, une de ces ecchymoses que les médecins appellent des hématomes. Peut-être, entre la rue Montorgueil et la rue de Beaune, me suis-je trouvé aux prises avec un obstacle imprévu.

Toujours est-il que j'ouvris les yeux, ce matin-là, avec un violent mal de tête. J'étais, naturellement, honteux de ma conduite, et, surtout, dégoûté de tout. Je sonnai Amélie.

— Je voudrais, lui dis-je, un verre d'eau... un grand verre d'eau...

— Monsieur est souffrant ? fit-elle.

— Ce n'est rien... Ça va passer... Mais un verre d'eau! Vite !

— Monsieur ronflait si fort, hier soir, qu'on aurait dit que monsieur avait mal... J'ai failli réveiller monsieur pour lui demander s'il n'avait besoin de rien...

— J'ai besoin, Amélie, d'un verre d'eau !

— Bien, monsieur...

Elle s'en alla, revint avec le verre d'eau. Je le vidai d'un trait.

— Monsieur déjeunera ? fit Amélie.

— Non ! Oh ! non ! A Vaison, rien de nouveau ?

— Non, monsieur... Le docteur Barral n'a pas été content que monsieur soit parti sans lui dire au revoir...

— Je lui écrirai...

Et elle s'en retournait, quand, s'arrêtant sur le seuil de la porte :

— Ah ! j'allais oublier de dire à monsieur, fit-elle, que Mme Berthomieu a téléphoné hier trois fois et une fois encore ce matin...

Je me dressai sur mon séant :

— Qu'est-ce qu'elle voulait ?...

— Elle n'a pas dit. Elle voulait avoir monsieur.

— Pourquoi ne m'avez-vous pas réveillé ?

— Si monsieur s'était vu dormir ! Il dormait si bien !

Immédiatement, je m'étais senti dégrisé. En foule, m'étaient revenues toutes ces choses que, la veille, j'avais essayé de noyer dans l'ivresse : mes espoirs, mes élans, mes folies... Je congédiai Amélie, je m'habillai, et, une demi-heure après, j'arrivais rue Las Cases.

— Mme Berthomieu ? demandai-je à la concierge.

— Elle vient de partir, monsieur, répondit-elle. Elle est partie il n'y a pas cinq minutes.

— Elle n'a pas dit quand elle rentrerait ?

— Je crois qu'elle est partie en voyage... Elle a emporté sa valise...

— M. Berthomieu est parti avec elle ?

Et une voix d'homme, du fond de la loge :

— Non ! Elle a laissé une lettre pour lui !

— Ah ! fis-je, elle a laissé ?...

— Je ne savais pas, dit la concierge. J'étais dans la cour quand elle est partie. Je l'ai simplement vue passer avec sa valise.

L'homme apparut sur le seuil de la loge. Ce devait être le mari de la concierge. Il tenait la lettre à la main.

— Elle m'a dit, fit-il, de la remettre à son mari quand il rentrerait à midi.

— Elle est peut-être allée voir sa mère, à Angers, qui était malade ces temps-ci, ajouta la concierge.

— Donc, demandai-je, quand M. Berthomieu, ce matin,

est parti, il ne savait pas que sa femme avait l'intention de s'en aller ?

— Je suppose que non, puisque vous voyez : cette lettre...

Un tremblement m'avait pris. Je rentrai chez moi en courant, sans songer même à héler un taxi. Je n'avais pas mes clefs. Je sonnai. Amélie vint m'ouvrir.

— Monsieur, me dit-elle, il y a là...

— Oui, oui, je sais, répondis-je, l'écartant du geste. Préparez-moi ma valise. Je vais partir.

Mme Berthomieu m'attendait au salon, assise, toute petite, dans un de mes grands fauteuils de velours prune, sa valise à ses pieds. Elle se leva.

— Voulez-vous toujours de moi ? me demanda-t-elle.

— Vous avez donc juré de me rendre fou ? répondis-je, en la prenant dans mes bras et en couchant sa tête sur ma poitrine. Je ne vis plus ! Il me semble que j'attends ce moment-là depuis des siècles !

Elle resta un moment sans parler, se confiant à moi, les yeux fermés. Puis, me repoussant de la main :

— Seulement, il faut que je vous dise une chose, fit-elle. C'est que je suis une menteuse, une abominable menteuse...

— Ah ! comme c'est gentil de me l'avoir dit !

— C'est pour ne plus mentir que je suis ici...

X

Le lendemain matin, nous prenions notre petit déjeuner, Alice et moi, chez Fournaise, à Rueil, au bord de l'eau. Alice me dit :

— Vous êtes tout de même un homme bizarre. Vous ne m'avez pas encore demandé ce que c'était que mon mari et à quoi rimaient tous ses mensonges, toutes ses folies...

— Non, fis-je. C'est que je m'en moque. L'important, pour moi, est de savoir que vous serez ma femme et que nous allons être bien heureux. D'ailleurs, depuis hier, vous reconnaîtrez que nous n'avons guère eu le temps de nous occuper de votre mari.

Elle acheva de beurrer une tartine, me la tendit :

— Tenez, dit-elle. N'attendez pas que votre café soit froid... Vous aimez le café froid, vous ?

— Ça m'est égal...

Je la regardais avec ravissement.

— Moi, fit-elle, très chaud... Il faut que vous connaissiez mes manies, à partir de maintenant...

Nous étions assis tous les deux côte à côte, dans deux transatlantiques. Je lui pris la main, me penchai vers elle. Elle me regarda un instant, en souriant, en ayant l'air de détailler les traits de mon visage.

— C'est curieux, fit-elle. Je ne vous avais pas encore examiné de très près... De quelle couleur avez-vous donc les yeux ? Dans le soleil, on dirait qu'ils sont verts... Oh ! mon Dieu ! Il paraît que les yeux verts, c'est très mauvais. C'est signe de fausseté, d'hypocrisie...

Et cessant de sourire :

— Eh bien ! je vais vous dire ce qu'est mon mari... C'est un... Comment appelle-t-on ces gens qui écrivent des livres pleins d'histoires extraordinaires, de péripéties abracadabrantes ?

— Des romanciers d'aventures, mon amour...

— Mon mari est un romancier d'aventures ! Quelle horreur, hein ?

— Il écrit des livres ?

— Il les rêve ! Vous comprenez, il mène et il a toujours mené une petite vie calme, rangée, prudente, méthodique... Il va à son travail et il en revient, tous les jours, à la même heure, par le même chemin... Il est fonctionnaire. Il avance à l'ancienneté, automatiquement, tous les deux ans. Il n'a rien à redouter de l'avenir. Il est sûr de toucher son traitement, sûr de toucher un jour sa retraite. Il vit entre ses quatre murs, parmi ses paperasses, comme dans une couveuse.

— Mais ce petit employé de bureau porte tout au fond de lui l'âme d'un aventurier...

— Exactement !

— Alors il se révolte contre cette affreuse petite vie d'affreux petit gratte-papier...

— Qu'il a choisie lui-même, remarquez bien.

— Naturellement ! Car il est tout à la fois Sancho Pança et Don Quichotte ! Il s'échappe ! Il s'évade !

— Il est onze mois de l'année Sancho Pança, et, son mois de vacances, il le passe à être Don Quichotte !

— Au fond, n'en sommes-nous pas tous là ? Vous n'avez jamais pris, vous, un billet de loterie et vous n'avez jamais rêvez que vous gagniez le gros lot ?

— Peut-être ! Mais lui, vraiment, il exagère. Car il rêve tout haut, d'abord, il prend tout le monde à témoin de ses rêves, et, ensuite, il les rêve avec une telle intensité qu'on ne sait plus du tout, voyez-vous, où est le rêve et où est la réalité... On devient fou...

— Pauvre amour !

— La première année de notre mariage, nous étions en vacances au Tréport. Il est allé raconter partout qu'il m'avait rencontrée dans un train, dans l'Alaska, qu'il m'avait arrachée à des gens qui étaient des espèces de bandits, que nous nous étions sauvés en traîneau... Je ne sais quelles divagations... Vous voyez cela, lui, qui, dès que le temps est un peu couvert, prend son parapluie et qui jamais ne traverserait une rue autrement que par le passage clouté ! Après quoi, l'année suivante, comme nous étions chez ma mère, à Écouflant, près d'Angers, — car en fait d'être Afghane, je suis Angevine... Vous voilà déçu ?...

— Je n'ai pas à ce point le culte de l'exotisme.

— Il est venu dire au curé qu'il avait des dons bizarres, miraculeux, qu'il pouvait se tenir sous l'eau pendant des heures entières, qu'il pouvait envoûter les gens, guérir les paralytiques... Le pauvre curé a failli en perdre la raison ! Il voulait l'exorciser. Il n'osait plus passer devant chez nous. Une fois, il est allé encore plus loin. Cela se passait toujours au mois de juillet, en Bretagne... Nous étions descendus dans une auberge où il y avait une douzaine de pensionnaires, des gens très gentils et très petits bourgeois... Il n'a rien trouvé de mieux que d'inventer une histoire extraordinaire, qui se déroulait en Russie. Il était Russe et il avait été officier dans un régiment de la garde, le Préo... le Préba...

— Le Préobrajensky ?

— C'est cela ! Moi, j'étais, froidement, une traînée, qu'il avait ramassée dans le ruisseau... Et cette fois, à Vaison, c'est l'Afghanistan !...

— Et vous vous appelez Alissa !...

— Alissa ! fit-elle, en se renversant dans son transatlantique et en levant les yeux au ciel. Pourquoi Alissa ?

— Parce que, sans doute, cela fait très afghan !... Et vous vous habillez de longs voiles blancs, vous vous chaussez de cothurnes d'or, et, quand on parle à votre mari de Kipling, il déclare que le roman d'aventures, à côté de l'aventure tout court, est une lamentable et affligeante duperie !...

Elle se redressa :

— Alors, vous voyez avec qui j'ai vécu, pendant sept ans ? Un monstre, quoi !... Cette année, il m'avait promis qu'à Vaison il se tiendrait tranquille... J'arrive, je vous rencontre, et vous me plaisez... Et vous vous rappelez le jour où nous avions rendez-vous, le matin, place du Poids, et où vous l'avez vu arriver à ma place... Il venait de m'avouer toutes les turpitudes qu'il vous avait racontées... C'est plus fort que lui... Je ne voulais plus vous voir. J'avais honte. Et puis je vous aimais, et je vous ai revu, et il m'a bien fallu mentir, moi aussi... Et quand nous avons été pour partir, tous les deux... vous vous souvenez ?... Quand Pedrazzi devait nous emmener à Marseille... J'ai compris que je n'avais pas le droit, qu'un amour qui commence par un mensonge...

— Disons, chérie : par de la littérature...

— C'est la même chose !... Cet amour-là est un amour perdu, saccagé... et voilà, je me suis sauvée...

— Et voilà, je vous ai rattrapée ! lui dis-je, en posant ma main sur son genou.

— Et voulez-vous que je vous dise une chose ? fit-elle, réfléchissant. Je crois qu'à l'heure actuelle il est très malheureux, et qu'il est content, en même temps. Parce que ça, enfin, c'est une aventure.

Et me prenant la main, la serrant de toutes ses forces :

— Jurez-moi, jurez-moi que vous, au moins, vous n'avez aucune imagination !

— Ah ! aucune, mon amour !

— Dieu soit loué !... Ouf !...

JEAN MARTET.

LETTRES A M. DE STAËL

I

(Octobre 1790-Août 1791)

La publication, dans la *Revue*, des lettres adressées par Mme de Staël à son mari, entre 1785 et 1790 (1), la montrant sous un jour nouveau, a, croyons-nous, suscité quelque intérêt. Nous donnons ici la seconde partie de cette correspondance, celle des années 1790 à 1798.

Nulle femme n'a subi de jugements plus contradictoires que Mme de Staël. Si, de son vivant, elle a été passionnément aimée et admirée par les uns, les autres ne lui ont pas ménagé les sarcasmes. De notre temps, la critique, à son égard, s'est montrée défavorable. Plusieurs de ses biographes ne lui ont pas été indulgents, recueillant des anecdotes, des mots d'une authenticité douteuse. D'où vient tant de sévérité ? D'abord, elle a été l'antagoniste du grand Empereur, dont la popularité touche parfois à l'idolâtrie. D'autre part, la femme politique n'est-elle pas peu goûtée des hommes, et des femmes encore moins ? Ne serait-ce pas aussi que les contradictions de son caractère ont empêché qu'on ne la comprenne tout à fait ?

Sans attribuer une trop grande place à l'atavisme, dont les effets sont si mystérieux, il nous semble bien qu'on n'en a pas toujours reconnu l'importance dans la nature de Mme de Staël. De sa grand-mère maternelle, la belle Madeleine d'Albert, originaire de Montélimar, lui venait un courant de sang méridional dont les traits distinctifs paraissent bien marqués : chevelure noire, yeux étincelants, volubilité du geste et de la

(1) Voir, dans la *Revue* des 15 juin et 15 juillet 1932, ces lettres publiées par la comtesse Le Marois, née d'Haussonville.

parole, tempérament violent prêt à aimer et à souffrir avec emportement, contenu cependant par ce sens latin de l'équilibre qui défend d'aller jusqu'à l'excès. Par son père, elle tenait du caractère genevois : goût des spéculations de l'esprit uni au sens pratique des affaires, penchant inné à la mélancolie.

L'influence de M. Necker sur sa fille ne saurait être exagérée : nous en trouverons maintes traces dans cette correspondance. De lui, elle a reçu les idées libérales qui ont orienté sa destinée. L'amour de la liberté était, pour Mme de Staël, un culte qui se confondait avec celui de son père. Elle s'est enthousiasmée pour la Révolution à ses débuts ; mais, comme nous le verrons, elle s'en est détournée avec horreur quand la tyrannie sanglante détruisait la liberté, et elle a salué l'avènement de Bonaparte qui mettait fin à l'oppression. Le revirement de ses sentiments envers Napoléon n'est pas dû à de mesquins sentiments de vanité blessée, comme on l'a prétendu. Mme de Staël a eu très tôt la prescience de la dictature qui devait aller en s'appesantissant sur la France. « La gloire ne lui voilait pas le deuil de la liberté. » Incompréhensible à notre époque peut paraître cette religion de la liberté à laquelle de douloureux sacrifices ont été consentis ; mais la fidélité à son idéal, de cette femme, — si diverse par ailleurs, — pourrait lui valoir quelque estime, même de la part des fervents de Napoléon.

HAUSSONVILLE-LE MAROIS.

A COPPET, AUPRÈS DE M. ET Mme NECKER

Depuis le mois de septembre 1790, Mme de Staël s'était retirée à Coppet, auprès de son père, Necker ayant quitté la France après les événements qui préludaient à la Révolution. C'était une bien grande preuve de tendresse qu'elle lui donnait en s'arrachant de Paris. On sent que tout son esprit est tourné vers les événements politiques. De plus, l'humeur morose de Mme Necker rendait peu agréable la vie de famille. Aussi a-t-elle soif des nouvelles que son mari pourra lui envoyer.

Ce 15 octobre 1790.

Pendant que tu te plains de moi, mon cher ami, je m'affligeais de ton silence, et tu verras par une lettre de moi à

Mlle Bernault, moyen détourné que j'avais trouvé pour te faire savoir ma peine sans manquer à ma fierté, tu verras que j'avais passé cinq jours à Coppet sans recevoir un petit mot de toi ; mon cœur est maintenant à l'aise, car, je te le répète, ta douce manière pour moi, pendant les derniers jours que j'ai passés à Paris, m'a sensiblement touchée. Ne donne pas à mes paroles le caractère sacré d'une préférence exclusive qu'il m'est peut-être impossible de promettre, mais crois à un intérêt tendre, à un intérêt qui s'accroîtra beaucoup quand tu auras fait disparaître jusqu'à l'apparence de la crainte. Ton écriture, ta présence me rappellent quelquefois les temps où l'une et l'autre me causaient un si mauvais battement de cœur. Que, pendant quelque temps encore, elles ne m'apportent que du bonheur, et tu verras si mon cœur ne s'attache pas par la reconnaissance ; je n'accorde qu'à ce qui me rend heureuse, car ma mère me parle hébreu en m'entrétenant de ce que je lui dois.

Mon père est bien loin de supporter cette retraite ; même, comme je le craignais, on lui a fait faire une démarche qui empoisonnera sa vie. Mais tu crois bien que je lui suis entièrement dévouée, — le matin la promenade, le soir le piquet, — ne point sortir, ne recevoir personne, enfin plus consacrée que je ne l'étais étant fille, par cela seul qu'on ne peut plus l'exiger de moi ; mais, par une bizarrerie qui n'est pas sensible, ma mère craint que je ne *lui* sois nécessaire, elle craint que je n'anime la société de mon mouvement et non du sien ; enfin, elle craint qu'entre mon absence et ma présence il n'y ait de la différence. Ce sentiment qui se témoigne à chaque instant me rend ce séjour quelquefois pénible, et j'avoue que tu me feras plaisir de te tenir prêt à venir me chercher dans les premiers jours de janvier. Une fois à Genève, je leur serai moins nécessaire, et c'est à Genève que la manière de ma mère avec moi, ses refus de chevaux, de domestiques, que sais-je, moi ? de tout, hors le boire et le manger, seraient plus pénibles...

Ce 19 octobre 1790.

Conviens, mon cher ami, que ta correspondance avec moi n'est pas trop aimable et qu'il y a quelque chose de bizarre dans ta manière d'être pour celle que tu crois préférer.

Je suis, comme tu sais, parfaitement seule ici ; ce serait une douce distraction pour moi qu'une bonne petite lettre qui contînt et des sentiments doux et des nouvelles détaillées, et tu n'imagines pas de saisir ce moyen si simple de me plaire. Je l'explique, si déjà l'absence t'a détaché de moi ; mais si ces quinze jours ne t'ont pas encore désillusionné, ta conduite n'est pas ingénieuse. Maintenant, je te dirai que mon père est mieux depuis que je suis ici. Tu n'as pas l'idée du mouvement que je me suis donné pour être à moi seule une Assemblée nationale entière. Je m'étourdis pour ne pas être hors d'état de montrer de la gaieté, ce qui m'arriverait si je réfléchissais à tout ce qu'il y a de pénible dans la situation de mon père et dans la mienne : l'horrible ingratitude qu'il éprouve, la difficulté de vivre à Paris, l'ennui de rester ici, le caractère de ma mère impossible à supporter, même pour lui, dans cette solitude ; il n'y a ici ni gens de lettres ni grands seigneurs, à qui parlerait-elle ? Les honnêtes femmes y abondent, mais cela ne suffit pas pour l'amuser, pas même le sermon du dimanche ; elle voudrait, il serait même d'accord avec ses principes d'être heureuse ici, et cependant elle éprouve pour la première fois que le bonheur résiste à la volonté ; il faut donc revenir, mais quand le pourra-t-on ?

Ce 24 octobre 1790, Coppet.

... Dans un mois nous serons à Genève. Je ne sais pas quelles folies antidiplomatiques tu crains que je n'y fasse ; tout ce que je puis te dire, c'est qu'ils mettent leur amour-propre à ne pas prononcer une seule fois le nom d'ambassadrice, et M. de Staël, Mme de Staël sont sans cesse nommés en mangeant presque le *de*. Ne dis pas cependant que je n'aime pas Genève ; il faut y plaire pendant qu'on y est... Tu te plains de mon silence et moi je pourrais bien me plaindre de tes lettres, car elles ne ressemblent pas aux sentiments que tu m'as témoignés quand je suis partie. Il est possible que tu sois environné par des personnes qui cherchent à t'éloigner de moi ; on aime, je l'ai souvent éprouvé, on aime à faire du mal à ceux qui semblent réunir quelques avantages, à ceux surtout dont le caractère confiant ne prévoit rien, ne se préserve de rien et vit sur la foi de son âme et de celle des autres. Je ne craindrais point si tu ne consultais jamais

que ton propre cœur, mais ce qui t'entoure ou cherche à t'entourer a bien de l'empire sur toi, et quand je ne suis pas là pour en balancer l'effet, j'ai raison d'être inquiète...

Coppet, ce 29 octobre 1790.

C'est à toi que je donne un exemplaire pour Mlle Clairon (1). Tu m'en feras valoir auprès d'elle si tu veux, mais comme je ne puis satisfaire à toutes les demandes de mes amis, si l'on cite cet exemple, tu voudras bien dire que c'est un des tiens que tu lui as donné. Quant à M. de Bonnay ou à tout autre, dis qu'on m'écrive, cela m'amusera et je jugerai si la lettre est assez spirituelle pour mériter mon exemplaire. Je mets encore une condition à mon petit présent, c'est que tu me manderas *avec un peu de détail* ce que disent de cette pièce (2) ceux qui l'ont lue, et que tu diras à Mlle Bernault d'écrire avec exactitude les noms des possesseurs et le nombre des exemplaires. Ce n'est pas tout encore, car les auteurs sont bavards. Mlle Clairon connaît beaucoup de comédiens, tu lui feras sentir de quelle importance il serait pour moi que mes pièces tombassent en de pareilles mains... Un horrible accident a manqué d'arriver à ma mère; elle était dans cet état de nerfs que tu connais et que notre solitude augmente, quoiqu'elle ne cesse de dire que c'est un vrai paradis, parce qu'il faut avoir eu raison d'être venu. Le feu a pris à son chapeau d'une si terrible manière qu'au moment où ses femmes sont heureusement accourues pour la secourir, elle avait déjà une partie de cheveux et même de la peau du front brûlée. Ce n'est rien du tout aujourd'hui, mais rien n'était plus tragique hier. Quand nous sommes arrivés dans cette chambre, mon père et moi, ma mère nous a fait ce récit avec une solennité, s'il est possible, plus effrayante encore que le danger même. Mon père fondait en pleurs, de l'événement et du récit, moi, de l'événement seul. Cette scène nous a cependant rapprochées l'une de l'autre; la crainte de la perdre me fait toujours oublier tout ce qu'elle m'a causé et me causera de peine...

(1) Clairon (Claire-Joséphine Legris de Latude), 1723-1803, actrice célèbre qui devait jouer un rôle important dans la vie de M. de Staël.

(2) La pièce doit être *Jane Grey*.

Coppet, ce 2 novembre 1790.

Tu te plains, mon cher ami, de la rareté de mes lettres. Je t'assure cependant que personne n'est plus favorisé par moi. M. de Montmorency (1) m'écrit, tous les courriers, quatre pages de nouvelles et cette conduite, très supérieure à la tienne, est récompensée de même. L'évêque (2) a de mes lettres tous les huit jours au plus et, ce qui va t'étonner, depuis *trois semaines* M. de Narbonne (3) ne m'a pas écrit une ligne et, par conséquent, n'en a pas reçu une de moi ; si tu expliques ce silence, tu me feras plaisir, car je m'y perds et j'en suis vraiment affligée ; après cette énumération, le reste ne vaut pas l'honneur d'être nommé. Je viens de passer trois jours à Cologny (4) avec un succès distingué ; cette campagne de mon oncle a été remplie d'adorateurs de tous les âges et de tous les sexes, et si la quantité des hommages suffisait à un amour-propre un peu délicat, le mien serait content, mais Paris, Paris serait encore ce que je préfère et j'ai pas mal d'envie d'y retourner ; ce désir, à mon grand regret, se confond avec celui de te revoir, car je voudrais que tu visses bien clairement ce qui t'en appartient, et que tu susses, à n'en pas douter, combien tu comptes dans le bonheur de ma vie...

Il me semble que Mme de Saint-Priest (5) te plaît assez ; je te prie de ne pas t'y tromper : elle n'a point d'esprit et passe pour telle par delà. Je suis inquiète de ce qu'elle t'a dit, de tes principes et de ta société ; je crois qu'il serait adroit d'attribuer, dans tes lettres, quelques liaisons avec le parti populaire à l'indispensable nécessité de savoir des nouvelles et de pouvoir traiter, soit pour les affaires particulières, soit pour les affaires publiques, avec les hommes dominants...

(1) Mathieu de Montmorency.

(2) Talleyrand, évêque d'Autun.

(3) Les assiduités du vicomte Louis de Narbonne avaient indisposé M. de Staël ; voyez la *Revue* du 1er juillet 1932.

(4) Propriété de M. Necker de Germany, frère aîné de M. Necker.

(5) Guilhelmine-Constance de Ludolf, 1752-1807, femme de François-Emmanuel Guignard, comte de Saint-Priest. Ce dernier, ancien ambassadeur en Hollande, puis ministre d'État, fut secrétaire d'État de la Maison du Roi, après la prise de la Bastille, et collègue de Necker.

Au reste, il me semble que M. de Montmorin (1) va prendre une véritable influence ; si cela est, tu pourras, je crois, parler de tes liaisons avec lui. M. de Saint-Priest va en Suède. Je ne sais pas quelle est sa disposition pour nous, mais il me semble que sa femme, monsieur, vous en répondra. Plaisanterie à part, je ne veux pas te trouver dégagé, penses-y bien. Adresse-moi tes lettres à Genève, nous y allons dans peu; d'ailleurs c'est aussi sûr. Le froid est déjà très vif, et ma mère veut revenir dans une ville, ce n'est pas trop le goût de mon père. En effet, après Paris, il n'y a que la solitude ; les demi-mouvements conviennent moins que le repos. J'aimerais aussi mieux, moi, rester à Coppet que d'aller user ma vie dans les assemblées, bals, fêtes, soupers qu'on me prépare, et ma nouvelle tragédie (2) m'amuse beaucoup plus que tout cela. Adieu, mon ami. Je te remercie de soigner ton fils ; c'est un grand bonheur que les enfants ; ici qu'on les voit sans cesse dans les salons, je me passionne pour eux. C'est une bonne méthode que celle d'être souvent avec eux ; j'ai sur l'éducation d'un fils des idées sublimes, mais si Auguste (3) s'avisait d'être le second homme de génie de son siècle, je serais bien *désappointée*. Adieu encore, écris-moi souvent, et regrette-moi davantage.

Coppet, ce 14 novembre 1790.

Quelle que soit la réponse de M. Franck, je crois que tu ferais bien d'écrire que tu as absolument renoncé à ton projet, soit pour observer de plus près les événements et en rendre un compte précis au Roi, soit pour n'être pas compromis en aucune manière en te rapprochant du séjour des réfugiés français. Nous aurons le temps de demander un congé pour l'été prochain. D'ici à cette époque, les événements seront éclaircis ; mais, en vérité, dans ce moment, fortune, place, séjour, tout est incertain, et l'on marche sur un sable mouvant.

...Il me paraît impossible que le Roi manque à *la pro-*

(1) Comte de Montmorin de Saint-Hérem, ancien ambassadeur en Espagne, ministre des Affaires étrangères ; arrêté après le 10 août, il fut une des victimes des massacres de Septembre.

(2) *Montmorency*. Cette tragédie est demeurée inédite. Rosalie de Constant, dans une lettre publiée par M. Kohler, dit qu'« à la beauté de la poésie elle a joint des caractères et une action vraiment dramatiques ».

(3) Son fils Auguste, né en août 1790, mort en novembre 1827.

messe (1) par écrit qu'il *nous* a donnée, et, certes, s'il te laisse encore ta place cinq ans, nous serons alors hors du naufrage. Dans ce moment cette perte serait affreuse. Quelquefois je pense avec peine que tu me crois un intérêt très personnel à sa conservation ; je t'assure cependant que, si j'étais seule au monde, j'en sentirais moins le prix. Mais l'incertitude de l'infortune de mon père rendrait ma mère intraitable dans ce moment ; nous serions un long temps séparés ou réunis chez elle, et tu ne peux pas avoir l'idée de son caractère à présent... La maladie, la solitude l'ont aigrie à tel point que mon père lui-même, quoique plus dominé par elle que jamais, souffre extrêmement de son joug. Elle n'est pas mieux pour toi que pour moi, l'un et l'autre lui déplaisent également pour des raisons différentes. Certes, ici l'on ne me dira pas que j'ai l'ombre d'un tort : je ne sors pas, je ne reçois personne, je ne prononce pas une seule parole qui puisse la choquer ; eh bien ! si j'ai un avis sur les affaires, si je risque que tel changement ferait bien dans le château, une tirade sur les conseils que j'ai donnés à mon père, sur la dépense énorme que moi et toi-même surtout faisons tient le reste de la soirée. Cela n'est pas tenable pour personne. Et cependant trente ou quarante mille livres de rente rendent le séjour de Paris impossible pour nous deux, la nullité d'existence fort insipide pour toi, et le voyage en Suède fort pénible, soit qu'il nous séparât, soit qu'il nous réunît. Je t'assure donc que la plus grande partie de mes craintes sur ta place porte sur le désir d'une union continuelle et que dans cinq ans, si la fortune de mon père lui permet de nous rendre indépendants, si les événements de tout genre lui en donnent la possibilité, tu me verras indifférente sur un sort dont ma vanité se passe et qui ne me plairait alors que comme une occupation et un relief pour toi ; voilà mes motifs. Quant aux moyens, il me semble impossible qu'en ne négligeant pas tes amis de Suède, en continuant à te bien tirer des affaires du Roi, en l'entretenant toujours dans tes dépêches de l'impossibilité d'une contre-révolution, non en démocrate, mais

(1) M. de Staël ayant déplu à Gustave III par ses sentiments trop sympathiques à la Révolution était menacé d'être rappelé. Au moment du mariage de sa fille, Necker avait obtenu la promesse du roi de Suède que le baron de Staël serait laissé à Paris comme ambassadeur ou recevrait une pension de 20 000 livres.

en homme qui juge bien les caractères et les choses, tu ne parviennes à conserver ce qui t'est solennellement promis. Certainement, les mécontents se multiplient, mais il ne faut pas s'y tromper : depuis que mon père n'est plus dans le ministère, c'est un malheur plutôt qu'un bien ; une tentative des aristocrates fera la force des jacobins et si l'on veut pousser l'opinion, l'opinion reculera.

Je suis bien aise que mon fils ressemble à Gustavine (1). C'est, j'espère, la plus douce consolation pour toi ; c'est d'ailleurs d'assez bon goût, car cette pauvre petite était charmante ; il me reste toujours de l'inquiétude sur un nez retroussé et large, je voudrais à cet égard être rassurée. Ma mère est extrêmement souffrante, son air de délabrement ne me permet pas de me plaindre de son humeur ; mon pauvre père a bien besoin de moi en ce moment, et cette pensée répand du charme sur tout ce qui serait de la peine. Ses propres affaires cependant me rappellent à Paris quand je ne t'aurais pas promis d'y revenir. Il ne m'est pas bien prouvé néanmoins que ton sentiment pourrait bien avoir cette singularité de plus ; le mien est plus simple, il me fait grossièrement désirer de te revoir...

Coppet, ce 19 novembre 1790.

Peins-toi l'angoisse dans laquelle j'ai été depuis vingt-quatre heures. Le courrier avait manqué deux fois de suite par le débordement de la Loire, disait-on ; enfin, au milieu de cette nuit, un courrier extraordinaire passe et dit seulement que l'hôtel de Castries (2) est pillé ; je voulais partir pour Paris à l'instant. Cet hôtel pillé si près de toi et d'Auguste, la situation violente dans laquelle se trouvait la France et mes amis, tout me rendait impossible d'exister avec des nouvelles si rares et si éloignées. Ta lettre m'a calmée cependant, et j'ajourne ce retour qui te surprendra l'un de ces jours. Si j'ai des raisons d'inquiétude, ce que j'aime en danger a toujours eu dans mon cœur la préférence sur ce que j'aime en sûreté ;

(1) Petite fille que Mme de Staël avait perdue en bas âge.

(2) Charles-François de Lameth (1757-1832), très populaire par ses idées avancées, ayant été blessé en duel par le fils du maréchal de Castries, l'hôtel de celui-ci fut pillé. Il était situé rue de Varennes, assez près de la rue du Bac où était l'ambassade de Suède.

ainsi je vais vers toi, mon fils et mes amis, si la France tourne à la guerre civile ; sans cela, *pour te faire plaisir*, je ne reviendrai que dans le mois de janvier. Ta lettre est fort aimable au désir près de ne pas me revoir, qui, motivé comme tu le voudras, ne te plairait pas si je te le témoignais. Quelle inconcevable histoire que celle de ce duel ! Voilà donc M. de Lameth obtenant les mêmes hommages, la même popularité qui me flattaient tant pour mon père ! Combien cela fait réfléchir et placer plus haut encore son indépendance ; ce n'est pas seulement au-dessus des grandeurs de la fortune, c'est au-dessus de l'opinion même qu'il faut se placer ou du moins de l'opinion contemporaine. Tu ne me mandes pas si tu vois plus de justice pour mon père : je l'espère du temps, son système de sagesse et de modération n'a que lui pour juge, il est impossible qu'il ne révolte pas les passions ; j'ai quelquefois moi-même de l'impatience contre ce système-là.

Dans les temps orageux qui blâment les excès,
Des partis opposés déteste les forfaits,
D'aucune passion ne secondant la rage,
Se perd dans les efforts de ce double courage.

Ces quatre vers sont d'une nouvelle tragédie dont j'ai déjà fait quatre actes, et dont le héros, Henri de Montmorency, décapité sous le cardinal de Richelieu, ressemble un peu à mon père. De tout ce qu'on m'a dit sur ma tragédie, rien ne m'a plus flattée que le billet de Mlle Clairon. Je suis absolument de son avis sur la comédie, mais je le craignais autant que je désirais de savoir son opinion sur *Jane Grey*. J'ai ri de la petite leçon de la fin ; tu pourrais bien lui avoir appris à te l'écrire. Je réponds d'une seule chose : c'est qu'il est beaucoup moins sûr que j'aie de l'esprit que de l'honnêteté et de la bonté. Quant à la perfection de vertu que toi par amour et ma mère par insensibilité vous exigeriez de moi, elle n'est ni dans mon pouvoir, ni dans mes idées, et je crois que c'est à mon goût et à ta conduite pour moi à décider de tout ce qui ne t'est pas dû.

En parlant de conduite, l'économie que tu mets dans la dépense de ta table est un trait de délicatesse extrêmement aimable ; permets-moi donc de te faire une observation qui portera beaucoup moins sur tes jouissances et beaucoup plus

sur tes dépenses. Regarde la liste de dix-sept mille livres de dettes que Brohier m'a envoyée ; tu y verras l'énorme inconvénient de tout ce que tu commandes sans y faire attention, qu'on accumule en mémoires, qu'on fait payer beaucoup trop cher, et que l'insupportable négligence du plus habile intendant de la terre présente tout à coup sans que ni toi ni moi nous nous doutassions de la moitié. Il y a de ma faute, mais aussi de la tienne : le sellier, par exemple, 3 500 livres, cela a-t-il le sens commun ? Ma mère dépense moins que nous en ayant beaucoup plus de jouissances, et cette sorte de gaspillage de tous les jours est perdu pour le bonheur et pour le plaisir.

L'écurie, entre autres, que tu conduis, coûte presque autant que la table, et cependant le proverbe de *bête à manger du foin ne peut nous être appliqué* ! Ne souffre plus de mémoires à l'avenir ; mets ton bon esprit à l'ordre intérieur, et moi je mettrai le mien à tâcher d'apporter un peu d'argent qui puisse avec une énorme diminution acquitter ces dix-sept mille livres. Voilà bien assez de détails de ménage. Que je voudrais être assez riche pour nous les épargner ! Enfin, je crois que, si la banqueroute est une fois échappée, mon père l'emportera sur ma mère à cet égard. La contre-révolution, voilà ce qui nous ruinerait absolument, et tout horrible qu'est l'affaire de l'hôtel de Castries, elle prouve au moins qu'on veut la révolution plus que jamais. Dans tes dépêches, fais un peu valoir cet événement auprès de ton Roi, car, sûrement, M. de Calonne, Mme de Boufflers et autres aristocrates s'étaient servis de l'espoir d'une contre-révolution contre toi...

Coppet, ce 28 novembre 1790.

Voilà donc enfin des lettres de toi ; je suis bien aise d'être rassurée sur ton silence, et, comme tu ne me parles pas de tes affaires, j'en conclus qu'elles vont bien et que ton Roi n'a pas l'idée de se déshonorer en manquant à sa parole.

Parlons donc de sentiment et tout à fait.

Je dis que le tien pour moi a des caractères fort singuliers, et voici sur quoi je me fonde : il est clair par ta lettre que tu n'as pas envie de me revoir ; tes descriptions affreuses de Paris que mes autres amis ne me font pas, ces prétendus plaisirs que tu me supposes à Genève, quand je n'y ai pas

encore mis les pieds, et lorsque tête à tête avec ma mère je pensais bien périr d'ennui, si l'idée d'être utile à mon père ne me soutenait pas... Enfin, ce sacrifice que tu fais à la raison et à mon bonheur quand ni l'une ni l'autre ne sont à présent intéressées à la prolongation de mon séjour, tout cela, mon cher ami, est trop facile à entendre pour que je ne le démêle pas. En conséquence, je reste, quoiqu'il m'eût assez convenu, maintenant que mon père va à Genève, qu'il n'a plus besoin de moi, de m'en aller pour revenir à l'époque de son retour ici ; quoiqu'il m'eût été donné de revoir mon fils et toi, si tu l'avais désiré, si tu m'avais dit sur mon retour la meilleure partie de ce que mes amis m'écrivent.

Je reste ; mais crois-tu qu'on puisse se flatter d'être aimée de l'homme qui n'a pas avant tout le besoin de vous revoir et qui, vous sachant malheureuse dans votre intérieur par votre mère, ne se met pas en avant pour vous mettre à l'aise, pour la quitter ? Je te l'ai dit souvent, toutes les paroles du monde ne valent pas une action qui contribue à votre bonheur, et cette action-là était d'une grande importance à mes yeux ; je l'ai attendue et j'ai jugé ton cœur ; mais n'en parlons plus. Tu me dis que M. de Narbonne a passé cinq jours à Coppet, c'est un des mille et un mensonges dont on t'environne ; il n'y serait sûrement pas reçu, mais il n'est pas plus près d'y venir ; sa négligence pour moi est excessive : je sais qu'il est à Paris et qu'il retourne à Toul dans huit jours ; mais c'est indirectement que je le sais, et depuis qu'il y est, il n'a pas daigné m'écrire. Ainsi finira cette fameuse jalousie ; mais il m'eût été doux de conserver un ami plus tendre dans un homme qui m'a valu tant d'injustes peines.

J'ai assez mal à la poitrine et mon idée est que je mourrai jeune ; je te dis cela pour te faire supporter mon retour sans trop de peine quand il arrivera. Je suis horriblement triste, il vaut mieux que je finisse.

Je reçois dans l'instant la plus aimable lettre du monde de toi. Pardon de toutes celles que je t'ai écrites ; l'éloignement grossit les objets, on m'avait monté la tête sur ton peu d'envie de me revoir et ma tête était partie. Le courrier qui part ne me laisse que le temps de t'assurer que je t'aime de toute mon âme.

Genève, ce 9 décembre 1790.

... Mon projet est de rester ici jusqu'à la fin de ce mois, d'aller ensuite faire une course à Lausanne, de revenir dire adieu à mon père et de repartir avec l'illustre Coindet, que ses affaires rappellent à Paris vers le 18 de janvier. Mon père aime mieux que je revienne dans les premiers jours de juin, et il est certain qu'à Coppet, il a plus besoin de moi qu'ici. La ville entière nous passe en revue et je connais maintenant tous les nouveaux concitoyens ; on me traite avec beaucoup de bonté ; on s'apprête à me faire danser, le 18, chez Mme Necker de Saussure (1), et le 31 chez Mme Rilliet-Necker (2). Mais, si tu me promets le secret le plus absolu, je t'avouerai que la société des Genevois m'est insupportable : leur amour de l'égalité n'est que le désir d'abaisser tout le monde, leur liberté est de l'insolence, et leurs bonnes mœurs de l'ennui.

D'ailleurs, les petites villes ne conviennent pas à des personnes un peu hors de la ligne ordinaire ; chaque mot qu'elles disent est l'événement de toutes les sociétés. Je suis sûre qu'entre mon père, ma mère et moi, nous occupons Genève, comme l'Assemblée nationale Paris. Cela m'est insupportable, le bruit sans gloire n'est qu'importun...

Fais l'effort de me dire que tu me reverras avec plaisir, tu as encore bien du temps pour t'y préparer, mais je t'avoue que j'éprouverais un sentiment bien triste, si je ne pensais pas que mon retour te sera agréable. Rassure-moi sur cet objet : la moitié de mon plaisir serait perdu, une véritable peine le remplacerait, si je n'avais pas cette certitude. Adieu encore, mille tendresses.

Genève, le 11 décembre 1790.

J'ai reçu, mon cher ami, ta lettre sous l'adresse dont nous étions convenus ; je l'ai trouvée simple et vraie, ainsi je ne m'en plaindrai pas, car le reproche ne me paraît jamais devoir se placer que sur la dissimulation. Il ne m'en est pas moins pénible d'avoir à plaider auprès de toi en faveur de mon retour ; je ne m'y attendais pas, mais ma destinée depuis

(1) Albertine de Saussure, femme de Jacques Necker.
(2) Jeanne-Marie Necker, femme d'H.-B. Rilliet.

quelque temps prend bien la route du malheur. D'abord, si j'ai eu un tort dans les derniers temps de mon séjour à Paris, c'est de me montrer trop aristocrate, mon humeur contre l'Assemblée m'y entraînait sans cesse ; si j'ai fait une action marquée, c'est de cesser de voir MM. de Lameth, c'est encore une conduite dans le sens de la Cour ; je crois donc que l'envie de faire du mal s'est attachée sur moi sans motif et qu'avec cette disposition il faudrait que je passasse dix ans en Suisse pour calmer la haine. Quant à l'avenir, mon intention est de ne voir absolument que mes amis, et de faire le moins de bruit possible ; d'ailleurs, je reviendrai au mois de mai en Suisse pour y passer six mois, et tu peux mander mon retour en France comme une course passagère pour te revoir et mon fils, qui depuis trois mois doit être bien changé. Le séjour à Genève a de véritables inconvénients par la manière dont les Français sont pour moi, et jusqu'au moment où mon père sera à Coppet. Je crois que pour ton ambassade même mon séjour ici ne vaudrait rien...

Ce 13 décembre 1790, Genève.

Tu es beaucoup trop bon, mon cher ami, de t'inquiéter de ma santé ; ma poitrine est beaucoup mieux, et je n'ai plus que des douleurs de dents si insoutenables que je ne puis fermer l'œil de la nuit. Tous ces maux sont, je crois, dus à l'air de ce pays. Jamais je n'ai tant entendu parler des infirmités humaines ; les uns ont des vapeurs, les autres des rhumatismes. On se croit aux eaux, soit, comme mon père le pense, que l'air des montagnes soit malsain, soit que l'uniformité de la vie, le vide des événements publics et particuliers laisse l'âme travailler sur elle-même et se créer des fantômes pour peupler sa solitude. Je soigne du fond de mon cœur la tête de ce pauvre M. de Lally (1), mais imagine qu'il est tellement attaqué de vapeurs qu'il se croit sans cesse à la veille de mourir ; avec un visage de prospérité, il se croit dans le marasme. Il me montre des mains beaucoup moins maigres que les miennes et s'écrie : « Vous voyez bien que je meurs ! » Mme d'Hénin est à Lausanne ; il n'ose la suivre, parce qu'elle le fait rougir de sa faiblesse ; moi, je la

(1) Le marquis de Lally-Tollendal (Trophime-Gérard) avait une liaison bien connue avec la princesse d'Hénin.

combats doucement parce que j'ai souvent peur qu'il ne devienne fou à côté de moi. Je t'en prie, ne dis pas un mot de cet état, je ne l'ai mandé à personne, c'est un secret qu'il faut garder. Je le mènerai à Lausanne le 31 décembre ; il m'a dit qu'il lui était impossible de faire la route tout seul, que son idée de la mort s'emparerait trop fortement de lui. Cela me confond de voir craindre à cet excès la fin de la vie : tant de choses finissent avant elle, que la mort est bien avancée avant le dernier moment...

Genève, ce 27 décembre 1790.

... Tu n'auras pas une longue lettre de moi aujourd'hui. On me donne un superbe bal ce soir, et ma toilette demande de la réflexion.

Tous ces jours vont être tristes cependant, en approchant du moment de me séparer de mon père. Je vois tout sous un nouveau jour ; c'est lui que je regrette, ce n'est plus vous tous, mari, enfant, amis que je désire de revoir, et si l'on se décidait au moment de partir, je resterais toujours...

Tu me dis toujours que je ne t'aime pas, mais en vérité, mes lettres, mon exactitude ne le prouvent guère, et quelquefois je pense qu'entre tes démonstrations et les miennes, il y a la différence des promesses aux preuves et que, si tu n'avais pas pris les devants pour te plaindre, j'aurais tout aussi beau jeu. Ne nous plaignons pas et soyons aussi heureux que la destinée le permet...

SECOND SÉJOUR EN SUISSE

Dans les premiers jours de janvier 1791, Mme de Staël partait pour Paris ; elle ne revint en Suisse qu'au mois de mai, s'installant d'abord à Genève, auprès de son père, puis à Coppet. Elle ne faisait que de brèves visites à Lausanne, refuge de nombreux émigrés qui voyaient d'un mauvais œil Necker et sa fille.

Genève, ce 8 mai 1791.

Tu dois avoir à présent le livre de mon père (1) à Paris ; je te demande, comme le premier, le plus cher intérêt de ma

(1) Probablement *la Critique de la Constitution de* 1791.

vie, de suivre avec exactitude l'impression qu'il produira et d'échauffer tout ce qui nous aime à prévenir les inconvénients de ce trait de courage et de vertu. Je sais qu'il est attaquable dans le moment présent, mais il est sous la sauvegarde de l'Europe et de l'avenir ; je vais en faire un extrait que je demanderai à Duquesnoy de mettre dans *l'Ami des Patriotes.* Voilà ce qui m'ôte le temps de t'écrire, tu me le pardonneras si tu veux bien t'identifier avec la violence de l'intérêt et de l'inquiétude qu'un tel ouvrage doit me donner. La véritable amitié que j'ai pour toi me permet de nous regarder comme réunis par nos sentiments et de bannir la contrainte qui, nous forçant de renoncer à une occupation instante, vous ferait prolonger votre lettre aux dépens de votre bonheur. Adieu, je t'aime tendrement, et rien que toi seul pourrait me détourner de ce sentiment et de cette résolution. Embrasse Auguste pour moi et comme moi.

Genève, ce 15 mai 1791.

... Ta lettre est bien froide, et tu ne m'as pas voulu dire un mot de regret sur mon départ. C'est un mauvais sentiment que celui dont il reste si peu de trace, et le mien dont tu as dit tant de mal est beaucoup meilleur enfant.

Nous menons ici une vie fort monotone ; les Genevois sont presque tous à la campagne. Une campagne est solitaire quand elle n'est pas peuplée ; mais une ville est déserte et cette différence est celle de la mélancolie à la tristesse. Je serai bien aise d'aller à Coppet, et je m'y livrerai à la composition. Ici, le temps est platement perdu ; ce n'est pourtant pas même du calme que j'éprouve, car j'attends les lettres de Paris avec inquiétude. Cet ouvrage de mon père est le plus grand événement de nos vies, comme gloire, fortune et bonheur. S'il passe, je ne dis pas avec des éloges, il s'y livre à trop de critiques pour s'en flatter, mais sans inconvénients, tout est sauvé.

Je ne sais pas s'il peut revenir cet hiver, mais au moins rien ne l'en empêchera le printemps prochain, et je reviendrai dans le mois de février passer trois mois avec lui et le ramener.

On me demande ici beaucoup de tes nouvelles ; ils croient encore que tu m'aimes beaucoup ; regarde comme ils sont reculés. Ils ont raison, s'ils pensent que je trouverais un grand

bonheur dans la certitude de t'inspirer à jamais l'amitié la plus tendre, la plus semblable à la mienne.

Je voudrais bien que notre petit Auguste eût des dents. Les bonnes nouvelles qu'on me donne de lui ne me sont de rien jusque-là...

21 mai 1791.

Tu es bien aimable, mon ami, dans les soins que tu te donnes pour cet extrait ; mon père en est passablement effrayé ; moi, je le crois utile ; mande-moi si c'est ton avis. J'ai toujours eu une véritable opinion de la justesse de ton esprit quand, livré à lui-même, il juge comme il sent par l'impulsion du premier mouvement. Les lettres que je reçois sur l'ouvrage de mon père me rassurent beaucoup ; quelquefois je me dis que s'il voulait il pourrait revenir cet hiver, mais ma mère, qui en a plus de désir pue personne, conserve un ressentiment contre la France, qui tient de la manie. Avant de sentir une fleur dans ses promenades, elle demande si elle est sur terre de France. Je crois cependant qu'elle ne serait pas fâchée d'être contrainte à revenir par mon père ; elle aurait tout l'honneur de la résistance et tout le plaisir du séjour. Au reste, ces quatre mois sont si importants qu'ils ne permettent pas plus que la révolution d'un siècle, un projet d'avance. Ce que je souhaite, c'est que tu n'insistes pas sur le désir d'aller voir le Roi à Aix-la-Chapelle ; il fallait être en règle en le témoignant, mais sur ce que je vois ici des Français, je craindrais qu'ils ne s'acharnassent à être mal pour toi devant le Roi...

Coppet, ce 1er de juin 1791.

Nous avons reçu ici cet extrait de Duquesnoy ; voilà que mon père se tourmente de la crainte qu'on ne me reconnaisse ; j'ai cependant évité tout ce qui pouvait me signaler. Je te recommande et te prie de recommander à Duquesnoy le plus grand secret, car il est bien sûr que la moindre question, la moindre parole qui me trahirait rendrait cet extrait tout à fait démocrate extrêmement nuisible...

L'air et la vie de ce pays-ci conviennent si peu à ma mère qu'elle reviendrait, je crois, avec plaisir, cet automne, à Paris, si ses amis l'en pressaient. Sonde l'opinion à cet égard, et

mande-moi *naturellement* les raisons qui pourraient les y décider ; c'est une époque si marquante qu'un changement de législature qu'il serait peut-être simple de la choisir pour revenir.

Comme je ne connaîtrai personne dans cette nouvelle législature, je donne absolument ma démission de la carrière politique, et moi aussi, je ne suis pas rééligible. Les beaux-arts et les belles-lettres captiveront mes loisirs ; j'en aurai beaucoup ici de loisirs, nous y serons presque toujours seuls, et Lausanne est trop hérissée de Français pour que j'y reste plus d'un jour...

Coppet, ce 6 juin 1791.

Que je suis donc ravi de la sage défense de ton Roi ! Je ne l'interprète cependant pas aussi favorablement que toi ; je vois que son seul motif est la crainte de t'avoir pour témoin et pour juge de ses aristocratiques projets, mais le résultat me plaît tant que j'abandonne les motifs. Je vois par les gazettes qu'il n'aura pas eu le temps de lire ma lettre à M. de Rosenstein ; fais-lui donc savoir adroitement que je suis en Suisse pour tout l'été. J'imagine que ma démocratie lui plaît mieux de loin que de près ; ces opinions-là sont plus belles en perspective. Crois-tu que je ferai bien de lui écrire à Spa ? J'attends et je demande ton avis sur cette idée pour en finir de la Suède. Il me semble que tes dépêches doivent toujours être aristocrates par les opinions et démocrates par les faits, et qu'en t'en affligeant à l'excès, il faut lui présenter la contre-révolution comme impossible à faire et dangereuse à tenter à cause de la contagion de cet amour de la liberté, si méprisable, si condamnable... Je badine, mais la raison s'aperçoit à travers la plaisanterie, et je crois que mon conseil est bon. Tu te trouves donc merveilleusement de la société de M. Bertrand (1) et, mariage à part, comme homme même je ne te plais pas autant. Regarde si je n'avais pas raison de préférer une amitié tendre à l'amour que je t'ai jadis inspiré, aujourd'hui que cet amour est passé *et beaucoup trop passé* ; tu me jugerais telle que je suis, ma conversation te paraîtrait

(1) Secrétaire et homme de confiance de M. de Staël. Il lui resta toujours attaché, et, après sa mort, renvoya à Mme de Staël la correspondance que nous publions.

préférable à celle de tous les protégés qui t'entourent ; quelques qualités peut-être me vaudraient ton estime et, bannissant d'injustes soupçons, ma sensible reconnaissance s'exprimerait assez constamment, assez librement pour ne te laisser rien à désirer. Que mets-tu cependant à la place de ce doux état de confiance et d'intimité ? Jadis, du malheur pour tous les deux, et maintenant un dégagement qui m'afflige et me blesserait, si je ne me défendais pas un sentiment qui relâcherait des liens importants à ma gloire, à mon bonheur et peut-être un jour au tien. Le passage de l'amour à l'amitié est toujours difficile et j'en ai vu la preuve dans des relations différentes ; mais, je t'en conjure, ne t'abandonne pas aux erreurs de cette situation ; je crois fermement qu'il y a, dans nos esprits et dans nos cœurs, de quoi nous rendre agréables *l'un à l'autre* ; quand l'exigence et la légèreté cesseront pour *l'un et l'autre*, ne gâtons pas cette seconde époque de la vie ; je tiens à celle-là comme tu tenais à la première et mon fils appuie ma prière. Adieu, mon cher ami.

Coppet, ce 17 juin 1791.

Il y a dix jours que j'ai reçu de tes nouvelles, mon cher ami, je suis vraiment inquiète de ce silence. Tiendrait-il à quelques lettres de moi perdues ? Comme trois personnes à qui j'ai écrit n'ont pas reçu mes lettres, je crains que le même hasard ne m'ait poursuivi avec toi ; mais il serait beaucoup plus dangereux, car tu m'en accuserais et m'en punirais. Il m'est aussi venu dans l'esprit que tu aurais lu dans quelques gazettes que M. de Narbonne était à Genève et que tu ne te serais pas donné la peine de t'informer du surnom de ce monsieur qui t'aurait appris que c'était un M. de Narbonne, peut-être aussi respectable, mais beaucoup moins aimable que celui que je connais, et qui, ne m'ayant pas écrit depuis plus de quinze jours, ne se dispose pas, je crois, à rejoindre ni à combattre son aristocratique cousin Frisslor. Cet éclaircissement t'aurait fait plaisir autrefois ; mais aujourd'hui, le Bois de Boulogne et M. Bertrand absorbent toutes tes affections dans un moment comme celui-ci. Cependant, c'est bien mal fait de s'isoler ; le monde semble tellement se disjoindre qu'on voudrait au moins resserrer les liens individuels pour que tout ne fût pas un à un sur la terre. Je suis bien

inquiète de la part que veut avoir ton Roi dans tout ceci : cette conjuration contre la liberté lui ralliera tous ceux que ses fureurs avaient éloignés ; elle a l'unique privilège d'attacher par ses malheurs. Nous sommes bien mal instruits ici de l'esprit des nouvelles. Mathieu, mon plus fidèle correspondant, a été si malheureux de la mort de Mme de Laval (1) qu'il ne m'écrit plus que des réflexions philosophiques, et toi, tu ne peux te résoudre à m'écrire même plus que je ne t'écris en considération de la solitude absolue dans laquelle je vis. Ah ! il n'y a de vrai, de sûr, que le bonheur de la pensée. La vie méditative est la seule qui donne un sort indépendant, et je ne me croirai assurée de supporter l'existence jusqu'à sa fin, qu'alors que je ne relèverai plus que de moi-même. Je ne sais pourquoi je me laisse aller avec toi à quelques-uns de mes sentiments intimes. Tu ne me considères jamais que sous un petit nombre de rapports qui peuvent prêter à des soupçons calomnieux et à des reproches justes, mais rien de ce qui me restera, de ce qui te restera, si tu le veux, n'arrive à ton âme.

Ces dix jours de silence me rendent triste, et cette disposition fait aisément trouver des torts. Adieu de bonne amitié.

Coppet, ce 23 juin 1791.

J'ai reçu une lettre de toi, mon cher ami, qui contenait l'expression d'un sentiment doux ; tu en as écrit une à ma mère qui présentait un tableau parfaitement bien fait de l'impression qu'avait produit le livre de mon père. Ainsi, tu as un grand succès épistolaire dans cette maison ; mais moi, qui ne m'en tiens pas à la littérature de ce succès, je répondrai du fond du cœur à ta lettre. Tu me dis que *les affections douces persécutent ta vie comme ceux que l'ambition dévore* ; mais comptes-tu la passion de l'amour parmi celles qu'il est dans l'ordre accoutumé de voir parfaitement heureuse, et cette félicité si passagère, faut-il la regretter toute sa vie ? Je ferais bien mon compte aussi, si je voulais, et je trouverais que rien ne m'a rendue heureuse dans les illusions de ce genre auxquelles mon cœur et mon imagination s'étaient attachés. *Tu dis que*

(1) Mathieu de Montmorency. — La marquise de Laval, née d'Argenson, cousine de Mathieu qui en avait été follement épris, mourut des suites d'un refroidissement qu'elle avait pris à la fête de la Fédération.

mon amitié pour toi ne s'exprime que par des paroles; ce serait d'abord quelque chose, car, en fait de sentiment, je trouve que les paroles tiennent le rang des actions, mais n'est-ce pas une action que le désir constant, témoigné de toutes les manières, d'affermir notre union, de la rendre durable, d'y attacher le charme de l'intimité, si celui de la passion ne peut s'y trouver, de se transporter d'abord au but où l'on arrive toujours quelques années plus tard ? Tu appelles des actions le sacrifice des amis qui me sont chers et deviennent tour à tour l'objet de ta jalousie. Rien, je t'assure, n'empoisonne la douceur que je trouve dans leurs sentiments, comme l'idée qu'ils troublent ton bonheur, mais il n'y a que l'amour qui puisse remplir tout le cœur, et l'amour même, cependant, serait imprudent en demandant d'y régner seul. Tous ces liens, cependant, sont souvent brisés par l'absence, le temps, le hasard, et l'amitié qui vous unit à votre mari, au père de vos enfants, n'est point soumise à de semblables chances et repose sur des bases plus solides. Voilà la vérité ; voilà le sentiment que je te montrerais avec plus d'abandon si tu m'avais dit une seule fois qu'il te paraissait de quelque prix. Quant à ton ambassade, j'y tiens sûrement ; il est vrai que, si tu la perdais par ta volonté, je verrais dans cette conduite un grand tort envers moi ; mais si le hasard te l'ôte, je n'ai pas mérité que tu craignisses l'effet d'une telle circonstance sur mes projets, ni sur mes sentiments. Adieu.

Coppet, ce 26 juin 1791.

Je suis dans un état d'inquiétude inexprimable, mon cher ami. J'espère que tu ne resteras pas un courrier sans m'écrire, mais tes lettres sont retardées, les communications interceptées. On vit ici dans un silence, dans une paix infernale ; toi, mon fils, me tourmentent extrêmement. Cependant, cette arrestation à Saint-Dizier me persuade que le Roi (1) reviendra à Paris et sera libre à peu près comme auparavant, qu'ainsi, cet adieu que tu m'exprimes si mélancoliquement ne sera point nécessaire. Quoi qu'il en soit, si tes projets étaient forcés, instruis-moi pour que je revienne te voir et concerter ensemble notre avenir. Mais j'espère que le calme se rétablira. Quelle

(1) Il s'agit de la fuite de Varenne et du retour de Louis XVI à Paris.

incroyable démarche que celle du Roi, quels malheurs ne peut-elle pas produire ! On frémit, on se meurt à cette distance, dans ce néant. J'ai quelquefois envie de retourner à Paris ; cela ne serait pas difficile, mais sortir du royaume, je ne conseille à personne de le risquer...

Mme de Staël sent que la situation de son mari comme ambassadeur est de plus en plus menacée, Gustave III poursuivant une politique de coalition contre la France révolutionnaire. Elle lui prodigue ses conseils et envisage l'avenir avec inquiétude.

Coppet, ce 28 juin 1791.

Je sens bien vivement ta position, mon cher ami ; la nouvelle qui court ici, de la délivrance du Roi par M. de Bouillé, nous remet dans la situation où nous étions à l'époque de l'évasion. Je voudrais, si le Roi (1) te rappelle, si tu prévois qu'il te rappellera, que tu te hâtasses de me l'écrire. Je reviendrais à temps pour te voir et concerter ensemble notre avenir ; je dis à temps, car la sortie du royaume étant impossible pour tout le monde, je ne sais pas si même toi devrais la tenter dans ce moment. D'ailleurs, sans oublier l'amitié qui doit rendre nécessaire de s'arranger pour se revoir, il faut parler de nos dettes, et terminer ensemble ce qui me regarde autant que toi. Voir ce que le roi de Suède te destine, et régler d'après cela nos arrangements futurs. Je suis bien triste de ne pouvoir pas t'être utile ; le bouleversement probable de la fortune de mon père ne me permet pas d'ajouter à la tienne, mais si cela te convient nous les réunirons à Paris, car la maison de ma mère et le camp des rois me sont également odieux...

Le Roi t'a promis 20 000 livres de pension, il devrait payer tes dettes et notamment un loyer payé d'avance pour lui. Si cela était, je ne sais quel serait ton avis, mais ce sort me plairait autant que l'ambassade auprès d'un camp d'aristocrates ; cependant, dans un si horrible bouleversement d'existence, je n'ai point d'avis et, comme désir, je voudrais rester tels que nous sommes.

Coppet, ce 30 juin 1791.

Je ne puis concevoir, mon cher ami, comment, en fait de fortune, tu emploies le mot *je* et *vous*. Je désire fort que nous

(1) Gustave III.

en ayons, que tu en aies pour m'en donner, que j'en aie pour t'en donner, mais daigne croire, une fois pour tout, que, par delà le nécessaire pour mon fils et pour moi, tout est en commun entre nous. Cette affaire terminée, j'espère, dans ton opinion, je te parlerai très simplement de nos intérêts. D'abord il me semble que tu as fait à merveille de suspendre l'exécution de tes ordres relativement aux officiers suédois ; quelquefois, je me persuade que le Roi ne voudra pas rompre avec la nation française. Si cela arrive cependant, il faut qu'il exécute la promesse dont voici la copie, et tu feras bien, je crois, de trouver l'art de lui en faire sentir la nécessité ; ce point accordé, j'espère que mon père et une partie de notre argenterie et d'autres effets inutiles payeront nos dettes. J'aurai trente mille livres de rente, cela nous fera cinquante, nous passerons cinq mois ici, sept à Paris *et cela ira* ; si, contre toute attente, le Roi manquait à sa parole, il faudrait obtenir la même somme de mes parents, mais c'est là ce qui serait horrible, car ma mère a montré dans cette circonstance une aigreur, un ressouvenir du passé pour toi et moi, odieux à l'excès. Je n'aime pas plus que toi les rois, mais la maison maternelle tient aussi de la monarchie et, dans nos arrangements futurs, je ne vois de triste que les cinq mois passés ici. Malgré ton goût pour les plaisirs de la nature, tu trouverais cet intérieur plus asiatique que rustique. Si tu as tes vingt mille livres, je suis prête à me consoler ; plus de titre, plus de splendeur, mais liberté de parler, je n'en userais guère à présent cependant, car je n'éprouve que de la pitié pour ces illustres malheureux. Adieu, mon cher ami ; tâche, comme je te l'ai mandé, de m'écrire à temps pour que je revienne te voir avant ton départ si, hélas ! il a lieu.

Cologny, ce 19 juillet 1791.

Je viens de faire une partie de glaciers et, en arrivant, je ne trouve point de lettre de toi. C'est mal dans la circonstance actuelle, comme dans toutes les autres, de ne pas s'occuper de moi souvent. Je retourne après-demain à Coppet ; aujourd'hui, l'on me fait lire ici ma tragédie de *Montmorency*, et, dans cette maison de mon oncle, on me traite avec beaucoup de soin ; en sortant de Coppet, je ne suis pas gâtée. Il n'y a rien de plus imposant au monde que la vallée de

Chamouni (*sic*) ; cette immense mer de glace qui touche à la prairie la plus riante, ce soleil qui darde sur ces cristaux sans parvenir à les fondre, tous ces contrastes forment véritablement le plus imposant spectacle que la nature ait donné à l'homme ; il faudrait y passer un mois, au lieu de deux jours, si l'on voulait tout voir, comme savant ; mais comme poète, l'impression de l'imagination suffit...

Je suis bien aise des compliments que le Roi t'a adressés ; c'est la stricte justice, mais on sait depuis longtemps que c'est la bienfaisance des rois. Je n'ai pas peur que l'on te donne M. de Fersen pour successeur ; il s'est mis hors des lignes, pour nous faire plaisir, je crois.

Dis-moi ce que tu penses de la lettre du roi d'Espagne ; je l'ai trouvée assez douce, mais on ne juge de rien de loin, surtout en fait de politique, où les paroles jouent bien moins de rôle que les intentions. Si vous passez cette crise, il y aura encore celle de l'acceptation définitive de la constitution par le Roi ; c'est cela que je veux voir, en passant auparavant quelque temps dans ta campagne pour juger si tu ne m'aimes plus du tout, du tout. Adieu, mon cher ami ; mes respects à Auguste.

Coppet, ce 22 juillet 1791.

Je suis, je t'en avertis, dans un désespoir, de n'être pas à Paris, qui ne peut s'exprimer. Je dis à tous les événements : *il y a du trouble et le brave Crillon n'y était pas.* Ce sentiment devient si fort en moi qu'un beau jour j'y céderai. C'est dans cette persuasion que je ne te laisse pas faire ce que tu voudras de l'argenterie ; un mois de plus ou de moins est égal, et dans ce mois, si je tiens à le passer ici, j'aurai une réponse définitive de mon père. Je suis, je te l'avoue, en pleine admiration de l'Assemblée et je me passionne de colère contre la secte républicaine. J'aime cette réunion du parti populaire, et le courage qui leur fait résister à un nouveau genre de despotisme ; la trempe des amis ne peut se connaître que par cette double épreuve. Les Suisses sont très révolutionnaires, ils ont fort célébré le 14 juillet et Coppet s'est aussi distingué. Tout ce qui leur plaira, excepté la suppression des droits féodaux.

Coppet, ce 26 juillet 1791.

Puisque tu veux bien, mon cher ami, me consulter sur ton projet, je te dirai, et *je suis à cet égard appuyée par l'opinion de mon père et de ma mère*, que rien ne me paraîtrait plus *dangereux* que la demande d'un congé à cette époque. Le seul motif qui détourne le roi de Suède de retirer son ambassadeur, c'est la crainte d'un éclat que ne font point l'Espagne ni l'Angleterre. Dans la circonstance présente, un congé ou un rappel sont absolument la même chose, et si tu lui facilites l'idée de l'un, tu lui rends l'autre beaucoup plus aisé. Prendre l'habitude de n'avoir plus d'ambassadeur à Paris, soit parce que cela est cher, soit parce qu'il n'aimera pas à en recevoir un de France, est extrêmement facile, et il l'est moins de retirer celui qu'on y a. Toutes les feuilles diront que tu es rappelé, et tu connais assez les Français pour savoir qu'ils respectent toujours plus ou moins la prospérité et que, dès l'instant qu'ils te croiront perdu, ils s'acharneront contre toi beaucoup plus courageusement. Enfin, c'est même mal pour la chose publique de France ; c'est donner un exemple qui peut encourager les autres Cours, c'est s'ôter enfin tous les arguments à faire pour rester en place. Si, dans les circonstances présentes, on peut se retirer, il n'y a pas une raison pour que cette retraite ne soit pas absolue ; l'un ne fera pas plus d'effet que l'autre. Je te conjure donc de renoncer à une idée aussi destructive de ton existence. Il me semble au contraire que la crise du 17 peut être représentée comme un changement dans la disposition des esprits. Je t'envoie la copie d'une lettre que m'a écrite Castellane, et qui contient tout ce que j'imagine de mieux à dire à ton Roi, en le modifiant suivant les circonstances. Il faut lui répéter sans cesse qu'il importe d'attendre, que la fin de cette législature, la revision, la présentation de la charte constitutionnelle au Roi sont des événements qui peuvent tellement changer la face des choses que l'on serait fâché d'avoir pris un parti avant d'avoir vu l'impulsion qu'ils peuvent donner à la France. Enfin, et l'évêque à cet égard te développera des idées que je crois justes, il faut tâcher de conserver ta place pendant ces trois mois qui suffiront pour éclairer le roi de Suède sur l'impossibilité de ses projets, *mais demander un congé ou*

envoyer sa démission me paraît la même chose absolument dans la situation actuelle des affaires...

Coppet, ce 30 juillet 1791.

J'ai reçu à la fois deux lettres de toi, mon cher ami, qui méritent une longue réponse. Commençons d'abord par celle qui parle de tes sentiments et de notre vie future ; elle est écrite avec beaucoup de délicatesse et sûrement de franchise ; il me sera doux et facile d'y répondre. J'ai des défauts qui ont dû te tourmenter, et cette idée est la seule qui me fasse connaître le remords. Je crois que le fondement de toute morale, c'est le respect ou le soin du bonheur des autres, et il y a un vers dans la tragédie que je fais à présent qui est ma devise :

Et qui cause un malheur a commis un forfait.

Sous ce rapport donc, je me blâmerai et supporterai tes reproches avec peine, mais sans ressentiment ; à présent, veux-tu que j'examine, non ce que j'aurais le désir de promettre, mais ce que je puis espérer de tenir, tout ce que l'amitié la plus tendre peut inspirer pour l'homme qui n'exige que ce sentiment et est heureux de l'obtenir ? Tous les reproches que tu me fais viennent de ce que tu n'as pas rempli ces conditions ; ta jalousie m'a poursuivie sous toutes les formes et, tout en convenant aujourd'hui qu'il était injuste d'exiger de l'amour, tu te permettais des persécutions qui ne le font sûrement pas naître, puisqu'elles pourraient détruire celui qui existerait déjà. Enfin, tu n'étais jamais satisfait des marques de sentiment que je commençais à te donner, et cette injustice finissait par se créer de véritables motifs, à force de s'être attachée aux prétextes. J'avais tort, parce qu'on m'avait trouvé des torts, et la continuité des plaintes en faisait naître les sujets.

Enfin, dans mes absences, tu ne cesses de m'inviter à ne pas revenir. Tu sais que ma position vis-à-vis de ma mère est pénible, qu'en m'engageant dans les événements de l'automne, je puis n'avoir plus un prétexte pour revenir. Tous les caractères du monde s'ennuieraient ici ; mais il n'est peut-être personne qui n'entendît parfaitement que, mes qualités et mes défauts donnés, je dois être malheu-

reuse d'être loin de Paris dans ce moment. Cependant, tu recommences la même scène que l'année dernière, avec pas plus de fondement et sans chercher si, en vivant avec toi à la campagne, tu ne pourrais pas concilier tous les avantages, si, d'ailleurs, vers la fin d'août, les projets du roi de Suède, d'une manière ou d'une autre, ne seront pas entièrement fixés; sans me faire la grâce enfin de trouver que mon esprit pourrait t'offrir la compensation de quelques-uns des chimériques dangers que te ferait courir ma présence. Ce sont peut-être ces manières qui, en nuisant essentiellement à mon bonheur, ont éloigné mon cœur du tien.

Mais, encore une fois, il faut faire l'un et l'autre un contrat avec le passé tout à l'avantage de l'avenir. Tu dois me connaître parfaitement : je ne serai point ce qu'on appelle une femme anglaise. Peut-être le temps prouvera-t-il que j'ai reçu de la nature quelques dons qui m'excusent ; mais enfin, si l'on voulait m'y forcer, après avoir tout tenté pour me délivrer du joug qu'on m'imposerait, je sens que je me jetterais dans le lac au bord duquel on voudrait enchaîner ma vie ; mais tout ce que l'amitié d'une femme honnête peut inspirer d'attachement, de dévouement pour l'homme qu'elle adopte librement pour son époux, après l'avoir reçu du hasard, tu peux l'attendre de moi. Personne, j'ose le dire, n'est plus capable de reconnaissance, et tu ne feras rien pour mon bonheur que je ne tâche de payer par le tien. J'ai le droit d'être crue quand la crise actuelle me permettrait de suivre une marche qui, la moitié moins adroite que celle que tu tiens pour m'empêcher de revenir, éloignerait pour longtemps nos destinées. C'est dans un moment où les chances du sort semblent m'être un peu plus favorables qu'à toi que je te répète que *mon bonheur* est attaché à la douceur et à la durée de notre union ; mais je demande de l'amitié et de la liberté, — ces deux biens me sont également nécessaires, — mon cœur veut l'un et mon esprit l'autre ; leur nature l'exige et ce qu'elle commande est une loi à laquelle la mort seule peut soustraire ; je ne puis ni supporter l'éloignement de l'objet auquel mon sort est lié ni m'astreindre à son exigence...

Coppet, ce 7 août 1791.

J'ai peut-être été un peu vive avec toi dans ma dernière lettre, mon cher ami, quoique tes lettres *à ma mère* et à moi pussent un peu justifier ce mouvement. Je te demande pardon et je reconnaîtrai mille et un torts, pourvu que tu me reçoives de bonne grâce et bannisses un ton qui semble redoubler de sécheresse, plus je mets de sensibilité dans le mien. Voici mes raisons pour partir au commencement de la semaine prochaine. Je suis très inquiète du ton mystérieux de tes lettres ; tu te plains d'être *mal traité*, et la seule dépêche que j'aie vue n'annonçait pas cette disposition... Il est naturel que je désire m'associer à ta peine, et que je me flatte de t'être un peu utile par mes conseils. Quand je ne serais que la mouche du coche, ce coche renfermant une partie essentielle de ton existence et de la mienne, il doit m'être permis de voler autour...

Adieu, mon cher ami ; je t'en prie, ne sois pas fâché de me revoir ; je ne peux pas supporter l'idée qu'on désire ma mort, et l'absence en est la monnaie. Adieu encore.

Coppet, ce 9 août 1791.

Puisque tu le désires, je retarderai mon départ. Aussi bien la fièvre que j'ai du bouleversement que me cause ton inconcevable conduite, ne me permet pas de me mettre en route par la chaleur. Je veux aussi attendre la lettre que tu me promets par un voyageur. Elle est bien nécessaire pour convaincre mon père et moi, *car malgré la lettre que tu lui as écrite*, il persiste à croire qu'il est extrêmement convenable que je retourne à Paris et que, dans une pareille crise, tu me dois d'écouter mes conseils et de ne prendre aucun parti sans m'avoir consultée. Étonnés donc du mystère de ta répugnance à me revoir, nous attendons son explication dans cette fameuse lettre, et c'est elle qui réglera ma marche suspendue ; tu peux donc continuer à m'écrire ici.

Je dois répondre aussi à l'article sur M. de N... (1). Je l'ai vu en Suisse à son retour d'Italie, il y a environ quinze jours. Il est parti de là pour passer trois mois à son régiment. Ainsi

(1) Narbonne avait accompagné en Italie Mesdames, tantes du Roi, dont sa mère était dame d'honneur.

mon retour à Paris n'aura aucun rapport avec sa marche. Il serait temps de n'avoir pas de mauvais procédés réels sur des suppositions imaginaires ; au reste, écoute bien ce que je te dis du fond de mon cœur, au nom d'Auguste. Tu peux tout sur moi, je me sens la force de supporter pour lui toute la dureté dont tu m'accables, de revenir, si tu cherches à la réparer, de t'abandonner tout ce dont je peux disposer, quelle que soit ta conduite à mon égard, mais que mon fils, que le lien qui nous unit soit respecté ; qu'on ne dispose pas de lui sans mon consentement ; j'en mourrais de douleur et ton fils te reprocherait un jour de lui avoir fait perdre sa mère. Adieu. L'évêque d'Autun (Talleyrand) me mande qu'il croit mon retour indispensable à notre avantage commun.

Coppet, ce 11 août 1791.

J'ai lu avec beaucoup d'attention, mon cher ami, la lettre que tu as écrite à mon père et à moi. Nous l'avons commentée ensemble, et c'est d'un commun accord que je te réponds. D'abord ta nouvelle d'attaque n'est possible qu'avec la coalition des Puissances ; isolée, c'est un vrai conte des mille et une nuits et, comme disait fort bien mon père, si elle était vraie, il faudrait que la République de Genève y joignît ses secours. C'est de la folie impraticable ; la Constitution défend, comme on l'a dû voir dans la dernière guerre, aucune attaque sans le consentement du Sénat, et, à moins que les ballons ne soient d'un usage très familier dans les pays froids, il n'accédera pas à un projet qui est un rêve, s'il a quelque consistance. Tu as des correspondants, des nouvelles des nuits, ta note n'a pas été conçue de jour ; ce que je crois de cette exagération, c'est qu'on entrerait *pour son contingent* dans la coalition de toutes les Puissances, mais cette immense affaire, si elle a lieu, laisse au moins deux mois devant soi ; c'est pendant ces deux mois qu'il importe que je sois avec toi. Je pourrai t'aider de quelques conseils, *de quelques moyens de fortune*, et si tu pars enfin, Auguste ne sera pas abandonné. S'il convient que je revienne en Suisse, je l'emmènerai avec moi ; si je vois trop de danger à le sevrer, je resterai avec lui et je payerai nos dettes qui s'accroîtraient dans ton absence. Enfin, quoique ton extrême goût pour Paris semble m'annoncer que tu disais vrai, quand tu me confiais que tu

m'étais infidèle, tu sais que, depuis le départ du Roi, depuis le 21 juin, je n'ai cessé de te mander que je voulais causer avec toi, si tu étais rappelé et qu'il me serait impossible de supporter l'incertitude où me laissait sur mon avenir le ton froid de tes lettres, en contraste avec l'abandon que tu semblais avoir pour ma volonté.

Je te le répète, mon bonheur dépend encore d'une union douce et sans interruption avec toi, mais il faut que, dans une crise *où ma fortune seule peut t'être utile*, tu me pardonnes de suivre le parti que je crois le plus avantageux à mon sort... Il ne nuit point au tien puisque tu ne m'objectes que le danger où je m'expose, et ce danger est absolument nul à mes yeux. Tu as exposé tes raisons à mon père ; il ne croit pas plus que moi à la vraisemblance de ta nouvelle. Il consent à mon départ impérieusement commandé par les arrangements seuls de la fortune, plus impérieusement par la situation de mon fils, et nécessaire aussi, je t'avoue, pour calmer une inquiétude qui me ferait plutôt consentir à ne passer qu'un mois à Paris, que de n'y pas aller dans cet instant. Je te demande donc grâce pour le parti que je prends. Je pars mercredi 17. J'arriverai dimanche 21. Alex me précédera pour me dire où tu es ; je désire fort que ce soit à ta campagne, c'est là que je voudrais m'établir pour, comme je te l'ai dit, te voir sans importun ainsi qu'Auguste, et éviter, si les circonstances l'exigent, l'éclat de quitter ta maison à Paris. Adieu, mon cher ami ; la plus grande preuve d'amitié que tu puisses me donner, celle qui m'attachera par la reconnaissance, c'est de ne me montrer ni humeur, ni froideur, quand j'arriverai.

BARONNE DE STAËL.

(A suivre.)

MATIÈRES PREMIÈRES

ET REVENDICATIONS ALLEMANDES

La possession des matières premières a, de tout temps, constitué l'une des préoccupations fondamentales des peuples civilisés. L'approvisionnement de l'Égypte en cèdres du Liban, l'exploitation à son profit du cuivre du Sinaï, l'importation des métaux de Nubie ou de Haute Égypte, ont été des facteurs déterminants dans la politique extérieure des Pharaons. Pendant huit cents ans, la puissance hittite a régné sur l'Asie-Mineure, pénétré l'Égypte et la Mésopotamie, influencé la Perse et l'Égée, parce que ses monarques étaient les « rois du fer » à une époque où le moindre morceau de ce minerai constituait un bijou précieux que l'on enchâssait dans l'or (1). La conquête de l'Empire romain n'a eu d'autre but que son réapprovisionnement en céréales et en matières premières, et c'est la perspective d'un Eldorado qui a lancé les caravelles espagnoles et portugaises sur la route des Indes... et d'Amérique. A nulle époque, toutefois, cette question n'a pris autant d'acuité que de nos jours en raison des découvertes scientifiques qui, depuis cent ans, ont transporté l'utilisation des matières premières du plan artisanal au domaine industriel.

Leur possession en quantité considérable n'est pas toujours pour un peuple une garantie d'enrichissement immédiat. Les États-Unis eux-mêmes ont dû attendre longtemps avant de mettre en œuvre les trésors dont la nature les avait comblés : au début du XXe siècle, ils étaient largement importa-

(1) **Marcel Brion,** ***la Résurrection des Villes mortes.***

teurs d'objets fabriqués. Aujourd'hui encore, combien d'autres nations ne profitent guère du pétrole, du caoutchouc ou du fer qu'elles produisent ! En réalité, les matières premières ne sont intéressantes que pour les collectivités arrivées à un certain stade de développement, possédant l'intelligence, l'activité, la science voulues pour les mettre en œuvre, disposant enfin des capitaux nécessaires à la création de l'industrie ainsi que des débouchés suffisants.

Toutes choses égales d'ailleurs, il semble bien que les peuples maîtres, à un moment donné de la vie du monde, de certaines matières premières primordiales, soient appelés à dominer les autres. Le XIXe siècle, par exemple, a été le siècle de la vapeur ; les nations comme l'Angleterre, l'Allemagne ou la Belgique qui, assises sur des blocs de charbon, avaient les moyens financiers de les exploiter, ont connu un essor considérable ; celui-ci s'est étendu, par répercussion, aux autres branches de leur activité. Au XXe siècle, le pétrole a ceint la couronne avec l'apparition du moteur à explosion. Tout naturellement, la prospérité s'est développée, surtout aux États-Unis, où la double possession de la vapeur et de l'essence assurait à ses ressortissants une supériorité industrielle incontestée. Tout naturellement aussi, l'Angleterre aurait dû en souffrir ; mais c'est ici qu'apparaissent les effets d'une politique habile. Cette Puissance sut faire en temps opportun une politique mondiale de contrats internationaux ; elle s'assura, hors de ses colonies et de ses dominions, de nombreux gisements de la précieuse matière, et contrecarra ainsi l'implacable destin. Les autres peuples qui, pour des raisons diverses, ne l'ont pas suivie dans cette voie, en pâtissent à des degrés divers.

Certes, tout le monde sait combien sont précaires de pareilles suprématies. Le domaine des matières premières, soumis à la loi du progrès scientifique, est mouvant. Demain, les gisements de houille, sous l'impulsion des inventeurs, reprendront peut-être la primauté qu'ils ont perdue ; demain, les marées, les rayons solaires supplanteront probablement les forces d'aujourd'hui ; demain, grâce au travail de ses ingénieurs, l'Allemagne retrouvera peut-être aussi sa situation privilégiée ; pour le moment, elle souffre.

L'ORIGINE DU MAL

Avant la guerre, à l'inverse de l'Autriche-Hongrie, qui prenait une faible part au cycle mondial des affaires et vivait avant tout sur son économie, l'Allemagne, après quelques difficultés dans les années 1871-1880, par suite de l'absorption de l'industrie alsacienne, qui avait accru démesurément certaines branches de sa production (industrie textile notamment), s'était orientée vers le trafic international. Déjà assez mal dotée au point de vue agricole, malgré l'appoint fécond des provinces polonaises, elle avait poussé au maximum son équipement industriel en vue de nourrir une population grandissante. Elle exportait le tiers ou le quart de sa production et obtenait ainsi, en contre-partie, sur le marché mondial les matières premières et les denrées alimentaires qui lui manquaient. Sans doute, sa balance commerciale restait déficitaire, mais le déficit était couvert en grande partie par les revenus de ses investissements à l'étranger.

Le crédit de l'Empire étant intact, son stock d'or considérable, sa monnaie bien gagée, la haute banque internationale n'hésitait pas à lui consentir, ainsi qu'à ses nationaux, des emprunts à long terme considérables.

Bref, l'Allemagne vivait en personne riche et considérée, des revenus de son travail et de ses placements. Elle trouvait auprès de ses banquiers pour ses besoins journaliers le meilleur accueil. L'émigration, qui lui servait de soupape de sûreté, facilitait d'ailleurs la création de nouveaux liens économiques et son commerce international en profitait.

Après la guerre, l'Allemagne voulut reprendre son ancien train de vie, mais sa situation était bien changée. Son agriculture avait été fortement réduite par suite de la perte d'une partie de ses territoires (1) ; elle avait dû abandonner le fer de Lorraine, la potasse d'Alsace, le zinc de Silésie ; ses usines, uniquement occupées pendant quatre ans à couvrir les besoins militaires, devaient effectuer une transformation complète avant d'être en mesure de fabriquer de nouveau pour l'exportation ; l'Allemagne enfin, au sens

(1) La superficie de l'Allemagne est ramenée de 540 857 kilomètres carrés à 468 786 kilomètres carrés.

propre du mot, n'avait rien à se mettre sous la dent. Elle se trouvait donc dans l'obligation d'importer sans mesure à l'heure où son exportation était réduite à néant. En cette occurrence, elle n'hésita pas à payer en or les achats massifs nécessaires à la subsistance de son peuple, et ce fut là l'origine de la première chute de sa monnaie, chute qu'en toute honnêteté, on ne saurait guère lui reprocher.

L'or à peu près épuisé, ses financiers, spéculant sur la confiance mondiale dans le relèvement de l'Allemagne, continuèrent à payer les importations nécessaires à sa vie matérielle et à sa reprise industrielle, mais cette fois par des manipulations sur les devises d'une correction douteuse. En fin de compte, ces pratiques, jointes à une politique nettement socialisante, et, partant, prodigue, amenèrent l'Allemagne à une autre faillite, plus retentissante encore, mais beaucoup moins justifiée (1).

En 1925, avec l'élection d'Hindenburg à la présidence, avec la décision prise par les alliés à Locarno d'évacuer la première zone, avec l'entrée enfin de l'Allemagne dans la Société des nations, on commença dans le monde à regarder cette Puissance avec des yeux plus favorables. Elle montrait son désir de vivre et prouvait son énergie. La valeur de son outillage, l'excellence de sa technique, l'ingéniosité dont avaient fait preuve ses ingénieurs pendant la guerre, en vue de développer la production des *ersatz*, séduisaient les gens d'affaires. L'Angleterre, enfin, ne cachait pas qu'elle envisageait son relèvement comme très utile à l'équilibre du continent en face d'une France dont l'hégémonie sur l'Europe lui paraissait menaçante. Dès lors, le Reich trouva au dehors des appuis et de l'argent. La période de prospérité que traversait le monde avait créé des disponibilités qui cherchaient à travailler et, s'il semblait imprudent à beaucoup de s'engager en Allemagne pour des affaires à long terme, du moins pensaient-ils qu'ils pouvaient employer chez elle, à court terme, leurs disponibilités.

Dès lors, nos voisins connurent l'opulence. Ils se procu-

(1) Les paiements des réparations ne commencent qu'en 1921. Au 31 août 1924, ils atteignaient seulement un total de 1 700 millions de marks, le reste était payé en nature. Ces paiements n'ont joué qu'un rôle très minime dans la catastrophe.

rèrent facilement, pour leurs achats de matières premières, les devises voulues et les capitaux nécessaires. Ils reconstituèrent une réserve d'or atteignant deux milliards et demi de marks en 1926. A cette même époque, leur revenu annuel dépassait celui de 1914 (1).

Si la grande crise ne s'était pas abattue sur tous les marchés, l'Allemagne aurait sans doute poursuivi sa politique classique et continué à travailler comme elle l'avait toujours fait avec des capitaux étrangers ; peut-être serait-elle même arrivée progressivement à stabiliser son économie. Mais lors de l'apparition du cyclone, les capitaux qu'elle employait, et qui s'élevaient à 25 milliards de marks, étaient presque entièrement à court ou à moyen terme, et c'était là l'immense différence avec l'avant-guerre. Pris d'un véritable vertige dans les années 1925 et 1926, le pays s'était endetté sans compter, convaincu que le Pactole ne s'arrêterait jamais. Le déficit de la balance commerciale était ainsi passé de deux milliards et demi en 1924 à quatre milliards et demi en 1927, mais peu importait, disait-on, puisque l'étranger apportait l'argent voulu pour l'équilibrer.

Avec la crise, le tableau change. Le retrait des capitaux étrangers se précipite, les bénéfices disparaissent, les usines ferment, le chômage s'accroît rapidement. Bruning, qui vient d'accéder au pouvoir, voudrait bien employer les remèdes classiques et faire une politique de compression ; ni les industriels, ni les grands propriétaires terriens, ni les parlementaires sociaux n'entendent s'y prêter. Bref, malgré la suspension du paiement des réparations, un formidable krach dévaste les banques du Reich ; l'industrie chancelle et le chômage atteint six millions de travailleurs (1er janvier 1933).

Au moment où les nazis vont prendre le pouvoir, l'Allemagne ne trouve donc plus aucun crédit au dehors ; son exportation, son ravitaillement national sont réduits à la portion congrue. Que faire en cette occurrence, sinon se replier sur soi-même ? C'est donc la nécessité du moment qui oblige le Fuhrer à modifier la politique du Reich, beaucoup plus que des considérations doctrinales. Que ce repliement ait été conforme au secret désir des dirigeants du parti, qu'il coïn-

(1) Voyez A. Rivaud, *le Relèvement de l'Allemagne*, où l'évolution de ce pays sous le régime nazi est traitée de main de maître.

cidât avec l'idéal de Hitler, de Gœring ou de Ludendorff, c'est possible, mais, encore une fois, qu'aurait pu faire le chef des nazis, enfermé, verrouillé par les événements économiques dans son territoire, sinon chercher à en extraire le maximum de substance afin de permettre à sa patrie de vivre ?

L'Allemagne va donc tirer ses moyens d'existence de son propre fonds, quitte à manger un mauvais pain à la sueur du front de ses enfants. Puisque la pénurie de devises l'empêche d'acheter au dehors du bétail, des fruits, du blé, on se contentera de vivre des produits du sol (seigle, pommes de terre, etc...) en les répartissant strictement. On évitera les fuites, les fausses manœuvres, les dépenses inutiles et les bénéfices excessifs. On établira une collaboration étroite de tous ceux qui produisent, transportent ou vendent. On accroîtra par tous les moyens la production ; on remettra ainsi au travail l'armée des six millions de chômeurs qui, pour la solidité même du régime, demande à être employée sous une férule de fer. On défrichera les landes, on desséchera les marais, on créera des routes pour l'exploitation des forêts et des champs. Cet effort se traduira en 1938 par plus de mille camps de travail en activité, et un accroissement considérable des possibilités du sol national.

Un effort parallèle sera accompli dans le domaine de l'élevage. Le nombre des bœufs, des porcs, des chevaux, des moutons du Reich suivra une progression ascendante, que traduisent ainsi les chiffres de ses importations agricoles :

4 333	millions de	mark en	1928
1 528	—	—	1932
1 113	—	—	1933
1 100	—	—	1934
1 041	—	—	1935 (1)

En 1938, le peuple allemand ne vivra certes pas dans l'opulence, beaucoup même dans les classes moyennes subiront des restrictions auxquelles ils n'étaient pas habitués, mais le plus déshérité travaillera et mangera.

La nécessité de faire tourner les usines pour payer des salaires devait malheureusement entraîner le gouvernement nazi, à côté de ces travaux vraiment utilitaires, à d'autres

(1) Les exportations agricoles suivaient une courbe parallèle : 78 millions de marks, en 1935, contre 725 en 1928.

beaucoup moins rémunérateurs. Tel un fils de famille qui consacre ses derniers sous à embellir son château, le Reich se donne à la reconstruction de Berlin, à l'embellissement des grandes villes. Un effort d'urbanisme intense est accompli. Des milliers de maisons sont construites, si bien que le peuple allemand, qui se nourrit assez mal, est certainement aujourd'hui parmi les mieux logés du globe. En même temps, on construit pour la paix, et surtout pour la guerre, des canaux, des autostrades, qui faciliteront les échanges nationaux, et peut-être, un jour, internationaux. On pousse enfin le réarmement à son extrême limite.

De même qu'il est impossible d'acheter à l'étranger les denrées nécessaires à la nourriture du peuple allemand, de même on ne saurait lui demander les matières premières indispensables à l'industrie, puisque celle-ci ne travaille guère pour l'exportation. Les marchés de France, d'Angleterre, d'Amérique, du Japon, se ferment en effet de plus en plus à ses produits fabriqués (1). Un effort complémentaire sera donc accompli pour les tirer du sol national. On développera ainsi les cultures industrielles (sucre, chanvre, lin, etc...) (2). Le lin remplacera le coton, dont la consommation sera réduite des trois quarts. On cherchera à fabriquer partout des *ersatz*, et les résultats obtenus seront d'autant meilleurs que, depuis longtemps, les savants allemands se sont penchés sur ce genre de problèmes. L'essence synthétique couvrira, en 1938, 60 pour 100 des besoins du temps de paix. L'aluminium sera substitué à l'étain et au cuivre, puisque l'Allemagne est assez riche en bauxites. Le caoutchouc synthétique fera son apparition sous la forme de la buna, fabriquée à base de goudron ; la soie artificielle enfin doublera sa production, et la laine de bois sera mise en fabrication sur une large échelle.

Cet effort magnifique, il faut le dire, n'empêche pas le besoin de matières premières étrangères de continuer à s'affirmer. Les importations, qui atteignaient 14 milliards de marks en 1928, ont beau baisser de 4 204 en 1933 à 4 159 en 1935,

(1) Exportations allemandes de produits fabriqués : 1929 : 13 483 millions de francs au pair. 1930 : 12 036. 1931 : 9 599. 1932 : 5 739. 1935 : 4 270.

(2) Culture du chanvre : 1933 : 210 hectares environ. — 1936 ; 5 730. Lin : 1933 : 5 000. 1936 : 50 000. Production de sucre : 1933 : 1 100 000. 1936 : 1 810 000.

les importations de matières premières ne font qu'augmenter :

1933.	2 412
1935.	2 600
1936.	2 800 environ.

C'est que l'essor même de son industrie oblige le Reich à demander au dehors des quantités grandissantes de certains produits : étain, zinc, nickel et métaux rares. L'évolution de l'industrie lourde, le réarmement surtout, lui font une loi d'accroître considérablement ses entrées de minerai de fer :

Importations en millions de marks

1933.	63	—
1935.	128	—
1936.	168	—

Même en ce qui concerne les produits pour lesquels on a trouvé des *ersatz* (pétrole, caoutchouc, par exemple), la production nationale ne fait que couvrir une partie de l'accroissement des besoins. La politique adoptée freine les importations, elle ne les réduit pas.

Aujourd'hui, une grande partie du programme nazi est remplie. Hitler a su stimuler l'activité de son pays ; il a poussé au maximum le rendement national ; mais l'Allemagne, jusqu'ici, a travaillé pour le marché intérieur, dont la capacité d'absorption reste limitée. Le domaine des industries de guerre lui-même arrive à saturation, car on ne peut indéfiniment créer des armes pour les mettre en magasins. Les guerres de Chine et d'Espagne ont bien permis de dégorger quelque peu le trop plein de ce genre de fabrications, mais ce n'est là qu'un faible palliatif. Bref, l'Allemagne est enfermée dans ce dilemme : ou substituer la fabrication des machines et des objets manufacturés de toute nature à celle des canons, des chars et des munitions, et trouver leur placement ; ou bien continuer les fabrications militaires, mais pour les consommer, et par conséquent envisager la guerre avec tous ses risques. L'Allemagne est à la croisée des chemins. Que décidera-t-elle ? Que peut-elle décider ?

REVENDICATIONS COLONIALES

Le Reich, parfaitement conscient de l'impasse dans laquelle il s'est engagé, voudrait bien trouver une formule

qui lui permît de résoudre le problème de l'écoulement de sa production industrielle et de son ravitaillement en matières premières sans toucher à la mystique du parti, c'est-à-dire à l'autarchie (1).

Le retour des anciennes colonies à la mère patrie, la création d'un grand empire hors d'Europe ne pourraient-ils en particulier apporter quelque remède tout au moins à la situation ?

Certes, la question de prestige joue le rôle principal dans les revendications qui s'affirment depuis quelques mois à cet égard. Les dirigeants nazis n'ont jamais négligé cependant l'aspect économique. Aussi, les arguments qu'ils invoquent à l'appui de leur thèse méritent-ils d'être soulignés, si spécieux qu'ils soient.

Avant tout, le besoin d'assurer, quoi qu'il arrive, leur défense nationale... Aujourd'hui, disent-ils, où les grandes nations coloniales, les États-Unis, l'Angleterre, la France, s'installent, elles aussi, dans des économies fermées, mais plus larges que les autres parce qu'impériales (2), que deviendront en temps de conflit les peuples qui ne possèdent pas sur leur sol les matières premières requises pour leur armement ? Certains d'entre eux, les États-Unis en particulier, même dans le cas où ils ne participeraient pas à la guerre, ne sont-ils pas déjà dotés de lois de neutralité assez strictes et n'envisagent-ils pas aujourd'hui même d'en accroître la sévérité ?

Le Dr Schacht ajoute à ce raisonnement que les difficultés éprouvées en temps de paix par son pays, pour la satisfaction de ses besoins en matières premières, résultent avant tout du protectionnisme étroit qu'ont adopté les pays riches et en bonne situation financière, qui n'admettent pas des exportations suffisantes, refusent de conclure des arrangements durables relatifs aux dettes, et ne se décident pas à stabiliser leurs monnaies. Il en conclut que la possession de sources

(1) Le chancelier dans son récent discours au Reichstag a dit :

« Nous sommes obligés d'exporter pour acheter des vivres et en outre comme ces exportations exigent en partie des matières premières que nous ne possédons pas, il nous faut exporter encore davantage pour assurer supplémentairement ces matières premières à notre économie. Cette conception n'a rien de capitaliste. »

(2) Cette thèse est parfaitement inexacte ; le principe des préférences coloniales est essentiellement différent de l'autarchie.

coloniales de matières premières modifierait sensiblement la situation.

Est-il bien exact d'abord de dire que les possesseurs de matières premières mettent tant de mauvaise volonté à les céder ? Les pays autres que les nations autarchiques, aussi déshérités qu'elles sous ce rapport, la Suisse, les peuples scandinaves par exemple, ne se plaignent nullement de leur ravitaillement. Chacun sait d'ailleurs qu'actuellement, les possibilités du monde à cet égard sont pléthoriques, et que des accords de contingentement ont dû être conclus pour ramener le tonnage de la production à un chiffre plus en rapport avec celui des demandes. A la Société des nations, dans sa session de juin 1937, le président de la Commission pour l'étude du problème des matières premières n'hésitait pas à déclarer, résumant l'opinion générale :

« En ce qui concerne la grande masse des matières premières essentielles pour le marché mondial, on ne peut pas dire que le ravitaillement des pays non producteurs souffre du fait de l'existence d'obstacles sérieux. Dans la mesure où des plaintes sont justifiées, il ne s'agit que d'un aspect de la politique commerciale en général. »

Le même Comité s'est plu, d'autre part, à constater que les accords officiels ou privés, conclus dans ces dernières années, n'avaient jamais eu d'autre but que de rechercher l'équilibre entre l'offre et la demande, en vue d'obtenir un prix « équitable » et qu'ils avaient certainement joué dans la crise un rôle bienfaisant.

En cas d'hostilités, évidemment, le tableau changerait. Mais les colonies ont-elles procuré à l'Allemagne, pendant la dernière guerre, un appui bien efficace, et n'en serait-il pas encore ainsi dans l'avenir, même si le Reich possédait une suprématie maritime écrasante ?

Pour apprécier la valeur du remède que les colonies seraient capables d'apporter en temps de paix comme en temps de guerre au mal dont souffre le grand empire autarchique, il suffit de rapprocher les statistiques de la production coloniale dans le monde du tableau des importations allemandes qui fixent ses besoins minima dans les différentes matières premières.

Les résultats sautent aux yeux. Les matières premières

spécifiquement coloniales ne sont, en réalité, qu'au nombre de trois (huile de palme, caoutchouc et coprah), auxquelles on peut ajouter deux minerais qui intéressent beaucoup l'Allemagne : l'étain (57 pour 100) et le cuivre (21 pour 100); mais qui sont extraits presque exclusivement aux Indes néerlandaises, au Congo belge, en Rhodésie et dans l'Ouganda, c'est-à-dire dans des pays sur lesquels cette Puissance ne peut élever aucune prétention.

Pour les autres produits, leur total ne dépasse généralement pas 3 pour 100 de la production mondiale. Le retour au Reich de ses anciennes colonies et même leur accroissement ne modifieraient donc en rien la situation du moment (1).

Le Chancelier a parfaitement compris la faiblesse de son argumentation à cet égard ; aussi a-t-il dit, le 30 janvier 1939, dans son discours au Reichstag : « L'Allemagne a besoin de ses colonies pour alléger sa situation économique. Mais si on ne veut pas croire à cet argument, cela n'a aucune importance et cela ne change absolument rien à notre droit. »

REVENDICATIONS EUROPÉENNES

On a fait beaucoup de bruit dans ces derniers temps autour des revendications dont nous venons de nous faire l'écho. On déclare volontiers que le Fuhrer, écoutant les avis de Schacht et de Von Epp, se serait converti à la politique coloniale. Si séduisante qu'elle soit pour l'orgueil allemand, celle-ci ne paraît pas cependant dans la ligne du parti dont Hitler s'est toujours montré, ailleurs, le fidèle et rigide observateur. La question raciale joue ici le rôle primordial. Ce n'est ni en Afrique, ni en Asie que dès sa jeunesse le Fuhrer a réclamé, pour sa patrie d'adoption, des terres ou des marchés, mais en Europe, dans les régions relativement les moins évoluées et les mieux à portée de sa main.

Mein Kampf a posé le problème en ces termes :

« Le peuple allemand n'aura aucun droit à une activité politique coloniale, tant qu'il n'aura pu réunir ses propres

(1) Avec le temps, il pourrait en être autrement. Nous avons à cet égard deux exemples frappants : le cuivre extrait de la Rhodésie est passé de 0,7 en 1926 à 160 millions de tonnes en 1934, et le caoutchouc de l'Indochine de 8 mille tonnes en 1925 à 30 mille tonnes en 1935.

fils en un même État. Lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands, s'il s'avère inapte à les nourrir, de la nécessité de ce peuple naîtra son droit moral d'acquérir des *terres étrangères.* La charrue fera alors place à l'épée et les larmes de la guerre prépareront les moissons du monde futur... » Et ailleurs : « Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards vers l'est. Nous mettons fin à la politique coloniale et commerciale d'avant la guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. Mais si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne saurions penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui en dépendent. »

Le rassemblement de la grande Allemagne touche justement à sa fin au moment même où s'affirme la nécessité de trouver une solution rapide à ses difficultés économiques. L'heure semble donc avoir sonné des revendications européennes, dont Rosenberg, théoricien de l'expansion, s'est plu à développer les principes : plus d'annexions, mais des protectorats économiques avec garanties culturelles et politiques.

Certes, une œuvre pareille apparaît assez difficile à mener à bonne fin, sans chocs guerriers, mais quels résultats sa réalisation ne promettrait-elle pas ! Elle trancherait à la fois la question des matières premières et celle des exportations de produits fabriqués. Elle assurerait la mise en tutelle, au centre de l'Europe, de peuples ardents et jeunes, capables d'apporter au Reich un appui politique et militaire de premier ordre. Elle ouvrirait enfin, avec le temps, des fenêtres sur la Mer Noire et la Méditerranée, capables de permettre à l'Allemagne de respirer.

L'idée du *Drang nach Osten*, qui avait déjà poussé de si puissantes racines au temps de Guillaume II, était devenue bien difficile à reprendre après la dissolution de l'Empire d'Autriche. Les États successeurs s'étaient empressés de dissocier leurs intérêts ; ils se détournaient politiquement et économiquement du vaincu. La Petite Entente enfin opposait une barrière infranchissable aux espérances du Reich. Aujourd'hui, cette barrière est moins solide, le prestige allemand a grandi. L'Anschluss et l'opération tchèque enfin ont créé une excellente base de départ. La poussée

vers l'est peut donc être envisagée de nouveau avec quelques chances de succès et c'est pourquoi, la nécessité aidant, elle a repris son actualité.

La nouvelle conquête qui s'effectue pour le moment en direction du sud-est revêt naturellement les formes voulues. Pas de coups de poing sur la table ! Aucune brusquerie ! De simples « tournées d'amitié » au cours desquelles des propositions engageantes sont faites dans la plus lénifiante atmosphère. Le Dr Funk excelle dans cette méthode. Se défendant de rechercher une domination politique, il apparaît partout comme l'ambassadeur du rayonnement allemand.

A la Roumanie, il propose des contrats avantageux pour la vente de son pétrole sans lequel, malgré sa politique d'*ersatz*, le Reich serait incapable de faire la guerre ; il est vrai que le roi Carol ne semble pas prêt à écouter d'une oreille attentive ces propositions séduisantes. La Grèce fournit déjà des pyrites (1) ; on en accroîtra l'exportation. Mais c'est surtout la Yougoslavie qui attire les convoitises d'outre-Rhin. N'est-elle pas la nation la mieux dotée d'Europe en minerai de cuivre, ne possède-t-elle pas en Bosnie des gisements de fer auxquels Krupp s'est intéressé depuis plusieurs années, n'extrait-elle pas enfin de son sol, en quantité grandissante (2), du plomb, du zinc, du chrome, de l'antimoine, de la magnésie, etc... qui seraient fort intéressants pour la Défense nationale ?

Or ici, l'Anschluss facilite l'infiltration, l'Allemagne ayant hérité des capitaux considérables que l'Autriche possédait dans les affaires du royaume (3). Il y a donc là une maîtresse carte à jouer et on peut être certain que le gouvernement nazi la jouera à fond, n'en déplaise à ses voisins italiens.

Dans cette conquête économique, l'agriculture n'est pas négligée. Les pays du sud-est pourraient sans doute fournir au Reich des céréales de choix en quantités intéressantes, mais ses dirigeants ne gaspillent pas inutilement leur argent

(1) 71 000 tonnes en 1937. — (2) Production yougoslave, en milliers de tonnes, en 1929 et en 1935 : Zinc : 103,4 et 190,1. — Cuivre : 20,7 et 39. — Plomb : 14,7 et 68. — Magnésie : 10 et 53,9.

(3) Elle dispose ainsi d'une masse financière de 800 millions de dinars, égale à celle de l'Angleterre. Cf. Expansion économique allemande vers le sud-est. *Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques* (14 novembre 1938).

pour l'amélioration de l'alimentation de leurs nationaux. La guerre et les matières premières demeurent leur premier souci. Aussi n'hésitent-ils pas à demander à ces royaumes de modifier leur culture en vue de produire les oléagineux qui leur sont nécessaires ; et celles-ci, il faut bien le dire, se prêtent assez volontiers à cette politique qui favorise leur commerce extérieur. En 1938, la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Turquie réunies ont déjà fourni à l'Allemagne vingt mille tonnes de soya et une quantité importante de tournesol. Le docteur Funk demande actuellement une extension importante de ces cultures et il l'obtiendra.

Qu'il s'agisse de conquêtes agricoles ou minières, le Reich opère toujours de la même manière : il ouvre des crédits à long terme (vingt-cinq ans parfois), crédits en marchandises payables en matières premières et en denrées alimentaires naturellement ; il propose ses machines, son matériel électrique, ses automobiles, ses camions et ses ingénieurs. A la moins évoluée de ces nations, la Turquie, il s'offre même pour creuser un grand port, créer des usines métallurgiques, et fournir enfin un matériel de guerre périmé. Encore une fois, c'est son personnel qui dirigera les travaux et sera chargé ainsi de développer la propagande en faveur de la croix gammée. Tout travail, tout achat, toute vente doivent servir en effet non seulement aux intérêts matériels du Reich, mais encore à son prestige. La mainmise économique n'est que le marchepied de la domination politique.

Si intéressante qu'elle soit, cette marche vers le sud-est n'est que secondaire, car les développements qu'elle promet sont à longue échéance. Aussi les convoitises de l'Allemagne se tournent-elles avant tout vers cette grande Ukraine dont elle a supputé les richesses au cours de la guerre, dont elle avait rêvé alors de faire un État vassal s'étendant jusqu'à la Mer Caspienne et bordant la Mer Noire des bouches du Danube au Caucase. Quelle admirable opération politique ce serait, en effet, non pas de conquérir, de couvrir du drapeau à croix gammée, mais de domestiquer un pareil pays dont la fertilité est légendaire par suite de sa terre noire dont la production en céréales, en betteraves, en charbon, en minerai de fer ou de manganèse est énorme !

Rien que dans la partie russe, on compte en effet :

30 millions d'hectares cultivés en blé, avoine, seigle, orge et maïs, 1 million d'hectares en betteraves, 5 millions de bêtes à cornes, 4 millions de porcs et une extraction annuelle de 60 millions de tonnes de charbon du Donetz (1935) (1), 16 millions de tonnes de minerai de fer (Krivoi-Rog) (1935) (2), 2 millions de tonnes de manganèse (1935).

Les ingénieurs soviétiques affirment enfin que le sous-sol de la région du Kouban est particulièrement riche en pétrole ; ils comptent déjà dans le dernier plan quinquennal en extraire 500 000 tonnes par an. Quel résultat pourrait-on escompter d'une exploitation conduite par des techniciens allemands !

Sauf l'industrie lourde, dont l'acquisition serait plutôt une gêne pour le Reich, tout le reste viendrait compléter heureusement les blancs de sa production. De ce fait, il pourrait donc à peu près vivre dans une économie fermée de grande envergure qui assurerait pour le mieux sa défense nationale.

Dès janvier 1934, après son accession au pouvoir, Hitler souhaitait de voir à l'est de l'Europe un puissant État ukrainien (3). Depuis lors, à maintes reprises, les dirigeants du III[e] Reich ont fait allusion à cette éventualité, et le Chancelier, en déclarant dans un de ses nombreux discours que l'Allemagne « nagerait dans l'opulence », si elle disposait des immenses champs de blé de ce pays, n'a pas caché ses désirs.

Le malheur est qu'aujourd'hui, la nation ukrainienne se trouve partagée entre quatre Puissances (4). Même si la Pologne acceptait de s'amputer de son territoire, à condition d'obtenir ailleurs une large compensation, le problème ne serait pas résolu. Voit-on, en effet, la Russie acceptant placidement de perdre un pays qui lui fournit 35 pour 100 de son blé, 75 pour 100 de son sucre, 20 pour 100 de sa viande, 90 pour 100 de son charbon, 95 pour 100 de son manganèse,

(1) Sur une production totale de 93 millions de tonnes en U. R. S. S.

(2) Sur une production totale de 28 millions de tonnes en U. R. S. S.

(3) Déclaration de Hitler au journal ukrainien *Novy Tchass*.

(4)

730 000	km. carrés en	U. R. S. S.	34	millions d'habitants.
138 000	—	Pologne	7	—
22 000	—	Roumanie	1,1	—
14 000	—	Tchécoslovaquie	0,650	—
904 000	kilomètres carrés		42,750	millions d'habitants.

60 pour 100 du fer nécessaire à la vie de l'Empire, qui possède ses plus belles usines métallurgiques, qui produit enfin la majeure partie de ses machines agricoles, de ses turbines, de ses machines-outils ? Si elle l'acceptait, elle condamnerait son peuple à la famine, puisqu'elle perdrait un grenier indispensable à sa vie. Le peuple russe, si difficile à mobiliser lorsqu'il s'agit d'expéditions extérieures, a toujours montré dans le passé une farouche énergie contre l'envahisseur. Quelle que soit la subtilité des formules que pourrait employer Hitler pour le déposséder, il semble impossible qu'il ne se heurte pas à un *non possumus* dont d'autres conquérants, qui avaient bien sa valeur, ont jadis senti tout le poids.

CONCLUSION

En somme, deux tendances se manifestent à l'heure actuelle en Allemagne dont les docteurs Schacht et Funk sont les porte-drapeaux.

Le premier voit dans la reconstitution de l'empire colonial d'avant la guerre à la fois une opération de prestige et la possibilité d'ouvrir au Reich une fenêtre sur le monde.

Sans doute, au cours des années de crise, le docteur Schacht, nourri cependant du suc de l'économie politique classique, n'a pas hésité à abandonner les vieilles pratiques et à manipuler les monnaies avec une imagination d'une fertilité inouïe. Mais, à ses yeux, le repliement de l'Allemagne sur elle-même, le contrôle des changes, la multiplicité des moyens de paiement, n'étaient que des expédients temporaires destinés à disparaître avec la cause qui les avait fait naître : la crise mondiale. Dans le fond de son cœur, il espérait bien voir l'Allemagne reprendre sa place historique dans le trafic général, trouver de nouveau du crédit sur les places bancaires, échanger ses objets fabriqués contre des matières premières. Les armements étant reconstitués, la crise générale à son déclin, il lui semblait logique que l'Allemagne abandonnât les dépenses improductives (armements ou « magnificences », comme dit si bien M. Lucien Romier), pour d'autres plus productives. La politique coloniale, en

mêlant de nouveau les intérêts nationaux et étrangers, devait faciliter cette opération.

A cette conception de la future économie allemande, les purs théoriciens du régime s'opposent avec une énergie farouche. Il ne convient pas de renverser la vapeur, disent-ils. L'autarchie a fait ses preuves ; elle est devenue un credo du parti, une véritable religion du peuple. Si nous l'abandonnions, notre prestige serait atteint à l'intérieur même du pays. Sans doute, il nous faut étendre nos ventes d'objets fabriqués et trouver des matières premières, mais un empire colonial ne nous donnerait ni les uns, ni les autres et nous ne pouvons recommencer à faire dépendre notre économie des fluctuations des autres marchés. Transformons donc peu à peu notre production, pour la rendre payante, mais sans chercher de plus nombreux contacts avec les démocraties. Créons un nouveau monde autarchique au centre même de l'Europe. Choisissons les peuples suffisamment jeunes pour n'être pas complètement équipés, suffisamment évolués cependant pour être à même d'absorber quantité de notre production. Jetons surtout les yeux sur ceux qui peuvent nous fournir en tout temps, même en temps de guerre, le fer, le cuivre, le pétrole, les produits oléagineux, nécessaires à notre économie. Faisons-en des vassaux économiques avant d'en faire de grands feudataires politiques. Ainsi le nazisme continuera sa mission civilisatrice dans le monde, évitera ces contacts avec les races jaunes, rouges ou noires qui pourraient souiller sa race, et réalisera une puissance militaire telle qu'elle dominera sinon le monde, du moins l'Europe centrale et orientale.

Le programme est grandiose ; il est digne de tenter le cerveau d'un grand entraîneur de peuples. Mais combien d'obstacles faudra-t-il surmonter avant d'atteindre une réalisation qui doit être totale pour être efficace ! Une réalisation simplement partielle conduirait l'Allemagne à la catastrophe. Comme l'a très bien montré M. Max Hermant (1), son économie est fondée sur le mouvement :

« A aucun moment, dit-il, depuis 1933, l'Allemagne n'a eu, dans le cours d'une année quelconque, les ressources

(1) Max Hermant : Finances allemandes, *le Temps* (11 janvier 1939).

nécessaires pour payer les dépenses de cette même année. Mais l'année suivante, la production ayant augmenté considérablement, les ressources ont suffi à payer les dépenses de l'année précédente. A cette production accrue a correspondu un accroissement de dépenses. L'année suivante une nouvelle augmentation de la production y a subvenu. Et ainsi de suite. Telle est l'économie du IIIe Reich.

« Le système peut durer tant que chaque année la production allemande dépassera d'un quart ou d'un tiers celle de l'année précédente. Le système s'écroulera si, à un moment quelconque, la production allemande demeure stable ou décroît. »

Sans doute, l'Europe du sud-est représente bien le marché idéal pour l'Allemagne, mais voit-on la Bulgarie, la Yougoslavie, la Roumanie, qui ont mis tant de ténacité à se libérer des chaînes du sultan et de l'empereur d'Autriche, se prêter de gaieté de cœur à une politique économique qui leur prépare un nouvel asservissement ? Le changement du ministère yougoslave peut être considéré comme un indice intéressant à cet égard. La Pologne, même au prix de certaines compensations lithuaniennes, pourrait-elle accepter de voir se créer à ses côtés un nouveau Mandchoukouo ukrainien qui commencerait par la priver de sept millions de ses habitants, et préparerait pour l'avenir un terrible encerclement de son territoire par le sud, alors qu'elle est déjà menacée vers le nord d'une opération analogue ?

Est-ce que la Russie se laisserait condamner bénévolement à la famine et à la destruction de son industrie naissante?

Les pays démocratiques enfin, qui ont tant d'intérêt depuis longtemps dans ces régions, qui ont participé militairement et économiquement à l'émancipation de ces peuples, pourraient-ils pratiquer une politique d'abstention ?

Il y a loin du rêve à la réalité !

En renouant des relations normales dans le monde, l'Allemagne verrait beaucoup plus sûrement disparaître ses difficultés économiques, mais un tel geste n'implique-t-il pas une révolution ?

GÉNÉRAL SERRIGNY.

LE DERNIER AMI DE TALLEYRAND

Les relations intimes qui s'établirent, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, entre Royer-Collard et Talleyrand sont faites pour surprendre : elles méritent de retenir l'attention. Il est difficile d'imaginer deux hommes d'un caractère plus opposé. En 1815, Chateaubriand vit entrer chez Louis XVIII Talleyrand soutenu par Fouché. Ce fut, pour ce grand poète de la politique, une « infernale » apparition. Il crut voir « le vice appuyé sur le bras du crime ». S'il rencontra plus tard le même Talleyrand entrant à l'Institut au bras de Royer-Collard, il put dire qu'il voyait le vice appuyé sur la vertu.

Royer-Collard, a écrit Molé, est « une figure si originale, tellement à part, qu'elle n'a pas d'analogue parmi ses contemporains ». Nulle vie n'a été plus noble, ni plus pure que la sienne. Pendant quarante années de révolutions, au cours desquelles tant de consciences ont sombré, il a marché la tête haute, sans une souillure, sans un faux pas.

Il était né en Champagne, à Sompuis, non loin d'Arcis-sur-Aube, la patrie de Danton. Ses parents y cultivaient un petit domaine héréditaire. En se présentant plus tard aux suffrages des électeurs, il s'intitula : laboureur. Son oncle maternel, l'abbé Paul Collard, avait apporté dans la région de Sompuis la doctrine et les mœurs des jansénistes. Ce petit coin de France ressemblait alors à une communauté de la primitive Église ; les conditions s'y trouvaient confondues dans la fraternité chrétienne. Les valets de ferme attachaient

un livre de piété au manche de la charrue ; les servantes portaient une Bible dans un petit sac et la lisaient sur leurs genoux pendant les veillées d'hiver. La mère de Royer-Collard s'appelait Angélique, comme Angélique Arnauld, si vénérée à Port-Royal. C'est d'elle qu'il reçut son âme.

Ayant fait de bonnes études, il vint à Paris en 1787, âgé de vingt-quatre ans, et s'y établit comme avocat au Parlement. Enthousiasmé par les idées nouvelles, il se montra dans la section de l'Ile-Saint-Louis, où il habitait, ami des petites gens, des bateliers de la Seine, partisan de l'abolition des privilèges. Élu au Conseil de la Commune, après le 14 juillet, il refusa de se laisser entraîner par Danton et démissionna après le 10 août. Danton l'estimait, comme il estimait Talleyrand. « Venez avec nous, lui dit-il, il faut hurler avec les loups. — Cela n'est permis qu'aux loups », répondit Royer-Collard. Il est intéressant de noter que deux hommes, qui devaient, trente ans plus tard, se lier d'amitié, furent, à cette époque, protégés et sauvés par Danton. Tandis que Talleyrand, muni d'un passeport, passait en Angleterre, Royer-Collard se réfugiait à Sompuis. Tel était le respect dont sa famille était entourée, qu'on n'osa pas l'arrêter. En 1797, il fut élu député aux Cinq-Cents par le département de la Marne, qui devait toujours lui rester fidèle. C'est alors qu'il prononça son premier discours politique pour le rétablissement de la liberté des cultes. Au 18 fructidor, il ne fut pas inquiété, mais son élection fut annulée. Indigné de ce coup de force brutal contre la légalité, il rompit définitivement avec le parti de la Révolution, se retira de la vie publique et, méditant sur la tradition nationale, découvrit dans le retour à la monarchie légitime le véritable fondement du droit. Il ne devait plus changer jusqu'à sa mort.

Royer-Collard n'était donc pas un royaliste de sentiment, encore moins d'ambition. Après le retour des Bourbons, il refusa constamment le pouvoir et ne fut jamais avide que de considération. L'abbé de Montesquiou lui proposant un titre de comte : « Comte vous-même », répondit-il avec dédain. Il restait fidèle aux idées de 89. Légitimiste plutôt que royaliste, on peut dire qu'il a inventé le principe de la légitimité bien avant Talleyrand, qui ne s'en servit au Congrès de Vienne que comme d'un argument. Son intelligence logique

cherchait dans une société désemparée, au-dessus de l'arbitraire et de la force, une prescription séculaire, qui devint un refuge inviolable. Sa raison, d'accord avec son expérience, n'apercevait ce fondement que dans une tradition ininterrompue, au profit d'une famille dont l'antiquité défiait le temps et dont l'hérédité pouvait supporter, sans s'affaiblir, tous les changements politiques. Le Roi, qu'il plaçait très haut, mais très loin, devenait ainsi pour lui le conservateur et le garant des libertés nationales. Louis XVIII l'appelait « un déiste en royalisme » et ne l'aimait guère.

Cette froide conception de la royauté, à la fois mystique et raisonnable, mais si forte qu'elle survivait au sentiment et à l'habitude, n'était guère en harmonie avec les effusions d'amour ou les désirs de vengeance des émigrés qui revinrent en 1814. Elle est cependant devenue celle des royalistes des générations suivantes et du mouvement intellectuel qu'ils ont animé jusqu'à nos jours. Royer-Collard est, à cet égard, un précurseur.

Après le 18 fructidor, il se rapprocha du prétendant et devint à Paris chef d'un comité royaliste secret qui fonctionna jusqu'à la fin du Consulat et fut l'intermédiaire du futur Louis XVIII pour gagner à sa cause le Premier Consul. Mais Royer-Collard refusa énergiquement de participer aux conspirations et aux attentats que dirigeait le comte d'Artois, d'accord avec les Puissances étrangères. Il lui déclara plus tard, en face : « Monseigneur, je n'ai jamais conspiré qu'avec d'honnêtes gens. »

Pendant toute la durée de l'Empire, Royer-Collard vécut dans une retraite pleine de dignité. Un gouvernement militaire, né de l'élection, lui paraissait le pire des gouvernements. « La royauté, a-t-il écrit, confond les intérêts de l'État et de son chef, la dictature les sépare ; pour la royauté, la guerre est presque toujours une calamité et pour la dictature une nécessité. » Il prédit, comme Talleyrand, en 1813, « le commencement de la fin ». En 1811, il avait accepté, sur les instances de Fontanes, la chaire de philosophie à la Faculté des Lettres, mais il évita, dans son discours inaugural, de faire, selon la règle établie, l'éloge de l'Empereur. Haïssant la philosophie du XVIII[e] siècle, il attaqua la théorie de Condillac sur l'origine des idées, en s'appuyant sur Thomas Reid

et l'école écossaise, et introduisit avec un grand éclat à la Sorbonne la nouvelle philosophie spiritualiste qui continua d'y régner jusqu'à la mort de son plus brillant élève, Victor Cousin.

Après 1814, Royer-Collard, nommé conseiller d'État, ne pensa qu'à concilier avec la monarchie la société nouvelle sortie de la Révolution. Président de la Commission royale d'Instruction publique, il réussit, contre le parti ultramontain, à maintenir l'Université créée par Napoléon et y introduisit l'enseignement de l'histoire. Il fut réélu en 1815 par le département de la Marne et se prononça dans la Chambre introuvable pour la loi d'amnistie, pour la liberté de la presse et l'inamovibilité de la magistrature. Son éloquence à la fois logique et passionnée domina l'opinion. Il devint l'âme, sinon le fondateur, de ce parti de juste milieu qu'on a surnommé *les doctrinaires*, et dont les théories libérales assuraient, en fait, par le suffrage censitaire, la domination des classes bourgeoises.

L'intelligence impérieuse de Royer-Collard, son goût pour la méditation solitaire le disposaient à l'opposition. Il y rentra résolument en 1820, quand la chute du ministère Decazes devint le signal attendu par la contre-révolution pour attaquer les libertés contenues dans la Charte. Ayant refusé de voter les lois d'exception, M. de Villèle l'exclut du Conseil d'État. Il n'accepta pas la pension de dix mille francs qu'on lui offrait sur les fonds secrets et, toujours fidèle au Roi, se mit au service de la liberté. C'est alors, dans l'été de 1820, qu'il rencontra, pour la première fois, le prince de Talleyrand. Il ne l'avait jamais approché jusque-là, disant qu'il y avait deux êtres dans le monde qu'il ne pouvait voir sans un soulèvement intérieur : c'étaient un régicide et un prêtre marié.

TALLEYRAND ET ROYER-COLLARD

Une circonstance fortuite favorisa leur rencontre. Royer-Collard passait l'été en Berry, dans la terre de Châteauvieux, qui appartenait à la famille de sa femme. C'était, dans un étroit vallon, une vieille demeure solitaire « flanquée de tous les vents, au-dessus d'un rocher ». Châteauvieux était situé à vingt kilomètres du magnifique château de Valençay, où

Talleyrand et sa nièce, la duchesse de Dino, se retiraient aussi durant la belle saison. Ils n'y avaient souvent d'autre ressource que l'évêque, le général et le préfet de Blois et se tenaient toujours à l'affût des nouvelles de Paris et des occasions de revenir au pouvoir. Le voisinage d'un des membres les plus influents de l'opposition était une occasion précieuse, dont il fallait profiter.

Ce fut le grand seigneur qui fit les avances. Il écrivit à Royer-Collard pour lui annoncer sa visite, ainsi que celle de Mme de Dino (1). Le janséniste dut être fort gêné ; il sentit sûrement ce « soulèvement intérieur » dont il parlait. Les bruits scandaleux qui couraient à Paris sur l'intimité de Talleyrand et de sa nièce étaient peut-être parvenus jusqu'à lui (2). Mais comment refuser de recevoir le prince de Talleyrand, le restaurateur de la monarchie, le principal soutien de l'opposition ? Il répondit assez insolemment que sa femme et sa fille, sortant fort peu, ne pourraient rendre la visite à Valençay. Talleyrand se présenta cependant, suivi de Mme de Dino, après avoir roulé deux heures en carrosse, dans un pays fort accidenté et d'aspect raboteux, par de mauvais chemins : « Monsieur, dit-il, sur le perron, vous avez des abords bien sévères. »

Les premiers contacts durent être froids. Mais Talleyrand en avait vu bien d'autres. Royer-Collard, qui s'était tenu très à l'écart sous l'Empire, ne savait d'ailleurs rien de ses compromissions secrètes avec l'étranger, que l'histoire n'a que peu à peu découvertes, et que Thiers lui-même ne paraît pas avoir connues. Cette existence si pleine lui en imposait. En politique, on ne connaît que fort mal ses contemporains.

(1) La correspondance de Talleyrand et de Royer-Collard a été publiée en partie par M. Paul Royer-Collard dans les *Mélanges* de la Société des Bibliophiles français. Première partie, 1903. D'autres lettres ont été léguées par M. Heurteau à la Bibliothèque de l'Institut et publiées par M. Lacour-Gayet dans la *Revue mondiale*, 1928. D'autres encore se trouvent aux Archives du château de Broglie et dans plusieurs collections particulières. Dans les *Souvenirs* du baron de Barante, publiés par son petit-fils, se trouvent de nombreuses lettres de la duchesse de Dino relatives à Royer-Collard. La *Chronique* de la duchesse (1831-1862) contient aussi plusieurs lettres de Royer-Collard en extraits ou en analyse.

(2) La princesse de Talleyrand (Mme Grand) écrivait alors à un ami : « La manière de vivre qu'a adoptée le prince de Talleyrand me fait infiniment de peine. Il est triste à cet âge de voir qu'il attache si peu de prix à l'opinion publique et à l'estime de ses contemporains. »

La belle âme de Royer-Collard n'était pas d'ailleurs dépourvue de quelque ingénuité. Sa femme, née de Chateaubrun, appartenait à une vieille famille de Berry ; il avait un faible pour les grands seigneurs. Talleyrand, dès le début, s'affirma devant lui comme un libéral et un homme d'ordre ; il était aussi un causeur incomparable et peut-être s'ennuyait-on tout autant à Châteauvieux qu'à Valençay. Enfin Mme de Dino, alors âgée de vingt-sept ans, fixait le philosophe de ses beaux yeux gris bleu, armés de longs cils, « dont le regard enflammé et caressant, écrit Charles de Rémusat, avait toutes les expressions. Elle avait grand air. Elle était maigre, et son teint légèrement foncé et maladif avait toujours besoin d'un peu de rouge. Ses traits étaient beaux sans une parfaite régularité. Le plus saillant était un nez d'oiseau de proie, mais délicat et comme ciselé avec finesse. Sa bouche, aux lèvres un peu épaisses, mais expressives, laissait sortir, à travers de belles dents blanches, une parole un peu embarrassée, que ne déparait pas un léger défaut de prononciation ». Bref, Royer-Collard se montra « bonhomme et indulgent ». Talleyrand, aidé de sa nièce, avait réussi sa négociation.

Cette nouvelle relation lui assurait un renfort de vertu dont il avait grand besoin. Dès le 30 octobre, il écrivait à son voisin : « C'est bien une bonne affaire pour moi que vous preniez goût à notre Berry et que votre disposition en partant soit d'y revenir lorsque vous serez sans occupations ou plutôt sans devoirs à Paris. Cela donnera de la célébrité à notre pays et la célébrité nous conduira peut-être à obtenir des chemins vicinaux. La célébrité est un moyen d'intrigue que vous avez fort à la main ; je vous soupçonne de n'en avoir guère d'autres. »

Si habilement entretenues, les relations des deux hommes se resserrèrent et devinrent bientôt presque intimes. Dès son retour à Paris, en décembre, Talleyrand se rendit officiellement chez Royer-Collard, qui habitait une petite maison de la rue d'Enfer, où il vivait avec une simplicité monacale. Il réussit rarement à l'attirer dans le luxueux hôtel de la rue Saint-Florentin. Royer-Collard n'aimait pas dîner hors de chez lui, ni parader au mileu de convives choisis pour représenter comme dans une exposition : « Me voilà donc, disait-il, élevé à la dignité d'échantillon. » C'est encore l'été,

dans les grandes allées de Valençay, qu'il préférait s'attarder en de longues discussions d'idées, près d'un homme de neuf ans plus âgé que lui et qui avait tant vécu.

Pendant ces échanges d'idées, ils découvrirent dans leurs esprits, sans doute avec surprise, un fonds commun qu'il leur eût été impossible de trouver dans leurs sentiments. Si singulier que cela paraisse, il y avait en Talleyrand, dès sa jeunesse, un doctrinaire, un *homme à systèmes*, disait Metternich. Cet insaisissable Protée resta constamment fidèle au libéralisme et à une politique de modération et de paix. Comme Royer-Collard, il désirait l'ordre ; il ne croyait pas que la France pût vivre autrement qu'en monarchie ; tous deux étaient également indifférents à la personne du Roi. Mais Royer-Collard, « qui n'avait jamais conspiré qu'avec d'honnêtes gens », ne démordait pas de ses principes légitimistes, et Talleyrand, pour lui plaire, se posait, comme il l'a fait dans ses *Mémoires*, en restaurateur des Bourbons. Épris sincèrement de progrès social, le grand seigneur et le grand bourgeois dédaignaient au fond la démocratie.

Leurs goûts littéraires n'étaient pas non plus sans ressemblance. Hommes du XVIIIe siècle, ils aimaient la simplicité, la raison, la clarté du langage. Ils n'étaient pas plus romantiques l'un que l'autre. Talleyrand, a dit Albert Sorel, c'est Voltaire diplomate. Royer-Collard trouvait que Lamartine manquait de naturel et disait de Chateaubriand : « Il ne parle pas pour moi. » Ils aimaient tous deux les formules lapidaires et lourdes de sens, qui semblent traduites du latin, les raccourcis piquants comme des flèches, les jugements incisifs et péremptoires. Les mots de l'un étaient souvent attribués à l'autre, car ils se prêtaient, entre riches, des monnaies de même aloi. Ces mots, ils les laissaient tomber avec le même port de tête, d'un ton dédaigneux, parfois méprisant. Le nez insolent de Talleyrand rivalisait avec les sourcils broussailleux de Royer-Collard. Leur morgue était pareille et le vertueux orgueil de l'un juché aussi haut que le scepticisme aristocratique de l'autre. Ces affinités les rapprochèrent. Le philosophe fut flatté de découvrir dans un homme d'action le goût des idées et l'immoraliste de retrouver dans un homme d'une haute vertu son propre esprit. Tous deux cherchaient la raison dans les hauteurs.

Leur correspondance ainsi que les témoignages de leurs amis prouvent que Royer-Collard, après 1820, a constamment soutenu la fortune politique de Talleyrand et qu'il a aidé le vieil homme d'État dans ses efforts désespérés pour s'imposer à Louis XVIII, qui ne voulait pas de lui, en vue de reprendre la direction du gouvernement. A la fin de 1821, une note de Molé nous apprend que Talleyrand veut faire renvoyer Villèle et propose un plan au Roi. « Barante et Royer-Collard disent et reconnaissent, chacun à leur manière, qu'il n'y a que Talleyrand pour la situation. » L'affaire échoue, mais Talleyrand continue à attaquer le ministère à la Chambre des pairs, à propos de la loi sur la police des journaux. Royer-Collard se joint à lui et prononce à la Chambre des députés, pour défendre la liberté de la presse, deux de ses meilleurs discours.

Quand Chateaubriand, à la fin de 1822, entre au ministère des Affaires étrangères, décidé à intervenir militairement en Espagne, Talleyrand avertit aussitôt Royer-Collard et celui-ci intervient vigoureusement à la Chambre des députés pour combattre le projet. Quand Manuel est expulsé de la Chambre, il le défend avec ardeur, même avec une violence à peine contenue. Talleyrand lui fait écho à la Chambre des pairs. Il lui envoie son discours et Royer-Collard lui répond :

« Je remercie infiniment M. le prince de Talleyrand. Les choses si vraies et si fortes qui abondent dans son opinion ne sont pas ce qui saisit davantage, elles sont attendues ; on est bien plus frappé de la hauteur de laquelle ses paroles descendent. C'est le tuteur de la Restauration qui se fait entendre ; position unique, bien prise, bien établie et que la solennité du langage élève encore. »

L'intimité entre les deux hommes était devenue si étroite que Royer-Collard fut consulté, quand Savary accusa publiquement Talleyrand d'avoir conseillé l'arrestation et l'exécution du duc d'Enghien. « Notre grand voisin, écrit de Valençay Mme de Dino, a été lumineux, amical, excellent dans cette circonstance ; il trouve qu'il faut agir de haut... » Talleyrand communiqua la lettre qu'il écrivit à Louis XVIII au châtelain de Châteauvieux, qu'il traite, à cette occasion, d'« illustre ami » et qu'il invite peu après avec le prince héritier de Saxe. Il lui déclare même que son dernier discours

contre le ministère est « le plus beau qui ait été prononcé dans aucune langue ancienne ou moderne » et qu'il l'envoie à Dresde et à Londres.

Après l'avènement de Charles X, Talleyrand s'ancra dans l'opposition ; il ne pouvait plus espérer revenir au pouvoir. Thiers, qui pensait déjà aux d'Orléans, devint le favori et le confident de la rue Saint-Florentin et de Valençay (1). Royer-Collard, président de la Chambre, élu dans sept départements, voyait avec désespoir le deuil de la liberté. Mais légitimiste de raison, l'on savait bien qu'il ne changerait jamais. Il resta cependant étroitement uni à Talleyrand. Chaque été, à Valençay, il était toujours l'hôte « chéri et respecté ». Mme de Dino assista, le 13 novembre 1827, à sa réception à l'Académie française où, favorisé par le parti libéral, qui alors y dominait, il fut élu à l'unanimité comme successeur de Laplace. De Valençay, Talleyrand lui adressait ce billet flatteur :

« En vous envoyant mon opinion, j'aurais dû dire avec La Fontaine :

Nos mets, nous l'avouons, sont peu délicieux ;
Mais quand nous serions rois, que donner à des dieux ?

« Votre discours est admirable en le lisant vite, et excellent et habile en le lisant doucement. »

Après la révolution de 1830, Royer-Collard, toujours libéral et légitimiste, demeura au Parlement, du côté de l'ordre. Hors de la légitimité, il ne croyait plus à la monarchie. « J'ai perdu ma cause, disait-il. Charles X emporte avec lui un principe. » Toujours réélu par le département de la Marne, il jouissait d'une autorité considérable, qu'il continua de mettre au service de Talleyrand, devenu le grand homme du nouveau régime.

(1) Voici comment Royer-Collard jugeait Thiers et Guizot : « Il y a cette différence entre les deux hommes que Dieu n'a pas donné à Thiers le discernement du bien et du mal. Mais Guizot, qui a ce discernement, passe outre. » Le 13 décembre 1834, Royer-Collard assistait à côté de Talleyrand à la réception de Thiers à l'Académie et tous deux manifestèrent leur approbation.

Les efforts de Talleyrand à Londres pour assurer la paix de l'Europe et décider de la neutralité de la Belgique n'eurent pas de plus grand admirateur que Royer-Collard. Il estimait justement que Talleyrand avait bien servi la France. Il songea même, avec quelques-uns de ses amis politiques, à lui offrir, en 1832, la présidence du Conseil, bien qu'il eût alors près de quatre-vingts ans. Après Casimir Périer, dont il déplorait la mort, Talleyrand lui paraissait le seul à pouvoir concilier tous les partis. Ce fut l'objet de la mission secrète à Londres de Paul de Rémusat que Mme de Dino, qui ne voulait pas alors quitter Londres, fit échouer. En suivant le convoi de Périer, Royer-Collard disait à Rémusat : « Nous avons perdu M. Cuvier, rude coup pour la science ; mais nous n'avons pas perdu le Cuvier de la politique. *M. de Talleyrand est le Cuvier de la politique.* »

A Valençay, où Talleyrand venait toujours, de Londres, se reposer l'été, son intimité avec le philosophe de Châteauvieux ne cessait de se resserrer. « Je ne me croirai en France que lorsque je vous aurai vu, écrivait Talleyrand, et vous aurez la bonté de ne vous croire dans votre Berry que quand vous aurez vu Mme de Dino et moi. » Et Royer-Collard répondait : « Vous revoir, mon Prince, revoir Mme la duchesse de Dino, ce sera pour moi bien plus que de me croire dans le Berry, ce sera revivre. » Un an plus tard, il écrivait encore : « Je n'ai pas eu depuis assez longtemps de nouvelles de Mme de Dino. Je voudrais bien en recevoir avant mon départ ; je ferais meilleure route. Vous savez, mon Prince, ce que vous êtes l'un et l'autre pour moi ; il ne passera pas là de révolution. »

Citons enfin cette lettre de Royer-Collard à Talleyrand du 26 juillet 1834 :

« Je voudrais encore vous dire que je ne m'accoutume pas au silence de cette longue séparation. Les nouvelles indirectes que Mme de Dino a bien voulu me donner ne me suffisent pas quand elle n'est pas près de vous. J'ai besoin de me rapprocher, de me replacer sous vos yeux et de solliciter vos souvenirs. Vous revenez à Valençay au mois de septembre ? Je l'espère, j'y compte même... Un mot de vous, Prince, serait un grand bonheur. Vous savez quelle place vous occupez en moi depuis bien des années, une place que

nul autre au monde ne remplirait. *Vous restez seul de la race des géants.* Conservez-moi ce que vous m'avez accordé et recevez avec votre bonté ordinaire l'hommage de mon respectueux attachement. »

ROYER-COLLARD ET LA DUCHESSE DE DINO

Si le prestige de Talleyrand, le charme et la solidité de ses entretiens avaient conquis Royer-Collard, la duchesse de Dino n'était cependant pas étrangère à cet ensorcellement. Habitant avec son oncle depuis son retour de Vienne, — sauf un court intervalle au moment de la naissance de sa fille Pauline, — elle soignait sa santé et administrait sa gloire qu'elle considérait un peu comme la sienne. « C'est à Vienne, a-t-elle écrit plus tard, que ma vie dévouée à M. de Talleyrand a commencé, que s'est formée *cette association singulière, unique,* qui n'a pu se rompre que par la mort... C'est à Vienne que j'ai débuté dans *cette célébrité fâcheuse quoique enivrante* qui me persécute bien plus qu'elle ne me flatte. » Talleyrand lui était apparu comme le rival heureux de Napoléon, un faiseur de rois, l'arbitre des nations. Et pour toute l'Europe n'était-elle pas son inspiratrice ?

« Femme étonnante et point de ce temps », a noté Molé dans son journal (1). Elle aspirait à la fois aux triomphes de la politique et de l'amour. Son ambition exaltée, son désir frémissant de vivre se lisaient dans toute sa personne souple et fragile, dans ses grands yeux « d'une clarté d'enfer, a dit Sainte-Beuve, et qui faisaient lumière dans la nuit ». Son hérédité était compliquée, mais le sang slave y dominait. D'une

(1) Voici cette note, fort curieuse, datée du mois de décembre 1822 :

« *Mémorable entretien de trois heures tête à tête avec Mme de Dino.*

« Femme étonnante et point de ce temps. Demi-confiance. Ses rapports avec Talleyrand, son dévouement pour lui, les devoirs et la conscience qu'elle s'est faits. Le jugement qu'elle porte de Talleyrand et de ses *Mémoires.* Elle a fait ce qu'elle a pu pour qu'il n'y mentît pas et, au contraire, confessât tout de très haut. Elle s'est refusée à les faire paraître après lui puisqu'ils étaient si peu sincères. Elle a écrit un récit de sa propre vie où elle avait fort à rougir et l'a fait lire à Talleyrand, en lui demandant ce qu'il pensait d'une femme qui pouvait se montrer avec cette franchise. Talleyrand lui répondit qu'il l'admirait et que chacun en ferait autant. « Pourquoi donc, reprit-elle, ne voulez-vous pas en faire de même ? » Talleyrand se retrancha sur la différence d'une femme à un homme public et Mme de Dino, le voyant inébranlable, jeta au feu ce qu'elle avait écrit.

famille souveraine, bien que de fraîche date, elle avait épousé très naturellement l'orgueil féodal des Périgord, cette horreur de toute dépendance, ce refus de toute sujétion, dépassant encore la fameuse devise : *Re que Diou*, qui est peut-être en définitive le vrai secret de l'énigmatique Talleyrand. Élevée à la cour de Prusse, cosmopolite par ses origines et par ses goûts, passionnée de politique, elle était pour son oncle la plus intelligente et la plus dévouée des collaboratrices.

Mme de Dino traversait alors les passions sans y trouver le bonheur. Mariée à quinze ans, contre son gré, à un neveu de Talleyrand, sa présente intimité avec son oncle n'était qu'une vengeance contre sa propre mère, la belle duchesse de Courlande. Elle s'était éprise à Vienne du comte Clam-Gallas, et la série de ses aventures, qui ne se termina qu'assez tard avec le prince Lichnowski, défrayait alors la chronique parisienne. Stendhal écrit, le 10 janvier 1830, qu'elle était plus amoureuse que jamais de Piscatory (1), qui, l'année suivante, provoquait en duel Henri de Latouche, auteur dans *le Figaro* d'un article diffamatoire. Balzac paraît l'avoir prise pour modèle dans *les Secrets de la princesse de Cadignan*. Elle voyait dans l'amour un sentiment « fatal », qui n'avait cessé « d'agiter et de gâter sa vie », et lui préférait, assurait-elle, l'amitié, dont Barante, Bacourt et bien d'autres éprouvèrent près d'elle le charme et la solidité. « Le ciel, quand je l'interroge, ne me répond rien », écrivait-elle à Vitrolles. Bacourt, la surprenant en larmes, trouvait en elle ce que saint Augustin dit avoir éprouvé : *le mécompte du passé, le tourment du présent, l'épouvante de l'avenir* (2).

Sa jeunesse ardente n'avait jamais connu ni l'exemple du devoir, ni la règle, ni la sérénité. Cependant son esprit supérieur et une sorte de nostalgie du bien lui laissaient deviner d'autres âmes et rêver d'autres horizons. Elle lisait alors les œuvres mystiques de Fénelon. Royer-Collard fut un spectacle qui l'étonna. Jamais encore elle ne s'était trouvée devant un homme de ce caractère en même temps que de cette envergure.

(1) Theobald-Arcambal Piscatory (1799-1870), député de Chinon en 1842, ministre en Grèce, puis ambassadeur en Espagne (1847), député à l'Assemblée législative en 1849, avait épousé la fille du général Foy.

(2) Cf. Maurice Paléologue, *Talleyrand, Metternich et Chateaubriand* (Paris, 1924), et Louis Royer, *la Duchesse de Dino et le baron de Vitrolles, Lettres inédites* (Grenoble, 1937).

Il réunissait en lui tout ce qui pouvait impressionner sa nature incertaine et troublée : l'austérité, la certitude, une intelligence impérieuse avec une singulière agilité de pensée, l'amour des grandes idées et des belles images, le calme de la méditation avec une humeur agressive et une morgue qui n'était pas pour lui déplaire. « Ce janséniste un peu tendre », comme dit Molé, n'était-il pas le directeur de conscience qu'elle cherchait ? N'était-il pas désigné pour recueillir cette âme aux abois qui s'ouvrait déjà aux émotions religieuses ? Royer-Collard a joué ce rôle près d'elle, avant même que l'abbé Dupanloup, qu'au fond elle aimait peu, s'en fût avisé. Tant s'en faut, d'ailleurs, qu'elle ait toujours suivi les conseils de l'un ou de l'autre !

« J'ai une très grande estime pour lui et une vive reconnaissance..., écrivait-elle à Barante, en lui parlant de Dupanloup ; mais j'ai toujours senti qu'il lui manquait une certaine appréciation juste des caractères et des situations. Il place les unes trop haut et les autres trop bas, et il y a des coins du monde, de ses exigences et de ses dangers, de ses complications et de ses pièges, qu'il ne devine jamais. Sa pureté, ses exaltations et une situation peut-être trop humble l'ont toujours fait rester sur *le seuil.* » Royer-Collard, malgré quelque étrangeté, était homme de bonne compagnie. Il avait dans sa jeunesse connu les plaisirs et ne s'en cachait pas. Il était père de famille et, dans ce domaine encore, d'utile conseil. Enfin et surtout, n'était-il pas un admirateur fervent de la duchesse ? C'est ainsi qu'il franchit le seuil de son âme.

Dans ses lettres à Vitrolles, tout récemment publiées, Mme de Dino écrit, en 1828, qu'après les grands orages de sa vie, les consolations de l'amitié lui sont devenues chaque jour plus nécessaires. A la même date, elle écrit à son ami Barante, après la réception de Royer-Collard à l'Académie : « Vous saurez que M. Royer et moi, nous sommes plus que jamais dans la plus grande coquetterie et que, pour ma part, je l'aime de tout mon cœur... Il est tout simplement, à l'heure qu'il est, l'homme le plus populaire du pays et probablement le plus heureux. »

Bientôt Mme de Dino fréquenta la retraite silencieuse de la rue d'Enfer et toujours, dit-elle, « avec une grande joie », bien que son nouvel ami, « qui vivait seul avec Platon »,

fût, au début, un peu « sauvage ». En 1830, elle écrit : « Il a une dignité et une pureté naturelles qui font que ce qui serait une complication pour les autres devient simple pour lui. » N'est-ce pas déjà le ton de la confession ? Voici celui de l'apaisement : « Je vois souvent M. Royer, écrit-elle de Valençay en 1834, et quand nous ne nous voyons pas, nous nous écrivons. Il m'est un secours, une consolation, qui vont toujours croissant. Son amitié si honorable m'est une vraie compensation à des choses qui se perdent, qui échappent. » Elle venait alors de passer la quarantaine.

Sa confiance et son goût pour le philosophe deviennent bientôt de la tendresse. « C'est toujours un événement pour moi, écrit-elle, que l'arrivée d'une lettre de M. Royer-Collard, d'abord parce que je lui suis fort attachée, puis parce qu'il dit beaucoup en peu de mots, toujours d'une manière frappante et avec un ton qui n'appartient qu'à lui et qui donne longtemps à penser. » Rien ne la réjouit plus qu'« une bonne, longue visite ». Bientôt les confidences deviennent réciproques. Royer-Collard parle de sa jeunesse, de Port-Royal, de son professorat ; il lui dévoile « un coin de son système philosophique ». Ce sont vraiment « des heures précieuses ». Sa conversation est « originale, piquante, grave et animée tout à la fois », « lugubre », à certaines heures (1), mais toujours « fort affectueuse ». Il ne cesse de se maintenir « à part, dans la haute région qui lui appartient ». Parfois il prédit l'avenir et elle aime l'entendre « sur son trépied ». Parfois aussi ils se querellent. Royer-Collard présente Berryer et Tocqueville et se montre enchanté de M. de Bacourt.

Quand enfin elle annonce dans son journal sa conversion définitive, le 21 juin 1836, à Valençay, parmi les causes de cette conversion elle note « les conversations élevées de M. Royer-Collard, qui voudrait bien se dépouiller du doute philosophique et qui y arrive petit à petit. Voilà ce qui m'a fait faire attention à mille choses inaperçues avant, ce qui me fait tendre vers un but élevé et assuré. » Les confidences avaient donc été fort loin de part et d'autre. Royer-Collard avait ouvert à son amie ce qu'il appelait « sa solitude impénétrable ». Jusqu'où, dans ses aveux, avait été la duchesse ?

(1) « Vous savez que je l'aime et que rien n'égale à mon gré le jeu vif et mobile de cette imagination à la fois brillante et lugubre. » A Barante, le 28 janvier 1833.

Nous savons seulement qu'avant la mort de Royer-Collard, elle le pria, ainsi que Mgr Dupanloup, de lui renvoyer ses lettres, qui, plus tard, j'en ai eu l'assurance, ont été détruites par le prêtre qui avait reçu d'elle la mission d'examiner et de trier ses papiers.

Ils échangèrent aussi des souvenirs matériels. Voici ce qu'écrit Mme de Dino, le 24 mars 1836 :

« M. Royer-Collard m'ayant trouvée l'autre jour lisant *l'Imitation* m'en a apporté hier un joli petit exemplaire, qu'il possède depuis sa jeunesse et qu'il a presque toujours porté sur lui. Je ne puis dire combien ce don m'a touchée, combien il m'est précieux : je ne trouve qu'un seul tort à ce petit livre, c'est d'être en latin ; je n'ai jamais bien su cette langue, et je crois que je vais la rapprendre.

« M. Royer m'a demandé en échange un livre que j'eusse beaucoup lu. Je lui ai donné cet exemplaire des *Oraisons funèbres* de Bossuet, dont le signet est arraché et qui s'est trouvé marqué par une épingle à cheveux à un des passages les plus applicables pour moi de la princesse palatine. M. Royer a reçu ce petit bouquin de bien bonne grâce. »

Dans l'oraison funèbre de la princesse Palatine, Bossuet, retraçant les étapes de sa conversion, a noté « l'intempérance de ses sens et de son esprit ». « Plus elle était clairvoyante, a-t-il dit, plus elle était tourmentée... Elle connaissait par expérience le faible des grands politiques, leurs volontés changeantes et leurs paroles trompeuses... Elle crut entendre une voix douce et paternelle qui lui disait : Je t'ai ramenée des extrémités de la terre, des lieux les plus éloignés, des voies détournées où tu te perdais, abandonnée à ton propre sens... Pendant que tu disais en ton cœur rebelle : Je ne puis me captiver, j'ai mis sur toi ma puissante main et j'ai dit : Tu seras ma servante, je t'ai choisie dès l'éternité et je n'ai pas rejeté ton âme superbe et dédaigneuse. »

RETRAITE, CONVERSION ET MORT DE TALLEYRAND

Dans les dernières années de la vie de Talleyrand, Royer-Collard, devenu l'intime de l'oncle et de la nièce, fut étroitement associé à leurs décisions. La principale préoccupation de Mme de Dino était de décider son oncle à la retraite, de

le réconcilier avec l'Église et d'assurer sa fin chrétienne.

C'est de Valençay, le 13 novembre 1834, que Talleyrand rédigea la lettre par laquelle il résignait ses fonctions d'ambassadeur à Londres et terminait sa vie politique. Mme de Dino en fit le brouillon que le prince approuva. Elle lui demanda de la soumettre à Royer-Collard. A la fin de cette lettre, Talleyrand, ou plutôt Mme de Dino, avait écrit : « Mon grand âge, les infirmités qui en sont la suite naturelle, le repos qu'il conseille, les avertissements qu'il donne... » A la place de « les avertissements qu'il donne », Royer-Collard proposa et fit admettre « les pensées qu'il suggère ». C'était la préface de la conversion. Mme de Dino note alors : « Toutes les lettres de cette époque, écrites par M. de Talleyrand au Roi, à Mme Adélaïde et au duc de Wellington, ont été communiquées et approuvées par M. Royer-Collard. »

Cependant, l'ambition qui avait toute sa vie rongé le cœur du vieux Talleyrand ne l'avait pas encore abandonné. En 1835, après l'attentat de Fieschi, il se préoccupait avec Royer-Collard de la restauration de l'ordre et des principes de gouvernement. « Elle est plus facile à faire avec Louis-Philippe qu'avec Henri V ou la République », écrivait-il à son ami. Celui-ci, qui combattait vainement pour maintenir l'hérédité de la pairie et pensait même à une dictature royale (1), lui répondait : « Jamais, il est vrai, une restauration ne fut plus nécessaire, mais elle doit être conçue d'ensemble et celle de la société ou du gouvernement lui-même. Vous seul peut-être excepté, on n'y songe pas, on ne s'en doute pas. Il n'y a dans le gouvernement personne pour former un grand dessein, personne pour l'exécuter. »

Talleyrand s'en croyait encore capable. Au mois de février 1836, âgé de quatre-vingt-deux ans, il chercha à devenir

(1) Valençay, 1er octobre 1835. — Hier, j'ai été à Châteauvieux par un temps épouvantable. — M. Royer-Collard disait que les deux hommes les plus semblables qu'il eût rencontrés étaient Charles X et M. de La Fayette, tous deux également fous, également entêtés, également honnêtes. En parlant de M. Thiers, il a dit : « C'est un polisson, bon enfant, qui a beaucoup d'esprit, quelques lueurs même de grand esprit, mais bon surtout à perdre un empire par son étourderie et son enivrement. » Revenant sur les dernières lois répressives, il disait : « Je n'ai pas de goût pour la dictature, mais ma raison me dit qu'elle peut parfois être nécessaire. Nous sommes peut-être à un de ces moments-là. Mais où prendre le Dictateur ? Si on proposait franchement le Roi, je comprendrais, mais les ministres d'aujourd'hui ! » (*Chronique* de la duchesse de Dino I, 377.)

président du Conseil sans portefeuille, et Mme de Dino ne l'en détournait guère. Mais cette fois, Royer-Collard s'y opposa : « Y pensez-vous, madame ? lui dit-il avec sa rude franchise. Vous voulez donc déshonorer les derniers moments de M. de Talleyrand. Ne voyez-vous pas qu'il peut à peine soutenir la conversation ? Lui faire gouverner la France, mais c'est une dérision ! » A cette époque, il disait : « M. de Talleyrand n'invente plus, il se raconte. »

Le 3 mars 1838, Talleyrand prononçait à l'Institut *l'Éloge de Reinhard*, qui fut son testament politique. Il le lut d'une voix forte, sans lunettes et d'un air aisé. Victor Cousin, dans son admiration, s'écriait : « C'est du Voltaire, c'est du meilleur Voltaire ! » Talleyrand y parlait de « la religion du devoir ». Royer-Collard, qui assistait à la séance, dit, en sortant, à Mme de Dino que le prince était « solennellement amnistié de ce qu'il y a eu de fâcheux dans sa vie, publiquement glorifié de ce qu'elle a eu de bon et de grandement utile. » C'était beaucoup dire.

Royer-Collard fut associé à toutes les démarches de Mme de Dino pour faire rédiger, puis faire signer à Talleyrand à l'agonie les pièces de sa rétractation. On doutait encore qu'il s'y déterminât : « Ne craignez rien, dit Royer-Collard ; lui qui a toujours été l'homme de la pacification ne refusera pas de faire sa paix avec Dieu avant de mourir. » Cette parole fut aussitôt rapportée au prince, qui répondit : « Je ne refuse pas. »

Royer-Collard a fait lui-même à Sainte-Beuve (car il pardonnait tout à l'historien qui avait fait revivre les grandes ombres de Port-Royal) le récit des derniers instants de Talleyrand. Avec le duc de Poix, Sainte-Aulaire, Barante et Molé, il fut désigné par l'archevêque de Paris pour assister à la lecture que fit Mme de Dino, puis à la signature par le mourant des deux actes dans lesquels il rétractait ses erreurs et ses fautes.

Deux jours après la mort, le 21 mai 1838, il écrivait au comte de Lezay-Marnésia, le préfet de Blois : « J'ai vu M. de Talleyrand malade, je l'ai vu mourant, je l'ai vu mort ; ce grand spectacle sera toujours devant mes yeux. M. de Talleyrand est mort chrétiennement, ayant satisfait à l'Église et reçu les sacrements. C'est *le dernier cèdre du Liban*, et

c'est aussi le dernier type de ce savoir-vivre qui était propre aux grands seigneurs gens d'esprit. »

Le dernier cèdre du Liban ! Déjà il avait écrit, en 1834, à Talleyrand : « Vous restez seul de la race des géants... » Ainsi l'impression finale qu'il gardait de ce vieil homme était celle d'une nature puissante qui avait résisté à tous les orages, d'une âme forte et demeurée ferme devant la mort.

Croyait-il à la sincérité de sa conversion et, comme il disait, de sa paix avec Dieu ? D'après Sainte-Beuve, il félicita l'abbé Dupanloup, pour lequel il n'avait que peu de goût, en lui disant simplement : « Monsieur l'abbé, vous êtes un prêtre ! » Mais, plus tard, parlant de Mgr de Sausin, évêque de Blois, dont il respectait les vertus, il disait : « Le mot de vénérable a été fait pour lui ; il est peut-être le seul auquel je dirais tout ce que je pense de la mort de Talleyrand. » Il avait donc un jugement qu'il gardait par devers lui.

Royer-Collard survécut sept ans à Talleyrand. Il mourut en 1845, à peu près au même âge. Jusqu'à sa mort, il resta fidèle à sa mémoire et protesta quand Mignet, comme secrétaire perpétuel, lut, le 11 mai 1849, une notice nécrologique sur le prince, dans lequelle il évoquait surtout son passé révolutionnaire. Dans celui qu'il appelait son ami, Royer-Collard avait apprécié un libéralisme sincère, uni à l'esprit d'ordre et de gouvernement. On sait que c'est le petit-fils de Royer-Collard, M. Paul Andral, vice-président du Conseil d'État, qui fut chargé par M. de Bacourt d'exécuter les dispositions testamentaires de Talleyrand.

Mme de Dino restait liée à son vieil ami, partageant ses deuils, déplorant l'affaiblissement de sa santé, l'admirant dans sa méditation de plus en plus solitaire et tournée vers une autre vie. Devenue duchesse de Sagan, elle quitta Paris dans l'hiver de 1840 pour se fixer en Allemagne ; mais elle le retrouvait, toujours fidèle, pendant ses séjours en France. Après la mort de Royer-Collard, elle écrivit à Barante la lettre suivante :

« Sagan, 15 septembre 1845.

« Je veux venir pleurer avec vous votre excellent et illustre ami. Je suis extrêmement émue et peinée de cette mort qui m'appauvrit sensiblement. Figurez-vous que peu, bien peu de jours avant sa mort, il m'a écrit pour m'annoncer lui-même sa fin, pour me dire adieu, et cela dans les termes les plus touchants. Je conserve comme une relique ses dernières lignes, probablement les dernières qu'il ait tracées... Tout ce que vous apprendrez, vous me le direz, n'est-ce pas. Vous savez combien il m'aimait ! Il a eu une grande influence sur le cours de mes idées et la disposition de mon âme à une de ces époques critiques de l'existence qui donnent une impulsion positive au reste de la vie. Il m'avait fait aussi une large part dans sa vie intime et intérieure qu'il appelait *sa solitude impénétrable.* Tout cela est fini et laisse un vide de plus dans ma vie qui en offre déjà de tant de côtés. Je suis très, *très peinée.* »

Royer-Collard, dont on est étonné de trouver pendant vingt-cinq ans l'austère figure aux côtés de Talleyrand et de Mme de Dino, avait réveillé dans leurs âmes, après tant d'égarements, ce qu'elles contenaient de meilleur. Dans le doctrinaire, Talleyrand avait retrouvé l'ombre perdue de sa jeunesse, l'amour du bien public et l'enthousiasme pour la liberté. Auprès du « janséniste un peu tendre », Mme de Dino avait puisé les émotions religieuses qui apaisèrent son âme et adoucirent sa fin.

ÉMILE DARD.

LE PAPE DES MISSIONS : PIE XI

PONTIFICAT SOCIAL ET CONCORDATAIRE

Le grand pontificat qui vient de se clore marque une date dans l'histoire sociale, une date dans l'histoire diplomatique de l'Église romaine. Ici même, au moment où parut l'encyclique *Quadragesimo anno*, M. Eugène Duthoit signala la portée de cet acte capital (1), par lequel Pie XI précisait la situation de l'Église en face des problèmes créés par la crise, en face des doctrines qui se disputent la solution de ces problèmes. Léon XIII, jadis, dans l'encyclique *Rerum novarum*, avait posé les premières assises d'un droit ouvrier ; Pie XI, à son tour, par les hardis coups d'œil qu'il jetait sur les fonctions sociales attachées au droit de propriété et inséparables de ce droit, apparaissait comme propice à des réformes profondes, garantes d'une paix sociale fondée sur la justice. L'encyclique *Quadragesimo anno* suffirait à fonder sa gloire : par ce document, l'Église a pris dans la mêlée des systèmes économiques une attitude conforme à ces exigences du bien commun, dont jamais ne se désintéressera son esprit de charité ; et c'est dans son attachement même à la théologie traditionnelle, interprète de ces exigences, qu'elle a su trouver certaines orientations, certaines directions, pour la vie économique des lendemains.

(1) Voyez la *Revue* du 1er juillet 1931.

Le nom de Léon XIII et le nom de Pie XI demeureront à jamais associés sous cette rubrique : « papes sociaux » ; leurs pages doctrinales sur ces questions brûlantes de l'heure présente contiennent plus et mieux que des définitions ; elles ont une émotion, elles ont une vie, parce qu'elles décèlent des aspirations, parce que les deux pontifes y affirment, au nom même des volontés divines, leur faim et leur soif d'une justice terrestre.

Volontiers relèverai-je, entre ces deux pontificats, un autre trait commun : tous deux furent des pontificats concordataires. Au lendemain des malentendus qu'avaient suscités, entre l'Église et le monde moderne, certaines conceptions de la liberté, Léon XIII avait toujours aspiré, et souvent réussi, à renouer entre la société religieuse et la société civile de loyaux et cordiaux dialogues, dialogues précurseurs d'harmonie, et même, parfois, dialogues constructeurs ; on eût dit qu'il voulût élaborer une sorte de Concordat intellectuel entre la foi séculaire et les opinions publiques des diverses nations ; et la douloureuse politique, qui dans la France de 1904 aboutit à la séparation des Églises et de l'État, ne put empêcher la survivance, à travers le monde, d'un certain état d'esprit concordataire dont les pontificats de Benoît XV et de Pie XI devaient recueillir les fruits. Nous indiquions ici même, au moment de la mort de Benoît XV, comment il avait su ramener sur la colline vaticane, au lendemain de la Grande Guerre, toute une couronne de diplomates, représentants des divers États de l'univers. Ce n'était là qu'une première étape : Pie XI, une fois ces diplomates installés, sut conclure avec un certain nombre d'entre eux des concordats.

L'*Annuaire pontifical catholique*, que publiait naguère, à Paris, le P. Chardavoine, énumérait au début de 1936 les divers concordats qui furent mis en vigueur ou conclus sous le règne de Pie XI : il n'en comptait pas moins de dix-huit. Et l'étude qu'a faite de ces documents le canoniste expert qu'est le P. Yves de la Brière, le volume qu'a publié M. Paul Parsy sous ce titre : *l'Église et les États; les Concordats récents* (1) attestent qu'à l'idée de « séparation des deux pouvoirs », ou de « laïcisation », ou de « sécularisation », — vocables déjà vieillis, qui datent du XIXe siècle, — tendent à se substi-

(1) Paris, Gabalda, 1937.

tuer, au xxe siècle, des formules d'harmonie, et parfois d'entr'aide ou de coopération. Dans les négociations concordataires engagées par le pontificat de Pie XI avec nombre d'États, la Papauté réclama et obtint certaines garanties légales, certaines libertés scolaires, et la reconnaissance expresse des prérogatives de l'Église en matière de mariages ; et les concordats du xxe siècle sont beaucoup plus exigeants pour le pouvoir religieux, beaucoup plns stricts au sujet des droits de l'Église que ne l'avaient été ceux du xixe. Au moment même où il appliquait ces méthodes concordataires où Léon XIII excellait, ce fut l'une des originalités de Pie XI d'y savoir introduire, aux heures décisives, certaines tendances d'inflexible intransigeance, dont le pontificat de Pie X lui avait légué l'exemple.

Pie X, en une heure critique, au milieu des périls que créaient pour l'intégrité de la doctrine les manœuvres «modernistes », avait fait acte de défensive ; pour protéger la vérité, pour protéger les âmes, il avait multiplié les retranchements ; responsable du dépôt de la foi, dont il avait la garde, responsable des consciences chrétiennes, dont il avait la charge, il aurait cru manquer à son devoir en s'abstenant de revendiquer, pour la doctrine et pour la morale, le droit de rayonner librement. Pie XI, en quelque mesure, s'inspira de cet esprit ; et plus d'une fois les paraphes qui s'alignèrent au bas des textes concordataires furent pour l'intégrité des disciplines, pour la liberté de l'organisme ecclésiastique, de précieuses victoires... La victoire était éphémère, sans doute, lorsqu'elle était accordée par une Puissance pour laquelle les traités comptent peu : c'est à l'Allemagne hitlérienne que je songe, le Concordat signé par Pie XI n'ayant pas tardé à subir de nombreuses lacérations. Mais parmi les autres pays où société religieuse et société civile délimitèrent leurs droits respectifs et leurs rapports réciproques, il n'y en eut aucun dont le pontificat de Pie XI ait eu à se plaindre ; cette Tchécoslovaquie que l'on avait un instant représentée comme le type par excellence d'une formation politique « laïcisée » sanctionnait tout au contraire, par l'accueil qu'elle faisait naguère au cardinal Verdier, légat du pape Pie XI, l'esprit de collaboration avec la puissance spirituelle, dont le *modus vivendi* de 1928 avait été un premier témoignage ; et ce fut

ainsi sur le terrain de Prague que Pie XI recueillit, au cours de ses dernières années, l'une des plus flatteuses satisfactions politiques qu'il ait connues.

PONTIFICAT D'ACTION MISSIONNAIRE

Mais quelque éclatants qu'aient été ces divers aspects de son activité, on peut dès maintenant affirmer que dans le recul des temps la physionomie de Pie XI se dessinera surtout comme celle d'un Pape missionnaire ; d'un Pape dont la pensée, sans cesse tendue vers les marches extrêmes de la chrétienté, visait toujours à reculer ces frontières, et à préparer des conquêtes.

« Aujourd'hui, plus que jamais, nous sentons palpiter dans les profondeurs de notre âme la paternité universelle à laquelle Dieu nous appelle. Daigne Dieu nous accorder de donner tout ce qui nous reste d'activité et de vie pour le salut de tant d'âmes qui l'attendent encore ! »

Ainsi s'exprimait Pie XI au jour de la Pentecôte, en 1922. Pape depuis quelques mois, il n'avait pas encore élevé la voix. Et l'élan même de ses premières paroles paraissait l'entraîner au delà des limites actuelles de sa royauté spirituelle : on eût dit qu'il songeait moins à sa souveraineté sur ses fidèles qu'aux liens de paternité qui l'unissaient à tous les autres humains ; on eût dit que, pour sa conscience comme pour son imagination, la vision des innombrables âmes qui attendaient, et que lui-même attendait, devenait une obsession, une hantise. « Souvent, reprenait-il, à la pensée que les païens sont au nombre d'un milliard, notre esprit ne peut goûter de repos, et nous croyons aussi entendre une voix disant : « Crie, ne te repose pas, élève ta voix comme la trompette ! » (*Isaïe*, LVIII, 1.) Et cette voix s'élevait, docile à son Dieu, impérieuse pour ses fils : elle leur signifiait sa décision de ne « rien omettre pour ouvrir aux nations païennes l'unique voie de salut, en portant chaque jour plus loin, par les hérauts apostoliques, la lumière de la vérité évangélique ».

Expressément Pie XI déclarait : « Quel que soit l'homme que le choix divin ait établi ici-bas vicaire de Jésus et prince des pasteurs, il ne peut nullement se contenter de protéger et de garder le troupeau du Seigneur dont il a reçu la direction ;

il manquerait à son devoir principal s'il ne mettait tous ses efforts à gagner au Christ et à lui adjoindre les âmes étrangères ou éloignées de lui. »

« Devoir principal », remarquons le mot : comme vicaire de Jésus qui fut le bon pasteur, Pie XI se réputait obligé, strictement obligé, obligé avant tout autre devoir, à courir, comme le pasteur lui-même, après les brebis perdues, ou après celles qui ne sont pas de ce troupeau, et à les « gagner », et à les « adjoindre », et il proclamait, en consistoire, que « de toutes les œuvres catholiques la plus grande et la plus sainte était l'œuvre des missions ».

LA VOIX DES STATISTIQUES ET LA MENACE DES SANS-DIEU

La Grande Guerre, en certaines régions, avait disloqué les organisations missionnaires : elle avait décimé les effectifs d'apôtres, dépeuplé certains postes de missions. Dans les diverses colonies européennes, l'apôtre issu d'une nationalité ennemie était devenu un « indésirable » : l'intégral maintien de cet organisme supranational qu'est l'Église missionnaire était apparu comme momentanément incompatible avec les susceptibilités nationales. Au cours des cinq années durant lesquelles les nations s'étaient entredéchirées, l'Évangile avait piétiné.

Sur la colline vaticane, des statisticiens se mirent au travail, se demandant, fiévreusement, si la fraction catholique tiendrait encore, dans l'humanité du XXIIe siècle, la même place qu'elle tient dans celle d'aujourd'hui. Ils constataient qu'actuellement, sur un milliard sept cents millions d'êtres humains, trois cent seize millions sont baptisés catholiques. Mais ils estimaient que, sauf catastrophes, au taux actuel dont la population s'accroît, il y aurait, dans deux cents ans, six milliards d'hommes. Et dès lors cette conclusion s'imposait : ou bien, d'ici à deux siècles, le chiffre des catholiques aura lui-même triplé, ou bien l'Église sera en recul, et n'occupera pas, dans le monde de l'an 2000 ou de l'an 2100, une place équivalente à celle qu'elle occupe sous l'actuel millésime. Pour que l'Église du XXIIe siècle pût échapper à ce pénible risque, il apparaissait indispensable que, dans les deux cents ans qui viennent, le chiffre de ses ouailles s'accrût de six cent trente-deux millions ; c'est seulement en progressant d'une

telle allure qu'elle pourrait garder son rayonnement universel. Et devant l'intimidante impression qu'exerçait un chiffre aussi massif : six cent trente-deux millions, il était naturel qu'on eût tendance à sérier les difficultés, à morceler les efforts : pourquoi ne pas souhaiter, plus modestement, mais non moins expressément, qu'au cours des cinquante années prochaines, l'Église de Rome augmentât de cent cinquante-huit millions, — le quart de six cent trente-deux, — le chiffre de ses ouailles ? Voilà l'actuelle ambition : l'Église devra la réaliser, coûte que coûte, ou bien elle aura l'air de battre en retraite. Déjà il y a quelque treize siècles, en son palais du Latran, le pape Zacharie, contemporain de Pépin le Bref, avait, sur la muraille, fait tracer un planisphère, pour y marquer, d'étape en étape, les progrès de l'Église, — et ses reculs aussi, car c'était l'heure où l'Islam avait achevé de conquérir l'Afrique. Tout comme dans le Latran du pape Zacharie, la carte du monde était tenue à jour, dans ce Vatican dont Pie XI prenait possession, et cette carte, et tous les graphiques qui l'interprétaient, réclamaient, d'urgence, une recrudescence de l'effort missionnaire.

Mais bientôt, sur le ciel de Moscou, les nuages s'accumulaient ; et l'on sentait s'inaugurer, là-bas, un autre effort missionnaire, qui viserait à prêcher, en face du Christ, l'athéisme : le mouvement des sans-Dieu commençait de se propager. L'œuvre d'évangélisation, dans cette atmosphère nouvelle créée par les courants bolchévistes, allait, en certaines régions, faire figure de belligérante ; le diptyque augustinien des deux cités, l'allégorie ignatienne des deux étendards reprenaient une poignante actualité ; une sorte de mêlée spirituelle allait s'engager. La Russie, puis le Mexique, et actuellement l'Espagne, devenaient le théâtre d'un duel entre religion et irréligion. Quels seraient les maîtres des lendemains immédiats ? Seraient-ce les sans-Dieu ? Serait-ce l'Église ? Pie XI interrogeait l'horizon, et la réponse demeurait obscure.

Lorsque les apôtres de l'Évangile apportent à des populations, grossières encore, les rudiments du progrès matériel, lorsqu'ils ont l'occasion d'enseigner à leurs ouailles l'usage de la terre et l'usage de leurs bras, lorsque ces messagers des choses divines sont, tout en même temps, des précepteurs

de civilisation, les lumières qu'ils projettent sur les conditions de la vie présente rendent les âmes plus aisément accessibles à leurs enseignements sur l'au-delà ; et les services qu'ils rendent aux existences terrestres accréditent leurs propos sur le monde céleste. Mais il n'est pas rare, à l'heure présente, que l'installation des progrès matériels et d'une technique industrielle ait devancé en terre païenne l'arrivée des missionnaires ; et lorsque ces progrès, lorsque cette technique sont implantés par la propagande bolchéviste, la machine s'exhibe, devant les populations fascinées, comme une victorieuse émule de la divinité, comme une divinité visible, et palpable, et notoirement efficace ; et voilà s'échafauder, à la faveur même des nouveautés économiques, tout un système de négations antireligieuses, qui bafouent l'invisible, en nous et au-dessus de nous. Survienne alors le missionnaire, son Évangile en main : l'accès des âmes est devenu malaisé, les avenues sont comme obstruées. De fallacieux instituteurs du progrès humain se sont érigés en rivaux de son Évangile ; d'ores et déjà, ils ont occupé le terrain ; un contre-Évangile s'est épanoui, là où le missionnaire voulait pénétrer... Le sens de ces obstacles et de ces périls fut douloureusement présent à l'esprit de Pie XI : lucide comme il l'était, la gravité ne pouvait lui en échapper.

LE TIERS DES MISSIONS ACTUELLEMENT EXISTANTES SONT DES CRÉATIONS DE PIE XI

Jamais en aucune époque des temps modernes on n'avait vu la Papauté déployer une pareille activité pour la diffusion de l'Évangile, jamais on ne l'avait sentie plus impatiente de multiplier en terre païenne les postes d'occupation, d'où son action pourrait rayonner. L'organisation des forces apostoliques, sous le pontificat de Pie XI, a pris de plus en plus nettement un aspect de mobilisation, à mesure que se développait, en face d'elles, l'offensive des sans-Dieu. Par réaction contre une telle offensive, l'action missionnaire, telle que la concevait et la voulait Pie XI, devenait, tout à la fois, œuvre de défense et œuvre de conquête, pour cette « cité de Dieu » dont jadis avait parlé saint Augustin. Elle ne tendait plus seulement à dégager de la gangue païenne des populations

qui jusque-là s'y étaient enlisées, à lutter contre cette torpeur séculaire, contre cette incurable immobilité où leur paganisme s'attardait. Un autre genre de combat désormais s'imposait, non plus seulement contre la passivité, purement statique, de certaines forces de résistance, mais contre cet actif dynamisme que déchaînaient à travers le monde les propagandes bolchéviques, s'acharnant à dénoncer, comme malfaisante, la croyance en Dieu. Pie XI sut comprendre ces conditions nouvelles, il sut outiller l'Église missionnaire pour les besoins nouveaux.

Alignons des chiffres, une fois encore ; ils jetteront une lueur immédiate sur les résultats obtenus par Pie XI, en terre de mission. On calculait, au début de 1936, qu'il avait, en quatorze ans de pontificat, créé quatre-vingt-huit vicariats apostoliques, cent quatre préfectures apostoliques et trente-sept nouveaux postes de missions, susceptibles d'être progressivement érigés en préfectures ou bien en vicariats. L'*Annuaire pontifical*, dressant la liste des centres d'apostolat, vicariats, préfectures, ou postes centraux de missions, atteignait un total de quatre cent dix-sept : quatorze ans plus tôt, à l'avènement de Pie XI, ce total ne dépassait pas deux cent quatre-vingts. Du rapprochement de ces deux chiffres, il résulte que le tiers des missions actuellement existantes sont des créations du pape Pie XI.

Il n'était pape, encore, que depuis sept années, lorsque déjà, dans les *Dossiers d'action missionnaire* publiés en Belgique, le P. Charles, Jésuite, pouvait écrire : « Jamais l'Église n'avait été témoin d'un tel phénomène : une mission nouvelle chaque mois. Si le XIXe siècle avait pu marcher à cette allure, on aurait, depuis 1830, douze cents missions nouvelles, c'est-à-dire une mission en moyenne pour huit cent mille âmes, avec le réseau de mailles serrées étendu sur le monde entier. La Chine, à elle seule, a été dotée de vingt-cinq missions nouvelles par Pie XI ; l'Afrique de vingt-six ; l'Inde de onze. » Ces lignes datent de 1929 : le progrès qu'elles dénotaient s'est poursuivi depuis lors, avec un rythme accéléré. Il était dans la destinée de Pie XI d'être un conquérant, mais de demeurer, cependant, un conquérant insatisfait.

Satisfait, comment l'aurait-il été, alors qu'il songeait, — il le rappelait parfois en ses audiences, — qu'il n'y avait pas

encore de prêtres catholiques dans l'Afghanistan, pas encore de prêtres catholiques au Thibet, au Népal, au Beloutchistan ? La consigne d'aller, et d'enseigner toutes les nations, rencontre, en cette Asie centrale, des obstacles mystérieux, actuellement inflexibles : Pie XI s'y heurtait, Pie XI en souffrait.

Satisfait, comment l'eût-il été, lorsqu'il constatait, en certains pays dont l'évangélisation s'imposait, une étrange disette d'apôtres ? Pour annoncer le Christ aux quatre cents millions de Chinois, l'Église disposait, aux alentours de 1930, de deux mille six cent soixante-neuf missionnaires, à peu près le même chiffre de prêtres que dans le seul diocèse de Malines ! Les trente-deux millions d'Indiens qui habitent le diocèse d'Allahabad étaient desservis, eux, par trente-deux prêtres : un prêtre pour chaque million d'hommes ! Et les vingt-cinq millions qui, dans la même péninsule hindoustanique, habitent le diocèse de Patna, étaient plus mal partagés encore : dix prêtres, c'est à quoi se réduisait, en ce terroir, le contingent des apôtres.

Pie XI détestait les succès de façade, les chiffres triomphants, que le papier fait miroiter et que dément ou bafoue la réalité des faits. Il ne croyait pas avoir rempli tout son devoir de chef lorsqu'il avait créé, pour les commodités de l'apostolat, des circonscriptions nouvelles : au delà de ces réformes d'ordre administratif et bureaucratique, dont les statistiques accusent le résultat décisif, Pie XI entrevoyait et élaborait toute une technique de l'action missionnaire, toute une technique du devoir missionnaire.

LES DOCTRINES MISSIONNAIRES DE PIE XI : DEVOIR MISSIONNAIRE, FORMATION DES CLERGÉS INDIGÈNES

Cette doctrine, cette action, volontiers les résumerai-je en deux formules. D'une part, Pie XI réclamait du monde chrétien, pour la besogne missionnaire, toutes les formes de sacrifice : sacrifices du dévouement, sacrifices d'argent ; d'autre part, il appelait de ses vœux, et parfois considérait comme prochaine, l'heure d'abdication, douloureuse, mais nécessaire, où, dans certaines régions, les missions devraient considérer leur rôle comme achevé, où elles devraient s'effacer, l'Église une fois implantée, s'effacer devant les clergés indi-

gènes. Jamais encore une parole papale n'avait mis en un pareil relief ces deux idées fondamentales, que l'expansion missionnaire mérite rigoureusement la sollicitude de toutes les âmes chrétiennes, et que, d'autre part, les succès mêmes de cette expansion doivent ouvrir à l'Église de tout autres horizons ; et qu'au delà de l'étape actuelle, une période nouvelle s'inaugurera durant laquelle l'Église, pour progresser, pour rayonner, fera appel aux ressources mêmes du terroir, et n'aura plus besoin de missionnaires.

C'est l'honneur de notre spiritualité française d'avoir, longtemps avant Pie XI, signalé à toutes les âmes croyantes, d'un bout à l'autre du monde, la nécessité d'aider, par leurs aumônes, à la diffusion de l'Évangile : Pauline Jaricot, fondant il y a plus d'un siècle la Propagation de la foi, avait d'avance satisfait à l'appel que Pie XI, en 1926, adressait à tout le peuple chrétien. « De la part de ceux qui appartiennent au bercail du Christ, signifiait le Pape, il répugne absolument à la charité qui doit les unir à Dieu et au prochain de ne pas se soucier des autres hommes qui errent misérablement hors de la bergerie. Si le Christ a proclamé que la marque très particulière de ses disciples serait leur amour mutuel, pouvons-nous témoigner à notre prochain un amour plus grand et plus remarquable, qu'en le tirant des ténèbres de la superstition et en veillant à l'instruire de la vraie foi du Christ ? »

L'*Union missionnaire du clergé*, fondée sous Benoît XV par un prêtre lombard, devint entre les mains de Pie XI un puissant instrument d'action : il voulut que sous cette rubrique, en tous les pays de chrétienté, des prêtres se groupassent en vue d'implorer « le don de la foi pour l'innombrable multitude des païens et de pousser les autres à cette prière », en vue « de prêcher devant le peuple sur l'apostolat chez les infidèles », en vue de rechercher et de favoriser les vocations missionnaires, en vue d'aider à la prospérité de l'œuvre de la Propagation de la foi. Jamais encore l'autorité supérieure de l'Église ne s'était aussi activement préoccupée de développer, dans toutes les sphères du clergé, un sens aigu, et sans cesse éveillé, de tout ce qui constitue la vie de l'Église.

Les missionnaires jésuites des XVIIe et XVIIIe siècles, par les relations qu'ils publiaient sur leurs missions, avaient été d'insignes apôtres de l'idée même d'évangélisation. C'était le

désir de Pie XI qu'un tel précédent se renouvelât, que la société chrétienne demeurât sans cesse aux écoutes de ce qui se passait aux missions, et qu'elle en fût sans cesse informée ; que toutes les pulsations de la vie catholique, d'un bout à l'autre de l'univers, devinssent partout saisissables, partout sensibles, et que chacun des fidèles s'intéressât à la vie générale de l'Église, à ses progrès en terre païenne, à cet esprit d'aventure spirituelle d'où résultent les fécondes et mystiques audaces. Voilà moins de cent ans que, dans nos provinces françaises, ce fut pour les âmes pieuses une stupéfaction de voir monter en chaire un prélat normand qui venait de la lointaine Mandchourie, Mgr Verrolles, et qui déambulait de diocèse en diocèse pour dire aux blancs ce qu'était la chrétienté jaune : on n'était accoutumé ni à ce genre de visites, ni à cette sorte de sermons. Aujourd'hui, de par la volonté de Pie XI, les expositions missionnaires, congrès missionnaires, et journées missionnaires se généralisent ; la chronique de l'évangélisation fournit des thèmes à l'éloquence religieuse.

Une agence spéciale, sous les auspices de Pie XI, s'est ouverte à la Propagande pour renseigner la grande presse sur les événements de la vie missionnaire. Le Musée missionnaire du Latran, tel que l'a conçu Pie XI à la suite de l'Exposition missionnaire du Vatican, met sous nos regards les divers aspects de l'action religieuse et sociale exercée par les missions. C'était la ferme volonté du Pontife que la chrétienté fût perpétuellement tenue en haleine ; dix ans durant, chaque année, la veille du troisième dimanche d'octobre, on entendit le poste de *Radio-Vatican* diffuser deux fois de suite, en quatre langues, un appel à tous les catholiques du monde, pour que la Journée missionnaire annuelle, tenue ce dimanche-là, se déroulât comme une journée de prières, et de propagande, et d'aumône pour les missions. Ainsi la Papauté contemporaine a-t-elle su organiser, en faveur de l'idée missionnaire, une publicité féconde. Cette impatience de zèle, cet ardent besoin d'expansion, qui jadis avaient porté Pauline Jaricot à recueillir, pour la Propagation de la foi, les petits sous des enfants et des pauvres ouvrières, suscitent désormais, sur la colline vaticane elle-même, tout un ensemble d'initiatives, éducatrices d'une opinion chrétienne, et préceptrices d'aspirations missionnaires.

Trois quarts de siècle après Pauline Jaricot, deux chrétiennes de Caen, Mme et Mlle Bigard, avaient, en fondant l'Œuvre de saint Pierre apôtre pour le recrutement des clergés indigènes, satisfait d'avance, à leur tour, aux ordres très formels que devait un jour multiplier Pie XI. Parlant des séminaires indigènes qui çà et là avaient commencé de s'ouvrir, le Pontife, en 1926, affirmait avec une impétueuse autorité : « Nous ne désirons pas seulement, mais nous voulons et ordonnons que tous les supérieurs des missions accomplissent de telles créations, de la même manière, en sorte qu'il n'y ait aucun indigène donnant de réelles espérances, poussé et appelé par Dieu, que vous écartiez du sacerdoce et de l'apostolat. » Mais Pie XI, jetant un regard sur l'ensemble des pays de mission, avait tôt fait de constater que les clercs indigènes y étaient trop peu nombreux, et il s'en attristait. « Nous sommes encore beaucoup trop loin du progrès qu'il est nécessaire d'accomplir », observait-il. Et derechef, auprès des chefs de mission, ses instances redoublaient : « Nous attirons votre pensée, leur disait-il, sur l'importance qu'il y a de faire entrer des indigènes dans le clergé ; si vous n'y apportez pas tous vos soins, non seulement nous estimons que votre apostolat sera incomplet, mais l'établissement et l'organisation de l'Église en subiront dans ces régions de longs retards. » Il était évident, aux yeux de Pie XI, que l'histoire même de la primitive Église suggérait à ce sujet d'éloquentes indications ; il rappelait avec précision que le clergé placé par les apôtres à la tête des primitives communautés chrétiennes « n'était pas importé de l'extérieur, mais élu parmi les habitants de la région ». Durant certaines périodes, dans les Conseils de la Propagande, les autorités directrices avaient témoigné quelque défiance à l'égard des clergés indigènes : on avait redouté leur inexpérience, on avait redouté leur esprit d'indépendance, on avait redouté, pour mieux dire, tout ce qu'une telle nouveauté recélait d'inconnu. Mais Pie XI, élevant souverainement la voix, croyait pouvoir commander la sécurité : « Une longue expérience a prouvé, proclamait-il, que les peuples habitant les régions lointaines de l'Orient et de l'Afrique ne le cèdent parfois nullement à ceux de nos régions et que la vivacité de leur esprit leur permet de lutter avec ces derniers... Nous pouvons, nous aussi, en faire foi : presque

sous nos yeux, tous les élèves indigènes qui, dans les collèges de la Ville de Rome, apprennent toute sorte de sciences, égalent les autres étudiants par la vivacité de leur intelligence et par le succès de leurs études, et souvent même ils les dépassent. »

Je ne sais si l'on trouverait, sous la plume des gouverneurs coloniaux les plus ardemment propices à l'ascension des indigènes, de pareils accents de confiance et d'aussi optimistes pronostics : la politique missionnaire du Saint-Siège, directement issue de l'humanisme chrétien de la Renaissance, fait volontiers crédit à la nature humaine, et c'est au milieu même du XVIe siècle que saint Pie V avait invité, déjà, les rois d'Espagne à associer les indigènes, comme fonctionnaires au gouvernement de leurs colonies. Les invitations qu'a multipliées Pie XI en faveur de l'éducation de clergés indigènes étaient la suite naturelle d'une telle politique.

ÉPISCOPATS INDIGÈNES ET MONASTÈRES INDIGÈNES

Pie XI, faisant un pas de plus, voulut que de ces clergés indigènes commençassent d'éclore certaines hiérarchies indigènes.

En 1923, des prêtres indigènes devenaient évêques dans trois diocèses de l'Inde. En 1926, des prêtres chinois devenaient évêques dans six diocèses de la Chine ; aujourd'hui le chiffre des évêchés en Chine s'élève à vingt-trois. Un prêtre japonais, en 1927, recevait à son tour la mitre ; puis un prêtre annamite en 1933. Ainsi donc, Inde et Chine, Japon et Annam possèdent maintenant des chrétientés dont l'évêque est de race asiatique : assez féconde, assez vivace est devenue là-bas la terre chrétienne, pour que ce sel de la terre qu'est un clergé, qu'est un épiscopat, y fasse sentir son efficace vertu. L'ascendant même de ces nominations épiscopales eut une répercussion dans toutes les sphères missionnaires ; l'honneur que faisait Rome aux vocations indigènes encourageait les générations nouvelles, et l'on calculait à la fin de 1935 que le clergé autochtone en pays de missions comprenait vingt-six évêques et cinq mille trois cent quatre-vingts prêtres, que mûrissaient dans les grands séminaires trois mille neuf cents vocations indigènes, et dans les petits séminaires onze mille deux cents. Pie XI avait fait le geste auguste du semeur ; déjà ces chiffres

prometteurs, dont purent se réjouir ses derniers mois de vie, annonçaient les prochaines moissons. Ce Collège urbain de la Propagande, que Pie XI a installé sur le Janicule, tout en face du Vatican, n'avait vu s'asseoir sur ses bancs, de 1836 à 1922, que vingt-sept clercs d'origine chinoise, dont vingt-cinq étaient devenus prêtres. Tout au contraire, sous Pie XI, les clercs de race jaune y ont afflué : au cours des quatorze dernières années, le chiffre d'élèves fournis à cette institution par le Céleste Empire s'est élevé à soixante-douze.

Pie XI ne demandait pas seulement aux terroirs indigènes un effectif sacerdotal, et même épiscopal ; il leur demandait des vocations monastiques et même contemplatives, et c'était là, sur les lèvres du Pape, un langage très nouveau.

« Nous exhortons vivement les supérieurs généraux des ordres contemplatifs, déclarait-il, à introduire et étendre cette règle plus austère de la vie contemplative dans les territoires de missions, en y fondant des monastères.

« Si des indigènes désirent entrer dans des congrégations anciennes, pourvu qu'ils soient aptes à en acquérir l'esprit, il serait mal de les détourner de ce dessein... Toutefois, considérez, en toute droiture et religion, s'il ne convient pas plutôt de fonder de nouvelles congrégations qui conviennent mieux au genre et aux goûts des indigènes ainsi qu'aux circonstances et à la contrée. » Phrases nuancées et à demi hésitantes, phrases presque perplexes, et cependant très grosses d'avenir, phrases qui paraissent tâtonner, tergiverser, mais qui d'avance, pourtant, dessinent certaines orientations, et les commandent.

L'ÉTAPE FUTURE
L'ÉPANOUISSEMENT DES CIVILISATIONS CHRÉTIENNES INDIGÈNES

Ce que requérait Pie XI, c'était que les forces missionnaires se donnassent cette tâche de « planter » l'Église. Une fois achevée la plantation, une fois cette Église pourvue de tous les organismes nécessaires à sa vie normale, ces forces devraient faire retraite, se transplanter ailleurs, porter le Christ sous d'autres cieux : Pie XI n'admettait pas, — et c'est là un trait capital de ses enseignements, — que les pays de missions demeurassent à jamais des colonies spirituelles de l'Europe. Les commotions qui suivirent la Grande Guerre, les agitations

coloniales qui mirent en péril l'hégémonie des grandes Puissances ne pouvaient laisser indifférente l'attention du Saint-Siège : sous l'impression de ces visions, Pie XI désirait que l'établissement religieux, en ces lointains pays, apparût comme pleinement indépendant à l'égard des influences étrangères, à l'égard même de ces protectorats politiques qui jadis avaient pu l'aider à naître et à grandir. Il osait, sans ambages, laisser voir le fond de sa pensée : « Supposons, disait-il, que la guerre ou d'autres événements politiques substituent, dans un territoire de missions, un régime à un autre et que l'on demande ou décide le départ des missionnaires étrangers de telle ou telle nation ; supposons même, chose plus rare, que les indigènes, arrivés à un degré supérieur de civilisation, et atteignant une certaine maturité politique, veuillent, pour obtenir leur indépendance, éloigner de leur territoire fonctionnaires, troupes et missionnaires de la métropole, et qu'ils ne puissent l'obtenir que par la force. Quelle calamité, nous vous le demandons, menacerait alors l'Église dans toutes ces régions, s'il n'y avait pas un réseau de prêtres indigènes dispersés sur tout le territoire, et si l'on n'avait pas veillé pleinement aux besoins de la population conquise au Christ ! »

Dans les pays qui étaient, hier encore, des terres de missions, et où l'Évangile était porté par des voix exotiques, Pie XI souhaitait de voir rapidement s'épanouir, sur une assise authentiquement indigène, une civilisation authentiquement chrétienne ; et la confiance qu'il avait dans la vertu de la sève chrétienne, la confiance qu'il mettait dans la bonne volonté de ces chrétientés nouvelles encourageaient ses espoirs. La Propagande, il y a bientôt trois siècles, avait déjà spécifié, s'adressant aux missionnaires : « Gardez-vous de tout effort et de tout conseil à ces peuples pour leur faire changer leurs rites, leurs coutumes et leurs mœurs, pourvu qu'elles ne soient pas très ouvertement contraires à la religion et aux bonnes mœurs. » Pie XI s'inspirait d'un tel esprit lorsque, par l'intermédiaire de ses délégués apostoliques, il préconisait qu'on eût égard aux particularités indigènes et à tout cet ensemble d'usages et de traditions, de susceptibilités et de disciplines, d'où résulte la civilisation d'un terroir.

« L'Église catholique, déclarait au Congo belge, en 1935, Mgr Dellepiane, délégué apostolique de Pie XI, n'est ni

belge, ni française, ni anglaise, ni italienne ou américaine : elle est catholique. De ce fait elle est belge en Belgique, française en France, anglaise en Angleterre. Au Congo, elle doit être congolaise : dans la construction des édifices sacrés et dans la confection des objets du culte, on doit soigneusement tenir compte des lignes, de la couleur et de tous les éléments de l'art congolais. »

« L'esprit d'un peuple ou d'une nation, reprenait Mgr Vanuitven, vicaire apostolique de Buta, s'exprime naturellement dans le style de ses bâtiments et dans les goûts de la masse. Nous avons les nôtres, d'autres peuples ont les leurs. Or, les églises de nos indigènes doivent être les leurs et non pas les nôtres ; il faut qu'ils y mettent du leur ; et si ce n'est pas beau pour nos yeux, cela n'a aucune importance.

« Voir avec des yeux indigènes chrétiens ; ne pas copier sans plus les formes traditionnelles et les méthodes de l'Europe, quitte à les exprimer en matériaux indigènes ; favoriser et ne pas dénaturer l'éclosion normale des possibilités artistiques indigènes, provoquer une sympathique et intelligente compréhension de l'art indigène », voilà l'ensemble de résolutions que prenaient dernièrement en leur seconde conférence plénière les chefs de missions du Congo belge (1).

Ainsi s'appliquaient au loin, dans les profondeurs de l'Afrique noire, les instructions de Pie XI ; ainsi s'efforçait-on de préparer, à longue échéance, le terrain sur lequel pourrait s'édifier, avec ses ressources propres et son originale autonomie, une civilisation chrétienne d'expression congolaise. Le message chrétien, tel que Pie XI voulait qu'on le proposât aux races indigènes, ne devait point se présenter comme un joug, imposé une fois pour toutes, à leur passive docilité ; le Pape voulait que ce message leur devînt un ferment de vie, qu'individuellement, que collectivement les âmes en fussent transfigurées, et que, sous ces lointaines latitudes, l'Évangile suscitât des civilisations nouvelles, comme il en avait suscité, sur terre d'Europe, à l'époque mérovingienne. Ainsi voyait-on l'esprit même de centralisation romaine, s'appliquant à l'orga-

(1) *Bulletin des Missions de l'abbaye de Saint-André*, septembre 1936, p. 172-173. Cf. dans l'*Artisan liturgique* d'octobre-décembre 1936, p. 895-897, le curieux appel de M. Ryckmans, gouverneur général du Congo : « Peut-on parler d'art religieux congolais ? »

nisation de la besogne missionnaire, revendiquer pour les initiatives des diverses races une certaine liberté d'épanouissement et de création esthétique, et réclamer pour ces races la faculté d'appliquer avec leur originalité propre, dans leur atmosphère propre, les enseignements sociaux du christianisme.

Un jour, la pensée de Pie XI se porta vers l'antique civilisation chinoise ; et dans une lettre aux vicaires et aux préfets apostoliques de Chine il eut à cœur d'adresser à cette civilisation un témoignage de respect. Sa lettre fit grand bruit : lorsqu'il déclarait que l'Église « n'organise pas ses missions pour servir d'instrument politique à des Puissances terrestres », lorsqu'il niait que l'Église et ses missionnaires « poursuivissent des desseins politiques au détriment de l'indépendance de la Chine », on sentait en lui un impérieux besoin de « reconnaître pleinement les aspirations légitimes d'un peuple qui est le plus nombreux de la terre, peuple d'antique civilisation, poursuivait-il, qui connut des périodes de grandeur et de splendeur, et qui, pourvu qu'il se maintienne dans les voies de la justice et de l'ordre, peut être assuré d'un grand avenir ». Cet acte de Pie XI provoqua d'abord quelque surprise dans les sphères européennes : le Pape et son délégué apostolique considéraient-ils comme close à jamais, pour les chrétientés chinoises, la période où la protection de quelque Puissance européenne pourrait leur ménager une opportune défense ? Une question politique se posait, des susceptibilités politiques pouvaient s'éveiller. « Si parfois l'Église a accepté en quelques pays une protection spéciale, avait précisé Pie XI, elle l'a fait, non pour s'en prévaloir contre les indigènes, mais pour se mettre à l'abri de vexations injustes. » Le souvenir de ces vexations subsistait ; elles avaient justifié, jadis, l'intervention de l'Europe ; Rome pouvait-elle affirmer qu'aucune récidive n'était à craindre, et que, si le mal se renouvelait, le même remède ne s'imposerait point ? Mais sans épiloguer davantage sur ces délicates perspectives, Rome affirmait à la Chine que l'Église demande pour ses missionnaires et ses fidèles « la liberté et la garantie du droit commun ».

D'aucuns inclinèrent à taxer Pie XI d'optimisme en constatant les espérances qu'il osait fonder, en terre chinoise, sur l'application du droit commun. En dépit des obstacles opposés à l'œuvre missionnaire par la guerre sino-japonaise, il ne

semble pas que le Saint-Siège ait à regretter, jusqu'ici, le contact immédiat qu'il a pris avec la Chine politique et spirituelle. De plus longs délais sont nécessaires pour permettre d'apprécier la pleine efficacité de cette politique missionnaire, et tout ce qu'elle a de neuf, et tout ce qu'elle a d'audacieux. La déférente condescendance de Pie XI pour les clergés indigènes s'est assurément sentie récompensée, le jour où il put recueillir sur les lèvres du docteur Wang, ministre des Affaires étrangères à Pékin, ce curieux propos : « Les missionnaires étrangers ont porté ici l'Évangile, mais nécessairement ils l'ont porté comme des plantes en pots ; vous pouvez multiplier les pots, mais vous ne ferez jamais une forêt. A présent, la plante se transporte et se met en terre. Elle allonge ses racines et pourra, petit à petit, faire la forêt. »

PIE XI ET LA FRANCE

Dans l'histoire de l'expansion chrétienne, le pontificat de Pie XI marque une de ces heures de transition durant lesquelles on profite encore de toutes les ressources accumulées par le passé, mais au cours desquelles s'ébauchent, pour l'avenir, de nouvelles méthodes, devancières d'un âge nouveau. Pour le maintien du passé, pour la préparation de l'avenir, Pie XI, — il est intéressant de le constater en terminant, — aimait à se tourner vers la France.

Les missions européennes, spécialement les missions françaises, sont plus actives, dans le monde entier, qu'elles ne le furent jamais. La France de l'année 1933, qui avait offert à Pie XI, pour l'œuvre de la Propagation de la foi, neuf millions trois cent mille francs, recevait de cette même œuvre pour l'entretien des missions françaises une somme de treize millions cent soixante-trois mille francs, total largement supérieur, — on le voit nettement, — au total des sommes récoltées en France.

Ce fut vers la France, aussi, que se portèrent les pensées de Pie XI lorsque, au début de 1936, il voulut, pour la première fois dans l'histoire, que la Papauté prît contact avec l'Afrique noire, sur terre d'Afrique. Il lui parut bon qu'un légat du Pape rendît visite à l'Afrique indigène, et que la spiritualité catholique, sous les regards des musulmans et sous les regards

des fétichistes, avec l'agrément de la France officielle, fît solennellement un acte de culte public, sur ce promontoire de Dakar qui domine l'Océan. Et ce fut à l'archevêché de Paris que, pour cette démarche, la Pape voulut trouver son légat. Le voyage du cardinal Verdier sanctionnait toutes les aspirations de cette politique missionnaire dans laquelle s'enracinait, de plus en plus vigoureusement, la pensée constructive de Pie XI : politique faite de travaux d'approche, d'avances cordiales et persuasives, et s'inspirant sans cesse d'un respect interrogateur pour les sentiments, pour les désirs des populations qu'on aborde et d'un large esprit d'humaine charité ; politique experte à s'adapter, à s'accommoder, à se plier aux opportunités, et à démontrer ainsi aux futurs néophytes, par les concessions qu'elle fait à leurs traditions, à leurs usages, la portée universelle du message chrétien ; politique soucieuse, enfin, d'imprégner des enseignements de ce message les civilisations les plus diverses, et de les vivifier, et de les redresser. La rencontre à Dakar de la race noire et de la race blanche, sous les voûtes de la basilique du *Souvenir français*, fut comme le symbole de cette nouvelle politique missionnaire de la Papauté. Et que ce symbole se soit déroulé sous les auspices de la France, que le Pape ait chargé un prélat de France d'en être le commentateur, c'est pour notre pays un significatif honneur.

A toutes les heures décisives de l'histoire missionnaire, France et Papauté collaborèrent : Pie XI a maintenu la tradition. Les aspirations missionnaires de la Papauté du XVII[e] siècle avaient été présentées au monde asiatique par nos prêtres des Missions étrangères ; trois cents ans plus tard, les aspirations missionnaires de la Papauté du XX[e] siècle ont été présentées au monde africain par le cardinal archevêque de Paris. Les vicissitudes de l'histoire peuvent modifier les formules de notre mandat spirituel ; mais ce mandat subsiste et, dans le deuil qui a frappé la chrétienté le 10 février, c'est avec une gratitude émue que la France religieuse doit se rappeler les témoignages dont Pie XI l'honora, les démarches dont il la chargea.

GEORGES GOYAU.

SIX ANS D'AVENTURES EN JONQUE ET EN PIROGUE

Certains hommes naissent avec le sens mystérieux de leur vocation. Si trop peu d'entre eux lui obéissent, c'est qu'il est plus facile d'être dirigé par sa vie que de la diriger soi-même.

Dès mon plus jeune âge, la mer m'appela. Son injonction fut si puissante qu'un jour, désertant les bancs de philosophie d'un collège de Jésuites, j'embarquai comme mousse sur le quatre-mâts *Dunkerque*. Au cours du voyage que j'y fis, et comme nous allions vers l'ouest après quinze jours de lutte dans les tempêtes du cap Horn, je sentis que le Pacifique, où nous entrions, allait me retenir. Pourquoi ? Je ne me l'explique pas, mais force m'est de constater que je n'eus, dès lors, qu'un rêve : retrouver cet océan.

Les années passant, j'en vins à concevoir qu'une vie ne pouvait être belle que si elle devenait utile et qu'en conséquence, mon appel vers le Pacifique se devait, pour gagner quelque noblesse, de répudier tout égoïsme. Ce fut aisé, car cet océan est demeuré beaucoup plus mystérieux qu'on ne le croit généralement, même si l'on ne s'en tient, comme je le ferai ici, qu'à ses mystères physiques ou géographiques.

A regarder les cartes que montrent les atlas, aucun de ces mystères ne saurait apparaître. On y aperçoit, par exemple, pour indiquer les profondeurs des mers, de belles courbes de niveau, bien régulières, nettement et sûrement dessinées, avec des bleus en dégradé qui donnent une impression définitive du relief sous-marin. De longues bandes régu-

lièrement tracées y figurent aussi, qui semblent indiquer de façon définitive la marche des grands courants. Il n'y a qu'une ombre à cet impressionnant tableau, c'est qu'il se révèle entièrement faux...

On en aura une première preuve en considérant un travail sérieux celui-là, auquel s'est employé le Service hydrographique de la marine américaine. Des traits rouges y délimitent les seuls parages qui furent vraiment sondés depuis la découverte du Pacifique. Or des espaces s'étendent entre eux où une partie de l'Europe tiendrait à l'aise. De ces fonds-là, nul ne connaît rien. Imaginons, pour prendre un exemple de même ordre, qu'un voyageur transplanté de Londres à Rome, par exemple, et trouvant que ces deux villes sont à peu près à la même altitude, les joigne sur une carte par une courbe de même niveau. Et tout le monde de décider après lui que n'existent ni les Alpes, ni la Méditerranée.

Notre ignorance est la même quant aux grands courants océaniques. Car, pour étudier un courant, sa direction, les variations de son intensité, il faut se laisser porter par lui, faire de nombreuses observations astronomiques qui donneront à tous moments les positions exactes du navire par rapport au fond et de nombreuses observations d'estime destinées à révéler les déplacements exacts du navire sur l'eau : il faut donc marcher aussi lentement que possible, vivre dans le courant, avec le courant. Un grand bateau exige un nombreux équipage et coûte cher ; il serait bien difficile par ailleurs de trouver aujourd'hui un équipage complet qui pourrait des mois tenir le coup... car peu de marins de nos jours aiment la mer pour elle-même. Cela n'est donc possible que sur un petit bateau dont le commandant s'est assigné ce seul but. Passer des mois à vivre dans un courant peut paraître fastidieux à ceux que n'intéresse pas la vie mystérieuse des océans... Mais pour celui qui aime la mer et que la mer aime, quelles joies !... des joies qui frisent la volupté !

Une autre branche est venue compléter les études auxquelles je voulais consacrer mes voyages... Celle des races humaines qui peuplent le Pacifique. On sait que le problème des migrations polynésiennes est loin d'avoir livré sa solution. D'où vient cette race, aux caractéristiques dites cauca-

siennes, qui fit l'étonnement et l'admiration des premiers explorateurs ? Comment se trouva-t-elle disséminée dans le Pacifique, ayant gardé, après des milliers d'années d'isolement, des traits ethnologiques si semblables qu'ils se révélèrent appartenir à une seule et même branche (une des plus belles) de la famille humaine ? Comment un Polynésien d'Hawaï pouvait-il être le frère indiscutable d'un Tahitien ou d'un Maori de Nouvelle-Zélande ?

J'imaginai tout d'abord, dans mon innocence (et non, je crois, sans quelque bon sens), qu'une question de migration que tous les savants du monde étaient d'accord pour qualifier de *maritime* pouvait être utilement étudiée par un marin. Sans doute n'avais-je pas la formation scientifique nécessaire : mais ne pouvais-je pas l'acquérir ? Je pensais aussi (et cela avec quelque fatuité dont je m'excuse) qu'il me serait bien plus facile, étant marin, de devenir ethnologue, que si, ethnologue, je m'avisais de devenir marin. Je voulus donc étudier cette passionnante question en marin d'abord, en ethnologue d'occasion ensuite, me refusant de savoir tout ce que d'autres avaient jusqu'ici découvert, ou cru découvrir, afin de garder l'esprit plus libre.

Ces recherches me passionnèrent et me passionneront encore, car je puis, dès maintenant, affirmer à grand renfort de preuves (ce qui fera l'objet plus tard d'un ouvrage que je prépare sur la question) que la première théorie de Fornander, encore aujourd'hui généralement admise par le monde savant avec quelques variantes, qui veut une origine malaise ou occidentale quelconque, pour expliquer la présence des Polynésiens dans le Pacifique, est insoutenable. Mais ceci est une longue et intéressante histoire qui nous écarterait par trop de la navigation en jonques de Chine et pirogues de Polynésie et des péripéties parfois dramatiques qui s'y joignirent.

Mon voyage se devait pourtant d'être sans grandes aventures. Tout aurait pu se passer normalement, assez normalement du moins. Il n'en fut rien !

Une raison de cela, une raison inattendue : c'est que j'eus, au cours de ces années de croisière et d'étude, un compagnon d'une fidélité, d'un dévouement à toute épreuve : Tatibouet !

Or, Tatibouet (Breton comme son nom l'indique) est, de tous les Bretons de Bretagne, le seul de son espèce : il a horreur de la mer !... Il avait horreur plus encore peut-être des études que je poursuivais... C'est dire ce qu'il put souffrir de ce voyage de près de sept ans dans lequel il s'était engagé de tout cœur et qu'il continua jusqu'au bout, à contre-cœur ! Il aurait mieux aimé souffrir mille fois la mort que de se « dégonfler » (comme il le disait) ; il mena sept ans durant cette vie qu'il détestait le plus au monde, et arriva en France toujours ronchonnant, mais toujours près de moi, fidèle au poste. Tatibouet, c'est un brave !

Mais il me fut une terrible source d'aventures ! Il eut ses moments de défaillance, de désespoir ; qui ne le comprendrait ! Ces moments qui firent que notre route dut être maintes fois bouleversée nous valurent par là de singulières émotions. J'en dirai quelques mots plus loin.

TRAÇONS à grands traits les parcours de nos voyages en jonque chinoise.

Un jour de l'année 1927, je débarquai dans la Céleste République ; ce n'était pas encore le Pacifique, mais le seuil : j'approchais ! J'arrivais en Chine dans l'intention d'y ramasser un peu d'argent pour réaliser mon projet d'expédition. Trois ans plus tard, j'avais les fonds.

Je vis alors les choses en grand : je commandai la construction d'une grande jonque à Wang-Yen, dans le Fokien, une jonque de 40 tonnes, et j'allai suivre la construction... Ce bateau devait exiger un équipage minimum de six hommes. Tatibouet, rencontré en Chine, s'était offert de m'accompagner comme second ; un ami, que mon projet avait enthousiasmé, devait liquider toutes ses affaires d'argent et s'associer à mon entreprise ; il ne me restait plus qu'à trouver trois matelots chinois pour compléter l'équipage.

Mais, au cours même de la construction, je m'aperçus avec inquiétude que les marins de jonque chinoise n'aimaient pas beaucoup naviguer loin de leurs côtes... et j'eus même le plus grand mal à recruter quatre Chinois pour remonter la jonque de Wang-Yen à Changhaï ; il ne fallait pas compter en trouver d'autres pour traverser le Pacifique.

Dès l'arrivée à Changhaï, mon équipage parla de me fausser compagnie. Or, il me fallait, pour achever l'aménagement et l'installation de mes instruments à bord, remonter le fleuve avec la jonque jusqu'à Hankéou. J'avais cinq mois devant moi avant le grand départ, et j'aimais mieux les passer avec mes amis chinois de Hankéou qu'au milieu de la société cosmopolite de Changhaï. Puisque mon équipage voulait me quitter, à Chinois, Chinois et demi ; je les avais attirés à mon bord par une solde intéressante, mais une solde qui ne devait être payée qu'à l'arrivée à Hankéou.

Cette remontée de Changhaï à Hankéou (près de 1 000 kilomètres de fleuve) ne m'inquiétait guère d'ailleurs, car, six mois plus tôt un camarade, capitaine au long cours, qui commandait sur le Yang-Tsé un de ces bateaux essentiellement chinois, bien que de pavillon français, m'avait dit :

— Ne t'inquiète pas, vieux ! Quand tu arriveras avec ta jonque à Changhaï, je te remonterai !... un bout de remorque et, quelques jours plus tard, tu seras à ton mouillage à Hankéou.

Cet ami m'avait-il offert ce bout de remorque à une époque où tout le monde restait persuadé que la jonque ne serait jamais construite ? Non. Je crois plutôt que les armateurs chinois, qui sont les maîtres absolus de ces bateaux à pavillons étrangers, refusèrent la remorque.

— Ne t'inquiète pas, vieux, pour si peu, lui dis-je à mon tour ; je remonterai tout seul le Yang-Tsé à la voile !

Il s'exclama, me prit pour un fou, un irresponsable ou le dernier ignorant des traîtrises du fleuve : le capitaine du moindre vapeur ne s'engage, me représenta-t-il, dans cette navigation difficile que sous la direction de pilotes chinois spécialisés ! Encore y échouent-ils souvent sur des bancs sournois. Et je lui parlais, moi, de remonter « ça » à la voile, de lutter contre le courant, de tirer des bordées avec quatre Chinois dont l'un seul était marin, et marin du Fokien, qui n'avait jamais remonté le fleuve !... J'oubliais sans doute d'autres dangers : les bandits, les communistes et les fameux pirates !

Je partis quand même.

Ah ! ce fut une terrible navigation en décembre et janvier 1932... et il fait froid en décembre et janvier sur le

Yang-Tsé... Je mouillais tous les soirs sur les berges les plus désertes, je luttais, me faufilais entre des bancs plus déplacés que de coutume par les dernières inondations, et arrivais à Hankéou... un mois plus tard... évidemment, mais j'arrivai !

Le *Fou-Po I* avait été la première jonque, avec un capitaine européen, à remonter à la voile ces 1 000 kilomètres de Yang-Tsé... sans grandes aventures d'ailleurs, pas même un petit enlèvement par les terribles et redoutés pirates. Comment expliquer ce dit tour de force ? Oh ! très simplement : on me prêta des affiliations secrètes avec les pirates eux-mêmes !

Le *Fou-Po I* était un bien joli navire, type parfait de la jonque de Ning-Po (boiseries sculptées rouge et or) ; six mois plus tard, fin prêt comme aménagement, installations et équipement, il repartait pour redescendre le fleuve. Tatibouet venait d'embarquer ; mais l'ami qui devait liquider toutes ses affaires d'argent pour s'associer à mon entreprise s'était platement et définitivement « dégonflé »... Ce fut une de mes désillusions ! Pour remplacer un équipage de Chinois impossible à recruter, Tatibouet m'avait déniché trois jeunes Russes qui ne connaissaient rien, ni de l'eau, ni des petits bateaux qui vont sur l'eau !... L'un d'eux se révéla d'ailleurs atteint d'une manie étrange : il passait des heures, accroupi, d'un air sombre, dans un coin du pont, à aiguiser son énorme coutelas !...

La descente du Yang-Tsé et le séjour à Changhaï avaient suffi pour me faire sentir que rien n'irait...

Le départ pour la mer fut pourtant magnifique ! Acclamations de la foule, manchettes de journaux, tam-tam d'une ridicule publicité... Tout y fut. (S'il en est, parmi les lecteurs de ces pages, qui veulent un jour partir pour une expédition quelconque, qu'ils me croient... qu'ils partent sans éclat... trop de bruit porte malheur !...)

Je m'embarquais donc sans enthousiasme. Sans doute l'absence à bord de mon ami, et la présence à bord de mon équipage d'infortune, y étaient pour une bonne part, mais je partais surtout écœuré de l'animosité jalouse de certains représentants de mon pays, qui ne pouvaient comprendre qu'on pût naviguer sur une jonque par plaisir, et étudier le Pacifique par intérêt scientifique, et avaient décrété que

ce *Fou-Po* n'était qu'un moyen déguisé de faire la contrebande d'opium ! Cela m'avait écœuré... mais dès les premiers contacts avec la mer, il y en eut d'autres à bord qui le furent aussi, physiquement ceux-là : mes trois Russes, vautrés sans vie au plein milieu du salon, malades du mal de mer!

Et c'est alors que le typhon nous surprit... Quelles luttes sur cette jonque de 40 tonnes, seuls, Tati et moi !... Jour après nuit, nuit après jour... Le cinquième jour, les nerfs eux-mêmes furent à plat et il nous fallut tomber de fatigue et de sommeil.

« Grâce à Dieu, pensai-je, l'un des Russes paraît un peu plus d'attaque... » L'homme au coutelas était, en effet, remonté du salon dans la chambre de barre arrière.

— Un coup d'œil de temps en temps, lui dis-je, et surtout réveille-moi dans une heure !

Nous avions eu depuis huit jours un temps bouché, sans observation astronomique possible... Nous devions être quelque part dans le détroit de Formose, mais où ?...

Tati et moi tombons comme des masses, sur nos couchettes... Une heure se passe... Nous dormons toujours; une autre heure... cinq heures encore... Mon Russe s'est endormi !...

A dix heures du soir, un choc formidable nous jette, Tati et moi, en bas des couchettes... Nous venons de toucher !... Dehors, dans une nuit d'encre, j'aperçois, au vent, des brisants (c'est la ceinture de récifs au-dessus de laquelle nous venons de passer en talonnant) ; plus loin, sous le vent, à quelques cents mètres à peine, une autre ligne de brisants, puis, derrière elle, une masse noire, haute : la montagne, la côte, le naufrage. Je jette un plomb de sonde : cinq mètres... sauvés ! Si nous arrivons à mouiller et à tenir sur nos ancres, nous pourrons peut-être nous en tirer. La tempête finie, on arrivera bien à se déhaler de ce vilain coin.

Les Russes, affolés, se précipitent dans leur poste d'équipage pour réunir leurs quelques hardes ; Tati court aux ancres, aux lourdes ancres, et, seul, arrive à les jeter pardessus bord, puis à filer toute la chaîne... Hélas ! (il se l'est bien reproché depuis, n'ayant pas osé me le dire sur le moment) il a oublié de mettre les « jas » des ancres en place... et les ancres, tombant à plat, râclent le fond, sans crocher !...

Nous faisons des signaux de détresse ; bientôt des torches s'allument dans la montagne... Une demi-heure plus tard, le *Fou-Po* touche à nouveau : le gouvernail est arraché... Terrassé sous les coups de bélier des lames qui déferlent, la pauvre épave se couche sur le côté. Nous nous jetons à l'eau, mais comme je ne savais pas, à l'époque, nager (je dois dire que je ne sais encore me débrouiller que très mal dans l'eau), je suis emporté par les rouleaux et jeté contre les rochers : Tati me retrouve sans connaissance, la tête cognant sur les cailloux.

Des hommes nombreux sont là autour de nous, de vilaines figures ricanantes. On nous emporte dans une cabane de feuillages, à quelques minutes de là. On nous déshabille pour faire sécher nos vêtements et on nous couvre d'oripeaux pouilleux (nous garderons d'ailleurs ces hardes, car nos vêtements disparaîtront). On nous couche autour d'un grand feu de bois...

Un Japonais est arrivé : c'est, paraît-il, un policier. Cet homme semble mal à l'aise au milieu de tous ces montagnards. Son poste est, dit-il, à quelques heures de marche dans l'intérieur, et comme Tati veut un docteur pour moi, il lui fait comprendre qu'il voudrait téléphoner, car Tati croit que j'ai les jambes broyées... Tous les deux partent et ne reviennent qu'au petit jour !...

Hélas ! il s'est passé bien des choses durant cette absence... Il n'y a plus de montagnards, la troupe a repris la montagne, et le *Fou-Po* n'est plus derrière eux qu'une épave vide, nettoyée... Il ne reste plus, sur la berge, qu'un grand feu de bois qui achève de mourir, et, au long de la plage, quelques caisses et malles éventrées. Le policier enquête timidement : il n'a fallu aux bandits que deux heures à peine pour nettoyer l'épave...

Et c'est alors le départ dans la vallée, vers l'intérieur, l'arrivée, deux jours plus tard, à Taihoku, la capitale. Là, sous la protection du consul d'Angleterre (faisant fonction de consul de France), je crus un moment que l'on retrouverait toutes mes richesses (car j'avais toutes mes richesses à bord du *Fou-Po I*). Au départ de Chine, craignant l'effondrement du dollar mexicain, j'avais cru bien faire en convertissant tout l'argent de mon expédition en « curios », comme

on dit là-bas. J'avais six grandes malles bourrées d'ivoires, de bronzes, de collections rares, de soieries anciennes, que sais-je?... Mon intention était de vendre dans les grands ports d'escale, au fur et à mesure de mes besoins... J'avais encore, hélas ! (et j'en avais avisé la police japonaise) cinq fusils et trois pistolets Mauser, avec une caisse de munitions. Cela aussi avait été emporté dans la montagne.

Et le consul d'Angleterre de me dire en apprenant cela :

— Ne comptez pas que la police japonaise ira dans la montagne faire des recherches. Il y a huit jours, six policiers japonais y ont été assassinés, plus un Chinois qui avait eu la mauvaise idée de s'habiller en Japonais...

Vingt jours plus tard, accompagné du seul Tatibouet, qui s'était offert de continuer avec moi, je retrouvais, écœuré, mais plein d'espoir, la côte de Chine. Nous débarquâmes à Amoy ; j'avais décidé de continuer mon expédition (ou plutôt de repartir pour mon expédition) toujours sur une jonque chinoise, mais celle-là serait manœuvrable à deux.

Nous eûmes la chance de trouver à Koulangsu, dans la Concession internationale, un consul d'une espèce rare, M. Roy. Un consul de France qui portait intérêt aux gestes que certains Français s'efforcent de faire en français. Il nous aida de toute son influence, et, je dois dire aussi de dons (pour n'en citer qu'un : celui d'un poste récepteur de T. S. F.), et la construction de la nouvelle jonque marcha rapidement.

Comme il avait appris par les journaux qu'un groupe américain, dès la nouvelle du naufrage du *Fou-Po I* connue, avait acheté, puis armé précipitamment une jonque, et se proposait de reprendre notre projet, il fit tout pour que nous pussions partir les premiers.

A la suite de quoi (et ceci est une des plus grandes fiertés que Tati et moi pouvons avoir de notre voyage), deux mois et demi seulement après le naufrage du *Fou-Po I*, le *Fou-Po II* était construit... Quinze jours seulement plus tard, nous reprenions le détroit de Formose, et nous nous élancions de nouveau vers le Pacifique.

Nous n'étions pourtant pas partis les premiers ; nos amis américains avaient déjà pris la mer... Mais nous arrivions cependant aux Philippines dix jours avant eux... M. Roy, consul de France, a dû être bien heureux !

Cette première escale de Manille, je ne l'oublierai jamais... Il y avait là de bons Français, comme M. Kahn, conseiller du commerce extérieur, qui chargea notre bord de vivres et de vins de France ; il y avait aussi et surtout la marine américaine. Il faut que je conte cette histoire-là, car nous ne connaissons pas assez, en France, le cœur généreux et qui sait battre de ce peuple jeune... ce peuple qui, simplement pour rechercher un yacht dont on est sans nouvelles, un aviateur en détresse, n'hésite pas (comme je l'ai vu maintes fois à Honolulu) à dépenser sans forfanterie des centaines de milliers de dollars... On devrait savoir ce que sa flotte a fait, par exemple, pour Amelia Erhardt, ou encore Ulm, l'Australien...

Au cours d'un dîner à l'élégant *Army and Navy Club* de Manille, j'eus la maladresse de dire à un commodore l'impression qu'un de mes camarades, commandant d'un bateau de guerre français, avait emportée d'une escale à Manille : l'impression que nous venions un peu trop souvent faire escale aux Philippines. Le lendemain, je reçois de l'amiral américain de Cavite une invitation pour le petit *Fou-Po* à venir mouiller dans l'Arsenal... Pour la première fois, un pavillon étranger y flottera !

J'y suis reçu par la marine américaine avec une affection fraternelle touchante : on me fait visiter, dans les moindres détails, l'arsenal, l'atelier de fabrication des poudres ; l'on me montre surtout (je dois le dire avec une certaine complaisance) de vastes entrepôts où, je n'exagère rien, des milliers d'énormes mines sous-marines alignent des ventres prêts à éclater. On parlait déjà beaucoup, à l'époque, de l'indépendance des Philippines. Cette collection de mines semblait bien me dire que la marine américaine n'entendait pas, pour cela, se désintéresser complètement de la défense des côtes...

La veille de notre départ, un remorqueur accoste le bord : le commodore, avec un groupe d'officiers, saute à bord, et quelle n'est pas ma surprise de voir l'équipage décharger sur notre pont un armement complet et parfaitement étudié de croisière, des glaines de filin du diamètre requis, des provisions de peinture, un outillage choisi, des piles pour l'installation de mon poste récepteur de T. S. F... Que sais-je ? Nous étions « gréés », comme on dit dans la marine, pour trois ans ! Et, devant ma confusion, le commodore me prie

de lui dire ce qu'il me manque, s'excusant par avance de n'y avoir pas songé...

Et pensant à l'île Formose qui, comme l'on sait, prolonge les Philippines dans le nord, et aux différences de réception que nous y avions trouvées, je songeai que les îles, comme les jours, parfois peuvent se suivre et ne pas se ressembler.

C'est à Zamboanga, dans le sud de l'archipel, que nous rencontrons, arrivant dans notre sillage, cette autre jonque, cauchemar du consul d'Amoy. Tatibouet, allant à son bord, y apprend des nouvelles bien amusantes. L'équipage, au départ de Changhaï, n'était ni plus ni moins composé que de nos trois jeunes Russes ! (Ils s'étaient recommandés de leurs premières armes sur le *Fou Po I* pour embarquer !)

On dut les débarquer au plus vite, à Hong-Kong, car celui d'entre eux qui avait la manie d'aiguiser son coutelas, avait voulu un jour faire des expériences démonstratives sur le dos de son capitaine. Rien n'allait d'ailleurs à bord ; (cette jonque par la suite échoua dans un des ports de la mer de Zulu, et fut vendue à des Chinois de Singapour). M. Roy, consul de France à Amoy, a dû être, une fois encore, très heureux...

C'est alors, quittant l'archipel, que la véritable navigation commence, la navigation utile. Le *Fou-Po* part à la conquête du mystérieux contre-courant équatorial. Quelles belles heures, quels beaux jours, quelles belles nuits surtout !

J'avais la mer et avec elle des études qui me passionnaient. Je vivais mon rêve dans un rêve.

Hélas ! je vivais trop dans un rêve, car je ne voyais pas ce qui se passait à côté de moi à bord, ce qui se passait dans l'âme de mon camarade qui n'aimait ni la mer, ni surtout ces diablesses d'études de courant. Le premier mois, il avait rongé son frein, s'était composé une attitude, et je ne m'aperçus de rien. Mais un jour l'orage éclata : une telle crise de désespoir que je fis au plus vite, inquiet, force de voile vers la terre, grand largue ! J'abandonnai, la mort dans l'âme, le projet initial d'étudier les courants jusqu'au 180e degré pour redescendre ensuite avec les alizés sur les îles Salomon et l'Australie.

J'avais pu cependant trouver au dit contre-courant équatorial, avec ses limites précises, une direction bien différente de celle qu'on est convenu de lui donner ; rectifier la position de trois petits îlots isolés dans le sud des Carolines : Merir, Sonsol et Current, marqués sous les cartes des initiales P. D., qui veut dire : position douteuse. J'avais pu décider Tati à nous attarder quelques jours (pas assez pourtant), dans un endroit de l'Océan, énigmatique, dans lequel se trouve une île fantôme que les cartes françaises et allemandes appellent Saxegaard, et que d'autres services hydrographiques ignorent. Je ne trouvai pas l'île, mais un régime de courant des plus étranges, qui me fit regretter de ne pas avoir un appareil à sonder à l'ultra-son, car, ainsi que je l'ai pu remarquer plusieurs fois, les irrégularités des grands courants océaniques de surface indiquent très souvent, sinon toujours, des variations inconnues de reliefs sous-marins et les unes doivent permettre de découvrir les autres.

Une copie du résultat de ces travaux fut, par la suite, adressée à la marine américaine, en témoignage de reconnaissance pour la réception et l'aide reçue à Manille, et l'original à notre Société de Géographie qui voulut bien me faire le grand honneur de me décerner un de ses prix les plus importants : le prix Garnier. Je n'appris cet honneur que deux ans plus tard, dans des circonstances que j'exposerai plus loin.

Puis un jour, passant à l'est de Waigeou, le *Fou-Po* aborda un délicieux petit îlot : Saonek...

Le bateau est échoué sur le sable pour y être caréné ; quand sa coque est débarrassée de l'épaisse couche de « salade » et de crustacés divers qui la couvre, je m'aperçois avec effroi qu'elle est attaquée par les « tarets ». Les tarets sont des vers qui s'amusent à entrer dans les bois, sous la flottaison, par un petit trou, gros comme la tête d'une épingle, mais qui, une fois entrés, deviennent de gros vers blancs munis d'une tête en vrille avec laquelle ils creusent des galeries de même diamètre dans l'épaisseur de la planche. Une planche, ainsi minée, garde toujours son apparence saine. Mais un coup de mer un peu sec, une épave rencontrée peuvent suffire à la faire céder.

Nous avons eu de la chance : notre coque arrière se

montre particulièrement attaquée. A plusieurs endroits, le couteau s'enfonce et la pointe apparaît à l'intérieur, dans la cabine...

Il faut donc, de toute nécessité, une visite sérieuse de chaque planche, et si nous voulons continuer notre expédition, nous faire doubler en cuivre. Mais un doublage en cuivre coûte cher ! et la caisse de bord ne contient que 300 dollars chinois (environ 3 000 francs). Cette petite somme ne pouvait qu'assurer nos vivres pour de longs mois encore (oui, je dis de *longs mois*, car j'y insiste, en ces temps de vie chère) ; nous vivions très bien à deux pour moins de 300 francs par mois : notre nourriture, saine et abondante (mais peut-être peu variée), était à base de riz, de nouilles chinoises, agrémentée d'une boîte de saumon ou de « singe », relevée d'une excellente sauce au curry. Comme boisson, du thé. Et nous nous portions à merveille... Nous ne prenions pas d'estomac et nous gardions notre « ligne ». Mais ces 3 000 francs eussent été tout à fait insuffisants pour le cuivrage.

Qu'importe ! Quinze jours plus tard, nous partons pour Amboina, port historique des Moluques, afin de nous faire doubler en cuivre ! Je ne m'en remettais plus qu'à la Providence, et j'avais raison, car, à Amboina, le gouvernement hollandais nous fit cadeau de vieilles feuilles de cuivre, venant de bateaux en démolition. Puis un grand Chinois, sujet hollandais, M. Ong-Kie-Hong, propriétaire d'un chantier de construction, par sympathie pour la France et intérêt pour nos études, nous assura tout le travail gratuitement.

— Ce doublage vous tiendra bien un an, me dit-il.

Et nous sommes repartis. Le doublage tint non pas un an, mais deux ans et demi, et serait arrivé en France sans l'aventure des îles Hawaï, que je relaterai à son heure. Le moment est venu, avant celle-là, d'en narrer d'autres que je ne saurais oublier, et tout d'abord celle du cap Leeuwin, que nous appellerons « la mort de Shiao-Keu » (Shiao-Keu était un brave petit chien que nous avions embarqué au départ d'Amoy).

ENGAGÉS alors, à la suite d'un changement d'itinéraire, dans l'Océan indien, nous avions décidé de faire escale à Sydney, mais en cette saison de l'année, la mousson inter-

disant le passage par le nord de l'Australie, nous tentâmes de l'atteindre par le sud. C'était de la grande et belle navigation en perspective, et, au départ de Port Hedland, Tati, gonflé à bloc, se sentait bon pour quatre mois de mer ! Je lui avais un peu caché que nous aurions, pour atteindre les régions de vents d'ouest, à faire du sud avec les alizés de sud-est, ce qui devait nous mettre très au large, en plein Océan indien, car mon camarade, à cette époque, avait une appréhension du large et s'obstinait à ne pas vouloir croire à l'existence de ces vents, que je m'obstinais, de mon côté, à appeler les « alizés » !

Tout alla bien pourtant, durant un mois : j'admirai sur la carte la courbe de grand voilier que traçait le petit *Fou-Po*, mais remarquai aussi que plus la courbe se prolongeait vers l'ouest, plus Tati devenait sombre.

Nous arrivons enfin dans les brises d'ouest ; alors, virant de bord, le *Fou-Po* prit, grand largue en beauté, la route pour le sud du cap Leeuwin. Deux jours plus tard, nous tombons en plein enfer... La plus terrible tempête que les océans puissent subir. Il est impossible d'imaginer pareil déchaînement des forces de la nature ! Au début du « coup », un paquet énorme submerge le bateau, et les jonques n'ayant que des petits trous insuffisants de vidange pour dalots, le *Fou-Po* s'enfonce sous ces tonnes d'eau, s'incline dangereusement, mais, s'inclinant, déverse une partie de son trop plein et reprend son assiette...

C'est alors qu'enfermés dans la cabine nous entendons, venant du dehors, un appel au secours, un véritable appel déchirant, un appel humain : c'était Shiao-Keu... Nous nous regardons, honteux... En brutes égoïstes que nous sommes, nous avons oublié le petit chien dehors ! Tati, courageusement, sort en rampant sur le pont, ballotté par l'eau, attrape le chien, et me le jette dans la cabine. Pauvre petite bête !... il a les deux pattes cassées. Son corps est déjà raide, ses yeux vitreux ne regardent plus, et ses mâchoires retroussées montrent sa langue noire pendant entre ses dents.

Quelle nuit ! Froide, glaciale, la cabine à moitié pleine d'eau, un fanal au pétrole éclairant la pauvre petite bête qui râle, qu'on frictionne, qu'on enveloppe dans les quelques

hardes sèches qui restent encore. Et dehors, cette tempête qui hurle à la mort !

Shiao-Keu meurt dans la nuit. Nous l'avions gardé près de nous... Or, à l'instant même, précis, où, se raidissant une dernière fois, il expire, un deuxième coup de mer, formidable, ébranle le *Fou-Po* déplaçant notre lest... Je sens aussitôt que le bateau ne tient plus la cape... Que s'est-il passé ?...

Je me faufile hors de la cabine, à plat ventre, sur le pont, jette un coup d'œil sur l'arrière... le *Fou-Po* marche à culer... J'ai un pressentiment affreux, touche la barre jusqu'ici fortement amarrée pour la cape : elle est lâche. Je me traîne à l'arrière, me penche et recule effrayé : *nous n'avons plus de gouvernail...*

La lourde mèche, un véritable arbre de dix centimètres de diamètre, et près de cinq mètres de long, vient d'être brisée en plein milieu, comme une simple allumette, emportant tout le safran. Nous voilà sans gouvernail à 600 milles de terre, à plus de 1 000 kilomètres...

Comme je redescends dans la cabine, Tati voit mon visage bouleversé...

— C'est la fin, captain, hein !... C'est la fin ? me dit-il.

J'essaye de recomposer mes traits.

— Mais non, on réparera, c'est le gouvernail !... La tempête ne durera pas toujours... On a tenu jusqu'ici, pas vrai ?... pas de raison !...

Et Tati me dit d'une voix blanche :

— Je sais ! C'est Shiao-Keu qui s'est vengé !

Deux jours plus tard, la mer ayant molli, on essaye d'enlever le restant de la lourde mèche. On travaille quatre jours avant d'y réussir. Entre temps, on a démoli une partie du bateau pour avoir des planches en vue de la construction d'un gouvernail de fortune.

Nous étions (c'était le 26 novembre 1933) au travail sur le pont, quand j'aperçus, déjà haut sur l'horizon, quelque chose d'inaccoutumé...

— Un vapeur ! criai-je à Tati...

Et Tati, ne levant même pas la tête, me dit :

— Vous ne changerez jamais, captain ! Ce n'est pourtant pas le moment de s'amuser à raconter des blagues...

C'était pourtant bien un vapeur. Mais Tati avait quelques

raisons de ne pas croire, — et dans ce coin d'Océan moins qu'ailleurs, — à la rencontre d'un vapeur. N'avions-nous pas, depuis le départ d'Amoy, rencontré tout juste trois vapeurs en un an !

Voyant notre pavillon que nous avions mis en berne pour attirer son attention, le paquebot met le cap sur nous. Il s'appelle le *Tarn* et bat pavillon norvégien. Il stoppe à cent mètres, le capitaine embouche son mégaphone, parle, pose des questions... Je ne comprends rien. Sa voix est passablement éraillée. Je désespère de communiquer avec lui quand, de la passerelle, une autre voix s'élève, celle-là pure et légère, une voix qui nous parle le langage de France, une voix de femme. Et cette voix dit :

— Le commandant me demande de faire l'interprète. Êtes-vous Français ?

— Et ça ! hurlai-je, en montrant notre pavillon.

— D'où venez-vous ?

— De Chine.

Il y a un silence... On doit se concerter sur cette passerelle. Cette jonque chinoise, à pavillon français, au fond de l'Océan indien, les surprend sans doute.

La voix reprend :

— Que vous est-il arrivé ?

— Nous avons reçu un coup de tabac, il y a huit jours, notre gouvernail est emporté.

Un autre silence plus long. Puis...

— Le commandant me charge de vous dire que vous êtes fichus... (pardon ! la dame a dit : « perdus... ») Vous allez abandonner tout de suite votre bateau. Le commandant va vous envoyer une embarcation de sauvetage.

Alors, sans plus réfléchir (ce qui sera la cause d'un drame à bord plus tard), je crie :

— Abandonner notre bateau ! jamais...

Et l'interprète reprend :

— C'est de la folie ; il n'y a plus d'espoir pour vous, dit le commandant !

— Si. On réparera, c'est déjà commencé. On en sortira.

Les gens du vapeur se consultent. « Qu'ils s'en aillent au diable », doit-on penser sur cette passerelle.

— Que peut-on alors faire pour vous ?

— Nous envoyer, si vous le voulez, de l'eau, des vivres, car nous ne savons combien de temps il nous faudra encore pour rallier la côte d'Australie.

Une demi-heure plus tard, une embarcation du *Tarn* accoste le bord, nous donne des vivres, de l'eau, un officier nous fait en même temps signer un papier du commandant établissant notre refus de quitter le bord, et l'embarcation repart, et le gros vapeur reprenant sa route s'enfonce dans l'est. Nous voilà seuls de nouveau (l'aimable passagère fit paraître le récit de cette rencontre du *Tarn* avec des photos du *Fou-Po* désemparé, dans *l'Illustration* du 14 avril 1934).

C'est alors la grande scène : Tati me reproche d'avoir décidé tout seul. Il voulait, lui, faire un trou dans la jonque et mettre son « sac » sur le *Tarn*. Je lui réponds qu'il aurait pu très bien mettre son sac sur le *Tarn*, mais se dispenser de faire pour cela un trou dans la jonque, car je tenais, moi, à rester à bord... Qu'il avait d'ailleurs, sans récriminer, signé le papier du commandant, et qu'il acceptait par là de rester aussi à bord. Bref, cela alla mal, très mal... Le lendemain, Tati était encore sombre ; le surlendemain, moins sombre, et à mesure que les jours passaient, de moins en moins sombre : l'outil que j'avais imaginé pour servir de gouvernail de fortune commençait à lui inspirer confiance !...

On le mit en place, non sans peine, et le *Fou-Po*, tant bien que mal, fit route pour rallier la terre au plus vite...

Vingt jours plus tard, un « point » me mettait à dix milles de la côte basse de Shark Bay, et à soixante milles sous le vent du premier port possible : Carnavon !...

Et c'est alors qu'il se passa cette chose étrange dont beaucoup peut-être vont sourire... La nuit, regardant la carte sur laquelle, depuis le départ de Port Hedland, la route, chaque jour, avait été pointée, je pâlis, car notre descente dans les alizés, notre début de route vers l'ouest, notre dérive sans gouvernail, et la route faite pour rallier la terre, y dessinait une silhouette. Une silhouette précise, la silhouette d'un chien ! Mais pas d'un chien quelconque... D'un chien que nous connaissions bien.

En appelant Tati au quart, à trois heures du matin, je lui montre la carte et, du ton le plus dégagé que je peux, lui dis :

— C'est bizarre ! Ne remarquez-vous rien ?

Je vis alors mon camarade pâlir à son tour...

— Shiao-Keu !... murmure-t-il.

La superstition est une chose dont on aime assez rire. (On rit d'ailleurs si facilement de tout ce qu'on ne peut expliquer !) Tati et moi étions devenus superstitieux. Il se passe en mer tant de choses qui vous y portent, que vous ne pouvez que le devenir.

Or, regardant la silhouette dont notre route actuelle terminait les « pattes », je remarque que, pour que cette silhouette continue à être exacte, il faut que les pattes se terminent sur la terre !... Est-ce un avertissement ? Si nous continuons cette route, allons-nous finir notre voyage sur la terre ; une zone ici, plus aride, plus désertique que le Sahara... c'est la perspective de deux squelettes blanchissant au soleil !

Je regarde le baromètre... Il vient de baisser : des nuages s'amoncellent dans le nord ; un coup de temps ici près de terre avec notre fragile gouvernail et c'est la fin ! J'ai alors cette idée :

— Nous allons allumer, dis-je à Tati, deux bâtonnets d'encens, de ces bâtonnets que parfois je brûlais devant un Bouddha de bronze (car un bateau chinois se doit, n'est-ce pas, d'honorer les dieux de Chine), et ce sera la voix du Destin. Nous appellerons l'un de ces bâtonnets « Carnavon », l'autre « Broome ». (Carnavon était notre port le plus proche, à moins de soixante milles, mais au vent, et Broome était un autre port, celui-là à près de mille milles, mais avec, pour s'y rendre, le large et des brises portantes !) Celui qui s'éteindra le premier nous indiquera la route à prendre !

Or, ce fut Broome qui gagna. Alors, obéissant à la voix mystérieuse, nous hissons les voiles à bloc, laissons porter et nous nous enfonçons de nouveau avec notre gouvernail fragile, dans l'Océan !

Après bien d'autres aventures, le ciel voulut qu'un mois et demi plus tard, nous faisions notre entrée en rade de Broome. Je devais alors constater que la route que nous avions suivie pour atteindre le port, dessinait exactement une partie de la silhouette du chien, qui manquait... la queue !

Nous offrions un bien étrange spectacle à l'arrivée : nos voiles, gardées en forme par leurs seules armatures de ralingues et de bambous, n'étaient plus que dentelles... La coque battue, meurtrie, avait laissé de larges plaques du cuivre de M. Ong-Kie-Hong, au fond de l'Océan indien.

La petite colonie australienne de Broome (qui exploite une flotte considérable de pêcheurs de perles) est toute là pour nous acclamer ! Notre gouvernail de fortune, après quelques velléités pourtant de nous fausser compagnie, avait tenu le coup *près de* 2 000 *milles*. Oui, c'est presque une épave qui entre dans le petit port de Broome. Il n'y a qu'une chose sur le *Fou-Po* qui chante sur le ciel bleu, car nous avons voulu cela en prévision de ce grand jour : c'est, rafistolé avec amour, un petit bout d'étamine bleu, blanc, rouge...

Les Pères allemands de la Mission catholique de Beagle Bay nous trouvent un joli tronc d'eucalyptus et de belles planches pour nous refaire un gouvernail. On s'attelle à réparer la voile : un mois après, nous repartons... 25 février 1934, un vendredi.

La mousson alors a changé. C'est l'époque cette fois de faire le tour de l'Australie par le nord : cap sur Torrès Straits et la Grande-Barrière...

Je m'attardai à faire le relevé d'un récif de deux kilomètres de long, ignoré des cartes, autour d'un tout petit banc de sable, indiqué celui-là sur les cartes sous le nom de Turu Cay. J'étudiai en même temps, dans les mêmes parages, des phénomènes étranges de marées, et constatai une fois de plus la fantaisie de certains dessinateurs hydrographiques qui ne manquent jamais de faire passer une branche des courants équatoriaux du Pacifique vers l'Océan indien, par le détroit de Torrès. Je notai un phénomène assez étrange dans l'ouest du détroit, où, à quelques milles seulement de distance, les amplitudes de marée sont décalées, le nord obéissant à une onde venant de l'est, le sud à une onde venant de l'Océan indien.

La navigation dans la Grande-Barrière était tellement épuisante, à cause surtout de mouillages répétés, avec nos apparaux de mouillage préhistoriques, que nous décidâmes d'en sortir et de faire escale à Yule Island, sur la côte de

Papouasie : il y avait là une mission catholique française et un évêque dont on chantait les louanges dans tout ce coin du Pacifique : Mgr de Boismenu.

Et ce fut l'aventure des Cannibales...

En longeant, au petit jour, une côte basse, d'aspect sinistre, par babord, je dis à Tati :

— Voilà un coin où il ne ferait pas bon faire naufrage. Les « Instructions nautiques » nous le disent : « habité par de farouches Cannibales » !...

Or, à quelque cinquante milles de Yule, la brise se met à fraîchir et, durant le quart de Tati, saute brusquement de 90 degrés : nous avions alors tout dessus... Un craquement : c'est le mât de misaine qui est emporté ! Il tombe à l'eau sous le vent, entraînant la voile, son armature de bambou et de ralingues, ses écoutes. Le tout s'engage dans le gouvernail, le coinçant. Impossible de gouverner.

Tati, bravement, veut se jeter à la mer pour dégager, mais il fait nuit noire, la mer est grosse, et il souffle dur : ce serait de la folie. Nous luttons toute la nuit pour décoincer, du bord, la mèche. En vain ! Cependant, poussés par la brise et la mer, nous dérivons vers la terre...

Quand le petit jour se lève et qu'on peut enfin dégager la barre, nous ne sommes plus qu'à quatre milles à peine de la côte basse, d'aspect sinistre : la côte des Cannibales. Nous déhaler de terre sans misaine, même avec un foc de fortune, est impossible. Il nous faut mouiller coûte que coûte. Mais où ?... Nous approchons, et plus nous approchons, plus les fonds diminuent, plus les rouleaux déferlent autour de nous.

Nous mouillons à la dernière extrémité, dans une mer démontée, avec cinquante centimètres d'eau seulement sous la quille... dans les creux... Quelle journée et quelle nuit ! Les fonds sont de sable mouvant, les ancres barbotent et la tempête, mètre après mètre, nous jette à la côte !

Au petit jour, le spectacle est affreux : nous sommes à moins de cent mètres du naufrage. Une forêt basse impénétrable, devant elle une bande de sable noir où, sauvagement, d'énormes troncs d'arbres déracinés, venus je ne sais d'où, montent et descendent à la lame, s'entrechoquant avec un bruit d'enfer.

— Cette fois, ça y est, me dit Tati, nous allons être écrasés là-dedans comme une allumette... Faites un ballot de vos papiers.

Je suis son conseil, puis, remontant sur le pont, j'ai l'impression soudain que tout espoir n'est pas perdu : un arbre gigantesque, sur un coin de la plage, abattu en plein travers, fait comme une espèce de barrage provisoire et, sous le vent à lui, j'aperçois quelques mètres d'eau moins encombrés. C'est là qu'il faut échouer : échouer pour échouer, mieux vaut choisir sa place.

Et l'extrême manœuvre est tentée : au commandement, Tati file à la mer, en bande, chaînes et ancres, tandis que je hisse un bout de grand-voile. Le *Fou-Po* bondit sur la lame, talonne, s'échoue, rebondit sur une autre lame, retalonne, montant à chaque poussée de la mer d'un mètre ou deux sur le sable... sans avarie... sauvé, mais au sec... Pour nous sortir, nous verrons plus tard.

Tout à coup, Tati me prend le bras :

— Regardez, capitaine... Là, tout près..., les Cannibales!

Eh ! oui, ce sont eux !... La forêt jusqu'ici a paru déserte, mais elle ne l'était pas... Lentement, une centaine de corps noirs débouchent de la lisière. Les nouveaux arrivants sont armés d'arcs et de flèches, ou de haches. Ces faces aux narines barrées de morceaux d'os ou de bois, aux bouches sanglantes de bétel, me font froid dans le dos.

« Cette fois-ci, pensai-je, Tati a raison... C'est la fin ! »

La bande s'arrête, criant et gesticulant toujours au milieu de la plage, brandissant vers le *Fou-Po* leurs bras et, avec leurs bras, leurs armes...

C'est alors que de la troupe se détache un vieillard (celui-là sans arme) qui, lentement, se dirige vers nous... Il tient pourtant quelque chose dans les mains. Arrivé le long du bord, il tend les bras vers nous... Que porte-t-il donc dans les mains ?... Trois fruits dorés, trois mangos qu'il nous offre... Ce sauvage nous souhaite la bienvenue !...

Tel est notre premier contact avec ceux qu'on est convenu de cataloguer au bas des derniers échelons de la race humaine !

Or, le *Fou-Po* resta sept mois sur la plage de sable noir, attendant la renverse de la mousson pour pouvoir se creuser dans le sable une tranchée et reprendre la mer ! J'étonnerai

peut-être certains, en affirmant qu'en quittant ces hommes, mon cœur se serra... J'ai laissé des amis là-bas !

Au point de vue ethnologique, cette région fut, d'ailleurs, particulièrement intéressante, car la branche est du « Prurari delta » marque la limite précise de deux races de culture tout à fait différente. Là s'arrête nettement une influence polynésienne, venue de l'est, souvent très forte chez certains Motus... et ce n'est qu'une simple rivière qui divise ces deux peuples de caractères physiques et de culture différents. Pourtant, leurs rapports commerciaux et d'échange sont journaliers, rapports intelligents, honnêtes et amicaux. Cette branche du Prurari est une barrière de culture, mais non pas une « barrière douanière ». Ces gens-là, on s'en aperçoit, sont encore bien trop sauvages pour avoir inventé les « barrières douanières », qui simplifient tellement dans nos pays civilisés les rapports des peuples entre eux... et chez eux !

Puis ce fut Yule, Port Moresly, où j'eus l'honneur d'être reçu par ce grand colonial, sir Hubert Murray, dont on ne connaît pas assez l'admirable effort, couronné de succès, de gouvernement indigène. La côte sud-est de Papouasie, les îles Salomon... Que d'aventures ! mais passons...

Après un séjour très profitable dans la calme mission de Wanoni Bay, nous partîmes pour Honolulu...

Pourquoi Honolulu ? C'est que Sydney ne me disait plus rien et que surtout, ayant pu décider Tatibouet pour Honolulu, je pouvais, sur la route, retrouver mes chers courants équatoriaux. Quand on a des idées fixes, n'est-ce pas !...

Puis un jour, aux environs de Vanikoro (célèbre par le naufrage de notre grand Lapérouse), il y eut une autre avarie de gouvernail, ce qui n'empêcha pas, avec un nouveau gouvernail de fortune, de poursuivre ma marotte, un peu trop longtemps peut-être, car Tati repiqua une nouvelle crise. Il voulut alors jeter sextant et chronomètre à la mer et fut pris de telles convulsions nerveuses que, délaissant une escale prévue aux îles Gilbert, je fis route une fois encore grand largue vers le port le plus proche...

Or, le port le plusp roche était Jaluit, de l'archipel des Marshalls... Les Marshalls, avec les Carolines et les Mariannes, anciennes colonies allemandes, ont été mises sous mandat japonais à la fin de la guerre. C'est du moins ce qu'on dit en

Europe. Les Japonais racontent une tout autre histoire : ces îles leur auraient été promises, avant la guerre, pour les encourager à se ranger à nos côtés.

L'arrivée à Jaluit est sympathique ; le pavillon japonais du gouverneur salue le pavillon français du *Fou-Po*. L'enthousiasme des indigènes est extrême...

Les « officiels » viennent à bord, posent quelques questions. J'ai alors l'occasion de prononcer le nom de « Mille Atoll », atoll du même groupe, à une centaine de milles dans l'est, près duquel nous étions restés encalminés deux jours. Aussitôt ce nom prononcé, les visages changent... Nous devenons suspects... Une fouille en règle est faite, mes cahiers de calculs paraissent louches ! Une heure plus tard, nous sommes des espions dangereux. Interdiction de quitter le bord. Le lendemain, un ordre du gouverneur punit de quinze jours de prison tout indigène entrant en communication avec nous.

Il y aurait trop à dire pour le moment sur les deux semaines passées là-bas ; sachez seulement que le *Fou-Po* et son équipage ne durent de repartir qu'à l'intervention d'un commandant de bateau de guerre japonais, que le gouverneur avait eu la bonne idée de choisir comme interprète, au cours de ses interrogatoires journaliers.

Cet officier ne tarda pas à entrer en conflit, poli d'abord, puis de plus en plus ouvert, contre les agissements de l'autorité civile ; il avait, lui, l'esprit de fraternité pour d'autres marins, qu'on rencontre chez tous les marins du monde. Tout à fait convaincu de mon innocence sans doute, il ne pouvait cependant comprendre que mon activité s'exerçât dans le Pacifique, car le Pacifique, à ses yeux, ne pouvait être que japonais...

Notre départ fut donc, un jour, autorisé, non sans un dernier interrogatoire, de neuf heures du matin à cinq heures du soir, chez le gouverneur, avec un entr'acte d'une heure pour le bol de riz que Son Excellence voulut bien partager avec nous. Et durant ce temps, une dernière visite, pour trouver un énigmatique appareil à sonder électrique, un poste émetteur de T. S. F. et des preuves de ma culpabilité, était faite clandestinement à bord du *Fou-Po* !

Ce fut avec un bateau retrouvé dans un désordre indescriptible et rapidement remis en état que nous fîmes route vers Honolulu... Or, pour aller des Marshalls à Honolulu, il ne s'agit pas de s'amuser à lutter contre les alizés. Il faut s'élever dans le nord avec les N.E., trouver par 35 à 40 degrés nord les brises dominantes d'ouest, faire de l'est suffisamment pour, redescendant dans les N.E., atterrir sur le point choisi. (A donner en réflexion aux savants qui veulent faire venir les Polynésiens aux îles Hawaï en passant par la Micronésie.)

Je m'élevai d'abord jusqu'au 180e degré, autant pour naviguer très au large des zones japonaises dans notre remontée vers le nord, que pour m'attarder une fois encore dans les parages des courants équatoriaux... Ah ! cette idée fixe !

Tout allait bien quand, vers 38 degrés nord, une odeur désagréable à bord devint intolérable. On cherche et on découvre bientôt que dans notre cale avant deux grandes caisses soudées, dans lesquelles nous avions coutume de garder une réserve de deux mois en riz et pâtes, avaient été ouvertes à Jaluit, le jour de la visite clandestine au bord, et mal refermées. L'humidité de la cale a fait son œuvre : fermentation, pourriture. Nous devons tout jeter à la mer !...

C'est alors que commence l'aventure la plus poignante de toutes ces années de navigation. Il faut nous rationner... Nous avons encore à tenir la mer pour un mois au moins...

Je demande à Tati de mettre dans la cabine, bien en évidence, tout ce qui nous reste de vivres... Il se fâche tout rouge...

— On crèvera s'il le faut, mais en attendant je mangerai à ma faim...

... Inutile de s'appesantir sur ces heures tragiques... Sachez seulement qu'un jour Tati, aussi, commence à maigrir.

Je trouve alors une vieille boîte de suif, ouverte depuis un an et qui nous avait été offerte par la marine américaine de Cavite pour graisser la mâture. Comme nous avions encore de l'eau, je fis, jour après jour, une soupe avec une cuillerée de ce suif, et de la poudre de curry, dont il nous restait une demi-bouteille. Cela avait belle apparence... il y avait des « yeux » comme sur le meilleur bouillon... mais, grands dieux, quelle odeur !...

Un jour, eut lieu la grande confession de Tati. Il vint se jeter à mes pieds et m'ouvrit toute son âme, comme le

ferait devant le prêtre un moribond. Toute sa vie y passa. Il m'avoua que depuis plusieurs jours il avait retrouvé les prières de son enfance ; ce qui semblait le torturer le plus était d'avoir volé ces jours-ci des boîtes de conserves pour les manger sur le pont la nuit, alors que je gisais sans force sur ma couchette.

— Je les mangeais si vite... que souvent cela m'écœurait ; je n'en pouvais plus, alors je jetais le restant à la mer, pour que vous ne voyiez rien...

Pauvre grand diable ! Il avait bien tort d'attendre le moindre reproche de ma part, car depuis des jours je ne savais plus ce qu'était avoir faim. Je vivais dans un état d'euphorie complet... Plus mon corps s'affaiblissait, se mourait, plus je sentais grandir en moi une vie mystérieuse, autrement puissante, autrement belle...

Dans un corps qui déjà n'appartient plus à la terre, il arrive qu'on comprenne, ou mieux, que l'on sente, la réalité de certains mystères... Je puis dire que j'ai senti, moi, qu'il y a, derrière l'écran, vraiment quelque chose, et que ce que nous appelons la mort n'existe pas, car ce qui à nos yeux est la mort, c'est le commencement d'une autre vie, mieux, c'est la continuation de la vie...

Une nuit, en approchant de l'archipel des Hawaï, je crois apercevoir un feu à l'horizon... le feu grandit et devient un grand paquebot étincelant de vie, de lumière. Tati et moi voulons agiter un fanal, mais nous ne pouvons trouver la force de continuer, nos bras sont sans force... Nous voulons crier un appel au secours, mais notre voix se perd dans le bruit de la mer.

Le paquebot (que je sus plus tard être le *Tayo-Maru*, allant de San Francisco au Japon, avec escale à Honolulu) passe, au vent, à nous, à 100 mètres à peine... Des passagers agitent les bras, nous prenant pour un yacht en croisière dans l'archipel, et, en passant, la brise nous apporte ses relents de cuisine d'hôtel !...

Restant la nuit dans le sillage du paquebot, nous cherchons, dès le petit jour, si, à la surface de l'eau, ne flotteraient pas quelques feuilles de salade, quelques oranges ou citrons pressés, quelques débris de poubelle : rien !...

Alors les montagnes de Molokai se dessinent à l'horizon, et la fatalité veut que brusquement les alizés tombent... A leur place montent des souffles de vents de « Kona » (vents de la partie ouest). A la nuit, nous ne sommes plus qu'à vingt milles d'Honolulu : nous pouvons voir le ciel éclairé par les lumières de la ville. Quand vient le calme, le courant nous jette au large de Molokai... Le lendemain, nous revoyons les lumières de la ville et le courant et le calme nous jettent, une fois encore, au large de Molokai...

Je sens que c'est la fin, que je vais m'endormir pour toujours ! Tati me supplie alors de toucher terre n'importe où... Je ne dois pas mourir. C'est alors que je fais route, comment ? Dieu seul le sait, sur la rade de Kalaupapa (une anse de l'île de Molokai). Sans doute la volonté de sauver le fier petit navire... mais quand l'ancre tombe au mouillage, je tombe aussi, heureux d'ailleurs, sentant que j'ai pu faire jusqu'au bout mon devoir de marin.

Tati me croit mort et se met à crier dans la nuit des appels au secours vers la terre. Deux heures plus tard, une embarcation, menée par trois indigènes, nous accoste. Ces trois Hawaïens veulent nous emmener. Mais je ne veux plus bouger... Qu'ils me laissent mourir en paix ! Ils nous disent qu'il y a un Père missionnaire français à la léproserie. Je puis alors écrire : « Du pain, s'il vous plaît ; nous mourons de faim... »

Les indigènes repartent et reviennent, une heure plus tard, avec, cette fois, le directeur américain de la léproserie.

— Sauvés, vous êtes sauvés, nous dit-il.

Et il nous emporte, celui-là, d'autorité dans l'embarcation. Vingt-quatre heures plus tard, les docteurs nous ont rappelés à la vie et je peux leur conter notre aventure.

Rêvant déjà de repartir, je regardais avec amour, par ma fenêtre, le brave petit *Fou-Po* se balançant sur rade... quand survint le désastre...

La deuxième nuit de notre arrivée, un coup de vent subit rompt la chaîne de la jonque... Le *Fou-Po* est jeté à la côte. Les indigènes l'ont vu au petit jour, coque éventrée, balayé par la mer...

Trois années d'études perdues... Tout perdu... Je pleure

comme un enfant battu. Et c'est alors qu'apparaît le Père missionnaire français, le père d'Orgeval, digne successeur du glorieux Père Damien.

Il entre dans ma chambre avec une figure si claire, si souriante qu'elle me paraît d'abord une insulte. Avec douceur, il me parle alors de ses lépreux, beaucoup plus malheureux que moi, et qui, pourtant, vivent ici dans la joie et ne désespèrent jamais ! Il me parle du Père Damien, mort joyeusement, lépreux, parmi ses lépreux, et me dit que toujours plane sur ce coin des îles un chant d'espérance. Il me dit bien des choses encore, avec une telle joie, un tel enthousiasme que je me redresse et répète avec lui :

— C'est vrai, les voies de Dieu sont impénétrables...

Et quand Tati, quelques minutes après, paraît, je lui dis :

— Écoutez, mon pauvre Tati, je vais repartir... Je ne sais pas encore comment, mais je vais repartir ! Je vais construire (pourquoi cette idée folle s'impose-t-elle brusquement à mon esprit ?), je vais construire une « double pirogue polynésienne » !

Il me dévisage avec quelque inquiétude :

— Qu'est-ce que c'est que ça ? demande-t-il.

— Je ne sais pas très bien encore, mais je sais que les Polynésiens d'autrefois naviguaient dans le Pacifique sur de pareils bateaux... Ça tiendra très bien la mer !

Alors Tati, me prenant brusquement les mains, me dit :

— Écoutez, capitaine, j'ai attendu toutes ces années pour que ça finisse, cette vie-là. Vous êtes au bout de votre rouleau, aujourd'hui. Maintenant, c'est à moi... Je repartirai avec vous, et si vous avez besoin d'argent pour ce nouveau bateau, eh bien ! vous savez que j'ai toujours mon compte à la Banque de l'Indo-Chine !...

Et c'est l'histoire du *Kaimiloa*... Dès notre arrivée à Honolulu, la presse américaine est sur les dents... Quelle aubaine, un naufrage à la porte, une jonque chinoise ! Deux hommes qui ont tout perdu et parlent « de remettre ça », et de « remettre ça » sur un bateau fou, un bateau de légende !...

Je cours vainement musées et archives pour trouver quelques idées sur la construction de ces bateaux de mer abandonnés depuis des siècles. Et c'est durant ces études

poursuivies avec confiance, sans doute, mais aussi avec l'impression d'être abandonné de tout le monde, que je reçois une lettre de M. Grandidier, secrétaire général de la Société de Géographie, m'annonçant que depuis un an un pli me poursuit sans m'atteindre dans le Pacifique. Ce pli m'apporte la bonne nouvelle du prix Garnier...

Les quelques milliers de francs attachés au prix sont reçus, on le comprendra, avec enthousiasme, et permettent l'achat des premiers bois de la double pirogue ; mais ils m'apportent surtout l'encouragement de la Société de Géographie, pour nos humbles efforts de Français !... Ce fut une raison, et non des moindres, de notre réussite...

Ne pouvant trouver d'indications techniques, pour établir les plans de cette double pirogue, je me fie entièrement à mon instinct. Que les architectes navals me pardonnent, mais je crois, dans un cas pareil, que le « nez » d'un marin vaut souvent mieux que les formules mathématiques les plus compliquées. Le *Kaimiloa* fut un jour en construction. (*Kaimiloa* veut dire, dans la langue musicale d'Hawaï : « Au delà des horizons lointains ») et fut construit entièrement de nos mains ; nous n'avions pris pour nous aider qu'un charpentier chinois (dont la spécialité était d'ailleurs la réparation des toitures de bungalow !)

On ne nous appelait plus depuis notre arrivée que sous la périphrase des *two courageous but crazy Frenchmen* (en bon français : Les deux Français courageux, mais complètement « cinglés »).

Tati, peu à peu, se laissa impressionner par les rumeurs défaitistes qui courent. Jamais cette double pirogue ne tiendrait la mer. Notre agent consulaire ne demandait d'ailleurs jamais de nouvelles de la construction sans dire : « Alors ? Et comment vont vos deux cercueils ?... »

Enfin, les constructions terminées, nous fîmes des essais. Mon instinct ne m'avait pas trompé ; rien dans la construction, le balancement de la voilure, ou le mode de gouvernail n'était à modifier !... et, comme je le désirais, le bateau gouvernait tout seul sous toutes les allures...

Quand le capitaine Slocum (qui fut le premier des navigateurs solitaires à faire le tour du monde à voile sans moteur) raconta que son bateau, le *Spray*, gouvernait tout seul,

qu'il restait des mois et des mois, barre amarrée, et qu'en somme, lui, son capitaine, avait fait le tour du monde « en pépère », en lisant dans sa couchette de bons livres, on refusa de le croire. Eh bien ! je puis le dire : Slocum n'avait rien exagéré. Le *Kaimiloa* navigua seul, lui aussi, et le bateau que je vais construire pour repartir naviguera seul, lui aussi.

Si mon camarade et moi avons eu quelque mérite durant ces six ans de mer, c'est sur le *Fou-Po* (qui pourtant, lui aussi, gouvernait seul), car sur le *Fou-Po* nous avons fait des navigations pénibles d'ouest en est, contre vents et courants. Tandis que sur le *Kaimiloa*, ah ! la belle navigation !... Si les jeunes gens épris d'aventure savaient combien sur un bateau convenable il est facile de naviguer autour du monde à la voile d'est en ouest, ils prendraient tous la mer...

Je ne dirai rien du voyage du *Kaimiloa* ; le livre que j'ai écrit à ce sujet, intitulé *Kaimiloa, histoire d'une double pirogue polynésienne*, le contera en détail... Son voyage de retour en France n'avait d'ailleurs pour moi que peu d'intérêt, car ce fut un raid, un simple raid.

Mais peut-être dois-je reconnaître qu'il ne fut pas sans portée, si je songe aux acclamations des Américains d'Honolulu qui le saluèrent au départ, à celles des Australiens de Torres Straits, des Hollandais de Java, des Anglais et des Africanders du Cap, qui le virent arriver et repartir aux cris de « Vive la France ! »

Il fut un seul endroit dans le monde où je trouvai un journal, dit maritime, se refusant de croire au raid du *Kaimiloa*...

Qu'un amiral américain, à Honolulu, puisse me dire : « Si ce bateau arrive jamais quelque part, je vous rends mes étoiles... » cela n'a rien d'étonnant, car le *Kaimiloa*, d'une formule d'apparence audacieuse, n'avait pas encore fait à l'époque ses essais, n'avait pas encore pris la mer. Mais ce n'est ni à Honolulu, ni à Java, ni au Cap de Bonne-Espérance, ni à Tanger que je trouvai des marins (si je puis dire !) pour décréter le *Kaimiloa* incapable de naviguer. C'est en France !... Le directeur d'un journal de marine, dont je ne veux pas dire le nom pour ne pas le rendre ridicule, décréta tout simplement que le *Kaimiloa*, ne pouvant tenir la mer, n'avait donc pu être construit à Honolulu et que j'avais

dû le fabriquer quelque part aux environs de Gibraltar... Mais passons !

Oui, le *Kaimiloa* a été salué partout aux cris de « Vive la France », et pourtant nous étions partis sans pavillon, officiellement du moins. Pouvait-on accorder un pavillon à un double cercueil qui, au dire de toutes les autorités navales, devait, dès au large, partir en pièces détachées !

Que mon pays et ses lois maritimes me pardonnent, je hissai quand même le pavillon français au départ... Et dans cette foule, que les journaux estimaient à 3 000 personnes, venue nous voir partir pour la mort, tous durent penser que les *two courageous but crazy Frenchmen* voulaient tout simplement mourir, comme ils disent là-bas, « avec le geste » !... Et les acclamations se firent plus chaudes...

Après onze années d'absence, en mai de cette année, je revoyais le doux pays qui, représenté par la bonne ville de Cannes, fit au *Kaimiloa* une réception grandiose, dont le souvenir me trouble encore.

Oui, je le répète, si nous avons pu faire ces voyages et *les faire dignement*, c'est que je savais qu'il y avait en France des pensées, que dis-je ? des cœurs qui nous suivaient. D'abord, celle de notre admirable Société de Géographie, qui voulut bien, dès mon départ, me faire confiance et placer mon expédition sous son haut patronage...

Une autre pensée m'accompagnait. C'était celle d'un très grand Français et de sa femme, M. le maréchal Pétain et Mme la Maréchale...

Quelques heures après l'arrivée du *Kaimiloa* à Cannes, on me tendit un télégramme ainsi conçu :

« *Bravo, Eric, je suis fier de vous.* »

Signé : PÉTAIN.

Je le demande à tous les gens de cœur : qui d'entre eux ne partirait pas joyeusement et n'endurerait toutes les épreuves et les souffrances pour recevoir au retour un message comme celui-là ?

ERIC DE BISSCHOP.

LES GRANDS PROBLÈMES NORD-AFRICAINS

UN SIÈCLE DE COLONISATION

Lorsqu'en 1830, le gouvernement de la Restauration chargeait le commandant de l'armée française, Bourmont, d'aller planter le drapeau de la France à Alger, au cœur des États barbaresques, il n'avait certes pas entrevu toutes les conséquences de son geste : il entendait se livrer à une manifestation diplomatique appuyée par une démonstration militaire que l'honneur national exigeait ; il n'avait jamais envisagé de faire, de ce qu'on appelait alors « la Régence d'Alger », une terre française ; il était loin de supposer que le débarquement de ses troupes à Sidi-Ferruch portait en germe la constitution d'un grand Empire nord-africain, et qu'il posait ainsi la première pierre de l'édifice qui est une de nos gloires nationales.

C'est qu'en effet l'Islam de l'époque, s'il semblait, en Orient, accessible à la pénétration européenne, restait au contraire fermé et immuable sur cette terre où la France arrivait et où vivait une population arriérée, fanatique, belliqueuse, formée d'éléments disparates, d'origines diverses, n'ayant d'autres liens entre eux qu'une commune religion.

La France trouvait devant elle une occupation turque s'exerçant péniblement sur des territoires restreints par l'intermédiaire de chefs de régions appelés *Beys*, dont la

principale préoccupation et occupation était de percevoir l'impôt.

La capitulation une fois signée, le Dey régnant et les quelques fonctionnaires turcs partis, les populations insoumises entourant Alger et disséminées dans le pays, seules restaient livrées aux exactions des beys qui se crurent devenus les maîtres.

En l'absence de plan préconçu, ignorant tout du pays et de ses habitants, sans archives, sans documents, en présence d'une situation anarchique, l'armée française, quand elle voulut assurer son installation, se trouva en butte aux attaques incessantes des indigènes. Il lui fallut se défendre ; pour se défendre, quelquefois attaquer, occuper des périmètres nouveaux, s'y maintenir, s'y organiser. De telle sorte que l'installation de la France en Algérie a dérivé en réalité des événements ; événements qui, après bien des hésitations, des tâtonnements, des alternatives diverses, amenaient enfin ses gouvernants, à partir de 1834, à conclure au maintien de l'occupation.

Il ne suffisait pas de « décréter » l'occupation pour qu'elle fût un fait accompli. Les difficultés, les résistances continuèrent de longues années, et l'histoire est là pour nous apprendre que l'établissement de la France et sa pénétration pacifique en Algérie n'apparaissent définitifs qu'après les insurrections de 1881.

Sans méconnaître la part qui revient à la monarchie des Bourbons et au Second Empire dans l'histoire de l'Algérie, on peut dire que c'est l'honneur de la IIIe République d'avoir consolidé, puis étendu, les assises définitives de la conquête. Le maréchal Bugeaud en avait jeté les prémices par une occupation militaire intelligente, la révolution de 1848 avait esquissé une colonisation officielle ; le Second Empire, en caressant la constitution d'un « royaume arabe », tout en prenant des mesures utiles, avait arrêté cette colonisation. Après la révolution du Quatre Septembre, sous l'impulsion d'ardents patriotes (Thiers, Gambetta, Jules Ferry), s'affirmait enfin la doctrine coloniale que la France entendait appliquer et se concrétisaient et se fixaient les principes et les méthodes qu'elle allait mettre en œuvre pour accomplir sa mission civilisatrice.

* * *

Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, l'utilité des possessions d'outre-mer était surtout envisagée, au point de vue économique, dans l'intérêt de la métropole. Le système en usage consistait à mettre en contact des populations européennes avec des populations indigènes, surtout pour commercer entre elles ; l'État n'intervenant que très rarement et aucune solidarité n'étant créée entre la colonie et la métropole.

La Révolution française se devait d'apporter une note nouvelle. La prise d'Alger fournissait l'occasion de son application.

La nouvelle doctrine coloniale de la France, si elle comportait en elle l'occupation définitive du pays, l'incorporant au patrimoine national, comportait aussi, à l'égard de l'indigène qu'elle prenait de ce fait sous sa tutelle, des devoirs d'humanité auxquels elle ne pouvait se soustraire. Avec la pacification, elle devait lui apporter la sécurité, la justice, le mieux-être ; poursuivre l'amélioration de sa situation matérielle, sociale et morale. Sous le signe de l'autorité et de la fermeté, alliées à la bienveillance et à la bonté, elle devait tendre au rapprochement de l'indigène par la recherche d'une collaboration étroite et confiante entre colons et indigènes, d'une association de leurs intérêts, d'une communauté de vues et de pensée.

Pour accomplir cette mission et la mener à bien, pour atteindre ce but, la France n'a rien négligé, et l'œuvre sociale qu'elle a accomplie est des plus méritoires. Elle s'est exercée dans tous les domaines. Certes, elle n'est pas terminée, elle continue.

L'enseignement a été, et est de plus en plus, un des principaux éléments de son action. De nombreuses écoles primaires, à l'usage exclusif des indigènes, ont été créées à travers tout le territoire. Après avoir commis l'erreur, au début, d'instituer un enseignement pédagogique, on en est revenu à un enseignement pratique (agricole, professionnel) adapté aux besoins du milieu, en vue de procurer à la masse des moyens d'existence, lui assurant en même temps les notions indispensables de français et tendant aussi à son éducation, au développement de ses facultés intellectuelles, en la fami-

liarisant avec les conditions de la vie sociale à laquelle on veut l'adapter. Au surplus, toutes les écoles primaires, secondaires, supérieures sont aussi ouvertes aux indigènes dans les mêmes conditions qu'aux Européens, et il s'est formé dans les villes une élite intellectuelle musulmane qui augmente tous les jours.

Dans le domaine de l'assistance, de l'hygiène, de la protection de la santé publique, un effort considérable a été fait pour la création et l'entretien, en dehors des hôpitaux et des hospices ouverts à tous, d'hôpitaux auxiliaires, d'infirmeries, de postes de secours, de consultations, de visites. Des œuvres de bienfaisance, de mutualité, de coopération, d'entr'aide, de prévoyance ont été fondées.

La vulgarisation agricole a été organisée par l'école, l'exemple, les encouragements.

Dans le domaine de la représentation des intérêts et des droits politiques, la France est allée aussi loin que le permet la sauvegarde de la souveraineté française. Elle a organisé un corps électoral particulier aux indigènes, au moyen duquel ils font partie, avec voix délibérative, de toutes les Assemblées délibérantes et consultatives locales, étant appelés ainsi à participer au même titre que les Français d'origine à la vie économique du pays. Elle a multiplié les emplois civils et militaires auxquels ils peuvent accéder. Enfin, elle a simplifié et facilité les moyens, pour ces indigènes, d'acquérir la citoyenneté française.

Et tout cela en réservant à l'indigène son statut personnel, ses coutumes, ses traditions, ses mœurs, sa religion, son enseignement coranique, et en lui accordant la qualité de Français.

* * *

Cette politique indigène, fonction primordiale et inséparable du problème colonial, s'est exercée, il va sans dire, concurremment avec l'application de toutes les règles et mesures d'ensemble nécessaires pour assurer l'œuvre entreprise, au premier rang desquelles se sont placés : la mise en valeur du pays, le peuplement français et l'organisation politique et administrative.

La mise en valeur du pays a été obtenue au moyen de la constitution de la propriété, qui jusque-là ne reposait sur

aucun titre régulier aux mains des occupants, et d'une politique de peuplement et de pénétration française amenant une colonisation agricole poursuivie et réalisée par l'initiative administrative et par l'initiative privée s'entr'aidant et se complétant.

L'immigration française étant restée malheureusement insuffisante pour assurer à la France la prédominance nécessaire, celle-ci s'est trouvée dans la nécessité de former des nationaux par ailleurs.

Un premier contingent fut réalisé par le décret du 24 octobre 1870, dit « décret Crémieux », conférant la naturalisation en bloc aux israélites habitant le pays. Cette mesure peut être critiquée au point de vue politique et psychologique. Elle a donné quelquefois des résultats fâcheux en cette matière et il n'est pas sans intérêt de noter que, au cours des événements regrettables dont nous parlerons plus loin, certains ennemis de la France se sont servis de cette erreur psychologique pour nous créer des difficultés en Afrique du Nord. Il n'en est pas moins vrai de dire que l'élément israélite a des qualités d'assimilation incontestables et que les générations actuelles et futures en provenant s'incorporent, et s'incorporeront de plus en plus, comme elles l'ont fait dans la métropole, dans la nationalité française.

Puis la loi de 1889 fournissait un nouveau contingent, très important, de nationaux par la naturalisation automatique des générations issues de nombreux étrangers (Espagnols, Italiens, Maltais) fixés dans le pays qui y jouaient et y jouent encore un rôle actif dans la vie économique par leur infiltration, leurs affinités.

Il s'est ainsi formé, au moyen des générations successives provenant de ces diverses entités (Français d'origine, Néo-Français, Israélites), un peuple nouveau qui, sous l'influence du sol, du climat, du milieu, des mariages mixtes, des mêmes besoins, des mêmes conditions de vie, d'un patrimoine commun, réagissant sur leur mentalité et sur leurs mœurs, ont eu les mêmes conceptions, les mêmes aspirations.

Peuple nouveau fondu dans un même creuset, pétri à l'image de la France, recevant d'elle son enseignement, sa langue, ses vues, ses idées, ayant sa physionomie, — ori-

ginale, — son type, son caractère, ses qualités, ses défauts, imbu de méthodes nouvelles, avide de progrès et de libertés, aimant à se proclamer « algérien », mais dans le fond bien français, bien attaché à la mère patrie : les preuves en abondent.

L'organisation politique et administrative a traversé diverses phases. Elle se ressent de deux tendances différentes : l'une voulant que l'Algérie soit le prolongement de la métropole ; l'autre, au contraire, en faisant une colonie ou tout au moins un patrimoine ayant une « personnalité » propre. Ses institutions ont tout naturellement procédé de ces deux idées contradictoires. De 1870 jusque dans les dernières années du XIXe siècle, c'est le principe de centralisation et d'assimilation à la métropole qui a prévalu, sous l'application du système dit des « rattachements ».

Ce système a donné à l'Algérie les organisations communale, départementale, judiciaire, politique, et les divers services administratifs en usage dans la métropole, avec certaines particularités dues à la présence des indigènes. Il disséminait toutes les affaires algériennes entre les divers ministères intéressés, et enlevait toute initiative utile au gouverneur général (que cette organisation n'avait pas fait disparaître). Les lenteurs, les inconvénients qui en résultaient étaient incompatibles avec un bon rendement des services publics et des besoins de la colonisation. D'un autre côté, la métropole, dont les charges allaient croissant et qui, il faut le dire, ne se rendait pas un compte exact de l'importance nationale de l'Algérie, ne voulait plus s'imposer les sacrifices nouveaux nécessaires à la mise en valeur du pays. De ce mal devait naître un bien : l'orientation nouvelle de la politique algérienne vers la décentralisation.

Aussi, par trois décrets du 23 août 1898 et une loi postérieure du 19 décembre 1900, tout en conservant l'organisation précédente, la décentralisation était-elle réalisée et l'autonomie budgétaire établie :

Le gouverneur général de l'Algérie recevait des pouvoirs forts (1) ; il ne relevait plus que du ministère de l'Inté-

(1) Seuls les services de la Justice, de l'Instruction publique, de la Trésorerie et des Douanes restaient sous l'autorité métropolitaine.

rieur. Il était à la fois le représentant du pouvoir central, l'administrateur des intérêts généraux de l'Algérie, le tuteur des populations indigènes ; il participait au législatif, soit directement, soit par délégation de l'exécutif. L'institution des Délégations financières, assemblée dont le principe se trouve dans la représentation des intérêts, était créée et fonctionnait au moyen de trois collèges élus et distincts, colons, non colons et indigènes ; et le Conseil supérieur du gouvernement, qui est consulté sur toutes les questions relatives à l'administration, était réorganisé.

L'Algérie était dotée de la personnalité civile avec son budget autonome. Ce budget est délibéré et voté par l'Assemblée plénière des Délégations financières, puis transmis au Conseil supérieur qui n'a pas droit d'initiative et qui doit ratifier ou rejeter. Un droit de contrôle et de regard sur ce budget est réservé au Parlement, droit se traduisant par l'autorisation à donner annuellement dans une loi de finances, de percevoir les droits, produits et revenus applicables audit budget. Enfin ce budget est réglé par décret du Président de la République sur le rapport du ministre de l'Intérieur.

Depuis cette loi de 1900, les Délégations financières algériennes connaissent de tous les problèmes intéressant l'Algérie ; elles déterminent tous les facteurs qui doivent concourir à sa vie économique, elles lui procurent les ressources nécessaires pour faire face à ses besoins. De leurs délibérations dépendent l'essor et l'avenir du pays. Elles ont jusqu'ici accompli leur tâche à la satisfaction générale.

Ce qu'il faut dégager de cette organisation, — pour répondre aux critiques qu'elle peut soulever, — c'est que, procédant de deux tendances, elle devait procéder de deux systèmes et que la juxtaposition de ces deux systèmes a été commandée par l'évolution qui s'est accomplie par la force même des choses, de l'assimilation à la décentralisation, amenant un régime nouveau ne pouvant, en raison des faits accomplis, se substituer à l'ancien, mais devant fonctionner de pair avec lui.

C'est dans ces conditions et sous ce régime particulier qui ne manque pas de singularité et d'originalité que l'œuvre de la France s'est accomplie jusqu'ici en Algérie, donnant les résultats économiques et sociaux qui s'étalent à tous les yeux.

Le centenaire de son installation a été célébré, en 1930, dans une atmosphère de satisfaction, de joie, de rapprochement et de paix, par toutes les populations françaises, néo-françaises et musulmanes, unies dans un sentiment commun de reconnaissance et d'affection envers la mère patrie.

*
* *

Le développement économique de l'Algérie, l'importance de la base méditerranéenne qu'elle présentait, l'ordre et la sécurité qu'il était nécessaire d'y faire régner, imposaient à la France la nécessité de contrôler les pays musulmans voisins pour éviter que, soit par leur anarchie intérieure, soit par une occupation étrangère, ils ne viennent compromettre son œuvre.

Le drapeau français flotte en Tunisie depuis 1881, au Maroc depuis 1912 au moyen du protectorat que la France exerce sur les deux pays.

Ce système dû à des idées nouvelles ne peut, en aucune façon, permettre d'accomplir une œuvre de francisation aussi complète que celle poursuivie en Algérie. Il laisse subsister la souveraineté du prince régnant (en Tunisie, le Bey ; au Maroc, le Sultan). Le Résident général de France en contrôle l'exercice et il faut reconnaître que, jusqu'ici, il ne s'est jamais rencontré d'opposition de la part des souverains à ses directives sages et éclairées.

Il est cependant regrettable, tout au moins en ce qui concerne la Tunisie, que la France, tout en laissant subsister le Prince régnant, en lui assurant certaines prérogatives, n'ait pas procédé par voie d'annexion. Aucun obstacle sérieux ne s'y serait opposé, en 1881, et l'on ne se trouverait pas actuellement devant les difficultés que les événements récents peuvent faire prévoir.

Pour ce qui est du Maroc, la question ne s'est pas présentée de la même façon. La Conférence d'Algésiras, si elle reconnaissait à la France une situation privilégiée, fixait aussi l'indépendance du Sultan et l'intégrité de son Empire. Elle consacrait en même temps le caractère international de la question marocaine. La France ne pouvait plus espérer que le « protectorat », et sa diplomatie le lui apportait par le traité de Fez du 30 mars 1912.

* * *

En Tunisie, au Maroc, la situation à l'égard des indigènes et de la colonisation s'est présentée de la même façon qu'en Algérie. Les leçons et les expériences de cette dernière ont tracé la voie à suivre. Les moyens et les méthodes à employer ont été les mêmes. Des résultats économiques et sociaux très appréciables ont été obtenus.

L'administration s'est attachée à favoriser le peuplement français (malheureusement, ce peuplement est encore insuffisant). Elle cherche à fixer et à retenir l'indigène à la terre. Elle a apporté ses soins à la constitution de la propriété, à l'enseignement des indigènes, aux œuvres d'assistance, de prévoyance et de bienfaisance. Elle a poursuivi, là aussi, l'œuvre de collaboration et de rapprochement désirés. L'organisation administrative tend à associer de plus en plus les colons et les indigènes, en entrant dans la voie d'une décentralisation moderne.

La Tunisie possède un cadre de fonctionnaires subalternes indigènes dont l'administration est surveillée et contrôlée par des fonctionnaires français, dits contrôleurs civils. Autour de la Résidence générale existent de grandes « directions ». Deux organisations judiciaires fonctionnent, l'une française, l'autre tunisienne, n'ayant pas de contact entre elles, ce qui n'est pas sans amener certaines difficultés.

Une Assemblée dite « grand Conseil », représentative des intérêts économiques, composée de Français et d'indigènes élus par leurs pairs, a pour attribution essentielle d'examiner le budget de l'État préparé par le gouvernement avec droit à une certaine initiative budgétaire.

Au Maroc existe un « Conseil de gouvernement », assemblée permanente consultative ne ressemblant en rien aux Délégations financières ni au grand Conseil tunisien.

Cette institution permet au Résident général de recueillir les avis des diverses classes de la population, représentées par trois collèges, sur les problèmes économiques.

La Section française est consultée sur le projet de budget, qui est établi annuellement par les services et la direction générale des Finances et soumis aux délibérations du Conseil de gouvernement et de sa Commission financière.

*
* *

L'installation de la France en Algérie, puis en Tunisie, n'avait pu assurer une pénétration et une occupation sûre des territoires sahariens, et jusqu'en 1900 elle n'avait pu s'organiser dans les oasis. C'est qu'en effet cette installation était liée à la question marocaine.

De 1900 à 1912 cependant, une action politique et militaire intelligente et bien conçue, à laquelle se trouvent intimement liés les noms de deux grands Français (Jonnart et Lyautey), permettait à la France d'occuper, non sans incidents, dont quelques-uns douloureux, certains points stratégiques et de s'installer dans plusieurs oasis du Sud oranais, précisément au point de friction de la limite algéro-marocaine. Le traité de 1845 avec le Maroc n'avait pas connu de cette frontière saharienne et la situation de la France était extrêmement délicate et dangereuse. Le protectorat marocain devait permettre de régler définitivement la question.

C'est un fait maintenant bien acquis. La limite est fixée. Le Sahara est conquis et pacifié. La France est là chez elle. Elle n'a plus qu'à y maintenir des forces de police. Le Sahara n'est plus un fossé infranchissable, séparant en deux tronçons l'Empire africain de la France ; il les relie, au contraire, pour le plus grand bien.

De ce fait, l'Afrique du Nord prend une importance capitale, elle devient la clef de voûte de notre Empire africain (1).

LES DIFFICULTÉS DE L'HEURE PRÉSENTE

L'Afrique du Nord vivait et prospérait ainsi jusqu'à ces dernières années, non certes sans les à-coups et les heurts inhérents à la vie d'un peuple, mais dans le calme, le travail et l'union de tous ses enfants et protégés, les progrès économiques, sociaux et moraux suivant leur marche satisfaisante et régulière, l'œuvre de la France n'étant pas contestée.

(1) Nous avons tenu à mettre sous les yeux du lecteur l'exposé qui précède, en raison des événements extérieurs récents et pour lui permettre de juger de la solidité des assises de notre empire nord-africain, des efforts accomplis, des résultats obtenus, et aussi d'apprécier plus sainement, dans le cadre où elles se sont produites, les difficultés dont nous allons parler, et les observations et conclusions auxquelles le tout nous amène.

Ces derniers temps, des difficultés politiques, économiques, et financières, — troublantes et préoccupantes, — se sont produites et certains problèmes déjà posés ont pris une acuité pressante et inquiétante.

Sous la poussée d'une propagande néfaste, il s'était créé, parmi la population musulmane, une agitation malsaine.

Cette action était poursuivie :

D'une part, sur le plan d'un nationalisme arabe, — mouvement à tendance politique, — par certains des jeunes indigènes composant l'élite dont nous avons parlé ;

D'autre part, sur le plan du panislamisme, par les « Oulémas », secte dangereuse qui, sous le couvert d'une action religieuse, professe des idées essentiellement contraires au respect de la souveraineté française ;

Et enfin à l'instigation d'émissaires étrangers et aussi, il faut bien le dire, hélas ! d'extrémistes et de communistes français excitant les indigènes contre l'occupation française.

Cette agitation devait avoir d'autant plus de prise sur la masse indigène simpliste, crédule, imprévoyante, que celle-ci était durement frappée par une suite de mauvaises récoltes et par la crise générale économique. Elle s'est traduite par des mouvements et des incidents regrettables et elle a abouti, au point de vue politique, aux revendications injustifiées que voici :

En Algérie, à la demande, pour les indigènes, d'exercer les droits de citoyen français sans être soumis au droit commun et sans être contraints aux charges et obligations que cette qualité comporte (1).

Au Maroc, à la demande d'une évolution très large de l'administration qui serait confiée à des fonctionnaires marocains aidés d'une minorité de techniciens français, le protectorat de la France continuant à s'exercer, pour assurer la sécurité, au moyen d'effectifs militaires.

Et en Tunisie, à des revendications oscillant entre des formules analogues à celles du Maroc et à l'autonomie pure et simple : utopie qui conduirait vite une Puissance voisine à se substituer à la France.

(1) Nous avons signalé, dans une étude parue dans la *Revue* du 1er mars 1938, tous les inconvénients et dangers que ferait courir à la souveraineté française un projet de loi déposé dans ce sens par le sénateur Viollette.

Il est vrai de dire que ces revendications politiques sont formulées, en dehors de la masse, par des minorités agissantes formant ce qu'on est convenu d'appeler « l'élite ou les évolués », représentées par de jeunes indigènes auxquels la France a généralement dispensé, sans compter, le bénéfice de son instruction secondaire ou supérieure, par conséquent les plus éclairés, les plus rapprochés de notre civilisation, qui en bénéficient et en apprécient les bienfaits, mais qui, imbus d'un nationalisme outré, prétendent avoir toutes les qualités et capacités nécessaires pour se gouverner. La masse, elle, dont ces évolués se préoccupent fort peu, ne demande qu'à manger et à vivre.

Or, ces difficultés, ces revendications, cette agitation, ce malaise, s'ils se sont produits, sont nés, pour la plus grande part, d'une crise d'autorité. Et, bien que cette agitation et cette crise d'autorité aient aujourd'hui cessé, il n'est pas inutile d'en tirer les déductions nécessaires.

C'est parce que cette autorité avait donné des signes d'affaiblissement, venus des doctrines politiques métropolitaines et des dissentiments qu'elles provoquaient, que furent encouragés les partisans du désordre.

La France entière a besoin de calme, mais l'ordre et le calme sont plus nécessaires en Afrique du Nord que partout ailleurs. Les éléments qui composent sa population sont beaucoup plus sensibles que ceux de la métropole à la moindre nervosité, au moindre désordre, à la moindre faiblesse de l'autorité. La grosse masse indigène ne comprend, — et ne peut comprendre, — ni nos doctrines politiques, ni les libertés de langage et d'action qu'elles comportent, ni les dissentiments qu'elles peuvent faire naître, et c'est un véritable crime politique que de mêler les indigènes, comme certains l'ont fait, à ces dissentiments.

Cet affaiblissement de l'autorité avait fait douter les éléments sains et pondérés de cette population indigène, — et ils ont heureusement la majorité, — de la solidité et de la longévité de l'installation de la France. Cette majorité saine ne demande qu'une chose : vivre en paix sous l'égide de la France. La preuve éclatante, c'est qu'il a suffi que des mesures soient prises pour soulager la misère de certaines populations rurales et que le gouverneur général et les résidents généraux aient

la possibilité de sévir contre les coupables et d'exercer leur autorité, pour que la réaction se produise, que l'ordre et le calme reviennent et que parviennent de toutes parts des attestations de loyalisme que la presse a enregistrées. L'indigène se rend parfaitement compte de tous les bienfaits que la France lui a apportés. Il les apprécie et lui en est reconnaissant. Les excitations auxquelles il a été soumis n'ont causé qu'un mécontentement passager et, dans les heures graves actuelles, il se regroupe instinctivement autour de la France pour faire corps avec elle. Le président du Conseil vient d'en recueillir des preuves éclatantes et émouvantes.

Ce qu'il faut accorder à la masse indigène ? Toutes les réformes économiques et sociales nécessaires en poursuivant une politique bienveillante, ferme et juste, avec méthode, avec promptitude dans la décision et l'exécution, avec esprit d'appropriation aux circonstances, et surtout avec une unité de plan, servie par la stabilité de ceux chargés de l'appliquer, de façon qu'à côté de l'autorité « tout court » qu'ils pourront toujours prendre, ils puissent conquérir l'autorité « morale » beaucoup plus précieuse pour l'accomplissement de leur tâche (1).

Nul ne peut discuter la nécessité d'apporter aux populations autochtones de l'Afrique du Nord des satisfactions sociales de plus en plus étendues et de faciliter par tous les moyens leur évolution ; mais il ne faut pas en perdre la direction et le contrôle, puisque, en fin de compte, c'est la France qui, en ayant l'autorité, a de ce fait la responsabilité de l'ordre, de la sécurité et du mieux-être des indigènes.

Il faut en cette matière agir avec beaucoup de prudence, et se garder d'aller trop vite. Les mœurs, les coutumes, les traditions des indigènes forment avec la religion un tout, une loi unique que la France a promis de respecter. C'est un ensemble lié à la vie de la société indigène qui réagit chaque fois qu'on veut y toucher. Ce n'est que par une action patiente et continue qu'on arrivera à faire comprendre à l'indigène

(1) Il nous est agréable de constater que M. Le Beau, gouverneur général de l'Algérie, et le général Noguès, résident général au Maroc, ont su conquérir cette autorité morale et capter la confiance de toutes les populations qu'ils administrent. Ce sont de grands et bons serviteurs de la France. Nous formons le vœu ardent qu'on les laisse accomplir leur tâche le plus longtemps possible.

que les modifications sociales qu'on veut apporter à sa situation n'ont rien de contraire à sa religion et sont faites dans son intérêt. Il faut surtout bien se garder, comme certains métropolitains le demandent, dans un esprit d'égalité et de justice disent-ils, d'accorder aux indigènes, sous une forme massive, des droits incompatibles avec la souveraineté française.

L'élite indigène évoluée dont nous avons parlé doit trouver dans l'administration, dans la société, dans la collectivité européenne, la place à laquelle lui donnent droit son intelligence, son éducation, son instruction. Quant à la masse, les droits à lui accorder doivent être subordonnés à son émancipation, c'est-à-dire au degré d'éducation sociale et morale qu'elle aura atteint.

C'est donc en développant de plus en plus toutes les œuvres sociales que se poursuivra utilement le rapprochement des indigènes, rapprochement dont on a d'heureux indices.

Quant à l'« assimilation » entrevue par certains, elle nous apparaît bien éloignée. Faut-il la dire impossible ?

On se trouve en présence d'une race différente de la nôtre, sur laquelle pèsent des hérédités, ayant vécu jusqu'ici sous une organisation politique et sociale et dans une civilisation attardées, en complète opposition avec celles que l'on veut lui inculquer. Ce sont deux blocs, deux sociétés, deux morales face à face.

Et cependant, l'Islam évolue en Égypte, en Turquie, et l'on peut percevoir en Afrique du Nord quelques indices de cette évolution : les progrès que fait chez le musulman la langue française, la recherche de l'enseignement primaire, non seulement pour les garçons, mais pour les filles, l'amélioration de la condition de la femme, surtout en Kabylie, le désir de s'affranchir de l'indivision pour disposer de sa terre, l'acceptation de la codification du droit musulman, la tendance à préférer la justice française à la justice musulmane, la tendance des fils de grande famille à se rapprocher de plus en plus de l'instruction, de l'éducation et de la vie européenne ; le concours militaire apporté à la France chaque fois qu'elle en a besoin.

La politique, largement humaine, qui est appliquée, permet toutes les espérances, avec le temps, avec les siècles.

* * *

L'économique, en Afrique du Nord, commande tous les autres problèmes. Il est à la base de l'œuvre sociale poursuivie.

L'accroissement rapide de la population indigène; la production agricole pour la presque totalité semblable à celle de la métropole; la limitation de cette production, les restrictions, les contingentements qui entraînent la réduction de la main-d'œuvre, les difficultés de transports, les pertes décevantes qui en résultent : tout cela a créé une crise économique particulière à l'Afrique du Nord, venant s'ajouter à la crise mondiale, et a posé des problèmes angoissants, parmi lesquels, en premier lieu, se place le problème démographique.

En Algérie, la population musulmane était d'environ un million d'habitants en 1830. Elle était de 2 842 000 en 1881, de 4 740 000 en 1931, de 6 248 000 en 1936; depuis, elle augmente de 120 000 âmes par an.

C'est la conséquence indéniable du « mieux-être » que la France lui a procuré.

A cet accroissement de la population indigène, ne correspond pas un accroissement de la production : de là, un déséquilibre économique inquiétant.

La superficie des terres utilisables, c'est-à-dire susceptibles de donner un rendement rémunérateur aux mains des cultivateurs et pasteurs indigènes, ne peut guère augmenter. Leurs méthodes de culture et d'élevage ne s'améliorent que très lentement, malgré tous les efforts faits par l'administration et par les colons européens eux-mêmes. Aussi, les résultats sont-ils rarement satisfaisants. Les ressources des indigènes diminuent; leurs charges, leurs besoins augmentent. La terre ne nourrit plus que difficilement son homme, et, la plupart du temps, c'est la gêne, c'est la misère, qu'il faut soulager.

Le gouverneur général Le Beau et les assemblées algériennes sont vivement préoccupés de cet état de choses, et ils ont envisagé, pour l'atténuer, la mise à la disposition des indigènes, sous telles formes qu'il y aurait lieu, de certaines terres de collectivités (terres *arch*) domaniales ou communales;

l'application de meilleures méthodes de culture, l'organisation du paysannat, la rénovation de l'artisanat, l'institution d'une caisse de crédit agricole, une meilleure politique de l'eau, l'installation de certaines industries, etc... Le général Noguès, Résident général au Maroc, a les mêmes préoccupations ; il emploie les mêmes moyens.

M. Morard, le si actif président de la Région économique d'Algérie et de la Chambre de commerce d'Alger, en complet accord avec le gouvernement algérien et le pouvoir central, a entrepris une étude très approfondie sur le point de savoir s'il ne serait pas possible d'installer des populations indigènes en A. O. F., dans la boucle du Niger. Dans un exposé lumineux qu'il a fait, ces derniers temps, à l'association « Colonies-Sciences », il signalait que le gouvernement de l'A. O. F. était disposé à mettre des terres à la disposition de ces futurs immigrants, mais que, si, en principe, rien ne s'opposait à cette expérience, il était des questions de climat, d'adaptation, de races, et de concours financiers à résoudre.

A ce sujet, il convient de noter combien la réalisation du Transsaharien, dont il est question depuis si longtemps, trouverait son utilité pour l'émigration entrevue, pour la mise en valeur de l'A. O. F., pour l'économie générale de l'Algérie et de la France, et surtout pour la sécurité nationale !

Enfin, on pourrait envisager et tenter une immigration possible dans la métropole, non de ces ouvriers qui viennent s'embaucher dans les usines et qui retournent après un certain temps dans leurs foyers, emportant tous les défauts des milieux qu'ils ont fréquentés, et aucune de leurs qualités, mais de familles de cultivateurs venant remplacer dans nos campagnes les ouvriers étrangers qui les ont envahies. Il faudrait, pour obtenir des résultats utiles, fixer l'homme et sa tente, c'est-à-dire sa famille ; les installer auprès des villages, des fermes, des cultivateurs de France ; respecter, comme on le fait en Afrique du Nord, leur religion ; leur assurer une vie, des salaires, un bien-être qui les détachent de l'esprit de retour, et au contact de cette vie uniquement européenne, il pourrait se produire une émancipation, une évolution, dans laquelle la femme aurait un rôle à jouer. Certains diront que c'est une chimère. On a vu des chimères devenir des réalités.

Quoi qu'il en soit, la gravité du problème est telle, qu'on ne saurait trop s'y attarder, et nous nous demandons comment, dans quelques années, on pourra le résoudre. En tout cas, l'Afrique du Nord seule ne pourra y parvenir, matériellement et financièrement. C'est d'ailleurs un problème national au premier chef, dont la solution incombe, sans conteste, en première ligne, à la métropole.

Cette situation impliquerait la nécessité indiscutable pour l'Afrique du Nord de progresser dans sa mise en valeur et dans sa production ; or, loin de l'encourager à augmenter cette production, la politique agricole actuelle que lui impose la métropole tend à la limiter. C'est une hérésie économique que de stabiliser la production d'un pays qui ne suffit pas à sa consommation, et c'est une hérésie plus grande encore, pour l'économie générale d'un pays, que d'apporter des restrictions, des contingentements et des difficultés à l'exportation de ceux de ses produits qui y sont destinés.

On trouve deux tendances inconciliables dans la métropole : l'une, celle des industriels et des commerçants qui voudraient voir l'Afrique du Nord leur acheter le plus possible ; l'autre, celle de certains producteurs qui ne cherchent qu'à faire restreindre l'entrée des produits nord-africains sur le marché de la métropole, sous prétexte de concurrence.

Évidemment, la production de l'Afrique du Nord doit être, dans toute la mesure du possible, complémentaire de celle de la métropole ; évidemment, l'orientation des producteurs nord-africains doit tendre au plus fort écoulement de leurs produits, d'abord parmi les populations de tout l'empire africain, ensuite dans la métropole jusqu'à concurrence de ses besoins, et enfin à l'étranger. La métropole doit les aider, en prenant les dispositions nécessaires dans tous les traités de commerce. Il n'en reste pas moins qu'il est des situations acquises qui méritent d'être sauvegardées dans l'intérêt général.

A côté de ces difficultés, viennent s'ajouter encore des obstacles inconcevables qui s'opposent au fonctionnement normal des transports maritimes et qui entraînent des frets prohibitifs, des pertes décevantes et importantes, résultant de grèves intolérables et répétées dont l'Algérie souffre en première ligne.

Les trois départements algériens doivent jouir, — en raison même de l'Union douanière et du monopole du pavillon qui leur ont été imposés, — de la même sécurité et de la même régularité que les transports ferroviaires qu'utilisent les départements français, les relations maritimes entre la France et l'Algérie ayant le caractère d'un service national. Le monopole du pavillon représente déjà par lui-même, pour l'Algérie, une lourde charge que les dernières lois sociales sont venues encore augmenter. Il est de toute nécessité que la métropole vienne compenser cette inégalité de traitement des producteurs algériens, au moyen d'abord d'une aide matérielle à l'armement, ensuite d'une réglementation du travail dans les ports et d'une organisation rationnelle du trafic.

M. Morard, déjà cité, faisait à ce sujet remarquer très judicieusement dans une communication faite ces temps derniers à l'Association des grands ports français, que si ces difficultés de transports devaient se perpétuer, elles entraîneraient fatalement l'Algérie à contracter son économie et à envisager son industrialisation par la transformation de ses matières premières. Nous n'avons pas besoin d'insister sur les conséquences regrettables que cette éventualité entraînerait pour la marine marchande, pour la solution du problème démographique et pour l'économie nationale. La réalisation de cette transformation n'est pas, il est vrai, sans difficultés, mais il ne faut pas oublier qu'elle est dans l'ordre naturel de l'évolution de la colonisation.

* * *

Enfin, au point de vue financier, l'œuvre sociale à poursuivre en faveur des populations indigènes et l'achèvement de l'équipement du pays, ont créé des difficultés budgétaires à l'Algérie, à la Tunisie et au Maroc. La question s'est posée d'une façon très nette, dans la métropole comme en Afrique du Nord, de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire, dans les dépenses, la discrimination entre celles incombant aux budgets locaux et celles incombant à la métropole.

La Conférence impériale, qui s'est tenue à Paris en 1935, s'est saisie de la question et a reconnu et consacré le caractère « impérial » de certaines dépenses profitant exclusivement

aux indigènes, de certains travaux publics exécutés, ou en voie d'exécution, et la nécessité et la légitimité d'aider les trois pays au moyen de la prise en charge d'une partie de ces dépenses.

Le gouvernement métropolitain, entrant dans cette voie en 1937 et 1938 devant les déficits budgétaires de ces dernières années, est venu en aide à l'Afrique du Nord. Cela est d'autant plus rationnel et équitable, qu'en ce qui concerne plus spécialement l'Algérie, de 1890 à 1900, la métropole ne lui avait consenti aucun crédit pour des travaux publics. Au contraire, depuis la création du budget spécial, les crédits votés à cet égard par ses assemblées pendant les années de prospérité ont permis d'exécuter sept milliards de travaux. L'Algérie a dû, de ce fait, contracter une dette importante.

En outre, malgré les dispositions contraires formelles de la loi de 1900, elle a été frappée, à partir de 1915, d'une contribution militaire variant avec le chiffre de son budget.

Cette contribution militaire ne se justifie en aucune façon, et nous ne reprendrons pas, ici, les arguments irréfutables, produits en diverses occasions, qui démontrent que les trois départements algériens doivent être traités, au point de vue de la défense nationale, comme les départements métropolitains, et ne peuvent supporter seuls les dépenses des contingents militaires que le gouvernement juge à propos de fixer sur leur territoire pour leur sécurité, leur inviolabilité.

Jusqu'en 1938, l'Algérie a fait face de son mieux à cette lourde charge, et les versements effectués de ce chef à la métropole s'élèvent globalement à 700 millions. En raison de la situation budgétaire, le gouvernement de la métropole a consenti au budget de 1937 une diminution de 40 millions sur le chiffre de cette contribution, et elle n'a figuré que pour un million au budget de 1938.

Mais la question de principe de cette contribution ayant été reprise à l'occasion du budget de 1939, des tractations nouvelles sont intervenues entre l'Algérie et la métropole, et nous ne saurions mieux les traduire qu'en reproduisant les paroles prononcées à ce sujet par M. Le Beau, gouverneur général de l'Algérie, lors de la dernière session du Conseil supérieur.

« Désormais, a-t-il dit, notre contribution à cette défense nationale prendra la forme d'une participation sensiblement égale à l'effort qui nous était demandé chaque année en vertu de la législation antérieure, avec cette particularité que cette contribution ne sera plus versée au budget métropolitain, mais sera entièrement consacrée à l'exécution des travaux sur notre sol, en accord, du reste, avec le plan général de la Guerre, de la Marine et de l'Air, pour la mise en état de défense du territoire algérien. Cette nouvelle formule aura un double avantage : faire bénéficier l'Algérie des sacrifices qu'elle aura consentis et renforcer la sécurité de l'Empire, tout en apportant dans le pays même un élément nouveau d'activité aux entreprises et aux ouvriers de la colonie.

« C'est en application de cet accord que mon administration a proposé, à la session extraordinaire, le principe d'une nouvelle subvention de 85 millions pour la construction d'une cale de radoub, dans le port militaire de Mers-el-Kébir. »

On ne saurait trop féliciter les grandes assemblées algériennes de l'esprit national qui les anime et dont elles viennent de donner une preuve nouvelle.

Il ne faudrait pas en conclure, cependant, que la « politique d'empire » ne s'impose plus et ne doit plus être suivie. Cette politique, au contraire, doit être continue et s'exercer, quant aux dépenses de souveraineté et de défense nationale, dans toute la mesure où les budgets locaux de l'Afrique du Nord ne pourront y faire face.

Le principe des dépenses de souveraineté a été d'ailleurs envisagé dans toutes les tentatives de budget spécial de l'Algérie : en 1834, en 1844, en 1863, en 1869, et enfin au moment même de l'institution des Délégations financières, par M. Brisson, qui signa les décrets préparatoires de 1898 et qui envisagea, à cette époque, la création de deux budgets : l'un dit de « souveraineté » et l'autre dit « spécial ». Il fut renoncé à ce procédé, à la demande des représentants de l'Algérie qui le trouvèrent compliqué et peu pratique ; mais le principe de la division des charges n'en demeura pas moins acquis.

* * *

A ces problèmes nouveaux que la France saura résoudre, à ces difficultés nouvelles d'ordre intérieur, vient s'ajouter aujourd'hui une difficulté d'ordre extérieur, soulevée par l'Italie au sujet de la Tunisie.

Comme nous l'avons dit plus haut, il est fort regrettable que la France, en 1881, tout en conservant à l'intérieur, et vis-à-vis des populations musulmanes, les cadres du régime beylical, n'ait pas procédé purement et simplement à l'annexion de la Régence. Rien ne s'y serait sérieusement opposé.

Il était une raison majeure à cette annexion, c'était précisément le problème italien.

Nul n'ignore que l'Italie, en 1881, a vu d'un très mauvais œil notre installation en Tunisie sur laquelle elle avait jeté son dévolu. Elle y jouissait, comme d'autres pays européens, de certains privilèges consulaires. Il était aisé de prévoir, en raison de la proximité de l'Italie, — et surtout de la Sicile, où, alors, une population misérable ne demandait qu'à émigrer, — que de nombreuses familles italiennes viendraient s'y fixer. Elles y sont accourues, — entre 1881 et 1914 notamment, — d'autant plus volontiers que notre occupation leur garantissait, outre un travail rémunérateur, l'ordre et la sécurité des personnes et des biens. La majeure partie de ces immigrants et de leurs descendants, qui constituent le noyau principal de la colonie italienne actuelle, a toujours vécu jusqu'ici en bonne intelligence avec la population française, et il n'y a pas de conflit entre ces deux éléments.

Il y a néanmoins une question italienne. Elle vient de Rome, qui, depuis notre installation en Tunisie, a élevé à différentes reprises des prétentions et des revendications diverses.

En 1896, une convention intervenait entre la France et l'Italie, accordant aux nationaux de celle-ci habitant la Tunisie certains privilèges et un statut spécial. A son expiration, cette convention fut renouvelée d'année en année pour continuer ensuite par tacite reconduction de trois mois en trois mois jusqu'en 1935. A cette époque, MM. Laval et Mussolini, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, entendant régler définitivement toutes les questions pendantes entre la France et l'Italie relativement à ces nationaux ita-

liens, élaborèrent et signèrent un accord à cet égard. La France fit pour cela certains sacrifices.

L'Italie prétend aujourd'hui que cet accord est devenu caduc et vient de le dénoncer pour émettre des revendications nouvelles. On ne saurait trop protester contre pareille tendance. Elle invoque pour cela que la population italienne habitant la Tunisie est aussi importante que la population française, ce qui est inexact (le dernier recensement de 1936 donne 108 000 Français et 94 000 Italiens) et elle ne tient aucun compte de la population tunisienne (les indigènes originaires du pays) qui s'élève à 2 400 000, dont le souverain ne désire en aucune façon substituer le protectorat italien au protectorat français, ainsi qu'il l'a déclaré solennellement au président Daladier. Et l'Italie ajoute, au surplus, que les choses ont changé depuis 1881 et depuis 1936.

Certes oui, les choses ont changé ! L'Italie a occupé depuis 1881 la Tripolitaine et la Cyrénaïque, s'assurant ainsi un nouveau littoral en Méditerranée aussi développé que celui de l'Algérie et de la Tunisie réunies, et cela, sans que la France y fasse obstacle. Et depuis 1936, elle a pris l'Éthiopie, où la France avait de justes revendications à faire valoir.

Ce qui était vrai avant l'Éthiopie ne l'est-il plus après ? M. Mussolini n'a-t-il pas déclaré, le 22 mars 1937, à M. Ward Price : « Du point de vue colonial, l'Italie est satisfaite. L'Éthiopie est un territoire immense, qui offre une part de grandes possibilités. Il tombe sous le sens que l'Italie a le désir de coopérer avec les autres nationalités européennes qui ont des colonies en Afrique. » Alors ?

La France a des possessions en Afrique sur lesquelles elle a des droits consacrés par ses victoires, par le temps, par les traités. Elle entend les conserver.

LES RÉSULTATS ACQUIS GARANTS DE L'AVENIR

L'avenir de la France est en Afrique. Dans le grand empire qu'elle y occupe, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc tiennent la première place. Elle saura y continuer son œuvre de colonisation et de civilisation. La pierre angulaire de cette œuvre et de la stabilité de la France dans cette partie de la Méditerranée, c'est sa politique indigène musulmane.

Malgré les apparentes disparités de populations arabes et berbères dans les trois pays, les méthodes de direction, d'organisation et de rapprochement diffèrent peu, et celles qui ont été appliquées à l'Algérie, et qui y ont donné des résultats probants, conviennent aussi bien au Maroc et à la Tunisie.

Nous avons indiqué les grandes lignes de cette politique, de celle qui nous a concilié les sympathies et le dévouement de ces populations. L'essentiel, c'est que cette politique se poursuive avec continuité et sans faiblesse, en s'inspirant des formules propres à consolider toujours davantage le prestige de la France, et en maintenant, entre les trois pays, une coordination étroite d'application.

Nous assurer l'attachement et la confiance de ces populations, conserver chez elles le respect de l'autorité, de l'ordre et de la justice que la nation tutélaire et protectrice leur a apportés, et leur donner de plus en plus le sentiment qu'indépendamment de l'entière liberté de croyance, de culte, de tradition et de mœurs familiales dont elles bénéficient, nous nous préoccupons sans relâche de leur amélioration matérielle et morale : tel est, selon nous, l'essentiel de la politique musulmane indigène.

Cette attitude envers tous les musulmans peuplant l'Afrique du Nord étant bien définie, comprise et continuellement appliquée, dans l'avenir comme dans le passé, les problèmes de colonisation française ne peuvent qu'être rendus plus faciles à résoudre.

* * *

Quels qu'aient pu être les erreurs et les tâtonnements du début, une œuvre de mise en valeur européenne et avant tout française a heureusement modifié, économiquement, l'Algérie d'abord, la Tunisie, puis le Maroc.

Les résultats en sont déjà impressionnants : un patrimoine (l'Algérie) doublant la superficie de la France, comprenant trois des plus beaux et des plus riches départements dotés d'un outillage et d'un équipement des plus modernes, une mise en valeur procurant annuellement 3 200 millions d'exportation dans la métropole, et y apportant 2 800 millions d'importation, occupant une grosse partie de la

marine marchande française et faisant de l'Algérie le premier client de la métropole.

Puis, à côté, deux pays amis où la France exerce sa tutelle, dont l'économie est aussi liée à celle de la métropole et avec laquelle ils font un commerce annuel de 2 540 millions.

Cette œuvre, due à la fois aux initiatives privées et aux interventions officielles, les administrations intéressées se doivent de la suivre de très près, pour qu'elle continue à prospérer et à grandir.

Mais l'équipement économique de nos possessions, l'accroissement de leur production et de leur trafic intérieur et extérieur, ne sont pas les seuls facteurs de la solidité de notre situation en Afrique du Nord, même si les résultats en sont très favorables. Si, en Algérie, le peuplement français a atteint un stade que l'on peut considérer actuellement comme satisfaisant, il n'en est pas de même en Tunisie et au Maroc, où un accroissement de la population française est nécessaire.

Les populations indigènes de l'Afrique du Nord augmentent en effet, en moyenne, de 250 000 âmes par an ; il est indispensable que, parallèlement, le peuplement français des trois pays se poursuive avec une cadence régulière et suffisante pour assurer les cadres nécessaires, et il serait utile de développer de plus en plus parmi la jeunesse métropolitaine l'idée et l'esprit d'empire.

Le problème démographique nous apparaît donc comme un des plus préoccupants. De sa solution dépend, avant tout, le bon équilibre de notre politique économique.

Une politique économique, aussi bien assise sur une politique indigène constamment adaptée aux nécessités locales et générales que sur une politique de mise en valeur française soigneusement entretenue et renforcée, permettra à l'Afrique du Nord d'apporter à la France un concours matériel et moral toujours plus important en temps de paix, comme en cas de conflit extérieur. Cette politique économique implique une politique « impériale », c'est-à-dire la bonne ordonnance d'une solidarité nationale entre la métropole et l'Afrique du Nord.

Enfin, au point de vue politique et social, les résultats sont plus impressionnants encore :

Formation d'un peuple nouveau, ardent, vigoureux, entreprenant, intimement lié et attaché à la France, prédominant désormais en Algérie, se substituant au peuplement métropolitain, fournissant directement les classes dirigeantes, les cadres, l'armature et la structure nécessaires pour continuer l'œuvre entreprise et assurer la souveraineté française. Peuple nouveau se répandant en outre dans les deux protectorats voisins où il apporte dans tous les domaines les idées et les directives françaises.

Rapprochement entre le peuple nouveau et la race indigène. Réalité incontestable, amenant une collaboration de plus en plus étroite et confiante, s'exerçant d'une façon permanente et quotidienne devenue, peut-on dire, une nécessité indispensable.

Enfin, constitution d'une unité politique (l'Algérie), élément essentiel de la pérennité.

Unité politique qu'aucun des devanciers de la France n'avait pu réaliser. Ni les Berbères, ni les Phéniciens, ni les Romains (dont la domination ne fut que partielle), ni les Arabes, ni les Turcs n'y parvinrent ; la France seule, qui ne recueillait que les vestiges de l'occupation turque, a réussi dans une telle entreprise.

Unité politique qui a permis à la France d'étendre son action sur la Tunisie et le Maroc, consolidant ainsi sa situation.

Unité politique qui a soudé l'empire africain de la France en un seul bloc allant de la Méditerranée au Congo (Brazzaville), lui donnant sa physionomie définitive.

Unité politique qui assure à la France, dans le bassin méditerranéen, la base indispensable à la sauvegarde de la défense nationale.

Unité politique qui procure à notre race le champ, par excellence, de l'énergie, du rajeunissement, de la fécondité, en assurant à la France un réservoir de ressources diverses et de matériel humain.

Unité politique fondue dans l'unité nationale dont elle est un des éléments de puissance, de force et de paix, dans le présent et dans l'avenir : l'Afrique du Nord complète donc à ce point la France, que si celle-ci en était privée, son existence en serait gravement menacée.

Voilà l'œuvre accomplie par notre pays dont M. Millerand, alors Président de la République, pouvait déjà dire, lors de son voyage en Afrique du Nord, en 1922 : « Une grande leçon tout à l'honneur de la France se dégage de l'active collaboration de tous les Algériens, qu'ils soient Français d'origine européenne ou de race indigène. Ce magnifique passé est le garant de l'avenir, et il ne faut pas se laisser décourager par les fautes commises et par leurs conséquences. »

Non, la France ne s'est pas découragée ! L'œuvre a continué, elle continue. Si bien que le président Daladier a pu s'écrier, lors de son récent voyage : « C'est bien en Afrique du Nord que l'on prend la mesure de la véritable grandeur de la France ! » Une œuvre sociale et morale ne peut se stabiliser, ne peut se fixer. Elle trouve toute son efficacité dans l'intensité de son activité ; elle doit être essentiellement perfectible et répondre constamment à un effort nouveau.

La France peut faire confiance au peuple algérien, qui est à l'avant-garde pour l'aider dans sa tâche. Ces nouveaux artisans auront, comme leurs aînés, la fermeté de raison suffisante et la volonté nécessaire pour poursuivre en complète collaboration avec leurs frères indigènes, dans un esprit de conciliation, de concorde, de travail et de paix, cette œuvre si puissante, digne en tous points de son passé, de son génie et de sa race. Et chaque jour amènera un plus grand rayonnement de la pensée française. Chaque jour se forgera là une France toujours plus humaine, toujours plus grande, toujours plus forte : la France éternelle.

ÉLISÉE SABATIER.

DANS LES NUES

PREMIÈRE PARTIE

Porth Kermant n'est pas un site aussi intéressant qu'il le paraît. Les touristes y sont généralement fascinés par les petites rues tortueuses et les quelques escaliers pittoresques qui dévalent vers le vieux port, ainsi que par la flottille de barques de pêcheurs, les boutiques des marchands de curiosités et les entrepôts abandonnés transformés en studios. Les estivants parlent avec déférence de la fameuse colonie d'artistes, des vieilles coutumes de la région et, surtout, de *Brakon*, sorte de carnaval plus ancien que le christianisme, qui a lieu à la mi-été et pendant lequel on danse avec ferveur aussi bien dans les maisons que dans la rue. Les étrangers sont unanimes à croire que Porth Kermant est une petite ville charmante où il est bon de passer toute l'année, voire toute la vie.

Mais les natifs savent très bien que c'est tout simplement un trou où l'on meurt d'ennui les trois quarts de l'année. Les marchands de curiosités y font faillite chaque automne, à la fin de la saison. Personne n'y danse plus à l'époque de *Brakon*, à l'exception de la *Folk Dance Society*, organisation d'amateurs dont les entrechats par trop consciencieux, étudiés dans des ouvrages spéciaux de folklore, font rire de grand cœur les gens du pays. Depuis ces vingt dernières années, la célèbre terrasse de West Cliff est quasi désertée, faute de curieux. Le commerce de la pêche diminuant chaque année davantage, la plupart des pêcheurs ne quittent le port pour aller en mer qu'une fois par semaine. Il en est de même de la

colonie artistique, qui tombe peu à peu en désuétude. S'il est vrai que Porth Kermant hébergea autrefois quelques grands artistes, il n'en est pas moins vrai que ces derniers ont tous, depuis bien longtemps, quitté les lieux en quête de cieux plus cléments et de clients plus généreux. Leurs studios sont, à l'heure actuelle, occupés par des peintureurs âgés, chargés de nombreuse famille et qui, pour gagner tant bien que mal leur pain quotidien, vendent des aquarelles et enseignent l'art de dessiner à des étrangers friands de couleur locale.

Les seuls êtres vivants, qui se réjouissent réellement de la vie à Porth Kermant, sont les mouettes et les golfers. Les mouettes surpeuplent le port, et les golfers se groupent à East Cliff et à West Cliff, au-dessus de la vieille ville, où s'élèvent de nombreux bungalows nouvellement construits. Ce sont, pour la plupart, de vieux retraités venus s'installer à Porth Kermant parce que la vie y est réellement bon marché et que, d'autre part, les « links » de Saint-Bard passent, à juste titre, pour les meilleurs trous du pays.

Bien entendu, il n'y a pas de jeunes gens à East Cliff, ni à West Cliff, ni encore moins dans la ville même, car ceux-ci n'ont rien à faire dans de petites villes comme Porth Kermant. Les fils des golfers préfèrent tenter leur chance à Birmingham, à Kenya ou même à Changhaï, et quant aux fils des artistes, ils ne réussissent pas mal, semble-t-il, à Hollywood, à Mandalay et ailleurs. Aussi la place n'est-elle composée, en réalité, que d'un immense surplus de jeunes filles, horde abandonnée de fiancées éventuelles qui n'ont personne à épouser, personne pour les faire danser et dont la seule distraction consiste à jouer au golf avec leurs propres pères.

A l'époque où les Fortescue vinrent habiter East Cliff, la ville ne comptait en tout et pour tout que trois célibataires. Il y avait là un jeune docteur, homme vraiment charmant, mais qui se disait engagé avec une jeune fille mystérieuse, originaire de Kidderminster. Des cyniques, mauvaises langues, affirmaient qu'il avait simplement inventé l'existence de cette jeune fille aux fins d'auto-défense. Puis, il y avait le curé, homme moins charmant, espèce d'albinos bégayant qui, au surplus, avait fait vœu de célibat. Et enfin, Colin Curnow, fils du cher vieux Mr Curnow, lequel possédait un don extraordinaire : celui, précisément, de savoir s'entendre avec tout

le monde. Or, on estimait beaucoup le jeune Curnow, et ceci pour la simple raison que c'était un bon garçon, très gentil, modeste, intelligent et sérieux. Bref, il avait toutes les qualités susceptibles de faire tourner la tête à la plupart des jeunes filles. Seulement, ce n'était pas son cas, car il poursuivait assidument un seul but : celui d'épouser Christina Fortescue, — que tout le monde appelait Kirstie, — la plus belle fille de Porth Kermant et la seule aussi, hélas ! qui semblait dédaigner les bonnes grâces du jeune homme.

Disons tout de suite que, jeune et séduisante, Kirstie avait une imagination romantique. Elle raffolait des aventures, mais elle n'en entrevoyait décidément aucune dans le mariage avec un aspirant local quelconque, dont la seule marque de distinction résiderait en des succès bien insignifiants remportés au club de Saint-Bard. Elle s'entendait bien avec Colin, mais tout le monde sympathisait avec lui ; il n'y avait donc là rien d'extraordinaire. Si elle le rencontrait assez souvent, c'est qu'il n'y avait à Porth Kermant personne autre avec qui elle eût pu mieux tuer le temps. Bien plus, elle se demandait parfois si elle ne l'épouserait pas, en fin de compte, la ville manquant d'autres jeunes gens à marier. Mais cela l'obligerait, le cas échéant, à rester indéfiniment à Porth Kermant ! Mon Dieu, ce serait horrible ! Il lui était matériellement impossible de croire qu'elle y était réellement vouée. Non, quelque chose d'inattendu lui arriverait sûrement. Le destin consentirait à intervenir un beau jour pour la sauver.

Si elle avait su ce qu'était en vérité Porth Kermant, jamais elle n'aurait permis à ses parents d'acheter la villa *Atlantic View*. Mais elle y avait passé une huitaine de jours au mois d'août, très influencée par quelques-uns de ses amis. Elle s'attendait, en effet, à vivre une vie peu commune dans ce cadre si pittoresque, tout particulièrement séduite par la possibilité de se lier d'amitié avec des artistes. Le héros de ses rêves secrets n'était-il pas toujours un artiste ? ou un musicien ? ou enfin un poète, très pauvre et très célèbre, être unique au monde dont elle serait l'Inspiratrice ? Ils vivraient dans une mansarde, coin modeste évidemment, mais délicieux ; ils recevraient beaucoup de bohèmes, gens charmants qui *le* croiraient très heureux d'avoir auprès de lui une femme si exquise et si fine. Secrètement amoureux d'elle,

tous ces artistes lui consacreraient qui une toile, qui un poème, et lui écriraient des lettres qui ne seraient publiées qu'après leur mort.

Et puis, ayant atteint un certain âge et possédant un peu plus d'argent, ils déménageraient, car les vieilles gens logeant dans une mansarde sont généralement mal vus. Naturellement, jeune comme elle l'était, elle ne se souciait guère de cette période de sa vie, la vieillesse étant une éventualité sordide qui lui semblait aussi éloignée et inaccessible que la mort elle-même.

Or, le seul coup d'œil qu'elle avait, à l'arrivée, jeté à l'exposition de « Arts Club », la désillusionna complètement. De tels peintres, se dit-elle, perplexe, n'avaient aucun droit de se dire *artistes*. Et elle avait presque raison.

Si elle n'avait eu à s'occuper beaucoup de sa mère, Kirstie, après avoir passé le premier hiver à Porth Kermant, aurait sûrement cherché du travail à Londres, — n'importe lequel, pourvu qu'il lui permît de quitter définitivement ce trou. Seulement, Mrs Fortescue, atteinte d'une mystérieuse maladie des jambes, était incapable, ou presque incapable, de faire quoi que ce soit sans l'aide de sa fille. Et, d'autre part, on a beau chercher du travail à Londres, il est, — on le sait, — très difficile de s'en procurer, à moins qu'on n'y ait de bonnes relations, et Kirstie en manquait totalement. Donc, la seule chose qu'elle pouvait faire, en attendant mieux, était d'aider sa mère de son mieux, de veiller sur elle, de ne s'occuper que d'elle, pauvre infirme. Mais, tout en accomplissant avec dévouement son devoir filial, miss Fortescue sentait que son cœur n'y était pas. Aussi s'ennuyait-elle terriblement dans l'attente d'un miracle qui, lui semblait-il, ne manquerait pas de survenir. Cependant, toute une variété d'occupations s'ouvrait à elle, pendant que le temps s'écoulait, lent et sans une ride. Elle aurait pu faire des promenades, organiser des pique-niques avec d'autres jeunes filles de son âge, faire de la natation ou jouer au golf avec des amies ; adhérer à la *Dramatic Society*, à la *Folk Dance Society*, à la *Choral Society*, ou enfin à la *Litterary Society*, clubs fréquentés avec tant d'ardeur par toute la jeunesse de la ville. D'autre part, elle aurait pu aider Leila Gray à organiser un groupe de femmes-

guides, ou Mary Carter à monter une boutique de frivolités, à vendre des écharpes tricotées à la main, des chapeaux de raffia, que sais-je encore ?

Bien entendu, ces perspectives ne l'intéressaient nullement. Elle différait en tout des autres jeunes filles, du moins le croyait-elle sincèrement. L'avenir qui l'attendait un jour ne serait jamais le leur, pauvres créatures sans grandes ambitions et sans beaucoup d'imagination. Un soir, elle se mit à écrire un roman dont l'héroïne, une jeune fille d'une beauté extraordinaire, habitant un pauvre village de pêcheurs, avait composé un roman, pur chef-d'œuvre. Elle (la jeune fille du roman) était partie pour Londres où elle n'avait pas tardé à rencontrer un poète célèbre dont elle était vite devenue l'inspiratrice. Ce poète avait pour femme une mégère qui s'opposait au divorce, mais la jeune fille était si noble et si désintéressée que, ne tenant compte de rien ni de personne, elle lui avait tout accordé, même la permission de l'emmener en Italie, où le poète s'était accidentellement noyé. Aussi ne lui restait-il plus qu'à revenir dans son village de pêcheurs de Cornwall. Après avoir vécu une vie si riche, le lieu où passer le reste de ses jours lui était indifférent, fût-il en Angleterre ou au Pôle nord. En fin de compte, dans le dernier chapitre, elle s'était installée sur un cap rocailleux. C'était, somme toute, un ouvrage peu commun qui fut même publié, de sorte que quelques vieilles ladies très respectables de Porth Kermant le lurent avec passion, bien que très choquées.

Encouragée, Kirstie voulut écrire un autre roman, mais il lui parut qu'elle avait réellement tout dit dans ce premier ouvrage que Colin Curnow, par exemple, considérait comme une réussite exceptionnelle. L'admiration du jeune homme pour ce roman n'ayant pas de bornes, il n'hésita pas à en acheter dix exemplaires pour en faire cadeau à des amis, la veille de Noël.

Ce fut le seul événement sensationnel qui survint à Kirstie pendant les deux premières années de son séjour à Porth Kermant. Elle n'était ni *vamp*, ni coquine, ni même d'une nature turbulente, mais simplement une jeune fille très gentille qui s'ennuyait désespérément. Elle ne savait, en effet, que faire, qu'entreprendre pour chasser cet ennui qui la rongeait et dont elle se rendit tout particulièrement compte au début du

troisième automne, alors que tous les estivants étaient partis et que la petite ville allait se plonger dans le long sommeil hivernal. Il se trouvait des gens qui la blâmaient, l'accusant de présomption, mais ils avaient certainement tort, car, à elle seule, Kirstie leur donnait plus de matière à jaser à tort et à travers que ne le faisaient tous les habitants de la ville pris ensemble, à cette morte saison de l'année.

Cela se passait un samedi après-midi. Après avoir joué un *round* de golf, Kirstie et Colin étaient assis sur un banc de la plate-forme de Saint-Bard, dans l'attente du train qui devait les ramener à Porth Kermant. Colin, depuis quelque temps, avait l'impression de progresser dans la voie qu'il poursuivait. Il est vrai que sa sincère admiration pour le roman de Kirstie avait considérablement augmenté son prestige aux yeux de la jeune fille, en ce sens qu'elle le croyait plus intelligent et surtout plus *artiste* qu'auparavant. Plongé, corps et âme, dans ses méditations teintées de rose, le jeune homme se demandait, ému, si le moment n'était pas opportun et même tout indiqué de faire enfin sa demande en mariage. Et, comme si elle en eût eu le pressentiment, Kirstie pensait, de son côté, à la meilleure manière d'arrêter Colin, car bien que décidée à accepter, en principe, cette proposition, elle ne voulait point que celle-ci lui fût faite dans une misérable station de chemin de fer : on ne se fiance qu'une fois dans la vie ! Tout en parlant du mauvais état du dix-septième trou du golf, elle feignait d'ignorer les efforts laborieux que faisait son ami pour mettre enfin les choses au point.

— En somme, le décor a été assez bien aujourd'hui, dit finalement Colin.

— Le décor ? s'écria Kirstie désobligeante. De quel décor me parlez-vous, Colin ?

— Voyons... la mer..., les rochers, enfin toute la côte. A mon avis, cela a fait un bien joli décor. Je serais même capable d'y retourner pour admirer une fois de plus le paysage.

Kirstie en fut émerveillée. Elle avait souvent lutté contre l'insensibilité de ces esprits bornés qui ne voyaient et n'admiraient qu'une balle de golf au milieu des splendeurs de la nature. Mais ce qu'elle cherchait le plus, pour le moment, était d'empêcher Colin d'être trop sentimental.

— Je hais Cornwall, dit-elle, imperturbable ; je le trouve trop pittoresque !

Cette déclaration insolite intimida tellement le pauvre garçon qu'il se dit qu'après tout, il ferait mieux de remettre sa confidence à une date ultérieure. Il se tut, sa face ronde rembrunie, et ne prononça plus un mot jusqu'à ce que le petit train apparût enfin, fumant et haletant, derrière les dunes. Ce train ne devenait petit qu'au dernier croisement qui se trouvait à une dizaine de milles et où la moitié des voitures changeaient de direction pour aller au sud. Avant cette dislocation, c'était un convoi long et important qui venait directement de Londres.

Il y avait un seul passager dans le compartiment où Kirstie et Colin avaient pris place. Colin remarqua seulement que la voiture n'était pas vide, ce qui le décida à abandonner résolument l'idée qu'il avait de faire, dans le train, sa proposition à Kirstie. Mais la jeune fille, en revanche, s'aperçut incontinent de la présence dans le coin gauche au fond du compartiment d'un homme très intéressant qui leur avait jeté un regard distrait lorsqu'ils étaient montés. Ce coup d'œil parut moins distrait l'instant d'après lorsque l'inconnu regarda fixement Kirstie. Puis, le voyageur tourna la tête pour admirer le paysage jusqu'à ce que la bienséance lui permît de jeter un nouveau coup d'œil sur les jeunes gens.

C'était un étranger, sans aucun doute possible. Kirstie ne l'avait encore jamais vu. Et, selon toute vraisemblance, il venait s'installer à Porth Kermant, car le filet placé au-dessus de sa tête était terriblement encombré de valises, paniers et paquets, parmi lesquels elle ne fut pas longue à discerner un objet qu'elle identifia comme devant être un chevalet. Un artiste ! Un artiste totalement différent de cette espèce de peintres qui la faisaient détester Porth Kermant, gens âgés, mal vêtus, insignifiants et blasés, mais un homme parfaitement jeune et rayonnant de vitalité. « Enfin, pas tellement jeune, peut-être », se dit-elle, s'étant tout à coup aperçue que les cheveux roussâtres et ondulés du voyageur étaient déjà assez clairs. Un monsieur d'environ trente-cinq ans, l'âge, à son avis, le plus intéressant pour un homme. Il avait des yeux bleus et un visage énergique, franc, auquel un nez légèrement courbé allait très bien, témoignant d'une individualité peu

banale. A tout prendre, c'était le garçon le plus beau qu'elle eût jamais vu et qui, par-dessus le marché, devait être de grande taille et bien découplé. Un athlète, quoi !

Comment Kirstie avait-elle réussi à noter tant de choses à la fois ? Franchement, cela tenait du mystère, car elle n'avait pas cessé un instant de causer, l'air sérieux, avec Colin. C'était comme si elle eût possédé un troisième œil, œil merveilleux qui aurait fixé sans défaillance les moindres traits de l'inconnu pendant tout le trajet de Saint-Bard à Porth Kermant. Colin, qui n'avait pas de troisième œil, paraissait plutôt triste, regrettant, semblait-il, de n'être pas seul avec Kirstie dans la voiture.

A la gare de Porth Kermant, l'étranger fut reçu par Bob Myers, petit peintre sans valeur, chez lequel il devait descendre probablement.

C'EST aujourd'hui samedi, pensait Kirstie en montant la colline qui conduisait à East Cliff. Il y a une soirée dansante, cette nuit, au club. Mr Myers ne manquera certainement pas de s'y rendre, comme à l'accoutumée, et je suis sûre qu'il y emmènera son ami. »

Ce matin, elle avait décidé de ne pas aller au club, lui préférant le cinéma en compagnie de Colin, mais une fois rentrée chez elle, elle changea d'avis. Sans perdre de temps, elle téléphona à Colin pour lui dire qu'elle n'irait pas au cinéma (il y en avait deux à Porth Kermant).

La robe de soirée demandait un bon coup de fer. Elle en avait justement parlé à sa mère, ce matin, et Mrs Fortescue lui avait promis de s'en occuper. Or, Kirstie résolut spontanément de faire elle-même le nécessaire. Elle passa dans la cuisine, y prit la planche à repasser.

L'étranger ayant traversé toute la ville, accompagné de Bob Myers, qui l'emmenait à son studio au Marché aux poissons, il était probable que bon nombre de jeunes filles et de jeunes femmes de Porth Kermant se servaient, elles aussi, en ce moment, de planches à repasser. Kirstie n'était donc pas seule à espérer la présence de l'inconnu en compagnie de son hôte à la soirée dansante organisée au club.

— Oh ! que tu es belle aujourd'hui, ma chérie ! dit Mrs Fortescue lorsque Kirstie l'embrassa avant de quitter

la maison pour aller au club. Tu es vraiment charmante, et je suis fière d'avoir une fille aussi belle que toi ! Tu vois maintenant que j'avais complètement raison d'insister pour que tu donnes un coup de fer à ta petite robe. Tu es maintenant très élégante.

— C'est vrai ? demanda Kirstie charmée. Alors, tu me trouves vraiment élégante, maman chérie ?

Ses yeux brillaient. Plus que jamais, elle ressemblait à une fleur exquise en train de s'épanouir. Quasi immatérielle, sa robe flottait virginalement sur elle, telle un nuage léger et transparent. Car, quelque chose de merveilleux venait enfin d'arriver. Bien entendu, il ne s'agissait, pour le moment, que d'une toute petite aventure de rien du tout, mais il n'y avait aucune raison pour que cette aventure ne tournât en un roman de toute beauté. Pourquoi pas ? Elle se savait irrésistible. Et elle voulait aimer et être aimée. Aussi lui semblait-il, en descendant la colline, non pas fouler la terre ferme de ses pieds ailés, mais plutôt voler, emportée par l'espoir vaste comme le monde.

Le repassage de la robe lui ayant demandé beaucoup de temps, elle vint au club avec quelque retard, alors que tout le monde dansait déjà. Les mêmes faces par trop connues... Les mêmes jeunes filles, un large sourire de circonstance aux lèvres, dansaient les unes avec les autres, faute de danseurs. Les hommes récemment mariés flânaient, à tour de rôle, tantôt avec leur jeune femme, tantôt avec celle de leurs amis. Le vieux M. Hernibrook, qui ne dessinait que des mouettes et ne savait pas du tout danser, sautillait, infatigable, le long de la salle ; il poussait sa dame infortunée comme on pousse un bélier, et on l'aurait cru s'amuser follement si on ne l'avait vu s'exhiber de la même façon chaque samedi soir.

Mais là, presque au milieu de la salle, dépassant d'une tête tout le monde et divinement beau à la lumière des lampes à pétrole suspendues au plafond, *Lui* dansait avec la petite Mrs Hepburn, qui ne cessait de rire à gorge déployée. Oh ! ces femmes mariées ! Des coquines, toutes plus incorrectes les unes que les autres !

Kirstie rejoignit le groupe des jeunes filles qui faisaient tapisserie sur les marches de l'escalier conduisant à la scène

minuscule, et qui jouaient aux charades dans l'attente de cavaliers charitables qui ne venaient toujours pas. Le même charme semblait subjuguer tous les esprits. Quelques-unes d'entre les jeunes filles regardaient fixement le nouveau venu, d'autres lui lançaient de temps en temps des coups d'œil furtifs et timides, d'autres encore faisaient semblant de ne pas le remarquer, mais elles se trouvaient, toutes sans exception, sous l'empire de la même préoccupation qui les enchaînait mutuellement.

— Grands dieux ! éclata une voix derrière le dos de Kirstie. Qui est cet homme ? D'où vient-il ?

La jeune fille reconnut la voix de Mary Carter qui venait d'arriver. Caractère brusque, esprit fier de sa candeur, Mary ne chercha même pas à cacher l'impression foudroyante que lui avait faite l'étranger.

— Je le regarde et je n'en crois pas mes yeux, déclara-t-elle. Je n'ai jamais vu un homme si intéressant à Porth Kermant. Mais quel est cet inconnu ?

Les autres s'empressèrent volontiers de lui communiquer les informations qu'elles avaient déjà prises sur l'intéressé.

— Son nom est Bartley Anderson.

— C'est un portraitiste.

— Il a, à plusieurs reprises, exposé au Salon.

— Il paraît qu'il vient vivre ici.

— Il cherche une maison à louer.

— C'est Mr Myers qui l'a amené au club.

— Il va s'installer ici, parmi nous ? s'écria Mary Carter, visiblement émue. C'est incroyable et impossible !

— Chut, Mary ! Il vous entend, voyons !

— Mais taisez-vous, Mary ! Vous êtes vraiment folle !

— Bien ! dit Mary en baissant légèrement la voix. Tant pis pour lui ; il ne réalise pas, le pauvre, que le destin le met dans une cage de tigresses. Je vote pour qu'on le tire au sort, sinon nul doute qu'il ne soit déchiré férocement en petits morceaux.

Mary était une jeune fille cynique, tout le monde le savait. Quoi qu'il en fût, l'étranger avait entendu ses propos désobligeants. Souriant, il fixa par-dessus l'épaule de Mrs Hepburn le groupe de jeunes aspirantes et saisit soudain le regard de Kirstie, assise sur une marche, toute de blanc vêtue. Ses yeux par trop expressifs lui dirent qu'il l'avait reconnue.

Or, Kirstie n'avait qu'à attendre. S'il demandait à Mrs Myers de bien vouloir faire les présentations et si, par-dessus le marché, il engageait Kirstie à la prochaine danse, tout serait clair. Mais s'il n'entreprenait rien... alors...

Naturellement, tout se passa le mieux du monde. M. Bartley Anderson s'exécuta, comme s'il eût lu dans les pensées de Kirstie. A peine s'était-il débarrassé de Mrs Hepburn, qu'il alla chercher Mrs Myers pour la prier de le présenter à la jeune fille. Ç'avait été, en effet, le coup de foudre, car la première phrase que l'artiste dit à Kirstie, fut celle-ci :

— Avant de venir ici, je me suis demandé plus d'une fois si j'aurais le plaisir de vous revoir ce soir. Je suis très heureux de vous connaître.

Il lui dit beaucoup d'autres choses, bien entendu, choses dont elle aurait été absolument incapable de retenir le sens réel, propos futiles, peut-être, mais tellement flatteurs et agréables qu'ils lui laissèrent l'impression qu'il aurait passé une soirée morne et fade, si elle n'avait été là.

Oui, il était venu vivre à Porth Kermant. Quel bonheur pour lui d'y rencontrer, dès le premier instant, une créature aussi intelligente et aussi fine que Kirstie ! Il fit cette constatation avec tant de franchise spontanée que la jeune fille n'y décela aucun compliment, pas plus que le moindre désir de rechercher ses bonnes grâces. Elle en fut ravie. Comme il arrive souvent à des êtres qui s'entendent immédiatement et instinctivement, après quelques minutes de conversation, il leur sembla se connaître depuis longtemps déjà, depuis des années peut-être. Si bien que Kirstie consentit avec empressement et sans fausse pruderie à faire à M. Anderson les hommages de la côte dès le lendemain matin même. Ils organisèrent les détails de ce rendez-vous improvisé lors de leur cinquième danse, assez tard dans la soirée.

Tout se passa aussi magnifiquement que dans un songe. Or ce n'était pas un songe, mais la réalité même. En dansant, serrée dans les bras de son cavalier, Kirstie se rendait parfaitement compte que la salle entière les suivait, intriguée. Elle remarqua les regards, — aux expressions diverses, — des jeunes filles toujours assises sur les marches du petit escalier. Elle saisit même, par hasard, un coup d'œil étonné,

voire contrarié, de Mrs Myers, ce qui lui confirma encore plus que tout n'était que réalité, rien que réalité.

— Je dois partir après cette danse, dit-elle enfin à son cavalier. Ma mère n'aime pas que je rentre trop tard.

— Rentrez-vous à pied ?

— Oui. Nous habitons à une dizaine de minutes d'ici. A East Cliff.

Il exprima le désir de l'accompagner. Elle murmura quelques faibles protestations concernant Mrs Myers, mais il insista tant et si bien, tout en lui promettant d'être de retour, sage comme un garçon, avant que personne pût s'apercevoir de son absence, qu'émue elle accéda à sa prière. Sans tarder ils abandonnèrent les lumières et les clameurs du club pour plonger dans le clair de lune automnal. Tandis qu'émerveillés ils grimpaient la colline, le port rempli de barques de pêche dont les feux se reflétaient mystérieusement dans l'eau et la mer phosphorescente leur offraient, au-dessous d'eux, un spectacle si beau que Kirstie faillit pleurer d'une joie sublime. Ce qui lui arrivait, semblait plus merveilleux que ne l'était son rêve lui-même ; et à un moment donné elle eut peine à marcher, ses jambes engourdies ne lui obéissant plus.

— Je voudrais que cette colline fût deux fois plus haute, dit Mr Anderson lorsqu'ils s'arrêtèrent enfin devant le portillon d'*Atlantic View*.

Kirstie l'aurait également souhaité, mais elle se contenta de dire :

— Vous ne le voudriez certainement pas, si vous aviez à la monter tous les jours.

— Oh ! aujourd'hui, ce n'est pas « tous les jours » !

Kirstie, tête baissée, ne répondit rien.

Nous connaissons tous ces moments exquis où nous nous arrachons à la terre pour aller flotter dans notre petit monde à nous, bulle d'air qui va à la dérive, au gré du hasard, où ni l'espace ni le temps ne comptent plus. Au bout d'une heure, de trois heures, de vingt-quatre heures, cette bulle d'air heurte un obstacle, crève et, avec fracas, nous dépose de nouveau sur terre. Il est très rare qu'elle reste assez longtemps intacte pour nous exposer au danger, ce dont il faut déjà lui savoir gré.

LORSQUE Kirstie se réveilla le lendemain matin, le rêve demeurait, toujours enchanteur. Anderson devait venir la chercher à neuf heures et demie pour aller visiter la côte. A force d'y avoir pensé presque toute la nuit, elle eut l'impression qu'ils étaient déjà amoureux l'un de l'autre, bien que ce matin fût très différent de la veille. « Et demain, se dit-elle, les yeux tantôt clos, tantôt grands ouverts. Et après-demain, et tous les jours suivants m'apporteront désormais quelque chose de nouveau, quelque chose de merveilleux, puisque *lui* y rayonnera. » Un nouveau soleil allait se lever.

« Oui, c'est cela ! Mais que va-t-il m'arriver aujourd'hui ? » se demanda-t-elle. Sans doute rien d'extraordinaire comparativement à ce qu'elle venait de vivre pendant ces douze dernières heures, heures plus riches d'événements que ne l'avait été jusque-là toute sa vie. Peut-être cet état de choses durerait-il une huitaine de jours ou plus... Quoi qu'il en soit, elle ne devait pas s'impatienter, car nul doute que cette semaine serait un enchantement d'un bout à l'autre. Pas un instant la pensée ne lui vint à l'esprit de se méfier d'Anderson. Certaine qu'il lui restait fidèle, tel un chevalier de ballade, elle était tranquille, confortablement blottie dans sa bulle d'air toujours la même.

Il n'y avait, en somme, qu'un seul point noir : elle avait promis à Colin d'aller avec lui en voiture à Penzance. Elle lui téléphona pour lui dire son regret de ne pouvoir l'accompagner.

Elle était vraiment désolée, lui dit-elle. Elle avait commis une erreur. Ayant oublié que c'était dimanche, hier soir au club, elle avait convenu de sortir ce matin avec quelqu'un. Impossible de donner un contre-ordre, la personne en question n'ayant pas le téléphone.

Colin protesta vigoureusement.

— Mais, dites-moi, Kirstie ! Cette femme ne pourrait-elle vraiment pas sortir avec vous dimanche prochain ?

— Non ! puisque je vous dis qu'elle n'a pas le téléphone. Il n'y a malheureusement rien à faire. Du reste, je ne crois pas que cet empêchement vous ennuie beaucoup, mon ami, il y a tant de jeunes filles qui seront heureuses de vous tenir compagnie !

— Mais je n'en veux pas, elles ne m'intéressent pas du tout, et vous le savez bien, Kirstie.

Il fut déçu, mais aucune suspicion n'effleura son esprit. Il était le seul jeune homme à Porth Kermant à ignorer encore ce qui se passait en vérité. Aussi, n'en crut-il pas ses yeux lorsque, roulant mélancoliquement vers Penzance, au volant de sa petite voiture sportive, il aperçut soudain Kirstie et son compagnon émerger de quelque part sur la grand route. Le regard ombrageux, mêlé de surprise et de doute, que Colin lui avait lancé, troubla légèrement l'humeur de la jeune fille.

Mais cet embarras ne dura pas longtemps. Un quart d'heure à peine s'était-il écoulé qu'elle n'y pensait plus, le plaisir de marcher au côté de Bartley ayant tout effacé. Ils s'appelaient déjà l'un l'autre par leurs prénoms, condition qu'il avait proposée et qu'elle avait acceptée dès le début de la promenade. A les regarder, on eût dit qu'excepté Bart et Kirstie, il n'existait plus personne au monde, lequel ne découvrait ses merveilles et ses mystères qu'à eux seuls. Les heures s'écoulaient, flot d'or rapide et merveilleux.

Ils passèrent presque toute la journée sur des rochers d'où s'ouvrait une vue magnifique sur la mer, virent une quantité de dauphins, déjeunèrent dans une ferme et revinrent à Porth Kermant à l'heure où les premières étoiles firent leur apparition dans un ciel aussi bleu que la mer.

La bulle d'air grandissait, se gonflait, atteignant des dimensions inimaginables. A l'approche de la ville, alors qu'ils escaladaient une colline escarpée, Bart embrassa Kirstie, légèrement, l'air indécis au début, puis avec une ardeur fougueuse. Il était évident qu'il ne voulait pas attendre une semaine. Et Kirstie ne semblait pas non plus le vouloir, la journée qui finissait ayant été déjà assez longue. Embrassée, la jeune fille laissa échapper un soupir, se pressa contre Bart, et attendit. Mais le peintre ne dit rien, et après avoir repris haleine, ils continuèrent leur chemin, la main dans la main, silhouettes vagues, baignées de crépuscule.

— Demain, dit Bart, il me faut absolument trouver un appartement.

— Si vous cherchez une maison, lui répondit Kirstie, il y a un bungalow tout à côté du nôtre.

Dès qu'elle en eut commencé la description. Bart l'interrompit pour lui dire que celui-ci serait probablement trop petit.

— Mais quelles doivent être les dimensions de la maison qu'il vous faut ?

— Eh bien !... ma femme pense...

— Bart ! — s'exclama Kirstie terrifiée. Et laissant tomber ses bras, elle sembla clouée sur place. — Votre femme ? Vous êtes donc marié ?

— Mais... oui... naturellement...

Et le silence pesa péniblement un bon moment.

— Mais voyons... vous saviez bien que j'étais marié, reprit enfin Bart. Vous le saviez, n'est-ce pas ?

— Non ! s'exclama Kirstie d'une voix tremblante. Je n'en savais rien, absolument rien.

— Mon Dieu ! J'étais certain que tout le monde le savait. Les Myers ne vous en ont donc rien dit ?

— Rien ! Pas un seul mot !

Cependant Bartley paraissait avoir l'air candide, sa bonne foi hors de doute. Il n'avait pas cru nécessaire de parler beaucoup de sa femme, mais il avait l'impression d'avoir dit, hier soir au club, que celle-ci devait venir le rejoindre sous peu à Porth Kermant. Il n'avait aucune intention d'en faire un mystère, chose d'ailleurs impossible.

Il leur fallut quelque temps pour réaliser l'abîme qui soudain les séparait. Kirstie dut faire un effort douloureux, afin de se persuader qu'elle ne rêvait pas, tandis que Bartley était encore assez loin de se rendre compte de l'effet que venaient de produire ses paroles pour le moins inattendues.

— Je suis navré, balbutia-t-il. Et de répéter : Je pensais que vous le saviez.

— Ah ! vous pensiez que je le savais !... Croyez-vous que si je l'avais su...

Et sans terminer sa phrase, elle lui tourna brusquement le dos et s'en alla rapidement le long de l'étroit sentier conduisant à la ville.

— Je ne veux plus jamais vous voir, jeta-t-elle par-dessus son épaule, la tête détournée.

Bartley marcha, silencieux, quelques instants derrière Kirstie, puis la devança. Il attendit alors qu'elle le rejoignît, l'accosta, se mit à lui parler, confus :

— Je comprends maintenant que je me suis très mal conduit envers vous, dit-il. J'aurais dû ne rien vous cacher,

évidemment. Mais permettez-moi de vous dire qu'à l'heure actuelle, il y a très peu d'affection entre Dora, ma femme, et moi. Voyez-vous, il y a dix ans que nous sommes mariés, et ce n'est que maintenant que je comprends totalement l'erreur que tous deux nous avons commise. J'avoue que toute la faute, en la circonstance, m'incombe. Je n'ai jamais été le genre de mari qu'il lui fallait, car Dora est une femme tout à fait exceptionnelle. Malgré cela, c'est-à-dire, malgré ma grande estime pour elle, rien ne nous attache plus l'un à l'autre, — rien ! Si nous continuons à vivre ensemble, c'est que nous avons, l'un et l'autre, de bons caractères. La roue tourne d'elle-même, et c'est tout.

Il fit une courte pause avant de poursuivre, cependant que Kirstie avançait sans mot dire.

— Je commence seulement à me rendre compte de mon erreur. Oui, c'est cela. J'ai l'impression que c'est vous l'être idéal que j'ai toujours cherché. J'ai perdu la tête. Et puis, comme je viens de vous le dire, je croyais que vous me saviez marié et que, nonobstant cela, vous éprouviez le même sentiment que moi.

Kirstie se sentit un peu soulagée, tel le voyageur perdu dans la nuit qui aperçoit soudain une lueur vaciller faiblement très loin dans les ténèbres. Si vraiment Bartley était un mari malheureux, il y avait là quelque excuse pour son orgueil douloureusement blessé. Elle ralentit le pas, comme si elle eût voulu lui permettre de marcher à ses côtés.

— Avez-vous des enfants ? demanda-t-elle, l'air pensif.

— Oui, répondit Bartley timide, et coupant la parole à sa compagne, il lui jura de ne jamais oublier de sa vie cette journée exceptionnelle qu'il venait de passer avec elle. Il était tout disposé à continuer, mais Kirstie l'interrompit d'une voix tranchante :

— Combien d'enfants avez-vous ?

Après un court silence, Bartley reconnut avoir quatre enfants, excès impardonnable.

Indignée, Kirstie accéléra alors le pas.

— Je ne veux plus jamais vous voir, répéta-t-elle.

La ville et ses feux épars s'étalaient à leurs pieds. Serré dans la multitude de rochers longeant la côte, Porth Kermant parut plus insignifiant que jamais, et Kirstie pensa avec

inquiétude qu'il lui serait très pénible de traverser la grande rue pour rentrer chez elle. Déjà toute la ville devait parler d'eux, naturellement ! car tout le monde savait qu'elle était parti avec Bartley et avait passé la journée en sa compagnie.

« Qu'ils sachent ou non, que Bartley est marié, cela ne change rien à rien, en somme, se disait-elle embarrassée. S'ils ne savent rien encore, ils le sauront, sans doute, sous peu, et quelle sera alors mon attitude ! Que de potins en perspective, mon Dieu ! Mais si, d'autre part, j'évitais désormais Bartley, on dirait que j'étais bel et bien au courant des choses. »

Cette dernière considération prévalant, Kirstie modéra un peu ses pas et dit :

— Nous serons obligés de nous voir de temps en temps, quand même. Il n'y a rien à faire dans un bourg aussi petit que le nôtre. La seule solution qui nous reste, c'est d'oublier aussi vite que possible ce qui s'est passé entre nous.

— Naturellement, acquiesça Bartley d'une voix à la fois chaude et soulagée.

Et immédiatement il se prit à lui parler d'autre chose. Ils revinrent à Porth Kermant comme ils l'avaient quitté le matin, marchant côte à côte.

Vous savez, dit Leila Gray à Mary Carter, je crois que nous nous sommes trompées sur le compte de Kirstie. Je pense maintenant qu'elle savait tout de même que Mr Anderson était marié.

— Et moi, je suis certaine qu'elle n'en savait rien, répondit Mary. De toute façon elle n'en avait aucune idée lors de la soirée au club. Un flirt avec un homme marié ne fait pas du tout l'affaire de Kirstie.

— Vous croyez ? Alors comment expliquez-vous le fait qu'ils se voient toujours, comme si de rien n'était ?

— Oh ! c'est un simple camouflage, je vous assure. Elle veut nous faire croire qu'elle n'est nullement déçue et que, somme toute, cette histoire ne l'ennuie que très peu.

— Dans ce cas-là, elle agit avec beaucoup, avec même trop de conviction. Vous savez, n'est-ce pas ? qu'il a loué le cottage avec le studio à West Cliff, tout à côté des Fortescue.

— Je sais tout, bien entendu. Je sais même que Kirstie

et Mr Anderson sont allés hier à Fore Street pour acheter de la vaisselle.

— Je suppose que Mrs Anderson aurait préféré choisir elle-même ce dont elle a besoin.

— D'accord ! Je me demande seulement la tournure que prendra l'affaire, une fois sa femme arrivée.

— Oh ! oui. Entre nous soit dit, je voudrais que Mrs Anderson fût déjà parmi nous ! Quelle drôle d'histoire tout de même !

Ne faites pas cela ! dit Kirstie avec un soupir. Soyez sage, il faut que nous soyons sages. Vous oubliez toujours ce que nous nous sommes promis l'un à l'autre, Bart.

— Je sais, je n'ai rien oublié, Kirstie, mais je n'y peux rien.

Tout en tapissant le studio de nouveaux rideaux, Bartley faillit, une fois de plus, perdre la tête, mais la jeune fille veillait.

— D'ailleurs, ajouta-t-il, vous m'aimez.

Elle n'essaya même pas de le nier. Et ceci pour la simple raison qu'elle demeurait encore, imprudente, dans son joli rêve, bulle de savon irisée. Le terrible retour de la côte avait, certes, secoué ce rêve, mais il ne l'avait point terni. Seulement, la texture et les couleurs en avaient beaucoup changé : il était devenu tragique. En dehors de Bart et d'elle-même, personne ni rien n'intéressait plus Kirstie, grande amoureuse.

Bartley se serra contre la grande baie, fixa, l'air pensif, les masses grises des flots déferlant à West Beach. De grosses gouttes de pluie ruisselaient sur les carreaux.

— Vous savez ce que je veux, dit-il, sans regarder la jeune fille.

Elle le savait, bien entendu, pour avoir gravi un long calvaire ces derniers temps. Pendant d'interminables nuits sans sommeil, alors qu'elle ballottait sans oubli dans son lit et écoutait le vent hurler à la mort dans les rochers, elle ne pensait qu'à cela, son rêve hésitant entre la félicité et l'angoisse.

— En dehors de vous, tout au monde me laisse parfaitement indifférente, déclara-t-elle mélancolique. Je serais heureuse de tout vous donner et de faire n'importe quoi pour vous, mais à la condition que nous agissions tous deux

loyalement. Une nouvelle déception me serait fatale, convenez-en, mon ami.

— Je suis lié, fit Bartley. J'ai Dora et les enfants sur les bras.

Or il ne disait pas ce qu'il pensait réellement, et Kirstie constata immédiatement son manque de conviction.

— Un artiste, décréta-t-elle avec assurance, ne doit jamais être lié. A mon avis, il n'appartient qu'à son art, condition majeure pour réussir et atteindre son but. Pensez à Gauguin.

— Et pourquoi à Gauguin ?

— Je viens justement de lire un ouvrage sur lui.

— Et alors ?

— Et alors... Gauguin avait ceci de particulier que toute sa vie durant il n'a eu qu'un seul amour...

— Ah !

— ... celui de son métier.

— Si vous croyez, l'interrompit Bartley, plutôt fâché, que je dessinerais mieux, si je rompais avec Dora pour vivre avec vous, vous faites certainement erreur. Ceci n'a absolument rien à voir avec cela. De toute façon, je ne pense pas que ce changement ait quelque répercussion sur mon travail. Sûrement pas !

Bien que Bart dît ces mots avec beaucoup d'assurance, Kirstie pensa que c'était justement lui qui faisait erreur. Elle croyait ardemment que si elle parvenait à arracher l'objet de son amour à sa femme et à ses enfants, elle lui rendrait la liberté et lui permettrait, à l'instar de Gauguin, de ne servir qu'un seul dieu, — son art ! Il lui semblait aussi ne ne soucier que du bien de Bart et nullement de son propre sort.

La femme de Bart vint enfin par une journée pluvieuse où le vent soufflait sur toute la côte. Elle arriva avec le petit train haletant qui reliait Saint-Bard à Porth Kermant. Le long voyage de Londres, avec quatre enfants tout juste rétablis après une forte coqueluche, ne fut certainement pas une partie de plaisir. Dora Anderson n'avait pas de bonne, ses moyens ne lui permettant pas de s'offrir ce luxe. Bart était toujours à court d'argent, fait qui étonnerait sûrement ceux qui le

rencontreraient pour la première fois dans la rue, mais qui, par contre, ne surprendrait personne à la vue de sa femme et de ses enfants. Heureusement, bien que leur existence matérielle laissât souvent beaucoup à désirer, Dora avait, avec le temps, appris à tout accepter du bon côté, sans jamais se plaindre. Grande, l'air nonchalant, elle avait de jolis yeux noirs qui ne se départissaient presque jamais d'une expression d'humour débonnaire. Bien qu'assez forte, elle gardait encore une certaine allure artistique qui communiquait une pointe d'élégance à toutes ses toilettes, si modestes et si vieilles fussent-elles. Elle élevait très rarement la voix, et ne faisait jamais rien à la hâte.

En route, elle avait été généreusement secondée par deux amies, jeunes filles très énergiques qui lui avaient servi de nurses pendant la longue maladie des enfants, et qui l'avaient accompagnée de bon gré à Porth Kermant en vue de l'aider à s'installer à Cliff Cottage, sa nouvelle demeure. Hélène et Jackie, aides bénévoles, avaient amusé les enfants dans le train, leur avaient essuyé le nez et la bouche, les avaient empêchés de crier trop fort, de pleurer, de se battre, d'importuner les voisins. Bref, elles s'étaient parfaitement acquittées de leur tâche, si bien que, confortablement assise dans son coin, Dora avait eu le temps de lire les trois quarts d'un roman policier qu'elle avait emporté de Londres.

S'il avait fait meilleur temps, un bon nombre d'oisifs n'auraient certainement pas manqué l'occasion d'aller à la gare pour assister à l'arrivée de Mrs Anderson et de sa progéniture. Mais la pluie tombant à verse avait retenu à la maison tout le monde, à l'exception toutefois de Mary Carter, insatiable curieuse, qui, embusquée dans le kiosque à journaux, se collait le nez contre la porte vitrée donnant sur le quai.

Bart y était seul, sa belle tête d'artiste exposée, nue, à la violence du temps inclément. Il vit sa femme avant que le train eût stoppé, et lui fit de la main un signe auquel elle répondit par le même geste. Dès qu'il eut ouvert la portière du wagon, une avalanche de femmes, d'enfants et de bagages se déversa sur le quai. « On aurait dit, raconta Mary Carter par la suite, que le compartiment crachait toute une foule de réfugiés fuyant une ville mise à sac. » Cependant, Bart

prit des mesures rapides et énergiques, tel le représentant d'un comité de secours. Il était vraiment impossible de discerner laquelle d'entre ces femmes était son épouse, car il les embrassa toutes avec la même cordialité, semblait-il, mais Mary Carter supposa que ce devait être probablement Jackie, qui s'agrippait avec une ostentation toute particulière au bras de Bart. Se tenant à la tête du groupe, le peintre conduisit les voyageurs à la voiture où il hissa successivement Mrs Anderson, les enfants, la plupart des paquets, et où il monta enfin lui-même. Quant à Hélène et Jackie, pour qui il n'y avait plus de place, il leur indiqua le chemin le plus court pour *Cliff Cottage*, et les jeunes filles partirent à pied, l'air soumis, emportant le reste des bagages.

— Eh bien ! comment vas-tu ? demanda Dora alors que la voiture traversait la ville.

Bart répondit que tout allait bien, mais elle sentit qu'il était déprimé. D'ailleurs, elle l'avait constaté avant même d'être descendue du train.

— Pourquoi as-tu amené Hélène et Jackie ? demanda-t-il à son tour.

— Mais tu savais, je pense, qu'elles devaient venir. Il y a longtemps que nous en avions décidé, rappelle-toi !

Il l'avait complètement oublié.

— Je crois que nous ferions mieux d'être les seuls maîtres de notre maison, dit-il bougon.

— Oh ! fit Dora, ne t'inquiète pas. Je les renverrai immédiatement dès que tout, dans la maison, sera plus ou moins arrangé. Je te le promets.

Il n'était pas aisé de parler dans la voiture où les enfants ne cessaient de se démener et de pousser des exclamations à la moindre occasion.

— As-tu tout de même pu commencer à travailler ? questionna Dora, dominant le tumulte.

— Ah oui ! j'ai trouvé un très bon studio, tout au fond du jardin, à l'abri d'un rocher qui commande, pour ainsi dire, la lumière. Oui, j'ai déjà travaillé un peu.

— Que fais-tu ? Des illustrations ?

— Non. Je ne peux vraiment pas m'atteler sérieusement au travail avant que tout ne soit bien aménagé chez nous. Le désordre m'empêche de me concentrer. Non, je ne travaille

en ce moment que pour mon plaisir, je fais un portrait.

— Un portrait ? questionna Dora négligemment. Un portrait de qui ?

— Oh ! Dora ! Cela va-t-il recommencer dès ton arrivée ? Est-il vraiment nécessaire de te donner un compte rendu détaillé de chaque heure, de chaque jour de ces trois dernières semaines ?

— Mon Dieu ! murmura Dora, et elle ne dit plus rien.

La mauvaise humeur ne comptait pas parmi les grands péchés de Bart. Quels que fussent ses défauts, — et il en avait certainement beaucoup ! — il était en général très gentil, voire prévenant, envers sa femme. Il ne s'emportait jamais, ou presque jamais en sa présence, à moins que...

A moins que... Le cœur tranquille de Dora s'arrêta un moment, puis reprit ses battements réguliers. Ce malaise momentané n'était plus maintenant que le faible réflexe des terribles douleurs morales que lui avait causées l'inconstance de Bart au début de leur vie conjugale. Elle reprit courage dans l'espoir de pouvoir intervenir et conjurer tout danger avant que « quelque chose » leur arrivât. Par ailleurs, elle pensa à Ben Myers, leur vieil ami, qui saurait sûrement arrêter Bart sur le chemin de l'erreur...

« Il n'a pu aller trop loin », se dit-elle, soulagée, en se rappelant que cette dépression marquait toujours chez lui la première phase d'une nouvelle période de travail assidu qui l'accaparait tout entier. La deuxième phase serait celle d'une haute inspiration et d'une animation extraordinaire. Et puis, un matin, un beau matin ! il se donnerait, corps et âme, à la besogne...

« Je me demande quelle peut bien être son modèle, pensa Dora. Une femme mariée ? Une jeune fille ?... Je préférerais que cela ne fût pas une jeune fille, comme ces pauvres Hélène et Jackie ! »

MARGARET KENNEDY.

Traduit de l'anglais par Z. Lvosky.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'ESPRIT PRUSSIEN ET LE ROMANTISME ALLEMAND

Il semble bien que l'avenir de la civilisation se joue présentement entre deux écoles morales, politiques et économiques qui représentent, l'une l'aboutissement du romantisme français, l'autre le développement du romantisme allemand. Ces deux grands courants de la pensée moderne procèdent l'un et l'autre d'une religion qui s'est dressée contre le christianisme depuis la Renaissance et que j'ai proposé d'appeler le naturisme mystique. Son point d'appui est une psychologie optimiste de la nature humaine, supposée originellement bonne, alors que le dogme du péché d'origine conduit à une psychologie humaine pessimiste, fondée d'ailleurs sur l'expérience des siècles et confirmée par les suggestions de l'évolutionnisme dans les sciences de la nature. Associée à l'optimisme sur le terrain moral, cette dernière a fait ses preuves au service de la civilisation : ce qui n'est pas le cas de la première.

Le naturisme mystique, que le protestantisme a servi à la longue par ses encouragements au mysticisme individuel, après s'y être opposé tout d'abord par sa stricte interprétation du péché d'origine, a été contenu quelque temps dans son essor par notre classicisme chrétien, né de la réforme catholique du concile de Trente. Il a repris un vigoureux élan au XVIII[e] siècle, en Angleterre d'abord, puis en France vers le milieu de ce siècle sous l'impulsion de Jean-Jacques Rousseau,

génial artiste et mystique persuasif. On l'a, peu après, baptisé romantisme, en Allemagne d'abord, à la seconde génération du mouvement rousseauiste, en France à la troisième. J'ai proposé de caractériser le naturisme mystique en Allemagne par le développement prépondérant de deux de ses branches maîtresses, le mysticisme racial et le mysticisme esthétique, qui proclament l'alliance privilégiée avec Dieu du Germain d'une part, de l'artiste, du penseur ou du poète d'autre part. En France, au contraire, la postérité spirituelle de Rousseau développait surtout un mysticisme passionnel et un mysticisme social ou démagogique : le premier proclame inspiré de Dieu l'homme possédé des passions de l'amour, que celles-ci se conforment ou non aux règlements promulgués par la morale rationnelle et traditionnelle, appuyée sur une multiséculaire expérience des conditions indispensables à la vie en commun des hommes. Le second, le mysticisme de caractère social, fait de l'inculte, proche de la nature, le porte-parole de Dieu dans le domaine politique. Le romantisme allemand aboutit au national-socialisme, tandis que le français débouche dans le socialisme naturiste dont Karl Marx, disciple pour une large part (comme toute la gauche hégélienne) de notre socialisme de 1830, a proposé une formule particulièrement flatteuse à la volonté de puissance inconsidérée des masses.

Rien de plus intéressant, en conséquence, que le mouvement intellectuel qui se développe chez nous, depuis quelques années surtout, pour l'étude approfondie du romantisme allemand. Il a été très utilement encouragé depuis trente ans et plus par la savante *Revue germanique*, création du professeur Piquet de Lille. Il a produit nombre de thèses de doctorat et autres solides travaux historiques. Parmi les plus récents, je citerai la belle étude de M. Albert Béguin sur *l'Ame romantique et le Rêve* (Corti), le *Clément Brentano* de M. Albert Garreau (Desclée de Brouwer) et la thèse publiée en langue allemande par M. Robert Minder, maître de conférences à l'Université de Nancy, sur *Karl Philipp Moritz* (Berlin, Junker et Duennhaupt) : le lien de filiation que j'ai signalé de longue date entre quiétisme et romantisme est mis très utilement en évidence dans ce dernier ouvrage.

I

Ce sont des thèses plus récentes encore et non moins riches en enseignements de haute portée dont je voudrais ici souligner l'intérêt : celles que M. Louis Sauzin, maître de conférences à l'Université de Rennes, vient de consacrer d'une part à *Adam-Heinrich Mueller*, d'autre part à *Ruehle von Lilienstern et son Apologie de la guerre* (Nizet et Bastard). J'examinerai successivement ces deux documents d'importance.

Sur Adam Mueller (1779-1829), qui n'atteignit pas au grand renom (et je crois qu'en ceci ses contemporains furent insuffisamment clairvoyants), les jugements ont été partagés de son vivant : après quoi son œuvre subit une éclipse presque complète. Il y a quelque cinquante ans, Wilhelm Scherer ne le nommait même pas dans son histoire de la littérature allemande qui fut fort estimée en son temps ; et cela, bien qu'il eût joué un rôle dans la carrière de Kleist, circonstance qui amène généralement son nom sous la plume des historiens de ce dramaturge, regardé par ses compatriotes comme génial. Mais sa réputation a connu, depuis lors, des résurrections ou réparations partielles : elle est sans doute destinée à s'imposer davantage encore en raison du rôle de précurseur qu'il a joué vis-à-vis des actuelles convictions de son pays. Il était né à Berlin d'un fonctionnaire prussien et fut élevé par un grand-père pasteur luthérien. Mais il se convertit au catholicisme à vingt-cinq ans comme nombre de ses coreligionnaires romantiques, et passa les quinze dernières années de sa vie au service de l'Autriche antiprussienne. Ces circonstances l'ont fait considérer longtemps comme un traître et comme un renégat par les sujets des Hohenzollern qui se sont trouvés dès lors peu disposés à rendre justice à sa mémoire. Treitschke en particulier, ce Saxon zélateur de la conception politique prussienne, l'a fort maltraité, tout en exaltant Ruehle von Lilienstern et sans savoir reconnaître à quel degré le second fut disciple du premier. M. Sauzin a jeté sur ce dernier point beaucoup de lumière.

Mueller contracta de bonne heure amitié avec le chevalier de Gentz, le collaborateur bien connu de Metternich, qui l'esti-

mait très haut. Il y a dans l'existence de notre Berlinois une certaine « nuit de Dresde » au cours de laquelle il eut l'occasion d'exposer avec feu devant Gentz sa conception antithétique de l'évolution universelle. Son auditeur en demeura très frappé et ne se détacha jamais de lui dans la suite. Mueller avait fait ses études universitaires à Gœttingen, dans l'électorat de Hanovre, alors largement soumis à l'influence anglaise, en raison de la proche parenté des deux maisons souveraines. Il y subit l'influence des écrits de Smith et de Burke, ce dernier si nettement critique de la Révolution française.

Son premier ouvrage, *la Doctrine du contraste* (*die Lehre vom Gegensatz*, 1804), renferme l'essentiel de sa pensée. Il divinise, comme le faisait alors la métaphysique romantique allemande, la nature, l'univers, la vie et l'histoire. C'est dire qu'il professe un panthéisme évolutionniste que sa conversion au catholicisme laissa à peu près intact en sa pensée. Pour moi, le panthéisme n'est qu'un autre nom du naturisme ou vitalisme mystique ; mais le trait évolutionniste lui a été surtout imprimé par l'Allemagne.

Mueller prétendra toujours proposer une vue historique du monde *en mouvement*, une vue *dynamique* donc, et qui s'oppose à ce titre au *mécanisme* de la pensée du XVIIIe siècle français. La déesse Vie, en compagnie de la déesse Nature, lui paraît conduire l'évolution de l'univers et de l'homme au moyen de ce mouvement en trois temps auquel la grande popularité devait venir plus tard sous l'impulsion de Hegel : thèse, antithèse et synthèse. Toute doctrine qui conduit à l'action suscite une doctrine contraire qui s'opposera donc à la première, jusqu'à ce que soit inventée entre elles une synthèse valable, qui régira pour un temps l'activité humaine. Après quoi, contre cette synthèse, vieillie à son tour parce qu'elle a révélé ses faiblesses au regard de l'expérience, une contradiction nouvelle se dressera, qui sera pareillement résolue plus tard, affirmant un progrès de nouveau. On peut admettre en effet que les choses se passent souvent de la sorte ; mais, pour le cerveau de certains romantiques allemands, ce mode d'évolution devint une véritable hantise. Mueller l'a subie dans une large mesure. Non pas qu'il ait été, sur ce terrain, pleinement initiateur, car M. Sauzin nous

rappelle que Kant, Fichte, Schelling, Gœthe, Schiller, Schlegel, Schleiermacher, Novalis surtout avaient appliqué déjà la méthode de la *Versœhnung*, de la réconciliation des contradictoires. Ils l'avaient fait toutefois de façon bien moins insistante et infatigable que Mueller.

Cette méthode a engendré des abus qui ont prêté à la plaisanterie plus tard. Après les triomphes de Hegel dans sa chaire berlinoise, on assurera que tout étudiant sorti de ses mains était capable de déduire dialectiquement le porte-plume qu'il tenait entre ses doigts pour jeter sur le papier ses élucubrations philosophiques personnelles. Le maître lui-même, ne trouvant pas de contradictoires aux étoiles fixes, alors qu'il exposait le système du monde, les avait présentées comme une lèpre fâcheusement épandue sur la face auguste du firmament. Mueller, pour sa part, définira la rosée comme l'antithèse de la pluie, comme une pluie ascendante, montant du sein des végétaux, née de l'effort du non-pesant pour se sublimer, s'exalter vers l'éther radieux afin de fêter avec lui sa synthèse. Il y a beaucoup de primitivisme dans le naturisme moderne.

Ou encore, reprenant dans son esthétique (dont je parlerai plus loin) l'exemple classique du *Laocoon*, déjà utilisé par Lessing, il découvrira, dans le groupe antique célèbre, tout une suite d'antinomies résolues par le sculpteur. Il y verra le symbole même de l'effort artistique vers l'expression du beau. Le serpent qui menace le vieillard, dit-il, est une force naturelle qui s'oppose à la force humaine et symbolise le monde gréco-romain dans sa résistance à la destinée despotique. Tout comme Laocoon, le créateur de la beauté se sent environné par des puissances adverses qui interviennent pour annihiler son aspiration. « Qui prétend comprendre l'œuvre illustre (dont il est question dans ces lignes) doit sympathiser avec le serpent dans son agression aussi bien qu'avec Laocoon dans sa souffrance. Qui veut comprendre l'artiste, ou, pour mieux dire, tout artiste qui veut se comprendre lui-même est obligé d'apprécier et de pénétrer, aussi bien que son art, l'activité antinomique à celui-ci, et, tout d'abord, ce qui lui apparaissait sous des apparences dévoratrices, sous l'espèce d'un serpent ! » Il faut se souvenir que cette façon de voir a régi longtemps la spéculation d'outre-

Rhin et n'est pas sans y avoir laissé des vestiges, lorsqu'elle se fut discréditée par ses excès mêmes.

II

De la méthode que son premier ouvrage exposait dans ses grandes lignes, Mueller fit bientôt une application intéressante à la science et à la littérature allemandes au cours d'une série de conférences données par lui à Dresde (1805). Cette ville était alors l'une des plus intellectuelles de l'Allemagne et un centre diplomatique important. Le mysticisme racial s'affirme avec une certaine modération dans l'enseignement de ce catholique qui ne peut entièrement oublier le caractère d'universalité de l'Église à laquelle il a choisi de se rattacher. Il présente l'Allemagne comme la *mère* de toutes les nations européennes (en conséquence de l'invasion des barbares et de la fondation des royaumes et féodalités européennes). Elle n'a jamais, dit-il, renié ses sentiments maternels à l'égard d'enfants devenus forts, parfois durs envers elle ou, en tout cas, insuffisamment respectueux à son égard. Elle a poussé en cela la condescendance jusqu'à la faiblesse ou même jusqu'à la folie : il faudrait qu'il en fût autrement à l'avenir.

En 1806, au lendemain d'Iéna, Mueller donna dans le même milieu saxon une nouvelle série de conférences sur l'*Art dramatique*, qui précédèrent celles de Guillaume Schlegel à Vienne, mais connurent moins de retentissement. A travers une profusion d'antithèses et de synthèses aussi ingénieuses qu'artificielles parfois, il évoque le théâtre grec, Shakespeare, le drame religieux espagnol de la première moitié du XVIIe siècle et la tragédie française de la seconde. A l'égard de nos classiques, il se montre plus intelligent et moins étroitement dénigrant que la plupart de ses contemporains allemands, que Lessing en particulier. Il sait goûter Racine et affirme que ses partisans ont tout autant de droit à se faire entendre que les admirateurs exclusifs de la poésie romantique : « Vous ne comprenez rien aux Grecs, écrit-il, si vous rejetez le siècle de Louis XIV, et inversement. Il n'y a qu'un seul esprit artistique et c'est lui qui, dans l'apaisement vivifiant préparé par la contemplation du beau, doit

nous guider parmi les formes diverses dont l'art se revêt selon les époques. » Sur un même fond de christianisme que dans ses précédents écrits, transparaissent d'ailleurs ici les mêmes tendances au panthéisme ou naturisme mystique qui divinise nature, vie, histoire. Au même titre que la nature, nous dit M. Sauzin, l'histoire, selon Mueller, procède toujours en artiste et prend la valeur d'une révélation seconde qui se poursuit constamment autour de nous. Nous sommes donc cette fois en plein mysticisme esthétique, l'aspect décisif je l'ai dit, du romantisme allemand (avec le mysticisme racial).

Mais voici que notre philosophe aborde directement l'esthétique dans ses conférences sur *l'Idée du beau* (1807). La beauté, à ses yeux, ne réside exclusivement ni dans l'objet, ni dans l'âme du sujet qui la perçoit. Elle est dans le rythme qui les unit l'un à l'autre : rythme à travers lequel notre âme trouve, par sympathie, la sensation de l'univers, de la vie, de l'histoire. Les caractères distinctifs de la vie et ceux du beau sont exactement les mêmes. Tout ce qui vit, en tant que vivant, est beau. L'évolutionnisme allemand enseignera que tout marche au mieux par le progrès de la raison, mais celle-ci sera conçue sous des couleurs plutôt esthétiques que logiques et scientifiques. Et, autant que jamais, le contraste ou antithèse, puis la synthèse, se donnent libre carrière dans une telle esthétique. Tout ce qui vit cherche à se partager, à lutter jusqu'à ce que les puissances en conflit voient leurs forces s'équilibrer et soient obligées *de s'aimer*! La beauté procède de ces conciliations. Pour prendre un exemple contemporain, le joug de Napoléon, par son poids même, contraindra l'Allemagne d'engendrer un art pleinement national. Il faut aller, dans notre effort de collaboration aux vœux de la nature, jusqu'à encourager au cours de ces luttes entre contradictoires, le parti le plus faible en apparence, jusqu'à se porter à son secours ! Ainsi agit, devant la lutte des opinions politiques, tout véritable homme d'État : en Prusse, par exemple, où la noblesse, qui fait valoir le sol, voit se dresser contre elle une bourgeoisie appliquée au développement des valeurs mobilières dans le pays, il convient de partager sagement l'influence entre elles.

L'accueil fait à ces assertions hardies fut très variable,

selon les milieux. Quelques lecteurs ne purent assez admirer tant de savoir, de goût et de génie. D'autres, Tieck entre autres, ne voulurent discerner, dans ces exposés si ingénieusement balancés, que rhétorique creuse, que « le misérable radotage d'une vieille coquette ». Gentz lui-même regretta de voir le point de vue esthétique empiéter trop visiblement sur le point de vue moral traditionnel. Enfin beaucoup aperçurent les prestidigitations, le trait de virtuosité pure ou même de sophisme qui se glisse trop souvent dans ces infatigables trichotomies : on les traita d'improvisations romantiques et de jongleries dialectiques. Il est certain que la morale y tend à se confondre avec l'esthétique, le bien et le beau en arrivent à n'être plus que les deux noms d'une réalité unique. Plus tard Renan, disciple du romantisme allemand, parlera de la beauté « qui vaut la vertu », à la surprise de ses lecteurs français encore insuffisamment imprégnés de naturisme mystique à cette date.

III

M. Sauzin voit avec raison dans ces doctrines un danger pour l'avenir moral et social des peuples civilisés. Les éléments les plus obscurs de notre sensibilité inconsciente finiront par être préférés à la raison. Mueller, dit-il, libère en nous la partie la plus incontrôlable de notre âme, un flot de ces éléments « nocturnes » qui furent chers à ses maîtres en romantisme, à l'attachant Novalis en particulier. De l'éducation, il semble parfois nier l'utilité, et ses suggestions pédagogiques se révèlent trop voisines de celle de l'*Émile*. Puisque tout est bon parce que tout est beau, qu'on laisse donc l'enfant s'ébattre à sa guise au milieu des réalités de l'existence : de lui-même, il ira vers les solutions les meilleures. La vie corrigera automatiquement ses erreurs.

C'est à cette époque que Mueller rencontre M[me] de Staël, exploratrice de l'Allemagne romantique. Mais leurs sublimes ne s'amalgament pas entre eux, comme firent jadis ceux de M[me] Guyon et de Fénelon (selon le mot connu de Saint-Simon). L'auteur de *Delphine* et de *Corinne* ne peut s'empêcher de juger « un peu mystiques et obscurs » les comptes rendus consacrés par l'Allemand à ces deux romans quasi auto-

biographiques ; et il est certain qu'on ne trouve dans ces appréciations aucune des remarques que formulerait un critique français, tandis que les commentaires proposés ne viendraient jamais à l'idée de ce dernier : « L'auteur oscillant constamment entre une sentimentalité véritable et la coquetterie de la sensibilité, l'œuvre souffre d'un désaccord fondamental. » Je pense que l'auteur n'apercevait dans ses écrits rien de pareil et se jugeait à bon droit parfaitement sincère. Aussi, quand elle rencontra Mueller ne crut-elle pas se trouver, comme le lui avait promis Gentz, en présence de *la meilleure tête* de toute l'Allemagne pensante !

Les *Éléments de politique*, qui sont de 1808 à 1809, complètent le monument philosophique érigé par Mueller, — avant ses trente ans, ne l'oublions pas, afin de mieux comprendre l'admiration de Gentz à son endroit. — Il y montre l'idée platonicienne, imprégnée de vie mystique, s'opposant au concept mort, création de la pâle intelligence, et il chante l'Idée sur le mode lyrique. *Dea, ecce Dea !* La plus haute des idées, c'est celle de l'État qui procède immédiatement du Principe créateur, de la Nature divinisée. L'État échappe donc, de par ses origines, à tout contrôle rationnel. En lui s'amasse un ensemble de principes et de forces *où la vie s'identifie avec la pensée*, et l'instinct le guidera plus sûrement que toute considération logique. Mieux que toute ratiocination, l'idée de l'État inspire ses serviteurs de choix. Le génie politique consiste à prendre, par intuition, par inspiration mystique ou par divination, le rythme de l'idée. — On fit à l'ouvrage le même accueil partagé qu'aux précédents. L'opinion allemande n'était pas encore assez imbue de naturisme ou de romantisme dans son ensemble, encore trop proche de sa formation classique à la française pendant le cours des deux siècles précédents, pour accepter ces conséquences extrêmes de l'inspiration mystique nouvelle.

Mueller donna peu après à Berlin, dans sa ville natale, des conférences sur *Frédéric II de Prusse*. Ce sont, dit M. Sauzin, ses *Éléments de politique* récrits en traduction prussienne. L'État y apparaît plus que jamais totalitaire. Mêmes thèses sur le rôle de la noblesse, appuyée sur la possession de la terre. En ce qui touche à la guerre (je vais revenir à cet aspect de son activité intellectuelle), Mueller se montre encore plus

inquiétant que par le passé. La fédération européenne qu'il prévoit portera les couleurs allemandes. Le christianisme s'éclipse presque entièrement pour laisser la place libre à un nationalisme pur. Le cosmopolitisme catholique s'efface derrière une exaltation agressive et conquérante, derrière un vitalisme mystique qui, autour de quelques données historiques contestables, cristallise des enthousiasmes patriotiques et des visions prophétiques se refusant à tout contrôle. Les aspirations profondes du peuple allemand sont proclamées devoir être toujours bonnes, *divines* même ! — L'auteur de ces anticipations menaçantes parut encore trop libéral, trop novateur surtout, au ministre dirigeant de la politique prussienne à cette date. Hardenberg, sous prétexte d'une mission diplomatique, l'envoya à Vienne dont il ne devait plus revenir. Là, sous l'influence directe de son ami Gentz et d'un religieux célèbre par les succès de son prosélytisme hardi, le Père Hofbauer, il s'orienta vers des inspirations plus vraiment chrétiennes. Il élimina quelques-uns des éléments naturistes qui continuaient de s'imposer à sa pensée jusque là. Il enseignera désormais que la grandeur de l'Europe est due au christianisme. C'est pour Dieu qu'il nous faut agir en tout temps.

IV

J'ai réservé pour la fin de cette étude l'examen des vues d'Adam Mueller sur la guerre, car c'est surtout en ceci qu'il apporte au romantisme allemand un revêtement de caractère prussien qui me paraît fort caractéristique. M. Sauzin en a traité surtout dans sa seconde thèse doctorale, consacrée, je l'ai dit, à un ami de Mueller, Ruehle von Lilienstern, officier prussien de carrière et qui finira général inspecteur d'armée au milieu du siècle dernier.

Notre compatriote précise d'abord l'attitude adoptée, vis-à-vis du problème de la guerre, par ceux que les Allemands appellent leurs « classiques » : au vrai, je l'ai toujours souligné, des romantiques guéris, et peut-être insuffisamment guéris par la vie de leurs illusions de jeunesse. Malgré les correctifs que put, sur le tard, lui apporter Schiller, le classicisme weimarien écartait de propos délibéré et rejetait

hors du domaine des arts ou de la philosophie une série de thèmes qui éveillaient pourtant au cœur des Allemands de profondes résonances. Je dirais que ses représentants de marque avaient atténué leur mysticisme racial de jeunesse et réduit leur conception du monde à un pur mysticisme esthétique (avec quelques velléités passionnelles chez Gœthe). Indifférents à la politique, ils négligeaient la cité (la race) pour se construire, dans le domaine esthétique, un refuge où ne parvenaient plus les rumeurs de ce monde et les remous de son agitation sans rêve.

Leur « olympisme » devait donc provoquer fatalement quelque jour les protestations du patriotisme allemand et surtout prussien, après que la politique napoléonienne eut commencé à infliger de rudes épreuves d'amour-propre à nos voisins de l'Est. Mueller et son ami Ruehle donnèrent satisfaction à ce patriotisme en présentant leur époque comme une période de l'Avent, annonçant l'incarnation d'un monde nouveau, d'un art nouveau, d'une pensée nouvelle, le tout d'inspiration germanique. Le classicisme de Weimar avait affecté la froideur à l'égard du Christianisme et avait appuyé sur la familiarité esthétique avec les chefs-d'œuvre de l'antiquité son idéal de perfectionnement individuel. Le romantisme de la seconde génération rousseauiste, de tendance raciale comme l'avait été le *Sturm und Drang* à la génération précédente, essaya de compléter cet idéal en restituant toute leur valeur aux sentiments religieux, à la tradition, à l'Histoire, au groupe humain *organique* qui, déjà lié par l'unité linguistique, communie par surcroît dans le souvenir d'un passé national glorieux. On sait quels ont été les résultats immédiats et à plus longue échéance de ces innovations romantiques.

Avec une discrétion méritoire, M. Sauzin souligne ce qui prête une inquiétante allure à la pensée de Mueller et de Ruehle sur ce point : c'est leur évocation d'un peuple en perpétuel état de siège, sans cesse mobilisé, toujours prêt à frapper, pliant à une discipline obsidionale toute l'économie de la nation et même celle des particuliers, appelant impérieusement au service de l'État la totalité des ressources matérielles et spirituelles du pays. Comme la dernière conférence du premier sur Frédéric, l'ouvrage principal du second,

l'*Apologie de la guerre* (dont M. Sauzin nous donne une édition critique), montre assez « quelles profondes racines l'Allemagne actuelle pousse dans sa période romantique » proprement dite, dont elle garde intact, ajouterai-je, le naturisme racial combiné à son naturisme esthétique.

Oui, l'*Apologie de la guerre* par Ruehle von Lilienstern, officier supérieur prussien à cette date (1813), constitue un point de repère nullement dénué d'intérêt dans ce retournement troublant que manifeste la conscience allemande à propos du problème de la paix après la victoire française d'Iéna. Le cosmopolitisme pacifique qu'on avait accepté de Kant et de Schiller se mue brusquement en nationalisme belliqueux ; encore, souligne M. Sauzin, que le mot de nationalisme rende mal toutes les notions émotives que Fichte, dans ses discours fameux, était parvenu à faire vibrer sous les termes de *Volk* et de *Reich* ; encore qu'il exprime très imparfaitement les exigences totalitaires enfermées, pour un Adam Mueller, dans l'idée d'État vivant, ou pour son disciple Ruehle, dans celle d'État organique. Pour Fichte, lui aussi, *der wahrhafte Krieg*, la guerre véridique, prend l'allure d'une croisade : pour Hegel, le *wirkliches Wehren*, la sauvegarde authentique, n'aura pas un sens exclusivement défensif et constituera cependant l'un des caractères essentiels de l'État. Ce dernier penseur verra dans la guerre, comprise de la sorte, non seulement l'*ultima ratio* de la politique, mais un bienfait de Dieu, l'unique semence du progrès spirituel, le seul remède qui puisse épargner au monde civilisé l'anéantissement définitif par le *matérialisme* et l'*immoralité*.

Comme son maître Mueller, Ruehle s'appuie sur un schéma dualiste qui ne vit que du conflit des principes opposés. Une institution humaine quelconque dévoile à la longue des faiblesses ; il s'élève alors d'autres volontés de puissance qui posent en face d'elle une antithèse. Celle-ci révélant ses faiblesses à son tour, une conciliation devient nécessaire : il faut trouver un tiers terme pour la continuation de la vie sociale. Une telle conciliation se fait par un inventeur (en qui j'admets volontiers, moi aussi, une collaboration métaphysique, la même sans doute qui préside à l'évolution des espèces). L'évolution proprement humaine, de caractère historique,

se poursuit constamment de la sorte. Vouloir scinder le couple antinomique, seul « vivant », en deux termes absolus, avait enseigné Mueller, ne produit que des « concepts » morts, inertes, figés. Il est indispensable de maintenir dans ce couple l'unité et la vie en recherchant sans cesse le terme supérieur aux deux autres (l'*Antigegensatz*) qui assurera leur conciliation. Dès que l'invention humaine a su s'élever à la hauteur de ce dernier, la synthèse s'opère et l'antinomie précédemment constatée fait place à l'harmonie. Ses termes n'ont pas été artificiellement isolés l'un de l'autre pour produire deux concepts stériles : ils ont engendré une idée. Or seule l'idée vit, pour montrer sa fécondité dans la suite. Et c'est bien à l' « Idée » de la guerre que Ruehle entend apporter son tribut d'hommages : il le déclare dès les premières lignes de son instructif traité.

Dès 1805, Mueller avait été, je l'ai dit, quelque peu entravé dans ses aspirations naturistes par sa conversion sincère au catholicisme, tout imprégné de raison à travers les âges. Ce fut plus tard seulement que l'influence exercée sur lui par sa foi nouvelle vint à s'accentuer davantage. Alors son catholicisme, jusque là mêlé de données panthéistiques (naturistes), s'épure et se rapproche de l'orthodoxie romaine. Au contraire, Ruehle, dont la foi chrétienne reste pâle et indécise, n'affirme pas, comme Mueller mûri par la vie, l'affinité profonde du Christianisme et de la civilisation. Il ne déduit pas de cette affinité que l'Allemagne a pour mission de fournir à la civilisation chrétienne son expression suprême. Cette dernière thèse fut celle de Houston Stewart Chamberlain, l'intéressant Anglais germanisé dont j'ai parlé ici même à plusieurs reprises. Celui-ci montrait le Christianisme largement germanisé depuis l'an mille : mais de telles convictions ne trouvent plus place dans la mentalité national-socialiste, ainsi qu'on le sait. Notre officier prussien de l'époque napoléonienne marque cependant encore, sans ambiguïté, que le Christianisme est éminemment organique et que l'État germanique ne sera réalisé que dans un monde chrétien.

Ceci ne l'empêche nullement de réclamer, à la suite de Mueller, une mobilisation permanente. Dès le temps de paix, toutes les forces de l'État seront tendues et prêtes à la guerre. Il refuse à l'armée le droit de mener, en marge de la nation,

une existence autonome ; elle n'est point un instrument que l'on va prendre dans un coin lorsque le besoin s'en fait sentir et que l'on y replace après usage. Elle n'est pas non plus un mal inévitable, mais une nécessaire expression de l'*État organique*. En outre Ruehle, après Mueller, pose comme un axiome que, dans le monde moral, on doit retrouver et on retrouve en effet une structure dualiste, c'est-à-dire des couples de termes à la fois antinomiques et pareillement légitimes. Il ne s'agit donc plus de prendre parti entre le bien et le mal, entre la paix et la guerre. La loi morale n'astreint pas à un choix. Le devoir consiste au contraire non seulement à saluer comme légitimes, sur le plan éthique, des principes diamétralement opposés, mais à soutenir celui d'entre eux qui menace de se voir mis en situation d'infériorité !

Joseph de Maistre, remarque encore M. Sauzin, accepte la guerre comme une punition du meurtre d'Abel, mais ne veut pas qu'elle pèse sur le monde comme une nécessité essentielle. Elle est là parce que la volonté des hommes a été *souillée* (parce que leur volonté de puissance est devenue irrationnelle à son point de départ). Sciemment et en pleine connaissance de cause, ils ont incliné vers le mal. La guerre sévit parce que les hommes, pécheurs, continuent de vouloir qu'elle soit ; et, en ceci, la sagesse chrétienne s'accorde avec l'attitude rationnelle d'un Spinoza ou d'un Kant. Pour le premier, la paix n'est point un aspect obligé de la vie des États, mais c'est *une vertu vaillante* (une rationalisation déjà réussie de la volonté de puissance originelle). Elle naît de la force d'âme. Le second estime que les démons eux-mêmes, pour peu qu'ils participent aux lumières de la raison, décideraient certainement en faveur de la paix. Mueller et Ruehle ne sont pas de cet avis. Ils purent être de bonne foi : leur volonté n'en tourne pas moins le dos au devoir moral tel qu'il a été compris dans le monde civilisé jusqu'à l'essor contemporain du naturisme racial.

M. Sauzin conclut, avec une parfaite modération toujours, contre les suggestions des deux publicistes dont il a si intimement pénétré la pensée. Un peu d'histoire, assez arbitraire, autour d'un schéma mystique, ne constitue pas une démonstration très persuasive, écrit-il, sauf pour les intéressés. A politique *vivante*, il faut des lecteurs *vivants*, c'est-à-dire déjà

touchés par la foi raciale. Mueller, chrétien sincère (quoique inconséquent tout d'abord), a parfois condamné l'exaltation mystique de l'idée de race comme déraisonnable ou même comme animale. Il n'est pas moins certain que le tableau présenté par lui de l'État vivant annonce une Allemagne totalitaire où cet État s'annexera toute l'activité du citoyen, exigera de lui la foi et la joie dans le sacrifice. Ne nous laisse-t-il pas entrevoir, dans les lointains de l'avenir, une Allemagne dont le chef, rejetant tout procédé de gouvernement majoritaire, apparaîtra comme l'interprète des volontés profondes de la nation, comme le porte-parole de la communauté nationale *inspirée* : une Allemagne où le droit, toujours inachevé, se subordonnera non à des vérités *a priori* posées par la raison-expérience, mais aux exigences nationales du moment ; une Allemagne où l'éducation ne visera qu'à former des instruments de l'État ; une Allemagne convaincue de sa mission salvatrice ici-bas, appuyée sur une noblesse *aus Blut und Boden* (qui procède du sang et du contact du sol). Vers la fin de sa vie, Mueller, s'aidant de la révélation chrétienne, s'efforcera (tel l'apprenti sorcier de Gœthe) de conjurer les forces évoquées par lui dans sa ferveur de patriote et tant bien que mal enfermées dans son État « vivant ». « Mais, termine son biographe clairvoyant, que le lien se relâche ou que le sceau vienne à se briser, et la boîte de Pandore laisse échapper son contenu ! »

ERNEST SEILLIÈRE.

W. B. YEATS

(1865-1939)

Il vient de s'éteindre à Roquebrune, près de Menton, où il était venu chercher le calme, le repos nécessaires à une santé délicate. On le voyait se promener dans une chaise roulante, autour de la modeste pension qu'il habitait. Parfois, il faisait encore quelques pas dans le jardin. C'était le plus grand poète vivant de langue anglaise, le plus grand poète anglais, au gré de quelques-uns, qui eût paru depuis un siècle. Il repose sous un cyprès, à côté d'un massif de fleurs, devant les Alpes et la mer, qui lui parlait de sa patrie.

Je me rappelle une visite que je lui fis il y a deux ans, dans la petite maison où il vivait à Rathfarnham, près de Dublin. Il y avait aux murs des peintures, des portraits d'un art moderne assez médiocre, mais qui devenaient touchantes quand on savait qu'elles étaient de son père. Le poète conservait ces pauvres choses par piété, comme des souvenirs d'un temps où son pays étouffait, loin de tout, dans une ignorance de bout du monde : pourtant, l'étincelle couvait encore sous la cendre. L'auteur de ces mauvaises peintures était artiste ; c'est lui qui avait transmis le don qui devait devenir le génie de son fils.

« Avez-vous vu ces arbres sur la côte, couchés par la rafale, tordus toujours dans le même sens, comme des vieilles qui, à force de porter un sac ou un fagot, ne peuvent plus se redresser ? Voilà l'Irlande : depuis trois siècles, toujours ce même souffle trop fort qui nous vient d'Angleterre ! » Et la main du poète, commentant son image, dessinait un grand

geste oblique et impérieux, le geste d'une puissance qui pèse et qui écrase. Trois jeunes femmes l'entouraient ; l'une d'elles, agenouillée à ses pieds, buvait ses paroles, accoudée sur le genou du poète. Celui-ci parlait : des verres noirs sur les yeux ne réussissaient pas à voiler l'éclat d'une extraordinaire beauté, pas plus que sa crinière blanche à empêcher le rayonnement d'une indestructible jeunesse ; on eût dit un dieu qui se déguisait en vieillard, pour épargner la vue des mortels, sans pouvoir tout à fait garder son incognito. Et dehors, le soleil, incendiant les massifs de rhododendrons, semblait Apollon en visite chez son fils favori, et trahissant, par des flots de lumière, la présence de l'immortel.

C'était fort peu de jours après les fêtes du couronnement de Sa Majesté George VI, qui avaient été un gala, une revue magnifique de la puissance anglaise, et où l'Irlande, je crois, ne s'était pas fait représenter. Le poète continuait son discours, au coin de sa cheminée, pour trois jeunes femmes et pour moi, comme un roi sans couronne, retiré dans une chaumière. Quel discours ! Il traitait d'égal à égal, posait ses conditions, discutait l'Angleterre !

« L'isolement ? Non, je n'y crois pas, disait-il avec force ; personne ne peut vivre isolé. Mais pas d'influence exclusive ! Nous voulons bien de l'Angleterre, mais pas de l'Angleterre en bloc, pas de monopole anglais, pas d'invasion massive. Nous prétendons filtrer. Nous voulons faire un choix. Shakespeare, soit ! Mais le sous-produit, l'Anglais de second ordre, la vulgarité anglaise, l'opérette, le music-hall, le roman à la grosse, halte-là ! Pas de cotonnade ni de camelote d'exportation. »

J'admirais, car c'était réellement très beau et presque pathétique. J'admirais cette petite île, qui se permettait de le prendre de haut et de juger sa puissante rivale. Car, lorsqu'on veut bien y songer, cette Irlande, cette Cendrillon perdue là-bas au petit bout de la table et réduite à se contenter, comme une parente pauvre, des miettes de la grande sœur, c'est elle qui était l'aînée ; c'est elle qui se souvenait d'avoir été la reine, et ne pouvait s'empêcher de regarder sa cadette comme une parvenue et une usurpatrice.

Tous les secrets du monde se trouvent dans les îles. C'est en Crète qu'est la clef du génie de la Grèce, en Sicile

que se découvre celle de l'Italie. Dans le désastre de l'Empire romain, à l'époque du déluge barbare, pendant les longs siècles obscurs qui précédèrent le réveil de l'Europe, l'archipel celtique fut le refuge de la paix, du bonheur, un îlot de Paradis dans l'universel naufrage. Du VIe au XIIe siècle, l'Irlande fut un centre brillant de culture, la lumière de l'Occident. Des moines irlandais évangélisent la Germanie. Ce n'est pas tout : pendant des siècles cette île exhala une poésie incomparable, une brume de fables enchantées pleine de féerie et de mirages, cette fantasmagorie qui fut la « matière de Bretagne », et qui répandit sur l'Europe quelque chose d'impalpable, un charme dont nous vivons encore, fait de passion et de chimère, de nostalgie et d'irréel, cet amalgame de rêve, d'amour et d'aventure, que l'on appelle le romanesque.

Telles étaient les pensées que nourrissait à Londres, aux environs de 1885, un jeune homme de vingt ans qui se souvenait de son enfance passée au bord des lacs du comté de Sligo. Ce n'est pas que la légende bretonne fût ignorée chez les Anglais ; elle n'y était que trop en honneur, promue au rang de muse officielle. Comment reconnaître la sauvage Erin ainsi endimanchée sous cette défroque bourgeoise ? Un jour que le jeune Yeats errait de la sorte, mélancolique et inconnu, dans Fleet Street, il perçut un murmure liquide et familier : c'était le bruit d'un jet d'eau, qui supportait sur son aigrette une coquille d'œuf, à la vitrine d'une boutique. Ce bruit imperceptible réveilla dans le passant l'idée de la fraîcheur des fontaines, des lacs de son enfance. Alors s'émurent en lui les premières mesures de son poème d'*Innisfree*, les premiers vers, dit-il, où il ait fait passer sa musique particulière. Il retrouvait à la source, la fée de son pays, qui hantait le Lough Gill et les collines de Ballisodare.

Il a raconté cette anecdote dans ces gracieux souvenirs, qu'il a intitulés *Rêveries*, ou *le Frisson du voile*. L'époque décisive se passa à Paris. C'est là que W. B. Yeats rencontra J. M. Synge. L'auteur du *Baladin du monde occidental* écrivait alors des vers décadents, à la manière des symbolistes. Une foule de choses se préparaient dans cette boîte de Pandore. Une demi-douzaine d'Irlandais, plus ou moins exilés, songeaient à fonder une revue, comme il en pullulait alors, qui serait la voix de leur petit groupe. Ainsi naquit *l'Aube celtique*.

La guerre du Transvaal éclata sur ces entrefaites. Le poète, rentré à Dublin, y transporta le centre de sa croisade spirituelle. Comme toujours, le point d'appui des opérations fut la fondation d'un théâtre. C'était la condition de la propagande, la seule manière de créer un point de ralliement, de conquérir la foule, d'assembler un public. Yeats rêvait d'un théâtre pur, d'un drame poétique, d'une scène qui serait capable de faire concurrence à la scène anglaise, tombée au plus bas degré de la dégradation, et devenue une vulgaire entreprise commerciale. Il voulait relever la dignité de cette muse avilie, n'opposer à Londres que des armes morales. Il défiait l'Angleterre dans un combat de noblesse. L'Irlande ne prétendait qu'au prix de la beauté. C'est uniquement comme artiste et par les moyens de son art, que W. B. Yeats entendait vaincre.

Il faut lire dans le beau livre de George Moore, *Hail and Farewell*, l'histoire mémorable de ce fameux *Abbey Theatre*. Une femme aimable et généreuse, lady Gregory, était l'âme du mouvement. Elle groupait autour d'elle les fidèles, les croyants, le philosophe-poète A. E. (George Russell), qui était le penseur de la bande, Alfred Mertyns, W. B. Yeats, George Moore, qui fut le premier à se lasser du jeu et devint l'apôtre renégat. Le but était de faire un théâtre national, qui fût ce qu'avait été la comédie au temps de Molière, le drame au temps d'Élisabeth. Ce fut l'âge héroïque. Plus tard, pendant la guerre, les choses prirent un caractère nouveau, une tournure révolutionnaire. L'Irlande finit par arracher à l'Angleterre son indépendance. Exemple singulier, au milieu des grandes crises contemporaines, d'un peuple conduit à la liberté par des aèdes et des poètes.

De toute cette histoire, le nom de Yeats est inséparable. Mais il eut l'honneur de demeurer étranger à la politique. Sa gloire a les mains pures. Ni tache de boue, ni tache de sang. La haine ni la colère ne l'inspirèrent jamais. Son triomphe fut d'obliger l'Angleterre à saluer en lui un maître. Sénateur de la nouvelle République (étonnante République, qui fait des magistrats de ses intellectuels !), lorsque la place de poète-lauréat devint vacante, il y a dix ans, par la mort de Robert Bridges, c'est à lui que l'Angleterre la proposa. Elle-même lui décernait la couronne. Il l'écarta. Il estimait

assez grande la récompense d'avoir reçu, pour son pays, en 1923, le prix Nobel de littérature. Il est difficile de dire ce que vaut son œuvre dramatique : ses pièces sont fameuses en Angleterre, et davantage encore en Amérique. Je ne les ai jamais vu jouer. A la lecture, elles semblent d'une beauté un peu froide ; leur vraie magnificence réside dans le langage. L'ambition de Yeats était de tirer de la tradition, de l'antique mythologie celtique, un drame qui eût la noblesse de la tragédie grecque. Ses derniers ouvrages représentés sont des traductions des deux *Œdipe* de Sophocle. Il voulait donner au théâtre la noblesse d'un mystère, en faire quelque chose de rituel et de sacré. On a peine à croire que les dieux celtes puissent remplacer dans ce rôle l'Olympe grec, ou la vieille tradition chrétienne : l'ossianisme a fait son temps, il a peu de chances d'avenir. Mais *la Comtesse Cathleen*, cette légende de la princesse qui vend son âme au diable et se damne pour sauver son peuple, est un mythe admirable, qui mérite d'être comparé aux ouvrages de l'auteur de *l'Annonce faite à Marie*.

Yeats vivra par là, et surtout comme poète lyrique. Ses recueils, *le Vent dans les roseaux*, *les Moires sur la rivière*, *les Cygnes de Coole*, sont les plus beaux qu'on ait composés en anglais depuis les *Mélodies irlandaises* de Thomas Moore. Yeats a introduit dans les vers une cadence, une noblesse de rythmes, une qualité sonore qui n'existaient pas avant lui. On peut dire qu'il a refait l'instrument et rajeuni la lyre. Il est le père d'une école qui s'honore aujourd'hui d'un Padraic Colum ou d'un Ezra Pound. James Joyce ne se lasse pas de citer la strophe magnifique :

Impetuous heart, be still, be still!

qui est peut-être la plus belle chanson anglaise écrite depuis Shakespeare. Il dort. Son long labeur est fait. Récitons sur sa tombe les vers sublimes de la Nourrice, dignes de son ami Rabindranath Tagore, qui terminent *la Comtesse Cathleen* :

« Les ans comme de grands bœufs noirs foulent la terre, et Dieu le bouvier par derrière les pousse de l'aiguillon, et leurs sabots m'écrasent de leur poids, en passant. »

LOUIS GILLET.

ESSAIS ET NOTICES

LA « MAISON DESCARTES » A AMSTERDAM

Le 27 février, en présence de hautes personnalités françaises et néerlandaises, est célébré le cinquième anniversaire, — le *lustrum*, comme on dit là-bas, — de l'Institut français d'Amsterdam, dénommé *Maison Descartes.*

En fait, cet anniversaire a été un peu retardé par les événements politiques, car c'est le 17 octobre 1933 qu'elle a été inaugurée en présence de Son Altesse la princesse Juliana, représentant Sa Majesté la reine de Hollande, au 11 du Museumplein, derrière le célèbre Rijksmuseum. Mais la conception de notre Institut date de plus loin, puisque j'en avais tracé intégralement le programme dans un article intitulé : *Een Maison de France in Amsterdam*, publié par une revue de La Haye, le *Haagsch Maandblad*, en mai 1930. Trois ans pour la réalisation d'un tel projet, ce n'est guère, mais il faut dire tout de suite qu'il fut accueilli avec une singulière faveur par M. Jean Marx, aujourd'hui encore directeur des Œuvres françaises à l'étranger, le baron de Vitrolles, M. Charléty, et par S. E. le Jonkheer Loudon, ministre de Hollande à Paris.

De nombreux pays possèdent une ou plusieurs Maisons de France : maison d'éducation ou maison d'accueil, du type Palais Farnèse ou Casa Velasquez, mais la France, seule, s'est avisée de ce que la petite Hollande avait donné et pouvait donner encore à l'univers de l'esprit, dans le domaine de l'art, où son apport est le plus connu, et dans celui des techniques auxquelles elle doit son existence terrienne, dans celui de la science et de la politique.

Au reste, il ne s'agissait que de renouer les fils d'une longue tradition historique. L'influence française se manifeste, en Hollande,

dès les origines, par ces emprunts à notre langue si abondants que mon savant ami Salverda de Grave a pu leur consacrer un livre. Elle se continue, cette influence, par une série ininterrompue de contacts directs depuis la fin du XVIe siècle jusqu'à nos jours. Terre élue de la liberté, qui y fleurit parmi le fracas des armes dans une lutte presque séculaire contre la tyrannie espagnole, elle attire tous les Français. Deux d'entre eux, Feugueray et Cappel, inaugurent la première université hollandaise, celle de Leyde, que devait illustrer, de 1593 à 1609, un de nos plus fameux linguistes, Joseph Juste Scaliger, *decus Academiæ*, auquel succédera, de 1632 à 1653, le philologue bourguignon Claude Saumaise. Guez de Balzac en 1615 et René Descartes en 1630 s'y feront immatriculer comme étudiants, mais c'est surtout le nom du plus grand de nos philosophes qui symbolise les relations franco-hollandaises, et c'est pourquoi nous avons donné son nom à notre Maison d'Amsterdam.

Jeune officier, le sieur du Perron rejoint, en effet, en 1617, les régiments français au service de Maurice de Nassau, et reçoit, devant un problème affiché et à l'instigation du physicien Beekman, la révélation de son propre génie. La nuit du *poële*, la nuit d'illumination merveilleuse du 10 novembre 1619, est aux environs d'Ulm et non en Hollande, comme on le croit généralement, mais, dès 1628, René Descartes rejoint à Dordrecht son ami Beekman et jusqu'à la veille de son voyage en Suède, 1649, dont il devait mourir, il ne quittera plus cette terre. « Quel autre pays, écrivait-il d'Amsterdam en 1631 à Guez de Balzac, où l'on puisse jouir d'une liberté plus entière ? » C'est un fait caractéristique que le *Discours de la Méthode*, charte française de la raison humaine, dont nous n'avons pas célébré avec assez d'éclat, en 1937, le troisième centenaire, a été écrit à Utrecht dans le petit pavillon du *Maliebaan*, publié par l'imprimeur Jean Maire à Leyde et expliqué pour la première fois à l'université d'Utrecht par le disciple cartésien Reneri. Si le pavillon a disparu, au moins ai-je pu retrouver à Amsterdam la maison où le philosophe connut la tentation et où fut conçue la petite Francinette, fille d'une humble servante, Hélène.

Puis c'est la Révocation de l'Édit de Nantes et la Hollande devient, avant même 1685, la grande arche du refuge. Les ardents adversaires de Bossuet, les Jurieu, les Basnage y figurent avec l'éclat de leur âpre éloquence, et Bayle, faisant front à tous, y publie en 1697 son *Dictionnaire historique et critique*, notre première encyclopédie qui prépare celle du siècle des lumières, mais, avant lui déjà, Saint-

Évremond et Condé, son émule, y avaient découvert Spinoza, dont ils rêvaient de faire l'anti-Pascal du libertinage philosophique.

C'est encore aux Pays-Bas, au XVIIIe siècle, qu'un Montesquieu rencontre des modèles de constitution et de liberté organisée, qu'un Voltaire s'amourache d'une Pimpette (la fille de Mme Dunoyer), que l'abbé Prévost publie, en 1731, son *Histoire... de Manon Lescaut*, et qu'un Diderot artiste explore les richesses de la peinture hollandaise. Un peu plus tard, Mirabeau écrit sa *Lettre aux Bataves sur le Stathoudérat* (1788), les acteurs Collot d'Herbois et Fabre d'Églantine y suivent ces troupes françaises qui, depuis le début du XVIIe siècle, avec Valleran-Leconte, ou avec les Comédiens du prince d'Orange, ont fait applaudir aux Pays-Bas, dans des salles de Jeu de Paume, notre tragédie et notre comédie, peu après la création à l'Hôtel de Bourgogne ou au Marais.

A la formation de la République batave et du royaume de Hollande ne correspond pas le regain d'influence qu'on attendrait, encore que le droit civil néerlandais soit issu du Code Napoléon, mais dès après Waterloo et malgré l'aide apportée par la France à la séparation de la Belgique et des Pays-Bas du nord, le courant reprend : c'est Victor Cousin venant y étudier l'organisation de l'enseignement, Fromentin *les Maîtres d'autrefois*, et Taine cherchant à arracher au sol, au climat et aux mœurs, le secret du clair-obscur de Rembrandt ou de la palette truculente des petits maîtres bataves, ou encore Verlaine tâchant, en des conférences organisées par Zilcken, d'alléger un peu les soucis et les misères de sa chienne de vie.

Ainsi la Hollande a continué à être le pèlerinage naturel des Français de divers états, qui y contentent, à peu de frais et en peu de temps, leur goût de l'exotisme (un exotisme à portée de la main) et leur goût des cuivres luisants, des porcelaines bleues, de la belle peinture et des tulipes. Puisqu'ils possèdent la liberté, ils n'ont plus besoin de la chercher hors de leurs frontières, mais une fois cependant, lors de la Grande Guerre, la Hollande généreuse et accueillante est redevenue terre d'asile, pour les réfugiés belges d'abord (comme pour les réfugiés allemands aujourd'hui) et pour nos enfants des régions envahies.

Chaque Français doit savoir, car c'est une dette de reconnaissance, que, pendant la Grande Guerre, ces Hollandais, que l'on accusait parfois à la légère d'alimenter l'Allemagne et que j'ai vus, en 1917 et 1918, souffrir de la famine, ont réclamé aux Allemands et obtenu 2 000 enfants des régions envahies, les ont, sous les auspices du

ministre et de M[me] Allizé, nourris, vêtus et instruits dans trente écoles, dont ils me confièrent la direction, quand on me renvoya là-bas mutilé et n'étant plus apte au service armé, afin de les rendre à la France amie, plus forts, plus développés et toujours bons Français.

Voilà en résumé ce que, dans son histoire, la Hollande a fait pour nous. Si j'ajoute que notre littérature, notre langue et notre peinture y sont connues et appréciées au point qu'il n'est pas une de nos œuvres un peu marquantes qui n'ait là-bas ses lecteurs, ses fervents, ses spectateurs, que, chaque année et par dizaines, nos conférenciers et nos musiciens s'y font entendre, pour les comités de l'Alliance française, dirigée par deux grands amis de la France, Sauveur et de Vries-Feyens, ou pour ceux de Nederland-Fankrijk (Hollande-France), fondé, en pleine guerre, par Salverda de Grave, on aura une faible idée de ce que la Hollande représente pour nous comme terrain de culture.

L'amitié des Hollandais, qui, difficilement, se livre, une fois accordée, est définitive. C'est pour eux et à la suite d'un séjour là-bas que François Coppée a écrit ce joli vers : « Les gens de climat froid sont de chaude amitié. »

Maintenant, il ne suffit pas de laisser venir à nous la sympathie, il nous la faut rendre en intérêt et sympathie égale. Si la Hollande veut bien considérer la culture française comme un complément nécessaire, bien plus, comme une composante de la sienne, il importe que, depuis longtemps curieux de son art, nous ne restions pas non plus ignorants de sa littérature (1), de sa science et de ses techniques. Tout le monde sait que les Hollandais sont les maîtres de la lutte contre les eaux et des mariniers incomparables. Il nous faut donc envoyer là-bas des ingénieurs pour apprendre d'eux ces grands secrets grâce auxquels ils aménagèrent jadis notre Marais poitevin.

Dans la patrie des Christiaan Huyghens et des Lorentz, la physique est restée en honneur, tant à Amsterdam, où naguère encore Zeeman enseignait l'optique, qu'à Leyde où le laboratoire des basses températures de Haas et Keesom est un des plus beaux qui existent. Par ailleurs, en botanique, c'est l'école de J. de Vriès, dont notre Blaringhem fut l'élève, qui se perpétue à Amsterdam, pour la sélection des espèces, unissant, comme il convient à l'esprit réaliste des Hollandais, la pratique à la théorie. J'ai entendu celui-ci affirmer que l'on ne pouvait utilement pratiquer la culture du riz qu'après

(1) Nous possédons depuis peu un tableau de *la Littérature hollandaise* par J. Tielrooy (Paris, *le Sagittaire*, 1938), dû à un des meilleurs critiques néerlandais.

l'avoir apprise aux Pays-Bas, et c'est pourquoi nous y envoyons nos jeunes élèves de l'École d'agronomie coloniale ou de l'Institut agronomique formés par M. Bœuf ou par M. Noachowitch.

Est-il nécessaire de rappeler les progrès réalisés là-bas dans l'industrie laitière et fromagère, et comme l'on souhaiterait que nos agriculteurs, pussent se rendre compte sur place de ce que peut être la propreté et l'hygiène d'une étable frisonne !

Sans quitter Amsterdam, on peut y constater les progrès de l'urbanisme dans l'aménagement des quartiers nouveaux et le développement de cette architecture hollandaise dont la Bourse conçue par Berlage fut une des premières manifestations. On peut ne pas l'aimer, mais on ne saurait nier son influence européenne, répondant à la tendance et au goût de simplicité du temps présent.

Si l'on ajoute l'étude du néerlandais et de ses rapports avec les autres langues germaniques, l'histoire des Pays-Bas et de leurs relations avec notre pays, les recherches sur les origines et le développement du calvinisme néerlandais, issu de ce calvinisme français toujours vivant dans les églises wallonnes où le culte se fait encore en français, on aura une idée de l'étendue de notre champ d'expérience dans la seule Hollande. Mais ce pays essaime dans ses colonies indonésiennes ou américaines qui, par leur développement politique et agricole, portent un merveilleux témoignage en faveur de la puissance d'expansion de ce petit peuple. Or, comme ces colonies sont étroitement apparentées par leur culture (qu'on l'entende dans tous les sens du mot) à notre Indochine française, il importe que nos fonctionnaires s'initient aux méthodes néerlandaises de colonisation au point de vue politique, social, juridique et agronomique.

On voit quel programme immense s'offrait à notre Institut français d'Amsterdam, et ce programme, tracé dans ses grandes lignes dès 1930, on peut dire qu'en cinq ans nous l'avons presque entièrement réalisé.

Nous avons, en effet, envoyé là-bas et abrité dans notre Maison jusqu'à présent cinq (et à la fin de cette année six) administrateurs coloniaux du cadre de l'Indochine, qui ont appris le néerlandais et pris contact avec l'Institut colonial d'Amsterdam, deux archéologues, dont l'un spécialisé dans l'art khmer, trois pasteurs protestants, dont l'un, M. Wencelius, y a préparé une thèse sur *l'Esthétique de Calvin* ; deux physiciens, MM. Terrien et Guillien, dont l'un a travaillé à Amsterdam, l'autre à Leyde, une chimiste, quatre ingénieurs-agronomes, deux architectes, un musicologue et chef d'orchestre,

Jacques Chailley, aujourd'hui secrétaire général du Conservatoire et qui a travaillé chez Mengelberg et chez Smijers, un ingénieur, un juriste, deux internes des hôpitaux de Paris et enfin deux peintres, MM. Bouchaud et Bersier, qui ont montré, par des expositions récentes de leurs œuvres, à Paris, combien ils ont compris l'atmosphère si particulière de ces « ciels mouillés ». Ce sont en tout, car cette énumération est volontairement incomplète, vingt-deux disciplines représentées par trente jeunes gens et sept jeunes filles.

Leur donner un toit et une bourse mensuelle de 145 florins suffisante pour les faire vivre, c'est-à-dire payer leurs repas, leurs études et leurs déplacements, là ne s'est pas bornée l'activité de la Maison Descartes. Sans doute en bénéficiant des acquisitions hollandaises dans le domaine choisi par eux, une élite de jeunes gens et jeunes filles entre vingt-cinq et trente ans, pourvus déjà de diplômes et d'habileté, constitue en même temps une représentation de choix et comme un échantillonnage de notre jeunesse studieuse, si réservée et si sérieuse, dont une propagande tenace (qui est parfois le fait de certains de nos romanciers) altère si gravement l'image aux yeux de l'étranger. Mais nous avons voulu en outre que notre Maison fût un véritable foyer de rayonnement de notre pensée en y invitant les maîtres de la science française.

C'est ainsi que pendant notre « lustre », l'histoire de l'art y fut représentée par Paul Vitry, René Schneider, Jean Alazard, auxquels vinrent se joindre le directeur du Rijksmuseum F. Schmidt-Degener et Fritz Lugt ; la musique par la claveciniste Pauline Aubert, Janine Weill, Valérie Hamilton, Lucienne Delforge, Robert Darcy ; l'architecture par Georges-Robert Lefort ; la philosophie par Brunschvicg et Jankelevitch ; l'histoire littéraire par Paul Hazard, Marcel Abraham, Raymond Lebègue ; la philologie française par Ferdinand Brunot et Charles Bruneau ; la philologie classique par Paul Mazon et Jean Malye ; l'archéologie par O. Jansé, Vayson de Pradenne et Marcel Durry ; l'indianisme par Sylvain Lévi, Masson-Oursel et Joseph Hackin ; l'histoire par Henri Hauser et Camille Bloch ; la pédagogie par Fauconnet, Lebrun et Ch.-M. Garnier ; le droit et l'économie politique par Henri Clerc et Achille Mestre ; la médecine par Pasteur Vallery-Radot et G. Bourguignon ; la physiologie végétale par L. Genevois, l'astronomie par H. Mineur ; la physique par Pierre Weiss et Edmond Bauer ; la chimie par Aug. Damiens ; la cristallographie par Ed. Friedel ; la mathématique par Émile Borel.

Il y a là comme une encyclopédie parlée de la science française

où le *speaker* était souvent un des maîtres et un des découvreurs de la discipline qu'il exposait. Nous voilà loin du temps, que j'ai encore connu jadis, où les comités d'Alliance française réclamaient surtout un conférencier bon diseur et capable au besoin d'égayer son exposé par des chansonnettes.

Sans dédaigner la conférence littéraire, nous préférons cependant la leçon scientifique, parfois illustrée d'ailleurs par des films, des projections, des expériences, des graphiques ou des auditions. Mais ce à quoi nous tenons plus encore, c'est à des contacts directs entre les personnes, à des échanges de vue que favorisent entre spécialistes les dîners et les réunions qui les suivent et où ceux-ci sont conviés. Ce n'était pas prévu dans le projet primitif et il convient de dire que le mérite en revient exclusivement au directeur incomparable que nous avons choisi, Étienne Guilhou, un de mes plus brillants agrégés de Sorbonne, de la promotion de 1924, et qui, étant en même temps un de mes successeurs à la Faculté des Lettres d'Amsterdam, où il enseigne la littérature française moderne et dirige mon Cercle français, maintient un contact étroit et permanent entre la Maison Descartes et l'Université. Ceux qui ont joui de son hospitalité m'en voudraient de ne pas rendre hommage aussi à Mme Guilhou, maîtresse de maison d'une grâce exquise.

Or ce ne sont pas seulement les conférences qui provoquent ces réunions, mais les expositions françaises d'art ou de littérature, les congrès d'histoire littéraire, de philosophie, de géographie, etc., le passage des normaliens ou des Théophiliens de Sorbonne, le doctorat *honoris causa* de Georges Duhamel.

Pays de territoire exigu et de population limitée à huit millions d'habitants, mais pays de rouliers des mers et de *conquistadores*, la Hollande prend aujourd'hui, comme nous, conscience de son empire de 70 millions d'habitants et de richesses qui peuvent être l'objet de convoitises brutales.

Mais la patrie de Grotius est plus éprise de droit international que de conquête, elle sait que tout se construit par la paix et tout se détruit par la guerre. C'est pourquoi elle accueille volontiers dans sa Venise du Nord, en lui donnant le privilège de l'exterritorialité, cette Maison de France que nous avons mise sous le quadruple vocable de la philosophie, de la science, de l'art et de l'amitié.

GUSTAVE COHEN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

UN GRAND PONTIFICAT

Voici donc qu'a pris fin cette lutte émouvante et magnifique que soutint si longtemps contre les puissances de la mort l'âme véhémente et sereine du grand vieillard vêtu de blanc qui, sur la colline vaticane, incarnait la résistance des droits les plus sacrés des hommes aux assauts furieux de l'absolutisme totalitaire. La mort, dans l'ordre des choses humaines, a toujours le dernier mot. Mais l'œuvre de Pie XI était accomplie. Et, en présence de la douleur spontanée et de l'admiration fervente que sa fin a soulevée non seulement dans la catholicité, mais dans la chrétienté et même dans toute l'humanité qui pense et qui espère, n'est-ce pas le cas de dire avec saint Paul : « O mort, où est ta victoire ? » Car, si la lutte n'est point terminée, si sans doute elle durera, sous des aspects divers, jusqu'à la fin des temps, la victoire est assurée des forces spirituelles contre les formes actuelles de la négation des droits de Dieu et de l'oppression de la conscience humaine.

Il s'agit, dans ces quelques lignes qui voudraient être un hommage, non point de retracer la vie de Pie XI ni son œuvre pontificale dont l'importance, dans le recul des temps, apparaîtra de plus en plus considérable, de plus en plus initiatrice dans les voies de la tradition (1), mais simplement et très imparfaitement d'en indiquer le caractère et la splendide unité.

Achille Ratti fut un humaniste, un érudit, un linguiste, un bibliothécaire. Avant la brève mission diplomatique en Pologne, à la fin de la guerre, que lui confia Benoît XV qui avait discerné en lui

(1) On lira, dans cette même livraison, l'article de M. Georges Goyau : *le Pape des missions : Pie XI*. — Pour toute la vie et l'œuvre du pape, voir : *Sa Sainteté Pie XI*, par Mgr Fontenelle (Editions Spes), 7e édition.

les dons de l'homme d'action et du chef, avant le court passage à l'archevêché de Milan, Pie XI n'avait pas eu l'occasion de faire preuve de décision et de volonté dans les grandes affaires. Les débuts de son pontificat sont, comme il est naturel, hésitants et tâtonnants; le Pape cherche sa voie. Il travaillera pour la paix. Mais par quels moyens ? M. Jonnart, alors ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, qui menait avec le Vatican de difficiles négociations pour l'établissement d'un statut légal de l'Église de France, racontait volontiers qu'un jour, impatienté des lenteurs de la curie, il s'était écrié, en présence de quelques personnes : « Ce Pape n'est qu'un Ratti de bibliothèque ! » Naturellement, le mot fut répété et parvint aux oreilles de Pie XI qui, lorsqu'il eut l'occasion de recevoir le représentant de la France, lui dit avec un malicieux sourire : « Ah ! ah ! monsieur l'ambassadeur, vous dites que je ne suis qu'un Ratti de bibliothèque. Eh bien ! vous avez raison. Je n'étais pas préparé à la lourde tâche qui m'incombe. Aussi je prends mon temps, j'étudie moi-même toutes les questions, je pèse le pour et le contre. Mais quand ma décision est prise, elle est bien prise, elle est irrévocable. »

Bientôt les directions s'affirmèrent. La paix d'abord, la paix sous toutes ses formes après les terribles secousses de la guerre et en face des profonds bouleversements sociaux qui troublent la plupart des grands pays. Paix internationale par l'apaisement des esprits. Paix religieuse à l'intérieur des États par des concordats avec le Saint-Siège. L'Église, loin d'être l'ennemie des États, a besoin de leur concours comme ils ont besoin de son appui ; leurs rapports sont toujours délicats pour le juste partage de ce qui revient à César et de ce qui appartient à Dieu. Il est donc prudent de les définir par voie contractuelle, afin de faciliter la nécessaire et féconde collaboration de l'Église et des États pour le bien des nations. Pie XI n'a pas conclu moins de dix-huit concordats, traités ou *modus vivendi* réglant les rapports des deux pouvoirs et, dans la plupart de ces concordats, il a obtenu pour l'Église à peu près toutes les prérogatives que Grégoire XVI et Pie IX avaient réclamées pour elle.

Paix, en Italie, entre le Saint-Siège spolié en 1870 et la monarchie spoliatrice, par le traité du Latran signé le 11 février 1929 par le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, et M. Mussolini. Le traité a pour contre-partie le concordat qui règle les rapports des deux pouvoirs en Italie. Rome devient la capitale incontestée du royaume d'Italie, tandis que la Papauté est souveraine dans l'étroit domaine de la Cité du Vatican. Le grave différend ouvert par

l'entrée des troupes du roi d'Italie dans Rome est réglé ; une base juridique solide est donnée aux rapports des deux pouvoirs.

Cette chrétienté que Pie XI travaille à pacifier et qu'il rêve de réorganiser ensuite, il se propose aussi de l'étendre par la réunion des Églises dissidentes et par la conquête missionnaire. Deux forces travaillent dans le sens du retour à la grande unité chrétienne du moyen âge. C'est d'abord le rétrécissement des « limites de notre cage » à mesure que la rapidité des moyens de communication abrège les distances et supprime les obstacles. Ce sont ensuite les prétentions intransigeantes du nationalisme, l'étroitesse des racismes, la dureté des totalitarismes qui rappellent à tous les hommes capables de réfléchir que l'humanité ne peut pas renoncer à l'unité. L'idée chrétienne est supranationale par essence. Elle est plus que jamais nécessaire en face de la brutalité des prétentions raciales et de l'âpreté des convoitises : l'humanité ne peut pas renoncer à la charité. Le particularisme religieux a pu être nécessaire aux temps anciens ; il a rendu des services pour abriter et conserver, sous la domination musulmane, les nations chrétiennes d'Orient ; il est devenu un anachronisme. Pour résister à l'assaut du paganisme sous ses formes nouvelles, l'union de toutes les forces chrétiennes devient de plus en plus nécessaire. De la conquête d'âmes nouvelles par le développement des missions, qui est l'un des aspects dominants du pontificat de Pie XI, M. Goyau a très bien parlé dans cette même livraison.

Paix sociale entre les classes par l'organisation du monde ouvrier. Léon XIII avait montré le chemin par l'immortelle encyclique *Rerum novarum*. Pie XI, quarante ans après, confirme, précise, adapte les mêmes directions par l'encyclique *Quadragesimo anno*. Entre la vieille économie libérale et le socialisme marxiste, il trace la voie droite. Les problèmes économiques ne sont pas uniquement d'ordre matériel ; il y entre un facteur humain et par conséquent un élément d'ordre moral. Le salaire n'est pas seulement déterminé par le libre jeu des lois économiques ; il est le moyen par lequel sont assurées la vie et la dignité de l'ouvrier et de sa famille ; la justice sociale est l'une des formes de la justice tout court. L'asservissement de l'homme à la machine a eu pour conséquence l'apostasie des masses ouvrières. Les reconquérir, bâtir pour elles des églises dans leurs faubourgs paganisés et y installer des apôtres, c'était le plus cher souci du grand pontife. Il voulait que ce fussent les ouvriers eux-mêmes qui devinssent missionnaires à l'intérieur des masses prolétariennes, et le succès des « Jocistes » qui reçurent les plus précieux

témoignages de sa confiance et de sa prédilection, fut, parmi tant d'angoisses, une profonde satisfaction pour son cœur paternel. Paix enfin dans la cité, au-dessus des partis, de leurs querelles et de leurs violences, par l'Action catholique organisée dans chaque pays et dont les méthodes doivent être complètement différentes de celles des politiciens et des hommes de parti.

Il n'est rien de plus arbitraire que la distinction que l'on entend faire parfois entre les « papes religieux » et les « papes politiques ». Tous les papes de notre époque ont été des hommes de foi et de piété et leur action a été mêlée à la vie politique des sociétés humaines. Certes, l'activité d'un Pie XI a eu des conséquences dans l'ordre politique ; mais le fondement de son action, ce qui la caractérise et ce qui en fait l'unité, est d'ordre philosophique. Saint Paul nomme les hérésies parmi les œuvres de la chair qu'il oppose aux œuvres de l'esprit. C'est l'erreur philosophique, c'est l'hérésie que Pie XI poursuit, parce que ce sont les erreurs de doctrine qui sont la source de tous les maux qui affligent les sociétés humaines et empêchent la paix entre les hommes de bonne volonté.

Les doctrines philosophiques commencent par n'intéresser qu'un petit cercle d'initiés, puis elles se diffusent peu à peu dans les élites cultivées d'abord, dans les masses populaires ensuite ; il n'en subsiste, à ce dernier stade, qu'une image grossière, réduite à ses éléments les plus simples et souvent les plus nocifs, que l'auteur originel désavouerait peut-être, mais qui est pourtant le résidu authentique de sa pensée. « La culture primaire d'un Adolf Hitler, écrit M. Goyau dans *le Figaro* (9 février), est ainsi l'héritière des Fichte, des Hegel et des Schopenhauer : ils ont donné l'élan au racisme par leur conception de l'immanence de Dieu dans l'humain. » Le comte Robert d'Harcourt, dans son beau livre *Racisme et christianisme*, a montré l'irréductible opposition des deux doctrines. C'est le panthéisme du XIXe siècle qui, dans son ultime aboutissement, enfante la divinisation de la race allemande, race de maîtres au-dessus de toutes les autres, race de dieux qui a tous les droits et qui n'est pas tenue de respecter ce que les autres appellent leurs droits, qui s'arroge le privilège inouï de définir le droit dont elle devient ensuite la bénéficiaire.

Ce sont les circonstances qui permettent aux grands hommes de développer les énergies potentielles qui sont en eux. C'est la montée du paganisme à travers le racisme allemand, à partir de 1933, qui incite Pie XI à multiplier ses avertissements et ses anathèmes. Dans les luttes politiques et nationales d'aujourd'hui, il discernait

le venin d'idéologies qui prétendent fonder, au profit d'une race ou d'une classe, un ordre nouveau et meilleur, et, déjà presque moribond, dans ce mois de mars 1937 qui est le sommet lumineux de son pontificat, il lançait trois encycliques. Par l'encyclique *Divini Redemptoris* qui eut un immense retentissement, il mettait les peuples en garde contre les atroces conséquences du communisme athée, destructeur et niveleur ; il montrait dans le matérialisme inhérent à tout le système marxiste la source profonde des maux dont sont accablées les sociétés qui se laissent séduire par ses apparences égalitaires.

Dans toutes les grandes crises sociales et idéologiques, — au XVIe siècle par exemple, — on a vu apparaître ces logiciens de l'absurde qui conduisent inévitablement les masses égarées à des régimes de sang. En Russie, au Mexique, en Espagne, Pie XI précise les ravages du fléau et avertit les peuples. Mais les doctrines totalitaires qui se donnent comme l'antidote du poison communiste recèlent le même venin ; elles sont une autre forme de l'offensive redoutable du paganisme éternel. La collectivité, l'État, a tous les droits parce qu'il est l'incarnation de la race ; tout l'homme lui appartient et n'appartient qu'à lui. Cette nouvelle idolâtrie, cette déification de l'État qui matérialise « le Peuple », le Pape la définit dans la lettre *Mit brennender Sorge* sur *la Situation de l'Église dans le Reich allemand.* Race, peuple, État, forme de l'État sont des notions qui peuvent avoir dans l'ordre terrestre une place légitime ; elles sont condamnables lorsqu'elles deviennent totalitaires. « Quiconque cherche à les diviniser par un culte idolâtrique renverse et fausse l'ordre des choses créé et ordonné par Dieu ; celui-là est loin de la vraie foi en Dieu et d'une conception de la vie répondant à cette foi. » C'est l'erreur philosophique que l'on trouve à la base des régimes totalitaires, qui les condamne à devenir tôt ou tard les ennemis des conceptions chrétiennes de la société. Pie XI, — écrit dans *la République* M. Pierre Dominique, — « a d'une main ferme tiré au jour, maintenu en pleine lumière, les deux monstres dont on ne sait lequel est le pire, celui qui divinise la classe ou celui qui divinise la race, tous deux divinisant l'État ».

Que si maintenant l'on se demande d'où est venu cet immense sanglot qui a dans toute la chrétienté salué le grand Pape défunt, on le sait maintenant : sa parole a libéré et soulagé la conscience humaine ; elle a été la voix et l'expression de la conscience universelle. « L'homme, en tant que personne, possède des droits qu'il tient de Dieu et qui doivent demeurer vis-à-vis de la collectivité hors de

toute atteinte », disait l'Encyclique aux Allemands. Le mépris des droits de l'individu est le péché mortel des doctrines totalitaires. C'est par là que le fécond enseignement du grand Pape s'apparente aux doctrines politiques chères aux États occidentaux et aux républiques américaines dont le président Roosevelt se faisait naguère l'interprète. Nos lecteurs n'ont pas oublié les belles paroles que prononçait le cardinal Verdier au dîner de la *Revue* : « La France est aujourd'hui aux côtés de l'Église pour défendre le patrimoine commun. La voix du grand vieillard du Vatican a trouvé en ces derniers temps un écho fidèle dans toutes les intelligences françaises. Avec lui nous voulons garder à l'humanité les principes sacrés d'une sage liberté, de la véritable fraternité et de l'égalité chrétienne, ces trois belles choses si chères à notre France moderne. Avec lui nous voulons sauver les droits imprescriptibles de la personne humaine. » En France, le peuple, sans distinction d'opinions, et les pouvoirs publics ont rendu à Pie XI un magnifique hommage. Les deux Chambres ont entendu debout un éloge émouvant et juste, prononcé par leurs présidents, du Pape qui, en ces dernières années, se plaisait à dire que de France lui venaient ses plus douces consolations et qui avait, dès les premiers temps de son pontificat, rappelé les droits de notre patrie au titre de fille aînée de l'Église.

Ainsi s'achève dans une sorte d'apothéose un pontificat longtemps discuté ; il s'épanouit dans la plénitude par la mort de celui qui en était l'âme et dont le nom restera dans l'histoire comme une grande lumière. Le maître de l'ordre nouveau, c'est lui. Mais, comme les Papes du moyen âge dans leur magnifique lutte pour la civilisation contre les empereurs germaniques, ses successeurs auront encore d'âpres batailles à livrer. C'est un nouvel empire germanique que le racisme hitlérien prétend instaurer en Europe. Déjà l'année dernière a fait son apparition, jusque dans Rome d'où Pie XI s'était éloigné, l'insigne païen de la croix gammée, symbole du nouvel Empire.

Il arriva un jour, — c'était en 1161, — que le grand pape Alexandre III, chassé de Rome par Frédéric Barberousse, au désespoir des catholiques italiens, chercha un asile en France. Comme il venait de franchir à Saint-Jean de Losne la rivière de Saône, qui était alors la frontière de l'Empire, il vit venir à lui les rois de France et d'Angleterre, Louis VII et Henri II, qui lui rendirent hommage et conduisirent par la bride sa haquenée. Il est des souvenirs qui prennent, dans le recul de l'histoire, figure de symboles.

LES AFFAIRES D'ESPAGNE ET L'EUROPE

Dans les guerres civiles, plus encore que dans les guerres entre armées régulières, un moment vient toujours où, dans l'un des camps, le ressort moral se détend et se brise. C'est l'heure où la résistance s'effondre ; elle précède de peu celle où les passions commencent à s'apaiser. C'est ce qui est advenu en Catalogne. C'est l'intérieur d'abord qui a fléchi ; ce sont les chefs du gouvernement qui se sont enfuis. La résistance des troupes démoralisées a été très faible ; l'entrée dans Barcelone s'est effectuée sans coup férir et toute la campagne n'aurait, dit-on, coûté que trois cents morts aux troupes nationalistes dont les effectifs atteignaient 300 000 hommes. C'est un lamentable troupeau humain qui s'est rué vers la frontière des Pyrénées. Seuls quelques groupes des brigades internationales faisaient encore figure de troupes organisées. Ces routiers trempés au feu des batailles font penser à ces terribles « grandes compagnies » qui désolèrent nos campagnes à la fin de la guerre de Cent ans ou à ces reîtres qui ravagèrent l'Allemagne pendant la guerre de Trente ans. Que faire de ces hôtes dangereux et comment s'en débarrasser ? Il y a dans leurs rangs un singulier mélange de combattants convaincus, d'aventuriers pour qui la guerre est le plus beau des métiers, et de pillards invétérés. Il convient de rendre à leurs patries respectives ceux qui pourront y rentrer. Les meilleurs éléments pourraient trouver place à la Légion étrangère qu'il faut prendre garde de ne pas contaminer. Quant aux autres, il faudra les diriger sur Odessa ou veiller étroitement sur eux, afin qu'ils ne viennent pas constituer dans la banlieue de nos grandes villes les troupes de choc d'une journée révolutionnaire.

La France a seule, avec le Portugal, une frontière commune avec l'Espagne. Elle se trouve, de ce fait, aux prises avec de terribles difficultés. On a recensé 343 000 personnes qui sont passées de Catalogne en France. Parmi les crimes des chefs révolutionnaires de l'Espagne rouge, le moindre n'est pas d'avoir affolé les paysans, les femmes et les enfants des villages et des bourgs de Catalogne. Si ces pauvres gens avaient attendu les avant-gardes franquistes, tous seraient maintenant en sécurité dans leur pays. On a dirigé vers la frontière des Pyrénées les blessés et les malades des hôpitaux ; beaucoup sont arrivés en France dans un état déplorable, grelottant de fièvre et mourant de faim. Les cas de gangrène

sont nombreux et il a fallu envoyer des renforts de chirurgiens, de médecins et d'infirmières. Cette masse de réfugiés est pour la France une très lourde charge dont personne ne lui saura gré. Après quelques jours très pénibles, tout s'opère maintenant avec ordre et méthode. Environ 50 000 miliciens ont demandé à être rapatriés par Hendaye en Espagne nationaliste. Les fugitifs des villages catalans devraient être au plus vite rapatriés chez eux directement. Dans ce qu'il restera, il faut opérer une sélection sévère. Les tortionnaires de Barcelone et d'ailleurs, les assassins, les pillards, les bandits ne méritent aucune indulgence ; il n'y a pas de raison pour qu'ils échappent à un jugement régulier et au châtiment qu'ils méritent. En aucun cas il n'est permis d'infliger leur voisinage à nos populations et de les nourrir à nos frais. Les méfaits de ces forcenés, que *la Dépêche de Toulouse*, entre autres, a signalés, ne les rendent dignes d'aucune indulgence. L'amnistie, quand le gouvernement de Burgos consentira à l'accorder, ne pourra s'appliquer qu'aux opinions et au fait d'avoir combattu de bonne foi dans les rangs des vaincus ; elle ne devra pas couvrir les criminels de droit commun.

On a pu espérer, durant quelques jours, après la fuite éperdue des ministres vers la France, que la guerre allait enfin se terminer par une paix raisonnable. Le Président de la République, M. Azaña, qui s'est retiré en France, a refusé, malgré les instances de M. Negrin et de M. del Vayo, de regagner l'Espagne par mer ou par avion ; mais la plupart des ministres sont maintenant à Madrid où M. Negrin a déclaré que siégeait le gouvernement. Les deux fractions marxistes du Parlement français et leurs journaux mènent une campagne acharnée pour la prolongation d'une résistance qui ne peut avoir d'autre objet que de faire tuer encore quelques milliers d'hommes, ravager quelques provinces et entretenir en Europe l'état de trouble et d'insécurité. Il semble cependant qu'il soit bien difficile d'organiser une défensive efficace. Une offensive rapide des troupes franquistes aurait, semble-t-il, toutes chances de succès. Une première opération plus diplomatique que militaire a permis l'occupation de Minorque par des troupes nationalistes purement espagnoles. Un croiseur britannique a pris à son bord et emmené quelques centaines de réfugiés gouvernementaux.

M. Negrin et ses ministres n'ont pas constitutionnellement le droit de se considérer, en l'absence du Président de la République, comme un gouvernement régulier. En tout cas, la France n'a plus aucune raison de les considérer comme tels, quand toute l'Europe

se rend compte que le véritable gouvernement de l'Espagne est celui de Burgos et qu'il représente la très grande majorité des Espagnols. M. Albert Sarraut, répondant au Sénat à M. Charles Reibel, a déclaré le 7 février : « Il tombe sous le sens que le gouvernement français ne saurait permettre aux membres d'un gouvernement étranger, défunt ou existant, de s'installer sur le territoire français et de violer ainsi sa neutralité pour y continuer à diriger leur action politique ou leur armée. » M. Georges Bonnet a donné les mêmes assurances, et elles ont été tenues. Quelques journaux de l'Espagne nationaliste se sont plaints que M. del Vayo, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de M. Negrin, ait pu rencontrer, dans l'hôtel qui est encore considéré comme l'ambassade d'Espagne, le président Azaña. Comment aurait-on pu l'en empêcher ? Les membres de l'ancien gouvernement ne sont ni internés ni prisonniers de guerre ; ils étaient libres de louer un avion privé pour s'envoler vers Madrid. Pour la France, voisine de l'Espagne, la reconnaissance du gouvernement de Burgos est plus délicate que pour tout autre ; elle l'était surtout tant que nous avions en même temps, sur la frontière des Pyrénées, contact avec les deux Espagnes ; maintenant, la situation est changée, puisque toute la frontière est aux mains des soldats de Franco. Mais l'opération de la reconnaissance du gouvernement de Burgos ne peut se faire que par paliers, car il faut en même temps cesser de reconnaître le gouvernement de Madrid ou ce qui en reste. Le Conseil des ministres réuni le 14 février a décidé, après une longue et orageuse délibération, de reconnaître *de facto* le gouvernement de Burgos et de demander à M. Léon Bérard, qui a toutes les qualités requises pour cette délicate mission, de retourner à Burgos, cette fois à titre officiel, et d'entrer en négociations avec le général Jordana, ministre des Affaires étrangères, et avec le général Franco.

C'est ce qui fut fait. M. Léon Bérard a quitté Paris le 17. Sa présence à Burgos et celle de l'agent britannique, sir Robert Hodgson, impliquent la reconnaissance de fait du gouvernement nationaliste. La reconnaissance *de jure* s'ensuivra naturellement après que certains problèmes délicats auront été abordés et résolus. Il y a ceux qui concernent les réfugiés dont la France désire avant tout être débarrassée, et ceux qui concernent la présence d'éléments étrangers parmi les troupes franquistes. Il est évident que la France, seule voisine de l'Espagne (avec le Portugal), ne peut reconnaître *de jure*, avec toutes les conséquences que cet acte comporte, qu'un gouvernement effectivement libre et pleinement souverain. Il ne

s'agit pas là de « conditions » à poser, mais de constatations à faire et d'assurances à enregistrer. Le Conseil des ministres britanniques a de son côté donné mission à M. Chamberlain et à lord Halifax de reconnaître le gouvernement Franco quand ils le jugeront opportun. Cette heure prochaine coïncidera avec celle que choisiront MM. Daladier et Bonnet.

La presse allemande et plus encore celle d'Italie semblent s'étonner que la France et l'Angleterre osent entamer des négociations avec le général Franco. Ce qui serait singulier, c'est que la France, qui est sa seule voisine sur les Pyrénées et au Maroc, n'eût pas à débattre de difficiles questions avec lui. L'Espagne n'est pas, que l'on sache, un pays de protectorat ou un pays sous mandat ; elle est un État souverain et libre de ses actes. La presse allemande prétend empêcher le général Franco de contracter, s'il le juge utile, des emprunts en France et en Angleterre. M. Rudolf Kircher, dénaturant les faits à son ordinaire, écrit dans la *Gazette de Francfort* du 15 février : « Que peut-on attendre de gens qui jouent avec l'idée que le général Franco est vénal et que leur porte-monnaie est assez grand pour lui acheter son idéal d'une Espagne forte et indépendante ? » Si tel est, en effet, l'idéal du général Franco, — et nous sommes convaincu qu'il en est ainsi, — la France et l'Angleterre sont complètement d'accord avec lui et même avec M. Kircher, pourvu qu'il ne s'agisse pas d'une indépendance comme celle de la Tchéco-Slovaquie ou celle que M. Hitler réserve, s'ils n'y prennent garde, aux États de l'Europe orientale. De la guerre civile en Espagne, c'est la France comme voisine qui a le plus souffert. C'est elle aussi qui a le plus grand intérêt à voir « une Espagne forte et indépendante » sortir des ruines atroces de la guerre civile et prête à jouer dans la Méditerranée occidentale, pour le bien de toute l'Europe, son rôle historique. C'était le vœu de Pie XI et c'est aussi celui des Français.

René Pinon.

NOTA. — Dans la première partie de son roman, les Passes de Khaïber, — Revue *du 1er février, page 496, — M. Jean Martet a cité le nom de M. Formigé, architecte en chef des Monuments historiques. Celui-ci nous demande de bien spécifier qu'il s'agit là d'une œuvre d'imagination et que son intervention dans ce roman est toute fictive, ce que nous faisons bien volontiers.*

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

re
es
de
or-
nt

on-
ns
ce,
pas
que
est
nd
des
ant
er :
éral
lui
tel
ncu
ment
isse
celle
rope
nme
rand
ines
anée
que.

s de
'artet
histo-
l'une
toute

L

put

inju
des
stor
niur
fleu
autr
un
qu'i
Une
indi
dou
(car
pou
don
faci
stric
cou

tout

LA CLANDESTINE

NOUVELLE

Les voisins étaient sortis, les uns sur la route, les autres dans leur courtil, afin de mieux entendre. Preuve que le ton était monté jusqu'à ce registre aigu où la dispute devient publique.

La maison, elle, ne semblait point faite pour les cris injurieux qu'elle contenait. Une glycine se tordait au-dessus des fenêtres, et ses lourdes grappes fanées retombaient en stores, si bas qu'elles rejoignaient presque les potées de géraniums dont les bouts verdissaient. C'était donc à travers des fleurs que jaillissaient les reproches et les menaces... Une autre étrangeté de cette dispute, c'était qu'elle eût pu paraître un monologue à un auditeur qui eût respecté la distance qu'impose, en de telles circonstances, une discrétion minima. Une femme, dans cette maison, accusait ; elle s'exclamait, indignée et criarde, puis elle se taisait subitement, sans doute parce que quelqu'un lui répliquait. Mais celui-là (car, à cette pudeur, on devinait un homme), personne ne pouvait l'entendre du dehors. Ceux qui écoutaient étaient donc forcés de supposer ses ripostes. C'était d'ailleurs assez facile, parce que souvent la vocifératrice reprenait, à voix stridente, ce qu'il venait de dire, pour s'en moquer, ou s'en courroucer.

— Qu'est-ce que tu vas inventer là ! Faut-il en entendre, tout de même !

Après un silence plus long que les autres, la voix reprit :

— Ça peut s'appeler affronter le monde ! Il ferait bon voir qu'on puisse venir comme ça exploiter les pauvres femmes ! Un grand nonvalant, un malfaisant qui passe tout son temps à courir ! Ah ! c'est du propre !

Cette fois, tous entendirent celui qu'on injuriait ainsi répondre, excédé :

— Puisque je vous dis que j'avais toujours eu idée de ne pas me marier tant que je serais obligé de partir aux Bancs. Et ce n'est pas encore cette année que je pourrai lâcher.

— L'avais-tu promis, oui ou non ? Me l'avais-tu dit assez : « On fera les fiances avant le printemps » ? Tout ça pour que je la laisse aller avec toi aux fêtes... Et dire que je l'ai vue braire quand je lui défendais de te parler, la pauvre faillie bête ! Avais-je assez raison, pourtant !... Oui, un bandit... Tais-toi : tu dois le respect aux personnes d'âge... Mais, espère un petit, ce n'est pas fini, cette affaire-là !...

La voix fléchit subitement, peut-être parce que les menaces gagnent en efficacité à être décochées de tout près et bas. Patiemment, les auditeurs attendaient, bien assurés que la dispute ne pouvait se clore par une menace et que les mots allaient rebondir.

— Eh bien ! on verra !

Un gars, en chandail bleu de marin, sortait, rattrapait son vélo appuyé à la maisonnette, l'enfourchait, et filait bon train vers le bourg, pas assez vite pour n'être pas rattrapé par la voix qui promettait :

— C'est ça, on verra !

Si bien que tous semblaient d'accord...

Mais on entendit une seconde voix de femme, plus grave celle-là, plus calme et plus jeune, affirmer :

— Qu'il aille ! Je le rattraperai...

— Tu le rattraperas ! Il aurait fallu, d'abord...

Les carreaux vibrèrent, tant la fenêtre fut fermée énergiquement. Puis un tour décisif d'espagnolette signifia aux curieux que quelqu'un, dedans, les avait aperçus et leur donnait congé.

Ce fut la grande côte du Chien-Maigre qui permit au fuyard, Gouévic Virgile-Eugène, vingt-quatre ans, avant de doris à bord de la *Rose-Marie*, de faire le point. Tant qu'il avait roulé, il avait repassé en jurant à mi-voix, bouche

tordue par la haine, les stridents sarcasmes qu'il venait d'entendre, les reproches et les menaces. Il avait sans difficulté, jusqu'à la côte, passé sa colère sur son vélo, pédalé à coups de pied ; il avait même attaqué la montée à une allure qui en disait long sur ses sentiments ! Mais dès le second virage, le Chien-Maigre l'avait suffisamment calmé pour qu'il se posât la question : « Qu'est-ce qu'elles vont inventer, les deux-là ?... »

Quand il lui fallut mettre pied à terre, il pensa, de façon plus précise encore : « Elles vont chercher à m'avoir. Comment ?... » Il y réfléchit assidûment, en remorquant sa machine le long de la côte, mais il ne trouva que des choses vagues. Cela ne le rassura qu'à demi de n'avoir point découvert ses points vulnérables. Il se doutait bien que la vieille y serait plus habile. Et pourtant, malgré ses cris, et elle criait bien, la vieille machine ! le silence que la Maria avait gardé pendant toute la dispute l'inquiétait autrement !... Au fond, c'étaient ces silences-là qu'il n'avait jamais pu lui pardonner ! Ça n'avait que sa chemise à soi, et ça se donnait des airs de mépriser le monde !...

Virgile-Eugène l'avait connue à l'assemblée. Elle, qui ne dansait avec personne, avait dansé avec lui. Là-dessus, il était parti pour l'Islande, et là-bas, il n'avait pas été peu surpris de recevoir d'elle, par l'aviso postal, un colis-océan de tabac. Au retour, il avait cru que cela lui donnait des droits, mais elle l'avait lestement giflé au premier geste : s'il voulait sortir avec elle, il irait d'abord la demander à sa mère.

Il ne cherchait que le plaisir, et une belle fille comme Maria le flattait. Il était allé quand même parler mariage à la mère, car il était sournois. Mais l'accueil n'avait pas été chaud. La vieille eût voulu que Maria épousât un fermier, plutôt qu'un de ces Islandais dépensiers qui mangeaient en un mois tous les sous d'une campagne, un de ces « vide le pot » qu'on était toujours sûr de trouver dans les celliers au derrière d'une tonne. Gouévic était coléreux et buté, une tête de bois faite pour donner sur l'obstacle. Il n'eut pas plutôt senti qu'il déplaisait qu'il se posa décidément en futur. Quand la mère eut dit : « Pas maintenant », il n'épargna rien, ni les cadeaux, ni les promesses, ni les services. Il venait dès l'aube bêcher leur courtil, quand elles dormaient, afin de ne pas

essuyer de refus. Il faisait toutes leurs commissions sans en être prié. Il affirmait que s'il se mariait il ne repartirait plus jamais au Banc, qu'il en avait jusque-là, d'ailleurs, de tirer sur les cabillauds ! En même temps, il compromettait de son mieux la grande fille qui se laissait faire honnêtement, parce que le gars lui plaisait et que, disait-elle, il n'y avait point de mal. Elle n'était pas coquette, mais elle était fière et ne supposait pas qu'elle pût cesser de plaire. A la vieille méfiante qui lui reprochait sans relâche de s'afficher avec le pêcheur, qui multipliait les avertissements et les conseils de prudence, elle répondait avec une sorte d'indifférence sereine:

— Laisse-le donc tranquille. Pourquoi se cacher ? Est-on promis ou ne l'est-on pas ?

— Ce n'est pas une raison ! criait la vieille.

Mais Maria haussait les épaules tranquillement. Elle était sérieuse, mais point innocente ; et elle se savait désirée. Elle savait encore qu'il lui appartenait de faire servir ce désir au mariage et que c'est la grande chance et le devoir des filles.

Un soir, une voisine était accourue :

— Mais qu'est-ce qui se passe, donc ? Le gars Virgile qui embarque ?

Maria était devenue pâle comme la mort, et la vieille, toute saisie, avait balbutié : « Ce n'est pas Dieu possible !... »

La commère avait joué la comédie de rigueur :

— Comment, vous ne le saviez pas ? Vrai, il ne vous l'a pas dit ?... Ah ! ça, alors, c'est pire que tout !

Gouévic repartait, en effet. Il avait signé son engagement la veille, pour échapper justement à ce mariage qui peu à peu le menaçait. Car il s'était engagé plus loin qu'il n'aurait voulu. La Maria lui plaisait assez pour qu'il fût allé, avec elle, s'enquérir d'une maison dans le bourg, de travail chez le petit garagiste, car il bricolait dans les moteurs. Il avait été pourtant sourdement satisfait d'apprendre qu'il n'y avait point d'embauche pour l'heure, dans la mécanique. Car s'il faisait par force son métier de pelletat, il le détestait encore moins que les tâches quotidiennes qu'on vous inflige à terre. L'année de l'Islandais se partage en deux morceaux : six mois de crèverie, pour sûr, mais six mois de bon temps ! Six mois où l'on a des sous et où on les boit... Même les mariés s'arrangeaient pour s'assurer la bonne vie à terre. Bons gars, ils

désarmaient leurs femmes par de somptueux cadeaux d'arrivée, des bombances et des cinémas. Comme elles avaient eu leur part, elles leur donnaient à peu près la paix, les laissaient chômer à leur aise et se gratter le blanc des yeux sur les petites cales à regarder la mer venir et s'en aller. Pour se dégoûter du mariage, les soirs où il était tenté, Gouévic se disait que Maria, travailleuse comme elle l'était, le pousserait dur à l'embauche et que ce seraient des scènes pour attraper seulement un après-midi tranquille. Maintenant, il était libre ! Il se redressait quand il pensait le mot !...

Le soir où le capitaine, qui faisait sa tournée d'engagement, l'avait emmené, lui comme les autres, à « *Chez Francis* », et longuement abreuvé de mics et de bolées, il avait d'abord posé à l'incorruptible, calculant qu'en se faisant prier il parviendrait peut-être à engraisser quelque peu le denier à Dieu :

— Impossible, capitaine. J'ai promis, vous comprenez...

— Tu as un autre métier ? Tant mieux pour toi, mon gars !

— ...

— Parce que, pour dire qu'il n'y a pas de métier à valoir mieux que le Banc, moi, tout capitaine que je suis, je n'irai pas le dire, ça serait mentir. Mais un métier est un métier, et la bricole est la bricole, et les pieds de choux sont les pieds de choux... Puisque tu as trouvé mieux comme boulot, ça va. Là, je te dirai : « Tu as raison ; faut être à son intérêt avant tout. » Mais si tu n'avais en vue que de la bricole ou de t'en aller journalier chez Pierre, Jacques ou Philippe, qui ne découdront point leur boursée pour tes beaux yeux, je te dirai aussi franchement : « Là, tu as tort ! » Et quand on a tort, on a du regret. Et quand on a du regret, il n'est plus temps... Est-ce que ta promise ne peut pas t'attendre six mois de plus... Un beau gars de même, ça s'attendrait dix ans !

Le maître après Dieu l'avait alors regardé avec une perspicacité bien singulière, et avait ajouté :

— Et puis, à supposer que tu ne sois pas encore tout à fait décidé à faire le saut à la mairie, six mois de réflexion de plus, chacun dans son coin, ça ne fait pas de mal ! On sait mieux ce qu'on fait, alors on le fait mieux... Ce n'est pas vrai ce que je te dis là ?

Ils avaient encore discuté longtemps, sachant bien, l'un et l'autre, qu'ils ne se battaient que pour 100 francs de plus ou de moins. Puis Gouévic avait signé. Mais, malin, il avait refusé jusqu'au bout dans l'auberge, devant les autres, et n'avait brusquement fléchi que seul à seul avec le capitaine, en exigeant le secret.

Le lendemain, il s'était heurté à la mère de Maria, qui descendait le perron du boulanger.

— Tu n'es point venu, hier ?...

— Non, je n'ai pas pu...

— On va te voir, ce soir ?...

— Ben, oui...

— Tâche, tout comme, de venir de bonne heure...

Inquiet, et bien que l'air de la vieille lui parût parfaitement naturel, qu'elle semblât à cent lieues de se douter de rien, il demanda :

— Venir de bonne heure, pourquoi ça ?

— Pour rien, dame ! C'est Maria qui m'a dit de te le dire.

Cela ne lui ôta point sa méfiance, mais lui donna de la colère. Il en était tombé à redouter les criailleries de deux femmes ? Il irait ! Il dirait...

Mais lorsque, sitôt entré, les malédictions et les injures lui avaient plu dessus, à fenêtres ouvertes, tandis que ses idées tourbillonnaient sous le regard fixe de Maria, il avait balbutié quelques propos lâches et fui, enragé de honte et de rancune, devant le voisinage assemblé.

Nous ne partirons pas,
Les vents sont nord-oue't.
Nous ne partirons pas,
Les vents sont noroît !

Ils braillaient cela à quatre ou cinq, en descendant l'unique rue du bourg, afin de se donner l'air d'être en bordée. Cette chanson de la partance qui affirmait justement qu'ils ne partiraient pas, ils en sentaient encore, en la poussant, l'ironie frondeuse, bien qu'ils fussent déjà fin saouls... Gouévic marchait au milieu, tiraillé à droite par Frelaut, le saleur, secoué à gauche par « Fillette », un novice, mais qui avait su se montrer digne de l'honneur qu'on lui avait fait d'accepter ses tournées, et avait bu comme un ancien.

Un seul bateau, cette-année-là, partait du petit port pour l'Islande. Jadis, on en avait armé jusqu'à quinze !... Aussi le métier était-il désormais méprisé. Il ne s'agissait plus, comme autrefois à Paimpol, d'appareiller en musique, avec le recteur, les chantres et les cierges : de toutes les traditions de la partance, il ne restait que cette ribote mélancolique à la veille de l'appareillage.

Le bateau lui-même, la *Rose-Marie*, était un bateau de pauvre. Amarré au bord du quai, au pied de la falaise rose, il ressemblait à un gros sabot à mâts, avec ses formes basses et son gros derrière exagérément lourd, même pour un terre-neuvier. L'armateur l'armait au compte-gouttes, y dépensait plus de goudron que de peinture. Il plaignait les cordages neufs, et refusait, tant qu'il le pouvait, de remplacer les voiles. Il apportait en somme plus de ténacité à refuser aux locataires de son brick-goélette les aménagements nécessaires que certains propriétaires d'immeubles à rejeter les demandes de réparations. Les bonnes langues chuchotaient que la *Rose-Marie*, si vieille, toute gercée, était assurée pour une somme bien supérieure à sa valeur et que l'armateur ne désirait rien tant qu'une bonne voie d'eau qui l'enverrait par le fond. Les hommes de l'équipage ne le contestaient point :

— Il est mûr comme une vieille bogue de châtaigne, assuraient-ils. Un de ces jours, ses coutures craqueront et il nous coulera sous les pattes. Il ne sera pas perdu pour tout le monde !...

Cela ne les empêcha point d'y embarquer à l'heure voulue, le lendemain matin, avec une régularité, une sagesse d'ouvriers qui entrent au chantier. Le départ, lui aussi, manqua de prestige. Quand la marée lui eut monté sous le ventre, la *Rose-Marie* se secoua, et un petit patouillard à vapeur, qui faisait le marchand de sable sur la côte, lui passa un grelin qu'elle mailla sur sa chaîne d'ancre. Puis il la traîna dehors, en soufflant comme un petit chien attelé à une trop grosse voiture. Il restait sur le quai quelques femmes qui firent de la main : « Au revoir, au revoir ! » Leurs hommes ne leur répondirent point, afin de ne pas se rendre ridicules, de ne pas se faire blaguer par les célibataires. Mais leurs yeux ne lâchaient point les visages sous les coiffes blanches, et les femmes, qui le

savaient, évitaient de s'essuyer les yeux par peur qu'ils ne vissent le geste.

Quand on eut doublé le feu du petit môle, le capitaine Barthélemy cria :

— Hisse !

Les voiles épaisses battirent, montèrent. Elles hésitèrent quelques secondes, debout au vent, comme les pigeons voyageurs le font au sortir des cages que leur ouvrent les sociétés colombophiles. Barthélemy, le nez en l'air, cria encore :

— Mollis pas ! Hale dessus !...

Il criait pour le plaisir, pour qu'on l'entendît du quai comme du petit vapeur qui rentrait maintenant sa remorque, car il avait une des plus grandes voix de la marine et il en était fier. Les voiles étarques s'arrondirent, ramassant du nordé plein leur creux, et la vieille baille commença son voyage.

* * *

Le gros temps les prit comme ils doublaient le cap Clear, à la pointe sud-ouest de l'Irlande, un gros temps qui s'étalait facilement, avec la voilure basse comme elle l'était, mais qui faisait sonner quand même le vieux bateau du haut en bas de sa pauvre carcasse. A quatre heures de l'après-midi, Barthélemy déclara tout haut, et des hommes l'entendirent :

— Ça fraîchit trop pour mon goût.

Les rafales, en effet, empiraient, et la pluie tombait torrentielle. Le bras de misaine-babord venait de casser et la mer n'était plus qu'une fumée. A six heures, alors que la nuit était tout à fait venue, il fallut prendre la cape sous des coups dangereux à tout défoncer : deux hommes étaient attachés à la barre pour tenir la *Rose-Marie* au plus près sous sa misaine, et ceux-là seuls peinaient, assommés qu'ils étaient par les morceaux de mer. Tous les autres restaient bien tranquilles, qui dans la chambre, qui dans le poste avant, à attendre que ça mollisse. Pourtant, à tour de rôle, le capitaine et le second montaient jeter un coup d'œil et s'assurer que tout tenait là-haut, que les doris ficelés sur le pont par demi-douzaines ne partaient pas sans prévenir.

Ils étaient douze dans la chambre, assis autour de la table à roulis, le capitaine, le second, les patrons de doris et le

saleur. Ils semblaient enfermés dans une boîte de bois extraordinairement robuste. Partout où elles le pouvaient, les planches et les poutres montraient leur épaisseur. Ce n'est que dans les bateaux de Terre-Neuve et d'Islande, ou encore dans les combles des vieilles maisons, que l'on voit au bois cette force ramassée et têtue. Les couchettes se creusaient tout autour de la chambre carrée, comme des caisses ouvertes. La lampe à cardan balançait des ombres au-dessus des têtes immobiles. Tous se laissaient secouer sans bouger, certains un peu gênés d'ailleurs par cette première danse : les marins, si singulier que cela puisse paraître, ont facilement le mal de mer quand ils embarquent après un assez long séjour à terre. Personne ne parlait ni n'essayait même, car le fracas de cataracte qui les enveloppait eût obligé à se crier les mots aux oreilles.

A sept heures, le second se leva et fit signe au saleur. A eux deux, ils arrachèrent le panneau d'une trappe, et une fosse carrée apparut, la soute à biscuits zinguée, où la provision de pommes de terre voisinait avec les piles de larges biscuits. Ils en tirèrent quelques paquets, car, par ce temps, il ne fallait pas s'attendre au pain frais de la cuisine. Le roof où se trouvaient le pétrin et le four avait été à demi défoncé d'un coup de mer et tout y était noyé.

Quand il eut distribué les biscuits à des hommes qui hochaient la tête, ou haussaient les épaules, pour bien signifier qu'ils n'étaient pas contents, le second, placidement, s'en alla vers la cambuse. Un coup de roulis l'assit brutalement au passage sur le coffre à médicaments n° 1, et, comme il se relevait, le tangage court de la *Rose-Marie* lui heurta durement l'épaule au rebord de sa propre couchette, car, par un privilège de son grade, il avait sa « cabane » à l'écart des hommes, entre la cambuse et la chambre. Il jura sous le choc et écarta mieux les jambes.

La cambuse où il entrait était une sorte de long boyau tapissé de poutres peintes en blanc. La lanterne-tempête, qui se balançait là-dedans, aspergeait de lueurs rouges un énorme cube de tôle, qui était une caisse à eau, des tonneaux solidement amarrés sur leurs chantiers, des empilements de sacs et de caisses de bois. Il y avait là de quoi nourrir trente hommes pendant six mois, en lard et en fayots...

Le second mit les mains dans ses poches pour mieux se

rappeler la place des denrées qu'il avait rangées lui-même et qu'il lui fallait retrouver dans la danse du bateau à la lueur fumeuse de la lanterne.

— Le *corned beef* est là...

Il fit un pas vers l'endroit où il allait tâter les grosses boîtes carrées, et cela lui amena le visage à la hauteur du panneau de la cale. Dans la cloison de la cambuse était pratiquée, en effet, à la hauteur des yeux, une large découpure carrée d'où le regard plongeait dans la vaste cale. Ce n'était, pour l'heure, qu'une profonde nuit noire où s'entassaient 150 000 kilos de sel. Et ce fut de là, de ce fond désert du bateau, que jaillit tout d'un coup un cri aigu.

« C'est le mousse, pensa le second. Mais qu'est-ce qu'il f... là ? »

Car c'était un cri d'enfant qui venait de vriller l'ombre. Cela, on n'en pouvait douter... Mais le second se rappela tout à coup qu'il venait de laisser derrière lui, dans la chambre, le gosse bien serré, sur son banc, entre le capitaine et le saleur, si serré qu'on n'en voyait que le bout du nez et les deux poings sur la table. Mais si peu qu'on en vît, on en voyait assez pour être certain que le mousse assis dans la chambre ne pouvait être en même temps à crier au bout de la cale, là-bas, vers la soute à filins...

Un marin, si lent qu'il soit, hésite rarement. Même s'il faut s'abstenir et attendre, il le fera de façon active, s'il est possible d'ainsi parler. Il effacera temporairement de ses préoccupations l'acte qu'il a décidé de différer et qui lui semble plus convenable à un autre temps... Le second ne médita donc point longtemps devant le trou noir par où le cri lui était arrivé. Qui a crié criera encore, si cela en vaut la peine. Mais il fallait en donner le temps... En attendant, où était le *corned beef* ?

Méthodiquement, il choisit ses boîtes, s'en alla tirer les rations de vin, ce qui, avec un roulis pareil, exigeait de l'attention et de l'équilibre !... Il se relevait, quand un appel monta du fond de la cale, mais cette fois du bas même de la cloison. Il y avait quelqu'un qui s'était hissé sur les talus de sel pour arriver sous cette ouverture carrée, ouverte dans la cambuse, et par où il avait aperçu sans doute la lueur rouge de la lanterne.

Et celui qui était là, au lieu d'appeler comme tout le monde et de parler comme un chrétien, ne faisait que répéter : « Hélâ... hélâ... », et encore, en retenant sa voix, comme s'il avait en même temps souhaité et craint d'attirer l'attention.

Cela ajoutait encore à l'absurdité de la situation. Comme l'immense cale, en effet, ne devait servir qu'à l'arrivée sur les bancs, quand les hommes y creuseraient dans le sel le premier « drain », pour les premières morues, c'était bien le lieu du bateau le plus désert et le plus inaccessible. On en avait solidement assujetti le panneau, une fois les dernières pelletées de sel gris embarquées, et depuis personne ne s'en était plus soucié, sauf pourtant le capitaine, qui, en écoutant les coups de masse de la tempête contre son vieux tossemer, songeait :

« Pourvu que la cale soit franche, que les coutures tiennent, qu'il ne se déclare pas une voie d'eau ! Ça ferait une jolie bouillie, avec mon sel !... »

La stupeur du second s'expliquait donc assez. Elle ne l'empêcha pas toutefois de décrocher la lanterne, puis de la descendre à bout de bras par l'ouverture qui béait sur la cale. En s'y penchant, il aperçut, à un mètre environ en contre-bas, un visage sanglant qui se levait, des yeux démesurés qui le fixaient. Tout le reste de l'être, s'il y avait un reste, se noyait dans la pénombre dense.

Biel, second à bord de la *Rose-Marie*, était natif de Plouër, sur la Rance, c'est-à-dire haut-Breton, « Gallo ». S'il eût été Cornouaillais imaginatif, Trégorrois rêveur, ou Léonard mystique, il eût probablement lâché sa lanterne. Mais la Haute-Bretagne, proche déjà de la positive Normandie, croit peu aux fantômes. Pour Biel, tout, sur la *Rose-Marie* et autour d'elle, était explicable, à condition de prendre son temps pour l'expliquer. Ce grand bonhomme plus plat et plus maigre qu'il n'est fréquent était célèbre sur les bateaux où il servait pour sa placidité et son flegme. La colère même n'était pas capable de lui faire hâter son rythme. On s'apercevait qu'il était furieux à une lippe de sa large bouche, à un noircissement dur des yeux, mais le geste restait aussi paisible. Il devenait même plus lent. Par exemple, ce qu'il empoignait dans ces moments-là, que ce fût un bonhomme ou une amarre, était forcé de céder ou de casser...

C'était donc parfaitement l'homme des circonstances. Ajoutons qu'il n'avait jamais lu de roman policier et qu'il ne concevait pas même l'effet de terreur qu'un feuilletoniste intelligent eût pu tirer de la situation, avec un minimum de métier. Il se contenta de demander :

— Qui est là ?

Car, ce qui le surprenait par-dessus tout, ce n'était pas que quelqu'un se promenât, contre toute vraisemblance, dans la cale : il passe de si drôles d'idées dans la cervelle d'un matelot saoul ! Ce n'était pas non plus que le promeneur eût récolté cette entaille qui lui crevait le front : à bord d'un bateau, et par ce temps, il est toujours permis de s'endommager le cuir, à preuve tout un coffre médical voué aux pansements, et que, huit jours plus tôt, l'inspection de la marine était venue visiter. Le commissaire avait même fait le branle-bas parce que la nomenclature était déchirée...

Non, ce qui dépassait Biel, le choquait, l'inquiétait même, c'était de ne pouvoir mettre aucun nom sur cette face où le sang coulait en rigoles. Cela ressemblait au mousse et n'était pas le mousse ! Mais cela ne ressemblait à rien de ce qui était les visages de l'équipage. Car c'était le métier de Biel de connaître tous les hommes, et il savait son métier. D'ailleurs, sur vingt-neuf qu'emmenait la *Rose-Marie*, il y en avait vingt-deux d'anciens. Quant aux sept nouveaux, après ces six jours de mer, le second les connaissait assez pour jurer sous le couperet que jamais, au grand jamais, on n'avait embarqué cette tête-là sur le bateau !...

Il avait donc posé la question d'identité et il attendait la réponse. Si simple que cela semble, c'était quand même exceptionnel, car tout autre, à la place de Biel, devant le mutisme qui se prolongeait en dessous, eût renouvelé son interrogation avec une énergie accrue. Lui, au contraire, à cause de son grand bon sens, jugea inutile de prolonger une conversation dans une posture si peu commode pour tous les deux. Le roulis, en effet, lui meurtrissait les épaules aux arêtes vives de l'ouverture, mais l'énorme déhanchement du bateau éprouvait encore bien plus son interlocuteur, qui venait de s'enfoncer tout d'un coup, de disparaître de la zone éclairée. Il avait certainement glissé sur le talus de sel jusqu'au fond de la cale.

— Allez, hurla Biel au trou noir, sors-toi de là-dedans !...

En même temps, il ramena du bout du pied une caisse de café jusqu'au bas de l'ouverture, et y monta. Ainsi rehaussé, il pouvait entrer jusqu'à la ceinture dans le panneau, s'y pencher, allonger encore ses bras qui n'en finissaient plus. Afin de mieux haler, il avait accroché sa lanterne près de lui, à un clou de la cambuse, si bien qu'il ne voyait plus rien du tout de la cale, mais il avait les mains libres.

— Vas-tu t'amener ?...

Il ramait dans le vide, sans rien rencontrer. Pas un instant, d'ailleurs, il ne pensa que l'apparition fantômale s'était évanouie, comme dans les contes, mais seulement qu'il fallait que le type, là-dedans, fût plein comme un œuf pour ne pas même pouvoir répondre ! Maintenant qu'il ne le voyait plus, il ne doutait pas d'avoir affaire à un « zigoto » de l'équipage, tombé dans la cale au sel par une de ces voies mystérieuses connues des seuls ivrognes. Et cela le rendait d'une indulgence extrême. Jamais, en effet, l'ivresse n'indigne un marin. Quand il s'agit de la sienne, il en tire un juste orgueil ; s'il s'agit de celle d'un autre, il s'en amuse avec un peu d'attendrissement, et sa sympathie s'augmentera d'une sorte de considération, si le gars a bu à en tomber roide ou s'il est, tout au moins, incapable de dire « pain ».

Biel, qui n'était pourtant pas très loquace dans le service, commença à encourager l'obscurité :

— Allons, monte donc ! Tu vois bien où je suis ?... Tu vois bien la lumière ?... Es-tu au moins capable de lever les bras ?...

Ces bras, dont il parlait, en tâtant le noir à leur recherche, il s'y heurta et les empoigna. Mais, cette fois, il faillit bien les lâcher, parce que ses gros doigts se refermaient sur des poignets qui n'étaient pas, qui ne pouvaient pas être des poignets d'homme, et parce que le corps qu'il soulevait lui paraissait absurdement léger...

— Qu'est-ce que vous faisiez là-dedans ?

Il avait attendu de longues secondes avant de le demander, quand il avait eu arraché au cadre étroit et planté debout au milieu de la cambuse cette femme blessée, épuisée, déchirée, affreuse à voir avec ses yeux de folle, son tremblement, son visage de ciment gris.

Au lieu de répondre, elle s'abattit, non pas d'une belle

chute tragique en arrière, tête abandonnée, mais comme un sac vide, un affaissement dans la verticale d'un corps qui s'aplatit parce que tout y lâche à la fois.

— Alors quoi, il y a quelque chose qui ne va pas, là-dedans ?

La carrure du capitaine emplissait la porte. Il avait jugé que le second mettait trop de temps à ramener ses vivres : lambinait-il ou bien avait-il trouvé du gâchis dans la cambuse ? Dans les deux cas, il fallait voir. Quand il eut aperçu Biel au fond, penché sur quelque chose à terre, il s'enquit :

— Quoi, un tonneau qui fuit ?

Et comme l'autre ne se détournait pas, ne répondait pas, il avança.

Lorsqu'il fut à côté de son second, Biel se contenta de dire, en montrant le tas, sur les planches :

— Voilà ce que je viens de tirer de la cale.

Le capitaine Barthélemy, intrigué, se pencha :

— Qu'est-ce que c'est que ça ?

Dans la pénombre, et avec ses jupes étalées, la tête cachée par une épaule relevée, les mains enfouies sous le corps, il était excusable de n'avoir pas deviné tout de suite. Mais quand il eut touché, senti la chair, il se releva net. Il n'aimait ni les plaisanteries, ni les devinettes, quand les choses étaient sérieuses, et, d'un tout autre ton, il demanda :

— Qui est-ce ?

Le second fit un geste d'excuse :

— Je ne sais pas, capitaine.

— Hein ?

— Non. Ce n'est pas de chez nous : c'est une femme...

Le capitaine, sans rien ajouter, se pencha, saisit le corps prostré, lui lança la tête en arrière, comme l'on fait d'une poupée de son, et sa stupeur, à lui, vint de ce qu'il la reconnut :

— Bon Dieu ! murmura-t-il... Mais c'est la fille Prioul !

En entendant son nom, elle entr'ouvrit les yeux, mais la tête inerte continua de pendre, et le corps restait mou.

— Allez, attrapez-la, Biel. Dans la chambre...

Ils la traînèrent, en se cognant, en la cognant aussi à tous les coins, parce que le bateau devenait vraiment fou. Lorsqu'ils débouchèrent avec elle dans la chambre, tous ceux qui étaient là assis se détournèrent, regardèrent, et, pour mieux

regarder, ils allèrent même jusqu'à ôter la pipe des dents, mais pas un ne se leva... Le capitaine et le second s'occupaient de la chose : cela paraissait suffisant à tous.

— Où va-t-on la mettre ?

Biel, en le demandant, songeait qu'il fallait étendre tout de suite cette femme évanouie, et, de préférence, sur une couchette, puisqu'il y en avait douze de libres. Mais justement, cela posait tout de suite un grave problème : elle n'avait pas de place à bord, et pour lui en donner une, il allait falloir prendre la place d'un autre. De qui ?

— Chez moi...

Le capitaine, qui la tenait par-dessous les bras, montrait d'un coup de tête l'entrée de sa propre « chambre ». Elle mesurait 1 m. 83 de longueur sur 1 m. 75 de large. La couchette y était, comme celle du dernier matelot, une sorte de caisse longue sans couvercle et posée sur le côté. Mais ce qui distinguait des autres le maître après Dieu, c'était l'ameublement de cette tanière. Il y avait contre la cloison un long casier à multiples compartiments qui ressemblait, en plus robuste, à ceux des petits restaurants où les bonnes logent les serviettes des pensionnaires. Mais là, les serviettes étaient multicolores, des rouleaux d'étoffe rouges, verts, bleus, jaunes, toute la gamme des pavillons et des flammes qui servent au code international. Deux petits coffres, à hauteur d'appui, s'avançaient chacun jusqu'au milieu de la « chambre », comme s'ils avaient voulu décourager d'avance tous ceux qui tenteraient de prendre pied dans ce logis. Sur une tablette, le livre de bord s'ouvrait à la page du jour, avec le registre des heures de travail supplémentaires. L'autre coffre arborait un pot à eau écorné et une cuvette. Cela seul disait le grade de l'habitant, car se laver sur le Banc est un luxe que bien peu envient au capitaine. Malgré ces aménagements, la cabine ressemblait beaucoup plus à un mauvais placard qu'au domicile particulier d'un commandant de bateau.

Ils engagèrent le corps inerte dans la longue alvéole de la couchette et l'y laissèrent tomber. Puis le capitaine sortit un instant, reparut avec un paquet de ouate, des ciseaux, une paire de pince à pansements, et la grosse bouteille d'eau oxygénée. Il en versa dans la cuvette, nettoya rapidement la longue entaille qui partait du front pour gagner le

sommet de la tête, puis il coupa des cheveux et demanda :

— En somme, elle bougeait, elle parlait, quand elle a eu ramassé ça ?

Le second n'hésita pas :

— Elle bougeait, pour sûr... Parce que, pour moi, quand elle a crié la première fois, c'était tout à fait au bout de la cale, et elle l'a traversée pour venir jusqu'à la cambuse, pour arriver à la lumière. Et puis elle a encore eu la force de monter deux fois sur le sel. Et puis...

Le capitaine l'interrompit :

— Oui... Alors, il ne doit pas y avoir de fracture du crâne, on peut recoudre.

Il s'absenta de nouveau un instant, puis revint avec son aiguille à sutures. Ce fut très vite fait : il pinça un gros bourrelet de chair, creva la peau, enfonça. La patiente gémit à la première piqûre, puis se tut. Quand il eut fini, le capitaine Barthélemy s'aperçut qu'elle le regardait. Sans paraître le moins du monde le remarquer, il lui tourna le dos, ouvrit le paquet de bandes à pansements et se mit en devoir de lui confectionner un bonnet convenable. Le roulis pourtant interrompait parfois le travail, car le bateau se couchait presque sur le flanc. Barthélemy l'acheva cependant, et quand ce fut fini, et bien fini, il regarda durement sa patiente :

— Tu peux causer ?

Les lèvres blanches murmurèrent :

— Oui... Mais je n'ai plus de force... Je n'ai pas mangé gros comme ça depuis qu'on est parti...

C'était sa main engourdie qui se fermait à demi pour montrer la quantité dérisoire de nourriture qu'elle avait absorbée : ses rations de six jours auraient tenu à l'aise dans cette main entr'ouverte.

Là encore, le capitaine Barthélemy fut juste. Il avait accepté la blessée comme un blessé normal qui exigeait les soins réglementaires ; il accepta de même le fait de l'épuisement, et comme il ne pouvait être question de quoi que ce fût de chaud, avec la cuisine noyée, il ordonna :

— Envoyez-lui un quart de vin et des biscuits.

Lui-même cassa le premier et l'émietta dans le bol de vin noir. Biel repartit chercher une grosse cuiller de fer, et ils la regardèrent manger. Le roulis lui jetait du vin sur elle...

Quand elle eut fini, elle dit à voix basse :

— Merci.

Tous deux virent à son visage qu'elle se résignait maintenant à l'interrogatoire nécessaire. Mais le regard du capitaine qui s'appesantissait sur elle se détourna brusquement, et il avertit :

— Pour le reste, on en parlera demain...

Puis il revint dans la chambre où personne n'osa l'interroger.

Les hommes rongeaient déjà un bout de lard ou de couenne qu'ils gardaient assujetti par le pouce sur le biscuit plat et qu'ils coupaient en minces tranches. Le capitaine et le second firent de même. Eux aussi mangeaient lentement, comme des paysans qui savent le prix des bouchées. Le repas fini, les quarts égouttés, chacun, lourdement, s'en alla vers sa « cabane » et il y eut bientôt dans les étroites alcôves superposées dix grands corps allongés et ronflants. Le second et le saleur étaient restés à table, avec le capitaine, et Biel proposa :

— Puisque je prends le premier quart de nuit, vous pourriez toujours faire un somme chez moi en attendant, capitaine...

Barthélemy refusa de la tête :

— Non..., et merci tout de même. Mais, par un temps pareil, je reste paré... Ça n'aurait qu'à fraîchir encore...

Toute la nuit il fit le va-et-vient entre la chambre et le pont, s'inquiétant, dans le vent et les trombes d'eau, des souffrances de son bateau, de ses doris surtout, deux lourds tas d'embarcations empilées et amarrées à son pont, qui risquaient de partir les uns après les autres.

A l'aube, le temps redevint maniable, et le capitaine eut le loisir de penser à cette femme... La veille au soir, s'il avait dédaigné de l'interroger, c'était moins par pitié que parce qu'il la sentait trop faible pour bien répondre. Mais la colère, après la mauvaise nuit, montait en lui, en même temps que se précisaient les ennuis que cette aventure stupide pouvait lui valoir.

Il s'adossait à la cuisine, une lourde cabane noire enracinée dans le pont. Pour allumer sa pipe, il y entra. La tempête y avait fait du joli travail. Dans le pétrin noyé remuait une eau sale, le four ruisselait. La pluie entrait là comme chez

elle par le vitrage défoncé. Ce gâchis irrita encore le capitaine : pas de café, ce matin encore ! Il faudrait peut-être envoyer l'huissier au charpentier pour qu'il consentît à venir voir un peu, sur le pont, s'il y avait à faire !...

En quatre enjambées, il fut à l'échelle du poste-avant, descendit, ouvrit, alla secouer rudement l'homme dans sa couchette :

— File à la cuisine. Tu as de quoi t'occuper !

De là, il s'en alla réveiller le mousse. Il couchait, avec le novice, dans une sorte de soupente ménagée en arrière de la chambre, et en contre-bas. Ils avaient juste la place, en se courbant, de gagner leurs couchettes fixées de chaque côté de la transmission du gouvernail. Barthélemy n'essaya point de pénétrer dans leur terrier, mais, en se penchant, il parvint à saisir le pied du gamin endormi et le sonna :

— Allez, lève-toi, et file faire le café !

Sur la *Rose-Marie*, il y avait un cuisinier-boulanger, mais il s'était amené à bord, le matin du départ, en disant à Barthélemy :

— Regardez donc ça, capitaine ; ça n'a point trop bonne mine.

C'était un panaris, qu'il appelait une tourniole. Au bout de deux jours de mer, c'était devenu un véritable phlegmon qui gonflait toute la main jusqu'au-dessus du poignet. Depuis, le monsieur passait son temps dans les bains antiseptiques et les compresses de tarlatane. Chaque jour, sur le journal de bord, le capitaine avait dû écrire :

« État sanitaire : Ruard toujours exempt de service. »

Le mousse, serveur et aide de cuisine, avait, tout naturellement, hérité de sa fonction. Cela l'avait d'abord rendu extrêmement fier, car le premier matin les hommes l'avaient complimenté pour son café. Mais son zèle se relâchait... C'était un petit gars du fond des terres et qui s'échappait souvent de l'école. D'avoir failli se noyer un jour de vacances avec un oncle qui pêchait le maquereau à Saint-Jacut, lui avait donné le goût de la mer, à cause de l'honneur que lui avait valu sa belle résistance : il était demeuré presque trois heures accroché à la barque retournée. Barthélemy, en tournée d'engagement, avait entendu parler de l'affaire, il avait attendu le gamin, à la sortie de la classe, l'avait poussé

dans son auto, reconduit tout droit chez sa grand-mère, car il était orphelin, et il avait décroché l'engagement du petit qui lui plaisait, parce qu'il avait l'air franc et effronté...

Il le regardait se traîner à travers la chambre, d'un pas ensommeillé et il lui cria, sans souci de réveiller les dormeurs qui ronflaient tout autour :

— Si ton café est froid comme hier, c'est à moi que tu en rendras compte !...

Le petit bout d'homme se hâta dans l'échelle. Barthélemy enfouit alors ses mains inutiles au fond de ses poches, puis, d'un pas décidé, il marcha vers sa chambre. La blessée dormait, encore écrasée de fatigue, mais le repos profond de la nuit lui avait déjà quelque peu rendu un air de femme au lit, et cela, sans qu'il en eût même conscience, irrita le capitaine.

— Alors ? dit-il très haut.

Elle sursauta. Ses yeux effarés firent rapidement le tour de l'étroite boîte, se fixèrent sur l'homme sans le reconnaître d'abord. Ce fut le roulis qui lui rappela où elle était. Quand elle sentit le bateau s'enfoncer sous son flanc, qu'elle retrouva cet affreux balancement qui l'avait si longtemps torturée elle comprit et sembla, comme la veille, attendre, résignée.

— Vous êtes bien la fille Prioul ?

Elle répondit, comme à l'école laïque :

— Prioul, Maria. Oui...

— Pourquoi vous êtes-vous cachée à bord ?... Car vous vous êtes bien cachée à bord ?

Elle ne le regardait plus et tenait maintenant les yeux fixés sur les planches grises du plafond bas qu'elle aurait touchées avec son front, si elle s'était assise.

— Oui, je me suis cachée.

— Quand ?

— La nuit d'avant que le bateau parte.

— Pourquoi ?

Il la scruta de ses yeux pénétrants qui rapetissaient étrangement lorsqu'il regardait de ce regard-là. Puis, brusquement, il se décida et le tutoiement dominateur marqua son changement de front :

— Je t'ai cru folle d'abord. Mais ce n'est pas ça, tu n'es pas folle !... J'ai cru aussi qu'on t'avait jetée à fond de cale,

une histoire de vengeance, ou un mauvais coup d'un rôdeur quelconque. Ce n'est pas cela non plus, puisque tu avoues toi-même t'être cachée à bord... Tu t'y es cachée, naturellement, dans l'intention de partir avec le bateau ?

Elle acquiesça d'un faible signe de tête.

— Et si tu as voulu partir avec le bateau, ce n'est pas pour pêcher la morue, hein ? Ni pour voir du pays ?... C'est parce que tu as un type à bord !... Non ?

Elle niait, en effet, de la tête, et elle murmura :

— Ce n'est pas ce que vous croyez...

Il la regardait comme si elle eût été un de ces grains dangereux qu'il guettait parfois à l'horizon, avec tant d'attention que les tempes lui en faisaient mal.

— Qui est-ce ?

La question la bouleversa plus qu'une menace, et elle le regarda, cette fois, avec un véritable affolement.

Il reprit, lui, avec une terrible douceur :

— Tu ne veux pas le dire ?... C'est de l'enfantillage ! Tu comprends bien que je le saurai quand je le voudrai, que je le sais déjà... Et comme il faut tirer l'histoire au net, on va le faire venir... Le mousse ! Arrive ici... Va me chercher Gouévic, et tout de suite.

Elle s'était caché la tête dans le fond de la couchette, mais la voix rude de Barthélemy l'atteignit dans le dos :

— Lève-toi ! J'aime bien voir la figure des gens quand je leur parle. Tu n'es pas à l'hôtel ici pour n'avoir qu'à te retourner sur ton oreiller. C'est le moment de t'expliquer... Allez !

Elle obéit, se souleva sur la couchette en s'arc-boutant sur ses mains, puis elle retomba, toute blanche :

— Je ne peux pas, gémit-elle. La tête me tourne. J'ai perdu trop de sang.

Quand elle fut de nouveau renversée sur l'étroite paillasse, il attendit quelques instants, comme pour contrôler cette faiblesse qu'elle invoquait, puis il dit aussi durement, comme si elle n'avait point eu droit non plus à la blessure :

— A propos, l'entaille-là, d'où ça vient-il ?

Elle répondit, avec une sorte d'indifférence :

— Quelque chose qui m'est tombé sur la tête dans la cale.

— Un grappin ?

— Peut-être...

A ce moment, Gouévic entra. Il était visiblement déjà au fait de ce qu'on lui voulait. L'inquiétude et la colère lui composaient une étrange physionomie. Lorsque, le matin, en rentrant se coucher, les deux hommes de quart étaient allés le bourrer de coups de poings cordiaux dans sa couchette, en lui criant que la Maria Prioul l'attendait, qu'il devait être bien vu de l'armateur pour avoir été autorisé à embarquer sa femme ; quand ils l'avaient accablé sous les compliments les plus directs, il n'avait fait que hausser les épaules. Ils avaient pu, en prenant le café, jurer sur la tête de leur mère que le second avait trouvé Maria à fond de cale, que le capitaine l'avait installée dans sa cabine, qu'à sa place à lui, eux seraient jaloux, il avait seulement répondu :

— Oh ! oui, ça va !... Trouvez autre chose... Mettez-vous à trois.

Ils avaient hurlé :

— Mais demande-lui au second, demande-lui au capitaine !

Gouévic avait été presque scandalisé qu'ils insistassent autant. Comment deux copains, qui n'étaient pas plus bêtes que d'autres, pouvaient-ils ainsi s'obstiner à tenter une mystification aussi grosse ? Le reste du poste, d'ailleurs, s'en étonnait comme lui. Ce fut alors que le mousse était entré pour dire :

— Gouévic, le capitaine vous demande.

Les deux messagers s'étaient écrié ensemble :

— Hein ! tu vois, qu'est-ce qu'on te disait ?

Mais lui avait cligné de l'œil d'un air entendu :

— Vous lui avez fait le mot, au gosse !

Sorin, le premier qui l'avait réveillé pour lui apprendre l'événement, avait alors attrapé le gamin, l'avait amené au milieu du poste :

— Qu'est-ce qu'il a trouvé, le second, dans la cale ?

— Dame, une fille...

Et comme le mousse, aux sourires et aux visages, pouvait mesurer tout le scepticisme de l'équipage, il avait affirmé avec beaucoup de dignité :

— Si, si, c'est vrai, c'est pas une blague !

Il avait ajouté, et cela en avait ébranlé beaucoup :

— Même, qu'est-ce que l'capitaine est en train de lui passer !...

Sorin avait grondé avec rancune et, comme si la chose était désormais hors de doute :

— Hein ! qui est-ce qui avait raison, tête de buis ?

Il avait lâché le bras du mousse, mais Gouévic avait rattrapé le petit :

— Et tu dis que c'est pour ça que le capitaine me demande ?

Le gamin avait précisé :

— Je ne vous ai pas dit que c'était pour ça, moi ! C'est pour ça ou pour autre chose. Le certain est qu'il vous demande.

Gouévic lui avait montré la porte du menton :

— File devant, et gare à toi, si ce n'est pas vrai.

Le mousse avait haussé les épaules :

— Vous en faites pas pour moi !...

Et le long du pont, il avait confirmé le renseignement avec tant de précision et de sérieux que, lorsque Gouévic se trouva vraiment devant la jeune fille étendue entre les quatre planches de la couchette, il accepta presque que ce fût possible.

— Tu la connais ?

— Dame... oui.

— C'est toi qui l'as fait embarquer ?

A l'ébahissement indigné du matelot, le capitaine comprit tout de suite qu'il faisait fausse route, et, adroitement, il vira de bord :

— Je ne te dis pas que c'est toi qui l'as embarquée toi-même... Tu n'étais peut-être même pas au courant... Bon, bon, ça va !... Seulement, comme elle est là pour toi, c'est toi qui es responsable.

Lui, ricana :

— Responsable ?... Je crois que vous allez fort, capitaine. Alors, parce qu'il lui a plu de me courre après jusqu'ici...

— Tu devrais avoir honte, dit-elle gravement.

Mais le matelot, outré, la bouche mauvaise, grondait :

— Je le demande, moi, là-dedans, de quoi que j'ai l'air !

— Je me le demande aussi, répliqua doucement le capitaine.

Puis, il le toisa :

— Alors, c'est bien entendu, tu n'es pour rien dans

l'affaire ? Tu ne savais rien, tu ne te doutais de rien ?

— Non, capitaine.

Gouévic crânait, faisait face insolemment, les yeux dans les yeux, parce qu'il voyait bien, aux regards du chef, que c'était la vraie attaque qui commençait. Le capitaine continuait, avec la même tranquillité :

— Au fond, la connaissais-tu seulement ?

— ...

— Tu la connaissais en somme juste assez pour la plaquer avant de partir ?...

— Ça, c'est mes affaires, capitaine.

— Comme tu dis, mon gars. Et j'aime mieux que ce soit les tiennes que les miennes... Sur le fait qu'elle soit venue te rechercher à bord, qu'elle se soit exposée à ce qui lui est arrivé et à ce qui va lui arriver encore, tu n'as rien à ajouter ?

Il haussa une épaule, brièvement, comme pour chasser un insecte :

— Si, que je le regrette...

— Tu es bien gentil, apprécia le capitaine. Je m'en étais toujours douté... Mais ce que je te demande, ce n'est pas une preuve de ton bon cœur, c'est un renseignement pour l'administration. Tu regrettes seulement qu'elle se soit mise pour toi dans un mauvais cas ? Parce que, les passagers clandestins se mettent toujours dans un mauvais cas, tu dois savoir ça ?... Donc, tu entends bien lui en laisser la responsabilité pleine et entière ? Ça ne te regarde pas ?

— Non, capitaine.

— Il y a plaisir à causer avec toi, déclara Barthélemy. Tu aimes les situations nettes, au moins !... Pour que celle-là le soit tout à fait, il me reste quelque chose à te demander : si vous deviez vous marier ensemble, ça te serait difficile, par le fait même, de ne pas te trouver mêlé à l'affaire. Est-ce que tu n'avais pas parlé de quelque chose comme ça ?

Férocement, les yeux étincelants de colère, parce que l'ironie méprisante le brûlait, Gouévic répondit violemment :

— Non, capitaine.

— Vraiment ?

— S'il y en a un qui doit le savoir, ça doit être moi !...

— C'est sûrement toi. Et maintenant, comme tu ne caches pas ta façon de penser, c'est sûrement vous, c'est même

sûrement nous... Je te remercie. Ça suffit comme ça. Tu peux disposer. Tu pourrais difficilement faire mieux que ce que tu viens de faire.

En s'en allant, Gouévic décocha, avec une colère qui lui faisait trembler les joues :

— A votre service, capitaine.

Resté seul avec Maria Prioul, le capitaine s'assit sur le petit tabouret de bois qui lui traînait dans les jambes :

— Te voilà fixée, constata-t-il. Mais ça, c'est vos affaires... Maintenant, écoute : un passager clandestin, sur un bateau, ça n'a aucun droit. Ça a volé son passage, ça vole le pain que ça mange et la paillasse où ça couche...

Rien n'avait pu, jusque-là, la faire sortir de sa torpeur, pas même le reniement de Gouévic. Lorsqu'elle avait murmuré : « Tu devrais avoir honte », c'était à peine si, lui, avait entendu, car les mots n'avaient qu'imperceptiblement remué les lèvres au passage. Mais cette fois, elle sursauta, rougit et, haletante, ramassa toutes ses forces pour protester :

— Je ne le volerai pas, votre biscuit ! Je ne crains personne pour le travail : il y en a ici qui demanderont grâce avant moi !... Attendez seulement deux ou trois jours que je me remette.

Le capitaine Barthélemy la regarda d'un air sincèrement étonné.

— Deux ou trois jours ?... Et puis après, tu prendrais ton travail comme si je t'avais engagée ?... Tu te vois peut-être déjà femme de chambre à bord ?... Si c'est ton compte, ma fille, ce n'est pas le mien. Une femme au Banc, avec un équipage de trente bonshommes, ça ne s'est jamais vu, et ce n'est pas sur mon bateau que ça se verra ! Je n'ai pas besoin, je pense, de te dire pourquoi !... Alors, voilà : le premier bateau qui redescend en France ou en Angleterre, je l'arrête et je t'envoie à son bord. Au premier consul que tu rencontreras à terre, tu te feras rapatrier. Ils sont faits pour ça... Ça ne se passera peut-être pas sans que tu en voies ou que tu en entendes de désagréables. Seulement, tu pourras dire que tu l'as cherché !... Voilà ce que j'avais à te dire, qu'à la première occasion je te ferai quitter le bord. Et ça peut arriver dans une demi-heure comme demain ou après-demain...

Elle l'avait écouté avec la résignation muette du paysan

devant l'inévitable. Puis elle dit, mais pour elle seule :

— J'aurais mieux fait de rester chez nous !...

Le capitaine Barthélemy ne comprit point que c'était un adieu désespérant à cet amour qui l'avait jetée au trou noir de la cale. Il crut à un banal regret et s'en irrita. C'était tout cela qu'elle trouvait à dire maintenant qu'il lui avait expliqué la gravité de son acte ? Aussi se récria-t-il :

— Si tu aurais mieux fait ? Probable ! Parce que, je ne parle pas des ennuis que tu peux me causer : je suis assez grand garçon pour m'en sortir, je t'ai trouvée, je t'ai soignée, je te donne les moyens de te rapatrier : de mon côté, donc, tout est correct et les autres n'auront rien à me reprocher...

— Je vous remercie beaucoup.

C'était dit d'un ton si juste, et le capitaine s'y attendait si peu, qu'il en resta le souffle coupé. Lui, qui allait démontrer à sa passagère tout le tort que ce voyage allait causer à sa réputation, se contenta de conclure, en haussant les épaules :

— Enfin..., c'est ton affaire. Tu as fait un coup de tête...

Il ne trouva point de quoi achever sa pensée, et répéta :

— C'est ton affaire.

Avant de sortir, il annonça :

— J'ai besoin de la cabine-là. On t'a mis une paillasse au fond de la chambre, à côté du mousse. Tu vas y aller.

Elle se leva sans répondre et essaya de faire le pas vers la porte, en se tenant aux cloisons, mais elle fléchit et il dut l'empoigner par le bras. Quand ils traversèrent tous les deux la grande chambre, les hommes, toujours assis au bord noir de la table, la regardèrent passer, mais sans insolence. Leur surprise se mesurait à leur seule immobilité. Quand il lui fallut se baisser pour se glisser dans cette sorte de soupente où gîtaient le mousse et le novice, le saleur, assis au bout de la table, se leva, lui prit l'autre bras pour la soutenir et l'engager sous les planches. Lorsqu'elle fut enfoncée au fond de l'étroite galerie, dans l'ombre, ils ne la virent plus.

*
* *

Ne la voyant plus, ils l'oublièrent.

Pendant une heure environ, ils s'étaient rappelé sa présence, ils avaient échangé quelques mots à son propos, avec précaution, de peur qu'elle n'entendît, puis elle sortit même de

leur pensée. Un malade, un blessé, pour ceux à qui il n'est point cher et qui ne poursuivent point sa guérison, devient très vite une chose. Cela ne remue pas, ne parle pas ; c'est une forme inerte, allongée toute seule avec son mal.

Dans le cas, ces pêcheurs avaient eu vite épuisé toute la surprise de l'aventure. Une femme cachée à leur bord, c'était un événement extravagant, prodigieux et jovial ; mais puisque cette femme était blessée et dolente, que l'on allait la liquider à la première rencontre, ce n'était plus qu'un incident de voyage, peu ordinaire sans doute, mais bien moins important, en définitive, que du gros temps qui s'installe ou des vents contraires qui vous obligent à des bordées et des bordées !...

Les parties de cartes avaient repris dans la chambre. C'était la grande distraction du voyage d'aller. Il y avait aussi les travaux. Maintenant que le temps le permettait, on montait sur le pont armer les doris, on tirait les cordes de la soute aux lignes et l'on montait les empis. Le capitaine, lui, avait ordonné à l'homme de barre :

— Si tu aperçois un bateau, quel qu'il soit, pourvu qu'il ait le cap au suet, fais-moi prévenir.

On le prévint vers trois heures de l'après-midi qu'un vapeur était en vue par tribord avant. Barthélemy lâcha ses atouts maîtres pour bondir sur le pont, et, bien que le vapeur fût très loin et qu'il filât bon train, la *Rose-Marie* vira lof pour lof pour essayer de couper sa route. Au bout de deux heures, quand il fut évident que le sacré patouillard ne se laisserait pas rattraper et qu'il refusait absolument de voir les signaux d'arrêt, Barthélemy redescendit, d'exécrable humeur.

Sans s'arrêter dans la chambre, il alla droit à sa cabine. Il n'avait pas encore pris le temps de consigner le délit de Maria Prioul sur le journal de bord. Il se vengea donc de sa déconvenue, en usant, pour l'apprécier, des termes les plus sévères :

« Je fais toute réserve sur les conséquences que pourrait entraîner pour elle, lors de son rapatriement, cet embarquement clandestin... »

Il inscrivit au-dessous :

« Baromètre : 768. Thermomètre : + 11°. État sanitaire : Ruard toujours exempt de service. »

Car le phlegmon du boulanger devenait de plus en plus

vilain. Tout l'avant-bras, maintenant, se gonflait. L'œdème, même, intéressait fort tout le poste avant, car, lorsque Ruard y appuyait les doigts de sa main gauche, leur trace y restait longtemps marquée en dépressions bleuâtres dans la chair molle, et c'était un spectacle dont l'étrangeté ne lassait point les curieux :

— On dirait que t'enfonces ça dans un de tes pains...

— A ta place, moi, mon gars, je me mettrais le bras au four pour le durcir !...

C'était donc le mousse qui continuait à assurer l'intérim, et le pauvre gamin n'en pouvait plus.

— C'est ça qui va bien te dresser, lui affirmaient les hommes.

Mais cette promesse ne suffisait pas à lui faire apprécier sa nouvelle situation.

Le soir, au dîner, quand il eut hissé sur la table de la chambre la lourde marmite pleine de soupe au lard, il en bascula trois ou quatre louches dans une gamelle, prit dans l'épais tiroir une cuillère de fer, puis il alla s'agenouiller devant l'entrée de sa « cabane » :

— Tenez, voilà de la soupe, annonça-t-il de sa voix un peu rauque.

Puis il examina soigneusement ce qu'il pouvait voir de la passagère, la boule pâle du pansement, au fond de l'ombre, les mains détendues, plus proches, et qui essayaient maladroitement d'attirer la gamelle. Il conseilla :

— Dame, il faut s'asseoir : on le peut tout juste.

Et comme elle l'essayait sans y parvenir, il se glissa à quatre pattes à côté d'elle, lui renfonça d'un grand coup de poing le polochon derrière le dos, et lui logea la gamelle chaude dans son giron. Ce fut à ce moment qu'il lui vit les yeux : ils brillaient de larmes, parce qu'elle pouvait enfin pleurer, puis elle murmura :

— Ah ! tu es gentil !

On lui avait dit parfois : « Tu es un bon petit gars », ou mieux encore : « Te voilà un homme », quand il avait embarqué en doris par des temps pourris, qu'il avait haussé les épaules en s'entaillant les doigts jusqu'à l'os, qu'il était allé à bout de vergue serrer une voile, sans y être forcé, les jours où la bordée de quart tordait le nez, au pied du mât. Jamais on

ne lui avait dit : « Tu es gentil », un mot pour gosse de riche, un mot des villes, pas des campagnes ni de la côte, une sorte de mot de luxe, comme les trucs nickelés, en étalage... Il en fut flatté, et en même temps quelque considération lui vint pour « la connaissance à Gouévic », qui se servait de mots pareils. Poliment, il répondit :

— Faut avoir l'habitude...

Puis il sortit de la niche à reculons.

— Dis donc, tu ne vas pas t'ennuyer, dans ta « cabane », sacrée maudite bigaille !

La bigaille, c'est de la menue monnaie...

Ce fut le thème des plaisanteries dont le mousse fut l'objet ce soir-là à la table de la chambre. Il les reçut avec calme, n'en perdit pas une bouchée, mais déclara :

— Vivement qu'elle tienne sur pattes ! Moi, j' l'embauche.

Des rires l'approuvèrent :

— Voyez-vous ça, si ça sait déjà y faire !

Alors le capitaine, qui n'avait point ri, déclara :

— Je crois que tu feras mieux de ne pas trop y compter pour faire ton travail, parce que je la mène à bord du premier qui en voudra !... Il te faut une boniche, non ?

C'était dit d'un tel ton que tous, pour marquer leur désapprobation d'une sortie si intempestive, se gardèrent de sonner mot jusqu'à l'heure du coucher...

Le mousse desservit les assiettes de fer, racla, comme chaque soir, la table au couteau, mais il traînait exprès, parce que le capitaine arpentait la chambre. Il ne voulait pas, devant lui, aller rejoindre la blessée. Ce n'était pas de la honte, mais de la rancune contre le chef qui s'était montré injuste. Il voulait qu'on se tue au boulot ? On s'y tuerait, et sans même en parler, puisque ça faisait tant d'histoires !...

— Allez ! Laisse ça et va te coucher.

Maussade, le gamin répliqua entre ses dents :

— Pas fini...

— Je t'ai dit de laisser ça et d'aller te coucher...

* * *

Le lendemain, à quinze heures douze G. M. T., le capitaine Barthélemy hissa, pour un cargo anglais qui redescendait au sud, le pavillon H du Code international, et il ajouta

même une flamme au pavillon carré. Cela signifiait : « Mettez en panne. J'ai une communication importante à vous faire. »

L'Anglais hésita visiblement à agréer cette demande : Barthélemy le comprit à la mauvaise grâce qu'il mit à l'attendre. Au lieu de se rapprocher du voilier, il ne concéda pas un pouce de sa route, et il fallut souquer dur pour arriver à portée de voix. D'ailleurs, le monsieur s'était contenté de ralentir, sans accepter de stopper, comme on le lui demandait. Barthélemy, qui avait embarqué dans un doris avec deux hommes et son porte-voix, put enfin parler : il avait cette chance de se trouver au vent du cargo, et les mugissements de son entonnoir portaient loin. Il n'eut pas besoin de longs discours. Il mugit simplement en direction de la passerelle où il entrevoyait un gros homme en mac-farlane qui semblait écouter :

— Je vais en Islande. J'ai une passagère clandestine. Pouvez-vous la remettre à un consul français ?

Aussitôt, le cargo reprit de la vitesse, le laissant là, tout pantois, debout au milieu de la mer, dans sa ridicule petite embarcation. Le gros homme de la passerelle n'avait cependant pas bougé. Barthélemy n'avait point entendu le *chadburn* sonner aux machines : cela s'était fait aussi simplement que s'il avait lui-même commandé la manœuvre... Quand il eut compris, il les injuria énergiquement, mais sans penser seulement à emboucher son porte-voix qui pendait inerte au bout de son bras...

Le même soir, vers dix-neuf heures, un Danois fit semblant de ne rien voir, ni la flamme, ni le pavillon carré. On avait dû lui faire déjà le coup de la « communication importante », et il se souciait peu de s'arrêter pour s'entendre demander : « Vous n'auriez pas du tabac à nous céder ? » ou encore : « J'ai ma pompe à eau qui clapote : vous seriez gentil de m'envoyer un de vos mécaniciens. »

— Je m'en vais leur signaler « voie d'eau » ou « peste à bord » pour qu'ils stoppent ! promit le capitaine.

Mais il ne le fit pas. La taille de deux gros messieurs qu'il rencontra encore le lendemain le découragea même de tenter de les arrêter. Alors, les poings serrés, il redescendit dans la chambre et alla hurler, accroupi, devant

l'ouverture carrée de la « cabane » où gisait la blessée :

— Lève-toi ! J'ai à te parler !

Elle apparut, sur les genoux et les mains, qui rampait hors de l'encadrement noir des planches. Quand elle fut debout, Barthélemy planta ses yeux gris dans les siens et, pour la première fois, elle soutint ce regard sans forfanterie, certes, ni insolence, mais avec un grand sérieux :

— Je n'irai pas par quatre chemins, déclara le capitaine. Depuis deux jours, j'essaie de te repasser à des bateaux : ils se soucient autant que moi de t'avoir à leur bord !... Il ne peut pas être question de redescendre tâter un port anglais : je n'ai pas huit jours à perdre !... Il y a un consul à Reykjavik, mais je ne vais pas à Reykjavik, je vais dans le Nordfjord : c'est exactement à l'autre bout de l'Islande. Ça ne m'empêchera pas de te mettre à terre sitôt arrivé : il y a un gros village au fond du fjord, tu t'y débrouilleras, soit pour gagner Reykjavik, — ça ne doit pas être impossible, — soit pour attendre qu'un bateau s'en aille et te remmène... D'ici là, écoute-moi bien : il y en aurait qui t'enfermeraient à double cadenas dans la soute au sel où tu as été de toi-même. Tu n'en sortirais que pour quitter le bateau. Moi, j'aime mieux te faire gagner le pain que tu manges. Le cuisinier est hors d'état de faire son service : toute la cuisine retombe sur le gamin. Tu vas y filer et tu n'en bougeras plus...

Elle acquiesça d'un signe de tête que Barthélemy trouva trop satisfait pour son goût. Son regard noircit encore quand il ajouta :

— Ne confondons pas, hein ! Quand je dis que tu n'en bougeras pas, je dis exactement ce que je veux dire et ce qui se passera ! Tu-n'en-bou-ge-ras-pas !... Ni de jour, ni de nuit ! Tu y coucheras, il y a la place. Le bateau n'est pas grand, mais je ne veux pas plus t'y voir que si tu n'existais pas. Personne n'aura affaire à toi, dans ce coin-là, que le mousse. Et que je ne te voie pas tournailler sur le pont ! Sans ça, c'est moi qui te rentrerais.

Sa colère s'augmentait à parler de la sorte, sa voix se cassait aux angles des mots, et, pour la dernière menace, ses gros poings se levèrent. Mais il fut stupéfait de ne plus rien avoir devant lui parce qu'elle avait obéi aussitôt et qu'elle partait vers l'échelle. Il lui cria :

— Prends ta paillasse !...

La cuisine de la *Rose-Marie* se dressait tout à l'arrière du bateau, derrière la barre. C'était une cabane trapue de planches épaisses d'où dépassait un court tuyau de poêle. On ne pouvait guère s'y tenir debout sans s'y heurter la tête au plafond de planches noires et il n'y restait qu'un étroit passage entre le fourneau et la table, le pétrin et le four. Tout y était merveilleusement sale et gras. Les coups de mer, qui, depuis quinze ans que la *Rose-Marie* allait aux bancs, étaient entrés là, y avaient tout rongé. Le fourneau et le four à pain semblaient faits du même fer que les vieux anneaux des quais où s'attachent les barques, fer élimé, creusé, rougi par la rouille. L'eau remuait de la suie partout, dans le pétrin, sur le plancher, dans les marmites boueuses.

Mais tout cela n'était rien : l'affreux, c'était que la sordide masure, hissée au plus haut du bateau et au bout, multipliait le tangage, qu'elle s'enfonçait dans le creux des houles plus bas que tout le reste, pour remonter ensuite si haut qu'elle vous lançait brutalement contre la cloison, trébuchant sur un plancher brusquement escarpé. A chaque montée, à chaque descente, la nausée tordait l'estomac vide... Maria, qui n'était pourtant point dévote, se signa, en entrant là-dedans. Elle y tira sa paillasse, qui était heureusement assez plate pour pouvoir se rouler et se fourrer sous la table.

Il régnait dans la bicoque un jour sale, aux trois quarts arrêté par l'étroite carrée vitrée qu'engluaient la graisse et le charbon. Tout y était hostile, les angles qui blessaient, l'eau qui au roulis sautait hors des casseroles, le poêle humide qui recracha toute son âcre fumée au visage de la malheureuse dès qu'elle tenta de l'allumer, le bois trempé qui bouillait au lieu de s'éprendre, les lourdes marmites faites pour trente hommes et qui l'épouvantaient par leurs dimensions. Elle, qui n'avait jamais cuisiné que pour deux !... Que mettre là-dedans ?... Puis, comment évacuer cette eau noire qui lui montait aux jambes à chaque coup de roulis ?... Désespérée, elle sentit avec la violence d'un coup soudain qu'elle était toute seule, enfermée sur la mer, loin de tout ce qu'elle aimait ! Jamais elle n'avait quitté son village, et elle prit soudain conscience, affreusement, de son éloignement, cet éloignement que chacun des cruels balancements augmentait. Le regret

la submergeait par à-coups violents, comme ces lames qui la jetaient, l'une après l'autre, sur le sable, lorsqu'elle et ses amies se baignaient, les dimanches d'été, en vieux cotillons et en caracos. Quant à Gouévic, ce n'était qu'une honte brûlante qu'elle ressentait à y penser. Avoir fait ça, pour ça ! Elle ne le méprisait même pas : il n'existait plus. Il ne restait de lui en elle que la stupéfaction d'avoir pu, jadis, se tromper assez pour avoir voulu devenir sa femme...

La pluie brusquement fouailla la vitre noire. Ce fut une angoisse affreuse, comme si tout en elle avait lâché à la fois, le squelette de l'âme et celui du corps, comme si les nausées d'agonie lui avaient arraché l'esprit dans les hoquets et les sanglots. Il ne lui restait au fond de l'âme qu'un espoir obscur : cela allait finir par la mort, elle ne reviendrait jamais de l'abominable voyage.

— Voilà les patates !

Le mousse, à l'entrée de la cahute, se battait à coups d'épaule contre le vent et contre la porte. Il essayait de la maintenir entr'ouverte, pour s'y insinuer avec la bassine de pommes de terre qu'il apportait. Il y parvint, grâce à une formidable ruade qu'il décocha au battant au coup d'acculée et il entra.

D'un coup d'œil il jugea la situation. Maria était affalée, les poings dans les yeux, le dos contre le pétrin, le front contre le fourneau éteint, et les spasmes lui secouaient les épaules.

— Faut pas vous en faire comme ça, conseilla-t-il.

Et il ajouta :

— Ça ne sert à rien !

Elle hocha la tête sans répondre, mais lui la regardait, assez étonné d'apercevoir pour la première fois combien le chagrin et la misère de la mer pouvaient stigmatiser un visage. Chez les hommes, barbus et crasseux qu'ils étaient toujours au banc, les écrasantes fatigues ne marquaient point ainsi. Elles ne se traduisaient que par les gros mots qu'ils disaient contre le métier, le poisson, le capitaine et la vie. Mais de voir cette femme ravagée, dissoute comme par un acide intérieur, le mousse en restait ébahi et presque scandalisé. Car, enfin, elle n'était point malheureuse à bord, comme il l'avait été, lui, pour son apprentissage. Personne ne la dressait à la gifle ni

à la botte. Cette cuisine où on l'enfermait, c'était en somme un des meilleurs coins du bateau, le mieux chauffé, et où il était toujours possible de ronger un croûton ou de sucer un reste de café. Si on ne la débarquait point avant l'arrivée dans les fjords d'Islande, et si les premiers jours de pêche la trouvaient encore à bord, sûrement que le capitaine ne lui ferait pas, comme à lui, laver la morue, sur le pont, au milieu des bonshommes !...

Ce soir-là, cependant, il ne manqua point de faire sentir sa supériorité et de jouer au cuisinier en chef. Il connaissait la place des objets, les caprices du poêle, ce qu'il fallait d'eau pour faire une bonne soupe ou un café supportable. Il étalait sa science avec une autorité qu'elle ne semblait pas même apercevoir, mais qu'elle subissait en prisonnière, avec une soumission mécanique.

La nuit vint, très tôt, à travers la vitre crasseuse. Le gamin cueillit dans la pelle une braise pour allumer la lampe qui charbonnait, comme une autre braise, au-dessus du fourneau noir.

— Faudrait une cuiller, dit-elle enfin.

Il se détourna :

— Pour ?...

— Pour goûter la soupe.

Un tel raffinement lui parut déplacé, et il déclara sévèrement :

— Ah bien ! s'il fallait faire des manières de même !...

Il dosait, en effet, au jugé ses poignées de sel, et cela lui avait toujours réussi.

Avant d'arracher la marmite du feu, pour la porter en bas, dans les postes, il fit observer :

— Puisque, vous, vous mangez ici, faut prendre votre part.

Elle ne bougeait pas, aussi il lui parut plus court de la servir lui-même

— Je vais vous la mettre là-dedans, annonça-t-il en décrochant ce qu'il avait pu trouver de plus petit comme casserole, et qui était encore de dimensions inquiétantes.

Puis il empoigna la louche de fer, plongea au fond de la marmite, ramena une vraie pelletée de pommes de terre et de haricots qu'il renversa dans la casserole. D'un second coup de l'énorme cuiller à pot, il recouvrit tout cela de bouillon.

— Et voilà ! conclut-il.

Il fut, au fond de lui-même, assez choqué de ce qu'elle ne le remerciait pas. Elle regardait seulement l'effrayante platée, de cet air écrasé que l'on a devant les besognes impossibles, car il l'avait servie comme jamais un patron de doris n'eût osé se servir.

Elle ne mangea que quelques bouchées, affalée sur la caisse à charbon. Quand le mousse revint, une heure plus tard, et qu'il vit sur le coin du fourneau la casserole encore pleine, il remarqua :

— Eh bien ! vous n'aurez pas à craindre d'épaissir !

Puis il ajouta gravement, après avoir réfléchi :

— Sur les bateaux, il y a toujours intérêt à manger...

Elle semblait à peine l'entendre, perdue au fond de l'étroit boyau, dans l'ombre rousse du lumignon. Elle ne releva le front que pour demander :

— Comment t'appelles-tu ?

Les bons jours, on l'appelait « petit » ; les jours ordinaires, « bigaille » ou « puceron » ; les mauvais jours, tout ce qu'on voulait... Mais personne ne s'était encore jamais avisé de s'inquiéter de son nom de baptême, et le capitaine qui l'avait inscrit sur le rôle n'avait point manqué de l'oublier.

Comme la question lui semblait oiseuse et à peine convenable, il jeta :

— Jean.

Puis, pour couper court à toute tentative de familiarité, il multiplia les ordres de service :

— Faut de l'eau chaude pour torcher la marmite. Faut tailler le petit bois pour le feu demain matin, faudra moudre le café pendant que j'irai à l'eau...

A dix heures du soir, quand tout fut en ordre, il observa satisfait :

— A deux, comme ça, on gagne du temps... D'habitude, il y en avait pour jusqu'à minuit...

Le moment était venu de coucher sa pensionnaire : il montra d'un balancement du doigt l'étroite allée entre le fourneau, le four et le pétrin, et il commanda :

— Votre paillasse, vous avez la place où l'allonger... Vous ne pourrez pas dire que vous aurez froid ! Tâchez seulement de ne pas mettre le feu dedans !...

Et, là-dessus, il la quitta, sans lui dire bonsoir.

Le lendemain matin, il fut surpris de la trouver debout, son feu bien allumé, son eau déjà chaude :

— Vous aviez le temps, dit-il, avec une nuance de considération.

Quand le capitaine, ce matin-là, eut goûté le café, il interpella le mousse qui, à l'autre bout de la chambre, servait le saleur. Et le saleur se faisait servir dans sa couchette, parce que, pendant la traversée, c'était la bonne vie, et qu'on se faisait apporter son café au lit, comme des riches :

— Dis donc, la bigaille, qu'est-ce que c'est que ce café-là ? Tu mets les rations doubles, à présent ?

Le mousse attendit d'avoir versé son quart pour expliquer :

— Il n'y en a pas plus que d'habitude, mais c'est parce qu'elle a fait rebouillir le marc. Alors, il est plus fort...

Le lendemain, par bonne brise de suroît, il apporta fièrement sur la table de la chambre un énorme pain perdu. Le capitaine regarda sans mot dire le gâteau doré, mais le trancheur, qui, lui, n'avait point encore compris, s'exclama :

— Non, mais, est-ce que tu fais ton temps dans la pâtisserie ?

Le mousse expliqua complaisamment que le mérite en revenait à son aide-cuisinière qui l'avait maçonné avec tout le pain qui se perdait à bord et un peu du lait condensé que la cuisine avait touché la veille, pour une sauce blanche.

Puis il apprécia :

— Elle se dessale !

Le second cligna de l'œil, et répondit sérieusement :

— Ça n'a rien d'étonnant, avec un patron au courant comme tu l'es...

Ils rirent tous, sauf le capitaine qui haussa une épaule.

Puis le mauvais temps reprit, allongeant la traversée, car il fallut, pendant trois jours, fuir dans l'ouest. La cuisine redevint un îlot isolé sur le pont du bateau et fouetté par les coups de mer. L'homme de barre s'y appuyait pour mieux étaler l'assaut des cataractes, bien qu'il fût attaché par le milieu du corps à l'axe de la barre. Dès le soir du premier jour de gros temps, le capitaine, après le repas, avait lancé au mousse, d'un coup de tête :

— File lui dire qu'elle peut descendre ; elle mettra sa paillasse là, en travers.

Mais cinq minutes plus tard, le petit revenait seul :

— Elle ne veut pas... Elle dit qu'elle aime mieux rester là-haut, pour être prête à l'heure, demain matin.

En parlant, il regardait intensément le capitaine comme pour dire : « Hein ! qu'est-ce que vous en pensez ? » Mais Barthélemy ne sourcilla pas :

— Bien. Ça la regarde.

Et le lendemain matin, il ne répondit pas davantage au même regard du mousse, qui, à sept heures, lui apportait un café bouillant. Ce café, pourtant, avait coûté une nuit entière de travail, dans une cuisine enragée, où tout ruait, à une femme tordue par le mal de mer, mais que redressait la volonté farouche d'imposer l'estime d'elle à tous ces hommes, dût-elle mourir à la peine...

Pendant les cinq jours que dura la tempête, les repas chauds arrivèrent aux heures réglementaires. Jamais cela ne s'était vu ! Les cuistots abandonnaient toujours, dans les premières vingt-quatre heures, quand ils s'étaient renversés sur les pieds la première marmite d'eau bouillante. Mais la prisonnière enfermée là-haut ne cédait point, et le mousse descendait tout ruisselant de paquets de mer, dans son ciré et ses bottes, tenant par les oreilles la marmite dont le couvercle était solidement amarré, car le fricot en voyait de rudes dans le trajet de la cuisine aux postes.

Quand il la posait sur la table, le gamin hochait la tête avec considération, afin de bien signifier :

— Eh bien ! vous savez, une soupe comme celle-là, vous n'en mangerez pas tous les jours !

Mais pas un homme ne marquait qu'il partageait ce sentiment. Dans la chambre, le capitaine ne désarmait point et mangeait comme s'il se fût agi d'un repas ordinaire. Chacun comprenait le sens disciplinaire d'un tel silence, et qu'ils devaient, eux aussi, l'observer... Dans le poste avant, c'était Gouévic qui tenait les langues. Deux fois déjà, il s'était jeté sur un qui avait osé prononcer devant lui le nom de Maria, et il avait cogné si violemment que les autres avaient dû s'en mêler, chose rare ! En haletant, tandis qu'on le maintenait encore, il avait juré :

— Le premier qui en reparle, je lui fais son affaire !

Depuis, l'on se taisait.

Au nord des Féroë, le temps calmit et les bouchons de brume commencèrent. La *Rose-Marie* se traînait là-dedans avec des voiles lourdes comme des plumes d'oiseau mouillées. Le brouillard âcre éraillait les gorges et piquait les yeux. Ce fut alors que, pour y voir clair dans la cuisine, Maria attaqua à l'eau chaude la crasse de la vitre. Quand elle l'eut décapée, il n'entra pas beaucoup plus de lumière, mais elle vit le suroît de l'homme de barre qui, tout le jour, s'adossait à sa cabane. La tempête et l'exténuant travail, contre quoi elle s'était battue farouchement, lui avaient rivé au fond de l'âme une révolte désespérée, ce stoïcisme dont parlent les gens instruits, mais qu'on ne trouve que chez les pauvres. Cela n'empêchait point la peine de mordre. Ce qui l'épouvantait surtout, et creusait en elle un vide affreux, c'était le sentiment d'avoir définitivement perdu celle qu'elle était jadis et qui lui semblait maintenant si lointaine qu'elle y pensait ainsi qu'à une morte.

Elle aurait voulu parler au mousse comme à un petit frère. Mais elle avait compris que lui aussi se défendait, qu'il voulait faire l'homme et qu'il aurait très vite honte d'elle, si elle réussissait à l'attendrir. Il prenait, en revanche, un plaisir visible à commander dans la cuisine, lui qu'on traitait par tout le bateau avec un dédain amical. Elle sentit qu'il ne fallait pas l'appeler Jean, ni « petit », mais lui parler comme s'il avait eu vingt ans. Elle le fit, et en fut récompensée parce qu'il vint plus souvent s'asseoir sur le coin du coffre à pain et disserter devant elle de la vie du bord, aussi intrépidement que s'il avait reçu les confidences du capitaine.

Un soir, en lançant au plafond bas la fumée d'une cigarette qu'un homme lui avait laissé prendre dans sa blague, il déclara :

— Pour ce qu'il compte faire de vous, ça, je n'ai pas pu le savoir. Mais vous pouvez dire que vous l'empoisonnez !

Attristée, elle se pencha un peu plus bas sur la casserole qu'elle récurait. Lui, continua, de son air important :

— Dans le fond, vous avez encore de la veine que Ruard n'ait pas pu encore reprendre son service. De cette façon-là,

le vieux ne râle pas trop, parce que vous lui servez à quelque chose...

Mais il conclut tout de même :

— Dans l'affaire, c'est moi qui ai le plus de veine, puisque, avant vous, tout me retombait dessus.

Il partit, là-dessus, en sifflotant. Elle était encore toute peinée de ce qu'il avait dit, quand se fit la relève de l'homme de barre. Elle s'en apercevait à ce que, pendant quelques secondes, un peu plus de clarté passait par la vitre, que ne masquait plus la tête du barreur. Elle regarda machinalement. Au même instant, l'homme de quart, en empoignant la barre, se détourna et scruta la cuisine obscure. Elle se rejeta en arrière parce qu'elle avait reconnu Gouévic.

Mais lui aussi l'avait aperçue et il lui cria à travers la vitre :

— Sors dehors ! J'ai à te parler...

Elle frottait une grosse casserole de fer étamé ; elle ne la lâcha point, mais elle sortit quand même sur le seuil de l'étroite cabane, fit deux pas, en déclarant d'une voix sourde :

— Moi aussi, j'avais à te parler.

Maintenant il la regardait, stupéfait, comme s'il se fût agi brusquement d'une autre. Cette souillon noire, aux joues creuses et marbrées, toute engluée de graisse et de suie, avec une robe déchirée, percée aux coudes, traversée de quatre épingles, tout cela était si loin des images qu'il avait gardées d'elle, qu'il ne la reconnaissait plus et hésitait à l'insulter. Même la blessée sanglante de la cabine du capitaine lui avait été moins étrangère : le sang, qui la masquait, ne la dégradait pas !

Il gronda, car sa rancune déconcertée ne l'avait pourtant point quitté :

— Te voilà contente, hein ?

Puis il ricana :

— Tu n'en a pas encore assez ! Tu en seras guérie, peut-être, de courre après les hommes jusque sur les bateaux.

Elle le fixa d'un regard si lourd qu'il abaissa les yeux. Il regardait le compas qui oscillait devant lui dans l'habitacle, quand elle répéta les seuls mots qu'elle lui avait adressés dans la cabine du capitaine :

— Tu devrais avoir honte !

Il tenait à pleines poignes les branches de la roue, et, d'instinct, malgré la colère qui l'étranglait, il redressait le bateau par petits mouvements justes et gardait la route. Mais, en même temps, il lui jetait, déchiquetant ses mots :

— Honte ?... Garde-la pour toi, ta honte, tu auras à t'en servir.

Elle ne parut point avoir entendu. Elle restait étonnamment tranquille, et ses mains continuaient à faire tourner lentement le torchon dans la casserole qu'elle nettoyait. Avec une voix aussi lente que ses mains, elle dit :

— Je voulais te parler... Il faut te dire que si j'avais su ce que tu étais, je ne serais point partie... Pourtant, il ne faut pas croire que c'était un coup de tête ! On était promis : tu m'avais trompée et j'ai voulu te forcer à me revenir... Mais maintenant, ce que j'ai à te dire, c'est que même si tu me disais qu'on se mariera au retour du bateau, moi, je te dirais non...

Il éclata d'un rire strident :

— Pas possible ! Espèce de grande...

Elle recevait les injures toute droite, sans le lâcher du regard. Lui, les éructait, tout déjeté vers elle, et il ne tenait plus la barre que d'un poing parce qu'il la menaçait de l'autre.

— Allez, laisse-la tranquille.

Un homme venait brusquement d'apparaître près de lui, un qui devait être gras et jeune, mais à qui un mal, pour le moment, travaillait durement le visage en creux. Il avait le bras en écharpe et sentait l'iodoforme. Il fallait qu'il eût passé derrière la cuisine, pour être si soudainement apparu à côté de la fille.

Gouévic rattrapa sa barre de l'autre main, mais cria :

— Mêle-toi de tes œufs !

L'autre haussa une épaule :

— C'est justement de quoi je me mêle...

Il se retourna vers Maria :

— Alors, comme ça, il paraît que c'est vous qui faites mon boulot ?

Et, comme elle le regardait sans répondre, étonnée, il expliqua :

— Oui, c'est moi la boulange, le cuisinier, si vous aimez mieux. Seulement, ce n'est pas avec ma patte dans l'état

qu'elle est que je peux enfourner pour trente bonshommes... Heureux si je la tire !...

Il entra dans la cuisine, en demandant :

— Alors, qu'est-ce que ça devient là-dedans ?

Elle le suivit, comme on suit un inspecteur.

Au premier coup d'œil jeté sur son domaine, il apprécia :

— Mâtin, vous avez briqué dur ici !...

Puis il se hâta, sans malice, de la décourager :

— Seulement, vous savez, ça sera tout de suite aussi sale. Au Banc, qui voudrait être propre ne le pourrait pas... Et puis, il y a autre chose à faire !... Les bateaux et les bonshommes, ça se conserve à la crasse.

Il se mit à rire, la toisant d'un air de moquerie amicale :

— C'est comme vous : le métier ne vous a point mise à la mode de Paris !...

Il fut dépité qu'elle ne rît pas, mais il prit aussitôt l'air convenable, ainsi qu'il le faisait aux enterrements, et conclut :

— Dame, il y a des mauvais moments, y en a des bons. Ils se suivent les uns les autres... Quand on est dans un mauvais, faut espérer le bon.

Comme elle n'avait pas répondu un mot à tout ce qu'il avait dit, il s'en fut là-dessus, la jugeant stupide.

C'est que, par bienséance et discrétion, il ne l'avait point regardée en lui parlant. Sans quoi, il aurait été forcé de voir toute la reconnaissance humble qu'elle lui offrait pour sa présence amicale, la première qu'elle eût rencontrée depuis le début de la folle aventure.

Restée seule, elle y pensa longuement, et c'était la première fois qu'elle pouvait penser à autre chose qu'à son malheur. Elle se répétait avec une sorte d'obstination avare tous les mots du visiteur, afin de n'en laisser perdre aucun. La brume, pourtant, avait de nouveau coiffé le voilier et l'avait emmurée, elle, dans son cachot de planches épaisses. Le souvenir de Gouévic et de ses insultes, toutes proches, cependant, se noyaient comme le reste dans cette brume. Elle en avait tant souffert de cet homme, depuis une semaine, qu'elle avait usé jusqu'aux dernières miettes cette douleur trop simple : la trahison ne lui restait dans l'âme que comme une raideur meurtrie. Quant à l'avenir, à son évasion de ce bateau, à son retour dans le village, elle était incapable de l'imaginer,

même de l'attendre. L'engourdissement que lui causaient la fatigue et le chagrin la clouait à l'instant présent comme un paralytique à la place où on le pose. Elle se savait atrocement déchue, mais le sentait mal. Seules, les quelques paroles banales, dites par le boulanger, lui avaient paru considérables. Et, chez cette fille sérieuse, méfiante, rien peut-être ne mesurait mieux le désarroi que l'importance qu'elle accordait si subitement à quelque chose de si ordinaire...

Ce fut, une fois de plus, la relève de l'homme de barre : une tête qui glissait hors de la vitre, une autre qui apparaissait...

Devant elle, le feu ronflait, la marmite de soupe, au couvercle assujetti, secouait doucement son bouillon au roulis. La chaleur montait dans la cabine basse : Maria entr'ouvrit la grosse porte, l'attacha avec un fil de fer pour l'empêcher de battre. Une brume froide entra, et la voix du mousse. Il causait sans méfiance avec l'homme de barre, et c'était d'elle qu'il parlait, à ses dépens qu'il se donnait des airs... Il disait qu'elle était bête, quasi muette, que lui, à la place de Gouévic, aurait fait comme lui, qu'il l'aurait plaquée... Elle essuyait, en l'écoutant, des larmes qui délayaient la suie de ses joues, mais quand il rentra, un peu saisi d'avoir trouvé la porte ouverte et redoutant d'avoir été entendu, il se trouva qu'elle avait ressenti de ce reniement une peine assez profonde pour réussir à la cacher...

L'Islande, cependant, s'était approchée. On s'apercevait que l'on était déjà haut dans le nord à une décomposition de la lumière, qui semblait à la fois se corrompre et s'alléger. Les journées se rognaient de plus en plus, aux deux bouts, et les brumes, sans relâche, travaillaient les horizons.

Ce fut le soir où l'on croisa dans le nord-est le premier chalutier en pêche qu'elle fit irruption dans la chambre, au moment où tous, assis autour de la table, attendaient le souper. Le capitaine trônait sous la lampe et il regardait une carte à demi déroulée où il avait tiré des traits rouges. Elle alla droit à lui et ordonna :

— Venez tout de suite, capitaine ; le petit est malade.

Tous la regardèrent, saisis, surtout ceux qui avaient entendu dire cela, au pays, par leur femme et qui croyaient l'entendre encore, tant elle l'avait dit, comme les femmes le

disent. Ils étaient encore stupéfaits de la reconnaître à peine, sale, ah ! certes ! et misérable, et en loques, et maigre, mais tragique, les yeux ardents, toute dressée et grandie, la parole nette et brève, le regard droit, presque dur. Le capitaine, lui, cachait mieux sa surprise. Il était resté assis, brusquement immobile, et il demanda froidement :

— Qu'est-ce qu'il a ?

Elle expliqua rapidement :

— Ce matin, il n'était pas comme d'habitude. Il n'a pas mangé, il se plaignait de la tête. Tantôt, il est entré en se cognant partout et il est presque tombé sur le poêle. Je l'ai couché. Maintenant, il ne me reconnaît plus, il a le délire...

Le capitaine se leva en déclarant :

— On va le descendre ici.

Mais elle secoua la tête :

— Ce n'est pas possible par le temps qu'il fait. Il est bouillant : ce serait sa mort. Il est mieux là-haut.

C'était dit avec une telle décision que tous attendirent la réplique. Le capitaine se força seulement à baisser la voix pour déclarer, comme s'il se fût agi d'une chose sans importance :

— Non, on le descendra ici.

Mais elle, du même ton raisonnable dont on parle à un enfant obstiné qu'on veut convaincre, expliqua :

— On ne peut pas tirer un enfant tout bouillant de fièvre d'une chambre chaude, le traîner sur le pont, dans le froid qu'il fait, pour le descendre ici, dans ce trou-là, où on ne pourrait même pas le soigner, voyons ! Ce serait sa mort !

Le capitaine se leva en disant au second :

— Venez avec moi, Biel, vous m'aiderez à l'amener.

Mais, comme ils allaient vers l'échelle, elle leur barra résolument la route, et les hommes qui regardaient s'aperçurent qu'elle était plus grande que les deux chefs :

— C'est pour ne point en avoir le démenti que vous faites ça : c'est mal ! S'il arrivait un malheur, vous auriez à vous le reprocher...

Puis elle monta devant eux.

Quand ils débouchèrent tous les trois sur le pont, de terribles jets de pluie glacée leur fouaillèrent les yeux. Pour

parvenir à la cuisine, ils durent marcher courbés et avec toute leur force.

Le capitaine entra le premier, le visage encore armé de rancune, tout raidi d'autorité. Mais, au premier pas qu'il fit dans la cabane noire, il oublia tout, à cause de la surprise : il ne connaissait que le mousse et il trouvait un enfant malade. Jamais il n'avait soupçonné ce corps maigrelet, ces bras minces, ces mains longues que Maria avait lavées à l'eau tiède. Ce qui le frappait surtout, c'était cette tête nue de petit garçon, cette tête qui à bord disparaissait toujours sous un bonnet enfoncé au ras des oreilles ou dans le suroît dont le mousse était si fier. Le visage anxieux du petit malade qu'elle avait savonné attendrissait aussi de fragilité, avec ses joues trop rouges, comme fardées, le nez mince qui se pinçait aux ailes, la rosée de sueur froide sur le front cireux.

Maria avait allongé la paillasse sur le pétrin qui ne servait plus et le coffre à pain. Une longue planche noire formait rebord. Le capitaine s'étonna une seconde qu'elle eût cloué cette planche aussi proprement. Il se tourna vers le second:

— De fait, dit-il, il ne paraît pas transportable pour le moment.

Biel hocha la tête et dit seulement :

— C'est curieux, comme ça l'a pris vite... Ce matin, moi, je lui ai encore parlé, et il était comme d'habitude.

Mais Maria, qui se tenait derrière eux deux, au pied de la couchette, protesta vivement :

— Oh ! non. Ça le cherchait au moins depuis trois jours. Il n'était plus le même...

Elle ne leur confia point que, la veille, il lui avait parlé de chez lui, de sa grand-mère. Elle en avait été heureuse mais très inquiète, tant cela lui ressemblait peu.

Puis elle murmura :

— Regardez donc comme son cou est raide...

L'enfant poussa un gémissement bref et plaintif.

— Il ne cesse pas de se plaindre comme ça, dit-elle. C'est ça qui m'a fait peur, surtout.

Le capitaine demanda :

— Il ne tousse pas ?

— Non.

— Prend-il quelque chose ?

— Je lui ai fait boire un peu de café pour le soutenir : il l'a rendu.

Le capitaine haussa les épaules :

— Il n'y a qu'à attendre. Les gosses, ça se remonte aussi vite que ça tombe...

Et ils partirent, lui et le second, soucieux et muets.

Le lendemain, en apportant elle-même la soupe de midi, elle déclara :

— Il faudrait que vous reveniez voir le petit, capitaine. Il a comme des convulsions !... On ne peut pas le laisser comme ça !

Barthélemy, déjà, était monté dès le matin à la cuisine, et il avait trouvé Maria assise qui serrait dans la sienne la main de l'enfant et lui parlait. Elle ne s'était point interrompue quand le capitaine était entré, et il avait écouté, respectueux et tout remué, les paroles câlines qu'elle murmurait... Quand elle avait voulu se lever, l'enfant qui semblait insensible avait sursauté et crié, de la voix courte des fiévreux :

— Reste là !

Barthélemy avait posé deux questions : « Qu'est-ce qu'il en dit ? » et « Vous ne devez plus en pouvoir ? » A la première, elle avait répondu par un hochement de tête navré, à la seconde par un haussement d'épaules indifférent... Maintenant, elle entraînait le capitaine sur le pont, et dès qu'ils furent en haut :

— Il faut l'emmener à Reykjavik, ordonna-t-elle.

Il eut un haut-le-corps, mais, pour répliquer, il ne la tutoya pas plus que le matin :

— Allons, qu'est-ce que vous me chantez là !... On va à un bout de l'Islande et Reykjavik est à un autre...

Elle répéta :

— On ne peut pas le laisser mourir comme ça sans rien essayer ! Il faudrait un médecin, des remèdes !...

Elle le regarda en plein dans les yeux :

— Je sais, capitaine, que si vous en donniez l'ordre, avec ces vents-là, on y serait dans quatre jours à Reykjavik, cinq tout au plus ! Il serait peut-être encore temps, parce qu'il est bien malade ! Le pauvre petit gars !...

Elle se tut pour ouvrir la porte de la cuisine. Barthélemy

y trouva Ruard qui tisonnait précautionneusement de sa main valide. Il s'excusa :

— Elle a assez à faire avec le gosse. Elle ne le lâche ni jour ni nuit. Je ne sais pas comment elle tient encore debout ! Ce que je fais, c'est toujours ça de moins qu'elle aura à faire.

Maria souleva la couverture et montra le petit tout contracté, en chien de fusil. La respiration était étrangement irrégulière, coupée de longues pauses.

Elle l'appela doucement :

— Jeannot !...

Il ouvrit les yeux et la regarda, mais ne sembla voir qu'elle, et quand le capitaine eut demandé, de sa grosse voix cordiale qu'il savait prendre les bons jours : « Alors, mon bonhomme, comment es-tu ce matin ? » il referma de nouveau les paupières sans répondre. Et cela impressionna vivement Barthélemy, parce que le petit avait toujours été poli avec lui. Alors Maria le poussa doucement dehors :

— Vous voyez bien qu'on ne peut pas rester comme ça ! On ne fait rien, et on ne peut rien faire, puisqu'on ne sait pas ce qu'il a ! Un médecin le trouverait tout de suite !... Il faut le mener à Reykjavik, capitaine.

Il chassa le nom de la ville comme une mouche importune :

— Reykjavik !... Reykjavik !... Mais il y a des médecins ailleurs, en Islande. Ce que je peux faire, c'est de le débarquer dans un village où il y en aurait un.

Elle ne céda point : un médecin, ce n'était point assez ; il fallait un hôpital, des soins, tous les remèdes. On ne pouvait trouver cela qu'à Reykjavik.

— Vous ne pouvez pas l'emmener dans un pays perdu ! Quand ça vous ferait perdre quatre ou cinq jours de pêche, est-ce que la vie d'un petit gars, ça ne les vaut pas ?... Vous vous le reprocheriez toute votre existence.

Sa voix portait loin sur la mer calme, et les hommes, sortis du poste, écoutaient sournoisement.

Barthélemy, hors de lui, et qui se sentait épié, hurla :

— En voilà assez, hein ! Je n'ai jamais eu besoin de dire « non » deux fois ! Le petit est malade, oui... Dès que ça va être possible, je vais m'occuper d'avoir un médecin à bord ou de le faire soigner à terre, mais je suis le seul juge du moment et de l'endroit ! Voilà !

Elle se tenait fixe à deux pas de lui, toute cambrée et vibrante. Elle osa menacer :

— Vous avez un garçon en France, capitaine ; prenez garde que ça ne lui porte malheur !...

Ce fut lui qui rompit et s'en alla, les poings serrés derrière le dos...

Le bateau ne changea point de route et continua de monter vers les grands fjords du nord-est. Le vent avait molli à l'extrême, l'allure se traînait, mais parfois, entre deux bouchons de brume, on voyait blanchoyer, à babord avant, tout un pan que l'on aurait pris pour du ciel si l'on n'avait su que c'était l'Orœfa-Jokull, le grand volcan éteint du sud-est islandais.

Le mousse mourut deux jours plus tard, à l'aube. Il passa, sans souffrances, dans la torpeur de la méningite, mais toute la journée d'avant, il s'était débattu, il avait arraché avec des gestes et des mots hagards les compresses d'eau fraîche que Maria renouvelait sur son front.

Quand le boulanger vint annoncer la mort dans le poste, il dit, encore tout remué de ce qu'il avait vu :

— C'est une pitié, à cet âge-là !... Et elle, faut la voir ! Elle a autant de chagrin que s'il était à elle.

Gouévic, à la table, écoutait, immobile comme une pierre, et il ne remua pas davantage quand le boulanger conclut :

— Moi, je dis que, pour faire ce qu'elle a fait, faut être une vraie bonne fille.

Leur silence approuvait, car ils avaient tous en eux la même loi non écrite qui règle étroitement l'attitude de la femme devant la maladie et la mort. C'est devant les maladies et les morts, jugeaient-ils, que les femmes se révèlent : or, celle-là avait été ce qu'il fallait qu'elle fût. Quand elle était tombée dans leurs vies d'hommes, là où ce n'était point sa place, ils l'avaient méprisée : une coureuse ou une folle ! Pas un n'avait pressenti, ce qu'elle ne savait pas elle-même exactement, qu'elle n'avait été jetée à fond de cale que par son sentiment violent de la justice, sa croyance aux engagements et aux dettes, la logique indomptable de sa volonté farouche. Certains, pourtant, l'avaient soupçonné en l'entendant tenir tête au capitaine, et s'ils ne s'expliquaient pas

encore son acte, ils l'en excusaient maintenant en l'appelant un « coup de tête ».

Le boulanger osa même déclarer :

— C'est un bonheur, tout de même, qu'elle ait eu cette idée-là... Le petit gars lui a tout doucement passé dans les bras... S'il n'y avait eu là que des bonshommes !... Comme pour la grand-mère, ça ne vaudra-t-il point mieux ?...

Elle l'avait habillé elle-même avec les plus beaux effets de son coffre, elle lui avait passé son propre chapelet autour des doigts, et comme il était tout mince et petit, le charpentier avait accepté de faire un vrai cercueil, au lieu de le lier sur la planche.

Quand le moment fut venu de l'immersion, que tous débouchèrent sur le pont où l'étroite caisse attendait avec sa croix peinte au goudron, l'énorme gueuse de plomb qui la lestait, l'équipage, d'un commun accord n'avança point, élargissant le cercle pour que la jeune fille fût toute seule en avant, comme la famille, à côté du capitaine qui lisait les prières.

Mais ils se pressèrent, selon le rite de la mer, une fois le cercueil engagé sur la lisse, pour y mettre tous la main, et donner la dernière poussée qui le fit basculer dans la houle. Il y entra tout droit, sans grand bruit...

Le capitaine attendit que le remous se fût effacé, puis il dit à celle qui sanglotait près de lui :

— Rien ni personne n'y pouvait rien. Même, on ne serait pas arrivé à temps à Reykjavik... On n'y sera que dans quatre jours...

Parce qu'il venait de penser que c'était de là qu'elle pourrait tout de suite, par le petit paquebot de Danemark, regagner la France, sans avoir de comptes à rendre à personne. Il lui avancerait l'argent du passage.

Et sans même le lui dire, il s'en alla vers l'arrière, ordonner au timonier, debout devant la cuisine, de changer le cap et de faire franchement de l'ouest...

ROGER VERCEL.

SOUVENIRS DU SOUDAN

Le général Gouraud, ayant commencé la rédaction de ses souvenirs d'Afrique, a bien voulu réserver à la Revue *le récit de la délivrance du poste de Kong et de la capture de l'Almamy Samory, glorieux fait d'armes qui, dès 1898, attira sur le jeune capitaine qu'il était alors l'attention du pays.*

Le Soudan ! Il était loin d'avoir une bonne presse en 1894, lorsque je partis ! La France s'éveillait à peine de sa longue indifférence pour les colonies. Nous étions pendant des siècles restés accrochés à la côte du Sénégal. Quand, au XVIIIe siècle, Voltaire lança sa fameuse boutade sur les « arpents de neige » du Canada, il ne faisait sans doute qu'exprimer l'opinion publique du temps. Au XIXe siècle, sous Louis-Philippe, ce n'est qu'à une faible majorité que furent votés les crédits nécessaires à l'occupation de l'Algérie. Et si, plus tard, les colonies tinrent une belle place dans l'admirable mouvement de relèvement qui anima le pays après la guerre désastreuse de 1870, il faut en remercier moins l'opinion que l'esprit de prévoyance d'hommes d'État comme Jules Ferry, Eugène Étienne, Gabriel Hanotaux.

Mais ce n'est pas du jour au lendemain qu'un pays possède une doctrine coloniale. Elle n'existait pas encore en 1894. Le colonel Archinard, qui avait créé le Soudan, l'avait débarrassé du joug d'Ahmadou Cheikou et avait refoulé Samory dans le sud, venait d'être rappelé. L'Afrique noire, avec sa réputation d'insalubrité, de mystère des « pays inconnus », comme disaient les cartes, rebutait. Aussi notre

action continua-t-elle à progresser lentement par alternatives de colonnes et de traités de paix, de décisions énergiques suivies d'hésitations et d'occasions manquées.

En débouchant du Niger, nous trouvions devant nous de grands chefs comme Samory et Tiéba, ayant imposé leur domination sur de vastes territoires, ou des tribus sauvages et même anthropophages dans la forêt vierge. Si nous avions la supériorité du commandement, de la discipline et de l'armement, nos adversaires avaient pour eux le nombre, l'espace et le climat.

Ce furent des années difficiles, marquées par bien des combats, comme en témoignent les humbles cimetières des postes. La mémoire de tous ces braves est pieusement gardée par la cathédrale de Dakar qui porte l'inscription : « A ses morts d'Afrique, la France reconnaissante. »

C'est cette période après Archinard, attachante et rude, que j'entreprends de faire revivre avec mes souvenirs et mes lettres. Je suis le conseil du grand historien Gabriel Hanotaux : « J'étais ministre des Affaires étrangères à l'époque, me dit-il, je ne me doutais pas de l'effort qui était demandé. C'est une période disparue. Il faut la faire connaître. »

Les souvenirs qui suivent ont été écrits pour tous. Ils s'adressent en particulier aux jeunes, avec le vœu qu'ils éveillent en eux le feu sacré que les lettres du vieux Soudan allumèrent jadis pour moi. Le temps des colonnes est passé, il est vrai, mais une grande œuvre, la mise en valeur de notre Empire colonial, réclame toujours les mêmes intelligences et les mêmes énergies.

Le sang versé sur le sol d'Afrique a fait germer une superbe moisson. La France sait conquérir et elle sait pacifier. Pourquoi les Noirs que nous avons combattus nous ont-ils donné des milliers de tirailleurs, dont la Grande Guerre a prouvé le courage, la discipline et la fidélité ?

C'est qu'au lendemain du dernier coup de fusil, le chef français les a traités d'abord avec justice, bientôt avec bonté. Dans les postes où il y avait un médecin, les soins étaient les mêmes pour nos hommes et leurs adversaires de la veille. Une politique humaine, juste et généreuse a succédé brusquement au régime de fer que faisaient peser sur ces malheureuses populations leurs anciens chefs. Elles avaient vécu pendant

des siècles courbées sous le joug, décimées par l'esclavage et par la famine ; elles se sont épanouies dans la paix française : les cultures se sont étendues, le commerce s'est développé ; les ports, les routes, les voies ferrées, les hôpitaux se sont ouverts.

Nos colonies forment aujourd'hui l'Empire colonial français, source de force et de richesse, dont le gouvernement a proclamé et la nation a reconnu la grandeur. La France a su le conquérir : elle saura le garder.

COMBAT DE BANGASSI

Le 18 janvier 1898, au matin, la colonne de la Volta, dont je fais partie comme capitaine, arrive devant Bangassi : baptême du feu. Une section donne l'assaut. Le lieutenant Jacobi, — un de mes camarades de Tombouctou, — qui l'entraîne, reçoit à vingt mètres du mur une flèche dans la bouche. Sa section s'arrête et tiraille. Le commandant dit au lieutenant Pascal : « A vous, Pascal ! » Puis, se retournant : « Clairon ! la charge ! » La fameuse sonnerie :

Il y a la goutte à boir' là haut !
Il y a la goutte à boire !
La boira qui pourra ! (*bis*)
Beaucoup n'la boiront pas !

dont j'ai tant rêvé dans mon enfance, déclenche le réflexe. J'étais à la gauche, en arrière du commandant. Sans rien dire, je pars à la course et j'arrive au pied de la muraille en même temps que Pascal. La flèche a pénétré dans la bouche ouverte de Jacobi, au moment où il criait : « En avant ! » Elle a glissé sur les dents et la pointe ressort sous le menton.

Quelques coups de feu partent de l'intérieur ; une balle sans force, tirée d'un trou du mur, déchire ma guêtre de cuir et me contusionne la jambe gauche. Nous nous faisons mutuellement la courte échelle et arrivons sur la terrasse. On ne voit pas grand chose ; les habitants sont rentrés dans leurs cases d'où ils lancent des quantités de flèches. Combat assez curieux, car si les balles ne laissent pas de traces, les flèches en quelques minutes hérissent les murs et le sol.

L'une d'elles m'atteint au coude gauche. Je peux l'arracher et vais me faire panser. C'est l'ordre du commandant, car on sait que nos adversaires se servent de flèches empoisonnées. Je descends avec peine à l'ambulance. On m'y injecte quelque chose dans le coude. Le bras pansé, je repars au combat qui dure plusieurs heures, car, enfermés dans leur blockhaus, les défenseurs échappent à notre tir. Enfin le combat se termine par la prise du village. Nous avons vingt-cinq blessés. L'ennemi a montré un réel courage ; il est d'abord sorti à notre rencontre, dans un petit col devant le village. Reçus à coups de canon et par des feux de salve, les Oulés se sont retirés dans le village et pendant la préparation par l'artillerie, — vingt-cinq coups de canon, ce qui est quelque chose pour le Soudan, — on les voyait apparaître aux créneaux faits par le canon et passer leurs fusils par l'ouverture.

On connaissait depuis longtemps au Soudan les flèches empoisonnées par le suc du strophantus, dont l'action agit sur le cœur. Un de mes camarades de promotion, Grivart, officier de cavalerie, un an auparavant avait reçu une flèche dans la jambe, était revenu se faire panser, mettait le pied à l'étrier pour remonter à cheval, lorsqu'il retomba, mort. Le général Mangin, lieutenant en 1891 au Soudan, signale dans une de ses lettres qu'à l'assaut de Diéna quatre officiers furent blessés par des flèches. Dans ce combat de Bangassi, deux tirailleurs sont morts de ces blessures et aussi un cheval de spahi. Un autre danger de ces flèches, c'est que les Noirs les emploient à la chasse, et quand un indigène retrouve une bête quelques jours après, parfois en putréfaction, il reprend tranquillement sa flèche et la remet dans son carquois. Un de nos tirailleurs a vu de ce fait sa jambe se dessécher peu à peu : il a fallu l'amputer.

Le combat terminé, l'après-midi ne fut pas drôle : couché dans un buisson, sous un soleil ardent dont une petite couverture me protége mal, je souffre beaucoup de mon bras. Mais la journée se termine très bien, car le commandant m'envoie dire qu'il me propose pour la croix, avec cette mention : « S'est porté sur la chaîne, quand il a vu le lieutenant Jacobi blessé. Blessé lui-même d'une

flèche au bras gauche, contusionné par balle à la jambe gauche. »

Le commandant, voulant continuer et désirant s'alléger de ses blessés, m'en donne le commandement pour retourner à l'ambulance de Diébougou. La première étape nous mène à un village qui nous avait été signalé comme très douteux; mais c'était la route la plus courte. Non sans inquiétude, je vois en sortir et s'avancer vers nous une bande nombreuse. La perspective de soutenir un combat avec une troupe d'éclopés n'a rien de séduisant. Nous sommes bientôt rassurés : chacun des Noirs a dans la main un poulet, en signe de soumission et de bonne amitié. C'est qu'ils ont appris dans la nuit même notre combat de la veille.

Quelle bonne fricassée nous faisons ce jour-là !

En me mettant en route, le médecin m'avait donné des cachets de sublimé à faire dissoudre dans l'eau, en me recommandant d'y plonger mon coude pendant les heures de halte. Je suis installé sur mon petit lit de campagne. Un tirailleur me tient le bras pour que le coude repose dans le liquide. Je suis un peu assoupi, lorsque le tirailleur me dit avec horreur : « Oh ! mon capitaine, beaucoup saletés, beaucoup saletés... y'a sortir ! » C'est au contraire parfait : c'est le pus qui s'échappe. Je rentre à Diébougou avec la plaie cicatrisée, mais le bras à demi plié et ankylosé. Le médecin me le prend à deux mains et l'étend droit d'un coup sec! C'est fort douloureux, mais la douleur cesse immédiatement. Cela ressemble à une dent arrachée. Il me dit alors en riant : « Pour un douillet, j'aurais fait du massage ; il en aurait eu pour deux mois. »

Nous venons de recevoir la nouvelle que le drapeau français flotte sur Kong. Demars avait comme instruction de surveiller Kong et les mouvements des Anglais, et de se jeter dans la ville au cas où ceux-ci marcheraient. C'est chose faite. Nous savons seulement qu'il y est rentré le 25 janvier, sans pertes, en surprenant les sofas. Il faut être sur pied et pouvoir partir sans délai au cas probable où Samory réagirait. Le 15, au début de l'après-midi, j'entends le capitaine Bouland, qui commande en l'absence du commandant Caudrelier,

appeler en criant le clairon de garde. « Qu'est-ce qu'il y a ? — Les sofas ont attaqué Kong, me répond-il. Nous partons demain. » Je peux aligner à la revue de départ une compagnie de cent treize tirailleurs qui ne font pas trop mauvaise figure avec quatre sous-officiers, dont deux Français. Les hommes emportent vingt jours de vivres. La ration étant de 500 grammes, c'est donc 10 kilos de riz enveloppé de larges feuilles formant paquet et ficelé qu'ils porteront sur la tête, à la mode du pays. Comme on a toujours dans les postes des discussions avec les magasiniers, qui ont une tendance à peser bien court, je fais toucher le riz sous mes yeux.

EN MARCHE SUR KONG

A la première étape, je réunis les cent treize charges de riz devant ma tente, sous la garde d'une sentinelle et fais moi-même la distribution d'une certaine partie de ces charges à raison de 500 grammes par homme. Mon voisin me dit :

— Pourquoi faites-vous cela ? Demain, vous aurez des hommes qui n'auront plus rien sur la tête et d'autres qui porteront encore 10 kilos ; ce n'est pas juste ; ce n'est pas logique.

— Mon cher camarade, je ne cherche pas à faire de la logique ; nous allons dans un pays vide, sans ressources ; je tiens à vérifier exactement chaque jour ce qui sera mangé, pour ne pas me trouver un jour sans vivres.

« Arrivé le matin à la Comoé, la colonne passe le fleuve l'après-midi, du moins ma compagnie d'avant-garde. Le 24, je prends la garde du convoi et l'arrière-garde. La marche est pénible pour les tirailleurs. La route de Kong n'est pas une route de France ; dans le vieux Soudan il n'y a que de petits sentiers fort sinueux tracés par les pas des hommes. Ils se déroulent au milieu de la brousse, herbes hautes parsemées de buissons et d'arbres ; la marche y est souvent fatigante. Le chemin est jonché de squelettes ; on ne fait pas cent mètres sans en rencontrer un. Les villages sont détruits. Une patrouille a signalé un campement sofa à sept kilomères dans le sud. On prend les dispositions de garde : la nuit, chaque Européen fait le quart. Ce poste sofa, le lendemain, nous lâche un coup de fusil et s'enfuit. J'ai une section en avant-

garde, une autre section avec la tête de ce qu'il est peut-être exagéré d'appeler le gros, la section d'artillerie, l'ambulance et la flanc-garde de droite, la 9e fournit le reste.

« Nous arrivons en vue d'un marigot : c'est la ligne de résistance favorite des sofas. Les balles sifflent de près. Je déploie deux, puis trois sections. Nos feux de salve et deux obus envoyés dans les feuillages du marigot déterminent l'ennemi à la retraite. La colonne passe, s'installe de l'autre côté en bivouac sous un soleil de plomb. Pas un arbre.

« Après les agitations de la journée, le quart est précieux pour la réflexion et pour la prière. Je faisais le dernier quart ce matin, par une nuit froide, un ciel radieux où les étoiles brillent d'un éclat incroyable. Au nord, je saluai l'Étoile polaire, vers la France, à cette heure d'hiver où ceux que j'aime reposent dans le calme du foyer. Puis, faisant face au sud, je saluai la Croix du Sud et dis ma prière devant cette croix céleste : « Très sainte et très auguste Trinité, Dieu seul en trois personnes, je crois que vous êtes ici présent. Avec l'humilité la plus profonde, j'adore votre souveraine Majesté. » Quelle plus belle cathédrale que ce ciel immense ! Quelle plus splendide lumière que ces astres étincelants ! Quelle croix plus sympathique que cette Croix du Sud qui plane depuis des siècles sur notre malheureuse terre et semble nous appeler !

« 27 *février*. — La compagnie fournit l'avant-garde de droite. Elle part un quart d'heure avant la colonne et s'établit en halte gardée. Quelques coups de feu ! Vers six heures, on reçoit des feux de salve mal dirigés des bords du marigot de Kékéta. Comme la veille, je fais exécuter aux deux sections d'avant-garde un feu de salve, suivi de la charge à la baïonnette. Et la marche continue.

DÉLIVRANCE DU POSTE DE KONG

« Arrivée devant Kong à dix heures et demie ; la ville n'existe plus. Du grand marché qu'a visité Binger il y a dix ans, il ne reste que des monticules. Samory, pour détruire la ville, a fait enlever et brûler les poutrelles qui soutenaient les terrasses. Tout s'est effondré sous les grandes pluies. A cheval, j'aperçois par delà la ville un drapeau. Je fais

traverser les décombres par une patrouille et tourne par l'est. Sur un petit groupe de cases séparées de la ville flotte le pavillon. Le mur se couvre de tirailleurs gesticulant et hurlant, tandis qu'à l'intérieur du poste un clairon sonne indéfiniment le *garde à vous*. Comme mes tirailleurs auxiliaires ressemblent à de vulgaires sofas, j'arrête la troupe et me porte seul en avant, lorsque je vois sortir sur ma droite, d'un trou dans le mur, mon camarade Méchet, la figure creusée et tirée, le sabre nu à la main, qui me regarde avec surprise et se met à crier : « Demars !... C'est la colonne !... C'est Gouraud !... Nous sommes sauvés ! » Je ne comprends pas cette extraordinaire émotion, lorsque la haute silhouette de Demars surgit au faîte du mur et en même temps j'aperçois un charnier, quelques cadavres humains et d'énormes quartiers de chevaux et de bœufs. Le poste mourait de soif, Méchet était en plein accès de fièvre, les sofas tenaient l'eau, et les assiégés avaient dû se rationner à un quart d'eau par jour et jeter par-dessus le mur les morts, les animaux par quartiers.

« Assiégés par deux mille sofas depuis le 12 février, Demars et Méchet, avec les adjudants Corvaisier et Roucher, le sergent-major Foucher, les sergents Corbisier, Wenzel et Lardin, ont admirablement mené la défense. Les sofas n'ont cessé de tirer sur le poste et ont dépensé des milliers de cartouches. Ils ont jeté des brûlots et tiré même plusieurs obus pleins de 60 centimètres, dont l'un est tombé dans le poste sans atteindre personne, ces obus tirés par une pièce enlevée l'année dernière aux Anglais. Chaque nuit, les griots de l'Almamy engageaient les tirailleurs à trahir en leur disant la colonne de la Volta détruite, en leur promettant des compagnies à commander, ces offres alternant avec les injures. On a eu peine à retenir les tirailleurs qui voulaient leur courir sus. La grosse difficulté fut celle de l'eau. Le poste n'a qu'un très faible puits, les corvées envoyées pour prendre de l'eau à une mare à deux cents mètres recevaient des coups de feu. Il a fallu supprimer ces corvées et tout le personnel, Européens compris, a été rationné. C'est cette situation critique et déprimante qui a fait que, le vent venant du sud, le poste n'a pas entendu les coups de feu du matin et s'est trouvé surpris par notre arrivée.

« Bientôt les balles venant des hauteurs avoisinantes

commencent à pleuvoir. Le commandant pousse des détachements pour dégager les crêtes. En passant près de la mare où le poste a pu, au début du siège, se procurer de l'eau, mes tirailleurs, qui ont chargé deux fois à la baïonnette le matin, remplissent leurs bidons, bien que trois cadavres y flottent. Nous montons une longue côte douce ; à l'approche de l'ennemi, je fais prendre le pas gymnastique et j'entraîne mes hommes. Les sofas ont déguerpi. Il fait chaud là-haut ; le soleil est près du zénith. J'ai beaucoup couru ce matin. Avec les coups de gueule nécessaires pour enlever mon monde, j'ai soif. Mon bidon est resté sur mon cheval. Je bois à un bidon de mes hommes. C'est tiède et malodorant ; cela désaltère tout de même. »

Le 3, au nord-ouest de Kong, journée de repos et d'enchantement. L'ordre est de pousser sur la route de Tiémou. Je ne suis pas très sûr d'être sur cette route. Il m'a été impossible de trouver un guide la connaissant. Nous avons donc longé le mur de Kong jusqu'à couper un sentier dans l'ouest que nous avons suivi : pas un sofa, mais toujours les ruines qui attestent leur passage. Arrivés vers dix heures sur le plateau où nous trouvons en profusion des bananes, des papayes, des citrons et même quelques ananas. On se gorge de fruits, et comme la papaye et la banane sont très nourrissantes, on ne mange pas autre chose. Ces fruits nous paraissent d'autant plus délicieux que notre régime est sévère : le biscuit et le tafia ne valent pas le pain et le vin, et surtout la viande est plus que médiocre : nous sommes partis avec des bœufs fatigués et on abat chaque jour, pour la distribution, quelque bœuf tombé, fourbu. Rien de plus détestable que cette viande : on a l'impression de mâcher du caoutchouc.

Vraie journée de repos : « La paix du soir descend sur la forêt ; c'est l'heure courte du crépuscule ; le soleil a disparu, mais il fait encore jour et la lune monte. On campe en triangle autour d'un petit tertre. A mes pieds montent les fumées bleues des cuisines des tirailleurs. Quelle paix ! Qui dira jamais le charme pénétrant d'une telle vie ! Au rebours des journées de plaisir de France, où l'on sent trop que l'on s'amuse, ici le charme a quelque chose de subtil, qui agit sur l'âme sans qu'elle s'en aperçoive. Vastes horizons et coins de forêts ; longues et rudes étapes qui donnent du prix au

pauvre bien-être matériel que l'on peut se procurer, imprévu, liberté, initiative, sentiment exaltant de fouler un sol inconnu. »

Au départ de Kong, ma compagnie se trouve à l'alignement : il nous reste deux jours de riz ; mais celle d'à côté, qui a voulu *faire de la logique*, n'a plus rien du tout. Le commandant Caudrelier met simplement au rapport : « Le commandant de la compagnie, qui a laissé gaspiller ses vivres, recueillera en cours de route les fruits du baobab pour nourrir ses hommes. » Le baobab produit en effet des fruits farineux qui peuvent ressembler de très, très loin au pain ou au riz ! Le moral de mes auxiliaires, qui mangent du riz, tandis que les tirailleurs réguliers croquent les fruits du baobab, continue à monter.

LES HOSTILITÉS COMMENCENT AVEC SAMORY

Quelle était la situation générale dans la région sud ? Samory disposait alors de 4 000 sofas armés de fusils à tir rapide, 8 000 possédant d'autres armes ; les uns et les autres constituant les bandes organisées, et 2 000 cavaliers. En outre, il traînait avec lui 120 000 hommes, femmes, enfants, captifs, parmi lesquels 8 000 armés de fusils à pierre et marchant en dehors de toute bande. C'était les populations du Ouassoulou qu'il avait forcées de le suivre lorsqu'il avait quitté le pays. Ses troupeaux comprenaient 6 000 bœufs et 15 à 20 000 autres têtes de bétail (1). Ce monde n'était nullement démoralisé ; tous étaient habitués dès longtemps à aller d'un point à un autre au moindre signe du maître. Les sofas possédaient de l'or volé au cours de leurs conquêtes, des femmes et des esclaves.

Devant cette invasion, les forces de la région sud étaient trop faibles pour l'arrêter. Tout ce que put faire le commandant de Lartigue, fut de donner à Doué, aux bandes de Samory, un rude coup de boutoir. Vers midi, le combat était critique. L'intervention du sergent Bratières, avec soixante hommes, rétablit la situation. Mais nous avions treize tirailleurs tués, vingt-huit blessés, une grosse consommation de

(1) Rapport du commandant de Lartigue, commandant la région sud.

munitions, plus de réserves. Le commandant, ne pouvant reconstituer ses approvisionnements en vivres et en munitions, rentra à Touba, puis à Beyla...

Il part de Beyla pour le sud avec le détachement de la 15e, le 11 septembre.

Le 14, il reçoit la nouvelle du grand succès que vient de remporter le lieutenant Wœlffel. Il a su apprivoiser les sauvages anthropophages du pays, qui ont le même ennemi que nous. Prévenu par eux que les sofas préparaient le passage du Diougou (1), il s'est porté audacieusement au point de passage, Tiafesco, par des chemins impossibles. Le 9 septembre, il a attaqué, coupé l'avant-garde du fleuve et obtenu la reddition de plusieurs chefs importants, tels que Kounadi Kéléba, Fourouba Moussa, Sabou, etc... Avec eux leurs bandes, 2 000 sofas, posent les armes et se rendent avec une foule d'hommes, femmes et enfants, qu'il a évalué à 25000 personnes.

CONCENTRATION A NZÔ

A Nzô, le 21 septembre, nous retrouvons mon vieil ami le capitaine Gaden et le lieutenant Wœlffel avec trois cents tirailleurs. Nzô est un petit village, perdu dans la forêt vierge et habité par une peuplade anthropophage, les Guérés. Avec nos hommes, il y a là près de quatre cent cinquante tirailleurs concentrés. On est plutôt serré. Il pleut continuellement.

Le contact est perdu avec les bandes de Samory. Les Guérés de la rive droite du Diougou, dont Wœlffel a tiré si bon parti, ne peuvent nous donner aucun renseignement sur la rive gauche, qui est le pays Dioula. Gaden réussit à grand peine à trouver trois Dioulas, mais ils ne peuvent rien dire de précis : ils nous montrent au sud-est les montagnes boisées, noyées sous la pluie ; Samory est là, dans ce pays mystérieux ; il a construit, disent ses gens, des diassas (2) ; mais que veut-il ? Les uns disent qu'il veut s'y faire tuer avec ses femmes, ses fils et ses fidèles ; d'autres, qu'il n'a pas renoncé à passer le Diougou plus au sud, pour continuer sa marche vers l'ouest ; d'autres enfin qu'il fait chercher une route pour retourner vers les pays de l'est, d'où il est venu.

(1) Diougou ou Cavally.
(2) Enceintes formées de pieux non équarris.

DÉPART DE LA RECONNAISSANCE

23 *septembre.* — A 2 heures, le commandant me fait appeler ; il se décide, ne pouvant faire vivre sa troupe dans ce pays ruiné, à envoyer sur la rive gauche du Diougou une reconnaissance, et il m'en donne le commandement par l'ordre suivant :

« *Ordre* n° 437 : Une reconnaissance composée : du détachement de la 15e compagnie, à l'effectif de 96 hommes, commandée par le capitaine Gouraud, avec le sous-lieutenant Mangin, adjudant Brail, sergent Maire, de la 3e compagnie d'auxiliaires, 112 hommes commandés par le capitaine Gaden, avec le lieutenant Jacquin, sergents Lafon et Bratières, partira demain, 24 septembre, pour Dénifesso en suivant la route Nzô, Guétoukoro, Kourogouodougou, Guikoura, Niaralassou, Dénifesso. Cette reconnaissance a pour mission de poursuivre Samory partout où elle le rencontrera, et de le rejeter de préférence vers le sud ou vers l'ouest ; dans le cas où le capitaine Gouraud, commandant la reconnaissance, viendrait à refouler Samory vers le Diougou, il en préviendrait immédiatement le détachement resté à Nzô, qui se porterait sur la rive droite de ce fleuve pour s'opposer au passage. »

Quelle joie !

Le docteur Boyé accompagne la petite colonne. En tout, 9 Européens, 212 tirailleurs, 50 porteurs pour une ou deux cantines par Européen, quinze jours de vivres (biscuit, vin, endaubage) pour les Blancs, 10 caisses de cartouches de réserve et une caisse de pétards de fulmicoton. Les tirailleurs portent 150 cartouches et quinze jours de riz, — pas de viande pour eux. Nous sommes *tous à pied*, condition exceptionnelle au Soudan ; mais la marche sur Nzô nous a démontré le peu de service que rendent les chevaux dans ce pays impossible et le temps qu'ils font perdre dans les mauvais passages.

Ma lettre à mes parents, en date de Nzô, 23 septembre, à la veille du départ, se termine ainsi : « Demain, je dirai l'à Dieu vat ! des marins, et nous nous enfoncerons dans cet océan de montagnes et de forêts où s'abrite notre vieil ennemi.

Où ? L'on n'en sait rien ! Et il faudra d'abord le trouver ! »

24 *septembre*. — Départ à six heures du matin. La reconnaissance franchit le Diougou sur un énorme tronc d'arbre, et à neuf heures, nous trouvons, à Guiro, les traces du passage récent des sofas. Des squelettes sont couchés dans les cases, autour des feux éteints ; le pays est vide. C'est la grande forêt vierge avec ses difficultés de marche.

Le 26 septembre, nous trouvons une centaine de fugitifs pelotonnés les uns contre les autres, sous la pluie. Ces gens ont quitté Samory depuis l'affaire de Tiafesso du 9 septembre, et ils tournent à l'aventure dans la forêt, vivant de racines. Pas un habitant dans le village, qui d'ailleurs est complètement rasé ; on ne distingue plus que l'emplacement circulaire des cases. Allons-nous donc perdre encore la journée à la recherche de guides imbéciles comme ceux d'hier ? Heureusement notre petite pointe de tirailleurs déguisés qui bat la brousse aux abords du village, arrête et ramène un grand sofa borgne, vigoureux, et armé d'un fusil à tir rapide. Cet homme interrogé déclare qu'il a quitté, il y a trois jours, les femmes de Samory dans un diassa au sud-est, et que l'Almamy était dans un campement à côté. Il ajoute qu'il est impossible de suivre le chemin par lequel il est venu, parce qu'il y a trop de cadavres, que ça sent trop mauvais !

Pour exécuter le plan du commandant, pour tourner Samory, il faut évidemment savoir où il est, et nous risquons fort, dans ce pays inconnu et vide, de manger nos quinze jours de vivres à la recherche de guides problématiques ; d'autre part, est-il prudent de lancer une colonne, si légère soit-elle, sur cette route empoisonnée, où un sergent envoyé chez Samory à la fin d'août déclarait déjà qu'on marchait dans la pourriture jusqu'aux genoux ? Quelle eau trouverons-nous à boire ? Des maladies ne vont-elles pas survenir ? Cependant, pouvons-nous abandonner la piste inespérée que nous donne le sofa ?

Au médecin qui décline toute responsabilité, voyant déjà nos tirailleurs empoisonnés, je réponds : « Puisque nous avons la chance de marcher souvent à mi-pente des collines, on prendra l'eau au-dessus du chemin et non en dessous. Après tout, c'est moi qui ai le commandement, donc la responsabilité : là où Samory et ses bandes ont passé, des tirailleurs

menés par un capitaine français passeront aussi ! Tous les chemins sont beaux quand Samory est au bout ! »

Je décide la marche vers le sud et en rends compte au commandant à Nzô.

Le sofa nous guide, il n'a pas exagéré. A une heure, Zougoufesso est encombré de cadavres qui dégagent sous la pluie des odeurs atroces. La nuit, Jacquin et Boyé, qui couchent dans la même case, en sont chassés par des vers, qui ont abandonné les cadavres, à la recherche d'une autre proie ! Décidément, nous ne coucherons plus dans les villages. La difficulté est grande de trouver un emplacement pour camper. Les moindres clairières ont été utilisées par les gens de Samory et sont encombrées de huttes qui ont toutes leurs funèbres habitants.

27 *septembre.* — Départ à cinq heures et demie. A huit heures, passage du Mlé, gros affluent du Bafing, tributaire du golfe de Guinée. C'est un sérieux obstacle : le Mlé, qui, en temps ordinaire, a vingt-cinq à trente mètres de largeur, a débordé : sur les deux rives s'étend une nappe liquide, qu'il faut traverser avec de l'eau jusqu'à la poitrine, pour arriver à une passerelle de troncs d'arbres noyée sous l'inondation. Il faut la chercher du pied à tâtons, en se cramponnant à la corde établie d'une rive à l'autre, pour résister au courant. Samory y a perdu, le mois précédent, un de ses canons, pris aux Anglais l'année dernière. Le passage de la reconnaissance et de ses cinquante porteurs prend deux heures. Heureusement nous n'avons pas de chevaux.

Nous sommes à onze heures à Gouangooulé, appelé par les sofas Dabadougou, parce que Mokhtar, un des fils de l'Almamy, y a séjourné longtemps avec une grande partie de son arrière-garde, formée des fameux sofas du nom du combat livré en septembre 1891 par les tirailleurs du capitaine Barbecot et les spahis du lieutenant Charles Mangin.

Nous voici à l'entrée des montagnes des Dioulas. Nous nous enfonçons dans un dédale de collines à pentes très raides, couvertes d'une forêt épaisse. Le sentier court généralement à flanc de coteau, coupé de troncs d'arbres gigantesques couchés en travers. L'escalade d'un arbre de deux mètres de diamètre, dont le tronc est lisse et glissant par l'effet de la pluie, demande parfois une heure pour la petite

colonne. Impossible de tourner l'obstacle, la végétation épaisse de branches et de lianes formant mur à droite et à gauche. La marche est fatigante dans la boue, et quelle boue ! car partout des cadavres. Je ne dis pas des squelettes, je dis des cadavres, à tous les degrés de putréfaction. La faim, les fatigues, ont fait leur œuvre dans la foule qui suit l'Almamy. Dans les fonds surtout, au bas d'une côte trop raide, les malheureux se sont arrêtés pour mourir. L'air ne circule pas sous ces voûtes épaisses. La pluie qui tombe toujours entraîne sur les pentes des flaques verdâtres et grouillantes, qu'on ne peut pas toujours enjamber. Parfois, du bout de ma canne, je chasse des vers collés à mes jambières. Il faut avoir le cœur solide. De temps à autre, je vois les tirailleurs qui sont devant moi se mettre à courir : on passe devant un charnier exhalant des odeurs atroces. La cigarette rend de fiers services. Nous comprendrons plus tard comment Samory se croyait ainsi gardé. Les pieds nus de nos braves tirailleurs se ressentiront longtemps de ce bourbier empoisonné, qui envenime les plaies, mais ces braves gens marchent quand même, sans une plainte, comme ils marcheront partout et toujours, où leurs chefs français voudront les conduire.

Vers deux heures, nous sommes en vue de Zélékouma, dont nous sépare un gros marigot. Jacquin va voir avec une patrouille et m'envoie vite un mot : « Inabordable, on sent le village à 400 mètres. » Nous nous installons dans une petite clairière à moitié inondée, qu'il faut encore débarrasser de ses hôtes. Nous y troublons un repas macabre : une dizaine de fugitifs sont là, accroupis autour d'un feu, sur lequel rôtissent des lambeaux de chair humaine. La tête de la malheureuse femme égorgée a roulé à terre, elle semble nous regarder de ses yeux agrandis d'épouvante.

Dans tout le Soudan, la plupart d'entre nous ont vu depuis longtemps les traces du passage de l'Almamy, mais des traces vieilles, refroidies : la ruine, le vide, l'abandon. Ici, c'est le royaume de la mort, de l'horreur !

28 *septembre*. — Mauvaise nuit. Pluie continuelle. Mais, Dieu merci ! le moral reste excellent et les jambes aussi. D'après les dires des autres sofas, corroborés par ceux de quelques femmes arrêtées à Zélékouma, c'est aujourd'hui que nous devons tomber sur les campements de Samory. Les pré-

cautions sont prises, les ordres donnés. Chaque section a son objectif particulier, car une fois engagés, noyés dans cette foule, il peut devenir impossible de donner des instructions. Mais ce ne sera pas pour ce jour-là !

Vers dix heures, nous traversons un parc de bœufs récemment évacué, les traces sont fraîches. Des traînards rencontrés nous disent que l'Almamy est parti et, en effet, quand à onze heures, au bas d'une pente si raide qu'il faut s'accrocher aux branches pour la descendre, nous tombons sur le diassa des femmes, nous le trouvons évacué. Quelques vieilles, qui restent là, résignées à la mort, avec le fatalisme de ces races qui ont tant souffert, nous disent que Sarankégny, la fameuse favorite, est partie trois jours avant avec toutes les femmes vers le nord-est, et elles nous indiquent la route.

Nous voici repartis sur cette nouvelle piste, après nous être arrêtés deux heures pour casser la croûte. Nous traversons de grandes clairières sur lesquelles le soleil de deux heures darde ses rayons de plomb. Et toujours monter et descendre ! Pourtant tout le monde suit bien, même les porteurs. Il est vrai que nous sommes en pays anthropophage et que les habitants nous guettent du fond des halliers. On sait que tout homme restant en arrière est un homme perdu et mangé : il n'y a rien de tel pour vous donner des jambes.

A trois heures, nous traversons un vaste campement, dans un cirque de montagnes et de forêts. Au centre, la case de l'Almamy. C'est là qu'il a séjourné avec tout son monde, depuis son retour du fleuve jusqu'au 25. Des centaines de traînards sont restés là, morts, mourants, désespérés. Ils nous regardent passer. De ces groupes part un cri navrant : « Mfâ ! konko ! (Père ! j'ai faim !) » Il n'y a rien à faire pour ces malheureux irrémédiablement voués à la mort. Il faut penser aux autres, à ceux qu'on peut encore délivrer, sauver peut-être. Et l'on hâte le pas, le cœur serré, en leur donnant le morceau de biscuit et de viande froide qu'on a dans sa musette.

Dans ce camp, nous trouvons les deux derniers canons pris aux Anglais. Samory les a abandonnés au bas d'une pente trop raide.

Nous faisons là une rencontre importante : je vois venir à moi un sofa bien portant, car ce sont les petits, les faibles

qui meurent. Cet homme a quitté Samory dans les conditions suivantes : après avoir assisté à une palabre dans laquelle Samory avait annoncé qu'il envoyait son fils Tidinanki Mory à Touba, pour traiter, ce sofa avait appris qu'il confiait en même temps à quelques fidèles le soin de rechercher une route où l'on pût vivre, pour regagner les pays de l'est. Dégoûté de la perspective de nouvelles fatigues, il avait déserté avec deux de ses camarades. Poursuivis, les deux autres avaient eu la tête coupée ; lui seul avait échappé. Aussi donna-t-il tous les renseignements qu'il possédait.

SITUATION DE SAMORY

La marche continue, lente et coupée par les arrêts fréquents, pour donner le temps à quelques hommes déguisés en sofas, qui marchent en avant, de reconnaître les campements de traînards que nous rencontrons. Pendant tout l'après-midi, je cause avec le déserteur. Cet homme est très surpris de nous avoir rencontrés : Samory se garde du côté du nord, du côté de Touba, mais de notre côté il ne craint rien. Tout le monde croit qu'il est impossible de passer derrière l'Almamy, à cause des cadavres. Nous n'avons devant nous, dit l'homme, qu'un petit poste d'une vingtaine de sofas commandés par un fils de l'Almamy, Macé Amara, et il indique en détail comment Samory est campé : à une quinzaine de kilomètres se trouve un petit village, Guélémou, où sont les femmes de l'Almamy et toute la dembaya (1), c'est-à-dire sa famille, celles de ses fils, les captifs, etc... Derrière Guélémou, qu'entoure un petit bois, s'étend un grand campement, au milieu duquel, sur un petit mamelon, se trouve la case de Samory. Le sofa ajoute qu'il a encore beaucoup de monde avec lui, mais les vivres manquent pour la foule ; les gens sont las, ils se sentent perdus dans cette forêt compacte et différente de la claire brousse soudanaise.

Il semble donc bien que l'Almamy ignore notre approche, qu'il se garde mal et que le moral des sofas est atteint. Le soir venu, on s'arrête dans une petite clairière cachée entre deux marigots très boisés, remplie d'une herbe haute

(1) Mot qui correspond au terme arabe de smalah.

et forte que les tirailleurs doivent fouler pour camper. Peu à peu, s'est formée dans mon esprit l'idée que l'occasion s'offre de porter à Samory le coup suprême, et ma résolution est prise. « L'occasion n'a qu'un cheveu... » L'étoile de l'Almamy semble pâlir ; mais son prestige est encore tel que la lutte ne peut finir que par sa mort ou sa capture. S'il est tué au fond de la forêt vierge, personne ne le croira et un beau jour un autre Samory surgira. Mon ami Scal, à Kayes, ne me disait-il pas, il y a deux ans, que Samory était mort depuis longtemps et que c'était un autre Samory qui avait pris sa place ! Il faut donc le saisir vivant et pour cela le surprendre. Il ne nous faut pas un combat qui, si heureux qu'il soit, pourrait lui donner le temps de fuir et de nous échapper. Ce qu'il faut, c'est une surprise complète, brutale. Confiant dans la solidité, l'entrain et la discipline de ma petite troupe, je décide de risquer un coup d'audace en pénétrant sans coup férir dans le camp de l'Almamy, pour s'emparer de sa personne avant qu'il ait pu fuir, convaincu que, lui pris, ses sofas poseront les armes.

LES ORDRES SONT DONNÉS

Ordres pour le 29 *septembre.* — « Avant le jour, le capitaine Gaden enverra une escouade bien commandée, qui cherchera à se glisser de l'autre côté du village de Macé Amara et interdira la route du camp de Samory. (Il est à peu près impossible de sortir des sentiers dans ces forêts.)

« La 1re section (lieutenant Jacquin et sergent Bratières) doit traverser au pas de course le village des femmes, sans s'en occuper, pénétrer, sans tirer, dans le camp de l'Almamy et se porter rapidement au débouché du camp sur la route de Touba, seule issue au milieu des montagnes.

« La 2e section (capitaine Gaden) doit suivre immédiatement la 1re, se porter droit sur la case de l'Almamy et l'occuper.

« L'Almamy en personne est l'objectif de ces deux premières sections.

« La 3e section de la compagnie Gaden (sergent Lafon) et la 1re section de la 15e compagnie, avec le lieutenant Georges Mangin et l'adjudant Brail, formeront une réserve

à la disposition du capitaine commandant la reconnaissance.

« Le convoi, avec la 2e section de la 15e (sergent Maire), s'arrêtera à l'entrée du village des femmes.

« Comme consigne générale, il est recommandé de conserver les tirailleurs absolument groupés. Défense leur est faite de tirer un coup de fusil sans l'ordre de l'officier ou du sous-officier commandant la section, et à ceux-ci le capitaine recommande de ne tirer qu'en cas de nécessité absolue, s'ils rencontrent une résistance sérieuse à briser.

« Pour prendre Samory, il ne nous faut pas un combat. Si heureux qu'il soit, il donnerait à l'Almamy le temps de fuir. Il faut une surprise complète. »

Je commente ces ordres et recommande expressément aux chefs de section de ne pas tirer, de garder leur troupe dans la main, de ne pas tuer l'Almamy, si possible.

29 *septembre.* — Après une nuit très froide, le bivouac est levé au petit jour. Par un heureux hasard, Macé Amara a été appelé la veille au camp par son père : sa petite troupe, sans chef, s'est endormie. L'escouade du caporal Fodé Sankaré l'a prise au gîte.

CAPTURE DE L'ALMAMY

Vers sept heures et demie, nous débouchons sur des pentes dénudées : à nos pieds s'ouvre une vallée verdoyante éclairée par un soleil qui nous paraît radieux au sortir du jour douteux de la forêt. L'horizon est barré par une longue croupe boisée et derrière ces bois montent à perte de vue des colonnes de fumée indiquant un grand campement. Le sofa déserteur me dit en me les montrant : c'est Lui ! L'allure se précipite peu à peu, en longeant le pied de la croupe ; nous défilons entre de nombreuses huttes remplies d'une foule sans armes ; cachés comme nous le sommes dans les hautes herbes, tous à pied, les gens ne nous voient que lorsque nous sommes sur eux. On leur crie de ne pas bouger, de se taire, de ne pas avoir peur, et l'on file. Ils nous regardent passer, hébétés. L'allure est rapide, l'instant est suprême ; pourvu qu'il ne parte pas de coups de fusil !

Nous passons, coup sur coup, deux marigots encaissés. Sur le bord du second, des femmes sont en train de laver.

C'est le village des femmes de Samory. Jacquin, exécutant sa consigne avec un magnifique entrain, enlève sa section, traverse le village, le petit bois, et tombe dans le marché que les gens qui ont trouvé du manioc ont installé. Sans se laisser intimider par la foule, Jacquin y plonge avec sa petite troupe. Gaden s'y jette sur ses traces. Il est huit heures ; partout les femmes font cuire le repas du matin. La surprise est complète.

Samory qui, selon son habitude, lisait le Coran devant sa case, entendant la rumeur produite dans le camp par l'apparition des tirailleurs, s'est levé. Il aperçoit les chéchias et, dans le saisissement extrême de la surprise, ne prend pas le temps de saisir une arme dans sa case, où se trouvent plusieurs fusils et un revolver chargés. Il n'a pas le temps de sauter à cheval ; il s'enfuit précipitamment dans la direction opposée, vers la route de Touba (sur laquelle se trouve la grand-garde de ses fils). Au bout de quelques minutes de course, le caporal auxiliaire Faganda Tounkara aperçoit le premier l'Almamy que font reconnaître sa haute taille, son vêtement bleu rayé de blanc et sa chéchia serrée d'un turban blanc (costume exceptionnel au Soudan). Les tirailleurs précipitent leur course : en tête le sergent Bratières, le caporal Faganda Tounkara, les tirailleurs auxiliaires Banda Tounkara et Filifing Kéita ; celui-ci arrive le premier sur l'Almamy, qui lui échappe par un brusque crochet. Tout en courant bravement au milieu du camp rempli d'hommes armés, les tirailleurs crient : « Ilo ! Ilo ! Samory ! (Arrête ! arrête ! Samory !) » Il continue à fuir.

A son tour, le sergent Bratières, qui le serre de près, lui crie : « Ilo ! Samory ! » Voyant un Blanc, Samory, à bout de forces, s'arrête et se laisse tomber à terre. Le sergent le saisit. L'Almamy dit aux tirailleurs de le tuer, et dans son trouble demande au sergent s'il est le chef de la colonne. Jacquin, avec le reste de la section, arrive au même instant. Il était temps.

Le premier mouvement de stupeur passé, de tous côtés, les gens sortent en armes de leurs gourbis, mais trop tard. La surprise a si bien réussi, tout s'est passé si vite que les sofas n'ont pas eu le temps de s'apercevoir de notre petit nombre. Samory est déjà dans nos mains quand ils songent à le défendre. Jacquin ramène l'Almamy à sa case qu'a occupée

le capitaine Gaden et, en lui mettant le revolver sur la tempe, lui fait comprendre qu'au premier coup de fusil son sort est réglé. Samory s'est déjà rattaché à la vie et par ses gestes et ses paroles engage ses hommes à mettre bas les armes.

J'arrivais à ce moment au mamelon où se trouvait la case de l'Almamy, avec le peloton de réserve de Mangin, en bon ordre, l'arme, baïonnette au canon, sur l'épaule. Jacquin me remet son prisonnier. Il est immédiatement placé sous une garde spéciale de quatre tirailleurs ; les abords de la case sont déblayés, le carré est formé alentour. En un clin d'œil, la nouvelle est connue par tout le camp et met fin, comme j'y comptais, à toute tentative de résistance. Il n'a pas été tiré un seul coup de fusil.

En pays découvert, notre petit nombre eût été vu, un tel coup de main eût été peut-être impossible, tandis que derrière les deux sections lancées en enfants perdus, la réserve en bon ordre, le fusil sur l'épaule déboucha de la forêt comme d'une trappe et déchaîna la panique.

L'Almamy, profondément ému, affecte l'indifférence, avec son rictus habituel. Calmé peu à peu, il demande s'il a la permission de faire son salam et le fait solennellement, pendant que ses marabouts, ses chefs de guerre, ses griots viennent se rendre. Je fais circuler des patrouilles dans tout le camp pour opérer le désarmement, réunir les prises.

Je m'étais tout de suite informé de la grand-garde dont on m'avait parlé, sous les ordres des fils de Samory, Sarankégny Mory et Mokhtar. Deux solutions : marcher sur elle et combattre, ou essayer d'amener sa reddition. Où est-elle ? Quelle est sa force ? D'autre part, il n'est pas sage, dans l'ignorance de ce qui nous entoure, de détacher une partie de ma faible troupe. Dans ces conditions, malgré le souvenir de l'odieux guet-apens de Bouna, j'envoie un homme promettre la vie sauve à Sarankégny Mory, comme à ses frères, s'ils font leur soumission immédiate.

Pendant toute la matinée, les armes, les cartouches, les barils de poudre viennent s'empiler davant la case du grand chef. Le lieutenant Georges Mangin et l'adjudant Brail réussissent à maintenir la discipline pendant qu'on recherche au village des femmes le trésor de l'Almamy. Bientôt les caisses qui le contiennent sont rassemblées et mises sous

bonne garde. L'inventaire aussitôt fait permet de l'évaluer à 200 000 francs environ.

Vers deux heures, pendant que nous cassons la croûte, on vient me dire que Sarankégny Mory arrive. Je prends une section et je le rencontre à une petite rivière. De l'autre côté, un chef attire l'attention, car ces gens sont en loques, comme tout le monde, mais Sarankégny Mory a sa coquetterie ; il a tiré de ses bagages un boubou vert pâle. Il traverse le premier la rivière en se retroussant, enlève son sabre à baudrier orné de plaques d'argent et le remet dans mes mains. Les sofas traversent et jettent leurs fusils à nos pieds.

LES FEMMES ET LES FILS DE SAMORY

Quand les femmes se présentent, en tête marche la favorite Sarankégny. Visage impénétrable que cette femme maigre, presque chétive, avec ses grands yeux japonais et sa démarche de princesse. C'est la seule personnalité intéressante. Derrière elle, une foule de cinq à six cents femmes, enfants, jeunes gens, petits garçons échelonnés dans tous les âges. Un petit groupe de huit à quatorze ans a fort bon air.

Sarankégny était la seule de ces femmes qui eût des enfants de plusieurs âges, signe évident que la faveur du maître lui fût toujours restée. J'eus plus tard l'occasion de savoir quelle avait été l'origine de cette faveur. La voici. Quand Samory, battant en retraite après son échec devant Sikasso, fut arrêté par le Ouassoulou révolté et qu'il réussit à passer en soudoyant un chef, il trouva en arrivant à Sanankoro une colonne toute prête, que Sarankégny, à qui il avait laissé le commandement, avait rassemblée. Il put ainsi reprendre immédiatement l'offensive et rétablir son empire.

Les autres femmes étaient soit de jolies femmes, soit celles qui constituaient ce qu'on appelait les *mariages politiques*, c'est-à-dire la fille aînée du chef de village que Samory venait de prendre et de détruire. Mais je ne savais pas que dans cette foule se trouvaient les mères des six fils de Samory qui devaient tomber dans les rangs de l'armée française pendant la Grande Guerre et en Syrie.

Plus tard, toute la postérité de Samory fut rassemblée

dans son pays, au Ouassoulou, entre Bissandougou et Kankan. C'était une race militaire. En 1915, lorsque je commandais aux Dardanelles, je reçus un renfort de Sénégalais, dans lequel se trouvait un sergent qui demanda à m'être présenté : « Comment t'appelles-tu ? — Mandion Touré (1) ! — Tu es *son* fils ? — Oui ! — Qu'étais-tu, lorsque j'ai pris ton père ? — J'étais encore petit. » Et il me raconta dans les grandes lignes la capture de son père. Il fut tué dans l'attaque du lendemain, avec une bravoure magnifique. Un autre devint officier. Quand mon ami, le général Charles Mangin, commandant en chef de l'armée du Rhin, me reçut à Mayence, il avait, au poste de garde du palais qu'il habitait, des Sénégalais commandés par un sous-lieutenant qu'il me présenta : c'était un fils de l'Almamy.

C'est l'honneur de la France de s'attirer le dévouement jusqu'à la mort des fils de celui qu'elle a dû combattre, pour imposer au Soudan la paix française, plus généreuse, plus bienfaisante que la paix romaine.

Le soir arrive au camp un convoi de riz envoyé par le commandant, escorté par dix tirailleurs ; ils ont été attaqués en route par les anthropophages et ont perdu plusieurs sacs de riz. Nos communications sont donc coupées. Le commandant m'avertit qu'il envoie un convoi de vivres avec cinquante tirailleurs sur Gourono, comme je le lui avais demandé dans ma lettre de l'avant-veille. La nuit, les tirailleurs couchent en carré autour des cases du mamelon, une sentinelle sur chaque face, sans parler de la garde particulière de l'Almamy, un petit poste sur la route de Touba, un autre à l'entrée du village des femmes que j'ai interdit, un troisième au parc aux bœufs. La nuit est tranquille ; deux ou trois coups de fusil seulement.

LES PRISES

La journée est employée à détruire les armes et les munitions ; un canon qui restait à Samory est jeté dans la rivière. Tout est brisé, brûlé, noyé. Ses bagages personnels sont rendus à l'Almamy ; les reliques du capitaine Braulot et du

(1) Touré était le nom de famille de l'almamy Samory.

lieutenant Bunas sont mises avec le trésor, dont on a dressé un inventaire. On organise le départ du lendemain. Nous n'avons plus rien à faire dans la forêt et il est urgent de rapatrier au plus vite la grande foule (1) vers les régions où ces pauvres gens pourront trouver à subsister. Je les dirigerai sur Touba où ils trouveront plus tôt des pays à ressources. Ils rallieront ensuite leur pays d'origine. La plupart sont dans un état moins mauvais que nous pouvions le craindre. Ce sont les faibles qui ont succombé en route. Samory au reste s'occupait de son ravitaillement, il s'était campé là où nous l'avons capturé, à cause des champs de manioc environnants, et nous avons vu rentrer au camp 2 000 hommes qui en portaient des charges de 25 kilos.

Le bilan de la journée peut s'établir ainsi : Samory, ses femmes et parents ; ses fils, parmi lesquels Maningué Mahmady, Mokhtar, Macé Amara, Sarankégny Mory, Kariata Mandion, Tiranké Mory ; une soixantaine de chefs, marabouts et griots, parmi lesquels : Kiessiri, Sekoba Makan (qui a tué le capitaine Ménard), chefs de guerre ; Morifingdian, chef des griots et homme de confiance ; Amara Diali ; Oumarou Diakité, secrétaire ; 1 800 sofas ; cinquante mille individus environ, reste des 120 000 que Samory avait emmenés dans la forêt.

Nous avions pris en outre : 4 fusils matricule 1886, avec 2 baïonnettes ; 60 fusils 1874 ou Kropatschek ; 15 fusils Martini-Henry ou Winchester ; 1 fusil Lee Metford ; 500 fusils environ à tir rapide de provenances diverses ; 1 000 fusils à pierre environ ; — 2 caisses de cartouches 1886 ; 3 caisses de cartouches 1874 ; 85 caisses de cartouches de modèles divers, dont beaucoup provenant de la manufacture de Spandau ; 20 barils de poudre ; des milliers de capsules ; 1 canon (anglais) ; — 60 chevaux ; 2 mulets et 120 bœufs.

Un trésor montant à 200 000 francs environ.

Il se trouvait encore beaucoup de poudre, car, dans la journée, trois cases ont pris feu et ont sauté : la plupart des hommes valides avaient un fusil et de la poudre. Beau-

(1) Ceux qui avaient été à Tiafesso avec Wœlffel ont évalué cette foule à 50 000 personnes, parce qu'ils ont eu l'impression qu'il y avait au camp de Samory plus du double de ce qu'ils avaient compté à Tiafesso. Ces chiffres sont évidemment approximatifs.

coup d'armes à feu ont dû disparaître, jetées dans les halliers pour nous les dissimuler. S'il ne restait plus à Samory que soixante chevaux, alors qu'il avait eu une nombreuse cavalerie, c'est qu'au sud du 12° parallèle de latitude nord à peu près, la mouche tsé-tsé sévit ; les chevaux et les bœufs ne vivent pas. C'est la raison pour laquelle les gens de Samory achetaient avec des captifs, soit un fusil à tir rapide, soit un cheval.

Parmi la suite de l'Almamy, une des dernières femmes vint se présenter, pauvrement habillée : c'était Diaoulé (1), mère de Karamoko, un des fils de Samory. Or, ce Karamoko, après le traité passé par le capitaine Péroz à Bissandougou avec l'Almamy, était venu en France et avait assisté à la revue traditionnelle du 14 juillet 1886, qui fut le point de départ de l'éphémère popularité du général Boulanger. Les impressions de ce jeune prince noir sont assez curieuses en ce sens que la France lui parut beaucoup plus petite que le royaume de son père, car débarqué à Marseille il était allé, en chemin de fer, en quelques heures de la mer à Paris, tandis que dans son pays il fallait huit jours pour aller de la frontière à la capitale. En revanche, il avait été fortement impressionné par la revue : on voyait alors à Longchamp beaucoup plus de troupes qu'aujourd'hui ; la revue se terminait par une charge de toute la cavalerie, face aux tribunes. Karamoko crut avoir vu toute l'armée française. L'impression fut assez forte pour que, le jour où Samory voulut recommencer la guerre avec les Français, il critiquât sa décision et tînt des propos défaitistes, parlant de la force des Français, du danger de les combattre de nouveau, etc. Le fait rapporté mit l'Almamy en fureur ; il fit enfermer son fils dans une case dont il fit murer la porte ; Karamoko y mourut de faim. Sa mère, bien entendu, fut répudiée. C'était cette femme qui venait se mettre sous ma protection, faisant valoir que son fils était mort de son amour pour notre pays. Elle me fit cadeau d'un tapis de selle qui lui avait été offert par le gouvernement français et qui portait un croissant et une étoile en métal doré. Le velours vert en avait vu de toutes les couleurs dans les éternelles marches

(1) Diaoulé veut dire : la « bouche rouge ».

des gens de Samory et Diaoulé l'avait raccommodé avec des morceaux de soie rouge.

1er *octobre* 1898. — Le départ est fatalement difficile non pas pour la petite colonne, mais pour mettre en route tous ces gens. J'ai rendu leurs chevaux à Samory, à ses fils, anciens chefs de colonne ; j'ai remonté, bien entendu, mes officiers et moi-même je suis à cheval, lorsque Diaoulé me saisit la jambe me suppliant de prendre sa jeune et belle fille sous ma protection. On voulait la lui enlever pour la confondre dans la masse de la *dembaya*. Que serait-elle devenue ? Comme je ne songeais qu'à maintenir la troupe, au milieu des tentations, dans l'ordre et la discipline, je fis rendre la jeune fille à sa mère.

Le départ est ainsi réglé : Samory, Sarankégny Mory, Mokhtar, Morifingdian et les porteurs du trésor marcheront sous une garde au milieu de la colonne. La *dembaya*, avec les chefs importants, suivront immédiatement. Quant à la grande foule, je fais dire à ces gens que je les ramènerai dans leur pays, que je leur conseille de suivre la colonne au plus près ; une escouade d'auxiliaires de Gaden, commandée par le meilleur caporal, est désignée pour les protéger.

A SANTA

La distance du camp de Samory à Santa est heureusement très courte, une dizaine de kilomètres, ce qui est toujours bon pour une première étape. En arrivant à Santa, la petite colonne forme le carré : il reste quelques cases, l'une d'elles est affectée à l'Almamy. Je vois de loin qu'il y a une discussion : Samory trouve qu'elle sent mauvais. Cela nous fait rire ; nous en avons senti d'autres !

La route a été facile, parce qu'il y avait eu des communications entre le camp et la grand-garde ; mais à partir de là, les gens de Samory sont perdus. Un de mes officiers avait, bien entendu, relevé l'itinéraire de la colonne dans ce pays totalement inconnu. Son travail, mis au net, permet de prendre un azimut dans la bonne direction ; mais les villages anthropophages sont construits dans des conditions de méfiance qu'il est facile de comprendre. Nous avons vu déjà

que les habitants ne pouvaient aller plus loin qu'au village voisin, sans risquer d'être tués et mangés. Pour les mêmes raisons, les villages blottis dans la forêt sont le centre d'une étoile de chemins, ces chemins n'étant d'ailleurs que d'affreux sentiers ; un ou deux seulement mènent à un autre village ; les autres sont des chemins de culture qui, au bout de trois ou quatre kilomètres, aboutissent à un petit champ caché dans la forêt ; le chemin continue jusqu'à un autre petit champ, jusqu'à un troisième ou un quatrième. Et là, c'est un cul-de-sac ! Je lançai donc dans l'après-midi les lieutenants Mangin et Jacquin sur les deux sentiers qui me paraissaient être dans la bonne direction. Ils rentrèrent le soir, ayant eu beaucoup de mal à passer et aussi mécontents l'un que l'autre.

Cependant, il faut aller de l'avant. Il ne peut être question de reprendre la fameuse route des cadavres. Nous prendrons demain matin la piste qui paraît la moins mauvaise.

Un des chefs, Kiesséri, signalé comme dangereux et que je voulais emmener, était resté en arrière. Je renvoie aussitôt le lieutenant Jacquin avec un sergent et sa section. L'ordre est de le ramener coûte que coûte. Le petit détachement revient le soir même, ramenant Kiesséri. Je dis au sergent de Sénégalais d'aller chercher sa ration. Celui-ci revient : le sous-officier chargé de la distribution l'a envoyé promener, lui disant que l'heure était passée depuis longtemps. Je crois à un malentendu et fais venir le sergent français, à qui j'avais confié le convoi et les vivres. Il arrive en rechignant. « Comment ! Vous avez refusé de donner les vivres à ces braves gens qui ont fait trois fois la route ? — Mais, je ne peux pas être le domestique de ces gens-là ! » Mon sang ne fait qu'un tour. J'avais été très vif, très colère dans ma jeunesse : il s'en fallut d'un cheveu que je ne saute dessus. Je me retins, fort heureusement, et une heure plus tard, étendu dans mon petit lit de campagne, j'eus honte du mouvement auquel j'avais failli me laisser aller, pensant en moi-même : « Je suis soldat. Je sais ce que c'est que la discipline. J'ai désiré avoir une troupe à commander, on me l'a donnée dans une grande circonstance, et j'ai failli manquer à mon devoir de chef : un chef ne frappe jamais un subordonné. » Je pris une ferme résolution et je crois l'avoir tenue.

DIFFICILE ÉTAPE DU 2 OCTOBRE

Le lendemain, — nous n'avions plus à nous cacher, — sonnerie du réveil, sonnerie à cheval. Je vois Samory restant à terre, accroupi à la mode indigène, et discutant. J'envoie mon boy-interprète : « Va dire à l'Almamy que je suis en selle ; je l'ai bien traité jusqu'ici, je lui ai rendu ses bagages, je lui ai rendu un cheval, mais il ne doit pas croire qu'il fera de moi ce qu'il voudra. S'il n'enfourche pas son cheval, je le fais amarrer dessus et : en route ! » Diallo part, la discussion recommence. Finalement, en maugréant, Samory monte en selle. Je demande au boy ce qu'avait l'Almamy : « Tu sais, Samory est un grand chef ; il t'a déjà dit que personne ne l'a jamais vu manger. Il dit maintenant que personne ne l'a jamais vu non plus obéir aux suites de la digestion. Alors, comme il est depuis trois jours entre quatre hommes, baïonnette au canon, il souffre beaucoup du ventre ! » A partir de ce jour-là, au bivouac, je lui fis faire un petit gourbi en paille. Ce fut une des raisons pour lesquelles il renonça à son farouche mutisme.

La route est pire que je ne m'y attendais. Impossible de rester à cheval, parce que les branches nous barrent le chemin, et pendant deux ou trois heures on avance avec la hantise d'être peut-être obligé, en arrivant à un cul-de-sac, de faire demi-tour. Mais, avec ces milliers de gens qui suivent, comment faire demi-tour dans un tel sentier ! C'est au cours de cette marche que Samory, épuisé, — car à chaque instant il faut se glisser pour passer sous de grosses branches d'arbres qu'on ne peut écarter, — me demande, après la traversée d'une rivière, de faire halte pour lui permettre de prendre un bain. Il se déshabille avec une royale impudeur, mais « le noir habille ». Je vois ce grand corps de vieillard solide, couvert de blessures : dans ses débuts de soldat, il avait reçu des balles, des flèches, des coups de sagaie, de sabre. A partir de ce bain, il commença à parler.

Nous arrivons enfin à un petit village : Gambadou ; comme la brousse est très haute alentour, tout le monde veut se loger dans le village. C'est ainsi que, dans l'espace couvert par une trentaine de cases, deux cents tirailleurs,

un millier de gens de la *dembaya* de l'Almamy, soixante chevaux et cent trente bœufs sont là. J'ai au moins quarante individus couchés sous le toit de ma case qui déborde et qui leur sert d'abri. Tous ces gens font du feu : comment ces toits de paille qui descendent à quatre-vingts centimètres de terre ne flambent-ils pas ? C'est qu'ils ont été copieusement mouillés les jours précédents.

PASSAGE DU MLÉ

3 *octobre*. — Nous sommes arrêtés dans la matinée par un gros obstacle : le Mlé, le même que nous avons franchi le 25 septembre ; mais ici il a plus de 40 mètres et un courant violent. Il faut construire un pont. Pour abattre deux gros arbres, on utilise les pétards de fulmicoton. J'ai fait admirer le résultat à Samory et à ses fils qui en ont été stupéfaits. « C'était, dis-je à l'Almamy, pour tes *diassas* (1) ! » Il eut un sourire mélancolique. A dix-huit heures, le pont est prêt : sept ou huit arbres liés solidement les uns aux autres, avec une liane qui court à soixante centimètres au-dessus de l'eau pour se guider. Nous passons le 4 au matin, non sans peine. D'abord, il y a cinq centimètres d'eau sur le pont, et puis les bœufs qu'on pousse à l'eau sont entraînés : j'ai bien cru que tout allait être détraqué ! Il y a eu huit ou dix bœufs noyés. Nous arrêtons près de Gourono, dans un ancien campement de Samory où je suis forcé de renvoyer la section de l'adjudant Brail en arrière pour réparer le pont à moitié disloqué par la crue qui continue. Je ne peux pas abandonner la grande foule aux couteaux des anthropophages.

Le 5 octobre, à la fin du dîner, arrive un courrier du commandant, le premier que nous ayons reçu depuis le 25 septembre. Dans le courrier, cette bonne lettre du commandant de Lartigue : après cette pointe aventureuse dans la forêt, après la prise de Samory, sans nouvelles, ce mot de notre chef nous fut bienfaisant. Le voici :

« Toutes mes bien sincères félicitations, mon cher Gouraud. J'étais bien inquiet de vous, car je ne recevais pas de nouvelles

(1) Diassa ou sanié : enceinte de palanques.

depuis cinq jours. En lisant votre lettre, j'ai pleuré de joie et du plaisir de la bonne nouvelle que vous m'annonciez, et de l'honneur que j'avais de commander à des officiers tels que vous et ceux placés sous mes ordres.

« Remerciez officiers et sous-officiers, exprimez-leur mes sentiments à leur égard et assurez-les de tous mes efforts pour leur faire obtenir les récompenses pour lesquelles vous les proposerez. Votre glorieuse action est telle qu'on ne pourra rien me refuser ; en tout cas, je serai tenace pour faire réussir toutes mes propositions. Merci à vous et à vous de cœur.

« De Lartigue. »

« *P.-S.* — Je pars après-demain par la route Fanha-Guenso-Beyla. »

A Gourono, où il y a de la place, la grande foule serre peu à peu sur nous. Des femmes viennent voir le docteur, avec le bras entaillé de l'épaule au coude. Ce sont les anthropophages du pays, embusqués dans les buissons ; ils n'osent pas attaquer la grande foule, sachant que nous sommes là, mais d'un coup de coutelas ils enlèvent aux femmes le gras du bras. Ces malheureuses arrivent avec le bras emmailloté de feuilles, avec de la bouse de vache, médicament employé partout au Soudan ! Le docteur leur badigeonne le bras avec la teinture d'iode. Elles hurlent, mais elles guérissent rapidement. C'est un fait, dans tout le Soudan les blessures guérissent très vite, l'infection ne s'y met pas. C'est ainsi qu'un de mes tirailleurs avait le cou profondément entaillé par un coup de sabre et, les deux lèvres de la plaie n'ayant pas été recousues, la cicatrice bâillait avec un écart de sept à huit centimètres : il se portait parfaitement. En revanche, ils ont la terreur des maladies internes. J'ai eu à ma compagnie auxiliaire un excellent sergent, qui a fait depuis une belle carrière. On vient un jour me dire qu'il va mourir ; je le trouve se tordant sur le sol et criant : « Y a chéitane (1) dans mon ventre ! » Il avait simplement une forte colique.

(1) Chéitane : le diable.

LE COURRIER EN ROUTE

Le 6 octobre, à peine sommes-nous en route que nous rencontrons trois ou quatre tirailleurs avec des porteurs ayant sur la tête des sacs de courrier. Le clairon sonne : aux lettres ! Samory me demande ce qu'est cette sonnerie.

— Je vais faire une petite halte pour que tous les Blancs qui sont là puissent avoir tout de suite leurs lettres.

— Quelles lettres ?

— Mais les lettres de leurs parents, de leur père, de leur mère, de leur frère ou de leur femme.

— Mais comment peuvent-ils savoir en France que vous êtes ici ?... Ça, ajoute-t-il, c'est une chose de Blanc !

Pour moi, c'est un énorme courrier, car je rattrape tous ceux qui ont filé en juin, juillet, août jusqu'à Ouagadougou, sont revenus sur Bobo Dioulasso, puis à Kayes, et finissent par me parvenir. Nous campons dans la forêt près de Didilou, et c'est une joie profonde de lire les lettres, après en avoir été si longtemps privé.

Enfin, le 9, nous sortons définitivement de la forêt pour passer le Bafing et retrouver le commandant de Lartigue à Guéasso. Tout le monde respire ! On ne saurait croire combien la grande forêt vierge, avec son humidité, son ciel au jour douteux, son sol spongieux, pèse véritablement sur le corps et sur l'esprit. Stanley en a su quelque chose quand il alla délivrer Emin Pacha dans les forêts de l'Arouhimi : forêt cependant à qui nous devons être reconnaissants, car c'est bien elle qui a perdu l'Almamy. Il avait emporté des vivres ; il avait un troupeau ; il avait des charges de mil ; mais dans ces sentiers filiformes, sur des kilomètres, comment faire des distributions !

Samory, ses fils, les personnages importants sont présentés au commandant de Lartigue. L'Almamy, qui est depuis quelques jours de plus en plus en confiance, fait mauvaise impression au commandant par sa familiarité et son obséquiosité. Il réclame des cigarettes, des souliers, des kola, du sel. C'est bien l'homme à qui le capitaine Péroz a laissé un souvenir magique.

— Non seulement, disait-il, Péroz m'a donné de beaux cadeaux comme les autres, mais il avait encore dans sa case de très belles choses. J'allais le voir, je prenais tout ce que je voulais, et il ne me disait rien !

Les difficultés de la marche dans la forêt décident le commandant à continuer avec le détachement Wœlffel. Nous le suivrons à un jour d'intervalle.

PERSONNALITÉ DE SAMORY

Depuis que nous sommes sortis de la forêt surtout, l'Almamy cause plus volontiers. Physiquement, c'est un homme robuste, grand, avec une barbiche grisonnante indiquant son âge : soixante ans passés certainement ; les yeux enfoncés sous l'arcade sourcilière sont vifs et rusés ; le nez gros et la bouche grande, des dents éclatantes qu'il frotte continuellement avec un morceau de bois tendre. Sa physionomie exprime l'intelligence, la duplicité, et une certaine bonhomie railleuse. Il ne se défend pas de ses cruautés, elles lui semblent naturelles. Il les considère comme une conséquence de la guerre, telle que l'ont comprise et l'ont toujours faite les Noirs dans toute l'Afrique. On lui reproche d'avoir coupé beaucoup de têtes : il doit se dire simplement que cela tient à ce qu'il était assez puissant pour le faire ! Il n'a pas de remords. Après tout, n'y a-t-il pas, dans notre vieille Europe civilisée, des gens qui lui ressemblent ? Il ne paraît plus se rappeler comment il a été enlevé à la barbe de ses sofas, sans que ses fidèles aient eu le temps de tirer un coup de fusil. Il aime mieux ne pas parler du temps des vieilles guerres qu'il a soutenues contre nous ; il préfère évoquer les souvenirs des courtes périodes où, en arrêtant ses dévastations, il était en bon accord avec nous.

Je lui fais traduire, un jour, dans l'ouvrage de Binger, le récit de la visite que celui-ci fit à l'Almamy assiégeant Sikasso. Binger dit que « Samory écoute avec attention, ce qui lui est agréable, mais qu'il prend un air indifférent et semble penser à tout autre chose quand on aborde un sujet épineux » ; ce passage fait le bonheur des marabouts et griots qui nous entourent. Et le vieil Almamy déclare :

— Ah ! ces Blancs, ils voient tout !

Les dernières étapes sont lentes. Nous sommes désormais en communication avec la base de Beyla, nous sommes ravitaillés. Rien n'impose de demander de nouveaux efforts à la troupe et surtout à la foule fatiguée qui suit.

CONVERSATION AVEC SAMORY

Un jour que l'Almamy paraît de bonne humeur, j'aborde une question que nous nous étions souvent posée. Lorsque, après les rudes combats de 1892, Samory se décida à évacuer le Ouassoulou et à éviter nos colonnes, en prenant le large, il avait toujours réussi à se dérober à temps, comme s'il avait été prévenu. Je lui demande comment il avait fait pour être aussi bien renseigné.

— C'est bien simple, me dit-il, moi, qui suis un grand chef, on ne me voit jamais chanter, on ne me voit jamais manger, ni la suite ; jamais quelqu'un ne s'est mis à table avec moi. Or, j'appris que les Blancs avaient l'habitude de se réunir pour manger et là, heureux des bonnes choses qu'ils absorbent, heureux de se retrouver, ils racontent tout, des choses importantes aussi bien que des choses insignifiantes. Lorsque j'ai su cela, je ne pouvais pas le croire, au début, mais enfin il faut profiter de tout : j'envoyai mes *bilakoros* (1) s'engager comme garçons pour servir les Blancs, — les Noirs apprennent très rapidement les langues. Ils servaient à table et ils écoutaient les officiers dire : « Les spahis sont arrivés, on ne va pas tarder à partir... » ou bien : « Non, on attend encore les canons, qui arriveront par le premier bateau. » Un autre disait : « On ne fera rien, tant que le colonel ne sera pas là ; mais quand il sera là, on partira tout de suite. » Les *bilakoros* me prévenaient, et quand j'étais sûr que la colonne allait s'ébranler, je partais avant elle.

Cette confidence m'avait frappé et, commandant la 4e armée en 1918, lors des mauvaises nouvelles, après le 21 mars, après le 27 mai, je ne permis jamais aux officiers qui se trouvaient à ma table de tenir des propos décourageants. On raconte que, pendant la guerre, c'étaient les cuisiniers qui détenaient les meilleurs « tuyaux ». Ils ne pou-

(1) Bilakoros : jeunes gens.

vaient savoir, au fond de leur cuisine, que ce que leur racontaient les soldats-ordonnances servant à table. N'ayant pas oublié, j'ai souvent été confondu dans le monde de la façon dont on parle de tout, sans aucune gêne ; il semble admis que les serveurs n'ont pas d'oreilles !

Parmi les légendes qui courent sur les débuts de Samory, l'une des plus répandues, vraisemblable d'ailleurs, dit que Samory était dans sa jeunesse un colporteur voyageant à travers pays. Sa mère, femme libre, ayant été prise par le marabout, chef de Kankan, Samory s'était engagé pour obtenir sa libération. Intelligent et brave, il était peu à peu monté en grade, comme on dit en France, et finalement il était devenu chef de colonne. Un jour, au lieu de ramener les captifs à son patron, le marabout de Kankan, il les distribua à ses propres hommes, sur lesquels son courage au combat et ses qualités lui avaient déjà donné prestige. On revint à Kankan ; on tua le marabout et Samory prit sa place. Depuis, il étendit ses ravages. Sa mauvaise chance voulut qu'il rencontrât les Français. Dans cette période de retour, où nous causons volontiers, je lui demande :

— Quand tu avais toute ta force, tu avais des colonnes que tu envoyais sous les ordres de chefs que les Français appelleraient des généraux, — et je lui citai quelques noms, — ils pouvaient te trahir et te faire à ton tour le coup du marabout de Kankan ?

— Quand un homme aime une femme, me répond l'Almamy, il lui dit tout ce qu'il a sur le cœur, et plus la femme est jolie, plus il est confiant. Tout le monde sait ça. Alors, quand je me méfiais de l'un de mes chefs, je lui envoyais une très jolie femme à moi. (C'est-à-dire une de ses captives.) Cet imbécile lui racontait ce qu'il voulait faire ; elle me faisait prévenir et je faisais couper la tête à l'homme.

SAMORY ET SARANKÉGNY MORY

Dans le contact quotidien des bivouacs, j'avais remarqué que, par respect sans doute pour leur père, les fils de l'Almamy, Sarankégny et Mokhtar, gardés aussi bien que Samory, le fréquentaient peu et n'étaient jamais là quand il venait me voir. Il m'avait semblé aussi que Samory était

plus aimable pour Mokhtar que pour Sarankégny Mory. Je cherchai à en savoir la raison. Et voici ce qui me fut raconté : Sarankégny Mory était, chez les Noirs, ce qu'on appelle chez nous un beau garçon, c'était un prince, et parmi les femmes de son père était une belle Peuhle. Le bruit courait parmi les sofas qu'un an ou deux auparavant Sarankégny Mory avait été très aimable pour elle. Dans les cas analogues, Samory coupait la tête aux audacieux ; mais celui-ci était le fils de la favorite. Il eut ainsi la vie sauve, et perdit son commandement, qui ne lui avait été rendu que peu de jours avant la surprise du 29 septembre, quand les choses commencèrent à mal tourner. La *dembaya* était nombreuse et dans les mauvais bivouacs de la forêt le protocole fléchissait ; l'encombrement permettait des rapprochements.

Un jour, Samory demande à venir me voir. J'envoie Diallo lui fixer : quatre heures, et tenter de savoir ce qu'il veut. Mon boy-interprète revient et me dit :

— Il va te demander une grande grâce : c'est de couper la tête à Sarankégny Mory.

— Pourquoi ?

— Parce que, dans la forêt, il croit que son fils en profite pour retrouver la belle Peuhle.

Samory vient, me parle d'abord de la pluie et du beau temps, et puis :

— Tu as été bon pour moi ; si tu m'as pris, c'est que Dieu l'a voulu. Tu m'as bien traité, comme un chef. Tu m'as rendu un cheval, tu ne m'as pas réduit comme *meskin.* Je vais te demander une grâce, une grande grâce...

— Laquelle ?

— C'est de faire couper la tête à Sarankégny Mory, mon fils !

— Almamy, tu dis que je suis un grand chef, c'est vrai, dans la forêt ; mais, en réalité, ta vie, celle de Sarankégny Mory, celle de Mokhtar, celle de tous tes guerriers n'est pas dans mes mains. Tout est dans les mains du grand gouvernement français. C'est lui qui décidera (1). — Samory s'incline. Je reprends : — Pourquoi veux-tu que je fasse trancher la tête à ton fils ?

(1) Le gouvernement français, pour Samory et les Noirs, c'est une haute personnalité, un empereur.

L'Almamy lève les yeux, me regarde en face et dit :

— Tu le sais bien, et tu sais que je ne dois pas te le dire !

RENTRÉE A BEYLA

Nous nous retrouvons à Farahoualia, et la colonne fait sa rentrée à Beyla le 17 octobre, à huit heures du matin. Les canons du poste tonnent ; des milliers d'indigènes sont venus contempler ce fameux Samory, qui a jeté si longtemps la terreur sur ces contrées. Le carré est formé devant le poste, Samory au milieu, et l'on rend les honneurs au drapeau. Pendant que les trois couleurs montent lentement dans l'air pur du matin, et qu'éclate la sonnerie vibrante : *Au drapeau!* Samory se voile la figure avec les mains, comme s'il comprenait que cet instant proclame sa chute ; ses fils regardent, curieux, indifférents, et nous, nos cœurs se tendent passionnément vers ce drapeau bien-aimé ! Minute inoubliable qui paie au centuple, pour des cœurs de soldats, de toutes les peines, de tous les dangers !

Je mis le dernier mot et signai mon rapport de colonne, qui est la base de ce récit. Il se termine ainsi :

« Le capitaine commandant la reconnaissance est heureux de rendre hommage au dévouement et à l'énergie des officiers et sous-officiers, qui ont supporté sans faiblir pendant des journées entières, en plein hivernage, les fatigues de la marche à pied sur une piste extraordinairement pénible ; à la discipline, à l'entrain et à l'endurance des tirailleurs réguliers et auxiliaires.

« S'il n'avait pas eu sous ses ordres un cadre aussi excellent, des hommes aussi éprouvés que les tirailleurs de la 15e compagnie, qui avaient tous, sur les ordres du capitaine Coiffé, pris part à l'assaut de Sikasso, que les auxiliaires de la compagnie Gaden, qui, admirablement dressés par leur chef pendant dix mois de marches et de travaux continuels, se sont montrés aussi calmes et énergiques que de vieux réguliers, il n'aurait pu tenter le coup de main qui abattit notre vieil ennemi.

« Il ne saurait oublier qu'une surprise aussi complète, un résultat aussi considérable n'étaient possibles que dans la situation où se trouvaient les troupes de l'Almamy, situation

due à la chute de Sikasso, à la marche de la colonne Pineau sur Tioroniaradougou, au combat de Doué, et surtout au combat de Tiafesso, due aussi à toutes les colonnes, pendant lesquelles ont souffert, ont combattu, sont morts tant de nos camarades. »

LA SENTENCE DE KAYES

A Kayes eut lieu une cérémonie impressionnante : devant tout le personnel civil et militaire du gouvernement, devant la population entière, le général de Trentinian lut à Samory sa sentence :

« Samory,

« Tu as été le plus cruel des hommes qui se soient vus au Soudan. Tu n'as pas cessé pendant plus de vingt ans de massacrer les pauvres Noirs. Tu as agi comme une bête féroce. Toi et ceux qui sont les instruments de tous tes crimes, vous devriez périr de la mort la plus terrible. Mais les braves Français qui t'ont fait prisonnier, t'ayant promis la vie, ainsi qu'à tous les tiens, le gouvernement français, dans sa parfaite loyauté, a décidé que vous auriez la vie sauve et que vous seriez déportés sur une terre d'Afrique si lointaine qu'on y ignorera ton nom et tes forfaits. Ton fils Sarankégny Mory et Morifingdian ton conseiller t'y suivront. Quant aux autres, ils habiteront nos postes du Sahel et du Nord, afin qu'ils puissent dire à tous ceux qui songeraient à imiter ton exemple que personne n'a jamais pu résister aux officiers, aux sous-officiers français et aux braves soldats noirs qui les suivent. »

Le gouvernement avait décidé qu'il serait accompagné de quelques-unes de ses femmes. Sur ses trois cents épouses, aucune ne voulut partir volontairement. Il fallut en désigner quatre d'office. Samory fut envoyé au Gabon et interné dans l'île de N'Jolé. Lui qui était en pleine vigueur au moment de sa capture ne vécut pas longtemps, sous un ciel africain, mais différent. Et puis, passé d'un pouvoir absolu que nous ne connaissons pas en Europe à la situation du prisonnier, ce fut un gros choc moral. Il ne le supporta pas et mourut deux ans après.

Mokhtar et d'autres de ses fils furent internés à Tombouctou. J'y revis un jour Mokhtar. Il évoqua avec une sorte de plaisir la surprise et la capture de son père.

Qu'allais-je devenir ? Mon détachement de la 15e que j'avais amené de Sikasso avait été rappelé, et le commandant Pineau me réclamait. Le commandant de Lartigue voulait me garder. Finalement, je reste à Beyla.

Le 7 novembre, le commandant à son tour part pour Siguiri, où il va installer le chef-lieu de la région dans un point plus central. Les jours deviennent monotones. On ne passe pas sans secousse de l'extrême activité au repos.

A la mi-novembre, le *Journal de l'Afrique occidentale* du 13 octobre nous parvient donnant la dépêche affichée dans tous les postes de l'A. O. F. par le gouvernement :

« Gouvernement général de l'Afrique occidentale française. — Soudan français. — *Prise de Samory.*

« La destruction complète de la puissance de Samory, que des nouvelles récentes faisaient prévoir comme imminente, est aujourd'hui un fait accompli. Traqué de tous côtés dans la région du Haut-Cavally et réduit à la dernière extrémité, l'Almamy vient de tomber entre nos mains, avec toute sa famille, ses femmes, ses enfants, tous ses chefs de bande et tous ses sofas. Un canon, quatre cents fusils à tir rapide et quatre-vingt-dix caisses de cartouches, qui constituaient sans doute sa suprême réserve, ont été pris. C'est au capitaine Gouraud et au lieutenant Jacquin que revient l'honneur de ce dernier et définitif succès ; le lieutenant Jacquin s'est emparé lui-même de Samory.

« L'Afrique occidentale française est désormais débarrassée de l'irréconciliable ennemi qui pendant quinze ans avait semé la terreur des rives du Haut-Sénégal à celles de la Volta. »

GÉNÉRAL GOURAUD.

LES LETTRES DES SOUVERAINS A NAPOLÉON IER

La science historique, si durement qualifiée par Renan, ne peut être que la recherche de la vérité à travers les documents. Ceux-ci ne se présentent pas tous à la fois au chercheur. Certains échappent longtemps aux investigations les plus patientes et, lorsqu'ils sont enfin mis à jour, on s'aperçoit qu'ils renouvellent la question et imposent des conclusions auxquelles nul n'aurait osé songer. Le seul mérite que peut avoir l'historien est de s'incliner au fur et à mesure devant leurs révélations et de ne pas hésiter à se contredire lui-même.

Nous n'éprouvons donc aucune honte à reconnaître que nous nous sommes trompés, il y a quelques mois, en retraçant ici même l'historique des originaux des lettres des souverains à Napoléon Ier (1). Pour réparer notre erreur, rappelons brièvement comment la question se présentait alors.

En juin 1815, après Waterloo, au moment de quitter l'Élysée pour se rendre à Malmaison, l'Empereur aurait remis à son frère Joseph une copie des lettres personnelles et intimes que les princes lui avaient adressées au cours de son règne.

Quant aux originaux, qui avaient servi à établir cette copie, ils ne furent pas réintégrés aux archives de la Secrétairerie d'État où était normalement leur place. Divers historiens, — et notamment M. Frédéric Masson, — ont consacré

(1) Voir la *Revue* des 15 décembre 1937 et 1er janvier 1938.

beaucoup de temps à leur recherche. Le problème ne fut élucidé que lorsque, récemment, nous retrouvâmes le dossier dans les archives du prince Napoléon à Bruxelles. Qu'était-il devenu au cours de la longue période pendant laquelle on resta incertain sur son sort ?

En 1820, le bruit courut que ces originaux avaient été remis par un inconnu à un libraire de Londres, Murray, qui en avait proposé l'achat à divers ambassadeurs. Soit que le prix demandé fût jugé exorbitant, soit que la provenance du lot parût suspecte, ces offres n'eurent pas de suite et Murray aurait restitué les documents à celui qui les lui avait confiés.

L'année suivante, une nouvelle tentative eut un meilleur succès : elle ne concernait plus l'ensemble de la collection, mais une partie seulement de celle-ci.

Un beau jour, Jomini, le célèbre écrivain militaire, alors au service de la Russie et résidant pour l'instant en Suisse, informa le Tsar que l'un de ses amis était en mesure de lui faire céder les originaux de sa correspondance avec Napoléon. La proposition n'était pas à dédaigner, car il y avait là des documents écrasants pour la bonne renommée de l'autocrate. Jomini reçut donc l'autorisation d'agir et vint à Paris où il rencontra le baron Monnier, ancien chef de cabinet du duc de Bassano, qui avait à sa disposition les trente-deux lettres en question. Pozzo di Borgo, ambassadeur du Tsar, conclut l'affaire pour 175 000 francs, beau chiffre si l'on tient compte de ce qu'était le franc-or de 1821 par rapport à notre petit franc dévalué.

La somme valait la peine que l'on s'enquît de l'origine du dossier. Monnier, interrogé, raconta qu'à Rochefort, où Napoléon et Joseph s'étaient retrouvés, avant de s'embarquer, l'un sur le *Bellérophon*, l'autre vers l'Amérique, la caisse contenant les papiers était tombée entre les mains d'un Anglais nommé Lane, qui avait eu l'occasion de rendre quelques services à l'ex-roi d'Espagne. Déclaré peu après en faillite, Lane était mort dans une prison de Londres où ses créanciers l'avaient fait enfermer. La collection des lettres était devenue la propriété de ses beaux-frères Lenghorn et Mitchell qui, pressés d'argent, avaient songé à en tirer parti et s'étaient adressés, à cet effet, au duc de Bassano.

M. Frédéric Masson, qui a révélé toute cette affaire d'après les documents du ministère des Affaires étrangères de Saint-Pétersbourg, émit des doutes sur la véracité de Monnier. Nulle part, dit-il, on ne trouve trace de ces trois Anglais.

Rejetant donc l'existence des mystérieux Britanniques dans la légende, l'historien de *Napoléon et sa famille* insinua que le larcin avait dû être commis par Monnier lui-même, que ses fonctions en 1815 pouvaient avoir fait désigner pour remettre les dossiers à leur place et entre les mains duquel on les retrouvait en 1820.

Le baron Monnier appartenait à une vieille famille de Franche-Comté dont la branche aînée s'était éteinte avec le président de ce nom, rendu célèbre par ses malheurs conjugaux dévoilés à tous par les *Lettres à Sophie*. Ayant, pendant la Révolution, abandonné sa particule et son titre de marquis, il avait été nommé par Maret, en 1803, attaché à la Secrétairerie d'État et, depuis ce moment, n'avait plus quitté ce ministre : il fut successivement son secrétaire particulier et son chef de cabinet ; pendant les Cent-jours, il avait été chef de la division de la correspondance.

Toutes les apparences se liguaient contre lui. Dans nos articles de la *Revue*, nous avons conclu dans le même sens que M. Masson, avec quelques réserves cependant.

Ces articles étaient à peine imprimés que M. le marquis de Tryon-Montalembert, arrière-petit-fils du baron, ému par les insinuations dont son bisaïeul était ainsi l'objet, mettait à notre disposition les archives de son château de la Vieille-Ferté, près la Ferté-Loupière (Yonne), le même que Monnier avait acheté et embelli, et où il était mort, hautement estimé et considéré. Nous n'eûmes garde de nous dérober à cette invitation. Notre examen nous conduisit à des constatations imprévues.

Tout d'abord, nous découvrîmes dans ces archives nombre de brouillons de lettres de Monnier ou de documents rédigés de sa main, notamment celui du rapport explicatif au Tsar après la conclusion de la vente. Les détails que l'on y trouve sont si nets, si précis, si concordants qu'il est bien difficile de continuer à nier la réalité de nos Anglais. Lane, négociant à la Havane, était venu, en 1808, à Bayonne pour tenter d'obtenir la permission de faire entrer en France des cotons

qui se trouvaient encore au delà des Pyrénées. Se cachant sous un pseudonyme français, il avait rapidement conquis la confiance de Joseph : c'était, sans doute, un de ces aventuriers internationaux qui, à toutes les époques agitées, temps de guerre ou révolution, profitent de toutes les occasions pour édifier leur fortune et auxquels il ne coûte guère de changer de nom et même de nationalité. Il dut y en avoir beaucoup de ce genre dans l'entourage du roi d'Espagne luttant contre des embarras d'argent chaque jour renouvelés.

D'autre part, Monnier, — qui pouvait tout savoir par Maret, — raconte ainsi ce qui se passa à la fin de juin 1815 : « Le peu de jours qui s'écoulèrent entre l'abdication qui suivit la bataille de Waterloo et le départ de l'empereur Napoléon pour Rochefort fut employé, au palais de l'Élysée, à réunir les papiers qu'il était dans l'intention d'emporter et à détruire les autres. Les premiers se composaient des lettres qu'il avait reçues des souverains de l'Europe depuis l'époque où il avait pris le soin des affaires en France jusqu'en 1814, les minutes de ses proclamations, de ses ordres de bataille... Toutes ces pièces, dont le nombre était considérable, furent emballées pour le départ : les lettres des souverains remplissaient une petite caisse dans laquelle on les avait divisées par Puissances. Chaque Puissance formait un paquet fermé avec une double enveloppe scellée du grand et du petit cachet du Cabinet. La caisse renfermait en outre un inventaire des lettres contenues dans chaque paquet, c'est-à-dire le relevé des dates de toutes les lettres (l'Empereur prit la peine de dicter lui-même)... Tous ces papiers partirent avec l'empereur Napoléon du palais de l'Élysée pour la Malmaison et de cette dernière résidence pour Rochefort. »

Il est à remarquer que les paquets étaient certainement, en 1820, dans l'état décrit par Monnier : celui-ci n'aurait osé dénaturer la vérité sur ce point, puisque les représentants du Tsar avaient été à même de voir par eux-mêmes les emballages encore intacts.

Cette remarque, venant à l'appui de quelques phrases de Fleury de Chaboulon et de Montholon, dont l'importance était restée inaperçue, permet d'émettre l'hypothèse que, dans la réalité, contrairement à l'avis de M. Masson, les originaux furent bien emportés à Rochefort, comme l'affirme

Monnier, quand Napoléon et Joseph se lancèrent sur la route de l'exil. Si l'Empereur a dit, au moment de son départ, qu'il les laissait entre les mains de Maret, c'est, vraisemblablement, parce qu'il ne voulait pas suggérer par une indiscrétion l'idée d'une perquisition qui aurait été pour ses ennemis l'occasion d'une heureuse aubaine. A Rochefort, la caisse contenant les précieux papiers fut égarée, volée, nous ne savons dans quelles circonstances, et tomba, certainement par des voies irrégulières, entre les mains de Lane.

Le baron Monnier, dont le récit se trouve ainsi complètement confirmé, ne peut être accusé d'avoir dérobé lui-même les originaux : lors des pourparlers avec Jomini, il ne fut qu'un intermédiaire. Nous avons trouvé la preuve qu'il a agi au su et du consentement du duc de Bassano. Si le nom de ce dernier ne fut pas prononcé au cours des tractations avec la Russie, il n'en fut pas de même dans certaines négociations engagées, à la même époque, avec l'Autriche. Ces dernières négociations étaient, jusqu'à ce jour, totalement ignorées et nous les exposons ici pour la première fois.

Deux documents de la Vieille-Ferté nous mirent sur la piste. Le premier était une lettre d'un M. Cuvelier, fonctionnaire autrichien attaché à la commission de liquidation des dotations françaises à l'étranger qui, après 1815, fonctionna pendant de longues années à Paris. Adressée au baron Monnier, elle était ainsi conçue :

Vienne, le 3 juillet 1820.

« Monsieur le baron, mon séjour aux Pays-Bas a été beaucoup plus long que je ne l'avais prévu. Un de mes premiers soins en arrivant à Vienne a été de remettre à M. le comte de Stadion la lettre que vous m'aviez confiée et de lui donner communication de la notice qui s'y rapporte.

« Il a lu le tout fort attentivement en ma présence et a saisi sur-le-champ le vrai point de l'affaire. Il m'a fait observer que plusieurs des lettres dont vous m'avez envoyé la liste lui étaient personnellement connues et que celles-là étaient de nature à ne pas craindre la publicité. Sa conclusion a été qu'il doutait qu'on pût attacher tant d'importance à la chose pour l'acheter par un tel sacrifice.

« Il a ajouté qu'il en communiquerait préalablement avec le prince de Metternich et qu'il aurait l'honneur de répondre de suite à M. le duc. Je ne doute pas qu'il n'ait tenu parole. Cette réponse aura été une réponse de simple politesse. Il faut donc voir quel langage on tiendra plus tard. Comme le prince de Metternich ne sera de retour que le 10 (1), je ne retournerai chez le comte que du 15 au 20.

« Voilà, monsieur, ce que je puis vous mander pour le présent. Soyez persuadé que je suivrai la chose avec toute la prudence et toute la circonspection qu'elle exige et recevez l'assurance réitérée... etc...

« Cuvelier. »

Il ressortait clairement de ces lignes que, à l'époque indiquée, Cuvelier s'était chargé de transmettre au comte de Stadion, alors ministre des Finances d'Autriche, des propositions concernant des lettres mystérieuses. La réponse devait être adressée à « M. le duc » : il ne pouvait s'agir que de Maret. Le nom de ce dernier figurait dans une deuxième lettre de M. Cuvelier à Monnier, déjà plus explicite :

Vienne, le 20 août 1820.

« Monsieur le baron, j'ai communiqué à M. le comte de Stadion la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 27 juillet dernier. Je suis bien mortifié de ne pouvoir vous transmettre une réponse favorable.

« Le résultat de l'audience que j'ai obtenue hier est qu'on n'attache pas la moindre importance à la publication des lettres en question et qu'en conséquence on a résolu de laisser tomber l'affaire. J'aurais peut-être pu faire remarquer que la réclamation de M. le duc de Bassano était appuyée sur des considérations indépendantes du service dont on ne veut pas, mais j'aurais eu l'air de défendre ses intérêts et vous sentez bien que ma position ne me permet pas de le faire. M. le comte de Stadion, qui m'avait dit qu'il ferait une réponse préliminaire à M. le duc, a ajouté qu'après y avoir réfléchi, il avait changé d'avis.

« Voilà, monsieur le baron, ce que j'ai à vous mander,

(1) Metternich, qui, depuis le 17 mai 1820, excursionnait en Bohême et à Cobourg, revint le 13 juillet à Vienne.

et c'est avec regret, car j'eusse beaucoup désiré pouvoir vous faire part d'une issue tout opposée...

« Cuvelier. »

Si curieux que fussent ces documents, ils ne pouvaient toutefois suffire à asseoir une opinion solidement motivée. Après tout, il aurait pu s'agir d'autres lettres que de celles de François Ier. Nous eûmes alors l'idée de faire rechercher dans les archives de Vienne ce qui pouvait avoir trait à cette affaire. Il nous paraissait impossible que M. de Metternich n'en eût pas rendu compte à l'Empereur dans l'un de ces *Vorträge* qu'il lui adressait quotidiennement. Le baron Jean de Bourgoing et M. le professeur Josef-Karl Mayr ont bien voulu se charger de ces investigations. Leurs peines furent couronnées d'un plein succès. Une lumière éclatante est projetée sur toute la négociation par la révélation de la lettre et de la notice elles-mêmes que Cuvelier s'était chargé de remettre à M. de Stadion.

Parmi les dotations dont Maret avait été comblé par Napoléon et dont le total se montait à 180 000 francs de rente, un tiers, soit 60 000 francs, était formé par une rente sur le Monte-Napoleone de Milan, le reste étant gagé sur des biens situés en Galicie, en Westphalie, en Hanovre et surtout en Hollande. Aucune de ces attributions n'avait survécu aux événements de 1815 et, en particulier, malgré le traité du 11 avril, malgré les décisions du Congrès de Vienne, les Puissances s'étaient hâtées d'éluder leurs engagements en ce qui concernait le Mont de Milan.

Le duc de Bassano espéra faire fléchir la mauvaise volonté de l'empereur François par la lettre qui suit :

Paris, le 21 avril 1820.

« Sire, lorsque je me permis d'adresser mes sollicitations à Votre Majesté Impériale et Royale par ma lettre du 1er décembre 1815, elle n'avait pas encore pris un parti sur la question générale des dotations. Mon respect pour la décision qu'elle a adoptée depuis, de concert avec les autres États intéressés dans l'affaire du Monte de Milan, en repoussant les droits que les articles 13 du traité de Fontainebleau et

97 des actes du Congrès de Vienne semblaient avoir conservés, m'interdit toute représentation à cet égard. Mais, en même temps, cette mesure, que les parties intéressées doivent trouver rigoureuse dans sa généralité, fut adoucie par la résolution que manifesta Votre Majesté d'admettre des exceptions.

« Je ne me présente donc devant vous, Sire, que pour solliciter de la faveur de Votre Majesté une de ces exceptions dont sa bonté a laissé l'espérance.

« Comment ne me sentirais-je pas encouragé à cette démarche par un espoir qui vient de vous-même, Sire, qui tient sa force d'une si haute origine et que soutient l'intime confiance d'avoir mérité ce prix que Votre Majesté a destiné à ceux qu'elle en aura jugés dignes ! J'ose croire que je paraîtrai tel à ses yeux. J'en ai pour garant des services qui s'accordèrent également, dans leur but et dans leurs effets, avec mes devoirs comme Français et avec mes principes comme homme public ; qui, par leur nature, ont été à la connaissance directe de Votre Majesté, dont elle n'a pas dédaigné de conserver le souvenir et qui furent la source de cette bienveillance que j'invoque aujourd'hui et dont elle ne m'a pas refusé les témoignages dans des circonstances qui, s'il eût été possible, en auraient encore rehaussé le prix.

« J'en ai aussi pour garant, Sire, des services d'un genre moins élevé, d'une conséquence moins étendue, mais qui ont intéressé le cœur de Votre Majesté et dont plusieurs de ses sujets m'ont appris qu'ils avaient gardé la mémoire.

« Votre Majesté daigna déjà me placer dans une situation à part, lorsqu'elle me décora du premier ordre de son empire : son indulgence n'imputera donc pas à une présomptueuse audace cet exposé de mes seuls titres à la faveur d'une exception qui ne pourrait être justifiée, en les passant sous silence. Un père de famille, après de si cruels revers, ne devait pas manquer de saisir une espérance que Votre Majesté elle-même autorise.

« Des désastres récents ont succédé à des malheurs qui se rattachent à une époque bien éloignée, mais qui méritent peut-être, à d'autres titres, l'intérêt de Votre Majesté. Trente mois passés dans les cachots de Kuffstein avaient laissé tous mes intérêts sans défense, au milieu des troubles de la Révo-

lution et entraîné la ruine entière de ma fortune (1). Un nouvel ordre s'étant depuis établi dans mon pays, de riches dotations récompensèrent de longs travaux. Je ne songeais plus à des pertes si bien réparées, lorsque cette compensation me fut ravie. Les maux présents rendraient plus douloureux le souvenir des maux passés, si je ne mettais une respectueuse confiance dans les bontés de Votre Majesté et s'il fallait renoncer à l'heureux espoir qu'elle a permis.

« Tels sont les motifs qui m'enhardissent, Sire, à solliciter de Votre Majesté, par une exception favorable, le remplacement du revenu de soixante mille francs dont je jouissais sur le Monte de Milan.

« Je suis, avec le plus profond respect, Sire, etc.

« Le duc de Bassano. »

Cette lettre ne donnerait prise à aucune critique si, en même temps qu'elle, M. Cuvelier n'avait été chargé de remettre à Stadion une sorte de mémoire, non signé, dont la minute, écrite de la main de Monnier, existe dans les archives de la Vieille-Ferté :

« Napoléon, en quittant la France en 1815, avait emporté, parmi les papiers les plus précieux, la correspondance autographe entretenue avec lui pendant quinze ans par les divers souverains de l'Europe. On croyait que ces papiers importants, ou avaient été remis à Joseph, lorsque de Rochefort il fut à Bordeaux s'embarquer pour l'Amérique, ou seraient tombés entre les mains des Anglais. Une circonstance particulière a fait connaître qu'aucune de ces conjectures n'était fondée.

« Il y avait deux mois, qu'une personne, qui a été mêlée dans les affaires publiques en France (2), se trouvait en Suisse lorsqu'elle reçut de Londres une lettre qui porta la lumière sur une partie de cette question.

(1) Alors que Maret, ambassadeur à Naples, et Sémonville, nommé ambassadeur à Constantinople, se rendaient à leurs postes, ils avaient été arrêtés par les Autrichiens à Novale le 24 juillet 1793, détenus d'abord à Mantoue, puis dans la forteresse de Kuffstein d'où ils ne sortirent qu'à la fin de 1795 pour être échangés contre Madame Royale.

(2) Maret, dont la rentrée en France ne fut autorisée que par une ordonnance du 1er décembre 1819.

. Celui qui écrivait annonçait qu'il était dans l'intention de rédiger et de publier un ouvrage, qui porterait le titre suivant : *Mémoires pour servir à l'histoire des causes qui ont fait passer successivement l'empereur d'Autriche, dans ses rapports avec Bonaparte, de l'état de guerre à l'état d'alliance et de l'état d'alliance à l'état de guerre, avec les lettres autographes originales de l'empereur d'Autriche et les copies authentiques de celles de Bonaparte*, etc., lesquelles seraient offertes à la vérification du public au bureau de John Murray, Albemarle Street, à Londres. A cet avis était jointe l'offre de faire usage dans toute leur étendue des documents, réflexions, discussions, observations, que la personne à qui l'on s'adressait était instamment priée de donner sur les événements, les faits, les circonstances à sa connaissance. On pouvait juger par la teneur de cette invitation que celui qui en était l'auteur possédait seulement les documents annoncés dans le titre de l'ouvrage à faire paraître, et qu'il s'était flatté que la personne à laquelle il s'adressait serait tentée d'exercer son influence sur la rédaction de cet ouvrage, dont l'esprit et même les détails ne pouvaient être indifférents à ses affections et à son propre intérêt, ouvrage auquel la publicité des originaux suffisait seule pour assurer une grande vogue.

« Une réponse fut faite en conséquence. Elle avait pour but principal de suspendre toute autre détermination de la part du possesseur des pièces originales et de se donner le temps de savoir si ce possesseur était véritablement le signataire de la lettre, dont le nom était peu connu.

« On a appris depuis que cet homme n'était effectivement qu'un intermédiaire, et que le véritable propriétaire des lettres, qui les avait acquises en Angleterre et qui en faisait un objet de spéculation, se trouvait, par d'anciennes relations, dans la dépendance de celui à qui on s'était adressé en Suisse. Cette connaissance acquise, l'affaire est devenue l'objet d'une négociation par suite de laquelle il a été convenu que le possesseur des lettres n'en fera provisoirement aucun usage et les remettra à la personne, à laquelle sa position ne lui permet guère de rien refuser, moyennant une indemnité pour sa renonciation à une spéculation, où se fondait l'espoir de bénéfices considérables.

« Cette personne, ayant des réclamations à faire valoir près de Sa Majesté l'empereur d'Autriche, a saisi cette occasion de se donner un nouveau titre aux bontés personnelles de ce monarque. En échange de valeurs équivalentes au montant des réclamations qu'elle a à faire (1), elle fera remettre les lettres originales, se chargeant d'intervenir pour cet effet et d'indemniser à ses frais celui qui en est possesseur et des mains duquel elle les fera retirer. »

A ce mémoire était jointe la liste des lettres proposées, avec leurs dates, pièce capitale pour nous car elle apporte la preuve, cette fois incontestable, qu'il s'agissait bien des missives de François I[er] à Napoléon. Elle énumérait soixante-deux originaux, parmi lesquels quatre émanés de l'impératrice Maria-Ludovica, trois de l'archiduc Charles, un du duc de Modène, un du grand-duc de Wurtzbourg, tous les autres de l'empereur François.

M. de Stadion s'empressa de rendre compte à M. de Metternich des sollicitations dont il avait été l'objet :

Ce 16 juin 1820 (1).

« Monsieur Cuvelier, employé à notre Commission de liquidation à Paris, m'a porté à son retour à Vienne la lettre ci-jointe de Maret, accompagnée d'une lettre en original et en copie à l'Empereur ; et puis un petit mémoire non signé avec une liste annexée de soixante-deux lettres de notre Empereur, de Marie-Louise, etc. Ce mémoire et la liste ne font point partie de l'expédition de Maret ; elles ont été données et envoyées à Cuvelier en lui faisant simplement entendre que cela se trouvait en connexion avec la lettre de Maret dont on l'a chargé.

« Voici comme la chose se présente à mon avis. Maret demande avec beaucoup de modestie à l'Empereur la bonté et la grâce de lui faire payer, en contradiction avec les traités, une dotation de 60 000 francs annuels, représentant un capital

(1) On remarquera que la lettre de Cuvelier à Monnier, annonçant la remise à M. de Stadion des pièces apportées de Paris, est datée du 3 juillet, par conséquent, d'une date postérieure au présent rapport. Il n'y a pourtant pas de *lapsus calami* de la part de Cuvelier (juillet au lieu de juin), car les déplacements de Metternich dont il parle concordent bien avec les allées et venues du Chancelier au mois de juillet. Il faut donc admettre que Cuvelier, arrivé à Vienne en juin, n'a pensé que tardivement à rendre compte de sa mission à Monnier.

nominal de 1 200 000, et un capital réel d'environ 1 000 000 de francs et le laisse absolument à la clémence de Sa Majesté et à mes bons offices. Mais il fait voir en même temps sous son manteau un pistolet chargé de ces soixante-deux lettres, dont il assassinera en toute douceur notre souverain s'il ne lui accorde pas sa demande. C'est le gueux dans la forêt de Gil-Blas. Le tout vous regarde donc, mon cher Prince, beaucoup plus que moi. Toutefois je me permets les réflexions suivantes. La somme qu'il demande est assez forte et le procédé assez infâme pour y regarder à deux fois et pour ne pas s'exposer à être en fin finale la dupe...

« Il s'agit à mon avis avant tout de savoir combien ces lettres ou une partie de ces lettres seraient assez compromettantes pour en acheter les originaux avec un million de francs. Vous devez en avoir les doubles à la chancellerie d'État et vous pourrez donc vous en assurer positivement.

« Mais il se présente une seconde question plus importante. En achetant les originaux, aurait-on une sûreté quelconque contre leur publication et contre l'effet qu'elle ferait dans le public ? Ces lettres sont de vingt, de dix, les plus fraîches de six années de date et se trouvent depuis ce temps dans les mains de gens qui ne les ont conservées que dans le but d'en tirer leur profit. Pas de doute qu'il n'en existe donc depuis des années une ou des copies. Avec une forte somme nous en retirerons les originaux et Maret promettra d'en empêcher l'impression. Cette promesse se tiendra jusqu'au moment où sa rente sera bien assise et au courant. Puis, sous un coupon libéral ou un radical (*sic*), on fera une édition à Londres, et, au lieu de dire dans la préface qu'on peut voir les originaux chez l'éditeur, il contera l'histoire de l'achat de ces pièces pour achalander davantage sa marchandise. Également personne ne pense à regarder les pièces probantes à un ouvrage qui accuse et qui compromet une grande cour de l'Europe. Sans doute Maret sera alors le premier à crier à la trahison, à l'horreur du procédé, etc., etc. Mais nous n'en serons pas moins compromis et pas moins dupés.

« En attendant votre opinion sur tout cela, je vous envoie, mon cher Prince, tout le paquet : les lettres et l'arme chargée qui l'accompagne. Je répondrai à Maret, et je ferai passer ma réponse par vos mains, que j'ai envoyé sa lettre

à l'Empereur, sans prendre notice de la note et de ce qui l'accompagne...

« Stadion. »

M. de Metternich était, depuis le 12 juin 1820, en son château de Kœnigswart, près de Marienbad, où il allait séjourner encore jusqu'au 30 juin. C'est de là qu'il rendit compte à son souverain des pourparlers ébauchés par le *Vortrag* que voici :

Kœnigswart, le 22 juin 1820.

« Sire (1), Votre Majesté devra recevoir ci-joint une lettre du comte Stadion, à moi adressée, ainsi que d'autres documents.

« Je partage entièrement l'avis du comte Stadion sur l'impudente requête de Maret.

« J'estime donc que Votre Majesté devrait daigner enjoindre au comte Stadion de répondre à cet ancien ministre qu'il avait mis sa requête sous les yeux de Votre Majesté et qu'il était impossible de lui donner suite, car, pas plus qu'un autre de ceux qui ont pris à leur charge les obligations de l'ancien royaume d'Italie, elle ne peut connaître le bien-fondé d'une seule, la convention du 11 avril 1814 ayant été annulée par le retour de Bonaparte en France, car Votre Majesté ne peut grever ses sujets de nouvelles charges non prévues par les traités. Je ne vois pas quel danger il y aurait à publier, ainsi qu'on en exprime la menace, la correspondance de Votre Majesté avec Bonaparte : Votre Majesté n'a jamais écrit autrement que les circonstances ne l'exigeaient et ceci est connu du monde entier.

« Mon avis serait que, dans le cas où Maret publierait réellement les papiers qui se trouvent entre ses mains, on fasse une seconde publication, en enrichissant celle-ci de la lettre anonyme au comte Stadion, ce qui clouerait Maret au pilori. Ce qui me paraît être le plus réjouissant dans l'offre de Maret, c'est qu'il renonce à toute possibilité de retour de son ancien maître. J'ai déjà expédié la liste des lettres à Vienne avec l'ordre de m'expédier les brouillons et les originaux des correspondances de Maret afin que je puisse en prendre connaissance.

« Metternich. »

(1) Original en allemand.

De la main de François Ier :

Persenbeug, le 27 juin 1820.

« J'approuve vos intentions et que vous répondiez à la lettre du comte Stadion.

« François. M. P. »

Puisque Maret a été au courant des négociations avec la cour de Vienne, on ne peut s'empêcher de supposer qu'il a été de même mêlé aux pourparlers avec Jomini et probablement dans les mêmes conditions qu'il le fut à ceux dont Cuvelier et Stadion furent les intermédiaires. Dès lors, son chef de cabinet était couvert par son intervention.

Il ne faut pas se hâter de tirer de ces documents des conclusions hâtives qui chargeraient Maret et Monnier de responsabilités qui ne leur incombent pas. Certes, les apparences sont contraires au premier et il faut reconnaître que s'il avait voulu délibérément se compromettre il n'aurait pas agi autrement, mais une maladresse n'implique pas forcément la culpabilité. Trompés par ces apparences, et leur attribuant plus d'importance qu'il ne convenait, Stadion et Metternich se sont laissés aller à employer des termes injurieux qui ne correspondent pas à la réalité des faits.

Tout le passé du duc de Bassano, sa réputation d'honnêteté restée intacte, ce que l'on sait de maints traits de délicatesse tout à son honneur, l'opinion que Napoléon, si bon connaisseur en hommes, a conservée de lui jusqu'à ses derniers jours, tout rend invraisemblable l'hypothèse qu'il ait sciemment voulu se livrer au chantage dont l'accuse Stadion. Si le ministre autrichien dit qu'on lui a laissé entendre qu'il y avait « connexion » entre la requête relative aux rentes sur le Monte-Napoleone et l'offre des lettres, Cuvelier avoue qu'il aurait pu faire valoir, après le rejet de l'offre, que la requête était indépendante du service dont on ne voulait pas.

Il nous semble donc infiniment probable que Maret, sachant où se trouvaient les originaux, étant en mesure de se les procurer, a cru être agréable à François II en lui propo-

sant de les lui faire restituer. Dans son esprit, il s'agissait d'un cadeau de remerciement, d'un témoignage de gratitude, et de rien de plus. Pour que le mot de chantage fût justifié, il aurait fallu que les deux propositions eussent été intimement liées l'une à l'autre, et cela ne ressort pas des textes publiés ci-dessus.

Quant aux lettres du Tsar, s'il n'y a pas eu proposition de troc, mais simple offre de cession, on ne saurait considérer cette affaire sous un autre angle que celle entamée avec l'Autriche. Maret avait autant d'intérêt à s'assurer les bonnes grâces du tout-puissant Alexandre que celles de François : il a cru, sans doute, pouvoir compter sur la bienveillance de Saint-Pétersbourg à partir du jour où il aurait révélé la part prise par lui dans les négociations.

Peut-être pourrait-on reprocher à M. de Bassano d'avoir tenté de faire usage de pièces dont il connaissait la provenance frauduleuse. Gardons-nous, comme toujours, de juger le passé d'après nos idées actuelles. Faute d'une organisation rationnelle et complète, faute de catalogues même sommaires, faute d'une surveillance attentive, les Archives de l'État, propriété de la France, n'étaient pas entourées, au début du XIXe siècle, du respect et du prestige dont nous sommes pénétrés à leur égard. Ne fût-ce que durant la période séparant les deux Restaurations, nombreux, très nombreux sont les emprunts pour le moins irréguliers qui furent opérés à leur détriment, quelquefois par les intéressés eux-mêmes, tels que Talleyrand et autres. Beaucoup, parmi les pièces ainsi détournées, forment aujourd'hui le fond de riches collections particulières. Enfin ne retrouve-t-on pas, dans les chartriers des familles de la noblesse d'ancien régime et de la noblesse impériale, des volumes entiers, des cartons bourrés de documents que leur destinataire ne détenait qu'en vertu de ses fonctions officielles et qui, selon nos conceptions modernes, appartenaient incontestablement à la nation française ? Qui, cependant, songerait à jeter la pierre à ce destinataire, à la jeter, à plus forte raison, à ses descendants ?

Enfin, si l'on posait la question de savoir s'il n'y avait pas quelque danger à livrer à des étrangers les papiers dont il s'agit, il serait facile de répondre que ces papiers ne pouvaient

rien apprendre aux souverains qui, tous, avaient conservé les minutes de leur correspondance.

La responsabilité du baron Monnier, également, doit être entièrement mise hors de cause. En le disant, nous ne faisons que remplir un devoir en réparant une injustice commise, — de bonne foi, — envers sa mémoire, car il ne faisait qu'exécuter un ordre.

Monnier devait toute sa carrière à Maret. A partir du moment où ce dernier appelle son jeune compatriote auprès de lui, il ne s'en sépare plus. De la Secrétairerie d'État au ministère des Relations extérieures, puis de ce ministère à la Secrétairerie, l'un suit l'autre, successivement attaché au cabinet, secrétaire particulier, chef du cabinet. Incontestablement, Monnier jouit de la pleine confiance de son chef : il est son homme.

Cette confiance, il la garda jusqu'à une date bien postérieure à la chute de l'Empire. Sa famille a conservé près de deux cents lettres du duc de Bassano qui lui étaient adressées. Jusqu'à des incidents pénibles qui, en 1837, brisèrent une longue intimité, elles témoignent, de la part du ministre, d'une attentive affection qui est plus d'un égal que d'un supérieur, plus d'un collaborateur que d'un chef.

Dans sa retraite, Maret demande constamment des conseils, des services à Monnier. A propos de tout, à propos même d'incidents très intimes, de douloureux débats contre l'infortune, il met sa bonne volonté à l'épreuve. Rien, dans ces lettres, ne laisse supposer qu'il ait jamais été question, en cette période, de la moindre rétribution en échange du temps passé ou de la peine prise. Il est donc naturel que Maret ait songé à s'adresser à son ancien chef de cabinet pour une négociation délicate entre toutes.

Dans toute cette longue correspondance dépouillée par nous, qui s'étend de 1820 à 1837, règne un ton qui ne saurait tromper. Il s'y trouve des lettres d'affaires, des demandes de services, des aveux d'embarras, des rappels de soucis, des cris de détresse, car, à partir de 1830 et surtout de 1834, le duc de Bassano eut à lutter contre d'atroces difficultés financières dont son ami l'aida à sortir, non sans risques pour lui-même. Il y subsiste aussi quelques minutes des

réponses du châtelain de la Vieille-Ferté. Ce sont là les confidences de deux honnêtes gens qui ne songent qu'à régler loyalement une situation à l'origine de laquelle il n'y a nulle malhonnêteté. Après leur lecture, on reste convaincu que l'un et l'autre étaient incapables de jouer sciemment la comédie dont on a injustement attribué la mise en scène au baron Monnier.

Tout au plus pourrait-on être tenté de reprocher au collaborateur du secrétaire d'État d'avoir laissé mêler son nom à des négociations imprudentes. Pour le faire, il faudrait ignorer complètement ce que sont les liens qui unissent un grand personnage de l'État à son chef de cabinet. A défaut même d'une reconnaissance mutuelle, ils connaissent, l'un et l'autre, trop de choses, ils ont été mêlés ensemble à trop d'événements pour que la liberté du second reste entière. Sollicité par Maret de venir à son secours, il était impossible à Monnier de se dérober à ce qu'il devait considérer comme un devoir, d'autant plus qu'il était, de sa nature, dévoué à l'extrême, bon et obligeant.

Quoi qu'il en soit, les documents inédits que nous donnons apportent quelques précisions nouvelles dans l'histoire confuse des lettres des souverains. Ils permettent de croire, avec plus de vraisemblance qu'il n'était jusqu'à présent permis de le faire, que les originaux ont bien été détournés par l'Anglais Lane et que ses héritiers les détenaient encore en 1820. Dans l'une de ses lettres à Monnier, Maret se montre décidé à offrir une grosse somme pour s'en assurer la possession. Nous ne savons si cette acquisition eut lieu, postérieurement aux tractations avec la Russie et l'Autriche, mais, s'il en fut ainsi, l'ancien secrétaire d'État n'abusa pas de l'arme qu'il détenait : les textes impériaux et royaux furent gardés rigoureusement secrets.

NAPOLÉON.
JEAN HANOTEAU.

LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

L'élection du Président de la République a, jusqu'au début de mars, été l'occasion de très peu de commentaires publics. Il y a eu, à défaut d'entente plus profonde, un accord dans le silence. Cette discrétion, qui est rare dans notre régime électif, et plus rare encore à notre époque de publicité et de propagande, tient à plusieurs causes de très inégale valeur.

Les grands événements de ces derniers mois ont retenu toute l'attention. Et c'est naturel. La disparition d'un Pape qui avait pris dans la vie morale des peuples une autorité incomparable a jeté l'émotion dans l'univers entier. Dans un monde en tumulte, la voix qui partait du Vatican était la seule à ramener les hommes au soin de leur âme et à rappeler les vérités éternelles sans lesquelles il n'est plus ni société ni civilisation. Tous les regards se sont tournés vers Rome, et sont restés fixés sur Saint-Pierre. Que déciderait le Conclave ? Qui recevrait la mission de continuer le pontificat qui venait de prendre fin ? Ces questions qui touchaient le cœur des fidèles intéressaient aussi les chancelleries d'Europe et d'Amérique. Rome, la Rome du Vatican, allait parler. Et l'on ne songeait guère au congrès de Versailles.

Un autre fait important pour la vie de l'Europe venait de se produire. Le général Franco était vainqueur. L'Espagne rouge s'effondrait. A l'horizon, on discernait l'espoir d'une Espagne délivrée de l'affreuse entreprise soviétique, rendue à elle-même, désireuse de sa liberté et de son indépendance,

soucieuse d'apaisement et d'un travail réparateur. C'était la fin d'une longue épreuve, qui avait infligé bien des souffrances à l'Espagne, ému ses voisins, troublé l'Europe et causé des inquiétudes à toutes les nations attachées à la paix générale. La victoire du général Franco, et la constitution d'une Espagne nouvelle accaparaient très légitimement les esprits. Et durant ces jours, on ne songeait guère non plus au congrès de Versailles.

Enfin les questions diplomatiques n'ont pas cessé, en particulier depuis les accords de Munich, de dominer toute la politique. Et elles ne sont pas près de perdre de leur importance. Les campagnes violentes des États totalitaires, leur racisme, leur entreprise contre la religion et contre toutes les idées traditionnelles des autres nations ont créé, dans une Europe déjà soumise à l'assaut brutal du communisme, un grand désarroi moral. La menace de nouveaux conflits, pesant sur des peuples à peine remis des épreuves de la guerre de 1914, a provoqué un état d'instabilité. Les pensées vont très naturellement, à notre époque, vers les questions vitales, et les affaires de politique intérieure, si elles ne sont pas en fonction des intérêts primordiaux d'un pays, passent au second plan.

L'usure de la Constitution, et le travail lent, souvent occulte, tenace en tout cas, des partis dominants ont réduit de plus en plus dans l'opinion, depuis soixante ans, la fonction présidentielle. L'idée s'est répandue que le chef de l'État n'avait plus qu'un rôle décoratif. Le régime des partis, qui ont accaparé la direction de la France, réclamait l'effacement du pouvoir exécutif. Un Président élu pour sept ans risquait d'avoir de l'influence, et s'il avait le caractère indépendant, il pouvait gêner les desseins de la minorité de parlementaires qui a pris le commandement et qui entend le garder. Les partis ont donc manœuvré. Ils ont réussi, après la victoire, à écarter Clemenceau, dont la personnalité les inquiétait. Ils ont ensuite montré, lors de la démission de M. Millerand, qu'ils voulaient être les maîtres de l'Élysée à tout prix. Pour plus de sûreté, à côté du pouvoir constitutionnel du Président de la République, ils ont consenti à laisser au président du Conseil un pouvoir réel qui n'est même pas inscrit dans la Constitution, mais qui leur plaît parce qu'étant

sans cesse soumis aux Chambres, il est précaire. En somme, la nomination du Président de la République est devenue pour l'école dirigeante une formalité qui est simplement destinée à assurer la continuité de son omnipotence anonyme et confortable dans un pays où il n'y a presque plus d'État.

A vrai dire, l'élection du Président de la République devrait être, aux termes mêmes de la Constitution, tout autre chose. D'après les textes, le Président de la République a chez nous autant de pouvoir que le roi en Angleterre. Il est important, en outre, que le premier magistrat de notre pays, qui le représente aux yeux de l'étranger, ait, par son passé, par sa culture, par son éducation, de l'autorité et du prestige. Il est utile que, par son tact et son savoir-faire, il puisse, aux heures difficiles, rendre des services qui, pour être discrets, n'en sont pas moins précieux. Croit-on qu'il ait été indifférent qu'au lendemain du combisme, l'Élysée fût occupé par M. Fallières, qui était plein de modération et de sagesse, qui connut les jours délicats d'Agadir, et qui finit sa présidence par un ministère Poincaré ? Croit-on que M. Doumergue n'ait pas contribué à limiter, en 1924, les déchaînements du cartel de M. Herriot et de M. Blum ? Il y a des moments où, même très limitée par les abus du régime électif, l'action du Président de la République est d'une très grande portée et peut être très bienfaisante.

Ajoutons que, même s'il a peu de facilité pour agir, le Président de la République reste le seul citoyen qui ait quelque facilité pour être informé. Un des paradoxes de notre régime électif, où le peuple flagorné est traité de souverain, puis condamné à l'ignorance et à l'impuissance par l'école dirigeante, est que le secret des affaires reste aux ministres qui parlent quelquefois pour se gêner les uns les autres, mais qui gardent pour eux les mystères du régime. Le Président de la République peut avoir quelque peine à se faire renseigner. Casimir-Perier se plaignait déjà en son temps de n'être pas tenu au courant. Mais enfin, avec un peu d'insistance, le chef de l'État finit par obtenir les documents, les dépêches, les statistiques, concernant les affaires financières ou la défense nationale. Dans le premier volume de son grand ouvrage, *la Révolution à refaire*, M. André Tardieu note que la nation n'a rien su des négociations de Lausanne, où les réparations ont été

abandonnées, rien des négociations de Genève où M. Herriot et M. Paul Boncour ont subi et légitimé le réarmement de l'Allemagne, rien du Pacte à quatre, rien des accords de Londres et de Stresa, et rien des négociations de 1936 relatives au pacte franco-soviétique. Le Président était peut-être, avec les membres vigilants des commissions parlementaires importantes, le seul à savoir ce qui s'est passé exactement en ces diverses circonstances.

Enfin, la Présidence a aux yeux du public une importance particulière, parce qu'elle représente une certaine stabilité du pouvoir. Le régime électif et nos mœurs publiques font que notre démocratie a souvent des maîtres, mais rarement des chefs. Tout est organisé pour l'instabilité du gouvernement, pour la limitation systématique des personnalités un peu fortes, pour l'organisation d'une école dirigeante, qui a elle-même ses dirigeants cachés et qui se fait représenter par des délégués toujours provisoires. Dans ce système, rien ne dure, si ce ne sont des puissances occultes dont l'action se devine plutôt qu'elle ne se constate clairement. La franc-maçonnerie a eu en particulier une sorte de génie pour pousser à de hauts postes et souvent à la tête des départements ministériels des personnages de troisième plan qui étaient de simples acteurs remplissant un rôle qu'ils savaient tant bien que mal, mais qui avait été conçu en dehors d'eux. La nation, privée par la Constitution de la continuité que donne la monarchie héréditaire, peu portée d'autre part à se confier à des popularités improvisées et à des dictateurs, voit dans le Président de la République la seule fonction qui ait un peu de durée dans notre État. Dans les moments graves, elle tourne les regards vers le Président, parce qu'elle veut avoir quelqu'un à respecter et aimer, et que le régime dans cet ordre d'idées n'est pas prodigue. Qui ne se souvient de l'accueil à la fois grave, confiant, pathétique que la population de Paris fit à M. Raymond Poincaré à la veille de la guerre, en ce jour de juillet 1914, où le chef de l'État, qui revenait de Russie, allait de la gare du Nord à l'Élysée ?

Pour toutes ces raisons, dont les unes sont politiques et les autres sentimentales, le Président de la République a plus de poids qu'on ne croit généralement. La vie officielle du Président est toute protocolaire : ses visites, ses dépla-

cements, ses discours sont réglés selon des usages constants, et il a l'air de régner sans gouverner. Son action réelle est généralement ignorée, mais elle existe, et, selon le caractère de l'homme qui remplit la fonction, elle peut être considérable. C'est un art que d'aider un ministère qui a des difficultés de vivre, à se rétablir. C'est un art aussi que de l'aider à prendre sa retraite en temps utile. C'est un art que de choisir un président du Conseil et de contribuer à la formation d'un nouveau ministère. C'est un art enfin que de présider le Conseil des ministres, d'y faire la lumière sur les questions qui sont esquivées ou trop rapidement exposées, d'indiquer ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Surtout quand un régime est altéré par de longs abus, quand les querelles intérieures laissent intervenir les passions là où elles n'ont que faire, le Président est le gardien de l'intérêt général, et, même privé d'armes, il dispose de l'autorité que donnent toujours la connaissance des affaires et la fermeté de l'esprit.

Cependant l'opinion publique n'a presque aucune part dans l'élection du Président. Elle est invitée à approuver la décision de l'Assemblée nationale. Sa collaboration à cette décision est en général très petite. Elle est surtout négative. L'opinion est de force à écarter un candidat qui manquerait de prestige ou de tenue, ou qui aurait commis trop d'erreurs politiques. Elle crée difficilement un courant favorable à un Président dont l'Assemblée ne voudrait pas. Mais elle aide puissamment l'Assemblée à éliminer un candidat, qu'elle n'a, au fond, aucune envie de nommer. Les Français, disait La Bruyère, veulent du sérieux dans le souverain. Ils en veulent aussi dans la Présidence. Ils aiment la correction, la dignité de la vie, la réputation d'un travailleur consciencieux. Ils apprécient beaucoup plus les qualités solides que les qualités brillantes. Les partis qui savent manœuvrer se servent adroitement de ces dispositions.

L'élection du Président de la République est essentiellement une opération parlementaire. Mais c'est une opération d'un genre tout particulier, puisque, en cette occasion, le Sénat et la Chambre votent ensemble. C'est ce qui explique la préférence de l'Assemblée nationale pour les solutions moyennes et la coutume. Tout ce qui est un peu marqué dans un sens ou dans un autre est soigneusement évité. On

a vu des candidats échouer parce qu'ils avaient été trop mêlés à la lutte des partis ou qu'ils représentaient une politique trop récemment combattue à la Chambre. L'Assemblée nationale est très influencée par le rôle régulateur du Sénat. La tradition s'est établie peu à peu de nommer le président du Sénat, qui est officiellement le second personnage de l'État et qui, par ses fonctions, est déjà, dans une région supérieure, prêt à exercer un arbitrage entre les partis. Cet ordre de succession a été comme une atténuation de la loi brutale du nombre, dont souffrent les régimes électifs. Il a paru être de nature à empêcher les surprises. Il prépare l'héritier et supprime l'imprévu. En fait, aucune élection n'est possible sans le concours du Sénat. Et le Sénat devient maître absolu de l'élection, si aux trois cents voix qu'il représente s'ajoutent deux cents voix de députés. C'est ainsi qu'en ces dernières années M. Doumergue a été élu contre M. Painlevé, M. Doumer contre M. Briand, M. Lebrun sans concurrent. Tous trois étaient présidents de la Haute-Assemblée.

Remarquez que la lettre de la Constitution laisse à l'Assemblée nationale une liberté complète. Elle lui permet d'élire qui elle veut, même un homme qui n'aurait jamais été ministre, même un homme qui n'aurait jamais été parlementaire. Le Congrès de Versailles a des facilités dont il n'a jamais usé. Il aurait pu élire dans le passé, par exemple, le maréchal Foch, ou un de nos grands ambassadeurs, un des frères Cambon ou M. Camille Barrère. Il pourrait, si tel était son vœu, désigner un chef illustre, un grand industriel, un haut fonctionnaire, un ancien parlementaire qui aurait pris sa retraite, un savant qui serait un sage, un prince. Mais c'est là de la théorie. A côté du droit écrit s'est constitué avec le temps un droit coutumier, par où la démocratie a pris des assurances contre ses propres initiatives, et ce droit coutumier est très fort.

Les préparatifs de l'élection présidentielle ont été, à l'insu du public, très activement examinés dans le monde parlementaire dès la fin de février. L'esprit de la nation était encore ailleurs. A la Chambre et au Sénat, le Congrès futur était déjà l'objet de conversations aussi nombreuses que discrètes. Une idée prévalait. Tout le monde jugeait que dans les

circonstances présentes, il fallait éviter des compétitions qui pourraient accroître le trouble de la situation politique. Les préoccupations internationales demeurent sérieuses et réclament de la vigilance. L'hypothèse d'une campagne diplomatique, venue d'Allemagne et d'Italie, et retenant l'attention des gouvernements pendant plusieurs semaines en mars et en avril, n'est pas exclue. Ce n'est pas le moment de jeter dans les controverses le nom du chef de l'État. Une élection calme, une élection qui ne soulève pas de passions, une élection qui serve l'union nécessaire du pays, voilà ce qui paraît être dans les vœux du Parlement.

C'est dire que si le président du Sénat, M. Jeanneney, se présente, son élection est assurée, et probablement sans concurrent. M. Jeanneney est l'expression du radicalisme sénatorial. Il a eu ses idées de partisan. Mais il a été le collaborateur de Clemenceau, il a la notion de l'autorité et de l'État. Il est dans les traditions de la Haute Assemblée. S'il se décide donc, le problème de l'élection est résolu d'avance. Se laissera-t-il fléchir ? Il a beaucoup dit que ni ses goûts, ni son âge, ni sa santé ne le prédisposaient à la lourde charge de l'Élysée. Et il est naturel qu'à notre époque, avec les événements qui se déroulent, un homme politique veuille se recueillir et réfléchir avant d'accepter le poids des plus hautes fonctions de l'État. Le consentement de M. Jeanneney mettra fin immédiatement à toute discussion. Et c'est pourquoi il est possible. Mais il n'est pas encore certain.

Si M. Jeanneney se récuse, la compétition sera ouverte, mais assez vite limitée. Deux noms ont été prononcés, deux noms de députés : celui de M. Piétri, qui a des amis dans les rangs des modérés et des partisans dans les groupes avancés, et celui de M. Ferdinand Bouisson, qui a des amis dans les groupes avancés et des partisans dans les rangs des modérés. Pourquoi ces deux noms ? Parce que M. Piétri et M. Ferdinand Bouisson ont été l'un et l'autre, en ces dernières années, hors des luttes de parti et que le Parlement connaît leurs qualités personnelles. M. Piétri a été ministre des Finances et ministre de la Défense nationale. M. Ferdinand Bouisson a été président de la Chambre. Ni l'un ni l'autre n'ont eu occasion de jouer un rôle actif dans les querelles politiques. C'est une condition essentielle. L'Assemblée de

Versailles a le désir d'éviter tout ce qui peut rappeler les divisions qui n'ont pas cessé d'être vives de 1924 à nos jours.

Mais ces députés obtiendront-ils l'adhésion du Sénat ? Sauf M. Deschanel et M. Millerand, tous les Présidents de la République depuis quarante ans ont été des sénateurs. La Haute Assemblée n'a certes aucun esprit exclusif. Elle ne se refuse pas par avance à favoriser un candidat qui appartienne au Palais Bourbon, si elle lui trouve les qualités requises. Elle aime seulement qu'un Président de la République ait respiré l'air du Luxembourg. Ce n'est pas un parti pris. C'est une précaution. Un sénateur a, par son âge, une carrière déjà remplie. Il est mêlé aux affaires importantes, aux finances et à la défense nationale, à l'administration générale et à la diplomatie. Il a le sens du régime et la connaissance de ses ressorts. Il a été formé par l'école dirigeante. Le Sénat a foi dans la force de ses propres traditions ; il est à la fois radical et conservateur ; il s'efforce d'avoir de la sagesse. Il cherchera un candidat parmi les siens.

Il lui est arrivé depuis le mois de janvier de préparer les voies pour tel ou tel sénateur. Nous n'aurons pas l'indiscrétion de dire lesquels, parce qu'à la fin de février il avait examiné plusieurs candidatures possibles, sans s'arrêter définivement à aucune. Il peut demain y revenir, comme il peut prendre des initiatives nouvelles. Il garde l'espoir que M. Jeanneney cédera aux demandes qui seront faites en temps utile, et c'est seulement s'il avait la conviction que cette solution n'est pas possible qu'il en chercherait une autre.

Laquelle ? Dans le cas où la Haute Assemblée ne proposerait pas un sénateur, on a fait l'hypothèse que l'union pourrait se faire sur le nom de M. Daladier, président du Conseil. Mais M. Daladier est jeune encore. Il peut rendre des services dans le gouvernement. C'est bien d'ailleurs pour cette raison que des parlementaires qui ne sont pas ses plus chauds partisans se rallieraient à sa candidature. En le dirigeant sur l'Élysée, ils auraient l'espérance de l'écarter du gouvernement. Et précisément pour cette même raison, beaucoup d'autres ne jugent pas opportune une candidature de M. Daladier.

Reste alors un suprême recours. M. Lebrun n'a aucune envie assurément de solliciter le renouvellement de son

mandat. Il a eu un septennat très dur, traversé par de graves événements à l'intérieur comme à l'extérieur. Il a parcouru tout entière la carrière des honneurs du régime, et il ne désire plus rien. Il connaît par expérience ce qu'est la charge dont il est régulièrement libéré. Mais le dévouement à la chose publique, s'il est reconnu nécessaire, ne sera-t-il pas plus fort que tous les autres sentiments ? Si après examen de la situation générale, les personnages les plus autorisés du Parlement demandent à M. Lebrun de se laisser nommer de nouveau, comment ne céderait-il pas à une pareille requête, quand il aura accompli son voyage à Londres ? Son consentement ne répondrait certainement pas à ses préférences personnelles. Quand il a quitté l'Élysée, M. Doumergue n'a jamais voulu accueillir la demande de ceux qui le pressaient de rester à l'Élysée, afin d'en écarter M. Briand. Mais M. Doumergue avait un argument : il croyait au succès du président du Sénat, et l'événement a justifié son opinion. M. Lebrun se trouverait dans des circonstances tout à fait différentes. Il ne sera sollicité que si le président du Sénat, M. Jeanneney, juge qu'il lui est impossible d'être candidat. L'appel à M. Lebrun serait fait, en ce cas, pour éviter toute compétition pouvant troubler le pays. Comment ne l'entendrait-il pas ?

Telles sont, quelques semaines avant la réunion du Congrès, les différentes hypothèses qui sont examinées dans les conversations entre parlementaires. Nous les avons rapportées objectivement, sans rien cacher cependant de ce qu'elles révèlent sur le fonctionnement d'un régime où l'État est faible, où le commandement s'exerçant à la faveur de l'intérêt public est réglé empiriquement plutôt qu'il n'est organisé. Nous retenons de préférence une impression. C'est que dans cette difficile année 1939, il y a un désir général de procéder à l'élection du chef de l'État avec calme et avec dignité, comme il convient de le faire face à l'étranger, qui nous observe, pour donner une juste impression du bon sens et de l'ordre français.

* * *

LETTRES A M. DE STAËL

II (1)

(Février 1793-Avril 1795)

SÉJOUR EN ANGLETERRE

Mme de Staël revint à Paris en septembre 1791 ; elle s'y trouvait le 20 juin 1792, lorsque le peuple envahit les Tuileries, et le 10 août de la même année. On sait qu'après le 10 août elle donna asile aux constitutionnels menacés et les fit évader au péril de sa vie : arrêtée le 2 septembre, elle n'obtint qu'à grand peine d'être relâchée. La prudence et aussi son état de grossesse commandaient de retourner en Suisse. Vers le 10 septembre, elle est à Coppet, mais elle se rend à Rolle, où elle met au monde, le 10 novembre 1792, son fils Albert (2) ; neuf jours après sa délivrance, elle écrit à Gibbon : « Me voilà la mère des Gracques, et j'espère que nos deux fils rétabliront la liberté en France. »

Gustave III prend définitivement parti contre la Révolution et rappelle son ambassadeur, lequel arrive en Suède peu de jours avant l'assassinat du Roi. Il rentre en grâce auprès du régent Charles, duc de Sudermanie, dont la politique est différente de celle de Gustave III. Staël est envoyé en mission à Bruxelles, puis, en 1793, à Paris, où il négocie un traité entre la France et la Suède, dont une des clauses secrètes serait la libération de Marie-Antoinette. Malheureusement, il ne nous est parvenu aucune lettre de cette période si grave de l'existence de M. et de Mme de Staël. Le fil de la correspondance se renoue en février 1793. Mme de Staël, lassée de

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars

(2) Tué en duel en 1813.

son séjour en Suisse, est partie pour l'Angleterre ; elle se trouve à Juniper Hall, dans le Surrey, où est rassemblée une colonie de Français : la princesse d'Hénin, la comtesse de la Châtre, Jaucourt, Talleyrand, Narbonne, etc...

Ce 14 février 1793, Juniper.

Je reçois dans l'instant une lettre de toi, du 6 janvier, qui me dit que tu as le dessein d'aller en Hollande avant de te rendre en Suisse. Je crains donc que la lettre que je t'ai écrite à Hambourg, il y a huit jours, ne te parvienne pas, et je vais t'adresser à La Haye toutes mes prières. J'ai un grand désir de me réunir à toi, mais dis-moi, je t'en prie, comment je puis sortir, si tu ne viens pas me chercher ? Sans parler d'un peu d'amour-propre qui me ferait désirer que tu me donnes cette marque publique d'intérêt, la France est très effrayante en revenant d'Angleterre ; on dit que depuis la déclaration de guerre, rien n'est difficile comme de rentrer. La Hollande va être le théâtre de la guerre et, pour arriver en Suisse par cette route, il faut traverser toutes les armées de l'univers. N'est-il pas indispensable que tu me prêtes ton appui pour un tel voyage ? N'est-il pas presque mal d'être en Hollande, beaucoup plus près de l'Angleterre que de la Suisse, et d'aller en Suisse ? Si tu pouvais me mander que la Hollande est parfaitement tranquille, j'irais t'y joindre ; mais il faudrait d'abord que tu m'indiques un vaisseau neutre pour n'être pas prise par un corsaire français, et que tu fusses certain que je n'arriverai pas pour l'entrée du général Dumouriez que j'aime peu. Au milieu de ces dangers, ne serait-il pas généreux à toi de venir me tirer de ces anxiétés et m'éviter un très long trajet de mer ? ce qui est beaucoup pour moi. Si, cependant, tu persistes à m'exposer à tous les chocs de tous les partis, trace-moi une route pour venir en Suisse ; toutes seraient faciles avec toi, aucune n'est possible toute seule.

Je t'ai mandé déjà que j'étais dans une maison de campagne avec des Français et des Anglaises, que j'aime beaucoup ce pays-ci, mais que je t'attends pour risquer Londres, que la France entière étant ici, personne n'imagine qu'un objet plutôt qu'un autre ait pu m'attirer, et qu'à l'accueil que je reçois, je puis croire qu'on ne pense pas mal de toi

ni de moi. J'ajoute encore que si tu prises l'estime publique pour moi, ta présence me l'assure, et que si tu veux bien encore penser à notre bonheur l'un par l'autre, tu l'assures par ce nouveau droit sur mon cœur. Si j'obtiens de toi ce que je désire tant, ce que j'ai prié mon père de te mander, écris-moi le jour de ton départ, le port où tu débarqueras et j'irai au-devant de toi avec plus de plaisir que je n'en ai éprouvé par le retour de personne.

Adieu, viens. Reviens, adieu.

Juniper, ce 1er avril (1793).

Je suis au désespoir de cette cessation de correspondance avec la France. Je suis inquiète de ta situation et des moyens de me rapprocher de toi. Je n'ai reçu aucune lettre de toi en réponse à celle où je te demandais si tu voulais de moi à Paris et à celle où je te demandais les passeports nécessaires pour aborder en France. Je n'ai donc pu partir avant l'interruption du passage, et je suis maintenant très malheureuse d'être ici prisonnière, sans rien savoir de la France où tu es, de la France où est Mathieu, de la France elle-même. Dans mon opinion, je ne puis sortir d'ici que par la France. J'en écris à mon père toutes les raisons. Sers-toi donc de ton crédit pour me faire aborder à Boulogne ou à Calais, et fais-moi passer par mon père, s'il n'y a pas de route plus courte, le détail du jour et des moyens. Tu peux décider de l'un et de l'autre sans attendre ma réponse. Je suis décidée à rentrer en France, si tu y es, et la possibilité seule m'arrête ; je demande de la bonté de mon père d'en arranger les moyens avec toi, et j'attends ses ordres et tes désirs pour obéir à tous les deux. Adieu.

Ce 5 avril, Juniper.

C'est une grande peine pour moi, due au hasard ou à ton indifférence, que tu n'aies pas répondu à la lettre par laquelle je te demandais les passeports pour rentrer en France. Aujourd'hui, voilà toute communication directe fermée ; il n'arrive point de nouvelles, mais seulement des bruits qui remplissent de terreur. Je voudrais être avec toi pendant ces temps d'orage. Je dis du fond du cœur qu'il m'est affreux d'être en sûreté pendant que toi et mes amis sont exposés. Tu seconderas

donc tous les vœux de mon cœur en m'adressant, par une voie quelconque, un moyen de rentrer en France. Je ne puis aller en Suisse parce qu'il faudrait traverser l'Allemagne et que les émigrants, pour mon nom de femme, de fille et de moi, me feraient une insulte, mais je puis rentrer en France par Ostende, si tu m'envoies des passeports qui me fassent recevoir à Lille ou à Dunkerque. Il faut mettre M[me] de Staël et sa suite comme M[me] de Gouvernet l'a eu pour revenir d'Hollande. Je ne sais pas bien le chemin ; peut-être faut-il traverser l'armée de Dumouriez, et alors, tu serais assez bon pour lui écrire de me protéger. Cette lettre, qui passe par Bâle, ne t'arrivera que dans quinze jours, mais si tu trouves le moyen de faire passer par Ostende tes conseils et tes passeports, dans trois semaines je puis partir. Je t'ai écrit par mon père, par tous les moyens possibles. Si la communication se rétablit, tu recevras de mes nouvelles à l'instant, mais dès que tu en auras, je te conjure de m'envoyer les moyens de revenir en France. On ne vit pas aussi loin de toute espèce de nouvelles lorsqu'elles peuvent être d'un si cruel intérêt.

Adieu, mon cher ami ; je suis bien impatiente d'une réponse et d'une réunion avec toi.

Londres, 2 mai 1793.

Loin d'être restée six semaines sans t'écrire, pendant ces six semaines, tous les jours, j'ai cherché une manière de te faire parvenir des lettres, et je n'en ai pas reçu une seule de toi. Il m'en arrive une aujourd'hui datée du 18, qui me dit que tu vas en Suisse et que je dois m'y rendre par l'Allemagne. Tu ne calcules donc aucun des abominables dangers du passage de l'Allemagne. J'entends par dangers les insultes, car je préfère de beaucoup la traversée de la France. Quoi qu'il en soit, je partirai dès que j'aurai reçu une réponse à la lettre que je t'ai adressée par Alex. Elle te priait de me faciliter un voyage plus aisé que celui de l'Allemagne ou de venir au-devant de moi jusqu'à Ostende. Il s'en faut de beaucoup que je ne sois dans les jardins d'Armide, mais pour en sortir il faut passer à travers une forêt enflammée, et j'aimerais que tu vinsses à mon secours pour cela. Encore une fois, de toute manière, je partirai, mais j'aimerais cent fois mieux passer par la France, s'il en existait un moyen.

Francfort, ce dimanche 2 juin, 6 heures du soir.

Nous arrivons cinq minutes avant la poste et nous repartons demain pour arriver très vraisemblablement mercredi. C'est un abominable voyage pour la fatigue et les inconvénients. J'espère que tu me recevras bien pour ma peine. J'ai bien ménagé le crédit que tu m'as donné. Qui pourrait se résoudre à dépenser un sol en fantaisie de luxe, presque en commodité, quand on traverse des milliers d'hommes, jadis riches comme nous, réduits à la plus affreuse mendicité par des malheurs, par des erreurs, ou même par des fautes ? Je serai bien heureuse de te revoir, si ce moment est l'époque d'une réunion durable, c'est-à-dire d'un bonheur mutuel, car c'est à ce prix seul qu'on peut et l'espérer et la désirer. A mercredi.

SAUVETAGES

Mme de Staël retrouve en Suisse son mari, qui passe la plus grande partie de l'année avec elle. Ils sont d'abord à Coppet, puis, lorsque M. et Mme Necker s'installent à Lausanne, ils louent une propriété à Promentoux, près de Nyon. Toute cette période, entre le retour d'Angleterre et la fin de la Terreur, est des plus agitées pour Mme de Staël. Elle s'efforce de sauver des Français menacés d'être guillotinés et organise une véritable agence d'évasion. Le comte d'Haussonville, dans *le Salon de Mme Necker*, a raconté les émouvantes péripéties de ces sauvetages. D'autre part, elle s'occupe de trouver un asile pour ses amis constitutionnels, « aussi mal venus en Suisse qu'ils étaient mal vus en France », dit justement M. Kohler. M. de Staël prête son appui en les faisant passer pour des Suédois; plusieurs sont recueillis à Promentoux, mais ils ne peuvent y rester sans éveiller les soupçons du gouvernement bernois.

M. de Staël repart pour la Suède après avoir passé quelques jours à Zurich, où il retrouva Lavater (1) qui exerçait une grande influence sur lui. La comtesse de Pange, dans son beau livre sur M. de Staël, a mis en lumière les tendances de M. de Staël vers l'occultisme.

La correspondance reprend entre les époux et renferme nombre d'allusions au souci que donnait à Mme de Staël le sort de ses amis.

(1) Lavater (J. G.), 1741-1801, écrivain suisse, s'adonna aux sciences occultes et fut le créateur d'une science nouvelle, la physiognomonie.

Ce 30 décembre 1793.

Je veux t'écrire encore une fois cette année et te gronder de la lettre que j'ai reçue de toi de Zurich. Quoi ? parce que le hasard ne t'y a point fait trouver de lettres de moi, tu en conclus que je ne te rendrai jamais heureux ! Est-ce que des liens pareils à ceux qui nous unissent tiennent à de semblables circonstances ? Est-ce que nous n'y avons pas trop pensé l'un et l'autre pour que notre vie, à cet égard, soit à jamais fixée ? Je te prie donc de tout imaginer avant la crainte que je ne veuille m'éloigner de toi, de ne point redouter mon silence parce qu'il serait dans ma nature, si je voulais me détacher de toi, de t'en bien expliquer les raisons et de ne point emprunter cette manière cruelle de laisser le cœur crier dans l'incertitude et de se taire parce que l'on a tort. Mais laissons une idée impossible, du moins dans la part que je puis y avoir.

On forme encore des doutes ici sur la prise de Toulon ; moi, je ne les partage pas ; cependant les papiers français n'en parlent point encore... Oh ! si ces Français voulaient s'adoucir ! Mais un certain degré de cruauté ne change-t-il pas à jamais la nature de l'homme ? Je voudrais cependant qu'il te restât des moyens de sauver la fortune de mon père, l'été prochain, par un voyage en France. Je ne sais pas bien ce que je veux, et je m'agite et je m'inquiète, et je trouve très mauvais que tu ne me dises rien sous prétexte que tu n'as pas reçu de lettres de moi. Trouves-tu qu'on ait assez de plaisirs pour les diminuer et qu'il faille ajouter à la masse des inquiétudes ? Tu es très bon sur M. de N... ; il n'est pas encore ici, il s'annonce pour le mois prochain ; il peut encore arriver, mais il ne peut plus y faire trouver du bonheur. Laissons ce sujet où vous vous êtes montrés l'un et l'autre d'une manière si différente. Que son exemple au moins ne t'encourage pas à ne pas revenir quand je te le demanderai, et n'apprends pas de lui le prix qu'il faut mettre à moi. Je suis bien aise que Meister (1) croie à la possibilité de mon séjour à Zurich ; si je reste ici le printemps, j'irai. L'évêque d'Autun ne peut être reçu que là, et il est si aimable, si

(1) Meister (Henri), 1741-1811, Zurichois, grand ami des Necker. Mme de Staël lui adressa de nombreuses lettres publiées par Usteri et Ritter (1903).

fait pour peupler la retraite, que lui seul peut vous en dérober le poids. Déjà aussi l'on sait, à Versoix, que j'ai deux Français chez moi, et si M. de Narbonne y vient, ce voisinage rendra notre réunion à tous tout à fait publique en France. Enfin, changer de lieu quand on ne peut changer de situation est une manière de tromper son ennui ; pour tout cela, j'attends des lettres de toi, et nous serons moins séparés si nous nous conduisons un peu par nos désirs mutuels...

18 janvier (1794), Nyon.

... Voilà bien des nouvelles depuis que nous sommes séparés. Quant à leur influence sur nous, la voici dans mon opinion : la France ne désirera rien que la reconnaissance de sa république, elle ne fera rien que pour cela. Les affaires en sont où elles en étaient l'année dernière et, quant à leur succès, je le crois sûr. Il peut nous importer extrêmement d'aller en France pour la fortune de mon père ; fais donc ce que tu voudras. La France, l'Angleterre, choisis ce qui vaut mieux pour notre fortune ; c'est la première idée à considérer, puisque c'est d'elle que dépend le sort de tant d'amis et tout est honorable avec un tel but... J'ai vu Meister qui ne m'a parlé que de tes succès à Zurich. Je crois qu'ils me décideront à y aller passer quelques mois, mais j'ai toute la Suisse dans une magnifique horreur. Quelquefois, je pense que, si l'on était à Paris avec un titre qu'ils fussent forcés de respecter, on pourrait rendre service à un grand nombre d'individus, et cet espoir me ferait tout braver. Je vois avec un peu de peine que ce qui me convient le moins au monde, c'est la vie champêtre et paisible dont je me suis affublée. J'ai renvoyé mes chevaux par économie et parce que je sens un peu moins ma solitude quand je ne vois personne. Tu comprends que j'ai une terrible passion de ton retour ; je suis fâchée qu'il s'y mêle d'autres pensées encore que le plaisir de te revoir ; cependant, tu pourrais songer aussi que je me suis condamnée à cette prison pour te plaire, et que mon penchant me portait vers l'Angleterre. Je voudrais bien que tu fusses heureux par moi et qu'il n'y eût pas de nuages dans tes lettres ; sois donc sûr que ma résolution est prise dans mon esprit et dans mon cœur, et que ma vie est attachée à la tienne, tant que tu y mettras quelque prix, tant que tu seras l'ami dont j'ai joui ici pendant six mois.

Nos enfants se portent bien. Auguste se fortifie, et mon amour maternel au moins autant. Adieu, adieu, bien tendrement.

23 janvier 1794.

Je n'ai point encore de tes nouvelles de Hambourg. Vois combien cette lenteur ajourne ton retour ; je te voudrais déjà revenu et tu n'es pas encore arrivé. Il se passera six mois avant que tu songes à quitter la Suède et six mois de Suisse se présentent à moi comme les siècles de la Belle au bois dormant. Je te demande donc la permission d'aller en Angleterre au printemps, si je ne peux pas m'ennuyer plus longtemps. S'il faut l'avouer, mes amis ne sont pas venus me joindre. Tu dois jouir, si des sentiments plus généreux ne t'en empêchent pas, tu dois jouir de leur conduite à mon égard ; mais si cette conduite finit toute espèce de bonheur du cœur, elle ne fait pas que la variété de l'esprit, le mouvement de la conversation ne reste pas moins nécessaire, et mes hôtes n'ont pas de moyen de diversifier les jours. J'irais où tu voudrais, en France même s'il le faut, et si ses succès du moins ennoblissent un peu ses crimes. Mais rester ici m'est impossible et l'ennui me pénètre les os.

Quand tu étais ici, le mouvement de tes affaires, l'intérêt personnel que je prenais à tes succès animaient ma vie ; mais à présent, tous les jours se ressemblent tellement qu'un seul donne l'idée de l'année... Auguste est fort et heureux avec nous ; il ne quitte presque plus le salon, et cela fait bien à son éducation physique et morale (1).

Genève est fort troublé ; on y prend tout à fait la cruauté française sans pouvoir y réussir cette sorte de grandeur farouche qui semble en diminuer l'horreur.

J'ai été faire un voyage à Lausanne avec Mathieu ; sur-le-champ, M. d'Erlach (2) m'a écrit que le Conseil secret était tout essouflé. Que dis-tu d'un pays où il faut se constituer prisonnière ? Voltaire disait que c'était le *dernier des théâtres* et le *premier des tombeaux*. Je n'ai jusqu'à présent que le sentiment de la seconde partie de ce mot, je sens la mort avec toute ma vie.

(1) Auguste n'avait pas quatre ans !

(2) Gabriel-Albert, baron d'Erlach, bailli de Lausanne, très accueillant aux émigrés.

Nyon, 8 février 1794.

J'ai reçu enfin de tes nouvelles de Hambourg, mon cher ami : j'en avais bien besoin, car on fait de tout de l'inquiétude dans ces horribles temps. Elle m'est arrivée dans un moment très pénible ; ma mère est fort malade et je viens de recevoir une lettre de M. Tissot qui me dit qu'il en est inquiet. Je pars à l'instant pour Lausanne. Dieu veuille que je la trouve mieux! La mort est une idée affreuse quel que soit le passé, et je ne sais pas même si, à cette époque terrible, on ne se croit pas tous les torts. D'ailleurs, je ne saurais que faire de mon père ; je l'aime trop pour le quitter ; je ne pourrais pas vivre ici avec lui ; je me trouverais entre deux impossibles, solution assez difficile à découvrir. Tu devrais m'écrire un peu plus de nouvelles ; être prudent est une superbe chose, mais ce silence-ci dépasse toutes les diplomaties de la terre, et, si tu le continues, je n'oserai pas te dire que je t'aime, de peur que les Puissances coalisées ne le trouvent mauvais. Tu vois que l'Angleterre est dans la même situation que l'année dernière ; quarante voix dans l'opposition et l'esprit à la guerre dans la majorité de la nation. Quant à la France, il paraît clair qu'elle a tenté la paix, qu'elle ne l'a pas obtenue, et qu'il en est résulté un redoublement de fureur et des propos propagandistes d'un très mauvais effet. La question de la campagne prochaine, ce n'est pas les succès militaires, — je crois à ceux des Français, — mais la disette intérieure de tout ce qui est nécessaire à la vie et à l'habillement. Les Français vivent sur leur capital, voilà pourquoi ils ont tant d'avantages dans une guerre courte et tout à redouter d'une prolongation...

MATHIEU DE MONTMORENCY PERSÉCUTÉ

La correspondance se poursuit, durant l'année 1794, datée tantôt de Lausanne, tantôt de Berne ou de Zurich.

Lausanne, 29 mars 1794.

Je ne sais pas pourquoi tu te plains de mon silence, mon cher ami ; il est positif que je n'ai pas tardé vingt-quatre heures à répondre à tes lettres, mais tu dois savoir par les

miennes combien j'ai été malheureuse et le peu d'effet de tes bonnes intentions. Non seulement Berne a refusé un asile à mes pauvres amis, mais Zurich suit son exemple. On leur a donné quinze jours et, quand ce temps sera expiré, je ne vois que le lac dans la Suisse où eux, et par conséquent moi, puissions nous retirer. Cependant, la santé de ma mère et tes projets assez prochains d'arrivée me donnent un grand éloignement pour l'Angleterre. M. de Narbonne y est, il craint de traverser l'Allemagne. On nous chasse d'ici, et cependant je lutte encore pour y rester. J'ai envie de te dire que je ne t'ai jamais donné une plus grande preuve de mon désir de te plaire. Écris donc à tes amis de Zurich que ce n'est pas un rassemblement que trois personnes et que nous ne dévorerons le pays d'aucune espèce de manière. Tu connaissais déjà mon goût pour la Suisse, tu comprends comme il est augmenté ; c'est un enfer où l'on arrive par la porte étroite ; l'Évangile disait que la voie large y conduisait. On dit ici que la paix est faite entre le roi de Prusse et la France et que les Puissances neutres vont être médiatrices ; ce serait bien l'idée la plus raisonnable, car on ne viendra jamais à bout des Français. Ce n'est pas de la liberté assurément, mais ce peuple lui donne ce nom et le fanatisme est au moins aussi grand pour les fausses religions que pour les véritables.

... Dumouriez vient de faire paraître d'assez mauvais *Mémoires* dans lesquels il cite, fort imprudemment, ta conversation avec lui et me nomme, moi, de la plus impertinente manière au monde révolutionnairement. Je te prie de n'avoir jamais de rapport avec un tel homme ; cela m'a décidée à faire imprimer un épisode de mon grand ouvrage pour avoir le moyen de mettre à la tête deux pages sur moi, sans aucun mot politique ; mon père a tout vu, ce qui me tranquillise sur la convenance. Tu auras, comme tu penses bien, le premier exemplaire. Je vais employer ces quinze jours à tout essayer pour sauver mes amis. Je n'ai point de projet si je ne réussis pas, je prendrai conseil du malheur. Écris-moi à *Lausanne, chez M. Necker*, c'est encore le plus vraisemblable ; ce qui est certain, c'est que je voudrais faire quelque chose de moi pour ton bonheur, car c'est la seule idée qui motive mon acharnement à vivre quand tout semble s'y opposer.

Berne, le 7 avril 1794.

Je suis venue ici pour essayer s'il était un moyen humain de sauver ce pauvre Mathieu de la proscription qui le poursuit. Il me mande qu'on ne veut pas le recevoir à Zurich, et le mémoire que j'ai présenté pour lui ici, loin d'être bien reçu, a été accueilli par le refus le plus grossièrement motivé. Loin de le servir en Suisse, on dit que mes opinions soi-disant populaires y sont tellement exagérées que c'est moi qui nuis à mes amis. Je vais voir si cela est tellement vrai à Zurich, et si je ne puis rien obtenir nulle part, je ne sais pas ce que je ferai. Je voudrais bien que tu me donnes un rendez-vous ailleurs qu'en Suisse ; la Hollande me conviendrait mille fois mieux, si l'Angleterre est impossible. Tu sais que je n'aimais pas passionnément la Suisse ; les désagréments sans nombre que j'y éprouve depuis un mois ne m'y ont pas très attachée. Je ne vois que l'Angleterre au monde qui puisse offrir à mon père et à nous tous un séjour favorable...

Pour les affaires, je ne sais que te répéter la même phrase : l'issue de la guerre sera favorable aux Français ; après cela, je ne puis croire que la nature des choses permette qu'un gouvernement aussi monstrueux subsiste, et je me mets à espérer un changement de la paix, n'ayant plus rien à attendre de la guerre...

Zurich, 12 avril (1794).

...Me voici dans ta ville favorite et pour laquelle je ne puis partager ton penchant ; j'y suis pénétrée d'ennui comme les jours de pluie l'on se sent saisie par l'humidité, et je crois que j'aimerais mieux le fond du lac que ses bords, mais au reste on ne me donnera pas la peine d'hésiter sur cela, car rien ne peut faire que ces messieurs consentent à recevoir nos amis, tout au plus moi, à condition que je ne verrais personne, parlerais peu, et ne penserais pas davantage. Tout cela est trop fort pour moi et je renonce à l'heureuse Helvétie. Sans toi je partirais demain pour Londres où, par parenthèse, j'ai la certitude d'exister très paisiblement, mais tu ferais de tels cris qu'il faut que je niche mes amis dans un trou de montagne jusqu'à ce que tu aies répondu à cette lettre-ci. Donne-moi, je te prie, un autre rendez-vous que la Suisse ; La Haye,

par exemple, me conviendrait assez, parce que de là je passerais six semaines ou deux mois en Angleterre ; depuis l'affaire de mes amis, j'ai mandé à M. de N... de bien se garder de venir ici, et j'ai quelque raison d'espérer que (l'évêque) est resté caché en Angleterre, sans certitude cependant. Je suis donc décidée à aller en Angleterre et surtout à ne pas rester en Suisse ; pour cette fois, rien ne m'y ferait rester par delà ta réponse à cette lettre. J'ai le mal du pays en sens inverse, je mourrais d'y être. M. Ott (1) me paraît le plus brillant des habitants de Zurich, et je crois bien que c'est exclusivement à lui que je me livrerais si je vivais ici. Le pauvre Meister s'y meurt, mais il a été si bien pour moi, que j'espère que tu t'occuperas de ses affaires. B... est établi ici, où il attend sa mère ; il s'y plaît assez parce qu'il parle allemand et dessine du matin au soir ; moi, qui ne sais ni l'un ni l'autre, je trouve les traductions ennuyeuses et les originaux pas trop dignes de la copie. C'est fini de mes idées pastorales, les hommes dans ce pays gâtent trop la nature. Tu vois Danton et autres décapités, Robespierre marche à la dictature. Il n'y a plus en France que le pouvoir de neuf membres du Comité de Salut public entièrement menés par un seul. Signeul continue-t-il à appeler cela de la démocratie et de la liberté ? Tout cela ne change rien à la question de la guerre extérieure qui me paraît plus décidée que jamais en faveur des Français, mais si le gouvernement finit par prendre la forme du dictatoriat, il me semble qu'il sera plus aisé de le changer ; si la tyrannie dépendait d'un seul homme, c'est alors qu'on regretterait le sublime caractère de Charlotte Corday. Quoi que tu en puisses dire, l'Angleterre est encore un pays libre ; il y a quelques actes momentanés de despotisme, mais c'est encore le pays du monde où il serait le plus doux d'exister...

Zurich, 22 avril 1794.

Je vois clairement que tu as renoncé à l'Angleterre et cela me fait beaucoup de peine, car c'est le seul lieu du monde où mon père serait venu, et où il eût été flatteur d'être envoyé. Enfin il y a une chose positive : c'est que rien ne me fera rester en Suisse, je suis pour ce pays comme pour le couvent, je ne

(1) Antoine Ott, capitaine de cavalerie, propriétaire de l'hôtel de l'Épée.

me sens pas de vocation pour y demeurer et depuis qu'il est impossible d'y *recevoir* ses amis et même de les y *garder*, je suis invariablement résolue à n'y pas rester. Voilà ce qui est tellement gravé dans ma tête et mon cœur que tu ne dois pas relativement à moi former le plus léger plan sur mon séjour en Suisse. Tu m'aurais donc fait le plus sensible plaisir du monde en me donnant un autre rendez-vous comme je te l'ai dit dans ma dernière lettre; la Hollande m'eût extrêmement convenu; cependant si, comme tu l'écris, tu devais être ici dans les premiers jours de juin, je tâcherais de t'y attendre. Cependant, voici à quoi cela tient, ton charmant Zurich n'a point voulu donner de permission de séjour à Mathieu; il faut donc, pour qu'il ait un abri, qu'il vienne se cacher dans une maison que j'ai louée pour un mois près de celle de mon père à Lausanne. Si l'on l'y laisse en paix, je reste, mais si une seconde fois le canton de Berne me fait le sensible affront de renvoyer mon ami de chez moi, je partirai certainement et comme la Hollande est modérée d'opinion, que Ricé nous invite fort à y aller, je souhaiterais alors que ce fût là que tu me donnes rendez-vous; passer par La Haye pour venir ici n'est pas un immense détour, et nous serions ainsi sûrs de nous rencontrer, si tu me mandais les époques précises et si j'étais forcée de quitter ce pays; je lutte pour y rester et contre mon goût et contre les circonstances, mais en vérité je ne peux pas te promettre cet effort encore longtemps. Depuis deux mois je souffre à toutes les minutes d'indignation et de douleur. Tu as renoncé à l'Angleterre, c'est une grande peine pour moi. Veux-tu que je te dise l'éternel malheur de nos situations, c'est que nous nous aimons sans nous ressembler; c'est que c'est par complaisance et jamais par goût que tu te rapproches de ce qui fait mon bonheur. Tu n'aimes point mes amis et je ne puis vivre sans eux; une conversation animée et spirituelle ne t'est point nécessaire, je m'endors sans elle. Tu pourrais exister doucement dans une campagne de Suisse, moi je ne m'y trouverais pas tout à fait si bien que dans un tombeau. Je ne suis pas assez injuste pour ne pas sentir que tu fais beaucoup pour moi, mais c'est par sacrifice et je me demande souvent avec peine s'il est possible que nous trouvions un bonheur durable dans notre effort perpétuel; enfin nous causerons sur cela, s'il est vrai que tu sois ici dans deux

mois... Je ne crois pas possible que le système de cachotterie que je vais établir subsiste plus de six semaines ou deux mois et si Mathieu reçoit un nouvel ordre, je pars à l'instant. Tu as voulu une lettre bien détaillée, voilà le fond de ma pensée. J'aurais été trop heureuse de l'Angleterre ; je me soumettrai au reste, la Suisse exceptée, qui me fait horreur et dont je fuirais pour l'Amérique même avec plaisir...

Gouvernet (1) et sa femme sont allés à Boston ; par degrés tout ce qu'on aimait en France y passera et y restera, car l'Europe entière est ébranlée. Les Français ont passé sur le territoire de Gênes pour entrer en Piémont. Auguste et Albert se portent bien. Je t'embrasse tendrement et te prie de ne pas me condamner plus longtemps à ce pays ; c'est l'histoire de Daniel livré aux bêtes.

Lausanne, 2 mai (1794).

... J'ai quitté Zurich précipitamment, rappelée par le danger de ma mère ; sa maladie est mortelle, et j'espère bien peu que tu la retrouves vivante. Me voilà donc condamnée à renoncer à tout autre projet que celui de t'attendre ici ; tout autre rendez-vous devient impossible, mais je te conjure de hâter ton retour ici. Comment veux-tu que je croie à ce que tu veux bien me dire de ton intérêt pour mon bonheur si tu me fais rester ici, indéfiniment séparée de tous mes amis, et en butte aux persécutions continuelles d'un gouvernement qui fait presque des visites domiciliaires dans ma petite maison près de Beaulieu pour savoir si je n'y reçois pas un malheureux constitutionnel ? C'est un genre de vie tout à fait impossible à supporter. Je veux bien ne pas aller à Londres, puisque c'est contraire à ta carrière politique, mais si tu veux que je vive, il faut me sortir de cet enfer. Les persécutions par dessus l'ennui m'ont portée à un tel degré d'horreur pour ce séjour que, sans hésiter un moment, je préférerais la mort à un an de plus. Donne-moi donc quelque chose de fixe sur ton retour, ou propose-moi, dans le Danemark, un établissement solide pour mes amis.

J'aimerais moins la Suède parce que, dans deux ans, cela

(1) Le comte de la Tour du Pin Gouvernet et sa femme, née Lucie Dillon, grands amis de Mme de Staël, avaient émigré en Amérique. Mme de la Tour du Pin Gouvernet a raconté ce séjour dans ses *Souvenirs d'une femme de cinquante ans*.

serait forcément fini ; mais il me semble qu'après ta conduite en Danemark (1) tu pourrais y avoir une maison et un village où mes amis pussent se nicher. ...

Il y a encore l'Italie où l'on pourrait passer l'hiver en revenant les étés voir mon père. Enfin ce que je déteste c'est l'incertitude ; mon âme et ma personne ont besoin de se reposer quelque part. J'approuve tout à fait le traité que tu as signé ; mon père n'y voit qu'un secours donné à la France qu'il déteste avec raison ; moi je considère cette négociation uniquement comme Suédoise et je la trouve, sous ce rapport, aussi utile qu'honorable. Les termes d'ailleurs m'en paraissent aussi sages que nobles et j'aime que ton nom soit au bas de cette pièce historique. Mon horreur pour la France s'accroît chaque jour ; sais-tu le nom des victimes ? M. de Malesherbes, Mme du Châtelet (2), Mme de Gramont (3), toute la famille de M. de Malesherbes, des personnes de dix-huit à vingt ans. Ah ! les monstres ! Jamais l'histoire n'a rien offert qui puisse approcher de leurs crimes.

Mézeries (4) à Lausanne, ce 10 mai (1794).

Tu fais toujours des raisonnements, mon cher ami, sur mes lettres et je t'ai écrit le plus exactement du monde, mais une preuve certaine par exemple que toutes ne te sont pas parvenues, c'est que deux renfermaient deux lettres de Mathieu auxquelles tu aurais sûrement répondu si tu les avais reçues. Ce n'est donc point la peine que j'éprouve ni celle que je n'éprouve pas qui décide du nombre de mes lettres, car je te réponds toujours le lendemain de celle que j'ai reçue de toi. Ma mère est mieux, non de manière à croire qu'elle se guérira, l'hydropisie est trop invétérée, mais il peut être vraisemblable que sa maladie traîne encore fort longtemps. Comme il n'y avait pas une seule chambre pour moi dans la maison, j'en ai pris une à quelque distance de Beaulieu et j'y mène une vie fort triste et fort solitaire, à travers les défenses du gouvernement et les détails affreux de la maladie de ma mère ;

(1) M. de Staël avait fait un séjour en Danemark pour négocier un traité avec la Suède.

(2) Diane-Adélaïde de Rochechouart, duchesse du Châtelet.

(3) Béatrix de Choiseul, duchesse de Gramont (1730-1794).

(4) Mézeries était une petite maison de campagne, à une lieue de Lausanne, que Mme de Staël avait louée pour être près de ses parents installés à Beaulieu.

son caractère ou s'est altéré ou s'est développé, mais elle m'a repoussée de sa chambre et je n'ai pu la voir depuis quinze jours que je suis de retour ici. Je m'étonne de la constance de la haine, c'est le seul sentiment durable dans la nature.

Les Autrichiens ont de grands succès du côté du nord ; les émigrés ne doutent pas de la contre-révolution, et c'est la première fois peut-être qu'elle a quelque vraisemblance. Pendant ce temps Turin est fort menacé, et le roi des marmottes est très inquiet depuis qu'il est réveillé ; ce qui est vrai, c'est que si les Autrichiens arrivent à Paris comme on peut le croire, à présent qu'ils ont pris Landrecies, tout ce qu'on aura fait à Turin n'aura aucune suite. Les jacobins sont atroces, le régime qui leur succédera sera absurde ; je ne vois que des peines diverses à supporter. J'ai toujours mon même but, c'est un lieu tranquille où les personnes qui s'aiment et qui ont une opinion semblable, — ce qu'il faut compter pour beaucoup dans les temps de fanatisme, — puissent en paix se réunir. T'ai-je dit que Gouvernet et sa femme sont en Amérique ? Sans toi, je serais décidée à ce parti. Mon père n'a besoin de personne ; il vit de lui. Mais tant que tu veux bien me dire que je te suis nécessaire, je t'attends pour décider de mon sort, mais fais-moi le plaisir de hâter le moment de ton retour. Depuis un an que je suis en Suisse *uniquement* pour te plaire, je trouve qu'il serait temps que tu vinsses me sortir de ce couvent : c'est absolument l'effet que ce pays produit sur moi, et je prends ces hautes montagnes pour des grilles qui séparent du reste de la nature.

Tu me fais une singulière question sur nos rapports futurs ensemble ; je n'ai ni liens ni volontés qui me séparent de toi, mais il est tout à fait impossible de se prévoir à cet égard, et ce sont les circonstances et la présence qui peuvent seules en décider. Tu es à peu près le premier homme, à ce que je crois, qui ait imaginé de faire une telle question par la poste.

Signeul (1) est à Paris et tu ne me l'as pas mandé, et tu ne l'as chargé d'aucune commission relativement aux affaires de mon père ; tu devrais bien au moins lui dire de te rapporter trois romans de moi, *Adélaïde*, *Pauline* et *Mirza*, que Gambs (2)

(1) Attaché à l'ambassade de Suède à Paris.
(2) Pasteur de l'église de Suède à Paris.

possède dans son hôpital et que je voudrais bien qui ne fussent pas perdus. Mathieu attend toujours avec reconnaissance les 100 livres que tu lui promets ; il les destinait d'abord à son père, mais comme il ne possède plus rien au monde, je ne sais pas bien s'il ne sera pas obligé de s'en servir pour faire sortir sa mère. J'envoie sans cesse à Paris pour tâcher de faire sortir Mme de Poix (1) et Mme de Simiane (2) et je n'ai pu encore réussir à rien. Tâche d'arriver avec un plan solide et doux pour moi et mes amis, à commencer par ce pauvre évêque que je regrette à tous les instants davantage, comme le plus aimable et le plus persécuté.

MORT DE Mme NECKER

La mort de Mme Necker n'atteignit pas profondément Mme de Staël ; leurs rapports avaient toujours été tendus. La passion que l'une et l'autre ressentaient pour M. Necker amenait entre elles une sorte de rivalité, et Mme Necker s'était beaucoup aigrie dans les dernières années. Necker, absorbé dans sa douleur, veilla sur le cercueil qu'il conserva trois mois à Beaulieu avant de le transporter à Coppet. Mme de Staël date les lettres suivantes de Lausanne (Beaulieu était aux portes de Lausanne), mais nous pensons qu'elle résidait principalement à Mézeries où elle se trouvait plus libre. Sa correspondance marque une grande agitation. Elle est bouleversée par les excès de la Terreur en France et de la petite Terreur qui sévit à Genève. Dominante est la préoccupation de sauver ses amis.

Lausanne, 14 mai (1794).

Hélas ! mon cher ami, je ne croyais pas avoir si tôt à t'annoncer la mort de ma pauvre mère ; ce matin, elle est expirée dans les bras de mon père. Il est malheureux et courageux ; je vais le soigner de toutes mes forces, mais tu sais combien, hélas ! il a de peine à aimer tout ce qui n'est pas elle. Je n'ai point pris d'engagement avec lui, parce que je ne crois pas qu'aucun de nous trois fut heureux d'être inséparable ; mais, jusqu'à ton arrivée, mes plus tendres efforts lui seront prodigués ; alors, nous ferons des plans pour l'avenir. J'espère que Meister s'attachera à mon père, qu'il s'entou-

(1) Anne-Louise de Beauvau, princesse de Poix (1750-1834).
(2) Diane-Adélaïde de Damas, comtesse de Simiane (1761-1835).

rera de manière à être heureux en Suisse puisqu'il paraît vouloir s'y fixer à jamais. Il attache au tombeau de ma mère le même genre de superstition et d'empire qu'elle avait elle-même pendant sa vie. J'ai à peine un instant pour t'écrire. Je t'en prie, pense à revenir, pense à l'Italie et lis les atroces listes que le bourreau de Robespierre nous donne chaque jour. Je désire l'Amérique, je désire un autre monde pour être plus loin de celui-ci. Adieu.

Lausanne, ce 8 juin 1794.

Je veux, à compter d'aujourd'hui, numéroter tes lettres et les miennes pour te prouver que je n'ai jamais manqué à te répondre le lendemain du jour même où j'ai reçu une lettre de toi. Il presse extrêmement que tu te décides à venir en Suisse ; notre fortune l'exige plus que jamais ; mon père avait mis vingt-deux mille livres de rentes viagères sur la tête de ma mère et la mienne ; par sa mort, la loi de France même me les donne. Il importe que tu viennes les réclamer ; si, positivement, il fallait renoncer à la fortune de mon père en France, tu aurais toujours quatre cent mille livres à réclamer. Il faut aussi penser à placer ma dot en Amérique ; ainsi tous nos intérêts te rappellent ici où le voisinage de la France te donne plus de facilité pour les traiter. Mais, de grâce, dis-moi sincèrement si tu comptes revenir ou si tu veux de mois en mois te promettre pour enchaîner tous mes projets. Cette dernière lettre te promet pour le mois de juillet ou bien jusqu'aux premiers jours d'août. Je ne forme pas un projet, mais ne prolonge pas la suspension par delà ce terme.

Je n'ai aucune répugnance pour le Nord et, en particulier, pour le Danemark dont les principes politiques me paraissent si sages que je le crois le pays le plus stable de l'Europe, mais tu ne m'y veux pas sans doute puisque tu me dis que mes amis y seraient mal vus. Cela est tout à fait *contraire* aux nouvelles que j'ai. A Altona, dans le Holstein, et partout dans le Danemark, on dit que les étrangers s'établissent sans aucune espèce de difficulté. Il ne s'agit pas pour eux d'un accueil plus ou moins flatteur dans la société où ils n'iront pas, mais d'un asile matériel. Au reste, ce que j'ai vu de Danois et ce qu'ils m'ont dit de leur pays me ferait croire que sa couleur est précisément constitutionnelle. Au reste,

sur cet établissement comme sur tout autre, la condition *expresse* de ne pas abandonner des amis malheureux une fois remplie, tu décideras comme tu voudras. Il y a sûrement beaucoup de générosité dans cette manière de me laisser libre de mes actions, mais un degré de plus cependant serait de discuter avec moi notre situation réciproque. L'Angleterre ne te convient plus ? Eh bien ! laissons de côté ce projet, du moins pour un séjour. Alors, formes-en un autre qui me réunisse à toi et à mes amis. Il me serait doux de croire à ton sentiment pour moi, mais te décide-t-il à aucune démarche positive ? Cette liberté, que tu me laisses en ne t'aimant pas, je l'aurais toujours. Ce qu'il me faut, ce dont mon cœur a besoin, c'est un moyen de conciliation entre ses diverses affections et tu ne m'en présentes aucun. Tu m'indiques sans cesse mon sentiment pour M. de N... (1). Depuis un an, par condescendance pour tes désirs, je reste séparée de lui ; ce n'est donc pas de l'amour qu'un tel sentiment, et puisque mon attachement pour lui subsiste encore après une si longue absence, il est indestructible. Dans des degrés différents, je suis de même pour Mathieu (2) et l'évêque (3), et je ne sais personne qui attache à l'amitié et au malheur un sens aussi étendu que moi. Je croirai donc que tu veux de moi quand tu te seras approché franchement et simplement de ces questions. Jusque-là, je serai touchée de tes douces phrases, mais je n'y verrai point une résolution forte de se réunir à moi pour la vie.

Je crois toujours à la résistance invincible des Français d'après les nouvelles que rapportent les voyageurs. Je te demande en grâce de me répondre un peu positivement sur ton retour.

Lausanne, ce 26 juin 1794.

Ton obligeant envoi pour Mathieu, mon cher ami, est arrivé dans un moment où il avait bien besoin de tous les soins de l'amitié ; son frère (4) vient d'être exécuté, sa mère

(1) Le vicomte de Narbonne.
(2) Mathieu de Montmorency.
(3) Talleyrand.
(4) Le frère de Montmorency était l'abbé de Laval. Sa femme, née Hortense de Luynes, et sa mère, la vicomtesse de Laval, échappèrent à la guillotine. Cette dernière vint en Suisse ; on a dit qu'elle avait favorisé la liaison de Mme de Staël

est transférée à Paris dans une prison ; sa femme y était déjà. Je ne sais pas sur la terre un être plus malheureux et il ne vivrait pas s'il était abandonné par nous. Il t'écrira quand sa tête sera remise, car en vérité elle est troublée dans ce moment, par l'excès de la douleur passée et de la crainte à venir. Comme dans la jeunesse on sent tout plus vivement, Mathieu est plus déchiré mille fois que ne l'a été mon père ; le malheur se proportionne aux forces pour souffrir. Je me désole de ce que tu ne veux pas dire un mot sur l'époque de ton retour ; je défie que ta présence soit aussi nécessaire à Copenhague qu'elle le serait à notre fortune ici, sans parler du sentiment...

L'évêque d'Autun est arrivé heureusement à Philadelphie ; on l'y a reçu avec transport. Quel bon pays que celui-là ! Gouvernet et sa femme sont aussi arrivés à Boston, mais avec 200 louis pour toute fortune. Quel désastre et c'est sur toute l'Europe qu'il s'étendra ! Il n'est plus permis de s'arrêter dans les conjectures, le plus difficile est fait. M. de Narbonne me mande qu'il doit s'embarquer le 13 juin pour La Haye et de là arriver ici ; si cela est, je n'en serai pas moins à tes ordres pour les projets futurs ; il est temps qu'il suive ma vie, mais il faut absolument que pour nos affaires de France tu viennes ici. Demande un congé au Duc, ne fût-il que de trois mois, nous retournerions après... Auguste, en prenant de ma ressemblance, perd beaucoup de sa beauté, et Albert, en prenant de la tienne, devient le plus beau des enfants des hommes.

Ce 1er juillet (1794), Lausanne.

Tu m'as écrit une fort aimable lettre, mon cher ami, mais il ne s'ensuit pas que tes incertitudes sur ton arrivée ici ne soient extrêmement pénibles. Je ne pourrai pas rester en Suisse, quelque envie que j'en eusse ; les persécutions qu'on fait et fera éprouver à tous mes amis le rendront impossible et qu'est-ce que je deviendrai, si tu n'es pas ici ?

Voilà cette campagne finie pour les coalisés et ces atroces Français feront peut-être beaucoup plus que se défendre, mais as-tu vu les effroyables listes de leurs crimes ? C'est à présent quatre-vingts ou cent personnes par jour qu'ils

et de Benjamin Constant pour reconquérir Narbonne qu'elle aimait depuis longtemps.

immolent : la duchesse de Biron (1), le maréchal et la maréchale de Mouchy (2). Ah ! si les rois, au lieu de faire de cette guerre une coalition royale, avaient seulement demandé la croisade des hommes contre les tigres, qui aurait pu s'y refuser ? M. d'Erlach m'écrit une fois par semaine pour me faire des plaintes du gouvernement suédois. Tantôt il devait se joindre aux Français, une autre fois il sera dévoré par la Russie ; Naples en qualité de royaume frontière va l'envahir. Enfin il me semble que les Suisses ont bien de la peine à concevoir la neutralité ; ils y sont cependant extrêmement fidèles ; ils viennent de renvoyer Théodore de Lameth, parce que M. Barthélemy (3) s'est plaint qu'il cherchait à soulever le Jura ; heureusement pour mes amis et moi qu'il est resté à Nyon et que nous n'avons aucun rapport même apparent avec lui.

Ce 3 août (1794), Lausanne.

J'ai enfin reçu, mon cher ami, une lettre de toi de Stockholm. Je ne comprends pas comment tu peux trouver une seule raison pour rester en Suède cet hiver. Quand même la Russie ferait la guerre à la Suède, il me semble que c'est encore ici que tu pourrais être le plus utile à ton pays. La nouvelle révolution (4) qui vient d'arriver en France a mis des scélérats pour leur intérêt à la place d'un scélérat pour pur amour du crime. On croit assez généralement que les hommes actuels sont très aisés à influencer. Ta présence en Suède n'ajoute pas un vaisseau à la flotte ni un régiment à l'armée, et il n'est pas bien sûr que ce ne soit pas ici qu'on peut gagner des batailles contre les Russes ; en vérité, c'est la raison qui m'inspire. J'ajouterai que rien ne pourrait me faire une peine plus sensible. Si ce mot, qui autrefois eût été tout-puissant sur ton cœur, ne peut plus suffire, je te représenterai, au nom de tes enfants, que jamais notre fortune n'a eu plus besoin de ta

(1) Amélie de Boufflers (1751-1794), femme d'Armand-Louis de Gontaut-Biron, duc de Lauzun et de Biron.

(2) Le maréchal de Mouchy (Philippe de Noailles, duc de Mouchy, 1715-1794) et la maréchale, née Claude-Louise d'Arpajon (1729-1794), montèrent sur l'échafaud le même jour.

(3) François de Barthélemy (1750-1830), ambassadeur de France auprès de la Diète helvétique.

(4) Le neuf thermidor.

présence. Mon père, d'après mes sollicitations, voudrait me transporter le titre de ses terres dans le pays de Vaud ; il faut pour cela des contre-lettres de toi et de moi. Je te prie de m'envoyer et ta production et *mon droit de cité* dans l'endroit où tu es citoyen ; on demande ces deux pièces à Paris pour réclamer ma rente et surtout le droit de cité. Il faut faire déclarer que, suivant les lois de Suède, je suis citoyenne d'Ostrogothie, du pôle si tu veux, pourvu que toute qualité de française, de genevoise, soit effacée par le nom de suédoise. Certes je suis bien heureuse de pouvoir prendre ce titre, ces infâmes Genevois assassinent à la française, cette singerie tigre mérite le mépris comme complément de la haine. Mon pauvre oncle (1) n'est point encore relâché et tous les jours ils désignent une nouvelle victime ; on nous rassure sur lui, mais est-ce que le crime de la démocratie peut avoir des degrés ? Est-ce que vous ne sentez pas à Stockholm que la terre tremble ? On est inquiet pour la Suisse depuis la mort de Robespierre qu'on disait son protecteur. On parle de renvoyer tous les émigrés et cet excellent Mathieu n'a pu encore obtenir un asile avoué. M. de Narbonne, au contraire, a été traité comme le bienfaiteur de la Suisse, et toutes les permissions du monde lui sont accordées. En vérité, ma vie sera misérable, si tu ne viens un peu la décider.

23 décembre 1794.

Je t'ai écrit hier à Zurich, mon cher ami, et loin de répondre à ton silence, j'ai tâché d'oublier, sur une petite lettre de toi datée de Hambourg, trois mois du plus complet oubli. Au moment de te revoir, il faut tâcher d'en effacer le souvenir. J'aurais été au-devant de toi, si l'on n'assurait pas que tu vas à Bâle. J'attends toi ou une lettre qui m'indique où je puis te voir avec une vive impatience. Je suis à Mézeries et toute la colonie recevra toi et ton ami avec une sincère joie. Je préparerai une harangue à l'honneur de tes négociations, si j'en ai le temps ; je ne sais pas si elles seront heureuses, mais secrètes tu peux t'en vanter. Nos enfants se portent bien. Adieu, mon cher ami, adieu.

(1) Louis Necker de Germany (1730-1805).

BENJAMIN CONSTANT

En effet, M. de Staël est tout occupé de rétablir entre la Suède et la France les relations diplomatiques rendues plus aisées depuis la fin de la Terreur. Il va à Bâle, Berne, Zurich, a des entrevues avec Barthélemy (1) et Mallet du Pan. Lors de son court séjour à Mézeries, il a dû se trouver en communion d'idées avec sa femme; tous deux souhaitent la reconnaissance de la République et la paix en Europe.

En fin d'année, Mme de Staël rédige sa fameuse brochure, *Réflexions sur la paix, adressées à M. Pitt et aux Français*, qu'elle a fait imprimer à la Neuveville, dans un établissement clandestin où travaillent François de Pange et Mathieu de Montmorency. M. de Staël part pour la France au début de février et réintègre l'ambassade de Suède. Sa femme brûle de l'y rejoindre, mais il ne paraît pas pressé de la voir arriver.

24 février 1795.

... Je m'ennuie profondément dans ce pays ; à Coppet, une opposition très vive entre mon père et moi jette un froid extrême entre nous, et les insipides plaisirs de Lausanne me fatiguent sans m'intéresser.

... Tu me demandes de te parler de Constant (2) ; il m'a dit qu'il t'avait écrit. Il est toujours très bon, très dévoué à moi ; mais tu as dû voir que je suis à mille lieues d'un sentiment qui ne soit pas de la simple amitié, et même avec toi je n'ai jamais caché le degré de mes affections. Je ne crois pas avoir en ma vie trahi en rien la vérité. Il pense à me précéder en France, si cela pouvait m'être utile.

1er mars 1795.

Il faut, mon cher ami, que je me serve d'une occasion sûre pour te développer tout à fait mes sentiments sur mon voyage en France. Tu me ferais excessivement de peine si tu sacrifiais à une convenance diplomatique ce qui est véritablement

(1) Barthélemy dirigea les négociations qui amenèrent la paix avec la Prusse et l'Espagne.

(2) C'est la première fois que nous voyons apparaître dans ces lettres le nom de Benjamin Constant. Mme de Staël avait fait sa connaissance en septembre 1794.

mon bonheur, et mon cœur ne pourrait qu'être blessé de te voir chercher toujours des motifs de m'éloigner, quand depuis deux ans je reste dans un pays qui me déplaît sous tant de rapports, à attendre que tu veuilles bien me relever de cet exil. Il n'y a plus l'apparence d'un danger à aller en France ; ce serait donc uniquement une sorte d'embarras de moi qui te donnerait de la répugnance à m'y voir... Tu sais tout comme moi que, dans ta position, tu peux donner mille raisons pour ou contre un parti ; mais, si tu étais à ma place, tu croirais, tout comme moi, que ta manière de voir dépend toujours du désir, et tu te blesserais, tout comme moi, du peu d'empressement que tu me témoignes. N'en parlons plus ; je te connais assez pour être certaine qu'après t'avoir dit que mon bonheur était attaché à aller en France, à quitter ce pays, à te revoir, tu recevras de bon cœur ta femme et ton fils, et feras trêve à la politique par ces sentiments naturels.

M. G... te remettra une brochure (1) ; si tu es content, tu serais aimable de la faire réimprimer à Paris.

Adieu, mon cher ami ; dans six semaines je te reverrai ; ce plaisir sera bien vif si tu l'as d'avance partagé... Veux-tu me savoir positivement si la nièce de la citoyenne Montesson est remariée depuis son divorce ; j'ai très envie de le savoir. Pour nous, j'espère, mon cher ami, qu'il n'y aura ni divorce ni séparation, mais une bonne et douce union jusqu'à la fin de ma vie, et dans ton cœur après moi...

J'aurais quelque désir de te chicaner sur le peu d'envie que tu témoignes de me voir arriver. Il faut pourtant que tu t'y attendes pour le 1er de mai ; moi et le printemps nous arriverons ensemble.

Je suis, je l'avoue, extrêmement curieuse de la nouvelle France, et j'ai un peu de regrets que tu sois forcé de m'en soupçonner ; il est pourtant bien vrai que je n'aurais ni le courage ni le désir d'y aller, si je ne t'avais pas pour gardien et pour ami.

On s'impatiente fort ici du jugement des coupables et l'on se flatte d'un décret qui excepte les fugitifs du 31 mai ; les seuls exilés patriotes s'y trouveraient compris. Les trois autres volumes de Dumouriez paraissent ; j'en ai vu un exem-

(1) Cette brochure doit être les *Réflexions sur la paix.*

plaire où il m'appelle *la Circé des Feuillants*. Cela prouve au moins que j'ai changé mes amis en bêtes.

J'ai bien reçu les lettres si bonnes où tu m'appelais Minette, mais ce n'est qu'en les relisant que j'en ai senti tout le charme, et je crains bien encore qu'il m'en ait échappé. Ne te lasse pas cependant d'être bon pour moi, quoique mon étourderie m'ait empêchée de le sentir et de t'en remercier suffisamment. Nos enfants se portent bien ; tu sais que j'amène Auguste.

27 avril 1795.

... M. Juste de Constant, père de celui que tu as vu chez moi, homme d'esprit et fort persécuté jadis par Messieurs de Berne pour un régiment suisse qu'il commandait en Hollande, espère beaucoup plus de la justice hollandaise depuis le règne des Français, et va s'y rendre. Il est à Paris, il désire te voir Je te prie de le très bien traiter, c'est un homme d'abord distingué et puis très flatté quand on le traite bien. C'est si rare de pouvoir faire du bonheur avec des politesses qu'il ne faut pas manquer cette occasion-là. Je lui ai fait écrire que j'espérais en ma recommandation. Tu ne me démentiras pas, n'est-ce pas ? Il n'y a pas d'exemple que tu ne me répondes à aucune de mes demandes. Je t'ai envoyé une lettre de change de vingt-cinq mille livres pour retirer mes bijoux, pas un mot. Je t'ai prié de me dire si tu avais reçu une lettre d'Amérique, pas un mot. Ah ! que je suis en colère !

Voici à présent une affaire encore plus sérieuse. Tu vois que la Convention a décrété qu'on mettrait en loteries les maisons des émigrés à cinquante francs le billet. Tu sais que le décret même de la Convention, sous le règne tyrannique de Robespierre, ne mettait les biens de mon père qu'en séquestre. Ce n'est pas à présent, n'est-ce pas, que l'on peut craindre une injustice qu'on n'aurait pas même osé alors ? Cependant, veilles-y. Pour tout cela, il est, en vérité, indispensable que j'aille à Paris...

BARONNE DE STAËL.

(A suivre.)

LE RAJEUNISSEMENT DE LA FLOTTE MARCHANDE ET LA DÉFENSE NATIONALE

Le problème du rajeunissement des flottes de commerce se pose dans tous les pays maritimes du monde, et partout avec le souci de le résoudre tout autant en considération des nécessités de la défense nationale que des besoins économiques de l'heure. On s'accorde pour admettre comme un axiome, que le navire marchand est un instrument de guerre.

En certains de ces pays, et non des moindres, l'ère des tâtonnements, des commissions d'études ou des enquêtes est révolue et l'on y assiste à une rénovation de la flotte marchande conjuguée avec un accroissement considérable de la flotte militaire. L'an dernier, l'Italie, en même temps qu'elle annonçait la mise en chantiers de deux unités de ligne de 35 000 tonnes, de douze « explorateurs » dits « océaniques », — probablement croiseurs protégés de 3 500 à 4 000 tonnes, — et de quatorze sous-marins (1), a modernisé une partie de ses grands cargos en remplaçant leur appareil moteur par un appareil nouveau de puissance double. Elle a, en outre, mis à exécution un très important programme de constructions neuves.

(1) Depuis lors, le nombre de ces nouveaux sous-marins a été porté à 30 *au minimum*, qui seront très rapidement construits. Pour les « explorateurs », le délai imparti est inférieur à deux ans.

Le Japon, dont la flotte de guerre menace de dépasser la nôtre, en unités neuves, de près de 400 000 tonnes en 1941, a récemment lancé des pétroliers extra-rapides capables de filer 17 nœuds. Les États-Unis, parallèlement à l'exécution d'un programme militaire qui doit, en trois ans, porter leurs forces navales presque au niveau de celles de l'Angleterre, ont décidé la construction de soixante-trois navires rapides, dont une vingtaine de bateaux-citernes capables d'accompagner une flotte de bataille.

En France, les difficultés financières du moment, jointes à l'extrême lenteur de nos constructions navales, menacent de retarder l'œuvre de rénovation de notre flotte de commerce et de nous laisser, en cas de conflit, dans un état d'infériorité aussi périlleux pour notre sécurité nationale, — dont il ne faut pas séparer celle de notre empire, — que peu favorable au resserrement de nos amitiés ou de nos alliances.

La plus élémentaire prudence veut que nous ne comptions que sur nous-mêmes, que sur nos propres moyens, pour assurer le transport de plusieurs millions d'hommes à provenir de nos territoires d'outre-mer, les liaisons permanentes avec toutes les parties de cet empire et entre ces parties elles-mêmes, et pour remplir, au milieu de mille périls, une tâche aussi formidable que celle du ravitaillement de nos escadres, de nos armées et de notre population civile. Tâche formidable, en effet, et qui incombera à notre flotte marchande seule. Elle devra l'accomplir dans des conditions infiniment plus sévères que celles qu'elle a connues lors de la guerre mondiale, au cours de laquelle elle s'est acquis des titres de gloire équivalents à ceux de notre Marine militaire et auxquels l'amiral Lacaze a rendu un éclatant hommage dans son discours de réception à l'Académie française.

NOTRE FLOTTE MARCHANDE PENDANT LA GRANDE GUERRE

Au début d'août 1914, notre flotte de commerce, qui comprenait alors environ 400 000 tonneaux de grands voiliers d'acier, héritage de la loi du 30 janvier 1893 sur la marine marchande, s'élevait à un peu moins de 2 600 000 tonneaux bruts, dont 1 500 000 tonneaux de navires réguliers. Le législateur avait pensé que l'utilisation de cette flotte ne porterait,

en cas de guerre, que sur une catégorie restreinte de navires (1).

L'armement en croiseurs et éclaireurs auxiliaires de paquebots à grande vitesse avait été prévu. Les cahiers des charges relatifs aux contrats maritimes postaux assuraient la mainmise de l'État sur ces navires et le maintien à bord, dans les conditions de la loi du 2 mai 1899, du personnel existant en temps de paix et qui se trouvait militarisé (2). Ces paquebots, dont on avait, dès le temps de paix, préparé l'utilisation comme bâtiments de guerre, recevaient à la mobilisation une commission de navire d'État. C'est ainsi que furent « militarisés » les grands paquebots de la Compagnie générale transatlantique : *Lorraine*, filant 21 nœuds 9, *Provence et Savoie*, filant tous deux 22 nœuds 2, et qui, rattachés à la deuxième escadre légère, devaient puissamment contribuer au blocus de l'Allemagne ; — ceux de la Compagnie Fraissinet : *Corte II*, *Golo* et *Liamone*, d'une vitesse de 17 à 18 nœuds ; — ceux de la Compagnie Sud-Atlantique : *Burdigala* et *Lutetia*, filant l'un et l'autre 20 nœuds 5 ; — ceux encore de la Compagnie Fabre : *Gascogne* et *Saint'Anna*, filant respectivement 18 nœuds et 16 nœuds 8.

Certaines de ces vitesses, inférieures à 20 nœuds, semblent aujourd'hui bien faibles pour des navires armés en guerre et devant accomplir des missions militaires ; mais il faut observer que nos bâtiments de guerre étaient alors eux-mêmes infiniment moins rapides qu'aujourd'hui : les unités du type *Condé* ne dépassaient pas 20 nœuds et nos quatre *Kléber* donnaient à peine 17 nœuds.

En dehors de ces croiseurs et éclaireurs auxiliaires, la Marine marchande dut fournir de nombreuses unités, du tonnage le plus divers, pour jouer un rôle militaire. Ce furent, notamment, des yachts, — dont certains de grande vitesse (24 nœuds), — qui servirent comme éclaireurs auxiliaires ; d'autres grands paquebots, comme *France-IV*, de 23 666 tonneaux, qui furent transformés en navires-hôpitaux ; d'autres en transports auxiliaires d'escadre. Certains, d'un faible tonnage, furent employés comme « arraisonneurs » et des chalutiers de 500 tonnes comme « patrouilleurs ».

(1) René La Bruyère, *Notre marine marchande pendant la guerre.*
(2) H. Cangardel, *la Marine marchande française et la guerre.*

Parallèlement, un nombre considérable de navires se trouvèrent « réquisitionnés » pour les besoins du ravitaillement des escadres et pour les transports de troupes et de matériel de guerre. Dès le début de 1915, la proportion du tonnage réquisitionné n'était pas inférieure à 60 pour 100, tandis qu'elle n'atteignait que 40 pour 100 en Grande-Bretagne. Pétroliers, cargos et surtout charbonniers rivalisèrent de zèle et d'endurance dans l'accomplissement de leur mission, souvent périlleuse, de ravitailleurs. Quant aux navires affectés aux transports de troupes et de matériel, leurs états de services, que nous empruntons à l'ouvrage déjà cité de M. Henri Cangardel, sont d'une prodigieuse éloquence : *3 millions 342 000 hommes transportés du début des hostilités au jour de l'armistice*, sans compter le matériel militaire et les approvisionnements.

Une semblable activité s'exerçant au milieu de dangers incessants, aggravés bientôt par les attaques sournoises des sous-marins allemands, devait infailliblement entraîner d'énormes pertes. Ces pertes s'élevèrent, pour notre seule marine marchande, à 1 million 133 226 tonneaux, dont 925 970 perdus par faits de guerre proprement dits et 207 256 disparus par fortune de mer (1) : pertes que nos chantiers de construction, qui avaient dû, dès le début des hostilités, abandonner la plupart de leurs travaux en cours, furent dans l'impossibilité de compenser dans une mesure appréciable.

Ces pertes, qui, pour l'ensemble des flottes de commerce des pays alliés, atteignirent le chiffre formidable de 17 millions de tonneaux, permettent de mesurer la prodigieuse intensité des transports maritimes au cours de cette période tragique et le rôle de premier plan qu'ils n'ont cessé d'y jouer.

Et, en fait, dès les premiers mois de guerre, la nécessité d'assurer le ravitaillement des armées, des populations civiles et des fabrications de guerre avait fait passer, chez nous comme chez nos alliés, la politique des transports maritimes au premier rang des préoccupations du gouvernement. A l'automne de 1917, sous la double pression des pertes subies et des besoins considérablement accrus, un mutuel désir de coordination devait s'affirmer dans ce domaine par la création,

(1) De Rousiers, *les Grandes industries modernes*, tome IV.

quelque peu tardive, du reste, du « Conseil interallié des transports maritimes ».

LES LEÇONS DE LA GUERRE

« On ne peut sans la mer soutenir la guerre », déclarait en 1626, devant les notables assemblés, le cardinal de Richelieu. Une expérience de plus de deux siècles, illustrée par les exploits légendaires des Duguay-Trouin, des Jean Bart, des Surcouf, devait confirmer cette vue de génie. Mais, vers le milieu du siècle dernier, le mouvement de généreuse idéologie qui, s'inspirant des formules de Grotius et de Vatel, se proposait d'humaniser la guerre en lui donnant un statut international, obtint de tous les pays civilisés, hors les États-Unis, l'interdiction d'armer en course les navires marchands : ce fut la célèbre Déclaration de Paris du 16 avril 1856. La grande République américaine justifiait son attitude par sa répugnance à imiter la politique ruineuse des armements maritimes permanents.

Il est remarquable que cette abolition de la course ait été proclamée dans le moment même où, par l'emploi de la vapeur et de l'acier, les progrès de la technique allaient doter le plus modeste *cargo-boat* d'une résistance, d'une vitesse et d'une faculté évolutive devant le rendre susceptible d'être utilisé en cas de guerre. D'ailleurs, jusqu'à la veille du conflit mondial, le souci de limiter les droits des États dans l'emploi de la violence en leur interdisant, en particulier, aussi bien sur terre que sur mer, d'user de moyens qui ne fussent justifiés par des nécessités militaires, n'avait cessé de s'affirmer dans les conférences diplomatiques, les conventions internationales et jusque dans les lois et règlements internes (1). Et il n'est pas moins remarquable que le droit des gens ait trouvé son expression la plus généreuse et la plus universelle dans le même temps où une science infernale s'employait à préparer, dans ses usines ou ses laboratoires, les

(1) Deuxième Conférence de la paix de La Haye et Convention du 18 octobre 1907 ; lois approbatives de ladite convention ; du 8 septembre 1910 sur le régime des navires de commerce au début des hostilités, la transformation de ces navires en bâtiments. Conférence navale de Londres et déclaration du 26 février 1909 ; décret du 18 octobre 1912 fixant les règles de la neutralité, etc.

plus imprévus et les plus barbares des engins de mort.

Illusion tenace et impéritie. Jusqu'au début des hostilités, une foi aveugle en la primauté du droit et en l'inviolabilité des pactes nous avait interdit toutes prévisions à l'endroit des problèmes qu'allaient poser aussi bien le reniement par l'Allemagne de sa signature, et ses violations délibérées des règles les plus élémentaires du droit international, que l'ampleur comme la durée de cette conflagration européenne.

En particulier, oublieux de l'avertissement prophétique du grand Cardinal, nous n'avions pas prévu que de la maîtrise des mers allait dépendre, une fois de plus, le destin des armes, ni que la marine marchande, de son plus majestueux paquebot à son plus humble bateau de charge, devait jouer un rôle éminent dans la conquête et le maintien de cette maîtrise.

L'infériorité de notre flotte commerciale à la fin de 1913 permet de mesurer notre regrettable imprévision. Son effectif comprenait seulement 47 pour 100 de tonnage en vapeurs de moins de dix ans. Nous avions 26 pour 100 de vapeurs de dix à vingt ans, 15 pour 100 de vingt à trente ans, 9 pour 100 de trente à quarante ans, et près de 3 pour 100 de navires de plus de quarante ans. Nous ne possédions qu'un nombre restreint de paquebots importants et rapides. Ajoutez l'infériorité de nos ports tenant à l'insuffisance de bassins neufs et d'outillage perfectionné.

Force nous fut bien d'utiliser au mieux le matériel dont nous pouvions disposer. Nous avons rappelé les conditions dans lesquelles se fit cette utilisation. Ce fut, ici comme ailleurs, une improvisation à peu près continue. Mais, ce qu'il ne faut pas oublier, c'est l'écrasant tribut que, pendant plus de quatre ans, l'insuffisance de notre marine marchande nous a contraint de payer aux flottes commerciales neutres. Celles-ci ont assuré les deux tiers de notre ravitaillement en viandes et en céréales. Sans leur concours, — qui a pesé si lourdement sur notre économie, — nous n'aurions pas pu « tenir » : ce qui revient à dire que nous aurions perdu la guerre.

Quel enseignement devons-nous tirer de cette longue et sévère expérience ?

C'est que, tout d'abord, à notre époque où un conflit armé met aux prises, tout autant que leurs forces militaires,

les potentiels de résistance morale et économique des peuples, aucun État, ni groupe d'États, ne peut se flatter de soutenir avec succès une guerre terrestre, s'il ne s'assure et ne conserve la maîtrise à peu près absolue des mers.

C'est, en second lieu, que cette maîtrise doit s'entendre d'une suprématie engendrant une sécurité telle que les forces navales ennemies ne puissent entreprendre, sans risque de répression immédiate, aucune action massive ou isolée, soit en surface, soit en plongée, et que les navires marchands battant pavillon national ou ami soient à même d'assurer, sur les routes efficacement protégées, les multiples services qui leur incombent.

C'est enfin que *la marine marchande doit être, dès le temps de paix, rendue apte au rôle éminent qu'elle est appelée à jouer du début à la fin d'un conflit, suivant les qualités propres à ses diverses catégories d'unités* : celles-ci devant coopérer, comme auxiliaires des flottes de combat, à la conquête et au maintien de la maîtrise des mers, c'est-à-dire des routes maritimes ; celles-là devant pourvoir au ravitaillement des escadres ; d'autres, aux transports de troupes et de matériel ; d'autres enfin, — et ce n'est pas leur moindre tâche, — au ravitaillement des armées, des usines de guerre et des populations civiles.

Il est donc juste de dire, avec M. René La Bruyère, qu'un cargo « est un véritable instrument de guerre », au même titre qu'un paquebot destiné à servir comme croiseur auxiliaire. Or, c'est principalement au regard de ces navires de charge que se pose aujourd'hui le problème du rajeunissement de notre flotte de commerce.

ÉTAT ACTUEL DE NOTRE FLOTTE MARCHANDE

Comment donc se présente cette flotte dont on s'accorde à réclamer la reconstitution et le rajeunissement ? Quels en sont les divers éléments ? Leur vitesse ? Leur âge respectif ?

Nous distinguerons entre les paquebots, les paquebots mixtes, les « cargos » proprement dits, les cargos mixtes, les cargos fruitiers, les navires-citernes et les charbonniers.

Paquebots. — Nos paquebots représentent, en chiffres ronds, environ 980 000 tonneaux bruts. Leur vitesse en ser-

vice varie, suivant les unités, de 16 à 29 nœuds. Ceux de l'Extrême-Orient et Madagascar filent en moyenne 16 à 18 nœuds, à l'exception du *Pasteur*, récemment construit, et dont la vitesse pourra dépasser 24 nœuds. Les paquebots de la Méditerranée réalisent en moyenne 18 à 19 nœuds ; ceux des lignes de l'Atlantique-Nord ont une vitesse moyenne de 20 nœuds, mis à part les « superpaquebots » qui, comme *Ile-de-France* (24 nœuds) et surtout *Normandie* (29 nœuds), sont, si l'on peut dire, « hors série ».

Cette flotte de paquebots ne le cède en rien, comme on le sait, aux flottes similaires de l'étranger. Dans son ensemble, elle est relativement moderne. Ses unités sont d'ailleurs démolies ou vendues dès que leur vieillissement ne permet plus de les laisser en service.

Toutefois, nous ne possédons pas, dans cette catégorie, assez d'unités capables de réaliser plus de 20 nœuds : allure *minima* à exiger de navires devant, en cas de guerre, soit servir d'auxiliaires à la flotte de combat, soit assurer le transport des troupes. Hors l'*Ile-de-France*, le *Normandie* et le *Pasteur*, notre flotte de paquebots rapides ne comprend encore que six unités dépassant 20 nœuds : les deux *Ville-d'Oran* et *Ville-d'Alger* (23 nœuds et plus) ; les trois navires de la Compagnie mixte, *El-Kantara* (21 nœuds), *El-Mansour* (22 nœuds 5), *El-Djézaïr* (22 nœuds 75) ; et le *Chella* (22 nœuds 5) de la Compagnie Paquet (1).

Paquebots mixtes. — Destinés à la fois au transport des marchandises et des passagers, les navires de cette catégorie, en nombre restreint, — vingt unités, — représentent 131 000 tonneaux. Seize d'entre eux réalisent, en service, une moyenne de 15 à 16 nœuds et plus : ce qui les rend plus particulièrement aptes au transport des marchandises de valeur ou nécessitant un acheminement accéléré.

Cargos proprement dits. — Nous ne rangeons dans cette catégorie que les navires de commerce destinés au transport des marchandises diverses, à l'exclusion, par conséquent, des navires de charge ayant une affectation spéciale, tels que cargos fruitiers, cargos charbonniers, etc. ; et nous ne tenons compte que des unités de plus de 1 000 tonneaux.

(1) A cette liste, on pourrait ajouter le *Champlain*, de la Compagnie générale transatlantique, qui peut donner une vitesse maxima de 20 nœuds 90.

Or, parmi ces cargos « purs », on n'en compte que vingt susceptibles de filer en service plus de 14 nœuds : soit quatorze à vapeur représentant 85 945 tonneaux et six à moteur totalisant 36 919 tonneaux. Aucun d'eux n'atteint 16 nœuds sous charge.

Tous les autres ont une vitesse inférieure à 14 nœuds et leur allure moyenne en service n'est que de 8 à 10 nœuds.

Notre flotte de charge est donc composée, en immense majorité, d'unités extrêmement lentes. Ce défaut de vitesse s'explique par leur âge avancé, puisque 75 pour 100 ont plus de quinze ans. Ce qui revient à dire que, dans son ensemble, notre flotte de cargos est composée de navires que leur trop faible vitesse devrait, en temps de guerre, faire exclure des convois, théoriquement parlant, et si l'on admet que, pour satisfaire aux exigences stratégiques, l'allure de ces convois devra être réglée à seize nœuds au minimum.

Cargos mixtes. — Ce sont essentiellement des navires de charge qui ont reçu des aménagements appropriés au transport d'un certain nombre de passagers. Nous n'en possédons qu'une dizaine filant de 14 à 15 nœuds.

Cargos fruitiers. — Sous cette rubrique se rangent des navires spécialement construits pour le transport des fruits en cales réfrigérées et ventilées. On les désigne communément sous le nom de « navires bananiers ».

Cette flotte, extrêmement jeune, puisque l'âge moyen de ses unités n'atteint pas cinq ans, se compose de vingt-huit navires en service, d'un tonnage unitaire moyen de 3 800 à 4 500 tonneaux bruts. Tous filent plus de 14 nœuds ; certains dépassent même 17 nœuds.

Navires-citernes (pétroliers). — Dans son ensemble, notre flotte de « pétroliers » peut être qualifiée de moderne, puisque l'âge moyen des cinquante-huit unités qui la composent actuellement est de huit ans. Cet âge moyen est même notablement inférieur, si on l'établit d'après le tonnage, les derniers navires-citernes construits étant de capacité bien supérieure à celle de leurs devanciers. C'est ainsi que l'*Émile-Miguet*, d'une jauge brute de 13000 tonneaux, porte 21 300 tonnes de pétrole.

Malheureusement, la vitesse de ces navires, dont le rôle en temps de guerre exigerait une activité considérable, ne dépasse pas 12 nœuds en service.

Charbonniers. — Notre flotte charbonnière a vu son tonnage s'amenuiser progressivement depuis 1931. A cette époque, elle totalisait 154 navires d'une jauge brute de 413 000 tonneaux et d'une portée en lourd de 638 000 tonnes. Aujourd'hui, elle ne compte plus guère en service que quatre-vingts unités dont la portée en lourd n'atteint pas 345 000 tonnes. Quant à leur vitesse moyenne, elle ne dépasse pas 9 à 10 nœuds.

Il est juste de dire que l'armement charbonnier est le premier à réclamer la reconstitution de sa flotte par l'adoption d'un type de navire de moyenne capacité et capable de filer sous charge 12 à 13 nœuds.

On retiendra de cet exposé sommaire que si nos paquebots, nos paquebots mixtes et nos navires fruitiers constituent, en partie, des flottes relativement modernes et dont la vitesse moyenne en service atteint et même dépasse la vitesse de 16 nœuds considérée comme requise par les nécessités stratégiques, en revanche, aucun de nos navires de charge ne peut réaliser une pareille vitesse. Certains, en très petit nombre et ne représentant guère que 123 000 tonneaux, peuvent presque réaliser cette allure ; mais l'immense majorité ne peut dépasser 12 nœuds et ne réalise effectivement qu'une moyenne de 8 à 10 nœuds.

L'extrême vétusté de nos navires de charge explique la lenteur de leur allure. Leur âge moyen est aujourd'hui d'environ dix-huit ans. Sur un peu plus de 700 000 tonneaux représentés par nos cargos de plus de quinze ans, 172 255 tonneaux ont été construits avant 1917 et 421 777 de 1917 à 1921.

Il ne faudrait pas s'imaginer d'ailleurs que nos paquebots et nos paquebots mixtes soient, dans leur ensemble, particulièrement modernes. La proportion des navires de cette catégorie âgés de plus de quinze ans atteint près de 56 pour 100.

En résumé, on peut dire que, dans son état actuel, plus de la moitié de notre flotte de commerce, par sa vétusté et la faible vitesse de la plupart de ses unités, serait, en temps de guerre, inapte à assurer dans des conditions satisfaisantes, — malgré le zèle et l'abnégation de ses équipages, — les transports indispensables au ravitaillement de nos armées, de nos usines de guerre, de nos populations civiles. En d'autres

termes, la débilité de cette flotte est de tout près comparable à ce qu'elle était en août 1914 et, de même qu'alors, cette débilité tient à la fois à son vieillissement excessif et à son insuffisance de tonnage en navires de charge.

Nous ne possédons en effet qu'environ 1 million 120 000 tonneaux de cargos de plus de 1 000 tonneaux : ce qui est très inférieur non seulement à nos besoins éventuels au cas de guerre, mais encore à nos besoins du temps de paix. A ce dernier point de vue, on doit dire que la France n'a pas une marine marchande digne de son empire, puisque en effet plus du tiers de nos produits coloniaux à destination de nos ports français est transporté par des navires étrangers.

RAJEUNISSEMENT ET VITESSE

Tout le monde s'accorde pour demander la reconstitution de notre flotte de charge.

« Il est bien certain qu'on ne peut plus attendre, écrivait déjà l'an dernier M. Gratien Candace (1). La machine parlementaire et gouvernementale est si lente à se mouvoir que des textes déposés depuis deux et trois ans sur le bureau des Chambres y demeurent sans avoir même fait l'objet d'un commencement de discussion, alors même qu'ils apportent des solutions à des problèmes aussi brûlants et aussi redoutables que celui qu'on traite ici. »

Même à la faveur d'un effort financier considérable et d'une activité exceptionnelle des chantiers de construction, il n'est pas possible de rattraper un retard de quatre ans, alors que nous ne sommes pas encore sortis de la période des études.

Ce n'est, en effet, que le 30 septembre 1937 que M. Henri Tasso, alors sous-secrétaire d'État à la Marine marchande, a adressé aux armateurs un questionnaire en vue de déterminer les types de navires à sélectionner pour une construction méthodique et standardisée. Le 23 décembre suivant, il créait un Comité d'études « chargé d'examiner la situation maritime française dans son état actuel, de fixer le domaine maritime exploité et de répartir rationnellement

(1) *Journal de la Marine marchande*. N° du 3 février 1938.

les grandes lignes maritimes en déterminant le matériel nécessaire de ces lignes ».

Il s'agit, en quelques mots, de répartir les divers trafics maritimes entre les Compagnies de navigation et de déterminer, pour chacun de ces trafics, les types de navires à construire. Cette standardisation permettrait une construction à la fois plus rapide et plus économique, et cette unification des types permettrait du même coup de réaliser, par catégories de navires, l'unification des vitesses qui, du point de vue qui nous occupe, serait grandement appréciable.

Il faut observer, en effet, que l'allure des convois se règle nécessairement sur la vitesse de l'unité la plus lente rentrant dans leur composition. A cet égard, l'uniformité de vitesses offrirait un avantage indiscutable. A supposer que l'un des bâtiments convoyés n'arrive à donner sous charge que sept ou huit nœuds, on peut se représenter les sujétions de toutes sortes en résultant pour les autres, contraints de se maintenir à vitesse réduite ou même à demi-vitesse, comme aussi pour les navires d'escorte en raison de l'accroissement des risques perpétuels d'attaque sous-marine.

Le sous-marin est, sans doute, lent en surface (13 nœuds) et plus lent encore en plongée (9 nœuds) ; mais, pour lui échapper, — s'il n'a pu être détruit après que sa présence a été décelée, — encore faut-il pouvoir marcher à une allure suffisamment supérieure à la sienne, afin de se mettre rapidement hors de la portée de ses engins : de là cette vitesse minima de 16 nœuds considérée comme répondant aux nécessités stratégiques.

Ce problème de la vitesse se pose, comme nous l'avons vu, pour la presque totalité de nos navires de charge ; mais il ne peut être question, évidemment, de doter tous les cargos à construire de machines assez puissantes pour leur permettre de filer en service 16 nœuds au minimum. Ce qui importe, c'est de nous constituer, à l'exemple d'autres pays, une flotte importante de navires de charge de fort tonnage capables de fournir cette vitesse. Quant aux autres unités nouvelles de cette catégorie, elles devraient être susceptibles de filer une moyenne de 13 nœuds, sans qu'il en résulte pour l'armement un surcroît appréciable de dépenses d'exploitation. Les machines modernes, dont ces nouvelles unités se trou-

veraient dotées, sont, en effet, à force égale, plus économiques que les anciennes.

Pour ce qui est des « pétroliers », appelés à jouer en temps de guerre un rôle de premier plan, leur nombre devra être considérablement accru. Notre flotte pétrolière actuelle ne peut assurer que 30 à 35 pour 100 de nos importations en combustibles liquides. Si l'on songe à la formidable consommation de pétrole et de mazout qu'une guerre exigerait, on ne peut mesurer sans angoisse l'extrême gravité du problème que pose une telle insuffisance d'outillage. Il n'en est pas qui exige une plus prompte solution. A peine est-il besoin d'ajouter combien il serait désirable que les progrès de la technique pussent permettre d'améliorer la vitesse des navires-citernes, qui ne filent que 12 nœuds. Tout au moins devrait-on prévoir la construction de quelques « tankers » de moyenne capacité susceptibles de donner 16 nœuds et plus, pour servir de ravitailleurs auxiliaires d'escadres. Le Japon ne vient-il pas de mettre à flot toute une série de pétroliers rapides ? Le dernier construit, le *Itukusima-Maru*, de 13 400 tonnes de portée en lourd, réalise la vitesse, en charge normale, de 19 nœuds 42.

L'effort de reconstitution qui s'impose, et qu'il n'est plus permis de différer, est donc considérable. Il est de l'ordre de grandeur d'au moins 200 000 tonneaux par an et devra se poursuivre, sans désemparer, pendant une dizaine d'années, avec nécessité immédiate de préparer la mise en chantier de 600 000 tonneaux à construire en trois ans. Le coût actuel de la construction pouvant être estimé en moyenne, — compte tenu des divers types de navires, — à 7 000 francs le tonneau, la dépense annuelle à engager ne sera pas inférieure, en chiffres ronds, à 1 milliard 500 millions.

Les événements actuels suffisent à nous indiquer l'orientation que nous devrons donner à cette œuvre de reconstitution. Sans qu'il puisse être question, pour notre pavillon, d'abandonner les grands courants de trafic transatlantique, il n'est que trop évident que nos premiers, nos plus urgents efforts devront s'exercer dans le cadre de nos liaisons avec l'empire, et, singulièrement, avec toute notre Afrique du Nord.

Au surplus, que cette reconstitution soit assortie d'un

plan de réorganisation d'ensemble de notre marine marchande, rien de plus rationnel, à la condition toutefois que l'intervention de l'État ne s'exerce pas hors des limites de sa fonction naturelle de protection et de coordination. « Renouveler le tonnage dans les conditions où on l'envisage dans les pays à économie libérale, c'est-à-dire par intervention de l'État, — écrivait M. Candace dans l'article précité, — entraîne à peu près obligatoirement les pouvoirs publics à prévoir en même temps une réorganisation des lignes et parfois de la structure même des Compagnies d'armement, dans la pensée d'améliorer le rendement de l'entreprise en même temps que celui de l'outil. »

L'aide financière de l'État ne doit pas dégénérer en nationalisation plus ou moins déguisée. Sans insister sur l'inaptitude foncière de l'État à gérer une entreprise telle que celle des transports maritimes dont l'activité, s'exerçant principalement sur le plan international, exige une infinie et constante souplesse, une pareille mainmise serait, particulièrement en France, d'autant plus inacceptable qu'en accordant son aide financière à l'armement libre pour le renouvellement de sa flotte, l'État ne fera rien de plus que de rétablir le juste équilibre qu'il a lui-même arbitrairement rompu en aggravant les frais d'exploitation des navires de charges et de sujétions sociales que ne connaissent pas les armements rivaux.

Il s'agit là d'une dépense productive au premier chef, puisqu'elle se traduira, non seulement par l'affermissement de notre puissance défensive, mais encore par la reviviscence de nos chantiers de construction comme de toutes leurs industries annexes, et par l'accroissement de l'activité pacifique de notre pavillon et de nos ports.

LE PROBLÈME DU FINANCEMENT ET CELUI DE L'AMÉNAGEMENT DES QUARANTE HEURES

Au cours de la discussion du budget de la marine marchande au Sénat, en décembre dernier, la question de la rénovation de notre flotte de commerce n'avait pu être que très brièvement évoquée par M. A. Rio, président de la commission de la Marine, sur la promesse de l'institution prochaine,

devant la Haute Assemblée, d'un large débat. Celui-ci a eu lieu les 14 et 16 février. Répondant aux interventions de MM. Hachette et A. Rio, auxquelles s'est jointe celle de M. Mario Roustan, le ministre de la Marine marchande, — qui s'était déjà déclaré « *tout à fait d'accord sur la nécessité de revoir tout ce qui concerne la loi de quarante heures dans l'esprit du décret du* 12 *novembre* », — a reconnu l'insuffisance manifeste du rythme auquel notre matériel naval est renouvelé, et dont les trois causes essentielles sont la cherté des constructions navales en France, la cherté de l'argent à long terme et l'exiguïté de la marge bénéficiaire de nos entreprises d'armement.

M. de Chappedelaine a affirmé indispensable la réalisation d'un programme *primitif* tendant à la construction d'au moins 500 000 tonneaux en trois ans, estimant, au surplus, que notre pays, dont le trafic maritime est le troisième du monde, se doit de posséder un tonnage de navires marchands capable de le faire passer au troisième rang, au lieu du septième qu'il occupe aujourd'hui.

D'ailleurs, pour marquer son souci de faire « un rapide démarrage » de nos constructions navales, M. de Chappedelaine a fait approuver tout récemment, par son collègue des Finances, un premier projet portant sur 100 000 tonneaux et dont le financement sera assuré, sans charges supplémentaires pour le budget, par un aménagement de la dotation actuelle du crédit maritime.

Cette question de financement exige, de toute évidence, une solution rapide, mais aussi une solution qui ne soit pas une simple solution d'attente, un simple « palliatif », comme toutes les mesures prises, depuis ces dernières années, en faveur de notre armement, et qui n'ont eu pour effet que d'empêcher des désarmements massifs sans permettre des mises en chantier appréciables. Il s'agit aujourd'hui, sous peine de déchéance irrémédiable, de construire *annuellement* 200 000 et même, s'il se peut, 250 000 tonneaux de navires, et de poursuivre cet effort pendant dix ans, sans désemparer.

En l'état de nos finances, il n'est pas possible de demander au budget de soutenir cet effort, pas plus qu'il n'est possible aux armateurs, — le ministre l'a reconnu, — de se procurer,

par voie d'emprunt, une masse de capitaux devant s'élever annuellement à 1 milliard 500 ou 1 milliard 800 millions de francs. Faciliter le « démarrage » de la reconstitution de notre flotte commerciale par un aménagement du crédit maritime susceptible de permettre la mise en chantier immédiate de 100 000 tonneaux, n'est pas une mesure à rejeter, mais à la condition qu'elle soit suivie, à très brève échéance, d'un plan définitif et complet de financement de nature à assurer dans son intégralité, et jusqu'à son terme, cette reconstitution.

C'est à l'État qu'il appartient de pourvoir à ce financement. Dans sa séance du 27 janvier dernier, le comité directeur de la *Ligue maritime et coloniale*, réuni sous la présidence de M. A. Rio, a émis le vœu « que des mesures soient prises d'urgence pour réaliser ce renouvellement en utilisant pour cet objet *le compte des investissements en capital de la Défense nationale* ».

Dans cet ordre d'idées, et en observant que ce renouvellement doit s'échelonner sur une dizaine d'années, il semble que le financement se trouverait facilité dans une intéressante mesure, si l'on s'avisait enfin d'obliger l'étranger à exécuter scrupuleusement les engagements contractés à l'égard de l'épargne française. On ne saurait trop relire et méditer les pages si substantielles que M. Albert Buisson vient de consacrer ici même à cette question (1).

« Le temps présent, écrit M. Albert Buisson, ne nous permet plus de longanimité. La France, si elle veut vivre, ne doit négliger aucun des postes de son actif. Il importe de ne pas laisser prescrire la créance de l'épargne française sur l'étranger... De 1880 environ jusqu'à la guerre, la France a investi à l'étranger près de 40 milliards de francs-or. *Sur la base des contrats d'emprunts, c'est environ* 16 *milliards de nos francs actuels que ces investissements devraient nous procurer chaque année.* Or, ne recevant que 3 milliards à peine, *c'est, en vérité, un déficit de* 13 *milliards que nous supportons annuellement.* C'est plus qu'il n'en faudrait pour assurer le rééquipement du pays... »

Plus qu'il n'en faudrait, peut-être, pour financer la

(1) *Revue* du 1[er] janvier 1939 : Albert Buisson, *l'Épargne française créancière de l'étranger.*

reconstitution de notre flotte de commerce. En tout cas, comment l'épargne française, rentrée en possession de tout ou partie de ses investissements à l'étranger ou en recevant régulièrement les arrérages convenus dans les contrats d'emprunts, se refuserait-elle à contribuer à cette œuvre de rénovation de notre marine marchande, alors que tous les pays, — et, singulièrement, les plus pauvres, — apportent au rajeunissement de leur flotte de commerce une hâte presque fébrile ?

LES LEÇONS DE L'ÉTRANGER

Rien de plus éloquent, à ce sujet, que les statistiques du *Lloyd's Register of Shipping*.

Elles nous apprennent qu'au cours de 1937, sur 1 101 navires d'un tonnage brut total de 2 millions 700 000 tonnes lancées dans le monde entier, la part de la France n'a été que de neuf navires jaugeant 26 544 tonneaux, dont deux vapeurs soviétiques d'ensemble 7 000 tonneaux : d'où il suit que *notre production s'est abaissée à moins de 1 pour 100 de la production mondiale.*

Notre situation, au cours de l'an dernier, n'a pas été plus reluisante. Au 1er octobre, nous n'avions sur cale que 78 425 tonneaux, alors que l'Allemagne en avait 382 781, le Japon 319 862, l'Italie 153 483. D'ailleurs, tandis que, pendant le troisième trimestre de 1938, la France ne figure dans la statistique des lancements que pour le chiffre dérisoire de 225 tonneaux, l'Allemagne s'y inscrit pour 130 540, le Japon pour 96 885.

Au 1er janvier de la présente année, nous n'avions en construction ou en achèvement, — abstraction faite du paquebot *Pasteur* déjà lancé, — que 59 800 tonnes de navires de commerce, dont un pétrolier de 18 500 tonnes.

Ces chiffres suffisent à démontrer, s'il en était encore besoin, l'affligeante carence de notre pays en même temps que les efforts considérables entrepris et poursuivis par les nations rivales pour le renouvellement de leur flotte de commerce. Ils soulignent notamment la remarquable activité des chantiers allemands qui, tout en exécutant des commandes massives pour l'étranger, n'en poursuivent pas moins les

travaux de rajeunissement de leur flotte nationale. Celle-ci qui, déjà l'an dernier, dépassait la nôtre d'environ un million de tonneaux, va prochainement se trouver accrue de 500 000 nouveaux tonneaux. Il n'est pas douteux que les nouvelles unités de la flotte commerciale allemande n'aient été étudiées en vue des nécessités stratégiques éventuelles, notamment sous le rapport de la vitesse.

D'ailleurs, comme nous le disions au début de cette rapide étude, on constate que, dans tous les pays appelés à jouer un rôle plus ou moins actif dans une nouvelle conflagration mondiale, l'effort de rajeunissement de la flotte de commerce se conjugue avec celui qui a pour objet l'accroissement et le perfectionnement de la flotte de combat. Les leçons de la Grande Guerre n'y sont pas oubliées : on n'y discute pas la fonction éminente qui serait, dans cette redoutable éventualité, dévolue à la marine marchande et l'on s'y applique à munir ses nouvelles unités, — ou du moins un grand nombre d'entre elles, — d'aménagements « spéciaux » et à les doter de qualités évolutives qui répondent visiblement à des préoccupations stratégiques.

Aux États-Unis, la Commision maritime, — qui a remplacé le *Shipping Board*, — dans le plan qu'elle a élaboré pour la reconstitution et l'accroissement de la marine marchande américaine, et dont l'exécution se poursuit avec une remarquable activité, a obéi ouvertement à des préoccupations de cet ordre, en recommandant la construction, pour les lignes transatlantiques, de paquebots de moyennes dimensions « capables, avec des équipages exercés et disciplinés, d'être utilisés éventuellement pour la défense nationale », ainsi que l'aménagement de navires filant 20 nœuds « en vue de leur utilisation comme porte-avions ou comme croiseurs ». D'ailleurs, les États-Unis veulent, en quelques années, posséder 500 nouveaux bâtiments de commerce « susceptibles de servir de navires auxiliaires en cas de guerre ».

Au Japon, dont nous venons de souligner l'activité prodigieuse en matière de constructions navales, c'est encore en prévision de leur rôle stratégique que sont construits et aménagés les nouveaux bâtiments de commerce. En dehors d'une série de pétroliers rapides filant de 17 à 19 nœuds et plus,

dont l'emploi éventuel comme ravitailleurs auxiliaires d'escadres ne fait aucun doute, on poursuit l'exécution d'un programme comprenant un grand nombre de cargos de fort tonnage capables de filer plus de 16 nœuds en service et dont la construction est obtenue dans des temps records. C'est ainsi que le *Kinka-Maru,* — cargo de 155 mètres et de 9 000 tonneaux, — dont la quille a été posée le 15 juin 1937, a pu être lancé le 11 novembre de la même année et entrer en essais le 28 février 1938. Ce navire, d'une portée en lourd de plus de 10 000 tonnes, réalise 17 nœuds en pleine charge. D'autres cargos rapides, du type *Kozui-Maru,* ont été également mis en service ces temps derniers : d'une longueur de 132 mètres et d'une portée en lourd de 10 000 tonnes, leur vitesse sous charge est de 16 nœuds.

Tandis qu'en France nous n'en sommes encore qu'aux travaux préliminaires pour la reconstitution de notre flotte de commerce, l'Italie réalise un vaste programme de constructions neuves. L'an dernier, on n'y a pas commandé moins de 54 cargos et cargos mixtes de grande capacité et d'un tonnage global de 450 000 tonnes, devant filer de 15 nœuds à 17 nœuds en service. Sans parler de leur emploi stratégique éventuel, il est à prévoir que ces nouveaux navires sont destinés à concurrencer de façon redoutable notre marine marchande sur les routes d'Extrême-Orient comme de l'Amérique du Nord et de l'Amérique centrale. Plus récemment, les chantiers Ansaldo, de Gênes, ont reçu de la Société de navigation Garibaldi commande de quatre nouveaux grands cargos à moteur de plus de 9 000 tonneaux et dont la vitesse ne sera pas inférieure à 17 nœuds.

L'Italie a mis en service des navires fruitiers qui ne le cèdent en rien aux nôtres, puisqu'ils sont capables de donner 17 nœuds sous charge et, par ailleurs, elle poursuit la modernisation d'un grand nombre d'unités, et notamment de paquebots, par la transformation de leurs appareils moteurs. Si les chantiers italiens apportent à l'exécution du programme de construction d'unités marchandes, dont il vient d'être donné un aperçu, une rapidité comparable à celle obtenue pour les navires de guerre, leur mise en service sera effective l'an prochain.

Enfin, la tendance à construire des navires de charge à la fois de grande vitesse et de grande capacité s'affirme dans des pays qui peuvent craindre de se trouver engagés quelque jour dans une conflagration plus ou moins générale. C'est ainsi que la Hollande, — visiblement inquiète de la menace japonaise pour son magnifique domaine des Indes, — construit des cargos d'un port en lourd de plus de onze mille tonnes et susceptibles de donner en service une vitesse de 20 nœuds.

Ainsi, partout l'œuvre de rénovation de la marine marchande se poursuit en obéissant à la même préoccupation : la défense nationale. Que cette préoccupation soit aussi la nôtre au moment où va s'élaborer, avec un si regrettable retard, un programme identique. Quelque sincère et profonde que puisse être notre volonté de paix, ne perdons pas un seul instant de vue les graves et multiples devoirs qui peuvent s'imposer à notre flotte de commerce pour assurer à la fois le ravitaillement de nos armées, de nos forces navales, de nos usines, de nos populations civiles, aussi bien que la cohésion et la sauvegarde de notre empire.

MAX DE FOURCAULD.

DANS LES NUES

DERNIÈRE PARTIE (1)

Hélène et Jackie, qui ne paraissaient pas s'aimer tendrement l'une l'autre, marchaient silencieuses, sous la pluie cinglante. Hélène en voulait à Jackie d'avoir, à la gare, trop affiché son amour pour Bart. De son côté, Jackie était absolument convaincue que Bart aurait voulu la faire monter en voiture, mais qu'Hélène et Dora l'en avaient empêché à la dernière minute.

L'ascension à Cliff Cottage était bien plus pénible qu'elles ne le croyaient. Leurs paquets semblaient devenir de plus en plus lourds, la pluie pénétrait leurs vêtements de part en part, le vent les ployait sans merci.

Lorsqu'en fin de compte, elles arrivèrent à Cliff Cottage, elles y trouvèrent tout en une confusion indescriptible. Les feux n'étaient pas allumés, les lits n'étaient pas faits, les paquets traînaient dans tous les coins. Les enfants criaient, et il n'y avait à la maison aucune provision, pas même une cuillerée de thé. Bart, qui s'était très confortablement installé à la villa des Myers, avait oublié de commander quoi que ce fût. Il aida le chauffeur du taxi à transporter les bagages et immédiatement, à la vue du désordre régnant dans la maison, il se rendit compte combien déplaisantes seraient les quelques heures qui allaient suivre. Aussi dit-il avec son plus séduisant sourire :

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

— Je crois que vous autres, femmes, vous débrouillerez ici bien mieux sans moi. Je me sauve pour ne pas vous déranger ? A bientôt ! — Et il s'en fut insouciant, sans même attendre de réponse.

Dora s'assit sur une malle, très fatiguée.

— Occupons-nous tout d'abord des provisions, dit-elle, dès que ses amies furent arrivées, essoufflées. Quelqu'un doit aller faire le marché, car il n'y a absolument rien à la maison. Il faut prendre un grand panier pour acheter une quantité de choses : pain, beurre, lait, thé, savon, allumettes, que sais-je encore !

— Cela veut-il dire qu'il faut redescendre la colline ? s'exclamèrent Hélène et Jackie, effrayées.

— Mais certainement, puisqu'il n'y a pas de fournisseurs ici, répondit Dora avec son calme imperturbable. Allons ! l'une de vous ira en ville, tandis que l'autre m'aidera à faire les lits.

— Mais où est Bart ? interrompit Jackie.

— Il est allé chez des amis.

Et de poursuivre :

— Comme nous n'avons pas suffisamment de lits dans la maison, l'une de vous devra coucher au studio.

— Moi ! s'écria Jackie, et ses yeux noirs brillèrent à la pensée de nombreuses et agréables éventualités, peu probables d'ailleurs.

— Vous vous installerez toutes deux provisoirement au studio, déclara Dora avec douceur. — Est-ce O. K., Hélène ?

— O. K., répondit Hélène avec un sourire enjoué.

Et cependant que, résignée, elle se mettait à chercher un panier ou un filet pour aller faire le marché, la pauvre Jackie était incontinent mobilisée par Dora pour dépaqueter les bagages, tirer des draps et des coussins, faire les lits pour les enfants qui, en attendant mieux, dormaient sur de grandes malles. Abrutie de fatigue, la jeune fille posait de temps à autre les yeux sur le jardin que la pluie baignait et sur le studio dissimulé au fond de la villa. Sans trop savoir pourquoi, elle était persuadée que Bart était là qui l'attendait. A deux ou trois reprises, elle demanda à Dora s'il ne serait pas utile de se débarrasser provisoirement des tapis et autres effets pour les mettre dans le studio ; mais, impassible, celle-ci lui

répondit qu'il était préférable de s'occuper tout d'abord de la maison, le reste n'étant pas urgent. Plus d'une heure passa avant que Jackie pût enfin s'évader.

Entre temps, la pluie avait cessé de tomber, les nuages se dissipaient doucement, descendaient vers l'horizon que perçaient déjà quelques rayons de soleil, flèches lumineuses. Au moment où Jackie sortit en courant dans le jardin, le couchant s'allumait splendidement, tandis que les gouttes de pluie vacillaient sur les arbres et que les herbes étincelaient dans l'air diapré.

Jackie s'élança le long du sentier de briques. Il devait être là à l'attendre, impatient. Oubliées ces dernières semaines, ces affreuses semaines de coqueluche, de travail pénible, d'ennuis avec Dora et Hélène ! Oubliée aussi cette journée de voyage et d'abrutissement, car de nouveau ils allaient être ensemble, à l'écart de tout le monde !

Le cœur palpitant, elle poussa la porte du studio. Bart n'était pas là. Il n'y avait personne au studio. Mais la palette et les pinceaux traînaient sur un tabouret en évidence, comme si l'artiste les y eût tout récemment posés. Et elle vit sur le chevalet le portrait inachevé d'une jeune fille adorable.

Jackie s'immobilisa, bouche bée. Enfin, elle s'assit, fixant toujours le portrait, et, n'en pouvant plus, se mit à sangloter. Elle avait faim, était transie de froid et découragée. Elle resta là sans bouger, des larmes roulant abondamment sur ses joues, jusqu'à ce qu'un bruit de pas dans le jardin la fît tressaillir. Elle tourna la tête et, sur le seuil de la porte, parut l'original du portrait...

Ce matin-là, Kirstie avait décidé de ne pas aller à Cliff Cottage de toute la journée. Seule, elle avait rôdé le long de la côte, passant de rocher en rocher, ne portant aucune attention à la pluie.

« Il doit descendre la colline pour aller à la gare », pensait-elle mélancolique.

« Et maintenant le train entre en gare... »

« En ce moment, ils approchent du cottage... »

Soudain, une angoisse l'avait empoignée, et elle avait senti qu'il lui serait impossible d'attendre jusqu'au lendemain matin pour voir Bart.

Aussi, sans plus hésiter, avait-elle repris le petit chemin rocailleux de Cliff Cottage. Elle était allée au studio sans passer par la maison, n'ayant eu pour cela qu'à franchir le mur séparant les deux villas. Elle espérait passionnément y trouver Bart dans l'attente de sa venue.

Après la lumière éclatante du jardin ensoleillé, le studio lui parut plus sombre que d'habitude à cette heure-ci, de sorte qu'au premier moment elle ne vit pas très clair. Mais elle devina une silhouette dans l'ombre, et vit bientôt surgir une jeune femme brune, d'une taille au-dessus de la moyenne, au visage couvert de larmes. Toutes deux se dévisagèrent et devinrent immédiatement de farouches ennemies.

— Oh ! s'écria Kirstie en reculant, je vous demande pardon, mais je...

— Que désirez-vous ? demanda Jackie agressive.

Bien que Kirstie ne se fût pas permise, jusqu'à présent, de se former une image plus ou moins précise de la femme de Bart, jamais elle ne se serait attendue à la voir à la fois aussi jeune et aussi brutale. La créature qu'elle dévisageait, interloquée, ne devait avoir que vingt ans, au maximum. Prise à l'improviste, Kirstie balbutia :

— Je ne savais pas qu'il y avait quelqu'un ici.

— Ce n'est pas une raison pour faire irruption chez des étrangers, sans y être invitée, rétorqua Jackie. — Qui êtes-vous ?

— Je suis Christina Fortescue, répondit Kirstie, l'air hautain. Mr Anderson est en train de faire mon portrait.

— Pas à cette heure du soir, sûrement ?

— Non ! Mais je voudrais lui parler.

— A quel sujet ?

— J'ai laissé... mon écharpe, la dernière fois que je suis venue poser ici, dit Kirstie, écœurée d'être obligée de chercher des excuses.

— Oh ! fit Jackie.

— Êtes-vous... êtes-vous Mrs Anderson ?

Une courte pause suivit pendant laquelle Jackie sembla se demander si elle était ou non la personne en question.

— Non, dit-elle enfin. Mrs Anderson est en ce moment chez elle à la maison. Bart, lui, n'est pas là. Je lui parle-

rai de votre écharpe et il fera le nécessaire pour vous la rendre.

— Je vous remercie, mais ce n'est vraiment pas la peine de vous déranger, d'autant plus que je le verrai demain.

— Avez-vous vu Dora à la maison ? Est-ce elle qui vous a dit de passer au studio ?

— Je ne suis pas passée par la maison, expliqua Kirstie ; j'ai simplement escaladé le mur.

— Oh ! est-ce vrai ?

— Je le fais toujours.

— Comme c'est bizarre !

Jackie sortit du studio avec Kirstie et, une fois dans le jardin, s'arrêta, curieuse de voir l'intruse franchir le mur pour rentrer chez elle. Seulement, de ce côté-ci, cette prouesse demandait un effort considérable, prouesse que Kirstie n'effectuait jamais sans l'aide de Bart. Oh ! il serait vraiment lamentable de tomber au pied du mur devant cette odieuse jeune fille qui braquait ses yeux méchants sur elle ! Dans cette crainte, elle n'osa pas tenter sa chance.

— Je crois, dit-elle, que je ferais mieux de passer par la maison et d'expliquer mon cas à Mrs Anderson.

— Allez-y ! acquiesça Jackie.

« Quelle que soit Mrs Anderson, elle n'est certainement pas aussi désagréable que cette jeune mégère ! » pensa Kirstie, en traversant un petit chemin allant tout droit à la maison. La première personne qu'elle y vit fut une jeune femme grande, blonde, en train de tirer des paquets d'épicerie d'un large panier posé sur une table. Elle se retourna au moment où Kirstie apparaissait à la porte et ses grands yeux gris lancèrent un regard interrogateur et surpris.

— Comment allez-vous ? demanda Kirstie, très polie. Je viens pour...

Un déchirant cri d'enfant se fit entendre du premier étage qui l'interrompit.

— Je vous demande pardon, dit la blonde, et elle disparut avec la rapidité de l'éclair.

La porte restant ouverte, Kirstie put entendre ce qui se passait au premier étage.

— Jérémy m'a donné un coup de pied dans le ventre.

— Ce n'est pas vrai ; au contraire, c'est lui qui m'a pincé le bras.

— Ce n'est pas vrai !

— Si ! si !

— Espèce de menteuse !

— Menteur toi-même !

Kirstie se demandait, à ce propos, si l'occasion n'était pas bonne de déserter les lieux, lorsque l'odeur de lait brûlé remplit tout à coup la maison et qu'une voix retentit du haut de l'escalier :

— Mademoiselle... mademoiselle... je crois que le lait brûle... allez voir, s'il vous plaît.

Ainsi Kirstie courut à la cuisine où une casserole de lait bouillait avec effervescence sur un réchaud à pétrole, une partie du lait s'étant déjà sauvée. Elle avait juste eu le temps de retirer la casserole du feu, quand la blonde reparut, haletante d'émotion.

— Oh ! je vous remercie beaucoup.

— Où voulez-vous que je la mette ? demanda Kirstie, la lourde casserole tremblant dans ses mains.

— Versez le lait dans les tasses sur la table, s'il vous plaît.

Dès que la jeune fille eut remplit trois tasses de lait, la blonde se dirigea vers la porte et cria à la cantonade :

— Descendez, les enfants !

Ce fut alors un brouhaha et un piétinement formidable dans l'escalier.

— Je suis seulement venue pour vous dire..., commença Kirstie de plus belle.

A ce moment, une fillette à longues boucles entra qui salua poliment Kirstie. Elle fut suivie de près d'un garçonnet d'environ cinq ans et d'un bébé d'un sexe indéterminé, aux pas hésitants, aux cheveux coupés courts. La blonde se mit immédiatement à pousser des chaises vers la table et à nouer des serviettes autour du cou des enfants.

— Je tiens à vous expliquer..., recommença Kirstie.

— Donnez-moi encore du sucre.

— Et moi aussi, je veux du sucre !

— Le sucrier est sur la table dans l'office, dit la blonde à Kirstie, voulez-vous avoir l'obligeance de l'apporter ?

Kirstie s'exécuta docile.

— Je vous remercie, vous êtes vraiment très, très, aimable. Non, Tobby, je te le défends! Attention, mon petit, le lait est très chaud.

— Je suis ici pour vous expliquer...

— Aaa-ooooo ! hurla Tobby qui, malgré l'avertissement reçu, se brûlait le palais.

Déconcertée, Kirstie essaya de s'esquiver, mais la blonde semblait la poursuivre.

— Je m'excuse infiniment de vous déranger, mais puisque vous êtes là, ne voudriez-vous pas rester encore une minute ?

— Mais..., bégaya Kirstie.

— Je voudrais déplier le lit d'enfant, et il faut être deux pour cela. Pourriez-vous, ou plutôt voudriez-vous me donner un coup de main ?

Kirstie n'osant pas refuser, toutes deux passèrent dans la chambre à coucher provisoire où régnait une inimaginable confusion de toutes sortes de paquets, grands et petits. Un tout jeune bébé y dormait paisiblement, blotti dans une grande corbeille. La blonde se pencha sur l'enfant pour arranger la couverture et, à la vue de ce geste spontané, une émotion inconnue saisit Kirstie à la gorge, lui coupa un instant la respiration.

« C'est son enfant à lui, se dit-elle, et c'est sa femme... Mais moi ?... »

Cependant, la blonde ne tarda pas à l'arracher à sa torpeur momentanée.

— Y comprenez-vous quelque chose ? demanda-t-elle avec un doux sourire. Pour moi, je m'y perds toujours.

Et, ceci dit, du doigt elle désigna un de ces lits, genre hamac, qui semblent si simples en apparence, mais qui exigent, en réalité, de nombreuses manipulations toutes plus compliquées les unes que les autres. Tout en bavardant, elles réussirent enfin à en venir à bout, et ce fut pendant ce travail en commun que naquit entre les deux collaboratrices de fortune cette amitié instinctive qui, par la suite, devait embrouiller complètement les choses.

— Je vous remercie infiniment, dit la blonde, l'effort accompli. Je vous admire sans toutefois vous connaître. Dites-moi, à ce propos, votre nom ?

— Je suis Christina Fortescue, se présenta Kirstie. Votre mari est en train de faire mon portrait. Comme j'ai laissé mon écharpe quelque part, j'ai cru que je l'avais peut-être oubliée hier au studio. Je me suis donc permis de venir la chercher chez vous.

— C'est de Bart que vous parlez, n'est-ce pas ?

— Oui.

— Mais Bart n'est pas mon mari.

Kirstie écarquilla les yeux.

— Je suis Hélène Hanson, expliqua la jeune fille. Je suis arrivée avec Dora pour l'aider.

— Ah !

— Je ne sais pas où est Dora. Elle était là, il y a une quinzaine de minutes. Peut-être est-elle allée jeter un coup d'œil sur la mer. Elle doit certainement rentrer d'un instant à l'autre. Voulez-vous l'attendre ?

— Ah ! non ! non ! Je suis très pressée.

N'insistant plus, Hélène l'accompagna par la cuisine à la sortie. Ayant perdu pour un instant le sens de l'orientation, Kirstie se mit à descendre la colline, étonnée de n'avoir pas encore eu la chance de voir la femme de Bart. Par deux fois, elle avait cru la rencontrer, mais cela n'avait été qu'une erreur aussi fâcheuse que ridicule. Elle était heureuse que la brunette ne fût pas Dora, car celle-là lui semblait vraiment désagréable. Mais elle était aussi contente que la blonde ne fût pas non plus la femme de Bart, car elle était si gentille !

Le lendemain matin, elle rencontra Bart, comme il avait été convenu, au pied d'un rocher dominant la ville, et ils entreprirent une assez grande promenade le long de la côte. Bart avait sa mine tranquille de tous les jours, et il assura à Kirstie qu'il l'aimait plus fort que jamais. Nonobstant cela, quelque chose semblait l'ennuyer, ce que la jeune fille constata sur-le-champ. Il éclata, en effet, au moment le plus inattendu.

— Ah ! chère amie, vous ne pouvez pas imaginer ce qui se passe à la maison ! dit-il. Dora a eu l'imprudence d'amener tout un personnel féminin avec elle.

— Oui, je sais. Je les ai vues.

— Vous les avez vues ? Quand ?

— Hier soir.

— On ne m'en a rien dit.

— Hier soir, je suis venue chercher mon écharpe que je pensais avoir oublié au studio. Je n'ai pas vu votre femme, mais j'y ai rencontré deux jeunes filles.

Bart fronça les sourcils.

— Quelles sont ces jeunes filles ? demanda Kirstie d'un air assez désintéressé.

— Oh ! des amies de Dora. Vous savez que nous n'avons pas les moyens d'avoir une bonne... Aussi, viennent-elles chez nous de temps en temps pour aider ma femme.

A l'écouter, Bart ne disait que la vérité. C'est qu'il avait, en fait, une très courte mémoire.

— Quel est le nom de la petite brune ?

— Jackie.

— Elle ne me plaît pas.

— Ah ! et pourquoi, sauf indiscrétion ?

— Ce sont surtout ses manières qui me la rendent antipathique.

— Hum... hum..., fit Bart évasif. C'est pourtant une jeune fille distinguée.

Le vent soufflant avec furie dans les rochers ne favorisait que très peu la conversation. Courbés sous les rafales et le nez enfoui dans le cache-nez, ils accéléraient petit à petit le pas, prêts à abandonner la partie.

— La lumière n'est pas mauvaise du tout, dit enfin Bart. Et si nous retournions au studio pour travailler ? Qu'en pensez-vous ?

D'un silencieux et commun accord, ils firent demi-tour pour regagner en hâte l'endroit où ils avaient l'habitude d'escalader le mur. Or, à leur vive surprise, celui-ci était maintenant recouvert de tessons de bouteilles dont plusieurs traînaient à terre, rendant l'accès désormais impossible. Après une enquête menée à brûle-pourpoint, Bart apprit que Jackie avait passé toute la matinée à travailler, la sueur au front, pour rendre le mur infranchissable.

C'en était vraiment trop. Bart eut une explication orageuse avec la jeune fille par trop jalouse, explication qui eut pour résultat une crise de nerfs et le départ brusqué de Jackie, le soir même, pour Londres.

— Mon Dieu ! geignait Dora ; qu'allons-nous faire maintenant qu'elle est partie ?

— Oh ! ne vous alarmez pas pour si peu, dit Hélène avec empressement. Je vous assure que Jackie criait plus qu'elle ne travaillait. Pour moi, je suis très contente de ce départ. Moins de bruit, plus de travail. Vous allez voir, Dora chérie !

— J'en doute, Hélène, et j'avoue être très ennuyée, d'autant plus que je me sens très mal.

Et d'ajouter avec un soupir :

— Je ne serais nullement étonnée d'avoir un embarras gastrique.

— C'est que, ma fille, vous avez mangé trop de bonbons dans le train.

— C'est exact, je le sais. Eh bien ! moi malade, comment vous arrangeriez-vous ?

— Dans ce cas, je demanderais l'aide de la petite Fortescue.

— De qui ?

— De la jeune fille dont je vous ai déjà parlé, darling, celle même qui a oublié son écharpe au studio et qui m'a aidée à faire le lit d'enfant. Elle vient tous les jours parce que Bart fait son portrait. Alors...

— C'est une excellente idée, agréa Dora, l'air pensif cependant. Si elle habite la ville, elle pourrait nous faire le marché tous les matins, nous gagnerions ainsi pas mal de temps. En passant au studio, elle déposerait le filet et les provisions sur la table à la cuisine. Je ne crois pas que cela l'ennuierait beaucoup, ma foi...

Conformément à ses prévisions, Dora tomba malade et garda le lit pendant quelques jours. Aussi Kirstie fut-elle amenée à croire que la femme de Bart n'était qu'un mythe et qu'elle ne la verrait jamais. Entre temps, son affection pour Hélène grandissait chaque jour davantage. Il y avait, en effet, quelque chose d'extrêmement attrayant dans le franc et sérieux regard de la brave fille. Elle possédait, en outre, une sorte de calme maturité qui impressionnait considérablement Kirstie. Bien entendu, si Hélène avait été l'épouse de Bart, jamais Kirstie ne se serait liée d'amitié avec elle, mais elle l'aurait, au contraire, traitée de vil serpent venimeux qui n'attendait que l'instant propice pour la mordre

au talon. Mais comme Hélène n'était, en somme, qu'un *outsider* (comme elle-même, du reste), aucune raison ne pouvait les empêcher de devenir amies. Aussi Kirstie trouva-t-elle tout à fait naturel de venir tôt le matin à Cliff Cottage en vue d'aider un peu Hélène, avant de passer au studio pour y poser, ou de s'attarder une demi-heure le soir.

Hélène se montrait d'une patience admirable avec les enfants qui étaient de nature douce et très amusants. Elle s'occupait aussi bien de la cuisine que des lessives et des gros travaux. La corvée quotidienne terminée, elle aurait bien été capable de veiller encore jusqu'à une heure avancée de la nuit pour repriser les bas de Bart, si Kirstie ne lui avait offert de s'en occuper personnellement. Le sort en était jeté...

Un jour, alors que Kirstie s'affairait à la cuisine, penchée sur la planche à repasser, une femme qu'elle n'avait jamais vue parut sur le seuil et lui sourit très amicalement.

— Miss Fortescue, n'est-ce pas ? demanda Dora. Comment allez-vous ? Je vous suis très, très reconnaissante de ce que vous faites pour nous. Je ne sais comment la pauvre Hélène aurait pu se tirer d'affaire sans vous.

— Oh ! vous exagérez, madame..., murmura Kirstie, en serrant la main que son interlocutrice lui avait tendue. J'espère que vous allez mieux maintenant ?

— Oh ! oui, fit Dora. Beaucoup mieux !

Elle s'assit sur une chaise et regarda fixement Kirstie. Il était très difficile pour cette dernière de se former, en ce moment, une impression sur la nouvelle venue. Elle n'avait pas bonne mine, loin de là : les gens qui viennent de supporter une crise gastrique ont toujours le teint brouillé. Ses cheveux bruns frisant naturellement n'avaient aucun éclat, ils étaient même ternes, sa peau jaunâtre. Elle paraissait avoir passé le cap de la quarantaine.

— Le portrait que Bart fait de vous me paraît très réussi, dit-elle en examinant toujours la jeune fille avec un intérêt évident. Et vous, quel est votre avis ?

Kirstie dit qu'il lui serait difficile de porter un jugement quelconque. Dans sa première rencontre imaginaire avec la femme de Bart, ce portrait avait toujours joué un rôle significatif. « Il est certain, se disait-elle, que le portrait sera men-

tionné dès le début, et les propos échangés à ce sujet décideront sûrement de ma situation dans leur maison. » Mais jamais, jamais elle n'aurait pensé que cette première rencontre, si péniblement attendue, aurait eu lieu dans de pareilles circonstances, à la cuisine, où, courbée en deux, elle repasserait, rouge d'émotion, une chemise de Bart ! Cette « situation dans la maison » n'avait absolument rien à voir avec ce que sa féconde fantaisie lui avait autrefois suggéré.

Heureusement que tout allait changer maintenant que Dora venait de quitter le lit. Hélène n'aurait plus besoin d'elle, puisque Mrs Anderson allait reprendre ses occupations.

Seulement, l'état de choses semblait plus embrouillé que Kirstie ne l'avait cru. Hélène supposait que miss Fortescue venait à la maison pour aider Dora. De son côté, Dora pensait qu'elle venait pour aider Hélène. Ainsi toutes deux la remerciaient-elles chaleureusement et réciproquement de sa gentillesse envers l'autre, cependant que ni Dora ni Hélène ne se gênaient pour l'employer au profit l'une de l'autre. Quant aux heures que la jeune fille passait au studio, en tête-à-tête avec Bart, elles étaient maintenant bien moins intéressantes qu'autrefois, car, l'artiste l'emportant sur l'homme, Anderson se passionnait tellement pour le portrait qu'il en oubliait l'original. Ce fut le comble du malheur...

Rentrée chez elle, un soir, plus tôt que d'habitude, Kirstie trouva à Atlantic View, Colin qui l'attendait avec la patience qui lui était propre. Assis au coin du feu, il parlait à Mrs Fortescue, qui disparut avec tact dès l'entrée de sa fille.

Tout en se rendant parfaitement compte de la souffrance que devait éprouver ces derniers temps le jeune homme à cause d'elle, Kirstie se refusait à y penser. Mais à présent qu'elle voyait les traits tirés de ce bon visage, si rond et si florissant naguère, son cœur frémit, ses genoux fléchirent. Elle posa ses yeux sur lui et ce regard... eh oui ! Kirstie avait parfois sa manière à elle de considérer les gens, et ce regard fascinait...

— Je suis venu vous faire mes adieux, dit enfin Colin.

— Oh ! Colin, est-il possible que vous nous quittiez !

— Oui, Kirstie, je pars pour Londres.

— Est-ce sérieux ?

— Tout à fait sérieux. Je ne peux plus rester à Porth Kermant. Je l'ai dit à mon père, et il a été très chic avec moi. D'ailleurs, nous avons un petit cousin à Londres qui a, lui aussi, un fils. Et figurez-vous que celui-ci ne veut pour rien au monde rester à Londres. Or, nous nous sommes arrangés en ce sens que je vais à Londres pour travailler avec mon cousin, tandis que son fils s'installera auprès de mon père. C'est très commode ainsi, n'est-il pas vrai ?

— En effet ! Mais, dites-moi, vos parents ne sont-ils pas très ennuyés de votre départ ?

— Si.

— Oh ! Colin, c'est sûrement ma faute.

— Non, ce n'est pas votre faute, Kirstie. Du reste, vous n'y pouvez rien. Au début, je me berçais de l'espoir que tout s'arrangerait pour le mieux dès l'arrivée de la femme de ce... de Mr Anderson. Je croyais que votre sentiment passerait, mais je me suis trompé. Tant pis !

— Colin, mon cher ami, il me serait pénible de vous rendre malheureux, croyez-moi.

— Je vous crois. Vous n'y êtes pour rien, répéta le jeune homme stoïquement. Je vous souhaite meilleure chance.

— Mais je suis tout à fait heureuse ! s'écria Kirstie, vivement.

— Bien ! fit Colin.

Et d'ajouter avant de prendre définitivement congé :

— J'ai prié ma mère de me donner de temps en temps de vos nouvelles. Votre sort ne me sera jamais indifférent, croyez-le bien.

— Votre mère, dit Kirstie avec un faible sourire, doit certainement être très heureuse de vous voir échapper à mon... charme. Je suis sûre qu'elle me désapprouve.

— Oh ! non, s'exclama Colin, vous faites erreur. Elle vous aime beaucoup et regrette seulement que les choses aient pris cette tournure. Ma mère est très gentille et dit qu'il est vraiment dommage qu'une jeune fille aussi charmante que vous... et qui pourrait être une femme d'intérieur idéale...

— Femme d'intérieur, moi ? Mais, voyons, je ne suis pas du tout une femme d'intérieur !

— Enfin... elle dit qu'étant donné tout ce que vous faites en ce moment pour Mrs Anderson... Parce que tout le

monde est au courant des choses... Elle déplore que ce ne soit pas pour votre propre maison que vous le fassiez.

Kirstie l'accompagna à la porte principale, et là, ils se dirent au revoir. Au moment où Colin lui tournait le dos pour s'en aller, Kirstie s'écria avec angoisse :

— Pardonnez-moi, Colin.

— Je n'ai rien à vous pardonner, répondit-il d'une voix mal assurée. Je crois que vous êtes une jeune fille tout à fait extraordinaire. Que Dieu vous bénisse !

Sur ce, il descendit la colline sans plus se retourner.

Si je ne me trompe, dit Bart, nous avions convenu que vous viendriez poser à dix heures, n'est-ce pas ?

Bart consulta sa montre : il l'avait attendue trois quarts d'heure.

Kirstie enleva son chapeau et le mit à son côté, l'air fâché.

— Je suis désolée de vous avoir fait attendre, dit-elle, mais il y avait foule dans les boutiques, ce matin.

— Dans les boutiques ?

— Mais oui, j'ai fait votre marché, ce matin. D'ailleurs, je me permets de vous signaler que je le fais régulièrement tous les jours. Depuis que vous êtes ici, je vous ai déjà monté quelques centaines de kilos de toutes sortes de denrées. Si vous voulez que je sois plus ponctuelle à l'avenir, vous n'aurez qu'à descendre avec moi pour m'aider à faire les achats.

— Mais de quels achats parlez-vous, ma pauvre enfant ?

— Mais des achats pour vos repas ! De la viande, des légumes, des fruits, et ainsi de suite. Dites-moi, croyez-vous, par hasard, que tous ces articles ont des pieds qui leur permettent de grimper la colline tout seuls ?

— Je n'en sais rien. Je pensais qu'on les livrait à domicile.

— C'est un tort. On ne livre rien à domicile, à Porth Kermant. Si, dans l'après-midi. Mais jamais le matin. Dora, Hélène ou moi sommes donc obligées de descendre en ville pour faire le marché.

— Il me semble que vous vous êtes très mal arrangées, observa Bart.

Il n'en fallut pas plus pour que Kirstie explosât.

— Vous êtes l'homme le plus inconscient et le plus égoïste que j'aie jamais vu. Vous ne fichez rien, et ne voulez même

pas vous donner la peine de remarquer ce qui se passe autour de vous. Vous ne faites que critiquer les gens et attendre d'eux qu'ils vous assurent tout le confort possible et même impossible. Mais pourquoi ? Pourquoi, grands dieux, font-ils tout cela ?

— C'est bien vrai ! agréa Bart. Pourquoi font-ils tout cela ? Je n'ai jamais demandé à personne de me monter le dîner ou ce qu'il faut pour faire le dîner.

— Naturellement ! Vous attendez que les choses se fassent toutes seules, sans même que vous soyez obligé de remercier qui que ce soit ! Vous est-il jamais arrivé de penser que Dora a quatre enfants et qu'elle n'a pas de bonne ? Avez-vous, d'autre part, jamais pensé à la médiocrité de sa situation ? Hein ?

— Je ne crois pas qu'elle s'en plaigne, malgré tout !

— Mon Dieu ! Si j'étais à la place de Dora, vous auriez de mes nouvelles, pour sûr !

— Mais vous n'êtes pas à sa place. Heureusement ! Entendons-nous bien. Dora aurait parfaitement le droit de se plaindre, etc... Mais ce n'est certes pas votre cas, Kirstie. Si vous voulez vous donner la peine de faire notre marché, c'est comme vous voudrez, faites-le, cela ne me regarde pas. Si, d'autre part, vous ne le voulez pas, ce sera encore comme vous voudrez. Ce n'est pas moi qui vous le reprocherai.

— Oh !... Oh ! Vous êtes le plus...

Là-dessus, la parole lui manquant, Kirstie se dressa d'un bond, saisit son chapeau et quitta précipitamment le studio.

Bart haussa les épaules, se mit à nettoyer sa palette. La scène qui venait de se dérouler ne l'avait pas étonné outre mesure. Il en avait vu d'autres dans ce harem de femmes secourables qui semblaient toujours l'entourer. En fin de compte, il était tellement habitué à leurs stupides exigences et à leurs violents reproches qu'il considérait cette atmosphère comme presque normale.

Mais une chose l'avait quand même frappé. Kirstie, pauvre petite, l'avait accusé de manquer d'attention et de considération vis-à-vis de Dora. Il savait pourtant que Dora était bien capable de se défendre elle-même et d'empêcher les gens de lui marcher sur les pieds.

Hélène était à la cuisine, en train de hacher des rognons de mouton.

— Qu'avez-vous ? demanda-t-elle lorsqu'elle vit le visage enflammé de Kirstie.

— Je viens d'avoir une terrible explication avec Bart. Quel égoïste, mon Dieu ! Et avec cela, un inconscient.

— Oui, c'est cela, acquiesça Hélène. Bart est bien un inconscient.

— Pourquoi travaillons-nous toutes, comme des esclaves, pour un homme pareil ? Pourquoi ?

— C'est la question à laquelle chacune d'entre nous doit répondre pour elle-même, dit Hélène en essuyant, l'air pensif, le couperet.

Kirstie rougit davantage.

— Dites, Hélène, demanda-t-elle, savez-vous quelque chose nous concernant, Bart et moi ?

— Je pense que oui.

— Je suppose alors que vous vous êtes fait une bien mauvaise opinion de moi.

— Oh ! non, non ! Au contraire, je vous le jure.

Elle mit le couperet à sa place et se lava les mains. Puis elle dit, avec un effort visible :

— Il me semble que vous ne savez rien de ce qui nous concerne, Bart et moi.

— Vous ? cria Kirstie. Vous et Bart ?

— Oui.

— Mais qu'est-ce qu'il y a ? Je ne comprends pas bien ce que vous voulez dire. Je vous croyais amie intime de Dora.

— Je le suis maintenant. Je ne l'ai pas toujours été.

— Mais quand ?...

— Il y a à peu près cinq ans de cela, répondit Hélène lentement, les yeux éteints. Cela a duré trois mois, et puis j'ai cessé d'exister pour lui, une autre femme étant entrée dans sa vie.

— Hélène ! C'est chose impossible ! *Vous ?*

— Et pourtant, c'est bien vrai.

— Et Dora, le savait-elle ?

— Oh ! oui. Bien que nous n'en ayons jamais parlé, je suis absolument certaine qu'elle était au courant de tout. J'avoue qu'il fut un temps où je voulais sérieusement arracher

Bart à Dora, mais personne n'est capable de le faire, Kirstie.

— C'est incroyable, Hélène ! Mais... pourquoi me parlez-vous de tout cela ?

— Parce que..., commença Hélène, et elle poursuivit après un moment d'hésitation : — Parce que je ne veux pas que vous gâchiez votre vie pour lui, cela serait vraiment dommage. Vous êtes gentille, charmante, je vous aime bien, et j'ai peine à vous voir vous briser le cœur pour rien. Je ne crois pas que vous soyez allée trop loin, c'est donc le moment ou jamais de vous arrêter, de faire, pour ainsi dire, marche arrière. Quelle raison auriez-vous de vous exposer, vous, votre jeunesse et votre beauté, à la misère ?

A ce moment, Dora entra dans la cuisine. Elle épia Hélène et Kirstie se serrant contre les deux côtés opposés de la table, et elle leur sourit de son sourire indolent et indulgent.

— Que faites-vous là ? demanda-t-elle.

— Je prépare le dîner, dit Hélène, et Kirstie va s'en aller tout de suite. Mais vous, chérie ? Si je ne me trompe, vous vouliez mettre un peu d'ordre dans la salle de bains.

— C'est fait, dit Dora. Je vais maintenant promener les enfants. Voulez-vous nous rejoindre ?

— Non, répondit Hélène ; j'ai trop à faire à la maison.

Dora leur fit un signe de la tête et s'en fut. Elle partie, la conversation reprit de plus belle.

— Mais, Hélène, dit Kirstie affligée, votre cas n'est-il pas exactement le même que le mien ? La misère ? Mais vous aussi vous encourez ce danger, n'est-ce pas ! Pourquoi ne vous évadez-vous pas alors qu'il n'est pas trop tard ?

— C'est justement trop tard, et c'est en cela que mon cas diffère complètement du vôtre, mon petit. Quand vous mettez tous vos œufs dans un panier, il vous est désormais impossible de les en retirer. J'aime Bart.

Pour un moment son visage grave s'illumina, un éclair radieux s'alluma dans ses yeux, regard qui dut être le sien durant ces courts mois de félicité avant que Bart lui eût brisé le cœur.

— Je connais tous ses défauts, mais cela ne peut m'empêcher de l'aimer. C'est plus fort que moi, et je m'y soumets impuissante. Il reste mon univers, bien que je ne compte plus à ses yeux. En dehors de lui, la vie n'a plus ni valeur,

ni sens pour moi. C'est une espèce de maladie, si vous voulez, j'en conviens. Je suppose appartenir à cette catégorie de femmes qui viennent au monde pour rester perpétuellement et infailliblement fidèles à un seul homme une fois qu'elles l'ont rencontré. Depuis longtemps, j'ai abandonné tout espoir de regagner son amour, et il ne me reste plus rien de ces rêves à la fois charmants et bêtes que j'ai autrefois tant chéris. Fini ! Et je vous jure que ce n'est plus l'espoir qui me retient maintenant ici. Longuement, péniblement, j'ai lutté contre moi-même et ma passion, et présentement, c'est chose faite, heureusement. Car si je n'avais pas réussi à me vaincre, si j'avais encore nourri de stupides chimères, j'aurais ruiné ce dont je jouis à l'heure actuelle, vivre auprès de lui, le voir tous les jours, prendre soin de sa maison, bien qu'elle ne soit pas la mienne, veiller sur ses enfants, bien qu'ils ne soient pas miens non plus. Dora le sait pertinemment, et c'est pourquoi elle me laisse faire, quasi indifférente. Parce que, voyez-vous, bien qu'elle soit la seule femme au monde capable de retenir Bart, elle ne doit plus l'aimer, tandis que j'aime toujours tendrement cet homme versatile qui ne pense qu'à lui. Voilà, c'est tout, mon amie.

Sa voix, à ces derniers mots, était imprégnée d'une sereine humilité. Kirstie sentit qu'Hélène lui avait dit toute la vérité et que son amie ne cherchait plus rien, ne désirait plus rien pour elle-même. Après tout ce qu'elle avait vécu : l'extase d'amour, le choc des passions, l'agonie violente de la lutte, les vains espoirs et les cruelles déceptions, — après tout cela elle avait connu la lente croissance de la sagesse, l'austère auto-discipline, le triomphe final de la paix. Aucun élément vital n'avait été sacrifié en son grand amour, mais elle y était parvenue au prix du bonheur.

— Moi... je n'en serais certainement pas capable, murmura Kirstie, comme si elle fût sortie d'un abîme étroit et noir.

— Non, vous n'en seriez sûrement pas capable, acquiesça Hélène. Ne l'essayez même pas. Oubliez Bart, cela vous sera bien plus facile.

Elle cassa quelques œufs dans une petite cuvette et se mit à les battre. Kirstie la fixa, les yeux emplis d'admiration.

— Pourriez-vous..., commença Kirstie.

Mais le bruit aigu du fouet couvrit sa voix qu'il lui fut impossible d'élever pour poser sa question. D'ailleurs, le visage d'Hélène avait étrangement et subitement changé d'expression. Elle avait terminé ses confidences. Elle n'avait parlé que par amitié pour Kirstie, et Kirstie n'avait maintenant qu'à choisir la route à suivre.

Cependant la jeune fille domina, un instant, le battement du fouet pour demander à Hélène :

— Mais si je ne reviens plus ici, comment vous débrouillerez-vous avec Dora ?

— Oh ! ne vous inquiétez pas, mon petit ! Cela s'arrangera quand même, d'autant plus que tout semble maintenant aller tout seul. En outre, il suffit à Dora de comprendre qu'elle ne peut compter sur personne pour qu'elle redouble d'efforts. Elle sait travailler, tout en étant plutôt paresseuse. Au revoir, chère amie !

Quelques instants après, Kirstie descendait la colline. Elle ne pouvait même pas se rappeler si elle avait dit « au revoir » à Hélène avant de s'en aller.

Elle n'était pas malheureuse, mais simplement très, très triste. Elle avait déjà eu le temps d'apprendre et de comprendre toute la différence existant entre ces deux états d'esprit. Eh oui ! c'est un bien triste monde que le nôtre. Dès que vous approchez les gens, vous vous rendez compte que la plupart d'entre eux souffrent beaucoup, et le fait qu'ils ne le doivent généralement qu'à eux-mêmes, ne change rien à rien, en somme. La seule chose qui distingue les gens les uns des autres consiste en la manière individuelle dont chacun porte sa croix. D'aucuns en font des histoires, d'autres cachent leur détresse profondément dans leur cœur, — là est toute la différence.

Kirstie songeait, attendrie, à Colin descendant la côte la veille de son départ, et à Hélène penchée sur le bébé blotti dans un panier. Elle comprenait maintenant pourquoi elle avait pensé à Hélène lors de la venue de Colin à Atlantic View pour lui faire ses adieux. Et elle comprenait aussi maintenant que celui qui sait souffrir en silence, est souvent capable de remplir une tâche respectable, malgré maintes erreurs commises par tous les acteurs du drame.

L'air rêveur, elle rôda le long des rochers jusqu'à ce qu'elle

arrivât enfin au cap rocailleux où se déroulait l'action du dernier chapitre de son roman. C'est ici que son héroïne s'était arrêtée, réfléchissant à bien des choses toutes plus nobles les unes que les autres, mais, à l'heure actuelle, Kirstie ne pouvait plus se rappeler ces méditations aussi élevées que faciles. Elle ne pensait ni à sa propre vie, ni à ses déboires, mais toujours à Colin et à Hélène... Que c'est bizarre ! Vous rencontrez sur votre chemin de braves gens que vous semblez connaître très bien et qu'en réalité vous ne connaissez pas du tout. Il est vrai que la jeunesse croit que le caractère est une espèce de pancarte attachée au cou et que n'importe qui peut lire à son gré, mais au fur et à mesure que vous prenez de l'âge, vous réalisez peu à peu qu'il en est tout autrement.

« Le jour où je reverrai Colin, se demandait Kirstie, me paraîtra-t-il changé ? Mais sans doute ne le verrai-je pas avant longtemps, car je ne crois pas qu'il vienne à Porth Kermant pour Noël. Ah ! je voudrais tant savoir s'il est toujours... mais non, non ! je ne pourrai jamais l'épouser, cela ne serait pas honnête, je ne suis pas digne de lui. »

Cependant, un doute charmant l'envahissait. Elle s'arrêta, et ses yeux se voilèrent mouillés de larmes. Elle fit un demi-tour, reprit le chemin de la maison.

Il faisait un temps splendide.

MARGARET KENNEDY.

Traduit de l'anglais par Z. Lvovsky.

JOUBERT INCONNU [1]

« Nous mourons tous inconnus », aimait à dire Jules Lemaitre. Et cela est vrai de nous tous. Mais cela est particulièrement vrai de celui que la petite sous-préfète du *Monde où l'on s'ennuie* appelait « le philosophe Joubert ».

Quand Joubert mourut en 1824, à soixante-dix ans, il était, — partiellement, — connu de sa famille et des quelques amis intimes qui lui ont survécu. Il ne l'était guère de beaucoup de ceux qui l'avaient approché. Il ne l'était pas du tout du grand public, auquel, d'ailleurs, il n'avait rien donné sous son nom.

Mais il laissait derrière lui tout ce qu'il fallait pour se faire assez bien connaître : d'abondantes liasses de papiers où, dans un grand désordre, il y avait un peu de tout : des notes, des pensées, des rêveries, des fragments divers, des brouillons de lettres, et, surtout, les restes d'une sorte de journal intime qu'il semble avoir assez régulièrement tenu pendant un demi-siècle et dont il a rempli quelque deux cents carnets.

Sur l'un de ces carnets, le 8 janvier 1815, Joubert écrivait : « Le ver à soie file ses coques et je file les miennes. Mais on ne les dévidera pas. Comme il plaira à Dieu ! »

« Si ; je les ai dévidées ! » C'est Chateaubriand qui parle ainsi, dans le court avant-propos qu'il mit en tête du *Recueil des Pensées de M. Joubert* dont il procura lui-même l'édition en 1838. Il ne faut pas médire de cette édition originale, pas

(1) *Les Carnets de Joseph Joubert*, textes recueillis sur les manuscrits autographes par André Beaunier ; préfaces de Mme André Beaunier et André Bellessort, 2 vol. in-8 ; Paris, Gallimard, 1938. — Cf. André Beaunier, *la Jeunesse de Joseph Joubert*, Paris, Perrin, 1918 ; — *Joseph Joubert et la Révolution*, Perrin, 1918 ; — *le Roman d'une amitié : Joseph Joubert et Pauline de Beaumont*, Perrin, 1924.

plus qu'il ne faut médire de l'édition originale des *Pensées* de Pascal : ces deux éditions étaient, pour l'époque, tout ce qu'elles pouvaient être, et elles ne donnent pas une idée infidèle de l'écrivain qu'elles nous présentent.

Les éditions plus complètes, qui ont suivi en 1842, 1850, 1862, ont eu le tort de recourir à certains de ces « arrangements » que la critique moderne répudie à très juste titre. L'éditeur, Paul de Raynal, neveu de l'écrivain, y joignait une intéressante *Notice* et la *Correspondance* ; un peu plus tard, il nous donnait, en un volume à part, les lettres des *Correspondants de Joubert.*

En 1900, l'abbé Pailhès publiait un livre, parfois un peu aventureux, mais qui mérite son titre : *Du nouveau sur Joubert.*

Après toutes ces publications, la physionomie du vrai Joubert commençait à sortir de l'ombre. Il restait à dépouiller méthodiquement, à classer, à utiliser tous ses papiers. Cette bonne fortune échut à André Beaunier. Il y avait en lui, à côté d'un journaliste à la plume facile, spirituelle et un peu pointue, un ancien normalien très informé, rompu aux meilleures méthodes critiques, et qui, ayant jeté sa toge aux orties, dissimulait sa science sous un air volontiers goguenard, bref, une sorte de bénédictin narquois, selon le mot d'Adrien Hébrard sur Anatole France. D'autre part, il n'était pas sans ressembler un peu à Joubert par une certaine préciosité d'esprit et de style, et l'on pourrait signaler entre eux quelques affinités électives. Tant il y a qu'il s'éprit de son sujet : il étudia longuement, amoureusement les manuscrits qu'on lui avait confiés ; il les recopia ; il compléta son enquête par toute sorte de recherches dans les publications et les journaux du temps, dans les archives publiques et privées, et il en consigna les premiers résultats dans trois volumes volontairement minutieux et touffus, — il s'en excusait gentiment, — qui, évidemment, devaient avoir une suite, et dont le fonds substantiel est constitué par une grande biographie inachevée de Joubert. A vrai dire, autour de Joubert pris comme centre, il groupait les portraits assez fouillés d'un certain nombre de personnages dont la vie a été étroitement mêlée à celle de son héros principal, Restif de La Bretonne, Fontanes, Chateaubriand, Mme de Beaumont, entre autres. En même temps, il préparait une édition complète des *Carnets* de Joubert.

Cette édition, une mort tristement prématurée ne lui permit pas de la mettre lui-même au jour. Sa veuve vient de nous la donner en deux gros volumes qui, aux yeux des érudits et des curieux tout au moins, annulent toutes les éditions antérieures. En mettant à profit les consciencieux travaux d'André Beaunier, nous aurons l'occasion d'ajouter quelques traits nouveaux à l'esquisse que, voici déjà bien des années, nous tentions, ici même (1), de cette originale physionomie de Joubert.

* * *

Sur les origines, l'enfance et la jeunesse de Joubert, avant son départ pour Paris, André Beaunier nous donne quelques fines précisions ; il ne nous révèle rien d'essentiel. Enfant sage et doux, déjà méditatif, ce semble, le second d'une nombreuse et modeste famille, très attaché à sa mère, on l'envoya à quatorze ans compléter ses études au collège de l'Esquille, chez les Doctrinaires de Toulouse. Il y fut le camarade de Fabre d'Églantine et de La Romiguière. Ses études achevées, à dix-huit ans, il prend la soutane, mais bientôt il quitte le noviciat, et, sans cesser d'enseigner, il n'appartient plus à la congrégation que comme confrère laïc. Il voit la meilleure société de Toulouse, est très lié avec les Falguière, envoie de petits vers à l'aimable baronne, et déjà il tient son journal. La première « pensée » qu'on ait de lui date de cette époque : « Les âmes vives, écrit ce moraliste de vingt ans, se dégoûtent des plaisirs parce qu'elles y trouvent du mécompte dans leur calcul. Si le plaisir est mauvais, profitez du premier moment pour les en arracher. Si elles y reviennent, tout est perdu ; elles prendront l'objet et s'en contenteront. » Est-ce un aveu ou une confidence ? Je soupçonne que la fragilité de sa santé n'est pas l'unique raison qui l'a finalement détaché des Doctrinaires. Grand liseur, humaniste accompli, ayant entrevu et goûté la vie mondaine, il serait bien surprenant que l'air du siècle n'eût pas pénétré jusqu'à lui et que la « philosophie »

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1910, notre article *Un moraliste d'autrefois : Joubert*; nos *Moralistes français* (Hachette, 1923); dans la *Bibliothèque française* (Plon, 1914), notre *Joubert : textes choisis et commentés*; et, dans la collection de « Médecins bibliophiles », notre réimpression de l'édition des *Pensées* procurée par Chateaubriand, à laquelle nous avions joint la notice biographique d'Arnaud Joubert (Crès, 1930).

n'eût pas déjà, et peut-être assez fortement, entamé ses croyances.

Quoi qu'il en soit, après deux années d'études personnelles, de réflexions, de lectures passées dans sa petite ville natale de Montignac, il se décide, à la grande tristesse de sa mère, à partir pour Paris, probablement pour y chercher la fortune littéraire.

C'était en 1778, l'année même où mouraient Voltaire et Rousseau, probablement en mai ou en juin. Joubert avait vingt-quatre ans. Il alla voir ce vieil enfant de Diderot qui, lui, vivait encore, et qui l'accueillit comme il accueillait tout le monde, avec la « bienveillance universelle » qu'il mettait dans toutes ses effusions : « la bienveillance universelle », ce fut précisément l'un des faux sujets sur lesquels le fameux philosophe orienta son jeune visiteur. Sainte-Beuve croit que l'influence de Diderot sur Joubert fut profonde. Cette influence, d'après quelques mots sévères, mais assez tardifs, des *Carnets*, André Beaunier la nie volontiers. Mais on ne dit pas tout dans un journal intime ; et je suis plutôt de l'avis de Sainte-Beuve.

Nous ne savons pas trop comment Joubert vécut à Paris avant la Révolution. Il n'était pas riche, et il ne devait pas recevoir des subsides bien abondants de sa famille. Le « petit hôtel de Bordeaux » où il logeait, près du Luxembourg, semble avoir eu assez pauvre mine. L'homme ne vit pas seulement de pain, sans doute ; mais il vit d'abord de pain. Plus ou moins étroitement mêlé à la bohème littéraire du temps, Joubert en adopta-t-il les habitudes et les mœurs vulgaires ? Était-il cousu de dettes, comme ses amis Fontanes et Flins des Oliviers ? Se mit-il aux gages des libraires ? Il paraît bien avoir été comme le secrétaire d'un riche mécène, épris de littérature, avide de lauriers académiques, le chevalier de Langeac. Lui- même, « impropre au discours continu », victime de ce qu'on a si bien appelé le souci de la perfection qui stérilise, était peu pressé d'écrire, ou tout au moins de publier, et ses vastes lectures, ses velléités littéraires se tournaient presque toujours en méditations.

De ses camaraderies ou amitiés d'alors, une seule devait surnager, qui allait résister aux vicissitudes de la vie : celle de Fontanes. Un curieux personnage, ce Fontanes, et le contraire, exactement, de ce que nous suggère sa littérature.

Ce qu'on est convenu d'appeler un joyeux drille, dans toute la force du terme. Coureur, hâbleur, égoïste, peu scrupuleux, gros mangeur avec cela, la délicatesse est l'une de ses moindres vertus : ne s'avisa-t-il pas, une fois marié, sous la Révolution, de loger sa femme chez son ancienne maîtresse, la poétesse Adélaïde Dufrénoy ? Mais il plaisait aux femmes, — l'histoire de son mariage, machiné par Joubert, est, à cet égard, très caractéristique, — et il était très vivant : c'est par ce côté-là qu'il dut séduire Joubert, j'imagine. L'amitié, on le sait, vit assez souvent de contrastes.

Les deux amis, en 1783, ayant lu un livre qu'ils admirèrent fort, *la Dernière aventure d'un homme de quarante-cinq ans*, s'en furent complimenter l'auteur, M. Restif de La Bretonne. Celui-ci, un Rousseau très inférieur, est bien l'un des types les plus extraordinaires de toute notre littérature. Il a voulu être l'historien et le peintre véridique de la société de son temps, dont il a connu surtout les bas-fonds, et il a entassé ses observations où, à travers mille obscénités, le vrai et le faux se mêlent étrangement, dans quelque deux cents volumes qu'André Beaunier a eu le courage, non pas peut-être de lire entièrement, mais de feuilleter, non sans profit. Il y a trouvé, entre autres choses, ce dont personne ne s'était encore avisé, quelques-unes des pièces justificatives de ce qu'il a appelé le roman d'amour de Joubert. Ces pièces justificatives, ce sont surtout des affirmations et des imprécations de Restif ; mais il est à croire qu'il n'aurait pas crié sur les toits sa disgrâce, si elle n'avait pas été réelle. Car Restif était marié : il avait épousé une jeune fille de vingt ans, du nom d'Agnès Lebègue, jolie apparemment, et qui, à quarante-trois ou quatre ans, au moment où Joubert l'a connue, était encore une fort belle personne. Mme Restif avait-elle commis toutes les turpitudes dont l'accuse infatigablement l'auteur de *Monsieur Nicolas* ? Nous n'en savons rien. Mais si elle fut un peu légère, il faut avouer qu'elle aurait pu invoquer quelques circonstances atténuantes. Romancier cynique et ordurier, aux mœurs et à l'imagination également crapuleuses, doué d'ailleurs d'un détestable caractère, Restif n'était point un mari de tout repos, et il ne tenait pas précisément école de vertu. Quoique Joubert fût alors fort différent de ce qu'il a été plus tard, il ne lui ressemblait guère. Mme Restif dut le trouver

particulièrement aimable : il avait plus de dix ans de moins qu'elle. Il est à peu près certain qu'ils se sont aimés. « O mes amis, j'ai bu l'amour », écrit Joubert en 1786. Nous ignorons le vrai détail et le dénouement de cette aventure. Joubert n'y fait aucune allusion dans ses *Carnets*, où nous entrevoyons seulement qu'il est alors assez préoccupé des choses de l'amour ou de la galanterie. Je suis assez tenté de croire qu'il faut prendre au pied de la lettre certains aveux tels que celui-ci, daté du 13 juin 1799 : « Mon âme habite un lieu par où les passions ont passé, *et je les ai toutes connues.* » Ce contemporain d'André Chénier aurait pu se reconnaître dans l'épicurien poète des *Élégies.*

Ce n'est pas le seul trait qui leur soit commun. Chênedollé nous a dit de Chénier qu'il était « athée avec délices ». « Avec délices » est sans doute de trop pour exprimer l'état d'esprit de l'ancien novice des Doctrinaires ; mais le fait est qu'il a dépassé le point de vue du panthéisme, auquel Sainte-Beuve croyait encore pouvoir le réduire, et qu'il est allé jusqu'à l'athéisme pur et simple. C'est ce qui ressort d'une lettre d'un de ses amis de jeunesse, Milran, lettre datée de 1787 : « Il ne croit plus en l'autre vie ; il ne croit point, je frémis de le dire, il ne croit point en Dieu ! De longues réflexions l'ont conduit à l'athéisme. *Lui-même se plaint d'un si fâcheux résultat*, mais enfin il est athée, c'est-à-dire qu'il n'a, pour se conduire sagement dans le monde, que deux motifs, son repos et l'estime de soi-même. » Les *Carnets* sont moins explicites, mais ils ne contredisent pas cette affirmation, et l'on y rencontre des traits comme celui-ci : « A Saint-Sulpice. C'est dans de pareils temples que l'homme est religieux et qu'il devient esclave ; c'est devant de tels autels qu'il s'instruit à la servitude. Car tout sentiment religieux est un sentiment servile et quiconque se prosterne devant Dieu se façonne à se prosterner devant un roi. » On voit que Joubert jeune a bien profité des leçons de Diderot.

Dans ces dispositions d'esprit, on conçoit qu'il ait accueilli avec faveur la Révolution, au moins à ses débuts ; et ce fut la Révolution qui lui procura sa première situation régulière. Depuis quelque temps déjà, il est visible qu'il songeait à mettre un peu d'ordre dans sa vie. Ses velléités littéraires n'aboutissaient guère : quelques rares articles qu'il ne signait pas, des

projets d'études vite abandonnées, des notes abondantes prises sur toute sorte de sujets qui sollicitent sa curiosité ou sa rêverie, voilà à quoi se réduisait tout son effort de plusieurs années. Il s'occupait, avec un dévouement touchant, de marier son ami Fontanes. Lui-même avait entrevu, à Villeneuve le Roy, une jeune fille un peu mûre, d'une trentaine d'années, Mlle Moreau, âme inquiète et tourmentée, très éprouvée par la vie, dont le visage peut-être et surtout les qualités morales lui avaient plu, et dont il rêva de faire sa femme. Il mit trois ans à vaincre ses scrupules et à lui faire accepter l'idée d'un mariage : les lettres subtiles et de plus en plus pressantes qu'il lui écrit, et dont nous avons quelques-unes, sont un bien curieux échantillon de stratégie amoureuse. Cette stratégie devait avoir sa récompense et, en 1793, en pleine Terreur, Mlle Adélaïde-Victoire-Thérèse Moreau allait devenir Mme Joubert : elle avait trente-sept ans ; son mari en avait trente-neuf.

En 1790, on ne prévoyait pas encore la Terreur. Joubert venait de perdre son père ; sa mère le souhaitait à Montignac. Un de leurs parents fit une vive campagne pour le faire nommer juge de paix, institution toute nouvelle que la Constituante avait votée dans l'enthousiasme : il fut élu et entra en fonctions au mois de mars 1791. Il remplit tous les devoirs de sa charge avec le tact, la conscience, l'exactitude minutieuse qu'on était en droit d'attendre de lui. Mais les choses se gâtaient, même à Montignac. Il avait vu les hommes d'assez près pour avoir perdu sur eux quelques-unes de ses illusions. Il écrivait, en 1793, dans ses *Carnets* : « Δῆμος : il est capable de vertu, mais incapable de sagesse. » Et, plus tard : « Les révolutions sont des temps où le pauvre n'est pas sûr de sa probité, le riche de sa fortune et l'innocent de sa vie. » Au bout de deux ans, il se déroba à une réélection et, en janvier 1793, il repartait pour Paris.

Le mariage de Joubert, peu après, le fixa à Villeneuve, où la Révolution fut plus pacifique qu'ailleurs. Désormais à l'abri des préoccupations matérielles, il put se livrer tout à son aise à son passe-temps favori : lire, rêver, méditer, tenir un journal de ses pensées, écrire à ses amis. L'année suivante, il entrait en relations avec une femme qui devait, pendant une dizaine d'années, tenir une grande place dans

sa vie, cette charmante et infortunée Mme de Beaumont, dont la grâce fragile, les malheurs et la fine intelligence lui furent un enchantement. Très sensible, trop sensible peut-être, au charme féminin, — ce charme dont Mme Joubert semble avoir été un peu dépourvue, — perpétuel ami des femmes, comme je crois l'avoir appelé, son âme frileuse et frôleuse de confesseur laïc trouvait, dans cette relation nouvelle, matière à s'exercer et à se déployer sans contrainte. Un jour même, cette amitié amoureuse, sur laquelle André Beaunier a dit à peu près tout (1), n'a-t-elle pas failli prendre un nom plus tendre ? On nous cite une lettre, un peu obscure pour nous, de Joubert à Mme de Pange : « Dites-lui, je vous prie (à Mme de Beaumont), écrivait-il, que, depuis qu'*il m'est arrivé d'être immodéré avec elle en épanchements*, j'ai de grandes précautions à prendre avec moi-même, toutes les fois que j'aurai à lui parler de quoi que ce soit. » « Il est probable, ajoute André Beaunier, que Joubert, causant avec Mme de Beaumont, ne s'est pas tenu tout le temps sur la réserve : elle l'a gentiment averti de n'être point un fol. » Il dut sans doute se le tenir pour dit, car tout rentra bientôt dans l'ordre accoutumé. Même, quand Chateaubriand parut en triomphateur et, plus heureux que son délicat ami, sut se faire écouter de l'aimable « hirondelle », le bon Joubert ne paraît pas avoir été jaloux de son trop séduisant rival. A moins qu'on ne considère comme une discrète vengeance la lettre célèbre qu'il écrivit un jour à Molé, et où la psychologie du volage René se trouve fouillée d'une main finement experte et un peu cruelle. A moins encore qu'on ne veuille voir l'expression étouffée de multiples « refoulements » dans ce cri du cœur qui lui échappa quand il apprit la mort de Mme de Beaumont : « Chateaubriand la regrette sûrement autant que moi, mais elle lui manquera moins longtemps. » Il ne disait que trop vrai.

A cet amoureux de l'amitié féminine, la destinée devait une compensation. Il la trouva principalement dans la personne de Mme de Vintimille, dont il fit la connaissance en 1802, chez Mme de Beaumont. Elle touchait à la quarantaine. Aimable, vive, spirituelle et gaie, cachant peut-être sous un air de gaieté un fonds de mélancolie, la mélancolie d'une femme

(1) Voyez aussi le joli livre, pimpant et spirituel, de Mme Marie-Louise Pailleron sur *Pauline de Beaumont, l'hirondelle de Chateaubriand*, éditions Excelsior, 1930.

qui, mariée trop jeune à un vieil homme, n'a pas d'enfants et le regrette profondément, elle fut, de la part de Joubert, comme la fine « hirondelle », l'objet d'une véritable culte. A son lit de mort, Mme de Beaumont pria Chateaubriand de remettre à Mme de Vintimille une petite boîte en écaille dont Joubert lui avait fait présent. Il y avait dans ce joli geste un touchant symbolisme, que Joubert dut profondément sentir. Écrivant à son ami Molé et lui parlant de Mme de Beaumont, il lui disait : « Elle était pour les choses intellectuelles ce que Mme de Vintimille est pour les choses morales ; l'une est excellente à consulter sur les actions, l'autre l'était à consulter sur les idées. » Si quelqu'un a pu consoler Joubert de la mort de Mme de Beaumont, ce dut être Mme de Vintimille.

* * *

Sur le reste de la vie de Joubert, nous n'avons pas de grandes précisions nouvelles. Peut-être en aurons-nous quelques-unes quand on nous aura donné au complet sa *Correspondance*, dont André Beaunier avait aussi préparé la publication. Ce qui d'ailleurs nous intéresse par-dessus tout, c'est l'histoire de sa pensée ; et celle-ci est très suffisamment inscrite dans ses *Carnets*. Essayons maintenant de l'en dégager.

Joubert a beaucoup évolué. Cela n'est pas très surprenant, étant donné d'une part la souplesse pénétrante de son esprit et, d'autre part, l'audacieuse témérité de son point de départ ; il était de ceux qui savent profiter des leçons de la vie.

Quiconque, a-t-il écrit, vit dans des temps incertains, a beau être ferme, invariable dans ses principes, il ne peut pas l'être dans toutes leurs applications ; ferme dans ses plans, dans sa marche, il ne pourra garder toujours ni les mêmes résolutions ni les mêmes chemins. Il faut qu'il abandonne aux vents (cela veut dire aux circonstances) quelques parties de lui-même : qu'il laisse flotter ses cheveux et tienne la tête hors d'atteinte. Je le compare à ces gros arbres, à ces noyers dont les rameaux viennent et vont pendant l'orage, se ployant et se laissant fléchir en haut, en bas, à droite, à gauche, agités dans toutes leurs feuilles, quoique leur tronc reste immobile. Il y a dans cette comparaison une image de moi qui me plaît parce qu'elle excuse, en me les expliquant, des variations que je n'aime ni en moi ni dans les autres.

Pour Joubert, comme pour quelques autres, l'expérience révolutionnaire avait été décisive. Elle lui avait fait comprendre le danger de certaines idées métaphysiquement fausses et pratiquement désastreuses, lorsqu'elles sont imprudemment jetées en pâture à une foule ignorante, impulsive et brutale que de mauvais bergers peuvent si aisément soulever contre l'ordre établi. « Nous avons mal philosophé », avoue-t-il. Et il se retourne avec vivacité contre ces soi-disant philosophes qui l'ont un moment égaré : « Imbéciles ! qui ne savent pas voir que le prêtre est le philosophe par excellence et que de telles fables nous enseignent la vérité. » Il a, du reste, une manière assez curieuse d'expliquer le succès de la propagande philosophique au siècle précédent : « Ils ont trop voulu mêler la religion avec la vie et trop le culte avec les préoccupations journalières de la société. Pour trop en avoir occupé les yeux, les oreilles et tous les sens, ils en ont rassasié les esprits. Pour trop avoir prodigué les cérémonies et les solennités, ils en ont fait désirer l'absence. La multitude des prières a lassé de la piété. L'ambition les a perdus. » Serait-ce là une confidence personnelle, un jour discrètement jeté sur les raisons qui l'ont jadis détaché des croyances traditionnelles ? On pourrait le croire, quand on l'entend déclarer ailleurs : « Sans doute, c'est la philosophie qui a causé la Révolution. Mais qu'est-ce qui a causé la philosophie ? C'est l'arrogance théologique. » On entrevoit qu'il a dû être dans sa jeunesse exaspéré et poussé à la contradiction par la puérile suffisance de certains dogmatismes.

Quoi qu'il en soit, il est maintenant bien revenu de ses juvéniles illusions. Ces philosophes dont jadis il a admiré les prestiges et épousé les paradoxes, il les juge aujourd'hui sans indulgence. « Au lieu de continuer la sagesse, ils l'ont interrompue (je veux dire Montesquieu et les autres) », affirme-t-il. Et il les caractérise ainsi qu'il suit : « Rousseau. Son esprit habita le monde moral, mais non pas l'autre qui est au-dessus. — Voltaire connut la clarté et se joua dans la lumière, mais pour l'éparpiller et en briser les rayons comme un méchant orfraie. — Montesquieu ne connut, ne sentit, n'aima et n'obtint que l'éclat avec un peu de gravité qui vient en lui de ses sujets plus que de lui. — Diderot. Il ne vit aucune lumière et n'eut que d'ingénieuses lubies. »

Ceci est un jugement synthétique qui date de 1822, c'est-à-dire de l'avant-dernière année de la vie de Joubert. Mais durant tout le cours de son existence, il n'a cessé de songer à ses premiers maîtres, et, tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre, il a fixé dans ses *Carnets*, en formules lapidaires, toujours ingénieuses et souvent cinglantes, les appréciations désabusées qu'ils ont fini par lui inspirer. Il ne sera pas sans intérêt d'en relever et d'en commenter quelques-unes.

Montesquieu, qui nous est présenté comme « le plus sage » de tous, est assez épargné : « Sa phrase vive a été longtemps méditée. Ses mots, légers comme des ailes, portent des réflexions graves. Il a des sauts et des élans pour sortir d'une profondeur. » (1805.) Mais avec les années, les réserves viennent : « Montesquieu. Un sautillement de pensées, une raison qui gambade. » (1812.) « Montesquieu. Il sort perpétuellement de cet esprit des étincelles qui éblouissent, qui réjouissent, qui échauffent même, mais qui éclairent peu. C'est un esprit plein de prestiges et qui en aveugle ses lecteurs. C'est un esprit prestigieux. » (1814.) « Montesquieu est une belle tête sans prudence. » (1814.)

Buffon est un peu égratigné pour sa grandiloquence : « Buffon. Il n'y a pas en lui une grande emphase de mots, mais il y a une grande emphase de pensées. » — « M. de Buffon. Étale son plumage. Il est le paon. » (1799.) Mais Joubert finira par lui rendre pleinement hommage : « Buffon a ce qu'il faut : du génie pour l'ensemble et de l'esprit pour les détails. » (1816.)

Diderot, au total, n'est pas trop maltraité : « Diderot. Fou ; non pas qu'il eût la tête folle, mais par de folles opinions. » (1812.) — « Diderot est moins funeste que Jean-Jacques. La plus pernicieuse des folies est celle qui ressemble à de la sagesse (ce qu'on prend pour de la sagesse). » (1815.)

Tel que nous connaissons Joubert, on pense bien qu'il n'a pas pour Rousseau une très vive sympathie : « Dans les écrits de J.-J. Rousseau, écrit-il en 1805, l'âme est toujours mêlée avec le corps et ne s'en sépare jamais. » Il sera beaucoup plus dur quelques années plus tard : « J.-J. Rousseau. La vie sans actions, toute en affections et en pensées demi-sensuelles ; fainéantise à prétentions, voluptueuse lâcheté, inutile et paresseuse activité qui engraisse l'âme sans la rendre

meilleure, qui donne à la conscience un orgueil bête et à l'esprit l'attitude ridicule d'un bourgeois de Neuchâtel se croyant roi... Enfin l'emphase du plus voluptueux coquin qui s'est fait sa philosophie et l'expose éloquemment. Le gueux se chauffant au soleil et méprisant délicieusement le genre humain. » (1812.) On n'est pas habitué à trouver de telles violences sous la plume du délicat Joubert.

Mais, de tous les philosophes, celui contre lequel il a dirigé les traits, non pas peut-être les plus violents, mais les plus acérés, c'est sans contredit Voltaire. Il ne le laisse jamais en repos. A chaque instant, il revient sur lui pour lui porter de nouveaux coups. Si l'on recueillait tous les jugements qu'il a formulés sur l'auteur de *la Pucelle*, on aurait un réquisitoire en règle contre le patriarche de Ferney. Visiblement, celui-ci hante notre moraliste ; et son insistance même nous est peut-être un signe de l'action décisive que le « gazetier perpétuel », comme il l'appelle joliment, a dû jadis exercer sur sa pensée. Ne serait-ce pas surtout le roi Voltaire qui aurait enseigné « l'art de décroire » à l'ancien novice des Doctrinaires ? Ce qui, en tout cas, est sûr, c'est que Joubert est de « ceux qui, *ne le lisant plus*, mais observant les influences que son esprit a répandues, se font un acte d'équité, une obligation rigoureuse et *un devoir de le haïr* ».

Il va sans dire d'ailleurs que la « haine » très réfléchie d'un Joubert ne manque pas de clairvoyance. Ses « voltairiana » abondent en observations piquantes, en formules pénétrantes, et dont la critique peut faire son profit : « Voltaire et Rousseau, dira-t-il par exemple : l'ours et le singe, dans le règne intellectuel. Voltaire. Il contrefaisait (très bien même) le bon sens. Et tout son talent consistait à contrefaire. » — « Voltaire. Il apprend à l'esprit à faire des gambades et des entrechats. Il met dans le cerveau humain une sorte de tintement et une sorte de frétillement. » — « Voltaire. Il est impossible qu'il contente et impossible qu'il ne plaise pas. » — « Voltaire. Cet esprit toujours hors de soi. Ce n'est pas qu'il n'y rentrât, mais il n'y restait pas. » — « Effleurant tout et évitant d'approfondir, il ne casse jamais la glace, mais personne n'y a jamais si bien glissé. » — « Voltaire. Esprit très brillant, très actif. Il occupait la région entre la folie et le bon sens, et allant perpétuellement de l'un à l'autre. » — « Voltaire est l'esprit

le plus débauché. Et ce qu'il y a de pire, c'est qu'on se débauche avec lui. » — « Voltaire. Le jugement droit, l'imagination ornée et riche, l'esprit agile, le goût vif, le sens moral détruit. » Si Joubert avait connu les lettres du patriarche à sa nièce, Mme Denis, qu'on vient de nous révéler (1), il aurait vu jusqu'où peut descendre le cynisme et la dépravation chez un vieillard libidineux et incestueux, et il se serait su gré de ce dernier jugement.

Détaché de Voltaire et de toute la séquelle encyclopédique, à quelle philosophie Joubert s'est-il rattaché ? Il est tout simplement revenu, comme il l'a dit, aux « préjugés », c'est-à-dire aux croyances traditionnelles. Comment cette évolution s'est-elle produite ? C'est ce que nous ne saurions dire avec la dernière précision. Le détail de cette histoire d'âme nous échappe un peu. Nous en connaissons surtout les résultats. Peut-être, si nous avions sous les yeux la correspondance complète de l'écrivain, peut-être en verrions-nous mieux les raisons déterminantes et les étapes successives. Dans l'une des lettres que nous possédons et qu'il adresse à celle qui sera bientôt sa fiancée, nous voyons qu'il s'ouvre à l'idée d'immortalité : en bon disciple de Platon, il l'admet comme une belle espérance, non pas comme « une vérité certaine ». « Ils en feront tant, disait Duclos des Encyclopédistes, qu'ils finiront par me faire aller à la messe. » Les crimes et sottises révolutionnaires durent, j'imagine, provoquer chez Joubert une réaction analogue.

Comme il arrive toujours en pareil cas, cette réaction l'avait rendu à sa vraie nature. Idéaliste impénitent, nourri de Platon, qu'il vénérait profondément, c'était une âme non seulement religieuse que Joubert ; c'était une âme pieuse. « La piété, a-t-il dit, est au cœur ce que la poésie est à l'imagination, ce qu'une belle métaphysique est à l'esprit. Elle exerce toute l'étendue de notre sensibilité. » Et ses *Carnets* nous le montrent méditant sans cesse sur les choses de l'âme, sur les réalités de l'ordre spirituel, sur tout ce que le mot religion enveloppe d'idées graves et de sentiments élevés. « Tout ce qui est très spirituel et où l'âme a vraiment part

(1) Voltaire, *Lettres d'Alsace à sa nièce Mme Denis*, publiées d'après les manuscrits originaux avec des introductions et des notes par G. Jean-Aubry, un vol. in-8; Gallimard, 1938.

ramène à Dieu, à la piété, écrit-il. L'âme ne peut se remuer, ouvrir ses yeux, se réveiller sans sentir Dieu. »

Il y a bien des manières d'aller ou de revenir à Dieu. Celle de Joubert ne ressemble pas à celle de Descartes. Ce n'est ni par le côté métaphysique, ni par le côté exégétique, ni par le côté historique qu'il aborde la religion ; c'est par le côté poétique, moral et social. A cet égard, son apologétique est toute voisine de celle de son ami Chateaubriand, dont il sait bien, d'ailleurs, le fort et le faible, et sur lequel il a plus d'un mot assez dur. « Mettre le christianisme en poème, dira-t-il par exemple, est le moyen d'en perdre la réalité. » En revanche, Chateaubriand eût signé cette pensée, qui date de 1798, et qui donc est antérieure au *Génie du Christianisme* : « Aucune doctrine ne fut jamais aussi bien proportionnée à tous les besoins du cœur et de l'esprit humains. » Et cette autre, qui est de 1797 : « La Bible est aux religions ce que *l'Iliade* est à la poésie. »

Ce qui frappe et séduit Joubert dans la religion, c'en est le caractère pratique, ou pragmatique, comme l'on dirait de nos jours. Il revient sans cesse sur cette idée qui, évidemment, lui tient au cœur. « La religion : remède, écrira-t-il. Et s'il guérit, qu'importe d'où il vient et ce qui le compose ? » Et encore : « Qu'ils nous donnent donc une philosophie qui soit meilleure et plus efficace que la religion. » Ailleurs encore : « Dans les questions de métaphysique, il faut se décider par la clarté. C'est l'utilité qui doit décider dans les questions de morale et de pratique. » L'utilité morale et sociale, c'est là, pour lui, en matière de croyances, le critérium suprême ; la vérité, ou ce qu'on est convenu d'appeler de ce nom, lui est chose à peu près indifférente. « Je n'examinerai point d'abord si cela est vrai, déclare-t-il, mais j'examinerai s'il faut le croire. » Il ira jusqu'à écrire : « Religion. Il faut chercher, par tous les moyens possibles, à se la persuader et à s'en convaincre. Cela importe à nous, à nos familles, à nos voisins, au genre humain. Il est nécessaire d'y croire, *il ne l'est pas qu'elle soit vraie.* » Visiblement, il se défie de ce que Kant a appelé la raison pure, de l'intelligence abstraite qu'il juge ployable en tous sens ; il se fie bien davantage au sentiment, au cœur. Il osera dire : « Les preuves de l'existence de Dieu ont fait beaucoup d'hommes athées. » Expression évidemment para-

doxale d'une idée que bien d'autres pensées expliquent, corrigent et atténuent : celles-ci, entre autres : « Le Dieu de la métaphysique n'est qu'une idée ; mais le Dieu des religions, le créateur du ciel et de la terre, le juge souverain des actions et des pensées est une force. » — « Que et pourquoi la même croyance unit plus les hommes que le même savoir (approfondir ce point). C'est peut-être parce que (ou du moins je le crois) les croyances viennent du cœur. »

Un théologien rigoureux trouverait sans doute que toute cette apologétique est fortement entachée de fidéisme, et il n'aurait pas tout à fait tort. Il est à croire que le *Credo quia absurdum* n'aurait guère scandalisé Joubert. Je n'ai pas ici à justifier son état d'esprit ni à défendre le fidéisme. J'observe simplement que le fidéisme a tenté plusieurs grands esprits, des convertis généralement, qui ne sont certes point suspects, — tels saint Augustin et Pascal, — d'avoir ignoré les ressources ou fait un mauvais usage de la raison. Ne serait-ce point que, « rationalistes fatigués » ou désabusés, ayant, mieux que beaucoup d'autres, appliqué victorieusement à toute sorte d'objets leur faculté de connaître, ils en ont touché les limites et réalisé, pour la conquête de vérités supérieures, la relative impuissance ? Ce serait un peu, semble-t-il, le cas de Joubert. Le rationalisme critique de sa première jeunesse l'avait conduit à une impasse. L'expérience de la vie et des hommes, la terrible réalité historique qu'il avait eue sous les yeux, l'ont amené à remettre à l'étude les problèmes que sa présomption juvénile lui avait fait écarter ou résoudre avec une impatiente légèreté. Il était naturel qu'il conçût quelque défiance à l'égard de cette raison raisonnante qui, sur la foi de ses mauvais maîtres, avait failli l'égarer.

Un dernier trait caractérise cette philosophie religieuse, telle qu'elle s'esquisse dans les carnets de Joubert. De toute évidence, elle vise à légitimer les thèses essentielles et les positions fondamentales du christianisme, et, plus particulièrement, du catholicisme. Or, il est à observer que le délicat écrivain parle plus souvent et plus volontiers de la religion en général et des religions que du christianisme, et plus encore du christianisme en général que du catholicisme. Le nom même de Jésus ne figure guère dans ses considérations. On se tromperait certes du tout au tout en insinuant

qu'un pur et simple déiste pourrait trouver là son compte. Dès 1796, Joubert avait dépassé le point de vue déiste : « Déisme, écrivait-il : le genre humain ne peut pas s'en accommoder. Cette doctrine est proportionnée à notre force, mais non pas à notre faiblesse. » Mais enfin, il faut bien reconnaître que les précisions dogmatiques manquent à son credo. Peut-être, à son insu, se souvenait-il encore d'avoir trop admiré jadis la *Profession de foi du Vicaire savoyard.*

On ne saurait, en quelques pages, épuiser tout l'intérêt des carnets de Joubert. Sur toute sorte de questions littéraires, esthétiques, psychologiques, morales ou philosophiques, il y aurait profit à recueillir et à méditer cette pensée fine, pénétrante, originale et qui se traduit en termes parfois un peu subtils, mais toujours ingénieux dans leur expressive concision. « Le tour antithétique, énigmatique, recherché, a-t-il écrit, est indispensable au raccourci dont on est obligé d'user quand on veut faire tenir sa pensée, son humeur ou son sentiment dans un espace trop borné de paroles et de temps. Ce tour est alors naturel et sa nécessité en fait l'excuse et le mérite. » Voilà qui est plaider bien ingénieusement coupable.

Il a dit encore : « Les petits livres sont plus durables que les gros ; ils vont plus loin. Les marchands révèrent les gros livres ; les lecteurs aiment les petits. Ce qui est exquis vaut mieux que ce qui est ample. » On peut lui appliquer cette juste observation. On ne va pas à la postérité, quand on est « impropre au discours continu », avec un gros livre de près de mille pages. Maintenant que nous avons entre les mains, grâce à André Beaunier, tous les carnets de Joubert, il faudrait en extraire un assez court volume qui ne contiendrait que l'exquis et l'excellent de ce long « papier journal ». Il faudrait en un mot refaire avec un soin plus attentif le « recueil de pensées » qu'avait publié Chateaubriand, et qui serait bien vite classique. Joubert alors prendra définitivement place parmi nos petits moralistes, un peu loin assurément de Pascal et de Bossuet, mais tout à côté de Chamfort et de Rivarol, entre Vauvenargues et La Bruyère.

VICTOR GIRAUD.

SPECTACLES

COMÉDIE-FRANÇAISE

Neuvième matinée poétique : La Vie racontée par l'Œuvre-Lamartine. — *Le Mariage de Figaro*, de Beaumarchais. Mise en scène de Charles Dullin. Décors et costumes de Touchagues. Musique de Georges Auric.

La Comédie-Française a donné, cette saison, une brillante série de matinées poétiques. Des écrivains célèbres et divers ont présenté et choisi des sujets et des textes. Tour à tour, MM. Gérard Bauër, Émile Henriot, Léon-Paul Fargue, Edmond Jaloux, André Maurois, etc..., ont tenu la place du conférencier et offert au public les choix dus à leurs goûts, souvenirs et préférences sous des titres ingénieux et variés permettant des groupements soit d'époques, soit d'inspiration. M. Jean-Louis Vaudoyer qui, les précédentes années, avait, seul, assumé la très lourde et délicate tâche de l'organisation de ces matinées, dont le succès a été si vif et si justifié, a, cette année encore, conçu le prétexte de plusieurs d'entre elles et les a dirigées et commentées avec la plus juste autorité. Les excellents artistes de la Comédie ont prêté leurs concours à ces récitations de genres différents et ont contribué à leur belle réussite.

La séance qui fut consacrée, le 18 février, à Lamartine, fut très belle et très émouvante. En quelques phrases, M. Vaudoyer esquissait successivement le déroulement de la vie illustre, ponctué par les poèmes écrits à certaines dates et rythmant parfois l'émotion profonde de certains événements. M. Maurice Escande récita le sublime *Crucifix* avec une douleur ardente ; Mlle Françoise Delille détailla avec une naïve candeur l'*Hymne de l'enfant à son réveil*, ce pur chef-

d'œuvre ; M. Pierre Bertin, — dont il faut aussi applaudir la collaboration qu'il apporte à la direction de M. Jean-Louis Vaudoyer, — fut exquis dans l'*Épître familière* ; M. Alexandre fit comprendre la grandeur des vers à *Némésis*. M. Jean Yonnel lut avec une grâce émue, profonde et mystérieuse, cette pièce adorable qui s'intitule : *Un Nom*. Et la prose ne fut pas oubliée : Mlle Mary Marquet fut superbe dans le morceau de l'*Histoire des Girondins* sur *la Marseillaise*. D'après les mémoires de M. de Freycinet, M. Julien Bertheau lut le récit du rôle de Lamartine à l'Hôtel de ville, le 25 février 1848 (extrait du beau et intéressant ouvrage du poète Henry Derieux, *Lamartine raconté par ceux qui l'ont vu*), et le texte étonnant de l'improvisation brûlante et spontanée sur le drapeau tricolore. M. Aimé Clariond lut la lettre d'Émile Ollivier à E. de Girardin, racontant les funérailles de Lamartine à Saint-Point, le 4 mars 1869... Les moments culminants de cette séance furent l'*Hymne du matin* (des *Harmonies poétiques*) récité par cinq voix différentes : M. Georges Le Roy, Mmes G. Rouer, Marcelle Gabarre, Mony Dalmès, Maria Fromet, concert d'intonations graves, tendres ou claires, révélant toute la musique ailée, ascendante, lumineuse du poème, et *la Vigne et la Maison*.

Ce dernier poème, d'une douleur si admirable, d'une tendresse si profondément humaine, où palpitent à la fois toutes les douleurs, tous les regrets, tous les souvenirs sacrés, et toute la résurrection ravissante de l'enfance et de la première jeunesse, a été mis en scène et joué comme on joue *les Nuits* de Musset. Le poète, M. Maurice Donneaud, et son « âme » incarnée par Mlle Renée Faure, voilée de pâleurs légères, ont dialogué dans un décor où ils semblaient de vivants fantômes. Nul poète ne dira avec une ferveur plus simple et pourtant sublime par sa sincérité et sa douleur, ce chant familial où pleure la peine de survivre au cher passé, de *se* survivre. Lamartine avait soixante-cinq ans, et sa vieillesse dépouillée, harcelée, avait déjà commencé.

Une séance tout entière sera consacrée bientôt à *Jocelyn* et, je le pense aussi, à *la Chute d'un Ange*. *Jocelyn!* ce roman poétique connut une fortune prodigieuse... En son île antillaise, la mère de mon père José-Maria de Heredia était une admiratrice passionnée de Lamartine et de *Jocelyn*. Mon père

faillit s'appeler Jocelyn... Il me disait aussi que les premiers vers qu'il balbutia furent ceux de l'*Hymne de l'enfant à son réveil*. Aussi voulut-il, plus tard, connaître le vieux Lamartine. Il alla le voir dans ce châlet de l'avenue Henri Martin, branlant et moisi, s'ouvrant au fond d'un jardinet inculte. Là, au coin d'une cheminée, dans le demi-jour verdâtre d'un salon au rez-de-chaussée où dormaient deux grands lévriers, héraldiquement couchés tels que si déjà ils gardaient une tombe, le vieux poète était assis. Il n'était plus que son ombre, sa grande ombre, à laquelle l'injuste destin semblait avoir coupé les ailes. Après tant d'élans, de bonheurs, de triomphes et de deuils, après l'oubli, après la ruine, les dettes, le travail harassant, cette créature qui fut privilégiée, au coin d'un maigre feu, éteignait sa haute flamme. Mon jeune père avait profondément senti le drame magnifique de cette destinée, et l'image évoquée par lui, un jour, devant moi, enfant, se grava, par ses yeux, dans ma mémoire.

Merci à cette belle séance, à ses interprètes, à ses éminents organisateurs.

« LE MARIAGE DE FIGARO »

Quelques jours plus tard... nous fûmes conviés à la reprise du *Mariage* et cette folle journée fut une étincelante soirée. Certains en ont jugé le mouvement un peu lent. Pour ma part, je l'ai trouvé plein de verve et de désinvolture. Les costumes m'ont semblé gracieux, colorés, amusants et les décors de Touchagues m'ont beaucoup plu. J'ai reconnu en maintes scènes, avec tant de plaisir, ce sens du rythme dont Charles Dullin sait animer si bien les personnages dans l'accélération des péripéties, la gaieté bariolée des farandoles, l'utilisation des gambades et des ensembles des moments de fête dansée, de joie villageoise ou de pirouettes accompar gnant celles du style. On nous a rendu toute la saveu- galante et familière de cet imbroglio de château en Espagne, on a laissé tomber les « effets » rappelant que cette pièce célèbre contribua à démolir un régime et fut un des prologues de la Révolution. Ce fut vraiment une folle journée, pleine de quiproquos, d'intrigues, de ruses, de suspicions, de drôleries, de fariboles, de farces, de désirs et d'amour. Toute

l'interprétation était gaie, heureuse. Madeleine Renaud semblait se divertir elle-même en incarnant Suzanne. Elle est une Suzanne adorable, spirituelle, leste, déliée, retorse avec sincérité, légère, avisée, exquise... Qu'elle est jolie, au premier tableau, avec son bonnet, sa robe grise et blanche écourtée sur les pieds dansants, entre son cher Figaro et son armoire à linge ! Figaro, c'est M. Pierre Dux et je l'ai trouvé excellent. Je ne lui reproche point ses moments sentimentaux ; tous les farceurs sont sentimentaux. Il a admirablement dit, rêvé le fameux monologue, qui vieillit tellement la pièce lorsqu'il est débité en tirade et détaillé de façon déclamatoire, imposant son importance et la date qu'il a fixée dans les revendications populaires. Dux, alangui, attristé dans l'ombre des marronniers nocturnes, — que d'ailleurs nous imaginons sans les voir, les demi-ténèbres ne nous montrant que des pavillons mystérieux, — Dux se livre à sa tristesse, puis à ses souvenirs ; il les rêve, les interrompt, les reprend ; c'est vraiment un « monologue intérieur » qu'il nous est permis d'écouter et non un morceau de bravoure lancé au public comme l'insolite clairon de ces coqs qui prennent le clair de lune pour l'aube. Dux a rendu à ce morceau célèbre toute sa vérité, tout son naturel ; il a senti cela en véritable artiste et le public en l'acclamant ne s'y est pas trompé. M. Ledoux est un étonnant Bridoison, Mlle Delamare une belle comtesse, peureuse, digne et refroidie ; M. Debucourt est un charmant Almaviva portant si bien ce joli costume vert, puis ses drôles d'atours de la scène du jugement, chapeau emplumé, veste rouge et or, cape blanche. Mme Fonteney est, en Marceline, fort drôle et pincée, vêtue de soie hanneton. Bacqué est un bon Bartholo, Pierre Bertin un impayable Basile ; impayable, mais « juste assez », avec sa guitare et ses grands pieds ; Denis d'Inès habillé en rose-potiron, est un jardinier parfait qui défend avec un triple zèle la vertu de Fanchette, la gloire de Suzanne, et les parterres sur lesquels Chérubin est tombé en sautant de la fenêtre de la comtesse... Chérubin ! Ah nous y voici ! Chérubin est trop petit ; Chérubin est trop jeune, trop enfant, trop fluet, trop invraisemblable. Il est entendu qu'il grandira... « puisqu'il est espagnol »... mais avant qu'il n'ait grandi il est impossible. Cela n'empêche pas ce petit Claudio d'être

fort gentil acteur... Mais il fausse tout le rôle, autant que la musique de M. Georges Auric remplaçant inutilement le vieil air de Malbrough dans *J'avais une marraine.* Et, pourtant, je ne raffole pas des Chérubins travestis. Ces jolies filles costumées en garçonnets, on ne comprend pas que le comte en soit jaloux de cette façon-là ; on s'étonne qu'il ne devine pas la supercherie et qu'il ne les courtise pas en bon galantin qu'il est. L'idée d'un petit jeune homme me semblait fort bonne ; mais, voilà : il fallait, pour ce rôle un adolescent... ce fut un bébé qui l'obtint...

Toute la figuration, vêtue d'oripeaux joyeusement multicolores, est très au point. Les éclairages sont charmants. Et malgré ces quelques critiques et réserves, bravo, bravo, Dullin ! D'ailleurs, les étudiants, le public ont applaudi avec une véhémence interminable. Oui ! oui ! bravo, Dullin. Et en somme, bravo aussi, Beaumarchais. Ah ! le joli texte ! Ah ! la jolie pièce ! Que c'est agréable un auteur qui a de l'esprit !

THÉATRE DE L'ODÉON

Pelléas et Mélisande

L'Odéon a repris le divin *Pelléas*, et nous le félicitons de cette idée, nous permettant d'entendre de nouveau le texte poétique, mystérieux et triste, sans rien devoir à l'envoûtement de la musique de Debussy. Ici, la musique de scène de Fauré, entre les actes, nous est offerte. Elle est de la plus grande beauté. Mais j'aurais préféré qu'il n'y eût nulle musique autre que celle-là du rythme du songe, soulevé lentement en nous-mêmes par l'incantation, non seulement des mots, mais de la vibration qu'ils suscitent en notre sensibilité. Quelle incantation amoureuse ! si tendre, si triste, immortelle parce qu'elle incarne en *Mélisande et Pelléas* tout le passionné désespoir, toutes les malchances sentimentales de la jeunesse. Dans maintes jeunes femmes, une Mélisande est cachée, même en nos jours de cheveux coupés, même à notre époque où la petite automobile vous permet de n'être plus prisonnière en un vieux château. Maintes jeunes femmes sont ainsi : ignorantes d'elles-mêmes, sauvages, inconnues de celui qui s'empare de leur jeunesse au hasard de la vie, maintes jeunes

femmes sont ainsi, à la fois sincères et perfides sans le savoir, et pas heureuses et cherchant le bonheur... sans savoir qu'il n'existe pas... ou bien qu'il est tout près... comme *l'Oiseau bleu*, mais, hélas ! toujours en cage. Maints jeunes couples sont pareils à Mélisande et à Pelléas, se trouvant trop tard, alors qu'ils sont destinés à être unis... et ne l'étant à jamais que dans la mort et dans le souvenir des poètes. Pelléas et Mélisande sont ce symbole, qui est bien plus puissant que l'âge dit du « symbolisme » où ils sont nés. C'est par cette vérité profonde qu'ils sont à jamais rejoints et punis, comme si l'amour, en toute sa candeur première, était toujours une faute, comme si le destin défendait aux jeunes êtres la joie et la sécurité dans la passion... En peu de phrases, mais toutes lourdes de rêves, l'histoire simple et terrible, l'histoire de tous les âges, de tous les temps, s'accomplit... Et la mort généreuse vient chercher Mélisande pour la conduire auprès de Pelléas. Toute la grandeur de cette œuvre se résume en ces mots de Mélisande en face de sa petite fille nouvelle née : « *J'ai pitié d'elle...* » « Si j'étais Dieu, dit aussi le vieil Arkel, j'aurais pitié du cœur des hommes. » ... Le grand Maeterlinck, en sa sagesse, qui a pesé les destinées, a pitié du cœur des femmes.

Mme Renée Maeterlinck incarne Mélisande avec amour ; M. Georges Rollin est un charmant et ardent Pelléas ; M. Louis Seigner est parfait en Golaud le jaloux, le tourmenté ; M. Wasley est un excellent Arkel, et la petite Monique de Bonnay est un petit Yniold qui révèle un talent des plus remarquables. Quelle voix ! quelle intelligence du texte !

Les décors et les costumes sont de M. René Moulaert.

THÉATRE MONTPARNASSE : GASTON BATY

Manon Lescaut, 12 tableaux de Marcelle Maurette, d'après le roman de l'abbé Prévost. Mise en scène de Baty. Décors de Bertin, costumes d'Annette Sarradin.

Il faut le dire, Mme Maurette semble avoir été gênée par le désir de ne pas suivre le livret de Meilhac. Elle nous présente, dès le lever du rideau, des Grieux, déjà berné par Manon, revenu chez son père et subissant de celui-ci une semonce explicative. Nous sommes déçus. Nous avons l'im-

pression d'être arrivés en retard et d'avoir manqué le coche d'Amiens où nous aurions fait la connaissance de la séductrice. Ce côté narratif, qui nous expliquera tout ce que nous ne verrons pas, sera jusqu'au bout, à mon avis, et malgré toute ma sympathie pour l'auteur de *Madame Capet*, le défaut de la pièce. Les canailleries de Manon lorsqu'elles nous seront offertes en tableaux, les dégradations successives de des Grieux devenant, auprès d'elle et de son frère, l'affreux Lescaut, rapidement tricheur, voleur, assassin, nous causent moins d'intérêt que d'ennui un peu révolté. Tout ce qui, dans l'atmosphère du récit, s'acceptait avec je ne sais quelle complicité de lecteur attendri malgré son blâme, tout ce qui s'accepte aussi à l'Opéra-Comique si facilement grâce au romanesque enveloppement de la musique, se trouve sous ce nouvel aspect desséché par une sorte d'évidence cynique. Les insultes de Manon au vieillard moqué et volé, qui se venge en la faisant expédier à la Nouvelle-Orléans avec le convoi des « filles perdues », nous choquent. Les droits de la jeunesse aux plaisirs obtenus avec l'argent des dupes et des vieux galants ne nous paraissent pas devoir s'imposer ainsi. Rien ne reste à Manon de ses grâces d'ingénuité pervertie, de ses inconsciences encore enfantines, de ses charmes de passion, de sa séduction de fidélité maintenue à travers ses inconstances profitables. Nous voyons une Manon sèche, autoritaire, décidée, « entôleuse » plus qu'enjoleuse, et qui corrompt, au nom de l'amour, un jeune dadais.

De jolies scènes, d'ingénieux décors, de gracieux costumes font néanmoins passer une agréable soirée, et le dernier acte, très réussi, dans la case de la Nouvelle-Orléans, rachète les critiques que nous devons faire aux précédents. Manon et des Grieux y reprennent figures d'amants aimables et infortunés. Pourtant, je regrette que, là encore, nous n'ayons que le récit de Manon pour nous peindre l'affreux départ, l'affreux voyage. Dans la *Manon* de MM. Bataille et Flament, que Jane Marnac joua jadis avec tant de feu et de talent, on voyait ce bateau, l'embarquement des pécheresses, et des Grieux, malgré tout, y rejoignant Manon... Mais M[me] Maurette s'est défendue des grands effets.

En tout cas, la scène des propositions amoureuses de Synnelet, neveu du gouverneur, le duel avec des Grieux, la

mort de ce Synnelet, la fuite des amants et la mort de Manon en un site désert, — « le désert de l'amour », évidemment, — emportent l'intérêt et l'émotion du spectateur. M[lle] Suzet Maïs est une Manon vive et jolie, M. Lucien Nat un excellent Synnelet, M. Darcante un des Grieux un peu trop nigaud. M. Vitray joue au mieux deux rôles. M. Martial Rèbe aussi; il est très bien dans les petites scènes épisodiques du fripier, puis des colons vêtus de blanc se disant la vérité sur leur colonie, devant une grande carte représentant peut-être le pays de leurs vains rêves. Les colons, Manon, des Grieux, tous cherchaient le bonheur, le fallacieux bonheur...

Conclusion : ne portons pas trop souvent à la scène les romans célèbres, car la représentation directe leur enlève, en matérialisant les héros, toute la vie que leur donnent l'imagination et la force de l'irréel.

THÉATRE ET DANSES AUX INDES NÉERLANDAISES

M. Rolf de Maré, dont on n'a pas oublié les *Ballets suédois*, vient de rapporter d'un voyage d'exploration aux Indes néerlandaises (Java, Bali, Célèbes, Sumatra et Nias) des documents de danses et de théâtres : poupées, marionnettes, instruments de musique, des photographies, peintures aquarelles, attributs de danseurs, accessoires de danses, tout cela est du plus curieux intérêt. Cette collection est venue se joindre à celles des *Archives de la Danse*, et nous fait faire un beau voyage imaginaire en ces îles lointaines.

Les masques si bizarres, hallucinants, grimaçants en sont une des curiosités. Ceux de Bali sont d'étranges caricatures humaines, Java nous offre des masques d'animaux légendaires. Des poupées géantes et masquées forment ce que l'on nomme le *barong landung* ; un masque de Célèbes est particulièrement rare, d'autres s'accompagnent de mains en bois. De splendides costumes de danses d'apparat sont dus à l'amabilité de princes généreux, car on ne peut les acheter. Ces objets et ces documents méritent une étude longue et savante. Il faut être la charmante conférencière Claire Holt pour vous expliquer, avec une pointe d'accent exotique, comment se manœuvraient les poupées du théâtre d'ombres représentant des dieux et des héros et des princesses. Il faut

l'écouter, quand elle explique aux spectateurs les influences diverses qui contribuèrent au cours des siècles à la civilisation de ces îles qui connurent celles des Indes, de la Chine, de l'Islam et enfin du christianisme, mais dont certaines contrées retirées, non atteintes par ces courants d'arts variés, ont conservé des traditions locales intactes. Mme Claire Holt commente le déroulement des films de danses, pour la plupart en couleur, qui ont été tournés par Rolf de Maré. Ces films sont fort jolis en leurs nuances si particulières, car les tons des paysages et des costumes s'allient en des clartés de fleurs, de verdure, d'eaux et de soies. Les coiffures, les tuniques, les ornements ont souvent cet aspect d'insectes brillants, de papillons flottants que nous admirons en certaines estampes japonaises. Voyez ces invités d'une noce montant par un escalier extérieur à un étage de la maisonnette où se tiennent les mariés ; n'ont-ils pas l'air de fourmis géantes, de coccinelles agrandies rouges et brunes avec, au dos, des écharpes découpées, grimpant à l'assaut d'un mur vers une fenêtre ouverte !

Les rondes funèbres de Célèbes ont un étonnant caractère ; devant la maison du mort, coiffés de l'oiseau « rhinocéros », les uns blancs, les autres noirs, vêtus de choses impondérables, les danseurs exécutent les pas et les rites funéraires avec une lenteur flottante qui fait songer aux ralentis des visions sous-marines. Car la lenteur est, ici, une des beautés des danses : les gestes des bras, des mains, du cou, les expressions du visage, — ainsi que dans les danses de l'Inde, — sont aussi essentiels que la pose du corps, les mouvements des jambes, les torsions des pieds.

Ces jeunes filles qui dansent, longues, si longues en leurs parures blanches et vertes, ont l'air de poupées de bois avec leurs visages ocrés, leurs bras immobiles ; puis voilà que le poignet s'anime, que la main se meut, se tend, fait penser au détachement subit d'un pétale d'iris s'incurvant pour découvrir le cœur fermé et pour commencer à former la fleur... Si les fleurs et les arbres dansaient, ils auraient tour à tour ces raideurs agiles, ces détentes flexibles, ces gravités naturelles, ces frissonnements, cet éploiement ou cette éclosion, écharpes épanouies, flottantes ceintures, ors et couleurs, essors de pétales... Les danses villageoises,

pour célébrer la moisson ou pour attirer la bénédiction du ciel sur la terre, sont très singulières, émouvantes souvent, par la sincérité d'un rite que l'on sent millénaire. Et cette danse qui ne peut se danser qu'à l'intérieur de la maison et pour laquelle il faut douze jeunes filles, qu'elle devait être belle ! Nous ne voyons que deux danseuses, les seules ayant conservé en leur île les traditions de ces vieux rythmes. Dans la brune atmosphère d'une chambre, deux créatures incertaines, vêtues de rouge et de brun, agitent, ouvrent, ferment leur éventail. La lumière joue sur cette aile de nacre qui semble frémir du désir de retrouver sa sœur, afin de reconstituer le vol, l'essor qui leur permettra de quitter la maison, la prison. Une des danseuses possédera-t-elle les deux ailes ? s'envolera-t-elle, papillon étrange, laissant au logis sa compagne frustrée ? Rien de plus poétique que ce jeu, d'une imprécision apparente, cachant un code rigoureux de gestes, de langueurs, de pas, de détours, d'immobilités frémissantes. Nous verrons aussi, mais sans couleurs, les dames qui imitent en leurs danses le vol du busard et ensuite celui des tout petits oiseaux... Je ne vous marque point les noms de ces danses et leurs origines. Je crains de me tromper. Mme Claire Holt vous les dira.

Mais, je m'attarde au plaisir rare de ces films dont le déroulement est ponctué par des musiques dont les disques nous restituent l'ensorcellement sourd ou aigu. Ces musiques mériteraient, elles aussi, une étude spéciale ; leurs enregistrements me semblent excellents. Impossible de ne pas croire à la présence dans la coulisse d'un de ces orchestres comme ceux que nous avons vus et écoutés à l'Exposition coloniale en 1931, quand dansaient les si belles danseuses de Bali. Pendant que ce souvenir nous est encore très proche, c'est un autre genre de danses que nous offrent, après la présentation des films, de jeunes danseurs réels qui appartiennent à la noblesse de Java. Fils ou neveux de princes régents, à la Cour, leur éducation se parachève par l'étude de la danse, et ils participent aux cérémonies de gala offertes par ces princes. Je cite M. de Maré : « Étudiants en Hollande, ils viennent spécialement à Paris. Leur apparition sera unique. S'ils ont daigné paraître, c'est que cette soirée est donnée au profit de la Société néerlandaise de bienfaisance à Paris... » Que d'applau-

dissements récompensèrent ces étonnants artistes ! Ils nous dansèrent des fragments de *Wayang Wong*, drame tiré du *Ramayana*, la bataille entre Irawan et Gatutkatja, fils de Bima le terrible. Ce dernier est d'apparence redoutable ; Irawan, au contraire, est si beau et si fin avec sa tiare d'or, ses boucles d'oreilles, ses ceintures orangées et vertes, ses caleçons de velours noir, qu'il ressemble à une jeune fille. Jambes et pieds nus, bracelets aux chevilles, colliers aux épaules, ils combattent, mais de lentes poses, des gestes, des attitudes, des feintes nobles et adroites les tiennent assez longtemps éloignés l'un de l'autre. C'est une sorte de chant muet de bravoure et d'orgueil, d'héroïsme et d'élégance. A la fin, seulement, de ces passes où Irawan tient un poignard et Gatutkatja une massue de laque qui semble un éventail fermé, ils s'étreindront dans un bref corps à corps où ils tressaillent depuis leur front casqué jusqu'aux crispations de leurs orteils. Danse magnifique, à la fois galante et sauvage, de retenue et d'emportements, scandée par la musique qui en règle les phases par ses grondements, ses coups durs, ou ses miaulements aigus. On ne peut pas ne pas évoquer certaines danses du théâtre chinois, curieusement alliées à des combinaisons d'attitudes et de mouvements dues aux danses de l'Inde. Sutaria et Suwardja en furent les interprètes fascinants.

La seconde danse est celle d'Anggada, et elle fut dansée par Dewantaka ; elle représente les préparatifs du singe Anggada, un de ceux-là qui aidèrent Rama à la libération de Sita, pour un combat futur. Le danseur, en son maillot orange enroulé de queues bariolées, masqué d'un masque effrayant, exécute une série de pas, de bonds, d'attitudes avec un talent vigoureux et assoupli. La dernière danse sera la danse guerrière, dansée encore par Dewantaka, représentant alors l'ennemi du singe Anggada. Mais, entre ces deux danses, nous voyons la plus belle de toutes, celle de Gatutkatja, dansée par Sutaria. C'est la danse d'un prince qui a le pouvoir de voler... Il arrive léger, frémissant dans l'essor de ses écharpes soulevées... et tombe. Car il est amoureux d'une princesse et c'est vers elle qu'il vole. Posé sur la terre où habite sa bien-aimée, il danse sa danse d'amour, se pare, se farde, se coiffe, se fait beau ; il est si expressif, si délicatement

ingénieux et minutieux que nous croyons le surprendre à son miroir... qui n'est que le pan relevé de son écharpe. Il lisse ses sourcils qu'il a épaissis, sa moustache qu'il vient de poser sur son visage lisse d'adolescent ; de temps en temps, il ouvre les bras, croyant voir apparaître la princesse, puis revient à ses minauderies, à ses coquetteries, qui le font ressembler, avec ses ailes d'or aux épaules, sa coiffure également ailée, les ors et les couleurs chatoyantes de ses habits, à quelque coléoptère vaniteux... Enfin, il est prêt... Il va reprendre son vol... Tout son corps frémit ; il se lève, il s'élance, toutes ses écharpes se déplient dans les bonds qui, peu à peu, semblent lui permettre de quitter le sol. Les chants de chatte amoureuse — peut-être ceux de la mystérieuse princesse, — sont de plus en plus aigus et prometteurs ; des flûtes voluptueuses, des tambours ouatés s'y joignent, ainsi que des coups durs d'instruments de bois, rappelant le net claquement des castagnettes. Le danseur, encore indécis, parcourt la scène... ses pas se précipitent ; il tourne, il semble vrombir sans bruit, puis, brusquement décollé du sol comme un appareil humain, ses écharpes se bombent et s'enflent, le vent du départ le happe, il disparaît. Oui, vraiment... il vole... il s'est envolé !... Ravissant spectacle, danse admirable.

Les Archives de la Danse et M. R. de Maré nous ont donné là une heure de vraie beauté.

Les « expositions », les projections de films, les danses seront offertes au public jusqu'au 31 mars.

GÉRARD D'HOUVILLE.

REVUE LITTÉRAIRE

PERSONNAGES ROMANESQUES (1)

Les frères Tharaud, qui possèdent un instinct sans égal pour découvrir dans la vie réelle des personnages de roman, ont entrepris de conter l'histoire de ce Cornélius Codreano, dont l'exécution par la police roumaine a clos récemment la tragique aventure. Vu à distance, l'homme apparaît peu sympathique, agitateur sans grande envergure, suspect à plus d'un égard. Les Tharaud, dans l'ouvrage qu'ils lui ont consacré, ne prétendent nullement l'absoudre des accusations portées contre lui. Leur dessein est seulement de faire apparaître le fantastique de sa destinée. Retracé par eux, le récit de ses entreprises semble emprunté à quelque légende orientale. On en imagine certaines pages inscrites à la plume sur un vieil in-folio et accompagnées de ces miniatures persanes où s'assemblent des guerriers à cheval, des musiciens et leurs auditeurs dans un décor champêtre. Les épisodes les plus atroces ne sauraient faire oublier cette atmosphère de conte épique. Leur caractère odieux achève même de la mettre en valeur comme le sceau rouge plaqué sur la tendre peau d'un vieux parchemin.

Dès le début, nous entrons en plein merveilleux. Les auteurs nous présentent Codreano dans une maison de la banlieue de Bucarest où il a établi son quartier général. Aux alentours, des jeunes gens en chemise verte, maniant du mortier et des briques, achèvent la construction d'une bâtisse. Le chef se tient dans une grande

(1) Jérôme et Jean Tharaud : *l'Envoyé de l'Archange*, un vol. in-16 ; librairie Plon. — Robert de Traz : *la Famille Brontë*, un vol. pet. in-8 ; Albin Michel. — Odon de Horvath : *Jeunesse sans Dieu*, roman, introduction et traduction d'Armand Pierhal, un vol. in-16 ; librairie Plon, collection « Feux croisés. »

pièce ornée d'innombrables représentations de saint Michel terrassant le dragon : gravures, images peintes, statues. C'est un homme jeune encore, « habillé de la bure des paysans roumains, les cheveux ondulés, le front haut, les yeux bleus et froids, les traits d'une beauté antique, les gestes paisibles et mesurés ». Derrière le siège où il prend place, un saint Michel immense étend ses ailes, de sorte que le corps de l'homme assis cachant celui du saint, c'est sur ses épaules que les « ailes de lumière » semblent attachées.

D'où vient cet apôtre ? Là encore, nous baignons dans le romanesque. Si l'on veut connaître les origines exactes de Codreano, c'est au professeur Cuza qu'il faut les demander. Ce personnage, qui enseigne depuis cinquante ans le droit à Iassy, habite une maison blanche et bleue cachée parmi les sapins comme la demeure d'un lutin sylvestre. Le cabinet de travail s'y orne d'une photographie jaunie d'Édouard Drumont, ce qui en dit long sur les convictions antisémites du maître de maison. Trente ans plus tôt, M. Cuza vit entrer dans cette pièce un Polonais, naturalisé Roumain sous le nom de Codreano, ce qui veut dire « l'Homme de la forêt », sa compagne une Allemande, et leur petit garçon. Le couple cherchait du travail. Le professeur Cuza, désireux de régulariser d'abord leur situation, convoqua un pope qui les maria séance tenante, dans la bibliothèque. L'enfant fut ensuite baptisé sous le prénom de Cornelius qu'il devait plus tard rendre célèbre de diverses façons.

C'est ainsi que devint orthodoxe et roumain ce fils d'un Polonais et d'une Allemande qui, sous le patronage de saint Michel, se crut destiné à rénover son pays d'adoption. Élevé d'abord en Bukovine, dans un ancien couvent transformé en prytanée militaire, puis élève d'un lycée, le jeune Codreano ne tarda pas à révéler ce qu'il considérait comme sa mission. Le jour où il quitta le lycée, ses classes terminées, il réunit vingt de ses camarades au plus profond de la forêt voisine et leur fit jurer de lutter à mort contre les Juifs. La scène se passait en 1919, au moment où le communisme russe essayait par tous les moyens de s'introduire parmi les peuples voisins. Envoyé à l'Université de Iassy, Codreano y retrouva le professeur Cuza, dont la passion antisémite était bien faite pour lui plaire. Mais bientôt l'élève dépassait le maître et, avec tout le feu de sa jeunesse, il portait la bataille dans la rue, se heurtant avec ses amis aux militants communistes, et arrachant leurs drapeaux rouges.

On conçoit que les Tharaud se soient intéressés à Cornelius Codreano. Avec lui, c'est un nouveau chapitre de l'histoire des

Juifs en Europe orientale qu'ils entreprennent. Chapitre où les réminiscences historiques se mêlent une fois de plus aux événements actuels. Les compagnons de Codreano sont les fils de ces Moldaves et de ces Valaques qui, dans les siècles passés, luttèrent contre les invasions hongroises, les dominations turques et grecques. Peut-être quelques-uns de ces partisans crurent-ils retrouver en Codreano une nouvelle incarnation de ce Michel le Brave, comme lui, de mère étrangère, qui, au XVIIe siècle, conquit la Transylvanie sur les Hongrois et la Moldavie sur les Polonais. L'illusion était possible, car le chef de bande auquel se ralliaient depuis 1919 les étudiants de Iassy, avait, comme on l'a vu déjà, tous les dehors des grands inspirés qui conduisent les peuples.

Ce qu'il osait faire semblait d'ailleurs inconcevable et apparaît du moins tel à des lecteurs occidentaux. Un jour qu'il allait témoigner en faveur d'un de ses camarades devant la justice de paix, il y rencontra le préfet de police Manciu qui l'injuria et le frappa. Codreano, tirant aussitôt son revolver, tua Manciu. Un policier s'élança aussitôt sur lui et tomba frappé d'une seconde balle. Un autre subit le même sort. Ce fut aussitôt un sauve-qui-peut autour du meurtrier. Arrêté, Codreano passa en jugement. Des policiers vinrent le charger. Accusés par les témoins d'avoir fait subir les plus odieux traitements à ceux des compagnons de Codreano qu'ils avaient arrêtés, ils nièrent. Comme l'un apportait à ses protestations une mauvaise foi particulière, un vigoureux gaillard se leva des bancs du public, l'empoigna à bras le corps et le jeta dehors. Il en fut de même pour les autres policiers contre qui l'assistance s'était soulevée d'un mouvement unanime. Le procès put se poursuivre ensuite. Après les plaidoiries, les jurés s'étant retirés pour délibérer, revinrent bientôt bientôt dans la salle, portant tous à la boutonnière l'insigne de la ligue codréanienne. Un verdict d'acquittement fut prononcé.

On croit rêver en lisant ces choses. L'histoire de la « Légion de l'Archange », fondée par Codreano, n'est pas moins fabuleuse. Ce nom seul donné au mouvement en dit long, et l'on ne s'étonnera pas que les fidèles se soient livrés à des pratiques religieuses, allumant une veilleuse devant l'image de l'Archange, inscrivant des devises mystiques sur les murs. Après cela devait venir la croisade. Codreano entreprit de la prêcher aux paysans. Monté sur un cheval, suivi de quatre légionnaires à pied, il parcourut les campagnes. Aux villageois réunis par lui dans la cour de chaque église, il annonçait l'heure de la résurrection proche, l'avènement d'un monde nouveau

dans lequel chacun aurait sa place « non d'après son savoir et ses diplômes, mais suivant la puissance de sa foi et la qualité de son âme ». Bien entendu, ces paroles étaient écoutées dans le plus grand recueillement. Au village suivant, on l'attendait, des cierges à la main. Des paysans se groupaient autour de lui en chantant des chœurs. Beaucoup le suivaient. En Bessarabie, où la propagande antisémite rencontrait un terrain particulièrement favorable, son succès fut éclatant, et une troupe de trente cavaliers, dont les chevaux s'ornaient au poitrail d'une croix de calicot blanc, lui fit partout escorte. Notons ici qu'aucune parole ailée n'avait chauffé l'enthousiasme de ces nouveaux partisans. Codreano était un fort médiocre orateur. Il disait mal des choses élémentaires, mais qui allaient au cœur de tous. La religion, la morale bannies, comme l'observent les Tharaud, des discours prononcés par les politiciens éveillaient leurs échos d'autrefois parmi ces populations dévotes. Unis bientôt aux « Frères de la Croix » fondés par le Roumain Michel Stelesco, les « Légionnaires de l'Archange » essaimèrent dans tout le pays, et les appuis qu'ils recevaient de l'extérieur leur auraient sans doute assuré le pouvoir si le roi Carol, rentrant en Roumanie pour ressaisir son sceptre, n'avait entrepris une lutte sans merci contre eux.

Les Tharaud nous content les phases de ce conflit, ensanglanté bientôt par l'assassinat du premier ministre Duca et pár des batailles à main armée dans les rues. Codreano se montrait aussi cruel pour ses compagnons infidèles à la discipline qu'à l'égard de ses pires ennemis. Le cas de Michel Stelesco en fournit la preuve. Ce jeune homme, d'abord partisan enthousiaste, en était venu à critiquer son chef et à l'accuser d'avoir corrompu un mouvement dont les sources premières étaient pures. « ... Nous autres, lui écrivit-il, en vous voyant monter sur un cheval blanc ou noir, tenant une croix à la main, nous croyions voir se réaliser sous nos yeux les contes romantiques qu'on nous faisait dans notre enfance. Mais ce rêve a passé comme tous les rêves, et la réalité nous apparaît maintenant. »

La réalité, c'est-à-dire les tractations d'argent, l'accord avec des Puissances étrangères, la trahison d'un idéal que l'on prétendait inspiré uniquement par la foi chrétienne et l'amour de la patrie. Les Tharaud observent que Stelesco a été bien long à s'apercevoir de l'indignité de Codreano. C'est le reproche fait généralement à ceux qui abandonnent un parti en se déclarant désabusés sur son chef. Le caractère mystique d'un tel mouvement, l'adhésion totale qu'il réclamait de ses adhérents, expliquent peut-être jusqu'à un

certain point l'aveuglement de Stelesco. Quoi qu'il en soit, Codreano n'attendit pas longtemps pour se venger. Peu de jours après avoir écrit sa lettre, Stelesco entra à l'hôpital pour s'y faire opérer de l'appendicite. Là, huit légionnaires vinrent le voir. Introduits dans sa chambre, ils s'écrièrent : « Traître ! tu vas mourir ! », déchargèrent sur lui leurs revolvers et l'achevèrent à coups de hache. Une telle barbarie n'étonnera qu'à peine de la part d'un homme qui s'attribuait, au nom de sa « mission », droit de vie et de mort sur ses disciples. Les cantiques chantés autour de lui, les manifestations de piété dont on le saluait, les offrandes, les serments de fidélité achevaient l'appareil de cette religion inhumaine.

Qu'un pays tout entier ait risqué de céder à la fièvre née de telles croyances, c'est là une preuve nouvelle de la permanence de ces vieilles passions réveillées chez les peuples dans les périodes d'épreuves et contre lesquelles les gouvernements n'ont d'autre défense que la force. Codreano a retenu les Tharaud par ce qui subsiste d'éternel dans son caractère de partisan. Ils ont même esquissé le plaidoyer que l'accusé eût pu prononcer devant ses juges s'il avait voulu sortir du silence dont il accueillit sa condamnation. Sans en approuver tous les articles, accordons-leur que les jurés qui permirent d'absoudre Codreano du meurtre de Manciu furent, en l'occasion, aussi coupables que lui. Ils participèrent d'une erreur dangereuse partagée, à l'époque, par une partie de la population que la propagande codréanienne avait étrangement intoxiquée. Déformation de la foi religieuse et surtout de l'idée nationale, puisque Codreano, en prétendant libérer son pays, ne visait qu'à le mettre sous le joug de l'Allemagne. Les Tharaud ne le nient pas. Si une sympathie parfois excessive pour le révolté transparaît par moments dans leur ouvrage, ce sentiment ne saurait égarer leur jugement final. Et ils reconnaissent, pour conclure, que le roi Carol, en débarrassant son pays du célèbre conspirateur, « a défendu, contre l'Allemagne, la Roumanie et la France par surcroît ».

*
* *

Autre type de personnages romanesques : les Brontë. M. Robert de Traz s'est attaché à peindre cette famille hantée d'un sombre génie. Après avoir consulté tous les travaux de ses devanciers sur le sujet, depuis les pages de Swinburne et de Mrs Gaskell, jusqu'aux travaux du chanoine Dimnet, en passant par ceux de Clement Shorter, de Mme Mary Duclaux, d'Augustin Birrell, il a voulu les oublier pour

considérer ses héros, d'un regard neuf. C'était la meilleure façon de faire mesurer au lecteur cette floraison collective qui fait le prix de tels êtres. Les Brontë ne se définissent à l'aide d'aucun document autre que leurs livres. Il faut, pour les peindre, les avoir regardés vivre et souffrir. Ce contact permanent avec eux s'éprouve d'un bout à l'autre de l'étude de M. de Traz.

Dans cette famille, l'inspiration rôdait partout : chez le père, d'abord, pasteur irlandais, auteur de romans médiocres, mais animateur d'histoires fantastiques dont il régalait ses enfants. Chez la mère ensuite, qui mourut jeune, épuisée par les six naissances trop rapprochées de ses enfants, et dont les lettres à son fiancé, conservées toute sa vie par le vieux pasteur, sont « d'une délicatesse et d'une grâce touchantes ». Chez les cinq filles, et enfin chez leur frère, Branwell, être prodigieusement doué, privé, par malheur, de tout équilibre et qui devait finir dans la basse débauche. Le presbytère de Haworth où logeait la famille fut, pour les enfants, le lieu de tous les rêves et des plus suggestives fictions. Les romans de Charlotte, d'Emily, d'Anne, prirent naissance dans ce nid séparé du monde. Certain décor de sauvagerie s'y prêtait, peuplé, grâce à la vie en commun et à la fervente imagination des enfants, de personnages étranges, de visions dont l'effet cheminait secrètement en eux.

Ils lisaient aussi beaucoup, s'enchantaient de Shakespeare, d'Addison, de Walter Scott, et dévoraient par surcroît, dès l'âge le plus tendre, des journaux politiques, tels que le *John Bull*, organe violemment réactionnaire, ou le *Leeds Mercury*, qui soutenait les idées libérales. Ainsi instruits d'un monde dont ils n'avaient rien vu, ils suivaient les débats du Parlement et se livraient entre eux à de violentes controverses sur le *Reform Bill* et la question catholique. Ce dernier point est très important pour qui cherche à reconstituer les éléments de leur faculté créatrice. Il n'est pas indispensable à un romancier pourvu d'une puissante imagination de posséder par surcroît le sens des réalités. L'essentiel est, pour lui, de s'intéresser à l'extérieur. Tout lui est bon pour en prendre connaissance et, si les notions qu'il en acquiert sont fausses, elles ne lui en serviront pas moins à se composer un univers qu'il saura imposer au lecteur. C'est le cas des sœurs Brontë. M. de Traz, qui les a fidèlement observées, note qu'il subsistera toujours en elles quelque chose d'enfantin. Telle est la marque du génie. Celui qui l'a reçue forgera, sa vie durant, sa propre atmosphère avec la pureté de conviction

de l'enfant jouant à interpréter les personnages qu'il invente.

Le pasteur Brontë intervenait volontiers dans cette formation spirituelle des siens, comme en témoigne cette scène que raconte M. de Traz, au cours de laquelle il tendit à son fils et à ses filles un masque de carton que chacun devait poser, tour à tour, sur sa propre figure, afin de répondre plus librement à certaines questions. C'est ainsi que Anne, qui avait quatre ans, interrogée sur ce qu'elle désirait le plus au monde, répondit : « De l'âge et de l'expérience. » Que Charlotte, à qui son père demandait quel était le plus beau livre du monde, assura que c'était la Bible et après celui-là le Livre de la nature. Que Maria, âgée de dix ans, déclara que la meilleure façon d'employer son temps était de s'assurer une éternité heureuse, parole étrangement prophétique, puisqu'elle devait mourir peu d'années après. Ces histoires font un peu frémir. M. de Traz, il est vrai, ajoute que les jeunes Brontë, que l'on eût pu se représenter après cela comme de purs cerveaux, étaient aussi « des enfants en tablier, aux mains rouges, obéissants et appliqués », qui ânonnaient la grammaire et l'arithmétique, balayaient leurs chambres et lavaient la vaisselle. Et puis il faut songer que les réponses faites à leur père à travers le masque ne leur avaient été nullement soufflées et que c'est la précocité naturelle des enfants, phénomène à quoi le père ne pouvait rien, qui donne au jeu un aspect si effrayant.

Si l'on veut un nouveau témoignage de tels dons, il faudra songer que Charlotte, à quatorze ans, pouvait dresser un catalogue de ses œuvres, lesquelles ne comprenaient pas moins de vingt-deux ouvrages, romans, recueil de contes, poèmes, traductions (celle du premier livre de la *Henriade*, de Voltaire), que Branwell, lui aussi, à cette époque, avait écrit de nombreux romans, qu'Emily et Anne étaient les auteurs de plusieurs recueils de poèmes. Eût-il été possible, pour un éducateur, d'endiguer un tel flot ! Et pour le tenter, à supposer qu'une telle mesure se fût révélée souhaitable, n'eût-il pas fallu pénétrer des secrets que ces enfants gardaient entre eux jusque dans la maison paternelle ! Le pasteur Brontë n'a rien su de l'activité littéraire de ses rejetons, jusqu'au jour où Charlotte, ayant obtenu un succès de librairie avec *Jane Eyre*, osa lui en faire l'aveu. On voit que si la passion les animait, la vanité d'auteur n'y était pour rien.

Dès leur sortie du presbytère où s'étaient écoulées leurs jeunes années, les enfants Brontë devaient étonner ceux qui les virent. Charlotte, envoyée après la mort de ses deux sœurs aînées, Maria et Elizabeth, à l'école de Roe Head, se montra d'abord nulle en gram-

maire et très médiocre en géographie. Mais « elle récitait par cœur, avec un fort accent irlandais, d'innombrables poèmes et parlait de leurs auteurs comme si elle les avait connus. En politique, elle pouvait énumérer les noms de tous les ministres des deux derniers cabinets ». Le soir, au dortoir, elle racontait à ses compagnes des histoires fantastiques de son crû qui jetaient cette jeune assemblée dans la terreur. Et, dans ses heures de loisir, elle poursuivait son œuvre, écrivant fréquemment à son frère Branwell pour le tenir au courant, discutant avec lui de ses personnages. Cette œuvre, comme on le pense, a été alimentée, dans une forte mesure, par les événements auxquels elle avait assisté dans son enfance. Ainsi la mort tragique de sa sœur Maria, emportée par une tuberculose mal soignée à l'école de Cowan Bridge, est contée dans *Jane Eyre. Shirley* (1), dont Charlotte conçut le thème lors de son premier séjour à Roe Head, contient, parmi de nombreux portraits de ses amis, celui d'Emily elle-même, sous les traits de l'héroïne principale. Plus tard *Villette* devait être inspiré, d'un bout à l'autre, par l'amour malheureux que Charlotte avait voué au maître de pension Constantin Héger, chez qui elle fut d'abord élève, puis professeur en compagnie d'Emily. M. Paul, le héros, n'est autre que Constantin Héger. Mme Héger, elle-même, y est dépeinte en traits peu flatteurs. Une compagne de Charlotte, Maria Miller, lui a servi de modèle pour le personnage de Ginevra Fanshawe. On sait d'autre part que les paysages hallucinants de *Wuthering Heights*, le roman d'Emily Brontë, sont ceux où l'auteur a vécu, que Heatchcliffe, le sombre héros de l'histoire, possède certains traits de son frère, Branwell. Enfin Anne, la moins brillante des trois sœurs, écrivit aussi, avec *Agnès Grey*, ses souvenirs de gouvernante et utilisa les confidences de Branwell pour narrer, dans *The tenant of Wildfell Hall*, de sombres drames d'amour.

Ainsi ces jeunes filles élevées dans la retraite et qui ne connaissaient du monde que les pensionnats, captaient au passage les plus puissantes ondes de la passion humaine. Sentiments contrariés d'un être à l'abandon, douleur, déchéance d'une âme et amertume devant la faute, tels étaient leurs thèmes habituels. Pour exprimer les uns, elles n'avaient qu'à s'interroger sur les peines et les occasions manquées de leur vie. Pour pénétrer les autres, elles recueillaient les aveux d'un frère qui ne leur cachait rien.

Ce Branwell, écrivain, peintre, grand lettré, n'occupa pourtant

(1) Eugène Forcade, qui avait été des premiers à signaler en France *Jane Eyre*, consacra à *Shirley*, le 15 novembre 1849, une chronique entière de la *Revue*.

jamais que des situations médiocres. « Ce qui lui manquait, remarque M. de Traz, c'était l'énergie, disons la vertu dans le sens ancien du mot, qui, chez ses sœurs, réglait la violence et peut-être le déséquilibre héréditaire. Il était fragile au moral comme elles l'étaient au physique. » Devenu, faute de mieux, employé de gare, puis nommé chef d'une station, il occupait ses loisirs trop nombreux à boire. Comme ce dérivatif ne lui suffisait pas, il y ajouta l'usage de l'opium. Son relâchement dans son travail ne tarda pas à lui valoir des difficultés avec l'administration. Une vérification opérée dans sa comptabilité y ayant fait apparaître un grand désordre, il fut renvoyé, retourna à Haworth et acheva de sombrer. Sa liaison affichée avec une femme mariée avait fait scandale. La rupture le plongea dans un désespoir voisin de la folie. Un soir, ses sœurs le sauvèrent, alors que, dans une crise d'ivresse, il avait mis le feu à son lit. Emily, à cette époque, écrivait *Wuthering Heights* et l'on imagine le renfort que de tels spectacles purent apporter à sa plume. Peu de temps après, Branwell, rongé par l'alcoolisme, quittait cette vie qu'il avait si misérablement gâchée.

Emily d'abord, puis Anne devaient le suivre de près dans la mort, laissant Charlotte seule comme elle devait être seule de son vivant à connaître la célébrité. Si étrange que cela paraisse, en effet, le succès de *Jane Eyre* n'entraîna nullement ceux de *Wuthering Heights* et d'*Agnès Grey*, dont l'éditeur conservait alors les manuscrits sans les publier et qu'il ne se décida à envoyer à l'impression que devant l'accueil fait par les lecteurs au roman de Charlotte. Une deuxième tentative devait être faite plus tard par Charlotte sans obtenir d'autre résultat. Après la mort de ses sœurs, en 1850, elle rééditera leurs deux romans précédés d'une préface pleine d'admiration. Seuls Swinburne et Matthew Arnold, bien des années après, rendirent justice à *Wuthering Heights*. On sait que ce dernier roman, aujourd'hui célèbre chez nous, fut traduit pour la première fois en français par Teodor de Wyzewa sous le titre d'*Un Amant*. M. Frédéric Delebecque en présenta, il y a quelque vingt ans, une nouvelle interprétation avec les *Hauts de Hurlevent*. Après lui, M. Draver en fit les *Hauts de Quatre Vents*. Enfin M. et Mme Jacques de Lacretelle l'ont réédité tout dernièrement en lui donnant le titre de *Haute-Plainte*.

Morte jeune, Emily Brontë a vécu ignorée. Il était dans le destin de cette étrange fille, la plus grande et la plus mystérieuse des trois, d'échapper jusqu'à son dernier jour au monde. On ne lui a connu

aucun amour, aucun bonheur, sinon celui qu'elle trouvait sous le toit du presbytère d'Haworth. Et pourtant elle a su peindre la passion dans *Wuthering Heights* et prêter à ses personnages des sentiments qui vont de la plus pure tendresse à une violence inhumaine. Ses poèmes ne suscitent pas moins de questions sur elle. Ils montrent, observe M. de Traz, qu'elle concevait la vie « comme une aventure dramatique, vouée à la défaite ». Telle fut la sienne, faite d'aspirations ignorées, parcourue de soupirs, de plaintes retenues qu'elle n'exhalait que dans son œuvre. M. de Traz, dans son évocation des trois sœurs, a su marquer avec délicatesse les ombres et les parties claires de chacune. Son ouvrage mérite de rester parmi les meilleurs portraits qu'on ait faits de la famille Brontë. L'alliance du malheur et du génie s'y dénonce à chaque page en traits inoubliables.

* * *

Auprès de certains personnages romanesques de la vie réelle, ceux des fictions paraissent parfois un peu pâles. Les lecteurs qui en jugent ainsi et dont le goût s'accommode mal de la modération, prendront peut-être quelque intérêt à ouvrir, après les deux livres commentés plus haut, un roman comme *Jeunesse sans Dieu*, d'Odon de Horvath, que M. Armand Pierhal a découvert et traduit pour le public français. L'auteur, de naissance hongroise, élevé à Munich, écrivait en allemand. Ses idées libérales lui causèrent de graves difficultés dans son pays d'adoption. Après avoir quitté l'Allemagne et séjourné en divers pays, il était venu à Paris pour s'occuper de la traduction et de l'adaptation à l'écran de son dernier roman. Ce fut là qu'il mourut, de façon aussi brutale qu'imprévue : le 1er juin dernier, comme il passait avenue Marigny par un soir de tempête, une branche d'un marronnier, abattu à ses pieds par le vent, lui fendit le crâne, blessure exactement semblable à celle dont meurt l'un des héros de *Jeunesse sans Dieu.*

Cette coïncidence émouvante s'allie, par surcroît, assez bien au caractère général du roman. *Jeunesse sans Dieu* a l'air d'une histoire vraie ou, si l'on veut, d'un fait-divers dont l'auteur aurait à peine interprété les origines et les suites. Le récit est fait à la première personne par un jeune professeur qui raconte sa vie au lycée, celle de sa classe et présente certains traits caractéristiques de ses élèves. Il se passe de curieuses choses dans cette classe. Les idées du professeur y sont discutées, voire même contredites. Un incident éclate à propos d'un devoir dont le sujet était : « Pourquoi nous avons

besoin de colonies. » L'un des élèves ayant écrit dans sa copie cette phrase : « Tous les nègres sont fourbes, lâches et paresseux », le premier mouvement du professeur est de noter en marge qu'une telle généralisation est absurde, puis il se rappelle qu'il a entendu dernièrement un jugement semblable, prononcé devant la radio par un orateur officiel. Il faut respecter cette vérité d'État. Le professeur se contentera donc, à l'heure où il rend les copies, de faire observer doucement à l'élève qu'on ne saurait refuser sans exagération le droit de vivre aux nègres, car ils « sont des hommes aussi ».

Mal lui en a pris. Le lendemain, il voit arriver chez lui le père de l'élève qui l'accuse d'inculquer à son fils des doctrines pernicieuses. Il le met à la porte sans autre forme de débat, ce qui lui vaut, peu de temps après, d'être convoqué chez le directeur. Là on lui rappelle discrètement certaine circulaire confidentielle qui enjoint aux maîtres d'écarter de la jeunesse tout ce qui pourrait porter atteinte à ses futures capacités militaires. Mais ce n'est pas tout. Par une lettre collective signée d'eux tous et déposée sur la chaire, les élèves font savoir à leur professeur qu'ils le jugent désormais indigne de leur faire la classe. L'incident n'a pas d'autre suite, grâce à l'intervention du directeur. Mais le professeur sera désormais considéré comme un pestiféré par ceux dont il a mission de diriger l'enseignement.

Évidemment, cela ne semble pas être du roman, mais du reportage, de la photographie pure. Ces faits eussent pu être réels et, dans ce cas, un témoin ne les eût pas contés autrement. Ajoutons que la manière de l'auteur est celle du pur compte rendu. Il écrit par phrases courtes, assemblées en paragraphes de quelques lignes. Son récit est presque toujours au présent. Le lecteur croit voir l'histoire naître sous ses yeux. Il y participe presque comme si un habile causeur la lui exposait et l'invitait à en devancer les péripéties. Ce ton simple et d'une justesse qui ne se dément pas, possède un singulier pouvoir d'éloquence.

Nous retrouvons, quelques semaines plus tard, le professeur dans un camp de vacances avec ses élèves. Effet d'une autre décision gouvernementale : sous couleur d'habituer ces enfants à la vie de plein air, on leur enseignera leurs futures tâches de soldats. Un vieux sergent dirige l'instruction. Ce ne sont qu'appels, rassemblements, manœuvres en campagne. Un camp de jeunes filles est dans le voisinage. L'auteur peint sans ménagement ces nymphes dédaigneuses de toute coquetterie qu'on occupe à des travaux d'hommes. Ces pages abondent en portraits bien venus : portrait du vieux sergent, d'un curé

du voisinage, d'un couple de paysans chez qui le professeur a passé quelques instants. Pendant ce temps, le drame se noue. L'un des élèves donne des rendez-vous la nuit à une jeune fille du camp proche. Le professeur tente de les surveiller. L'élève trop entreprenant écrit son journal qu'il enferme dans une cassette sous sa tente. Il accuse le camarade qui partage avec lui cette tente, de l'espionner et annonce qu'il n'hésitera pas à tuer celui qui aurait l'audace de fracturer sa cassette. La sauvagerie de ces garçons, le caractère élémentaire de leurs sentiments sont ici exposés de façon impitoyable. L'auteur les désigne malheureusement par des initiales, ce qui contribue à nous maintenir dans le réel, mais un réel un peu confus : Z. déteste N., W. est au courant de leur inimitié... On s'oriente parfois mal dans ces conflits. Seule la jeune fille, sorte d'amazone d'aspect aussi fruste que son compagnon, est présentée sous un prénom. Cette Eva, vagabonde nocturne, n'est pas le moindre élément d'attrait de l'histoire. On sent que le dénouement va se précipiter, le jour où le professeur, pendant l'absence de Z., fracture lui-même la cassette et lit le journal. Le lendemain, N. ne reparaît pas. Les élèves envoyés à sa recherche découvrent son corps. Il est mort, frappé d'une pierre à la nuque.

Z., soupçonné, est arrêté ainsi qu'Eva. Le professeur, convoqué comme témoin au procès, finit par avouer qu'en ouvrant lui-même la cassette, il a causé par sa maladroite intervention la mort de N. Le récit, jusqu'alors d'un pathétique très sobre, verse dans un mysticisme peu clair. La déposition d'un autre élève donne à croire que ce n'est pas Z... qui a tué N... Mais la façon dont l'enquête est menée, de façon privée, par le professeur et par un groupe d'élèves, n'apporte que peu de lumières sur le vrai drame. Les faits disparaissent devant les sentiments : haine de Z... chez certains élèves, remords chez le professeur. Le trouble qui est dans l'âme de ce dernier finit par le pousser à chercher un refuge auprès de ce Dieu qu'il a toujours repoussé et dont la méconnaissance par ces jeunes gens est cause du drame. Il partira, missionnaire laïque, pour enseigner les tribus africaines. Il est malheureux que cette conclusion voie le plus clair de son intérêt compromis par un verbiage inattendu. Parti de la pure réalité, le roman semble s'achever en rêve. Il n'en présente pas moins dans l'ensemble des qualités de récit et d'introspection bien propres à nous faire regretter la disparition si précoce de l'auteur.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

SULLY PRUDHOMME

A PROPOS DE SON CENTENAIRE

En cette année du centenaire de la naissance de Sully Prudhomme, on célébrera son œuvre, trop oubliée ou méconnue, cette poésie à laquelle rien d'humain n'est étranger, ni les tendresses de l'amour, ni les curiosités de l'intelligence, grâce à laquelle, comme l'a dit Mme Ackermann, « il fit vibrer les fibres les plus délicates du cœur et les cordes les plus hautes de l'esprit ». Mais il convient aussi de rendre hommage à la vie du poète, toute de travail, de douceur et de dignité humaine, à son caractère si élevé, aspirant sans cesse à un idéal que la lumière de l'Évangile eût seule pu lui faire atteindre et qu'il ne trouva pas. Sa correspondance avec François Coppée témoigne de son âme noble et scrupuleuse, et prouve que lui aussi, comme son camarade du Parnasse resté son ami, il n'avait nullement cette impassibilité qui est à l'antipode de la nature comme de la vraie poésie.

En ce temps-là, vers 1865, un certain nombre de jeunes poètes se réunissaient chaque jour, de quatre à six, au passage Choiseul, chez l'éditeur Alphonse Lemerre, sous l'égide de leur maître à tous, Leconte de Lisle. On y remarquait, écrivait Verlaine, « un beau jeune homme grave, grand, fluet, à la barbe châtain très fine, assez longue, à la chevelure brune, soignée, sans affectation malséante, sévèrement élégant, qu'une légère myopie tenait un peu incliné ». Ce jeune homme de vingt-six ans était René-François-Armand Prudhomme, d'une bonne famille bourgeoise de commerçants de la rue du Sentier. La gravité de son éducation avait imprimé à son caractère une rectitude un peu triste. Il venait de publier son premier volume de vers, *Stances et poèmes*, sous le nom de Sully Prudhomme. Il y révélait

une âme tendre, disait simplement ses rêves, ses troubles, ses peines surtout. Avec quel accent intime il parlait de l'amour, quelle émotion grave et douce, et surtout quelle décence ! Gaston Paris avait recommandé le volume à Sainte-Beuve qui en avait parlé dans un de ses feuilletons : Sully Prudhomme, célèbre désormais, avait été admis parmi les Parnassiens : « C'est chez Leconte de Lisle, dira-t-il plus tard, que j'ai, pour la première fois, bien compris ce que c'est qu'un vers bien fait. J'appris à cette école que la richesse et la sobriété sont données toutes deux à la fois par la seule justesse. » Il appartient bien en effet au mouvement parnassien par ce respect de l'art, ce mépris de l'exécution facile, cette « haine du débraillé poétique », cette « recherche de la beauté parfaite » qui, selon Catulle Mendès, constituaient le seul trait commun à tous les Parnassiens. Cependant, comme François Coppée, il devait être poussé hors du Parnasse par une sensibilité qu'il n'entendait pas contraindre ; ses nobles inquiétudes d'esprit, son goût des plus hauts problèmes auraient trop souffert de s'enfermer pour toujours dans un atelier de ciselure poétique. « Certes, Sully Prudhomme est un poète, déclarait Leconte de Lisle, mais *il n'est pas de la maison.* » Et en effet il se tenait réservé devant la combativité et la turbulence de ses confrères, qu'il jugeait un peu trop préoccupés du monde extérieur, des apparences et des problèmes de formes et de procédés techniques.

En 1866, Alphonse Lemerre, après avoir donné une édition corrigée des *Stances et poèmes*, faisait paraître *les Épreuves* qui, avec *les Solitudes*, mettait Sully Prudhomme au premier rang des élégiaques contemporains. En octobre, François Coppée publiait également chez Lemerre *le Reliquaire*. Coppée envoya le volume à Sully Prudhomme, qui voyageait alors en Italie avec Georges Lafenestre, le poète des *Espérances*, le futur historien de *la Peinture italienne*. Sully Prudhomme voulut faire part très franchement à François Coppée des réflexions que lui suggérait la lecture de ses vers :

« Votre *Reliquaire*, que vous avez l'amicale pensée de m'envoyer de si loin, m'a fait passer de bons moments ; j'y ai trouvé d'anciennes connaissances, et de nouvelles dignes des premières ; le *Ferrum est quod amant* qui m'avait tout d'abord porté décidément vers votre poésie, *Vers le passé*, *l'Étape*, *Rédemption*, *le Jongleur* et d'autres que je vous avais entendu dire m'ont fait, à les lire, un plaisir différent et nouveau ; *le Cabaret*, *Une sainte*, *le Singe*, *le Lys*, *les Aïeules* sont, à mon avis, des pièces également accomplies. Ce qui me plaît dans

les pièces n'est peut-être pas ce qui vous a valu le plus d'approbation, car je m'attache aux sentiments les plus simples, à l'expression la moins tourmentée, tandis que la science des procédés et la recherche des profondeurs inexplorées de la corruption moderne semblent préoccuper surtout les poètes actuels ; je me garde de critiquer des tendances qui ont leur raison d'être, mais je vais où me portent les miennes. *La Trêve* et quelques passages où le libertinage se nomme pour s'accuser me choquent dans mon goût et mon éducation... ; il ne me serait pas facile d'expliquer ma répugnance, car tout ce qui est a droit à l'expression. Chose singulière, Mathurin Régnier ne me produit pas le même effet dans les endroits les plus scabreux ; peut-être y a-t-il dans la mollesse du rythme, dans le mot caressé, dans une dernière complaisance pour la chose même que vous flétrissez la raison de cette différence... J'appuie sur cette impression, car, mon cher Coppée, ce point me paraît être de la plus grande importance ; il faut être tout l'un ou tout l'autre : aborder carrément la sensation dans toute sa nudité, comme le fait avec une merveilleuse vérité Glatigny, ou détacher le sentiment avec sa pudeur naturelle, comme vous le faites en maître dans *Rédemption*, sans complicité avec l'amour inférieur. Pour moi, je hais comme l'hypocrisie le mélange douteux de la débauche avec la passion... Ah! comme je vous trouve tout entier, vous-même, et alors supérieur dans l'admirable poème des *Aïeules*, dans *Adagio* et le reste! En possession comme vous l'êtes d'une justesse d'épithètes et d'une coupe de vers tout originales, porté d'ailleurs à l'observation fine et très vive des phénomènes du cœur et des faits de la vie cachée, vous vous ouvrez une carrière sans mesure... Ce que nous devons tous à Leconte de Lisle, pour la conscience d'expression, la fierté du vers et (pardonnez-moi un mot trop discrédité) pour la noblesse de la pensée, est incalculable... »

Sully Prudhomme collaborait alors à la *Revue nationale et étrangère* que dirigeait l'éditeur Charpentier. En octobre 1867, Coppée lui fait remettre par Lafenestre le manuscrit d'un poème, d'une idylle « parisienne », au Luxembourg, entre une servante et un militaire, intitulée : *le Banc* ; il le prie de le recommander à Charpentier. Mais si celui-ci entr'ouvre sa revue, il refuse d'ouvrir sa caisse, et Sully Prudhomme en exprime son indignation :

« Je viens de voir Charpentier. Il a été très satisfait de vos vers, mais il a déclaré considérer la poésie comme un hors-d'œuvre dans sa revue ; en conséquence, il acceptera très volontiers tout ce que

vous lui présenterez, mais il entend ne pas débourser un rouge liard. J'ai été très déçu et indigné de voir les plus difficiles travaux de l'esprit si peu appréciés ; j'aurais dû cependant me rappeler qu'autrefois j'avais été traité de même. Je ne vous conseille pas de faire un nouveau cadeau à sa revue, si vous avez la moindre chance d'être accueilli avec profit dans quelque autre publication. Quelque parti que vous preniez, d'ailleurs, je suis tout à votre disposition. »

Une autre poésie de Coppée, *Enfants trouvées*, parut dans le numéro du 14 décembre de la même revue. Cette fois, Charpentier offrit comme honoraires au jeune poète... les œuvres de Musset.

Les années passent ; François Coppée devient célèbre avec *le Passant*, représenté à l'Odéon le 14 janvier 1869. Les relations entre les deux amis restent toujours aussi cordiales et, en septembre 1874, Sully Prudhomme écrit à Coppée, qui vient de perdre sa mère, une lettre touchante. L'année suivante, dans *les Vaines tendresses*, il dédiait à François Coppée la pièce intitulée : *Parfums anciens*, où, avec sa sensibilité douloureuse, et précisément à propos du souvenir de sa mère, il développait un thème cher à Coppée : celui du regret d'un passé d'innocence et de pureté perdues...

Il assistait à la première à l'Odéon, le 12 avril 1881, du drame en cinq actes de Coppée, *Madame de Maintenon* : « Votre pièce est d'une admirable beauté de style, mon cher ami, et m'a vivement attaché, lui écrivait-il dès le lendemain. Je vous dois une soirée que je n'oublierai pas. Il s'en faut bien que tous vos interprètes m'aient plu autant que leurs rôles. Le grand Roi m'a paru souvent vulgaire et la Maintenon sans accent. Je me promets une autre soirée délicieuse à lire vos vers après les avoir entendus, et je prêterai aux personnages des masques plus dignes d'eux et de vous... »

Coppée approchait de la quarantaine ; ce dernier succès l'engage à briguer les suffrages de l'Académie française. Mais, apprenant que Sully Prudhomme a la même intention, il le prévient, dès le 21 juin, avec une franchise, une loyauté, une bonne humeur charmantes : « Nous serons concurrents, mon cher Sully, mais comme peuvent l'être deux hommes qui s'estiment et qui s'aiment. Le moins heureux se réjouira du succès de l'autre, car il comptera un ami de plus dans l'Académie. » Le 8 décembre, Sully Prudhomme est élu : « Mon cher ami, lui écrit aussitôt Coppée, l'Académie a fait, en vous nommant, un excellent choix, très littéraire, et qui sera accueilli avec joie par tous les poètes et par le public. Croyez bien

que j'applaudis le premier. Comme concurrent, je ne me faisais pas beaucoup d'illusions, et j'avais prévu mon échec. Vous n'avez donc même pas à plaindre le candidat malheureux en acceptant les très vives, très sincères félicitations de l'ami. » Et au banquet qu'on offrira à Sully Prudhomme, à l'occasion de son élection, le 17 mars suivant, il prendra la parole...

Le nouvel académicien n'a garde d'oublier son concurrent malheureux avec tant de bonne grâce ; dès l'année suivante, il l'engage à se représenter, et le succès à l'Odéon, le 21 novembre 1883, du beau drame en vers, *Severo Torelli*, est un atout décisif : le 21 février 1884, François Coppée est élu à l'Académie française ; et le 18 décembre suivant, reçu par Cherbuliez, il prend place sous la Coupole, assisté de ses deux parrains, Émile Augier et Sully Prudhomme.

Dix ans après, le 19 janvier 1895, un nouveau drame en cinq actes en vers de Coppée, *Pour la Couronne*, allait remporter encore à l'Odéon un triomphal succès. Dès le surlendemain, Sully Prudhomme lui écrivait :

« Je mesure exactement aujourd'hui, mon cher ami, tout ce que mon accident m'a fait perdre en me privant d'assister à la répétition générale de votre drame, car j'en recueille d'unanimes témoignages d'admiration...

« Je m'associe de tout mon cœur à la joie et à la fierté de tous les défenseurs de la poétique traditionnelle, pour laquelle votre œuvre est un plaidoyer magnifique ; elle me console des tentatives prétentieuses et froides des jeunes novateurs. Je ne sais quand je pourrai vous serrer la main, car mon médecin me condamne à une réclusion qui menace de durer un mois. Je fais des vœux pour que vous supportiez sans trop de fatigue l'épreuve de votre triomphe et *je vous supplie* de n'y pas ajouter le souci de répondre à ce billet... »

Lui aussi, il restait fidèle à la prosodie traditionnelle. Il avait réfléchi sur son art et cherchait, non sans succès et non sans finesse, à en justifier les règles par la raison ; il montrait ce qu'il y avait d'artificiel et de faux dans certaines nouveautés retentissantes. Le « symbolisme » l'effarait ; quand il reçut le *Traité du verbe* de René Ghil, — raconte Laurent Tailhade dans ses *Souvenirs*, — il sauta dans un fiacre pour s'entretenir avec le jeune théoricien des « voyelles en couleur », de la possibilité d'écrire en vers « un impromptu pour deux flûtes, un triangle et deux hautbois ». Il revint abasourdi, et demeura perplexe devant ces « transpositions d'art » que

son esprit mathématique s'efforçait, mais en vain, de concevoir.

En 1896, Coppée lui envoyait son roman, *le Coupable* : « Il m'a fortement impressionné, lui dit Sully Prudhomme. C'est une bien puissante analyse d'une de nos misères sociales les plus cruelles. » C'était, en effet, un émouvant plaidoyer en faveur de l'enfance abandonnée... Mais, depuis quelque temps déjà, Coppée souffrait d'une grave maladie ; il dut subir une opération chirurgicale en janvier 1897, à Pau. Au mois de juin, une rechute nécessitait une nouvelle intervention du chirurgien, plus grave encore que la première. Coppée avait été, à deux reprises, en danger de mort ; c'est alors qu'il revint aux pratiques de la religion catholique, qu'il avait abandonnées depuis sa lointaine enfance ; les articles qu'il venait d'écrire dans *le Journal*, il les réunit en un livre qu'il appela *la Bonne Souffrance.*

Lui aussi, Sully Prudhomme, connaissait la souffrance. Il la connaissait depuis sa retraite à Aulnay, dans la Vallée aux Loups. Elle l'avait suivi à Châtenay, où désormais il allait passer la plus grande partie de l'année. De continuelles tortures devaient laisser son intelligence intacte et lucide, son âme inébranlée ; mais il restait triste, de cette tristesse noble qu'inspirait un haut idéal et que la foi chrétienne seule eût pu consoler...

CEPENDANT, le poète lyrique était mort en Sully Prudhomme ; il ne s'intéressait plus qu'à la science et à la philosophie. En 1902, le prix Nobel récompensait sa belle carrière. De Châtenay, il écrivait, le 22 janvier, à François Coppée :

« Combien je suis touché des sentiments de confraternité généreuse que mon succès vous a inspirés ! Je les ai connus par mon voisin de campagne, Lafenestre, qui vient de Bourg-la-Reine me voir presque tous les dimanches. Il a eu dernièrement avec vous un entretien où vous avez échangé vos impressions à ce sujet, et il me l'a rapporté. Tous mes amis de jeunesse, Heredia, Paris, par exemple, se sont, comme vous, dans les délibérations de l'Académie et ensuite, montrés à mon égard excellents et dévoués. Rien ne pouvait m'être plus doux que leur noble concours... »

Il n'allait plus guère à Paris, sauf pour se rendre à l'Académie et y assister à quelque réception. Ses souffrances n'abattaient point son énergie, et il cherchait un réconfort dans le travail. Avec quel amour de l'art, quelle conscience, quel scrupule il rendait ses jugements motivés dans les concours pour les prix de poésie ! L'oubli,

il le cherchait aussi dans l'amitié ; pour ses amis, il essayait de redevenir l'homme d'autrefois, s'efforçant de donner à ceux qui l'aimaient l'illusion de la gaieté.

Il écrivait à Coppée, le 13 juillet 1902, pour l'inviter à déjeuner à Châtenay le 27 du mois. La santé de sa sœur, ses préoccupations civiques empêchèrent Coppée d'accepter cette affectueuse invitation. Partie remise seulement ; en effet, Coppée devait prendre plus d'une fois la route de Châtenay. Un jour de printemps, au sortir d'un de ces déjeuners où André Theuriet avait coutume de réunir autour de sa table hospitalière de Bourg-la-Reine quelques confrères ses amis, il alla avec le poète Lafenestre et l'historien Frédéric Masson dire à Sully un affectueux bonjour.

« Quelle était l'horreur de ses souffrances physiques ! raconta plus tard Frédéric Masson. On ne se pouvait tromper à l'angoisse de son visage, à l'agitation continuelle de son corps infirme, aux contractions de ses pieds, aux temps que prenait sa parole haletante. Mais, plus que le corps, l'âme semblait misérable. Il disait comment, jadis, il s'était reposé dans la foi chrétienne, comment il y avait trouvé d'heureuses promesses, comment il s'en était détaché et comment, depuis lors, il avait erré sur les chemins du doute, sans parvenir, dans son amour pour le divin, à rencontrer nulle part une certitude qui satisfît également son imagination et sa raison. Et lorsque Coppée qui, jusque-là, dans le petit cabinet de travail si étouffé, s'efforçait en gaieté pour remonter Sully et le distraire, devenu tout à coup très grave, répondit, dans une affirmation convaincue : « Moi, je crois », lui, tourné, le regardant de ses beaux yeux où passait une admiration jalouse et levant ses pauvres mains, dit seulement : « Ah ! Coppée, vous ne savez pas comme vous êtes heureux (1) ! »

Ses amis allaient lui ménager une bien agréable surprise ; pour fêter l'anniversaire de ses vingt-cinq ans d'élection à l'Académie, spontanément ils désignèrent Coppée pour lui offrir en leur nom à tous une médaille commémorative :

« Mon bien cher ami, écrit Sully Prudhomme à Coppée le 19 février 1906, le charmant Émile-Albert Sorel est venu hier à Châtenay m'annoncer le projet si gracieux formé par un groupe de mes confrères et amis. J'en suis profondément ému et je vous prie d'être auprès d'eux l'interprète de ma vive reconnaissance.

(1) Réponse de Frédéric Masson au discours de réception de Henri Poincaré, successeur de Sully Prudhomme à l'Académie française.

S'ils n'étaient pas si nombreux, je l'exprimerais à chacun particulièrement ; ils me pardonneront de leur adresser un remerciement collectif qui n'en est pas moins chaleureux. Je ne pouvais, pour couronner ma carrière, rêver une plus précieuse récompense. M. Boutroux a bien voulu accepter la présidence de ce comité ; c'est un singulier honneur que me fait l'illustre philosophe ; j'y suis infiniment sensible. Vous avez été désigné avec lui pour cette présidence. Ai-je besoin de vous dire combien ce choix m'est agréable ? Il y aura bientôt un demi-siècle que la même vocation nous a réunis dans la librairie de Lemerre, et depuis lors le culte de notre art, qui avait créé nos premiers liens d'estime et d'affection, n'a cessé de les resserrer toujours davantage dans la région sereine de la poésie... »

C'est le 23 mars 1907 qu'eut lieu la cérémonie. Les deux poètes, malades et condamnés par les médecins, étaient tous deux à la veille de leur mort. Les assistants le savaient et ils ne l'ignoraient pas eux-mêmes... François Coppée prononça une allocution. Pour écouter l'orateur, sur lequel il fixait ses beaux yeux où rêvait son âme déjà lointaine, Sully Prudhomme avait dû rester assis, en son habituelle attitude de penseur lassé. Coppée, en évoquant l'époque de leurs débuts littéraires, avait eu une fois encore, dans ses yeux clairs au regard droit, une flamme de jeunesse ; et, pour affirmer son admiration à l'auteur des *Vaines tendresses*, il avait retrouvé quelque chose de ses belles énergies de combattant ; mais cette fermeté n'était qu'apparente ; on sentait que les deux poètes étaient, l'un par l'autre, également attendris. Quand ils s'étreignirent enfin, — dit Jean Aicard, successeur de Coppée à l'Académie française, dans son discours de réception, — les assistants avaient tous quelque peine à maîtriser leur émotion... Pour eux, comprenant bien qu'ils ne devaient plus se revoir, ils se répétaient ce vers de Sully Prudhomme où sa forte résignation avoue une inquiétude :

Je m'abandonne en proie aux lois de l'univers.

JEAN MONVAL.

PENDANT LE CONCLAVE

CHOSES VUES

Rome, 4 mars.

Comme tout s'est fait vite, dans ce conclave d'un jour, assurément un des plus courts dont on garde le souvenir ! Quand paraîtront ces lignes, tout sera archi-accompli : les dernières scènes officielles auront achevé de se dérouler, le couronnement aura été célébré. L'histoire reprendra son cours. Est-il trop tard pour essayer de fixer les impressions singulières de ces quelques journées rapides et décisives, l'atmosphère, le climat de Rome en ces derniers moments d'attente avant le Conclave, et ces suprêmes minutes d'interrègne et de la *Sede vacante* ?

Je suis arrivé le dimanche soir 26 février, dans une Italie incolore que je ne connaissais pas ; il y avait un pied de neige entre Turin et Gênes ; la *nebbia* me suivit jusqu'à Rome, étrangement ensevelie sous son suaire de crêpe. La grande foule assez terne d'employés, de petits fonctionnaires, amenés par le régime, et qui a doublé en quelques années la population de la ville, y semblait elle-même étrangère, inerte, indifférente : ce n'est plus le milieu romain, autochtone, indigène, pour qui la mort d'un pape est un événement national. La présence insolite de trente cardinaux, arrivés pour la circonstance, passe à peu près inaperçue ; elle se remarque à peine au nombre des voitures de luxe mises à leur disposition et qui stationnent devant leur porte, dans tous les couvents de la ville qui voisinent maintenant avec des bars, des cinémas. L'immense place Saint-Pierre, au bout de l'ancien Borgo, transformé en champ de démolitions, est vide ; à l'intérieur du formidable éperon de palais, qui domine la place, le remue-ménage est achevé pour les préparatifs des appartements du Conclave : je regarde du

dehors cette grande masse cubique et aveugle, où va se passer un scrutin si important pour l'avenir. Je n'ai point visité le Vatican aménagé en pension pour le Sacré-Collège. L'attitude de certains visiteurs a fait interdire l'entrée. A ce sujet le maréchal du Conclave, prince Chigi, a lavé la tête au majordome, qui a passé sa colère sur le premier camérier, qui s'en est déchargé à son tour sur le capitaine des Suisses, lequel a reparti avec un flegme helvétique :

— Monseigneur, qu'on me donne des ordres, et je suis prêt à consigner la porte aux cardinaux !

Je descends me recueillir un moment dans la crypte de la basilique où, depuis quelques jours, le grand vieillard héroïque qui s'appela Pie XI, couché auprès de ses prédécesseurs dans la paix profonde du caveau, commence son éternité : ce n'est plus la cohue de la neuvaine des funérailles, c'est la queue du cortège, pareille aux derniers hoquets espacés d'un sanglot, les humbles, les timides et les retardataires, dans une intimité de famille affligée, des larmes de petites gens, des prières muettes, des agenouillements de ces jolies Romaines, avec leur mouchoir sur les cheveux, des bouquets de deux sous posés par des mains enfantines sur le grand sarcophage de marbre blanc et sévère. « Tu es pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église », songe-t-on, tant il y a là quelque chose d'auguste et de fondamental. Là-haut, devant la demi-lune de lampes ardentes de la Confession, un groupe de trois religieux s'abîment côte à côte dans une de ces prières qui ne demandent rien à la terre.

Dans la ville, il n'est pas facile de recueillir sur les événements qui se préparent des renseignements autorisés. Les cardinaux sont muets. Depuis le fameux récit du conclave qui suivit la mort de Léon XIII, publié par « un Témoin », dans la *Revue* du 15 mars 1904, le secret a été renforcé par des mesures draconiennes.

Chez les gens du monde, et dans des milieux qui passent pour les mieux informés, les « papotages » vont leur train ; bien fin qui tirerait des rumeurs qui circulent, comme disait cette bonne langue de Mgr Duchesne, le moindre indice utile. Au mardi de notre ambassade, sous les voûtes illustres de la galerie des Carrache, et dans les magnifiques salons du cardinal Ranuce Farnèse, c'est incroyable ce qui peut s'entendre de propos frivoles ; les personnes titrées et huppées qui vous parlent n'en savent pas plus long que les valets qui les servent ; les discours de la salle à manger ont à peu près la même importance que les commérages de l'office. Il se dégage de ces discours qu'on a souffert, sous le dernier règne, du

caractère autoritaire du Souverain Pontife : le Sacré-Collège serait résolu à faire choix d'un élu plus doux et plus maniable. Le cardinal Schuster, archevêque de Milan, serait l'homme de la situation, si l'on pouvait élire deux fois de suite un Milanais : il ne faut pas que la papauté devienne un apanage de l'archevêché de Milan, comme l'Élysée est une annexe de la Présidence du Sénat. On parle du cardinal Piazza, patriarche de Venise, qui a fait récemment deux discours « pleins de tact ». Avec lui, pas de danger de conflit politique. On aurait un saint homme de pape, tranquille, de tout repos, le vrai *Pastor angelicus* (tout le monde a sur les lèvres la prophétie de Malachie).

Y a-t-il, dans tout cela, une préférence marquée, et ce qu'on pourrait appeler une candidature officielle ? Le jeu est plus subtil que cela. La candidature du cardinal de Florence, par exemple, ne semble guère agréable au gouvernement : le cardinal, homme d'une piété éminente, a refusé de pavoiser lors de la visite du Führer, et a défendu à son clergé d'ouvrir à M. Hitler la grande porte de Santa Croce, le Panthéon des gloires florentines. Aussi le cardinal Della Costa est-il couvert par toute la presse d'éloges destinés à le perdre. En même temps, dans cette même soirée de l'ambassade, j'entends une noble dame me dire : « Quel pape excellent serait le cardinal de Florence ! Dommage que son frère soit juif ! » Vous vous demanderez comment le frère peut être juif, sans que le prélat le soit aussi. La veille, j'avais entendu dire par une autre princesse : « Son frère s'est pendu, quel malheur ! On ne peut pas être pape, dès qu'on a une tare dans sa famille. » Le cardinal n'a pas de frère, mais qu'importe un pareil détail ?

Toutes ces conversations sont là pour amuser le tapis et pour donner le change sur la seule personne qui s'impose, et que, je ne sais pourquoi, « certaines sphères » paraissent redouter. Pacelli a été Secrétaire d'État ; il est donc écarté d'avance. On se plaît à reconnaître sa dignité, ses hautes vertus. « Il aura trente voix au premier tour, prononce une Excellence, après quoi on passera à un autre. » « Pas une voix italienne pour lui ! » déclarent d'autres officieux. A Berlin, où le cardinal a été Nonce apostolique, le docteur Gœbbels aurait dit : « N'importe qui, excepté Pacelli ! » Telles sont les rumeurs, vraies ou fausses, qui circulent dans le public.

Le lendemain mercredi, j'assiste, dans la Salle ducale, à l'ouverture du Conclave, ou plutôt au passage des cardinaux qui se rendent en corps à la Sixtine. Spectacle curieux, avec son protocole, son

vestiaire suranné où chaque âge a laissé son style et ses costumes : les fraises de Titien, les casques de David, les hallebardes de Dürer, les bonnets à poil de Goya ; une revue d'ombres, une ballade du temps jadis... Leurs Éminences sont en petite tenue de deuil, simple surplis et rochet violet. Dans la tribune diplomatique, un diplomate italien désigne à un collègue français une des figures les plus effacées :

— En voilà un qui a de grandes chances !

— Cependant, on n'en parle guère.

— Justement ! Vous verrez.

Une demi-heure après tous les autres, passe enfin, seul, en coup de vent, le cardinal O'Connel. C'est le dernier survivant des cardinaux de Pie X ; il a déjà pris part à deux conclaves, ou du moins y aurait pris part, s'il n'était arrivé en retard. Il vient de débarquer de Boston il y a trois heures, accourt de Naples en automobile et, le temps de changer d'habits, le voilà qui fait son entrée, droit, pesant, bien nourri, le visage frais, de son pas assuré et rapide de sportif, les yeux vifs sous ses lunettes d'or. Tous les autres avaient les mains jointes, des attitudes de monastère. L'entrée de ce personnage subit bousculait tout. Il semblait que ce fût fini des finasseries, des petites malices devant cette carrure évidente : c'était comme l'arrivée, dans un match compliqué, d'un champion. On perçut distinctement le poids de l'Amérique.

Après deux jours de sirocco, mêlé de quelques averses, le ciel, jeudi matin, apparut balayé par un coup de tramontane. Rome avait retrouvé son soleil. Tout le printemps sur des charrettes fleurissait les rues avec la dépouille des amandiers de Capri. Jamais le décor de la place Saint-Pierre ne m'avait paru si beau. C'est dans ces occasions que le prodigieux théâtre prend son sens et sa valeur. Le carnage du Borgo, éventré maintenant sans pitié jusqu'au Tibre, ouvre devant l'hémicycle une perspective triomphale de deux cents mètres de largeur, au bout de laquelle on aperçoit à l'horizon la ligne bleue des collines de Tivoli ; le regard se promène de la colossale façade blonde, dominée par son dôme d'azur, jusqu'aux dômes azurés des monts de la Sabine. Cent mille hommes tiennent à l'aise dans la conque géante, entre les bras de la colonnade de Bernin, tandis que le soleil diamante et irise les panaches des fontaines. Foule immense, vraiment romaine, je veux dire populaire, gens du monde et canaille mêlés, sans trace de morgue, et faite pour une bonne partie de toutes les robes des clergés de toutes les paroisses, abyssins, irlandais, français, indochinois, avec çà et là les soutanes

écarlates des *Gamberi* (écrevisses) qui sont les séminaristes du Collège germanique : mer humaine et multicolore, peinte par quelque Guardi, et sur laquelle la flottille des cornettes des bonnes sœurs semble faire courir des régates de bateaux en papier. J'oubliais, élément nouveau, des carapaces de tortue ou de grosses bêtes à bon Dieu, qui sont les voitures de la radio et les relais des haut-parleurs : outillage qui me rend perplexe sur ma propre utilité. Que fais-je là, avec mon stylo et mon calepin préhistoriques, pour rivaliser avec ces instruments « dernier cri » ? Nous regardons un mince tuyau de fer-blanc qui s'allonge le long du mur de la Sixtine, et d'où doit sortir tout à l'heure une fumée, blanche ou noire, qui écrira des signes dans le ciel.

Procédé de signalisation archaïque : la radio du Vatican est une des mieux outillées et des plus parfaites du monde. Devant son micro, le pape Pie XI avait pris l'habitude de s'adresser à l'univers. On se rappelle son oraison, son appel pathétique, sa prière du 28 septembre, où le grand vieillard offrait sa vie en échange de la paix. Dans la même seconde, Pékin, Lima, San Francisco apprendront par la même voie le nom de son successeur. Et cependant, sans cette fumée dans le ciel, l'élection d'un pape serait-elle le spectacle unique et extraordinaire, qui attire l'attention du monde ?

Les résultats de la matinée ont été négatifs. Je reviens dans l'après-midi ; la *sfumata* est annoncée pour la demie de six heures du soir. Le décor était le même et cependant tout autre. C'était la fin du jour ; tout ce qui, le matin, était luxe, gloire, éclat, rayonnement, se résolvait en majesté. Sur le monument gigantesque, le crépuscule répandait sa cendre et son mystère. Seul, le château Saint-Ange, à l'entrée du Borgo, semblait incandescent comme une tour de feu. Les fontaines avaient mis leurs aigrettes en veilleuse. La foule, indistincte, compacte, dans la prodigieuse vasque, semblait un liquide noir, comme une huile lente et sombre. Il paraît que, de l'Aventin, les dominicains de Sainte-Sabine aperçurent à cinq heures vingt-neuf la fumée blanche. Elle m'échappa. Je ne vis rien. Mais un chuchotement sans cause apparente se répandit. On murmurait : « *C'è papa.* » Le mot courait de bouche en bouche. Tout à coup, dans l'énorme façade, une rampe s'alluma ; l'imposte de la fenêtre centrale s'éclaira et parut vraiment la seule lumière du monde. Alors, ce fut une clameur, une voix confuse et puissante comme celle de la mer. Puis la fenêtre s'ouvrit, et vous savez le reste. La lune s'était levée. Au-dessus de l'immense amphithéâtre, le fir-

mament lui-même semblait une coupole, remplaçant celle de Michel-Ange ; Dieu faisait les frais du temple et suspendait à la voûte sa lampe de cristal. Le Pape parut enfin, mince figure minuscule, précieuse, ascétique, grande à peine, dans l'auréole de la fenêtre éclairée, comme l'image qu'on voit au centre de la pupille, et c'était la plus haute présence morale de l'univers. Il y avait à ce moment-là une masse d'amour quasi palpable, une sorte d'Esprit-Saint dans l'air.

On savait que le conclave serait court : pourtant, une surprise le mêlait à notre ravissement. Jamais scrutin n'aura pris à ce point sa forme de l'acclamation. Le fait historique a été le bloc de tous les cardinaux étrangers. Vingt-cinq sur vingt-sept au premier tour, et une dizaine d'Italiens, votèrent pour le cardinal camerlingue : c'était le cardinal missionnaire, celui qu'on avait vu à New-York et à Washington, à Lourdes, à Lisieux, à Berlin et à Buenos-Ayres. Il était le délégué de l'univers. On a parlé d'une réunion secrète, avant le Conclave, chez le cardinal Marchetti, grand ami du secrétaire d'État, en présence de l'ambassadeur de Sa Majesté l'empereur et roi ; ce récit paraît controuvé. Ceux qui ont vu ce diplomate sur la terrasse du prince Chigi, au moment de la proclamation, n'ont pas observé sur ses traits la figure de la victoire. Le cardinal Verdier, me rapportent les mêmes témoins, s'est montré, au dire des bons juges, un *caposquadrista* (chef d'équipe) de premier ordre.

L'élection de Pie XII s'est faite, véritablement, sur le plan universel, sur un axe Québec-Buenos-Ayres. Voilà le fait considérable qui marque un tournant décisif de l'histoire de la papauté. C'est d'ailleurs un Pape romain, de la meilleure bourgeoisie romaine, ce qui fera plaisir aux Romains et n'est fait pour déplaire à personne. Moins autoritaire que son prédécesseur, dont il a toutefois voulu prendre le nom, il apportera dans son œuvre la souplesse de la plus vieille diplomatie du monde, et surtout les ressources divines de sa puissance de charité, la flamme et la noblesse de l'ange : *pastor angelicus*, celui qui peut rendre à ce monde égaré de cauchemars, de haines et de convoitises, l'étincelle de l'amour.

LOUIS GILLET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'ÉLECTION DE PIE XII ET L'INDÉPENDANCE DE LA PAPAUTÉ

Habemus Papam! Ce Conclave d'une brièveté impressionnante, aussi bien que le choix de l'élu, apportent à tout catholique une profonde satisfaction du cœur, à tout homme qui pense et qui possède le sens de la grandeur une intense satisfaction de l'esprit. Comment ne pas se livrer, avec Joseph de Maistre, en présence d'un événement aussi important et aussi heureux, à quelques réflexions « sur le gouvernement temporel de la Providence » ? L'insurrection des forces spirituelles en face de l'offensive du matérialisme communiste et du panthéisme totalitaire est le plus noble et le plus réconfortant spectacle qui ait été depuis longtemps offert à l'humanité enlizée dans la fange des intérêts matériels. La survie extraordinaire, certains ont dit miraculeuse, d'un Pie XI de plus en plus désincarné, de plus en plus réduit à l'esprit et à la volonté, l'élection triomphale, pour lui succéder, du cardinal qui a le plus intimement pénétré sa pensée et servi ses intentions, sont autant de faits merveilleux ; on voudrait, pour en célébrer la vertu, trouver des accents nouveaux et des mots plus forts, car le sublime nous environne et nous pénètre.

C'est une bataille livrée contre les puissances du mal et gagnée, comme celle du pont Milvius, *instinctu divinitatis*, ainsi que le dit l'inscription fameuse gravée sur l'arc de Constantin. Mais si, comme nous l'écrivions il y a quinze jours, l'œuvre de Pie XI était achevée et la victoire assurée, il s'en faut que la lutte soit terminée, et Pie XII est sans doute l'homme le plus propre à la soutenir pour le bien de l'Église et de toutes les nations. Ce choix, presque sans discussion ni délai, a fait mentir les aphorismes romains que le secrétaire

d'État du Pape défunt ne devient jamais son successeur et que « celui qui entre pape au conclave en sort cardinal » ; il prouve que les éminentissimes cardinaux de tous les pays sont pleinement conscients de l'importance de la conjoncture et du danger que cet assaut des Puissances totalitaires et des masses fanatisées qu'elles entraînent avec elles fait courir au christianisme, le plus grand peut-être depuis de longs siècles. Pie XII s'apprête à y faire face avec les armes de la charité, de la vertu et de la patience, comme aussi avec celles de la vérité et du droit.

Quel voyageur en Espagne n'a admiré, dans la galerie de peinture de l'Escurial, cet émouvant et somptueux portrait d'un évêque en habits sacerdotaux et mitre en tête, qui est l'une des œuvres les plus saisissantes du Greco ? Cette ascétique figure, qui ne peut plus être oubliée quand on l'a une fois contemplée, nous l'avons vue s'animer, officier, parler et bénir quand le cardinal Pacelli, secrétaire d'État et légat de Sa Sainteté Pie XI, vint en 1937 à Lisieux et à Notre-Dame de Paris. Il est un de ces hommes qui, à tous ceux qui ont eu l'honneur de le voir et de l'approcher, produisent une impression qui ne s'efface plus et qui vient d'une distinction de manières aisée et naturelle, d'une noblesse simple du geste et de la parole, de l'éclat pénétrant du regard derrière les lunettes : une physionomie unique où l'on ne sait ce qui frappe davantage de la finesse du diplomate, de l'autorité de l'homme d'État ou de la sainteté du prêtre dont toute l'ambition fut de se donner au bien des âmes et dont aucune ascension ne serait capable de troubler la sérénité, d'altérer la simplicité ou d'émousser la charité. Sa supériorité est si éclatante et si humble à la fois qu'elle ne suscite pas la jalousie et qu'elle s'impose à tous ceux qui l'approchent.

L'élu du 2 mars, Pie XII, est un homme de haute et profonde culture, c'est, dans toute la force de ce beau mot, un humaniste. On se plaisait, il y a quelque cinquante ans, à opposer un humanisme laïcisé et imprégné de scientisme à la tradition chrétienne et romaine. C'était découronner l'humanisme qui, tel qu'il a fleuri dans l'Europe occidentale et méditerranéenne, est le fruit excellent du mariage de la pensée philosophique hellénique et de la pensée juridique romaine avec la conception spirituelle de l'homme dans le christianisme. La troisième achève et complète les deux premières, de même que la charité achève et complète la justice ; elle corrige et tempère par l'amour des âmes, de toutes les âmes créées à l'image et ressemblance de Dieu et rachetées par le

sacrifice d'un Dieu, ce que les sociétés antiques, fondées sur l'esclavage, gardaient d'exclusivisme oligarchique et de mépris hautain de la souffrance humaine. L'humanisme christianisé affirme que le genre humain ne vit pas seulement pour quelques individus privilégiés, délicates fleurs de culture poussées sur le fumier social de la misère et de la dégradation du plus grand nombre. Il ne nous appartient pas d'empiéter ici sur les questions philosophiques ; mais puisque, de notre temps, une bataille d'idées, le conflit de deux conceptions de l'humanité, se mêle aux luttes d'intérêts pour les rendre à la fois plus âpres et plus élevées, il faut bien indiquer en quelques traits essentiels quel est le principe générateur de la conception « politique » d'un Pie XI et le sens de l'ascension au trône pontifical d'un Eugenio Pacelli. Il n'était pas à craindre que la sagesse de soixante-deux cardinaux pût élire, — où l'auraient-ils trouvé ? — un Pape qui méconnût ces vérités fondamentales et qui oubliât la valeur et la dignité de l'individu humain en face de cette nouveauté pernicieuse, que M. Georges Goyau n'hésite pas à appeler « l'hérésie raciale », qui sévit en Allemagne et que certains dirigeants de l'Italie fasciste voudraient imposer à un peuple imprégné de culture catholique ; mais le choix des personnes a une très grande importance, précisément parce que l'homme est libre et responsable de ses actes ; et la joie universelle, comme hier la tristesse autour du lit funéraire de Pie XI, salue l'avènement de Pie XII comme un gage de délivrance et une certitude de victoire.

Dans l'allégresse générale de la chrétienté, il nous sera permis de faire une place à part à la profonde satisfaction de l'opinion française, de toute l'opinion. Personne n'a oublié, dans notre pays, de quel accent et avec quelle émotion le cardinal Pacelli, légat de Pie XI, a parlé à Lourdes, à Lisieux et dans la chaire de Notre-Dame, de la vocation de la France, de la part prépondérante qu'elle prend, selon sa tradition de fille aînée, à la vie de la catholicité, de ses saints, de ses splendides basiliques dont l'élan sublime autant que raisonnable a trouvé dans l'âme d'un Pacelli de mystiques affinités. Le nouveau Pape ne l'a pas oublié, lui non plus ; mais il ne sied pas, lorsqu'il s'agit du Père commun des hommes et des peuples, d'un Père si profondément pénétré du caractère universel de l'Église, d'insister sur de particulières dilections. Romain d'une famille romaine vouée au service du Saint-Siège, il est particulièrement préparé au rôle supranational de l'Église qui n'exclut pas l'amour des patries particulières. L'ancien nonce à Munich et à Berlin, négociateur

du Concordat de 1933, connaît à fond la langue allemande et l'Allemagne nouvelle ; il est qualifié pour traiter avec elle les plus délicates affaires. Les États-Unis et l'Argentine ont gardé le souvenir de son passage lumineux. Bref, jamais peut-être Pape ne fut mieux préparé à parler *Urbi et Orbi* et à comprendre les mouvements profonds qui agitent les peuples et troublent leurs relations. L'avènement de Pie XII est apparu à toutes les nations comme un gage de paix, un arc-en-ciel parmi des nuages d'orage. Le premier acte du nouveau pontife a été en effet un message de paix à toute la catholicité.

Ce n'est certes pas après avoir relaté les événements augustes qui viennent de s'accomplir dans la Rome des Papes que je pourrais être porté à exagérer l'importance de la mésaventure personnelle qui m'est advenue sur le chemin de Rome ; je n'en parlerais même pas ici si toute la presse ne l'avait commentée, si de nombreux lecteurs de la *Revue* ne m'avaient fait l'honneur de m'écrire à ce sujet et si cet incident ne touchait à des problèmes particulièrement graves. On sait les faits : je souhaitais assister, dans la mesure où il est permis aux profanes, à ce grand acte de la vie de l'Église catholique qu'est l'élection d'un Pontife, voir la physionomie de Rome attendant la *sfumata* et m'incliner avec la foule sur la place Saint-Pierre sous la main bénissante du successeur de Pie XI. Ma curiosité d'historien, mon légitime désir de catholique, n'avaient certes rien qui pût offusquer le gouvernement italien. Il fit cependant savoir à notre ambassadeur que ma présence en Italie était considérée comme non souhaitable. Cet avis fut transmis au Quai d'Orsay après mon départ, j'en reçus communication en gare de Modane, tandis que je dormais tranquillement sous la protection d'un passeport en règle, et j'interrompis mon voyage.

Ce procédé désobligeant à l'égard d'un écrivain indépendant ne prend quelque signification politique qu'en raison des circonstances. Il est un fait entre beaucoup d'autres de toute nature qui ont entre eux un caractère commun, l'intention d'être désagréable à la France et aux Français. Tout se passe comme si, dans certains milieux gouvernementaux fascistes, on cherchait à pousser à bout l'opinion française afin d'engager le gouvernement à quelque démarche que l'on pourrait travestir, en dénaturant les faits, en un acte agressif d'où l'on ferait sortir un conflit aigu où jouerait la solidarité des deux Puissances de l'axe. Vaine attente, provocations superflues qui n'ont pour effet que de grouper autour de l'entente franco-britannique tous les amis de la paix et tous ceux qui pensent que la prospé-

rité générale ne renaîtra que dans une atmosphère rassérénée.

L'Italie, Puissance souveraine, est évidemment libre d'autoriser ou de refuser l'entrée et le séjour sur son territoire à qui il lui plaît. Ce droit cependant est soumis à certaines restrictions par le fait de la présence, enclavé dans le territoire italien, d'un autre État également souverain, la Cité du Vatican. Le territoire de celle-ci est aussi exigu que son autorité morale est immense. Est-il possible que l'Italie jouisse du droit illimité, du fait de la situation territoriale de la Cité du Vatican, de choisir les visiteurs ou les pèlerins dont elle admet l'accès auprès du Pape, d'accepter les uns et de rejeter les autres ? Une telle prétention, surtout durant un conclave ou toute autre solennité de la vie de l'Église, serait inacceptable pour la catholicité. L'exiguïté du territoire de la Cité du Vatican fait que les visiteurs du Pape ou les personnes ayant quelque affaire à traiter avec le gouvernement pontifical sont obligées d'abord d'emprunter les voies de communication de l'État italien, ensuite de séjourner dans Rome en dehors du territoire pontifical. De cette circonstance, l'Italie tire un profit considérable. Les visiteurs sont attirés en grand nombre par l'éclat universel de la Papauté. Et cette affluence apporte au commerce romain et à l'État italien d'énormes ressources en devises étrangères.

Il est juste que ce grand avantage ait une contre-partie qui est l'obligation de supporter aimablement sur le territoire italien la présence même de personnes qui, pour quelque raison que ce soit, ne seraient pas agréables au gouvernement italien. Le traité du Latran a réglé, en 1929, les relations des deux pouvoirs après leur réconciliation. Un procédé tel que celui dont plusieurs écrivains français ont été les victimes outrepasse, surtout en temps de conclave, les droits du gouvernement italien ; il est contraire sinon peut-être à la lettre, du moins certainement à l'esprit du traité du Latran. Il pose la question de l'indépendance du Saint-Siège. En outre, même au point de vue politique, le rayonnement universel de la Papauté rejaillit en quelque mesure sur la nation italienne, ne serait-ce que par le fait que, depuis plusieurs siècles, les Papes et le plus grand nombre des hauts prélats qui constituent le personnel gouvernemental et diplomatique du Saint-Siège sont des Italiens. Le gouvernement italien est, pour ces raisons, le seul qui puisse être tenté d'abuser de sa situation pour exercer une influence prépondérante sur la politique du Saint-Siège. Le danger devient pressant quand la péninsule est régie par un gouvernement totalitaire et raciste

qui se donne pour tâche de valoriser toutes les forces de la nation.

Que le Pape, quel qu'il soit, que le haut personnel de ses collaborateurs se sentent et soient réellement au-dessus de toute ingérence abusive et de toute tentative de pression, c'est l'évidence même. Mais la Papauté, puissance morale et désarmée, est un pouvoir d'opinion ; il ne suffit pas qu'elle soit effectivement libre, il faut encore qu'elle le soit visiblement, ostensiblement, sans contestation ni doute possibles. Avant le traité du Latran, cette indépendance résultait de l'opposition des deux pouvoirs depuis la spoliation des États du Saint-Siège en 1870 ; depuis 1929, il n'en est plus de même et il serait facile d'énumérer des indices d'une tendance, qui va grandissant dans l'Italie fasciste, à considérer le Saint-Siège comme un élément de la grandeur de l'Empire, tout au moins comme destiné à associer ses intérêts à ceux de l'expansion italienne. Le droit d'exclusive qui a empêché en 1903 le grand cardinal Rampolla d'accéder à la tiare a été aboli ; mais on a vu certains journaux italiens, — et l'on sait qu'ils ne parlent pas sans autorisation, — prononcer une sorte d'exclusive contre l'élection éventuelle de cardinaux ayant rempli de hautes charges dans les nonciatures. Peu de jours avant la mort de Pie XI, le *Regime fascista*, dans ses numéros des 11 et 20 janvier, attaquait le cardinal secrétaire d'État Pacelli qu'il accusait d'être « trop lié à la franc-maçonnerie »! Depuis l'élection de Pie XII, la consigne est de se réjouir et d'exulter. C'est fort bien. Peut-être n'est-ce pas une raison pour imprimer, comme le fait la *Tribuna*, que « l'athéisme français est mobilisé dans une tentative malhonnête d'accaparement de l'Église romaine et du Souverain Pontife »? Le *Regime fascista* affirme que l'Allemagne et l'Italie sont tout à la joie et ajoute : « Une seule fausse note, celle de la presse française. Là où, jusqu'à jeudi dernier, on invoquait un Pape français, on chante aujourd'hui victoire parce qu'Eugenio Pacelli a pris le nom de Pie XII, d'où l'on présume que sa politique ne pourra être que parfaitement francophile. » Inutile de commenter.

La presse allemande, depuis l'élection, a mis une sourdine à ses récriminations. Négligeons les basses injures du *Schwarzes Korps* pour ne retenir que l'article publié le 11 février, le lendemain de la mort de Pie XI, par le *Völkischer Beobachter*, organe particulier de M. Hitler : il accuse le Pape défunt d'avoir voulu, par l'Action catholique, mettre la main sur les États. « Ni le national-socialisme allemand, ni le fascisme italien ne pourraient permettre à une Puissance supranationale comme la Papauté des empiétements et des

immixtions dans les domaines de la vie raciste qui, selon le droit naturel, sont réservés à la direction de l'État représentant la communauté du peuple. Éducation de la jeunesse et législation raciale ont été les principales pierres d'achoppement auxquelles s'est brisée l'ambition de Pie XI. » De telles paroles, il est naturel de rapprocher une recrudescence d'attaques fascistes contre les œuvres et les institutions catholiques d'Italie qui ont affligé les dernières semaines du règne de Pie XI. On dit que ce grand Pape avait écrit le discours qu'il devait prononcer le 12 février pour l'anniversaire de son couronnement et que l'on y aurait entendu un blâme sévère à l'égard de cette nouvelle offensive anticatholique du fascisme. Un tel conflit est dans la logique des doctrines totalitaires et doit nécessairement se produire un jour ou l'autre.

En même temps, la politique italienne cherche à substituer, dans les pays de missions, son influence à celle de la France que l'on représente comme une Puissance du passé dont il n'y a plus qu'à se partager l'héritage. Dans tout l'Orient, les Puissances totalitaires supportent impatiemment le privilège séculaire des représentants de la France qui, aux grandes cérémonies catholiques, disposent d'une prééminence honorifique. A la cathédrale d'Izmir (Smyrne), l'archevêque, qui est de nationalité italienne, fit célébrer le 17 février un service solennel à la mémoire du Pape défunt. Tout le corps consulaire était présent, à l'exception des consuls généraux d'Allemagne et d'Italie dont on se montrait les sièges vides. Offensives contre le pouvoir pontifical et son caractère supranational, entreprises sur ce même pouvoir pour le faire servir aux fins d'intérêts temporels, la Papauté, des deux côtés, est obligée de défendre son caractère et ses prérogatives.

Tels sont les faits. Il serait indiscret d'en tirer des conclusions qui risqueraient de les dépasser, surtout après la manifestation spontanée d'indépendance que le Conclave du 2 mars vient de donner. Il reste que c'est des États totalitaires que venaient hier et que viendront demain au Saint-Siège ses plus graves soucis. Quelle serait, dans le cas d'une guerre où l'Italie serait belligérante, la garantie de l'indépendance du Saint-Siège, puisque déjà en temps de paix le traité du Latran est violé dans son esprit ? La conception d'une institution supranationale est difficilement accessible à des esprits totalitaires qui se croient en possession d'une révélation nouvelle. Les grandes flambées de nationalisme intégral qui entraînent surtout les États totalitaires peuvent devenir pour la Papauté un voisinage

inquiétant. Au-dessus de toutes les contingences, de tous les intérêts, de toutes les passions, la sereine indépendance du Saint-Siège est une suprême garantie pour toutes les consciences humaines. Avec un pape tel que Pie XII la chrétienté est assurée qu'aucune velléité d'absolutisme humain ne saurait prévaloir contre son chef. Et c'est la raison profonde de l'allégresse avec laquelle a été accueillie l'annonce de son élévation.

AFFAIRES D'ESPAGNE

La mission délicate que M. Léon Bérard a remplie avec autant de tact que d'autorité à Burgos et qui a abouti à un accord complet n'a pas tardé à porter ses fruits. Le 24 février, M. Daladier, répondant à un interpellateur, déclarait nettement à la Chambre qu'il avait l'intention de proposer au Conseil des ministres du 27 de reconnaître *de jure* le gouvernement du général Franco. Cette reconnaissance serait réalisée de concert avec le gouvernement britannique qui, dès le 22 janvier, avait fait connaître ses intentions à Paris. La France, a dit en substance le président du Conseil dans un excellent discours, a une frontière commune de 600 kilomètres avec l'Espagne que gouverne le général Franco ; c'est une raison plus que suffisante pour que nous soyons en rapports avec lui et que nous cherchions à réaliser un accord. « Nous aurons cette année même des caps redoutables à franchir. La France devra assurer sa sécurité. Je préfère qu'elle soit présente à Burgos. » La Chambre lui donna raison par 325 voix contre 261. Le 27, le Conseil des ministres décida à l'unanimité de réaliser au plus vite cette reconnaissance. Un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, M. Rochat, fut chargé d'en porter à Burgos la notification officielle. De cette décision, on ne peut faire qu'une critique, c'est d'être trop tardive. Il n'entre dans un acte de cette nature aucune idéologie ; il ne s'agit pas de définir le droit, mais simplement de constater un fait et d'en tirer les conséquences.

Le même jour, 27 février, M. Neville Chamberlain faisait aux Communes les déclarations les plus nettes sur les raisons qui ont déterminé le gouvernement britannique à reconnaître, en même temps que la France et d'accord avec elle, le gouvernement du général Franco. Voilà donc, sur le plan international, la question d'Espagne résolue, ou tout moins vidée de son venin. Si les passions idéologiques et les haines de partis ne s'y étaient pas mêlées, il y a longtemps

que la France, seule voisine de l'Espagne, aurait reconnu comme un fait l'existence d'un gouvernement qui n'est ni plus ni moins légal que l'autre et avec lequel elle a tant d'intérêts à débattre et de difficultés à résoudre. Notre temps est fertile en singulières contradictions. Les socialistes et communistes français qui détestent le fascisme prétendaient qu'on lui laissât le champ libre à Burgos. Les fascistes italiens et les nazis allemands accueillent avec mauvaise humeur la reconnaissance par la France et la Grande-Bretagne d'un gouvernement qui a toutes leurs préférences. Voulaient-ils donc faire de l'Espagne franquiste leur chasse gardée ?

Le gouvernement de M. Daladier a été bien inspiré en demandant au maréchal Pétain d'être auprès du gouvernement de Burgos le premier ambassadeur de la République française. L'illustre chef de nos armées victorieuses a accepté. Il est de ceux que la patrie trouve toujours prêts lorsqu'elle fait appel à leur dévouement et pour qui la vie n'a de prix que si elle permet de « servir ». Il doit partir le 11 mars pour Burgos. Durant la campagne du Rif, le maréchal Pétain et le général Franco ont appris à se connaître et à s'estimer. On peut attendre d'une telle mission d'heureux résultats qui ne seront obtenus aux dépens d'aucun autre pays. La question des réfugiés que nos départements pyrénéens supportent avec une impatience légitime demande une prompte solution. Il est inadmissible que la France se charge d'héberger et d'entretenir dans l'oisiveté cette masse d'indésirables.

L'ancien gouvernement de Barcelone achève de se dissoudre. M. Azaña a donné sa démission de Président de la République. Il avait reconnu que la partie était décidément perdue, la défaite irrémédiable, et, dans l'intention d'épargner de nouvelles effusions de sang, il demandait que l'on mît fin à la résistance et que l'on acceptât les conditions du vainqueur. Mais M. Negrin, M. del Vayo sont au contraire retournés à Valence et à Madrid. Chez nous, *le Populaire* et surtout *l'Humanité* les incitent à la guerre à outrance, jusqu'à ce que l'Espagne n'ait plus une goutte de sang à verser. On croirait entendre les derniers prédicateurs de la Ligue excitant les foules contre Henri IV : tant la passion parle toujours le même langage ! Les chefs paraissent saisis de la fièvre obsidionale. Le 5 mars, le colonel Casado, avec quelques officiers généraux et quelques politiciens d'extrême-gauche, a fait un nouveau *pronunciamiento* ; il a constitué un Comité de défense nationale qui s'est substitué à ce qui restait du gouvernement du docteur Negrin accusé d'incapacité.

Le général Miaja s'est rallié au mouvement et en a pris la direction. Il s'agit, a dit le colonel Casado, d'obtenir « une paix honorable » ou de mener la lutte jusqu'à la mort. « Nous ne pouvons pas souffrir que quelques privilégiés préparent tranquillement leur fuite et gagnent l'étranger. » C'est la paix que ce gouvernement militaire, qui sait mieux que personne que la défaite est sans appel, se prépare à négocier. Déjà un mouvement a éclaté à Carthagène d'où la flotte rouge s'est enfuie à Bizerte. MM. Negrin et del Vayo ont gagné Toulouse par avion. C'est la fin. On apprend chaque jour de nouveaux détails sur l'horreur des derniers jours de la domination rouge en Catalogne : on a notamment retrouvé dans un ravin, non loin de la frontière, les corps de quarante-deux prisonniers évacués de Figueras et fusillés ; parmi eux était l'évêque de Teruel.

Le général Franco, à Barcelone, a donné au correspondant du *Sunday Chronicle* une interview dans laquelle il a une fois de plus répété la volonté d'indépendance absolue de l'Espagne. « Ni l'Italie, ni l'Allemagne n'ont revendiqué une partie quelconque du territoire espagnol, ni demandé la permission d'établir des bases militaires en Espagne. J'ai négocié avec le Reich et l'Italie des accords garantissant l'Espagne pour les Espagnols. Pas un pouce du sol espagnol ne passera sous la domination d'une Puissance étrangère quelconque. » La nomination du maréchal Pétain comme ambassadeur a été très favorablement accueillie au delà des Pyrénées. M. Lequerica, maire de Bilbao, a été choisi pour représenter l'Espagne en France. Puisse le plus tôt possible s'établir dans une Espagne pacifiée et unifiée un gouvernement de réparation et de réconciliation !

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

tion.
» ou
uffrir
nent
sait
re à
lotte
agné
de
tion
non
cués

du
plus
Ni
que
ases
rds
sol
gère
as-
ées.
gne
gne
on!

L[E]
2
o
soixant
fois, la
Pierre,
scrutin,
terroir,

Un
remont
nement
Sacré C
relever,
d'un au
faut reb
1721, q
dix-hui
un tel l

Ron
raisons
de Sain
ainsi sa
ce fut à
qui est
dire sa

TO

LE PAPE PIE XII

Le cardinal Eugenio Pacelli, en moins d'une journée, le 2 mars 1939, fut l'élu du Conclave : en ce jour même où il prenait le nom de Pie XII, il avait exactement soixante-trois ans. Jadis, les conclaves se prolongeaient : cette fois, la population romaine, qui se pressait sur la place Saint-Pierre, eut la double joie d'apprendre, après trois tours de scrutin, qu'elle avait un pape, et que ce Pape était un enfant du terroir, un Romain.

LA FORMATION DU DIPLOMATE ET DU PRÊTRE

Un pape élu dès le premier jour du Conclave : il faut remonter jusqu'au premier quart du XVIIe siècle, jusqu'à l'avènement de Grégoire XV, pour retrouver, dans les votes du Sacré Collège, une aussi expéditive allure. Et si vous désirez relever, dans la liste des pontifes des temps modernes, le nom d'un autre pape d'origine authentiquement romaine, il vous faut rebrousser chemin, dans l'histoire du passé, jusqu'à l'année 1721, qui vit l'avènement d'Innocent XIII : il y a deux cent dix-huit ans qu'aucun natif des sept collines n'avait connu un tel honneur.

Romain, Pie XII l'est jusqu'aux moelles : si, jadis, des raisons de santé l'amenèrent à venir à notre procure romaine de Saint-Sulpice pour s'y préparer à la prêtrise, et à achever ainsi sa formation sacerdotale dans une atmosphère française, ce fut à Sainte-Marie-Majeure, sous cette image de la Vierge qui est qualifiée de « salut du peuple romain », qu'il voulut dire sa première messe ; et, le lendemain, c'était vers un

autre sanctuaire cher à la cité romaine, la *Chiesa Nova* de Saint-Philippe de Néri, qu'il dirigeait ses pas. La Ville éternelle est une conquérante : elle marque de son empreinte, — d'une empreinte qu'elle sait rendre indélébile, — les clergés des deux mondes, qui viennent lui demander une formation. Mais un jeune prêtre, issu du sol romain, disciple de l'ambiance romaine, éprouve tout naturellement pour les pompes religieuses de l'Église universelle cet attrait coutumier qu'inspirent, en chaque terroir, les dévotions locales ; elles ne sont pas pour lui une nouveauté dont il a fait la découverte ; elles prolongent, elles perpétuent les traditions spirituelles qui l'entourèrent dès son berceau. Et ces traditions demeurent pour lui plus instructives, plus chargées d'enseignements, que ne le seront jamais, pour les clercs étrangers installés à Rome, les familiarités les plus intimes avec les milieux romains.

A peine Eugenio Pacelli était-il prêtre, que la diplomatie vaticane réclamait ses services : la Congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires l'accueillait comme stagiaire à la section diplomatique. Léon XIII occupait encore le trône de Pierre, et Mgr Gasparri était secrétaire de cette congrégation. Il voulut que le jeune abbé Pacelli ne fût distrait par aucune autre besogne. Volontiers, celui-ci aurait-il professé le droit canon au séminaire romain : il dut y renoncer. Et, d'échelon en échelon, il devenait, tour à tour, sous-secrétaire, prosecrétaire, puis, à la fin du pontificat de Pie X, secrétaire de la congrégation.

La seule fonction officielle qu'il lui fut permis de conserver au dehors fut celle de professeur de droit concordataire à l'Académie des nobles ecclésiastiques : former les futurs diplomates de la Curie, les éclairer sur les traités conclus avec les divers États, ce n'était là, pour Mgr Pacelli, ni une distraction ni un dépaysement ; et son expérience des grandes affaires bénéficiait, plutôt, du surcroît de compétence personnelle qu'il retirait d'un tel enseignement.

Il y avait cependant une part de son temps sur laquelle il n'admettait aucun indiscret prélèvement : prêtre, il réclamait le droit et le loisir d'exercer une activité sacerdotale. Il se reposait d'avoir débrouillé des imbroglios politiques en allant donner des exercices spirituels aux ouvrières, que groupaient les religieuses de Marie Réparatrice, ou bien en

s'occupant, chez les Dames du Cénacle, des enfants de Marie. Plus fréquemment encore, il faisait de longues haltes dans une congrégation d'origine française, chez les Dames de l'Assomption, éducatrices de nombreuses jeunes filles de la société romaine. Aux écolières, il faisait le catéchisme ; aux religieuses, il donnait des conférences spirituelles. Et ce sera chez elles, qu'en février 1939, cinq jours avant la mort de Pie XI, il accomplira sa dernière visite cardinalice, pour prendre possession du protectorat de la congrégation : il se plaira à évoquer les lointains souvenirs, et sa voix s'élèvera pour glorifier en un discours cette Mère Marie-Eugénie de Jésus, qui fonda cette société religieuse (1), et dont il avait étudié les écrits en vue de la cause de béatification... Il se promettra même de revenir en ce cloître au prochain mois de mai, pour célébrer le centenaire de la congrégation. Les engagements pris par le Cardinal pourront-ils être tenus par le Pontife ?

Ainsi montrait-il encore, quelques semaines avant de prendre la tiare, ce tempérament d'apôtre qui avait fait à Munich une si profonde impression lorsqu'il avait dit, en quittant cette ville : « Aux âmes des enfants, au vrai bonheur de la jeunesse, nous voulons tous, toujours, donner le meilleur de notre pouvoir et le plus profond de notre amour (2). »

Lorsqu'on relit de tels propos, on se demande comment la presse nationale-socialiste ose, aujourd'hui, présenter comme un pape politicien cette âme ardente de prêtre. Succédant à des périodes où la secrétairerie d'État connut parfois des titulaires médiocrement épris des choses spirituelles, l'époque contemporaine, tout au contraire, a vu un Rampolla del Tindaro (3), un Merry del Val (4), un Pacelli, par leur religiosité personnelle, imposer à l'opinion publique de l'univers le respect de leur œuvre diplomatique, et laisser l'impression que leurs habiletés professionnelles de négociateurs, loin d'être de vulgaires artifices, leur sont comme suggérées par l'exemple même du Bon Pasteur, se dépensant

(1) Voir, sur cette fondatrice, Paul Thureau-Dangin, *Pages religieuses*, p. 130-180 (Paris, Bloud, 1921).

(2) Pacelli, *Gesammelte Reden*, édit. Kaas, p. 49 (libr. de la Germania, 1930).

(3) Voir G. Goyau, *Revue hebdomadaire*, 21 février 1914.

(4) Voir, dans la *Revue* du 15 janvier 1931, l'article de René Bazin.

en industrieux efforts pour agenouiller devant son Père la société humaine.

MGR PACELLI EN ALLEMAGNE : SES EFFORTS POUR LA PAIX ET POUR L'ESPRIT DE PAIX

Cette Allemagne qui, aujourd'hui, incline à calomnier le cardinal Pacelli, devint, en 1917, pour onze années consécutives, le champ d'activité du prélat. La Grande Guerre sévissait au moment où Benoît XV l'envoyait occuper la nonciature de Munich, et tout de suite Mgr Pacelli, dans le discours par lequel il saluait le roi de Bavière, lui disait expressément : « Une paix juste et durable ne peut se fonder que sur l'assise fondamentale du droit public chrétien. »

« Ce n'est que dans le primat de l'idée de droit, redira-t-il en 1926 aux catholiques de Berlin, que les rapports de peuple à peuple, d'État à État, peuvent s'acheminer vers une paix assurée et harmonieuse. Le triomphe de ce primat sur l'obscur démon de la violence n'est possible que si l'esprit du Christ pénètre de nouveau dans tous les domaines où il était, soit disparu, soit amoindri (1). »

Ce n'est pas sans émotion qu'on relit aujourd'hui de telles paroles. Quelques années avant l'installation, au delà du Rhin, du règne de la violence, l'Église, par la voix de ce prélat, rappelait aux catholiques d'Allemagne ses imprescriptibles enseignements.

Arrivé à Munich à la fin de mai 1917, Mgr Pacelli, dès la fin de juin, prenait le chemin de Berlin. Il voulait, au nom de Benoît XV, y jeter un coup de sonde, connaître les exactes intentions du gouvernement impérial au sujet de la Belgique, au sujet de l'Alsace-Lorraine. Deux missions lui étaient confiées : d'une part, il avait une lettre papale à remettre à l'Empereur, en vue de hâter la conclusion d'une paix ; d'autre part, il devait nouer conversation avec le souverain, au sujet des déportations dont les Belges étaient l'objet. Pour exécuter cette double consigne, il prenait la route de Kreuznach. Des entretiens eurent lieu : la façon dont plus tard Guillaume II les racontera prouvera que le nonce et lui, tout en s'exprimant

(1) Pacelli, *Gesammelte Reden*, p. 58.

tous deux en un excellent allemand, ne parlaient pas la même langue.

Deux mois plus tard, à la suite du message de paix lancé le 1er août par Benoît XV, Mgr Pacelli fut chargé d'une délicate enquête : si l'Allemagne consentait à se déclarer formellement disposée à rendre à la Belgique son indépendance, les perspectives de paix se préciseraient. Le nonce essaya d'obtenir cette déclaration ; mais le chancelier Michaelis n'avait ni assez d'ascendant sur les sphères militaires ni assez d'indépendance à leur endroit pour prendre une telle initiative. Non sans chagrin, Mgr Pacelli dut cesser d'insister.

La guerre donc se prolongeait et, avec elle, toutes sortes de misères : si la diplomatie du Vatican était tenue en échec, sa charité avait le champ libre ; l'accumulation même des détresses invitait le Saint-Siège à leur venir en aide, par des organisations appropriées. Les visites de Mgr Pacelli aux camps de prisonniers témoignaient de l'intérêt actif que leur portait le Saint-Siège ; il laissait derrière lui beaucoup de bienfaits, et beaucoup de gratitudes.

Vérité, justice, amour, tel était le programme qu'il développait le 10 décembre 1919, devant les prisonniers allemands libérés (1) : c'était sur ses lèvres qu'au lendemain de la Grande Guerre, au pays qui avait pratiqué la joie de nuire (*Schadenfreude*), le mot d'amour trouvait un nouveau retentissement.

Mgr Pacelli était dès lors bien qualifié pour commenter au peuple allemand les messages de paix par lesquels s'inaugura le pontificat de Pie XI : parlant à Hanovre, en 1924, il souhaitait qu'en terre allemande les paroles pontificales tombassent sur un sol fécond, et que le peuple allemand fût et demeurât prêt à collaborer avec rectitude et conviction à la pacification du monde (2).

Les discours prononcés par Mgr Pacelli dans cette Allemagne de Weimar, où catholiques et socialistes se partageaient le pouvoir, laissaient voir aux âmes allemandes le contraste abrupt qui existait entre certaines maximes, adoratrices de la force, — il ne s'agissait encore que des maximes bismarckiennes, — et la doctrine chrétienne. Il osait déclarer au Congrès catholique de Breslau :

(1) Pacelli, *Gesammelte Reden*, p. 31.
(2) *Ibid.*, p. 41.

« Depuis des siècles, on a travaillé à détacher toujours davantage du Christ et de Dieu la vie privée et la vie politique, l'activité des hommes dans l'organisme social et dans l'État. Nous souffrons tous des effets progressifs de cette malheureuse évolution qui, dans la sphère politique, a mis en vigueur ce principe que la force prime le droit ; qui, dans les relations économiques, a élevé en règle suprême l'égoïsme personnel et l'intérêt de classe, et qui menace d'étouffer l'amour chrétien, qui attente au mariage et à la famille dans leur sainteté et dans leur pureté voulues par Dieu, qui veut mettre l'école au service d'une conception du monde étrangère au but surnaturel et éternel de l'homme, et purement orientée vers cette terre. »

Et le programme qu'il développait était : « Mettre en vigueur la puissance spirituelle du Christ dans l'individu, dans la famille, dans la communauté nationale, dans la communauté des peuples. Ce n'est pas la haine nationale, cette doctrine erronée des temps modernes, qui peut sceller les rapports entre les peuples, c'est la conscience que nous avons tous le même Créateur et que nous sommes devenus, par la grâce, enfants de Dieu et frères de Jésus-Christ (1). »

Et l'année d'avant, il avait dit à Stuttgart :

« Plus abruptes sont les dissonances que la discorde et la haine, la lutte de classes et le mécontentement ont introduites dans l'humanité, plus souverainement brille devant nos yeux, en lettres de feu, l'immortel mot du Christ, qui présente l'amour de Dieu et l'amour du prochain inséparablement unis, comme le précepte fondamental de la vie chrétienne. Faire passer dans la réalité des faits ce précepte d'amour, le transporter, de plus en plus, dans tous les domaines de la vie de l'État, de la vie internationale, c'est la grande et sainte mission de tous ceux qui veulent augmenter le royaume du Christ sur la terre (2). »

Les démarches personnelles de Mgr Pacelli servaient sans cesse cet esprit d'harmonie, dont il était impatient de ramener le règne. En 1925 arrivait à Munich, comme représentant de la France, M. le marquis d'Ormesson. Délicate était sa situation : on venait d'assister à l'occupation de la Ruhr,

(1) Pacelli, *Gesammelte Reden*, p. 77-80.
(2) *Ibid.*, p. 53.

et « presque personne à cette époque, racontait récemment ce diplomate dans *le Figaro*, ne voulait à Munich entrer en relations avec le représentant officiel de la France ». Mais dans ce pénible isolement, une porte lui était ouverte, celle de Mgr Pacelli, et c'est avec une reconnaissance profonde que M. le marquis d'Ormesson se souvient d'avoir été soutenu, dans sa tâche pénible, par les encouragements du futur pape, « encouragements pleins de bonté humaine et de bénédiction divine ». Être notoirement l'ami de Mgr Pacelli, c'était d'ailleurs pour un diplomate, dans Munich, un élément de force : « Il jouissait d'une popularité considérable, nous dit M. d'Ormesson, et son prestige personnel était immense. »

Au lendemain de la guerre, cette popularité, ce prestige, allaient faciliter, en Bavière et puis en Prusse, son œuvre concordataire.

MGR PACELLI ET L'ACTIVITÉ CONCORDATAIRE DU SAINT-SIÈGE

Mgr Pacelli, comme nonce et puis comme cardinal secrétaire d'État, a puissamment contribué à l'évolution du droit concordataire, qui s'est produite au cours des vingt dernières années. Il fut un temps où les concordats accordaient au pouvoir civil le droit de pourvoir à la vacance des sièges épiscopaux : ce temps est passé, et la puissance spirituelle se fait désormais de ces pactes une tout autre conception. Lorsque les concordats renfermaient de telles clauses, des juristes pouvaient se rencontrer pour soutenir que ces actes devaient être considérés comme des ordonnances unilatérales de la Papauté, succédant à un accord amiable avec l'État. Mais à l'heure présente Rome estime, — je reprends les mots d'un de nos plus distingués canonistes, le P. Yves de la Brière, — qu'un « Concordat vaut comme ordonnance conjuguée de l'Église et de l'État, qui ont contracté des engagements bilatéraux ou synallagmatiques, et qui promulguent en commun une même règle juridique, obligatoire à la fois dans la société spirituelle et dans la société temporelle » (1) ; et que, des signatures échangées au bas d'un pacte concordataire, résulte « une même solution, une même règle juri-

(1) *Recueil des cours de la fondation Carnegie*, 1938, I, p. 376 (Paris, libr. du Recueil Sirey).

dique, engendrée par les volontés conjuguées des deux parties contractantes, et obligatoire avec pleine réciprocité entre ces deux parties ». Tel fut l'esprit qui guida Mgr Pacelli lorsqu'il négocia les deux concordats avec la Bavière et avec la Prusse.

Le régime de Weimar avait réduit à la condition de « pays » les anciens États allemands ; quelque déchus qu'ils fussent de la souveraineté dont ils jouissaient avant 1867, de la demi-souveraineté que leur avait laissée l'Empire des Hohenzollern, la Constitution de Weimar reconnaissait qu'au sujet du statut juridique des organismes religieux, la législation particulière de chaque pays demeurait compétente.

De là le Concordat signé le 29 mars 1924 entre Mgr Pacelli et la Bavière. Sans parler des stipulations très avantageuses qu'il contenait sur la dotation budgétaire du clergé, deux séries de concessions fort importantes, l'une sur la question des congréganistes, l'autre sur la question scolaire, méritaient la gratitude des catholiques. L'État bavarois renonçait à tout droit de contrôle sur la fondation des communautés congréganistes, sur leur patrimoine, sur leur capacité juridique ; elles pouvaient ouvrir des écoles en se conformant aux principes du droit commun. Le caractère spécifiquement catholique de l'enseignement primaire offert aux enfants catholiques était expressément garanti par une série d'articles, que couronnait la proclamation du droit de l'évêque, de surveiller et de diriger l'instruction religieuse. Le 15 janvier 1925, à la Chambre bavaroise, ce Concordat fut ratifié par 73 voix contre 52.

Mgr Pacelli ne devait pas quitter l'Allemagne avant d'avoir signé un autre Concordat, — un concordat avec la Prusse ; et c'était là une grande nouveauté. Berlin devenait évêché ; Aix-la-Chapelle devenait évêché ; Breslau et Paderborn étaient transformés en archevêchés. Des mesures étaient prises pour la dotation du clergé, pour les nominations épiscopales, pour l'enseignement théologique dans les universités ; mais Mgr Pacelli regrettait expressément, dans une lettre officielle, que les garanties pour l'enseignement primaire et secondaire, promises par l'État prussien au cours des négociations initiales, eussent finalement disparu du Concordat. — Elles auraient eu, répondait le ministre président Braun,

un effet contraire à la paix religieuse ; car elles n'auraient pu grouper autour d'elles une majorité parlementaire, et le Concordat aurait été repoussé.

La notoriété de ces négociations concordataires exerçait une influence sur d'autres États : nouveaux États qui s'étaient formés, comme la Lettonie, la Pologne, la Lithuanie, la Tchécoslovaquie, ou anciens États qui s'étaient agrandis, comme la Roumanie, la Yougoslavie. Il était nécessaire, pour un affermissement de leurs assises ou de leurs progrès, que la collectivité religieuse catholique, même si elle n'était qu'une minorité, reçût d'eux certaines satisfactions. Si la Papauté, dûment consultée par ces États, disait : « Elles me suffisent », ces États étaient assurés que leurs citoyens catholiques s'en contenteraient ; ce serait pour ceux-ci l'apaisement d'un certain malaise, et, pour les gouvernements civils, un complément de stabilisation. La Papauté sentit le besoin qu'ils avaient d'elle ; elle reconnut que les conditions étaient devenues plus propices, pour faire prévaloir, dans les négociations, certaines solutions plus proches du droit canon, plus conformes aux intérêts de l'Église, que ne l'avaient été les stipulations concordataires du XIX[e] siècle ; et les concordats de Lithuanie, de Lettonie, de Pologne et de Roumanie sont à cet égard significatifs. Il est curieux d'observer que, « par suite des circonstances consécutives à la Grande Guerre, le droit canonique bénéficie d'une reviviscence inattendue, en exerçant aujourd'hui une influence positive sur plusieurs législations séculières : ce qui est exactement à l'inverse de certaines évolutions antérieures du droit public, que l'on aurait pu naguère considérer comme irrésistibles (1) ».

Les deux concordats personnellement négociés par Mgr Pacelli avaient eu d'autant plus d'éclat, que le second d'entre eux était signé avec cette Puissance prussienne qui longtemps avait considéré le Pape comme l'Antéchrist, et qu'il apparaissait comme une sanction de cette prodigieuse nouveauté : « l'Antéchrist » représenté par un nonce, depuis 1925, sur le sol de Berlin. Mais la personnalité de Mgr Pacelli, rien qu'en se montrant, rien qu'en élevant la voix, prévalait sur l'hostilité des préjugés historiques. On l'entendait, au

(1) Yves de la Brière, *Recueil des cours de la fondation Carnegie*, 1938, I, p. 462.

Congrès catholique de Fulda, en 1926, rappeler que chaque fois que l'Église d'Allemagne s'est trouvée en présence de décisions difficiles à prendre, c'est de Rome que lui vinrent lumière et libération : saint Boniface au IXe siècle, saint Pierre Canisius au XVIe, et les grands hommes d'Église du XIXe siècle, avaient fait connaître à l'Allemagne l'action bienfaisante de Rome. Sur ce sol même où jadis des voix moroses détaillaient complaisamment les griefs de la nation germanique, ce nonce disait la gratitude que devait avoir l'Allemagne à l'endroit de la papauté (1). Et lorsqu'on assistait à ses promenades à travers le temps et l'espace, lorsqu'on le voyait aller de sanctuaire en sanctuaire, de cité en cité, de congrès en congrès, évoquer, avec une mémoire sûre, les gloires historiques de Paderborn ou de Fribourg, de Trèves ou de Mayence (2), et puis, dans ces pays de *Diaspora* où les petits noyaux catholiques se multiplient, se mêler aux manifestations populaires, et saluer dans ces éclosions le type d'un « progrès pacifique et béni de Dieu » (3), cette Église catholique allemande, où jadis certaines voix avaient redouté la primauté romaine comme une dictature, s'agenouillait, conquise, devant le représentant du Vicaire du Christ ; elle se sentait connue, comprise, aimée.

LES LÉGATIONS DU CARDINAL PACELLI

Il s'éloigna d'elle pour devenir, en 1929, cardinal à Rome, et puis, en 1930, secrétaire d'État. Ce fut l'un des traits distinctifs du pontificat de Pie XI, d'aimer à prendre un contact direct, immédiat, avec les plus lointains continents. Un légat du Pape, — ce fut le cardinal Verdier, — portait à l'Afrique noire, pour la première fois dans l'histoire, les bénédictions de la Papauté. Un légat du Pape, — ce fut le cardinal Pacelli, — traversait l'Atlantique, en 1934, pour présider le Congrès eucharistique international de Buenos-Ayres : le président de la République argentine, le président de la République brésilienne l'accueillaient tour à tour ; et dans ce Brésil où les doctrines positivistes avaient jadis paru

(1) Pacelli, *Gesammelte Reden*, p. 59-62.
(2) *Ibid.*, p. 69-72, 175-182, 105-112, 147-152 et 95-98.
(3) *Ibid.*, p. 74.

jeter de si profondes racines, une foule immense s'agenouillait dans un parc pour assister, en plein air, à la messe du légat, et pour entendre le cardinal Leme saluer le représentant du Pape... Laissez passer cinq ans, et le nouveau Pape, se retournant vers le cardinal Leme, lui transmettra, pour cette Argentine où s'était tenu le premier Congrès eucharistique international de l'Amérique latine, sa première bénédiction.

En 1935, lorsqu'un prêtre anglais vint soumettre au cardinal Bourne cet imposant dessein d'organiser quelque part, entre les représentants et les prélats des diverses nations, un plébiscite de prières qui invoquerait de Dieu le bienfait d'une paix durable, le cardinal Bourne et le pape Pie XI, cherchant en quel coin de terre devait s'élever une telle supplication, furent d'accord pour poser leur doigt sur une carte de France, et sur le nom de Lourdes. Le cardinal Pacelli, comme légat de Pie XI, devint, sur terre française, le président officiel de ces supplications : à l'occasion de la clôture du jubilé de la Rédemption, les prières pontificales, sur le sol de Lourdes, se confondirent avec les prières françaises, avec les prières de toute la chrétienté. Retentissant dans une Europe où beaucoup d'esprits redoutaient que la guerre ne fût inévitable, toutes ces prières, trois jours durant, trois nuits durant, allaient « arracher à Dieu, comme l'écrivait éloquemment M. François Mauriac, un miracle que Lourdes n'a jamais vu : la résurrection préventive, si l'on ose dire, des millions de jeunes morts qui sont encore vivants ». Et cette légation du cardinal en France lui fut une première occasion de glorifier, dans sa réponse à M. Louis Marin qui l'accueillait comme ministre, « le capital exceptionnel de valeurs spirituelles que l'on trouve dans ce pays si riche en héroïsme et en sainteté ». Jean Doulcet, arrivant à Rome, après la Grande Guerre, pour renouer des rapports normaux entre la France officielle et le Saint-Siège, avait eu beaucoup à faire pour réparer nos lourdes erreurs et pour faire comprendre que la « politique de présence » que nous voulions reprendre nous rendait dignes, désormais, de confiance et d'amitié : si une mort subite n'eût prématurément fauché ce bon serviteur de la France, les paroles romaines qui retentissaient à Lourdes lui eussent procuré la plus pure des joies.

Une autre république, celle des États-Unis, avait, depuis 1848, rompu les rapports avec le Saint-Siège. Le cardinal Pacelli, en 1936, traversait de nouveau l'Atlantique, et grâce au voyage au cours duquel il parcourut plus de 16 000 kilomètres, grâce à la conversation de plus de deux heures qu'il eut avec le président Roosevelt, il prépara l'opinion américaine à accepter un fait qui ne semble plus très éloigné, et qui sera très vraisemblablement l'une des gloires de son pontificat : le rétablissement des relations entre les États-Unis et le Vatican. Dans la présence de M. Kennedy, représentant de M. Roosevelt, aux fêtes du couronnement, n'est-il pas permis déjà, de voir un présage ? Le cardinal Pacelli quittait Rome, derechef, au cours de l'année 1937, pour une nouvelle légation papale en France : la basilique de Lisieux, et puis Notre-Dame de Paris furent les étapes de son voyage, et deux admirables discours scandèrent ces étapes. Sa confiance dans la vocation française amenait sur ses lèvres des appels particulièrement pressants à la France, pour qu'elle priât, pour qu'elle pratiquât la charité fraternelle, pour qu'elle veillât à demeurer chrétienne. Le cardinal-légat était l'hôte de nos plus hautes personnalités politiques. Il y avait cent vingt-deux ans que Paris n'avait reçu la visite d'aucun secrétaire d'État. L'année 1814 avait vu arriver Consalvi, chargé d'envisager la résurrection des États du Pape dans des entretiens avec Louis XVIII et avec un interlocuteur qui n'était pas complètement étranger aux choses d'Église, puisqu'il avait nom Talleyrand. En l'été de 1937, d'autres ruines étaient à réparer, ou bien à prévenir : un commun souci, celui de la paix, animait le cardinal-légat et ses interlocuteurs français.

En 1938, c'est vers Budapest, où se tenait le trente-quatrième Congrès eucharistique international, que le carnal Pacelli s'acheminait : là encore, il survenait avec la dignité de légat pontifical, et prononçait, à ce titre, le discours d'ouverture du congrès.

Ainsi la Papauté, dans la personne du cardinal-légat, se rapprochait-elle des nations les plus diverses. Son expérience personnelle des divers idiomes, la facilité avec laquelle il manie la langue de Bossuet, ou celle de Gœthe, ou celle de Camoens, et cette haute culture d'humaniste qui d'avance,

dans les pays qu'il visitait, semblait lui créer des titres de naturalisation prédisposaient le futur Pape à remplir avec succès, au nom de la Papauté, ces hautes missions dans les deux mondes.

Cet auguste pèlerin d'une Papauté désireuse d'aborder tous ses fils, et ceux-là mêmes qui ne sont pas ses fils, inaugurait certains contacts avec une puissance contre laquelle le Saint-Siège, à d'autres heures, n'avait pas caché ses suspicions : la puissance qu'est la presse. En vue du maintien de la paix, et pour que l'aspiration vers la paix devînt une « volonté de paix » et pour que résultassent, de là, « certains actes pour la paix, certains sacrifices pour la paix », le nonce Pacelli, dès 1926 et 1929, avait réclamé, à Berlin, l'aide de l'*Association de la presse étrangère.*

« Le pouvoir dont le journaliste dispose sur les esprits, avait-il dit en 1929, l'élève à cette dignité, de porter une part des responsabilités publiques. De la conscience de ce fait résultent sa fierté professionnelle, et ses mœurs professionnelles. Il se sent libre ; il ne sert personne, si ce n'est la vérité. Mais il se soumet à la dure loi de la vérité, dès qu'il la rencontre. Elle est l'origine et le but de son activité. La lettre de noblesse de son âpre profession. Le passe-partout devant les grandeurs de ce monde. Pour elle il combat. Pour elle il souffre. L'abandonner, cela signifie pour lui déloyauté et abandon de soi-même. Ce service chevaleresque de la vérité est soumis à la loi royale de l'amour fraternel des autres hommes, dépassant les frontières des nations et des races et conscient que le développement mondial et humain ne s'oriente pas vers la séparation et la haine, mais vers l'union et la paix. » Et Mgr Pacelli donnait pour loi aux journalistes ces trois mots de saint Augustin : « *Lex veritas, regina caritas, finis æternitas* (1). »

Et recevant à Lourdes, six ans plus tard, les journalistes présents au *Triduum*, ces journalistes qui avaient été comme « les haut-parleurs de l'Année sainte », il saluait en eux le quatrième pouvoir. Distinguant spécialement parmi eux les journalistes français, il leur disait : « Une rapide lecture de vos journaux m'a montré quel trésor de qualités profes-

(1) Pacelli, *Gesammelte Reden*, p. 164.

sionnelles vous dépensez au service de la vérité et du bien. » Par une réaction décisive contre cet esprit de laïcisation qui longtemps se flatta de la reléguer dans ses sacristies, l'Église, dans la personne du cardinal Pacelli, se mettait aux écoutes des opinions publiques, et obtenait que les directeurs de ces opinions se missent eux-mêmes aux écoutes, et qu'ils devinssent attentifs à ses enseignements, attentifs à ses vœux.

LA SUPRÊME ÉTAPE : LA TIARE

Attentifs, ils le sont devenus : la part qu'ont prise au deuil de l'Église les sphères les plus diverses de l'humanité civilisée, et l'accueil qu'ensuite elles firent à l'élection de Pie XII sont des faits dont il est permis de dire qu'ils ont une signification historique. Il n'était pas superflu, il y a un demi-siècle, pour attirer sur la personnalité de Léon XIII les regards du monde laïque qu'un Eugène-Melchior de Vogüé publiât, ici même, son article : *Affaires de Rome*. Aujourd'hui, les desseins et les propos de la Colline vaticane retiennent l'attention de l'humanité ; elle les accueille, en de nombreux pays, comme un écho de sa propre conscience, soucieuse de protéger contre toute menace, contre tout avilissement, les droits primordiaux de l'être humain. Cet actif intérêt avec lequel sont suivis les gestes de Rome ne s'était point vu depuis le moyen âge. Mais un fait vient de se produire, dont le moyen âge aurait été bien surpris : en dehors même de l'unité catholique, sur des lèvres protestantes, sur des lèvres israélites, les condoléances ont retenti pour la mort de Pie XI ; et M. le pasteur Wilfred Monod demandait qu'au moment de l'ouverture du conclave d'où Pie XII est sorti pape, ces frères séparés que sont les membres des confessions protestantes eussent une minute de recueillement.

L'Église romaine ne saurait ni exagérer ni sous-évaluer la valeur de ces symptômes : ils ne sont, en aucune façon, un hommage, même lointain, à cette prétention qu'elle ne saurait abdiquer, d'être sur terre l'unique dépositaire de l'intégrale vérité ; mais du moins ils attestent le respect et la gratitude des autres confessions pour tout ce qu'il y a de propice à la

dignité humaine, dans les messages spirituels dont cette Église est l'inflexible gardienne.

Gardons-nous des formules trop sommaires sur « l'Église et les démocraties » dont en ces derniers temps on a peut-être beaucoup abusé : l'Église universelle n'a jamais enchaîné à aucune forme de gouvernement les destinées de l'idée chrétienne. On peut se réjouir du parallélisme des maximes entre l'Église et certains gouvernements démocratiques ; on ne doit pas induire, d'un tel parallélisme, que l'Église aurait cessé d'être accueillante pour toutes les formes de gouvernement, dès lors que les libertés religieuses et la loi morale y sont respectées. Elle n'interroge pas les gouvernements sur leur constitution, qui ne regarde qu'eux-mêmes ; elle les interroge sur leurs principes moraux et sociaux.

« Ce qu'il y a de tragique, disait à Lourdes le cardinal Pacelli, c'est que l'aversion pour la croix soit portée à son comble par ceux-là qui, niant le dogme fondamental du péché, rejettent l'idée même de la Rédemption comme injurieuse à la dignité humaine. Avec l'illusion de préconiser une nouvelle sagesse, ils ne sont en réalité que de lamentables plagiaires qui recouvrent de nouveaux oripeaux des erreurs bien vieilles. Peu importe qu'ils se massent autour du drapeau de la révolution sociale, qu'ils s'inspirent d'une fausse conception du monde et de la vie, qu'ils soient possédés par la superstition de la race ou du sang, leur philosophie aux uns et aux autres repose sur des principes essentiellement opposés à ceux de la foi chrétienne, et de tels principes, à aucun prix, l'Église ne consent à pactiser avec eux (1). »

Ainsi le cardinal Pacelli, parlant en terre française, signifiait-il, tout ensemble, à Moscou et à Berchtesgaden, l'intransigeance de la pensée chrétienne en faveur de la liberté humaine, de cette liberté qui doit garder le droit d'obéir à Dieu, comme elle en a le devoir.

De cette intransigeance, il accepte toutes les conséquences, quelque pénibles qu'elles puissent être. « L'Église souffre avec le Christ, elle ne compose pas avec l'Antéchrist, disait-il à Rome dans son discours sur saint Dominique. Aucune flatterie, aucune menace, aucune offre, aucune violence ne

(1) Pacelli, *Triptyque*, p. 14-15 (Paris, Flammarion).

pourront jamais l'empêcher d'appeler vérité la vérité, erreur l'erreur, mensonge le mensonge, injustice ce qui n'est pas juste. Il n'est pas d'iniquité, de juge, d'obscurité, de cachot, de rigueur dans la détention ou d'exil, de désert glacé pour déportation qui puissent jamais enchaîner la parole de Dieu, parce que le verbe de Dieu n'est point enchaîné (1). »

Le nouveau Vicaire du Verbe de Dieu, le 3 mars, à midi, faisait entendre son premier message au monde. Après avoir béni ses fils, et surtout les plus pauvres, les plus souffrants d'entre eux, la pensée de Pie XII se reportait vers « tous ceux qui sont hors de l'Église et qui, disait-il, se réjouiront d'apprendre que le Pape élève aussi pour eux vers le Dieu tout-puissant les prières et les souhaits de toute sorte de biens ».

Ayant ainsi comme unifié sous son regard l'humanité tout entière, il voulait, comme son prédécesseur, faire appel à la paix, « à cette paix, don sublime de Dieu, qui dépasse tout sentiment, que tous les hommes de cœur ne peuvent pas ne pas désirer, et qui est le fruit de la charité et de la justice ». Il demandait au Christ de féconder son souhait, de « le répandre comme un messager de sainte conciliation sur toute la terre ». Des visions douloureuses assurément l'assaillaient : celles des maux immenses qui travaillent le monde ; il lui semblait que Dieu l'envoyait à l'aide, désarmé, mais confiant. Et il insistait auprès de tous et de chacun en leur redisant d'une voix pressante cette simple objurgation de saint Paul : « Comprenez-nous bien. » Au delà même des limites de son bercail, de ces limites qu'il voudrait faire coïncider avec les frontières du monde connu, Pie XII, en ce premier message, s'adressait à l'humanité tout entière. Elle aspire au règne de la paix, et la Papauté prêche le règne du Christ : Pie XII signifiait aux chrétiens, et aux autres, que ces deux règnes n'en font qu'un. Et Pie XII priait pour que l'univers « comprît ».

GEORGES GOYAU.

(1) Pacelli, *Triptyque*, p. 66 (Paris, Flammarion).

TENTATION

PREMIÈRE PARTIE

I

— Vous avez terminé, madame Forestier ? Les épreuves sont prêtes ?

Marc Ambrèze, qui rentrait de la Chambre des députés, traversant la bibliothèque attenante à son bureau, s'arrêta devant la table où travaillait sa secrétaire. Déjà il étendait la main pour prendre les placards corrigés de son roman, *Andrée Adrize*, dont il préparait une nouvelle édition. Grande fut sa surprise de recevoir pour toute réponse un bref regard absorbé, celui d'une femme qu'on éveille du plus beau songe. Penchée sur le texte épars devant elle, Reine Forestier le parcourait encore des yeux.

— Cette fin, murmurait-elle, comme se parlant à elle-même, ce dernier dialogue d'amour et d'adieu, quelle chose bouleversante ! Ce que le langage humain ne peut exprimer, mais seulement la musique, on l'entend là : le son pur, le cri le plus profond de l'âme. Cela part de la vie si simplement, si humainement, et puis le lyrisme prend feu de toutes parts, et ce sont deux êtres désincarnés qui chantent au bord de l'éternel.

Bien qu'agacé par ces propos un peu confus, Marc Ambrèze remarqua l'exceptionnelle qualité d'une voix basse, étoffée, enveloppante, comme grondante, pareille à une foudre adoucie

roulant, au loin, dans un ciel lourd. Elle créait, cette voix, une atmosphère, évoquait des images... Il eut l'impression de se trouver au flanc d'une montagne, un soir d'orage, parmi les sapins, seul.

Reine Forestier feuilletant maintenant les planches de gravures en détacha un portrait de femme, l'examina :

— A quoi bon des illustrations, dit-elle, quand le texte est par lui-même pleinement suffisant ? Quand vous parlez d'Andrée Adrize, quand vous évoquez : *le goût frais de sa chair givrée, le doux visage immobile comme figé sous une légère couche de glace qu'il faut échauffer d'un baiser pour qu'il puisse sourire*... ah ! c'est si bien elle, dans sa vérité !... Je veux dire, — elle se reprit en rougissant, — on la voit tellement bien que le dessinateur ne peut plus nous donner d'elle qu'une insignifiante effigie.

De cela Marc Ambrèze était convaincu. Il regrettait qu'un éditeur lui eût imposé des illustrations. Mais il se souciait peu qu'une étrangère, entrée le matin dans sa maison, fût de son avis et crût bon de le lui dire avec cette ferveur gênante. Il n'avait jamais souhaité que son entourage immédiat le comprît et sur ce point toute satisfaction lui était donnée. Sa femme ne lisait ses livres qu'à grand-peine et parfois longtemps après leur publication. Elle les comparait toujours, immanquablement, on ne savait pourquoi, à ceux d'Anatole France, s'étonnant qu'il ne parvînt pas à égaler ces modèles. L'aîné de ses fils, qui atteignait quinze ans, sportif, ne s'intéressait qu'aux championnats de tennis, aux matches de foot-ball et de rugby. La gouvernante de ses filles, Suzanne Dupuis, devenue pour lui depuis quelques années une véritable enfant d'adoption, admirait, certes, tout ce qu'il écrivait, mais humblement, discrètement, sans presque oser le lui dire. Il aimait cela. Il aimait ce silence qui le laissait pleinement libre. Sa force était assez grande pour que les encouragements quotidiens des êtres associés à sa vie lui fussent inutiles. Comme député, comme journaliste, il n'avait que trop affaire aux hommes. Comme poète, il désirait leur échapper pour mieux les atteindre et que son œuvre s'élaborât sans bruit, parmi l'indifférence de ses proches. La solitude était son élément de travail et d'inspiration. Si ses trop nombreuses occupations l'obligeaient à se faire

aider, il lui fallait un instrument passif, muet, semblable à son précédent secrétaire, garçon appliqué, taciturne, actif, qui tapait avec la même impassibilité la lettre de recommandation ou le plus beau poème. Mme Forestier, la nouvelle venue, dès le premier jour sortait de cette réserve appréciable, voulait qu'il la sût capable de le comprendre, visait sans doute au rôle de collaboratrice. Il s'y attendait un peu. Il avait hésité à engager cette femme du monde. Mais comment résister à sa vieille amie, Thérèse Lassout, si dévouée à de multiples protégés ?

« C'est tellement providentiel, Marc, avait-elle dit en apprenant par hasard l'embarras où le jetait le départ prochain de son secrétaire, oui, tellement providentiel que vous ayez besoin de quelqu'un quand j'ai justement votre affaire : Mme Forestier, la veuve de l'historien Yves Forestier. Vous savez qu'il a été malade dix ans. Il a fallu dépenser une fortune pour le soigner. Sa femme reste presque sans ressources. Elle n'est plus toute jeune : quarante-deux ans. Elle n'a jamais prévu qu'elle devrait travailler. Aucun titre, pas même un brevet. Où la placer, quand les étudiantes pourvues de tous les diplômes ne trouvent pas d'emploi ? Chez vous, Marc, ce serait le salut. Elle vous admire passionnément, cite des pages entières de vos livres par cœur. C'est une femme remarquable. Elle servait de secrétaire à son mari. Elle sait la dactylo, la sténo, oh ! évidemment pas comme une professionnelle, mais vous la formerez. Elle parle aussi couramment l'anglais. Elle a perdu un enfant en bas âge. Elle n'a pas de famille, presque pas d'amis, une grande puissance de souffrir ; nul but ici-bas, ni au delà du monde, aucune croyance. Dernièrement, elle a été malade : d'après ce que j'ai compris, à la suite d'une tentative de suicide. On ne peut pas laisser un être dans ces abîmes sans essayer d'intervenir. Il s'agit de la sauver, non seulement de la misère, mais du désespoir, de lui donner un intérêt dans la vie. Votre influence pourrait la transformer. Un bon mouvement, Marc : je m'adresse au chrétien. Prenez-la à l'essai, c'est un acte de charité. »

Il ne résistait pas à de tels arguments. Il était dévoué aux âmes, pour peu qu'il espérât les tourner vers Dieu. Cependant, il regrettait déjà sa complaisance envers Thérèse

Lassout. Lui faudrait-il perdre chaque jour des heures précieuses à écouter les avis d'une secrétaire trop lettrée, aux seules fins de lui rendre « un intérêt dans la vie » ?

— Mon Dieu, fit-il, la narine crispée par une grimace d'ironie, vous attachez bien de l'importance à ce petit livre. Les dames se délectent à ces romans d'amour.

En tout autre temps, Reine eût compris qu'il l'invitait au silence. Mais elle ne fit attention qu'à la légèreté désinvolte avec laquelle il parlait d'un ouvrage à ses yeux sacré et dont elle connaissait autant que lui les sources, la déchirante vérité. Se pouvait-il qu'il reniât avec ces pages celle qui les lui avait inspirées, la femme qu'il avait aimée jusqu'à la folie, jusqu'à la faute : Claire Briantes, celle qu'il nommait Andrée Adrize, et qui, morte, devait vivre inoubliée dans leurs deux cœurs ?

— Il ne s'agit pas d'un roman d'amour comme les autres, fit-elle sur un ton d'imperceptible reproche. La qualité de toute passion dépend des êtres qui la ressentent ou qui l'inspirent. Entre cette femme et... — Elle allait dire « et vous », s'effraya, bifurqua, s'avisa qu'il n'était pas seulement l'auteur d'*Andrée Adrize*, qu'elle avait pu le blesser en paraissant placer le romancier au-dessus du poète. — Naturellement, reprit-elle, je sais que vos *Hymnes*, vos *Psaumes* sont sur un plan plus haut.

— En ce sens seulement qu'ils peuvent aider les âmes pieuses, dit-il, sérieusement cette fois.

Il posait sur elle son regard clair qui, généralement voilé, distrait, vague, soudain se dégageait des brumes du rêve, voyait le réel et le caché, son âme. Elle éprouva une impression de trouble, puis de brusque délivrance, comme si l'infranchissable barrière qui sépare les êtres n'existait plus entre eux.

— Ce livre aussi peut aider, balbutia-t-elle, caressant de la main le roman d'amour dédaigné, parce que...

Il attendait, prêt à approuver si, vraiment, elle avait compris la profonde inspiration religieuse qui, traversant le drame charnel, le spiritualisait par le remords et la douleur. Mais cherchant l'expression qui lui manquait, Reine Forestier trouva la phrase de Keats : Parce que « *une chose de beauté est une joie à jamais* ».

Ce n'était pas ce qu'il fallait lui dire. Elle constata son erreur au moment même où elle la commettait. Maintes fois, en des articles d'une effarante injustice, il avait fait table rase de toute la littérature profane, réduisant à néant les plus grands poètes, du moment qu'ils n'étaient pas des serviteurs de vérité. Servir la beauté ne signifiait rien à ses yeux. Tout artiste, prophète de Dieu, recevait mission de le louer, de le donner aux autres. Ceux qui s'écartaient de cette tâche, prenant leur œuvre pour but et fin, la vidaient de toute substance, la réduisaient à n'être qu'un oripeau brillant, drapé sur une forme absente. Marc Ambrèze n'attachait d'importance qu'à sa qualité de poète catholique et ne voulait pas être autre chose pour ses fidèles. Du moment que Reine Forestier ne voyait en lui qu'un créateur de beauté, son admiration l'offensait.

— Donnez-moi toujours les placards corrigés, dit-il, l'interrompant au moment où elle allait parler encore ; je voudrais y jeter un coup d'œil avant de les renvoyer à l'éditeur.

Affolée soudain, elle émergea de l'extraordinaire oubli où elle était plongée depuis des heures pour revenir au sentiment du réel, de sa situation, pour constater sa faute... Faute énorme, inconcevable, mais qui était en même temps un tel hommage qu'elle en espéra le pardon. A la confusion qui la fit rougir jusqu'aux yeux se mêlait pourtant une certaine confiance :

— Je m'excuse, maître, murmura-t-elle, car ce livre... il m'a tellement prise... enfin... je n'ai rien corrigé... pas une page...

— Bien, très bien, dit-il sèchement ; alors, c'est moi qui vais faire le travail.

— ...

— Mais enfin, madame, cria-t-il plus haut, couvrant sa protestation timide, puisque vous ne les avez pas faites, ces corrections, il faut bien que ce soit moi qui m'en charge... Allons, passez-moi ces épreuves...

Il les lui arracha des mains, se dirigea vers son bureau dont il referma la porte à toute volée.

Naturellement, elle lui donnait raison. Ce n'était pas pour relire ses livres à loisir et les lui commenter qu'il l'avait prise à son service. Les apparences la condamnaient. Une

intellectuelle vaniteuse, avide de prouver dès le premier jour sa valeur, son intelligence, sa culture, n'aurait pas agi autrement. Plus indulgent, Marc Ambrèze eût peut-être discerné en quel trouble profond et vénération sincère elle se tenait devant lui. Mais dans la colère, qui voit juste ? Elle avait vraiment tout fait pour provoquer cette colère. A cela nulle excuse. Elle savait Ambrèze irritable. Sa sœur l'en avait avertie : « ...Si dur parfois, si brusque, violent jusqu'à la brutalité, parfaitement inconscient alors des coups qu'il porte. » Elle se rappelait cette plainte, maintes fois formulée, de la femme qu'il aimait alors. Pouquoi se fût-il montré plus patient envers l'inconnue qui le mécontentait ? Et comment avait-elle osé sortir ainsi de son rôle, persévérer même dans une attitude choquante, inadmissible ?

Dans l'univers de sa solitude, elle était tellement unie à Marc Ambrèze, à cause d'une longue intimité avec son œuvre et d'une part secrète prise au plus grand drame de son passé, qu'elle avait trouvé naturel de le traiter dès leur première rencontre en maître bien-aimé, en ami, oubliant à quel point elle lui restait étrangère. Elle ne s'était point avisée qu'il ignorait tout d'elle qui savait presque tout de lui.

Reine acceptait l'échec et qu'avortât l'expérience tentée non sans crainte, mais avec tant d'ardente curiosité. Après un tel début, elle se jugeait inapte à tout travail et surtout au dur service de la grandeur, incapable aussi de gagner sa vie. Elle n'y tenait pas, d'ailleurs, désintéressée d'elle-même et du moment où sa pauvreté deviendrait misère. Qu'importe le pire à qui n'a charge de personne ! Volontiers, elle se relâchait de l'effort inutile, retombait sur son espérance. Si Marc Ambrèze, par bonté, n'avait point osé la congédier sur-le-champ, elle lui en épargnerait la peine.

Plus tard, cependant. La force lui manquait encore pour frapper à la porte fermée derrière laquelle il travaillait, pour affronter de nouveau ce visage sévère. Elle tremblait. Un moment, elle songea à s'enfuir discrètement, à écrire une fois rentrée chez elle. Mais c'était faire figure de femme susceptible, blessée d'un juste reproche. Mieux valait, quand elle serait plus calme, reconnaître ses torts, se condamner avec décision et bonne humeur, déclarer qu'elle ne reviendrait plus.

En l'installant dans la grande bibliothèque où elle se tenait depuis le matin, Marc Ambrèze l'avait prévenue qu'elle aurait à se rendre compte du classement des livres, afin de pouvoir lui donner tout de suite ceux qu'il désirait et remettre à leur place ceux qu'il avait récemment consultés. Ces derniers étaient posés en pile sur une chaise. Elle s'occupa de les ranger un à un, consultant le catalogue établi par le précédent secrétaire. Comme elle se trouvait juchée sur un escabeau pour atteindre les plus hauts rayonnages, la porte du bureau de Marc Ambrèze s'ouvrit. Il rentra, un placard d'épreuves à la main. Son regard la chercha, dans la pièce, à hauteur d'homme, puis, s'élevant, la découvrit près du plafond.

— Madame Forestier, vous savez l'orthographe ? demanda-t-il d'un air perplexe. Ne tombez pas...

La voyant descendre précipitamment, il s'avança, lui tendit la main pour l'aider. Elle ne s'y appuya qu'une seconde, toucha terre.

— Si je sais l'orthographe ? répéta-t-elle, étonnée de la question, sans doute. Enfin, je crois...

Elle n'osait plus rien affirmer, tant elle se défiait de ses pauvres capacités.

— Même l'accord des participes ?

— Mais oui...

— Oh ! tant mieux, fit-il, soulagé. Moi, je m'y perds toujours. Tenez, là... — Il lui montrait sur la page une ligne : — « Elle s'était laissé entraîner... » Faut-il un *e* muet à laissé ? Tous les doutes m'assaillent.

Elle lui récita la règle.

— Bravo ! fit-il avec admiration. Jamais je n'ai pu me mettre cela dans la tête. C'est tout ce que je voulais savoir. Merci.

Elle n'avait plus peur de lui, pouvait lui parler maintenant sans amertume. Elle l'arrêta donc au moment où il se disposait à retourner dans son bureau.

— Maître, je voulais vous dire... Vous avez vu quelle piètre secrétaire je fais... Je vous suis très reconnaissante de m'avoir prise à l'essai, mais l'expérience est concluante...

— Vous ne voulez pas revenir ? questionna-t-il, l'interrompant.

Sa colère dissipée, il se rappelait qu'elle était pauvre, d'un placement difficile. Il se reprochait de l'avoir découragée. Elle devina ses scrupules, prit un air riant.

— Je pense qu'un travail plus simple, purement machinal, me conviendrait mieux. Ici, vous avez pu vous rendre compte que je ne serais bonne à rien.

— Ce n'est pas mon avis, fit-il hochant la tête. Une secrétaire qui sait si bien l'orthographe !

— Mais ce n'est pas rare, dit-elle, sans pouvoir retenir un éclat de rire.

Où donc avait-il entendu déjà un rire presque pareil, frais et franc, avec, pourtant, cette sourde résonance désespérée ? Il la regarda, attentif.

Émergeant hors de la broussaille des cheveux cendrés, crespelés, qui couvraient le front bas, enserraient étroitement les joues, le visage menu présentait peu de surface, donnait une impression d'extrême fragilité, d'irréalité aussi. On l'eût dit prêt à se dissoudre, à s'évaporer dans les airs. Le teint pâle avait de l'éclat, du brillant, une sorte de transparence lumineuse. Autour de la bouche, sous les yeux, la chair était, par places, meurtrie, il ne semblait pas que ce fût par l'âge, mais que, trop délicate, elle s'abîmât rien qu'à sourire, qu'elle s'usât sous le rayonnement du regard. Les traits, d'une finesse excessive, manquaient de fermeté. Les yeux seuls comptaient dans ce masque un peu mièvre, lui conféraient de la noblesse et du pathétique. Admirables, moins par leur dimension ou leur coupe que par leur intensité, ils étaient comme ces eaux dormantes sombres et calmes qu'animent en profondeur, en reflet, les mouvements des nuages. Des éclaircies bleues s'y ouvraient par moments, puis montaient des orages de tristesse et de rêve. Ils étaient farouches et tendres, mystérieux et révélateurs.

— Je m'excuse, madame, dit Marc Ambrèze, avec une courtoisie caressante. Tout à l'heure, je vous ai blessée par ma brusquerie et ma mauvaise humeur. Cependant, si vous vouliez bien oublier, m'être indulgent...

— Vous renversez les rôles, protesta-t-elle vivement ; c'est moi qui suis impardonnable.

Elle lui trouvait maintenant toutes les générosités, toutes les délicatesses, mais redoutait d'en abuser.

— Je ne crois pas pouvoir vous être utile, expliqua-t-elle, incertaine.

— Pourquoi donc ? dit-il gaiement. Une fois l'effet de ma pauvre prose épuisé, vous n'aurez plus d'yeux que pour mes participes défectueux. Je vous en prie, ne m'abandonnez pas seul avec eux.

— Alors, maître, confiez-moi ces épreuves. Je les corrigerai ce soir chez moi.

— Bah ! ce n'est pas si pressé. Cette journée ne compte pas, voilà tout, c'est une mesure pour rien, comme on dit en musique. Vous commencerez demain votre travail. C'est promis.

— Promis, répéta-t-elle, docile.

Et, dans ses yeux confiants, presque tendres, il crut voir flotter, lui sourire, une figure lointaine, vague, bien connue, qui s'effaça avant qu'il l'eût nommée.

II

Elle s'était mise au lit sitôt rentrée, tant le vieil appartement qu'elle habitait depuis quinze ans sur les hauteurs de Sèvres lui fut, au retour, inhospitalier. Situé au troisième étage d'un immeuble isolé au milieu d'un jardin, il avait du charme en été, une exposition agréable, de la clarté, une vue étendue sur la vallée et le parc de Saint-Cloud. En hiver, ce trop d'espace autour de lui le livrait sans défense aux assauts du vent et du froid.

Inhospitalière aussi sa vie où elle rentrait, l'ayant quittée et presque oubliée tout un jour. Hostile, délabrée, froide, présentant le même aspect d'abandon, d'usure, que son appartement. Étouffer sous le poids de l'ennui et du vide la peine chaque matin renaissante, était d'ordinaire sa tâche quotidienne. Ce soir, elle retrouvait, insurgées, les douleurs dont elle n'avait pas pris soin qui, comme une couvée vorace laissée au nid sans nourriture, s'agitaient, affamées de son cœur. Et le premier souvenir qui se jeta sur elle fut le plus poignant, le plus cruel. Elle lui ouvrit les bras, recommença de souffrir. Après tant d'années, le souvenir de son enfant restait sa désolation, son remords, son grief éternel contre le sort.

Elle avait épousé, l'aimant, un homme de vingt ans son

aîné, qui sortait d'un sanatorium. Elle s'était juré de le soigner, de le guérir, confiante dans l'efficacité du bonheur qu'elle se sentait capable de lui donner. Et, en effet, il avait paru se remettre. Seulement, le mal qui faisait trêve en lui était tombé sur leur enfant. Atteint de tuberculose osseuse qui lui rongeait les membres, immobilisé durant des mois à Berck, voué, s'il guérissait, à l'infirmité, le petit garçon fut enlevé par une pneumonie à l'âge de sept ans. Et sa mère savait bien que la mort le délivrait. Pourtant, elle le pleura sauvagement, désespérément, frappée dans le présent et l'avenir, le cœur à jamais vide.

Durant cette longue souffrance endurée par la chair de sa chair, son amour pour son mari s'en était allé. L'épreuve commune, qui aurait dû les rapprocher, les divisa, fit apparaître l'égoïsme, l'orgueil du père, qui fuyait manifestement l'être chétif dont la vue l'humiliait. En outre, il prit ombrage du dévouement maternel qui le frustrait d'une présence, d'une compagnie, d'une aide nécessaire à l'agrément de sa vie. Cette femme, toujours retenue dans une chambre de malade, qui ne sortait plus avec lui, se désintéressait de ses travaux, trahissait, pensait-il, son véritable devoir. En revanche, il s'abstint systématiquement de prendre part à ses inquiétudes, taxant ses craintes de chimères. Devant la mort, peut-être souffrit-il, mais peu de temps. Il n'aimait pas les pleurs, les atmosphères tristes. Fier d'une sécheresse qu'il appelait force d'âme, il la donna en exemple à Reine, lui reprocha ses larmes. Il refusa à la plus grande, à la plus légitime douleur du monde le respect et la pitié que les plus indifférents lui accordent. Ils décidèrent de se séparer à l'amiable. Yves Forestier partit pour les États-Unis. Dix-huit mois plus tard, il rentrait en France, malade.

Elle essaya de faire tout son devoir. Peut-être y fut-elle parvenue, s'il l'y avait aidée, au lieu de dénoncer sans cesse âprement le défaut d'amour qu'elle se reprochait et tentait de combattre. Le manque d'argent, l'exigence croissante de son mari rendaient sa tâche si lourde qu'elle se surprit à appeler de tous ses vœux la mort qui devait les libérer tous deux.

Pour elle, ce ne fut pas la délivrance. Affranchie de l'urgente nécessité qui l'obligeait à l'action, elle ne sut plus que faire, ne trouva pas en elle-même la force de rien entreprendre.

Le sommeil seul lui semblait doux. Elle souhaita qu'il devînt éternel, mais, peureuse, ne sut que frôler la mort, forçant une nuit la dose des stupéfiants qui l'aidaient à dormir. Elle se réveilla pourtant, ne gagna à cet essai craintif qu'une maladie de quelques jours.

C'est alors que Thérèse Lassout intervint. Veuve, sans enfants, riche, elle avait voué sa vie au service d'autrui. Son immense bonté, quelque peu trépidante, toujours sous pression, s'accompagnait d'autorité. Dès qu'elle eut appris la maladie de Reine Forestier et deviné la tentative de suicide, elle prit en main sa destinée. Il fallait la placer dans un milieu choisi, lui trouver une besogne à laquelle sa pensée même pût s'appliquer. L'entreprise était difficile. Thérèse s'informa, écrivit, s'agita beaucoup, parla davantage, rencontra enfin la chance inespérée et, lorsqu'elle vint offrir à son amie un poste de secrétaire chez Marc Ambrèze, elle vit qu'elle avait réussi à ranimer une puissante flamme dans un foyer qui s'éteignait.

Il restait en effet à Reine Forestier un sauveur : l'intelligence, par quoi elle pouvait vivre. Non que cette intelligence, qui manquait de curiosité, fût toujours en éveil, toujours capable de remettre en mouvement les ressorts détendus de son être. Mais, tout de même l'indifférence mortelle, dont la brume épaisse enveloppait tous ses horizons, ne s'étendait pas au monde de l'esprit, ne pénétrait pas jusque sous ces voûtes sacrées où elle avait placé sur des autels les livres de Marc Ambrèze.

Ces livres étaient le seul présent royal dont elle fût redevable à son mari. Avant de se consacrer à l'histoire, il avait fait de la critique littéraire et honoré l'un des premiers, en maints articles, le jeune maître, alors presque inconnu. Il offrit à sa fiancée cette œuvre difficile, l'aida à en pénétrer les beautés. Sitôt initiée, elle le dépassa dans l'admiration. Ce qu'il appréciait, elle l'aima, ce qu'il analysait de l'extérieur en dilettante devint son pain quotidien, la substance et l'élément de sa vie. Reine ne comprit pas tout de suite le sens profond de cette poésie. Les mots étaient comme du vin dans sa bouche et une couronne de roses autour de sa tête. Il lui suffisait de leur devoir l'ivresse. Poésie orgiaque, en effet, touffue, voluptueuse, nombreuse, dont on ne distinguait qu'à la

longue, sous la profusion d'ornements, la ligne simple, harmonieuse et nue. Elle chantait le monde, le déployait à l'infini avec toutes ses beautés, ses abîmes et ses ombres. Mais ses larges avenues comme ses détours débouchaient dans la lumière, sur les esplanades déblayées de la certitude. C'était là sa force et son piège. Reine Forestier y fut prise comme tant d'autres. Évadée de la religion catholique dès son adolescence, elle se retrouva, en suivant Marc Ambrèze, devant les mêmes horizons bornés, qu'il montrait si vastes. Cette grande voix répétait avec une incroyable puissance les enseignements reçus dès l'enfance et dédaignés. Le poète entre tous admiré, qui, se souciant peu de plaire, parlait pour éclairer et convaincre, exigeait d'elle une adhésion complète. Et une lutte avait commencé entre eux, semblable aux conflits de l'amour. Abandon et résistance alternaient. Un mur les séparait qu'il lui ordonnait de franchir sans qu'elle y parvînt. Jamais elle ne réussit à faire sienne la foi .qu'il lui offrait, mais toujours, à cause de lui, elle avait douté de ses doutes.

— Ah ! si je pouvais un jour le rencontrer, le connaître, lui parler à cœur ouvert, disait-elle à sa sœur, savoir si pour l'homme tout est aussi clair que pour le poète, peut-être comprendrais-je ce qui me reste si obscur.

Elle y rêvait, et soudain s'effrayait de son vœu téméraire :

— Ou peut-être n'apprendrai-je qu'à perdre mon repos, à l'aimer...

— Quelle idée ! disait Claire, surprise.

La cadette, offensée, prenait feu.

— Si naturelle ! Comment résister à la grandeur et il n'y a personne de plus grand ?

— Mais voyons, pense à ses portraits. Il n'est pas beau, il ne doit pas voir de charme.

Claire admirait Marc Ambrèze, mais belle, idolâtre de la beauté physique, niait que le génie fût une séduction. Reine affirmait qu'il n'en existait pas de plus irrésistible. Elle s'acharnait à convaincre sa sœur :

— Enfin, imagine Marc Ambrèze ici, près de toi, te parlant, lui, le maître du verbe. Tu resterais insensible ?

— Le sais-je, s'il ne me plaisait pas ?

Reine s'indignait. Sous un torrent d'insultes, d'accusations véhémentes, Claire perdait contenance, jusqu'au moment

où le ridicule de ce débat engagé sur une hypothèse invraisemblable leur apparaissait. Tout finissait en éclats de rire. Elles pouvaient être tellement gaies lorsqu'elles étaient ensemble ! Timides toutes deux et toujours quelque peu réservées et contraintes avec les étrangers, elles ne se débridaient que dans l'intimité du tête-à-tête et n'étaient vraiment elles-mêmes que réunies. Rien ne détendit jamais le lien fraternel. Elles mirent en commun dès l'enfance leurs jeux, adolescentes leurs rêves, plus tard leur expérience commençante. Dès qu'elles furent engagées dans la vie, tout leur parut triste. Le mariage les déçut également. Plus jolie que sa sœur, Claire était plus frivole, esclave du désir de plaire et du beoin d'être admirée. Nul devoir ne s'imposa à son cœur doux et tendre pour la maintenir dans la règle. Son mari, bellâtre indifférent, ne sut pas la défendre. Des hommes l'aimèrent, auxquels elle céda par faiblesse, goût du plaisir, et à cause de cette frénésie qu'éveillait en elle toute promesse. Ces aventures sans valeur la lassaient bientôt. L'émotion indispensable à sa vie ne lui venait que du visage inconnu, de la voix non familière.

Ce fut elle qui rencontra Marc Ambrèze. Pendant la guerre, elle accompagne une amie malade dans une station d'altitude, en Haute-Savoie. Marc Ambrèze, blessé grièvement trois mois auparavant, s'y trouvait en convalescence. Dans ses lettres, elle le dépeignait tel qu'il était encore : « Un grand corps sec aux gestes étriqués, une figure osseuse, puissante, comme sculptée brutalement par un artiste pressé, tout en creux et en relief, le front vaste et proéminent, l'œil cave, les pommettes saillantes, la joue maigre, le nez accusé, important, d'une belle ligne, la bouche presque sans commissure, qu'on pourrait dire, selon l'expression japonaise, « étroite comme le cœur d'un homme triste ». Le sourire indécis l'écarte à peine. Ce sont les yeux qui s'éclairent et rayonnent lorsqu'il sourit. Rarement. En général, il a l'air distrait et morose. Qui devinerait, à le voir, ce qu'il est ? Physiquement, il ne me plaît pas. »

Cependant, parce qu'elle l'admirait, sa présence dans un hôtel à peu près vide où les moindres incidents de la vie quotidienne les rapprochaient sans cesse ne la laissait pas indifférente. Taciturne, il lui parlait à peine, mais, durant

les repas, aux heures de réunion sur la terrasse ou dans le grand salon, il la regardait fixement, avec innocence et hardiesse, comme un enfant qui ne sait pas dissimuler ses impressions et comme s'il n'avait jamais encore contemplé ce chef-d'œuvre qu'est une femme belle et jeune. Cet émerveillement visible la flattait. Autour de l'homme inexpérimenté, elle tendit des pièges subtils dont il ne se méfia pas, tant sa coquetterie se cachait bien sous sa naturelle indolence. Avec une habileté féminine qui se mêlait de sincérité, elle réclama au poète la solution des plus hauts problèmes, posant leur intimité commençante sur le plan des idées. Elle l'obligea à se pencher sur sa misère spirituelle. Devant celui qui cherchait l'âme s'interposa la forme resplendissante, tellement plus facile à saisir, si proche, si tentante. Il n'alla pas plus loin. Et Claire eut lieu de s'effrayer, tant sa victoire fut facile et complète. Ce chrétien convaincu, époux et père, elle en fit un amant égaré qui n'avait plus faim que d'elle et que sa chair pourtant ne rassasiait pas. Son jeu devint drame pour elle comme pour lui, car elle aussi l'aimait.

Durant trois mois, ils vécurent l'un pour l'autre, isolés de tout l'univers. Le mari de Claire Briantes était loin. Il faisait partie du corps expéditionnaire envoyé en Grèce. Mme Ambrèze, très éprouvée par la naissance récente de son premier enfant, se soignait chez sa mère. Autour d'eux, la guerre faisait rage. Il ne semblait pas que la vie pût reprendre, ni les familles se reformer jamais. Peut-être tout serait-il détruit, excepté cette montagne. Tous deux feignirent de le croire. Jamais ils ne parlaient de leur passé, de leur avenir, de ceux qui, dans la plaine, savaient leur nom, gardaient leur souvenir. Claire pourtant ne s'abusait pas. Marc Ambrèze était prisonnier d'un enchantement aussi fragile que la neige dont la féerie les entourait. Ses lettres à sa sœur répétaient toutes la même plainte : « Je le perdrai. Je l'ai perdu. »

Marc Ambrèze, d'ailleurs, au plus fort de sa passion, n'engageait rien d'essentiel, ne prononçait nul serment. Guéri et rappelé au dépôt de son régiment, il quitta Claire au début du printemps. La neige partout fondait. La vallée redevenait visible : toutes les grandes routes du devoir. Leurs adieux furent simples, sans espérance. Tous deux comprirent qu'ils ne se reverraient jamais.

Ce fut la femme qui porta toute la douleur. Pour la première fois, Claire avait été prise jusqu'aux entrailles par l'homme dont elle croyait se jouer. L'inconstante n'oublia pas. Elle ne fut plus qu'une créature désaxée, misérable, qui berçait dans ses bras son bonheur mort. Les lettres que Marc Ambrèze lui écrivit encore des tranchées la ravageaient sans l'éclairer. Pourquoi lui parlait-il de ce Dieu pour qui il l'avait quittée ? Pourquoi offrait-il à son cœur, altéré d'un amour seulement aussi long que sa jeunesse, l'éternel amour auquel elle ne tendait pas ? Alors qu'il essayait de la rendre forte, il ne réussissait qu'à l'atteindre dans sa fondamentale faiblesse. Cependant, elle feignait de le suivre, s'attachant à la dernière chance qu'elle eût d'exister encore pour lui. Peut-être le comprit-il. Ses lettres cessèrent. Le seul devoir que Claire eût sur terre était ce mari inconsistant qui n'avait nullement besoin d'elle. Après l'armistice, il fut envoyé en Bulgarie, où elle le rejoignit. Elle fut tuée à ses côtés dans un accident d'automobile.

Reine Forestier écrivit à Marc Ambrèze pour l'avertir de cette mort, un mot bref signé de ses initiales seulement. Il connaissait son existence, mais ignorait son nom. Il ne put lui répondre. Quatre ans plus tard, paraissait *Andrée Adrize*, l'histoire de son péché, l'histoire de sa douleur, ce livre puisé aux sources de sa vie et dont il parlait maintenant avec une condescendance souriante.

Cela, Reine ne pouvait le lui pardonner. L'aventure de sa sœur avait été la sienne. Confidente, elle s'engagea tout entière dans l'action où elle ne jouait nul rôle, blessée par l'imaginaire aussi cruellement que Claire par le réel. Aujourd'hui, s'identifiant à l'amante, elle s'était sentie devant Marc Ambrèze à la fois vivante et morte, étrangère et reniée, tandis qu'elle s'efforçait vainement de le tourner vers ce point où leur passé se rejoignait, vers ce deuil qu'ils auraient dû partager, vers cette ombre qu'il ne regrettait pas. Et son cœur saignait à cause de ce pauvre être sous la terre insulté par l'oubli.

C'était la loi pourtant. Nul ne pouvait vivre dans l'intensité du souvenir. Elle-même, il fallait bien, comme tout le monde, qu'elle oubliât aussi parfois, ne fût-ce que durant la nuit. Et parce que, chaque soir, le sommeil tardait à venir,

elle recourait souvent à d'indispensables artifices, depuis quelque temps à l'éther qui exalte avant d'endormir.

Elle ouvrit la bouteille qu'elle avait rapportée, éteignit la lumière, prit sur ses oreillers une position commode. Puis elle imbiba son mouchoir, l'appuya de très près sur ses narines une première fois, une seconde, une troisième. Elle suffoquait, mais ce bâillon la libérait. L'odeur forte et froide pénétrait en elle, renouvelait l'air raréfié où elle respirait, faisait passer au plus intime de son être des ondes de fraîcheur et de paix. Le sang se calmait, les nerfs, la pensée. Bientôt commença dans ses oreilles un sifflement pareil à celui du gaz qui s'échappe d'un robinet ouvert. Bruit connu et béni, précurseur de l'extase. Brusquement, il y eut en elle comme une rupture. La forme pesante demeurait couchée dans l'ombre. Mais l'esprit se balançait entre ciel et terre. Affranchi des liens de la chair, du temps, de l'espace, il s'envolait à tire d'ailes, planait au zénith, cherchait sa direction et, comme toujours, fondait tout d'abord sur le passé. Elle se revit fillette, auprès d'une autre, un peu plus grande, courant dans un jardin noir sous l'orage, tandis que leur mère craintive les appelait au seuil de la maison balafrée d'éclairs. Adolescente, elle se baignait par des matins paisibles. La mer, dans un mouvement presque insensible, berçait son corps de liège, l'espoir sa jeunesse. Puis la scène changea. Elle se trouva sur une terrasse en plein soleil, devant un paysage de neige, avec Marc Ambrèze. Déjà une longue amitié les unissait, pourtant elle gardait encore pour lui un secret difficile à dire. Accoudé à ses côtés sur la balustrade de pierre, il lui désignait une montagne lointaine, peut-être celle où il avait été heureux ? Alors elle se retournait un peu, comme pour parler à quelqu'un derrière elle. Le nom qu'elle prononçait à mi-voix le faisait tressaillir. Il posait enfin une question qui permettait de tout expliquer.

— Je parle à celle qui est entre nous toujours : Andrée Adrize, Claire Briantes. Elle n'est pas morte tout à fait, elle est en moi, elle est moi-même et, confusément, dès le premier jour, j'ai vu que vous la cherchiez dans mon regard autour de moi. Ah ! je ne suis pas belle comme elle l'était, mais son cœur fraternel est encore tout mêlé au mien. Des sœurs, lorsqu'elles se séparent, demeurent toujours ce qu'elles étaient

sous des robes semblables, marchant du même pas vers les mêmes buts. C'est un peu à cause de moi qu'elle vous a aimée. J'étais si folle de votre œuvre, je l'en ai tellement nourrie! Pourquoi l'avez-vous abandonnée si vite ? Pourquoi lui avez-vous fait tant de mal ?

Elle savait ce qu'il pouvait répondre. Elle se rappelait, imparfaitement, certaines phrases de ses lettres à Claire : « Je ne te trahis pas ! Je ne renonce qu'à ton visage, à ton corps, mais sois mienne autrement... Je ne te perds que pour pouvoir te retrouver, pour que tu ne me sois pas à jamais interdite... Il ne faut rien moins que l'éternité pour que le grand coup d'aile de notre amour... »

Des mots lui manquèrent, mais elle se rappelait le sens de la phrase inachevée. L'essor de l'amour se brisait ici-bas à tous les obstacles : la chair, l'individualité, les circonstances, le temps, les contraintes sociales. L'être n'atteignait pas l'autre être. La théorie développée par le poète dans *Andrée Adrize* lui était familière. A toute passion non permise ici-bas, une issue restait possible, une rédemption au delà de la terre. L'alliance rompue se renouait hors de l'imparfait et du fini...

— Mais cela, disait-elle, ce n'est beau que sur le plan de l'art pour ceux qui vous lisent, prêts à se contenter d'un rêve. Claire vous aimait, elle avait soif d'autre chose que d'une promesse, non réalisable ici-bas. Oh ! n'aviez-vous rien d'autre à offrir que la mort à une femme belle et vivante ?

Le mot fut comme un souffle tiède sur sa face glacée d'éther. Le décor de neige s'effaça. Elle vit une chambre pleine de jacinthes et de jonquilles, la fenêtre ouverte, du feu dans le foyer, une lampe allumée, de faible éclat dans le demi-jour ; puis un salon illuminé où dansaient des jeunes femmes, claires, en des bras sombres, enfin un jardin penchant ses pelouses et ses roses au bord d'un lac poli et pâle. Elle contrôla immédiatement ces images. Toutes naissaient du mot « vivante », représentaient un des aspects riants de la vie, des cadres agréables aux humains.

Jusque-là, rien d'anormal. Ses pensées s'enchaînaient capricieusement, mais sans extravagance. Elle en fut satisfaite. Placée par l'intoxication commençante un peu en retrait des faits, des événements, des êtres, dans un état de désintéressement et d'exaltation calme, elle entendait y rester lucide

aussi longtemps que possible, marcher vers l'oubli à travers la connaissance, garder jusqu'au dernier moment l'usage de sa raison, le sentiment de son individualité. Ne pas oublier qui elle était, où elle était. Elle se rappela son nom, palpa le flacon dans sa main, reprit conscience du mouvement machinal qui lui faisait humecter sans cesse le tampon sur ses narines. Elle écouta le silence, scruta l'ombre. Puis elle regagna son décor de neige, rejoignit Marc Ambrèze. Et l'entretien se continuait sans aucune parole. L'attention suffisait à Reine pour communiquer avec lui. Nul besoin de l'interroger. Elle voyait son âme nettement, y repérait la cicatrice de l'amour, la trace du péché, tout cela déjà réparé, purifié. « Il est vrai, songeait-il, que nous avons souffert, elle peut-être plus que moi, mais que compte ici-bas la douleur ? Il ne s'agit que de salut. Il importait que le mal ne fût pas définitif, il importait pour moi de ne pas perdre Dieu, pour elle de le trouver. »

Reine surplombait cette pensée sereine communiquant avec l'infini. Nulle ligne de démarcation entre la vie et l'éternel qui formait comme une seule coulée de lumière plus intense au loin. Elle aspira soudain à entrer dans cette clarté. Mais elle prit peur. Comme on tire un rideau épais devant une fenêtre par où vient trop de jour, elle essaya d'obscurcir ce gouffre d'azur ouvert devant elle. C'était trop tôt. La terrasse encore, la neige encore. Un oiseau rasait la cime des arbres, dont il faisait tomber d'épais paquets de neige, et montait droit dans le ciel. Il avait l'envergure d'un aigle et la couleur de l'or. Elle discerna l'invraisemblance et le moment exact où elle perdait contact, non seulement avec le réel mais avec le plausible et entrait en plein fantastique. « Me voici dans les contes de fées et encore je confonds, l'oiseau y est bleu, couleur du temps, c'est la belle qui a les cheveux d'or. » Elle tenta de relier l'apparition de cet oiseau à un passage quelconque de sa rêverie, buta sur un lambeau de phrase : « le grand coup d'aile de notre amour », s'étonna : « Quel amour ? » Elle n'avait pas d'amour, de quoi s'agissait-il, à qui parlait-elle donc ? Le souvenir d'Ambrèze lui échappa comme un objet qui tombe et dont on ne reconnaît plus à terre la forme émiettée. Complètement perdue, elle chercha vaguement un

point de repère, perçut encore entre ses mains le froid de la bouteille d'éther, renversée, vide. C'était fini ; la raison lâchait le gouvernail de l'être, s'étendait aveugle, muette, sur une barque qui sombrait. Le noir, l'insondable sommeil ouvrit ses eaux profondes...

III

Elle était maintenant adaptée à son état, travaillait en grand silence et effacement, avec la neutralité d'une machine. Jamais elle ne trahissait la moindre impression personnelle, pas plus en classant des dossiers, des lettres, en résumant des rapports insipides sur quelque question sociale, qu'en recopiant l'admirable poème dont sa mémoire, hâtivement, s'efforçait de retenir une trace, l'idée générale, ou quelques mots essentiels. Impassible en apparence, elle se passionnait intérieurement pour le spectacle qui lui était offert, celui d'un créateur aux prises avec la vie, ses semblables, sa pensée, ses fonctions diverses.

Des journées de Marc Ambrèze, pas une heure qui ne fût remplie des besognes les plus diverses. Articles, correspondance, préparation de discours absorbaient la matinée. Dans la journée, c'étaient les séances à la Chambre, les rendez-vous de toutes sortes. Le soir, il appartenait à sa famille, au monde. Le poète, au milieu de ses activités multiples, librement faisait son miel, préparait la matière des œuvres qu'il trouvait en lui, au moment voulu, rassemblées, prêtes à vivre sous le souffle de l'esprit. A ce travail d'animateur, il ne consacrait qu'une heure ou deux de bon matin, avant l'arrivée de sa secrétaire, et quelques instants perdus de la journée ou de la nuit.

Il réservait dans sa vie surchargée une part immense à l'apostolat. Reine Forestier s'aperçut bientôt que la grande affaire de ce poète n'était pas d'accomplir une œuvre plus ou moins considérable, mais de gagner à sa foi, à ses idées, des âmes.

Parmi ceux dont ses livres, sa parole ébranlaient l'athéisme, ouvraient le cœur fermé, éclairaient les ténèbres, beaucoup venaient demander à l'homme d'achever ce que l'écrivain avait commencé d'accomplir en eux. Il ne s'y refusait jamais.

Il opérait des conversions nombreuses dont la plus récente, en même temps que la plus éclatante, était celle de Rachel Medelmane, la romancière juive, célèbre par son inspiration charnelle et pessimiste, autant que par les désordres de sa vie. Son dernier amant, jeune et très aimé, avant de mourir de tuberculose, avait relu l'un des livres d'Ambrèze et appelé un prêtre. Alors, pour la première fois, celle qui niait l'âme et attendait tout de la terre, en tenant dans ses bras un corps inanimé, eut soif d'un espoir éternel, vint le demander au poète chrétien. A la suite d'une longue correspondance et de quelques entrevues, elle accepta le baptême et, toujours avide d'un rôle de premier plan, tapageuse jusque dans son deuil, proclama en des articles retentissants sa foi nouvelle. Toutes les semaines, vêtue de noir, violemment fardée, ascétique et ardente, elle s'enfermait quelques heures avec Marc Ambrèze et sollicitait ses conseils. Entre temps, elle lui écrivait ou lui téléphonait pour l'entretenir de la grâce, du libre arbitre, de la fête du jour ou des fins dernières de l'homme.

Elle n'était pas seule à importuner Marc Ambrèze. Il recevait souvent des femmes de tous les âges, de tous les milieux, qui entraient dans son bureau agitées, émues, sortaient les yeux baissés, avec une expression dévote, et que Reine Forestier appelait « les pénitentes ». Sa mission fut de défendre contre leurs indiscrétions trop fréquentes le travail du poète, de remettre à une date lointaine un rendez-vous demandé pour le jour même ou le lendemain. Alors, elle entendait au téléphone des voix angoissées supplier : « Dites-lui que c'est urgent ; dites-lui que je ne puis attendre, qu'il faut que je le voie ! »

Reine Forestier transmettait l'adjuration pathétique à laquelle Marc Ambrèze cédait toujours. Elle admirait sa patience, sa candeur, et parfois s'en amusait, partagée entre l'enthousiasme et le scepticisme ironique. Par moments, elle trouvait beau qu'un homme plein de génie, comblé par la vie, s'émût de l'immense détresse du monde, fût toujours prêt à se pencher sur n'importe quelle âme en peine. Puis ce zèle lui semblait soudain aussi étrange qu'imprudent. Elle ne croyait pas que les femmes eussent vraiment soif de vérité, mais seulement d'amour. Dès lors, ces échanges reli-

gieux, dont elles essayaient de se contenter, ne pouvaient que les laisser plus avides et plus démunies. Le poète, qui savait toutes choses, ignorait-il, bien qu'il en eût été une fois victime, ce risque d'incendie lorsqu'on veut réchauffer, ou de perdition quand on cherche à sauver ! De quelque nom qu'on les décore : amitié, camaraderie, collaboration, entente spirituelle, les relations entre l'homme et la femme ne sont jamais qu'un jeu perfide au bord des gouffres de l'amour.

Chez les hommes, du moins, ce besoin d'une doctrine, d'une vérité, existait. Des jeunes gens venaient aussi souvent chez Marc Ambrèze. Reine Forestier fut chargée de lui en recommander un tout spécialement : le fils d'une amie de Thérèse Lassout, Philippe Herbault. L'actrice, plus âgée que lui, qu'il avait épousée contre le gré de sa famille, venait de l'abandonner. Écrivain, il ne travaillait plus, fermait sa porte à tous ses amis. Sa mère redoutait le pire. Un seul espoir dans cette nuit. L'influence directe du maître qu'il admirait pouvait être efficace, lui donner une raison de vivre. Rendez-vous fut pris.

Reine Forestier introduisit le jeune homme. Par mégarde, elle ne referma pas tout à fait la porte qui séparait le bureau d'Ambrèze de la pièce où elle travaillait. Et tout d'abord elle ne s'en aperçut pas. La conversation avait pris un ton bas et confidentiel. Elle n'entendait qu'un vague murmure et n'y prêtait aucune attention. Suzanne Dupuis, la jeune gouvernante des filles de Marc Ambrèze, se trouvait à ce moment dans la bibliothèque. Le livre qu'elle cherchait pour ses élèves n'était pas à la place habituelle. Reine Forestier l'aidait dans ses recherches. Toutes deux, consultant le catalogue, examinant les piles de volumes posées un peu partout, se transmettaient des indications, des références. Soudain, elles se turent en même temps, la voix de Marc Ambrèze éclatait, tonnante :

— Naturellement, c'est toujours la même chose. L'homme a toujours raison, et Dieu tort. Il devait bénir votre amour ! Pourquoi donc ? Avez-vous songé à le lui demander ? Ce sacrement accepté sans y réfléchir pour faire plaisir à votre famille, quelle valeur avait-il pour vous ? Et cette femme, avez-vous songé à son âme que vous épousiez pour l'éternité ? Non, vous désiriez seulement sa chair, et parce qu'elle vous manque...

Il devait marcher de long en large, selon son habitude, et, passant devant la porte entr'ouverte, la referma d'un coup sec.

Reine Forestier, stupéfaite, regarda Suzanne :

— Pour prendre les âmes, murmura-t-elle, je ne sais pas si ces foudres...

La jeune fille hocha la tête en souriant.

— Oui, dit-elle, le maître est parfois dur, mais il a tellement raison !

De la pièce voisine, s'élevait un bruit d'altercation violente. Si l'on ne distinguait plus les paroles, on entendait les voix qui s'entrechoquaient comme des épées, celle d'Ambrèze couvrant toujours celle de l'autre. Suzanne se rapprocha de Reine Forestier.

— Tellement raison de prendre le parti de Dieu contre nous qui avons tous si mauvaise volonté. Oui, je dis bien, nous tous. Tenez, moi, quand je suis entrée ici, j'étais fiancée et puis mon mariage a été rompu. Si vous saviez dans quel état de révolte j'ai vécu ! Je ne voulais plus prier, ni penser à rien d'autre qu'à mon malheur. Un jour, j'en ai parlé au maître. Il m'a fait honte de croire, pour un misérable chagrin d'amour, ma vie perdue. Pensez donc ! ma pauvre vie humaine qui est si peu de chose en regard de la vie éternelle. J'ai fini par comprendre cela. Peu à peu, j'ai retrouvé la foi, et maintenant, — elle rougit et murmura comme on s'excuse avec un air de confusion et de pudeur, — je suis heureuse. Vous verrez, madame Forestier, insista-t-elle, vous verrez que le maître a raison... Si vous avez des doutes, quelque chose qui vous tourmente...

Elle s'embarrassa, rougit, car sa timidité était aussi grande que son zèle charitable.

Une enfant encore. Vingt-cinq ans, plus jeune encore d'aspect que d'âge, un corps svelte, mais bien équilibré, fortement charpenté, solide, les épaules larges, les mains lourdes. Nulle recherche dans la toilette, correcte et modeste, costume bleu marine éclairé d'un col blanc, de la grâce avec un peu de gaucherie, un visage agréable sans beauté véritable, le teint enflammé, les dents fraîches, de grands yeux bruns à l'expression fidèle, innocente et tendre.

« Quelque chose qui me tourmente ! pensait Reine Forestier. Comme si tout dans le monde n'était pas énigme ! Mais pour

elle il n'y avait qu'un point obscur, et ce point éclairci... »

Elle s'arrêta. La porte du bureau venait de s'ouvrir. L'entrevue était terminée ou plutôt le combat, car le grand jeune homme qu'elle avait vu entrer, calme, maître de lui, donnait l'impression d'avoir subi une agression. Ses cheveux étaient dérangés, son visage écarlate, son souffle haletant, ses mains tremblantes. Il pleurait, oui, si invraisemblable que cela parût, les larmes l'aveuglaient tellement que, dans sa fuite, traversant presque en courant la bibliothèque, il trébucha contre une chaise, ne trouva pas la porte, dut s'arrêter pour s'essuyer les yeux. Marc Ambrèze qui le suivait, le couvant d'un regard singulièrement fixe et têtu, le devança alors, ouvrit à sa déroute l'issue cherchée. Tous deux disparurent, puis le poète rentra seul, alla vers Suzanne.

— Ce jeune homme, dit-il, Philippe Herbault, il faudra maintenant penser à lui dans vos prières.

Elle s'inclina un peu, les yeux clos, l'air recueilli.

— Chaque jour, maître, je n'oublierai pas.

— J'ai porté le fer et le feu dans sa plaie, reprit-il, et le voilà qui hurle de douleur et fuit. Il faut prier pour qu'il revienne. J'appliquerai le baume qui arrête le sang !

— Il reviendra, affirma la jeune fille avec une expression d'extatique certitude.

La curiosité qu'inspirait à Reine ce milieu nouveau ne tarda pas à s'apaiser. L'ennui reparut. Les jours lui semblaient aussi longs, aussi pesants chez Marc Ambrèze que dans sa maison. Elle ne s'intéressait vraiment qu'à son œuvre littéraire, et c'était à la politique, au journalisme, qu'il consacrait tout son temps et le sien. Elle n'avait pas l'habitude d'un travail régulier qui la fatiguait. Pour dormir, elle recourait toujours à l'éther, aux soporifiques, mais, ne pouvant prolonger au matin son artificiel sommeil, elle ressentait tout le jour l'effet des stupéfiants.

— Vous êtes souffrante ? madame Forestier, demanda un soir Marc Ambrèze.

Il lui dictait la fin d'un article, interrompu le matin, et se penchait sur elle de très près, comme pour vérifier son texte. Elle l'étonnait depuis un instant par sa somnolence visible. Elle ne parut pas même entendre sa question. Il comprit en respirant, mêlée à son souffle, une odeur caractéristique.

— Pourquoi prenez-vous de l'éther ? demanda-t-il, posant la main sur son épaule, afin que l'interrogation, pesant sur plusieurs sens à la fois, parvînt plus sûrement jusqu'à la raison assoupie.

Cette fois, Reine fut comme réveillée en sursaut par la surprise, par la honte, de se trouver découverte, exposée dans sa misère physique et morale à un regard gênant. Quelqu'un entrait là où toujours elle était seule, sondait ces ombres où chaque soir elle sombrait et voulait sombrer sans témoins. Tout de suite, elle fit face, barrant à l'importun la route qui conduisait à sa détresse, expliqua :

— J'ai eu un malaise cette nuit, rien de grave.

Marc Ambrèze savait à quoi s'en tenir. Thérèse Lassout l'avait prévenu : « elle commence à abuser des stupéfiants ». Après tout, cela ne le regardait pas. Nul plus que lui n'avait horreur des monomanies morbides. « Une intoxiquée, une folle ! » songea-t-il sans bienveillance. « Pour ces névrosées, rien à faire ! » Soudain, le sens chrétien joua. Il vit l'âme en état de chute où l'image de Dieu s'obscurcissait chaque jour un peu plus.

— Je voudrais, dit-il, obtenir que vous renonciez à ces funestes habitudes.

Elle se sentit soudain visée par le zèle du convertisseur, en danger d'être embrigadée parmi les pénitentes. A cela, elle se refusait. Personne, pas même Ambrèze, n'avait le droit d'intervenir dans son destin.

— Je ne crois pas, dit-elle, raidie, avoir fait d'erreur dans mon travail, voyez vous-même.

Elle lui tendait, sans se retourner, les pages qu'elle venait de taper, et en même temps vérifiait celle qui restait enroulée à sa machine.

Pour mieux écarter la sollicitude offensante, elle feignait de la confondre avec la mauvaise humeur du maître exigeant, mécontent d'un service imparfait. Ambrèze parut déconcerté.

— Mais, voyons, il ne s'agit pas de cela, fit-il, reposant les papiers sans les examiner.

Il ajouta, après une légère hésitation :

— Je sens que vous souffrez...

Il se rappela ce que lui avait dit Thérèse de Reine Forestier, repassa sa vie. Aujourd'hui la pauvreté, la solitude,

autrefois la longue maladie du mari, plus loin encore la mort d'un fils unique. Sur ce point, leurs cœurs se touchaient.

— Moi aussi, chère amie, dit-il d'une voix vacillante, j'ai perdu un petit enfant.

Ce deuil commun, presque à la même époque, les liait plus encore qu'il ne le supposait. Le poème qu'il écrivit sur son fils mort, fournit à Reine, pour pleurer le sien, plainte et parole. Pourtant, ce n'était pas la même chose. Un homme pouvait-il souffrir jamais comme une femme, une mère ? Il avait d'autres enfants. Son œuvre, sa perpétuelle création devait lui permettre d'oublier. Au reste, d'une certaine manière, elle aussi s'était consolée.

— Avec le temps, murmura-t-elle péniblement...

— Oui, n'est-ce pas ? fit-il, croyant la deviner, on pense à l'âme...

Mais elle ne le suivait pas.

— Je n'ai pas votre espérance, reprit-elle. Ce qui m'apaise, c'est qu'il soit sauvé. Pour vous, ce mot signifie : réuni à Dieu ; pour moi, soustrait seulement : soustrait aux accidents de cette terre, ne plus souffrir, ne plus courir de danger, échapper à l'enfer de la vie.

— La vie a du prix, dit simplement Ambrèze. Pour qui en comprend le sens, elle est belle.

Il l'aimait. Son œuvre la louait sans cesse avec une ardeur jamais altérée par la connaissance pourtant profonde de la douleur. Reine voyait là une contradiction, désira la comprendre. L'entretien changeant ainsi d'objet devenait acceptable. Il lui était plus facile d'écouter que de répondre, d'observer un cœur que d'ouvrir le sien.

— Notre position devant la douleur est difficile, avoua Ambrèze. Il y a deux risques : la nier, la considérer trop légèrement, ou bien en exagérer l'importance. La douleur existe, mais si elle sert, si vous placez autour d'elle l'éternité qui l'absorbe et la répare, que comptent ces brefs instants d'ici-bas, fussent-ils tragiques ?

Elle retint les mots qui lui venaient aux lèvres.

— Vous êtes sûr de cette éternité ?...

— Je sais que vous n'avez pas la foi, reprit-il, la devinant. Mais sans Dieu, sans éternité, comment expliquez-vous la création, la vie, la terre, cette chambre de torture,

— car sans Dieu, ce n'est que cela, — éclose de rien au milieu d'astres morts ?

— L'avantage du doute, fit-elle avec une morne indolence, c'est de ne rien avoir à expliquer.

Comme tous ceux qui souffrent depuis longtemps, elle était adaptée à son état d'aveuglement, faite aux amertumes qu'il comportait, au point de ne pas désirer la lumière. Mais pour l'homme de foi, cette acceptation définitive de l'ombre, cette mauvaise volonté évidente devait être un scandale; elle le comprit trop tard, redouta l'apostrophe foudroyante sous laquelle elle avait vu plier un homme jeune et mieux armé qu'elle. Le temps lui manqua pour se rétracter. Déjà la colère d'Ambrèze éclatait.

— En effet, cria-t-il avec violence : se complaire dans l'ignorance, y ajouter les paradis artificiels, rechercher toutes les ivresses et toutes les déchéances pour mieux se dispenser de réfléchir...

Elle rougit, ébaucha un mouvement comme pour se lever, s'enfuir. C'était trop. L'indiscrétion passait les bornes. Il n'avait pas le droit, la connaissant si peu, de lui reprocher si durement les désordres, inoffensifs pour tous, où sa misère trouvait refuge. Cependant, sa révolte demeura passive et cachée. Dans son cœur qu'il blessait, Ambrèze gardait un auxiliaire puissant : la parole reçue avec tant de ferveur, méditée, conservée, unique trésor de sa vie dépouillée. A cause de cette parole, elle se sentait tenue de supporter la sévérité outrageante de l'homme. Il s'aperçut, d'ailleurs, qu'il faisait fausse route, étendit une main hésitante qui retomba sur les papiers épars entre eux. Son regard se voila :

— Excusez-moi, dit-il. Ce Dieu auquel je crois, je voudrais qu'arrivât son règne. Je voudrais le donner aux autres, l'imposer même au besoin par force, par tous les moyens.

— A cause de votre œuvre, avoua-t-elle, je n'ai jamais pu croire tout à fait au néant, ni m'y laisser sombrer.

— Mon œuvre a donc pouvoir sur vous ?

— Un tel pouvoir !

— Bien restreint, il me semble, puisqu'elle ne vous a pas tourné vers Celui dont elle est pleine.

— Elle m'empêchait du moins de l'oublier.

Reine était entraînée plus loin qu'elle ne voulait, le sentait et ne pouvait se retenir.

— Vos livres ouvraient une brèche dans cette chambre de torture dont vous parliez. Parfois, j'étais jetée par eux hors de la geôle, au centre de la joie, qui m'est si étrangère. Ce n'était qu'un instant, je retombais.

— Pourquoi si bas, murmura-t-il, — mais cette fois son accent était compatissant, — pourquoi jusqu'à ces drogues auxquelles vous demandez un secours apparent et qui détruisent la santé, les forces de l'être, sa noblesse ?

Sachant bien que la controverse n'aboutit à rien, il cherchait maintenant à tâtons sa douleur, parce que la douleur est une chose dont on a vite raison, une chose qui se rend volontiers, et volontiers pleure, prie, adore. Reine surprit en elle un désir d'agenouillement, se déroba, fit un geste d'insouciance désespérée.

— Je n'ai besoin ni de santé, ni de vie, ni de me maintenir en état de noblesse, dit-elle. Pour qui ? Pourquoi ? Aucun devoir ne m'est assigné, nul n'a besoin de moi.

Il le connaissait bien, ce désarroi des êtres sans foyer, sans amour, sans but. Personne ne supporte de se croire inutile. Les tâches les plus écrasantes ont moins de poids que le vide. Ce n'était pas la première fois qu'Ambrèze entendait de pareilles plaintes ni qu'il y répondait.

— Et moi, je vous dis que chacun a sa mission, petite ou grande, son rôle dans le drame. N'eussiez-vous été désignée que pour faire un seul geste, dire une seule parole, si vous êtes trouvée manquante, un désastre peut en résulter.

Souvent de telles affirmations suffisaient pour rendre confiance et force à ceux qu'il consolait. Mais dans cette âme, il n'y avait pas matière d'illusions pour prendre feu à la moindre étincelle.

— Je ne connais pas votre vie, reprit-il encore ; je sais seulement qu'elle ne fut pas exempte de mérites. Si vous vouliez m'en parler un peu, peut-être pourrais-je vous en expliquer le sens.

Parler de soi n'est pas un soulagement pour qui n'a guère à exposer que des plaies, des infirmités, d'affreux souvenirs. Elle souffrait plus en ce moment sous le regard qui l'observait qu'à l'ordinaire, dans sa chambre, ignorée et seule : « De grâce,

laissez-moi, songeait-elle, laissez-moi achever de mourir. »

Et lui, tout haut, disait en même temps :

— Laissez-moi vous aider, un ami peut beaucoup.

Elle ne se trompait pas à l'accent de tendresse. Ce n'était qu'une imposture, admirable d'ailleurs, de la charité chrétienne, qui feint d'aimer pour mieux vaincre, qui aime peut-être vraiment, mais si peu. Elle refusait cette charité et pourtant brûlait de s'y cacher. Son cœur battait, ébranlé par une subite tempête.

La porte s'ouvrit, quelqu'un entra : Mme Ambrèze.

— Marc, dit-elle, demeurant au seuil de la pièce, je vous rappelle que nous allons à l'Opéra. Louis Malestout vient nous prendre à huit heures et demie. J'avais fait avancer le dîner, mais vous n'êtes pas prêt.

Elle portait une robe de soirée faite d'un tissu broché où se mariaient le vert sombre et l'argent. C'était une femme de trente-huit ans, qui portait avec dignité son grand nom et semblait toujours présider quelque cérémonie officielle. Décorative, majestueuse, elle manquait de charme, non de beauté. Grande, bien faite, la taille haute, la poitrine forte, un visage allongé, le nez aigu, la bouche molle et boudeuse, les yeux bruns assez clairs, qui, myopes, regardaient de haut, de loin, sous des paupières mi-closes ; le teint mat, de l'éclat, peu d'expression, une chevelure noire compacte, magnifique qui semblait faite d'une seule matière indivisible cassée par les ondulations.

Reine Forestier s'était levée en saluant. Pourtant, durant une seconde, Mme Ambrèze l'avait vue, non point à son poste de travail, mais assise à côté d'Ambrèze, engagée dans une conversation manifestement intime, et Reine avait cru surprendre dans les yeux froids une légère lueur d'ironie.

« A sa place, songeait-elle, je ne supporterais pas si bien ce mari évidemment fidèle, mais toujours penché vers quelques femmes, occupé à les catéchiser, à leur ouvrir l'âme. Hier, c'était la gouvernante ; aujourd'hui, la secrétaire. Absurde tout cela ! »

Le scepticisme reparaissait, dont elle forçait encore la note pour mieux échapper à son émotion.

Marc Ambrèze se leva à son tour. Il semblait toujours un peu intimidé et mal à l'aise devant sa femme, et l'effort qu'il

faisait pour dissimuler cette gêne lui donnait un accent légèrement contraint.

— Excusez-moi, dit-il. J'avais oublié. Nous bavardions, Mme Forestier et moi. Le dîner dans un quart d'heure, si vous voulez, je m'apprête tout de suite.

Avant de se retirer, Mme Ambrèze tendit la main à Reine en lui adressant quelques paroles aimables. Mais sa courtoisie même, qui était parfaite, au lieu d'abolir, accusait la distance qui la séparait de toute créature. Marc Ambrèze la suivit presque aussitôt, après quelques ordres à Reine pour le travail du lendemain et un bref « Souvenez-vous que je suis votre ami ».

Et ce fut, comme chaque soir, le métro, le train, la banlieue noire, l'appartement froid, inhabité, le dîner succinct, improvisé. Elle se coucha vite, ne prit pas d'éther. Elle ne désirait pas dormir, ayant affaire avec la vie.

Dès qu'elle eut fermé les yeux, la voix d'Ambrèze retentit en elle, tour à tour impérieuse et douce. Seulement, les phrases qui, tout à l'heure, passaient vite, l'effleuraient, en surface, maintenant duraient, prolongeaient leurs résonances, tandis que s'aggravaient ses réactions :

— Moi aussi, chère amie, j'ai perdu un petit enfant...

Elle n'avait plus aucune raison de contenir ses larmes, elle berçait cette douleur, y mêlait la sienne, consolait et demandait consolation.

— Je ne sais rien de votre vie, mais si vous vouliez m'en parler.

Elle commençait à céder : tout dire, cela paraissait inutile et terrible, mais peut-être le premier barrage franchi, les premières larmes versées, peut-être serait-ce doux. Puis de nouveau, elle prenait peur, retrouvait sa lucidité. Les mots ne l'abusaient pas, qui la bouleversaient encore : « Laissez-moi vous aider, un ami peut beaucoup. »

A quoi bon l'accent de tendresse, l'intérêt feint, l'insistance trompeuse, cette caresse sur l'âme, dangereuse, car la chair et le cœur, tout proches, en frémissent. Toujours cette même méprise entre l'homme et la femme, ce même éternel jeu.

« Je sais bien ce qu'il m'offre, sa vérité, la vérité chrétienne ; moi, je ne fais attention qu'à lui, non à son présent,

mais à sa main tendue. Je n'existe pour lui qu'en tant qu'âme à sauver, mais lui pour moi, c'est Marc Ambrèze, le maître et l'ami de toute ma vie. »

L'homme aussi qui lui parlait langage d'amant dans ces lettres à Claire restées en sa possession, relues si souvent. Maintenant, il la conviait à l'ascension des cimes. Trop tard ! elle n'avait plus assez de force. Trop tôt peut-être aussi, car son sang n'était pas encore assez froid. Oui, dans un certain sens, elle se trouvait trop lasse pour tenter une recherche, faire un effort, mais non pour se laisser glisser sur une pente. Celle de l'amour est rapide.

« Le plus sage, songeait-elle, serait de ne plus le revoir. »

Mais elle se sentait ranimée, arrachée à la mort, reliée de nouveau au monde. Ah ! ces échanges entre les êtres si imparfaits qu'ils soient, comme ils vous émeuvent, vous transforment... Une petite coupe de paroles, et voici que la tête tourne et, l'ivresse finie, de nouveau l'on a soif. Elle retourna chez Ambrèze le lendemain, tous les jours, car les cœurs humains ont besoin du péril.

IV

« Quand, à deux lieues de là, Napoléon apprit que Ney venait de reparaître, il bondit de joie, il en poussa des cris, il s'écria : « J'ai donc sauvé mes aigles ! J'aurais donné trois cents millions de mon trésor pour racheter la perte d'un tel homme... »

Reine Forestier lisait à voix haute, ainsi que Marc Ambrèze le lui demandait maintenant chaque jour. Elle se tenait assise devant la table qui occupait le centre de la pièce, un peu penchée sur le gros livre posé à plat devant elle : les *Mémoires* du comte de Ségur. Ambrèze, une jambe repliée sous lui, l'écoutait, à demi couché sur un divan.

A Bergulia, la maison de campagne qu'il possédait en Auvergne, son cabinet de travail se trouvait au deuxième étage. C'était une sorte de longue galerie, basse de plafond, mansardée aux deux bouts, carrelée de brun et de blanc, tendue de toile de jute, où les livres trop nombreux pour les rayonnages apposés sur le panneau du fond s'entassaient partout dans les encoignures. Peu de meubles : une grande

table, une autre plus petite, le divan, quelques sièges d'osier ; au milieu, une seule fenêtre autour de laquelle moutonnaient des cimes d'arbres. Par une longue trouée, on apercevait beaucoup de ciel, la campagne vallonnée, perdue dans un brouillard de lumière. Au loin la ligne mauve des montagnes.

Pour ce drame lyrique qu'il préparait sur Napoléon, Marc Ambrèze recherchait l'exaltation plus que le document. C'est pourquoi il prêtait moins d'attention à ce que disait Reine qu'à sa belle voix basse, amortie, grondante. Elle lui donnait la sensation du vent d'orage, quand, d'une poussée, s'ouvrent les fenêtres mal closes et que dans les chambres tout bat, se soulève, bruit : les rideaux, les tentures, les papiers épars. Ainsi, dans son âme, il y avait rumeur, tournoiement, envol de phrases et de pensées qu'il captait au passage, fixait d'une note rapide. Plusieurs pages déjà, arrachées au bloc dont il se servait, jonchaient les coussins du divan, lorsqu'il remarqua dans la voix magique certaines fêlures, des sonorités rauques qui annonçaient la lassitude :

— Je vous remercie, fit-il, levant la main.

Reine Forestier se tut aussitôt, referma doucement le livre, mais demeura immobile, silencieuse. Elle voyait bien qu'Ambrèze absorbé, relisant ses notes, continuait de travailler, d'assembler les éléments du drame.

— Ça manquera de femmes, murmura-t-il entre ses dents.

Presque aussitôt, il se tourna vivement vers Reine, déclara sur un ton de défi et de malice :

— ... Car, décidément, je n'en mettrai pas. Au diable les Joséphine, les Marie-Louise ! A quoi bon ?

Il parut attendre une protestation et, comme elle tardait, interrogea :

— Eh bien ! qu'en dites-vous ?

Reine se récusa d'un geste. Ses yeux fixés sur lui exprimaient l'attention désintéressée, la certitude que ce créateur, de quelque façon qu'il ordonnât sa création, ne pouvait se tromper.

— Allons, fit-il, impatienté de son silence, — le temps n'était plus où l'importunaient ses remarques, son admiration même, — faites vos objections : je vous permets, je vous en prie...

— Objecter quelque chose à l'*Orestie* ou au *Roi Lear*, murmura-t-elle avec ferveur, vous ne voudriez pas...

Il s'aperçut à peine du compliment. A l'avance il devinait les réactions défavorables que devait rencontrer son œuvre, et parce que Reine représentait son premier public, il lui prêtait les critiques contre lesquelles il aurait à se défendre.

— Je sais bien ce que vous pensez, reprit-il, engageant et taquin. Un drame sans femme, et par conséquent sans amour, est-ce qu'une femme peut s'y intéresser ?

— Oui, pourquoi pas ? Moi, je le puis, dit-elle à mi-voix, d'un ton à la fois délibéré et timide.

Toujours il y avait en elle devant lui un mélange d'abandon, de retenue, de confiance et de crainte : désir de vérité, peur de déplaire. A cause de cette peur, Ambrèze ne pouvait longtemps la traiter en adversaire. Aussi prit-il le ton sérieux de l'explication.

— D'ailleurs, soyez tranquille, ce drame sera plein de passion. Il y a un amour plus fort, plus violent dans sa pureté que celui de l'amante pour l'amant : c'est cet amour inégalable du héros pour le héros plus grand, du féal pour le seigneur, de l'homme noble pour l'homme souverain, mais, peut-être, — de nouveau il douta, — ne comprenez-vous pas ?

— Ne pas comprendre, dit-elle prenant feu soudain, quand autrefois, avec ma sœur, — elle se troubla un peu, attendit comme s'il allait l'interrompre, mais il ne pouvait comprendre de qui elle parlait, — quand nous jouions à choisir notre vie, comme si nous n'existions pas encore ; elle voulait être femme, belle et aimée ; mais moi, je préférais un rôle d'homme : devenir le disciple d'un grand sage, l'écuyer d'un grand capitaine.

Elle le regarda bien en face, bravement, avec un sourire gai. Ce souhait de sa première jeunesse, en lui revenant aujourd'hui, la rassurait sur l'imprudence faite en suivant Marc Ambrèze à la campagne. Le sentiment qu'elle craignait de devoir nommer amour s'appelait seulement : admiration, dévouement chevaleresque. Tout était simple. Lui, d'ailleurs, ne cherchait plus à pénétrer dans son âme blessée, à sonder sa vie en ruines. Leur intimité commençant se développait sur le plan de l'intelligence, le seul où elle fût à l'aise et en paix.

Contre son habitude, Marc Ambrèze avait emmené cet été sa secrétaire à Bergulia. Il se croyait tenu d'aider Reine,

pensait qu'une villégiature à ses côtés lui serait bienfaisante. A condition pourtant qu'elle ne se sentît pas inutile. Ni les leçons d'anglais qu'elle donnait à ses fils, ni les tâches réduites du courrier, des copies d'articles ne l'absorbaient beaucoup. Voyant qu'elle n'aimait que les livres, il en vint à lui parler de ses projets, à l'associer étroitement à son travail. Elle l'amusait quand, sortant de sa réserve habituelle, de son indolence, elle devenait soudain toute ardeur, toute passion, quand elle se jetait, comme en cet instant, à la rencontre de sa pensée, prête à recevoir l'enseignement et l'empreinte, non sans contrôle pourtant ni résistance secrète qui doublait le prix du triomphe.

— Ce qui lie à Napoléon ses maréchaux, reprit-il, c'est moins l'ambition que l'amour. Vous les voyez sans cesse en proie à toutes ses fureurs : enthousiasme, rivalités, jalousie, oscillant d'un excès à l'autre, du dévouement sans limites où l'on risque toute sa vie jusqu'à l'abjecte trahison. C'est autour de la trahison que je voudrais centrer mon drame. Pourquoi la défection ? Pourquoi celle de Ney, pourquoi aussi dans l'Évangile celle de Pierre ? Les deux se rejoignent.

Il réfléchit un moment, se leva, fit quelques pas dans la pièce, hocha la tête.

— Tout chrétien doit faire attention à ce besoin de trahison qui est lié en lui à l'instinct de la conservation, au désir de la joie.

— En sorte, dit-elle, que votre Napoléon sera presque un drame religieux.

— Voilà, exactement !

Il s'assit de biais sur le bras d'un fauteuil.

— Vous comprenez, l'exigence de l'Empereur, elle pesait sur ces hommes comme sur le plus humble d'entre nous l'exigence de Dieu. Le plan héroïque et le plan chrétien vont de pair. Il faut sans cesse se surpasser, braver la mort, et ces richesses, ces honneurs qui nous sont prodigués par moments dans la plénitude de la grâce, ainsi qu'aux soldats victorieux, nous ne pouvons en jouir comme de biens acquis à jamais. De nouveau, l'ordre vient de tout abandonner, il faut partir, cheminer dans les déserts de l'aridité spirituelle comme dans une Russie vide et glacée. Un jour la douceur fade de la vie vous saisit à la gorge, vous lie tous les

membres, la grande tentation se déchaîne : celle du bonheur.

Un léger mouvement de Reine l'arrêta et, bien qu'elle se tût, il demanda :

— Vous dites ?

Elle murmura :

— Le bonheur n'est-il donc pas permis ?

— Au contraire, souvent, dans l'ordre ; mais il ne peut être notre but unique et primordial ici-bas.

Cela, elle l'entendait, le comprenait profondément ; pourtant, elle objecta encore :

— Pourquoi un Dieu de bonté, ses représentants et les héros aussi exigent-ils de nous tant de sang ?...

— C'est la loi. Rien de grand ne s'accomplit que par la souffrance. Impossible d'expliquer pourquoi, mais l'amour le sait qui naturellement pousse l'être au sacrifice. Est-ce que vous n'auriez pas versé volontiers tout votre sang pour votre enfant ?...

« Pour mon enfant, pour vous aussi demain, s'il pouvait vous servir », songeait-elle, acquise tout à coup à l'idée qu'elle combattait et stupéfaite de ses contradictions. Il y avait de la générosité en elle, un désir de donner...

Ambrèze discerna son élan, l'adhésion secrète obtenue. Cela lui suffisait. Quand il ne triomphait pas des âmes par force, il savait aussi temporiser, laisser germer sa semence de vérité.

— Ce qui est magnifique dans l'univers chrétien, poursuivit Ambrèze, c'est que rien n'est jamais définitif ni entièrement perdu. Il n'y a pas d'autre écueil que le désespoir ; mais toute faute, toujours, quelle qu'elle soit, peut être rachetée, réparée tant que nous avons du sang pour payer la dette, des larmes pour laver la tache.

De nouveau monta du cœur de Reine une adhésion complète involontaire. Ah ! ces entretiens comme ils l'entraînaient loin, non point à la suite d'Ambrèze seulement, mais à la recherche de son propre mystère !

— Pè...è...è...re !

Du dehors, une voix d'enfant, semblable à un piaillement d'oiseau, montait aiguë, perçante. Marc Ambrèze se pencha à la fenêtre. Dans le jardin, son avant-dernière fille, Rose, huit ans, la tête et les bras levés, hors d'elle-même, l'appelait, trépignant de joie et d'impatience.

— Viens vite, père ! C'est Jean qui gagne contre Robert. Il gagne, viens vite voir...

Jean, c'était le frère préféré de la petite, le second des trois fils aînés. Il triomphait en ce moment du champion de tennis, le grand Robert, l'imbattable.

— Diable ! fit Marc Ambrèze revenant en riant vers Reine, à quel événement nous risquions de ne pas assister ! Descendons tout de suite, vous aussi, chère amie. Laissez ces papiers, il n'y aura jamais assez de monde, au gré de Rose, pour admirer cette victoire.

Le court de tennis était situé sur la gauche, non loin de la maison. Des grands arbres assez espacés l'abritaient du soleil sans lui donner trop d'ombre. Un petit mur bas, de pierres inégales entre lesquelles poussaient des valérianes, le bordait d'un côté. De l'autre, l'allée qui le longeait formait rond-point autour de son rectangle lisse ; quelques sièges y étaient disposés. L'assistance en ce moment se composait des trois fillettes : Simone, Rose et Jeanne, le bébé de trois ans qu'on appelait Nane. Suzanne les surveillait assise près de Philippe Herbault, devenu l'ami et, pour l'été, l'hôte de Marc Ambrèze. Dès que celui-ci se fut juché sur la haute chaise placée auprès du filet pour l'arbitre, la partie interrompue recommença. Jean, qui menait avec cinq *sets* contre quatre, devait sûrement gagner le sixième, du moins sa petite sœur en avait-elle décidé ainsi. Mais après un brillant début, il perdit quelques points, laissa Robert égaliser, obtint un avantage, voulut terminer par une balle foudroyante placée en coin qui s'écrasa un millimètre au delà de la limite.

— *Out*, déclara Marc Ambrèze.

Rose aussitôt protesta, jeta des cris, s'accrochant aux jambes de son père :

— Bonne, papa, je te dis qu'elle est bonne. Tu sais bien que tu ne vois pas clair. Tu sais bien que tu as pris l'autre jour le chat pour la poule, le chat pour la poule...

Elle se prévalait de cette bévue, discréditait l'arbitre. En vain Marc Ambrèze, sûr de son fait, grâce aux lunettes qui corrigeaient sa myopie, poussa-t-il la complaisance jusqu'à descendre de sa chaise pour lui montrer la marque de la balle visible sur la terre humide, elle niait l'évidence, furieuse, le visage inondé de pleurs. Mais tandis qu'elle défendait ainsi

sa cause en toute mauvaise foi, Jean rétablissait ses affaires, gagnait.

Une autre partie s'organisa : Robert et Simone contre Jean et Suzanne. Reine et Philippe étaient assis seuls sous les arbres. Toujours lorsqu'ils étaient ensemble ils parlaient de l'œuvre du maître qu'ils admiraient également. Philippe venait d'achever la correspondance du poète avec Rachel Medelmane, échangée au moment de sa conversion. C'était une mince plaquette parue depuis peu en édition de luxe à tirage restreint.

— Vous connaissez cela ?

— J'ai corrigé les épreuves.

— Vous aimez ?

— Ses lettres à lui sont admirables.

— Naturellement. Mais elle, quel fatras, quelle complaisance envers soi-même, quels éclats ! J'ai l'impression qu'elle n'est jamais sincère. Comment ne s'en aperçoit-il pas ?

Elle regarda en face d'elle, de l'autre côté du court, Ambrèze, attentif au jeu, et sourit.

— Vous savez bien qu'il prend quelquefois le chat pour la poule.

Philippe rit franchement :

— Myopie intellectuelle, alors, vous croyez ? Comment l'accorder avec sa connaissance, si grande, du cœur humain ?

— Affaire de lunettes, je pense. Son génie lui en tient lieu. Quand il le dépose, quand son zèle de convertisseur l'entraîne, il ne voit pas les âmes telles qu'elles sont. Il a trop hâte de les jeter à Dieu. Selon qu'elles lui résistent ou lui cèdent, il les exalte ou les rabaisse, les loue ou les brutalise.

— Seigneur, murmura Philippe, s'ébrouant sous un dur souvenir, j'en sais quelque chose ! Comme il m'a traité ! Si je ne l'avais pas tant admiré, il m'aurait éloigné de lui pour toujours.

— Même erreur psychologique quand il traite en sainte Rachel Medelmane, parce qu'elle commente avec quelle emphase le verset : « Mon âme languit après les parvis du Seigneur ! »

— S'il n'était pas si grand, on pourrait le trouver parfois un peu...

Il chercha l'expression juste.

— Borné, murmura Reine avec un accent de tendresse qui changeait le terme en éloges. Elle trouvait beau qu'Ambrèze eût ses limites, le préférait imparfait et réel à l'image qu'imposaient ses œuvres. A voix basse comme pour elle-même, elle ajouta :

— Sans nuances, tout d'une pièce, charitable par devoir, non spontanément, aimant les êtres à cause de Dieu...

— C'est étonnant, observa-t-elle plus haut, regardant les joueurs, comme Suzanne est irrégulière. Elle a des coups splendides : tenez, ce revers ! et puis, tout à coup, elle manque la balle la plus simple.

— Volontairement, je crois, dit Philippe. Elle est de première force. Seulement, elle veut perdre, n'être rien. Il y a en elle une humilité si complète, si merveilleuse que, pour la découvrir, j'ai dû... il faut...

Il s'interrompit brusquement, regarda Reine d'un air offensé comme s'il venait de lui livrer par inadvertance une chose précieuse dont il ne savait pas bien la valeur : son secret. Elle comprit, mais n'en laissa rien paraître. Il était naturel que l'homme jeune, souvent abandonné à lui-même par son hôte trop occupé, s'intéressât à la seule femme dont l'âge fût proche du sien, qui avait du charme, une personnalité reposante et pure ; partout l'amour tendait ses pièges.

— Est-ce que cela ne vous choque pas, vous, reprit-il, revenant au livre ouvert sur ses genoux, qu'ils aient publié cette correspondance toute fraîche, échangée il y a un an à peine, intime ?... Pourquoi, quelle nécessité ? Oh ! je sais, le bien des âmes... Ambrèze le dit dans sa préface. Mais comme c'est gênant ce manque de pudeur ! Rachel Medelmane étale toute sa vie, dénude son âme. Lui aussi, avec plus de tact. Il fait allusion à cette femme qu'il a aimée, à cette aventure...

— Que nul n'ignore depuis qu'il a écrit *Andrée Adrize.*

— Il a bien fait, certes, un tel livre ! L'écrivain ne peut pas cacher sa vie, il n'en a pas le droit, il nous doit compte des moindres mouvements de son cœur.

— Mais, alors, le chrétien aussi que sa foi oblige à l'apostolat, objecta Reine.

— Évidemment, j'admets le témoignage lyrique, celui de l'œuvre d'art. Mais ces lettres.... qui auraient dû rester

secrètes.... on finit par les soupçonner... ne trouvez-vous pas ?... de les avoir écrites pour la publicité.

— Je crois, dit Reine réfléchissant, que nous sommes injustes envers Ambrèze. Il y a deux hommes en lui : le poète pour qui nous n'avons qu'indulgence et partialité, l'apôtre auquel nous ne passons rien.

La partie s'achevait sur la victoire de Robert et de Simone, à la grande satisfaction de Suzanne.

— Revanche ? proposa Jean.

Marc Ambrèze sauta de sa chaise :

— Non ! Il faut maintenant un jeu qui occupe tout le monde, du vieux père jusqu'au bébé. Je propose une partie de barres. Venez tous, Mme Forestier, Philippe...

— Moi, mon Dieu ! protesta Reine, effarée, mais je ne sais plus courir.

— Bon, bon, vous ferez de petites sorties prudentes et vous surveillerez l'ennemi ; un pareil jeu convient à tous les âges, et l'on s'y amuse toujours, vous verrez.

Il discerna dans ses yeux, dans ceux de Philippe la même expression de surprise indulgente. Ces témoins le gênaient souvent qui, sans cesse, attendaient de son génie ou de sa foi un enseignement ou un exemple. Si difficile que fût son rôle, sa simplicité le sauvait des contraintes qu'impose l'admiration. Observé à toute heure, il savait rester lui-même, un homme souvent grand, parfois puéril, et qui toujours, sans même le vouloir, imposait sa vitalité, entraînait les autres dans sa joie comme dans ses plus hauts essors.

Au fond du jardin s'étendait, près de la rivière qui bordait la propriété, une allée sablée, ombragée seulement d'un côté par des sapins. De l'autre, elle formait berge au-dessus de l'eau peu profonde. Ce fut là qu'Ambrèze traça les limites du jeu, puis, frappant dans ses mains :

— En place, dit-il, les camps sont tout indiqués. Je prends les gens sérieux : Mme Forestier, Philippe, Suzanne. J'y adjoins Rose. Les trois garçons ensemble avec Simone et Nane.

— Mais, père, tu es vaincu d'avance, observa Robert.

— Pourquoi donc ? riposta-t-il, fort animé. Nous avons le nombre : cinq contre quatre, car Nane ne compte pas, ne saura que vous faire tomber. Et puis, ne soyez pas si fiers de vos jambes ; ma stratégie d'homme mûr vaut beaucoup.

Les garçons ne la prisaient guère. Ils engagèrent la partie avec nonchalance et audace, bravant l'adversaire négligeable, sortant en désordre, sans se concerter, tous à la fois. Ambrèze, profitant de leurs fautes, sut lancer à propos vers le camp dégarni ses deux meilleurs coureurs, Philippe et Rose, et s'adjugea deux campagnes. Il triompha bien haut, s'engagea personnellement dans l'action, essaya de saisir Robert, et dut revenir en hâte, poursuivi par Jean.

— A vous, madame Forestier ! cria-t-il, l'appelant à son secours.

Elle se précipita, passionnée soudain pour le jeu, courut à perdre haleine sur Jean qui fuyait et fut prise par Simone.

Serein dans le revers comme dans le succès, Ambrèze de loin la réconforta :

— Ne craignez rien, dans un instant, je vous sauve ; c'est ma spécialité.

Rien ne comptait pour Reine, en ce moment, que ces êtres autour d'elle qu'elle aimait, le beau jardin humide, odorant, la campagne découverte ondulant sous la lumière. Elle se tenait entre les deux camps, à la place assignée aux prisonniers, un pied posé sur la limite, l'autre jambe étendue en avant, la main levée, puisqu'il fallait qu'un ami l'effleurât pour faire tomber ses chaînes illusoires. Face au vent léger, claire dans sa robe blanche, touchée de soleil à l'épaule et le long du bras, les cheveux soulevés, le visage brillant et rose à cause de la course récente, elle se sentait soudain belle, jeune, recréée par l'été, toute neuve de corps et d'âme. Engagée dans le jeu puéril, interrompue dans son élan, mais impatiente de le reprendre, arrêtée, mais tendue vers l'évasion, elle représentait à la proue de cette heure paisible qui glissait sur les eaux du temps une figure triomphale. Et elle riait en regardant Marc Ambrèze qui, profitant d'une bagarre générale, sans se presser, à grands pas, sûr de lui, marchait vers elle, touchait sa main, la délivrait.

PAULE RÉGNIER.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

VERS L'ÉQUILIBRE AÉRIEN

L'année 1938 a été marquée par la révélation d'une armée de l'air allemande extrêmement puissante et développée à un rythme dépassant toutes les prévisions. Cette aviation ne constituait, évidemment, qu'une partie d'un réarmement général. C'est toujours avec toutes les armes qu'on s'efforce de faire impression sur l'adversaire et qu'on se propose, au besoin, de le vaincre. Néanmoins, la surprise aérienne joua un rôle prépondérant en septembre dernier, lorsque l'Allemagne poursuivit le dessein de résoudre le problème tchécoslovaque à sa convenance.

L'Allemagne et l'Italie semblent admettre que leurs armements aériens, dont la cadence de renforcement est maintenue, continuent à produire leur effet de surprise, en vertu de l'avance acquise. Elles croient que l'intimidation leur permettra de réaliser leurs prétendues aspirations ou nécessités nationales. Certes il faut se garder de l'optimisme de commande qui sous-estimerait *a priori* les conséquences probables d'une supériorité de moyens aériens modernes mis en œuvre avec une technique originale d'emploi en grandes masses. L'Angleterre et la France peuvent néanmoins considérer que la grande surprise des armements aériens est passée et que l'équilibre des armées de l'air se rétablit assez vite pour que l'équilibre général des forces armées ne soit plus dangereusement affecté dans l'hypothèse d'un conflit prochain. Ainsi disparaît en ce moment ou disparaîtra du moins au cours de l'année la plus sérieuse menace contre la paix ; je voudrais essayer de le montrer.

LA SURPRISE AÉRIENNE DE 1938
UNE ARME NOUVELLE CRÉANT UN DANGER DE GUERRE

Il y a toujours, dans le monde, des gouvernements insatisfaits, envieux des richesses matérielles du voisin, ou en mal de gloire et de puissance, dont les ambitions risquent de conduire à la guerre. La seule garantie de paix est alors, avec le jeu des alliances, l'équilibre des forces militaires des pays menaçants et des pays menacés. Lorsque les éléments de ces forces ont une valeur connue et mesurable, le souci de sécurité doit suffire à déterminer à temps les efforts nécessaires des pays menacés pour que la balance de puissance militaire soit en suspens. Mais si une arme nouvelle apparaît ou si une technique imprévue pour l'emploi d'armes connues intervient, les nations menacées risquent d'être surprises par le changement des valeurs militaires qui en résulte aussitôt. L'histoire prouve en effet qu'une arme ou une technique nouvelles, résolument développées par un pays déjà fort, peuvent modifier l'équilibre de puissance militaire et par suite l'équilibre politique d'une partie du monde. Cromwell éblouit l'Europe par une cavalerie d'un nouveau modèle. Napoléon conquiert à une allure étourdissante la plus grande partie du continent européen grâce à la valeur manœuvrière que Bonaparte avait donnée à son infanterie. Des révolutions de ce genre sont produites par la foi dans la valeur militaire des progrès techniques accomplis et la volonté enthousiaste de les exploiter sans retard.

Je viens de citer deux exemples de succès militaires et politiques rapidement répétés, obtenus par des hommes qui ont su utiliser avec vigueur de nouvelles armes ou des techniques inédites, Cromwell et Bonaparte ou Napoléon, deux hommes qui représentaient ou prolongeaient une révolution et étaient animés de son souffle de jeunesse. L'histoire semble ainsi indiquer que les innovations de ce genre sont surtout exploitées par les chefs de pays récemment guéris d'une révolution ou en cours de renaissance.

L'actualité paraît le confirmer. M. Mussolini a développé son armée de l'air avec la plus grande énergie dès son arrivée au pouvoir ; il a aussitôt prétendu faire de cette armée nou-

velle le premier instrument de sa politique extérieure et impériale. C'est surtout sur elle qu'il s'est appuyé pour poursuivre, au besoin malgré l'Angleterre, la conquête de l'Éthiopie.

Après lui et comme lui, mais plus secrètement d'abord, le chancelier Hitler a entrepris, dès 1934, le réarmement massif de son pays dans le domaine aérien et lui a donné une accélération extraordinaire à partir de 1936. Il a vu en lui l'outil de prédilection avec lequel il réaliserait les prévisions de *Mein Kampf*.

Il a voulu créer une surprise technique par le perfectionnement des armes aériennes et surtout par leur multiplication inattendue, renouvelant le procédé de 1914, la multiplication également inattendue des corps d'armée mis immédiatement en ligne qui devait surprendre le commandement français et l'acculer à la défaite. Il a développé ainsi, avec un succès complet en 1938, deux étapes importantes de son plan d'expansion germanique en supprimant sans guerre tous les obstacles. Et désormais la question est posée de savoir si, le même instrument aidant, avec sa vertu maintenue, les deux dictateurs vont, une fois encore, agir avec la même audace pour poursuivre d'autres succès.

Il faut le remarquer, ces succès ont été obtenus en 1938 par la seule affirmation de la puissance écrasante de l'armée de l'air allemande qu'aurait renforcée une bonne armée de l'air italienne. En vérité, cette puissance est une inconnue pour une bonne part ou elle n'est pas ce que l'on affirme. Nous reconnaissons bien l'augmentation extraordinaire des possibilités de l'aviation. Nous pensons que les armées de l'air modifient largement les formes antérieures de la guerre et qu'elles enlèvent de leur ancienne valeur aux autres armées. Dans quelle mesure, c'est ce que nous ignorons. Et ce que nous en savons invite à plus de modération dans les anticipations.

L'aviation n'est pas une arme toute nouvelle ; elle est perfectionnée sans cesse, c'est vrai, mais elle est néanmoins une arme de la dernière guerre ; elle est mise en œuvre aujourd'hui même sur des théâtres de guerre, dans des conditions qui représentent une expérience sérieuse. Il convient donc de rechercher dans l'expérience acquise quelques éléments de

réponse à l'affirmation allemande et italienne de la puissance irrésistible des armées de l'air. C'est ce que je ferai plus loin. Mais quoi qu'il en soit, un préjugé extrêmement favorable à l'aviation existait et existe encore dans l'opinion générale.

On pouvait donc penser dès la fin de la dernière guerre que si un pays exploitait plus amplement et plus rapidement que les autres les progrès de l'arme encore nouvelle et s'assurait, à cet égard, une supériorité très nette du nombre et de la qualité, s'il la destinait enfin à une forme de guerre sans précédent, ce pays aurait en mains un puissant levier de sa politique extérieure et éventuellement un outil de victoire. L'Allemagne renaissante décidait précisément à partir de 1934 de se donner ce levier et cet outil.

L'EXPLOITATION VIGOUREUSE DE L'AVIATION PAR L'ALLEMAGNE

Après l'Italie, elle mettait sa foi dans l'armée de l'air. Il faut voir avec quel rationalisme et quel art l'Allemagne appuyait sa politique extérieure sur la force aérienne. Elle était à cet effet merveilleusement objective. La vulnérabilité maritime de l'Allemagne est beaucoup moins grande que la nôtre ou que celle de l'Angleterre. Ses côtes sont peu étendues ; elle n'a pas de colonies. Elle n'a guère besoin de communications maritimes à l'ouest des pays scandinaves ; pour en avoir moins besoin encore, elle s'était mise en état d'autarchie économique.

Sa vulnérabilité terrestre était très faible, face à l'ouest, du moment qu'elle avait réussi à se couvrir politiquement non seulement de la Hollande, mais aussi de la Belgique ; qu'elle était couverte matériellement par le Rhin et qu'elle se protégeait enfin militairement par des fortifications qui bouchaient la seule fenêtre demeurant ouverte entre la France et elle, du Rhin au Luxembourg.

Au contraire, la France et l'Angleterre ne pouvaient se sentir couvertes par les États neutres contre un pays qui ne respecte pas les traités. L'Allemagne, enfin, s'était assuré le renfort de cinquante divisions italiennes, alors que la France ne disposait d'aucun appui terrestre immédiat de l'Angleterre.

Il était loisible au Reich et non à nous de porter un

immense effort sur l'armée de l'air ; le Reich était certain de créer un déséquilibre sensible, sinon écrasant peut-être, et de vaincre sans combat en montrant ostensiblement sa force aérienne pour ne pas s'en servir.

Le rationalisme de cette conception s'aperçoit encore sous un autre angle. Par le développement donné à l'armée de l'air et en même temps aux armes mécaniques terrestres, l'Allemagne se proposait d'affirmer la possibilité d'obtenir de grands résultats militaires dans un délai très court, en cas de conflit, et de démonétiser en quelque sorte la supériorité navale de l'Angleterre et de la France, facteur éminent de la victoire finale, mais seulement après une guerre longue.

LE CONSERVATISME ANGLO-FRANÇAIS

Pendant ce temps l'Angleterre et la France demeuraient encore sceptiques à l'égard de l'armée de l'air ; elles ne poussaient pas leurs armements aériens, l'Angleterre jusqu'au début de 1936, la France jusqu'au début de 1937. C'était chez elles le fait d'une hostilité foncière à la guerre aérienne qu'elles auraient voulu interdire et d'une attitude de raison en considération de la puissance industrielle de l'Allemagne.

Voyant enfin le danger, l'Angleterre oubliait que sa frontière militaire est sur le Rhin et se lançait résolument dans le réarmement naval et aérien dans l'espoir, d'ailleurs fondé, de retrouver, dans une certaine mesure, les avantages de sa situation insulaire.

De son côté, la France considérait encore qu'il lui fallait avant tout assurer l'intégrité de son sol à partir des frontières. De ce souci, en vérité, nous recueillons aujourd'hui le bénéfice.

C'est grâce surtout à notre armée de terre, objet d'envie pour bien d'autres pays et de respect pour le plus connaisseur, l'Allemagne, que le chef de la France pouvait dire hier avec calme et fierté, en réponse aux déchaînements de l'envie : « Pas un arpent, pas un droit », et du même coup reporter très haut le moral de la France.

C'est grâce à notre armée de terre, garantie de notre sol, que l'Angleterre lie tout son destin au nôtre et que les États-

Unis voient dans la France une sorte de frontière militaire en Europe.

Il est indispensable, la France étant la couverture terrestre plus encore qu'aérienne d'une coalition occidentale, et d'abord de l'Empire français, qu'elle assure la défense victorieuse de nos frontières renforcées, même contre une coalition de peuples centraux, comme aux plus mauvais moments de la France de Louis XIV et de Vauban. Elle le peut ; tous les chefs militaires en ont la conviction, en Allemagne comme en France, même à un contre deux, la pire hypothèse vraisemblable ; mais à la condition d'être couverte au nord, la Belgique pouvant être d'heure en heure, en cas de conflit, l'objet d'une agression. Dix ou douze divisions anglaises, bien plus proches de la Belgique que ne le sont nos divisions africaines par delà une Méditerranée barrée, auraient dû être préparées pour venir au besoin aider les Belges à défendre leurs frontières qui sont aussi les frontières militaires de l'Angleterre sur le continent.

Chaque pays aurait eu sa juste part des armements terrestres et de la lourde obligation du service militaire. Notre charge terrestre écrasante aurait été un peu allégée, et nous aurions pu consacrer de plus gros efforts à nos armements aériens.

A défaut, nous nous privions dans une trop large mesure d'une arme qui est exceptionnellement précieuse pour un pays comme le nôtre, à la fois continental et maritime, parce qu'elle est réversible d'un théâtre terrestre à un théâtre maritime et inversement ; précieuse aussi pour une France dont la moitié africaine ne produit ni avions ni aviateurs. Nous nous privions enfin de l'arme offensive et supérieurement manœuvrière dans l'ordre stratégique que réclamait notre politique du centre européen.

Enfin, quels que fussent les besoins des armées de terre, nous acceptions une faiblesse aérienne qui était dangereuse à la fois pour ces armées et pour le territoire. Nous semblions l'oublier, il est plus difficile en l'air qu'à terre et même sur mer de lutter à un contre deux ou contre trois, à moins d'être supérieur par la qualité, ce qui ne dure qu'un temps en aviation et un temps que l'État autoritaire ne choisira pas pour déclencher une guerre.

L'ISOLEMENT AÉRIEN DE CHAQUE PAYS MENACÉ

La situation, dans le domaine aérien, des États menacés était d'autant plus grave que ces États méconnaissaient davantage les caractères de la stratégie aérienne, notamment la facilité pour l'Allemagne et l'Italie d'accabler séparément chacun d'eux et singulièrement la France, en faisant converger les attaques aériennes sur son sol. Ils ne tenaient pas compte que les armées de l'air, par leur mobilité, leur capacité de manœuvre, par la facilité relative de leur transport même d'un continent à un autre, devaient être considérées sur le plan européen et plutôt mondial. Ils ne reconnaissaient pas qu'il ne suffit plus à un pays d'assurer sa sécurité aérienne à lui seul en limitant cette sécurité dans leurs plans aux confins de son territoire national ou d'empire ; qu'il est en vérité dans l'obligation d'entrer dans un système de sécurité commun à plusieurs États et s'étendant aux régions de l'Europe ou du monde où ses intérêts essentiels sont en jeu, emmêlés avec ceux d'autres États, qui, pour la même raison, sont invités par la prudence à participer au même système.

La menace aérienne de l'Allemagne, jointe à celle de l'Italie, partant du centre de l'Europe et portant sur presque toute son étendue, sur la Méditerranée et sur l'Afrique septentrionale, il fallait parer à cet avantage de Berlin et Rome, non seulement par des plans combinés de constitution et d'emploi des armées de l'air, mais encore par certains préparatifs d'avant-guerre indispensables pour faire échec aux premières opérations combinées des États agresseurs, opérations qui seront les plus nocives de toute la guerre.

A l'âge de l'aviation où nous sommes, la politique internationale comporte nécessairement l'existence de collaborations éventuelles et actuelles, la fixation concertée des ressources à affecter dans chaque État menacé aux armements aériens par rapport aux autres armements et un commencement de stratégie combinée en action.

Du moment qu'on n'en avait rien fait, la France, en particulier, se trouvait dans une situation extrêmement critique ;

la surprise aérienne jouait de tout son poids contre notre pays.

En définitive, l'année 1938 a illustré cette vérité historique qu'une arme nouvelle, rationnellement et résolument exploitée par son perfectionnement et par sa multiplication rapides, peut créer la surprise aux dépens des pays pacifiques et devenir décisive sans combat dans les conflits politiques ou bien déchaîner la guerre en raison de la confiance excessive que des États ambitieux placent en elle. Mais lorsque la surprise a produit son effet, elle s'use vite et passe ; ce sera le cas, cette année, de la surprise aérienne.

Une arme nouvelle est bientôt contrebattue ; la multiplication rapide de cette arme appelle aussitôt une multiplication parallèle et aussi rapide chez celui qu'elle menace. Il y faut simplement du temps. Voilà déjà trois ans qu'a commencé de s'élaborer la surprise des armements aériens massifs de l'Allemagne préparant la guerre aérienne. En quantité et en qualité, la surprise n'est déjà plus d'un ordre de grandeur suffisant pour se révéler par trop accablante et moins encore écrasante.

L'ORDRE DE GRANDEUR DES FORCES AÉRIENNES

L'ordre de grandeur des effectifs de première ligne des armées de l'air allemande et italienne réunies peut être, ce printemps, de 6 000 avions environ ; celui de la production mensuelle des deux pays réunis de 1 000 environ.

L'ordre de grandeur des effectifs correspondants des armées de l'air anglaise et française réunies sera d'environ 3 600 à 4 000 ; celui de la production mensuelle des deux pays réunis augmentée de la production qui leur est affectée aux États-Unis et en quelques petits pays sera de 700 environ ; mais les deux chiffres, de mois en mois, croîtront plus vite dans les pays occidentaux que dans les pays centraux. On peut espérer qu'à la fin de l'année les effectifs en ligne et les rythmes de production seront à peu près équivalents, si même, avec l'appoint de la construction américaine, ils ne sont pas supérieurs pour le bloc franco-anglais.

LEURS QUALITÉS COMPARÉES

Autrement dit, la surprise du nombre sera bientôt passée. La surprise réalisée l'année dernière à l'égard de la qualité moyenne des appareils de première ligne sera plus vite passée encore au cours de la présente année. Tous les appareils de première ligne germano-italiens sont modernes, mais tous les appareils anglais le sont également et les nôtres le seront bientôt, puisqu'il ne sort plus de nos usines que des appareils modernes depuis près d'un an.

La qualité moyenne de nos avions est, d'autre part, améliorée par l'entrée en ligne progressive d'avions américains qui sont de la même classe que les meilleurs avions anglais et français. Les uns et les autres sont équivalents aux meilleurs avions en service en Allemagne et en Italie ; un avion de chasse anglais et un avion de bombardement français semblent même être supérieurs.

Nos moteurs, jusqu'à la puissance de 950 chevaux, et les moteurs anglais et américains jusqu'à 1 200 chevaux, ne sont dépassés par ceux d'aucun autre pays. Nous sommes un peu en retard, en France, pour la parfaite mise au point des moteurs de puissance supérieure à 1 000 cv. ; mais nos moteurs tout à fait remarquables de 950 cv. suffiraient à nous donner la très haute qualité de la plupart des types d'avion qu'il nous faut, et d'ailleurs des moteurs de 1 200 cv. nous sont livrés en quantité suffisante par la Grande-Bretagne et les États-Unis.

Indépendamment du rythme accéléré de la rénovation du matériel et de l'augmentation de puissance des moteurs, la qualité moyenne de notre aviation est en voie d'amélioration progressive du fait à la fois d'une série de mesures heureuses qui ont été prises et du redressement général de la France ; notamment par suite de la plus grande simplicité de conception des nouveaux avions, de la plus grande facilité de construction en série, d'un plus large emploi des matériaux nationaux, de l'augmentation et de l'amélioration du travail ouvrier, toutes choses qui entraînent une diminution considérable du temps de fabrication et un important abaissement du prix de revient.

En outre, les améliorations de qualité du matériel vont être activées par la création, déjà en cours, de centres de recherches pour tous les principaux éléments de l'avion. Ces centres permettront les études et expériences techniques les plus hardies et la réunion des moyens d'investigation les plus complets sur les progrès techniques réalisés dans le monde.

Quelle que soit l'importance extrême de la qualité du matériel dans la guerre de l'air, le personnel reste pratiquement l'élément de supériorité le plus sensible et le plus sûr ; nous avons grand tort de l'oublier. Car nous l'oublions. C'est un fait que la technique aéronautique des différents pays progresse à peu près parallèlement. La différence de qualité du personnel est, au contraire, plus durable et peut même être permanente si elle provient d'une aptitude plus grande de la race au bon accomplissement des missions aériennes ; la race française, par ses qualités de bravoure, d'intelligence, d'initiative et d'individualisme, est merveilleusement apte à constituer un personnel aérien de qualité supérieure. Or, la qualité du personnel est essentielle. Est-il possible qu'il n'en soit pas ainsi lorsqu'il s'agit de servir une machine aussi délicate, complexe et perfectionnée, dont les ressources sont extraordinairement extensibles suivant l'homme qui la manie, au point qu'elles ont permis aux combattants de l'air de se différencier entre eux infiniment plus que tous les autres instruments de guerre, de constituer même, indépendamment du grade, une hiérarchie des valeurs montant jusqu'aux as ?

La proportion du personnel instruit dont on dispose et de la quantité de matériel en ligne a, d'autre part, une très grande importance parce que ce matériel, aujourd'hui très robuste, peut être servi successivement et presque sans interruption par deux ou plusieurs équipes de personnel navigant, tout comme on le fait pour les machines-outils.

Or, c'est justement dans le personnel que réside encore la faiblesse de l'armée de l'air allemande, cette armée ayant grandi bien trop vite pour être déjà parfaitement instruite et cohérente, quatre ans à peine après le commencement de sa constitution effective.

Le personnel constitue au contraire la force de notre armée à nous, parce que cette armée a existé à peu de chose près dans son importance actuelle depuis la guerre et qu'elle

est parfaitement instruite dans tous ses éléments. Certes, nous avons été follement imprévoyants en ne nous décidant pas plus tôt à multiplier le personnel spécialiste pour permettre un accroissement des effectifs en ligne aussi rapide que le permettront le débit de nos usines et les achats de matériel à l'étranger. Aujourd'hui encore, nous nous privons d'une ressource de haute valeur en n'appelant pas tout de suite à l'aviation des cadres officiers et sous-officiers des armées de terre et de mer auxquels il manque seulement une instruction aérienne qu'ils sont capables d'acquérir en quelques mois. C'est là une ressource que n'ont pas les Allemands dont toutes les armées manquent de cadres.

En définitive, par la qualité du personnel, les armées de l'air franco-anglaises sont au moins égales à celles de l'Allemagne et de l'Italie. Celles-ci ont une supériorité par la qualité moyenne du matériel qui disparaît très vite. En revanche, elles ont un avantage numérique qui s'exprimera pendant quelques mois encore par un rapport de 6 à 3,6 ou 4 environ, avantage qui, heureusement, n'existera plus à la fin de l'année.

Une supériorité de cet ordre de grandeur serait insuffisante pour forcer la décision dans le temps qu'elle demeurerait assurée, c'est-à-dire pendant les premiers mois des opérations.

L'EXPÉRIENCE ET L'INCONNUE DE LA GUERRE DE L'AIR DÉCONSEILLENT LA GUERRE

Les armements aériens des États centraux, malgré leur supériorité numérique momentanée, favoriseraient probablement moins la décision que ceux des États occidentaux n'aideraient à la stabilisation des opérations, si on en croit l'expérience. Aussi importe-t-il de rapprocher la conception allemande de la guerre de l'air, qui est aussi celle de l'Italie, de l'expérience et des réalités. Même si l'expérience était tenue parfois pour insuffisante, il demeurerait que l'incertitude est grande sur les résultats qu'obtiendraient les armées de l'air ; ces incertitudes feront hésiter ceux qui voudraient lancer leurs peuples dans la guerre pour profiter encore d'une surprise aérienne qui passe.

Le chancelier Hitler et le maréchal Gœring n'ont pas la prétention de faire une Allemagne plus forte que la Grande-

Bretagne sur les mers. Mais l'armée de l'air est capable d'étendre ses opérations sur tout le théâtre maritime en Mer du Nord et en Méditerranée. Avec une armée de l'air très supérieure, avec une importante flotte légère et sous-marine, avec les forces aéro-navales de l'Italie neutralisant celles de la France, — toutes choses qu'ils croient réalisées, — la mer, espèrent Hitler et Gœring, *ne sera plus le théâtre réservé de l'Angleterre.* Selon eux, l'instrument avec lequel les Britanniques ont vaincu Napoléon et largement aidé à vaincre l'Allemagne de 1914-1918 verrait sa puissance fort réduite. Il n'empêcherait pas de détruire les immenses richesses et les ports du sud de l'Angleterre, de ruiner son commerce et de la mettre ainsi à genoux. L'armée de l'air est l'instrument pour renverser le colosse britannique.

A l'égard de la France, les deux chefs nazis ne prétendent peut-être pas non plus, même avec l'aide de cinquante divisions actives italiennes, enfoncer ses puissants barrages naturels et fortifiés de l'est, du sud-est et de Tunisie, ni abattre son armée. Mais l'armée de l'air est capable de frapper un pays par delà les armées terrestres et navales en même temps que de saper les arrières. Portée à des dimensions stupéfiantes, pensent-ils, elle effraiera les peuples des pays démocratiques, leur rendra encore plus insupportable l'idée d'une longue guerre terrestre et maritime et abattra d'avance, ou après l'épreuve, leur moral. Au cas d'une offensive vers l'ouest, elle retarderait la réunion des armées franco-anglaises et assurerait le succès d'une manœuvre stratégique menée sur un vaste front au sud comme au nord de la Méditerranée.

A l'égard du peuple allemand, ils espèrent vaincre son aversion manifeste pour la guerre. On lui affirme qu'elle n'aura pas la même forme que la dernière, qu'elle sera surtout aérienne contre la France et l'Angleterre, une guerre faite par des jeunes, des volontaires, une armée de métier, une guerre menée avec des moyens écrasants, tandis que le territoire allemand serait quasi à l'abri des attaques grâce à de formidables organisations défensives terrestres et aériennes.

Certes l'inconnue de la guerre de l'air invite à exploiter le doute et la peur aux dépens de ceux que l'on voudrait intimider. Mais, comme je le disais plus haut, c'est dans la

dernière guerre que l'aviation est apparue, déjà comme une arme nouvelle ; elle a aussi été largement utilisée dans les guerres récentes d'Espagne et de Chine ; il est possible de vérifier dans une certaine mesure la valeur des anticipations imaginées au delà du Rhin et des Alpes.

L'AVIATION CONTRE LA DÉCISION EN 1914-1918

L'aviation a précisément déterminé une révolution technique dans la dernière guerre, mais dans le sens contraire à celui que présupposent pour demain Allemands et Italiens. De 1914 à 1918, l'aviation a joué sans cesse contre la décision par le renseignement et comme arme de combat. Puisqu'on l'oublie, qu'il nous soit permis de le rappeler.

Par le renseignement d'abord, l'aviation a joué contre la décision, du commencement jusqu'à la fin de la guerre. Elle a été le plus grand ennemi du plan stratégique allemand initial. Elle l'a dénoncé suffisamment à temps pour conseiller la retraite stratégique. Elle a été bonne ouvrière de nos victoires et de l'immobilisation après deux mois d'opérations de cette armée colossale qui voulait, en quelques semaines, finir la guerre. En voici deux preuves éloquentes entre bien d'autres.

Après Morhange, les armées Castelnau et Dubail, qui venaient d'être très gravement éprouvées, se repliaient, suivies par l'adversaire qui se glissait déjà dans l'intervalle ouvert par la retraite entre les deux armées, devant la trouée de Charmes. L'état-major du général de Castelnau, connaissant l'état de dissociation de deux corps sur quatre de l'armée, doutait de la possibilité d'arrêter les Allemands entre Meurthe et Moselle, au sud de Nancy et de conserver le Grand Couronné dont l'encerclement stratégique se dessinait. Le général de Castelnau était résolu à s'accrocher au sol, mais il ne pouvait espérer, de quelque temps, reporter ses troupes en avant. Son chef d'aviation, dont il exigeait la présence à côté de lui lorsque cet officier n'était pas en mission aérienne ou occupé à réunir les renseignements des autres reconnaissances, devait lui répéter maintes fois pendant deux jours, fort de ce qu'il venait de voir : « Mon général, si vous pouviez attaquer dans la direction de Lunéville avec votre centre, votre

droite et la gauche du général Dubail, vous prendriez comme dans un étau le gros de l'armée ennemie aventuré en direction de Charmes et vous le rejetteriez au delà de la Meurthe. »

Une pareille opération paraissait au général une impossibilité matérielle. Mais ce grand soldat, étonnamment compréhensif de l'arme nouvelle, écoutait cette voix comme un encouragement venu d'en haut. Il préparait, puis déclenchait une contre-offensive concentrique vers la région de Lunéville et d'une armée en retraite faisait une armée victorieuse, définitivement maîtresse jusqu'à la fin de la guerre du Grand Couronné de Nancy et du cours général de la Meurthe.

L'avion manifestait son influence de la même façon à la bataille de la Marne, mais plus nettement encore tout au long de la course à la mer. L'armée française s'efforçait de déborder, voire même de tourner l'aile droite allemande. Mais l'armée allemande, revenue de son émotion, faisait aussitôt de même, et avec plus de chances de succès, parce qu'elle manœuvrait en lignes intérieures et recevait de nouvelles divisions de l'arrière et de l'intérieur. Nos officiers aviateurs avaient sous les yeux l'ensemble des armées opposées. Où que se portât la manœuvre allemande, — plus près ou plus loin de notre aile, — cette manœuvre était dénoncée assez à l'avance, et avec assez de précision, pour que le chef de notre armée d'aile puis le commandement en chef pussent y parer à temps. Il en était de même dans l'autre camp. Il advenait alors qu'aucune surprise ne se produisait ; que les deux armées opposaient toujours leurs nouveaux corps front à front ; qu'aucun succès décisif n'était possible ; que la stabilisation, la grande lourdeur des années aidant, devenait inévitable.

Jusqu'à la fin de la guerre, sauf de rares exceptions, l'aviation prévint ainsi de toutes les attaques et contribua fortement à les faire échouer, par exemple la grande offensive allemande de 1918 sur la Marne. Ainsi déjà par son seul renseignement qui est pour elle affaire de qualité et non de quantité, l'aviation avait sans cesse orienté la guerre vers l'indécision.

Elle agissait dans le même sens, dès que l'avion devenait une arme de combat. Ses progrès, sensiblement parallèles

de part et d'autre, ne modifiaient pas l'équilibre ; ils tendaient au contraire à le rétablir lorsque les autres armes l'avaient un moment rompu. La mobilité de l'aviation permettait à celui qui était attaqué, même si d'aventure il était surpris, d'opposer très vite le gros de ses forces aériennes à l'assaillant terrestre et aérien et de limiter son succès.

Il en serait probablement de même demain dans le cas d'espèce que nous envisageons. La vulnérabilité des armées offensives agissant à découvert et avec de gros effectifs, par rapport à celle des armées attaquées sur leurs positions, serait demain beaucoup plus grande encore que dans la dernière guerre, sous les coups de l'aviation et de l'artillerie guidée par l'aviation. Ainsi, même l'infériorité numérique étant admise, il est à prévoir que l'aviation franco-anglaise, grâce à sa qualité, contribuerait avec efficacité à empêcher une décision dans la lutte terrestre.

Si l'on considère la guerre d'Espagne pour interroger l'avenir, on est en droit d'escompter que l'aviation opérant contre nous n'aurait pas le pouvoir de déterminer, malgré la nôtre, le succès de sa bataille offensive, comme ce fut le cas à Bilbao, Santander et Gijon et peut-être sur l'Èbre, mais qu'il serait probablement donné à la nôtre de briser une offensive ennemie comme l'aviation brisa celle des nationalistes à Guadalajara et celle des gouvernementaux à Belchite et à Brunete, en 1937.

SUR MER, L'AVIATION JOUERAIT EN FAVEUR DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Sur mer, il ne semble pas davantage que l'aviation conduirait aux fins attendues par nos adversaires éventuels.

Il est vrai que l'Angleterre semble avoir reconnu *a priori*, en 1936, à la fois la puissance des forces légères aériennes et maritimes conjuguées contre les objectifs marins et Malte à son déclin. Cependant deux faits de la guerre d'Espagne sont frappants par leur constance et remettent une telle conclusion en question. D'une part, aucun navire de guerre n'a été détruit ni sérieusement atteint en mer par l'aviation. Toutes les tentatives ont été faites trop haut d'un côté comme de l'autre par crainte des canons contre avions.

D'autre part, la flotte gouvernementale est restée pendant plus de deux ans dans le port de Carthagène, offrant un objectif extraordinairement vulnérable et d'ailleurs accessible avec une exceptionnelle facilité. Mais Carthagène a toujours été défendue par huit batteries de canons modernes, quatorze sections de projecteurs et une escadrille d'avions. Elle n'a pas été sérieusement attaquée par les forces aériennes importantes des nationalistes et la flotte n'a pas été atteinte.

Autrement dit, la prétention de détruire par l'aviation des bases navales et des cuirassés ou croiseurs en mouvement, objectifs qui sont aujourd'hui très bien défendus, ne repose sur aucune expérience probante. Il n'est pas probable que l'aviation italo-allemande réussirait à déloger les navires de guerre franco-anglais de Gibraltar, de Mers-el-Kebir, de Bizerte et de Malte, ni à empêcher leurs croiseurs et cuirassés de tenir le large dans la Méditerranée ou dans la Mer du Nord. Les gros navires italiens et allemands y seraient au contraire en difficulté pour poursuivre une mission offensive. En revanche, l'aviation rendrait les mers précitées impraticables aux transports de troupe et aux navires de commerce. Mais cette interdiction serait plus dommageable à l'Italie et à l'Allemagne qu'aux Puissances occidentales, celles-ci disposant des libres communications océaniques et des entrées et sorties de la Méditerranée et de la Manche.

LA DIFFICULTÉ DE L'ATTAQUE DU TERRITOIRE ET L'INCONNUE DE LA GUERRE AÉRIENNE

L'offensive aérienne pour l'attaque continue des objectifs du territoire, notamment des villes, de l'outillage national et de tout ce qui intéresse l'économie du pays, est ce qui constitue à proprement parler la guerre aérienne. C'est dans cette guerre aérienne que les Allemands et les Italiens voient la forme capitale et décisive d'une guerre de demain.

En réalité, l'efficacité des résultats qu'obtiendraient les armées de l'air dans le développement de cette guerre aérienne était une inconnue totale jusqu'au moment où la guerre d'Espagne est venue nous en donner une notion imprécise, mais néanmoins précieuse.

Berlin et Rome ont voulu impressionner le monde par la mise en œuvre, en Espagne, de leurs meilleures machines aériennes et antiaériennes et par la publicité faite autour de la multiplication extraordinaire de ces machines en Allemagne et en Italie. L'horreur de la guerre aérienne n'a été que trop démontrée et aussi bien aux peuples des États totalitaires qu'à ceux des États dits démocratiques. Néanmoins, l'expérience espagnole permet de croire que les Allemands et les Italiens exagèrent à dessein les résultats probables d'une guerre aérienne à l'ouest et au centre de l'Europe.

Les résultats à la guerre sont toujours fonction, non pas de la valeur absolue, mais du déséquilibre des forces qui s'opposent. Or, 800 avions nationalistes opérant contre 150 à 200 gouvernementaux, contre une défense terrestre faible ou absente, attaquant à volonté par surprise et à courte portée, accomplissaient une tâche autrement facile que serait celle de 6 000 avions germano-italiens opérant contre 3 600 anglo-français et peut-être aussi contre des avions orientaux, contre une solide défense terrestre, et enfin sur des objectifs bien plus difficiles à atteindre et à aborder.

Les seuls gros objectifs faciles à aborder en France sont sur la côte méditerranéenne. Mais la vulnérabilité de l'Italie côtière est tellement plus grande que celle de la France que nous aurions contre elle beau jeu. Et, d'autre part, Brême et Hambourg seraient plus faciles à attaquer que Londres.

D'ailleurs, une technique nouvelle fait naître une autre technique qui en neutralise les effets ; c'est encore un enseignement de l'histoire, et l'enseignement se vérifie en ce moment, au dire des Allemands eux-mêmes. Ils célèbrent dans leur presse le barrage quasi infranchissable opposé aux incursions éventuelles des avions occidentaux de la Suisse à la Mer du Nord. Il y a encore ici une exagération systématique et à sens unique. Ce qui serait vrai d'un côté de la frontière le serait aussi de l'autre. Mais il y a probablement dans l'affirmation allemande beaucoup de vrai. Les moyens de protection et de parade contre l'aviation progressent chaque jour en qualité et en nombre. Dans la lutte du canon et de l'avion pour l'amélioration ou pour la diminution d'efficacité du tir contre avion, c'est le canon qui prend le dessus, puisque le nombre de coups nécessaires pour abattre un avion va sans

cesse en décroissant. Les avions vont toujours plus vite et plus haut ; mais les canons en construction ont une cadence de tir et une portée toujours plus grandes. Les canons contre avion, dont le nombre augmente tous les jours, sont déjà et seront plus encore demain pour l'avion des adversaires extrêmement redoutables. De leur côté, les avions de chasse se multiplient et montent en l'air comme des flèches. Bientôt toute portion du territoire sera défendue par eux immédiatement et non plus au prix de manœuvres compliquées.

D'autre part, la crise de 1938 a fait faire d'énormes progrès à la défense passive ; elle a provoqué une sorte de révolution à son bénéfice.

Dès maintenant, l'offensive contre les objectifs du territoire serait une tâche très ardue et d'autant plus que l'incursion serait plus profonde ; elle serait plus facile de nuit sur les objectifs d'étendue restreinte, mais ceux-ci seraient invisibles. Pour gagner la guerre aérienne, l'aviation devrait sans cesse mener l'offensive profonde en luttant à la fois contre l'aviation, contre la défense terrestre adverses et contre les circonstances atmosphériques, c'est-à-dire à une arme contre trois : on pourrait même dire contre quatre, en y ajoutant les moyens de transmission, ceux de l'attaque ayant intérêt à rester muets chez l'ennemi. C'est beaucoup !

Rappelons-nous que presque tous les écrivains militaires d'avant-guerre, et Foch lui-même, vantaient à l'envi les vertus de l'offensive terrestre. Les premiers faits de la guerre de 1914 démontraient au contraire la supériorité de la défense tactique sur l'offensive. Tous les aviateurs jusqu'ici ont prôné l'offensive aérienne. Le moment vient cependant où l'offensive aérienne dans les régions de l'ouest et du centre européen serait extrêmement ingrate. Celui qui voudrait la mener sans répit perdrait peut-être la guerre aérienne en voulant la gagner.

Quoi qu'il en soit, d'ailleurs, c'est un fait que les bombardements aériens n'ont jamais démoralisé les populations espagnoles et que la guerre aurait duré longtemps encore, s'il n'y avait eu, en Catalogne, un très sensible déséquilibre dans la qualité des armées de terre, sur mer, la déficience complète de l'un des belligérants, et à l'arrière le découragement provoqué par les divisions politiques et l'inexistence de la défense aérienne.

VANITÉ ACTUELLE DES ARMEMENTS AÉRIENS MASSIFS DU REICH

En réalité, il n'y a pas de chef militaire en Allemagne et en Italie, comme en Angleterre et en France, qui croie sérieusement à la possibilité d'une décision rapide dans une guerre qui opposerait les armées de ces pays. Il n'y en a pas non plus qui puisse croire sérieusement que l'on vaincrait avec les seules armées de l'air.

Assurément, la supériorité aérienne est indispensable pour remporter d'importants succès sur terre et sur mer et pour gagner finalement la guerre. Ces succès seront même d'autant plus importants et rapides que la supériorité sera plus accusée. Il y a néanmoins une limite à l'aide directe et indirecte que les armées de l'air peuvent apporter aux armées de terre et de mer arrêtées par des résistances insurmontables; les armées de l'air, au delà de cette limite, seraient impuissantes à faire pencher la balance des forces à terre ou sur mer, si ce n'est avec beaucoup de temps.

Or, ce n'est pas avec des armes aériennes de qualité égale et avec la supériorité numérique sur laquelle elles peuvent provisoirement compter que les armées de l'air germano-italiennes pourraient forcer la décision sur terre ou sur mer, soit par le concours apporté aux armées de terre et de mer, soit par la guerre aérienne proprement dite...

Ainsi apparaît la vanité actuelle des armements aériens massifs auxquels a procédé le Reich. Ceux-ci ont surpris la France, et lui ont fait courir en 1938 un immense danger dont la réalité est pour nous un effroyable reproche. Mais ils ont provoqué aussi chez elle un magnifique redressement et notamment celui de son armée de l'air; sa production aéronautique va égaler celle de l'Italie et elle pourra au besoin la dépasser. L'Angleterre est à la veille d'adopter un équivalent du service obligatoire et prévoit une aide terrestre importante à la France sur le continent, permettant ainsi à la France de se renforcer encore dans les airs; elle est devenue une immense usine d'aviation prolongée au Canada, dont la production va égaler celle de l'Allemagne; ses états-majors sont désormais en liaison étroite avec les nôtres. Les États-Unis enfin prévoient l'avenir et mettent en construc-

tion 6000 avions destinés à leur défense morale et matérielle, en considérant que la France est en Europe comme la marche-frontière de leur propre pays et de la liberté des peuples.

La surprise aérienne du nombre existe encore, mais il semble évident qu'elle n'existe plus pour longtemps et qu'elle ne peut, entre temps, constituer une promesse de victoire et de guerre courte. Les peuples occidentaux ne se laissent pas plus impressionner que les peuples centraux par la menace des horreurs de la guerre aérienne. D'autre part, les incertitudes sur l'efficacité de cette guerre n'incitent pas les dirigeants des peuples centraux à l'entreprendre. Dès lors, les armements aériens massifs seront-ils poursuivis en Allemagne à la cadence de près de 3 milliards par mois et aussi à la cadence de près de 3 milliards de matériel périmé qui, chaque mois à partir de cette année, vont aller à la ferraille ?

Par leur folle ampleur, les armements aériens de l'Allemagne ont fait croire plus que tous autres à la guerre en 1938. Certes, ils sont encore bien dangereux pour la paix en 1939. Mais il est permis d'espérer que nous sommes à la veille d'une limitation concertée des armements, d'un retour à la raison et à une atmosphère plus pacifique, pourvu qu'aucun pays d'Europe ne donne à croire au chancelier Hitler qu'une guerre blanche est encore possible.

GÉNÉRAL ARMENGAUD.

HISTOIRE DE RICHELIEU

L'ANNÉE DE CORBIE

(1636)

LES CAMPS ET LA COUR

« Je crois grandement contribuer au bien public du Royaume en divertissant par mes lettres Votre Éminence tant occupée à de grandes affaires, pendant qu'elle abaisse et repose son grand esprit par la lecture des miennes (1). »

Le religieux qui avait écrit cette lettre au cardinal, le 12 mars 1636, était le Père Jean-Baptiste Carré, supérieur du noviciat des Frères Prêcheurs à Paris. Ce noviciat, fondé par le cardinal, s'élevait dans le faubourg à quelque distance de la porte Saint-Germain et de cette abbaye de Saint-Germain des Prés qui méritait encore son nom champêtre. Le couvent de l'ordre de Saint-Dominique n'était alors qu'une simple maison « bâtie au milieu de quelques jardins et terres cultivées ». Il fallut attendre la fin du siècle pour que s'élevât l'église du noviciat (aujourd'hui l'église Saint-Thomas d'Aquin), l'une des meilleures œuvres de l'architecte Bullet.

Les lettres du supérieur apportaient à Richelieu les mille bruits de la Cour, de la ville et même de l'Europe, car le Père Carré correspondait régulièrement avec le Père général résidant à Rome. Elles y ajoutaient souvent les conseils et les suggestions les plus utiles. Le conseiller était d'un dévouement qui ne reculait devant rien. Il s'était « consacré » au cardinal par « un lien indispensable d'obéissance, qu'il avait fait et signé de sa main » quelques années plus tôt.

Cette année même, le 1er janvier 1636, il avait renouvelé

(1) Archives des Affaires étrangères. *France* 820, folio 158.

sa promesse. « Non point pour aucune raison humaine, espérance ou crainte temporelle, mais seulement pour obéir au sentiment supérieur qui l'y portait. »

Le cardinal duc, de son côté, écrivait à Rome, le 2 avril 1636 : « Le Père Carré est un des meilleurs religieux du monde, que j'aime et affectionne, et dont la vie est très exemplaire. »

En cette fin de l'hiver 1635-1636, ce Dominicain, « dévoué » à Richelieu « jusqu'à la mort », s'appliquait à traverser, pour la plus grande gloire de Dieu et la plus grande satisfaction du cardinal, les amours du Roi. Celle que Louis XIII aimait, le religieux, dans ses lettres, la nommait mystérieusement « la petite » : c'était une enfant de seize ans, tiraillée entre la passion que lui inspirait le Roi et le désir qu'elle avait toujours eu de prendre le voile. Elle s'appelait Louise de La Fayette, elle était l'une des filles d'honneur de la Reine, et ses parents, Jean de La Fayette, seigneur de Hautefeuille, et Marguerite de Bourbon-Busset, vivaient dans leurs terres d'Auvergne ou de Morvan (1).

Richelieu, à vrai dire, avait commencé par favoriser cet amour innocent. Avec un roi comme Louis XIII, la vertu de la jeune fille semblait ne courir nul danger et le crédit du ministre en courrait certainement beaucoup moins sous le règne de Mlle de La Fayette que sous celui de Mlle de Hautefort : celle-ci avait repoussé toutes les offres de service de Son Éminence et restait attachée à la reine Anne d'Autriche, dont elle était, elle aussi, l'une des filles d'honneur. Le cardinal avait cru d'abord que Louis XIII, amoureux de Mlle de Hautefort, ne retomberait plus dans ses mélancolies : il était détrompé. Le Roi mourait d'émotion et de jalousie devant la splendide créature blonde, moqueuse et spirituelle, qui avait, un jour, caché en son sein un billet qu'il avait vu et dont il voulait se saisir. Sous le regard amusé de la Reine, le Roi avait montré quelque audace et tenté de rattraper l'inquiétant billet au moyen de pincettes d'argent.

Mais Louis XIII paraissait maintenant un peu las d'aimer sans être payé de retour.

(1) Le frère aîné de la jeune fille, François, comte de La Fayette, devait épouser, en 1655, l'auteur de *la Princesse de Clèves* ; l'un de ses arrière-neveux, le marquis de La Fayette, devait être, sous Louis XVI, le héros de la guerre d'Amérique.

Et c'est pourquoi, vers le début de l'année 1635, une petite coterie avait songé à pousser Mlle de La Fayette à la place de Mlle de Hautefort. Le duc de Saint-Simon (1), le duc d'Halluin, François de La Fayette, évêque de Limoges, premier aumônier de la Reine et propre oncle de Louise, Sanguin, seigneur de Livry, maître d'hôtel, gentilhomme ordinaire du Roi, étaient entrés dans cette cabale. A ces intrigants, s'étaient jointes une parente de Louise, Marguerite de La Rochefoucauld-Randan, veuve de Henri de Bauffremont, marquis de Senecey, Mlles d'Aiches, de Vieuxpont et de Polignac, la première dame d'honneur, les trois autres filles d'honneur de la Reine.

Louis XIII n'était pas resté insensible à tout le bien qu'on lui disait de Mlle de La Fayette, cette beauté brune, moins éclatante que la beauté blonde, mais qui, avec un visage régulier et plein d'agrément, « avait de la douceur et de la fermeté dans l'esprit ». « Le cardinal, raconte La Porte, protégea tellement cette intrigue qu'en peu de temps on vit que le Roi ne parloit plus à Mlle de Hautefort et que son grand divertissement chez la Reine étoit d'entretenir Mlle de La Fayette et de la faire chanter. » Bien conseillée, elle ne perdit point cette faveur : « elle chantoit, elle jouoit aux petits jeux, elle étoit sérieuse quand il falloit l'être, elle rioit de tout son cœur dans l'occasion et même quelquefois plus que de raison ». Dès le 28 août 1635, Louis XIII ne dissimulait pas à Richelieu sa passion naissante : « La Fayette est fort malade, ce qui me met un peu en peine (2) », mandait-il au cardinal. Et, le 29 octobre, étant au château de Vielsmaisons, il annonçait d'un ton presque joyeux : « Pour nouvelles d'ici, Baradat (3) est amoureux de la Hautefort et elle en dit tout le bien du monde. »

Cependant M. de Chavigny, secrétaire d'État, observait, et il écrivait au cardinal de La Valette que Louis XIII « parloit souvent à Mlle de La Fayette, qui ne faisoit ni bien ni mal », ce qui veut dire qu'elle ne parlait ni pour ni contre Richelieu. Mais bientôt le cardinal duc constatait sans aucun

(1) Père de l'auteur des *Mémoires*.

(2) Affaires étrangères, *Lettres de Louis XIII à Richelieu*.

(3) François de Baradat, marquis de Damery, premier gentilhomme de la Chambre.

plaisir qu'elle obtenait des grâces sans son entremise. Il essaya de la gagner. Peine inutile : M[lle] de La Fayette avait pour lui les sentiments de M[lle] de Hautefort. Alors il songea à l'éloigner en se servant de ce désir de prendre le voile qui n'avait jamais quitté la jeune fille. C'est le Père Carré qu'il chargea d'entretenir et de raviver au besoin cette vocation. Louis XIII laissait faire : « Ce n'est nullement mon dessein, écrivait-il à Richelieu, de contraindre la fille en quoi que ce soit. »

La Cour connaissait la vocation de M[lle] de La Fayette. C'était l'attitude de M[lles] de La Fayette et de Vieuxpont qui avait tout révélé : « J'ai toujours nié, protestait Louis XIII, quand Sanguin m'a demandé si le Père (Carré) ne m'avoit pas parlé de la chose à Saint-Germain. » Puis le Roi s'était enfui pour ne plus être en butte aux regards inquisiteurs : « Je pris, confiait-il à son ministre, la résolution de m'en aller à Versailles, de peur que ma mine et mes actions ne fissent découvrir quelque chose à M[me] de Senecey et aux autres et aussi pour donner du temps à la fille d'exécuter son dessein, ne désirant être à Paris quand l'affaire se feroit. »

Le 28 la « petite » se rendit au noviciat des Dominicains pour se confesser au Père Carré. Avant la confession, elle lui confia certains détails qui confirment la lettre de Louis XIII. Le Père s'empressa de les transmettre au cardinal : « Par mégarde et sans y avoir pensé, le jour que je parlai au Roi, le soir, étant devant lui proche le lit de la Reine, elle tint les yeux bas, ce qui déplut beaucoup au Roi, ainsi que M. Seguin (1) le lui a dit, et je m'étonne de cette faute, parce que je lui avois conseillé tout le contraire. Elle me dit que M. Seguin l'avoit tant interrogée sur la religion et, quoiqu'elle biaisât et équivoquât en ses réponses, il voulut néanmoins avoir assurance et promesse d'elle qu'elle parleroit au Roi avant sa retraite. Sur ce, nous avions accordé hier ensemble qu'elle verroit le Roi demain au soir et que, lundi au matin, elle s'en iroit à Sainte-Marie, où, entrée, elle me donneroit des lettres pour Sa Majesté, Votre Éminence, son oncle et sa tante. Je lui dis qu'elle feroit bien d'écrire aussi

(1) Pierre Seguin, aumônier d'Anne d'Autriche

à la Reine. Elle me dit qu'il n'en étoit pas besoin, parce qu'elle en seroit bien aise. Elle me témoigna d'être la plus contente du monde. Après, elle s'en alla communier. »

Le Père Carré apprit bientôt que la gouvernante des filles d'honneur, gagnée par Mme de Senecey et l'évêque de Limoges, travaillait contre lui. Il vint au Louvre et, deux heures durant, l'entretint de l'affaire dans sa chambre. La gouvernante lui dit que la petite craignait qu'en raison de sa jeunesse ses parents ne la contraignissent, par arrêt du Parlement, à sortir du couvent. A travers un « labyrinthe de paroles », le religieux parvint à démêler qu'elle ne pourrait réaliser son pieux dessein avant de longs mois. Et Richelieu recevait lettres sur lettres, car le religieux était un correspondant infatigable, malgré « le manque d'appétit, la sciatique, les menaces d'hydropisie et de paralysie pour lesquelles il demandait à Son Éminence la permission d'aller prendre l'été prochain les eaux de Bourbon (1) ». Le 14 février, le Père Carré annonçait qu'il avait réussi à convaincre la gouvernante en ne lui cachant pas qu'il « avoit le consentement du Roi et de Son Éminence et que Son Éminence lui sauroit gré aux occasions de cette affaire ».

Trois semaines plus tard, tout semblait céder à la volonté du cardinal, la cabale était en déroute. Sanguin, qui n'en avait pas été le promoteur le moins ardent, témoignait maintenant à la jeune fille une froideur ironique; Mlle de La Fayette, n'y comprenant rien, s'écriait : « Oh! je ne peux pas supporter vos inégalités. » Elle ne tardait guère à apprendre qu'il la desservait auprès du Roi. Dans son dépit, « elle en demandoit raison à Sa Majesté ».

Telles étaient les nouvelles dont le Père Carré essayait de divertir le cardinal dans la lettre du 12 mai 1636, qui ouvre ce récit. Le « divertissement » ne laissa pas de jeter quelque inquiétude dans l'esprit de Son Éminence, car le Dominicain ne cachait pas que, si « la cabale étoit en déroute », Louis XIII résistait encore : « Le Roi, avouait-il, passionne la petite plus que jamais, et lui parle seul à seule plus souvent et plus longtemps qu'auparavant. »

(1) Affaires étrangères, *France* 821, folio 126.

LA CAMPAGNE EST COMMENCÉE

Trois mois se sont écoulés... Richelieu, qui « sait bien qu'il n'y a que Paris où l'on puisse vider les affaires » et qui ne se sent plus capable de demeurer deux jours de suite dans l'accablement qui s'y rencontre », s'est sauvé « aux environs ». Il est à Conflans-l'Archevêque, la splendide maison agrandie et embellie au siècle précédent par M. de Villeroy, secrétaire d'État ; il peut se reposer sur la colline, dans les jardins que Ronsard a chantés, d'où l'œil voit la Marne mêler ses eaux à celles de la Seine. La Cour est à Fontainebleau. Ce mercredi 18 juin 1636, Mlle de La Fayette, souffrante, ne sort pas de sa chambre, dont la fenêtre s'ouvre au rez-de-chaussée du château. Voici le Roi qui passe. Il l'a aperçue, il s'arrête et reste un quart d'heure à causer avec elle (1).

Le cardinal fut bientôt averti par son neveu, Armand de Maillé, le jeune marquis de Brézé, fils du maréchal. Il n'eut pas à s'inquiéter outre mesure. Louis XIII arrivait alors du château de Tigery, rendez-vous de chasse fort proche de la forêt de Sénart, l'une de ses étapes favorites sur la route de Fontainebleau. C'est de là qu'il avait, deux jours auparavant, écrit à son ministre ces lignes affectueuses : « Je finirai ce mémoire en vous assurant que je ne fus jamais ni si content, ni si satisfait de vous que je le suis. Saint-Simon m'a encore assuré que vous l'étiez de moi, ce qui m'a donné une extrême joie, et ne voudrois pour rien au monde n'avoir fait ce petit voyage (2). »

La campagne de 1636 était commencée sur tous les fronts, en Italie, en Franche-Comté, en Alsace, en Allemagne, aux Pays-Bas, et Richelieu avait envoyé à Louis XIII de bonnes nouvelles de la comté de Bourgogne, où Monsieur le Prince assiégeait la ville de Dôle, qu'il se flattait de prendre avant peu, si elle n'était secourue. Dans son enthousiasme, le Roi avait envoyé au cardinal « un mémoire de quelques pensées » que lui avaient inspirées ces nouvelles si heureuses : « Vous en prendrez ce qu'il y aura de bon, disait-il, et

(1) Affaires étrangères, *France* 121, folio 47.
(2) *Ibidem, Lettres de Louis XIII à Richelieu.*

rejetterez ce que vous ne trouverez pas à propos. »

Ce que Louis XIII trouvait à propos, c'était d'avertir Monsieur le Prince que le comte de Soissons avait ordre de « suivre les ennemis, s'ils passoient la Moselle » et que l'armée de Monsieur le Comte et celle du cardinal de La Valette les empêcheraient de fondre sur ses derrières pour débloquer la place : « J'ajouterai, déclarait le Roi, qu'il faut lui donner quelque espérance que je me pourrois bien avancer en ce pays avec sept ou huit mille hommes de pied et mille ou douze cents chevaux pour me joindre à lui, chose à quoi je ne pense point. A un homme de son humeur, il faut employer toute chose pour l'assurer afin qu'il continue le siège qu'il a commencé, lui faisant connaître que de cette place dépend la conquête du pays, et aussi que, le bruit courant dans l'armée de ma présence, cela pourroit produire quelque bon effet (1). »

Cependant la gravité des événements absorbe toutes les pensées de Louis XIII. Mlle de La Fayette n'est plus au premier plan des préoccupations royales. Le prince, écrivant au cardinal, le 23 juin, s'est contenté de dire : « Je vis hier La Fayette qui m'a reconfirmé ce que La Chesnaye m'avoit dit de sa part (2). » Il est tout à l'invasion menaçante et il n'a pas caché son angoisse : « J'ai songé toute cette nuit au cardinal de La Valette. J'ai bien peur que les ennemis le combattent, avant que le renfort qu'on lui envoie l'ait joint ; le bon Dieu l'ordonnera selon sa volonté (3). »

LES IMPÉRIAUX A MOINS DE QUARANTE LIEUES DE PARIS

L'un des derniers jours du mois de juillet 1636, le Conseil du Roi se tenait sur les hauteurs de la belle maison que le maréchal de Bassompierre, toujours emprisonné à la Bastille, avait la sagesse de prêter au cardinal. Richelieu, à ce Conseil, ne manqua point de fulminer contre M. de Saint-Léger, qui venait de rendre à Thomas de Savoie, prince de Carignan,

(1) Affaires étrangères, *Lettres de Louis XIII à Richelieu.*

(2) Charles d'Ayme, sieur de la Chesnaye, premier valet de garde-robe du Roi, fut promu, cette année même, premier valet de chambre.

(3) Affaires étrangères, *Lettres de Louis XIII à Richelieu.* Voir Louis Vaunois, *Vie de Louis XIII*, page 439.

général au service de l'Espagne, la ville du Catelet dont il était le gouverneur. Le Catelet, à quatre lieues et demie de Saint-Quentin, à quarante à peine du Louvre, et cela au moment où Du Bec se rendait à La Chapelle ! Le ministre avait beau dire, pour essayer de se consoler, que les deux places étaient « deux trous », sa colère ne faisait que croître.

Il fut résolu que MM. de Bellejambe et de Choisy partiraient pour l'armée avec ordre d'informer contre les deux coupables, dont l'un s'était réfugié dans les pays étrangers et dont l'autre, le baron de Saint-Léger, se trouvait encore à Ham.

A peine sorti du Conseil, Louis XIII eut l'imprudence de révéler au duc de Saint-Simon, son premier écuyer, ce qui venait d'être résolu. Confidence d'autant plus fâcheuse que le gentilhomme qui allait être arrêté, Étienne de Rouvroy, baron de Saint-Simon, était le propre oncle du favori. M. le Premier ne fût pas plus tôt demeuré seul qu'il envoya en toute hâte un courrier à son frère, le marquis de Saint-Simon, maréchal de camp, gouverneur et grand bailli de Senlis, capitaine de Pont-Sainte-Maxence, capitaine et concierge du château royal de cette dernière ville, qui est l'un des principaux passages de l'Oise. Il conjurait son frère, — qui était à son poste de commandement, — d'avertir leur oncle. C'est pourquoi le 28 juillet, Saint-Léger fut averti à l'*Hôtel de l'Échiquier*, vers dix heures du matin, par le courrier de son neveu, qui avait devancé à Compiègne celui du cardinal. Il mangea un morceau, qui lui fut porté dans sa chambre, puis, vers une heure de l'après-midi, ayant réclamé ses chevaux, il s'éloigna, suivi de deux laquais. Le fugitif franchit l'Aisne à Berry-au-Bac, coucha dans la maison du passeur, retraversa la rivière le lendemain, et disparut dans la direction de Clermont. Déclaré, ainsi que Du Bec, criminel de lèse-majesté, il fut condamné à être tiré à quatre chevaux en place de Grève, — par contumace, heureusement pour lui. Une somme de soixante mille livres était promise à qui apporterait sa tête au Roi. La sentence fut exécutée le 18 août 1636 et, de peur que l'on ne crût que, si les condamnés eussent été présents, elle eût été moins cruelle, Richelieu écrivit, le 23, au cardinal de La Valette : « On les a tirés à quatre chevaux en effigie et leurs personnes seront traitées de même en quelque lieu qu'ils soient trouvés. »

L'ENNEMI PASSE LA SOMME

Richelieu eût été moins sévère, s'il eût été moins inquiet. Le 3 août 1636, dans sa délicieuse retraite de Chaillot, on lui annonça Henri des Cars de Saint-Bonnet, sieur de Saint-Ibar, le confident le plus intime du comte de Soissons. Les Espagnols, admirablement équipés, avaient passé la Somme au nombre de vingt-cinq mille. Les dix mille soldats de Monsieur le Comte, qui n'avaient pas plus de cinq à six pièces de quatre ou cinq livres de balles, qui manquaient de poudre et se trouvaient à la veille de manquer de mèches, ne pouvaient que battre en retraite. Le champ était libre aux ennemis jusques à l'Oise.

Saint-Ibar, consulté par le cardinal, assista au Conseil qui suivit. Voici les mesures qui y furent prises : la levée de trente mille hommes à pied et d'une cavalerie nombreuse à Paris et aux environs, pour renforcer l'armée de Picardie et garder les bords de l'Oise, une contribution volontaire demandée à tous les Parisiens, sans en excepter un seul. Et les ordonnances succédèrent aux ordonnances : ordonnance enjoignant au prévôt de Paris « d'assembler les sept corps de métier » afin de les prier de préparer « un état du nombre d'hommes qu'ils voudroient soudoyer pour le service du Roi »; ordonnance obligeant « tous les gentilshommes, soldats et autres personnes portant les armes, qui se trouveroient sans emploi, d'aller s'enrôler dans les vingt-quatre heures chez M. le Maréchal de La Force, à peine pour les gentilshommes de déchoir du titre de noblesse, et pour les autres d'être poursuivis criminellement »; ordonnance prescrivant « à tous privilégiés et exempts de taille de se trouver dans six jours à Saint-Denis, montés et armés le mieux qu'il leur seroit possible, à peine de déchoir de leurs privilèges et d'être imposés à la taille »; ordonnances « commettant les sieurs Saintot, Perrot et de La Cour pour les contributions de chacune des compagnies du Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides, Grand Conseil, trésorier de France et ce que les sept corps de marchands et artisans voudroient donner pour soudoyer des gens de guerre ».

La Force ne manqua point d'aller de bonne heure, le

5 août, rendre compte de sa mission à Chaillot. L'une des ordonnances prescrivait à ceux qui désiraient se présenter d'eux-mêmes pour être enrôlés, de se rendre devant l'hôtel de ville, d'où on les acheminerait à l'hôtel de La Force : la haute porte cochère, rue du Louvre, en face de l'entrée féodale du château, s'ouvrirait pour leur permettre de se faire inscrire. Mais le maréchal ne les avait pas attendus : il s'était rendu lui-même à l'hôtel de ville et, assis sur les degrés, il avait reçu les engagements.

Les Parisiens aimaient en ce vieillard de soixante-dix-huit ans, l'ami et le compagnon d'armes de Henri IV, ils croyaient découvrir en son visage de Gascon quelque chose de la bonhomie énergique et spirituelle du Béarnais. Lorsque, vers la fin de 1635, après avoir mis ses troupes en quartiers d'hiver et laissé le commandement de l'armée au marquis de La Force, il était revenu à Paris, il avait été accueilli par de grandes caresses du Roi et du cardinal et l'applaudissement universel des Parisiens. Ses *Mémoires* en donnent la raison avec leur bonhomie ordinaire : « Il est certain, y lisons-nous, que ce fut un temps bien favorable pour lui, car trois autres généraux qui commandoient de puissantes armées, savoir le maréchal de Créqui celle d'Italie, M. le cardinal de La Valette celle d'Allemagne et MM. les maréchaux de Châtillon et de Brézé celle de Flandre, avoient tous reçu du désavantage et avoient été malmenés. Cependant ledit maréchal eut ce bonheur que, bien que véritablement le plus faible, il ne laissa pas de pousser toujours les ennemis et de prendre de grands avantages. » Sur les degrés de l'hôtel de ville, en ce début du mois d'août 1636, les crocheteurs lui touchaient dans la main en disant : « Oui, monsieur, je veux aller à la guerre avec vous. »

Cependant la menace espagnole s'aggravait. L'entretien du ministre et du vieux guerrier se termina sur une lettre, que l'un dicta en présence de l'autre et fit porter au château de Madrid, où Louis XIII était accouru pour être plus près du Louvre. « Sire, écrivait au Roi le cardinal, M. le maréchal de La Force étant céans, tous deux, nous prenons la hardiesse de mander à Sa Majesté qu'il est important qu'elle aille aujourd'hui coucher à Paris et y demeure... jusqu'à ce que les troupes soient amassées, ce qui sera, s'il

plaît à Dieu, dans trois jours. Il plaira au Roi d'envoyer, toute affaire cessante, à Chauny un homme déterminé, et, au pont de Sainte-Maxence un homme de qualité... J'envoie le petit marquis de Brézé à Pontoise avec son gouverneur, qui est homme de guerre. Il faut en cette occasion mettre toute pierre en œuvre. Il plaira au Roi... faire pourvoir à tous les passages de Seine par ceux qu'elle y a destinés. Il est aussi bon d'envoyer à Creil, à Beauvais et à l'Isle-Adam rompre tous les ponts. Des mousquetaires de Sa Majesté remuants et agissants sont capables de faire exécuter cela et je crois qu'il est bien important qu'ils demeurent là comme surveillants. Nous estimons aussi qu'il est important qu'elle envoie quelqu'un trouver M. le maréchal de Châtillon pour le prier de s'avancer dès aujourd'hui à Senlis, sans retardement ni sans équipage. M. le marquis de Mortemart, ou autre de qualité, sera bon pour le faire partir devant lui. Je crois qu'il est bon que Votre Majesté dépêche quelqu'un à Monsieur avec ordre de faire lever deux ou trois régiments en Touraine, Blaisois et autres lieux par tous ceux qu'il a auprès de lui. Il faut que chacun serve en cette occasion. »

La galerie des Rois était l'une des merveilles du Louvre (1). Elle s'étendait le long du quai de l'École, au-dessus du nouvel appartement de la Reine. Longue de trente toises, large de vingt-huit, elle recevait la lumière de vingt et une croisées, dont les intervalles étaient occupés par les portraits des Rois. « Grands comme nature », les Rois étaient là tous ou presque tous, du moins « ceux qui avaient régné depuis saint Louis », tous entourés « des seigneurs ou des dames les plus considérables de leur cour, soit par leur naissance ou leur beauté, soit par leur esprit ou leur humeur complaisante », tous peints par Porbus, Bunel ou Mme Bunel, tous forts ressemblants, car Bunel qui avait portraituré les morts « avait voyagé par tout le Royaume et retrouvé et consulté les stucs des cabinets, les vitres des chapelles ou des églises où ils avaient été représentés de leur vivant ». Les Rois étaient à droite de la galerie. Chacun avait en face de soi la Reine qu'il avait eue et qui était, elle aussi, enguirlandée des têtes des plus illustres

(1) Détruite par l'incendie de 1661.

parmi ses contemporains. Le moins beau portrait royal n'était pas celui de la délaissée de Bruxelles, l'infortunée Marie de Médicis, charmante « avec ses vêtements si vrais, ses diamants si brillants », ses « perles si naturelles », sa « tête si noble », ses mains « si fines » (1). Princes et princesses se regardaient sous une voûte où les scènes des *Métamorphoses* voisinaient avec celles de l'*Ancien Testament.* « Les Rois, disait Sauval, sont vêtus assez simplement et à la mode de leur temps et conformément à leur âge. Les Reines ont leurs habits de pompe et de parade. Si bien qu'avec ces vêtements différents et bizarres, qui faisoient sans doute la principale partie de la galanterie et de la propreté de leur cour, ils nous paraissent si ridicules, qu'on ne peut s'empêcher de rire. » Mais ce qui enchantait visiteurs et courtisans, c'était le balcon ménagé au bout de la galerie : « On y jouit, continue Sauval, d'une des plus belles vues du monde. Là, d'un côté, les yeux roulent avec les eaux de la Seine et se promènent agréablement sur ce long demi-cercle de collines rampantes qui viennent en tournant en cet endroit-là, de même que la rivière, mais toutes jonchées de maisons de plaisance, de villages, de bourgs, de vignes et de terres labourables. D'un autre côté, la vue, éblouie des beautés de la campagne, se vient renfermer dans la ville, et, après s'être engagée sur le Pont-Neuf, le Pont-au-Change et les maisons uniformes de la place Dauphine, elle se perd dans ce grand chaos de ponts, de quais, de maisons, de clochers, de tours, qui de là semblent sortir de la Seine. »

C'est dans la galerie des Rois que Louis XIII, arrivé du château de Madrid, se tient le 5 août 1636, vers cinq heures de l'après-midi, pour donner audience aux députés des corps de métier. A ses côtés, les maréchaux de la Force et de Saint-Luc, le comte de Tresmes, capitaine des gardes, le comte de Nogent et plusieurs seigneurs de la Cour. Conduits par le lieutenant civil et le procureur du Roi au Châtelet, les députés entrent, se jettent à genoux, quelques-uns baisent la terre, « tous offrent leurs biens et leur vie pour aider Sa Majesté à chasser les ennemis du Royaume ». Louis XIII les relève et les serre tous dans ses bras, jusqu'au syndic des savetiers,

(1) Ce portrait, œuvre de Porbus, est aujourd'hui au Louvre.

dont le zèle est extraordinaire ; il les écoute lui parler « le plus tendrement » du monde, le supplier de ne pas aller s'exposer à la guerre, mais de rester au milieu d'eux qui « le veulent garder et défrayer ». La harangue du Roi, qui leur demande de secourir le Royaume « en un tel besoin », met le comble à l'enthousiasme et, lorsque la foule des Parisiens sort du Louvre, l'air est « fendu de tant d'acclamations de joie et tant de cris redoublés de *Vive le Roi*, qu'il y a fort longtemps qu'il s'en est point ouï de plus grands (1) ». Le même jour à deux heures, Louis XIII avait reçu, dans son petit cabinet du Louvre, les députés du Parlement qu'il avait mandés.

Dès le lendemain, le Parlement arrêta qu'il verserait, deux mois durant, la solde de deux mille hommes d'infanterie. Quant aux corps de métier, ils se montrèrent fort généreux : les savetiers payèrent d'un don de cinq mille livres le baiser royal donné à leur syndic ; les passementiers se distinguèrent aussi. Financiers, Université, Communautés, nul ne serra les cordons de sa bourse. L'émulation était universelle : en une sorte d'union sacrée, tout le monde payait de son argent ou de sa personne. Déjà une ordonnance avait enjoint à « tous les jurés des différents corps de métiers de visiter toutes les boutiques », de prendre le nom de tous les ouvriers propres à porter les armes, dont les maîtres pourraient absolument se passer et d'en dresser un rôle qu'ils remettraient au lieutenant civil, avec défense, sous peine de la vie, aux maîtres d'employer davantage les ouvriers qui seraient inscrits sur les rôles. Déjà un arrêt du Parlement ordonnait « à toute la noblesse du ressort de se rendre à l'armée du Roi, à peine de dégradation ».

Deux jours plus tard, une lettre que le cardinal dictait, dans sa maison de Chaillot, pour le comte de Soissons, montre toujours se rapprochant le danger qui menaçait la capitale : « C'est à Monsieur le Comte à choisir son poste au deçà de la rivière d'Oise pour s'opposer aux ennemis, au passage de ladite rivière, s'il juge le pouvoir. Que si cependant les ennemis avoient passé la rivière en quelque lieu, qu'il prenne garde à se retirer entre Paris et eux, en sorte que nous puissions

(1) Voir *Gazette*, p. 474, et le livre dramatique de M. Marcel Poète, *Paris devant la menace étrangère*, p. 139-140.

joindre les troupes qu'on fait de deçà, sans que les ennemis se puissent mettre entre Paris et lui. »

Tandis que partait de Paris cet ordre si révélateur, la princesse de Condé mandait à son mari, immobilisé sous les murs de Dôle : « Nous sommes si alarmés ici, qu'il ne se peut davantage. » Nouvelle que confirmait une lettre que M. de Nesmond, surintendant des biens de Monsieur le Prince, écrivait à son maître le même jour : « Les ennemis se sont fort avancés : l'avant-garde, qui est de six mille chevaux, court jusques à Clermont (sur Oise). Ils ont pris en passant Montdidier et Roye, et le gros de l'armée, à ce qu'on croit, assiège Corbie. L'effroi est grand partout, ils brûlent et pillent tout. Le bruit court aujourd'hui que Dôle est prise, mais je n'en croirai rien que voyant le courrier de Votre Altesse, que tout le monde attend avec impatience. »

Nesmond pouvait attendre longtemps ce courrier triomphant. Le 14 août 1636, le duc de Lorraine que Louis XIII avait dépossédé de ses États, obligeait le prince de Condé à lever le siège de Dôle. La ville était délivrée et, à Bruxelles, nos ennemis, qui ignoraient encore l'échec de l'armée du Roi, soupiraient après sa délivrance. Une sœur du duc de Lorraine, la princesse de Phalsbourg, qui ne pouvait dormir du côté gauche, qui souffrait de grands battements de cœur et « se sentoit oppressée par sympathie avec Dôle », mandait à Jean-Jacques Chifflet, l'érudit médecin de Philippe IV et le sien : « Si je pouvois apprendre que le siège de Dôle est levé et que le cardinal de Richelieu est pendu, j'aurois tant de joie que je guérirois bientôt ma rate. J'espère que Dieu nous fera cette grâce-là en bref. C'est de quoi je le supplie de tout mon cœur et qu'il nous conserve le bon cardinal (infant), qui est l'antipode de l'autre de toute façon. La prise de Corbie me donne bien de la joie. »

LES ESPAGNOLS S'EMPARENT DE CORBIE

La place de Corbie était tombée en effet depuis le 15 août. Comme M. du Bec à La Chapelle, comme M. de Saint-Léger au Catelet, M. de Soyecourt, qui la défendait, s'était rendu

(1) Archives de Besançon (*Manuscrit Chifflet*, folios 593-594).

aux Espagnols. Huit jours au plus s'étaient écoulés entre l'investissement et la prise.

Huit jours pleins d'amertume pour le cardinal. Tous et jusqu'à ses secrétaires d'État lui faisaient sentir que la faute lui en était imputable.

C'est fort bien de songer à « abattre les auvents des boutiques et à boucher tous les soupiraux des caves », mais pourquoi les places frontières ont-elles été laissées à l'abandon? Pourquoi les coffres de l'État sont-ils vides ? Pourquoi les murailles de Paris ont-elles été démolies aux alentours du Palais-Cardinal ? Pourquoi cette annexion des faubourgs Saint-Honoré, Montmartre et Bonne-Nouvelle (1), mal protégés à l'ouest du jardin des Tuileries et au nord de la demeure du ministre, par des bastions et des ouvrages de terre, au delà desquels un fossé dérisoire est peu à peu comblé par l'accumulation des immondices, tandis que les portes de l'enceinte, — féodales ou récentes, — sont en butte, du côté de la ville, à l'assaut désordonné des maisons que l'on ne cesse de bâtir ? Pourquoi le cardinal déploie-t-il tant de faste ? La Cour et la ville répètent à l'envi les atroces critiques de Mathieu de Morgues.

Voici Richelieu seul, une nuit, avec le Père Joseph. Il ne cache pas son découragement : « Est-ce là, s'écrie le Capucin, le moyen d'attirer la divine miséricorde ? N'est-ce pas plutôt pour exciter la colère de Dieu et enflammer sa vengeance ? C'est dans ces périls qu'il faut de fortes résolutions et une extrême confiance en la bonté divine, qui dispose des États pour sa gloire, qui sait les relever, s'ils sont abattus, par des moyens inconnus à la prudence humaine (2). » La nuit est à peine achevée que le cardinal se rend chez le religieux, dont il a longuement médité les avis, et il « promet d'accomplir fidèlement ce que Dieu demandera de lui, quand il l'aura connu ». Promesse à la suite de laquelle, nous révèle le biographe de l'Éminence grise, le cardinal « vécut avec plus de récollection, se confessait et communiait chaque dimanche et les fêtes principales et commença de disposer les matières pour la composition de ce bel ouvrage qu'il

(1) Alors de La Villeneuve. Voir Marcel Poète, *Paris devant la menace étrangère*, p. 157 et 215.

(2) Lepré-Ballin, *la Vie du Révérend Père Joseph de Paris, Capucin.*

acheva depuis » : le *Traité sur la meilleure méthode de convertir les hérétiques.*

C'est encore sur le conseil du Père Joseph qu'il ose affronter les regards innombrables et malveillants de Paris. Il sait qu'on lui reproche d'avoir envoyé par la rivière, à la Reine, qui était au château de Madrid et dont il espérait se concilier les bonnes grâces, « trois bateaux de musique »; il sait que, le jour « où les Cours souveraines allèrent au Louvre », elles furent scandalisées des trois mouches qu'elles remarquèrent sur son visage et qui n'étaient que trois petits emplâtres à enlever les boutons (1); il sait que sur les murs s'étalent des placards promettant une récompense honnête à qui rapportera « le sac où est renfermé le reste de la prudence de M. le Cardinal » (2). Il sait que Paris est plein de « bandouliers et porte-épée » à la solde de l'Espagne; il sait qu'il y a dans la ville certain spadassin dont on dit : « Voilà un gentil garçon qui tue tous les jours son homme (3) ». Rien ne l'effraye plus. Réconforté par le Père Joseph, il sort en carrosse, suivi seulement de ses valets de pied, mais emmène toujours le maréchal de La Force, « parce que le peuple l'aime ». Le ministre salue les passants sur le Pont-Neuf, s'entretient avec eux le plus simplement du monde. Son Dominicain ne l'approuve pas : « Votre Éminence me pardonnera, lui écrit, le 8 août, le Père Carré, si je prends la hardiesse de lui représenter en toute humilité qu'elle ne devroit pas aller par la ville si peu gardée et accompagnée, comme on m'a dit qu'elle fait à présent, car il ne faudroit que quatre ivrognes enivrés à dessein pour susciter la racaille contre votre très auguste personne et cela seroit sans remède (4). »

Avec le Parlement, Richelieu a plus de peine et ne montre pas moins d'énergie. Le 10 août, les robes longues ont délibéré sur les mesures exceptionnelles que lui a dictées le péril de la capitale. Non seulement ces Messieurs des Requêtes ont repris à leur compte les accusations anonymes, les calomnies, les griefs rebattus, l'épuisement des coffres du Roi, la ville

(1) Le Père Carré à Richelieu, Affaires étrangères, *France* 821, folio 159.
(2) *Ibidem, France* 581, folio 159.
(3) *Ibidem.*
(4) *Ibidem, France* 821, folio 166.

sans murailles, les sommes immenses et d'énormes quantités de munitions transportées dans la citadelle du Havre, gouvernement du cardinal, mais encore ils ont prétendu nommer une commission extraordinaire de douze conseillers, qui s'en iront à l'hôtel de ville pourvoir à la sûreté de Paris et veiller à l'exact emploi des deniers fournis au Roi. L'après-midi du 11, les présidents à mortier, un président et les doyens des chambres des Enquêtes sont introduits au Louvre, dans le cabinet du Roi. Le cardinal a préparé pour son maître une allocution nette et nerveuse. Louis XIII la prononce d'une voix ferme : « Messieurs, je n'eusse jamais cru avoir occasion de vous envoyer quérir pour le sujet qui vous amène ici. Ce n'est point à vous à vous mêler des affaires de mon État et vous n'avez pu penser à ce qui s'est fait ce matin en l'état présent sans une très mauvaise volonté. Je ne parle pas de tout le corps, car je sais que la plus grande part me sont affectionnés, mais seulement de quelques-uns pleins de malice et d'envie. Je ne souffrirai en aucune façon leur entreprise, comme vous pouvez croire. Pour conclusion, je vous défends de continuer votre délibération et d'entreprendre d'être mes tuteurs en vous mêlant des affaires d'État. » Et Louis XIII, soutenant son ministre, ajoute, — probablement de son cru : « Si on a envoyé quelque chose au Havre de Grâce, ç'a été par mon ordre. » Richelieu, d'ailleurs, sait se défendre lui-même : tout en remerciant son maître de l'avoir « justifié », il déclare que si le Roi n'avait eu la bonté de le devancer, il aurait su rendre compte de ses actes à la satisfaction de tous les gens de bonne foi. Des affirmations si tranchantes ont coupé court à toutes les velléités factieuses : le Roi et le cardinal n'ont eu qu'à se louer de la réponse du premier président.

Cependant les renseignements extorqués à tel ou tel espion ennemi ne sont rien moins que rassurants. Au nombre d'une trentaine, ces espions précèdent les troupes d'Espagne. « Habillés en gueux », d'aspect vraiment misérable avec leur vilaine défroque de toile, le visage rasé pour éviter d'être reconnus à leur barbe, ils vont implorant l'aumône dans les bourgs et les villages. Ils se gardent bien de passer par les villes, mais ils visitent les forêts et sondent les gués. Les uns s'aventurent vers Beauvais, les autres vers Paris, d'autres

encore vers Boulogne, Abbeville ou Dieppe, cherchant à voir si les lieux favorables à la traversée des rivières sont occupés par des gens de guerre et s'il y a des troupes dans le voisinage. Moyennant la promesse de trente pistoles, ils reconnaissent « les forêts qui sont entre Laon et Guise » ; pour dix pistoles, ils rôdent le long des rivières... et ne touchent jamais un sou, car les capitaines espagnols « se contentent de faire vivre ceux qui les servent ». C'est l'un de ces espions, le Dieppois Pierre Troquetin, qui l'a dit. Interrogé par M. de Laffemas, le 20 août 1636, et condamné à mort le surlendemain, il vient de confesser « que les ennemis ont dessein de donner la peur partout en dispersant leurs troupes de tous côtés, et, pour la tête de leur armée, qu'ils veulent la faire tourner vers Paris, si les passages sont faciles (1) ».

Aussi, expliquent les *Mémoires* du maréchal de la Force, « toutes les villes où il y avoit pont, comme Beaumont, Creil et Pont-Sainte-Maxence, rompent soudain les leurs. L'effroi se coule jusqu'à Paris et n'y avoit nul qui ne se trouvât bien empêché, car c'étoit une puissante armée qui venoit soudainement à eux, ayant déjà fait de grands progrès, et en fort peu de temps, et y avoit fort peu de moyens de s'y opposer, car les principales armées de Sa Majesté en étoient éloignées : celle que commandoient le cardinal de La Valette et le duc de Weimar étoit aux environs d'Haguenau et Strasbourg, pour s'opposer à celle de Gallas, celle de Monsieur le Prince étoit au siège de Dôle en la Franche-Comté et celle du comte de Soissons étoit faible et véritablement dans l'effroi ».

L'exode des Parisiens se précipite. Un lamentable défilé s'allonge sur les routes ; des familles affolées, que s'apprêtent à suivre des centaines d'autres, cherchent à gagner Lyon ou Orléans, Orléans surtout et les places de la Loire. Comme le dit Marescot, maître des Requêtes, « ce côté-là est le bon à présent, la rivière et les villes y convient (2) ». On mettra cinq jours, s'il le faut, pour atteindre Blois, six pour se terrer à Selles-en-Berri. Et Balzac conjure Chapelain de venir, avec son épopée de *la Pucelle*, le rejoindre dans sa seigneurie, en deçà de la rivière de Loire : « La Pucelle, dit-il, y sera en

(1) Affaires étrangères, *France* 821, folio 207.

(2) Marescot, *Lettres*, cité par M. Marcel Poète dans *Paris devant la menace étrangère*, p. 147-150.

toute liberté et maîtresse absolue de la maison. » Et Marescot écrit, quelques jours plus tard : « Le démeublement est universel à Paris et à trois lieues près. Il n'en est pas besoin, mais il semble que nous ne soyons pas capables de résister. »

Et voilà que M. de Soyecourt et sa garnison de seize cents hommes avaient capitulé dans Corbie. Dès le huitième jour, le commandant de la place « avoit composé de sortir dans deux, s'il n'étoit secouru ». Soyecourt devait être condamné, le 25 octobre suivant, à être tiré à quatre chevaux, comme l'avaient été Du Bec et Saint-Léger, dont le cardinal ne parlait pas sans les traiter de « lâches » et de « coquins ».

Si Richelieu déployait un tel excès de sévérité, c'est qu'il n'était pas fâché de retourner sur la tête des gouverneurs les responsabilités qui lui incombaient en partie. Il se souvenait certainement d'avoir écrit au duc de Chaulnes, le 20 juin 1636 : « Il y a des réparations fort pressées, car il y a trois mois que je poursuis inutilement le fonds des fortifications : de sorte que nos places seroient perdues avant qu'on y eût envoyé de l'argent. Jugez, monsieur, si nous en payerions grand intérêt. Il y aussi beaucoup à penser pour Corbie, qui est une des plus dangereuses places de votre frontière et des plus aisées à surprendre et même à prendre de force. »

Non seulement à Paris, mais encore dans les provinces, plus d'une personne de sens croyaient les affaires irrémédiablement compromises.

Le Père Carré, qui allait prendre les eaux de Bourbon-l'Archambault, ayant soupé le 9 août à Nevers, au couvent des Dominicains, avait recueilli de la bouche du Père Prieur les propos découragés que l'on prêtait au Père Recteur du collège des Jésuites. En serviteur dévoué, il les avait immédiatement transmis au cardinal. « Le Roi sera contraint de demander la paix au roi d'Espagne à genoux (1). »

LE ROI ET LE CARDINAL SE PORTENT SUR CORBIE

« On prétend que Jean de Wert conseilla au prince Thomas de marcher droit à Paris... Le prince Thomas jugea qu'il y avait un trop grand péril à s'avancer dans le pays ennemi

(1) Affaires étrangères.

en laissant derrière lui des places qui auraient interrompu sa communication avec les Pays-Bas. » Et le Père Griffet, à qui nous empruntons ces lignes, conclut ainsi : « Le siège de Corbie donna au cardinal de Richelieu le temps de se reconnaître. » Le Roi et son ministre ont assemblé trente-cinq mille hommes et douze mille chevaux : « Le garde que Monseigneur a dépêché aujourd'hui, écrit de Beaumont-sur-Oise, le 22 août, un correspondant de Richelieu, m'a trouvé auprès du Roi, sur le bord de la rivière. Les régiments de Paris ont fait la montre ce matin, sans montrer le moindre mécontentement du monde. Un seul a voulu gronder, que le marquis de La Force a fait prendre : on lui donnera seulement l'estrapade. » Et le correspondant du cardinal ne manque pas de signaler les bonnes dispositions du Roi : « Le Roi a extrêmement travaillé après son dîner, il a pris lui-même la peine de tracer des forts. Il est vrai que la présence de Sa Majesté étoit bien nécessaire en tous ces lieux-ci, où on avoit donné de bons ordres, mais peu avoient été exécutés ; elle ne s'est pas épargnée au travail et elle n'a, en vérité, pas donné un moment à son plaisir (1). »

Au début de septembre, Louis XIII est assez malade et mélancolique à Chantilly. Le cardinal, qui ne va guère mieux, est pour quelques jours à Goussainville, près de Dreux. Son maître lui écrit, le 2 : « Je me sens un peu des hémorroïdes. Cela ne m'empêche pas d'aller à la chasse. » Et le 5 : « Je me réjouis extrêmement de quoi vous êtes hors de l'appréhension de votre maladie, je prie Dieu qu'elle ne vous revienne jamais (2). » Le souci de leurs propres maux ne les détourne pas de leur devoir. Ils viennent de désigner Monsieur pour généralissime de l'armée de Picardie, avec le comte de Soissons pour général et, sous ce cadet de la maison de Condé, les maréchaux de La Force et de Châtillon, ce dernier remplaçant le maréchal de Brézé, qui s'est retiré dans ses terres, en alléguant le conseil de ses médecins.

Le Roi et les ministres ont l'espoir au cœur. Déjà court le bruit que l'ennemi repasse la Somme. Aussitôt les paysans picards repassent l'Oise. Vers le milieu du mois précédent, Louis XIII, chassant sur la rive gauche de la rivière et aper-

(1) Affaires étrangères, *France* 821, folio 217.
(2) *Ibidem, Lettres de Louis XIII à Richelieu.*

cevant sur la rive droite un homme dont il s'étonnait de ne pas reconnaître la livrée, avait l'humiliation de s'entendre expliquer que c'était un garde du cardinal infant qui se trouvait là pour assurer la protection de quelque château. A présent il peut écrire à Richelieu : « Tous les paysans picards s'en revont à leurs villages, je vis hier plus de soixante chariots qui s'en retournoient. » C'est que l'armée qui défend Paris a reçu tant de renforts, qu'elle est plus nombreuse que celle d'Espagne, c'est que le prince d'Orange, sollicité par Charnacé de sortir d'une inaction qui causerait la ruine du Royaume, — car jamais le Roi n'eût dégarni la frontière de Picardie, s'il n'eût compté sur la diversion hollandaise, — a rassemblé vingt mille hommes et huit mille chevaux : il fait savoir qu'il va prendre le cardinal infant à revers.

C'est avec une véritable passion que, le dimanche 7 septembre 1636, Richelieu stimule le secrétaire des commandements chargé de maintenir Gaston dans la bonne voie : « M. de Chavigny saura que j'ai trouvé, à mon avis, Monsieur, aujourd'hui moins échauffé que la dernière fois que je le vis, et que la fougue des Français requiert de les employer à la chaude. Il saura de plus que l'armée ne devoit passer que samedi et qu'un quart d'heure après j'ai reçu une lettre du Roi par laquelle il me mande qu'il la fera passer mercredi 10 ou jeudi 11. Je crois que si Monsieur ne s'échauffe et n'échauffe tous les gens de guerre et par son exemple et par ses discours, les affaires iront fort mal. »

Monsieur arriva enfin à Senlis, où le Roi et le cardinal se trouvèrent le mardi 9 septembre. Devant le vieux guerrier qui avait reçu les engagements des Parisiens, Louis XIII lui dit : « Je vous baille le commandement de mon armée et le maréchal de La Force pour être auprès de vous, que je tiens le plus expérimenté et le plus capable de mon Royaume et le marquis de La Force, son fils, aussi. Ils m'ont toujours très bien servi. Je désire que vous croyiez à ses conseils et le laissiez conduire. » Et Richelieu annonçait, le 27, à Chavigny : « Le dessein que le Roi a commandé à M. le marquis de La Force a réussi si heureusement, qu'il est logé à la porte de Corbie, ayant pris les trois bras de rivière et la demi-lune que les ennemis avoient faite à cinquante pas de la muraille de la ville. »

CORBIE DÉLIVRÉE

Le cardinal, que Monsieur et Monsieur le Comte n'avaient pas osé faire assassiner par leurs gentilshommes dans une maison d'Amiens, au début du mois d'octobre 1636, écrivait de ce même Amiens, le 12 novembre : « Le Roi sera indubitablement, avec l'aide de Dieu, vendredi dans Corbie... Les mal affectionnés de Paris et de beaucoup d'autres lieux seront maintenant au bout de leur rôle, et ceux qui fondoient leurs espérances sur la ruine des personnes dont il plaît au Roi se servir reconnaîtront que leur partie n'était pas bien faite et qu'en bien faisant il n'y a rien à craindre, principalement quand on sert un prince aussi bon que judicieux. »

Richelieu triomphait : la place allait être reprise de vive force et non par blocus, trois mois après sa chute. Le 5 novembre 1636, il n'osait croire au succès de l'attaque préconisée par le maréchal de Châtillon. Il avait écrit alors à Chavigny : « Je ne sais comment va le siège de Corbie, je ne suis ni pour le blocus ni pour l'attaque de vive force. Lorsque M. le Maréchal de Châtillon en fit la proposition au Roi, je n'avois ouï parler qu'il la dût faire... S'il faut demeurer devant la place six mois par le blocus, comme apparemment on n'en aura pas meilleur marché, les affaires du Roi iront très mal. Si Gallas gagnoit un combat qu'on est à la veille de donner, on seroit en mauvais état, si Corbie retenoit les forces du Roi. » A présent, la joie de la victoire l'aidait à perdre le souvenir de ses hésitations. Dans un article dicté par lui et publié par la *Gazette* du 15 novembre, toute la France put lire que la proposition du maréchal de Châtillon, « qui parut étrange à beaucoup de gens à cause de la saison, fut appuyée si fortement de Son Éminence que Sa Majesté, dont la solidité du jugement ne sauroit être assez estimée, s'y résolut et y demeura ferme ».

Et le lendemain, le cardinal apprenait une nouvelle qui le comblait de joie. Monsieur le Prince, détachant l'un de ses lieutenants au secours de Saint-Jean-de-Losne, pressé par Gallas et le duc Charles de Lorraine, avait contraint l'ennemi à lever le siège. Ce 16 novembre, Richelieu, vers dix heures du matin, était devant son écritoire et il traçait

de sa main en tête d'une feuille de papier : *Pour M. de Chavigny*. Mention qu'il faisait suivre de celle-ci : *Pour le Roi et pour M. le Jeune seuls* (M. le Jeune, c'est-à-dire Bouthillier le jeune, que ce sobriquet distinguait de son père). Puis, toujours de sa propre main, il écrivait : « Le second avantage que je viens d'apprendre, remporté sur Gallas, me ravit et m'oblige à reconnaître la vérité de *tout ce qui nous a été dit*. C'est la victoire qu'il y a longtemps qui étoit promise et que nous attendions plus tôt qu'il ne falloit par notre impatience. Le siège de Saint-Jean-de-Losne, secouru par la hardiesse d'un chef qui a surpris avec adresse les ennemis, est clairement ce qui fut dit lorsque La Capelle étoit assiégée et qu'il fut répondu que la hardiesse et l'adresse d'un chef surprendroient les ennemis et secourroient la ville. Et, depuis, La Capelle étant prise, il lui fut dit : *Souviens-toi, ma fille, que je n'ai point nommé La Capelle.* »

Que signifiait cet étrange discours ? A qui se rapportait ce *lui* mystérieux ? Ce discours faisait allusion à une révélation récente et ce *lui* se rapportait à la religieuse calvairienne qui l'avait reçue. De ces révélations, — car il y en avait eu plusieurs, — Ezéchiély, comme Richelieu appelait le Père Joseph, avait dressé « une sorte de procès-verbal ». « La prise de Corbie, poursuivait le cardinal, m'a été écrite par Ezéchiély, avant qu'elle capitulât, *nominatim*, la personne lui ayant nommé Corbie en termes exprès, et je ne voulus pas le mander, parce que je craignois que le Roi n'eût pas grande créance à cause qu'on n'avoit pas vu la victoire promise, joint que moi-même, quoique j'espérasse, je doutois et avois une foi fort faible. Je vous avoue que je suis touché au vif et j'espère que le cachet que Dieu imprime en mon cœur me demeurera à jamais. Je supplie le Roi de se souvenir de ce que dessus et de se donner de plus en plus à Dieu, qui l'y convie par des moyens si avantageux et si doux. Je vous prie aussi de vous rendre ce que je crois que vous êtes déjà, c'est-à-dire homme de bien, mais, comme il y a de la marchandise à tout prix, je désire que votre piété soit plus fine qu'elle n'est. Adieu. » Et craignant sans doute d'en avoir trop dit, le cardinal terminait sur cette prudente recommandation : « Gardez-moi, s'il vous plaît, ce mémoire pour me le rendre. »

Dieu devait redoubler, l'année suivante, les grâces qu'il venait d'accorder à la France. A la reprise de Corbie, à la levée du siège de Saint-Jean-de-Losne, il devait ajouter la reprise des îles de Lérins, la délivrance du pays basque, du pays de Labourd et du Languedoc envahis par les Espagnols.

LE PÈRE CAUSSIN

Vers la fin du mois de mars 1637, le Révérend Père Caussin, « religieux simple et modeste », dont un livre, *la Cour sainte*, venait de connaître un immense succès et d'être traduit en plusieurs langues, recevait la visite d'un des plus brillants cavaliers de la Cour. Le marquis de Cinq-Mars, second fils du maréchal d'Effiat, lui apportait, rue Saint-Antoine, à la maison professe des Jésuites, un billet du cardinal qui lui annonçait que le Roi avait dessein de se confesser à lui le jour de l'Annonciation. Le Père Caussin était prié de se rendre le mercredi 24 mars à Rueil, où Son Éminence lui parlerait.

Le Jésuite fut exact au rendez-vous. Le mercredi 24, Richelieu le reçut dans son cabinet et tout de suite lui chanta les louanges du pénitent qu'il lui confiait : « Le Roi, affirmait-il, est sans vice, sa vertu fait la bénédiction de son État, il est important de le tenir dans cette pureté de mœurs. A la vérité, remarqua néanmoins son Éminence, il paraît attaché à une demoiselle de la Reine. Je n'y soupçonne aucun mal, mais une si grande affection pour une personne de sexe différent est toujours dangereuse. » Le cardinal insistait tellement sur l'innocence de cette affection, que le Père Caussin se demandait où il voulait en venir : « Il ne faut pas, conclut Son Éminence, rompre cette liaison tout à coup, mais il est à propos de la découdre. »

Le lendemain, le Père, après avoir confessé le Roi, « qui parut fort content de lui », était de nouveau dans le cabinet du ministre. Il y apprit que le Roi l'avait « choisi pour confesseur ordinaire ». Louis XIII, en réalité, l'avait seulement accepté : c'était Richelieu qui l'avait choisi sur une liste où figuraient deux autres candidats, le Père de La Salle, supérieur de la maison professe des Jésuites, et le Père Binet, dont les livres étaient fort à la mode. Cette liste

lui avait été présentée sur sa demande par son propre confesseur, M. Desclaux, chanoine de Bordeaux. Le ministre se méfiait des confesseurs indiscrets. Ne doutons pas qu'il n'ait donné au Père Caussin les mêmes avis qu'au Père Suffren, dix années auparavant : « Ne vous mêlez point, je vous prie, des affaires d'État, parce qu'outre qu'elles ne sont point de votre charge, n'en connaissant point les suites, il vous seroit impossible d'en porter un jugement certain... N'allez chez le Roi que lorsqu'on vous y appellera... Ne parlez d'aucune des affaires du tiers et du quart qui intéressent les séculiers... N'ayez point l'ambition de disposer des évêchés et des abbayes... N'employez en vos sermons que trois quarts d'heure au plus. »

Quelques jours plus tard, après avoir écouté les sages avis du cardinal, le Père Caussin était logé au Château neuf de Saint-Germain, dont les terrasses étagées descendaient jusqu'au bord de la Seine. Le matin même, il avait rencontré, dans la chapelle du château, Mlle de La Fayette, qui avait exprimé le désir de « l'entretenir en particulier ». Il était fort perplexe et d'autant plus embarrassé, qu'une nuit, en ce même Saint-Germain, Sublet de Noyers était entré dans sa chambre. Le secrétaiie d'État de la Guerre, raconte le Père Griffet, lui avait dit « qu'il tenait à l'avertir, de la part de M. le Cardinal, que la demoiselle de la Reine dont Son Éminence lui avait parlé avait dessein de quitter la Cour pour se faire religieuse ; qu'il eût soin d'examiner si sa vocation était bonne, et que, s'il la jugeait telle, il devait la confirmer dans ce dessein et l'engager à entrer au couvent le plus tôt qu'il serait possible. Il lui recommanda... surtout de ne point dire au Roi qu'il fût venu lui parler de cette affaire ».

Se souvenant de cette visite nocturne, le Père Caussin répondit à Mlle de La Fayette qu'il la verrait l'après-dîner. Il s'en fut entre temps chez le Roi et lui demanda la permission de se prêter à l'entretien qu'une fille d'honneur de la Reine désirait avoir avec lui : « C'est La Fayette, s'écria aussitôt Louis XIII. Oui, je le veux bien, elle veut vous parler du dessein qu'elle a d'être religieuse. »

Il n'y avait plus à hésiter. La conversation eut lieu l'après-dîner de ce jour, et la sous-gouvernante des filles

d'honneur y assistait. Le Père Jésuite commença par « faire le serpent » pour éprouver Mlle de La Fayette : « Eh ! quoi, dit-il, une fille de dix-sept ans toute bonne et toute innocente, fuir un Roi pour courir à une prison !... Sa conversation vous a-t-elle jamais donné du scrupule... vous le connaissez trop bien pour avoir appréhension qu'il demande jamais rien de vous que ce que Dieu vous permet de donner. — Ma vocation est une affaire à laquelle j'ai songé sérieusement, répondit la jeune fille. Elle m'a été inspirée de Dieu dès mon enfance, et je suis bien assurée de ne trouver jamais de repos que dans la religion. » Nulle objection ne put ébranler Mlle de La Fayette, qui déclara que ce n'était point pour se mettre à l'abri de la persécution de Richelieu qu'elle entrait en religion : « Et maintenant, ajouta-t-elle, lorsque je quitte le monde, je n'en remporte qu'un déplaisir, qui est de donner de la joie au cardinal par ma retraite. » Phrase inquiétante qui montre combien le cardinal, de son côté, avait raison de hâter la prise de voile de sa frêle et dangereuse ennemie. Mais Louis XIII était moins pressé. Lorsque le bon Père vint lui rendre compte des dispositions de Mlle de La Fayette, il déclara, les yeux pleins de larmes : « *Encore que je sois bien fâché qu'elle se retire, je ne veux empêcher sa vocation, mais seulement qu'elle attende que je parte pour aller à l'armée ; conseillez là-dessus Mme de Senecey.* »

La modération du Roi ne fut pas du goût des ennemis du cardinal ; Mme de Senecey, qui était de ce nombre, fit observer au religieux, qui la consultait : « Cette demoiselle a un père et une mère, un aïeul et une aïeule qui vivent encore : il est juste de les avertir du dessein de leur fille et d'attendre leur juste consentement avant que de lui permettre de se retirer. » Avec l'approbation du Roi, l'on écrivit aux parents, tandis que le Jésuite s'en allait à Rueil chez le cardinal. Il y trouva Richelieu fort en colère : « Il est inutile d'attendre le consentement des parents, s'écria le ministre, puisque l'on a celui du Roi, qui lui tient lieu de père et de mère ; enfin, il ne faut pas laisser languir une affaire qui ne peut être terminée trop promptement. — Je crains, répondit le Père Caussin, de me rendre suspect en faisant paraître tant de vivacité. —Vous avez raison, reprit Son Éminence, votre qualité de confesseur du Roi vous rend moins propre à conduire cette

affaire et je ne veux plus que vous vous en mêliez. » Richelieu recourut alors au Père Carré, mais le Dominicain n'était guère encourageant : « On a fait jurer à la petite, écrivait-il le 25 avril 1637, qu'elle attendroit encore trois mois devant qu'exécuter son dessein, et l'oncle et la tante, à qui elle s'est ainsi obligée, lui ont donné pour directeur le Révérend Père Armand, Jésuite. » Le 7 mai 1637, le Père Carré ne pouvait que constater son impuissance.

Louis XIII, d'ailleurs, avait « conseillé à la jeune fille de ne suivre, par rapport à sa vocation, que les avis du Père Caussin ». Le cardinal pouvait donc craindre que le Roi ne suivît à la longue les conseils de la jeune fille.

LE DÉPART DE Mlle DE LA FAYETTE

Deux jours plus tard, le 9 mai 1637, le cardinal, dans sa chambre de Rueil, dictait cette lettre au secrétaire de nuit : « Je ne saurois représenter à Sa Majesté le déplaisir que m'apporte l'affliction qui la travaille, mais j'en porte par souhait la moitié pour le moins pour la soulager et je ne doute point que Dieu, pour la gloire duquel elle supporte patiemment ce qui la travaille, ne la console promptement. Les rois qui se soumettent à sa volonté et préfèrent sa gloire à leur contentement n'en reçoivent pas seulement récompense en l'autre monde, mais en celui-ci ; et, en vérité, je n'espère pas peu de bénédiction temporelle pour Votre Majesté pour la façon en laquelle elle se conduit en l'occasion. » Et Richelieu suppliait le Roi de lui faire savoir « l'état auquel il était, offrant même de se rendre à Saint-Germain si sa misérable présence pouvoit apporter à son maître quelque soulagement ».

Nul doute que le cardinal ne fût très exactement informé de l'état d'esprit de Louis XIII ; il savait à cette heure la démarche que Mlle de La Fayette avait faite auprès de la supérieure du couvent de la Visitation, rue Saint-Antoine, avec la permission du Roi et l'approbation du Père Caussin. Il n'ignorait ni le bon accueil de la supérieure, ni l'entretien du Père Caussin au petit lever de Sa Majesté, ni sans doute la réponse de Louis XIII au confesseur sollicitant pour sa pénitente l'autorisation d'entrer en religion. Le Roi, assis sur son lit, comme s'il n'eût pas la force de demeurer debout, avait dit en

pleurant : « Qu'est-ce qui la hâte ? Ne pouvoit-elle encore différer quelques mois, en attendant que je parte d'ici pour aller à l'armée ? Cette séparation m'eût été moins sensible, et maintenant j'en suis au mourir (1). »

Richelieu constata bientôt que ses agents méritaient sa confiance. La journée n'était pas écoulée qu'une lettre du Roi, venue de Saint-Germain, confirmait leurs dires : « La fille, expliquait Louis XIII, me parla hier encore de son dessein, en me disant que, si ce n'étoit une forte vocation de Dieu, pour rien au monde elle n'eût songé à me quitter présentement, bien est-il vrai que, si ce n'eût été à cette heure, c'eût été dans un an et demi pour le plus tard, comme elle m'avoit toujours dit; toutefois, si je le voulois absolument, qu'elle se forceroit jusqu'à tant que j'allasse à l'armée, où on disoit que je devois aller au mois de juillet.

« Je lui répondis là-dessus qu'elle savoit bien que je n'avois jamais désiré qu'elle se contraignît en rien pour l'amour de moi, et qu'en cette affaire ici elle regardât son sentiment et le suivît entièrement. Elle a été voir le Père Caussin, lequel est très satisfait d'elle. J'ai dit encore audit Père la même chose pour lui dire, et aussi à Mme de Senecey, qui lui en a parlé pour savoir mon intention. Si quelqu'un vous en parle, comme on commence à en parler ici, vous pourrez dire la réponse que j'ai faite.

« Pour moi, si elle est demain en la même résolution, ce que je crois, bien que Mme de Senecey la tourmente de lui donner quelque temps, je m'en irai lundi à Versailles ou à Chantilly pour essayer de passer mon affliction, qui me reprend de fois à autre extrêmement forte, surtout quand je suis seul ; cela ne mérite pas que vous preniez la peine de vous approcher d'ici. J'espère que le bon Dieu me donnera la consolation. Je vous manderai demain au soir si je m'en irai ou oui ou non. Si les filles de Sainte-Marie envoient vers vous pour savoir si je trouverai bon qu'elles la reçoivent, vous leur pouvez répondre que je le trouverai bon. Si elles ne vous en font point parler, vous ne leur en ferez semblant de rien. »

Le 19, le cardinal apprit comme toute la Cour les détails

(1) Père Camille de Rochemonteix, *Nicolas Caussin confesseur de Louis XIII et le cardinal de Richelieu*, p. 123-124.

de la déchirante séparation. Et d'abord le congé demandé pour M[lle] de La Fayette le matin même dans la chambre de la Reine, à l'heure du lever : « Après avoir eu l'honneur d'être une de vos filles, je deviens aujourd'hui celle de Sainte Marie ; je ne pouvois choisir une moindre maîtresse sans dégénérer, après avoir été à une si haute et si bonne princesse. » Tandis qu'Anne d'Autriche répondait à M[lle] de La Fayette le plus affectueusement du monde, le Roi était entré : « Sire, lui avait dit la fille d'honneur en voyant ses yeux mouillés de larmes, pourquoi pleurer ce que vous avez accordé et vous attrister de l'accomplissement de la volonté divine... ? Il se faut sauver. Tâchez de vous acquitter dignement de la charge que Dieu vous a donnée, et m'obtenez par vos prières, que j'estime beaucoup, la grâce d'être une bonne religieuse. » Alors, le Roi, maîtrisant sa douleur, lui avait répondu : « Allez où Dieu vous appelle, il n'appartient pas à un homme de s'opposer à sa volonté. Je pourrois de mon autorité royale vous retenir à la Cour et défendre à tous les monastères de mon Royaume de vous recevoir, mais je connais cette sorte de vie si excellente, que je ne veux pas avoir à me reprocher de vous avoir détournée d'un si grand bien (1). »

Quelques instants plus tard, dans la cour du château, Louis XIII montait en carrosse. S'il leva les yeux vers les fenêtres de l'appartement de M[lle] de La Fayette, qui donnaient sur cette cour, il aperçut la jeune fille qui, « pressée de la tendresse qu'elle avait pour lui, avait couru le voir à travers les vitres ». Mais déjà il s'engouffrait dans le carrosse qui s'éloignait au galop des chevaux. Le Roi était parti pour Versailles. Et là-bas, à sa fenêtre, se tournant vers M[me] de Senecey, M[lle] de La Fayette gémissait : « Hélas ! je ne le verrai plus. »

QUE VA FAIRE LOUIS XIII ?

Le cardinal comptait bien qu'il n'en serait pas autrement. Mais depuis ce soir du 19 mai 1637 qu'elle était entrée à la Visitation de la rue Saint-Antoine, le Roi ne pouvait se consoler de son départ. Richelieu, apprenant qu'il s'était alité, crut bon de se rendre à Versailles et, bien que fort aise

(1) Père Camille de Rochemonteix, *Nicolas Caussin, confesseur de Louis XIII*, p. 128-130.

de savoir la demoiselle au couvent, alla jusqu'à déclarer à Louis XIII que « l'on avoit trop précipité l'affaire ».

Bientôt il songea que le Roi ne saurait se passer d'une affection et qu'il valait mieux lui en proposer une que de le laisser s'embarquer dans quelque amitié qui pourrait être nuisible aux intérêts du Royaume. Si ce rôle éveillait quelque scrupule, sans doute se disait-il, comme Mme de Motteville, que « de la manière que le Roi aimoit, c'était le plus doux des plaisirs innocents ». Le 4 juin 1637, à la fin d'une longue lettre qu'il écrivait à Louis XIII sur la guerre, il glissait cet insinuant paragraphe : « Je change de matière pour dire à Votre Majesté qu'un religieux est allé trouver Mlle de Chemerault pour lui dire qu'il savoit de bon lieu que vous la vouliez aimer, qu'il l'en avertissoit et de plus que, si elle vouloit se laisser conduire par ses avis, en cette affection, ses affaires iroient bien. Cet avis est très véritable. Sa Majesté n'en fera pas semblant s'il lui plaît. »

Louis XIII ne soupçonnait pas que Mlle de Chemerault était entre les mains de Richelieu. Il n'en écrivit pas moins de Fontainebleau, ce même 4 juin, cette réponse que son bon sens et sa vertu suffisaient à lui inspirer : « Je vous dirai que ceux qui ont fait ces discours à Chemerault ne me connaissent pas bien, et n'ai nommé son nom depuis que je ne vous ai vu. Premièrement je suis résolu à ne m'engager avec quelque personne que ce soit, l'ayant plusieurs fois dit tout haut, afin que personne n'en prétendît cause d'ignorance. Secondement, quand j'aurais cette intention, mon inclination ne va point de ce côté-là, étant trop méchante et brouillonne, et son visage ne me revenant pas, aussi que je sais que la Reine a mis en campagne tous ceux qui sont de son parti pour m'y porter, ce que je vois tous les jours. En troisième lieu, si j'avois à aimer quelque personne, j'aimerois mieux essayer à me raccommoder avec Hautefort qu'avec quelque fille qui soit à la Cour, mais, n'étant pas mon intention de m'engager avec personne, comme je vous ai dit ci-dessus et encore l'ayant promis à La Fayette, à laquelle je n'ai jamais manqué de parole ni elle à moi, je persisterai jusqu'à la mort dans ledit dessein de ne m'engager à personne et essayerai à vivre le mieux que je pourrai en ce monde, pour faire en sorte de gagner le paradis, qui est le seul but qu'on doit avoir en ce

monde. Voilà mon intention, en laquelle je persisterai tant que le bon Dieu me fera la grâce de vivre. »

Et pour preuve de sa résolution, le Roi déclarait : « Vous pouvez savoir que depuis que je suis ici, je n'ai parlé à femme ni fille au monde qu'à la Reine (1). » Richelieu le savait, en effet, mais, le 30 de ce même mois de juin, il sut bien autre chose.

LE REVIREMENT DU ROI

Ce jour-là, on lui apporta, dans son cabinet de Rueil, une lettre du Père Caussin. Cette lettre était adressée à M. de Noyers. Comme le secrétaire d'État ne se trouvait pas alors au château, le cardinal ouvrit le paquet et lut avec stupeur : « Je viens d'apprendre que le Roi, étant entré assez soudainement dans Paris, est descendu à la Visitation pour y voir M[lle] de La Fayette. Cela m'a un peu surpris et me suis vu obligé d'en donner avis à Son Éminence par votre moyen. » Son Éminence manifesta aussitôt un grand mécontentement, que ne purent apaiser ni les assurances ni les phrases lénitives qui défilaient sous ses yeux, tandis qu'il achevait la lecture de la lettre : « Toutefois, je ne vois pas qu'il ait rien à craindre, car je puis assurer que j'ai reconnu la fille dans une forte résolution de persévérer en la religion, de laquelle le Roi ne la divertira jamais. J'envoie un message exprès pour savoir si Monseigneur n'a rien à me commander là-dessus. Si vous jugez qu'il soit expédient, je l'irai voir après dîner (2). »

Le cardinal jugea qu'il était expédient, car le religieux fut mandé à Rueil.

Richelieu connaissait déjà certains détails de la visite du Roi, que M. de Noyers, enfin revenu, lui avait appris lui-même. Le secrétaire d'État se trouvait, par hasard, au parloir de la Visitation et il causait avec la supérieure, lorsque Louis XIII y était entré. Stupéfait, il était sorti de la pièce, mais il n'avait quitté le couvent qu'à cinq heures du soir. Et, de retour à Rueil, il avait pu dire au cardinal que la

(1) Affaires étrangères, *Lettres du roi Louis XIII au cardinal de Richelieu*. Passage cité par M. Louis Vaunois, *Histoire de Louis XIII*, p. 452.

(2) Voir Père de Rochemonteix, *Nicolas Caussin, confesseur de Louis XIII*, p. 142.

supérieure avait offert à Sa Majesté d'user de sa prérogative royale, qui lui permettait de pénétrer à l'intérieur de la clôture, mais que le Roi avait refusé énergiquement : « J'aimerois mieux, avait-il déclaré, avoir perdu un bras que d'être entré dans l'enclos d'un monastère et je ne veux point en user autrement que le commun. » Sur sa demande, on l'avait conduit devant la grille du parloir et, trois heures durant, sa suite rangée dans un coin de la pièce l'avait vu de loin s'entretenir avec la postulante. Quels propos avaient-ils pu échanger ? Le cardinal était bien anxieux d'en être informé.

— Eh bien ! s'écria-t-il aussitôt que le Jésuite eut été introduit dans son cabinet, à quoi songeoit le Roi de faire cette visite avec tant d'artifices, de détours et de silence ? Ne pouvoit-il pas aller le grand chemin et dire ses intentions ?

— Monseigneur, répondit le Père, qui peut mieux savoir cela que Votre Éminence ? Le bruit est que M. de Noyers, en qui vous avez toute créance, s'est trouvé là fort à propos pour régler cette visite et faire en sorte que rien ne s'y passât contre vos ordres.

— Je me suis fort étonné que le Roi m'en ait fait un mystère, reprit le cardinal. Après tout, je n'en ai aucune inquiétude. Le Roi sait bien que je ne me soucie pas des petites affaires qu'il a à démêler avec La Fayette, voilà pourquoi il ne m'en a pas parlé. Il sait que je suis assez occupé dans la direction de toutes les grandes choses qui concernent son État sans m'amuser à des bagatelles. »

Richelieu tourna et retourna son interlocuteur pour découvrir s'il était averti du jour où devait avoir lieu la visite du Roi. Ce fut en vain. Ce fut en vain aussi que Louis XIII assura Richelieu « que tout ce qu'il avoit fait n'étoit que par une petite complaisance qu'il avoit à surprendre quelquefois ceux qu'il aimoit ». Le cardinal voulut interroger à nouveau le religieux, qui répondit qu'il n'avoit point assisté à la visite et qu'il en avoit donné avis à Son Éminence aussitôt qu'il l'avoit sue : « Le cardinal, a-t-il raconté, me dit que le Roi n'auroit jamais aucun secret qu'il ne me communiquât ou à son confesseur, et qu'il nous falloit vivre en bonne intelligence sans, toutefois, le faire paraître à Sa Majesté ; que ceux qui m'avoient précédé n'en avoient pas

usé autrement, mais que je ne me montrois point assez ouvert. » Puis revenant à la visite, qui soudain paraissait prendre une énorme importance à ses yeux, Richelieu conclut : « Cette visite a bien éclaté. Plusieurs sont venus offrir de mourir avec moi, jugeant qu'il y avoit du dessein. — Eh quoi ! demanda le religieux, qu'y avoit-il à craindre ? Mlle de La Fayette n'est qu'une enfant. » Mais Richelieu n'admettait plus que l'affaire fût petite : « Vous n'êtes pas méchant, dit-il, il faut que je vous apprenne la malice du monde, sachez que cette enfant a pensé tout gâter. — Je suis autant ouvert que la raison et la conscience me le permettent. Je ne pense pas qu'il soit expédient de traverser le contentement des visites que le Roi voudra rendre à cette fille, d'autant que cela blesseroit son esprit, qui est fort sensible en ce point. Je sais qu'il s'y portera avec modération, quand personne ne le contrariera (1). »

Richelieu agissait en toute prudence, mais il ne pouvait lui échapper que le Père Caussin avait laissé entendre déjà que Mlle de La Fayette se rendrait l'avocate de la France et de toute la chrétienté.

LES DEUX « COMPLICES »

En tout cas le Père se rendait lui-même l'avocat de ce qu'il croyait « une cause juste et sainte » : « Je n'entreprends pas de détruire le ministre, expliquait-il à Mlle de La Fayette, sachant bien que le Roi en est possédé par-dessus tout ce qui se peut dire, mais je ne me sens pas en état d'être son flatteur et son esclave. Je suis tout résolu de combattre ses maximes, quand je les trouverai contraires au salut et à la bonne conscience du Roi. » Entretenir Louis XIII « de la paix de l'Église, du repos de la chrétienté, du soulagement de ses peuples, de l'union de la maison royale,... le porter à une sainte et cordiale affection pour la Reine, espérant toujours que Dieu verseroit sa bénédiction sur son mariage », tel était le programme que se fixaient les deux « complices ». Ce dernier mot était celui-là même dont usait le Père : « Souvenez-vous, recommandait-il à la jeune fille, que si l'on me met à la Bastille,

(1) Père Camille de Rochemonteix, *Nicolas Caussin, confesseur de Louis XIII*, p. 143-149.

je dois avoir part à vos prières à double titre, comme voisin et comme complice. »

Cependant le souci du cardinal augmentait à chaque visite. En vain Richelieu pressait le Père Caussin de remontrer à Louis XIII qne de tels entretiens « ne convenoient pas à un si grand Roi », en vain, par le cardinal de Lyon, grand aumônier de France, il faisait presser le Jésuite de lui révéler le sujet de leurs entretiens. Le frère de Richelieu jugeait le Père Caussin peu sûr, naïf, incapable de rien comprendre à la politique. Pour lui, l'auteur de *la Cour sainte*, qui avait eu tant de vogue en 1624, était comparable à l'ange de l'Apocalypse, qui avait un pied sur la terre et l'autre dans le ciel : « Je pense, disait-il, que le Père Caussin jouera le même personnage, puisqu'il est de la Cour sainte et de celle qui reste à sanctifier. »

La prise de voile de M[lle] de La Fayette eut lieu le 22 juillet. Cela ne supprima point les visites. Si Richelieu se fût trouvé invisible et présent à l'une d'elles, il n'en fût point revenu trop mécontent. Cette fois, la religieuse osa s'attaquer à la politique du ministre et le Roi aussitôt lui tourna le dos et partit sans prononcer une seule parole. Il est vrai qu'il lui fit dire par le Père Caussin qu'il ne désapprouvait pas la liberté qu'elle avait prise et qu'il reviendrait la voir incessamment. Instruite par cette expérience, la jeune fille usait de grands ménagements et ne parlait plus guère au Roi que de ses devoirs envers la Reine mère et la Reine. Si bien que le cardinal put lire à Rueil, le 6 novembre 1637, dans une lettre que Louis XIII lui écrivait du château de Grosbois : « Je fus hier à Sainte-Marie, ce qui m'a redonné la santé parfaite et augmenté la dévotion (1). »

Ce fut à la suite d'une de ces visites si redoutées que se produisit, au début du mois de décembre, un événement dont les conséquences devaient combler les vœux du cardinal et de la France. Louis XIII se rend à Versailles, au château de Saint-Maur, où déjà l'ont devancé sa chambre, son lit et ses officiers de bouche.

Traversant Paris, il profite de l'occasion pour s'arrêter

(1 Affaires étrangères, *Lettres du roi Louis XIII au cardinal de Richelieu.* Voir Louis Vaunois, *Histoire de Louis XIII*, p. 459.

rue Saint-Antoine, à la Visitation. Mais, tandis qu'il échange de pieux propos avec M[lle] de La Fayette au parloir, un orage affreux éclate. Impossible de retourner à Versailles, impossible d'aller à Saint-Maur. Louis XIII décide d'attendre que l'orage cesse. L'orage redouble et la nuit approche. Où aller ? Au Louvre ? L'appartement du Roi n'y est point tendu. La Reine, il est vrai, s'y trouve en ce moment dans le sien. Le mieux n'est-il pas de lui demander bon souper, bon gîte ? C'est l'avis de M. de Guitaut, capitaine aux gardes, qui a toujours son franc parler avec le Roi. Louis XIII voudrait attendre encore. La violence de l'orage ne fait que croître. Guitaut renouvelle sa proposition et le Roi finit par consentir, se résigne, non sans avoir objecté que les heures de souper et de coucher qu'affectionne la Reine ne sont pas les siennes.

Guitaut gagne le Louvre à bride abattue. Anne d'Autriche, avertie de l'heure à laquelle Louis XIII veut souper, se conforme à son désir. Le Roi soupe avec elle et ne la quitte qu'au matin. Et il s'ensuivit, le 5 septembre 1638 (1), le Dauphin si attendu, « le Roi régnant aujourd'hui, disait, plus tard, l'*Année Sainte de la Visitation*, cet auguste prince Louis XIV, qui fut nommé du peuple Dieudonné ».

GABRIEL HANOTAUX,
LA FORCE.

(1) La visite du Roi n'eut pas lieu le 5 décembre, comme on pourrait être tenté de le croire. Les archives des Affaires étrangères conservent, en effet, une lettre de Louis XIII à Richelieu, datée du 2 septembre 1638, où l'on peut lire cette phrase : « La Reine se porte si bien, que je ne crois pas qu'elle accouche de quatre jours ; elle est deux jours dans le dixième mois. »

AVRIL EN IRAN

Routes

Le voyageur européen doit corriger son optique et faire choix d'une échelle spéciale dès qu'il franchit la frontière iranienne. Les principes de sa géographie et ses unités communes de mesure sont, en effet, bouleversés.

Les villes sont posées, capitale comprise, à des altitudes variant de 1 500 à 2 000 mètres ; des cigognes nichent à la hauteur du Petit Saint-Bernard, des saules croissent à celle du mont Iseran. Vous vous croyez dans quelque basse plaine, quand c'est un plateau à 2 500 mètres ; vous pensez toucher les montagnes qui bordent ce couloir : elles sont à des lieues et culminent à près de 4 000 mètres. Des troupeaux de vaches ou de chameaux, réduits à l'état de petites taches noires ou brunes, donnent les dimensions du pâturage. Et le compteur de l'automobile inscrit 20 kilomètres avant que vous ayez atteint la limite où, il y a un moment, le ruban de la route franchissait la ligne d'horizon. Dans Shiraz ou Téhéran, vous vous prenez à songer qu'une bicyclette serait la bienvenue pour traverser les avenues dans le sens de leur largeur, et une Ispahanaise vigoureuse explique qu'elle a besoin de plus d'une demi-heure de pédalage pour aller d'une extrémité à l'autre de sa ville qui ne compte que 100 000 habitants.

La neige et le soleil sont inséparables, l'eau printanière coule à flots dans des déserts arides. Les rivières suivent de longs couloirs, en contre-haut les uns des autres, sans jamais arriver à se rejoindre.

Les cols sont au faîte des montagnes, et quand vous croyez avoir atteint un sommet, vous n'êtes que sur un second

plateau, plus élevé que celui que vous venez de quitter, barré par une seconde chaîne plus haute. Et au-dessus de celle-ci s'étendra un troisième plateau, surgira une troisième chaîne... Série de marches monumentales, d'étages et de couloirs pour géants, entre des barrières montagneuses qui allongent, sur des centaines et des centaines de kilomètres, leurs plis aux formes identiques, hérissées, découpées, hostiles, figées comme les vagues successives d'un monstrueux océan qu'aurait pétrifié un cataclysme d'apocalypse. Huit, neuf, dix horizons se succèdent, tragiques, durs, les derniers neigeux et perdus dans un ciel gris bleu. De l'un à l'autre, — seule trace de vie dans ces immensités désolées, — mènent les routes qui se déroulent à perte de vue, de couloir en couloir, de plateau en plateau. Le soir, elles vous mettent au seuil de quelqu'un des « huit paradis » au nom de poésie ou d'histoire : Ispahan, Shiraz, dans leur île de verdure...

Après quelques jours de circulation dans ce pays grand comme trois Frances, où vivent quinze millions d'habitants, vous aurez constaté qu'il y a, en sus de Téhéran, la capitale, onze larges villes de plus de 50 000 âmes ; qu'il y a le Mazandéran et les agréables abords de la Mer Caspienne ; qu'il y a parfois, au détour d'une vallée ou dans le creux d'un plateau, de petites oasis charmantes de fraîcheur et de fertilité, avec les flammes vert tendre de leurs peupliers et les amandiers en fleurs de leurs vergers clos.

Mais entre ces rares étapes, la route continue au milieu d'horizons chaotiques à rendre vraisemblables les paysages de Gustave Doré. Parfois une entaille coupe la paroi rocheuse; alors les atteintes du vent, du gel, du soleil, de la pluie, se sont faites plus cruelles, et par ces blessures, la montagne s'est effritée vers le plateau, en énormes blocs ou en débris roulants qui forment à ses pieds comme des deltas de pierres.

Sous vos yeux, au milieu des spasmes et des plissements de l'écorce terrestre, s'inscrit toute une émouvante géologie : la route a dévalé brusquement à la manière d'une piste de slalom, entre des mamelons tourmentés ; et maintenant elle s'attaque à d'étranges reliefs dont les couleurs chimiques disent la richesse en minerais. Des formes volcaniques succèdent à des pustules où le vert de gris le dispute au violacé et au roux. Le cuivre est là, le soufre aussi, encore inexploités.

Et, plus loin, c'est le sel qui blanchit la plaine ou alourdit un lac plus vaste qu'un canton, le sel qui engendre les mirages d'arbres et de palais.

Maintenant, elle suit le lit d'un fleuve, large comme un estuaire, encombré de blocs erratiques, tellement plat que la pente ne s'en révélerait pas, si un barrage de cailloux ou l'épave d'un tronc d'arbre ne trahissait le sens dans lequel coule l'eau. Sans cesse arrivent des affluents, un à chaque ride de la montagne ; si leur course est brève, leur largeur révèle le volume du torrent qui dévale en saison de pluie ; durant l'été, ce ne sont que rivières de cailloux complètement à sec ; mais, au printemps, descendent de partout les eaux rapides et vous devez aller de gué en gué. Parfois leur profondeur laisse perplexe le conducteur de l'auto : si de fraîches traces de roues attestent un récent passage, il s'engage avec confiance ; sinon, il n'a d'autre ressource que de héler le premier berger aperçu ; sur un signe, ce dernier retrousse ses pantalons de toile et entre dans la rivière ; alors, tandis qu'il va de place en place, se lisent sur les cuisses de cette jauge improvisée les différentes hauteurs de l'eau, et le chauffeur saura si et par où son carburateur peut aborder le gué sans risquer la noyade.

Ces interminables rubans de route ne sont heureusement pas dépourvus de toute vie. Et d'abord une faune curieuse les hante. La nuit, les phares font lever des lièvres ou poursuivent une gazelle. Le jour, ce ne sont que faucons aux ailes pointues, bandes de corbeaux à corps brun et ailes noires, merles dont le plumage brille du jais au violet ; pigeons et couples de tourterelles ; perdrix vêtues de velours gris ; huppes bariolées ; hérons, canards sauvages et flamants dans les bas-fonds. Et partout, sur les fils télégraphiques, sur les bornes, sur les moindres arbustes, ces oiseaux multicolores, verts comme des perruches, bleus comme des turquoises, rouges comme le feu qui, du Nil à l'Euphrate et à la mer Caspienne, strient l'air brûlant, comme les traits de flèches étincelantes. Des aigles planent sur les cols ; des vautours aussi gros que des dindons s'enlèvent lourdement, dérangés de quelque curée où ils mettaient à nu l'une de ces carcasses qui jalonnent les routes.

Et dans des nuages de poussière dorée, ou sur les herbages des hauts plateaux, passent les troupeaux éternels, troupeaux des Élamites, troupeaux des Aryens, troupeaux des Mèdes et des Perses, des Scythes et des Mongols : petits chevaux, vaches noires, chèvres, moutons.

Sur des pistes voisines trottinent les petits ânes, qui assurent encore certains transports ; la pauvreté du mode de locomotion est assortie à celle de la marchandise ; mais le volume de cette dernière est tel qu'apparaissent à peine, en dessous, quatre pattes grises, tandis que la tête disparaît entre le chargement de droite et celui de gauche, si bien que ce sont des stères ambulants de branches sèches qui semblent s'avancer, ou des cortèges de sacs d'herbes et de ronces.

Quant aux chameaux, ils continuent de ruminer du haut de leur dédain, tout comme si leur avenir n'était pas gravement compromis. Et cependant, les concurrents sont là, installés, circulant, bien résolus à ne pas repartir. Il y a les Buick et les Dodge : deux ou trois par jour et par 500 kilomètres ; ce n'est pas encore beaucoup et c'est assez pourtant pour accaparer tous les riches voyageurs qui, du temps de Loti, auraient payé si cher caravanier et escorte, et assuré la subsistance du troupeau. Il y a les autocars où s'entassent les voyageurs indigènes. Il y a les énormes camions, tellement chargés en hauteur qu'à chaque virage ils manquent verser, et tellement en largeur qu'il faut un guide accroché à droite, et un autre à gauche, pour signaler au conducteur s'il ne risque pas de heurter l'angle du tournant ou la voiture à croiser. Il y a surtout ceux qui transportent, dans un vacarme de tonnerre, le liquide de feu, la nouvelle richesse, le pétrole, puisqu'il faut l'appeler par son nom d'Europe ; ces énormes camions-citernes, argentés et rouges, qui roulent au milieu de nuages épais de poussière sur leurs triples trains de pneus jumelés. Sans doute, le chameau humoristique connaît-il de douces revanches quand il rencontre le camion en halte forcée. Et Dieu sait si l'événement est fréquent, car le moteur est délicat, le chauffeur barbare, la charge écrasante pour la chambre à air... Alors l'éclatement succède à la panne et, le long des routes, s'égrènent les monstres déséquilibrés sur les crics pendant que gesticulent en vain les mécaniciens novices. Mais si la panne sévit à l'état endémique, il n'en

est pas moins vrai que le klaxon a sonné, en Iran, le glas de l'activité de la gent chamelière. Et celle-ci n'a, dès lors, d'autre espoir que l'hospitalité parcimonieuse des jardins d'acclimatation.

Enfin, sur ces routes circulent de rares êtres humains, hommes à défaut de femmes.

Les anciens chameliers, promus chauffeurs d'autos, n'ont fait, en prenant le volant, que changer de véhicule et de nom ; au fond, ils sont restés les mêmes ; ils ornent les capots de plumes multicolores comme ils passaient des colliers de verroteries au cou de leurs chameaux ; ils ont conservé les traditions des caravanes ; ils vont par groupes ; ils font halte quand la nuit vient, et restent tapis, sans lumière, dans quelque tournant, couchés en vrac à côté de leurs voitures.

Les travailleurs de la route, loin de toute agglomération, sont réduits à vivre près d'elle sous une petite tente de toile ; tout au long de la matinée, ils relèvent d'un geste résigné la terre des bas-côtés pour réparer les dégradations causées par les bolides de l'Iranian Oil, et, quand vient midi, terrassés par la chaleur, ils s'aplatissent au sol, comme morts, pour la sieste.

Puis passent ces marcheurs infatigables aux jambes tannées, aux talons crevassés dont on se demande où ils vont si vite et d'où ils viennent dans des étendues pierreuses où l'on n'aperçoit trace de culture ni d'habitation...

Le bazar d'Ispahan

Jusqu'a ce jour, il n'a pas attiré les regards des urbanistes du nouveau régime ; il est donc encore préservé pour un temps du sort qui vient d'être fait à celui de Shiraz, subitement éventré et crucifié par deux percées à angle droit, larges comme des Champs-Élysées.

Tout comme au temps de Shah Abbas à la fin du XVIe siècle, sa haute porte ogivale, couverte de kashis fleuris et multicolores, s'ouvre sur le Meidan, la somptueuse place de cinq cents mètres de long, aménagée par le Louis XIV persan pour les parades et les réceptions d'ambassadeurs, toujours bordée de ses mosquées à coupoles bleues, de sa double galerie et de la loggia d'Ali Kapou. L'arc se dessine

sur un fond sombre, vestibule de mystère qui mène de la clarté éblouissante du Meidan (ciel bleu, soleil et neige des horizons) aux noirs secrets du trafic, du commerce, des marchés...

Et tout de suite, dans le dédale et la pénombre des voûtes, c'est le bruit, le grouillement, l'hallucinant spectacle d'une foule orientale courant à d'hypothétiques affaires en soulevant la poussière de ces souks fermés, et cette atmosphère confinée et lourde, faite de toutes les odeurs que traîne une humanité composite, de tous les parfums aussi, des essences des fleurs, des fruits, des aromates, des tapis ; relents saturés, épais, qui deviennent vite intolérables, mais dont on reste cependant impressionné pour toujours si l'on en a reçu une seule fois avec sympathie l'imprégnation caractéristique et dont, après des années, le rappel, si suffocant qu'il soit, suffira pour évoquer un Orient d'imagination, avec son arrière-plan nostalgique de rêves et de magie.

Ici trônent les rois du souk, les marchands cossus de tapis et de toiles d'Ispahan ; l'emballage s'effectue tout près, dans la cour carrée d'un khan que décorent des boiseries et que ferme une lourde porte cloutée aux ornements de cuivre. Là se vendent les épices, les graines, les poudres de toutes couleurs et de toutes provenances : henné, cumin, cinnamone, pistaches, dattes pressées en une lourde pâtée, minuscules raisins secs, graines de melon, figues tapées ; ailleurs, les glaces, sirops et limonades multicolores, aux teintes éclatantes de bocaux de pharmacie ou de champignons vénéneux.

Des boulangeries, parées de kashis à fleurs ou à personnages, montrent leurs fours brûlants.

Sur un plan incliné d'herbes vertes et d'épinards, un nonchalant Ispahanais, en longue robe rayée, repose comme sur un lit.

Cinquante bijoutiers surveillent, dans cinquante petites vitrines basses, les mêmes bijoux : bracelets et boucles d'or, colliers d'ambre ou de mauvaises turquoises, imitation de bagues anciennes, et les ravissants filigranes d'argent fins et légers comme des toiles d'araignées dans la rosée du matin.

Un vacarme assourdissant annonce le souk des chaudronniers qui frappent à l'envi sur d'identiques plateaux de cuivre au bord ourlé. Des enfants pressent des outres trans-

formées en soufflets de forge ou assistent, d'un air mécanique et désenchanté, une série de Vulcains accroupis au milieu de la ferblanterie.

D'autres appliquent des tampons encrés sur les toiles fraîchement dessinées ; leurs mains sont bleues, violettes, ocrées ; ils sont entourés de vases de teintures, et l'ensemble donne une extraordinaire impression de badigeons pour fétiches ou clowneries.

Dans les sous-sols, des enfants, — toujours des enfants, et si malingres, si las, — installent les pots, les écuelles, les assiettes de terre dans des fours délabrés et dérisoires ; un mouton est à la laisse au milieu de poules borgnes ; une branche de lilas se fane dans un cruchon ; un géranium se hausse désespérément vers la lumière en une tige unique. A côté, les tapissiers chantent dans leurs réduits qui sentent la terre et la balle d'avoine, et ce nasillement domine les coups sourds des métiers ; l'un d'eux, tout vêtu de blanc (bonnet, pantalon et longue houppelande de toile), jette, d'un geste rapide, une énorme navette à travers la chaîne et court le long du châssis.

Les tailleurs silencieux, accroupis dans leurs échoppes, coupent en tirant l'aiguille à gestes prudents, et voici que l'un d'eux s'interrompt, comme pris d'une vision et, agenouillé vers la Mecque, sans souci des clients ou des passagers, multiplie ses prosternations et ses prières.

Des bains arabes se signalent par les enseignes peintes au-dessus de l'entrée, plus suggestives les unes que les autres : une chasse aux animaux sauvages, une volière d'oiseaux, une promenade de notable sous un parasol.

A côté, c'est une mosquée aux abords sordides, non pas une de ces belles mosquées historiques qu'un diligent service archéologique fait classer et protéger, mais une toute simple, dont on entrevoit, — bande de soleil dans l'ombre du souk, — un coin de cour dallée à l'angle d'un bassin à ablutions : mosquée prévue pour la prière des marchands, tout près d'eux, dans leur vie, dans leur commerce.

Plus loin, une fontaine encadrée de boiseries à jour, moucharabieh de fraîcheur comme en fit installer Shah Abbas dans ces souks dont le délabrement attriste, après tant de soins. L'humidité a mangé le bois ou l'a recouvert d'une

sorte de lèpre ; les rosaces ont perdu leurs rayons ; une eau fétide emplit des cuves d'étain où un garçon désabusé agite la louche dont il désaltérera le passant.

Il y en a tellement de ces passants : juifs dont rutilent la barbe et les sourcils passés au henné, soldats vêtus de bleu ciel, marchant d'un pas souple et discret dans leurs espadrilles de toile, boucanés comme des loups de mer, un brin de lilas aux lèvres ; acheteuses en invraisemblables robes longues de soie, aux couleurs criardes, les israélites très à l'aise pour leurs marchandages, les musulmanes dévoilées gênées et honteuses. Quelques rares moullahs encore enturbannés et vêtus à l'ancienne mode (pour combien de temps ?...) défilent avec majesté à califourchon sur un petit âne gris. Un paysan d'un village voisin passe à l'amble d'un brave cheval blanc qu'il a badigeonné de henné aux balzanes, à la queue, puis sur les flancs, en taches si habilement réparties qu'il en a fait un étrange animal pie d'une espèce ignorée de toute zoologie.

Des policiers équipés à la britannique (casque, drap gris ou kaki, baudrier de cuir, bottes noires) circulent d'un air avantageux, mandataires en chair et en os de la suprême autorité dont le symbole siège à Téhéran. Parfois, ils dispersent brutalement la foule des mendiants, pauvres ou non, qui assaillent l'étranger : enfants, femmes, vieillards, estropiés fuient comme devant un feu dévastateur, mais ils retrouvent leur victime devant la boutique suivante, et la poursuivent de leur cortège sans cesse accru, la pressant, la touchant, l'implorant de leur plainte monotone et musicale à la fois : *hanoum, backchiche...*

Le cireur assiste impassible à cette persécution, puis il astique avec empressement la botte impérieuse d'un gendarme qui ne le paiera naturellement pas ; il passe à de pauvres chaussures élimées, décousues, veuves de tout lacet, traînant une incertaine semelle ; il se mire dans les vernis de l'élégant qui, satisfait de l'éclat dont rayonnent les extrémités de ses membres inférieurs, court chez un des innombrables coiffeurs du lieu pour y procéder au second rite de la fashion orientale et faire calamistrer ses beaux cheveux bruns. Mais le famélique cireur vit bien loin de ces contingences et ne se soucie guère de l'échelle sociale des souliers

qu'on présente à ses brosses : il a à sa gauche son oiseau dans une cage, et sur sa droite un narcisse fraîchement arrosé fleurit dans un pot de terre vernissé.

Campagne de Téhéran

Par une de ces immenses avenues qui ne sont, ni en longueur ni en largeur, à l'échelle européenne, et dont l'unité de mesure devrait être de l'ordre myriamétrique, il est doux de quitter Téhéran avant la fin du jour pour gagner vers le nord, au pied des monts, ces asiles de repos où la « divine sœur, l'eau », jaillissant à la base des falaises rocheuses, répand à profusion la fraîcheur de ses bienfaits.

Les longs murs au faîte festonné et tout ourlé de guirlandes, peints de blanc, peints de bleu, peints de rose, enclosent les jardins et simulent de chaque côté de la route une sorte de draperie de pierre ; les arroseurs, dans leurs défroques de toile, pantalons relevés au-dessus du genou, trottent de la rigole à la chaussée, versant en hâte le contenu de leurs *ténékés* sur la poussière du jour. La ville sèche s'imbibe de l'odeur de la terre mouillée.

Et bientôt ce sont les menus paysages printaniers d'une campagne délicate et toute affinée : un air étrange, ni sec ni humide, ni transparent ni trouble, seulement ténu, frais, comme dilué ; une eau qui dévale de partout, en petits canaux, sur des cailloux usés entre les talus d'argile qui la boivent avidement ; la neige à l'horizon, où elle adoucit de ses étendues blanches les pentes hostiles des barrières de montagnes ; la toison ondulante des blés naissants ; et surtout cette verdure tendre, pâle, discrète qu'élaborent sans doute les ardeurs unies d'un soleil et d'une neige assez proches pour donner la vie et la fraîcheur, trop éloignés pour brûler ou geler... C'est la teinte exquise et spéciale aux paysages persans, de ces peupliers filiformes, à la tige blanche et lisse, qui s'élancent en rangs serrés et amenuisent leurs pousses tendres comme de petites lumières vertes, si fines, si fines, faites pour le pinceau d'un miniaturiste.

Au-dessus d'un hameau et d'un minuscule bazar dont les étals sinuent sous les treilles, au bord d'une eau vive, parmi des ormes centenaires, s'étagent derrière de hautes

clôtures les bâtiments et les jardins d'une résidence princière.

Les toits réguliers à quatre pentes égales se dérobent au milieu des arbres. L'eau traverse la demeure, courant sous les divans et les canapés qui enjambent les canalisations ; elle rafraîchit les vestibules, enduits d'une chaux légèrement bleutée. Les salons sont encore clos, dans l'attente de l'hôte princier ; ce ne sont que cabinets de glaces, vérandas bariolées à verres de couleur, lustres et grands candélabres en baccarat, fins tapis posés sur le pavement de marbre blanc, colonnes à facettes miroitantes, fauteuils et chaises capitonnés de soie rose ou verte, lithos 1860 où défilent des giaours, des dames voilées, des eunuques, de riches marchands au milieu de vues d'Istamboul ou de Smyrne.

Au dehors, les oiseaux chantent dans de hauts platanes ; le panache des jets d'eau voisins jaillit au-dessus des murs ; les saules pleureurs se mêlent aux arbres de Judée ; le lierre enlace les aubépines roses ; des kiosques métalliques, abandonnés et délicieusement inutiles, comme des cages vides, attendent quelque prisonnière de rêve ; par des chemins de faïence bleue ou verte, entre des buis taillés, l'eau glisse doucement de terrasse en terrasse.

L'ensemble révèle à la fois le désordre et l'apprêt ; au moment où le jardin semble abandonné et livré à la seule nature, apparaissent des soins minutieux jusqu'au détail : une troupe de jardiniers, lents et muets, en costume de paysans, procède à de minuscules travaux ; ils égalisent le cailloutis des allées, arrachent à la main de vagues herbettes, plantent des pensées dans des massifs lilliputiens et sans contours.

On songe au *Printemps* de Théophile Gautier, celui que préparent en secret mars et avril : préparation délicate, attentive, où les soins de l'homme sont cependant nécessaires pour porter à la perfection du charme l'œuvre de la nature.

Le long du passé

Dans ce pays farouche, si difficile à pénétrer, l'histoire est le seul guide auquel puisse se fier l'Européen. Elle y passa si souvent, elle y vécut de si grandes heures qu'elle

y veille encore et pour toujours sans doute, sur cette terre de Perse qui reste un de ses plus majestueux témoins. Elle y tient sa cour parmi les Élamites, les conquérants égyptiens, chaldéens, assyriens, les rois des trois grandes dynasties : Achéménides, Arsacides, Sassanides, les Macédoniens du divin Alexandre, les Khalifes musulmans, les envahisseurs mongols, les tyrans afghans, Shah Abbas le Grand, et les somptueux souverains Séfévides ; puis les Turcs kadjiars qui la conduisirent à notre siècle.

Elle est tapie partout, près des sources qui jaillissent au bas des parois rocheuses, le long des montagnes parcheminées dont les plis et les fissures sont autant de rides marquant les âges du monde.

De l'ancienne Ecbatane, où régna Assuérus dans un faste dont ne subsiste plus la trace d'une pierre, l'histoire a maintenu un grand souvenir, celui d'Esther et de Mardochée.

Deux voûtes ne permettant pas à un enfant de pénétrer sans courber la tête conduisent à une salle exiguë, basse, sombre, qui a peine à contenir deux tombeaux de cèdre où reposent les sauveurs d'Israël. Des couvertures de soie, de brocart chamarré, de velours forment comme autant de couches isolantes les mettant à l'abri des regards impurs. Une inscription hébraïque court le long du mur crépi de chaux. Le gardien, vieil israélite à barbe blanche, œil perçant et mains crochues, promène le long des draperies un cierge tremblant qu'il a arraché au chandelier des offrandes ; puis il obstrue la sortie en attendant sa rémunération ; le guide bossu suggère dix rials pour le rabbin et cinq pour le tronc du sanctuaire, proportion digne de Judas et cyniquement acceptée.

L'histoire se lamente encore sur les ruines de Persépolis d'où l'on exhumait hier, parmi les débris du criminel incendie, l'étoffe calcinée des robes des épouses de Darius Codoman.

Et là où fut Pasargades, réduite maintenant à quelques pierres brûlées par le soleil, elle a veillé sur le tombeau de Cyrus le fondateur, inspirant sans doute pour le protéger contre les destructions de l'Islam, l'étrange légende qui fait reposer sous ce lourd mausolée la mère de Salomon.

Dans les falaises de Nakh-I-Roustan et dans celles qui dominent Persépolis sont creusées les sépultures des rois achéménides ; chacun a la sienne dont l'entrée reproduit celle de son palais ; et chacun, sur son trône porté par ses vaincus et ses esclaves, en un suprême tête-à-tête avec son dieu, rend hommage à Ormuzd dont les ailes horizontales ont protégé la dynastie. Les portes béantes de ces tombeaux violés par les troupes d'Alexandre sont autant de taches noires dans le rocher marbré de gris et de jaune, et, à l'intérieur, gisent, déplacées et brisées, les épaisses dalles qui recouvraient les sarcophages de pierre. Des hirondelles nichent dans celui d'Artaxerxès II ; des pigeons pénètrent d'un vol ouaté dans celui de Darius le Grand ; des faucons piaillent, et de toutes les anfractuosités du rocher partent les flèches de feu des beaux oiseaux « couleur du temps ».

Et c'est encore une des places de prédilection de l'histoire ; elle vient y rêver, indulgente aux profanations ailées de ces oiseaux de bas-relief ; et elle y contemple la fin du jour sur l'immense plaine qui vit partir les armées mèdes et perses : à perte de vue des troupeaux se rassemblent ; les flamants et les vaches noires à tête de buffle quittent les bas-fonds ; les cavaliers passent les gués ; les paysans hauts, droits, laissent reposer la petite charrue millénaire et libèrent les jougs ; les nomades perdus dans leurs draperies s'accroupissent en rond devant leurs tentes, et le chœur infini des grenouilles s'empare de l'étendue...

Mais elle ne s'endort pas. Elle veillera cette nuit au lieu sublime entre tous, aux autels zoroastriens, sur ces blocs de pierres cubiques à peine sculptés d'un feston et creusés d'une cuvette à leur sommet, vers lesquels les prêtres du feu montaient par trois marches taillées dans le roc. C'est ici qu'une humanité naissante alluma la première flamme mystique ; ici que prit son premier essor un esprit en quête d'une autre adoration que celle des dieux terribles, hostiles, monstrueux. Avec ce feu divin et purificateur qui monte droit dans l'espace, l'âme s'est échappée vers le secret supérieur. Et ce culte primitif, déjà si marqué de spiritualité, était déjà plein de l'annonce quasi prophétique des grands mystères chrétiens.

Pourquoi les rappels tapageurs de la gloire des Sassanides semblent-ils plus délaissés ? De place en place, à l'entrée des vallées, dans les défilés rocheux, les Ardéchir, les Bahram et les Shapour ont gravé leurs triomphes sur les légions romaines dans les bas-reliefs dont l'orgueilleuse répétition confine à la banalité. Partout le malheureux empereur Valérien, tête nue, captif, humble et soumis, agenouille sa fierté et celle de Rome devant le vainqueur sassanide, dont le cheval écrase un guerrier romain. Les injures du temps ont été cruelles pour ces insolentes sculptures et l'on dirait que les éléments vengeurs se sont conjugués depuis seize siècles pour effacer les traces de la honte romaine.

Au surplus, les modernes Iraniens ne semblent guère tirer vanité de cet événement historique : les cendres éparses devant cette haute paroi rocheuse sur laquelle défilent dans la pierre les silhouettes figées de tous les vaincus des rois sassanides ne sont que celles qui réchauffèrent les modestes repas des bergers. Ailleurs, sur une plate-forme que domine le grand relief de Shapour I[er], deux ménages chiites sont venus goûter à la fin de cet après-midi d'avril ; l'air est frais entre la montagne et la rivière ; les femmes, en un tas informe et sombre, sont restées à l'écart ; des enfants vagabondent, leur chemise flottant sur leur pantalon de toile blanche, et, plus loin, voluptueusement installés sur un petit tapis, deux hommes fument le narghilé ; l'un est teint au henné ; l'autre a les cheveux curieusement rasés en demi-cercle concave sur le devant du crâne ; ils ont jeté leurs hardes près de la tête du Romain écrasé. Et, pour compléter le tableau, l'inévitable gendarme bleu, aux jambes squelettiques, surveille ces ébats familiaux.

Tels sont aujourd'hui, pauvre Shapour, les témoins indifférents de ta gloire oubliée !

René Giscard d'Estaing.

L'INSTITUT PASTEUR

En 1886, Pasteur était en pleine gloire. Après avoir fondé les principes d'une chimie nouvelle, découvert la cause des fermentations, reconnu que toute cellule vivante provient d'une autre cellule, il avait entrepris l'étude des maladies virulentes, demeurées de tout temps impénétrables à la compréhension humaine, et la lumière s'était faite. Enfin, par un tour de force intellectuel comme la science expérimentale n'en connut jamais, il venait de découvrir la vaccination de la rage, cependant que le microbe se dérobait à ses yeux. Depuis quarante années, devant la puissance de son imagination, la rigueur de sa méthode, la logique de son raisonnement, la nature toujours avait ployé.

Le 1er mars 1886, l'Académie des sciences prenait l'initiative d'une souscription publique pour la création d'un institut, destiné à traiter la rage d'après la méthode de Pasteur et à étudier les maladies contagieuses.

Cet institut de recherches réalisait le rêve que Pasteur avait formé vingt ans auparavant.

En 1868, Pasteur avait écrit :

« Prenez intérêt, je vous en conjure, à ces demeures sacrées que l'on désigne du nom expressif de *laboratoires*. Demandez qu'on les multiplie et qu'on les orne : ce sont les temples de l'avenir, de la richesse et du bien-être. C'est là que

(1) L'Institut Pasteur a célébré, le 15 mars, le cinquantenaire de sa fondation.

l'humanité grandit, se fortifie et devient meilleure. Elle y apprend à lire dans les œuvres de la nature, œuvres de progrès et d'harmonie universelle, tandis que ses œuvres à elle sont trop souvent celles de la barbarie, du fanatisme et de la destruction. »

Dans cet article intitulé : *le Budget de la science*, Pasteur révélait la grande misère des laboratoires de notre pays, aussi bien au Collège de France qu'à la Sorbonne et dans les Facultés de province, « laboratoires malsains, humides, obscurs, mal aérés », véritables « tombeaux des savants », selon l'expression de Claude Bernard. Le laboratoire du grand physiologiste n'était-il pas installé dans une cave, celui de Pasteur dans un grenier ?

Trois années plus tard, après les désastres de la guerre, Pasteur revenait sur la nécessité impérieuse de développer les laboratoires et les institutions scientifiques de la France.

« Les causes de nos malheurs, écrivait-il, sont multiples. Au premier rang, il faut placer l'existence tolérée d'une nation altière, ambitieuse et fourbe, qui, depuis deux siècles, se développe *per fas et nefas* à l'égard de tous ses voisins, sous une forme qu'on pourrait nommer *pathologique*, envahissante comme une tumeur maligne, et qu'un publiciste allemand a flétrie de cette qualification : *le chancre prussien...*

« ... Si, au moment du péril suprême, la France n'a pas trouvé des hommes supérieurs pour mettre en œuvre ses ressources et le courage de ses enfants, il faut l'attribuer, j'en ai la conviction, à ce que la France s'est désintéressée, depuis un demi-siècle, des grands travaux de la pensée, particulièrement dans les sciences exactes...

« ... Victime sans doute de son instabilité politique, la France n'a rien fait pour entretenir, propager, développer le progrès des sciences dans notre pays ; elle s'est contentée d'obéir à une impulsion reçue ; elle a vécu sur son passé, se croyant toujours grande par les découvertes de la science, parce qu'elle leur devait sa prospérité matérielle, mais ne s'apercevant pas qu'elle en laissait imprudemment tarir les sources, alors que des nations voisines, excitées par son propre aiguillon, en détournaient le cours à leur profit et

les rendaient fécondes par le travail, par des efforts et des sacrifices sagement combinés.

« Tandis que l'Allemagne multipliait ses universités, qu'elle établissait entre elles la plus salutaire émulation, qu'elle entourait ses maîtres et ses docteurs d'honneurs et de considération, qu'elle créait de vastes laboratoires dotés des meilleurs instruments de travail, la France, énervée par les révolutions, toujours occupée de la recherche stérile de la meilleure forme de gouvernement, ne donnait qu'une attention distraite à ses établissements d'instruction supérieure. »

Pasteur connaissait bien l'âme de la France. Quelques semaines avant d'écrire cet article sur la cause de notre infériorité au moment de la guerre, il avait renvoyé son diplôme de docteur *honoris causa* de l'Université de Bonn avec ces commentaires au doyen de la Faculté de médecine de cette ville :

« Votre roi ne connaît pas la France. Il a pris pour son caractère naturel les effets et l'empreinte passagère d'une prospérité matérielle inouïe et de quatre-vingts ans d'instabilité politique. On voit des plantes qui, après avoir éprouvé le tourment factice de la main de l'homme et l'action énervante des serres chaudes, modifient leurs allures à ce point que des naturalistes d'un esprit étroit vont jusqu'à changer leurs noms ; mais, replacées dans leurs conditions naturelles, elles reviennent bientôt aux types de leurs espèces. Ainsi fait la France en ce moment ; le génie de sa race réapparaît et Dieu seul connaît le terme de ses efforts. »

Cette France qu'il aimait profondément, il voulait la mettre en garde contre certaines tendances démocratiques dangereuses : « La vraie démocratie, disait-il, est celle qui permet à chaque individu de donner son maximum d'efforts dans le monde. Pourquoi faut-il qu'à côté de cette démocratie féconde, il en soit une autre stérile et dangereuse qui, sous je ne sais quel prétexte d'égalité chimérique, rêve d'absorber et d'anéantir l'individu dans l'État ? Cette fausse démocratie a le goût, j'oserais dire le culte de la médiocrité. Tout ce qui est supérieur lui est suspect. En renversant le sens d'une phrase célèbre du général Foy, on pourrait définir cette démocratie : la ligue de tous ceux qui veulent vivre sans travailler,

consommer sans produire, arriver aux emplois sans y être préparés, aux honneurs sans en être dignes (1) ».

INAUGURATION DE L'INSTITUT PASTEUR

Le 14 novembre 1888, l'Institut Pasteur était inauguré. « J'entre dans cette maison, disait Pasteur, comme un homme vaincu du temps. » Il n'avait que soixante-six ans ; mais sa santé avait été minée par un labeur sans trêve de quarante années, une volonté acharnée de réaliser le rêve entrevu dans sa jeunesse, l'anxiété de ne pouvoir peut-être achever l'œuvre immense qu'il voulait mener à son terme. Sur ses épaules pesait le poids de toutes les luttes qu'il lui avait fallu engager contre la routine, les préjugés et les adversaires toujours renaissants, que ce soit Pouchet, Liebig, Fremy, Trécul, Koch, Bastian, Colin ou Peter. Toutes les angoisses humaines, il les avait connues.

Il était « vaincu du temps », mais sa doctrine était triomphante et le but qu'il s'était proposé dans sa jeunesse, il l'avait atteint.

On a souvent cité le discours que Pasteur prononça le jour de l'inauguration de l'Institut qui porte son nom. Il est certaines phrases qui résonnent à nos oreilles comme un écho anticipé de nos préoccupations actuelles :

« Deux lois contraires semblent aujourd'hui en lutte : une loi de sang et de mort qui, en imaginant chaque jour de nouveaux moyens de combat, oblige les peuples à être toujours prêts pour le champ de bataille, et une loi de paix, de travail, de salut qui ne songe qu'à délivrer l'homme des fléaux qui l'assiègent. L'une ne cherche que les conquêtes violentes, l'autre que le soulagement de l'humanité. Celle-ci met une vie humaine au-dessus de toutes les victoires ; celle-là sacrifierait des centaines de mille existences à l'ambition d'un seul.

« La loi dont nous sommes les instruments cherche même à travers le carnage à guérir les maux sanglants de cette loi de guerre. Les pansements inspirés par nos méthodes antisep-

(1) Cette citation de Pasteur et les précédentes se trouvent dans le tome VII des *Œuvres de Pasteur*, réunies par Pasteur Vallery-Radot, intitulé « Mélanges scientifiques et littéraires », qui paraîtra le 21 avril, Masson éd.

tiques peuvent préserver des milliers de soldats. Laquelle de ces deux lois l'emportera sur l'autre ? Dieu seul le sait. »

LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTITUT PASTEUR

L'Institut Pasteur à ses débuts réunissait un petit nombre de travailleurs.

Le chimiste Duclaux, qui avait été le collaborateur de Pasteur dans ses études sur les maladies des vers à soie et sur la bière, était chargé de la microbie générale. Il avait été autorisé à transférer de la Sorbonne à l'Institut Pasteur son cours de chimie biologique. Cette chimie, issue des travaux de Pasteur, comprenait alors l'ensemble des phénomènes où interviennent des ferments ; elle s'est considérablement étendue depuis cette époque, mais les bases en restent celles qu'établit Duclaux dans son lumineux *Traité de chimie biologique* (1) et dans ses leçons qui étaient pour ses auditeurs un enchantement, tant il avait d'esprit, de fantaisie, de rapprochements inattendus.

Roux dirigeait le service de microbie technique. Il était chargé du cours où venaient s'initier à la science nouvelle et s'imprégner de l'esprit du maître tous ceux que l'on devait appeler plus tard les *Pastoriens*. Technique impeccable, jugement rigoureux, ordre et clarté, voilà ce que les jeunes trouvaient auprès de M. Roux.

Chamberland, esprit ingénieux, habile, toujours en éveil, était à la tête du laboratoire des vaccins. A Grancher, assisté de Chantemesse et Charrin, étaient confiées les vaccinations antirabiques.

A cette équipe allait bientôt s'adjoindre Metchnikoff. Ce savant russe, qui avait un peu l'aspect d'un alchimiste, était universellement connu par ses travaux sur l'immunité. Il montrait que la défense de l'organisme était assurée par des cellules mobiles, englobant les microbes et les digérant, d'où leur nom de *phagocytes*. Cette découverte avait une immense portée, mais, comme la plupart des notions qui bouleversent les idées reçues, elle avait été accueillie avec beaucoup de scepticisme. Le célèbre savant allemand Robert

(1) *Encyclopédie chimique*, publiée sous la direction de M. Fremy, tome IX : *Chimie biologique*, par M. Duclaux. Dunod éd., 1883.

Koch lui-même était resté incrédule. « Il y a un peu de romanesque dans tout cela », avait dit en souriant le grand chirurgien anglais Lister. Au contraire, Pasteur, qui avait un sens aigu pour discriminer la vérité de l'erreur, avait eu foi en la théorie nouvelle. Il offrit à Metchnikoff un laboratoire, qui devint bientôt un des plus actifs du nouvel Institut et où vinrent travailler des biologistes de toutes les parties du monde. Un des plus illustres fut Jules Bordet ; ses recherches sur l'immunité humorale ont rendu son nom célèbre.

Les dernières années de la vie de Pasteur furent illuminées par les travaux qui sortirent de cet Institut. Des chefs de service aux préparateurs, tous vivaient insouciants de la vie matérielle, dans une sorte d'enchantement qui leur venait de la présence proche du maître, entraînés par le désir qui jamais ne s'éteignait de découvertes prochaines. Ces découvertes, ils désiraient les réaliser, sans fatuité personnelle, comme des fidèles souhaitent de pouvoir faire une offrande anonyme à leur dieu.

Ceux qui ont vécu alors dans cet Institut se souviennent de l'entente qui régnait entre tous les travailleurs. C'était une véritable vie de famille autour de Pasteur et de M[me] Pasteur qui, par sa simplicité, l'affabilité de son accueil, son entrain, était l'âme de la maison.

En 1895, Pasteur mourait. Duclaux lui succédait. Pendant huit années il resta à la tête de l'Institut Pasteur.

On a quelquefois reproché à Duclaux son farouche individualisme ; c'est, en effet, une tendance dangereuse dans un établissement où le travail en équipe est nécessaire ; mais, il y a trente ans, les chercheurs en France n'auraient pu s'astreindre à la discipline d'un travail en commun ; il fallait à l'esprit latin, pour s'épanouir, une fantaisie qui aujourd'hui n'est plus guère possible. « Heureux, comme dit le savant Charles Nicolle, ceux qui ont bu le vin grisant de l'indépendance ! » Duclaux fit de l'Institut Pasteur, a écrit M. Roux, « une sorte de *coopérative scientifique* où, tout en conservant l'indépendance de ses idées, chacun travaille en vue d'un but commun ». Il créa, en 1900, grâce à la générosité de la baronne de Hirsch, un Institut de chimie biologique, en face de l'ancien Institut de microbiologie. Dans ce nouvel institut, M. Fernbach continua les recherches de Pasteur sur la fer-

mentation alcoolique, M. Gabriel Bertrand fit ses mémorables travaux sur les « infiniment petits chimiques » qui entrent dans la composition des végétaux. Ce fut encore Duclaux qui fit édifier, dans l'enceinte même de l'Institut Pasteur, un hôpital pour l'étude et le traitement des maladies contagieuses. Cet hôpital, don de Mme Lebaudy qui toute sa vie voulut garder l'anonymat, fut réalisé d'après les plans de M. Louis Martin qui en assuma la direction.

L'Institut de chimie biologique et l'hôpital devaient servir à développer l'œuvre de Pasteur dans le domaine de la chimie et dans celui des maladies infectieuses. L'Institut Pasteur n'avait plus qu'à continuer son prodigieux effort dans les voies tracées par son fondateur. Il le pouvait d'autant mieux qu'il était indépendant, sans aucun lien avec l'État, et que par le legs qu'il allait recevoir d'Osiris et par de généreuses donations les soucis pécuniaires devaient lui être bientôt, en partie tout au moins, épargnés.

M. Roux, devenu directeur en 1904, aima l'Institut comme un moine aime le couvent où s'écoulent toutes les heures de sa vie. Véritable saint laïque, il fut passionnément admiré de tous ceux qui l'ont approché. Nous avons dit, — dans la *Revue* du 15 décembre 1933, — quelles furent sa vie et son œuvre. Sous sa direction, assisté d'Albert Calmette et de Louis Martin, sous-directeurs, l'Institut Pasteur continua à se développer. Les services des vaccins et des sérums prirent une grande extension, un bâtiment pour les recherches sur la tuberculose fut construit par les soins de Calmette, les Instituts Pasteur d'outre-mer se développèrent en Afrique et en Asie.

Le 3 novembre 1933, M. Roux mourait. Cinq jours avant, Calmette s'était éteint. Depuis, M. Louis Martin a assumé la direction de l'Institut avec M. Ramon comme sous-directeur. Pendant ces cinq années, l'Institut Pasteur, ayant à la tête de son conseil d'administration le professeur Lacroix, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, a continué son extension. Les services de sérothérapie et de préparation des toxines et des anatoxines ont été développés ; des laboratoires nouveaux ont été créés tant à Paris qu'à l'annexe de Garches, dirigée par M. Ramon ; un grand édifice a été aménagé pour les services pratiques ; prochainement, les labora-

toires de chimiothérapie vont prendre une plus grande importance.

Ainsi, depuis sa fondation, l'Institut Pasteur n'a cessé de s'étendre. Il est aujourd'hui le plus grand institut scientifique de France, et ses filiales répandent dans le monde les bienfaits de la science issue des découvertes de Pasteur.

L'ACTIVITÉ SCIENTIFIQUE ET LES DÉCOUVERTES

Pour se faire une idée de l'activité scientifique de l'Institut Pasteur en ce demi-siècle, il suffit de feuilleter la collection des cinquante-deux volumes de ses *Annales*.

Les années qui suivirent la fondation de l'Institut Pasteur, M. Roux prit à tâche de décrire les techniques qui avaient été utilisées par Pasteur et ses collaborateurs pour isoler les microbes de certaines maladies et démontrer que ces microbes étaient la cause réelle de ces affections. A lire aujourd'hui les communications de Pasteur aux sociétés savantes, on s'étonne qu'il ne donne pas le détail de ses techniques. C'est qu'il agissait comme un visionnaire : à peine avait-il constaté un fait que son esprit voyait au delà. Son imagination et surtout cette intuition, qui était pour lui un véritable sens, le pressaient de chevaucher vers les pays merveilleux, fermés à tous, ouverts à son génie. Ainsi, en 1859, à peine a-t-il démontré la cause des fermentations qu'il entrevoit déjà quelle doit être l'étiologie des maladies virulentes. La vie est courte, il faut aller vite, il y a tant à découvrir ! A plus tard la description des appareils, des pipettes, des ensemencements et des milieux de cultures !

M. Roux eut à cœur, non seulement de décrire ces techniques, mais de les enseigner d'une façon impeccable. La pléiade de travailleurs, issus du laboratoire où il enseignait, se répandit dans le monde. L'Institut Pasteur eut des élèves en Europe, en Amérique et jusqu'en Extrême-Orient.

Depuis cinquante ans, non seulement à l'Institut Pasteur, mais dans les instituts où travaillent ceux qui se sont formés aux disciplines pastoriennes, sans cesse des microbes nouveaux sont découverts : soit microbes visibles, tel le bacille de la peste découvert en 1893, à Hongkong, par M. Yersin ; soit microbes invisibles que l'on appelle *virus*

filtrables parce que leur ténuité leur permet de traverser les bougies filtrantes, tel le microbe de la péripneumonie des bovidés, découvert par Nocard et Roux, avec la collaboration de Borrel, Salimbeni et Dujardin-Beaumetz; soit germes *anaérobies*, ainsi nommés dès 1863 par Pasteur parce qu'ils vivent à l'abri de l'air; de ceux-ci, MM. Veillon, Rist, Noël Hallé et Guillemot, puis M. Weinberg ont fait une étude des plus détaillées.

Qu'il s'agisse de microbes visibles ou de virus filtrables ou d'anaérobies, ce sont toujours les méthodes de Pasteur qui sont utilisées. Il semble que ce soit lui qui guide la main des chercheurs dans le monde entier, car ils répètent ce qu'il fit pour démontrer le rôle pathogène de la bactéridie charbonneuse, du vibrion septique anaérobie, du virus de la rage invisible. La voie fut tracée par lui; ils y cheminent.

Parmi les découvertes effectuées à l'Institut Pasteur, une des plus saisissantes est celle des toxines. Cette découverte eut une merveilleuse destinée.

Pasteur avait déjà observé, — car en tout il fut le précurseur, comme en témoigne la lecture de son œuvre où chaque page nous étonne par une stupéfiante prescience de l'avenir (1), — que le microbe du choléra des poules élabore une substance toxique. M. Roux, au laboratoire de la rue d'Ulm, puis à l'Institut Pasteur, continua ces recherches sur les poisons des microbes qu'on appela des *toxines*. Avec M. Yersin, il découvrit la toxine du bacille diphtérique et en fit une étude des plus approfondies. Il montra que les cultures de ce bacille filtrées, c'est-à-dire privées de microbes, contiennent un poison si actif qu'un demi-centimètre cube tue un cheval. Cette étude de la toxine diphtérique devait servir de modèle pour l'étude des autres poisons microbiens; c'est ainsi que bientôt étaient isolées la toxine du bacille tétanique et la toxine du bacille botulique. Mais surtout cette étude devait être le point de départ d'une étonnante découverte, faite en Allemagne par Behring. Ce savant montra que le sérum d'un animal qui a reçu une toxine a la propriété de neutraliser cette toxine; en d'autres termes, il contient une *antitoxine*.

(1) Voir l'index analytique et synthétique de l'œuvre de Pasteur dans *Œuvres de Pasteur*, tome VII. Masson éd.

La découverte de Behring stupéfia le monde savant. A l'Institut Pasteur, on se mit à l'étude du merveilleux contre-poison. Ses applications pratiques semblaient à M. Roux devoir être immenses : dans une maladie microbienne, en injectant à l'homme du sérum d'animaux contenant l'antitoxine, n'allait-on pas pouvoir s'opposer aux méfaits de la toxine sécrétée par le microbe ? Grâce à M. Roux, aidé de MM. Louis Martin et Chaillou, cet espoir se réalisa.

Pendant trois années, M. Roux rechercha les meilleurs modes de production de l'antitoxine diphtérique. Il fallait qu'elle fût assez active pour que, injectée à l'homme atteint de diphtérie, elle pût neutraliser la toxine.

En septembre 1894, au Congrès international de médecine de Budapest, M. Roux fit sa célèbre communication sur trois cents cas de diphtérie recueillis par MM. Louis Martin et Chaillou. Ils avaient été traités par le sérum de chevaux auxquels on avait injecté la toxine. Les résultats apportés par M. Roux étaient tels qu'ils entraînèrent la conviction et que, d'emblée, la *sérothérapie* entra dans la pratique.

Ce fut alors à l'Institut Pasteur une véritable avalanche de lettres et de télégrammes provenant de tous les pays ; partout on réclamait le *sérum antidiphtérique*. L'école d'Alfort mit des écuries à la disposition de l'Institut Pasteur ; l'État, la ville de Paris, le département de la Seine, accordèrent des subventions ; *le Figaro* ouvrit une souscription qui procura un million. Une vague d'enthousiasme pour la science nouvelle, qui avait fait un tel miracle, soulevait l'opinion publique.

En quelques mois, un grand service de sérothérapie fut organisé par MM. Roux et Louis Martin, aidés de M. Prévôt, à Villeneuve l'Étang, dans une propriété que l'État avait mise autrefois à la disposition de Pasteur pour ses expériences sur la rage. C'est là que, quelques mois plus tard, le 28 septembre 1895, Pasteur mourait, ayant eu la joie dernière de voir ce développement inattendu de son œuvre.

Après la sérothérapie antidiphtérique, M. Roux, avec son ami M. Vaillard, professeur au Val-de-Grâce, mettait au point la sérothérapie antitétanique dont l'action, au lieu d'être curative comme celle du sérum antidiphtérique, est avant tout préventive. Cette sérothérapie allait permettre de sauver, pendant la guerre, des milliers de vies humaines.

Peu de temps après le sérum antitétanique, Calmette réalisait le sérum antivenimeux.

Sérums antidiphtérique, antitétanique, antivenimeux, étaient des *sérums antitoxiques*. Les travailleurs de l'Institut Pasteur se demandèrent si l'on ne pouvait obtenir un sérum doué de propriétés curatives en injectant au cheval le microbe et non la toxine. C'est ainsi que Yersin, Calmette et Borrel préparèrent un sérum antipesteux, Marchoux un sérum anticharbonneux, Marmoreck un sérum antistreptococcique; plus tard Dopter immunisa des chevaux avec le bacille dysentérique, avec les méningocoques ; Leclainche puis Weinberg firent un sérum antigangréneux qui rendit de grands services dans les gangrènes gazeuses si fréquentes à la suite de plaies de guerre. Il n'est pas d'années, presque pas de mois, que l'on n'essaye de préparer de nouveaux sérums, avec des techniques diverses, pour lutter contre les maladies infectieuses.

L'Institut Pasteur n'a cessé de développer, depuis 1894, son service de sérothérapie de Garches (Villeneuve l'Étang). Aujourd'hui, ce service est dirigé par M. G. Ramon, qui a trouvé un moyen remarquable pour titrer au laboratoire l'activité des sérums en utilisant le phénomène de floculation observé quand on met en contact une toxine et le sérum antitoxique correspondant, et qui a su perfectionner les techniques pour immuniser plus facilement les chevaux et obtenir des sérums de plus en plus actifs. Ce service est un modèle qui fait l'admiration de tous les biologistes.

Si les toxines provoquent dans l'organisme auquel elles sont injectées, des antitoxines, elles ont une autre propriété, mise en évidence à l'Institut Pasteur par M. Ramon et tout aussi merveilleuse. Par certains artifices, on parvient à rendre une toxine inoffensive et à en faire un vaccin. Nous avons dit, ici même (1), l'importance de cette dévouverte, une des plus belles issues de la maison de Pasteur. Ces toxines transformées, appelées *anatoxines*, ont permis la vaccination préventive contre la diphtérie et le tétanos.

Les vaccins par l'anatoxine diphtérique et l'anatoxine tétanique sont parmi les plus remarquables, parce qu'ils ont ouvert une voie nouvelle en immunologie. Mais combien d'autres vaccins sont préparés à l'Institut Pasteur!

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1938, *les Anatoxines*.

Parmi les vaccins préventifs, celui qui a le plus frappé l'imagination des foules est le vaccin antirabique, vaccin vivant. C'est à l'Institut Pasteur même que viennent se faire vacciner les individus mordus par des chiens enragés. Jusqu'aujourd'hui, 52 484 personnes ont été traitées par le vaccin antirabique à l'Institut Pasteur de Paris. D'après les statistiques dressées par M. Viala, le pourcentage de mortalité depuis l'origine de la vaccination est de 0,28 pour 100. Depuis 1925, il n'y a pas eu un décès.

Les collaborateurs de Pasteur, Chamberland et Roux, dès 1887, essayèrent la vaccination, non plus avec des microbes vivants atténués, mais avec des microbes *tués* par la chaleur. En 1888, Chantemesse et Widal, élèves et amis fidèles de l'Institut Pasteur, montrèrent que l'on pouvait vacciner les lapins contre le bacille de la fièvre typhoïde en leur injectant des cultures chauffées de ce microbe. Ultérieurement, la vaccination antityphoïdique fut appliquée à l'homme. Pendant la guerre, elle sauva des milliers et des milliers de soldats, soit qu'on vaccinât avec des bacilles tués par la chaleur, suivant la méthode de Chantemesse et Widal utilisée à l'Institut Pasteur, soit qu'on injectât préventivement des bacilles tués par l'éther, suivant la méthode employée par le professeur Vincent au Val-de-Grâce.

Bien d'autres vaccins, préparés avec des microbes tués par chauffage, ont été proposés depuis le vaccin antityphoïdique. Un de ceux qui ont donné les meilleurs résultats est le vaccin anticholérique. Il a été appliqué pendant la guerre dans les armées d'Orient et, depuis, l'Institut Pasteur de Paris et les Instituts Pasteur d'Indochine en fabriquent journellement pour les populations et les troupes de nos possessions d'Extrême-Orient.

Les infections à staphylocoques, à gonocoques, à pneumocoques, à méningocoques et bien d'autres ont leur vaccin préparé à l'Institut Pasteur dans le service de M. Salimbeni. Il suffit de visiter ce très beau service pour se rendre compte du rendement que donnent une organisation méthodique et une activité de tous les instants.

Enfin, continuant la voie ouverte par les études de Pasteur sur le choléra des poules, le charbon et le rouget, l'Institut Pasteur prépare des vaccins contre les maladies vétérinaires.

Nocard, professeur à l'école d'Alfort, avait été un des plus fidèles collaborateurs de M. Roux. Depuis sa mort, les relations entre l'Institut Pasteur et d'éminents savants vétérinaires, tels que le professeur Leclainche et le professeur Vallée, n'ont cessé d'être étroites.

* * *

Les trois grands fléaux de l'humanité : la tuberculose, la syphilis et le cancer, sont étudiés à l'Institut Pasteur.

Calmette, trois ans avant sa mort, a fait édifier de vastes laboratoires d'où sont sortis de nombreux et importants travaux sur la tuberculose, sous la direction de MM. Guérin, Boquet, Nègre, Machebeuf, Saenz, Valtis. C'est là que se prépare le B C G pour la prémunition des enfants contre la maladie qui fait chaque année tant de victimes. Nous avons exposé dans un article précédent (1) comment MM. Calmette et Guérin, faisant des cultures en séries du bacille tuberculeux sur un milieu à la bile, virent le bacille perdre ses propriétés pathogènes. Ce bacille ainsi transformé, donné par voie gastrique les premiers jours de la naissance, ou injecté, est inoffensif et a une action immunisante vis-à-vis du bacille virulent. Depuis 1924, date des premières applications du B C G à l'homme par le docteur Weill-Hallé, 1 468 000 sujets, presque tous des enfants, ont été vaccinés en France. En la seule année 1937, dans notre pays, 194 470 enfants ont reçu le B C G. Les résultats sont si encourageants que, si la vaccination par le B C G se développe comme on peut le souhaiter, dans un avenir plus ou moins prochain, l'humanité sera peut-être en partie libérée du terrible mal.

Parmi les recherches sur la syphilis, deux d'entre elles eurent une importance capitale. MM. Roux et Metchnikoff montrèrent la possibilité de transmettre la maladie aux chimpanzés ; ce fut l'origine de travaux qui se poursuivirent depuis sur la syphilis expérimentale. MM. Levaditi et Sazerac découvrirent l'action des sels de bismuth, efficaces comme le sont les sels de mercure et les arsenicaux ; aujourd'hui, le bismuth est un des trois médicaments constamment utilisés dans le traitement de la syphilis.

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai 1932, *le Vaccin B C G et le procès de Lubeck.*

Des travaux sur le cancer ont été effectués pendant de nombreuses années par Borrel qui montra le rôle des parasites dans certaines tumeurs.

Prévoyant l'essor extraordinaire qu'allait donner aux sciences la découverte de la radioactivité, M. Roux, en 1908, songea à faire édifier des laboratoires qui seraient dirigés par Mme Curie. En 1910, une entente entre l'Université de Paris et l'Institut Pasteur permit la création d'un Institut du radium, comprenant des *laboratoires Curie* pour l'étude des propriétés physiques et chimiques des corps radioactifs et des *laboratoires Pasteur* pour l'étude des propriétés biologiques des rayons et leurs applications médicales. Ces laboratoires Pasteur, entretenus par l'Institut Pasteur, ont été dirigés avec une compétence insigne par M. Regaud, auquel a succédé, il y a un an, M. Lacassagne. Ce savant et l'équipe qui l'entoure étudient actuellement le mécanisme d'action des rayons sur la cellule vivante à l'état normal et à l'état cancéreux. Toute cellule peut être tuée par une irradiation, mais les doses nécessaires sont très variables selon la cellule, *le degré de radiosensibilité constituant un véritable caractère de chaque espèce cellulaire*, d'où cette conséquence inouïe, qui dépasse l'entendement : il est possible, par les rayons, de mesurer non seulement des bactéries, mais des virus invisibles !

M. Lacassagne, d'autre part, a montré l'influence des hormones dans la production des tumeurs de la souris. Le cancer de la mamelle est exceptionnel chez les mâles ; il survient au contraire avec une fréquence aussi grande chez les mâles que chez les femelles, lorsque les souris sont soumises à des injections répétées de folliculine. L'influence des hormones sur les tumeurs se révèle encore dans ce fait que la cancérisation artificielle du lapin ne se produit pas chez les animaux dont l'hypophyse a été détruite.

L'Institut du radium justifie, une fois de plus, l'importance de la collaboration des disciplines scientifiques. C'est cette collaboration qu'a voulu réaliser M. Roux en faisant participer l'Institut Pasteur à la création et à l'entretien des laboratoires consacrés à l'étude de la radioactivité.

M. Roux se souvenait que les travaux de Pasteur sur les fermentations et les maladies virulentes ont pour point de

départ la constatation d'un fait physico-chimique, *la dissymétrie des produits nés sous l'influence de la vie*, tant il est vrai qu'entre les diverses sciences il n'y a pas de ligne de démarcation : « toutes, selon l'expression de Pasteur, se prêtent un mutuel appui ».

Les hommes d'Occident, depuis qu'ils ont forgé leur mécanisme intellectuel, ont pris l'habitude de compartimenter la nature ; plus perspicaces, les Orientaux ont conçu, de tout temps, l'univers comme un tout indivisible : « l'âme divine du monde ». Voici que notre façon de penser est obligée de s'accorder avec celle, antagoniste, de l'Orient : ainsi notre logique, après bien des détours, rejoint l'intuition.

* * *

Il faudrait des pages et des pages pour énumérer tous les travaux issus des laboratoires de l'Institut Pasteur. Nous ne pouvons en citer que quelques-uns.

Des études sur la poliomyélite, sur l'encéphalite et sur les virus qu'on appelle *neurotropes* parce qu'ils ont une affinité particulière pour le système nerveux, ont été poursuivies à l'Institut Pasteur par M. Levaditi, M. Lépine, M. Nicolau ; et ce sont toujours les méthodes découvertes par Pasteur dans l'étude de la rage qui servent de guide pour ces recherches.

Les microbes nitrificateurs du sol, dont Pasteur avait reconnu le rôle immense dans la nature, sont étudiés par M. Winogradsky dans un laboratoire de l'Institut Pasteur, à Brie-Comte-Robert.

M. Mazé a perfectionné l'industrie fromagère en montrant les services que pouvait rendre ici l'emploi de ferments purs, ainsi que Duclaux en avait eu l'idée, selon les principes découverts par Pasteur pour l'étude des fermentations et pour la fabrication de la bière.

Des recherches sont poursuivies par M. Magrou sur la pathologie des végétaux. Les modes de réaction à l'infection sont les mêmes pour les végétaux et pour les animaux, ce qui montre une fois de plus l'unité des processus utilisés par la nature.

MM. Wollman et Cohendy, reprenant des recherches qui avaient été conseillées par Pasteur à ses collaborateurs, ont montré que la vie sans germe microbien est possible.

Le physiologiste Delezenne, appelé à l'Institut Pasteur après ses beaux travaux sur le suc pancréatique activé par une diastase que sécrète l'intestin grêle, a fait cette étonnante découverte : les venins doivent leur action toxique à la présence d'un métal, le zinc.

Après les recherches de Metchnikoff et de Bordet sur l'immunité, M. Besredka a soutenu qu'à côté de l'immunité générale pouvait exister une immunité locale ; M. d'Hérelle a constaté qu'au cours de certaines infections se développe dans l'organisme, à côté du germe pathogène, un autre virus, celui-ci invisible, qui doit *lyser*, c'est-à-dire détruire, le germe avec lequel il a vécu un certain temps en commensal : ce *principe bactériophagique* a fait couler des flots d'encre, mais personne ne s'est avisé que Pasteur avait déjà observé ce curieux phénomène : « Beaucoup de microbes, écrit-il, paraissent donner naissance dans leurs cultures à des matières qui ont la propriété de nuire à leur développement (1). »

Parmi les travaux qui ont vu le jour à l'Institut Pasteur, ceux concernant la chimiothérapie ont eu un retentissement légitime. Les Allemands avaient montré la possibilité d'un traitement chimique des maladies infectieuses, en particulier des infections à streptocoques, par le *prontosil*, substance colorante dérivée du soufre. M. Fourneau, M. Tréfouel et Mme Tréfouel, M. F. Nitti et M. Bovet, à l'Institut Pasteur, ont découvert il y a dix-huit mois que la molécule agissant dans le prontosil était la *sulfamide*, incolore. Ce fut pour eux le point de départ de recherches nombreuses, faites en collaboration avec le laboratoire de M. Salimbeni, sur les dérivés organiques incolores du soufre. Ils ont pu isoler une série de corps, actifs sur les streptocoques, méningocoques, gonocoques. C'est une voie nouvelle dans la thérapeutique des maladies microbiennes ; jusqu'à présent, la chimiothérapie s'était montrée efficace dans les maladies à protozoaires, microbes déjà complexes dans l'échelle des infiniment petits ; elle avait été impuissante dans les maladies dues à des bactéries. La voie nouvelle a été tracée par M. Fourneau, ce savant qui, après avoir découvert la stovaïne, est entré à l'Institut Pasteur où il découvrit le *stovarsol*, — actif contre

(1) Voyez *Œuvres de Pasteur*, t. VI, p. 608. Voir également, tome VII, l'index analytique et synthétique.

la syphilis, la dysenterie amibienne et la maladie exotique appelée pian, — puis l'*orsanine*, médicament agissant d'une façon remarquable à une certaine phase de la maladie du sommeil; c'est encore lui qui eut le mérite de reconstituer la formule de la *germanine*, gardée secrète par les Allemands, et qui réalisa la *rhodoquine*, active dans le paludisme.

* * *

Un grand institut de recherches comme l'Institut Pasteur ne pouvait négliger l'étude des maladies tropicales. Pasteur, d'ailleurs, ne s'était-il pas intéressé à la peste, au choléra, à la fièvre jaune, pressentant l'avenir que pourraient avoir de telles recherches ?

M. Roux fit appel à Laveran, qui avait découvert l'agent du paludisme. Pour ce savant illustre, un service fut créé où il étudia jusqu'à ses derniers jours les trypanosomiases humaines (maladie du sommeil) et vétérinaires. M. Mesnil, son collaborateur, resta toute sa vie le guide de maints coloniaux qui venaient chercher auprès de lui des conseils et des encouragements. M. Marchoux, dont le nom est associé à de remarquables travaux sur la lèpre, n'a cessé d'étudier à l'Institut Pasteur les maladies infectieuses des pays tropicaux. C'est encore à l'Institut Pasteur que travaille M. Dujardin-Beaumetz, qui dirige depuis plus de trente ans un laboratoire affecté aux recherches sur la peste, et M. Roubaud qui s'est placé au premier rang des entomologistes français par ses études sur les insectes vecteurs des maladies africaines.

Enfin l'Institut Pasteur n'aurait pas eu l'influence mondiale qu'il n'a cessé d'avoir depuis sa fondation s'il n'avait continué le brillant enseignement inauguré par M. Roux.

Avec un dévouement de tous les instants, depuis plus de trente années, M. Legroux, aidé de M. Dumas, a enseigné la technique microbiologique et a initié à la pensée de Pasteur et de Roux des milliers d'élèves qui se sont répandus dans le monde où ils appliquent les méthodes pastoriennes. Ces élèves sont en rapport constant avec M. Legroux qui suit leurs travaux, les dirige, les conseille avec un esprit critique et toujours pénétrant.

LES INSTITUTS PASTEUR D'OUTRE-MER

« La théorie des germes, disait Pasteur, il y a cinquante-huit ans, agrandit ses conquêtes et multiplie ses méthodes. On n'arrêtera sa marche ni en France ni à l'étranger : un souffle de vérité l'emporte vers les champs féconds de l'avenir. » Lorsque Pasteur prononça ces paroles, il ne prévoyait guère qu'un jour s'élèveraient sur tous les points du globe des instituts portant son nom, qui auraient pour mission de répandre les bienfaits des méthodes issues de son laboratoire sur les peuples de l'ancien et du nouveau monde.

L'Institut Pasteur a au delà des mers quatorze instituts. Au fronton de chacun de ces instituts on devrait inscrire cette phrase d'Albert Calmette : « Sans les découvertes de Pasteur le développement et l'émancipation des populations indigènes, la mise en valeur de leurs territoires, l'expansion colonisatrice de la France et des autres grandes nations civilisées auraient été impossibles. »

Le premier Institut Pasteur d'outre-mer fut fondé à Saïgon, par Calmette, en 1890. Bientôt était créé par M. Yersin l'Institut de Nhatrang, sur la côte d'Annam. Ce furent ensuite celui de Hanoï, qui est en plein fonctionnement depuis 1926, et celui de Dalat, inauguré en 1936. Ces quatre Instituts, remarquablement organisés par M. Noël Bernard et dirigés par lui, forment dans notre colonie d'Indochine un magnifique ensemble, groupant plus de trente techniciens français, élèves de l'Institut Pasteur, et quatre cents Annamites. On s'y consacre à l'étude des maladies qui déciment les populations indigènes et les troupeaux, et on y fabrique sérums et vaccins vétérinaires. Les efforts de ces Instituts ont permis de faire à peu près disparaître la variole, de lutter contre les dysenteries, le paludisme et les diverses maladies qui infestaient le pays et de protéger la colonie contre l'envahissement du choléra, endémique sur la frontière chinoise.

En Chine, un Institut Pasteur a été inauguré dans la concession française de Changhaï, il y a quelques mois. Le médecin-commandant Raynal en est le directeur.

En Afrique existent deux groupes d'Instituts Pasteur :

d'une part, les Instituts Pasteur nord-africains ; d'autre part, les Instituts Pasteur de l'Afrique noire. Ces Instituts ont été fondés pour la plupart à la fin du siècle dernier. C'était l'époque audacieuse où la France meurtrie par sa défaite, impatiente de gloire nouvelle, rêvait d'autres destins. Attirés par la terre d'Afrique, quelques chefs, lassés d'une vie sans horizons, s'aventuraient avec une poignée d'hommes dans les déserts et les savanes désolées ou se hasardaient dans les immensités inviolées des forêts, en vue d'y créer d'autres Frances. Exténués par les fatigues, les privations et les fièvres, angoissés par les solitudes qui hallucinent, le plus souvent sans aucune aide de leur patrie, ne puisant d'espoir que dans leur audace, sans cesse tendus vers le même but, ils firent, par leur seule volonté et leurs efforts tenaces, la France africaine. Lorsque notre pays comprit enfin l'œuvre grandiose accomplie, il se mit à l'œuvre pour organiser ces immenses territoires, afin de leur apporter la douceur de la paix française. L'État demanda à l'Institut Pasteur de collaborer avec lui.

L'Institut Pasteur de Tunis, fondé en 1893, fut dirigé pendant plus de trente ans par Charles Nicolle, qui en fit un vaste institut de recherches d'où sont sorties des découvertes presque ininterrompues. Celles qui eurent le plus de retentissement concernent le mode de transmission du typhus exanthématique (1). Grâce à M. Étienne Burnet, un des hommes les plus cultivés de notre temps, l'œuvre féconde se continue dans cet Institut Pasteur de Tunis. On y poursuit la fabrication et le perfectionnement du vaccin contre la fièvre jaune et du vaccin contre le typhus, des recherches sur le trachome et bien d'autres études.

L'Institut Pasteur d'Algérie est de date plus récente que celui de Tunis. Placé sous la direction d'un animateur et d'un réalisateur, M. Edmond Sergent, il se consacre à l'étude des maladies de l'homme et des animaux particulières à l'Algérie. M. Edmond Sergent et son frère Étienne se sont attachés à résoudre maint problème de la lutte antipaludique et se sont acquis une autorité incontestée dans les questions de malariologie. Entre autres nombreux travaux, publiés dans

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 avril 1933, *l'Œuvre scientifique de Charles Nicolle.*

les *Annales de l'Institut Pasteur* et les *Archives de l'Institut Pasteur d'Algérie* et témoignant de l'activité de cet Institut, M. Edmond Sergent a reconnu les causes des piroplasmoses bovines de l'Algérie et montré que l'on pouvait préserver les bœufs par des injections de virus-vaccin.

Le Maroc a deux Instituts : l'un à Tanger où le docteur Remlinger, outre la direction du service antirabique et du laboratoire d'analyses biologiques, fait d'importantes recherches sur le virus de la rage ; l'autre, à Casablanca, en plein fonctionnement depuis 1932. Sous l'énergique impulsion de son remarquable directeur, M. Georges Blanc, les services du nouvel Institut se sont rapidement développés et une méthode de vaccination préventive contre le typhus a été découverte, qui a donné des résultats remarquables.

En Afrique noire, quatre Instituts Pasteur ont été créés. Ils sont en pleine activité.

C'est en 1896 que fut décidée la création du laboratoire de Saint-Louis du Sénégal. La direction en fut confiée au docteur Marchoux. Ce laboratoire fut ensuite transféré à Dakar, devenue la capitale de la Fédération. En 1921, il était transformé en Institut Pasteur. Dirigé par le docteur Mathis, puis par le médecin-colonel Peltier, cet Institut vient récemment d'être transformé et agrandi. On s'y attache à étudier et à combattre les maladies infectieuses du pays, en particulier la fièvre jaune.

L'Afrique occidentale française possède un autre Institut Pasteur. Il est situé à Kindia, en Guinée. Dirigé par le vétérinaire-commandant Delorme, il a pour mission essentielle d'organiser un élevage des diverses espèces de singes, principalement des chimpanzés, pour en fournir l'Institut Pasteur de Paris. Les conditions sanitaires exceptionnelles de l'élevage permettent d'avoir en pleine brousse un laboratoire de recherches pour l'étude des maladies humaines transmissibles aux singes.

L'Afrique équatoriale française a aussi son Institut Pasteur, situé à Brazzaville. Cet Institut, dirigé par le médecin commandant Saleün, étudie les questions de pathologie locale, contribue à la lutte contre la maladie du sommeil et prépare des vaccins contre certaines affections du pays.

A Madagascar, le laboratoire de bactériologie, fondé en 1899 à Tananarive, a été transformé en filiale de l'Institut Pasteur en 1927. Les recherches sur la peste ont absorbé la plus grande partie du labeur scientifique de l'Institut, dirigé par le médecin-colonel Girard. C'est en 1920 que la peste a fait son apparition sur les hauts plateaux de Madagascar. Devant la gravité de la situation, MM. Girard et Robic ont étudié et mis au point une méthode de vaccination antipesteuse avec un bacille pesteux, atténué dans sa virulence ; la méthode a fait, depuis trois ans, ses preuves.

La création d'un Institut Pasteur au Cameroun vient d'être décidée, signe que la France est bien résolue à se maintenir dans ce pays où, depuis vingt ans, elle a fait une œuvre magnifique.

A ces trois groupes d'Instituts Pasteur : Extrême-Orient, Afrique du Nord, Afrique noire, s'ajoutent à la Martinique un Institut, créé il y a quelques mois et dirigé par le médecin-commandant Montestruc, ainsi que de nombreux laboratoires dans notre domaine d'outre-mer, sous la direction de Pastoriens.

L'Empire colonial de la France n'a pu s'édifier qu'avec l'aide vigilante de ceux dont les principes d'action sont le splendide développement des théories issues du génie de Pasteur.

Elle serait bien belle à écrire, cette histoire des Pastoriens qui depuis cinquante ans ont essaimé sur le monde. Leur vie est faite de courage, de dévouement, d'abnégation. Formés aux disciplines de la maison de Pasteur et de Roux, ils créent dans la brousse, sous les climats hostiles, parmi les maladies meurtrières, ces laboratoires ou ces Instituts qui sont les auxiliaires les plus précieux de notre pénétration pacifique parmi les populations de l'Afrique et de l'Extrême-Orient.

Si la paix française règne sur les immenses régions de notre empire colonial, si les épidémies sont évitées ou jugulées, si des travaux d'assainissement peuvent être entrepris, des villes construites, des ports ouverts au commerce, si les Européens peuvent vivre avec plus de sécurité dans les forêts et les savanes, si la morbidité et la mortalité décroissent dans des proportions étonnantes parmi les populations indi-

gènes, si le bien-être en même temps que la santé pénètre dans les cases jadis la proie de la variole, de la syphilis, de la maladie du sommeil et de combien d'autres maux, c'est aux médecins de nos colonies, en particulier à ceux des Instituts Pasteur d'outre-mer, qu'on en est redevable. Ils vont dans l'ombre des soldats et des administrateurs, à travers nos possessions d'au delà des mers, accomplissant une tâche toujours rude, parfois surhumaine, insouciants des périls auxquels ils sont à chaque heure exposés, prenant pour devise la parole de Pasteur : « La vie au milieu du danger, c'est la vraie vie, c'est la vie du sacrifice, c'est la vie de l'exemple, celle qui féconde ! » Nombreux sont ceux qui, depuis le collaborateur de Pasteur, le jeune Thuillier, sont tombés sur la terre d'Afrique et en Extrême-Orient pour accomplir leur bienfaisante mission.

Nos colonies ne sont pas seules à bénéficier, pour la lutte contre les maladies épidémiques, des découvertes issues des travaux de Pasteur. Les nations étrangères ont souvent sollicité le concours de l'Institut Pasteur. C'est ainsi que la Grèce, l'Iran ont leur Institut, dirigé par un biologiste, désigné par l'Institut Pasteur de Paris.

* * *

En terminant cet exposé de l'activité des Instituts Pasteur, il nous revient à la mémoire cette phrase que Pasteur écrivait dès 1863, avant même d'avoir abordé l'étude des maladies infectieuses :

« Je tiens aujourd'hui de la manière la plus claire et en même temps la plus générale le secret de tous les phénomènes de la putréfaction et de la fermentation. *Et les applications de mes idées me semblent immenses* (1). »

Prédiction que l'avenir devait réaliser. Les Instituts Pasteur en sont le magnifique et vivant témoignage.

PASTEUR VALLERY-RADOT.

(1) Lettre publiée dans le tome VII des *Œuvres de Pasteur*, page 8.

VERS L'OUEST

1849 et 1938

Cette fois, il n'y avait aucun doute, le vieux Jared Content se mourait. Et il était temps. Il avait mis presque cent ans pour y arriver. Ni sa vitalité, ni ses millions auxquels il était agrippé ne pouvaient plus le sauver. Pourtant, pensaient les membres de sa famille dans leur for intérieur, cette vitalité et ces millions ne lui étaient plus guère utiles depuis longtemps. Les journaux de San Francisco tenaient prêt son article nécrologique depuis plus de cinquante ans.

Les hommes qui l'avaient écrit et réécrit étaient morts eux-mêmes et disparus, pendant que le vieux Jared vivait triomphant, ayant atteint une vieillesse fabuleuse et une robuste grandeur qui le rendaient pareil à un séquoïa de sa Californie natale.

Comme tout bon citoyen de San Francisco, il n'avait que du mépris pour cette partie de Californie qui se trouvait au sud de sa ville bien-aimée. Depuis des années, ses parents, ses amis et ses médecins avaient mis en œuvre tous leurs moyens de persuasion pour lui faire quitter les brouillards et le froid de ces collines pour les bosquets baignés de soleil des plaines. Pour résister il avait déployé sa force invincible.

L'air champagnisé de San Francisco, ses bourrasques, ses vents et ce soleil dur et rare étaient pour lui le meilleur des élixirs. San Francisco, disait-il, était la ville la plus civilisée

des États-Unis et ses habitants de la race des dieux qui avaient vaincu les éléments, dompté l'océan, arraché l'or des montagnes et bâti leur Olympe sur les sept collines sentinelles de la ville.

« Regardez-les ! hurlait-il parfois, gesticulant de ses grands bras au beau milieu de la rue principale, à l'ahurissement des foules de passants. Allez trouver ailleurs des hommes comme ça ! Et des femmes qui ressemblent à des déesses ! Elles marchent comme des pur sang et elles ont un teint de lait et de rose. Et ne me parlez pas de celles de Los Angeles. Elles sont flasques et elles ont une peau épaisse et jaune, tout comme leurs sacrées oranges acides. »

Lorsque sa première attaque, — à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, — le priva de la parole et l'empêcha de marcher, on le transporta, impotent, dans le sud de la Californie. Là, par un miracle de pure volonté, il avait en partie recouvré ses facultés. On disait que c'était grâce au soleil et à la solitude qu'il avait toujours détestés. Lui savait que c'était sa détermination de ne pas mourir loin de ces collines lumineuses et de cette Porte dorée qui se déployaient devant l'immense fenêtre de sa chambre à coucher. Comme un personnage du Nouveau Testament, il prit son lit sur ses épaules et s'achemina vers le pays de son cœur. Une fois sain et sauf dans son San Francisco bien-aimé, lucide et sans illusion, il se prépara à cette deuxième attaque qui serait le coup de grâce : il ne le savait que trop. Il songeait à sa famille sans sensiblerie, avec le même détachement farouche qu'il apportait à la contemplation de sa fin prochaine.

Sa famille n'était pas venue jusqu'à lui. Sous un prétexte ou un autre, tous les siens étaient restés éloignés de ce lit qui pour eux était son lit de mort. Ils guettaient ardemment la fin de cette agonie, pressés d'en avoir fini. Ainsi des vautours, les ailes déployées, attendent, à quelque distance, l'ultime frisson pour fondre sur leur proie. « Je les ai déjoués », pensait-il, mais sans triompher de sa victoire. Il avait disposé avec assez de générosité des millions amassés par les Content, mais il conservait de l'ancien temps l'idée que ces descendants des pionniers devaient se suffire à eux-mêmes, du moins en partie.

Eh bien ! ils y étaient parvenus. Mais ses propres biens

avaient augmenté dans l'Ouest. Ses mines, ses banques, ses immeubles représentaient aujourd'hui une fortune. Des palais s'étaient élevés là où il y avait eu des cabanes, des gratte-ciel avaient poussé comme des champignons sur l'emplacement des manoirs.

Le vieux Jared était futé aussi bien que courageux. Il suffisait pour remonter à l'origine de ces qualités de jeter un coup d'œil sur les daguerréotypes fanés de son père Jared Content et de sa mère Tamsen.

N'avait-il pas, lui, quand il n'était qu'un gosse de sept ans, fait avec eux un voyage d'une hardiesse incroyable ? En 49, péniblement, par étapes minuscules, ils avaient traversé un continent entier. Étrange pensée, cet arbre géant qui se mourait n'avait plus que peu de branches. Pendant près d'un siècle il les avait vues se dessécher et tomber, et, maintenant, c'était lui, la branche du sommet noueuse et sans sève, qui était sur le point de s'abattre. Il restait tout juste sa fille, veuve, presque septuagénaire, plus impotente que lui, qui, renégate, avait abandonné San Francisco pour vivre à Santa-Barbara.

Et en plus d'elle rien que deux petits-fils et cinq arrière-petits-enfants. Tous avaient obéi à l'appel de l'Est : Chicago, New-York. Petit à petit sa famille l'avait abandonné. Et aujourd'hui, aigle solitaire dans son aire, de sa colline il contemplait la baie de San Francisco.

Le vieux Jared, qui ne s'était jamais remis de la stupéfaction que lui avaient causée ces désertions successives, se disait souvent : « Ils ont donc oublié que leur souche tient à ce sol même. Eh bien ! qu'ils reviennent, maintenant ! Qu'ils voient ce que cela pouvait être pour nous, cette étendue entre l'Atlantique et le Pacifique. Moi, à l'âge de sept ans, je l'ai vu, pas à pas, mètre par mètre. »

Et non seulement vu, mais parcouru en grande partie, à pied sûr. Après presque un siècle de vie, ce voyage demeurait son souvenir le plus ineffaçable.

Le véritable testament de Jared était fait depuis longtemps. Ce document qui disposait de richesses aussi vastes était étonnamment bref et simple. Et il ne le changerait pas.

« Mais qu'ils viennent le chercher, disait-il. Toute la bande et toute la smala. Tous mes petits-enfants, mes arrière-

petits-enfants, qu'ils viennent. Ce sera une clause du testament. Je leur ferai voir ce pays. Dieu me pardonne, dussé-je mourir pour y arriver ! »

Sa parole autrefois vigoureuse était pénible et épaisse, mais le sens en était aussi clair que le langage était ferme et bien américain. Et ce fut ainsi. Les avocats écrivirent sous sa dictée et il signa avec sa grosse poigne autrefois si puissante, aujourd'hui hésitante. Jared avait décidé : ils reviendraient tous rendre ce dernier hommage non pas à lui, mais au continent qu'ils n'avaient jamais apprécié à sa juste valeur et à la ville qu'ils avaient dédaignée.

Deux semaines plus tard, la seconde attaque l'abattit et la paralysie fut si complète qu'il gisait comme un vieux séquoïa frappé par la foudre. Par miracle, il vivait encore. Il était sans parole. Cependant son visage portait une expression non de défaite, mais de victoire.

LA PREMIÈRE NUIT DE VOYAGE EN 1939

Mme Jay-Content déclara qu'elle ne prendrait pas l'avion avec les enfants. Cette sommation l'avait exaspérée, et, furieuse, elle s'exprima clairement.

D'ailleurs, il n'était pas dans les habitudes de Frances Content de mâcher ses mots.

— Pour n'importe quel grand-père, — qu'il soit mort ou moribond, m'est égal, même pour des millions et des millions, et pourtant Dieu sait si nous en avons besoin, — je ne traverserai pas le continent jusqu'au Pacifique en avion avec les enfants.

Ils venaient de faire installer une villa en Europe, sur le lac de Genève, où ils comptaient aller passer la saison d'été. Heureusement, Jay était bien pistonné. Grâce à son influence, ils purent obtenir des compartiments réservés, — que Frances Content jugea tout juste convenables, — le soir même, dans le rapide aéro-dynamique qui quittait Chicago à six heures quinze. Frances Content se vantait de n'être pas une mégère, mais elle se permit une dose suffisante de protestations pendant les quelques heures frénétiques qui précédèrent ce départ.

Pendant qu'elle et Jay et Turkey, la gouvernante des enfants, et Katherine, sa femme de chambre, étaient plongés

dans les malles, — lugubre besogne, — elle se donna la satisfaction de dire ce qu'elle avait sur le cœur. Jay contemplait ses cravates, les étudiant avec une attention passionnée avant de les ranger une à une dans leur gaine.

— Je crois qu'il a dû perdre la raison. Je ne veux pas te blesser, Jay, mais, vraiment, quelle idée de trimballer de si petits enfants à travers tout un continent pour répondre à une lubie de vieillard ! N'aurait-il pas pu apprendre quelque chose sur l'art de vivre pendant ces cent ans d'existence ?

— Cent ans... pas tout à fait ; tu exagères.

— Quatre-vingt-quinze, si tu veux. Quelle différence y a-t-il ? Et tout cela pour entendre lire son testament pendant qu'il vit encore ! A-t-on jamais vu une chose pareille ! J'en ai la chair de poule... Quatre mille kilomètres par une telle chaleur. Je sais que le train est climatisé. Mais tout de même... Mademoiselle Turkey, ils ont bien promis de livrer les douze litres de lait pasteurisé, première qualité, au train ? C'est absolument sûr ? Je ne puis permettre aux enfants de boire cette saleté qu'on sert dans le train. Nous arriverons à San Francisco à moitié morts et, sans doute, lui, il viendra à notre rencontre frais et dispos. Il vivra jusqu'à cent cinquante ans. Jay, pour l'amour de Dieu, ne prends pas cette cravate rouge : tu sais que tu ne peux pas porter une cravate rouge à un enterrement. Mademoiselle Turkey, emballez leurs chandails légers tout en haut pour pouvoir les sortir tout de suite... Oui, ici il fait une chaleur torride, mais le train est climatisé et on peut attraper une pneumonie. Tam reniflait un peu hier soir. Si cette petite allait nous faire de la rubéole !... Tiens, Jay, ce serait une bonne idée d'envoyer Creswold chez Tebett pour prendre un peu de saumon et d'esturgeon fumé et nous les donnerions au premier steward pour mettre dans le frigidaire. La cuisine du train est infecte.

— Moi, je l'aime bien, dit Jay-Content. Du merlan grillé, du poulet à la casserole et des muffins.

Il calait une bouteille, deux bouteilles de whisky de marques différentes dans l'ouverture béante de son fourre-tout en peau de porc.

— Tout ce qu'on n'a jamais chez soi, quoi !

— A la maison, tu n'y toucherais pas. Katherine, je prendrai mon manteau-sport en agneau rasé ; à San Francisco

il gèle après cinq heures. Dès que les enfants et le reste seront installés sur le train, je me couche à la seconde même et je ne me lève plus de vingt-quatre heures.

— Il ne faut pas plus de trente-six heures pour le trajet.

— Trente-six heures ! et moi qui déteste jusqu'à l'odeur du train ! Parole d'honneur, Jay, si nous n'avions pas été dans une telle purée ces dernières années, et si ce n'était pas pour ces millions, et s'il ne fallait pas penser à l'avenir des enfants, je refuserais d'y aller.

Jay était grand, blond, et il avait le teint vermeil. Il était le véritable prototype du mari américain, tout comme Frances était celui de la femme américaine capable et arrogante. Mais Jay-Content n'était pas un zéro et à ses heures il savait être pince-sans-rire.

— Voilà qui est fort bien, ma courageuse petite femme pionnier !

— Oh ! pionnier !

Le mot prononcé par Frances prenait un aspect péjoratif.

En cortège imposant, ils traversèrent le quai de la gare Chicago nord-ouest pour s'embarquer dans le train par cette soirée suffocante de juillet.

Bien entendu, Creswold, le chauffeur, n'était pas du voyage pas plus que Mlle Kennedy, la secrétaire de Jay, mais ils étaient là : ils s'empressaient autour des voyageurs et remplissaient leurs offices de la dernière minute. Et avec quel acharnement !

Turkey venait la première avec la petite Tam et Jerry. Tam était le diminutif de Tamsen, son arrière-arrière-grand-mère, et Jerry de Jared IV, pour éviter les confusions. Puis s'avançaient Katherine, la femme de chambre, M. et Mme Content, et une légion de porteurs chargés d'une telle profusion de sacs, de valises, de malles, de paquets, de boîtes en fer et de jouets variés que l'équipe prenait l'allure d'un défilé de potentats en marche.

A Mlle Turkey, Tam et Jerry on avait alloué le salon avoisinant le compartiment de Jay. Celui de Mme Content était à côté. Ainsi protégée, elle n'entendrait pas le tumulte matinal des enfants. Quand les portes étaient ouvertes, les trois petites pièces faisaient l'effet d'un grand appartement sur roulettes. Katherine avait une couchette dans le wagon à côté.

A six heures quinze, le train démarrait dans une vague de chaleur qu'on ne trouve qu'à Chicago en juillet. Par contraste, l'intérieur frais du train paraissait un véritable paradis.

En l'espace d'une demi-heure à peine, l'installation était pour ainsi dire terminée. Frances Content était une femme d'intérieur remarquable. Tout était en ordre. Avec l'aide de Mlle Turkey et de Katherine, le travail s'était accompli en un clin d'œil. Les chapeaux des enfants, leurs manteaux, les vêtements dont ils auraient besoin le lendemain, ceux utiles pour la nuit, tout était accroché dans le petit placard habilement dissimulé dans la boiserie de la chambre.

Les affaires de Mme Content étaient rangées de la même façon ; son manteau d'agneau rasé était accroché derrière la porte de la chambre à cause de son épaisseur, tout enveloppé dans un drap propre prêté par le contrôleur. Quand le grand monstre métallique faisait des virages à toute vitesse, cette blancheur ainsi gonflée suivait le mouvement du train comme un spectre désireux d'enlacer celle qu'il trouverait à sa portée. Il y avait tous les flacons et tous les pots indispensables à Mme Content. Katherine les avait rangés sur les rayons de verrerie à l'intérieur d'un autre placard dissimulé dans le mur. Katherine faisait mille choses, mais Mme Content était aussi terriblement occupée. Elle jeta un coup d'œil sur son mari afin de voir où il en était, mais il était plongé dans son journal du soir :

— As-tu besoin d'un coup de main, chérie ?

— Tout est sorti, tout ce dont j'ai besoin.

— Les enfants sont allés souper. Pour eux, il est bien tard. J'irai les voir avant qu'ils se couchent.

— Turkey les emmène dans le wagon-restaurant parce que l'employé arrange leur chambre. Tu serais bien gentil de t'en occuper ; moi, je suis trop épuisée pour lutter et... c'est toujours utile de voir le maître d'hôtel : il y a toutes ces choses à mettre dans le frigidaire. Tam n'a jamais été au wagon-restaurant, elle serait capable d'intimider Mlle Turkey pour qu'elle lui donne de la glace ou quelque chose à la place de son œuf et de sa compote.

— Intimider Turkey ?... Personne ne le pourrait. Même pas Mussolini...

Cependant il s'en alla.

Bien qu'il fût de bonne heure, le wagon-restaurant était envahi. M. Wiener, le maître d'hôtel, était en train de faire bien des embarras. Il sortait des chaises et il fourrait des menus sous le nez des voyageurs, tandis que les serveurs nègres, habiles et souples, chargés de plateaux, se glissaient au milieu des tables comme des marsouins qui s'ébattent, portés par les vagues. Mlle Turkey avait Tam à ses côtés et Jerry en face. Il y avait une quatrième personne à leur table : une grande blonde vêtue de rose. Les enfants étaient rouges d'émotion, les yeux brillants comme des étoiles. Tam, toujours avide de vérité, montrait la dame d'un doigt sans pitié, et disait avec une netteté effrayante :

— Pourquoi cette dame est-elle à notre table ?

— Chut ! Tam, mange ton œuf.

— Mais pourquoi ? Je ne l'aime pas, la dame, qu'elle s'en aille...

Jay arrivait à la rescousse ; il se tenait à côté de la table.

— Ça va, mademoiselle Turkey, les enfants sont sages ? — Il se retourna vers la dame blonde et rose et lui lança son sourire irrésistible. — J'espère qu'ils ne vous ennuient pas ?

Elle le considéra. Veuf ?... Le masque blême de fureur se transforma comme par enchantement en tendresse et fossettes.

— J'adore les enfants.

— Tout va bien, alors. Leur mère est fatiguée, alors je suis venu voir si tout allait bien.

— Pardon, m'sieur !

Il gênait un garçon dangereusement chargé.

Le masque de haine durci par la déception couvrit de nouveau les traits de la blonde.

— Dommage qu'elle n'ait pas le temps d'apprendre à ses enfants à se bien tenir, si leur bonne ne le peut pas...

— Tenez, garçon, veillez à ce qu'ils aient tout ce dont ils ont besoin. Et je voudrais parler au maître d'hôtel.

— Le chef est très occupé, m'sieur. M'sieur veut bien ne pas bloquer le passage ? — Un billet glissa dans la paume violacée : — Oui, m'sieur, m'sieur le capitaine. Moi, je vais le chercher. Si m'sieur veut le voir, il est au bout du wagon. Oui, m'sieur. Par ici... Monsieur Wiener !

— Chef, vous allez jusqu'au bout du parcours ?

Jay ne prenait pas de risques.

— Parfaitement, monsieur.

Wiener était distrait, tant par ses devoirs multiples que par le sentiment de sa propre importance.

— Jusqu'à Frisco.

Cette fois-ci, Jay sortit dix dollars.

— Tenez, nous sommes dans les compartiments B et C, wagon 69 ; le garçon a des choses à mettre dans le frigidaire.

— Bien sûr, bien sûr, tout ce que vous voudrez... Voulez-vous prendre votre dîner ici ou aimez-vous mieux qu'on vous le serve dans votre salon ? Voulez-vous le commander dès maintenant ?

— Je mangerai plus tard ; madame, sans doute, viendra avec moi quand elle se sera reposée ; vers sept heures et demie, mettons.

— Le nom ? Je n'ai pas bien compris.

— Content. Jarry Content de Chicago.

— Ah ! vraiment ! monsieur Content de Chicago ! Je vous garderai une bonne table pour vous et madame, à sept heures et demie. Permettez-moi de vous donner un ou deux petits conseils, monsieur Content. Nous arrivons à Omaha vers deux heures du matin ; et là, pour nos voyageurs de choix, nous prenons des petits tournedos extras comme vous n'en avez jamais mangé... Du bœuf... si tendre... — M. Wiener assurait avec onction : — Tendre comme du beurre. Nous les servons pour le petit déjeuner sur des croûtons, pas plus grands que cela... deux bouchées, quatre morceaux par portion. Le meilleur petit plat pour le déjeuner que vous ayez jamais goûté ; ça fond dans la bouche !

Jay, pour commencer, en eut l'eau à la bouche.

— Épatant, mais pas pour madame ; elle mange très peu le matin.

— Et puis, à Cheyennes, nous prenons des truites de montagne qu'on descend rien que pour nous, des truites pêchées du matin. Nous les recevons pour le déjeuner ; c'est exquis sauté meunière avec persil et pommes de terre fondantes. Ça, madame ne refusera pas.

« Comme si vous saviez ce que M[me] Content refusera ou ne refusera pas ! » pensa Jay. Il salua de la main M[lle] Turkey et Tam qui s'était enfoncé une cuiller jusqu'au gosier.

Une fois arrivé dans le couloir du wagon n° 69, il s'arrêta, respira profondément et alluma une cigarette. Après les wagons qu'il venait de traverser, le couloir lui paraissait d'une chaleur invraisemblable. Cela lui rappelait l'haleine dévastatrice des cheminées des aciéries du Gary qui avaient engouffré tant de son argent depuis sept ans.

Sa sensualité lui faisait apprécier cette chaleur qui venait du dehors et qui lui rendait d'autant plus agréable la fraîcheur du wagon. Il alluma une cigarette. Il restait là. Son balancement souple s'accordait avec la cadence du train. Il regarda le paysage des prairies illinoises qui, sous cette brume torride de juillet, se succédaient avec la rapidité de l'éclair.

L'argent du vieux aurait certainement diminué comme celui des autres. Ce sacré fisc et sans doute de mauvais placements... L'impôt sur les successions y ferait un fameux trou aussi ! Il doit être un peu gaga ; Frances a raison sans doute. Nous faire venir pour le voir mourir à la manière des rois d'autrefois. Si on ne fait pas acte de présence, on est déshérité. Je parie qu'on pourrait faire annuler un testament pareil. On pourrait toujours invoquer l'insanité d'esprit. Quel vieillard magnifique tout de même !... Traverser le continent dans un fourgon recouvert de bâches quand il n'était pas plus vieux que Jerry ! Ils avaient quelque chose dans le ventre, ces gars-là. Supposons que moi et Frances et Jerry et Tam, nous devions affronter la chaleur, la poussière, le désert. Avec des bœufs gravir les montagnes...

Il regardait les champs labourés scintillant sous le soleil, exhala une bouffée de fumée avant de jeter sa cigarette qu'il écrasa soigneusement. Quand il réintégra le wagon 69, l'air frais lui fit le plaisir que fait un verre d'eau à un homme assoiffé.

Frances était debout devant le miroir de son compartiment en train de s'enduire le visage de crème. Elle était belle comme un masque signé Benda ainsi barbouillée de blanc avec ses cheveux noirs et ses profonds yeux gris. Le contrôleur aidé de Katherine arrangeait son compartiment pour la nuit. Pourtant, dehors, la lumière du jour d'été brillait encore.

— Te voilà enfin, Jay. Je pensais que tu ne reviendrais jamais ! Les enfants vont bien ?

— Je te crois ! Pour eux, c'est la grande vie. Cela leur fera

du bien. Le maître d'hôtel a promis de nous garder une table. Zut ! j'ai oublié de lui dire de m'envoyer une bouteille d'eau minérale. Hé ! porteur, une bouteille d'eau. Un petit verre ne nous ferait pas de mal avant le dîner. Qu'en dites-vous, madame ?

— Je n'irai pour rien au monde dîner, répondit la madame en question, en tapotant son visage tout luisant de crème, devrais-je crever de faim. Demain soir, peut-être, je me lèverai si je me sens reposée ; ce soir, je dîne au lit.

Il fut déçu, détestant manger seul.

— Alors, il faut commander. Je vais le faire. Qu'est-ce que tu veux ?

— Je boirai un tout petit whisky soda avant que tu ne t'en ailles. Et puis, rien que du poulet froid, un peu de blanc et une salade d'endives. Dis-leur d'apporter de l'huile, du citron, un peu de glace et un bol. Katherine me préparera la salade, — leur assaisonnement est toujours infect. Peut-être du fromage à la crème et un petit pot de Bar-le-Duc, des biscuits secs. Katherine me fera chauffer un verre de lait à dix heures.

A ce moment Katherine frappa discrètement à la porte.

— Tout est prêt, madame.

Frances rentra dans son compartiment, sans cesser de tapoter.

— Quel whisky veux-tu ? demanda Jay sur le seuil de la porte.

Sa chambre était prête en vérité. Le triste lit Pullmann était transformé en couche luxueuse. Ses draps de crêpe de Chine couleur pêche répandaient un parfum discret d'héliotrope. Un amas d'oreillers avec leurs taies à jours couleur pêche, sa couverture de laine d'été bordée de satin dans son enveloppe de soie, sa petite liseuse la plus simple, stricte et sans garniture.

Les enfants descendaient le couloir. Tom poussait des petits cris, Jerry des rugissements. Mlle Turkey avec son accent canadien apprêté tentait de les calmer.

— Voyons, voyons, les enfants. Mon Dieu, les voilà déchaînés. C'était fatal.

Frances resserra la ceinture de son peignoir et se prépara à livrer bataille dans le salon. Elle traversa la chambre de Jay

qui était en train de préparer les whiskies tout en sifflotant doucement.

— Laisse-les donc. Turkey se débrouillera bien.

L'émotion inaccoutumée, l'heure tardive les avaient complètement démontés. Ils bondissaient sur les lits, ils faisaient jaillir l'eau, appuyaient sur les sonneries, faisaient marcher le ventilateur, ils hurlaient. Tam se souvint brusquement d'une terrible poupée amputée avec laquelle elle couchait toujours et dont on avait oublié les débris dans l'agitation du départ. Elle entonna une complainte dont l'écho parvenait jusqu'à l'autre bout du train.

Turkey la prit dans ses bras.

— Laissez-moi faire, madame. Je vais les tranquilliser. Moins il y aura de monde, mieux ça vaudra. Voyez, elle dort.

En effet, Tam s'était assoupie au beau milieu d'un sanglot.

— Jerry, tu n'as pas lavé tes dents. Regarde, tu vas dormir là-haut derrière cette gentille petite palissade pour que tu ne tombes pas. Mais, non, ce n'est pas un berceau. Jamais de la vie. Il faut être grand garçon pour dormir tout là-haut.

La gouvernante, d'une quarantaine d'années, portait toujours un uniforme gris bleu bien net, des souliers Richelieu plats à talons de caoutchouc. Ses ongles larges et plats étaient parsemés de taches blanches; sa poitrine, également plate, inflexible, avait l'air d'être en bois comme les oreillers japonais. C'était une force de la nature, un pilier aux principes immuables, ferrée sur l'hygiène. Jerry et Tam avaient juste le poids qu'il fallait pour leur âge.

— Oh-o-o-oo... soupira Mme Content, refermant la porte du salon derrière elle, porte qui l'isolait de la chambre de Jay.

Elle refusa le verre givré qu'il lui tendait.

— Non, pas ici, il faut que je me couche d'abord. Apporte-le moi, chéri, je suis brisée.

— Si tu prenais une bouchée de saumon fumé avec ton whisky ? Je le dirai au garçon et ça te donnera de l'appétit pour ton poulet plus tard.

Il attendit qu'elle fût bien installée sur ses oreillers avec son livre, un flacon d'eau de toilette et un whisky innocent à sa portée. La petite pièce, fraîche, parfumée avait à présent un véritable air d'élégance.

— Voilà, Frances, je crois que je m'en vais dîner. — Il

jeta un coup d'œil autour de lui. — Tu as tout ce qu'il te faut ? — Le garçon va arriver d'un moment à l'autre avec ton plateau. J'ai graissé la patte au maître d'hôtel, il est souple comme un gant.

Quand il eut fini de dîner, il était presque neuf heures, mais le ciel à l'occident était tout embrasé. Par bonheur, Jay avait rencontré deux hommes qu'il connaissait.

Ils avaient dîné tous les trois et après ils avaient fumé en bavardant pendant une heure dans le wagon ; la radio était en marche et ils avaient entendu les dernières nouvelles du soir de Chicago et de New-York. Il y avait quelques tables de bridge. D'autres voyageurs étaient absorbés dans leurs livres ou leurs magazines. Jay Content éprouvait une lassitude agréable, mais il n'avait pas sommeil. Sa chambre à coucher ne l'attirait pas. Elle était mal aérée et puis on ne pouvait pas s'y asseoir et Frances sans doute serait endormie. Il se coucherait à onze heures et il lirait pendant une heure ou deux. Tout de même, c'était agréable de parler affaires, de discuter sur Roosevelt, l'état de l'Europe, le redressement, les impôts, la politique, le golf. A onze heures, ils se séparèrent :

— Quelle veine de vous avoir rencontré ainsi !... On se verra demain ; un peu de bridge peut-être ? Vous serez à Frisco pour combien de temps ?

— Difficile à dire. Pas longtemps. Mon grand-père est bien malade, il se meurt.

— Non ? Je suis désolé. Il vit là-bas ?

— Mais oui, c'est un pionnier... Il a traversé le continent dans un fourgon... quand il était tout gosse. Mes arrière-grands-parents faisaient partie de ceux de quarante-neuf, vous savez...

— Vous m'en direz tant ! Ah ! bien, c'étaient des rudes gars, ces types-là. Ils en avaient du cran !... A demain alors.

La porte donnant dans la chambre tout éclairée de Frances était ouverte.

— Jay, Jay... Jerry nous en a fait voir de toutes les couleurs. J'allais t'envoyer chercher, mais ça m'horripilait de te déranger. Il ne veut pas s'endormir, il réveille Tam. Turkey n'en vient pas à bout ; c'est de la surexcitation, il s'obstine à rester la tête penchée en dehors de sa couchette ; si le train fait une embardée, il se fendra le crâne...

Le salon ressemblait à un champ de bataille ; les yeux du

petit étaient brûlants et lourds à la fois, ses cheveux noirs dressés sur la tête ; il se tenait les jambes en l'air, dans sa couchette près du toit ; il savourait avec joie la sensation toute nouvelle de pouvoir promener ses pieds nus sur le plafond. Pour garder son équilibre précaire, il se tenait sur la tête.

Jay Content empoigna petit et couverture, tout en disant :

— Viens, mon fils, nous autres hommes nous allons nous en aller et rester un peu ensemble. Veux-tu ?

— Jay, que vas-tu faire ? cria Frances de sa chambre au moment où il rentrait dans la sienne.

Il ferma la porte du salon derrière lui, laissant Turkey et Tam en paix.

— Dors, Frances. Ne t'occupe pas de nous. Tout va bien.

Il coucha le petit sur son lit et, l'ayant recouvert, il enleva son veston, mit une robe de chambre et s'étendit confortablement à ses côtés.

— Et maintenant, parlons. De quoi allons-nous parler, mon fils ?

— Des Peaux-Rouges.

— Des Peaux-Rouges ?

— Oui, cette dame, pendant que nous soupions, celle qui était à notre table, disait que tout autour d'ici il y avait autrefois des Peaux-Rouges ; il y en avait jusqu'en Californie. Ils se faufilaient la nuit, ils coupaient les crânes des gens, cheveux et tout et ils les mettaient sur leurs têtes à eux ; ils lançaient des flèches avec du poison au bout et on mourait.

— Elle vous a raconté tout ça, hein ? Eh bien ! moi, je te dis qu'il y avait des Peaux-Rouges qui étaient de chics types, quand on pense comment les blancs les traitaient. Votre arrière-grand-père que nous allons voir à San Francisco avait à peu près ton âge quand il est allé d'Illinois en Californie. Son père et sa mère les avaient pris avec eux, lui et sa petite sœur. Son père s'appelait Jared Content comme toi, et sa mère Tamsen comme Tam. Nous continuons à baptiser les enfants Jared et Tamsen dans notre famille. Il y a presque cent ans de cela. Il n'y avait encore ni chemin de fer ni quoi que ce soit. Quand j'y pense, ils ont fait presque le même voyage que nous faisons aujourd'hui, maman, Tam, toi et moi, mais ils n'avaient pas des lits douillets, ni des serveurs et des

cuisiniers. Encore moins des coussins, de la lumière électrique ou de l'eau chaude. Il leur a fallu trois mois pour faire le voyage.

— Et nous, il nous faudra trois mois ?

— Non, fiston, nous y serons après-demain. Ils ont fait tout le voyage à travers les plaines, le désert et les montagnes dans une goélette des prairies.

— Allons, tu blagues, papa, je sais qu'une goélette, c'est un bateau. On ne peut pas traverser les montagnes en bateau.

— Ce n'était pas un bateau. C'était un grand fourgon qu'ils appelaient une goélette de prairie ; le toit était tout en toile. On aurait dit une espèce de tente arrondie.

LE PREMIER MOIS DE VOYAGE EN 1849

Le haut du fourgon était en toile et formait une espèce de tente arrondie. Il y en avait des vingtaines alignés à Independence-Missouri. Contre l'horizon de la prairie des toiles toutes gonflées se détachaient comme des vagues sur l'océan. Mais Tamsen Content n'avait jamais vu l'Océan. Ils avaient beau être en route pour le Pacifique, elle n'aspirait pas à le voir. Pour elle, le petit ruisseau qui traversait la ferme tout là-bas, en Illinois, lui remplaçait avantageusement l'Océan. Jared lui avait dit que leur véritable départ aurait lieu d'Independence. Maintenant que tous ces fourgons étaient alignés, prêts pour le départ matinal, toutes voiles dehors, comme une flotte de goélettes, elle comprenait ce que son mari avait voulu dire.

— Bien sûr, voilà pourquoi on les appelle les goélettes de la prairie, se disait Tamsen à elle-même, un peu bêtement.

L'aube venue, elle resta les lèvres serrées regardant tout droit devant elle, les yeux fixes pour ne pas pleurer. Jared prit les rênes et l'aiguillon ; il encouragea les bœufs qui se redressèrent ; leurs gros flancs s'ébranlèrent. L'effort faisait jouer leurs muscles sous le cuir marron. La jument de Jared, attachée derrière, les suivait. Ensuite venait le fourgon avec les provisions, dont s'occupaient les domestiques Jacob et Lavinia. Ils s'étaient mariés, ce qui était fort commode, avant de partir. Jarry se tenait en arrière avec eux. Tam l'entendait encourager les bœufs par ses cris. La vache à lait, la fidèle Velours, était attachée derrière le fourgon à provisions. On

l'appelait Velours à cause de ses yeux et aussi à cause de la suavité de son lait crémeux.

Il y avait un troisième fourgon à provisions, mais celui-là n'appartenait qu'à moitié aux Content. Ils le partageaient avec les Haskins, Ambrose et Sarah, qui avaient été leurs voisins là-bas dans l'Illinois et qui seraient maintenant leurs compagnons de route jusqu'en Californie.

La petite Tam dormait dans les bras de sa mère perchée là-haut sur la banquette du fourgon.

— Tu ne peux pas la tenir ainsi tout le long de la route, dit Jared, jusqu'au mois d'août ; nous sommes en mai. C'est une grande fille, elle a plus de trois ans...

— Je le sais, mais son sommeil a été interrompu, il a fallu se lever avant le jour pour partir si tôt. Regarde, le soleil se lève, il va faire beau. C'est bon signe, n'est-ce pas, Jared ?

— Cette roue arrière gauche grince de nouveau et nous ne sommes guère partis ! J'ai donné à ce charron d'Independence deux pièces, bête que je suis.

Tam regardait la figure fraîche de l'enfant encadrée dans les plis du châle et que l'aurore rendait encore plus rose.

— Quelle pagaïe là-bas ! Personne n'a fermé l'œil de la nuit, je parie. Mieux vaut avoir laissé tout cela. Seulement...

. . . .

Elle ne termina pas sa phrase. Pendant un moment, elle garda le silence. Elle pensait à la nuit qui venait de s'écouler et son esprit restait tout imprégné du souvenir de cette veillée ! Le mois de mai en Missouri. Malgré l'air vif, la nuit n'était pas trop froide. Ils avaient dormi dans les fourgons, bien entendu. Jared et Tam dans le grand avec les enfants. Jacob et Lavinia dans l'autre. Tamsen ne se couchait jamais dans le fourgon sans penser à son lit à quatre colonnes avec ses volants de chintz et la couverture bariolée qu'elle avait faite elle-même avec divers morceaux d'étoffes. Tout cela était dans le second fourgon avec le mobilier et les objets de ménage, enveloppé et ficelé. Quel luxe cela représentait aujourd'hui ! Quand y dormirait-elle de nouveau, dans son lit ?

Hier soir, les étoiles brillaient. Il y en avait des milliers, grandes et d'un blanc aux reflets bleutés comme le diamant qu'elle avait vu dans la broche que portait Mme Spencer

Reade, là-bas, au pays. Là-bas... Quelle sécurité représentait cette petite ferme dans l'Illinois ! Mais Jared avait l'esprit nomade, les siens étaient venus en Illinois du Connecticut, et avant cela en Connecticut de l'Angleterre. En outre, les hivers de l'Illinois ne lui réussissaient pas. Il toussait et ses joues creuses faisaient paraître sa longue figure anglo-saxonne plus longue encore. Il en avait entendu des histoires sur cette Californie ensoleillée et tout en or ! Les gens y affluaient d'Illinois, du Missouri et même de l'Est. Jared ne parlait pas beaucoup. Mais une fois sa décision prise, rien ne pouvait l'en détourner. Elle avait appris cela.

La nuit dernière avait été une torture. L'atmosphère de campement était chargée de nervosité et d'agitation. Personne ne semblait pouvoir dormir.

Depuis le coucher du soleil jusqu'à l'aube, le tapage n'avait pas cessé. Les lueurs des lanternes troublaient l'obscurité. Les bœufs, les mulets, les chevaux faisaient résonner leurs sabots. Le long braiment d'un mulet, le hennissement d'un cheval, des éclats de rire perçaient la nuit. Une chanson éclata. Quelque ivrogne sans doute ! Le bruit des cartes. Un pleurnichement peureux sortait de la profondeur d'un fourgon plongé dans l'obscurité. Un vieillard entouré de sa famille assise en rond autour d'un feu de camp. Son visage barbu de patriarche élève la supplication d'un cantique chanté d'une voix sépulcrale. Les *Whee-yips* et le *Eee-yow* des gais lurons ou des vachers se mêlaient à cette voix d'outre-tombe. La nuit avait paru interminable, mais l'aube était trop vite arrivée...

. . . .

Jared attendait toujours la fin de sa phrase.

— Seulement quoi..., insista-t-il. — Elle s'éveilla en sursaut de sa rêverie. Elle le regarda, les yeux écarquillés. — Seulement quoi ? reprit-il pour la troisième fois, avec ce qui pour lui était de l'impatience.

— Oh ! rien, à vrai dire, je pensais seulement... quand nous aurons laissé Independence derrière nous, eh bien ! jamais on ne pourra rebrousser chemin.

— J'espère bien que non ! Tout notre bien jusqu'à notre dernière bricole, chaque sou que nous possédons est à présent dans ces fourgons. Rebrousser chemin...

Pendant les mois qui suivirent, combien de fois ne devait-

elle pas penser à cette première matinée et à ce départ. Ces fourgons ne formaient qu'une bien petite caravane comparée aux autres qui se dirigeaient vers la Californie.

Il n'y avait en tout que vingt-cinq fourgons, dont deux et demi appartenaient aux Content, mais ils renfermaient tout ce que Tam avait de plus précieux au monde : son fourneau en fonte, ses matelas et ses oreillers de plumes, ses pots, ses marmites, sa vaisselle bleue ornée de personnages chinois, son lit à quatre colonnes, sa chère table de noyer. C'était des bagages peu commodes, mais qu'elle aimait bien. Ses robes ainsi que celles des enfants étaient dans les malles ; sa petite boîte à aquarelles et ses pinceaux, car elle adorait faire de la peinture. Elle avait même apporté des livres, cette Tamsen, qui, pendant un court moment, avant d'épouser Jared, avait été la jolie maîtresse d'école primaire. Quant à Jared, ses bagages étaient plus sévères : une forge et des soufflets, des pinces, une hache, des outils, des harnachements, des barils.

Jacob, le domestique, avait apporté son accordéon. Et puis, naturellement, il y avait des centaines de kilos de farine, des jambons, du bacon, du sucre, du café, de la crème de tartre, du bicarbonate de soude, du sel, des fruits secs, des haricots, du riz, des biscuits, du poivre, du gingembre, de l'acide tartrique. Ils savaient fort bien ce qu'il fallait prendre avec eux. Le long crâne de Jared n'était pas pour rien bourré de prévoyance.

Ainsi voyageaient-ils pendant ce premier mois, tout ce méli-mélo de fermiers, d'avocats, de marchands, de prêcheurs, de laboureurs.

De même que Tamsen, la nuit passée, avait été agitée par des rêves entrecoupés où figurait la ferme lointaine de l'Illinois, eux, ils avaient rêvé de leurs collines de Vermont, de leurs champs du Kentucky, des lacs du Maine, des forêts de Massachussets, des prairies indiennes. L'or ! L'aventure !

Mais près de 5 000 kilomètres les en séparaient.

Au conseil tenu par tous les membres du convoi dès le deuxième jour, ils avaient offert à Jared d'être le chef d'expédition, mais il avait refusé.

— Il faut une tête plus âgée et plus sage pour être chef, dit-il. Laissez-moi être le lieutenant, pour ainsi dire. Et puis, je suis sujet à de petites crises de malaise. Je pourrais vous

faire défaut dans une passe difficile. Amis, je vous remercie de l'honneur que vous me faites. S'il m'est permis de vous donner un conseil, je proposerai Ambrose Haskins comme chef ; c'est mon voisin là-bas, en Illinois, ou plutôt il l'était, devrais-je dire, et il peut mettre la main à tout, et sa main aura une tête sage pour la diriger et pour nous diriger aussi.

Ambrose, élu, se leva et parla brièvement et avec austérité :

— Mes amis, mes voisins, mes compagnons de route, nous avons devant nous environ cinq mille kilomètres avant d'arriver dans la ville de Hangtown. Une fois là, nous serons en Californie. Mais avant d'arriver, nous rencontrerons des tas de montagnes hautes, de vastes déserts, de larges fleuves et des Indiens hostiles. Et ce n'est pas eux qui nous donneront le plus de mal. Faites le calcul vous-même. Mai, juin, juillet, une partie d'août, cela fait cent vingt jours. Combien cela fait-il par jour ? Eh bien ! moi, je vais vous le dire : chaque sacré jour, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, qu'il tombe de la grêle, qu'on ait le choléra, qu'il nous arrive un accident, que nous soyons arrêtés par des inondations, des ouragans de sable, des trombes d'eau, il faudra faire plus de quarante kilomètres par jour. N'ai-je pas raison, les amis ? Quarante kilomètres par jour, quoi qu'il arrive, — même s'il y en a qui tombent en chemin, — sous peine d'être bloqués dans les neiges d'automne, en pleine montagne, dans les sierras et d'être forcés de nous entre-dévorer. Rappelez-vous l'expédition Donner, en 46.

Un cri jaillit de la bouche d'une femme ; les autres, toutes pâles, se retournèrent pour la regarder. Leur silence fut un blâme.

« Cependant, pensait Tamsen, au seuil du mois de juin, ce premier mois n'avait pas été si pénible. »

Le mois de mai s'était écoulé en Missouri, dans le Kansas et en Nebraska, en s'acheminant lentement à travers les prairies et les plaines. Quelle fut sa surprise de s'apercevoir que les prairies avaient des monticules et même des collines ! Elle s'était toujours imaginé que des plaines devaient être toutes plates comme le terrain fertile de chez elle. Dire qu'ils avaient parlé de la Piste californienne comme d'une route toute tracée par les fourgons ! Mais sur les hauts plateaux, il n'y avait aucun vestige de route : le vent recouvrait de poussière

et de sable toute ornière laissée par une roue, toute empreinte de soulier en une heure à peine. Oh ! ce vent ! Tamsen regarda en s'apitoyant sur elle-même sa figure, son cou, ses bras, ses mains et ses cheveux. Le soleil, le vent, la poussière avaient accompli leur œuvre néfaste. Habituée dès l'enfance à cultiver la terre, endurcie par le travail manuel, accoutumée à combattre les éléments et les intempéries, mariée depuis huit ans, elle était pourtant restée une femme jolie et raffinée. Elle était fière de son teint frais et velouté. Ses mains fines avaient gardé leur forme malgré les dures besognes. Mais, aujourd'hui, c'était autre chose. Il n'y avait plus moyen de lutter.

Ils traversèrent le fleuve du Kansas, le cours d'eau le plus large qu'ils devaient rencontrer au cours de ce long voyage.

— Mais attendez, dit le vieil oncle Bob, Mc Glastan, ce fleuve si grand est loin d'être le plus fourbe. Vous verrez la Rivière plate ; elle n'a peut-être qu'un mètre de profondeur, elle, mais là un courant peut vous emporter, vous et vos bœufs, jusqu'au fond de son lit boueux. Et vous êtes fichus. Elle est d'un retors, cette vieille Plate !

On s'habituait à tout ; on adoptait une espèce de patience orientale. Tamsen se divertissait au souvenir du bac de Kaw. Les sept heures qu'il avait fallu attendre leur avaient paru si ennuyeuses. L'affreuse chaleur et la poussière aussi. Les grosses mouches venimeuses qui torturaient les hommes tout comme les femmes, les chevaux, les mules et les bœufs.

Et tout cela, qui s'était passé pendant la première semaine du mois de mai, paraissait supportable. Maintenant, depuis qu'ils avaient vu en passant des tombeaux marqués simplement par une corne d'élan, — le bois était trop précieux pour cet usage, — ils avaient vu aussi des ossements d'animaux qui blanchissaient dans les prairies, des équipements délabrés enlizés tout près de la grande Rivière bleue, engloutis dans la terre lourde, imprégnée d'humidité, qu'on trouve au printemps dans le Kansas de l'Est.

Edna Ferber.

Traduit de l'anglais par Linda Russ.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE PRÉSIDENT LEBRUN
AU PAYS DE LA TRADITION

Tous ceux qui ont conservé le souvenir des fêtes données en l'honneur des Présidents de la République qui se rendirent à Londres ont pu constater qu'au programme établi pour la réception du Président et de Mme Lebrun ne figurait pas de bal à Buckingham-Palace. La cour protestante d'Angleterre applique avec autant de rigueur que celle d'un pays catholique romain certaines restrictions du carême. Un bal à Buckingham-Palace, à la veille du dimanche de la Passion, eût pu paraître choquant. M. Lebrun n'a pas été invité, comme les autres Présidents, à contempler du haut de l'estrade royale, isolé dans sa grandeur, assis sur un fauteuil imposant, les souverains, les ambassadeurs et les hauts dignitaires de la Cour exécutant des quadrilles. Spectacle d'ailleurs digne des *Mille et une nuits*, un bal à la cour de Saint-James, où scintillent les plus beaux diamants du monde et des pierres précieuses comme il n'en existait jadis qu'à la cour de Russie !

Un gala au Covent Garden est chose inoubliable et bien faite pour donner une idée exacte de ce qu'était, aux temps heureux d'Édouard VII et de George V, l'hospitalité des souverains britanniques.

Imaginez la salle transformée comme par miracle en un vaste jardin fleuri et présentant un coup d'œil enchanteur : les loges du rez-de-chaussée, métamorphosées en bosquets de verdure, servent de base et de soutènement au motif de

décoration florale qui ne change guère, de gala en gala, et n'a pas son pareil dans le monde entier. Guirlandes vertes et chaînes de roses grimpent le long des colonnades qui supportent les trois étages de loges, s'enroulent autour des balcons d'amphithéâtre, festonnent la rampe du lointain « paradis », et viennent s'unir en des arabesques simples et élégantes à l'amphithéâtre. Le rebord des loges est un véritable parterre de fleurs aux teintes délicates, s'harmonisant parfaitement avec les couleurs nationales de l'Angleterre et de la France artistement mêlées et presque confondues dans l'ensemble de cette symphonie de tons clairs et gais, où domine la note rose, nuancée à l'infini.

Dès huit heures et demie, chaque privilégié occupe sa place. La salle étincelle : blanches épaules, diadèmes et rivières de diamants jetant mille feux, habits de cour, uniformes militaires ou diplomatiques chamarrés d'or et constellés de décorations, rien ne manque à la splendeur de ce spectacle. Vers neuf heures, brouhaha discret : le cortège royal est signalé. Tandis que l'écho des acclamations populaires, saluant l'arrivée du Roi et de la Reine à l'entrée de Covent Garden, parvient jusque dans la salle, le grand chambellan, revêtu des insignes de sa charge, paraît dans la loge royale située au centre du premier étage, appelé ici *first tier* ; il s'assure que tout est prêt, et voici presque aussitôt les souverains, leurs invités et leurs suites brillantes. L'orchestre attaque les hymnes nationaux que l'assistance écoute, debout.

Après la dernière note du *God save the King*, Leurs Majestés et leurs hôtes illustres prennent place sur des fauteuils dorés disposés à l'avant de la loge royale. La Reine, avant de s'asseoir, jette un regard sur la loge qui est à gauche, et où se trouvent au premier rang les femmes des ministres et des anciens ministres.

Resplendissantes de pierres précieuses, elles s'inclinent toutes, en une même révérence qui, comme une souple et gracieuse ondulation, semble courir de loge en loge. La Reine répond d'une légère inclinaison de la tête et des épaules, et sourit, radieuse de jeunesse et de beauté.

Le spectacle est dans la salle où se trouve réuni tout ce qui compte en Angleterre par droit de naissance, d'intelligence, de succès, de richesse et de beauté.

Quelle surprise produit sur les continentaux la découverte d'une vie moyenâgeuse intense réelle, invraisemblable, émouvante : celle de la vieille *City*, en plein cœur de la Babel moderne qu'est la métropole la plus peuplée de l'univers.

Cette ville minuscule de 11 000 habitants présente, à première vue, la plus folle agitation. Deux millions de personnes y entrent chaque jour, en hâte, et s'enfuient aussi rapidement que possible, vers six heures du soir, pour regagner le West-End ou les faubourgs.

Mais à quelques centaines de mètres des bouches béantes de l'*Underground*, qui crachent sans répit une foule innombrable, dense, toujours courant ; à une faible distance des milliers d'autobus et de véhicules automobiles de toute sorte qui empestent l'atmosphère ; au fond d'un dédale de rues et de ruelles étroites, d'aspect romantique, se dresse, enveloppé de silence, le sanctuaire des Ghildes, dont la façade, soigneusement ravalée chaque année, fait songer aux cases d'un échiquier. Taches encore blanches accompagnées de longues traînées noirâtres, que les pluies de l'hiver infligent sans pitié aux colonnes, aux pilastres, aux frontons, aux gables et à toutes les arabesques sculptées dans une pierre qui ne parvient pas à résister aux âcres effluves de la ville moderne trop industrialisée.

Le Guildhall est un des édifices publics auxquels tiennent le plus les Anglais de toutes les classes. C'est le symbole des libertés et des droits conquis patiemment, à travers les siècles, par les puissantes corporations qui firent la grandeur et la richesse de la mère-patrie, et en assurent encore le rayonnement de par le monde.

Là règne souverainement, dans une paix profonde, l'élu des bourgeois de la *City*, le lord-maire, qui tient sa cour dans ce palais à la fois municipal et corporatif, et n'y est l'égal, encore moins l'inférieur, de personne. Le Roi, lui-même, reconnaît cet autre roi qui, après Dieu, est le maître de la *City*. Lorsqu'aux fêtes du couronnement, ou en d'autres occasions solennelles, le *King Emperor* doit franchir la frontière idéale qui sépare la Cité du reste de Londres, il s'arrête à l'ancienne barrière du Temple. Il ne saurait aller plus loin sans l'assentiment du lord-maire, qui l'attend à *Temple Bar* et lui présente respectueusement l'épée, emblème de

l'indépendance de la Cité que le Roi lui rend aussitôt. Le premier magistrat de ce pays lilliputien, d'environ un « mile » carré de superficie, remonte à cheval et, précédant son souverain légitime, rentre le premier dans sa bonne ville.

Le roi d'Angleterre, chez lui partout où il se trouve, admet, avec une bonne grâce parfaite, d'être chez le lord-maire dès qu'il franchit l'enceinte de la Cité.

Au Guildhall, dans la salle des réceptions, le lord-maire siège sur son trône, à côté de ceux du Roi et de la Reine, et à même hauteur. Dans le hall des banquets, il a, comme le souverain, son grand fauteuil armorié. Il jouit de toutes les prérogatives, de tous les privilèges, de la Majesté royale ! Il est entouré de ses chambellans, de ses juges, de ses grands officiers. On peut à peine imaginer cette survivance d'une souveraineté absolue dans tous les domaines. Une seule chose atténue le pouvoir du lord-maire, qui certainement se mêle plus directement de la direction des affaires de son domaine municipal que ne le fait le Roi de son Royaume, de ses Dominions, de son Empire : c'est qu'il est un souverain élu pour la durée d'une seule petite année. Dès qu'il a quitté la *civil chair*, il retombe dans les rangs assez obscurs des *aldermen*, ses vieux camarades, comme lui élus à vie, et n'ayant qu'une chance lointaine de redevenir lord-maire, consécration suprême, passagère et ultime d'une longue existence consacrée à administrer avec sagesse et dévouement les intérêts temporels et spirituels de la Cité.

A LA base de la vie publique de la Cité il y a les vieilles corporations que l'on désigne sous le nom de *livery companies*, par allusion aux costumes distinctifs ou *liveries*, qu'avaient droit de revêtir leurs membres à l'occasion de certaines fonctions publiques.

Elles sont encore au nombre de soixante-dix-huit. Plusieurs se glorifient d'avoir été fondées par charte royale, il y a six cents ou sept cents ans. Leurs 9 716 membres forment l'Assemblée des métiers, qui se réunit une fois par an, à la Saint-Michel, le 29 septembre, pour élire le lord-maire qui entrera en fonctions le 8 novembre suivant.

Les corporations, corps d'électeurs privilégiés, ne jouissent, au point de vue électoral, que d'une indépendance très rela-

tive. Force leur est de choisir le plus haut magistrat de la City sur la liste des vingt-six *aldermen*, conseillers inamovibles, élus eux-mêmes par les électeurs censitaires, à raison de un par quartier. Cette élection à deux degrés ne réserve jamais de surprises. Les *aldermen* accèdent au poste de lord-maire à l'ancienneté élective, et à tour de rôle. Il faut être fort riche pour accepter ces fonctions, car, malgré l'indemnité de 10 000 livres allouée au lord-maire, il n'y a pas d'exemple que cette seule année de pouvoir n'ait coûté deux ou trois fois cette somme à son bénéficiaire.

Les *livery companies*, dont chaque membre vote aux élections des députés de la Cité au Parlement, même s'il est électeur dans une autre circonscription, ont aussi le privilège d'élire les shérifs qui ne sont guère que des figurants, encadrant le lord-maire dans toutes les cérémonies. Le droit de les nommer appartient exclusivement au Roi dans les autres comtés d'Angleterre, où ils remplissent le rôle de chefs honoraires de la magistrature locale. Cette dérogation à la coutume souligne la fiction de l'indépendance de la Cité à l'égard de la Couronne. En fait, l'élection du lord-maire, pour avoir sa pleine valeur au point de vue judiciaire, doit être ratifiée par la présentation du nouvel élu, le jour de son entrée en charge, au lord chief Justice, représentant le Roi.

Le lord-maire, assisté du Conseil des aldermen, jouit des prérogatives du lord-lieutenant, désigné dans les autres comtés par Sa Majesté. Cela lui permet de soumettre à l'approbation du lord-chancelier, qui ne la refuse jamais, les magistrats municipaux dont il a ainsi le choix.

La justice est rendue dans la Cité par le Recorder, à l'origine archiviste légiste, dont la mission était de défendre devant les cours royales les privilèges des bourgeois et hommes libres de la ville. Son poste fut créé en 1298. Les pouvoirs de justice qui lui furent attribués par la suite lui valent à présent un traitement annuel de 4 000 livres. A côté de lui, le *common serjeant* (mot venu des *fratres servientes*, de l'ordre des Templiers) touche 3 000 livres. Les deux autres juges, 2 500 livres chacun, émoluments supérieurs à ceux des magistrats de même classe dans le reste de l'Angleterre.

Le lord-maire a sa propre police qui ne dépend que de lui,

ne reçoit aucune aide pécuniaire de l'État, et assure l'ordre et la sécurité dans toute l'étendue de la City, sans avoir à subir la moindre intervention du Home Office et des chefs de la police métropolitaine de Londres.

Enfin, le lord-maire siège lui-même, ou se fait représenter par ses aldermen ou par ses juges à la Cour centrale criminelle de Old Bailey, dont les séances d'assises sont aussi présidées par les juges des cours supérieures de Sa Majesté, Old Bailey n'étant pas, à proprement parler, une cour de la City.

A côté du Conseil des aldermen, qui est un peu comme une Chambre des lords, bien qu'élu par les *rated householders* (propriétaires ou locataires payant l'impôt immobilier), la City a son Conseil communal, composé de 206 membres, désignés chaque année par les mêmes électeurs, dans les vingt-six quartiers de la ville. Ces autorités constituent, avec l'Assemblée des métiers, la corporation de la cité de Londres. C'est un véritable État dans l'État. Par ses comités, il a la haute main sur les services publics, gère, et fort adroitement, la fortune considérable de la corporation, crée à son gré les impôts et en fixe le montant, établit son budget, et ne subit aucun contrôle, aucune vérification.

Étrange défi au pur esprit démocratique que pareille indépendance, accordée, avec le consentement de la nation, à la plus ancienne des villes anglaises !

Son origine lointaine, — n'était-elle pas une bourgade au temps de la conquête romaine ? — lui confère un prestige sans pareil.

Depuis le moyen âge, cette petite cité s'est enrichie au delà de toute imagination. Elle a contrôlé, elle contrôle toujours, l'expansion colossale du commerce britannique. En vain a-t-on voulu, à plusieurs reprises, attaquer ses privilèges, les restreindre, et la faire rentrer dans le droit commun ! Les efforts pourtant énergiques des libéraux et des radicaux ont échoué. Elle est restée maîtresse de ses destinées.

Ses banquiers sont les premiers du monde. Ils ont tendu sur l'univers entier un réseau solide de filiales qui assure le crédit de la métropole. La livre est devenue la monnaie internationale par excellence, la plus sûre, la plus pratique. Spéculateurs, mais aussi calculateurs, faisant facilement confiance

et créant cette atmosphère de confiance que M. Neville Chamberlain veut transplanter du domaine des affaires dans celui de la politique internationale, ses *businessmen* audacieux et prudents ont bien mérité de la grande patrie.

On n'a pas oublié comment, lors de la crise de 1931, ils donnèrent l'exemple au pays, qui les suivit avec patriotisme, et se refusa à toute panique. En Angleterre, monsieur Crédit est bien vivant, grâce à la City, qui sauva ainsi l'Empire entier.

Elle est grande dame. Elle paye largement, du haut en bas de l'échelle sociale, ceux qu'elle emploie. Ses contribuables, peu nombreux, ne sauraient trop s'en plaindre. La corporation de la cité de Londres est formidablement riche. Propriétaire foncier, elle voit ses revenus augmenter chaque année, à mesure qu'expirent les baux emphytéotiques de quatre-vingt-dix-neuf ans et plus, qui font tomber dans son patrimoine tant d'immeubles commerciaux construits par ses locataires. Ceux-ci, le plus souvent, ont réalisé eux-mêmes une excellente spéculation, gagné beaucoup d'argent, et accru de bon cœur la fortune communale. Elle subvient, avec ses propres deniers, à ses dépenses somptuaires.

Quelques chiffres, tirés de son dernier budget, donneront une idée de ses ressources privées. Ses propriétés lui ont rapporté pour l'année 1937-1938 : 209 805 livres ; et le total de ses recettes personnelles a atteint 322 381 livres. Elle dispose encore, pour faire face à ses dépenses de police, d'assistance publique, d'enseignement, etc., de taxes diverses et de ces terribles *rates* qui atteignent 10 shillings et 8 pence par livre de la valeur imposable de la propriété foncière, estimée l'année dernière à 8 272 493 livres !

Quant aux *livery companies*, les douze « grandes » disposent au total d'un revenu annuel de 658 000 livres, soit environ 118 millions de nos francs ! Les soixante-six autres ghildes ont plus de 200 000 livres à dépenser par an.

Certaines jouent encore un rôle actif dans la vie quotidienne. C'est ainsi que la Corporation des orfèvres est chargée de poinçonner l'or et l'argent. La Société des apothicaires ne s'occupe pas exclusivement, comme son nom semblerait l'indiquer, de la pharmacie et des pharmaciens. Elle organise des cours de médecine générale, de chirurgie, de chimie, de

physique, et délivre après examen des diplômes qui permettent à leurs bénéficiaires d'exercer la médecine, car en Angleterre l'agencement des études médicales n'a pas la belle simplicité, logique et rigoureuse, de l'enseignement officiel tel que le pratiquent nos Facultés de médecine.

La Corporation des poissonniers inspecte tout le poisson qui est vendu dans Londres, d'où des revenus considérables dépassant, en 1937, 50 000 livres. Les autres corporations sont, pour la plupart, des associations de bonne camaraderie, qui n'ont de corporatif que le titre. Chacune a ses règlements et son recrutement qui lui sont propres.

La ghilde des cordonniers, *cordwainers*, qui florissait dès le règne d'Édouard Ier et tirait orgueil des bons cuirs de Cordoue dont ses affiliés se servaient alors de préférence, ne se recrute plus exclusivement parmi les maîtres en cet art. Souvent elle admet dans ses rangs les descendants d'anciens dignitaires. Il arriva même que le plus grand homme d'État de l'ère victorienne, M. Joseph Chamberlain, fils d'un patron cordonnier, dont tous les ancêtres, depuis le début du XVIIIe siècle, avaient été cordonniers, et à tour de rôle grands-maîtres de leur compagnie, en fut élu membre d'honneur, et vint y présider l'inauguration d'un vitrail commémoratif. Austen, qui faisait partie du ministère dont « Joe » était le ministre des Colonies, fut lui aussi admis dans la corporation, bien qu'il n'eût jamais manié, comme son père, l'alène et l'empeigne. Il accepta, peu avant sa mort, d'en être le grand-maître, de 1936 à 1937. La ghilde eut ainsi le rare privilège d'avoir à sa tête un chevalier de la Jarretière.

La même année, mémorable dans les annales corporatives, trois princes du sang étaient également grands-maîtres d'autres *livery companies* : le duc de Connaught, le prince Arthur de Connaught et le duc d'York, qui, l'année suivante, devait monter sur le trône : tous chevaliers de la Jarretière, comme sir Austen, l'héritier des *Cordwainers* !

JE me souviens d'une soirée que je passai en mai 1907 dans le splendide Hall des *Fishmongers*. L'Entente cordiale fut le prétexte d'une des plus brillantes réunions de la « season ». La très puissante et vénérable Corporation des

poissonniers avait invité à dîner une quarantaine de mes compatriotes, représentant les Institutions françaises de Londres.

Festin somptueux, vins admirables, mets exquis, entre autres un certain *baron of beef*, vulgairement dénommé aloyau, découpé suivant les règles de l'art par un chef tranchant, juché, comme au temps jadis, sur une plate-forme ornée de fleurs et de petites bannières aux armes de la corporation, le tout édifié au bas-bout de la longue table, et faisant face au président de cette agape, le *Prime Warden*, sir Richard Biddulphe Martin, baronnet, portant les chaînes d'or et les insignes de son office.

Vaisselle de fine porcelaine marquée au cimier des armes de la corporation. Sur des dressoirs antiques, aux deux extrémités de l'immense salle Renaissance, des plats gigantesques en or, en vermeil et en argent, qui, au dessert, circulent remplis d'eau parfumée à l'essence de rose, où les convives trempent leurs doigts.

L'heure des toasts approche. Les *loving cups*, immenses hanaps de vermeil ou d'argent, contenant un mélange de vin et de plantes aromatiques aux parfums tout à la fois délicats et sauvages, passent de main en main. Debout, on reçoit de son voisin de gauche la « loving cup ». On le salue amicalement. Il vous rend votre salut. On fait demi-tour à droite, on lève la coupe à la hauteur du visage, on salue le voisin de droite qui, lui aussi, debout, vous salue. On boit alors la gorgée d'hydromel à laquelle on a droit. On tend la coupe de l'amitié au voisin qui vous resalue. Vous vous asseyez. Le voisin de droite fait demi-tour et la « loving cup » suit son chemin, escortée de l'échanson et de ses aides.

Les toasts succèdent bientôt aux toasts. L'assemblée, mise en joviale humeur par certaine fine champagne centenaire, porte avec enthousiasme la santé du Roi, celle de M. Fallières. On accueille avec des acclamations frénétiques le toast inusité, — je ne me rappelle pas l'avoir jamais entendu auparavant, — des « forces défensives de l'Angleterre et de la France », proposé en termes excellents par le « Prime Warden », qui, d'une intonation, souligne le sens du mot « défensive » !...

On voit comment les *livery companies* savent dépenser un peu de leurs immenses revenus, mais, pour leur rendre justice, il faudrait énumérer les innombrables fondations charitables, écoles et hôpitaux que subventionnent avec une inlassable générosité des organismes crées au moyen âge par de simples artisans qu'inspirait le véritable esprit corporatif de franche et loyale camaraderie, d'amour du travail, d'entre-aide, de respect de la dignité humaine, de passion pour la liberté d'autrui et de soi-même, épris de ce besoin de justice et d'équité qui fait encore la force principale de l'Angleterre contemporaine.

La Corporation de la cité de Londres est la Ghilde des Ghildes.

Assister au Guildhall à la réception du Roi et de la Reine ou à celle d'un chef d'État étranger, c'est avoir la vision complète de la vie corporative de la première ville libre du monde. Spectacle éblouissant, évocation d'époques ailleurs disparues, ici toujours présentes, grâce à la vénération que le plus conservateur des peuples ressent au fond de son cœur pour les vieilles coutumes qui ont forgé sa grandeur dans le passé et assurent sa supériorité dans le présent. Quiconque a eu le privilège de contempler, ne serait-ce qu'une seule fois, ce film incomparable, ne l'oublie jamais.

J. Coudurier de Chassaigne.

LETTRES A M. DE STAËL

III [1]

(Mai 1795-Février 1798)

RETOUR A PARIS

Grand événement... M. de Staël va reconnaître officiellement la République au nom de son gouvernement ; il se rend en uniforme à la Convention et prononce un vibrant discours : « Puissent enfin les Français, ce peuple brillant, intrépide, au-dessus désormais des passions réprouvées par la morale et la philosophie politique, offrir au genre humain le spectacle nouveau de la puissance réunie à la vertu ! » Quelle mortification pour sa femme de ne pouvoir assister à cette glorieuse séance !

3 mai 1795.

Ton discours n'est pas celui que j'aurais fait ; mais il vaut peut-être mieux et j'ai lu avec une grande émotion les applaudissements très vifs et très sincères dont on t'a récompensé. Jamais en effet étranger n'a mieux mérité que la France crût à son attachement pour elle. A présent, voilà notre sort indissolublement attaché à celui de la République. Dieu veuille qu'elle triomphe de ces trois mois de disette et d'embarras dans les finances : après ce terme, elle sera éternelle.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

Je compte toujours partir le 10 mai de Coppet et le 13 de Lausanne. On dit qu'il me faudra huit jours pour arriver. C'est donc vers le 20 que je compte t'embrasser et que j'ai besoin d'espérer que tu me recevras avec un peu du plaisir que j'aurai à te revoir.

8 mai 1795.

Je vous prie de ne pas perdre un instant pour partir quand j'aurai été à l'Assemblée : voilà tes propres paroles, permets-moi de m'y tenir. Bientôt tu consulteras les Comités pour savoir si tu dois faire divorce avec moi. Il n'y a pas en vérité une grande différence entre cela et ce que tu fais. Je ne conçois pas comment tu te laisses parler de ta femme avec injustice et comment la vérité, que tu sais persuader sous d'autres rapports, ne t'intéresse pas aussi sous celui-là...

Il faut cependant se décider ou à vivre ensemble, ou à suivre chacun une carrière selon son goût, car j'en ai tout à fait assez du genre de vie que tu me fais mener depuis deux ans.

Je pars le 15 de mai ; si tu me reçois mal, j'en conclurai que tu ne veux plus de moi. Si tu me reçois bien, j'oublierai des lettres auxquelles je suis profondément sensible et qui me paraissent indignes de toi et de moi. Me pardonneras-tu d'en être très blessée ? c'est inséparable de l'affection que j'ai pour toi.

10 mai 1795.

J'ai reçu ta lettre du 11 floréal, mon cher ami, et je persiste dans ma résolution. D'abord parce que tout ce qui est faux tombe de soi-même, et comme il n'y a ni une ligne, ni une action de moi contre la République, comme mon sort est lié à sa prospérité, *puisque tu l'as reconnue*, je n'aurais pas vu deux fois les membres du gouvernement chez toi sans leur persuader ce qui est.

Quant à ce que tu appelles des désagréments, la femme d'un ambassadeur n'en peut éprouver aucun, si, comme il ne m'est pas permis d'en douter, il sent qu'il lui importe de faire respecter sa femme. Tu serais bien peu de chose dans ce pays, pour lequel tu as tant fait, si tu ne savais pas y faire recevoir ta femme, et je t'avoue que je n'entends pas comment tu t'es

laissé faire une objection sur la possibilité d'admettre ta femme dans le pays où tu es légalement. Certainement, moi que tu accuses à tort d'un manque de sentiment pour toi, je ne supporterais pas qu'on me fît la millième partie des objections que tu as écoutées.

Je te demande donc après cette lettre de déclarer que tu m'as *dit de venir* et de vouloir bien ne pas séparer *moi de toi*, car il faut ou être mariés, c'est-à-dire faire cause commune dans toutes les affaires de ce genre, ou se regarder comme déliés l'un de l'autre. Je suis bien loin de supporter l'idée de cette dernière supposition. Mais je t'avouerai que je suis bien conduite à penser que tu es beaucoup mieux sans moi et, si cela est, ne regarde point mon voyage à Paris comme long. Je ne veux sûrement pas vivre chez toi, si j'y nuis le moins du monde à ton bonheur, si surtout je ne l'augmente pas.

Je serai à Paris d'aujourd'hui en quinze, c'est-à-dire le 24. Je te prie instamment de croire, pour ton honneur, comme pour mon repos, que je n'éprouve aucune peine.

Mme de Staël rentre à Paris à la fin de mai 1795. Nous pouvons imaginer sa joie de se trouver de nouveau mêlée au mouvement politique. Tout a été dit sur son rôle à cette époque, sur l'influence de son salon où se coudoient des amis de l'ancien régime et des hommes du jour. Égérie des constitutionnels, elle inspire en grande partie la Constitution de l'an III. Attaquée à la fois par les royalistes et les jacobins, elle doit, à plusieurs reprises, s'éloigner de Paris; elle trouve un asile à Ormesson (1), auprès du bon Mathieu de Montmorency. Les lettres de cette époque sont rares et sans intérêt, la proximité de Paris lui permettant de voir souvent son mari. Seuls les billets suivants dénotent une vive angoisse et doivent se rapporter aux événements de Vendémiaire.

Ce 4 vendémiaire (25 septembre).

Je suis extrêmement inquiète, mon cher ami, de tout ce mouvement (2), et jamais la chose publique ne m'a paru dans un danger aussi éminent.

De grâce, donne-moi des nouvelles. Si le trouble s'aug-

(1) Ormesson, près d'Enghien-les-Bains, ancienne propriété de la famille d'Ormesson.
(2) Les événements qui précédèrent le 13 vendémiaire.

mente, viens ici, et ne prends aucun parti sans venir me voir, — ce serait séparer nos vies que de ne pas m'associer intimement à la tienne. Adieu, mon meilleur ami, adieu.

(Non daté.)

Quelle journée ! il est impossible de rester ici. Dis-moi le nom des malheureux. Ah ! mourir serait si doux. Viens ici, par grâce ; peux-tu rester, le peux-tu ?

(Non daté.)

J'essaie par une autre route de parvenir jusqu'à toi. L'enfer n'est pas comparable à mon état. Dis-moi, qu'est-ce qui vit ? Je ne veux que cela, dis-le moi et viens.

Pense bien qu'il ne s'agit que de dix jours. Si la Constitution s'établit le 5 brumaire, les injustices ne sont plus possibles ; si elle ne s'établit pas, il faut fuir ce pays comme l'antre des bêtes féroces. Il faut donc, dans tous les cas, lutter dix jours.

Je me flatte que tu viendras aujourd'hui ; si, par quelque hasard, tu ne le pouvais pas, je te conjure d'envoyer sur-le-champ, ici, Auger ou tel autre que tu choisisses. Tu sais bien, n'est-ce pas, que je suis terriblement inquiète, quoique invariablement décidée et que les heures sont un peu longues.

J'espère encore que ce billet sera inutile et que je t'embrasserai avec autant de reconnaissance que de tendresse.

Quel que soit le résultat, qu'il soit nul, bon ou mauvais, je te demande un exprès tout de suite, si tu ne viens pas.

Le séjour même de Mme de Staël aux environs de Paris devient de plus en plus difficile ; après une lettre de la fin de vendémiaire, la correspondance est datée de Forges-les-Eaux, où elle se trouve en compagnie de Benjamin Constant, d'Adrien de Lezay-Marnésia (1), de Mme de Beaumont (2), de Mme de Valence (3).

Forges-les-Eaux, 1er brumaire (20 octobre 1795).

Nous voilà dans notre retraite, mon cher ami. Ce n'est pas assurément le plus agréable séjour du monde ; mais que ne

(1) Adrien de Lezay-Marnésia (1770-1811) qui, à sa rentrée en France, avait vécu sous un faux nom à l'ambassade de Suède.

(2) Pauline de Montmorin Saint-Hérem, comtesse de Beaumont (1768-1803).

(3) Pulchérie de Genlis, comtesse de Valence.

fait-on pas pour sa santé ? Et quand on a choisi le parti que l'on prend, il est toujours agréable.

Je suis depuis trois jours sans nouvelles et je me figure tous les événements possibles pendant cet espace de temps. Ici, l'on ne sent rien de l'ébranlement de Paris et l'orage des saisons est le seul que l'on connaisse.

Adrien est venu avec nous. Nous avons trouvé Mme de Valence et nous vivons tous les cinq comme des solitaires, disant à peu près les mêmes choses tous les jours et nous ennuyant assez doucement dans l'intimité. Je lis, je veux écrire et je pense quelquefois que si tu étais ici, il vaudrait autant adopter cette vie sans peine que la balance souvent désastreuse de bonheur et de malheur que nous permet la vie de Paris. Ne te fie pas cependant à cet accès de solitude, il me passera avant l'époque même de mon retour.

Ce 7 brumaire (1795), jeudi.

En vérité, je ne conçois rien à tes reproches, et ce serait beaucoup plutôt moi qui pourrais penser que tu veux, par ces plaintes sans motif, m'irriter et me faire sortir de la route que mon cœur s'est tracée.

Je t'aime beaucoup, mais la vie de Forges est tellement uniforme que je ne sais rien à mander, tandis que tu peux remplir tes lettres du plus grand intérêt de l'univers.

Je ne veux pas que mes lettres soient une sorte d'analyse de sentiment qui détruirait ce qu'il y a de vague et préciserait ce qu'il est plus doux pour tous les deux de laisser errer au gré des impressions du moment. Enfin et avant tout l'idée que, si je n'écris pas, si je ne dis pas, si je ne démontre pas, tu m'accuseras, me met dans une sorte de contrainte à laquelle mon caractère éminemment naturel ne peut échapper. N'est-il donc pas certain que je veux te donner ma vie, que je n'ai pas le moindre projet de l'en détacher, que j'ai donc pour toi une affection très tendre, puisque je ne veux pas chercher du bonheur ailleurs ? Un tel fait, une telle décision n'est-elle pas au-dessus de toutes les phrases, qu'on n'écrit que pour développer des moyens d'esprit, que tu me connais, et qu'un peu de paresse m'empêche d'exercer ?

Adieu, mon cher ami, sois donc confiant, c'est la seule qualité qui te manque pour consolider notre union.

6 novembre (1795), Forges.

Je n'ai pas reçu un mot de toi aujourd'hui, mon cher ami; toute réflexion faite, je compte partir le 20 brumaire. Décide seulement si ce sera à Ormesson ou à Paris que je débarquerai et envoie Eugène me le dire à Franconville. Ce serait trop espérer que toi-même ; il y aura le 20 trois semaines que je suis ici ; n'est-ce pas une assez belle pénitence ? Quoi qu'il en soit, j'aime mieux la Suisse que plus longtemps ici. Adieu, mon cher ami ; le temps, le lieu, les affaires, tout accablerait si je ne comptais pas sur ton secours.

EN EXIL

Mme de Staël ne restera pas longtemps à Ormesson. Pour avoir voulu sauver des royalistes après le 13 vendémiaire, elle s'attire les foudres du gouvernement. En pleine séance de la Convention, elle est accusée de complicité avec les chefs de l'insurrection. Le Comité du Salut public décrète l'exil. M. de Staël proteste et fait retirer le décret, mais, pour lui comme pour sa femme, la situation est périlleuse. Mme de Staël est obligée de partir pour la Suisse en décembre.

Besançon, 7 décembre 1795.

Tu ne trouveras pas, mon cher ami, que ma marche soit bien rapide. Il m'a fallu huit jours pour arriver ici par des chemins inouïs, des obstacles de détail sans fin et, pour ma part, une humeur parfaite en son genre. Je me souviens avec douceur cependant que nos derniers adieux ont été doux et j'espère que c'est sur cette pensée que ton souvenir s'arrêtera.

Ce pays n'est pas consolant pour les amis de la République. Les assignats n'y sont plus connus ; les volontaires ne veulent pas marcher et je commence, selon mon habitude, à reprendre cet esprit jacobin que me donne toujours la bêtise aristocratique. Adieu, mon cher ami, je repars pour traverser les montagnes, et je serais assez tentée de faire mon testament en partant. Tu y trouverais l'expression de la plus vive reconnaissance pour tes procédés et plus encore pour ton affection.

Lausanne (décembre 1795).

Je suis arrivée hier ici, mon cher ami, avec un peu de fièvre ; mais la fatigue seule l'avait causée. Je pars demain pour Coppet ; mais j'ai vu mon père ici qui avait eu la bonté de venir au-devant de moi.

Je n'ai point pris de maison ici, et je ne sais pas si j'en prendrai, car, de ma vie, je n'ai vu une telle aristocratie ; avec mes opinions, il est impossible d'y tenir.

Mr Wickam, ministre d'Angleterre qui, par parenthèse, a envoyé vingt mille louis à Paris lors de l'affaire des sections, Mr Wickam donne le ton ici, et tu comprends d'après cela comme la République y est aimée, dans la bonne compagnie du moins, car la nation est toujours parfaitement bien pour la France ; mais ce Mr Wickam, homme d'esprit d'ailleurs, s'est mis là pour être plus près de tous les mouvements intérieurs de la France et les exciter quand il peut. Ne me cite pas pour tout cela ; mais c'est sûr.

J'ai apporté les diamants de Mme Diodati, ce qui a raccommodé le mari avec moi en dépit du républicanisme. Ah ! la France, la France, combien elle vaut mieux que ceci, que tout! J'espère que tu désireras toujours de m'y revoir ; je n'ai pas trouvé un mot de toi ici. Je t'embrasse de toute mon âme. Adieu.

Coppet, le 4 janvier 1796.

Voilà, mon cher ami, des cheveux du plus beau des enfants des hommes, qui est le tien, d'Albert qui charme tous les yeux. Je te demande tout de suite la chaîne d'olive de moi, et le cœur avec tes cheveux ; je suis digne de les porter, si une véritable amitié, et la plus inébranlable résolution de m'occuper autant qu'il est en moi de ton bonheur, sont un droit à tout ce qui est l'emblème des liens.

Je n'ai pas encore un mot de toi, et cependant mes amis m'ont écrit. Fais-leur parvenir ces trois lettres et daigne imiter leur exactitude.

Ah ! mon Dieu ! quelle nouvelle (1) je lis dans les papiers ! Tu sais, j'espère que ma vie dépend de celle de

(1) Mathieu de Montmorency avait été arrêté le 25 décembre ; l'intervention de Joseph Chénier le fit remettre en liberté.

Mathieu. Je me meurs, sans motif, je le sais, puisqu'il ne peut rien y avoir contre lui ; mais je souffre à faire pitié ; sûrement, tu sais que je souffre.

Ce 5 (?) janvier (1796), Coppet.

Tu n'as pas l'idée, mon ami, du service que tu m'as rendu. Ta lettre m'a tirée d'une angoisse sans pareille. Je partais, je revenais, j'étais folle, je ne peux pas oublier le bien que m'a fait ta lettre, et cela attache à ton écriture quelque chose de sacré pour moi. Donne ce billet à notre pauvre ami, préserve-le et qu'il se hâte de venir à la campagne. C'est là qu'il faut vivre dans ces temps de crise nécessaire. Je te remercie, je te bénis d'avoir songé à ma peine, c'est la plus forte que j'aie éprouvée depuis que je vis et ma santé s'en ressent ; mais je relis ta lettre et je me rétablis. Adieu, adieu. J'ai du trouble encore, mais il est si doux.

26 janvier 1796.

... Je suis venue pour danser à Lausanne et je retourne demain à Coppet. C'est un pays que celui-ci où l'on fait des efforts inouïs pour s'amuser ; mais il n'y a ni intérêt, ni variété et mon refrain est toujours qu'on ne peut vivre qu'en France.

Tu as très bien fait de prendre Mlle Clairon (1) chez toi, si cela t'amuse et si elle ne te dit pas du mal de moi. Je n'impose que ces deux conditions, et je me relâche sur la première.

Quelles nouvelles as-tu de Suède ? Enfin, je t'en prie, causons au lieu de nous écrire comme si l'Europe était en tiers. Que nous importe qu'on ouvre les lettres, nos sentiments ne sont-ils pas les meilleurs du monde pour la France et la République ? Parlons-nous donc intimement. Je t'embrasse, en attendant, de tout mon cœur.

5 février 1796.

... Tu es bien bon d'avoir pensé à ma santé ; elle est meil-

(1) L'allusion à Mlle Clairon prouve que Mme de Staël n'ignorait pas l'influence que l'ancienne actrice exerçait sur son mari. Le comte d'Haussonville (*Femmes d'autrefois*) a mis en lumière la passion extravagante qui liait cette vieille femme à l'ambassadeur de vingt-six ans plus jeune qu'elle. Il la combla de ses largesses ; lorsqu'il fut ruiné, elle lui intenta un procès et la fin de cette idylle fut lamentable.

leure à présent ; mais j'ai dans ce moment le plus sot accident du monde, une très petite pierre m'est entrée dans l'œil et je vois à peine, ce qui est pénible dans cette solitude où lire et travailler sont les seuls moyens d'atteindre la fin du jour. Je m'ennuie, mais je m'ennuie comme les nègres absolument. J'aime tendrement mon père ; mais c'est un culte et l'on bâille à l'église. Enfin, c'est une vie de moine ou de prisonnier et je n'y tiendrai pas six semaines ; j'étais bien plus heureuse dans la rue du Bac et tes défauts valent mieux que les qualités des autres.

Il me semble que tout le monde est frappé de l'amélioration sensible des affaires en France, depuis que l'emprunt forcé s'est rempli. Quant à moi, c'est en conscience que je dis qu'à dater de cette époque je ne sais pas ce qu'on pourrait imaginer de mieux que la conduite du Directoire. Oh ! la France, la France, combien mes vœux se tournent vers elle, et que je te remercie d'y être et de m'y aimer !...

Ce 6 février 1796.

La femme de Mathieu étant très malade, il ne pourra venir dans le département de l'Ain, où je devais faire inoculer Albert. Une autre circonstance aussi, que je ne puis exprimer, me rend le séjour de ce pays plus pénible que de coutume.

Il doit être connu du Directoire, s'il pense à moi, que j'ai été ici le plus intrépide défenseur de la République et certes cette opinion s'augmente quand on voit les aristocrates.

Dis-moi donc s'il ne serait pas possible (comme il y a une loi qui ne permet pas d'inoculer les enfants dans une ville, et qu'en même temps les chirurgiens de Paris sont les meilleurs de tous) que je vinsse les premiers jours d'avril faire inoculer Albert (1), ou bien, si ce prétexte était inutile, à la fin d'avril à Paris : je dois ramener l'enfant de Louvet ; il me semble que c'est populaire. J'ai toujours annoncé mon retour pour ce terme, et j'ai de vraies raisons de l'avancer que tu approuverais toi-même, à part du sentiment.

Je n'ai pas besoin de te rappeler que je te prie de consulter ton sentiment et mon bonheur, plutôt que ta prudence et la politique... Réponds-moi aussi à ces deux lettres, il y en a

(1) Mme de Staël, toujours en avance sur son temps, avait résolu de faire inoculer son fils, ce qui paraissait encore une opération hardie.

une pour le nouveau marié (1), il est inquiet de mon opinion sur cette escapade. En fait de mariage, on a tout dit si l'on est heureux, et les étrangers ne sont point juges de ce qui tient à quelque chose de si intime en soi que personne n'y pénètre...

Je vais à Lausanne dans huit jours recommencer les danses. Ce séjour-ci est austère à l'excès et l'autre insipide ; mais ce que j'aime du bruit, c'est qu'il escamote la vie. Adieu, mon cher ami, adieu. Fais-moi le plaisir de désirer de me revoir.

Ce 1er mars 1796.

Tu verras par la copie de la lettre que je t'envoie quels sont les motifs qui ont décidé mon père à l'écrire. Ils sont tout-puissants et nous devons nous féliciter de ce qu'il s'y est décidé.

Si, par hasard (ce qui me fâcherait), le *Batave* n'imprimait pas la lettre, il faudrait la faire mettre dans une autre feuille, telle que les *Nouvelles politiques* ou le *Journal de Paris.* Je te prie de ne pas oublier cette petite affaire, ni perdre une minute pour l'exécuter ; tu sens que tout ce qui tient à mon père ne permet pas la négligence que tu mets à ce qui me regarde. Il y a plus que de la négligence à donner deux bals chez toi en mon absence ; conviens que cela n'est pas galant pour moi. Je t'écris plus longuement par une occasion.

Je me borne à te recommander encore de garder la copie de la lettre au *Batave*, afin de la faire publier dans une autre feuille s'il se refusait à la mettre dans la sienne. Je t'embrasse, mon cher ami, tout à travers de tes fêtes ; tes enfants se portent bien.

18 avril 1796.

Je te prie, mon cher ami, de recevoir avec intérêt Benjamin. Sa parfaite amitié pour moi lui donne des droits à la tienne et je puis t'assurer qu'il n'est rien ni dans ses sentiments, ni dans ses projets, ni dans ses opinions, qui ne doive ajouter à l'attrait que son esprit t'a toujours inspiré.

Adieu, mon cher ami, je t'ai sans cesse écrit par la poste. Benjamin te dira d'ailleurs tous les détails qui concernent tes enfants et moi.

(1) François de Pange, qui venait d'épouser sa cousine de Sérilly. Mme de Pange a cité cette lettre dans son charmant livre, *Mme de Staël et François de Pange.*

Ce 19 avril 1796.

J'ai voulu t'épargner, mon cher ami, jusques à la moindre inquiétude pour ton fils ; Albert a été inoculé ; il a pris au bout de huit jours une très petite fièvre qui n'a duré que vingt-quatre heures. Ses bras sont enflammés, mais il ne paraît pas qu'il doive avoir ailleurs aucun bouton. On assure que c'est assez pour être à jamais préservé de la petite vérole. C'est un grand bien à peu de frais.

Si j'ai l'attention pour toi de t'éviter l'anxiété que j'ai éprouvée à d'autres égards, tu n'as pas la même conduite pour moi ; les bruits qui ont couru sur le mariage (1), sur la flotte du roi de Suède, m'ont extrêmement tourmentée, et je n'ai pas reçu depuis quinze jours une seule réponse de toi, à dix lettres qui toutes exigeaient au moins une réflexion et une complaisance de ta part. Cela me fait beaucoup de peine, et dans le présent et dans l'avenir.

On est très occupé ici des succès de l'armée d'Italie et la nation et le gouvernement s'en réjouissent ; depuis qu'il a reconnu la République française, il lui est entièrement dévoué.

L'ouvrage (2) de Benjamin est le grand événement de ceux qui lisent. On en vante l'esprit avec enthousiasme ; mais tout ce qui n'est pas démocrate le blâme sans discernement comme l'inspire l'esprit de parti.

Ce 12 mai 1796.

En vérité, mon cher ami, si je ne savais pas par Benjamin que tu as de bonnes dispositions pour moi, ton silence me serait encore une plus inexplicable énigme. Ton fils est inoculé, et tu ne daignes pas m'écrire un mot sur lui. Enfin, quand on se sépare de toi quatre mois, il n'est pas en ta puissance de conserver cette manière fixe et constante qui donne seule de la confiance dans le caractère, permet de croire à l'avenir. Je ne sais, en vérité, que te dire. Il vaut mieux renvoyer au moment où je te reverrai.

(1) Le projet de mariage du jeune roi Gustave Adolphe IV avec la petite-fille de Catherine II pouvait l'amener à la rupture avec le Directoire ; M. de Staël combattait de toutes ses forces cette politique antifrançaise qui devait lui coûter son poste d'ambassadeur.

(2) *De la force du gouvernement actuel et de la nécessité de s'y rallier*, auquel Mme de Staël n'était pas étrangère.

La police du Directoire surveillait étroitement Mme de Staël et plaçait des espions jusque dans sa maison. On la soupçonnait d'avoir des relations avec des ennemis de la République et de vouloir rentrer en France. Le Directoire ordonna de la faire arrêter à la frontière, si elle donnait suite à ce projet ; on alla jusqu'à faire imprimer son nom à la suite d'une liste de malfaiteurs distribuée à tous les commissaires de police du département de l'Ain. Mme de Staël l'apprend et, indignée, écrit aussitôt à son mari.

Lausanne, ce 17 mai (1796).

Voilà, mon cher ami, la plus singulière pièce qui, je crois, ait jamais existé. Vous y verrez à la suite de *voleurs* le nom de votre femme. Je vous laisse à sentir ce que vous devez faire. Je suis intimement convaincue que le gouvernement n'est pour rien là-dedans ; c'est le commissaire particulier du pouvoir exécutif dans le département de l'Ain, jacobin qui, sans doute, était de la conspiration des anarchistes. Mais il faut que mon prompt voyage à Paris détruise l'effet que produit dans ce pays une telle nouvelle.

Je pense donc que, non seulement vous m'y autoriserez, mais que vous l'exigerez pour votre honneur. Quand ma présence devrait compromettre vos intérêts, la moitié de ma fortune est à vos ordres dans tous les temps, pour réparer le sacrifice que vous faites à notre honneur commun, et je ne croirais pas encore assez vous témoigner la reconnaissance que je vous devrais.

J'espère que, dans toutes les situations, mes soins vous rendront la vie heureuse. Mais si vous hésitiez, je vous demanderais à l'instant même de ne plus vous faire le tort de porter un nom que vous ne voudriez pas protéger.

Ce 19 mai 1796.

Je reçois dans l'instant, mon cher ami, ta lettre du 10 mai, et quoique tu annonces ton arrivée, j'ai voulu y répondre. Il est faux que je me sois réconciliée avec mon ancien ami ; je l'ai vu trois jours pendant cinq mois, et notre manière d'être ensemble est à jamais décidée. Les personnes que tu crois sur moi ne te disent pas un mot de vrai et, pour ton bonheur comme pour le mien, il fallait plus de confiance de ta part.

Tu as dû recevoir une lettre de moi par le dernier courrier.

Je te demande en grâce, si tu n'es pas parti, de ne pas venir et de m'attendre ; je tiens à cela comme à l'honneur, comme à la vie, comme au bonheur. Je ne puis t'exprimer à quel point je croirais te devoir et chercherais à te le prouver si tu me rendais un si grand service.

Coppet, 5 juin.

Il y a aujourd'hui huit jours, mon cher ami, que tu m'as mandé que tu avais reçu la nouvelle de l'ordre donné de m'arrêter aux frontières, et tu ne m'as pas mandé depuis qui l'avait donné à Paris, pour quels motifs, et enfin si tu avais fait révoquer le plus incroyable affront que la femme d'un ambassadeur ait jamais reçu. Il m'est impossible de te concevoir. Dans quel moment donc m'écriras-tu ? Quand serons-nous mariés ensemble, si ce n'est pas dans une telle circonstance ? As-tu bien compris donc que si je voulais aller en France à présent, je serais conduite par quatre fusiliers jusqu'à Paris, qu'on le sait ici et qu'il est difficile d'être plus malheureuse et plus tourmentée que moi ? Que viens-tu donc me dire de la générosité qui te fait soigner mon bonheur, quand tu n'oses pas pour moi, pour toi-même dans tes rapports avec moi, le moindre intérêt actif et suivi ? Ne devais-tu pas m'écrire tous les jours et savoir au moins dans les vingt-quatre heures ce que c'était qu'un tel ordre ? Peut-on prendre tout à coup cette indifférence pour la mère de ses enfants, pour une personne qu'on a aimée ?

Mon père sait que tu as cent mille livres de dettes. On lui a mandé, d'un autre côté, que tu avais fait une partie de ces dettes pour une maîtresse ; cela, joint à ta conduite envers moi, le blesse profondément.

Quant à moi personnellement, voici la vérité. En France, je veux et je pourrai t'être utile sous tous les rapports d'argent ; je serais honteuse de ne pas me montrer bien pour toi dans une crise décisive pour ta destinée ; mais, je l'avouerai, j'ai besoin, pour me croire ta femme, de recevoir de toi quelques preuves réelles d'intérêt, d'être rappelée par toi, de te voir rompre avec ta maîtresse, quelle qu'elle soit, qui te conseille depuis deux mois la conduite que tu tiens avec moi. Enfin, mon cœur a besoin d'être ramené. J'ai cru t'avoir quitté convaincu que je n'avais pas un seul dessein contraire à ton

bonheur ; tes premières lettres étaient sensibles ; tout à coup, tu as changé de ton, tout à coup, tu as cessé de m'écrire, et enfin, dans ce moment, tu te montres insensible à quoi ? à l'idée que ta femme, sous ton nom, a reçu une insulte publique et qu'elle court un danger réel en mettant le pied en France. Que dois-je penser de toi ? Quel avenir puis-je me permettre ? Si, dans un moment de malheur, j'étais ainsi pour toi, tu aurais raison de ne plus croire à aucune association possible, et c'est dans un moment où ta destinée peut changer que tu te fermes le cœur qui t'aurait reçu avec tant d'affection, si un événement et non ta volonté avait bouleversé notre existence...

Je te répète encore que je te le demande, si ta maîtresse te disait que c'est une manière de m'empêcher d'aller en France que cet ordre, on te tromperait, le danger ne m'arrêterait pas et, en voyant arriver à Paris ta femme et ton fils conduits en prison, peut-être te réveillerais-tu.

J'ai sans doute trop de vivacité dans mes expressions, mais j'ai le cœur profondément blessé de ce dernier trait d'indifférence de ta part. Je te dirai même que je suis dans mon lit, malade de l'impression que j'en ai reçue et que je ne puis penser sans verser des larmes qu'un homme qui dit qu'il m'a aimée, qu'un homme dont j'aurais été la plus tendre amie, s'il avait été malheureux, que le père de mes enfants enfin, puisse tout sacrifier au désir de m'éloigner de lui : son honneur, ma sûreté et le bonheur de ma vie.

De grâce, montre-moi que je suis injuste, je le désire bien.

6 juin, Coppet.

Je viens de recevoir une lettre de toi, mon cher ami, dans laquelle tu m'apprends que le ministre de la Police t'a promis de réprimander le commissaire exécutif du département de l'Ain. Mais d'abord, on dit que c'est le ministre de l'Intérieur qui a envoyé cet ordre. Il est inouï qu'un pareil ordre ait existé sans l'ordre du gouvernement, et il ne peut être indifférent à un si singulier abus. Enfin, j'ai besoin seulement pour aller à Genève, seulement pour me promener aux environs de Coppet, de la *copie authentique* de la révocation de l'ordre. L'affront est le même ; tant que je n'ai pas cela, le danger est le même si je mets les pieds sur la terre de France, et l'éclat subsiste dans ce pays-ci...

Mon père se joint à moi pour te le demander enfin ; si le gouvernement n'a pas donné cet ordre, il doit être bien aisé de l'irriter d'un tel abus de pouvoir, et d'obtenir ce que je demande.

Ce 15 juin (1796).

Voilà, mon cher ami, le texte de l'ordre envoyé aux frontières. Tu conviendras qu'il vaut la peine du *train* que j'ai fait pour me servir de ton expression. Tu conviendras qu'il est extraordinaire que tu n'en saches rien ; tu conviendras qu'il vaut la peine que tu t'en occupes. D'abord il faut peut-être ne pas dire que tu *sais* l'ordre, mais, sans parler de réparation, demander purement et simplement qu'on *t'expédie l'ordre de me laisser partir aux frontières.* J'en ai besoin pour aller à Genève, quand même je n'irais pas en France, et d'ailleurs cet ordre m'est aussi fatal pour vivre ici que pour retourner à Paris. Mais si on persistait à te refuser cet ordre en niant que le précédent eût existé, tu peux présenter alors ce papier comme *authentique* et demander pour moi la seule faveur que je sollicite.

Je suis née en France ; j'y suis domiciliée bien avant 1789, aucune loi sur les étrangers ne peut me regarder que comme femme d'un ambassadeur. Je demande à être jugée comme Française, et j'irai à Paris pour cela, quoi qu'il puisse m'en arriver. Il est trop révoltant d'avoir sur son compte l'ordre que voici, quand on n'a pas cessé d'aimer la République et de la servir par tous ses moyens. Je veux être *jugée* et, puisque le caractère diplomatique nuit au lieu de servir, il vaut cent fois mieux être considérée comme Française...

M. DE STAEL A COPPET

Le fâcheux ordre, qui provenait d'une erreur de nom, est révoqué, mais Mme de Staël doit se résigner à rester en Suisse. Elle occupe ses loisirs à terminer son livre, *De l'influence des passions*, qui paraîtra au mois d'octobre.

M. de Staël, en proie à des difficultés d'argent, voit ses affaires s'embrouiller toujours davantage : il perd la faveur du roi de Suède, qui nomme à sa place un autre ambassadeur. Ayant obtenu de Barras un passeport, il échoue à Coppet au début de septembre. Sa femme

le voit arriver sans plaisir, mais l'attachement qu'elle lui conserve malgré tout, son impulsive bonté la poussent à refaire à cet époux déchu et ruiné sa place au foyer conjugal. A la fin de septembre, il part et va se soigner aux eaux d'Aix.

Ce 21 septembre 1796.

Je ne sais quel effet a produit sur toi, mon cher ami, le temps que nous avons passé ensemble ; notre position à tous les deux était bien nouvelle ; pour moi, je n'y étais pas encore faite.

Comment ta santé se trouve-t-elle des bains d'Aix ? Et, pour savoir encore plus sûrement quand tu reviendras, dis-moi si tu t'y amuses. C'est un véritable acte de charité que tu feras quand tu reviendras ici, car je m'y ennuie et vais m'y ennuyer encore plus. Cela n'est pas séduisant à t'offrir, mais il y a eu un temps où de m'être nécessaire t'aurait fait plaisir.

Benjamin part le 1er octobre ; il faudrait bien que tu m'écrivisses plusieurs fois avant ce jour pour que je susse tout ce que j'ai à lui dire.

Mon livre n'est pas encore arrivé, cela m'impatiente, comme il convient à un auteur.

30 septembre 1796.

J'ai donné une lettre pour toi, mon cher ami, à un citoyen que je croyais fort exact et cependant tu ne me réponds pas. Tu peux m'oublier, mais il m'importe que tu saches que je n'ai pas ce tort envers toi. Il y a demain quinze jours que tu es parti, je t'attends donc dans huit jours. Il me semble que tu auras été malade le temps qu'il faut. Ma cousine est ici, elle y reste encore huit jours, peut-être pour t'attendre, peut-être aussi parce qu'elle a pitié de ma solitude.

Tu sais comme moi, j'imagine, qu'il est *sûr* que le frère de lord Grenville a demandé un passeport pour Paris ; mais il est vrai que Bonaparte a pris Wurmser. Mon Dieu ! que cela serait beau !...

Enfin, si tu t'ennuies à Aix, pourquoi ne t'ennuies-tu pas en m'écrivant ? Je n'ai reçu qu'un seul billet de toi.

Ce 4 octobre 1796.

Je pourrais t'envoyer mon livre, mon cher ami, et quoi

que tu en dises, ton exemplaire est ici. Mais il me paraîtrait dupe de s'occuper de ton amusement quand je veux que tu reviennes, et tu sens bien que je crois mon livre un parfait divertissement. Benjamin part aujourd'hui et je suis décidée à ne plus t'écrire parce que tu dois revenir...

8 octobre (1796), Coppet.

Je risque encore ce petit billet, mais non pas mon livre, c'est un personnage trop important pour lui faire courir le risque d'arriver après toi.

Benjamin est parti hier, ce qui te prouve que la méthode ne t'appartient pas seul. Il a emmené Eugène avec lui pour me donner des nouvelles exactes. Je ne compte sur personne ni sur aucun événement que ma résolution ; c'est un terrible jeu, mais il faut savoir donner la bataille de sa vie...

M. de Staël passe l'automne à Coppet. Il est, dit Rosalie de Constant, « redevenu amoureux de sa femme ». Elle est pleine de pitié. « Il est très vrai que M. de Staël est rappelé... Il n'est point d'homme à qui ce titre, cette place pût faire plus de vide et, sous ce rapport, je le plains de toute mon âme (1). »

Mme de Staël écrit à plusieurs reprises à Rosenstein, l'ancien gouverneur de Gustave-Adolphe, pour l'intéresser au sort de son mari, sans succès d'ailleurs. En fin d'année, M. de Staël va à Bâle pour attendre de nouveaux ordres et sa femme rentre en France. Elle est enceinte de trois mois ; ne pouvant résider à Paris, en raison de l'hostilité du Directoire, elle s'établit à Hérivaux chez Benjamin Constant, où le fidèle Mathieu de Montmorency et quelques amis lui tiennent compagnie.

Hérivaux, 10 février 1797.

Je t'ai écrit à Bâle, mon cher ami, et tu ne m'as pas répondu. J'apprends par mon père que tu arrives à Paris ; je te demande comme le plus véritable service de venir tout de suite ici; j'ai à te parler avant que tu aies vu personne de considérable.

Je te conjure de ne pas perdre un moment, s'il est vrai, comme tu me le disais en Suisse, que tu n'as pas envie de me nuire ici. Adieu, je t'embrasse de tout mon cœur...

(1) Lettre à Pictet Diodati, 10 octobre 1796 (Archives de Broglie).

Ce samedi soir, Hérivaux.

J'apprends que vous êtes arrivé depuis quatre jours sans m'avoir donné signe de vie. Après notre séjour à Coppet et ma situation, cette conduite est inexplicable.

On dit de plus en plus que vous pensez à louer votre maison ; vous avez sans doute oublié que j'étais grosse et que je ne puis pas *accoucher dans la rue.* Il est tout à fait impossible que vous preniez aucun parti sans m'avoir vue, vous le sentez sans que je l'explique. Vous en savez assez de ma situation sans comprendre que je ne puis pas aller à Paris à présent. Je vous demande donc de partir tout de suite pour Hérivaux afin que nous puissions nous concerter pour dans deux mois ; c'est à ce terme que finissent les élections et qu'on a fixé mon très ennuyeux exil.

Je vous demande au nom de mon père, de vos enfants, d'avoir enfin pour moi une conduite conséquente. Nous nous quittons à Coppet d'un commun accord. J'arrive ici à travers mille peines ; je suis grosse, je suis exilée, je suis enchaînée à ma place, et vous êtes à Paris sans venir me voir, et vous êtes prêt, je crois, à vendre mon lit sans me consulter, et lorsque j'ai au moins le droit de demander que je sois accouchée avant qu'on prenne aucun parti. Au reste, j'espère qu'en vous voyant, nous nous entendrons, mais je suis accoutumée à vous voir mal pour moi quand vous êtes à Paris.

Que je suis impatiente de causer avec vous ailleurs !

Hérivaux, ce lundi soir.

Je reçois, mon ami, ta promesse de ne prendre *aucun arrangement nouveau avant le mois d'octobre.* Quand je serai accouchée, nous verrons à régler notre avenir ; mais il m'importait extrêmement de savoir où reposer ma tête dans la situation où je suis. Je ne peux ni ne veux accoucher ailleurs qu'à Paris et, si je t'avais vu plus tôt, tu l'aurais su. Les admirateurs de tes procédés pour moi auraient dû m'expliquer comment il est bien d'être à Paris quatre jours sans donner un signe de vie ni à moi ni à mes amis, de voir le Directoire sans m'en avoir parlé, sans savoir ce que je désire, ni ce que je crains, ce qu'il faut dire ou taire. Enfin, comment il se fait que mon adresse fût inconnue quand je l'ai envoyée

à M. Gambs, et que le portier de ta maison m'a envoyé déjà plusieurs paquets. Il serait en général mieux, ce me semble, d'être tout à fait bien, si l'on veut se réunir ; les demi-moyens sont de peu d'usage avec moi surtout qui ne crois que les actions et ne compte qu'avec elles.

Je te répète encore qu'il est ridicule pour tous les deux que tu tardes à venir ici et que, si nos positions étaient inverses, je n'aurais pas imaginé de passer vingt-quatre heures sans venir te voir.

Le dimanche, Hérivaux.

M. de Talleyrand vient samedi. Vous seriez aimable de venir avec lui et de le proposer à Rœderer ou à des Mouriers (?). C'est toujours dans une berline qu'il s'établit, ainsi il y a place.

Si vous aviez voulu, mon cher ami, j'aurais été parfaitement contente de votre séjour ici ; mais il m'est resté un doute dont je cherche l'explication sans pouvoir y parvenir. Adieu, à samedi.

Mme de Staël obtint enfin de rentrer à Paris, à l'Hôtel de Suède. Elle y mit au monde, le 8 juin, une fille qui reçut les prénoms de l'enfant morte en 1789, Edwige-Gustavine, auxquels on ajouta celui d'Albertine, nom de Mme Necker de Saussure. Cette Albertine, plus tard duchesse de Broglie, eut en partage la beauté, le charme féminin qui manquaient à sa mère ; elle sut y allier la vertu la plus austère. De sa prime enfance à sa mort, elle fut un objet d'admiration pour tous ceux qui la connurent.

Le rôle de Mme de Staël à cette époque, la part qu'elle prit aux événements de Fructidor sont assez connus pour que nous n'ayons pas à le rappeler. Ne pouvant rester en France, elle alla rejoindre son père à Coppet, au début de 1798. La Suisse était en révolution, le pays de Vaud avait proclamé son indépendance. Les Français entraient en Suisse ; M. Necker, qui était encore sur la liste des émigrés, se trouvait en danger, mais il refusa de fuir. Heureusement, les troupes passèrent devant Coppet sans y pénétrer et un officier monta jusqu'au château pour lui offrir une sauvegarde. C'était Suchet, plus tard maréchal et duc d'Albufera.

Coppet, ce 21 janvier (1798).

Je suis arrivée ici, mon cher ami, pour trouver le pays

dans une déplorable situation ; il arrive chaque jour des troupes dans notre voisinage et l'on menace le pays qu'elles entreront si l'on ne se révolutionne pas, et l'on essaye de se révolutionner pour leur plaire. Jamais situation n'a été plus violente et plus cruelle que la nôtre, et le moins qui puisse s'en suivre, c'est la ruine...

Mon père ne veut prendre aucun parti sur sa radiation avant d'avoir reçu votre avis, à moins que l'entrée des Français en Suisse n'obligeât à une révolution subite. Je suis dans un état si violent, si cruel, que je puis à peine écrire. Je vous laisse à supposer tout ce que je sens et tout ce que je crains. Peut-être que les brouillons de ce pays se vantent en prétendant qu'ils disposent de l'armée française ; mais ils le disent d'une manière qui fait trembler.

Ce 29 janvier, Coppet.

Les Français, mon cher ami, sont entrés ici avant-hier. Ils ont été très polis pour mon père. On dit qu'ils en avaient l'ordre du Directoire ; si vous le savez, mandez-le-moi ; vous comprenez assez toutes les suites douloureuses de cet événement pour la fortune. D'ailleurs, on n'a qu'à se louer de leur discipline.

Pendant que nous sommes ici, malheureux, je me félicite d'avoir réussi pour vous ; j'ai la main heureuse pour mes amis, et je puis dire comme Nérestan :

> Je ne le cache point, je perds l'espoir heureux
> De faire ici pour moi ce que j'ai fait pour eux.

Je m'attendais, je vous l'avouerai, que ce serait par une lettre de vous et non par la gazette que je saurais votre nomination (1) ; il fallait au moins en remercier l'auteur, et vous avez bien voulu me dire, à Paris, que c'est moi qui le serais.

Je vous écris pour la quatrième fois, à présent. Vous êtes heureux, et vous l'êtes par moi ; je suis seule à supporter tous les revers ; c'est à vous, que j'ai toujours cru généreux et reconnaissant, à me parler la langue dont mon âme et mon malheur ont besoin.

(1) M. de Staël, grâce à l'influence de Talleyrand, ministre des Relations extérieures, allait être de nouveau nommé ambassadeur, mais ce retour de faveur fut de courte durée.

Lausanne, ce 1er février 1798.

Jamais tu n'as vu Mlle Clairon sans m'aimer moins après cette visite. Ta lettre s'en ressent ; il n'est pourtant pas juste de recevoir des impressions en mon absence et quand je ne suis pas là pour me défendre ; il faut que ton cœur plaide pour moi. Une personne très vieille, très isolée, très accoutumée à aimer les jolis garçons a de tout autres mouvements que moi, sans qu'il s'ensuive que mes sentiments aient moins de valeur et de durée, l'âge même à part...

Penses-tu à M. de Saussure ? L'Allemagne lui plaît moins tous les jours ; tu conviendras qu'il est un peu plus brillant de servir la République française. Quels étonnants succès ! On ne peut se défendre de les admirer et je suis un peu pressée d'arriver à Paris. Je me passerais même d'un caractère public, si tu n'avais pas l'air de vouloir me fixer ce moment-là. Je te prie donc de le déployer bien vite et d'être avant tout impatient de me voir.

Je ne puis concevoir comment on ferait pour inspirer des soupçons sur toi ; tu me parais avoir, en fait de démocratie, les plus brillantes de toutes les preuves. Je ne me flatte pas, malgré tout ce que les aristocrates disent contre moi, de présenter à la République des titres aussi incontestables que les tiens.

As-tu déjà reçu une lettre de moi ? J'ai lu la tienne, comme tu l'avais écrite, sans que personne en eût pris connaissance avant moi ; mais j'ai trouvé la fin un peu froide et j'en ai pris un ancien ressentiment d'humeur contre Mlle Clairon. Il me semble qu'à présent cependant tu devrais un peu croire à moi.

Ce 5 février, Coppet.

Je vous écris pour la cinquième fois.

J'ai reçu enfin une lettre de vous, aussi sèche que mes lettres étaient douces, et dans quel moment !... lorsque nous éprouvons tous les revers, lorsque vos enfants sont à la veille d'être ruinés, lorsque la situation de mon père inspire de l'intérêt à l'étranger le plus insensible. Vous ne daignez pas remarquer que, si vous êtes renommé, j'ai mis quelque intérêt

à cette affaire. Sur celle de mon père, vous êtes aussi court que pourrait l'être un ministre poli, mais indifférent. Enfin, mon père, qui n'a pas comme moi la peine de cœur des efforts que j'ai faits pour avoir votre amitié, mon père a été affligé d'une telle lettre. Ce n'est pas là votre caractère ; une femme âgée et par conséquent peu douce, une femme qui a besoin de vous pécuniairement, vous inspire toute cette conduite envers moi ; elle est à mille lieues de la bonté, de la générosité, du caractère reconnaissant que je vous ai connu.

Vous me citez sans cesse Benjamin ; certes, quand vous m'aimiez d'amour, toutes les jalousies étaient aimables ; mais quand vous avez pour moi plutôt de la haine, quand vous m'abandonnez dans le malheur, moi, mon père et vos enfants, vous ne devez pas trouver mauvais qu'un seul ami prenne quelque intérêt à l'existence dont vous négligez sous tous les rapports et la protection et la consolation. Je sers de précepteur à vos enfants ; les débris de ma fortune, depuis leur naissance, les entretiennent et les élèvent. Seule ici avec mon père, je me consacre à le consoler dans la position la plus critique de sa vie.

Je vous ai servi à Paris tant qu'il m'a été possible ; je n'ai fait de mal à personne, j'ai secouru plus que je ne le pouvais quiconque a réclamé mon appui ; c'en est assez pour un caractère, et quand, à travers des qualités estimables, j'aurais eu le malheur de n'avoir pas pour vous le genre de sentiment que vous vouliez, j'avais droit à votre estime et à votre amitié. Je méritais de l'indulgence, si j'en avais besoin, et pendant huit mois que je viens de passer en France, j'ai sollicité de vous tous les jours cette indulgence, dans un temps où vous n'espériez pas seulement la place que mes soins vous ont value aujourd'hui.

Je suis très malheureuse, et vous êtes prospère ; trouvez donc au fond de votre cœur livré à lui-même le ton qu'il convient de prendre avec moi. Nous avons des intérêts communs : trois enfants dont l'existence dépend de nos soins. Pour notre fortune mutuelle, sachez donc oublier mes torts, si j'en ai eu. Les sentiments involontaires ont pu me donner l'apparence de torts envers vous ; mais toutes les fois qu'une action a dépendu de moi, ne m'avez-vous pas toujours retrouvée ? . . . .

Coppet, ce 8 février 1798.

Je veux vous remercier, mon ami, de ce que vous m'avez écrit une lettre plus douce. Vous aurez dû juger par ma réponse à quel point la première m'avait blessée ; au milieu de toutes les peines que je ressens, il m'était cruel de ne pas retrouver quelques traces de votre ancien intérêt pour moi, et je vous trouvais un caractère dont je ne me suis jamais fait l'idée, la possibilité d'être mal pour quelqu'un qu'on a aimé.

... Il est arrivé ici de Paris une constitution pour tout le corps helvétique, une République une et indivisible en vingt-deux cantons dont le pays de Vaud est un. Je la trouve, moi, fort raisonnable, et mon avis serait qu'on l'adoptât à l'instant. Mais il y a bien des préjugés dans ce pays-ci, et peut-être ne s'est-on pas assez rapproché du gouvernement fédératif. Dans la constitution qu'on nous présente, il fallait démocratiser chaque canton, mais le laisser maître de se régir lui-même dans ses limites.

Nous sommes bien loin d'être encore au port, et les troupes françaises affament ce pays qui n'a pas de quoi les nourrir.

Je suis bien impatiente que vous soyez tout à fait ambassadeur. Je vous en prie, ne m'en laissez pas instruire par les gazettes.

Vos enfants sont tous très jolis. J'apprends le latin à Auguste. Il conserve un grand souvenir de tous les amusements que vous lui avez donnés, ce sont là les événements de son âge. Adieu, mon cher ami, vous me ferez un extrême plaisir en m'écrivant.

Baronne de Staël.

« Vos enfants sont tous très jolis » ; c'est sur ce mot d'épouse et de mère que va se clore la correspondance. Nous ne trouvons plus de lettres après cette époque, elles ont dû être détruites. Les relations n'étaient pas rompues ; il y a dans les archives de Coppet une lettre de M. de Staël du 10 octobre 1798.

Après, nous n'avons plus entre les mains que des papiers d'affaires. Nous savons que la situation financière de M. de Staël, après la perte définitive de l'ambassade, était désespérée ; celle de sa femme très critique. M. Necker n'était plus capable de libéralités, ayant non seulement ses biens confisqués en France, mais ses droits féodaux de Coppet supprimés par la Révolution suisse.

Il enjoignit à sa fille de demander la séparation de biens, afin de sauvegarder l'avenir des enfants dont l'héritage futur risquait d'être englouti dans la débâcle.

Les papiers d'affaires sont émouvants dans leur sincérité ; nous feuilletons les pages où se lisent les débats sur la garde des enfants, la pension que M. Necker offre à M. de Staël ; en marge des grimoires des hommes de loi, nous voyons s'alterner l'écriture du mari et celle de la femme qui discutent les conditions. Le divorce, que Mme de Staël avait peut-être envisagé dans les élans de la passion, elle en écarte maintenant l'idée. Nous passons aux mémoires impayés des fournisseurs qui rappellent le beau temps, le glacier, le coiffeur, le parfumeur ; puis, les notes plus modestes du traiteur qui envoie des repas à l'ex-ambassadeur. L'ensemble donne l'impression d'une déchéance irrémédiable. M. Necker cependant envoie de l'argent à son gendre, mais le gouffre ne peut plus être comblé.

Le coup de grâce pour le pauvre M. de Staël dut être l'impitoyable rigueur de son ancienne amoureuse, Mlle Clairon, qui le fit saisir pour non-paiement d'une rente qu'il lui avait assurée. Sa tête se perd, la maladie l'abat ; à cinquante-trois ans il est à demi paralysé, c'est un vieillard. Mme de Staël, alors, écoutant son cœur et non point les sages avis de son père et de ses amis, prend en pitié cette loque humaine. Elle va le chercher pour l'emmener à Coppet, mais M. de Staël a une nouvelle attaque à Poligny, dans le Jura, et meurt dans la nuit du 2 mai 1802. Mme de Staël ne ramena qu'un cercueil.

J'ai retrouvé l'« Inventaire des effets de feu M. le Baron, contenus dans le coffre de la voiture » : deux pistolets d'arçon, deux vêtements très usagés, chemises en mauvais état, etc... La défroque d'un pauvre hère !

Aujourd'hui encore, les pistolets, souvenir du dernier voyage, se trouvent dans le salon de Coppet, au-dessous du séduisant portrait où brille dans tout l'éclat de sa jeunesse le bel ambassadeur. Faste et misère ! Toute de contrastes a été la destinée de M. de Staël dont la plus cruelle vicissitude fut sans doute de n'avoir su se faire aimer de Mme de Staël.

COMTESSE LE MAROIS, NÉE D'HAUSSONVILLE.

SIR HENRI DETERDING

Nous avons déjà rendu, il y a quelques années, un tribut d'hommage au roi du pétrole, grand créateur de cette industrie aux États-Unis, John D. Rockefeller. Il nous faut aujourd'hui, en toute justice, nous tourner vers un autre roi du pétrole en Europe, qui a poursuivi, lui aussi, une magnifique carrière, depuis celle d'un modeste employé de banque jusqu'à la plus haute direction, et dont la mort récente a provoqué, dans le monde des affaires, une universelle sympathie.

L'intérêt éveillé par sir Henri Deterding est fait de deux sentiments qui nous portent à célébrer la mémoire de ce grand organisateur de la Royal Dutch et de la Shell, groupe dressé contre la Standard Oil dans la lutte mondiale du pétrole. Tout d'abord, Deterding est, dans la plus haute acception du terme, le *self made man*, parti du plus bas échelon de la carrière pour atteindre les plus hautes cimes de l'industrie, sans avoir connu les échecs, les déboires, les désillusions qui sont parfois le lot des inventeurs de génie.

A cette réflexion s'en ajoute une autre justifiant l'intérêt qui s'attache à ces rois de l'industrie. En vérité, des hommes comme Carnegie, Rockefeller ou Deterding sont des types d'une autre époque, dans laquelle on a pu voir surgir ce que les États-Unis ont appelé des pionniers, c'est-à-dire des hommes qui ont tout à la fois créé, développé, transformé une industrie, réalisant les vastes conceptions de leur jeunesse, enfantant des progrès, de la richesse, de la renommée, bref ayant marché vivants dans leur rêve argenté.

Tous ces pionniers ont, d'ailleurs, comme autre trait de caractère d'être au service d'un idéal commun à beaucoup d'hommes d'affaires pour lesquels l'argent est bien le baromètre de la réussite, mais non pas cependant le terme exclusif d'une ambition fondée plutôt sur une conception générale de bien-être pour l'humanité. Idéologie, sans doute, mais qu'il faut respecter chez des chefs qui ont su la concilier avec les exigences de leur vie tourmentée, jusqu'au moment où ils sont entrés dans l'ombre de la retraite, mettant ainsi un intervalle entre leur vie et leur mort.

Comme ses illustres devanciers, autres rois de l'industrie, Deterding a tenu à raconter lui-même son histoire, dans une autobiographie où nous avons puisé les principaux détails sur sa jeunesse et sa carrière (1). C'est ainsi qu'il tient à bien marquer que ses origines n'ont rien d'un roman d'aventures et qu'il ne pose nullement pour la victime d'une enfance malheureuse, bien que la mort de son père ait beaucoup réduit les ressources de la famille. Ici apparaît, comme pour Carnegie, la divination d'une mère qui, entre ses enfants, discerne obscurément celui chez lequel germe le génie des affaires et sait guider ses premiers pas pour le mettre dans sa voie.

Voici maintenant les principales étapes de la vie de ce roi de l'industrie, le dernier en date, car nous ne croyons pas qu'il y ait aujourd'hui, dans ces temps troublés, beaucoup d'autres candidats pour ce poste royal.

LES DÉBUTS D'UNE CARRIÈRE

Deterding naquit à Amsterdam en 1866. Il était le quatrième des cinq enfants d'une famille de hardis marins qui avaient maintes fois sillonné la mer des Indes. Son père, capitaine au long cours, mourut quand Deterding avait six ans et, en raison des difficultés financières que subit alors sa famille, son instruction fut limitée à des études sommaires, jusqu'à l'âge de seize ans, dans une école à Amsterdam.

C'est là que se place le grand tournant de son existence.

(1) *An International Oilman*, by Sir Henri Deterding (Ivor Nicholson and Watson, Londres).

Le jeune Henri ne connaissait d'autre passion que la mer, qui avait hanté ses rêves d'enfant. Il n'envisageait donc d'autre carrière que celle de son père. Toute son intelligence et sa volonté étaient tournées vers ce but : être marin. Ici intervint le rôle de sa mère qui, dans un dramatique entretien, lui révèle que l'argent de la famille est à peu près épuisé par les frais d'instruction de ses frères, et qu'il doit donc se tirer d'affaire tout seul. L'argument était péremptoire ; la chance s'offrait au jeune Deterding sous une autre forme, celle d'une entrée dans la banque, comme préparation aux affaires.

En quittant l'école, après des études sans grand relief, il accepte un emploi à la Twentsche Bank, où, bien que sa fonction fût très modeste, il révéla bientôt une remarquable aptitude pour le maniement des chiffres, qui devait être l'un des secrets de sa réussite. Cependant, la routine et le lent avancement d'une carrière de banque étaient peu du goût de Deterding ; en quête d'une meilleure occasion, il tourna les yeux vers l'Extrême-Orient. A un examen pour des emplois aux Indes néerlandaises, il réussit à obtenir la première place sur deux cents candidats, puis, peu après, fut nommé dans le personnel de la Netherlands Trading Society avec la fonction de comptable. Ses qualités d'initiative commencèrent à se manifester dans le poste de confiance où il avait été placé, à Médan, puis à Penang, pour un travail tout à la fois bancaire et commercial. Simple épisode dans sa carrière, car, ayant eu des discussions avec un de ses chefs sur le fait que sa situation comportait plus de responsabilités que de profits, il chercha en dehors de la banque sa vraie voie.

C'est ainsi qu'après avoir employé, pendant quelques années, son activité dans un métier qu'il jugeait ingrat, la fortune s'offrit à lui dans l'industrie du pétrole, alors à ses débuts, mais dont il prévoyait l'immense avenir. Le 15 mai 1896, à l'âge de trente ans, Deterding accepta une situation à la Royal Dutch Oil Cy, dont le directeur était à cette époque M. J. B. Kessler. Le succès ne vint pas facilement, car, pendant les premières années de leur association, Kessler et son jeune collaborateur eurent une tâche difficile. Cependant, les vicissitudes d'une petite entreprise luttant pour réussir eurent pour résultat de mettre en jeu l'ensemble des dons si exceptionnels de Deterding ; aussi la plus grande

partie du mérite d'avoir mené à bien la Royal Dutch à travers les difficultés du début, lui revient-elle en toute justice.

Ces difficultés, on peut les mesurer par l'exemple suivant : Deterding s'occupait de la vente et du financement. Or, ce n'était pas un petit problème, pour la jeune entreprise, souvent gênée au point de vue trésorerie, que de payer le salaire du personnel blanc et des indigènes qui, fréquemment, devaient attendre, les uns et les autres, le règlement de leurs appointements. Il y avait aussi les actionnaires mécontents, qui allaient jusqu'à menacer de briser les vitres du bureau du directeur général, à La Haye, pour obtenir des dividendes.

Kessler mourut en mars 1900. Peu de temps avant sa mort, il avait exprimé le vœu que son jeune collaborateur fût nommé pour lui succéder dans ce poste, apparemment peu enviable, de directeur général. Ainsi commença la partie de la carrière de Deterding dans laquelle il devait trouver un champ toujours plus vaste, non seulement pour ses facultés d'organisation, mais aussi pour exercer ses qualités dans une politique industrielle qui n'avait pas été jusqu'alors entrevue avec toute son ampleur. Le *Times*, dans son article nécrologique, nous a donné la synthèse de cette vaste conception des affaires dont le monde était le domaine. Deterding comprit qu'afin d'assurer à sa production les meilleurs avantages sur le marché, il convenait que sa Société fût établie sur une base mondiale, avec ses propres facilités de stations, bateaux et dépôts. Ce but, il s'efforça de l'atteindre par la voie de la conciliation et de la coopération, en considérant toujours l'abaissement des prix comme un dangereux expédient. Ainsi, est-il caractéristique de la méthode de Deterding que son premier acte comme directeur général fut d'arriver à une entente avec ses quatre concurrents hollandais locaux.

Cette mesure fut suivie, trois ans plus tard, par une opération de plus grande envergure, qui est l'origine de la domination de la Royal Dutch sur le marché du pétrole. Deterding entra en négociation avec un autre pionnier de l'industrie, Marcus Samuel, dont l'origine n'était pas moins curieuse, car il avait débuté, dit-on, en faisant le commerce et le transport des écailles de tortues aux Indes néerlandaises, d'où, par un souvenir reconnaissant, il avait donné le nom de Shell à son entreprise. Le marchand d'écailles,

que son flair avait aussi porté vers l'industrie du pétrole, était devenu, en 1902, sir Marcus Samuel, et plus tard lord Bearsted, fondateur de la Shell Transport and Trading Cy, puissante Société qui, en plus de ses gisements pétrolifères, possédait une flottille de bateaux-citernes. C'est avec la Shell, ainsi qu'avec une autre Compagnie, financée par les Rothschild de Paris et dont les champs de pétrole se trouvaient en Russie, que Deterding réalisa tout d'abord un vaste accord sur les prix de vente du produit, pour mettre fin à la concurrence qui s'exerçait entre ces différentes entreprises, sous la forme d'une baisse continue des prix.

Cet accord entre les trois sociétés devint si étendu que, pour faciliter le contrôle de l'ensemble de leurs opérations de vente en Extrême-Orient, une Compagnie indépendante fut créée, avec un capital propre de 2 millions de livres sterling, sous le nom d'Asiatic Petroleum Company.

L'HOMME D'AFFAIRES

Deterding ne s'estimait pas encore satisfait de ces résultats limités à l'Extrême-Orient. Dans son esprit se formait déjà la conception d'une seule organisation mondiale de vente, englobant tous les grands producteurs, et ce fut à la réalisation de ce projet qu'il se consacra dès lors, encouragé par la formidable expansion de l'industrie du pétrole dans l'ancien comme dans le nouveau Continent.

On a dit que Deterding avait choisi pour devise : « Notre champ d'action est le monde. » Dans son autobiographie, il en donne la justification suivante :

« Si nous avions limité notre commerce dans certaines contrées, nos concurrents auraient pu facilement nous écraser en se servant des profits qu'ils faisaient dans d'autres pays pour nous faire une guerre des prix. Aussi, pour maintenir nos propres prix, devions-nous envahir encore d'autres pays. Actuellement, dans l'industrie du pétrole, le jeu stupide qui consiste à vendre à un prix élevé dans une partie du monde, afin de pouvoir évincer les concurrents dans un autre pays, a été abandonné. »

En un mot, c'est l'esprit de coopération, substitué à l'esprit de concurrence et aux procédés du *dumping*, qui était

la grande pensée de Deterding, dont il a poursuivi pendant toute sa vie la réalisation. C'est ainsi que, dans une vaste entreprise cosmopolite, représentant la Grande-Bretagne par la Shell, la Russie et la France par les Rothschild, il conçut une organisation de production et de vente dont les ramifications s'étendirent non seulement à travers la Roumanie, la Russie et l'Égypte, mais aux États-Unis, au Mexique, en Argentine et, en ces dernières années, dans l'Irak et au Vénézuela où son groupe a pris une importance prépondérante. L'exécution de cet immense programme mondial n'aurait pas été possible si, entre temps, la coopération entre la Royal Dutch et la Shell ne s'était pas traduite par une alliance qui aboutit, en 1907, à une nouvelle combinaison d'entente plus étroite avec la création de deux Sociétés : l'une sous le nom de Bataafiche Petroleum Cy, ayant son siège à La Haye, qui concentrait son activité sur tout ce qui concernait les champs de pétrole et la production d'une manière générale, l'autre, sous le nom d'Anglo-Saxon Petroleum Cy, travaillant à Londres, qui prenait charge du transport, emmagasinage, distribution et autres services similaires. Le capital combiné de ces deux Compagnies représentait 21 millions de livres sterling, dont 60 pour 100 était détenu par la Royal Dutch et 40 pour 100 par la Shell.

C'est dans cette opération de grand style qu'apparaissent les principes de direction adoptés par Deterding pour sa politique industrielle et financière : union avec le plus grand nombre d'entreprises concurrentes, mais sur la base d'une étroite coopération, et jamais absorption. Voici d'ailleurs comment il défend lui-même cette politique :

« A la différence de certains de nos anciens rivaux, on ne put jamais dire que nous prenions des dimensions de mammouth en avalant nos concurrents après les avoir entièrement battus. La méthode du boa-constrictor qui consiste à étrangler, puis à avaler, ne fut jamais la nôtre. »

En somme, la Royal Dutch-Shell a toujours pratiqué une politique de conciliation en donnant aux affaires amalgamées, non seulement une part déterminée dans les profits futurs de l'affaire, mais une voix dans la direction. « Écraser un rival, dit encore Deterding, c'est se faire un ennemi. Acheter un concurrent à un prix trop bas, c'est comme si on employait

un homme compétent à un salaire inférieur. En fin de compte, c'est une mauvaise affaire, car elle amène le mécontentement. Mon opinion personnelle, fondée sur une longue expérience, est que, pour amalgamer de gros intérêts d'affaires d'une façon profitable, il faut considérer d'abord l'élément humain. Aucune des parties contractantes ne doit avoir la pensée qu'elle a fait un mauvais marché : au lieu de pressurer votre concurrent, prenez-le comme associé dans l'amalgamation; en un mot, faites-en votre ami et non votre ennemi. »

Pour fixer les résultats de cette politique, il suffira de faire connaître que, dans le temps où Deterding entra à la Royal Dutch, le capital de cette société était de 317 000 livres sterling. Il est actuellement, pour le groupe Royal Dutch-Shell, de 94 millions de livres, soit, au cours actuel, plus de 16 milliards de francs. La production annuelle qui, lors de la grande combinaison de coopération avec la Shell, était de 1 200 000 tonnes, passait dix ans après à 15 millions; elle atteint actuellement, par le contrôle ou la direction de plus de cinquante Compagnies, le chiffre de 30 millions de tonnes par an, c'est-à-dire environ le même chiffre que celui de la Standard Oil. C'est cette réussite sans précédent, cette victoire sur son concurrent américain qui a fait dire avec quelque emphase, en Angleterre, que Deterding était « audacieux comme Napoléon et profond comme Cromwell ».

En même temps qu'il développait cette politique d'amalgamation, Deterding avait les yeux tournés vers son principal concurrent, John D. Rockefeller, sans avoir cependant la prétention de faire entrer dans ses combinaisons la toute-puissante Standard Oil of New Jersey. Il y eut toutefois des travaux d'approche, et la chose vaut la peine d'être contée.

Nous sommes en 1907, et la direction de la Compagnie américaine est entre les mains de Walter Teagle, représentant les intérêts de John D. Rockefeller, qui avait fait à cette époque son évolution de l'industrie vers la philanthropie. Des relations amicales s'étaient alors établies entre Deterding et Walter Teagle pour amener un apaisement temporaire dans la guerre à couteaux tirés que se faisaient les deux grandes firmes du pétrole. Voici comment Deterding raconte sa visite à New-York : la scène se passe à Broadway.

Teagle fait monter son visiteur au sommet de l'immeuble de la Standard Oil et le présente à J. D. Archbold, qui avait été le bras droit de John D. Rockefeller senior, aux premiers temps de l'industrie du pétrole. Deterding fut reçu très aimablement, mais, quand il soumit ses arguments pour une entente commerciale, il trouva le milieu américain plutôt réfractaire, ce qui ne l'empêcha pas de se mesurer, lui, nouveau venu, avec les représentants du roi du pétrole et de dire à chacun sa vérité en ces termes :

— Vous avez l'idée que le meilleur moyen de faire de bonnes affaires est d'abaisser les prix. Mais, bien que je sois beaucoup plus jeune que vous, j'ai observé toutes les phases de ce jeu, et je puis vous dire respectueusement que je suis sûr que vous avez tort. Croyez-moi, vos clients, dans le monde entier, vous donneraient beaucoup plus de commandes et vous feriez de meilleures affaires si vous vouliez consentir à stabiliser les prix. Actuellement, à cause des fluctuations de cours, le détaillant moyen garde le minimum de stock.

— Eh bien ! ici en Amérique, les gens ont une opinion contraire, répliqua Mr Archbold. Mais pourquoi ne descendez-vous pas au quatorzième étage pour tâcher de convertir notre administration ?

Le quatorzième étage, où régnait sans doute le pur esprit des Rockefeller senior et junior, ne se laissa pas convaincre. L'accueil fut non moins aimable et courtois, rien de plus. L'impérialisme américain n'entendait pas s'incliner devant cette force nouvelle qui voulait aussi s'imposer sur le marché mondial. Si l'on veut d'ailleurs comprendre cette attitude, il suffit de rappeler un souvenir qui n'était pas sans amertume pour la Standard Oil. Lorsqu'il fut question d'introduire l'usage du pétrole en Chine, Rockefeller avait conçu l'idée de fabriquer cent mille lampes à huile minérale et de les vendre aux Chinois à bas prix, pour trouver cent mille consommateurs de pétrole. Fort beau programme, en vérité, mais, en 1907, qui avait conquis le marché chinois et alimenté les cent mille lampes ? La Royal Dutch-Shell !

Si Deterding ne put faire entrer la Standard Oil dans ses plans, ce serait mal le connaître que de croire qu'il abandonna l'idée de s'implanter sur le marché américain. L'occasion s'offrit à lui d'envoyer un premier chargement de pétrole

aux États-Unis, en mettant à profit l'entrée libre résultant du régime Mac Kinley. Ce chargement consistait en deux cargos, tout d'abord destinés à l'Allemagne, qui furent détournés vers New-York pour être vendus sur le marché libre où l'on pouvait obtenir un prix plus élevé qu'en Europe. Ce n'était là qu'un modeste début, mais cependant un avertissement pour la Stantard Oil d'avoir à tenir compte de ce nouveau concurrent. En fait, plusieurs années après, quand les affaires de la Royal Dutch-Shell atteignirent des dimensions internationales, la société s'installa comme vendeur sur le sol américain, pour affirmer sa puissance en face de la Standard Oil. Jusqu'à ce moment le groupe Rockefeller avait contrôlé les prix mondiaux, car, dans cette lutte, Amérique contre Europe, il pouvait toujours abaisser les prix dans les autres pays en compensant ses pertes par les bénéfices réalisés en Amérique où régnait son monopole. C'est pour mettre fin à cet état de choses que Deterding décida de s'installer en Amérique, aussi bien pour la production que pour la vente, afin de traiter de puissance à puissance avec la Standard Oil. « Je lutterai dollar contre dollar. » Telle était sa formule de combat. Dans le champ de la concurrence, il se réservait d'employer les armes dont l'industrie américaine lui avait enseigné l'usage.

L'HOMME PRIVÉ

En dehors de la vie intense des affaires, l'existence d'Henri Deterding n'offre aucun relief qui puisse indiquer une tendance particulière vers les arts, les lettres ou la philanthropie. A la différence de Carnegie ou de Rockefeller, qui ont considéré qu'après avoir amassé des milliards, le suprême devoir était de les remettre dans la circulation pour le bien de l'humanité, le grand animateur de la Royal Dutch est resté jusqu'à la fin exclusivement attaché à son œuvre, dont il n'a quitté la haute direction que deux ans avant sa mort.

Pour caractériser cette personnalité de premier plan, on peut cependant en faire ressortir quelques traits. Au physique, il était assez petit de taille, et en même temps d'allure distinguée. Il incarnait un type très séduisant d'homme d'affaires et dégageait, nous disent ceux qui l'ont connu, ce fluide,

cette radio-activité qui distinguent les grands chefs.

Deterding fut avant tout un cerveau international formé en Hollande, façonné en Angleterre et développé au maximum de puissance par ses multiples contacts avec les autres pays. Simple détail qui montre son éclectisme : Deterding a été trois fois marié, d'abord dans les Indes néerlandaises, puis avec la fille d'un général russe, et enfin avec une Allemande. Si la patrie de son cœur a toujours été la Hollande, à laquelle il a fait don d'une collection de tableaux, on peut dire que l'Angleterre a été la patrie de l'homme d'affaires. En fait, il était citoyen anglais, ayant été honoré du titre de Sir, presque dans les mêmes conditions que Basil Zaharof. Sur la fin de sa vie, c'est en Allemagne qu'il établit sa principale résidence, non seulement parce qu'il y avait fondé son troisième foyer, mais surtout parce qu'il voyait en Hitler le plus sérieux rempart contre le bolchévisme envahisseur. Sa haine contre le régime soviétique, qui avait spolié la Royal Dutch de ses terrains pétrolifères en Russie, fut la hantise des dernières années de sa vie.

Enfin, nous arrivons au dernier acte qui vient de se dérouler à Saint-Moritz, Engadine, où l'attirait son goût des sports alpestres. C'est là que la mort est venue saisir Henri Deterding, le 4 février dernier, à soixante-treize ans, dans cette crise soudaine qui marque souvent la fin des grands travailleurs : l'embolie.

De toutes les parties du monde, les hommages, les éloges ont entouré sa mémoire d'une auréole de gloire, comme celle d'un vainqueur dans les grandes luttes de l'industrie. On a également cherché ce que laissait derrière lui ce grand manieur de capitaux, et sur ce point l'admiration n'a pu être sérieusement appuyée par des chiffres.

La fortune de Deterding a été évaluée à 65 millions de livres, soit environ onze milliards et demi de francs, montant que sa famille a qualifié de très exagéré, sans d'ailleurs préciser le nombre de milliards. Ce qu'il y a de curieux à observer, d'autre part, c'est que tous ces grands chefs d'industrie affectent de juger la fortune comme n'étant pas pour eux la condition du bonheur. Carnegie n'avait-il pas dit aussi, avant Deterding, que le milliardaire rit rarement, et que le

succès ne le rend pas forcément heureux. A cette philosophie un peu désabusée, on peut opposer celle plus souriante du Guignol lyonnais qui, discutant lui-même cette grave question, sous l'angle de la pauvreté, déclare avec humour que, si l'argent ne fait pas le bonheur, il aide au moins à supporter la misère.

* * *

Deterding avait disparu de la scène depuis 1936, et cependant il n'était pas oublié, car son nom continuait à planer sur toute l'histoire de la Royal Dutch. Or on sait, depuis la guerre, l'importance de cette entreprise dans les placements de capitaux internationaux.

Parmi les articles consacrés à cette grande mémoire, il en est un, dans la *Revue pétrolifère*, qui paraît fort bien définir ce que n'était pas et ce qu'était sir Henri Deterding :

« Nous ne verrons sans doute autour de cette tombe ni poètes, ni philosophes, ni artistes ; nous verrons bien peu de ces hommes de science devant lesquels Henri Deterding restait réservé, ne les ayant peut-être pas compris. Il n'avait pas brillé non plus dans certains débats sur des problèmes économiques, monétaires, etc. Il n'a pas élevé des églises, il n'a pas fondé des universités, il ne s'est pas attardé sur les œuvres sociales, mais il a ouvert partout des chantiers, il a bâti des usines, il a créé des ports, il a construit des navires, il a fourni partout du travail en grande abondance. Au moment où notre génération a dû combattre pour sa destinée lors de la Grande Guerre, Henri Deterding a su prendre parti, et il apporta aux Alliés un concours que les Anglais, qui n'oublient pas, ont récompensé en le créant baronet. »

Sur le plan des services rendus aux Alliés, la France a également son mot à dire pour exprimer des sentiments de gratitude. Henri Deterding a prêté au Trésor français huit millions de livres, ce qui était, pendant la guerre, un beau geste de confiance et de solidarité. En reconnaissant les immenses services rendus à l'Angleterre, lord Curzon a pu dire de lui qu'il avait aidé les Alliés « à voguer vers la victoire sur une mer de pétrole ».

Nous avons cherché, dans cette autobiographie de Deterding, si, en plus des indications que nous avons données sur

sa politique d'affaires, il n'avait pas lancé quelque formule inédite sur le moyen d'arriver à la fortune ou de la conserver, comme par exemple Carnegie, dont la règle de conduite était de « mettre tous ses œufs dans le même panier et de bien surveiller le panier ». Deterding, n'étant pas humoriste comme le sont beaucoup d'Américains, ne nous a laissé aucune sentence de ce genre. Cependant, vérité ou paradoxe, il n'admettait pas le principe des retraites pour la vieillesse, proscrivait l'impôt sur le revenu « comme une entrave au progrès humain » et, d'autre part, se déclarait partisan des droits de succession élevés, afin d'éviter aux héritiers le risque de ne rien faire, tout ceci sans doute en vertu de ce principe énergiquement exprimé qu'il faudrait fusiller les oisifs.

D'autre part, pour les milliers d'employés de son groupe, il n'était pas un employeur sans entrailles. Dans ces dernières années, il créa un fonds spécial dont l'objet était de payer les frais de voyage à tous ceux qui, travaillant au delà des mers, voudraient passer leur temps de vacances sur le continent. Il estimait que ce contact avec les hommes d'une autre nation aurait pour effet une meilleure compréhension de leurs intérêts réciproques, en les attirant notamment vers la Hollande ou l'Angleterre.

Dans le domaine économique, Deterding prit position pour une revalorisation de l'argent-métal, et contre l'or standard monétaire, en marquant sa préférence pour la monnaie dirigée. Dans sa conception d'industriel, la fortune d'un pays n'était pas représentée par de l'or empilé dans les banques, mais par la richesse que crée le travail et par une meilleure distribution internationale du crédit. Nous ne le suivrons pas, bien entendu, sur ce terrain de polémique ; aussi préférons-nous recueillir de lui des pensées d'ordre moral, comme celle-ci : « L'égoïsme ne paie jamais » ; ce qui d'ailleurs s'apparente avec ce que le poète grec a dit de l'orgueil, frère de l'égoïsme : « L'orgueil, fils du succès, dévore son père. »

Il est une circonstance solennelle, dans la vie de Deterding, qu'il faut rappeler comme le meilleur souvenir qu'on puisse garder de ce grand capitaine d'industrie, dont le cœur

n'était pas étouffé sous le prix de revient. Il s'agit de sa visite au pape Pie XI. Que Deterding soit allé voir Mussolini, avec l'arrière-pensée de trouver en Italie un point d'appui pour sa politique industrielle et financière, c'est une démarche qui peut se justifier par l'intérêt. Mais une visite au Pape! Quel pouvait en être le mobile pour un homme d'affaires, de religion protestante, si ce n'est la simple curiosité? L'explication de cette visite est cependant tout autre, quand on en lit le récit dans son autobiographie. Deterding, roi du pétrole, voulait voir ce que, dans sa vie intense, il n'avait pas encore rencontré : *une Puissance morale*. Et voici le récit de cet entretien :

« Peu de temps après ma rencontre avec Mussolini, j'eus le privilège d'une audience du pape Pie XI. Peu de gens dans les affaires prennent le temps de se demander, du moins je le suppose, quelle sorte d'homme est le Pape, en dehors de son office sacré, et spécialement si, comme moi, ils n'appartiennent pas à la foi catholique romaine. Personnellement, je dois admettre que, jusqu'à mon contact réel dans cet émouvant entretien, j'avais considéré Pie XI avec un respect lointain, plutôt comme une institution que comme un homme. Je pensais que cette audience n'était guère plus qu'une formalité. Mais, au premier mot de bienvenue, la pompe et le cérémonial disparurent. Il était la simplicité même.

« — Combien de gens employez-vous? me demanda le Pape.

« Je dus réfléchir un moment avant de répondre : — En Angleterre plus de 6 000, et dans le monde entier de 30 à 40 000 ouvriers et employés.

« — Le bénéfice matériel d'une si vaste entreprise ne m'impressionne pas du tout, répondit Sa Sainteté. Ce qu me touche, c'est la joie intense que vous devez éprouver en sachant que ce travail de votre vie fournit les moyens d'existence à tant de milliers de familles...

« Et ce disant, le Pape mettait le doigt sur la chose qui importe le plus aux hommes dignes de ce nom, dirigeant aujourd'hui de grosses affaires. Pour ma part, je considère cette organisation mondiale qui a grandi autour de moi comme une grande institution sociale dont chaque membre, quand il met toute sa science dans son emploi et le remplit conve-

nablement, est d'une importance aussi vitale pour l'ensemble que je le suis moi-même. Si un employeur est le tronc de l'arbre, ses employés en sont les branches, et qu'est un arbre sans branches ? Aucune affaire ne réussit, si elle est menée de telle façon que les intérêts de l'employeur et des employés ne soient pas les mêmes. La réalisation par le Pape de ce premier principe des affaires m'attira tout de suite vers lui. Je le quittai en me disant que je n'avais jamais rencontré quelqu'un de plus humain et dont la conversation fût éclairée par plus de bon sens pratique. »

Pie XI est mort le 10 février, et sir Henri Deterding le 4 février, coïncidence qui évoquerait l'idée d'un Dialogue des morts, si Pie XI n'avait eu d'autres rencontres encore plus mémorables dans sa glorieuse existence.

Rappeler ce souvenir est le plus bel hommage que l'on puisse accorder à la mémoire de sir Henri Deterding, qui s'est rendu compte que la victoire industrielle, la puissance de l'argent, n'étaient que des moyens pour arriver à un autre but, celui de soutenir les milliers d'existences qui gravitent autour de ces grandes affaires, et dont il faudra rendre compte devant l'Éternel.

Après cet hommage à Deterding, homme juste et compréhensif des devoirs que lui imposaient ses hautes fonctions, il en est un autre dont on ne peut discuter la valeur, et qui définit bien ce que fut ce grand chef d'industrie. Nous ne saurions donner une meilleure conclusion à cette étude qu'en citant, parmi tous les éloges qui lui ont été décernés, le plus autorisé, celui de Walter Teagle, président de la Standard Oil, lorsqu'il s'est incliné devant la tombe de ce rival, honoré et admiré, en célébrant ainsi sa mémoire :

« Sir Henri Deterding a été, durant les vingt dernières années, une personnalité prédominante dans le domaine du pétrole. Il était doué d'une vision mondiale. C'était un grand organisateur, infatigable et courageux. Il ne consentait jamais aux compromissions dans les affaires qui, suivant sa conception, étaient justes. »

MAURICE LEWANDOWSKI.

A PROPOS DU « LANGAGE » DES ABEILLES

Parmi les nombreux lecteurs qui ont eu l'amabilité de m'écrire au sujet de l'étude parue dans la *Revue* du 15 juin 1938 sur *le Langage des abeilles*, certains ont estimé devoir formuler d'intéressantes critiques, non sur le principe des expériences, mais relativement aux conclusions que j'ai cru pouvoir en tirer. Ce fait, qui apporte à l'expérimentateur la plus précieuse collaboration, est aussi pour lui le meilleur stimulant à poursuivre ses recherches. C'est ainsi que, un mois s'étant à peine écoulé, j'ai mobilisé abeilles et cartons et remis en chantier de nouvelles épreuves. Si je reviens, aujourd'hui, sur cette question, pour en communiquer les résultats, c'est plutôt dans le dessein d'apporter un complément d'information que dans celui de me justifier.

Les critiques exprimées peuvent se résumer ainsi : l'existence des « communications » entre les abeilles semblant difficile à admettre, n'est-il pas possible d'expliquer plus simplement les faits constatés (c'est-à-dire la venue des collaboratrices) par *l'odeur* que laisserait la butineuse amorcée, aussi bien sur les cartons que dans l'air, et qui suffirait à guider jusqu'au butin les compagnes empressées qui se contenteraient ainsi de suivre dans l'atmosphère la trace d'une sœur favorisée ? Cette odeur serait soit celle du sucre transporté, soit celle de l'abeille elle-même, soit un mélange de l'une et de l'autre.

Cette hypothèse, qui réduit le problème à sa plus simple expression en supprimant tout échange de renseignement

d'une abeille à l'autre, c'est-à-dire tout mystère, est très séduisante, mais elle n'est, en réalité, simple qu'en apparence. On conçoit aisément, en effet, que l'abeille amorcée, qui, sa récolte terminée, quitte l'objectif, puisse laisser sur les cartons une odeur caractéristique parce qu'elle les touche de ses pattes, de ses ailes ou de son corps velu. Mais il n'en est pas de même pour la *piste odorante* que doit laisser, dans l'air, l'abeille en plein vol. Si l'on suppose qu'au cours de son rapide déplacement elle abandonne, derrière elle, un peu de son odeur, comment admettre que cette trace d'une fragilité inouïe pourra subsister dans l'atmosphère sur une distance de 300 à 400 mètres, malgré vents et remous ? On imagine, en outre, quel serait dans ce cas l'extraordinaire enchevêtrement de pistes qui se constituerait ainsi aux abords du rucher !

Par ailleurs, les nombreuses expériences que j'ai déjà relatées dans mon ouvrage sur *l'Esprit des abeilles*, et réalisées à l'effet de vérifier leur mémoire, leur sens d'orientation, la précision de leur repérage, m'ont déjà permis de noter certains faits touchant le sujet qui nous occupe, tels que :

— Un morceau de sucre placé à proximité d'abeilles *ne les attire jamais*, en dépit de l'odeur qu'il peut dégager.

— Le nombre des collaboratrices qui viennent seconder leur sœur amorcée varie en fonction de la valeur du butin et de son éloignement, c'est-à-dire suivant une loi qui ne paraît pas compatible avec l'hypothèse de la « piste odorante ».

— Une abeille accidentellement engluée et, de ce fait, hors d'état de repérer l'orifice de sortie de la boîte demeure incapable de le retrouver, à son retour, malgré l'évidente odeur laissée sur les cartons.

Estimant, néanmoins, insuffisants ces éléments d'appréciation, il m'a semblé nécessaire, pour résoudre l'intéressante question posée, d'examiner plus attentivement le problème et de réaliser pour cela de nouvelles épreuves *spécialement imaginées à ces fins*. C'est leur récit qui va suivre.

NOUVELLES EXPÉRIENCES

Juillet s'achève. Les abeilles prodiguent leurs efforts et s'acharnent sur les fleurs peu abondantes que leur offrent les jardins jurassiens. Allons ! mon sucre sera le bienvenu et

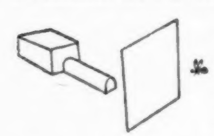
je vais, dans la campagne durement éprouvée, faire figure de bon génie.

Le repérage incomplet. — Ma première intention est de reproduire l'expérience de l'abeille engluée, précédemment citée, mais en la réalisant d'une manière méthodique qui lui enlève son caractère accidentel.

Mon matériel est simple, je l'ai déjà décrit : un couvercle de carton, sur une paroi verticale duquel j'ai fixé un tunnel de papier de 15 centimètres de long. Le tout repose sur une plaque de carton placée sur une table, tout contre la maison. Devant moi, à l'ouest, au flanc d'un coteau, un rucher distant de 300 mètres. Derrière moi, de l'autre côté de la bâtisse, à 200 mètres, le rucher du village.

L'abeille capturée, amorcée et marquée est placée sous le couvercle avec le morceau de sucre sur lequel elle a déjà commencé sa récolte. Deux, trois minutes... Un léger bourdonnement m'annonce la prochaine sortie de la travailleuse. La voici qui, hâtivement, parcourt le tunnel, apparaît à son extrémité et s'apprête à prendre son vol.

C'est le moment d'intervenir : rapidement je glisse entre le tunnel et l'abeille une feuille de carton, vaste écran dressé entre l'objectif et l'insecte. Celui-ci peut bien, fidèle à sa méthode, se retourner dès son envol, flotter un instant dans l'air pour regarder attentivement la porte qu'il vient de franchir, il ne voit rien qu'un mur blanc et nu... Il s'en écarte d'une spirale bourdonnante, décrit quelques cercles, de plus en plus rapides, au-dessus de la table et file vers l'ouest.



Il est clair que, tout comme l'abeille engluée, la pauvre butineuse n'a pu repérer ni la forme du tunnel, ni sa position et que, si elle a noté quelque chose dans sa mémoire, ce ne peut être que la situation de la boîte sur la table et celle de la table dans le jardin. Il est à souhaiter que l'odorat puisse lui venir en aide en faisant ce que la vue ne pourra pas faire.

A la septième minute elle est là qui tourne autour de moi et se rapproche de l'objectif qui, l'écran ayant été retiré, a repris son aspect initial. Elle cherche en tous sens, s'éloigne, revient, monte, descend, s'absente un court moment, s'empresse à nouveau, mais ne trouve pas la porte. Seize minutes

après son retour et convaincu de son impuissance, je me décide à l'aider en soulevant le couvercle et en la guidant jusqu'au sucre ainsi mis à nu.

Le résultat est net, mais il est trop tôt pour en tirer une conclusion, car une défaillance de l'insecte est toujours possible. Il faut rechercher la confirmation du fait. Je répète donc ma manœuvre lorsque l'abeille sort à nouveau du tunnel, sa provision terminée. Tout se passe comme tout à l'heure et le retour de la voyageuse aboutit au même échec que précédemment ; je dois encore venir à son aide.

Il en est de même à quatre nouvelles reprises. Pas une seule fois je ne laisse à l'ouvrière la possibilité de repérer la porte, pas une fois elle n'est capable de la retrouver ! Ainsi, voici une abeille qui, six fois de suite, chargée de sucre, a parcouru le tunnel, laissant, sans aucun doute, sur les cartons sa propre odeur et celle de sa récolte ; à six reprises elle a tracé dans l'air, parfaitement calme, la trajectoire qui, issue de l'extrémité du tunnel, aboutit au rucher. Et, cependant, malgré ce fil conducteur attaché à la porte, en dépit du parfum familier laissé, comme un signal, sur le seuil, elle n'a pu retrouver celui-ci, elle est restée dehors ! Son échec est net, visible, indiscutable. Il n'est d'ailleurs pas le seul fait de l'abeille amorcée, puisqu'une collaboratrice, qui se présente solitaire peu après le septième départ de l'initiée, est réduite à abandonner ses vaines recherches, non sans avoir manifesté pour la boîte un intérêt significatif.

Que s'est-il donc passé pour que ces deux abeilles, malgré leur empressement, demeurent incapables de retrouver la voie qui conduit au butin dissimulé, alors que leurs sœurs nous ont, jusqu'à ce jour, en très grand nombre, fait admirer leur savoir-faire et leur sûreté ? Rien dans mon intervention n'a pu modifier les odeurs révélatrices laissées dans son sillage par la butineuse amorcée ; rien dans mon geste n'a pu gêner le sens olfactif de celle-ci ni celui de sa compagne. Rien n'est changé, en effet, si ce n'est que la première abeille est aveugle. Mon intervention l'a privée du repérage visuel préalable sans lequel elle est incapable de retrouver son but. L'odorat est impuissant à combler cette lacune, aussi bien qu'il l'est à conduire la collaboratrice jusqu'au but. Cela est si vrai qu'il me suffit de ne plus intervenir à la sortie de l'abeille

marquée pour assister successivement aux gestes rituels du repérage complet, puis au retour couronné de succès de la courageuse ouvrière, enfin capable de se débrouiller toute seule, bientôt imitée par des amies, de plus en plus nombreuses, qui ont retrouvé leur chemin dès que leur sœur a recouvré la vue. Ce premier résultat montre nettement que l'abeille, *malgré son odorat*, ne peut parvenir jusqu'au but dont elle n'a pas préalablement et *visuellement repéré* la position exacte. Il nous faut, maintenant, chercher ce qui se passe lorsque, au contraire, ayant tout le loisir de voir, elle est mise hors d'état d'utiliser son odorat

Ce sera l'objet de l'expérience suivante.

L'objectif sans odeur. — Le principe de cette épreuve que je n'ai même pas le mérite d'avoir imaginée, puisqu'elle m'a été suggérée par plusieurs aimables correspondants, consiste, en remplaçant, après chaque départ de l'abeille, le matériel utilisé par un matériel identique mais neuf, à mettre la butineuse à chaque retour en présence d'un objectif privé d'odeur. C'est très facile ; la seule précaution consiste à prévoir un nombre suffisant d'appareils absolument semblables. Le bureau de tabac du village me fournit en abondance et à peu de frais des boîtes d'allumettes grand format, d'un modèle uniforme et que, seul, différencie le chiffre discret que je marque dans un angle. Le classique tunnel en papier de dix centimètres de long étant fixé dans une paroi verticale de chacune d'elles, j'ai ainsi six appareils absolument identiques capables de tromper l'œil le plus exercé.

Mon matériel transporté dans un verger distant d'environ 300 mètres du rucher de la colline et 400 mètres du rucher du village, l'expérience est immédiatement mise en chantier.

L'abeille capturée, amorcée, marquée d'un point rouge est placée dans la boîte numéro 1. Bientôt, sa provision faite, elle s'envole vers le rucher du village après un classique et sérieux repérage qui laisse espérer un heureux retour.

Dès qu'elle a disparu, je remplace l'objectif en service par la boîte numéro 2 que j'installe, *vide de sucre*, sur une feuille de carton également neuve et posée sur l'herbe, à vingt centimètres de l'emplacement occupé par l'appareil précédent. Rien donc ne subsiste du matériel laissé par la

butineuse ; tout ce qui lui est maintenant offert est vierge d'odeur d'abeille et de parfum de sucre. De plus, par suite du déplacement effectué, l'orifice du nouveau tunnel n'est plus à l'extrémité de la trajectoire tracée par l'ouvrière lors de son envol vers le rucher. En outre, j'ai intentionnellement choisi, pour faire cette expérience, un jour de grand vent qui rend douteuse la bonne tenue dans l'atmosphère de l'hypothétique trace odorante. Enfin, pour compliquer encore la situation, je souffle autour de l'objectif de fortes bouffées de fumée que je tire hâtivement de ma pipe. Je ne peux réellement faire plus pour dérouter la voyageuse.

Je n'y réussis pas cependant. Lorsqu'elle se présente de nouveau vers la neuvième minute, rien dans son attitude ne traduit un trouble particulier. Ses gestes, ses recherches, ses hésitations, sont ceux que j'ai toujours constatés et qui accompagnent le premier retour de la butineuse devant le rude obstacle dressé en travers de sa route. Tout se passe donc normalement ; bientôt le tunnel est reconnu et retient tous ses soins. Enfin, après un peu plus de six minutes (temps usuel qui témoigne à la fois de son assurance et de sa prudence instinctive), elle pénètre dans l'ombre de la gaine de papier.

Bien vite, j'entr'ouvre la boîte pour y glisser le morceau de sucre, juste récompense des efforts de la voyageuse, et l'expérience se poursuit. Tour à tour l'appareil n° 3, puis l'appareil n° 4 et l'appareil n° 5, sont installés sur l'herbe pendant les absences de l'abeille. A chaque retour, celle-ci retrouve des cartons neufs et sans odeur, qu'elle accueille, pourtant, comme de vieilles connaissances, avec une assurance affermie à chaque voyage. Elle se comporte, en un mot, devant ces objectifs successifs, neufs, vides et sans odeur, exactement comme ses sœurs des expériences précédemment décrites, qui avaient du moins, sur elle, l'avantage de se présenter, à chaque retour, devant le même matériel qu'elles étaient ainsi susceptibles de reconnaître par la vue et par l'odorat *Privée de cette ressource*, notre butineuse d'aujourd'hui n'en a pas moins accompli sa tâche avec le même succès que ses compagnes, par le seul moyen de sa mémoire visuelle.

Et ce n'est pas tout ! Elle vient de partir pour la cinquième fois et j'ai installé la boîte n° 6 à la place de la boîte

n° 5, lorsqu'une inconnue surgit. Il est clair que, tout de suite, le tunnel l'intéresse, ce tunnel sans odeur et *qui ne mène à rien, puisque la boîte est vide!* Elle y pénètre, avec décision, après un peu plus de trois minutes et demie d'hésitation.

Ainsi l'attitude de la collaboratrice confirme celle de l'initiée, en ce qui concerne l'absence du rôle joué par l'odorat dans le problème de la découverte du butin, mais, de plus, elle fournit une preuve nouvelle et éclatante de l'existence des « communications » entre les abeilles. Admettons, en effet, que l'hypothétique « piste aérienne » tracée dans l'air par la butineuse amorcée ait pu guider jusqu'à l'objectif une collaboratrice occasionnelle. Quelle force mystérieuse peut l'inciter à s'intéresser à une boîte inconnue qu'*aucune odeur* sympathique ne peut signaler à son attention ? Quel instinct puissant peut lui commander de pénétrer dans l'ombre inquiétante du tunnel et d'accomplir ainsi un geste, non seulement plein de risques, mais encore *absolument inutile*, puisque ce couloir dangereux ne conduit qu'au vide de la boîte privée de tout butin ? L'accomplissement de cet acte stérile, à proprement parler stupide, ne peut s'expliquer que parce que *l'abeille le croit productif*, c'est-à-dire en raison de la connaissance qu'elle a du butin qui garnissait cette boîte ; car elle ne peut, naturellement, faire aucune différence entre celle qui a été, il n'y a qu'un instant, visitée par sa compagne et celle toute semblable qu'elle trouve, effectivement, à l'emplacement qui lui a été signalé. Cette connaissance de l'existence du butin et de son emplacement, elle ne peut la tenir que de sa sœur amorcée. En douter serait attribuer à l'insecte un pouvoir divinatoire qu'il n'a certainement pas et qui serait bien plus extraordinaire encore que le principe des « communications » lui-même.

Quant à supposer que c'est par hasard, en se promenant, en furetant, que l'abeille est entrée dans la boîte, j'affirme que c'est impossible. Je ne le dirai jamais assez : une butineuse ne prête aucune attention à un appareil de carton contenant un morceau de sucre si on ne lui a pas fait connaître par l'amorçage la valeur de ce butin. A plus forte raison, évidemment, si la boîte est vide. On ne peut conserver le moindre doute à ce sujet. A ce double titre, l'épreuve imaginée par

certains lecteurs est donc riche en enseignements. Bien mieux, nous verrons bientôt qu'en soulignant l'étonnante attitude de la collaboratrice, elle est susceptible de fournir des aperçus nouveaux sur la nature des « communications ».

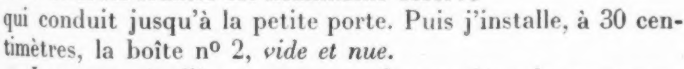
Mais, auparavant, poursuivons notre étude expérimentale du rôle de l'odorat. Cela nous donnera l'occasion de recueillir une confirmation particulièrement saisissante des résultats qui viennent d'être notés.

La vue et l'odorat. — Les deux épreuves précédentes avaient pour objet de vérifier comment se comporte l'abeille amorcée qui se présente devant son objectif, privée soit de la vue, soit de l'odorat. La troisième expérience est le complément normal des deux autres : elle va placer devant l'obstacle l'abeille en état de voir et de sentir, mais de telle façon qu'ici ces deux sens vont s'opposer. C'est au plus fort que l'insecte obéira, et son geste fournira la réponse la meilleure à la question que nous nous posons.

Comme précédemment, je prépare six boîtes identiques, numérotées, mais me contente, cette fois, de ménager sur une paroi verticale de chacune d'elles une petite ouverture triangulaire, juste assez grande pour permettre le passage d'une abeille, porte toute simple, grande ouverte, sans tunnel.

Une abeille est amorcée dans la boîte n° 1 et marquée de rouge. Elle s'envole bientôt dans la direction du rucher de la colline après un bon repérage. Au bout de six minutes, elle revient avec décision, cherche un long moment, avec les mêmes gestes, bien connus, que ses sœurs, puis entre finalement dans la boîte. Elle ne tarde pas à en ressortir chargée d'une nouvelle récolte et s'envole rapidement vers la ruche. Jusqu'ici, rien que de très normal. Mais c'est maintenant que les choses vont se compliquer.

Pendant l'absence de l'ouvrière, je recouvre de larges feuilles de noisetier, que je cueille au-dessus de moi, la boîte n° 1 dont aucun morceau de carton n'est plus visible ; un passage libre sous les feuilles est néanmoins réservé qui conduit jusqu'à la petite porte. Puis j'installe, à 30 centimètres, la boîte n° 2, *vide et nue.*



Lorsque, régulière comme un chronomètre, la voyageuse

reparaît, il est visible que le spectacle qui s'offre à sa vue l'étonne; elle tourne en rond au-dessus des deux appareils, comme déroutée par le changement survenu dans son objectif. Enfin, elle s'approche doucement du tas de feuilles, le survole de près, s'en écarte, gagne la boîte n° 2, semble s'y intéresser particulièrement. Elle hésite encore, puis, soudain décidée, se pose devant la petite porte bien visible et, délibérément, pénètre dans la boîte vide.

Prévoyant qu'elle ne demeurera pas longtemps dans ce local qui n'a rien à lui offrir, je fais rapidement disparaître les feuilles qui dissimulent la boîte n° 1, laquelle reprend ainsi son aspect primitif. Ce n'est pas long : moins de dix secondes après son entrée, l'abeille ressort précipitamment, prend son vol, effectue un court virage et, presque sans hésitation, atteint la bonne porte, enfin retrouvée, qui la mène au but de son voyage. Sans autre intervention que de retirer la boîte n° 2, je la laisse terminer sa récolte, repérer soigneusement l'appareil n° 1 et s'envoler vers le rucher. Ce n'est qu'après son départ que je recouvre de nouveau ce dernier de feuilles et que j'installe, près de lui, la boîte n° 3, *vide et nue.*

Au retour de la butineuse, tout se passe comme précédemment ; c'est d'abord dans la boîte vide qu'elle entre pour ne s'intéresser à l'autre que lorsqu'elle cesse d'être cachée sous les feuilles. Il en est de même avec les boîtes n° 4, n° 5, et n° 6. Pas une fois l'abeille ne s'intéresse à l'objectif camouflé qu'elle ne reconnaît pas ; pas une fois elle ne cherche à se glisser sous la verdure qui le dissimule, pas une fois elle n'est guidée vers lui par l'odeur du sucre ou son propre parfum qu'elle a laissé sur les cartons ! C'est toujours vers la boîte neuve, vide et sans odeur qu'elle se dirige d'abord et dans celle-ci qu'elle pénètre. L'odorat ne lui est d'aucun secours ; seule, la vue la conduit vers un objectif tout pareil à celui dont elle a gardé le *souvenir visuel.* En vertu de mon stratagème, seul l'odorat aurait pu mettre la voyageuse dans la bonne voie, tandis que la vue ne pouvait que l'égarer. Or, elle s'est trompée à six reprises successives. Et ce n'est pas là un fait accidentel, puisque, l'après-midi de ce même jour, ayant recommencé cette épreuve en un nouvel emplacement, j'ai pu constater qu'une autre abeille, provenant

cette fois du rucher du village, agissait exactement comme sa sœur; abusée par sa mémoire visuelle et incapable de trouver une aide dans son odorat, elle a, de la même manière qu'elle, fait fausse route autant de fois qu'il m'a plu de répéter la manœuvre. Bien mieux, lorsque, renonçant à ruser, j'ai disposé la couverture de feuilles *avant la sortie de l'abeille*, c'est-à-dire, quand je lui ai permis, de ce fait même, de repérer l'objectif ainsi camouflé, elle a aussitôt manifesté à son retour qu'elle le reconnaissait, en se dirigeant directement vers lui pour pénétrer finalement jusqu'au but qu'elle était maintenant capable de retrouver, simplement parce qu'elle l'avait vu avant de le quitter.

Voilà qui est bien net en ce qui concerne l'abeille amorcée. Cela ne l'est pas moins pour les collaboratrices. En effet, alors que l'expérience du matin ne m'avait valu qu'une compagne peu ardente disparue après une courte investigation des lieux, l'épreuve du soir me montre une butineuse inconnue dont l'attitude appliquée révèle le souci de s'associer aux travaux de sa sœur initiée. Quand elle se présente devant le chantier, quelle est la situation qui s'offre à cette ouvrière anonyme ? A droite, sous un rideau de feuilles, une boîte invisible contient le précieux butin, unique motif de sa présence. A gauche, bien en vue, une boîte de carton absolument vide. A droite, le délicat parfum de sucre, l'encourageante et familière odeur d'abeille laissée par sa sœur au cours de ses voyages successifs. A gauche, nul effluve sympathique ne se dégage du récipient qui n'a jamais contenu que des allumettes. A droite, le point vers lequel convergent les sentiers odorants tracés dans l'atmosphère par la butineuse amorcée transportant à la ruche sa moisson parfumée. A gauche, un emplacement inconnu qu'aucun lien ne relie aux itinéraires habituels de la collaboratrice empressée. Bref, à droite, tout ce qui devrait l'attirer ; à gauche, rien !

Dès lors, à l'instant décisif où, flottant dans l'air au-dessus des objectifs, elle semble hésiter encore, sa décision paraît certaine. Tout l'appelle à droite, elle ne peut qu'aller à droite. Et cependant c'est vers la gauche qu'infléchissant son vol elle se dirige. C'est devant le récipient vide qu'elle se pose, c'est la porte qui ne mène à rien qu'elle franchit !

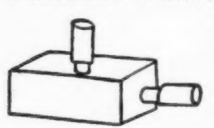
Ainsi, après l'abeille initiée, la collaboratrice nous fournit,

par son attitude, la preuve la plus nette, la plus convaincante que ce n'est pas l'odorat qui la guide, mais bien la connaissance, qu'elle tient de sa sœur, de l'existence du butin et de son emplacement. L'erreur qu'en définitive elle commet, bien loin d'infirmer ce jugement, en est au contraire la meilleure confirmation. Si elle suivait une trace, si elle répondait à l'appel d'une odeur, c'est vers la bonne porte dissimulée sous les feuilles qu'elle irait. Si elle se trompe, c'est justement parce que, privée de ces moyens élémentaires, elle va chercher le sucre à l'endroit où elle a tout lieu de croire qu'il se trouve. Incapable de déceler la ruse de l'homme, elle commet la même erreur que sa sœur amorcée, se comporte exactement comme le fait celle-ci en présence des mêmes circonstances, semblant, en un mot, *reconnaître une boîte qu'elle n'a jamais vue.* Cette attitude particulièrement caractéristique de la butineuse amorcée et des collaboratrices, en éliminant catégoriquement le rôle de l'odorat, confirme pleinement l'existence des « communications ».

La collaboratrice sait où elle va. — La place me manque pour raconter en détail une autre série d'expériences effectuées à la suite des précédentes. Qu'importe ! Elles ne pourraient plus nous apprendre grand chose. La cause est entendue.

Si je crois, cependant, devoir citer ces épreuves, c'est pour narrer un incident dont la conséquence apporte à notre conclusion une confirmation imprévue.

Le principe de l'expérience consistait, brièvement, à dissimuler le morceau de sucre sous un couvercle de grandes dimensions muni d'une cheminée verticale et d'une tubulure horizontale, toutes deux amovibles, d'égale grandeur et interchangeables. L'abeille amorcée étant sortie par la cheminée verticale, celle-ci était, après le départ de l'insecte, enlevée et fixée à la place de la tubulure horizontale. Puis une nouvelle cheminée, identique à la première, était disposée en remplacement de celle-ci. De plus, une translation et une élévation du couvercle amenaient l'extrémité de la tubulure horizontale au point géométrique occupé précédemment par l'extrémité de la cheminée verti-



cale. Ainsi, à son retour, la voyageuse, suivant le fil de sa trajectoire, devait parvenir jusqu'à l'entrée de la tubulure horizontale et, retrouvant sur celle-ci l'odeur laissée à sa précédente sortie, elle devait emprunter ce chemin pour pénétrer sous le couvercle. Il n'en fut rien. Malgré de nombreuses substitutions de gaines, l'abeille ignora, à chaque retour, la tubulure horizontale au parfum familier pour adopter la cheminée verticale neuve et sans odeur. Il en fut de même des collaboratrices qui se présentèrent successivement et qui manifestèrent la même préférence que leur sœur, confirmant ainsi que leur attitude était calquée sur celle de la butineuse initiée de qui elles tenaient leur documentation. Mais l'histoire n'est pas là. Ayant capturé une compagne anonyme, *à sa première visite*, au moment où, accrochée à la cheminée verticale, elle se préparait à descendre dans la boîte et l'ayant marquée d'un signe distinctif, je la transportai à une trentaine de mètres de distance, dans la rue du village, où je la libérai. Par-dessus les maisons, d'un vol rectiligne, elle disparut dans la direction de la ruche. Un peu moins de six minutes plus tard, elle se présentait de nouveau à l'entrée de la cheminée verticale.

Je répétai aussitôt cette épreuve avec la première collaboratrice qui arriva ensuite sur le chantier. Transportée, dans les mêmes conditions, à une quarantaine de mètres, elle revint au couvercle au bout de huit minutes et demie.

Enfin, le lendemain, ayant recommencé l'expérience décrite, en un lieu tout à fait différent, je transportai la collaboratrice capturée à *plus de trois cent cinquante mètres* de distance. Nullement déroutée par son long voyage, elle reparut sur le chantier dix-neuf minutes après !

Voilà les faits. Que nous apportent-ils ?

Si nous admettons, ainsi que cela m'a été suggéré, que l'abeille anonyme, qui s'empresse pour profiter de la découverte de sa sœur amorcée, se contente de suivre la piste tracée par celle-ci dans l'atmosphère, il est évident que la voyageuse, confiante dans la voie qui la guide, la suit, tête baissée, sans se soucier du chemin qu'elle parcourt. Elle parvient au but ignorante de son emplacement et quand je la capture, dès son arrivée, elle ne peut savoir où il se trouve. En conséquence, il est certain que, lorsque, libérée, elle est de retour au rucher,

elle n'a d'autre ressource, pour rejoindre le butin convoité, que de suivre de nouveau la piste précédente. Mais encore faut-il, pour cela, que la chance qui l'a servie une première fois, en lui faisant découvrir cette bienheureuse piste, veuille bien lui sourire une seconde fois, en lui permettant de la retrouver. Peut-on admettre un tel concours de circonstances ? Peut-on admettre, surtout, que, par une coïncidence prodigieuse, il se renouvelle trois fois sur trois essais ? C'est bien invraisemblable et on ne s'expliquerait pas, dans ce cas, qu'une piste aussi facile à découvrir et aussi tentante n'amenât pas jusqu'au butin l'entière population du rucher. Nous savons qu'il n'en est rien.

Si les collaboratrices parviennent, une première fois, et seules, jusqu'au butin repéré par leur sœur amorcée, c'est parce qu'elles savent parfaitement où il se trouve. Si elles reviennent jusqu'à lui, malgré leur emprisonnement et le voyage supplémentaire que je leur impose, c'est parce que, malgré ces incidents, elles se souviennent de son emplacement et du chemin qui y conduit. Ces renseignements précieux, qu'elles n'ont pu découvrir elles-mêmes, elles les tiennent de celle qui, initiée la première, est seule capable de les leur avoir communiqués : l'abeille amorcée.

Au moment de conclure, la tâche m'apparaît aisée ; les faits parlent d'eux-mêmes. Groupons, cependant, les résultats obtenus au cours des dernières expériences :

1° L'abeille amorcée, privée du repérage visuel et malgré son odorat, est incapable de retrouver son but. Il en est de même des collaboratrices.

2° L'abeille amorcée, mise hors d'état d'utiliser son odorat, mais libre d'effectuer son repérage visuel, retrouve son but sans difficulté. Il en est de même des collaboratrices.

3° Mise en présence de deux objectifs, celui qu'elle a préalablement repéré, qui contient le butin, mais rendu méconnaissable par le camouflage et un autre neuf et vide, en tous points semblable à l'autre, l'abeille amorcée n'obéit qu'à son souvenir visuel et se trompe de porte, en dépit de l'odorat qui devrait la guider. Il en est de même des collaboratrices.

4° Enfin, placée à grande distance de la trajectoire tracée

par l'abeille amorcée entre le rucher et le butin, une collaboratrice n'en revient pas moins à ce dernier par ses propres moyens, c'est-à-dire en utilisant les connaissances qu'elle tient de sa sœur initiée.

Tous ces résultats sont concordants ; ils prouvent avec une netteté absolue, d'une part, que le repérage visuel préalable est bien la condition nécessaire et suffisante qui commande le succès de l'abeille amorcée et, d'autre part, que l'odorat n'intervient en aucune manière au cours du voyage des collaboratrices vers le butin exploité par leur sœur.

Par là même, ils confirment l'existence des « communications » entre les abeilles, sans lesquelles il ne serait pas possible aux collaboratrices, ni de connaître l'existence du trésor offert à leur compagne amorcée, ni de parvenir jusqu'à lui.

En outre, ces expériences, sans révéler la nature des mystérieuses « communications », permettent peut-être, néanmoins, d'avoir une idée sur ce qu'elles peuvent être. Ces épreuves nous ont en effet montré à plusieurs reprises les collaboratrices se comporter exactement comme leur sœur initiée, agir avec le même discernement, à proprement parler, *reconnaître un objectif qu'elles n'ont cependant jamais vu.*

Ne peut-on, dès lors, penser que la documentation qu'elles reçoivent ainsi de leur compagne amorcée leur est transmise *sous forme d'images par un phénomène de télépathie* ?

Des « communications » de cette nature correspondraient bien à l'initiation rapide, précise et complète, que nous avons notée souvent chez les collaboratrices, ainsi qu'à leur singulière attitude en présence de l'objectif qu'elles rencontrent pour la première fois et qu'elles identifient pourtant comme si elles en conservaient le souvenir visuel. Elles expliqueraient aussi l'ordonnance parfaite qui préside aux actes principaux de la vie de la ruche et qui semble naître au plus profond d'un extraordinaire instinct collectif.

Cette idée, que je crois ne pas être le premier à émettre, je n'ose la proposer comme une conclusion, considérant qu'elle serait mieux à sa place en tête d'un nouveau chapitre... qui reste à écrire.

JULIEN FRANÇON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE DRAME TCHÉCOSLOVAQUE

Dans le discours solennel qu'il adressait le 30 janvier à son peuple, le Fuhrer-Chancelier, visiblement préoccupé de rassurer les Allemands qui sont loin de souhaiter une nouvelle guerre mondiale, disait : « Je crois à une longue période de paix. » Y croyait-il parce qu'il la voulait et qu'il en voulait aussi les moyens, ou bien parce qu'il se représentait les Puissances libres comme incapables de réaction et d'accord ? Il y a, en tout cas, dans ce chantage à la guerre prolongé et renouvelé, une ignoble et honteuse spéculation. Il y a aussi une grave erreur de calcul. Il faut que les populations du Reich, il faut que celles d'Italie, qui ont été, les unes et les autres, si étonnées le 29 septembre de se réveiller à l'appel d'une mobilisation, sachent que leurs chefs les conduisent aux hécatombes.

La guerre est impliquée dans la pratique de toute doctrine totalitaire qui affirme que c'est la volonté du chef qui crée le droit et que tout est juste qui est conforme à l'intérêt du peuple ou de la race tel que le conçoit son gouvernement. La guerre est encore l'aboutissement naturel et inéluctable d'un régime d'autarcie économique tel que celui dans lequel l'Allemagne et l'Italie s'enferrent de plus en plus plutôt que de reconnaître qu'elles sont dans l'erreur. Ces deux doctrines s'imbriquent l'une dans l'autre et s'entraînent mutuellement aux abîmes avec les peuples qui les pratiquent, avec ceux aussi qui y opposent la résistance du bon sens, du bon droit et de leurs libertés menacées.

La disparition de la Tchéco-Slovaquie comme État s'est opérée

en plusieurs actes dont la succession tragique comporte maints enseignements. Le premier est l'annexion de l'Autriche. A ce moment, le gouvernement de Berlin donne à la Tchéco-Slovaquie l'assurance que l'accord de non-agression et de bon voisinage qui existe entre elle et le Reich reste en vigueur et qu'elle n'a rien à craindre. Second acte : Munich. L'Allemagne invoque le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ; ses historiens et ses hommes d'État ont toujours excellé à déformer à leur usage les principes les plus justes et à en faire sortir les conséquences les plus iniques. Les Tchèques, allègue-t-on, oppriment les Allemands. L'Allemagne raciste ne cherche qu'à obtenir, pour ses frères de sang et de langue, des garanties conformes à leurs aspirations ; l'État tchéco-slovaque doit se décomposer en ses divers éléments ethniques, mais l'Allemagne se gardera bien d'annexer des Slaves, d'altérer l'unité du Reich en y introduisant des éléments étrangers ; on ne touchera pas à l'indépendance des Tchèques et des Slovaques, ni à celle des Ruthènes. Au surplus, « l'esprit de Munich » n'était-il pas celui d'une confiance réciproque ? On s'était promis, par les accords du 29 septembre, s'il survenait quelque incident ou quelque difficulté de nature à ébranler les bons rapports rétablis à Munich, de se consulter. On avait enfin trouvé la bonne méthode pour résoudre les cas difficiles et désormais la paix était solidement établie, car l'Allemagne n'avait plus de revendications territoriales à faire valoir.

Troisième acte. La délimitation des territoires cédés au Reich ou à la Hongrie s'accomplit sous la dictée des Allemands avec le plus complet mépris du droit des peuples, pour des raisons uniquement stratégiques ou économiques. Environ un million de Tchèques sont annexés cyniquement au Reich ou à la Hongrie. Personne n'est admis à élever la voix pour rappeler les principes du droit et de la justice. Les partenaires de Munich sont traités comme des vaincus. Les peuples n'ont de droit que dans la mesure où ils sont allemands ; le droit d'un seul Allemand est plus digne d'être respecté que celui de cent mille Slaves. Mais l'indépendance de ce qui restait de la Tchécoslovaquie n'avait rien à craindre, pourvu toutefois qu'on n'y laissât pas renaître cet esprit de nationalisme qui avait perdu M. Benès et qu'on s'y conformât aux volontés du gouvernement du Reich. C'est ce que s'appliquèrent à faire les nouveaux dirigeants de la Tchéco-Slovaquie, le président M. Hacha, le président du Conseil M. Beran, le ministre des Affaires étrangères M. Chvalkovsky. Ils se ruaient à la servitude avec un zèle digne d'un

meilleur sort. A la vérité, ils ne pouvaient pas faire autrement et c'était le parti le plus sage. Mais le peuple tchèque, énergique et vigoureux, commençait à se ressaisir et à s'organiser, sur la foi des traités, dans le cadre de ses nouvelles frontières. L'Allemagne n'avait-elle pas déclaré qu'elle ne s'occuperait pas de la politique intérieure de l'État tchéco-slovaque ? Mais l'Allemagne n'a pas, de la souveraineté des États et de l'indépendance des peuples, la même conception que la France ou l'Angleterre. « Notre morale réside dans notre droit », écrit M. Gœbbels. Mais personne que l'Allemagne elle-même n'est juge de ce droit,

Les Slovaques constituent avec les Tchèques un seul et même peuple ; ils sont en tout cas beaucoup plus rapprochés par le sang que les Prussiens et les Rhénans ; mais ils sont séparés depuis le XIe siècle, les premiers ayant été refoulés dans les montagnes par l'invasion magyare et englobés dans le royaume de saint Étienne, tandis que les seconds se trouvaient mêlés à la vie de l'Empire et tombaient finalement par le hasard des mariages dynastiques sous des rois Habsbourg. L'administration hongroise maintint en Slovaquie, comme en Ruthénie subcarpathique, un régime féodal ; les paysans vivaient comme des serfs de la glèbe et ne recevaient qu'une instruction rudimentaire ; la masse restait fidèle au catholicisme de Rome et de Budapest, tandis que certains villages du nord et du centre devenaient, au XVIe siècle, calvinistes. Le mouvement de rénovation slovaque et d'union avec les Tchèques fut mené surtout par des protestants, ce qui explique en partie les résistances et les défiances du clergé catholique à l'égard de Prague. Les Tchèques, à leurs yeux, étaient des hussites. Nous ne rappellerons pas dans quelles conditions fut formée après la guerre la République tchéco-slovaque ; il eût été beaucoup plus habile de constituer un État fédératif. Les Slovaques n'avaient à peu près aucun personnel administratif ou gouvernemental prêt à assurer dans le pays des fonctions publiques ; il fallut donc y envoyer des Tchèques en attendant qu'une génération nouvelle se formât. C'était le défaut général de l'Europe de 1919, établie sur des bases beaucoup plus justes que celle d'avant la guerre, d'exiger au moins un demi-siècle de paix et de stabilité pour se consolider. Un clergé peu instruit et préoccupé surtout de maintenir sa domination politique sur les paysans slovaques ou ruthènes mena une opposition étroite et sectaire contre Prague. Il réclamait l'autonomie administrative sans avoir les éléments nécessaires pour l'organiser, mais il ne demandait nullement

la dislocation de la République tchéco-slovaque ; ses aspirations étaient imprécises, mais la propagande et l'argent étrangers s'en servaient pour attiser le différend auquel le gouvernement de Prague commit la faute de ne pas prêter assez d'attention.

Lorsqu'éclatèrent les événements de septembre, ce furent des prêtres, Mgr Tiso, successeur, à la tête du parti nationaliste slovaque, de Mgr Hlinka, et en Ruthénie Mgr Volosin, qui prirent la direction des gouvernements autonomistes de ces deux régions. Ils voulurent remplacer les fonctionnaires tchèques, mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que la machine ne marchait plus et leur demandèrent de rester provisoirement. Los autonomistes intransigeants, encouragés et subventionnés par des agents allemands et aussi hongrois et polonais, devinrent si entreprenants et préparèrent si ouvertement un *putsch* séparatiste que le gouvernement de Prague fit demander au gouvernement de Berlin s'il ne prendrait pas ombrage d'un changement de ministère ; la réponse fut que le Reich ne se mêlait pas de la politique intérieure de la Tchéco-Slovaquie. Mgr Tiso fut donc remplacé le 9 mars par M. Sivak et en échange Prague accordait un crédit de 800 millions de couronnes pour combler le déficit du budget slovaque. Trois autres ministres furent débarqués ; l'état de siège fut proclamé, deux chefs autonomistes arrêtés ainsi que des officiers des « gardes de Hlinka ». Mais Mgr Tiso et les ministres remplacés se plaignirent à Berlin et le Fuhrer des Allemands de Slovaquie déclara le coup d'État anticonstitutionnel. Mgr Tiso demanda l'appui du Reichsfuhrer pour sauver l'indépendance du peuple slovaque. « Sauver l'indépendance de la Slovaquie » en la livrant à l'Allemagne : tant de naïveté confond. Se jeter à la rivière pour éviter quelques gouttes d'eau est un stratagème qui porte le nom d'un personnage légendaire. Y eut-il, dans l'action allemande, préméditation et le scénario était-il arrangé d'avance ? C'est tout à fait vraisemblable. On peut se demander si l'intervention allemande n'a pas été précipitée par les progrès de l'influence polonaise et des intrigues magyares en Slovaquie. Bratislava est, sur le Danube, une position avancée que l'Allemagne avait déjà tournée par le sud et qu'elle n'entendait laisser à personne d'autre qu'elle-même. Il est à noter que les deux agitateurs extrémistes slovaques, MM. Mach et Tuka, arrêtés par la police tchèque, passent pour être les agents de l'influence magyare et polonaise.

Quoi qu'il en soit, dès l'appel de Mgr Tiso, les événements se précipitent à ce rythme foudroyant qui est la marque de M. Hitler

et qui en imposera jusqu'au jour où il se jettera tête baissée contre un mur. Il n'avait d'abord feint de laisser agir le gouvernement de Prague dans cette affaire d'ordre intérieur que pour mieux le mettre à sa merci et pour démontrer à sa manière l'impossibilité de faire marcher le nouvel État auquel il avait préalablement coupé bras et jambes. M. Sivak s'étant récusé, c'est M. Sidor, vice-président du gouvernement de Prague, où il représentait la Slovaquie, qui était devenu président du Conseil à Bratislava ; sa personnalité était capable d'apaiser les extrémistes, puisque M. Sidor est le disciple et le continuateur de Mgr Hlinka : mais les intransigeants, dirigés de l'étranger, encourageaient le peuple à la résistance. On voyait alors intervenir le petit groupe bien organisé des nazis de Slovaquie ; il y eut des manifestations, des bagarres et quelques blessés, ce qui permit à la presse de M. Gœbbels de crier que les Allemands étaient maltraités par les Tchèques. Les manchettes sensationnelles apparaissaient comme en septembre dans l'affaire des Sudètes (13, 14 mars) ; faute d'un seul mort à mettre en vedette, on faisait état de « nombreux blessés graves ». Le maréchal Gœring revenait précipitamment de San Remo. Le Fuhrer envoyait un avion spécial à Vienne chargé de ramener Mgr Tiso avec lequel il avait un entretien d'une heure. La *Gazette de Francfort* du 14 expliquait l'affaire. « La solution de Munich ne signifiait pas simplement une rectification de frontières. Pour faire ses preuves, elle devait en même temps inclure la fondation d'un nouvel État, d'une nouvelle Tchéco-Slovaquie. Cela est de toute évidence. Et on ne l'a pas pleinement compris à Prague... La mentalité depuis Munich n'a pas changé dans l'ensemble et certains chefs isolés qui sont animés de bonne volonté n'ont pas réussi à s'imposer. L'ancienne Tchéco-Slovaquie avait ses problèmes dont elle est morte, La nouvelle Tchéco-Slovaquie a également ses problèmes et ce qui s'est passé ces jours-ci aiguille ces nouveaux problèmes sur de vieilles voies usées sur lesquelles le train a déraillé naguère. » Cela veut dire que l'on impute à crime à la nouvelle Tchéco-Slovaquie. qui n'a qu'une très faible minorité allemande, de ne pas obéir avec humilité à cette minorité et de nourrir un sentiment patriotique tchèque.

L'acte d'énergie accompli à Bratislava, pourtant avec l'autorisation de Berlin, pour prévenir une dislocation de la nouvelle fédération tchécoslovaque, parut à M. Hitler comme un crime de lèse-majesté et détermina ses résolutions ultimes. Après son entre-

tien avec Mgr Tiso, il prit position en faveur de l'indépendance complète de la Slovaquie et expédia immédiatement son interlocuteur à Bratislava où la Diète slovaque se réunit dans la matinée du 14 et proclama l'indépendance de la Slovaquie. En même temps, les troupes se mettaient en marche pénétrant de tous les côtés en Bohême et en Moravie, tandis que M. de Ribbentrop adressait à Prague une note comminatoire exigeant la reconnaissance de l'indépendance slovaque, la démission du ministre de la Défense nationale et du ministre de l'Intérieur, des garanties nouvelles pour la minorité allemande. Pourquoi le Président de la République, M. Hacha, et M. Chvalkovsky, ministre des Affaires étrangères, eurent-ils l'idée singulière, — alors que le précédent de M. de Schuschnigg aurait dû les mettre en garde, — de partir pour Berlin où ils arrivèrent le 14 mars à vingt-deux heures quarante ? C'est ce qui n'a pas encore été expliqué. Un journal anglais a donné des événements de cette nuit un récit tragique. Les deux Tchèques furent placés en face d'une décision prise et de textes préparés qu'après une véritable torture morale ils finirent par signer et qui mettaient fin à l'existence de leur pays. A Prague, le Conseil des ministres s'inclina sans objections.

« Les deux parties, dit cette convention signée le 15 à quatre heures du matin, ont exprimé d'un commun accord leur conviction que le but de tous les efforts doit être d'assurer la tranquillité, l'ordre et la paix dans cette partie de l'Europe centrale. Le Président de l'État tchéco-slovaque a déclaré que, pour servir ces fins et pour parvenir à une pacification définitive, il remet le destin du peuple et du pays tchèques en pleine confiance entre les mains du Fuhrer du Reich allemand. Le Fuhrer a accepté cette déclaration et a exprimé sa décision de prendre le peuple tchèque sous la protection du Reich allemand. Il lui assurera un développement autonome, conforme à son caractère propre. » Tel est ce texte historique, le plus hypocrite peut-être et le plus cruel qui ait jamais été rédigé et signé. On n'avait jamais vu jusqu'ici l'agneau se jeter « avec pleine confiance » dans la gueule du loup. En face de la violence et de l'abus de la force, M. Hacha et M. Chvalkovsky pouvaient se réfugier dans une dignité silencieuse, ne rien signer, en appeler aux Puissances signataires des accords de Munich. Le peuple tchèque, qui a de si belles annales, méritait de ne pas disparaître momentanément de l'histoire sans un geste de défense, sans avoir exprimé la protestation éternelle du droit victime de la force. La menace de faire bombarder Prague par huit cents

avions ou n'aurait pas été exécutée ou aurait soulevé dans le monde une indignation qui aurait servi la cause tchèque. En tout cas, les chefs responsables de la nation n'auraient pas fourni à ses pires ennemis l'apparence d'une justification à leur violence préméditée.

Ce qu'il y a peut-être de plus odieux dans les méthodes de brutalité des nazis, c'est le besoin de les justifier sous des apparences de moralité. On assassine Rœhm et ses amis parce qu'ils sont gênants, et l'on déclare que c'est en punition de leurs mauvaises mœurs ; on assassine un peuple bien vivant et sain et Hitler proclame que « de sauvages excès » se sont produits en plusieurs endroits « dont sont victimes de nombreux Allemands ». On fait entrer l'armée en pleine paix sur un territoire étranger sous prétexte « qu'il règne en Bohême et en Moravie une intolérable terreur contre les Allemands » ; les troupes pénètrent à l'aube du jour dans les villes et les villages qu'elles trouvent paisiblement endormis. L'ordre du jour à l'armée, la proclamation au peuple allemand, il faudrait les citer intégralement comme un monument achevé de fourberie et de mensonge. Pourquoi cet étalage de mauvaises raisons ? La force suffit.

C'est un fait que l'invasion était commencée, notamment à Moravska-Ostrava, plusieurs heures avant que le pauvre M. Hacha eût signé la convention illégale que l'on allait invoquer comme un titre ; que, dans la journée du 15 mars, l'armée allemande a occupé Prague et toute la Bohême et la Moravie ; que le lendemain M. Hitler est venu dans Prague consternée jouir de son triomphe et insulter à la douleur de tout un peuple. Le dernier acte est joué. Comme après 1620, il n'y a plus d'indépendance de la Bohême ; la Moravie et la Bohême deviennent un protectorat dépendant du Reich ; on leur promet une administration autonome et le maintien de leur langue et de leurs écoles, mais on s'empresse de mettre le gouvernement entre des mains allemandes, on applique les lois allemandes, on soumet le pays, comme l'Autriche et l'Allemagne elle-même, à la plus abjecte tyrannie policière. On invoque « le droit des peuples » pour quelques centaines de milliers d'Allemands et on le supprime pour sept millions de Slaves : telle est la conception germanique du droit ! La Slovaquie, après deux jours « d'indépendance », est contrainte de demander le « protectorat » du Reich ; Berlin n'a plus besoin maintenant de ses mauvais bergers qui pourront apprécier, comme Slaves et comme catholiques, les bienfaits du régime nazi. Quant à l'Ukraine subcarpathique, l'Allemagne dédaigneusement l'a laissé occuper par la Hongrie. Là non plus il n'est pas question de droit des peuples. Les

troupes hongroises, non sans quelques difficultés, sont allées jusqu'à la crête des Carpathes où elles ont fraternisé avec les troupes polonaises. L'Allemagne, qui occupe la Slovaquie et Bratislava, n'a plus besoin de ce corridor ruthène. Mais elle se réserve de réclamer à la Hongrie le prix d'une telle concession. Une très grande responsabilité européenne pèse en ce moment sur la nation de saint Étienne qui a toujours été si fièrement attachée à son indépendance.

Pourquoi le Fuhrer-Chancelier s'est-il résolu à un acte de brigandage international qui ne pouvait manquer de soulever l'indignation universelle ? Il en connaissait les inconvénients : on ne manquerait pas de lui rappeler ses engagements de Munich en ce qui concerne l'indépendance de la Tchéco-Slovaquie et l'obligation d'une consultation avec les trois autres signataires en cas de difficulté ; ce qui pouvait subsister de confiance en la parole de l'Allemagne et de son chef allait s'énanouir ; il deviendrait difficile de jouer encore la comédie du droit des peuples après l'avoir ouvertement foulé aux pieds. Sans doute la griserie de tant de succès facilement obtenus a pu monter au cerveau de M. Hitler. L'idée millénaire du grand Reich hante son esprit. Les Allemands sont arrivés à se persuader que ce sont les Slaves qui sont venus s'enfoncer comme un coin parmi des populations germaniques, alors que, au temps de Charlemagne, toute l'Allemagne de l'est était slave jusqu'à l'Elbe et même jusqu aux bouches du Weser ; ce sont les Allemands qui peu à peu ont détruit ou dénationalisé les Slaves. La résurrection de la langue et de la nationalité tchèques au XIXe siècle, son affranchissement après la Grande Guerre furent, pour le germanisme, des échecs aussi sensibles que la reconstitution d'une Pologne indépendante. L'opération du 15 mars est une première revanche. C'est un vieux conflit historique qui se poursuit en Europe centrale, mais la Tchéco-Slovaquie de Munich n'était plus guère redoutable. Il y a donc d'autres raisons.

On en aperçoit deux également capitales, l'une d'ordre militaire, l'autre d'ordre économique. Le maréchal Gœring a prononcé le mot révélateur : « Il ne fallait pas que même une seule division allemande fût immobilisée en cas de guerre pour surveiller la Tchéco-Slovaquie. » A défaut des fortifications livrées aux Allemands à Munich, il restait des soldats instruits et braves, un excellent matériel, 1 500 avions, des usines de guerre puissantes. C'est tout cela qu'il fallait anéantir. L'opération du 15 mars est avant tout stratégique. Et la manière précipitée dont elle a été réalisée pourrait laisser croire que la guerre est résolue. Pourquoi la guerre ? C'est ici qu'intervient le facteur

économique, ce besoin « d'espace vital » qui est l'illusion suprême du système autarcique. La *Bodenpolitik* est une forme de guerre et d'asservissement. L'élargissement des bases territoriales de l'économie allemande, c'est la conquête par la force militaire ou par l'intimidation. « Il faut que l'Allemagne exporte ou meure », avait dit le 30 janvier M. Hitler. Mais sa politique de menaces et d'armements entretient parmi les nations un tel malaise que les échanges commerciaux se réduisent au strict minimum. Il faut donc conquérir des marchés fournisseurs de matières premières et acheteurs de produits industriels.

Lord Lothian, dans un intéressant article de *l'Observer*, écrit : « Il n'y a pas de paix possible, tant que toute nation qui a la force de le faire, cherche à hausser son niveau d'existence par des conquêtes territoriales ou en imposant des accords de troc qui sont un asservissement. Le seul remède réel est d'ouvrir les marchés et les ressources du monde entier à quiconque est disposé à faire des affaires sur un pied d'égalité. » Mais l'Allemagne entend que les affaires soient en même temps un moyen de conquête pangermanique. L'assassinat du peuple tchèque ne donne à l'Allemagne aucun avantage économique ; elle annexe un pays surpeuplé où l'économie industrielle l'emporte sur l'économie agricole, qui est importateur de céréales et qui n'a pas de pétrole. Elle est donc plus que jamais pressée d'adjoindre à son domaine économique les riches plaines des bassins moyen et inférieur du Danube, en attendant les terres noires de l'Ukraine. Tels sont visiblement ses plans actuels. Ils ne peuvent pas se réaliser pacifiquement, à moins que les gouvernements des pays intéressés ne s'abandonnent à sa merci. Même des « accords de troc » ne peuvent pas valoir pour longtemps, parce que les pays agricoles sont vite saturés de machines et de ferraille et parce que, sous l'opération économique, réapparaît bien vite l'ambition impériale d'un nouveau Barberousse. Si d'ailleurs le Reich attache tant d'importance au pétrole roumain, c'est d'abord pour les besoins de son armée de terre, de mer et de l'air : ainsi l'idée de conquête et de domination, inhérente au génie germanique, produit empoisonné de sa philosophie, est inséparable de l'idée économique. Et quand les peuples menacés dans leur liberté et dans leurs biens les plus chers se mettent en défense, la presse se plaint que l'on veut faire mourir de faim les femmes et les enfants allemands. Menaçant sur toutes ses frontières, le Reich hitlérien, comme jadis celui de Bismarck et de Guillaume II, dès qu'il

éprouve quelque résistance, crie que l'on cherche à l'encercler!

En face du dilemme : beurre ou canons, les nations totalitaires ont opté pour les canons; elles ont sacrifié leurs activités productrices de revenus à des armements improductifs de richesses. Leur pouvoir d'achat s'affaiblit progressivement et rend leur ravitaillement de plus en plus précaire. Elles ne résoudront pas le problème par des conquêtes continentales ou coloniales. Le pillage de la réserve d'or tchéco-slovaque et des richesses du pays peut donner un court répit au Reich, mais la difficulté reste entière. « Leur surproduction militaire n'est possible qu'au prix d'une sous-production économique qui va les contraindre à une alternative tragique : ou bien s'asphyxier lentement sous le poids des productions inutiles en temps de paix, ou bien céder à la tentation d'utiliser leurs formidables moyens de destruction pour se faire donner ce qu'ils ne peuvent payer (1). » De toute façon, après les massacres ou avant, il faudra revenir à une politique d'échanges commerciaux, de collaboration économique qui aura pour corollaire un abaissement du potentiel militaire. Mais si on n'y revient qu' « après », il faudra compter avec la colère des peuples. Le discours modéré de ton et de forme qu'a prononcé S. M. le roi d'Italie, le 23 mars à l'inauguration de la Chambre des faisceaux et corporations, annonce de nouveaux armements et de nouveaux efforts pour réaliser l'autarcie. Ce n'est pas le chemin qui conduit à la paix et à la prospérité.

Que le IIIe Reich soit en route vers la création d'un grand empire politique et économique qui rappellerait par certains traits l'empire romain et par d'autres celui des Hohenstaufen, c'est ce dont ni le ton de la presse ni les allusions du Fuhrer ne permet de douter. La *Gazette de Francfort* du 16 mars écrit : « La nation tchèque n'a pas su trouver la voie qui aurait conduit à une paisible évolution en Europe centrale. Le Reich assume désormais la tâche qui avait échappé aux mains sans force des Tchèques... Le Reich fera parvenir les Tchèques à cet ordre supérieur qui est au-dessus des nations et qui, pendant plus d'un millénaire, a constitué son grand devoir et sa haute réalisation... Ces événements d'aujourd'hui rejoignent les origines de la vie politique des deux peuples. L'histoire retrouve son sens national : le Reich renaît dans sa force et sa puissance, mais aussi dans le sentiment de ses devoirs pour les êtres qui l'habitent. » La proclamation d'un nouveau Saint-Empire,

(1) André Amar, *Mise au point du problème des matières premières*, dans *le Capital* du 20 mars.

serait-ce la surprise de demain ? Il n'est pas certain que l'annonce en serait accueillie avec enthousiasme par le peuple italien qui n'a oublié ni les descentes germaniques vers l'Adriatique, ni les massacres que Frédéric Barberousse et Frédéric II commirent dans la péninsule. Jamais le peuple italien n'a été et ne sera gibelin.

Avant de passer à des opérations plus importantes, et comme pour s'entretenir la main, le Reich vient d'absorber Memel (Klaipeda). Nous avons exposé la question dans la chronique du 1er janvier et montré que le rattachement à l'Allemagne était depuis longtemps virtuellement inévitable. Nous n'y reviendrons que pour quelques remarques intéressantes. M. Hitler avait promis à M. Neville Chamberlain après Munich de ne pas changer le statut territorial du territoire de Memel. Le statut de Memel avait été réglé par la convention de 1924, signée par la France, l'Angleterre, l'Italie et le Japon ; il ne peut donc en droit être modifié qu'avec l'assentiment de ces quatre Puissances. C'est là un scrupule qui n'embarrasse guère la diplomatie hitlérienne pour qui traités, engagements, paroles données n'ont de valeur qu'autant qu'il est de l'intérêt du Reich de lui en attribuer. A Kaunas, comme à Prague, on a fait venir à Berlin le ministre des Affaires étrangères, M. Urbsys, pour le mettre en présence d'un diktat ; et l'on s'étonne, là aussi, que le ministre ait cru devoir obtempérer sous une menace de bombardement. Ici encore, l'Allemagne se gardera bien de procéder à un plébiscite dans des conditions de sécurité et de sincérité complètes. C'est elle qui interprète souverainement la volonté des peuples comme elle définit le droit. L'Allemagne a soin de ménager les apparences, de garantir à la Lithuanie ses frontières actuelles et de lui laisser l'accès commercial au port de Memel ; il importe d'empêcher qu'elle n'ait l'idée si naturelle et si simple d'un rapprochement définitif et d'une alliance défensive avec la Pologne. Le retentissement de ce nouveau coup n'en a pas moins été considérable parmi les États baltiques, en Suède, et surtout en Pologne où l'on sent s'approcher l'heure des grands devoirs et des suprêmes décisions.

LES RÉACTIONS EUROPÉENNES. — LE PRÉSIDENT LEBRUN A LONDRES

L'Allemagne ne se flattait sans doute pas que l'invasion de la Tchéco-Slovaquie en pleine paix et la destruction d'un État libre passerait sans protestations ; elle ne s'attendait cependant pas à l'émotion indignée, profonde et durable qu'a soulevée son acte

de violence. La presse se donne beaucoup de mal pour l'expliquer et en atténuer l'effet. Un journal, la *Deutsche allgemeine Zeitung*, a même découvert un précédent : l'Angleterre n'a-t-elle pas toujours exercé « un protectorat sur la Belgique et la Hollande » ? L'opinion britannique, particulièrement sensible aux manquements à la parole donnée et aux engagements écrits, est d'autant plus exaspérée qu'elle avait cru à « l'esprit de Munich » et au désir d'une collaboration pacifique entre l'Allemagne et l'Angleterre. C'est l'Allemagne elle-même qui brise toutes ces illusions. M. Chamberlain ne renonce pas à sa politique de paix ; mais comment pourrait-on désormais négocier avec un gouvernement dont la signature ni la parole n'ont aucune valeur et dont la doctrine politique change au gré de ses intérêts du moment ? A quoi bon obtenir de nouvelles assurances, de nouveaux engagements ? Tel est le sens du discours de M. Chamberlain à Birmingham (17 mars) et celui de lord Halifax à la Chambre des lords (20 mars).

L'accord des Puissances occidentales est complet. L'une comme l'autre notifient au Reich qu'elles ne reconnaissent pas le fait accompli, qu'elles considèrent comme illégal et entaché de violence ; les ambassadeurs à Berlin sont appelés à Londres et à Paris pour « consultation prolongée ». L'U. R. S. S. signifie la même résolution. Les États-Unis, par une note fortement motivée, prennent une position analogue. L'indignation de la presse américaine s'exprime en termes véhéments. Les déclarations vigoureuses du sous-secrétaire d'État Summer Welles ont condamné l'agression allemande contre la Tchéco-Slovaquie. Le président Roosevelt présente au Sénat un projet pour la revision urgente du *Neutrality Act* ; il frappe d'une surtaxe de 25 pour 100, applicable à partir du 23 avril, certains produits exportés d'Allemagne aux États-Unis. Le sénateur Kay-Pittman, président de la commission des Affaires étrangères, a déposé le 20 un projet de loi permettant la vente de matériel de guerre et de produits utilisables pour les armements aux belligérants qui viendraient les chercher dans les ports américains en les payant comptant. En France, M. Daladier a obtenu, de la Chambre à une forte majorité et du Sénat à la presque unanimité, les pleins pouvoirs jusqu'en novembre pour prendre toutes mesures nécessaires au renforcement de la défense nationale et au rendement des industries nécessaires à la guerre. La nation française, en plein accord avec la Grande-Bretagne, multiplie les efforts pour prévenir la guerre, mais elle regarde en face le péril et sera à la hauteur de ses devoirs.

Dans un pareil moment, le voyage du Président de la République et de M[me] Albert Lebrun à Londres (21-23 mars) devait naturellement prendre une signification plus précise et de plus haute valeur. L'accueil délicat et splendide que Leurs Majestés le roi et la reine de Grande-Bretagne ont réservé à leurs hôtes, l'enthousiasme indescriptible de la foule londonienne, le ton chaleureusement amical et fermement pacifique des discours échangés, tout était de nature à montrer à l'Europe et au monde, aux amis et aux autres, qu'il existe en Occident une force consciente d'elle-même, résolue à ne pas se laisser brimer et prête à venir en aide aux peuples qui seraient menacés dans leur indépendance ou dans leur intégrité.

Un orage nouveau est-il sur le point d'éclater sur l'Europe orientale ? L'Allemagne, bien entendu, affirme qu'il n'en est rien. Mais comment l'en croirait-on ? D'ailleurs ses négociations économiques tendent à devenir des conquêtes déguisées ? La Roumanie qui possède précisément ce qui manque le plus à l'Allemagne, le blé et le pétrole, a pris des mesures de défense. Elle s'appuie d'une part sur la Pologne, avec qui elle a une alliance défensive, de l'autre sur l'entente balkanique. Une Roumanie germanisée, ce serait l'Allemagne sur la mer Noire, c'est-à-dire une menace directe pour la Russie et la Turquie. L'U. R. S. S. est la grande inconnue de l'avenir ; mais, pour le moment, il n'est pas certain que sa force potentielle soit utilisable hors de chez elle. Son Komintern menace ceux que son armée pourrait rassurer. Ce qu'il faut lui demander, c'est non pas un concours militaire, mais que ses marchés de matières premières et ses usines de guerre soient prêts à fournir à ceux qui seraient menacés d'une agression ce qui pourrait leur manquer.

L'injustice nouvelle que l'Allemagne vient froidement d'accomplir a coalisé contre elle tous ces impondérables dont parlait Bismarck et dont il redoutait la puissance ; c'est l'insurrection des forces morales contre la violence et l'iniquité. Il faut croire malgré tout que les nobles espérances que le couronnement de Pie XII a éveillées dans le cœur des hommes de bonne volonté ne s'évanouiront pas comme de vains fantômes dans le tourbillon des violences déchaînées et des passions furieuses.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.



D

tinct
Avar
coup
bien-
qu'e
chos
l'exc
fraîc
du e
moir
une
faut
reco
pous
jard
sa m
d'un
du r
de p

(1

TENTATION

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

DANS cette famille accueillante et simple qui s'assimilait vite les éléments étrangers, — Reine et Philippe semblaient en faire partie, — une personne demeurait distincte des siens, différente : Geneviève Ambrèze. Qu'était-elle ? Avant tout, maîtresse de maison. Sans se mêler jamais beaucoup à la vie de son mari, de ses enfants, elle veillait sur leur bien-être avec un zèle incessant, souvent importun. La manie qu'elle avait de faire remettre à neuf immédiatement toutes choses abîmées exaspérait ses fils quand, à l'heure fixée pour l'excursion ou le jeu, ils ne pouvaient disposer des bateaux fraîchement repeints, du matériel de camping en réparation, du court de tennis dont le jardinier retournait la terre. Non moins furieux était Ambrèze de se voir enlever tout à coup une table fort commode, mais tachée d'encre, un vieux fauteuil effondré où il se trouvait bien. Cependant il fallait reconnaître à cette femme, qui ne souffrait ni un grain de poussière dans sa demeure, ni une mauvaise herbe dans son jardin, un sens inné de l'harmonie. Pas un objet qui sous sa main ne trouvât sa place indiquée, pas une couleur : celle d'un bouquet, d'un coussin, d'une tenture, qui ne fût la joie du regard. Dans le cadre qu'elle créait, ordre et beauté allaient de pair. Il y faisait bon vivre.

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

Ses activités étaient multiples, uniquement extérieures. Toute la matinée, elle circulait à travers la maison, le parc, surveillait les domestiques, donnait des ordres. Dans la journée, lorsqu'elle ne présidait pas à quelque grand nettoyage, elle se rendait en auto à la ville voisine pour y faire des courses, des visites. Elle emmenait souvent sa fille aînée, Simone, la seule qui lui ressemblât, qui eût le goût du monde, des magasins. Elle abandonnait Rose et Nane à Suzanne, respectait l'indépendance des garçons. Périodiquement, elle donnait de grands goûters aux châtelains du voisinage, obligeait son mari et ses enfants à subir ces corvées par un argument péremptoire : nous ne pouvons faire autrement. Dans ses rares instants de loisir, quand elle descendait au jardin vers le soir, elle était toujours chaussée de souliers à hauts talons, de robes somptueuses, aussi peu rustiques que possible. Elle faisait à petits pas des promenades majestueuses, s'abritant d'une ombrelle contre le plus faible soleil, ou bien s'asseyait devant la maison et brodait avec grâce. Après chaque repas, toute la famille se groupait autour d'elle. Sa présence semblait imposer à tous une certaine contrainte. Cependant, il était visible que ses fils admiraient son élégance, que ses filles attachaient du prix à ses rares caresses. Marc Ambrèze lui témoignait une déférence affectueuse, écoutait avec patience ses propos un peu vides. Intelligence médiocre, cœur sans chaleur, elle était cependant, régnant sur un foyer nombreux et une grande fortune, égale à sa tâche.

Ennemie née de toute exagération, pieuse avec discrétion, charitable par bienséance, patronnant des œuvres multiples, elle s'étonnait toujours du zèle de son mari pour les âmes et ne l'approuvait pas. Quand, ayant reçu une lettre désespérée de Philippe Herbault, Marc Ambrèze proposa de l'inviter à Bergulia pour tout l'été, elle fit des réserves prudentes :

— Un garçon que vous avez vu deux fois, que je ne connais pas, l'introduire dans notre intimité, sans rien savoir de son caractère, ni.... de son éducation !

Tout autre fut son attitude, quand Marc Ambrèze annonça l'arrivée de son ami Malestout que la rupture d'une vieille liaison laissait, pour la première fois depuis bien des années, libre en ses vacances. Député très en vue, deux fois

ministre, récemment pressenti pour la présidence du Conseil, Louis Malestout, promis aux plus hautes destinées politiques, représentait pour cette mondaine l'hôte de marque qu'elle attendit avec fièvre et souhaita retenir le plus longtemps possible.

Il arriva un matin, à l'heure du déjeuner. C'était un bel homme, important par la stature, le poids, l'allure, qui, d'emblée, occupait partout place prépondérante, sans pourtant paraître y prétendre, tant son autorité se nuançait de charme. Dans son visage empâté, blafard, les yeux larges, frangés de cils très longs, avaient une douceur appuyée, caressante. Les lèvres humides, rouges, s'ouvraient sur des dents bien rangées qui mordaient, déchiquetaient les mots avec une sorte d'appétit joyeux.

Il sut mettre tout de suite à l'aise ceux qui l'entouraient, se rappela à propos un livre d'Yves Forestier, dont il fit l'éloge à Reine en termes délicats. Avec Philippe, il trouva aussi un terrain d'entente, tous deux étaient bibliophiles. Il appréciait les goûts sportifs des garçons, parlait en connaisseur des plus grands champions de tennis, taquinait gentiment les fillettes. Envers Geneviève Ambrèze, il se montrait déférent, fraternel, complimenteur. Il lui rendit à propos de discrets hommages pour l'agréable aspect de la table fleurie, la perfection du service, la composition soignée d'un menu où elle s'était plu à flatter tous ses goûts.

Radical-socialiste de plus en plus avancé, à mesure que s'accentuait l'orientation du pays vers la gauche, matérialiste, athée, nullement doctrinaire d'ailleurs, nullement certain de la vérité d'aucune théorie, voilant d'ironie légère toute question grave, Malestout avait réalisé ce miracle de rester toute sa vie l'ami du royaliste, du catholique intransigeant qu'était Ambrèze, sans le heurter jamais, ni davantage se laisser circonvenir par lui. Critique d'art à ses heures, fin lettré, il ne prenait qu'une chose au sérieux : la beauté. Condisciple d'Ambrèze au collège, il fut l'un des premiers à deviner son talent naissant, le vit grandir, monter, déborder tous les cadres avec un sentiment d'envie, mais de respect. Jamais il ne prit position contre les idées du poète chrétien. Il toléra son fanatisme religieux comme une faiblesse dont il souriait dans la vie courante, mais admettait, en tant que matière lyrique,

L'œuvre qui partout lui montrait Dieu le subjugua par l'éclat de ses images, sa profusion verbale. Il ne cessa de l'admirer, de la servir. Chaque projet nouveau d'Ambrèze était pour lui un événement.

— Alors, c'est décidé. Tu nous donnes un *Napoléon* ? demanda-t-il, dès qu'on eut servi le café, derrière la maison, sur la terrasse qui surplombait le jardin en contre-bas.

— Très avancé déjà, dit Ambrèze. J'ai tout le temps d'y travailler, ici.

— Un *Napoléon* ! fit Geneviève avec une moue, quelle idée ! le sujet est si rebattu...

Ambrèze se contenta de sourire discrètement, les yeux éclairés de gaieté malicieuse. Malestout, au contraire, parut trouver la remarque digne d'attention et s'empressa d'y répondre.

— Tous les sujets sont rebattus, chère amie, vous le savez bien ; Oreste, Œdipe, Amphitryon, — elle hocha la tête d'un air entendu, — le privilège du vrai poète est de pouvoir les renouveler et je suis sûr que Marc... A propos, on pourrait te faire jouer à la Comédie-Française : le ministre de l'Éducation nationale est mon ami.

— Impossible, mon bon. Un drame purement lyrique, pas du tout fait pour la scène, et puis j'ai osé quelque chose qui m'aliénera bien des suffrages...

Il fut interrompu par la femme de chambre annonçant un fermier du voisinage. D'un trait, il acheva sa tasse de café, se leva :

— Un moment, dit-il, je t'expliquerai ; ou plutôt demande à Mme Forestier, elle est au courant.

Il s'éloigna, et Malestout, se tournant vers Reine avec une curiosité marquée, questionna :

— Alors, madame ?

Son regard caressant glissa sur elle, détaillant les moindres beautés de son visage et de son corps. Elle fut gênée de se voir ainsi mise en cause, seule à savoir sur l'œuvre en formation d'Ambrèze ce que tous ignoraient encore.

— Dans ce drame, expliqua-t-elle brièvement, il n'y aura pas de personnages féminins.

— Comment ! s'exclama Geneviève, stupéfaite, pas d'amour, alors ! Ce sera d'un ennui !...

— Je ne pense pas, protesta Malestout, sur un ton de déférence sincère. Marc est le génie mâle par excellence. La corde héroïque et lyrique lui suffit bien, il n'a pas besoin de ces violons mièvres... N'est-ce pas, madame ? ajouta-t-il en jetant à Reine un regard oblique, ambigu, qui la fit rougir.

Elle se sentit offensée sans savoir pourquoi.

— Un beau livre, dit un soir Malestout après avoir examiné la correspondance d'Ambrèze avec Rachel Medelmane, bien imprimé, édifiant, pathétique. Dommage que la conclusion s'écarte peut-être un peu de celle que tu lui as donnée et qu'un post-scriptum inattendu...

Le regard étonné d'Ambrèze le fit sourire. Il demanda :

— Elle t'écrit ?

— Non, dit Ambrèze que ce silence après tant d'importunités réjouissait. A quoi bon ? Mon rôle est fini, elle est bien dans sa voie.

— On dit, reprit Malestout, rongeant d'ironie les illusions de son ami, on dit qu'elle aurait rencontré récemment un fort beau garçon, grand tombeur de femmes, et entrepris de le convertir, de l'emmener à Lourdes, afin que devant le miracle... On dit que, partis pour ce saint lieu, ils l'auraient brûlé par mégarde, et qu'à Pau, Arcachon, Biarritz, ils se seraient découvert des affinités rien moins que spirituelles. Bref, que l'affaire de leur salut serait remise à des temps ultérieurs...

— Ces calomnies, dit Ambrèze, serein, on n'en voit jamais la fin.

Il lui fallut se rendre à l'évidence, quand parut dans une grande revue mensuelle un long poème intitulé : *Au-dessus des ombres*, où, retrouvant sa première inspiration charnelle, un moment interrompue par de pieuses effusions, la femme de lettres, mêlant la religion comme un piment à la volupté amoureuse, proclamait une croyance dégagée de toute morale étroite, affirmait que Dieu ne descendait dans ses créatures qu'au moyen de leur baiser, que c'était là la véritable eucharistie.

Une sombre journée pluvieuse retentit des éclats de la fureur d'Ambrèze. Tous les enfants, sauf Nane, étaient partis en promenade, malgré l'averse, sitôt après le déjeuner. Les

autres habitants de Bergulia s'attardaient au salon, le café pris. En feuilletant les publications de toute sorte, arrivées récemment, le maître se brûla soudain au feu impur qu'il avait allumé. Devant Suzanne désolée, devant Reine et Philippe consternés, mais non surpris, devant Malestout railleur et Geneviève Ambrèze contrariée, il lut, relut, commenta sans fin l'inconcevable poème, rugissant de douleur devant son dieu déshonoré.

— Venir à moi, s'écriait-il, m'écouter comme elle m'écoutait, se déclarer tellement touchée, puis convaincue, m'écrire ces lettres... vous les avez lues ?... si ferventes ! Tout cela pour aboutir à cette ordure...

— N'aviez-vous pas remarqué, mon cher maître, insinua Philippe, la duplicité de cette âme ?...

Il parut stupéfait. Toute son expérience d'homme et d'écrivain n'avait pas altéré en lui une candeur foncière à laquelle les détours de certaines natures devaient rester impénétrables.

— Ces belles pécheresses ! expliqua Malestout, ces Madeleines, il faudrait se méfier, quand, abandonnées, endeuillées, vacantes, elles se déclarent altérées d'infini. Rachel te demandait sans doute tout autre chose que la lumière : de la dorloter spirituellement, en attendant mieux... tu comprends bien...

— Non, coupa Marc Ambrèze, je n'ai été pour elle qu'un frère, un ami parfois dur, elle ne pouvait s'y méprendre...

— Justement, cela ne lui a pas suffi. De tels échanges n'ont de charmes que passagèrement. On les dédaigne sitôt que se présentent des réalités plus substantielles.

Quelle qu'en fût la cause, le revirement éclatant de Rachel Medelmane était un coup cruel pour l'apôtre, fâcheux pour l'écrivain qui, publiquement, avait proclamé cette conversion, garanti sa sincérité. Et Geneviève Ambrèze s'inquiéta tout de suite des réactions possibles de l'opinion.

— Marc, vous manquez de prudence, dit-elle sur un ton de remontrance. Que va-t-on dire ? Est-ce une raison parce que vous avez la foi pour vouloir l'imposer à tous, intervenir dans le destin des gens, compromettre votre nom, risquer votre réputation en des aventures qui vous exposent à la risée ? Enfin, voyons...

Elle en appelait à Malestout. Chrétienne tiède à qui le

prosélytisme apparaissait comme un manque de tact, elle se trouvait souvent en plein accord avec l'incrédule aimable et conciliant, l'absence de conviction fraternisant tout naturellement avec ces croyances soigneusement anesthésiées dont on se garde de jamais faire état.

— Ma chère amie, protesta Ambrèze vivement, rien ne se fait sans risque. Quand quelqu'un se noie, on ne se demande pas s'il est prudent de se jeter à l'eau.

— Mais elle ne se noyait pas du tout, mon bon, observa Malestout. Ces sortes de femmes sont comme des enfants qui, lorsqu'ils s'ennuient, crient au secours, par malice, pour émouvoir les autres. Mieux vaut ne pas leur répondre.

Marc Ambrèze qui marchait lentement dans la pièce, penché en avant, les mains derrière le dos, les yeux fixés sur le tapis, s'arrêta net.

— Quand bien même, riposta-t-il sévèrement, cet appel de détresse serait jeu et duperie quatre-vingt-dix-neuf fois...

Il n'acheva pas. A quoi bon s'expliquer sans espoir de convaincre ? Qui pouvait comprendre ce responsable, cet homme sauveur fait pour enseigner, éclairer, guider, tourner vers Dieu les faces misérables, brûlées par la contemplation du mal et de l'erreur ? Il était seul en ce moment contre l'ami négateur, contre l'épouse avare et timorée qui entendait vivre chez elle toutes portes closes, sans permettre à personne de se chauffer à son maigre feu, contre Philippe et Reine, admirateurs fervents, mais réservés, n'ayant pour lui que Suzanne qui, du regard, semblait lui demander pardon pour la faute d'autrui, l'égarement de tous.

II

Septembre parut s'éterniser, tant les jours frais et purs, lumineux et voilés, passèrent avec une discrète grâce.

Louis Malestout quitta ses amis à la fin d'août. Geneviève Ambrèze partit peu après. Elle faisait tous les ans à cette époque une cure à Vichy. Philippe s'attardait, retenu par un double charme. Entre lui et Suzanne, Reine et Ambrèze, l'intimité se resserrait. Au cours des journées heureuses, de longs loisirs permettaient ces échanges spirituels qui sont les grandes fêtes de l'âme. Autour d'eux, les enfants leur appor-

taient un élément de détente. Les belles heures graves étaient suivies d'heures gaies et douces.

Quand Ambrèze revint à Paris, une grande risée s'élevait dans les journaux, au sujet de sa correspondance avec Rachel Medelmane. L'occasion était belle de bafouer le convertisseur auquel sa convertie donnait si vite un tel démenti. La presse incrédule s'en donnait à cœur joie, la presse catholique n'osait soutenir le poète chrétien fourvoyé en si fâcheuse aventure. Ambrèze, lorsqu'il remettait à Reine les articles, pour qu'elle les classât, ne lui permettait aucun commentaire. A Bergulia il eût compris que, sans partager ses sentiments religieux, elle pût souffrir de les voir blessés. Mais probablement, en l'associant à son œuvre, en lui donnant l'illusion d'une sympathie véritable, n'avait-il cherché qu'à l'amener plus sûrement jusqu'à ces parvis de la foi, où il eût voulu grouper tant de fidèles. Découragé par un échec retentissant d'intervenir auprès des âmes, il se désintéressait de la sienne et en même temps de sa vie. Avec le zèle charitable tombait l'apparente amitié dont elle avait été, bien que sur ses gardes, la dupe enivrée. Il semblait même lui garder rancune d'une tentative avortée, chercher à la fuir. Il ne l'appelait plus que rarement dans son bureau, lui laissait faire à sa guise, après de brèves indications, le courrier. Au lieu de dicter ses articles, il lui donnait à copier des brouillons raturés, souvent inextricables, s'irritait si elle demandait des précisions : « Je pense que vous êtes capable de déchiffrer mon écriture, de saisir ma pensée. » Il ne la voyait pas retomber à son néant, à sa lassitude de vivre ; aveugle pour elle, parce qu'il n'aimait pas.

Non moins aveugle elle-même, qui aimait. Elle ne considérait qu'un des aspects d'Ambrèze, ce qui en lui la concernait seule. Elle le découvrit un jour comme retranché de tout dans un monde où nul autre plus qu'elle n'avait accès. Enfermé depuis des heures dans son bureau, il était assis immobile, la main sur le front, devant une table qui ne portait pas trace de travail. Autour de lui, des piles de livres, de dossiers bien en ordre, le stylo fermé, les crayons bien alignés dans l'écritoire, le papier blanc. Il ne la regarda pas lorsqu'elle entra. Elle dut répéter plusieurs fois la même

phrase : « Philippe Herbault au téléphone demandait un rendez-vous. » Philippe ! Il parut éprouver quelque peine à identifier celui qui portait ce nom. Quand il y parvint, ce fut pour écarter l'importun en quelques mots : « Ni aujourd'hui, ni demain ; plus tard, quand il serait moins occupé. »

Elle se retira, transmit la réponse. Et tout de suite après, son amour en éveil se mit à fouiller dans un passé de quelques mois, y releva partout des indices inquiétants.

Rien dans l'attitude d'Ambrèze, depuis quelque temps, qui fût vraiment normal. Une activité plus apparente que réelle, un souci constant d'écarter les visiteurs, les solliciteurs, les amis, les pénitentes. Des sorties, fréquentes, très longues. Chez lui un retrait farouche, une volonté accusée de solitude, des consignes sévères élevées autour d'un travail illusoire, limité à quelques articles qui portaient évidemment sa griffe souveraine, mais présentaient aussi parfois un tel caractère d'ébauche, d'inachevé.

Que se passait-il ? Qui l'avait frappé ? Qu'est-ce qui s'était effondré dans sa vie ? Elle se rappela que, quelques jours auparavant, comme elle s'informait de Mme Ambrèze, il avait répondu : « Ma femme est à Versailles, près de sa mère, malade. » Elle imagina l'aggravation de cette maladie, la mort. Mais ces choses-là se savent tout de suite. Et puis, que lui importait cette belle-mère impotente, âgée, qu'il ne voyait jamais ? Les railleries des journaux à propos de Rachel Medelmane s'espaçaient déjà. Lutteur, polémiste, il était trop habitué aux attaques pour s'en affecter à ce point. Alors ?... Une crise religieuse, peut-être. Là, elle se trouvait devant l'inconnu.

Philippe Herbault vint un après-midi. Ambrèze étant sorti, il voulut voir Reine et Suzanne, s'étonna que le maître fût devenu inabordable :

— Dois-je croire ce qu'on raconte, demanda-t-il, que Mme Ambrèze l'aurait quitté ? Qu'entre elle et Malestout... ?

La question s'adressait à Suzanne qui, mêlée étroitement à la vie du ménage, était bien placée pour connaître la vérité. Elle l'ignorait pourtant, pouvait seulement affirmer que Geneviève Ambrèze se trouvait bien chez sa mère, l'y ayant accompagnée. Le départ s'était effectué dans une telle atmosphère de drame que l'hypothèse indiquée par Philippe expliquait bien des choses.

— Ce serait donc cela ! murmura-t-elle.

Rien de plus inattendu. Un passé déjà long est une garantie d'avenir. Un bonheur, même relatif, du moment qu'il a pour fondement la durée, donne une impression de solidité rassurante. Dans ce ménage constitué depuis vingt ans il y avait, à défaut d'intimité profonde, harmonie, entente, fusion des habitudes, des caractères.

Et tout à coup une rupture d'équilibre se produisait. L'une des cariatides fléchissait. La maison bien construite menaçait ruine.

L'événement ne surprenait personne plus qu'Ambrèze. Il s'était marié à vingt-six ans, plus par raison que par amour, pour se garder des passions. Il respectait en Geneviève l'épouse, la mère irréprochable. Sa nullité intellectuelle ne le gênait pas, le délivrait même agréablement des soucis qu'eût pu lui causer une nature plus complexe. Jamais elle ne lui avait donné sujet de jalousie ou d'inquiétude. Il la savait froide de chair, exempte aussi de ces mélancolies, de ces aspirations vagues qui perdent tant de femmes. Sa lourde maison, ses enfants, sa tâche mondaine la surchargeaient d'occupations qui ne laissaient pas place au rêve. Si ses sentiments religieux étaient, comme tout en elle, sans chaleur, ne la portaient pas à l'usage fréquent des sacrements, du moins se montrait-elle exactement fidèle aux pratiques essentielles de la piété et jugeait-elle toutes choses à la lueur d'une morale strictement orthodoxe.

Comment s'imaginer que la tentation pût s'insinuer dans cette vie comblée, mordre cette chair sans exigence, cette âme satisfaite ? Ce que Geneviève appréciait par-dessus tout, Ambrèze le lui avait donné : une situation sociale considérable, un grand nom, de l'argent en abondance. Il ne crut jamais nécessaire de l'étudier, de la conseiller, de la défendre. Il ne prévit jamais qu'elle prononcerait un jour ces paroles étonnantes :

— Marc, je crois qu'entre nous un divorce s'impose. Je désire que vous me rendiez ma liberté.

Et cela sans éclats, confusion, ni pleurs, sur le ton qu'elle eût pris pour lui transmettre une invitation à dîner ou lui proposer un achat domestique. Ces choses-là n'étant point frivoles à ses yeux, elle les traitait avec gravité et précision.

Ainsi fit-elle d'une question de tout autre importance, qui engageait tout son avenir.

— Telle qu'elle est, ma vie actuelle ne convient pas à mes aspirations. Tout un passé prend fin où je n'ai pas rencontré le bonheur... Je le répète, j'ai besoin d'être libre pour reconstruire mon existence sur de nouvelles bases. Louis Malestout m'a demandé ma main.

Elle paraissait trouver simple, normale cette demande adressée à une femme mariée, mère de famille. Ambrèze eut un sursaut d'indescriptible fureur.

— Malestout ! Il est ton amant ?

Un froncement de sourcils, un geste de pudeur offensée. L'expression la choquait, non la chose.

— Nous nous aimons, avait-elle dit.

Toujours distinguée, courtoise, maîtresse d'elle-même devant l'homme déchaîné. Ceci se passait un soir après dîner dans le bureau d'Ambrèze. Il fallut à ce dernier plusieurs nuits blanches, de longues journées passées hors de chez lui pour venir à bout de ce sang qui en lui criait vengeance, le poussait au pire : chasser cette femme, provoquer Malestout. Insurgé contre la loi chrétienne du pardon, il lui céda pourtant, délibéra à sa lumière. Il se trouvait en présence d'un fait incontestable, l'adultère, mais l'offense est plus ou moins grave selon les circonstances qui l'entourent et la profondeur du consentement. Malestout était allé voir Geneviève à Vichy. Là se situait sa chute. Son amour de fraîche date, de brève durée n'avait pas de racines. Ambrèze se sentit tenu d'excuser des jours d'égarement, une surprise des sens.

— Vous vous reprendrez, Geneviève, avait-il dit. Je tâcherai de vous y aider. Avec le temps, j'oublierai... je pardonnerai...

Cette magnanimité, obtenue à si grand peine, ne parut pas émouvoir la coupable.

— Je ne crois pas que vous ayez rien à me pardonner, nous sommes quittes.

Il s'était à son tour étonné :

— Qu'avez-vous à me reprocher ?

— Une vieille histoire, évidemment. Mais, tout de même, autrefois, vous avez aimé une femme... Andrée Adrize...

Des fautes passées, l'homme se croit volontiers absous.

Cette aventure restée longtemps secrète n'avait d'ailleurs pas troublé leur ménage. Peut-être Geneviève ne se serait-elle jamais aperçu de la révélation qu'était Andrée Adrize si, lui-même, au moment où le livre parut, n'avait jugé préférable de lui avouer une trahison déjà ancienne dont il s'appliqua à diminuer l'importance. Elle admit la chose avec indulgence. Dans sa famille, les traditions de loyauté conjugale n'étaient respectées par les hommes qu'en paroles, les femmes seules accordaient l'austérité des mœurs avec celle des principes. Une lignée d'épouses irréprochables, clémentes, plus par dédain que par amour, aux faiblesses masculines, lui avait appris qu'aucun mari n'étant fidèle, il convenait de tout pardonner, excepté le scandale.

Que, séparé d'elle durant la guerre, Marc l'eût trompé, que, poète, il eût magnifié, exagéré démesurément cette passade, Geneviève n'y voyait pas grand mal. Jamais elle ne parut souffrir ni se souvenir de l'offense. D'où surgissait tout à coup ce grief oublié ?

— Du moins, moi, Geneviève, je n'ai jamais songé à vous quitter.

L'argument aurait dû lui sembler péremptoire, puisque jusqu'alors, à ses yeux, seul comptait l'abandon ; mais elle dit :

— Il existe un adultère spirituel plus grave encore peut-être que l'autre, et celui-là vous vous l'êtes libéralement, longuement permis.

C'était vrai. L'image d'Andrée Adrize, épurée, mais vivante, habitait encore son cœur. Toutes les fois que l'humain reprenait pouvoir sur lui, il pensait à elle. Toutes les fois qu'il devait chanter la beauté, l'amour, elle reparaissait dans ses poèmes. Adultère spirituel, en effet, qu'une femme vraiment éprise, plus jalouse de ses pensées que de ses actes, aurait pu lui reprocher. Mais Geneviève, si froide pour lui, était en outre bien incapable de relever dans son œuvre qu'elle connaissait fort mal les traces fugitives d'une infidélité persistante. Une telle remarque de sa part le surprenait. Soudain, il comprit. C'était Malestout qui l'accusait par la bouche de sa maîtresse. Ce fut lui encore qui parla quand elle exposa d'autres griefs.

— Je n'ai été pour vous qu'une pouliche bonne à mettre bas des enfants. Que vous importait la peine, la fatigue ?

Il objecta :

— Nous avons vécu selon la loi. Je reconnais qu'elle est parfois dure pour la femme, mais vous étiez saine et forte. — Il regarda son corps épanoui, élancé, beau et jeune. — Toutes ces maternités ne vous ont nullement abîmée. D'ailleurs, si votre rôle était de porter les enfants, le mien fut de les nourrir, de travailler pour eux. J'ai dû souvent sacrifier mon œuvre poétique. Il s'agissait avant tout d'assurer, par des besognes plus lucratives, votre vie à tous. Je l'ai fait. J'ai allégé votre tâche. Vous avez eu toujours pour vous aider nurses, gouvernantes, domestiques.

— Il vient un moment où une femme a besoin d'une vie personnelle. Marc, je veux ma liberté et j'attends que vous me la rendiez.

— Je n'en ai pas le pouvoir, s'était-il écrié, sévèrement ; vous savez bien que le lien entre nous est indissoluble. Nous sommes catholiques.

Elle avait haussé les épaules. Deux jours plus tard, elle était partie.

Pour Malestout même qui, cependant, menait l'intrigue, son déroulement demeurait obscur. Il ne comprenait pas absolument son propre jeu. Délivré depuis peu d'une vieille maîtresse, d'ailleurs souvent trahie, il ne souhaitait plus que de brèves aventures, femmes faciles à prendre, faciles à quitter. Nulle préméditation ne l'entraîna à séduire l'épouse austère d'un ami. Mais des fatalités secrètes disposent parfois pour le changement ce qui depuis longtemps est immuable, dérangent l'ordre établi, rapprochent des êtres qui ne se cherchaient pas. Un soir, en voyant Geneviève venir à lui dans le jardin, lente et majestueuse, il avait pensé : elle est vraiment belle. Pour la première fois, il lui fit un compliment qui ne s'adressait pas à sa toilette, mais à sa personne. Le plaisir naïf qu'elle parut y prendre l'amusa. Il était fort curieux des êtres, et la curiosité, passion froide et tenace, mène loin ceux qu'elle domine. Jamais encore il n'avait vécu ainsi dans l'intimité quotidienne du ménage Ambrèze. Marc, absorbé par son drame, le laissait souvent excursionner avec Geneviève. N'ayant rien d'autre à faire, il se mit à l'étudier. Était-elle vraiment heureuse, avec ses six enfants, un mari

voué tout entier à une double tâche, littéraire et apostolique, qui, dans un dessein spirituel, s'occupait de tant de femmes en désarroi, — pour le moment, c'était cette belle secrétaire qui semblait retenir toute son attention. — Poussé par un instinct d'imitation bouffonne, Malestout, parodiant Marc Ambrèze, se plut à jouer auprès de Geneviève le rôle de confident, de consolateur, de directeur d'âme. Avec une adresse infinie, procédant par allusions discrètes, il sonda ce cœur tranquille et l'agita. Il interrogeait à peine, suggérait les réponses, créait peu à peu le désenchantement qu'il prétendait découvrir. Elle s'enténébra de tristesse afin de retenir l'intérêt qu'on lui témoignait pour la première fois.

Elle était, en effet, de ces femmes qui inspirent le respect sans y prétendre et s'en contentent, faute de mieux. Jamais elle n'avait songé à déplorer cette froideur, cette dignité naturelle qui, en elle, décourageait les hommages. Elle s'aperçut seulement combien il est amer de ne compter pour personne dès qu'elle se sentit exister pour quelqu'un. Malestout, en lui offrant son amitié, éveilla chez cette orgueilleuse des prétentions multiples. Elle jeta sur son passé des yeux déçus, n'y vit qu'injustice des autres envers ses perfections, se crut incomprise, méconnue de tous, excepté de cet homme supérieur. Pas un instant elle ne mit en doute sa propre vertu, ne sentit le danger d'une intimité qui paraissait si fraternelle. Ses principes religieux, engourdis par une longue sécurité, n'étaient même plus bons à jouer le rôle de chiens de garde dépistant l'approche d'un ennemi. Sous ses dehors imposants, elle demeurait naïve comme une pensionnaire, ne contrôlait pas ses sentiments. Quand Malestout parla de son prochain départ, elle pleura. Il s'attendrit alors, lui promit d'aller la voir à Vichy.

Ce fut une conquête foudroyante, en partie involontaire. La curiosité poussa Malestout à expérimenter jusqu'où irait son pouvoir. Il s'attendait d'ailleurs à une résistance qui lui permettrait une retraite savante au moment critique. Mais Geneviève admit du premier coup les arguments qu'il fit valoir pour ébranler ses scrupules de mère, d'épouse et de chrétienne. Son mari avait les plus grands torts envers elle; ses enfants, elle ne les lésait pas en s'appuyant sur une tendresse désintéressée : qui a beaucoup donné peut se permettre

de recevoir ; quant à ces lois barbares qui séparent les êtres, les hommes seuls les avaient inventées. Dieu se montrait clément à tout amour sincère. Déjà Geneviève ne doutait point d'aimer. Le premier soir où Malestout, se croyant encore loin du but, s'attarda un peu dans sa chambre, elle lui tomba dans les bras. Il se trouva que, froide avec son mari, elle fut bientôt toute ardeur avec l'amant expérimenté qui sut, en quelques nuits, la corrompre. Lui fut flatté dans son orgueil de mâle d'éclipser ainsi l'homme qu'il avait admiré et envié toute sa vie. Ce triomphe secret l'attacha à Geneviève. Il l'engagea à prolonger sous un prétexte son séjour à Vichy et demeura près d'elle, heureux, la rendant heureuse.

A Paris, les déboires commencèrent. Elle devait ourdir des ruses compliquées pour se rendre libre, exigeait que Malestout fût toujours disponible, prêt à profiter de la moindre occasion qui s'offrait de la rejoindre. Elle le lassait et pourtant il tenait à elle, redoutait une liaison interminable, hésitait devant la rupture, maudissait les obstacles interposés entre eux. Aux approches de la cinquantaine, ce célibataire ressentait le désir d'une vie stable, d'un foyer établi dans l'ordre, d'une union permise. Il pensait parfois que Geneviève, maîtresse encombrante, eût été la compagne idéale. Il le lui dit un jour :

— J'aurais voulu pouvoir t'épouser.

Parole imprudente où Geneviève vit l'expression d'un amour sans mesure. Tout de suite, elle transforma le regret vague en proposition ferme, y répondit par une adhésion enivrée. Pour elle, épouser Malestout, c'était s'accomplir et monter. Qu'était Marc Ambrèze, le député sans influence, le poète incompris du plus grand nombre auprès de l'homme qui pouvait la placer un jour à la tête de son pays ? Dans la famille de Geneviève, jamais encore il n'y avait eu de divorce. Mais dans le monde politique et littéraire qu'elle fréquentait depuis son mariage, c'était une chose courante, admise. Et ce que le monde approuvait, cette mondaine le tolérait tout naturellement. Elle n'avait blâmé les unions civiles que par habitude, des lèvres seulement. Elle les justifia fougueusement dès que son bonheur fut en jeu. Dieu certainement les bénissait. Elle se jugeait créée pour Malestout et adultère auprès d'Ambrèze.

— Je suis ta femme, dit-elle à son amant, ta vraie femme et je dois l'être devant tous.

Les choses allaient loin dont Malestout s'était cru maître. Il en éprouva tout d'abord de la contrariété, puis une certaine ivresse, celle que lui causaient les événements politiques lorsqu'ils s'embrouillaient à l'extrême, l'obligeant aux plus subtiles manœuvres. S'approprier légalement la femme d'Ambrèze représentait pour lui un maximum de difficultés et comme un étonnant exploit diplomatique. Essayer l'amusa. Il n'y mit pas de méchanceté réelle. Ces deux êtres, visiblement, ne s'aimaient pas. Les séparer, ce serait les libérer, leur ouvrir un champ d'expériences nouvelles, probablement heureuses. Seulement Ambrèze ne le croirait pas. Sa conception du mariage chrétien indissoluble s'opposerait aux desseins de Geneviève, même devant l'adultère avoué. Que le pardon fût prononcé, sinon du cœur, du moins des lèvres, Malestout l'avait prévu. C'était, dans le premier engagement d'une lutte sérieuse, une défaite sans importance. Il conseilla à sa maîtresse de quitter le domicile conjugal.

Non pour le rejoindre, d'ailleurs. Il ne s'en souciait pas, elle moins encore, craignant les jugements du monde et le scandale qui l'eût mise en marge de la société. En se réfugiant chez sa mère, elle sauvait les apparences et, en même temps, soumettait son mari à la plus redoutable épreuve. Malestout connaissait par elle l'exigence du tempérament d'Ambrèze. Ce n'était pas un saint, ni un ascète, mais un homme de sang ardent, de chair fragile. Affoler cette chair et ce sang apparut comme la meilleure tactique à suivre. Privé de sa compagne légitime, Ambrèze deviendrait fatalement la proie du désir et de la tentation. Il pouvait donner prise à une action en divorce ou, de lui-même, la vouloir, afin de refaire sa vie. Car les faits ont souvent raison des théories. Malestout ne croyait pas que la religion eût des racines solides dans aucun cœur. Dès que les passions soufflaient leur vent de flamme, hommes et femmes s'en défaisaient comme d'un manteau, quitte à le reprendre plus tard dans la frileuse vieillesse. Sa récente expérience avec Geneviève fortifiait en lui cette conviction. Que le mari fît une résistance plus longue, il n'en doutait pas et savait que, trop durable, elle le mettrait finalement en échec. Mais quand

il jouait ainsi avec les destinées humaines, les péripéties de la partie l'intéressaient toujours plus que le résultat. Entraîné un peu malgré lui dans une aventure qui risquait de troubler sa vie, il avait rétabli ses affaires par un coup si adroit que l'effondrement ou la réussite de ses combinaisons ne devaient l'affecter en rien. Il s'était débarrassé de Geneviève en se la réservant. Obligée de se concilier sa mère, de compter avec l'opinion publique, il fallait bien qu'elle se montrât prudente, renonçât momentanément à son amour, gagnât son bonheur. A l'échéance des événements, Malestout la prendrait pour femme ou la rendrait à son ami. Les deux dénouements offraient des avantages. Patient parce qu'indifférent, il attendait avec une curiosité exempte de fièvre les décisions du sort. Stratège qui menait les opérations sans y participer, il regardait commencer et grandir cette guerre allumée par lui. La fin ne se pouvait prévoir. D'un côté, toutes les passions : celles des sens, celles du cœur, celles de l'orgueil, de la colère. De l'autre la foi de Marc Ambrèze, la vertu de Marc Ambrèze, — obstacles dont il ne faisait aucun cas, — mais aussi le passé d'Ambrèze, ce témoin gênant devant lequel tout homme craint de se démentir, l'engagement pris vis-à-vis de soi-même et des autres par un long exemple, le respect humain, l'habitude. Par-dessus tout cela, le hasard travaillant dans l'ombre on ne savait pour qui ni dans quel sens. C'était le seul Dieu auquel crût Malestout. Il s'en remettait à lui du soin de régler toutes choses.

III

Marc Ambrèze espéra quelque temps le retour de la transfuge, plus longtemps que la raison ne le permettait ; il s'en aperçut lorsque s'établit autour de lui, par une sorte d'entente tacite, la conspiration du silence. Ni ses domestiques, ni aucun de ses amis ne nommaient plus Geneviève Ambrèze, ne semblaient constater même son absence. On ne pouvait la croire indéfiniment retenue auprès de sa mère. Une certitude s'imposait que Marc Ambrèze admit à son tour : la rupture était définitive.

Du moins ses enfants l'ignoraient-ils encore. Les garçons faisaient leurs études dans un collège de jésuites à Amiens,

la ville natale de leur père. Les fillettes et surtout Simone réclamaient souvent leur mère. Leur gouvernante les conduisait chaque semaine à Versailles.

— En réalité, Suzanne, mes pauvres petites n'ont plus que vous, disait Ambrèze.

Elle n'osait pas toucher à cette douleur que son humilité et sa jeunesse se croyaient incapables de soulager, mais tout ce que peut faire le dévouement, en pensant que ce n'est rien, elle l'accomplit avec un zèle qui n'eut d'égal que son effacement. Outre la tâche maternelle qu'on lui donnait, elle en assuma une autre, prit auprès du poète place de fille aînée. Grâce à elle, le foyer dévasté gardait apparence d'ordre, de solidité, de paix ; elle en était le centre, le rayonnement et la chaleur.

Moins efficace et pourtant plus bienfaisante était pour Ambrèze la présence de Reine. Ayant habitude et besoin d'aider, il se découvrit des possibilités nouvelles d'action sur cette incroyante. Maintenant qu'il était un homme abandonné, un homme seul, il comprenait mieux sa vie, pouvait lui parler en frère. Il sentait la nécessité d'être, — pour tous évidemment, mais en particulier pour elle, — un exemple, de montrer comment un chrétien frappé supporte l'épreuve. Il n'y mettait pas d'ostentation, laissait même voir sa faiblesse. Quand elle lui demandait, déchirée par son impuissance à le secourir :

— Est-ce que vraiment la religion console ?

— Ne suffit-il pas qu'elle explique ? répondait-il.

En réalité ni sa foi, ni son œuvre, ni ses enfants ne le consolaient. Il avait l'impression de vivre artificiellement en des zones étouffées, sans contact avec l'air libre.

Thérèse Lassout, toujours occupée de maintes affaires, n'apprit qu'assez tard la séparation du ménage Ambrèze et aussitôt, avec un zèle sincère, un peu bruyant, s'offrit à jouer le rôle de médiatrice, courut infatigable de Paris à Versailles. Elle ignorait la cause du conflit, s'obstinait à la croire bénigne, traitait les deux époux en enfants boudeurs, aigris par quelque dispute. La réponse d'Ambrèze était toujours simple, clémente. Il se déclarait prêt à accueillir sa femme avec tendresse si elle lui revenait. Geneviève, au contraire, se montrait inébranlable, tout en se refusant aux confidences.

Sa situation devenait difficile. Sa mère, bourgeoise austère, pour qui les liens du mariage étaient sacrés, voulait la renvoyer à son mari, s'irritait de sa résistance. Les griefs mystérieux allégués pour motiver sa fuite, faute d'être précisés, commençaient à sembler suspects. L'opinion publique, toujours bien informée, lui donnait un amant. Pour se concilier sa famille et le monde, il fallait que, voilant ses torts, elle accusât, fit valoir une offense à la fois grave et plausible. Malestout la conseilla. Il chercha quelle femme on pourrait prêter pour maîtresse à Marc Ambrèze. La plus proche, la plus mêlée à sa vie serait la meilleure, car l'adultère commis au foyer conjugal révolte toutes les consciences. Suzanne était trop jeune, trop visiblement pure. Reine Forestier semblait toute indiquée. Il l'avait étudiée, la jugeait séduisante, adroite aussi. En peu de temps, elle avait su gagner la confiance du maître. La calomnie d'ailleurs ne serait là sans doute que médisance anticipée. Dans sa solitude, Ambrèze se trouverait désarmé devant celle qui demeurait à ses côtés probablement prête à toutes les chutes. Elle triompherait vite des scrupules du chrétien. Malestout vit en elle son meilleur auxiliaire.

Il se trompait, car dès qu'elle se sut, par Thérèse, mise en cause, Reine n'eut plus qu'une pensée : s'effacer, disparaître. Thérèse l'y encouragea fortement, non qu'elle doutât de son amie. Elle ne croyait guère au mal, si ce n'est à l'état de chimère enfantée par des cœurs chagrins. Mais, bien qu'absurde, la jalousie de Geneviève lui semblait devoir être respectée. Tel ne fut pas l'avis d'Ambrèze, lorsque Reine lui réclama sa liberté. Averti de l'accusation qui pesait sur eux, il comprit ses motifs :

— Mais à quoi bon ? fit-il avec lassitude. Ce n'est pas parce que vous ne serez plus là que Geneviève me reviendra. Si ce n'est pas vous qu'ils accusent, ce sera demain Suzanne ou ma femme de chambre, ou, qui sait ?... Je ne les désarmerai pas, quand même je n'adresserais plus la parole à aucune femme.

Une expression de colère douloureuse, de détresse aussi bouleversa son visage :

— Tout, murmura-t-il, ils voudront tout m'enlever.

Parole obscure, mais douce pour Reine. Elle faisait donc partie de ce tout qu'il craignait de perdre.

— Restez, dit-il, lui tendant la main sans la regarder, j'ai besoin d'une amie.

Ce mot coupait court à tout débat, l'attachait à un devoir nouveau, inespéré. Elle voulut oublier son cœur, être auprès d'Ambrèze le personnage secondaire, effacé, indispensable, disciple féal, qui recueille, écoute, comprend, coopère à l'accomplissement d'une œuvre et d'une destinée souveraines. Mais l'amour qu'elle cherchait à revêtir d'un déguisement philosophique ou guerrier ne tarda pas à arracher encore une fois son masque, jaillit, nu et blessé, hors de l'armure qui ne l'avait pas protégé. Impossible de confondre bien longtemps avec le dévouement chevaleresque, viril, ces humilités temporaires de la passion qui se corrompent en un instant et se transforment en exigence dévorante. Et voici qu'elle réclama auprès d'Ambrèze la première place, non pour régner, mais pour mieux servir. Elle désira ce pouvoir sans limites que confère le fait d'être aimée. Les contradictions naissaient l'une de l'autre, le renoncement enfantait l'ambition démesurée, la pitié touchait à la cruauté. Cet homme dont elle voulait avant tout le bonheur, elle ne le trouvait plus assez seul, assez démuni, le souhaitait dans un désert où elle serait oasis, source ruisselante.

Que leurs rapports fussent redevenus tels qu'à Bergulia, avec une nuance d'affection, ne lui suffisait pas. Leur amitié demeurait sur un plan intellectuel où le choc des esprits, leur fusion même, quand l'un, plus fort, entraîne l'autre, ressemble à une chevauchée épuisante à travers des contrées resplendissantes et glacées. Jamais ils ne pénétraient dans ces zones brûlantes de l'émotion où les êtres, tout à coup désarmés, penchent l'un vers l'autre et parfois s'atteignent. Ce fut pour l'y attirer qu'elle voulut rendre enfin à Marc Ambrèze les lettres d'amour conservées depuis si longtemps.

Un soir, déjà prête à partir, le voyant inoccupée, elle osa :

— J'ai quelque chose à vous remettre.

Il regardait avec stupeur une liasse de papiers jaunis couverts de sa propre écriture qu'elle venait de poser sur sa table, et la première phrase qui lui éclata aux yeux, zébra d'un éclair tout le ciel du passé :

— Ma bien-aimée, qui n'est plus là...

Ses yeux cillèrent, éblouis, il ne semblait plus reconnaître

les choses familières autour de lui et la femme qui lui rapportait, comme par miracle, cette part lointaine de sa vie :

— Voyons, dit-il, je ne comprends pas. Ces lettres ?... Comment sont-elles en votre possession ?

— Claire Briantes était ma sœur.

— Ah ! murmura-t-il, comme s'il comprenait enfin un mystère resté longtemps impénétrable. C'est donc cela !

Lentement, il feuilletait, parcourait du regard, les lettres peu nombreuses, mais longues. Reine Forestier, qui les savait presque par cœur, les relisait de mémoire avec lui. Accoudée à la table, elle guettait le moment où il ne pourrait plus retenir ses larmes, où elle verrait venir à elle, demandant assistance, sa douleur, son amour sans asile.

— Naturellement, dit-il, interrompant au bout d'un moment sa lecture, naturellement c'est vous qui m'avez écrit pour m'annoncer sa mort. Quelques lignes, si brèves... J'aurais voulu savoir...

Il s'arrêta. Elle attendit la question inévitable, bouleversante à laquelle elle pourrait répondre par une affirmation, si douce. Oui, jusqu'au bout, jusqu'à la fin et certainement à l'instant même de l'accident, si elle avait eu une seconde de connaissance, Claire l'avait aimé.

Mais bien qu'occupés du même souvenir, de la même personne, leurs pensées divergeaient :

— J'aurais voulu savoir, acheva Marc Ambrèze, comment elle était morte, dans quelle disposition religieuse ?

Elle eut un mouvement de dépit. Là où elle cherchait l'homme, elle trouvait toujours le chrétien avec ses sollicitudes étranges. Alors qu'elle eût voulu le voir pleurer son amour perdu, il ne s'intéressait qu'à cette question générale du salut, pour elle toute théorique. Hostile, elle assimilait à la trahison, à l'indifférence la grande fidélité de l'âme envers l'âme éternelle.

— Je vous l'ai dit, répondit-elle. L'auto s'écrasa contre un arbre. Claire fut tuée sur le coup : fracture du crâne.

— Oui, insista-t-il, je sais... mais avant... durant les dernières années, les derniers mois de sa vie... n'avait-elle pas repris les pratiques religieuses ?... ou bien n'y avait-il pas en elle... — voyons, à vous sa sœur, elle devait tout dire, — changement, ne fût-ce qu'un simple désir de retrouver la foi?...

— Non, dit Reine catégorique, rien de semblable...

Et aussitôt elle se repentit d'affirmer sur un point où tout est doute. Cette orientation de l'âme pour ou contre Dieu, était-il rien de plus secret, de plus difficile à repérer, même en soi-même ? A plus forte raison chez autrui. Elle se rappela ce jour où elle avait trouvé les évangiles ouverts sur la table de Claire, quelques paroles assez mystiques, obscures d'ailleurs. C'était trop peu de chose pour qu'elle rétractât la réponse dont Marc Ambrèze semblait si affligé.

— J'espérais, dit-il, que peut-être un bien sortirait d'un mal. Ah ! j'aurais tant voulu lui donner Dieu !...

— A travers quels détours ! remarqua-t-elle ironiquement.

— A travers la douleur, oui, et la chute dont j'étais seul responsable, dit-il sourdement. Moi aussi j'ai souffert. Ne me condamnez pas.

— Claire ne l'a jamais fait, protesta-t-elle vivement.

De nouveau elle changeait, redevenait pour lui toute tendresse et toute pitié. Elle attendait qu'il lui parlât de son passé, de son amour. Les barrières entre eux venaient de tomber... Mais il reprit sa lecture. Son visage de pierre ne trahissait aucune des émotions prévues. A peine vit-elle trembler un peu sa lourde main, lorsque, s'interrompant encore, il la posa sur les feuillets épars devant lui...

— Pourquoi donc, demanda-t-il, me rapportez-vous ces lettres aujourd'hui seulement ?

Elle regrettait déjà d'avoir, pour un si pauvre résultat, livré son plus cher trésor.

— Ah ! fit-elle dans une plainte, j'en ai vécu si longtemps.

Parole imprudente ; aveu pour qui savait entendre. Elle s'en aperçut, égara le soupçon qui pouvait naître, sans d'ailleurs cesser d'être sincère.

— Claire et moi, nous étions si unies ! C'était tout ce qui me restait d'elle...

— Sa sœur ! murmura Ambrèze.

Il regarda Reine longuement, curieusement, un peu comme un expert considère la toile repeinte où il cherche, sous l'image nouvelle, la première image effacée. Puis ses yeux s'abaissèrent. Il réfléchissait, absorbé, le front voilé sous sa main. C'était tout. Il n'avait rien à lui dire. Ce cœur tout à Dieu, froid aux êtres, s'appesantissait sans doute sur

le sentiment de sa faute. Elle n'avait éveillé en lui qu'un remords au lieu d'un regret. L'expérience était inutile, l'échange désiré impossible. Elle sortit à pas légers, sans un mot.

Ambrèze ne s'en aperçut pas. Au bout d'un moment, il attira à lui un papier blanc, commença d'y jeter des lambeaux de phrases informes.

Atteint plus qu'il ne l'avait laissé paraître, il s'intéressait en ce moment au seul fait que Claire et Reine étaient sœurs. Il cherchait à les caractériser en les rapprochant. Il nota : « *Même origine... origine de solitude... autour d'elle un parfum de forêt... indolentes toutes deux et toutes deux lointaines.* »

Il se souvenait combien entre ses bras Claire demeurait mystérieuse, et Reine, quelle peine il avait eu à l'apprivoiser, à faire parfois monter vers lui son âme ! « *Farouches, puis tellement données... Froides en apparence tant qu'on n'atteint pas en elles les sources de l'amour... là leur sang brûle...* » Quoi encore ? Il rêvait. Étrange ressemblance que cette ressemblance fraternelle à la fois frappante et insaisissable. Claire était plus belle, plus blonde, plus éclatante, plus parfaite. Pourtant en Reine il retrouvait son reflet à la fois atténué et accentué, sa beauté transformée en grâce expressive. Elles n'avaient pas un trait pareil. Ni le nez, ni la bouche, ni le front, ni les yeux, — ceux de Reine étaient incomparables, — mais par moments, dans ces visages différents, la même expression, dans ces deux voix, l'une élevée, douce, l'autre appuyée, grondante, la même intonation, la même inflexion. Ambrèze ébaucha une comparaison musicale :

« *Ce thème qu'inventait le hautbois, le voici repris au plus épais, au plus grave de l'orchestre dans une intensité nouvelle, le même, amplifié, transformé par le rythme et le ton devenu de mélancolie douleur, et celui dont ce chant enchanta la jeunesse...* »

Il s'arrêta. Presque toujours l'émotion déclenchait en lui l'inspiration, le désir de la création littéraire. Une œuvre s'ébauchait. Il découvrait que certains hommes ne sont jamais sensibles qu'à un même type de beauté, dans la vie comme dans l'art, et que celui qui avait aimé vraiment une femme se trouvait tout naturellement disposé à aimer sa sœur. Infidélité et continuité formaient les éléments de ces

attraits étranges portant sur la créature dédoublée. On en connaissait maints exemples. Un moment, Ambrèze songea au roman qu'il pourrait écrire.

Plus tard. Ce soir-là, il acheva la lecture des lettres. Et, la nuit, quand il chercha le sommeil vainement dans sa chambre solitaire, les grands espaces du souvenir se rouvrirent pour lui. La bien-aimée d'autrefois y vint à sa rencontre et il ne fut bientôt plus qu'un homme abattu et faible qui la serrait entre ses bras. Cependant, le temps interposait entre eux son rideau de brumes, la rendait indistincte. Pour la retrouver vraiment, il lui fallait recourir à l'image plus proche de Reine. Elle fournissait expression, mouvement à l'ombre inanimée. Leurs deux figures se confondaient et se séparaient sans cesse, se renvoyant la parole ou la répétant à l'unisson. Le sourire qui commençait aux lèvres de la vivante s'achevait aux lèvres de la morte. Le regard douloureux de l'une devenait, dans les yeux de l'autre, regard d'amour.

Jamais Marc Ambrèze ne fit allusion devant Reine au secret enfin dévoilé qui aurait dû les unir si fortement. Jamais il ne lui parla de Claire. Le choc reçu le laissait trop ébranlé, la plaie rouverte, ravivée, ne se cicatrisait plus. Il avait beau se refuser dans la journée tout loisir : pour penser et souffrir, les nuits lui suffisaient, toujours trop longues pour ses brefs sommeils.

Que se passait-il donc en lui ? D'où venait ce déséquilibre qu'il constatait sans pouvoir y remédier ? On eût dit que l'épouse, en quittant son côté, y avait laissé une brèche ouverte par où pénétraient des langueurs, des détresses jusqu'alors inconnues. Il avait pu, de bonne foi, mépriser la chair ; maintenant il souffrait d'un mal qui envahissait peu à peu le cœur, l'imagination, enfiévrait l'âme entière.

Bientôt au désir aveugle l'esprit imposa un choix, qu'Ambrèze essaya de méconnaître et de combattre. Il tenta de ne plus rêver qu'à l'ombre qu'il pouvait chérir sans péché et sans espérance. L'image de Claire fournit tout d'abord matière à la flamme, qui la dévora vite, réclama substance plus riche, plus vivante. Et Reine Forestier devint le centre de l'incendie.

Dans la journée, quand elle était près de lui, elle ne le troublait pas. Il croyait à peine s'apercevoir de sa présence.

La nuit, tous ses gestes, toutes ses attitudes, les moindres expressions de sa physionomie lui revenaient à la mémoire comme s'il n'avait rien fait d'autre que la contempler. Son regard surtout, qu'il surprenait si souvent levé vers le sien avec une expression d'interrogation si poignante, le poursuivait au fond des ténèbres, lui adressait un appel auquel il ne résistait pas. Des mots lui jaillissaient alors du cœur comme un flot de sang : aveux, confidences, supplications misérables.

Parce qu'elle devenait un danger pour lui, il se montrait chaque jour plus froid pour elle, se maintenait sévèrement au-dessus du trouble, de l'élan, s'interdisait toute expansion.

Elle ne devina pas la cause de cette attitude nouvelle. Son âge et l'habitude du malheur l'empêchaient de prétendre à l'amour. Mais elle était lasse de ces continuelles alternatives qui ne l'élevaient au rang d'amie que pour la rejeter à celui d'étrangère. Elle ne cherchait plus à reconquérir, ni même à comprendre, désirait seulement moins souffrir et que tout fût fini. Sous un prétexte de santé, elle annonça à Ambrèze son prochain départ.

Il ne s'y trompa pas. Toute son attitude, son aveu en lui remettant les lettres, — « j'en ai vécu si longtemps », — sa visible et triste attente depuis qu'il se détournait d'elle, l'avertissaient assez que, frappée comme lui, elle choisissait la seule issue possible. Sa résolution les délivrait tous deux. Mais il la savait pauvre, très seule aussi. Sans emploi, sans aucun but sur la terre, comment vivrait-elle ? Il offrit un long congé, promettant de lui rendre plus tard sa place. Elle ne vit là qu'une prévenance de l'homme charitable, repoussa cette sollicitude inutile.

Il fut convenu qu'elle achèverait chez lui le mois commencé pour lui donner le temps de chercher une autre secrétaire. Philippe Herbault présenta l'un de ses amis qui fut agréé. Et les jours, l'un après l'autre, brûlèrent, tombèrent en cendres sans même laisser à Reine un souvenir qui pût être une douceur. Le dernier se leva, tragique pour elle seule, croyait-elle. Marc Ambrèze lui fit ses adieux à la fin de la matinée, car il devait sortir l'après-midi. Le chèque était préparé, qui soldait ses appointements. Il eut une phrase aimable et cérémonieuse pour la remercier de ses services.

Elle se taisait, paralysée par cette politesse glacée dont lui-même s'indigna. Il avait décidé d'être prudent, mais non cruel, se jugeait responsable de sa souffrance, responsable encore de son âme. S'il craignait de se perdre avec elle, il désirait toujours la sauver.

— Nous nous reverrons, n'est-ce pas ? dit-il affectueusement, en amis. Vous viendrez toutes les fois que vous le voudrez, et si je puis vous aider...

— Vos livres m'aideront toujours.

— J'aurais voulu, reprit-il, dominant mal son émotion et tâchant de l'épurer, j'aurais voulu éclairer un peu cette nuit où vous êtes, vous faire mieux comprendre le sens de la douleur, vous donner un peu de ma paix.

Elle était trop bouleversée pour s'apercevoir qu'il parlait d'un bien compromis, déjà perdu pour lui.

Marc Ambrèze pensait, après une courte apparition à la Chambre, finir son après-midi au concert. Un célèbre chef d'orchestre allemand dirigeait pour la première fois à Paris un festival Wagner. Mais il ne trouva pas de place, revint chez lui vers cinq heures. Ayant appris que le concert serait diffusé, il invita Reine à l'entendre avec lui. Elle refusa, trop désarmée, trop près des larmes pour oser affronter à cette heure, et près de lui, une émotion redoutable. La porte qui séparait les pièces où ils travaillaient, alourdie d'épaisses portières, amortissait le bruit de la musique. Elle s'appliquait à terminer une besogne de classement, afin que son successeur trouvât tout en ordre. Le moment du départ vint enfin. Elle n'avait aucune raison de revoir Marc Ambrèze. Cependant, comme le courrier arrivait, elle crut devoir le lui porter.

La pièce n'était éclairée que par le disque lumineux de l'appareil de T. S. F. A peine y discernait-on la silhouette d'Ambrèze à sa table. Il s'y tenait immobile, la tête un peu penchée, une cigarette à demi éteinte entre ses doigts. Quand Reine posa les lettres devant lui, sa main s'abattit sur la sienne, la retint fortement sous sa paume pesante. Il dit très bas :

— Écoutez avec moi.

Pourquoi demander à ceux qui sont forts et sereins de plaindre ou de comprendre les faibles, les troublés. Cette dernière attention qu'il avait pour elle, il n'en pouvait soup-

çonner la cruauté. Il l'invitait à partager son recueillement, sans deviner que ce qui était pour lui douceur serait pour elle torture. Prisonnière et n'osant refuser de nouveau ce qu'il lui offrait, elle ne pouvait que supporter en silence, bravement, une douleur de plus, laisser la musique à grands coups d'archet arracher de son cœur quelques lambeaux encore. Elle demeurait donc immobile, debout près d'Ambrèze, appuyée à la table, et sa main se glaçait lentement sous la sienne. Ah ! le sort faisait bien les choses. Il lui dédiait ce qu'il y a de plus pernicieux dans l'univers sonore, les chants qui font trembler tous les amants. Le prélude et la mort d'Yseult commençaient.

Elle s'en était lassée à force de les entendre, au temps du cinéma muet, accompagner pauvrement des agonies frelatées et des amours de pacotille. Mais aujourd'hui, dirigé par une main souveraine, le chef-d'œuvre reprenait son relief, son éclat, son caractère d'éternité. Les grandes fusées orchestrales partaient l'une après l'autre avec majesté, allaient éclore au plus haut du ciel, accusaient l'immensité des ténèbres. La phrase se résorbait en elle-même, se reformait comme la vague dans l'agitation de la mer. Le désir, condamné et vaincu sur la terre, s'aventurait hors du monde, cernait l'inaccessible, et il n'y avait aucun répit dans son aspiration, presque calme à force d'être tragique. Une première fois, le chant célèbre, universellement admiré, se détachait dans l'espace puis s'évanouissait, et l'orchestre, pour le retrouver et le redire encore, soulevait pesamment sa lourde masse cuivrée. Il montait, il haletait, oscillait dans une sorte de suspens, de vertige hagard. Puis, d'un seul coup, il croulait tout entier sur le thème d'amour et de mort. Ah ! c'était cela, c'était bien cela l'hésitation suprême de l'être, chancelant au bord de l'autre être, de l'autre vie ouverte sous sa vie. L'air raréfié soudain, la terre béante sur l'abîme, l'âme qui suffoque et lâche les parois des choses connues, tournoie, tombe. Le ciel qui s'éloigne, s'éteint jusqu'à la dernière étoile. Un cri d'adieu prend congé du printemps, de la rose, des demeures des hommes. Tout est fini. L'orchestre déployait en vain une dernière fois le thème admirable dans un rythme apaisé. C'était la paix lugubre de ceux qui ont accepté l'irréparable.

Elle n'avait pas cédé pourtant. Non, c'était Marc Ambrèze

dont les deux bras venaient de se nouer à elle : l'une à la taille, l'autre à l'épaule. La lourde tête pesait comme une pierre contre son sein. Sans doute, jouet d'une illusion, croyait-il serrer contre lui, étreindre l'épouse perdue, une sœur, la femme d'un rêve, la musique. Elle ne pouvait pas l'avoir vaincu dans l'ignorance et cette continuelle défaite endurée jour après jour...

Son nom, pourtant, le bruit des applaudissements lointains ne l'empêcha pas de l'entendre, ni les mots qui suivirent : « Reste, ne pars pas... » Marc Ambrèze les prononçait là où était sa bouche, là où son souffle la brûlait presque à même la chair, à hauteur du cœur. Sa voix lui résonnait entre les côtes, dans la poitrine, se mêlait au tumulte du sang. « Reine ! » Il ne semblait plus connaître que ce nom sauveur par lequel il la désignait comme l'objet de sa préférence, lui donnait ordre de sortir du néant pour recevoir de lui la douleur et la joie, la vie et la mort. En même temps, il l'implorait avec humilité. Elle ne cherchait pas à comprendre le renversement inattendu qui faisait de ce fort le compagnon de sa détresse, imposait à ce dominateur une si complète dépendance. Elle n'avait pas à lui répondre. La prière qu'il lui adressait par son nom, il savait bien qu'elle l'exauçait. Jamais, s'il ne la laissait aller, elle ne chercherait à fuir. Il n'avait plus qu'à vouloir ; elle lui appartenait déjà. La musique complice les aidait à tout oublier, les entourait d'un cercle de flammes et de son. L'incantation du feu élevait un rempart entre le monde et eux.

Si propice que fût l'ombre autour d'eux, il fallait que leurs yeux se rencontrassent un instant avant le baiser. Il fallait qu'elle revît ce visage et ce qu'elle y faisait naître : l'amour sur ce visage. Sa main libre atteignit sur la table une petite lampe toute proche, tourna le commutateur. Marc Ambrèze leva la tête vers elle.

Il la regardait, ébloui de tristesse, comme on regarde l'ennemi surgi tout à coup avec des armes invincibles, le danger inévitable, la mort qui vient, inéluctable. Et son visage exposé à la lumière était celui d'un agonisant qui abjure dans la torture pour un instant de répit avant la tombe ce qu'il croit toujours. Si dans la musique de *Tristan*, dans tous les cœurs qu'elle ravage, l'amour s'allie à l'idée

de la perdition, combien plus en ce cœur chrétien! Si Reine se sentait submergée, engloutie en des abîmes redoutables, combien ne devait-il pas l'éprouver davantage! Elle n'avait à perdre que son individualité, sa solitude, mais lui perdait sa vie, son âme, sa foi, son Dieu. Deux sentiments s'émurent en elle avec une force égale, bien qu'en sens contraire : la passion, qui se soucie peu des désastres, veut sa joie, quel qu'en soit le prix ; la tendresse, qui ménage, épargne, s'immole plutôt que de nuire. Partagée, Reine Forestier penchait vers Marc Ambrèze et pourtant hésitait. Entre toutes les voix qui grondaient dans sa chair et dans son âme, ce fut la plus douce, la plus faible qui l'emporta :

« Cet homme que j'aime, songeait-elle, je ne veux pas lui faire de mal, parce que je l'aime, je veux sa paix, même contre moi. »

Elle se raidit dans la chaîne qui la retenait captive, pesa de ses deux mains sur les bras qui l'enserraient. Il lui semblait que des lambeaux de sa chair s'arrachaient dans cet effort, mais enfin elle fut libre. Marc Ambrèze n'essaya pas de la retenir. Il semblait égaré. Elle lui mit un baiser sur le front et puis elle s'évada hors de la pièce, hors de la maison, sur les grands chemins de la fuite et de la solitude qui sont les voies royales de l'amour.

IV

Depuis combien de temps était-elle partie ? Au concert avaient succédé des informations, des conférences, des chansons faciles. Ce bruit confus à ses oreilles inattentives finit par l'importuner. Il se leva pour fermer l'appareil, revint s'asseoir à sa place et, immobile, sans force pour penser, reposa sous les faits accumulés, incompréhensibles, comme sous la pierre d'une tombe.

La femme de chambre entra bientôt, roulant une petite table chargée d'aliments. Ses filles étaient à Versailles pour deux jours. Suzanne dînait chez une amie. Quand il se trouvait seul ainsi, on lui servait dans son bureau un repas froid qu'il prenait à son heure. Ce soir-là il n'attendit pas, pressé par un besoin, une faiblesse, un vide intolérables. Il mangea avidement, but quelques verres d'un vieux Bourgogne velouté,

légèrement amer. De nouveau des vannes se rouvrirent dans l'organisme épuisé. Le niveau de sa vie monta. A l'accablement morne sans perception, sans image succéda une abondance de sensations violentes, uniquement charnelles. Ah! ce goût d'un nom dans sa bouche, ce parfum dans ses narines, le parfum qu'il connaissait bien : l'ambre, le parfum préféré d'Andrée Adrize! Ce corps entre ses bras qui consentait, ce corps chéri, convoité par lui depuis l'origine des temps, ce corps perdu, retrouvé. C'était bien le même toujours, la même chair de blonde, délicate, fraîche à l'épaule, dont il croyait toucher encore la nudité, dérangeant sous sa prise le corsage échancré. Et c'était aussi presque de la même façon qu'autrefois il avait saisi Claire, dans la surprise, l'étourdissement et l'explosion d'un désir longtemps contenu. Seulement, plus jeune, plus ardent, il n'avait pas lâché sa proie. Aujourd'hui Reine venait de lui échapper, mais il la gardait mieux que Claire après l'étreinte, mêlée à lui dans les affres, les débats, les efforts de l'adultère spirituel, irréalisable.

L'obsession cesserait tôt ou tard. La minute critique était passée; calmée, réduite cette vague de fond qui l'avait emporté soudain et jeté, épave, contre Reine. Il suffisait maintenant de laisser la grande marée du désir se retirer, décroître aux pentes douces de la patience ; il suffisait de franchir les immensités dangereuses de la nuit. Au matin, le soleil de Dieu éclairerait à nouveau des horizons dégagés. Un livre l'aiderait à combattre le temps et le souvenir. Il passa dans la bibliothèque, revint avec les *Pensées* de Pascal.

Distraitement, il feuilletait le volume partout annoté, sans qu'aucune page le retînt. Tout était trop abstrait pour lui. Nul sage, aujourd'hui, nul poète ne pouvait rien lui enseigner qu'à travers l'émotion. Il chercha le mémorial de la fameuse nuit qu'il n'avait jamais pu relire sans être ébranlé jusqu'au fond de l'âme. Cette fois encore il sentit le choc habituel, les larmes qui montaient, mais on eût dit qu'elles n'avaient plus la même cause, et ne baignaient plus la Croix. Il résistait au génie qu'il subissait d'ordinaire avec révérence. Le texte admirable, au lieu de s'imposer, le sollicitait. Les mots, au lieu de se présenter soudés les uns aux autres dans la solidité de la chose finie, s'offraient, malléables, comme point de départ. L'exaltation de la création

commençait, pareille à celle du musicien qui, sur le thème inventé par un autre son inférieur, son égal ou son maître, va bâtir toute sa symphonie. Deux ou trois notes, deux ou trois mots : *Feu, joie, joie, joie, pleurs de joie...* et toute une cohorte de paroles, de chants se levaient, s'équilibraient sur ces assises. *Feu, joie, joie, joie, pleurs de joie...* Oui, c'était bien là les premiers cris qui convenaient à la nuit essentielle où pour un être tout change ; nuit d'illumination sainte ou sacrilège. Uni tout d'abord à Pascal, seulement pour prendre le la, le rythme, pour un chœur bref à l'unisson, le poète tout à coup s'en séparait monstrueusement, faisait son choix, couvrait d'un éclat inattendu la voix chrétienne. Il remplaçait l'appel au Dieu d'Israël, d'Abraham, de Jacob par l'imploration blasphématoire à l'objet de sa préférence : chair de la femme !

Merveilleuse douceur, merveilleuse couleur de ces mots qu'il venait d'inscrire au fronton d'un page blanche. Isolés tout d'abord, ils proliféraient rapidement, groupaient autour d'eux l'essaim pressé des libres vers.

Avec le sang de sa jeunesse et son sang d'homme, avec l'ancien et le nouvel amour, Ambrèze écrivait le grand poème idolâtre à la gloire d'une femme. Pour la première fois, lui qui savait se servir de tout, mais en maintenant chaque chose à sa place, il attentait aux hiérarchies sacrées. Son art, en changeant d'objet, changeait d'instruments. Au lieu des innombrables éléments dont il disposait d'ordinaire, la chair seule s'offrait. Elle n'était apparue jusque-là dans son œuvre qu'à l'état d'obstacle vite dépassé. Elle devenait l'unique matière dont il pût user. Pesante, puissante, élevée autour de lui comme un mur, elle limitait son élan. Le mors dans la bouche, il souffrait contrainte et diminution, non sans impatience, car sa nature souveraine n'acceptait pas l'appauvrissement. Elle s'insurgeait, mettait en œuvre toutes ses ressources, creusait avec acharnement la mine pour trouver l'or. Qu'il fût sage ou égaré, amant ou chrétien, il était avant tout poète et, dans la pleine force de sa maturité, capable, s'il le voulait, de créer une étoile avec une goutte de rosée. Pour que le sanctuaire où il plaçait sa bien-aimée prît des proportions dignes de lui et d'elle, il ne suffisait pas de mettre le feu aux images, d'approfondir à leur lumière de courtes

perspectives, il fallait faire sauter les enclaves, ouvrir une brèche sur des horizons infinis, profiler derrière la femme celui qu'elle éclipse et remplace sans le faire oublier. Il fallait qu'il y eût combat entre elle et l'Être et que la passion d'un jour ou d'une vie jouât son drame au seuil de l'éternel.

Plus tard, Marc Ambrèze réfuterait ce poème de la tentation, montrerait son Dieu triomphant. C'est pourquoi il ne craignait pas d'accentuer l'offense. Plus elle serait grande, plus la réparation aurait d'éclat. Nul besoin, au reste, de nommer Celui qu'il trahissait. Le texte paraphrasé, texte de la conversion, texte chrétien, suffisait à Le désigner. Les mots détournés de leur sens, en glorifiant la créature, défiaient l'auteur de toute vie : *Je t'ai reniée, je t'ai abandonnée... chair de la femme!* L'appel revenait à des intervalles irréguliers, rythmant les strophes encore confuses : *Chair de la femme!* Le poète, enflant la voix, la montrait non point en agonie, mais en joie et délices jusqu'à la fin du monde. Son désir l'enserrait de plus près. Il n'espérait qu'elle sur cette terre et au delà. *Que je n'en sois pas à jamais séparé!* Ah ! il importait peu que la grande parole fervente, brusquement profanée, devenant insulte et blasphème, fît trembler l'univers et l'homme qui la proférait. Cette heure était celle du désarroi, de la défaite, du reniement et de l'amour humain. Il convenait de s'abandonner pour mieux se reprendre. Ambrèze, durement, imposait silence à son âme, étouffait sous un torrent d'imprécations sa réclamation timide.

Puis ce débat cessa, avec l'ébranlement de la première inspiration. Il ne fut plus qu'un ouvrier patient, acharné contre le mot inexact, le rythme hésitant, l'expression qui ne s'adaptait pas à l'idée, l'image qui ne s'imposait pas avec évidence. Élaguer, cimenter, polir, parfaire, dur travail dont le génie se désintéressait, laissant agir l'intelligence appliquée et minutieuse. La nuit ajoutait à l'effort des difficultés plus grandes, à mesure que sonnaient les heures tardives où, d'ordinaire, tout homme et toute bête s'enroulent dans l'oubli. Marc Ambrèze, craignant de ne pouvoir dormir, prolongeait sa tâche, corrigeait encore certains détails sans vouloir juger de l'ensemble. Quelle qu'en fût la valeur, ces pages appartenaient à Reine. Il s'appliquait à les recopier pour elle. Demain, il les lui enverrait.

Pourquoi donc était-elle partie si vite, sans un mot, réfutant le bref consentement de son corps ? Elle n'était pas coquette cependant, ni habile aux feintes, aux résistances irritantes, mais si follement, si durement fière ! Sans doute ne croyait-elle pas à son amour. Il lui en fournirait la preuve, non pour la conquérir, mais pour qu'entre eux tout fût dit sur leur muette et vaine étreinte. Il la connaissait bien. Elle ne reviendrait pas et lui s'interdirait de la chercher. Avec le temps, la douleur, en se stabilisant, s'atténuerait.

Déjà elle se faisait moins cruelle. Il touchait aux bornes de l'insomnie. Une torpeur l'engourdissait miséricordieuse, détendait sa pensée. Ses yeux se fermèrent. Sa tête roula en avant, lourde sur ses deux bras. Tout fut nuit et silence et pourtant... *Chair de la femme !...* De nouveau ce cœur sous sa bouche, cette épaule fraîche, ployant sous sa main. Reine !... cette fois il la tenait bien, ne la laisserait plus échapper, dans le sommeil elle lui revenait.

Un brusque sursaut le redressa. Il s'était cru trop tôt sauvé. Le jour seul le rendrait à lui-même. Tant que durerait la nuit, il lui faudrait demeurer sur ses gardes, faire face, transcender son tourment, s'attacher à des livres, à des mots, à ce papier moucheté de noir devant lui, à cette table lumineuse, battue d'ombre, qui demeurait son seul refuge dans la tempête. Quelques minutes de somnolence et de rêve lui avaient suffi pour oublier son poème. Maintenant il le relisait avec une totale objectivité, examinait la chose sortie de lui, extraordinairement étrangère, assistait stupéfait au renversement de ses propres lois.

De telles pages n'étaient point absolument uniques dans son œuvre. Déjà il avait chanté l'amour humain, accordé préférence à l'amour humain. Mais toujours, même dans *Andrée Adrize*, sa passion en se déchaînant s'accusait, se retournait en pleurs vers Celui qu'elle abandonnait. Là rien de semblable. Il ne se repentait que d'avoir frôlé le péché sans l'atteindre. Sa trahison ne tremblait pas, contrite, la sueur au front. Elle se redressait, triomphante, heureuse de son choix idolâtre, obtenait l'adhésion complète du cœur. Il ne s'agissait pas de tentation, mais d'apostasie.

Ambrèze avait toujours cru que son génie venait de Dieu, qu'en lui l'inspiration allait de pair avec la grâce et perdrait

une grande part de sa puissance si elle cessait d'être chrétienne. Pourtant ce poème impie, réussite éclatante et non échec, s'avérait comme l'un des plus beaux qu'il eût créés, si beau qu'il se sentait incapable de le démentir, d'en écrire la contre-partie. A quoi bon réfuter, s'il ne dépassait pas ?

— Mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné ? songeait-il.

C'était un étrange abandon que celui qui le laissait dans la même abondance, aussi riche que par le passé. Ces dons reçus à profusion et dont il faisait mauvais usage, l'amour insulté ne l'en frustrait pas. Le maître renié, au lieu de chasser pauvre et nu le serviteur infidèle, lui permettait de régner toujours sur des domaines usurpés. Nul châtiment ne suivait l'offense et de cette impunité Marc Ambrèze éprouvait un saisissement qui allait jusqu'au scandale.

Ainsi donc, il se trompait sur sa mission, sur son rôle ici-bas, sur sa personnalité même, lorsqu'il se croyait un prophète, une sorte de prêtre laïque né pour prédire, enseigner, affirmer. Il pouvait changer de foi, changer d'amour sans se trouver diminué, désaxé, perdu. Exploiteur, il savait trafiquer de n'importe quelle matière. Dieu épuisé, la créature s'offrait. Habile à se servir des mots, des idées, égalant la chair à l'esprit, l'erreur au vrai, changeant le plomb en or, il n'était rien de plus qu'un prestidigitateur, un baladin.

Cette découverte, dès qu'il l'eut faite, il voulut en avertir au plus tôt quelqu'un. Nul besoin pour cela de longues démonstrations. Il avait une preuve en main, le poème qu'il venait d'écrire. Il se leva, traversa la bibliothèque, sa chambre, celles de ses fils, de ses filles. Partout où il entrait il ouvrait le commutateur électrique, ne refermait pas les portes et toutes les pièces demeuraient derrière lui béantes, pleines de lumière, terriblement inoccupées. Il cherchait sa femme, Reine... Suzanne... A cette heure tardive, elle devait être rentrée. Il s'arrêta devant sa porte, frappa légèrement, appela plusieurs fois, très bas. Nulle réponse. Elle dormait sans doute. Ceux qui pouvaient dormir, à quoi bon les troubler ! Sa tête était lourde, sonnante des rumeurs du sang. Toutes ces pièces illuminées, inhabitées, sans issue où il errait lui donnaient le vertige... Il eut soif, gagna la salle à manger, se servit un grand verre d'eau, puis un autre. Rien n'apaisait en lui ce

feu intérieur qui le dévorait. Seul, croyait-il, l'échange humain le délivrerait : libérer son secret, arracher son masque, dire ce qu'il était... A tout prix il fallait qu'il trouvât quelqu'un pour l'entendre. Au dehors, si avancée que fût la nuit, elle lui fournirait des vivants, des témoins. Il finirait bien par rencontrer, dans les rues, dans un café, un homme qui connaîtrait son nom, son œuvre. Il lui montrerait son poème, sa pièce d'identité : « Regardez bien, vous qui aimiez ma vérité d'hier, voici ma vérité d'aujourd'hui et celle de demain sera tout autre encore. Hier, j'étais chrétien, aujourd'hui amant, mais en tout temps je reste un imposteur. »

Ce fut au moment où il déverrouillait la porte d'entrée, que toutes les lumières autour de lui soudain firent explosion, se changèrent en ténèbres. Le visage de Reine Forestier s'éteignit avec tout souvenir. Il tomba, renversant une petite table, dans un grand fracas qui réveilla Suzanne. Elle accourut et le trouva couché tout de son long sans connaissance, la face sur son poème...

V

C'était bon, cette cure d'isolement, cette rupture totale avec le monde. Sur sa prière, le médecin d'Ambrèze l'avait envoyé, à peine remis d'une grave congestion cérébrale, dans une maison pour grands nerveux, à Lausanne. Là, rien ne troublait son repos. Les séances d'hydrothérapie, les longues siestes au jardin ou sur les terrasses, la lecture d'ouvrages faciles occupaient les heures monotones. Il ne recevait ni les journaux, ni aucun courrier, hormis, chaque semaine, une lettre de sa femme.

Elle était revenue tout de suite, dès qu'elle l'avait su malade, trop soumise aux conventions pour oser abandonner dans le danger l'homme dont elle portait toujours le nom. Maintenant, elle demeurait provisoirement gardienne de ce foyer où il manquait, lui donnait des nouvelles de leurs enfants. Ce lien seul les unissait. Jamais il ne pensait à elle ni ne s'inquiétait de savoir si une réconciliation serait jamais possible. Tous les événements, tous les intérêts de son existence ne représentaient plus aux murs de sa chambre blanche et nue qu'un fusain effacé. Les problèmes posés demeuraient

au loin, chez lui, en souffrance, parmi les paperasses de son bureau, les projets, les ébauches abandonnés, les lettres auxquelles il répondrait plus tard. Mais chaque soir, au moment où la nuit noire commence à tomber goutte à goutte dans la coupe encore claire du jour, il accueillait un souvenir, ressentait une présence. Reine Forestier venait à lui. Il ne redoutait pas la créature vivante, perdue dans une absence aussi irrémédiable que la mort. A l'état d'image impalpable, elle lui apportait soulagement et délices. Trop faible pour désirer, non pour chérir, il tirait autour d'eux un rideau de tendresse, se livrait aux intimités du rêve. Retranché de l'action par la maladie, relevé de toute tâche, soustrait au fardeau de l'amour, de l'adultère et de la trahison, il ne souhaitait pas guérir.

Et pourtant, l'organisme, un instant épuisé, se défendait, se passait du secours de la volonté. Le sang refusait de stagner, lourd, dans un corps étendu et dolent. Il redevenait sève, emportait dans son courant les dernières résistances du mal. Marc Ambrèze ne pouvait rien contre cette force en lui qui avait faim et soif, non seulement de nourriture et de breuvage, mais d'espace, de liberté, de la délectable et déchirante vie. Au début de l'été, il quitta Lausanne, s'accorda encore trois mois de loisir hors de ses responsabilités, loin des siens.

A Vevey, l'hôtel où il s'installa, situé sur la hauteur, dominait le lac. La chaleur pacifiait ses eaux radieuses. Sans rides, sans remous, presque blanches au matin, elles se teignaient le soir de couleurs mourantes, mauves, rosées, bleuâtres. C'était un paysage flou et vague, composé avec de la lumière, un paradis de douceur.

Marc Ambrèze aurait voulu tout recommencer, se jeter, libre d'entraves, vers l'inconnu et l'aventure. Mais toutes les routes du départ étaient barrées, défendues, interdites. Seuls restaient ouverts derrière lui les chemins du retour vers des lieux amers, des choses qui lui inspiraient horreur et dégoût.

Et tout de suite, une lettre de sa femme lui parvint, posant sous une nouvelle forme la question qu'il croyait résolue.

« J'approuve vos projets de vacances, écrivait-elle. Profitez de ce repos, de votre solitude pour réfléchir sérieusement à notre avenir. Marc, je sais que vous avez une femme dans le cœur, je n'éprouve pour elle que des sentiments d'indul-

gence et je souhaite que vous soyez heureux avec elle et par elle. Pourquoi vous obstinez-vous à me séparer de l'homme que j'aime ? Pourquoi nous courbez-vous tous sous le joug d'une morale absurde à laquelle vous avez cessé de croire ? »

La petite phrase perfide frappa Ambrèze si juste à son point de faiblesse qu'il en fut stupéfait. Comment Geneviève pouvait-elle ainsi lire en lui, deviner le drame douloureux où il se débattait, l'ébranlement secret de ses convictions ? Il ne lui avait fait aucune confidence et nul esprit n'était plus dépourvu de pénétration. Une lettre de Philippe Herbault, portant en-tête de la *Revue de l'Ile de France*, dont il était secrétaire de rédaction, ne tarda pas à tout lui expliquer. Elle contenait des feuillets couverts de sa propre écriture où, partout, au début des stances irrégulières, éclatait l'imploration impie : *Chair de la femme!*

Il ne s'était pas soucié de ces pages révélatrices, trop malade pour penser beaucoup, ni prévoir qu'elles le pourraient trahir. De qui se fût-il défié d'ailleurs ? Il connaissait la discrétion absolue de Suzanne et l'indifférence de sa femme à ses ouvrages. Mais, sans doute, dans le premier moment d'affolement, la jeune fille, trouvant auprès de son corps étendu ces papiers épars, s'était-elle bornée à les ramasser hâtivement, à les jeter sur quelque meuble. Plus tard Geneviève, empressée selon sa coutume à mettre partout de l'ordre, avait dû les rassembler, les parcourir et les soumettre à son amant. Découverte précieuse pour Malestout. Surprenant Ambrèze débusqué de sa position religieuse, traître envers Dieu comme il l'était, lui, envers l'amitié, il pouvait enfin, au lieu de calomnier à tout hasard, fournir contre son rival un document de vérité, noyer le scandale de l'adultère sous celui de l'apostasie. Ses plans furent vite dressés, dont il imposa l'exécution à sa docile maîtresse. La *Revue de l'Ile de France* réclamait depuis quelque temps un texte d'Ambrèze. Celui que Geneviève envoya fut accepté les yeux fermés, imprimé tout de suite. La ruse faillit réussir. Tardivement pourtant, avant d'adresser les épreuves à la femme de l'écrivain malade, le directeur les lut, s'épouvanta.

« Il prétend, expliquait Philippe, que le public de notre revue, bien que large d'esprit, ne supporterait pas sous votre signature une pareille explosion charnelle. Il m'a chargé

de retourner à Mme Ambrèze, en l'excusant, ces pages qu'il se refuse à publier. Par téléphone, j'ai appris que vous alliez mieux, qu'on pouvait vous écrire. Alors laissez-moi vous remercier à genoux pour ce poème, si beau, d'une inspiration si nouvelle et qui m'a délivré de votre propre emprise. Pauvres littérateurs que nous sommes, nous dépendons affreusement du génie. Le vôtre a marqué tout ce siècle et mon âme avec beaucoup d'autres. Il y avait des lois que je ne pouvais pas enfreindre, vous n'étant pas consentant. Mais voici que vous descendez des hauteurs du ciel. Vous cédez enfin tout à fait à cet amour humain que, sans l'ignorer, vous condamniez pourtant toujours. Et vous êtes plus grand que jamais et je vous comprends mieux et votre voix qui me déchirait m'apaise. Maître, je vous en prie, achevez votre œuvre, aidez-moi mieux encore. Depuis des mois j'aime Suzanne, pleinement, pour toujours. Je n'ose encore le lui dire. Je connais ses idées. L'union civile avec un homme marié lui paraîtra au premier abord criminelle. Mais si vous vouliez bien lui parler, vous qu'elle admire, si vous lui expliquiez qu'à l'amour véritable tout est permis ou pardonné, elle vous croirait. Qui vous résiste ? Votre parole est toute-puissante. Ayez pitié, je vous confie ma cause. Je vous supplie au nom de la chair et du sang. »

Hier encore ceux qui sollicitaient d'Ambrèze un conseil, un secours, pour justifier leur importunité ou vaincre ses résistances, invoquaient hautement le nom du Christ. Maintenant avec la même confiance, la même autorité, quelqu'un l'implorait « au nom de la chair et du sang », comme s'il était prouvé que, devenu leur apôtre, il les servirait désormais sans remords, plus fidèle à ces nouveaux dieux qu'à l'autre, pourtant longtemps aimé.

Cela confirmait ses propres craintes. Si lointains qu'ils fussent, ces êtres qui tiraient sur lui visaient bien, savaient l'atteindre. Geneviève, Philippe, Malestout, le voyant chanceler, précipitaient sa chute, semblaient croire qu'il ne se relèverait jamais plus. Et si ardemment qu'il cherchât, il ne trouvait personne sur l'immense terre qui pût l'aider à se reprendre.

Dans les luttes de sa jeunesse pure et, plus tard, après son aventure avec Claire Briantes, il avait eu pour guide et

pour appui un de ces grands nautonniers de l'âme qu'aucun naufrage ne prend jamais au dépourvu et qui, prudents avant le péril, intrépides dans la tempête, conduisent avec certitude au port ceux qui leur sont confiés. Mais quand ce prêtre était mort, Marc Ambrèze ne l'avait pas remplacé. Les temps difficiles semblaient pour lui révolus. Rien n'annonçait l'orage qui devait bouleverser sa maturité. Exempt de trouble et de cas de conscience, il se confessait simplement à l'un ou à l'autre des nombreux vicaires de sa paroisse, sans chercher à se faire connaître d'eux.

C'était donc la volonté de Dieu qu'il fût seul, abandonné. Les prêtres auxquels il s'adressa à Lausanne, puis à Vevey ne comprirent pas la gravité du mal qui le rongeait. Les aveux de mauvaise pensée, de mauvais désir, de doute, de révolte, ne représentaient pour les confesseurs de passage, penchés sur ce pénitent étranger, que la monnaie courante du péché. Tous conseillèrent pour remède l'usage fréquent des sacrements.

Jadis, l'amant d'Andrée Adrize, même après une chute complète, avait gardé sa foi intacte, pleuré sa faute. Aujourd'hui, de la tentation réprimée naissait le doute et la révolte de l'esprit. Les notions claires du bien et du mal devenaient confuses : car si le péché tôt ou tard engendrait le remords, ne valait-il pas mieux céder au désir, accorder à la passion ce qu'elle demandait, limiter ainsi ses ravages ? Après tout, la pureté n'était pas, même pour l'Église, la vertu essentielle. « Mais c'est le signe de la force, avait écrit Ambrèze. Qui trahit pour la femme commettra d'autres trahisons. » Parole vaine comme toutes ses paroles qu'il démentirait à son gré. Déjà l'homme que révoltait la défection l'excusait lâchement. Un soir il jeta vers Reine un aveu, un appel dans une longue lettre que pourtant il n'envoya pas.

Aux heures immobiles du soir, quand il croyait tenir encore entre ses bras le corps de Reine Forestier, Marc Ambrèze répétait ardemment une invocation, toujours la même. « Que je n'en sois pas plus longtemps séparé... Qu'elle soit à jamais ma part, mon bien, ma récompense ! » Le grand témoin, l'ami qu'il implorait alors, c'était le Dieu dont il avait toujours violemment combattu les serviteurs anarchiques, le Créateur complaisant qui laissait à chacun sa

voie, sa formule et la liberté de suivre en paix les lois d'une conscience plus ou moins faussée ; Dieu lointain, jamais incarné, dont nulle Église ne gardait la parole immuable ; Dieu indécis, ouvrage de ses œuvres, en qui tout homme pouvait se glorifier à l'aise.

Une nouvelle lettre de Philippe lui parvint, insistante : « J'ai parlé à Suzanne, elle refuse, elle ne veut pas d'un homme que le divorce seul rendrait libre. D'ailleurs, le saviez-vous ? Elle se prétend appelée à la vocation religieuse. Elle ! Il n'y a qu'à la voir auprès de vos enfants pour comprendre quelle mère elle serait, comme elle s'épanouirait à son propre foyer ; mais ce mysticisme inhumain, ces idées de sacrifice, de rédemption, de pureté que vous lui avez inculquées et dont je ne nie pas la grandeur poétique, l'ont détruite en tant que femme. Ah ! je suis sûr que nous pourrions être heureux l'un par l'autre. Pourquoi ce simple bonheur ne serait-il pas permis ? Avec elle, seulement, j'aurais une vie noble et digne. Pardonnez-moi, pour l'ébranler, je lui ai lu votre poème dont j'ai gardé copie. Elle a pleuré en l'écoutant. Elle affirme qu'il fut écrit dans le délire, qu'un jour vous le réfuterez ? Elle reste obstinément la fille spirituelle du croyant que vous n'êtes plus. Je vous en prie, dites-lui qu'elle se trompe sur elle et sur vous-même. Délivrez-la, donnez-la moi. »

Marc Ambrèze déchira la lettre, irrité de l'incroyable méprise qui lui prêtait pouvoir divin de lier et de délier. Par bonheur, Suzanne ne partageait pas cette erreur, le laissait à son rang de créature. Elle savait que la doctrine dont il avait été l'apôtre subsistait en dehors de lui, continuerait de subsister même s'il la reniait. Il reçut d'elle un mot bref, conforme à son attente : « Maître, tôt ou tard nous traversons tous des heures sombres, mais qui pour vous seront abrégées, j'en suis certaine. Tant d'âmes vous assistent qui sont prêtes à tout souffrir à votre place, ayant reçu de vous la vie ! » Paroles douces, rassurantes. Cette jeune fille au moins ne fléchissait pas. Il ne la ferait pas changer de foi et d'espérance au gré de ses propres variations. D'ailleurs, que lui importait l'amour de Philippe, ses tentatives ? Ceci ne le concernait pas.

Et pourtant c'était une habitude prise chez lui d'intervenir dans le destin d'autrui, de donner publiquement audience et conseil. Son devoir de chrétien l'y obligeait.

Comment laisser à leurs ténèbres, à leurs difficultés, ces ignorants, ces passionnés, ces incrédules qui, atteints par ses livres, jetaient si fréquemment vers lui des appels de détresse ? Il leur répondait toujours avec autorité, convaincu de ce qu'il enseignait, certain d'ailleurs en agissant selon la foi d'agir selon la miséricorde. Aujourd'hui, sur ce point aussi un doute lui venait. Ces êtres qui prétendaient chercher la vérité ne désiraient peut-être que le bonheur. Il leur offrait une explication, une espérance lointaine, mais en même temps leur imposait une loi morale inflexible. Et voici qu'il se sentait tenté de leur donner, au lieu d'une défense, une permission, au lieu d'une contrainte, une liberté. A quoi bon rappeler leur âme à ceux qui l'oubliaient si volontiers, orienter vers le sacrifice ceux qui discernaient à peine le bien du mal, ôter la coupe délectable aux lèvres assoiffées du jus de la vigne ? Sa charité changeait d'objet, se détournait de l'éternel pour ne plus considérer que la terre. Il avait pitié du désir, pitié de la solitude, pitié de Reine, de Geneviève, de Philippe, de Suzanne, abusée peut-être aussi sans le savoir sur sa voie. Si un mot de lui suffisait pour que deux couples harmonieux, probablement trois, se reformassent dans l'ordre humain, pourquoi toujours opprimer les autres et lui-même ? Le consentement qui ne passait pas encore ses lèvres était dans son cœur.

Philippe écrivit encore pour l'adjurer de publier son poème dans une autre revue, de ne pas laisser sous le boisseau une chose si belle, l'aveu d'un reniement qui justifierait tant de faiblesses. L'insistance cruelle déchirait Ambrèze.

Par moments, il se surprenait à regretter que Geneviève et Malestout n'eussent point réussi dans leur ruse, publiant son poème par surprise. Peut-être aurait-il éprouvé un soulagement à se retrouver marqué d'une étiquette nouvelle, délivré de son personnage. De lui-même, il n'osait prendre position, ignorant s'il allait retourner vers la foi ou déboucher dans l'athéisme et craignant, s'il n'aboutissait nulle part, d'entraîner quelques âmes vers l'incertain ou vers l'abîme.

PAULE RÉGNIER.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE IIIE REICH ET LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La presse hitlérienne a, au moment de la mort de Pie XI, divisé en deux parts la carrière du pontife défunt. Elle nous a fait connaître son regret d'avoir vu succéder à une première période, toute donnée au pur soin des intérêts religieux, des années d'activité et d'intrigue politiques. Pie XI aurait commencé en pape et fini en « aventurier politique » (l'expression est du rédacteur de l'*Angriff*, le journal de M. Gœbbels). Nous goûtons, sous la plume des journalistes du IIIe Reich, ce souci jaloux du royaume des âmes. Il y a des lèvres sur lesquelles la défense de la primauté du spirituel prend une saveur inattendue...

Examinons d'un peu plus près le reproche adressé aux dernières années du pontificat de Pie XI. Le national-socialisme tolère le Pape de l'après-guerre immédiate ; il n'admet pas le Pape des années qui succèdent à sa prise du pouvoir en 1933, c'est-à-dire le pontife qui le condamne, qui condamne la déviation fondamentale de pensée (le racisme) sur laquelle il est édifié. L'épithète « d'aventurier politique », déposée comme épitaphe sur la tombe à peine close d'un grand pontife, n'est pas seulement une injure dont la qualité et le « style » éclairent les visages. Elle contient un mensonge. Le Vicaire du Christ ne combat pas des hommes, il combat des erreurs, il ne lutte pas pour des intérêts, mais pour la vérité. Le pontificat de Pie XI n'a pas fait exception à une règle qui est la loi même de l'Église.

La meilleure preuve de sa fidélité à cette loi ne s'inscrit-elle pas dans le nombre d'années qui s'écoulent entre la conclusion du contrat avec le IIIe Reich et la condamna-

tion de l'encyclique *Mit brennender Sorge* ? Le Vatican a apporté à la table des signatures tout un capital de confiance et d'espérance ; il attend près de quatre années avant de condamner, quatre années qui ont laissé à l'erreur tout le temps de manifester son caractère irrémédiable et qui ont en même temps laissé aux cœurs le temps de se révéler.

SIGNATURE DU CONCORDAT. ATMOSPHÈRE D'OPTIMISME

Dès ses débuts, nous voyons le national-socialisme adopter la tactique à laquelle il va rester jalousement fidèle, après en avoir constaté l'efficacité : il épingle l'étiquette « politique » sur les idées, les hommes et les mouvements qui gênent son action, et qu'il a résolu d'écarter de sa route. Pie XI devient un « aventurier politique » ; l'action catholique n'est qu'un camouflage de « l'action politique » ; le maréchal Gœring fulmine des circulaires contre le « catholicisme politique ». On proteste de la pureté de ses intentions à l'endroit de l'Église ; c'est à l'Église « politisante » et à elle seule que l'on affirme en vouloir. La formule est heureuse ; elle permet le cumul d'une persécution de fait et d'hypocrites assurances de respect à l'endroit des intérêts religieux. A en croire les leaders du régime, qui entrent sans sourire dans le rôle de gardiens de l'intégrité de la foi, l'Église n'aurait pas de meilleur soutien que le national-socialisme. M. Joseph Gœbbels en personne n'a-t-il pas défini le national-socialisme, « le défenseur de l'intégrité de l'Évangile » ? Il est de dangereux alliés et de périlleuses tutelles.

L'histoire du Concordat entre le Vatican et le IIIe Reich est une saisissante illustration du danger des pactes avec certains partenaires. Rappelons-nous rapidement ses étapes. Elle commence dans la fraîcheur de lumière de tous les printemps. En Allemagne, beaucoup de catholiques s'abandonnent sans retenue à une joie qui prend une couleur et des accents d'idylle. Une brise puissante d'optimisme balaye tous les doutes, toutes les hésitations, toutes les réserves. Les porte-paroles de la prudence font, en cet été 1933, figure de trouble-fêtes. Les triomphateurs du jour sont les hommes qui ont toujours soutenu la parfaite conciliabilité entre la croix du Christ et la croix gammée. L'ouvrier principal du

Concordat, M. de Papen, atteint la cime de sa carrière. De ce grand mouvement de confiance et d'espoir les Pasteurs sont d'ailleurs les premiers à donner l'exemple. L'archevêque de Fribourg, qui plus tard confessera ses illusions avec la plus belle franchise, proclame la nécessité de se mettre « sans réserves » derrière l'État nouveau.

Un petit fait met une note troublante au milieu même de cette euphorie. La loi de stérilisation préparée de longue main par le III[e] Reich qui y voit l'accomplissement d'une de ses pensées maîtresses, décidée le 14 juillet 1933 en Conseil hitlérien, est promulguée le 25 du même mois. Soyons attentifs aux dates. La signature officielle du Concordat entre Rome et le Reich tombe le 20 juillet. Elle est donc suivie, à un intervalle exact de cinq jours, de la promulgation d'une loi qui est un affront à l'Église romaine et à laquelle il est impossible de ne point prêter une signification éclatante de rupture avec l'esprit de cette Église. Les dates ont ici une éminente valeur de renseignement. Elles orientent instinctivement l'esprit du côté d'un calcul : on a retardé la publication d'une loi juste l'espace de temps nécessaire pour éviter de compromettre une signature à laquelle on tient...

Le contrat à peine paraphé, les encres tout juste sèches, un aigre bruit de dispute et de polémique s'élève du côté de Berlin. Cette polémique est provoquée par deux articles de l'*Osservatore* parus les 26 et 27 juillet et dans lesquels les positions de l'Église sont dûment précisées : la signature avec le Reich n'implique point reconnaissance officielle du régime nouveau de l'Allemagne et encore moins de sa doctrine. Ces réserves sont sévèrement appréciées dans la presse hitlérienne qui n'y voit qu'irritante casuistique et manière de scandale. Elles amoindrissent le capital de prestige que le régime entend tirer du pacte avec le Vatican. Elles déflorent fâcheusement un succès politique. Dans toute réserve, il y a une fêlure.

ROSENBERG AU DÉPARTEMENT DE L'ÉDUCATION

Les ombres ne vont pas tarder à s'épaissir. Le 24 janvier 1934, quatre mois exactement après la ratification du Concordat, Alfred Rosenberg est investi par le Fuhrer de la

mission de diriger le département de l'Éducation dans l'État nouveau. Les fonctions de directeur spirituel de la nation sont confiées à l'auteur du *Mythe du* XXe *siècle*, c'est-à-dire du plus virulent, du plus écumant pamphlet de haine qui ait peut-être jamais été lancé contre l'Église romaine. Dès ce moment, les positions sont claires, ce sont celles de l'état de guerre. Cette nomination est une provocation et un défi. Aux yeux de tout témoin averti, elle ne peut revêtir qu'un sens : celui du gant jeté à Rome. Chaque mois, chaque année mettra dans un jour plus cru cette étroite solidarité de pensée, essentielle pour qui veut vraiment juger les intentions du début, entre le chef du racisme et son théoricien.

Cette solidarité éclate et en même temps s'affiche dans un geste symbolique qui se produira l'année suivante. En septembre 1935, au cours des Journées nationales de Nuremberg, le livre de Rosenberg est, en grande pompe, coulé dans le ciment des fondations de la nouvelle « Maison allemande » à côté de *Mein Kampf*. Le témoin du geste ne peut conserver aucun doute sur sa signification et en même temps sur sa portée : on lui donne à entendre que les fondations matérielles ne valent rien sans les fondations spirituelles ; enfermé dans le ciment, l'esprit de Rosenberg veillera sur l'âme de l'Allemagne nouvelle.

Une digression qui n'est qu'apparente et qui ne nous éloignera pas de notre sujet est ici nécessaire. Nous venons de parler de « l'esprit de Rosenberg ». Cet esprit, il n'est pas inutile de le circonscrire rapidement, du moins dans ses positions plus spécialement relatives à notre propos : Vatican et IIIe Reich. Quelle est à l'égard de Rome l'attitude du gardien attitré de la doctrine nationale-socialiste, de l'homme que l'un des plus grands journaux du IIIe Reich a décoré du titre de « gardien du Gral » de l'idée raciste ? Le mépris et la haine. Une violence extraordinaire et presque physique dans la haine.

Le catholicisme romain est présenté par Rosenberg comme une décomposition et en même temps une trahison de la doctrine du Christ. Il dénature le visage de Jésus, mais, en même temps, le conserve pour l'utiliser. Il sait le prestige que lui prêtent auprès des foules et des cœurs simples les traits du Crucifié. Il en tire une sorte de transfiguration,

une auréole, le « nimbe d'éternité et d'inaccessibilité » dont il a besoin et qui sert ses desseins auprès des foules que ne manquerait pas de révolter, s'il se révélait sans voiles, son véritable caractère de « cléricaille avide » uniquement tendue vers des buts de domination terrestre.

Toute la noirceur du catholicisme romain selon Rosenberg se concentre et se résume dans la figure du Pape. Dans la rigueur du terme, le *Pontifex Maximus* représente « l'usurpateur ». Il prétend tenir la place du Christ et en fait « l'élimine » ; le continuer, et en réalité il le « dépose ». Son emprise sur les fidèles tient de la magie, de la « sorcellerie africaine ». Les prestiges du grand fétiche dans le continent noir sont la forme de domination qui donne le mieux idée du pouvoir du Pape sur son troupeau. La puissance du Vatican sur les âmes n'est pas concevable en dehors d'un climat d'envoûtement. Les mots : « démoniaque », « magie », « sorcellerie », « fétichisme » reviennent sous la plume de Rosenberg, quand il traite du Vatican, de l'institution pontificale, de la personne du Vicaire du Christ, avec une significative fréquence.

La domination du Pape et d'une façon générale toute l'histoire de l'Église romaine se dessinent sur un fond de toile ethnique qui seule la rend explicable. Jamais l'institution pontificale n'eût pu prendre racine au milieu d'un peuple homogène, « conscient de ses origines raciales et ayant le sentiment de l'honneur ». C'est à la faveur du croisement des races, de la corruption du sang et de la dégénérescence morale qu'elle comporte que l'Église romaine a pu développer sa puissance. L'extraordinaire mélange ethnique, « le chaos de peuples africain-syriaque » qu'elle a trouvé en face d'elle à sa naissance a fourni les conditions de milieu indispensables au développement d'un esprit dont Rosenberg énumère les composantes : judaïsme biblique, magie, « frénésie orientale », éléments de base auxquels s'ajoute, pour accroître l'action sur les âmes, « l'exploitation de la figure du Christ ». Rosenberg insiste sur cette idée, qui lui tient à cœur, de l'appui pris par l'Église sur le métissage racial. Quand elle ne trouve pas naturellement fournie cette condition d'atmosphère indispensable à son action, elle n'hésite pas à la créer. Elle fait consciemment de la culture de « décomposition raciale », de même qu'elle n'hésite pas à susciter les

autres conditions de fermentation et de trouble (guerres, séditions, etc...) qui sont favorables à son règne.

Rosenberg nous donne en une ligne la clef de l'Histoire de l'Église ; il voit son développement à travers les siècles comme un long et patient effort pour « traduire sur le plan des réalités de la politique mondiale la conception du monde démoniaque et magique du grand fétiche ».

Il définit le « rêve romain » : un grouillement confus et indistinct d'humanité livrée au communisme, abâtardie par le métissage et levant peureusement la tête vers le « grand sorcier du Vatican » qui lui « dispense le droit à la vie en sa qualité d'intermédiaire de Dieu ».

La domination sur les âmes est en fait la domination sur la lâcheté. Il y a longtemps que l'humanité se divise en deux camps : « les hommes qui donnaient à la servilité le nom d'amour se sont rangés sous la bannière de Rome, ceux qui ne pouvaient vivre sans l'honneur et la liberté de l'âme se sont toujours plus éloignés du monde romain ».

Rome parle du « troupeau » des fidèles et a bien choisi le mot. C'est bien d'un troupeau qu'elle a besoin, mais d'un « immense troupeau d'esclaves, à la houle indistincte moutonnant à perte de vue ». La servilité est pour elle l'atmosphère vitale. L'adhésion à Rome postule la démission de toute fierté dans un cœur d'homme. C'est la pensée que Rosenberg résume dans une des formules lapidaires qu'il aime : « La conception romaine du démon déifié équivaut à la destruction de l'âme comme expression de la volonté. »

COMMENT EST RESPECTÉE LA FAÇADE DU CONCORDAT

Ne nous laissons pas entraîner trop loin par Rosenberg. Nous n'avons voulu qu'éclairer par quelques courts extraits et comme par reflet la figure de l'homme dont, quatorze mois après la conclusion du Concordat avec Rome, le maître du Reich fait choix pour l'investir de la mission de former les esprits et les cœurs d'Allemagne. Nomination significative, nous le répétons. Significative par elle-même et par tout l'esprit qu'elle dégage. Plus significative encore, peut-être, par la date où elle se produit. Doit-on beaucoup attendre du Concordat dans de telles conditions d'atmosphère ? Il

y a peu d'apparence que soit respectée la signature avec le Vatican de la part d'un pays dans lequel on choisit, pour en faire le ministre de l'éducation, l'homme qui traite le Pape de « grand fétiche » et de « démon déifié ».

Nous sommes en 1934. L'état de guerre larvé qui tout de suite s'est institué après la signature d'un Concordat dont le Reich avait, à sa naissance, politiquement besoin, va lentement et sûrement se développer.

Au moment des fêtes de Pâques 1935, un groupe de jeunes pèlerins allemands, venus apporter au Pape l'hommage de leur filiale affection et de leur fidélité au milieu des plus difficiles circonstances, se voit au retour l'objet de brutales sévices de la part des autorités du Reich. Dès leur arrivée à la frontière, la Gestapo les fouille comme des malfaiteurs, leur arrache tous les souvenirs rapportés de la Ville éternelle. Manifestement, on veut faire payer à cette courageuse jeunesse le prix de sa fidélité romaine. Ces odieuses exactions retentissent douloureusement dans le cœur du Père des fidèles. La profondeur de la blessure se mesure à ces paroles adressées quelques semaines plus tard à un second groupe de pèlerins allemands. « Au nom de ce que l'on appelle « christianisme positif », on prétend déchristianiser l'Allemagne et la ramener à un paganisme barbare. En vérité, rien n'a été omis pour offenser et entraver la vie catholique. Nous voulons espérer qu'au terme de ce pèlerinage qui vous a conduits au Vatican, vous serez, à l'heure où vous rentrerez dans votre pays, mieux accueillis et mieux traités que les braves et dévoués jeunes gens venus tout dernièrement rendre visite à leur père commun. »

« Déchristianisation », « paganisme barbare », on voit de quels termes use le Souverain Pontife pour caractériser l'atmosphère du IIIe Reich et cela dès le début de 1935. Le paradoxe va se poursuivre d'un régime continuant à se couvrir du Concordat et le minant par l'intérieur. Le national-socialisme se garde de dénoncer un contrat qu'il lacère. Ce Concordat devenu pour l'opprimé un vêtement troué et sans chaleur est encore un manteau commode pour l'oppresseur. Mis en pièces, il peut encore servir. L'intolérable dualité d'attitude d'un pouvoir politique respectant la façade d'un contrat avec l'Églie et conduisant contre cette même Église

une guerre d'usure systématique, est parfaitement mis en lumière dans les articles de l'*Osservatore Romano* du 26 juillet et du 4 août de cette même année 1935, articles écrits aussitôt après la grande circulaire de Gœring sur le « catholicisme politique ». Nous avons vu quelle arme empoisonnée et en même temps quel tremplin de propagande le régime nazi a su se faire de cette formule copieusement exploitée du « catholicisme politique ». Lisons l'*Osservatore* :

« Il est intolérable que sous le régime du Concordat des insultes publiques soient adressées au chef suprême de l'Église catholique par un haut fonctionnaire de l'État et que celui-ci abuse de son pouvoir pour mener ouvertement une campagne contre le christianisme. Il est intolérable que, tandis que le Concordat promet amitié et protection à l'Église catholique, on permette que cette même Église soit publiquement outragée par le dictateur suprême de la culture et de l'éducation allemandes. Il est intolérable que, dans le même temps, on se réclame du Concordat et maintienne une attitude en contradiction formelle avec ce Concordat. Il est intolérable que, tandis que l'on n'hésite pas à rappeler à l'Église ses engagements (observés d'ailleurs par elle avec une absolue loyauté), on prenne des dispositions unilatérales telles que la loi de stérilisation ou l'interdiction signifiée aux organisations catholiques de toute activité... Le Kulturkampf allemand ne représente pas un danger dans l'avenir, il est dès à présent, grâce à Rosenberg et ses tenants, une tragique réalité. »

Entre toutes les atteintes portées au Concordat, signalons les plus graves aux yeux de Rome. Les deux engagements, solennellement souscrits par le III[e] Reich, relatifs à la liberté de l'enseignement et à la liberté des communications entre les fidèles et la hiérarchie, sont l'objet d'une violation délibérée et progressive. Sur le terrain scolaire, faut-il rappeler la stratégie oblique et perfide du gouvernement hitlérien, les majorités plébiscitaires trompeuses en faveur de l'école d'État, obtenues au moyen d'une consultation prétendue libre des parents ? Le régime sait ce qu'il fait en s'abritant derrière la volonté déclarée sacrée des pères de famille. En fait, aucun moyen d'intimidation et de pression n'est épargné

pour fausser le référendum et lui donner le dérisoire caractère de tous les plébiscites dirigés du IIIe Reich. Que fait le gouvernement pour impressionner les parents et les amener à la docilité à ses vues ? Il présente le vote pour l'école d'État comme un vote sanctionnant le régime. Au demeurant, les parents sont laissés libres d'inscrire sur des registres de mairie l'expression de leur volonté formelle en faveur de l'école confessionnelle. Seulement, ils sont dûment avertis de la signification qui sera attachée à leur vote : le bulletin pour l'école confessionnelle sera considéré comme un bulletin contre le régime, avec toutes les conséquences pratiques devant découler d'une attitude déclarée d'opposition. On devine sans peine le résultat. Il y a de la part des gouvernements totalitaires une façon de poser la question qui décide d'avance de la réponse.

Contre ces scrutins de mensonge et plus encore d'hypocrisie, Pie XI rétablira les droits de la vérité par ces lignes de l'encyclique *Mit brennender Sorge*, directement adressées aux parents chrétiens : « Nous savons qu'un vote libre et secret parmi vous équivaudrait à un plébiscite victorieux en faveur de l'école confessionnelle. »

Quant à la liberté des communications entre l'épiscopat et les fidèles, elle n'est pas davantage respectée. La présence d'observateurs postés dans les églises et chargés de rendre compte au régime des paroles prononcées en chaire est déjà par elle-même une atteinte à cette liberté. Nulle part l'œil de Moscou n'est plus odieux que dans le sanctuaire. Contre le mot écrit, la pression se fait plus ouverte. A peine sorties des presses d'imprimerie, les adresses épiscopales sont poursuivies et traquées. L'histoire des lettres pastorales est celle de leurs confiscations.

LA RIPOSTE A L'ENCYCLIQUE DE LA CONDAMNATION

Après quatre années marquées pour l'Église catholique d'Allemagne par cette lente et douloureuse « hémorragie » dont a parlé l'un des mandements de l'épiscopat, c'est enfin la condamnation. L'encyclique *Mit brennender Sorge* du 14 mars 1937, écrasant verdict porté sur l'erreur et plus encore sur la haine, fixe pour toujours les responsabilités

de la « guerre de destruction » dès le début « voulue » contre l'Église. Sa lecture est écoutée le dimanche 21 mars par le peuple des fidèles d'Allemagne avec gravité, mais avec le sentiment de la libération. Un fulgurant éclair a purifié le ciel des âmes.

Nous ne rappellerons pas le contenu d'un document éclatant dont l'accent est encore dans toutes les mémoires. L'acte d'accusation a le caractère du définitif. Aucun rapprochement n'apparaît possible entre des positions aussi fortement prises de part et d'autre. L'Église n'envisage qu'une conciliation : la conversion. La seule issue qu'elle laisse ouverte (dernière partie de l'Encyclique) aux « persécuteurs et aux oppresseurs » est celle du « chemin de Damas ». Perspective plus humiliante pour l'orgueil hitlérien que celle de Canossa...

Quelle sera la réaction des maîtres de l'hitlérisme devant un document qui les marque au fer rouge ? Cette réaction nous offre une surprise. Nous attendions l'explosion d'un orchestre de haine, nous trouvons le silence. Exception faite d'un article du *Völkischer*, resté isolé et paru le lendemain même de la lecture en chaire de l'Encyclique, la presse est bâillonnée. Les feuilles spécialisées dans l'insulte à Rome, cette fois, demeurent muettes. Dans ce silence il y a la preuve d'une indéniable maîtrise de soi-même. Nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur les sentiments qui bouillonnent au cœur de ceux que vient de stigmatiser publiquement le plus haut tribunal moral de l'univers. Mais ces hommes possèdent cette force : savoir dévorer la honte jusqu'à l'heure où l'on tient, ou croit tenir, la vengeance.

Aucune riposte directe à l'Encyclique, encore moins un essai de réfutation, mais le tir indirect. Le IIIe Reich laisse passer quelques semaines et répond par l'offensive. Il a eu le temps de choisir son terrain : il reprend les procès de mœurs contre les ordres religieux. Au moment de la première vague d'attaque (printemps 1936), il a eu bien soin de ne pas épuiser d'un coup ses réserves. Il s'est ménagé du scandale à exploiter. L'heure est venue d'y faire appel.

Printemps de 1936, printemps de 1937, même tactique, même orchestre. La campagne de boue est « l'offensive de printemps » de la propagande du IIIe Reich. L'année 1937, d'ail-

leurs, tout entière sera marquée par un exceptionnel déferlement d'insultes contre l'Église. Insulte par le texte, insulte par l'image, insulte par les ondes. Le prétexte en est le scandale ecclésiastique, le vrai but, la diffamation de l'Église. On s'attache à montrer dans le scandale religieux non le cas isolé, mais la révélation d'un esprit, d'un « système de pourriture » dont la clef est à Rome. Le Vatican est la « centrale » du vice. On croit avoir assez répondu à l'Encyclique en répondant par la boue. Quand on condescend à parler du document pontifical lui-même, on l'exécute d'un mot en affectant de n'y voir qu'un manifeste de la « haine politique ». Rome est au centre de la « manœuvre d'encerclement » des ennemis de l'Allemagne. Sa dernière manifestation se juge par les approbations qu'elle a reçues. « La dernière Encyclique pontificale, écrit l'un des plus grands journaux du Reich, a été applaudie sans réserves par les Juifs, les Tchèques, les Français et les francs-maçons. Cela nous suffit. »

LE NATIONAL-SOCIALISME ET LE PONTIFICAT NOUVEAU

Nous retrouverons la même note dans la presse hitlérienne au lendemain de la mort de Pie XI. Le régime se tient aux méthodes et aux tactiques éprouvées bonnes. Le front Juda-Rome-Moscou est un des dogmes du national-socialisme et un des arguments de fond de sa propagande.

Qu'il nous soit permis d'achever cette brève étude par une citation empruntée à l'un des principaux organes officiels du régime. Il nous semble que les lignes qui suivent jettent quelque clarté sur l'avenir et permettent d'entrevoir ce que pourra être l'attitude du Reich à l'égard du nouveau pontificat. La feuille hitlérienne, elle-même d'ailleurs, nous les présente comme répondant à la question : « Qu'attend l'Allemagne nationale-socialiste de l'élection pontificale ? » Cette réponse, à qui la feuille raciste a-t-elle été la demander ? A un « catholique », affirme-t-elle gravement. Mais à un catholique « allemand », c'est-à-dire conscient de ses devoirs envers le III[e] Reich. Ce témoin « catholique » commence par nous parler de la « lutte absurde et profondément antichrétienne (*sic* !) menée par Pie XI contre le national-socialisme », lutte qui a eu pour nécessaire effet de « soulever l'opi-

nion catholique d'Allemagne contre les empiètements de la politique vaticane ». Il nous parle ensuite des « attaques personnelles de Pie XI contre le Fuhrer, attaques d'autant plus révoltantes que le Fuhrer a constamment jusqu'à ce jour comblé de ses prévenances une Église belliqueuse ». Après de rapides, mais sévères parenthèses sur « l'incroyable offense » à l'égard de l'Allemagne nouvelle constituée par l'encyclique *Mit brennender Sorge*, sur l'inqualifiable indulgence du Pontife à l'égard d'un cardinal Mundelein et de ses « attaques de polisson » (*Lausbubenangriffe*) contre l'hitlérisme, notre auteur vient à parler de la participation de la France au Conclave. Son jugement sur le cardinal de Paris ne peut manquer de nous intéresser.

« Vingt-quatre heures après la mort du Pape, nous voyons le cardinal Verdier débarquer à Rome. Il est manifestement pressé. Nous connaissons ici en Allemagne le cardinal de « la main tendue » au communisme. Nous connaissons l'homme dont la main bénissante a donné, sous le signe du Front populaire, aux bolchéviks, aux francs-maçons, aux juifs et aux marxistes l'épanouissement que nous constatons en frémissant. »

Ces vertueuses indignations conduisent notre témoin à sa conclusion, qui est à nos yeux la partie intéressante de sa déposition.

« Qu'attendent du nouveau Pape les catholiques allemands ? Nous exigeons d'abord la cessation de toute agitation politique. Il n'est pas un catholique allemand qui aujourd'hui ne voie avec une véritable épouvante approcher la date du dimanche avec le prône qu'elle apporte. Nous exigeons des prêtres qu'ils ne soient que des prêtres. Nous exigeons, en Allemagne comme en Italie, pleine protection et pleine liberté pour tous les bons prêtres. Les peuples d'Allemagne et d'Italie ne toléreront plus à l'avenir que leurs bons prêtres soient désavantagés, molestés, offensés. Ils ne souffriront point que la véritable Église, l'Église dans le sens du Christ, continue à être entravée et persécutée. C'est là un état de choses dont ils ne toléreront pas la continuation. Les catholiques d'Allemagne voient l'essentiel du ministère des âmes non dans le Concordat ou le Droit canonique, mais dans la volonté de Dieu. Il y a longtemps qu'ils ne supportent

que dans des sentiments de révolte intérieure l'abus que fait la Curie romaine d'un concordat qui lui a été magnanimement accordé par le Fuhrer au début de son gouvernement. Il y a longtemps qu'ils repoussent une conception du concordat où il n'est question que de droits pour la Curie sans contrepartie de devoirs. Le droit comporte et entraîne le devoir. Les catholiques allemands ne sont pas aveugles en présence des tentatives quotidiennes de l'Église pour rompre le Concordat. Rupture systématique et délibérée. L'opinion universelle considère comme caduc un contrat dont les termes sont intentionnellement rompus par un des signataires. »

Lignes fort claires, lignes menaçantes, à travers lesquelles se dessinent à la fois la dénonciation du Concordat et le profil d'une Église allemande, rêve de toujours du national-socialisme, d'une Église « libérée de Rome » (*romfrei*) où sera assurée la liberté des « bons prêtres ». Nous ne pouvons conserver aucun doute sur le caractère des ecclésiastiques sur lesquels est appelée la faveur officielle. Des apostats. Le journal du IIIe Reich masque bien lourdement les visages et prend une peine inutile en affirmant vouloir des « prêtres qui ne soient que des prêtres ». Ces « bons prêtres » pour lesquels est « exigée pleine liberté d'action », et la garantie contre toute entrave et tout blâme ; cette « volonté de Dieu » mise en opposition avec le Droit canon ; cette rupture du Concordat uniquement imputable à une Curie qui ne veut que des « droits » et repousse les « devoirs », — tout cela, à la veille d'une élection pontificale, n'est-il pas d'une criante clarté ? Il semble que s'indiquent déjà les lignes de l'avenir.

Sans doute convient-il de ne pas négliger cette prudence dans la haine qui donne sa vraie marque à toute la politique religieuse du IIIe Reich, prudence que nous avons notée au lendemain de l'Encyclique de la condamnation et dont nous avons eu une nouvelle preuve, hier même, au lendemain de la mort de Pie XI. Sur les sentiments de fond, nous ne pouvons avoir aucun doute. Nous savons ce que pensent du nouveau Pontife les chefs du racisme. Nous savons ce qu'ils pensent aujourd'hui de l'homme chez lequel ils dénonçaient hier, quand il était le cardinal Pacelli, le plus intraitable ennemi de la croix gammée, dont ils stigmatisaient « la collusion avec le Front populaire », qu'ils rendaient « responsable

de l'opposition brutale du Vatican à l'axe Rome-Berlin », qu'ils accusaient « de chercher le salut de son système politique dans une alliance avec les démocraties occidentales » (*Angriff* de novembre 1937). Encore une fois, sur les sentiments profonds nous ne pouvons avoir aucune hésitation. Mais les hommes du IIIe Reich savent se taire et attendre.

***

De quoi demain sera-t-il fait ? C'est la question qui, au seuil de ce pontificat nouveau baignant encore dans le mystère, monte irrésistiblement aux lèvres. La façade actuelle du Concordat sera-t-elle maintenue ? Le IIIe Reich tentera-t-il, à la faveur d'un changement de pontificat, une volte-face qui lui permette de sortir d'une situation inextricable, mais que toutes les positions prises et lentement durcies, que l'enfoncement dans l'erreur doctrinale rendent bien difficile ? Ou bien la haine s'avérera-t-elle la plus forte ? Il y a un degré de passion qui ne s'accommode même plus des masques. De toutes façons nous pouvons tenir pour assuré que s'il y a dénonciation du contrat, c'est de Berlin qu'elle viendra. Rome a pour elle le temps. C'est toujours à l'interlocuteur qu'elle laisse la responsabilité de la rupture des ponts.

Mais cette souplesse n'est pas faiblesse. Autant et mieux qu'aux plus fermes pontifes de la longue histoire de Rome nous pouvons faire confiance au Pape nouvellement élu pour défendre les droits de l'Église avec inflexibilité sur le terrain de la foi et de la doctrine. La face émaciée et ascétique du nouveau Pontife, le feu calme de son regard, sa haute et pure silhouette, sont la traduction matérielle de l'âme qui habite cette enveloppe. Mieux que toute autre nation, l'Allemagne, qui a vu Eugenio Pacelli pendant plus de dix ans à l'œuvre sur son sol, sait quelle force il y a dans cette fragilité. Flamme vivante de l'esprit au milieu d'un monde que domine la matière et sur lequel pèse la force, Pie XII, dont les premiers mots ont été un message de paix, sera aussi le gardien du Droit.

ROBERT D'HARCOURT.

LES DÉBUTS D'UN EMPIRE D'OCCIDENT

I

LA FONDATION DU « GRAND EMPIRE »

L'Empereur avait reparu à Paris auréolé par la victoire d'Austerlitz et par la paix glorieuse imposée à l'Autriche.

En fait, il était revenu de Vienne avec deux traités en poche. L'un, celui de Presbourg, mettait, — pour de longues années, à son sens, — l'Autriche hors de combat. L'autre, celui de Schönbrunn, inféodait étroitement la Prusse à la politique française. L'Empereur comptait surveiller de près l'exécution stricte des deux traités, tant que la Russie resterait sous les armes, appuyée par l'Angleterre ; car il devinait bien que, ces deux nations continuant la guerre, Vienne ne perdrait pas tout espoir d'une revanche et Berlin d'une dérobade. Il sentait que les deux cours allemandes tournaient encore des yeux désespérés vers Pétersbourg.

L'Autriche semblait cependant exécuter le traité ; elle ne pouvait, à la vérité, ne le point exécuter en ce qui concernait les provinces cédées aux alliés allemands de Napoléon et au royaume d'Italie, puisque, du Tyrol à la Vénétie, elles étaient occupées : seules les « bouches » de Cattaro et la Dalmatie devaient être remises par l'Autriche à la France ; Napoléon, se méfiant, gardait en gage Braunau jusqu'à remise de Cattaro. Par Braunau, il tenait Vienne à la gorge.

La Prusse ne se croyait pas, n'était pas aussi bridée. A la nouvelle du traité de Schönbrunn, consenti par Haugwitz à Napoléon sous la menace la plus pressante, la cour de Berlin s'était insurgée. La reine Louise avait montré la plus vive douleur : la Prusse, trahissant la Russie et abandonnant l'Autriche, se faisait « la vassale » de la France : elle devenait un Wurtemberg, une Bavière ; Hardenberg, dans tous les temps rival d'Haugwitz et ennemi de la France, vitupérait et les officiers tourmentaient la garde de leur épée. De Paris, Lucchesini écrivait que l'Empereur, frappé du désir de paix qui s'exprimait très haut à Paris, aspirait à ce que l'Angleterre se décidât à traiter, et, pour l'heure, redoutait toute complication : on pourrait en profiter pour obtenir la revision du traité de Schönbrunn et faire payer, en tout cas, l'alliance promise par des cessions considérables ; le Hanovre était peu de choses : si l'on y joignait les villes hanséatiques et si l'on mettait le roi de Prusse à la tête de l'Allemagne du Nord, on verrait à trahir, définitivement, la cause de l'Europe ; sans quoi il était impossible de ratifiér les clauses de Schönbrunn.

LA MISSION DE HAUGWITZ

Frédéric-Guillaume, toujours timoré, réunit un conseil ; celui-ci conclut à la ratification, mais avec des conditions toutes nouvelles : le roi proposerait des amendements et n'accepterait que l'alliance *défensive*, ainsi ne romprait-il pas ses engagements secrets avec la Russie. Ce souci éclate dans la lettre, — toujours secrète, — que ce misérable roi, voué pour sa vie à l'équivoque, adressa au Tsar : « ses relations avec la France ne l'empêcheraient point d'entretenir avec Alexandre des relations de confiance en ce qui concernait les affaires générales de l'Europe ». Pour que cette espèce de contre-lettre fût bien comprise d'Alexandre, tandis que Haugwitz serait envoyé à Paris, le duc de Brunswick prendrait la route de Pétersbourg. Ainsi se trouvait d'avance bien justifié l'aveu que, quelques mois après, Haugwitz fera lui-même à Gentz : « S'il a jamais existé une Puissance que nous ayons eu l'intention de tromper, c'est la France. La nécessité nous en a fait une loi... Un simulacre

de paix, voilà tout ce que nous pouvions maintenir. »

Haugwitz partit pour Paris, le 14 janvier 1806, avec la mission de faire revenir Napoléon sur le traité de Schönbrunn, et, subsidiairement, de le tromper complètement sur les rapports persistants de Berlin avec Pétersbourg. Mais Napoléon était averti par son ambassadeur à Berlin, Laforest : « Cette cour de Prusse, écrivait l'Empereur, est *bien fausse et bien bête.* » Et il ajoutait : « Toute mon armée est encore en Allemagne. » Contre la Prusse, — plus que contre toute autre Puissance, même l'Angleterre, — il se savait soutenu par l'opinion : n'avait-on pas, après Austerlitz, entendu, à Paris, se formuler le vœu que, plus même que l'Autriche vaincue, « la Prusse fût punie de sa conduite coupable envers la France » ? Apprenant qu'Haugwitz s'acheminait vers Paris dans l'idée d'*imposer* des conditions nouvelles, Napoléon écrivait, le 6 février, à Talleyrand : « Les Prussiens sont fous. »

Il les tenait pour d'autant plus fous qu'une lueur de paix, enfin, s'apercevait en Angleterre. Pitt venait de mourir, — le 23 janvier. Le vieil ennemi de la France était, depuis des années, en proie à des attaques de goutte : mais ce n'est pas son mal qui l'assassina, ce fut, de son aveu, la nouvelle d'Austerlitz. L'orgueil de Trafalgar l'avait exalté jusqu'au délire, mais la ruine de l'Autriche, qui lui parut devoir entraîner l'écroulement du continent, le désespéra. Il sentait ce continent près de se retourner contre lui, la bouche pleine de reproches et, de fait, notre violent ennemi, Gentz lui-même, allait écrire, fort amèrement, à Jackson, un des grands agents du ministère anglais, qu'il ne pouvait que condamner « les mesures que M. Pitt a adoptées et le rôle qu'il a fait jouer à l'Angleterre dans les guerres du continent » parce que, « ne le connaissant pas, il ne savait pas le traiter ». L'Angleterre, elle aussi, semblait avoir été vaincue à Austerlitz : l'Europe allait, pensait-on, se dérober au « joug » de Londres. Pitt croyait la partie perdue. Le dur ministre languit quelques semaines : la goutte, remontant au cœur, terrassa en une heure ce haut patriote qui, ayant hérité des haines de son père, avait peut-être trop exclusivement fait tenir dans ces haines tenaces l'admirable et orgueilleux amour qu'il portait à son pays. Comme tant d'hommes d'État, il eut, jusqu'au bout, la faiblesse de croire qu'il emportait avec lui la for-

tune de sa nation. « Ma patrie, murmura-t-il avant de mourir, dans quel état je laisse ma patrie ! »

Elle était, en effet, dans un état assez triste, car elle s'était déjà à moitié ruinée à vouloir abattre, après la Révolution, l'Empire français et, maintenant, elle ne savait trop, ayant entraîné une fois de plus l'Autriche dans une catastrophe, quels alliés elle trouverait pour la servir. Une légère réaction, tout naturellement, se dessinait au Parlement : Fox, le grand adversaire de Pitt et le chef de l'opposition, Fox qui, ayant en 1803 cordialement entretenu Bonaparte à Paris, avait dénoncé si vivement, à Westminster, comme une faute et presque un crime du gouvernement britannique, la rupture de la paix d'Amiens, Fox profita de cette réaction ; ceux des *torys* que la cassante attitude de Pitt avait éloignés de lui se rapprochèrent des *wighs* et un ministère de coalition se forma où Grenville, — généralement si hostile à la France, — laissa cependant à Fox le *Foreign Office*. L'avènement de Fox, connu à Paris, sembla autoriser tous les espoirs, et l'Empereur, convaincu que l'Angleterre allait devenir plus traitable, était moins que jamais disposé à céder quoi que ce fût à la « folie » de la Prusse.

Par surcroît, les princes allemands se mettaient littéralement aux pieds de Napoléon. Austerlitz avait porté le dernier coup au Saint-Empire : le *Recès* de 1802 avait encore maintenu, en principe, l'Autriche à la tête de l'Allemagne, mais ses derniers malheurs l'en éliminaient. Le titre même de *Saint-Empire* venait de disparaître. Point de doute qu'un nouveau remaniement, suivi d'un regroupement, ne fût envisagé à Paris. On y songeait en effet, mais sans plan très arrêté. Le dernier historien de la diplomatie impériale, Édouard Driault, fait remarquer à ce sujet combien, vis-à-vis de l'Allemagne, les visées de Napoléon, si fermes en ce qui concernait d'autres régions européennes, furent, d'un bout à l'autre, peu définies : on eût dit que cette Allemagne composite, indéterminée, faite de princes et de républiques, mal liée, mal bâtie par la nature et mal arrangée par l'histoire, déroutait ce cerveau fait pour les formations classiques ; dans ce pays où il ne trouvait plus les pas des Romains, il tâtonnerait toujours. Mais l'incertitude même qu'il éprouvait encore, en ces premiers mois de 1806, et qui perçait,

ne faisait que surexciter les ambitions des princes allemands. Les bénéfices inouïs que Bavière, Wurtemberg et Bade venaient, à Presbourg, de retirer de l'amitié de la France, la vue de ces États parfois doublés et de ces couronnes distribuées, transportaient d'une envie presque insensée les moindres principicules d'outre-Rhin. Le mariage d'Eugène avec la princesse Augusta de Bavière et celui qui se préparait entre l'héritier de Bade et Stéphanie de Beauharnais ne semblaient pas du tout, pour les princes allemands, de méprisables mésalliances : on se pressait aux pieds du distributeur. Bignon, ministre à Cassel, écrivait, le 30 janvier 1806 : « *Chacun regarde Saint-Cloud comme un autre Olympe du haut duquel le maître actuel des destinées dispense ses faveurs et ses grâces*. Chaque cour, chaque ville a ses astronomes dont les lunettes sont toujours braquées sur ce point unique. » L'Empereur cependant hésitait encore, et ses hésitations même faisaient se multiplier les platitudes. Napoléon se mettait à mépriser les Allemands qu'il jugeait, — à tort, — sur leurs princes faméliques.

Là-dessus, Haugwitz arriva à Paris avec ses exigences. Il ne pouvait tomber sur plus mauvaise heure. La perspective d'une paix possible avec le gouvernement de Fox et celle d'un regroupement allemand inspiraient à Napoléon le regret d'avoir, à Schönbrunn, promis à la Prusse ce Hanovre dont la Maison royale d'Angleterre allait évidemment réclamer la restitution, et voici que, ayant eu la chance de se le voir offrir, ces « fous de Prussiens » n'acceptaient pas le traité, disputaient sur l'alliance, prétendaient à d'autres morceaux quand, au lendemain d'Austerlitz, fort de leur « trahison » de Potsdam, il eût pu entrer immédiatement chez eux et les écraser. Il était résolu, puisqu'aussi bien, ils voulaient reviser le traité, à le reviser en effet, mais à leurs dépens. Arrivé le 1er février, Haugwitz ne fut acceuilli que le 5 par Talleyrand, et très froidement. Celui-ci avait reçu de Napoléon avis, qu'entrevoyant la possibilité de négociations avec l'Angleterre, il voulait « se laisser maître de faire sa paix avec elle si, d'ici quelques jours, les nouvelles qu'il venait de recevoir se confirmaient ». Talleyrand, qui, dans tous les temps, avait été, nous le savons, assez mal disposé pour la Prusse, ne dissimula nullement à son envoyé que le Hanovre pou-

vait être remis en question. Le Prussien en frémit : il comprenait enfin l'effroyable erreur où l'on était à Berlin quand on croyait pouvoir dicter la loi à Paris, et le pas de clerc qu'il venait y faire. Napoléon, qui le reçut le lendemain, l'accabla de reproches, lui ferma la bouche et, le congédiant, le renvoya encore à Talleyrand qui lui signifierait les nouvelles conditions. Haugwitz était prêt à tout accepter : quand on lui dit que le Hanovre pouvait encore, à la rigueur, être accordé à son maître, il en fut presque surpris, mais il fallait que la Prusse se décidât à rompre avec l'Angleterre en fermant à ses bateaux l'embouchure des fleuves de la mer du Nord et de la Baltique ; le roi de Prusse s'y devait engager sans plus de phrases, sans quoi ce serait la guerre. Haugwitz, terrifié, signa, le 15, et expédia, dès le 16, Lucchesini à Berlin : celui-ci y ferait connaître la situation réelle. Le 23, il arriva à Berlin et y formula les nouvelles exigences qu'on avait si imprudemment provoquées, avec l'espèce d'ultimatum qui les accompagnait. Ce fut une consternation générale : « Les cheveux m'en dressent sur la tête », écrivait le secrétaire du cabinet, Lombard, à Hardenberg. Le roi pleura, mais écarta la reine irritée et, au comble de la peur, envoya incontinent sa ratification à Paris : il acceptait l'alliance offensive et défensive, ce qui comportait la rupture avec l'Angleterre, mais aussi avec la Russie. Seulement, ne se pouvant déshabituer du double jeu, il écrivait, le même jour, au tsar Alexandre pour protester de son inaltérable dévouement. Il fit savoir, le 4 mars, qu'il prenait possession du Hanovre et se mit en mesure de fermer, — d'une main encore timide, — les fleuves et les ports aux Anglais. Fox, aux Communes, commentait, le 26 avril, en termes fort durs, cette attitude de la Prusse qui, disait-il, unissait la servilité à la rapacité.

Il était clair que, devant cette Europe aux pieds du vainqueur d'Austerlitz, le ministre anglais, déjà disposé à une détente, sentait son admiration croître pour le souverain français au regard des autres. Dès le 20 février, il avait fait un geste amical qui amorçait une négociation : sollicité de fournir de l'argent à un misérable qui offrait d'assassiner l'Empereur, Fox avait refusé, — ce qui avait dû étonner ce sicaire, — et mis en garde Talleyrand contre les odieuses intentions qui s'étaient ainsi révélées. Napoléon, — avec raison,

— avait vu là une manière d'entrée en relations : il avait chargé Talleyrand de remercier Fox en faisant connaître son désir d'en venir à une franche négociation de paix. Aussi bien s'était-il, le 2 mars, devant le Corps législatif, expliqué clairement et, cette fois, avec une grande modération : « Je désire la paix avec l'Angleterre, je serai toujours prêt à la conclure *en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens.* » Et il attendit avec confiance les ouvertures de Londres.

LES RÉACTIONS DE L'EUROPE

L'Europe était dans le désarroi. Après Austerlitz, le Tsar avait essayé de faire contre mauvaise fortune bon visage ; il était rentré, souriant, à son habitude, mais en réalité perplexe, à Pétersbourg. La journée du 2 décembre avait été, plus encore que pour l'Autriche, une défaite pour la Russie ; mais les « vieux Russes » affectaient de n'y voir qu'un désastre autrichien dont les Russes s'étaient galamment tirés. « Notre Empereur, avait écrit Woronzof, ne s'est pas découragé et ne veut pas la paix avec *cet infâme Corse couvert du sang qu'il répandit pour plaire à Robespierre.* » Le mot révèle les grossières légendes que propageait la haine exaspérée. Markof trahissait cette exaspération : « Bonaparte ne pouvait être le *contemporain* (*sic*) d'aucun roi légitime ; *il fallait qu'il les tuât ou qu'on le tuât.* » (C'était l'avis des assassins que Fox allait éconduire.) Le Tsar, même s'il eût pensé traiter, n'eût pu s'en ouvrir à personne : sa cour, sa famille, la société, les salons, l'armée, le Saint-Synode, les « vieux Russes », les « jeunes Russes », il eût vu se dresser contre lui tout un monde indigné. Czartorisky, qui n'était pas de la coterie « vieux Russes », dénonçait cependant la France comme préparant, par la prise de possession de la Dalmatie, les voies vers l'Orient, ce qui jetterait bas, à jamais, les projets traditionnels des tsars.

Il ne s'agissait donc que de renforcer l'alliance anglaise, de prévenir Napoléon par un partage éventuel, avec l'Angleterre, de l'Empire ottoman, et, si cela était possible, d'empêcher, à tout prix, la France de s'installer à Cattaro que la « lâcheté » du cabinet de Vienne livrait « au Corse ».

L'arrivée de Brunswick à Pétersbourg, en février, avait surexcité les espérances de revanche. Le vieux prince n'eut garde de parler des engagements pris avec la France à Schönbrunn et à Paris, et Alexandre, toujours porté à séduire, l'accabla de mirifiques promesses. Il ne désapprouva même pas l'acquisition du Hanovre par la Prusse, estimant que, dans les circonstances où l'on se trouvait placé, c'était l'arracher à la France plus qu'à l'Angleterre. Ce que le Tsar voulait, c'était la parole du roi de Prusse que « jamais son traité d'alliance avec la France ne l'obligerait, si celle-ci attaquait la Russie ». Hardenberg, au lendemain de la ratification du terrible traité de Paris, fit signer à son roi une *déclaration secrète* (le cabinet de Frédéric-Guillaume s'encombrait de ce genre de pièces) où celui-ci affirmait « que son traité d'alliance avec la France ne devait jamais déroger à son *alliance* avec la Russie... ; qu'il s'occuperait de mettre son armée sur un pied formidable et d'un plan d'opérations éventuel pour la défense commune ». Haugwitz, devenu premier ministre *apparent*, étant chargé de faire à la France figure d'ami cordial, Hardenberg, premier ministre *occulte*, entretiendrait les espérances d'Alexandre. « Fausse et bête », avait écrit Napoléon en son style brutal, la cour de Prusse, à travers un tissu de mensonges, préparait sa ruine. Napoléon ignorait les tractations de sa nouvelle « alliée » avec Pétersbourg, mais son instinct et son expérience l'éclairaient. Il ne voulait pas avoir une guerre avec la Prusse, mais il n'entendait pas être surpris. S'il laissait ses troupes en Allemagne, c'était, disait-il, parce que Braunau devait rester occupée jusqu'à la remise de Cattaro (car, là aussi, il flairait une trahison en train de se tramer), mais c'était aussi pour se tenir en garde contre une nouvelle « folie » de Berlin.

* * *

Il était d'autant plus résolu à tenir la dragée haute à tous que Fox ne semblait plus s'en tenir à un vague désir de paix. La correspondance se poursuivait entre le ministre anglais et Talleyrand. Napoléon, lui, était dans les meilleures dispositions. En réalité, depuis que le traité de Presbourg lui avait, avec la Dalmatie, ouvert une des portes de l'Orient, le rêve méditerranéen, qu'il avait dans tous les temps caressé,

le hantait de nouveau. Puisque Russie, Angleterre, Autriche prétendaient au partage de l'Empire ottoman, il envisageait ce partage avec l'une ou l'autre, maintenant qu'ayant un pied dans la péninsule des Balkans, il était en mesure de se faire accorder une belle part. La possession de Cattaro, la conquête de Naples qui serait, à son sens, promptement suivie de celle de la Sicile, l'espoir qu'il avait, en cas de partage, de se faire accorder l'Égypte et la Syrie le rendaient même, pour l'heure, moins exigeant sur la question de Malte : il y laisserait les Anglais qui seraient enserrés par ses possessions méditerranéennes, acquises ou projetées. Le Hanovre pourrait être restitué à la couronne anglaise ; on dédommagerait le roi de Prusse en lui rendant ou en lui donnant des territoires équivalents. Très réellement, il envisageait le traité de Presbourg comme *réglant définitivement la fin de ses conquêtes*, l'Italie lui restant acquise. Sur un seul point, il se déclarait, d'avance et très loyalement, intransigeant : il n'accorderait pas à l'Angleterre de traité de commerce. Telles étaient les idées qui passaient dans les lettres de Talleyrand à Fox et qu'à Londres, on enregistrait. Ce qui ressortait surtout de ces lettres, c'était, de la part de l'Empereur, un désir sincère et presque ardent de faire la paix avec l'Angleterre.

Celle-ci était-elle aussi sincère dans son désir de paix ? Fox, fort honnête homme, l'était certainement, mais Grenville l'était moins. Édouard Driault croit même qu'il ne l'était nullement : d'après l'historien, l'Angleterre aurait simplement entendu amuser le tapis pour laisser à une quatrième coalition le temps de se nouer. Devant les dispositions insolites de Napoléon à beaucoup concéder, le cabinet anglais aurait eu le dessein de le paralyser par une illusoire négociation qui, traînée en longueur, permettrait à la Russie de s'attirer définitivement la Prusse, et il est certain que les tractations qui s'engageront sous peu à Paris nous fourniront quelques indices à l'appui de cette thèse, assez désobligeante pour la bonne foi britannique. Fox, je le répète, ne paraît pas avoir trempé dans cette déloyale combinaison, mais son honnêteté même l'engagea à soulever, dès l'abord, une difficulté assez grave : l'Angleterre était liée à la Russie par un traité formel d'alliance offensive et défensive ; Fox estimait que ce serait trahir cette alliée que de traiter sans elle, et, le 8 avril, devant

les vives instances de Talleyrand, il se déclarait prêt à négocier, *mais à la condition que la Russie serait admise en tiers dans la négociation.*

C'était compliquer singulièrement celle-ci. Napoléon goûtait peu ces négociations collectives et son premier mouvement fut de refuser net. Talleyrand l'engagea à ne point tout arrêter ; il fallait, avant tout, amorcer la conversation avec l'Angleterre : que des relations officieuses se poursuivissent ; le jour où les événements permettraient d'en ouvrir d'autres avec la Russie, le plus gros serait fait, et les tractations deviendraient alors officielles. Un des Anglais de marque retenus prisonniers après la rupture et d'ailleurs traités avec courtoisie, lord Yarmouth, de la famille Seymour, fort épris de cette France où ce singulier « prisonnier » menait depuis trois ans joyeuse vie, s'offrait à apporter à Fox des impressions favorables et à servir d'agent de liaison officieux. On lui donna des passeports pour Londres où il vit le chef du *Foreign Office* et le confirma dans l'impression que la France, avide de paix, se montrerait plus facile qu'elle ne l'avait été et ne le serait peut-être jamais. Yarmouth allait être, avec mandat de « causer », renvoyé, dès la fin du printemps, à Paris où il serait reçu à bras ouverts.

Il devait l'être d'autant mieux que, tous les jours, l'Empereur acquérait des preuves nouvelles de la duplicité de la Prusse et peut-être de celle de l'Autriche. La Prusse avait pris possession du Hanovre, mais, par une double déclaration aux Hanovriens et aux Anglais, elle avait affecté de dénaturer l'événement en se représentant comme *contrainte* de saisir cette proie, en réalité si convoitée par elle. D'autre part, la publication, par le Cabinet britannique, d'un livre sur les négociations de 1805 achevaient d'édifier l'Empereur sur l'adhésion hypocrite apportée par la Prusse, la veille même d'Austerlitz, à la coalition. Le passé, si récent, faisait tout craindre pour l'avenir, et c'était d'un œil implacable que l'Empereur fixait la misérable Cour et d'une main résolue qu'il maintenait dans l'Allemagne du Sud une partie de la *Grande Armée.*

Sur ces entrefaites, ce geste de prudence parut singulièrement justifié par un événement inattendu. L'Autriche avait mis quelque retard à livrer la Dalmatie à la France :

le commissaire autrichien Ghislieri, personnage astucieux, croyait plaire à sa Cour en en ajournant la remise, — particulièrement celle de Cattaro où demeuraient deux bataillons autrichiens. Là-dessus, les Monténégrins, peut-être travaillés par les agents russes, affectèrent les plus grandes craintes vis-à-vis des nouveaux et redoutables voisins que leur donnait le traité de Presbourg, et une certaine agitation se produisit dans la *Montagne noire*. L'amiral russe Seniavine, qui venait de recueillir, dans le royaume de Naples, le petit corps moscovite qui s'y était fourvoyé et de le débarquer à Corfou, — toujours aux mains de la Russie, — fut appelé par les Montenégrins et peut-être par Ghislieri. Il vint jeter ces troupes sans emploi en face de Cattaro et, sans plus de cérémonie, Ghislieri lui remit, — en violation formelle du traité, — cette ville de Cattaro, cette « porte de l'Orient » sur la possession de laquelle Napoléon fondait tant d'espérances.

Il devait être prouvé que Vienne ni Pétersbourg n'avaient autorisé cette manœuvre, mais l'Empereur était parfaitement autorisé à croire à leur collusion. Les troupes françaises étaient sur le point de quitter Braunau : il signifia à Vienne qu'elles allaient y être maintenues, puisque Cattaro avait été traîtreusement livrée à ses ennemis russes. La chancellerie de Vienne, de bonne foi, protesta qu'elle n'était pour rien dans un incident déplorable. Avec raison, Napoléon répliqua que la reprise de Cattaro sur les Russes ne le concernait pas : c'étaient les Autrichiens qui, par une démarche immédiate et comminatoire à Pétersbourg ou par l'envoi de soldats en Dalmatie, devaient se faire rendre la ville pour la remettre immédiatement aux Français, sans quoi la France avait le droit de croire à un acte formel de trahison, concerté entre Autriche et Russie. Telle chose l'autoriserait à rouvrir les hostilités contre les vaincus d'Ulm et d'Austerlitz. Vienne, éplorée, s'adressa à Pétersbourg.

Le Tsar parut embarrassé. Son orgueil l'incitait à refuser le retrait de ses troupes installées à Cattaro, mais il était clair que Seniavine l'avait mis dans un cas fâcheux. Peut-être Alexandre, qui restait au fond fort marri de sa défaite d'Austerlitz et de ce qui s'en était suivi, vit-il, dans cet incident, qu'il n'avait pas voulu, l'occasion d'un rapprochement.

Sans doute était-il investi par son entourage, hostile à toute tentative même d'une simple reprise de contact avec la France ; mais il commençait, très précisément, à se sentir mortifié du servage où cet entourage prétendait le tenir. L'Angleterre semblait disposée à faire la paix ; il n'était qu'à moitié sûr de la Prusse ; quels alliés trouverait-il s'il restait en guerre ? L'idée de rentrer en relations, — sans plus, — avec Paris lui souriait. Il prenait le beau rôle s'il offrait de rendre Cattaro, mais à la France, et il fit savoir à Paris que le baron d'Oubril, son ancien ambassadeur, allait y être renvoyé pour traiter de cette délicate affaire ; cela semblait le moyen déguisé d'amorcer une négociation, à moins que tout au contraire (car on rivalisait de traîtrises entre les cours et les cabinets) cet Oubril ne fût chargé de surveiller, de troubler et, au besoin, de briser les négociations de lord Yarmouth. Napoléon accorda immédiatement les passeports à Oubril. Il voyait dans la présence à Paris d'un plénipotentiaire anglais et d'un plénipotentiaire russe un double espoir de paix générale, l'indice en tout cas que ses adversaires étaient disposés à traiter, tandis que l'attitude de la cour de Vienne affirmait la prostration de l'Autriche. Au commencement de mai, il avait l'impression, en partie justifiée, que l'Europe était prête à désarmer, par lassitude pensait-il, et que nul obstacle sérieux ne se dressait maintenant devant le grand projet à la réalisation duquel tout concourait : l'organisation d'un *Empire d'Occident.*

L'EMPIRE FÉDÉRAL

Nous voici arrivés à une des heures critiques, — dans l'expression exacte du mot, — de l'histoire de l'Empire et au seuil des événements qui vont dénaturer le régime napoléonien ; il s'y faut donc arrêter.

« Un beau matin, j'en suis persuadé, on verra ressusciter *l'Empire d'Occident parce que les peuples fatigués se précipiteront sous le joug de la nation la mieux gouvernée.* » C'est Napoléon qui, dans les premières semaines de 1806, a lancé cette formidable déclaration au Conseil d'État, mais on y est habitué à de grandioses boutades. Cependant Molé a noté la phrase et il a eu raison ; ce n'était nullement une boutade.

L'Empereur, qui se prépare à marier Eugène à la princesse Augusta de Bavière, a, le 12 janvier, adressé un message au Sénat où se trouvent définies, avec la situation du jeune vice-roi d'Italie, les relations « qui, dit le texte, doivent exister entre tous les *États fédératifs de l'Empire français* ». Et c'est par cette phrase, que le Sénat a, non sans surprise, appris que l'Empire français devenait *fédéral*. Le 31 janvier 1806, disposant du royaume de Naples, repris à la maison de Bourbon, l'Empereur en a délégué la souveraineté à son frère Joseph et il lui a écrit : « Ce sera, ainsi que l'Italie, la Suisse, la Hollande et les trois royaumes d'Allemagne, de *mes États fédératifs ou véritablement l'Empire français.* » Le 14 mars, Napoléon annonce à Talleyrand qu'il est décidé à ériger en royaume la Hollande en faveur de son frère Louis. Déjà Élisa est installée à Lucques arrondi de Piombino et l'on va donner Guastalla à Pauline, principauté de roitelet pour « princesse des colifichets ». Les Murat, déjà, tendent les mains : les duchés de Berg et de Clèves vont y tomber. Cependant, les princes allemands seront groupés en une sorte de sous-État fédéral dont l'Empereur sera le *protecteur*, comme il est (ce sont deux titres qui ne se sépareront plus de ceux qu'il accolera désormais à son nom) le *médiateur* de la Confédération helvétique. En fait, l'Empire français *fédéral* est poussé jusqu'à l'Elbe, l'Adriatique et le détroit de Messine ; tout ce qui existe à l'ouest d'une ligne tirée du Zuyderzée à Zara sera fatalement absorbé. C'est « l'Occident » ; et, un instant, à Schönbrunn, Napoléon a pensé prendre le titre même d'Empereur d'Occident, mais il a craint d'abandonner ou de mettre en seconde ligne « le titre d'*Empereur des Français* que lui ont déféré le peuple et l'armée ». Seulement, Frédéric Masson le démontre très bien, dès le printemps de 1806, « le *Grand Empire* est fait ; il n'y manque qu'un nom ».

Les décrets communiqués au Sénat, le 30 mars, pourvoient, d'autre part, aux *fiefs* créés ; car, en dessous des *royaumes*, il y aura les *principautés* et, en dessous des principautés, les *fiefs*. Joseph sera roi à Naples et Louis en Hollande, Élisa sera princesse de Lucques et Piombino, Murat grand-duc de Berg et Clèves, mais Berthier sera aussi prince de Neuchâtel (cédé par le roi de Prusse), Talleyrand et Bernadotte

recevront respectivement les principautés de Bénévent et de Pontecorvo détachées du royaume des Deux Siciles. L'Allemagne, groupée en *confédération*, et la Suisse gardant la constitution octroyée en 1803 par le Premier Consul, seront rattachées étroitement au *système* du Grand Empire.

L'événement était fatal, je dirai qu'il l'était dans les deux sens du mot ; il se préparait, en tout cas, du jour où, pour se couvrir contre l'hostilité déclarée de l'Europe presque tout entière, la Révolution avait envisagé le système des *marches* ; il se préparait plus sûrement encore dès l'instant où, sacré à Paris par Pie VII, l'héritier de la Révolution, déjà hanté du souvenir de Charlemagne et plein des grandes traditions de Rome, était, par une nouvelle coalition, provoqué à remettre à l'étude, mais suivant la pente de son esprit, les projets des gouvernements révolutionnaires. Et il nous faut revenir encore ici, quelques instants, sur le passé.

LA GENÈSE DE L'IDÉE

La France, ai-je dit, s'est, depuis 1792, considérée comme une vaste place assiégée, et c'est l'esprit du fameux décret de la Convention du 24 février 1793. Ayant conquis la Belgique et la rive gauche du Rhin, on avait encore conquis la Hollande. Les victoires de Bonaparte en Italie en avaient chassé les Autrichiens : une *République cisalpine* avait été fondée sur le modèle de la République française et subordonnée si étroitement à celle-ci, que le mot *vassalité*, s'il n'apparaissait pas dans les textes, éclatait dans les faits. Flanquée d'un bastion avancé au nord-est où la Hollande vivait sous notre protectorat, la République s'était trouvée flanquée d'un bastion avancé au sud-est, le bastion italien. Le *système*, dès l'an VI de la République, sortait des événements. Le Directoire l'avait alors généralisé : à Naples, à Rome, des républiques suscitées par l'occupation française avaient, un instant, flanqué, à leur tour, le bastion cisalpin ; la Hollande avait, sous le nom de *République batave*, été plus strictement encore inféodée. De la rive gauche du Rhin non encore réunie officiellement, Hoche avait d'abord entendu faire une *République rhénane* du même style, mais avec

l'espoir que les États de la rive droite, à leur tour, pénétrés par la propagande partie de la rive gauche, s'aggloméreraient à ce futur État rhénan. Enfin, la vieille *Ligue suisse*, devenue *République helvétique*, avait été encore, dès l'an VII, occupée : ainsi, d'Amsterdam à Naples en passant par Coblence, Bâle, Berne, Milan et Rome, une chaîne d'États vassaux s'était ainsi nouée, *chaîne* en effet, car elle avait pesé bien lourdement alors sur les « républiques » « filles, disait-on, de la grande République française », mais « filles » asservies. Tout cela, à la vérité, était prématuré, fruit d'une improvisation, né d'un expédient plus que d'un principe. Il n'en va pas moins que le système avait jailli de la conquête des limites naturelles, presque spontanément, et que Bonaparte avait trouvé l'idée, bien arrêtée déjà dans certains cerveaux, que la muraille conquise ne serait jamais sûre si, contre l'hostilité sans cesse renaissante ou persistante de l'Europe, on ne fortifiait cette muraille en créant non *seulement ces bastions avancés, mais, en avant de la « ville assiégée », une zone assez étendue de protection.* « Si vous voulez garder la rive gauche du Rhin, passez sur la rive droite », avait, deux siècles avant, écrit Turenne. On appliquait le mot à toutes les nouvelles limites.

Lorsqu'en 1802, le Premier Consul avait imposé la paix à l'Europe, il avait paru, un instant, que cette paix dispensait de plus de conquêtes. Elle laissait sous notre emprise deux de nos *marches* avancées : la Hollande, érigée maintenant en république consulaire sous le grand pensionnaire Schimmelpenninck, et la Cisalpine, bientôt transformée en République italienne ayant pour chef le Premier Consul lui-même ; mais la Suisse semblant près de tomber en anarchie, ce même Premier Consul n'avait pas hésité, on se le rappelle, à imposer sa *médiation* ; sans doute l'avait-il fait avec une modération excluant cette brutale inféodation qui, en 1799, avait révolté la fierté des « fils de Guillaume Tell ». Il n'en allait pas moins que le système, conçu un instant par le Directoire, avait pris corps, et que, la rive gauche du Rhin étant définitivement réunie, le front français s'appuyait déjà sur trois États liés étroitement à la politique française et en recevant la loi, legs de la Révolution au régime consulaire qui en était issu.

LES ÉTATS TYPES

Bonaparte n'était pas indifférent à l'idée qui avait plus ou moins nettement guidé ses prédécesseurs. Il est très clair que l'idée de *défense* avancée de ce que, bien avant qu'il y eût un empereur, on appelait « l'Empire français », continuait à inspirer, sous le Consulat, la politique des « marches ». Mais sur cette idée s'en greffait, chez Bonaparte, une autre qui, elle aussi, ne lui était nullement personnelle, issue qu'elle était comme la première de la Révolution. Celle-ci, dès la première heure, s'était faite propagandiste à outrance : les *Droits de l'homme* à peine votés, on avait, à Paris, pensé sinon à les imposer, du moins à les répandre à travers tous les peuples, et ç'avait été un peu plus tard, ce zèle de propagande, une des forces des armées révolutionnaires. Ses soldats marchaient, *les Droits de l'homme* inscrits sur ses drapeaux. « *Nous voulons faire une déclaration pour tous les hommes, pour tous les temps, pour tous les pays* », s'était écrié, on se le rappelle, un député au moment où, en juillet 1789, on en discutait. Très sérieusement, fidèles d'ailleurs à l'esprit qui avait été celui de la *philosophie* du siècle, les Constituants avaient pensé légiférer « pour le genre humain », et leurs successeurs, gens de la Législative et de la Convention, avaient gardé l'illusion qu'un jour viendrait inéluctablement où « tous les pays », en effet, avec tous les peuples, adopteraient non seulement *les Droits de l'homme*, mais les institutions qui en découlaient, les lois auxquelles ils servaient de base. *La liberté, l'égalité, la fraternité*, le plus petit soldat de France a eu, de 1792 à 1799, la conviction intime que, à la vue du drapeau tricolore, les « esclaves des tyrans » les recevraient avec joie et, partant, se rangeraient avec enthousiasme sous les couleurs de la nation qui s'était, la première, « libérée ». Le prodigieux prosélytisme qui, dans tous les temps, a distingué les fils des Francs se surexcitant avec leur enthousiasme pour le nouveau *Credo*, il avait paru à nombre de Français que rien ne pouvait prévaloir contre la nouvelle loi et que mœurs, coutumes, traditions, religions, tout s'effacerait devant elle dans une Europe conquise par l'amour et bientôt unifiée par la foi. L'exaltation, parfois

un peu factice, qu'avaient, de 1792 à 1797, montrée nombre de Belges, de Rhénans, de Genevois, de Savoyards, d'Italiens devant l'apparition de ces entités révolutionnaires avait nourri les illusions de Paris. Et voici que de ces principes libérateurs, naguère encore compromis par l'anarchie ou ternis par le sang, avait, après 1800, jailli une organisation solide et rationnelle, le régime consulaire qui, de l'aveu même de ses adversaires, unissait les bienfaits de l'ordre au respect des principes de 1789, un régime idéal qui devait, au sens même de son fondateur et de ses admirateurs, exciter « l'envie de tous les peuples ».

Bonaparte, je l'ai dit, si personnel qu'il fût, partageait bien des idées du siècle où il était né : lui qui ne cessera de fustiger l'*idéologie* était, sur un certain nombre de points, un tenant de la *philosophie* naguère accueillie par ce siècle. Lui aussi, en dépit de son solide bon sens, n'était pas loin de croire en principe, avec Condorcet, géomètre qui s'était cru homme d'État, « *qu'une bonne loi doit être bonne pour tous les hommes comme une proposition est vraie pour tous* ». Certes, un Napoléon n'approuve-t-il pas tous les articles de la *Déclaration*, mais il pense certainement qu'un bon gouvernement est bon, comme eût dit le député de 1789, « pour tous les hommes » et, sinon « pour tous les temps », du moins « pour tous les pays », et que, ce bon gouvernement s'étant réalisé en France au cours de son consulat, tous les hommes et tous les pays en viendraient à « l'envier » au point d'aspirer à vivre sous sa loi. Rappelons-nous son mot au Conseil d'État : « *Les peuples fatigués se précipiteront sous le joug de la nation la mieux gouvernée* », erreur énorme qui allait être la source de tant d'autres erreurs subséquentes. Les peuples sont, tout au contraire, en thèse générale, conservateurs des institutions qu'ils possèdent, même quand elles sont médiocres, fidèles à leurs traditions, même quand elles sont fâcheuses, et hostiles à des lois qui, admirables en principe et même en fait, bouleversent des mœurs et coutumes auxquelles ils tiennent, même quand elles paraissent périmées.

A cette tendance *idéologique*, qui étonne chez cet homme par d'autres côtés si plein de sens, s'ajoutaient, à la vérité, pour la fortifier, d'autres pensées qui, elles encore, ne lui étaient qu'à moitié personnelles. Il admirait ces Romains « auxquels

il faut toujours revenir », avait-il dit ; il avait étudié dans Montesquieu la marche de leur politique et la constitution de leur Empire ; or, ces Romains justifiaient par leur exemple le principe qu'il avait hérité de la philosophie du XVIIIe siècle. Parce qu'ils avaient mis une vertu militaire rare au service d'une civilisation supérieure, d'une loi imposante et d'une discipline sociale, ils avaient non seulement conquis, mais *pénétré* le monde de leur temps, des rives de l'Euphrate aux rives de la Seine, de celles du Rhin aux rivages d'Afrique, et fait adopter, avec leur code et leurs écoles, le respect de cet *impérialat* qui, de près, était cependant si peu respectable : au IIe siècle de notre ère, le Monde n'était pas *aux Romains*, il était devenu *romain* ; c'est du moins ce qu'un Napoléon voulait croire. Il avait alors étudié le procédé qui avait si constamment servi la politique de Rome. Avaient-ils, ces Romains, tout de go, conquis par les armes et aussitôt réuni à l'Empire républiques et royaumes ? Non : la conquête faite de l'Italie, ils s'étaient *insinués* dans les États de l'Orient et de l'Occident et, bien avant de les réunir, les avaient, généralement pendant un demi-siècle, un siècle parfois, *inféodés* ; ils y avaient *introduit* leurs institutions, leur système financier, judiciaire, militaire, leurs lois et même leurs dieux, et ce n'était que peu à peu que les royaumes, ainsi préparés, avaient pu être déclarés « provinces romaines ». Lorsque, devenu empereur, Napoléon laissait se développer les pensées auxquelles, consul, il avait encore mis quelque frein, il commençait à envisager l'idée que lui, César couronné, recommencerait Rome en suivant les mêmes méthodes.

Il avait la plus grande admiration pour ce régime que quatre ans de consulat lui avaient permis d'établir. Il avait su y allier aux formules de la Révolution bien des traditions de l'Ancien régime, fait de ses institutions, de son Code, de ses impôts, de l'instruction publique et du système religieux même, autant de « *concordats* » entre le passé et le présent, et, comparant son régime avec les précédents, il lui décernait assurément un satisfecit presque sans réserves : la France était le type de l'État moderne, pourvu du meilleur système politique, administratif, financier, législatif, social et religieux ; ce serait donc rendre à l'humanité un

immense service que d'amener, peu à peu, mais le plus vite possible, celle-ci à ce type idéal, réalisé en France. Ce que la Révolution avait, en quelques années, mais à travers des troubles sanglants, fait de la France, le nouveau régime le ferait de l'Europe, sans qu'elle eût, cette heureuse Europe, à connaître pareilles convulsions. Par-dessus tout, il estimait la Révolution d'avoir aboli les privilèges, retiré leur puissance aux « castes », noblesse et clergé, établi l'égalité qui « ouvrait la carrière aux talents », libéré les esprits de l'« intolérance sacerdotale », fermé les couvents où il ne voyait que paresse, rasé les châteaux où il ne voyait qu'orgueil.

La *féodalité* cependant restait partout en Europe, doublée souvent de « la puissance des prêtres »: or, partout où sa loi pénétrerait et s'imposerait, nobles et prêtres perdraient leurs privilèges : il ne les traiterait certes, nulle part, en *parias*, ainsi qu'avait fait la Révolution, mais il en ferait *des sujets comme les autres*, libérant le Tiers-état européen, libérant la terre, libérant le commerce, libérant surtout les esprits et les âmes. Si les populations résistaient, ce qui était possible, elles ne résisteraient pas longtemps : une génération s'étant vue *contrainte* à s'incliner, une autre génération, élevée au sein des nouvelles institutions et dans l'esprit du nouvel enseignement, viendrait qui, imbue des principes nouveaux, réaliserait le rêve, des bords du Rhin à ceux de la Vistule, des côtes napolitaines aux rivages scandinaves : ainsi le type d'humanité nouvelle serait-il créé en moins d'un quart de siècle sous l'hégémonie de la nation qui, la première, aurait su faire triompher cet idéal dans ses lois politiques et sociales. A l'idée de *marches* militaires qui, avec le souci de la défense, persistait, se juxtaposait celles de *provinces* francisées, parce qu'*humanisées*. Il ne rêvait certainement pas, d'ailleurs, d'un empire *unitaire*, mais d'une *Confédération d'États* : il parlera, un jour, des *États-Unis d'Europe*. Mais pour que les nations vinssent toutes au nouveau système, il établirait, en bordure de la « grande France », une série d'États qui, sans lui appartenir directement, vivraient sous son influence et, sous sa direction, seraient les *États modèles*, les *États types*, auxquels les autres aspireraient à ressembler. Une lettre de 1808 au roi de Westphalie, nouvellement intronisé, nous livrera, là-dessus, sa vraie pensée :

la Westphalie, écrira-t-il, doit en pleine Allemagne servir de « modèle » aux États germaniques ; point de doute qu'en 1806, il ait, en établissant Joseph à Naples, pensé donner aux Italiens le spectacle d'un royaume libéré des vieilles tyrannies, bien ordonné et bien gouverné, et amener tous les États de la péninsule à se réduire d'eux-mêmes à ce type de nation.

LES TRONES DE FAMILLE

Mais Napoléon reste l'*Empereur des Français* : et voici où le système se complique. Ces institutions nouvelles sont institutions humaines, mais il n'entend pas que, rendus plus heureux et, partant, plus forts, les États rénovés puissent jamais se retourner contre la France ; pas même n'admet-il que les intérêts présents de *sa* France puissent, en quoi que ce soit, être sacrifiés aux tendances et réactions des États rénovés. Un lien étroit les doit unir, lier, enchaîner à la nation rénovatrice et leurs chefs au grand chef. S'il tolère mal qu'un grand-duc de Bade paraisse tant soit peu infidèle à son système, combien plus ne pourra-t-il tolérer que les rois, nommés par lui, à la tête des royaumes qu'il leur a donnés, fassent le moins du monde faux bond non point seulement à sa direction, mais à l'esprit de 1789 et à l'intérêt de la France. Français portés par lui aux trônes hollandais, allemands, italiens, plus tard au trône espagnol, ils devront rester Français, et voilà un nouveau *défaut* à un système déjà bâti sur toute cette dangereuse idéologie. Car s'ils restent Français à la tête d'étrangers, ces étrangers, à qui le fait se révélera, se rebelleront ou bien, conquérant le prince même qu'on leur aura donné, ils l'entraîneront à se rebeller lui-même. Il faut donc des Français, mais des Français qu'un lien particulièrement étroit unira au chef de l'Empire et à sa fortune, — fondue avec les destins de la France, — et qui, unis par des liens deux fois sacrés à l'Empereur et à sa nation, sauront imposer, avec la loi du Maître, la loi de la Nation. Napoléon, de bonne foi, croit, en 1806, les trouver dans sa famille, et c'est de tant d'erreurs, peut-être d'ailleurs généreuses, la plus forte.

Cette famille, nous la connaissons : un historien acerbe, mais documenté, Frédéric Masson, l'a, par une enquête d'un

demi-siècle, parfaitement pénétrée, et, si l'on peut faire appel de certains de ses jugements sur l'un ou l'autre, on ne saurait contester les conclusions qu'il en a tirées. Nous avons eu, à plusieurs reprises, l'occasion de voir avec quel esprit singulier chacun des membres de la famille a suivi, depuis le 18 Brumaire, le frère incomparable dans son extraordinaire ascension. Nous savons que, nés du même sang ardent et fiévreux que lui, ils nourrissent tous des passions violentes poussées chez certains d'entre eux, — qu'il s'agisse de l'ambition politique, de la cupidité ou simplement des choses de l'amour, — jusqu'à la frénésie. Ce qu'il y a de commun, malheureusement pour l'Empereur, entre ces personnages, c'est qu'ils n'ont jamais eu, ni les uns ni les autres, l'idée qu'ils lui devaient toute leur fortune et que, partant, celle-ci dépendait étroitement de la sienne. D'une intelligence certainement supérieure à la moyenne, et doués, à peu d'exceptions près, par surcroît, d'un physique fort avantageux, ces Corses l'étaient aussi d'un orgueil prodigieux : chacun d'eux, sauf peut-être Pauline, a toujours été et restera toujours naïvement persuadé qu'il eût, sans le secours du frère, fait du chemin et, au surplus, imbu plus encore que lui de l'esprit de clan, trouvent-ils naturel d'avancer avec lui : de là d'infatigables exigences et, si elles ont reçu satisfaction, une naturelle et inconsciente ingratitude ; de là aussi, avec cette aisance à jouer les rôles extraordinairement hauts que la fortune de Napoléon leur aura valu, ce prompt détachement, s'ils sont arrivés, cette conviction que « Dieu » les a, au même titre que l'illustre frère, marqués de son sceau, — et, partant, ce perpétuel ombrage, cette furieuse rancune, cette disposition à se rebeller, si celui-ci entend faire payer de soumission ou même simplement d'égards la grandeur qu'il leur a décernées.

Que de pareilles gens fussent précisément désignés pour être, entre les mains du grand Empereur, les agents les meilleurs de sa pensée et les représentants de ses volontés, quiconque les connaissait bien l'eût, dès 1804, formellement nié. Mais nous savons combien l'esprit de famille dominait l'homme. Bien des faits nous l'ont montré et nous le montreront encore, — lui, le fort des forts, — faible devant les exigences et miséricordieux, la première colère passée, aux offenses. Les scènes qui ont précédé le Sacre suffiraient à nous

faire comprendre l'erreur où, en 1806, il persistait. A cette époque, et pour quatre ans encore, il restait persuadé qu'un étroit devoir *l'obligeait* vis-à-vis d'eux.

A Joseph, son aîné, il continuait à montrer une sorte très particulière de sentiment : trop perspicace pour l'estimer très capable et trop informé pour l'estimer très dévoué, il croyait lui *devoir* de constantes compensations et presque des réparations de ce que cet aîné, le chef de la famille après tout, — sentiment d'un vrai Corse, — fût, de par la destinée, moins favorisé que son cadet. Il avait souvent pénétré l'esprit d'intrigue qui se dissimulait sous des dehors de sagesse grave et la « faiblesse » qui livrait Joseph à un entourage dangereux : il s'était souvent irrité de ce que le château de Mortfontaine, résidence du « prince », fût devenu, à certaines heures, un foyer d'opposition ; mais il se contentait le plus souvent de dire et d'écrire de Joseph et même à Joseph « que la nature l'avait fait *trop bon* », ou bien de le déclarer « un bel esprit facile à flatter ». Mais l'espèce de *droit d'aînesse* moral, que lui-même lui conférait, l'incitait à satisfaire l'aîné avant tous autres et il lui eût paru presque monstrueux qu'un Français, — si supérieur qu'il fût ou si accrédité par d'éminents services, — *devînt prince et roi avant Joseph.* C'est pourquoi Joseph a été prince et sera roi avant tous ses frères.

Vis-à-vis de Lucien, l'esprit familial se fortifiait, chez Napoléon, d'une certaine estime qu'il n'avait pas pour les autres : il le tenait certainement pour le plus capable et même pour très capable : agité, avide, intrigant, soit, mais le seul qui, à son avis, fût à la rigueur en mesure de se passer de lui, l'homme qui, le 19 brumaire, l'avait si bien tiré du guêpier, et l'homme qui, sous le Consulat, s'était un instant si bien adapté, comme ministre, à ses grandes pensées d'État. Seulement, habitué dès l'enfance à railler, à taquiner, à remettre à sa place « Monsieur Lucien », — ainsi qu'il l'appelait ironiquement, — il blessait l'amour-propre, plus encore que l'orgueil, de ce cadet ; il s'était, en froissant orgueil et amour-propre, à propos du mariage de son cadet avec Mme Jouberthon, aliéné ce frère qui, en 1806, retiré en Italie, menait contre l'Empereur une vraie campagne de dénigrement, malgré laquelle, trois fois au moins, l'Empereur lui offrira, — en vain d'ailleurs, — avec le retour de ses bonnes

grâces, une couronne pour lui, — celle d'Italie, — et, un jour, pour sa fille Charlotte, celle d'Espagne.

Napoléon considérait Louis et Jérôme presque comme ses enfants ; car, si Louis n'avait que neuf ans de moins que lui, Jérôme, alors âgé de vingt-deux, était né quinze ans après lui, un gamin à ses yeux, mais sympathique et amusant ; seulement, Louis était toujours à ses yeux ce petit garçon qu'il avait jadis pris avec lui à Valence pour soulager la famille en mauvais arroi, nourri sur sa maigre solde, instruit en prenant sur ses rares loisirs, « un jeune homme » qu'il prétendait avoir seul formé, pour lequel il avait donc des indulgences de père et dont il mettait les défauts sur le compte d'une mauvaise santé. Quand j'aurai ajouté qu'il admirait Élisa pour son intelligence, Caroline pour sa volonté et qu'il avait pour « madame Paulette » une sorte de tendresse émerveillée, quoique parfois railleuse, on se rendra compte de l'emprise qu'avaient sur lui ces étranges frères et sœurs.

Au vrai, il n'analysait pas ses sentiments : ces gens, c'était *la Famille*, comme Madame Mère, comme l'oncle Fesch. Et c'était, si j'ose écrire, en masse qu'ils le *tenaient*. Seulement cherchait-il à se déguiser sa faiblesse à lui-même. J'ai dit combien, devenu empereur des Français, il avait, en quelque sorte, donné congé à sa Corse natale en liquidant les biens qu'il y possédait et voulu évidemment s'affirmer à lui-même, par ce geste symbolique, qu'il était tout au pays qui l'avait acclamé son chef, et il est très certain que l'ancien élève de Brienne était devenu Français aux moëlles. Il supposait que toute sa famille l'était devenue avec lui et comme lui : *la France*, qui l'avait fait ce qu'il était, les avait faits ce qu'ils étaient, répétait-il souvent. Il était donc persuadé que nul n'était plus dévoué aux intérêts nationaux que les enfants de Charles Bonaparte. D'autre part, les estimant sans doute plus intelligents encore qu'ils ne l'étaient, il pensait trouver en eux des auxiliaires d'autant plus fidèles que, de toute évidence, leur fortune était intimement liée à la sienne et, par conséquent, à celle de son Empire : c'est pourquoi, de préférence même aux serviteurs les plus dévoués et les plus remarquables, il pensait en faire ses *alter ego* sur les trônes qu'il allait créer.

Contrairement à ce qui a été si souvent écrit, même par

des historiens favorables à l'Empereur, *il ne créait pas ces trônes pour sa famille*. Je me suis assez étendu sur l'origine de cette conception de principautés, marches militaires, États vassaux, royaumes destinés à servir de modèle aux autres, pour qu'on puisse imaginer que, dépourvu de toute famille et n'ayant à satisfaire à aucune exigence d'affection, Napoléon eût néanmoins, suivant le précédent créé par la Révolution et dans l'esprit de l'Empire romain, cherché à créer ces trônes vassaux. Les créant, il jugeait simplement qu'il convenait, autant qu'à ses sentiments, aux intérêts de la politique française, de les confier à sa famille. J'ajouterai enfin qu'un illustre précédent l'incitait à ce geste : Louis XIV avait tenté d'établir *sa Maison* sur le trône d'Espagne ; un cadet de la famille royale de France avait ainsi fait souche de la dynastie qui régnait à Madrid, et les branches de la Maison s'étaient même étendues, l'une dans le royaume des Deux-Siciles, l'autre dans les principautés de Parme et de Plaisance où Bonaparte lui-même était allé, on se le rappelle, chercher des Bourbons pour les introniser en Toscane. Lorsque, successivement, les Bourbons, après avoir vu en France s'écrouler le trône de Louis XVI, se verront déposséder de leurs États italiens, puis de l'Espagne, Napoléon se donnera pour raison qu'en les remplaçant par des princes de la nouvelle *maison de France*, il ne fait que suivre une tradition et qu'en dépossédant, au profit des siens, les petits-fils de Louis XIV, il recommence la politique même du Grand Roi.

En tout cas, entendait-il, non point installer ses frères sur des trônes, mais en faire les fondateurs d'un Empire fédératif et, je le répète, ses *alter ego*.

Alter ego, le mot prenait dans son esprit tout son sens. Nous verrons dans quelle étroite sujétion il entendra tenir ses frères et beau-frère rois, et quels incessants rappels à leur situation d'*agent supérieur* de l'Empire il leur adressera. C'est ce qui a permis de dire qu'il en avait voulu faire des *préfets français* sur leurs trônes. C'est exact : la France ne peut lui en faire un reproche, mais les pays à qui il donnait ces singuliers « souverains » sont excusables de les avoir assez mal supportés. Voilà où était le danger de cette conception du Grand Empire compliqué de cet autre péril qu'était l'emploi des princes de « la Maison ». Les peuples admiraient peut-être le régime

français issu de la Révolution, et encore cela n'est-il pas sûr et ne serait, en tout cas, jamais vrai que de quelques-uns; mais l'eussent-ils tous admiré et même appelé, que cela n'eût eu, à tout prendre, pour conséquence que le désir de voir leurs *souverains nationaux* adopter, comme le firent quelques princes allemands, certains des principes de ce régime et certaines de ses institutions. Seulement, qu'un étranger leur fût, par surcroît, *imposé* pour les en doter était déjà pour ce régime raison de discrédit.

Si, du moins, cet étranger eût été, comme un Berthier ou un Davout, un grand soldat, ayant fait la preuve de sa valeur, il eût sans doute rencontré déjà quelque résistance ou eût été, comme Bernadotte plus tard, voué à suivre l'élan de son peuple aux dépens de sa patrie ou amené à se trouver en face d'une révolte du sentiment national; mais que le nouveau prince fût le propre frère du souverain français, il apparaissait aussitôt, — et à tort, je l'ai dit, — comme plus inféodé qu'aucun autre et dépourvu de toute possibilité d'indépendance ; et c'est ce qui, précisément, en dehors de leur caractère incommode et de leurs prétentions ambitieuses, devait pousser ces princes même à paraître se séparer, aussitôt sur le trône, de celui qui le leur avait donné. Nous verrons un Joseph se croire assez vite *l'élu* des *lazzaroni* de Naples ou, plus tard, des grands d'Espagne, tandis qu'un Louis croira sérieusement avoir été appelé par « *Dieu seul* » à la couronne de Hollande, et il n'est pas jusqu'à un Joachim Murat, devenu roi de Naples du fait de sa femme, Caroline Bonaparte, qui ne pense être appelé « par les vœux de tout le peuple italien » à gouverner, un jour, la Péninsule unifiée. Pour se désolidariser de leur illustre frère, ces princes affecteront, — j'aurai lieu d'y revenir souvent, — de parler au nom des intérêts et des sentiments de « leurs peuples ». Napoléon saura alors les rappeler, assez rudement, à la situation et ne fera que rendre plus étroit le lien de sujétion. Sans doute les peuples ignorent-ils qu'un roi de Naples demande à l'Empereur « *la permission de venir à Paris* », une « permission » comme un colonel ou un préfet l'eussent sollicitée ; mais ils le soupçonnent et en sont humiliés. Si leur roi napoléonien semble secouer le joug, ils l'encouragent, mais sans plus s'attacher à lui. Frédéric Masson résume fort exactement la situation.

« ... Ou les rois qu'il impose aux peuples se feront les exécuteurs aveugles et muets de ses desseins et ils ne régneront qu'avec la continuelle assistance de ses armées et de son trésor ; ou les rois se rendront les interprètes de leurs sujets, ils deviendront *nationaux* et, dès lors, ils cesseront de concourir au système, ils chercheront à s'en libérer et, ouvertement ou non, ils lui feront la guerre. » On aboutira *à la révolte des gouvernés ou la révolte des gouvernants.* En fait, un roi de Saxe, un roi de Bavière se feront plus humbles et plus dociles vis-à-vis de l'Empereur des Français que ces fameux *napoléonides,* rois issus du sang et de la désignation du grand homme.

Aussi bien la conception même du Grand Empire était-elle, — en dehors de cette complication, — bien scabreuse. Qu'elle ait eu son origine lointaine dans des événements bien antérieurs à l'Empire, c'est ce que, en toute justice, j'ai dû indiquer ; qu'elle dût présenter, vers 1811, quelque chance de se réaliser avec plus d'un avantage, nous en jugerons plus tard ; mais en renonçant, en 1806, au simple système d'un Empire français enfermé dans des limites assez larges, mais fort de son unité, — Belges, Rhénans, Genevois, Savoyards et Niçois étant très réellement devenus sujets très volontiers soumis, — en s'obligeant à distendre son cerveau déjà livré à un travail surhumain, à dissiper son attention, à allonger ses bras, à disperser ses forces d'Amsterdam à Naples, et plus tard de Madrid à Hambourg, l'Empereur, — si surnaturel que fût son génie, — s'exposait, non point à fortifier, mais, en se surmenant, à affaiblir son action. Le pis est que l'Europe qui, en l'attaquant, a imprudemment provoqué la France de la Révolution à s'élargir jusqu'aux limites naturelles et, en renouvelant sans cesse ses agressions sans cesse refoulées, l'a amenée à déborder de ces limites, l'Europe, prétextant les « usurpations » de l'Empereur, ne cessera, en fait, de les provoquer en menaçant l'Empire et d'entraîner Napoléon, bien au delà de ses desseins, à ajouter les marches aux marches, les États inféodés aux États inféodés, jusqu'à porter cet Empire à Varsovie et à Cadix, fleuve sorti de son lit et qui divague.

JOSEPH A NAPLES ET LOUIS EN HOLLANDE

Aussitôt qu'un décret de style impérial eut proclamé qu'à Naples « la maison de Bourbon avait cessé de régner », les troupes françaises, marchant sous le commandement de Masséna, sur l'Italie du Sud, avaient, sans combats, Gaète seul résistant, occupé la capitale. Le prince Joseph accompagnait l'armée d'occupation en qualité de *lieutenant général* ; il devait, aussitôt installé à Naples, se saisir des pouvoirs civils et, en cette qualité, organiser le nouvel État ; mais nul ne pouvait douter que le prince fût destiné à un titre plus auguste. Ayant jadis refusé le royaume d'Italie, sous prétexte qu'il n'y serait pas assez indépendant, Joseph, devant la nomination d'Eugène à la vice-royauté, s'en était amèrement repenti : ses regrets le préparaient à se montrer moins difficile et, avec d'assez grands airs, il avait bien voulu accepter, cette fois, une couronne. Le 15 février, le prince, sans abandonner ses droits à la succession impériale, mais sans être autorisé, en revanche, à cesser d'être grand dignitaire de l'Empire français, c'est-à-dire haut subordonné, était déclaré *roi des Deux-Siciles*.

Il n'avait, en fait, que le royaume de Naples, mais il recevait mission de préparer la conquête de la Sicile qui, dans l'esprit de l'Empereur, se ferait assez rapidement. Ce ne serait d'ailleurs qu'un point de départ : « Vous m'aiderez puissamment à *être maître de la Méditerranée, but principal et constant de ma politique* », allait lui écrire Napoléon, et le mot révèle toute la confiance que l'Empereur met dans ce médiocre personnage. Et par surcroît le roi, plein d'illusions, se croit populaire et parle déjà de ménager ses sujets. Dès le 2 mars, l'Empereur le met en garde : « Mettez bien ceci dans vos calculs que, quinze jours plus tôt ou plus tard, vous aurez une insurrection. C'est un événement qui arrive constamment en pays conquis. » Joseph proteste qu'il n'en prévoit aucune : il a fait appel à « l'amour de son peuple » et cet amour ne lui fera certainement pas plus défaut que celui des Français à l'Empereur. Napoléon, déjà, s'irrite de cet aveuglement : « Vous comparez l'attachement des Français à ma personne à celui des Napolitains pour vous. *Cela paraîtrait une épigramme. Quel amour voulez-*

vous qu'ait pour vous un peuple pour qui vous n'avez rien fait, chez lequel vous êtes par droit de conquête avec 40 *à* 50 000 *étrangers ?* » Et, sous peu, il lui écrira plus rudement : « Si demain, je perdais une bataille sur l'Isonzo, *vous apprendriez ce qu'il faut penser de votre popularité !* » Si le roi se regimbe, l'Empereur hausse les épaules devant les illusions de son aîné : « Vous êtes un jeune homme : la nature vous a fait trop bon. » Elle l'avait fait surtout présomptueux et, déjà, l'insurrection prévue s'est produite, dans les Calabres, où, par la faute du roi, le général Reynier, mal pourvu de troupes, a subi un échec éclatant, le 4 juillet, dont l'historien du règne, Jacques Rambaud, ne craint pas de dire : « un Baylen anticipé », un petit désastre. Cela pourrait, dès l'abord, éclairer l'Empereur, — avec l'ajournement, qui sera éternel, de l'expédition de Sicile, — sur la valeur de ses frères et celle même du système.

Ce système, cependant, est en train de prendre tout son développement : Joseph n'est pas « roi des Deux-Siciles » depuis un mois, que Napoléon achemine Louis au trône de Hollande, et avec une mission à certains égards plus difficile que celle qu'il a confiée à leur aîné. Joseph, à Naples, doit préparer à Napoléon la maîtrise de la Méditerranée ; Louis doit définitivement fermer, contre tous les intérêts de ce pays, la Hollande au commerce anglais qui en reste malgré tout le maître. C'est ce qui a déterminé l'Empereur à transformer le gouvernement batave. La République, jadis organisée sur le modèle du Directoire français, avait été, en 1805, déjà modifiée, confiée, avec le titre ressuscité de *grand pensionnaire*, à Schimmelpenninck, « patriote » hollandais sur lequel Bonaparte croyait pouvoir compter. Dévoué en effet à la politique française, c'était un modéré et véritablement un patriote et la tâche qui lui était imposée ne convenait ni à sa modération, ni à son patriotisme. Le pays, pendant un siècle et demi, avait vécu dans l'orbite de la Grande-Bretagne et des relations économiques s'étaient créées qui, fortifiées au XVIIIe siècle par l'alliance politique, étaient devenues telles qu'aucun pays peut-être n'était à ce point, sauf le Portugal, inféodé au commerce britannique. La Hollande en vivait et, même occupée par les Français, puis livrée à un gouvernement asservi à la République

française, elle n'avait pu se résigner à rompre ces relations.

Schimmelpenninck, devant les exigences du gouvernement consulaire, puis impérial, avait tenté de les relâcher, mais il s'était trouvé en face d'une opposition d'autant plus difficile à vaincre, qu'elle était, non point celle de groupes révoltés, mais celle de tout un peuple. Le *grand pensionnaire* avait fait ce qu'il avait pu pour satisfaire aux requêtes tous les jours plus impérieuses de l'Empereur : mais il était débordé, forcé d'appliquer une politique de coercition dont, en bon Hollandais, il comprenait qu'elle s'exerçait aux dépens de son pays et de sa prospérité. Napoléon ne se dissimulait pas les souffrances que cette politique infligeait, mais il était de sa nature de n'en tenir qu'un assez petit compte. Il espérait que le pays, passé plus étroitement sous sa loi, se plierait mieux que sous un Hollandais, embarrassé entre les exigences françaises et les récriminations hollandaises, au régime sévère qu'il voulait lui appliquer. On lui donnerait, à lui aussi, un roi français. Schimmelpenninck se prêta volontiers à l'opération : il était convenable que les États de Hollande parussent réclamer eux-mêmes un prince des mains de l'Empereur : travaillés par le *grand pensionnaire*, ils se prêtèrent aux suggestions de Paris. Et le 3 mai, la Hollande « sollicitait » l'Empereur de lui donner comme roi son frère Louis.

Napoléon, « condescendant à ce *vœu* », offrit donc cette couronne nouvelle au jeune prince. Celui-ci essaya de se dérober, non qu'il ne fût perverti, comme les autres, par la grandeur, mais, déjà hypocondriaque à l'excès, il avait toujours l'impression qu'on lui voulait imposer une corvée ou tendre un piège ; il estimait, non sans raison, des plus ingrates la tâche qu'il allait assumer en acceptant cette couronne de Hollande ; il eût préféré toutes les autres à celle-là. Hortense, qui ne supportait une insupportable union que grâce aux douceurs du voisinage maternel et aux agréments de la vie de Paris, était de son côté prise de désespoir à l'idée d'aller vivre à La Haye, seule en face de son pitoyable époux : un trône même ne lui faisait pas accepter cette disgrâce. Pour une fois, le ménage était d'accord pour envisager ce trône comme une odieuse gêne. Ayant eu vent de leur répugnance, les Murat, s'il faut en croire Lucchesini, s'offraient à « se charger du fardeau » ; mais l'Empereur respectait la hiérarchie

familiale : Murat, souple beau-frère, ne serait roi que le jour où les frères disposés à s'y asseoir seraient pourvus d'un trône. Louis finit par accepter.

Le 5 juin, recevant en audience les députés bataves, Napoléon, dans une scène un peu trop inspirée du souvenir de Louis XIV, leur présenta le nouveau roi : « Prince, régnez sur ce peuple, ajouta-t-il en se tournant vers le jeune homme. Que la Hollande vous doive des rois qui protègent ses libertés, ses lois et sa religion, *mais ne cessez jamais d'être Français.* » Seulement, trois semaines ne se seront pas écoulées que, devant les prodigieuses initiatives de Louis, l'Empereur lui écrira déjà : « Vous allez comme un étourdi », et, avant six mois le nouveau roi ne se considérera plus que comme le défenseur des intérêts hollandais, trop évidemment opprimés. La Hollande, destinée à devenir, suivant l'expression d'Albert Sorel, « un poste de douane contre l'Angleterre », deviendra vite, aux yeux de Napoléon, une pierre de scandale : sous un roi issu de son sang, elle continuera à être, trois ans, en pleine Europe forcée au blocus, une porte ouverte aux produits anglais, partout ailleurs pourchassés.

Les Murat déçus réclamaient eux aussi une couronne. De Lucien en pleine révolte et de Jérôme qui, à peine, venait de rentrer en grâce, il ne pouvait alors être question. Je ne sais comment, *dès la fin de* 1805, le bruit avait couru que Murat serait *roi de Pologne* ; d'Hauterive avait écrit, le 20 décembre : « Le prince a l'air assez Polonais : il est brave, brillant, hardi, dépensier et gascon. » Il ne pouvait cependant être alors question ni de Pologne, ni de couronne. Mais lorsqu'en février, Joseph était devenu roi et qu'en mars, il s'était agi de Louis, tandis que déjà Élisa régnait à Parme, Caroline Murat frémissait de jalousie. Comblé d'argent et d'honneurs, le ménage se déclarait sacrifié. L'Empereur cependant lui destinait, en attendant mieux, une principauté, et là encore il avait son dessein, étranger à l'esprit de famille. Les États allemands semblaient, — je vais y revenir, — aspirer à se grouper en une Confédération : on négociait l'opération ; mais il n'était pas douteux qu'elle se consommât conformément aux vœux de l'Empereur ; celui-ci n'y compterait que des *clients* : après les avantages que le traité de Presbourg avait valus à la Bavière, au Wurtemberg et à Bade, on pouvait

évidemment compter en particulier sur leurs souverains que des mariages rattachaient ou allaient rattacher, par surcroît, à la famille impériale ; mais il semblait bon à Napoléon que, dans la nouvelle Confédération, on ne restât pas tout à fait entre Allemands. La Prusse avait, en échange du Hanovre, consenti la cession à l'Empereur de Clèves et de Berg : on en pouvait former un nouvel État qui entrerait dans la nouvelle ligue et dont un Français, prince de la Maison, instaurant les institutions nouvelles, ferait *le premier de ces fameux États types* destinés à propager en Allemagne, par le spectacle édifiant qu'ils offriraient, l'esprit du nouvel Empire français. Le 5 mars 1806, Murat était nommé grand-duc de Berg et de Clèves, et, le 24, il faisait à Dusseldorf une entrée solennelle dont on avait pu se fier à ce « Franconi », — ainsi que l'appelait l'Empereur, — pour faire une parade fort brillante. C'est de là qu'il avait guetté la Hollande voisine et, la Hollande attribuée, il ne songeait qu'à « s'annexer », sans l'aveu de l'Empereur, quelques cantons prussiens de plus, ce qui n'était pas sans assombrir encore Berlin.

LA « CONFÉDÉRATION DU RHIN »

Ce qui devait assombrir bien plus la Prusse, c'était encore l'organisation de cette *Confédération du Rhin* dont le nouveau grand-duché de Berg n'était qu'une pierre d'attente. Car, l'Autriche déjà à peu près éliminée, la Prusse brûlait du désir secret de prendre la direction de la nouvelle Allemagne, alors qu'il ne s'agissait ni plus ni moins que de faire passer celle-ci sous la « protection » et, pour dire le vrai, la souveraineté de l'Empereur des Français. Napoléon attendait que l'anarchie, qui, depuis Austerlitz, régnait dans cet agglomérat d'États, maintenant disloqué, lui amenât enfin les princes allemands. La Bavière, le Wurtemberg et Bade, à la vérité, ne sentaient pas le besoin qu'on se pressât : ils avaient coupé leurs liens avec le Saint-Empire agonisant et, considérablement arrondis, en relations cordiales avec le grand allié de Paris, ils pouvaient attendre ; mais les petits princes, inquiets, entendant se séparer de l'Autriche vaincue sans tomber dans l'orbite de la Prusse redoutée, appréhendant tous d'être dépouillés ou diminués, aspiraient à un statut nouveau et à la protection,

définitivement acquise, du puissant arbitre de l'Europe. Bignon, ministre à Cassel, dépeignait, dès janvier 1806, leur anxieuse attente ; dès février, ils avaient passé aux démarches : tous députaient à Munich près du ministre de France, Otto, et le suppliaient de leur transmettre la pensée de Napoléon, « nouveau Charlemagne » autour de qui ils aspiraient à se grouper. Otto les renvoyait tous à Paris.

Depuis le *Recès* de 1802, la *Diète* de Ratisbonne, sous l'impérialat, devenu purement nominal, de l'empereur François II, gérait ou était censé gérer les affaires de l'*Empire germanique*. En fait, tout était entre les mains de l'ex-évêque électeur de Mayence, Charles de Dalberg. Devenu archevêque-électeur de Ratisbonne, il avait reçu, avec le titre d'archichancelier de l'Empire, le peu de pouvoirs qui restait à ce fantôme de Diète dans ce fantôme d'Empire. Ce vieux prêtre, fin, sceptique, blasé, était trop intelligent pour ne pas prévoir, à très brève échéance, la fin de ce grand corps germanique désormais sans âme, et il craignait d'y perdre son archevêché-électorat de Ratisbonne ainsi que sa situation prépondérante en Allemagne. Spontanément, pour sauver l'un, il nomma pour son coadjuteur le cardinal Fesch qui, devenant ainsi l'héritier présomptif de sa principauté ecclésiastique, semblait le garer de tout risque, et, pour garder l'autre, prit l'initiative d'offrir, au nom de l'Allemagne, à Napoléon de se faire « *le régénérateur de l'Allemagne* ». Le 19 avril, il lui adressait une lettre empreinte de la plus lourde platitude : « Que le génie de Napoléon ne se borne pas à créer le bonheur de la France, y lit-on ; *la Providence accorde l'homme supérieur à l'Univers*. L'estimable nation germanique gémit dans les malheurs de l'anarchie politique et religieuse ; *soyez, Sire, le régénérateur de sa Constitution*... » Ainsi se mettait-il aux pieds ou plutôt dans les mains du nouveau Charlemagne. Bien plus, il confiait à Hédouville, accrédité par la France près de la Diète, un *mémoire* où, développant ses magnifiques pensées, il déclarait « que le sceptre d'Allemagne échappait » à l'empereur de Vienne et que celui-ci avait d'ailleurs, en 1805, « manqué à sa *capitulation* en occupant la Bavière, en introduisant les Russes en Allemagne, en démembrant des parties de l'Empire pour payer des fautes commises dans les querelles particulières de sa maison », — tout un réquisitoire. Il ajoutait ces mots singu-

liers : « Puisse-t-il (François II) être *empereur d'Orient* pour résister aux Russes et *que l'Empire d'Occident renaisse en l'empereur Napoléon, tel qu'il était sous Charlemagne, composé de l'Italie, de la France et de l'Allemagne.* »

Napoléon, — à ce point servi et presque dépassé, — accueillit cette requête qui, contrairement à celle des Hollandais, était, celle-là, toute spontanée, venant des ambitions inquiètes des princes. A vrai dire, il ne tenait pas à reconstituer, ainsi que paraissait le suggérer Dalberg, sous son hégémonie, l'ancien *Empire germanique*. Certains princes allemands ne s'y seraient pas pliés ; la Prusse et quelques autres États ne lui paraissaient pas propres à y laisser prévaloir l'esprit qu'il y voulait voir régner. Aussi bien s'en tenait-il encore au système de *couverture* qu'avaient, dès 1795, suscité les assauts de l'Europe. Il lui suffisait qu'un certain nombre de princes de la rive droite se détachassent de l'ancienne Allemagne pour former une ligue qui, composée d'alliés sûrs, serait d'un précieux appui contre tout retour offensif de l'Autriche et toute agression possible de la Prusse. Si celle-ci, — « alliée » sur le papier, — montrait quelque jalousie, on lui permettrait de grouper autour d'elle les huit ou dix petits États allemands qui, pour une raison ou une autre, auraient été ou se seraient d'eux-mêmes exclus de la Ligue. Ainsi l'ancien Saint-Empire, définitivement disloqué, succomberait-il. Pour bien marquer l'esprit de la nouvelle Ligue, elle recevrait le nom de *Confédération du Rhin*. Napoléon s'en déclarerait simplement *le protecteur*, ce qui ne l'autoriserait pas seulement à lui réclamer en cas de guerre l'appui de ses ressources, en hommes et en deniers, mais à surveiller de haut le gouvernement des États ainsi enchaînés au fameux *système* de l'*Empire fédératif*.

Talleyrand fut chargé de rédiger le projet. Ses travaux allaient aboutir à la Constitution de la *Confédération*, le 12 juillet 1806. Seize princes de l'Allemagne y entraient, parmi lesquels les souverains de Bavière, de Wurtemberg, de Hesse-Darmstadt, de Bade, de Berg. La Confédération aurait pour capitale Francfort ; ses membres contractaient avec la France une alliance offensive et défensive perpétuelle et s'engageaient à lui fournir un contingent annuel de 65 000 hommes. A la tête de la Confédération serait placé un *prince primat, grand-*

duc de Francfort : ce sera naturellement Dalberg ainsi sécularisé. L'Empereur, « *protecteur* de la Confédération », aurait, après la mort du titulaire, la nomination de son successeur, et c'est lui qui déciderait, le cas échéant, de l'admission de nouveaux membres. *Autrement dit, le protecteur était maître.* Le 1[er] août, la Constitution ayant été signée par les seize princes, ceux-ci rappelaient de Ratisbonne leurs représentants à la vieille Diète, se déclarant dès lors étrangers à ses délibérations. C'était la fin du « Saint-Empire romain germanique ».

François II ne pouvait résister : il ne sut même pas protester dignement. Rien de plus plat, en effet, que la circulaire qu'il adressa à l'Europe pour abdiquer le titre d'*Empereur allemand*. Rien de plus mélancolique d'autre part que la disparition de la vieille Diète : l'ex-archichancelier Dalberg, devenu *prince primat de la Confédération du Rhin*, fit purement et simplement, avant de quitter Ratisbonne, fermer les portes de la salle où elle avait siégé trois siècles, après en avoir fait enlever le fauteuil où s'était assis Charles-Quint, devenu objet pour musée. La circulaire de François II ayant semblé celle d'un commerçant en faillite, la fermeture de la Diète parut celle d'un établissement succombant à la déconfiture. En réalité, l'Empire germanique n'était plus en effet, depuis Presbourg et l'on peut dire depuis Lunéville, qu'une fiction : l'aigle avait quitté, depuis deux ans, la Hofburg de Vienne pour venir se poser sur le faîte des Tuileries.

La création de la *Confédération du Rhin* portait l'*Empire fédératif* jusqu'à l'Elbe. Le système, ce pendant, s'était partout achevé. Eugène régnant à Milan au nom de l'Empereur, Joseph devenu roi des Deux-Siciles, Lucques donné à Élisa avec Piombino, d'autres fiefs s'étaient distribués. Pauline avait reçu le mince duché de Guastalla, qui était à sa taille. Alors était venu le tour des hauts serviteurs de l'Empire. Le premier doté fut, assez paradoxalement, Jean Bernadotte qui n'avait guère cessé de desservir Napoléon ; mais il était, nous le savons, par son mariage avec une Clary, le beau-frère de Joseph à qui l'Empereur s'habituait à ne rien refuser ; peut-être Napoléon espéra-t-il rattacher définitivement au régime cet incommode compagnon d'armes :

il lui donna la *principauté de Pontecorvo*, jadis fief du Saint-Siège, maintenant enclavé dans le royaume de Naples. C'était aussi le cas de la *principauté de Bénévent* attribuée à Talleyrand. L'un et l'autre étaient institués princes souverains, jouissant des revenus de leur fief et l'administrant par l'intermédiaire d'un gérant. Berthier reçut, dans les mêmes conditions, la *principauté de Neuchâtel*, enclave prussienne jadis insérée dans la Suisse et naguère cédée par Berlin à Napoléon.

Dans la Vénétie, réunie par le traité de Presbourg au royaume d'Italie, et dans le royaume de Naples accordé à Joseph, l'Empereur créait, ici douze, et là quatre duchés qu'il se réservait de donner à d'autres hauts dignitaires : il en taillait trois autres dans les anciens duchés de Parme et de Plaisance dont un allait être, avec le titre de duc de Parme, accordé à Cambacérès et l'autre avec celui de duc de Plaisance, à Lebrun. C'étaient là titres non souverains, mais entraînant de grosses dotations prélevées sur le domaine qu'à cet effet l'Empereur s'attribuait dans les États d'Italie, de Naples, de Parme et Plaisance. Ainsi se compléterait le « Grand Empire ».

Un jour viendra où d'autres royaumes se créeront ou s'attribueront ; mais la voie était largement ouverte à cette prodigieuse entreprise. Dès le 28 mars Gentz exaspéré écrivait à l'agent anglais Jackson : « *Dans deux ans, je le vois bien, Bonaparte... sera maître reconnu, comme il l'est aujourd'hui de fait, de toute cette partie du continent qui se trouve entre l'Adriatique et la Vistule.* » Il le serait en effet, mais avant un an.

LOUIS MADELIN.

(A suivre.)

UNE AUDIENCE DE S. S. PIE XII

Pastor *angelicus!* C'est déjà le nom dont le saluent ceux qui ont assisté à son couronnement, ceux qui eurent l'insigne honneur d'être reçus par lui dans les jours qui suivirent.

Le couronnement fut grandiose. Il dura cinq heures. Le souvenir en demeure dans les régions les plus élevées de l'âme. La musique, mieux que les mots, en traduirait la pure impression. La cérémonie fut admirablement réglée et coupée d'intermèdes, tels que l'entrée des missions étrangères. On vit passer le vieux roi Ferdinand de Bulgarie, sa haute taille courbée sur sa canne, le roi Alphonse XIII et une foule de princes. On admira l'entrée majestueuse et charmante du prince et de la princesse de Piémont dont la longue traîne blanche fit sensation. On remarqua avec sympathie la nombreuse délégation française, conduite avec une noble dignité par M. Champetier de Ribes. La messe se déroula comme le plus émouvant des drames sur l'autel de la Confession, face au trône du Pontife, et le couronnement eut lieu, comme aux anciens âges, devant la place Saint-Pierre où attendait une foule innombrable qui n'avait pu entrer dans la basilique inondée de lumières.

Trop de pèlerins, venus du Nord, regrettent à Saint-Pierre le crépuscule de leurs cathédrales gothiques, l'ombre mystérieuse où n'apparaît que le sombre éclat des vitraux, les arceaux élancés faits pour la prière. La basilique pontificale, avec ses plafonds dorés, son parvis, ses colonnes de marbre ou de porphyre, ses grandes statues blanches, leur semble,

si j'ose dire, un salon divin. Saint-Pierre est, au contraire, bien à sa place naturelle autant qu'historique au centre de la chrétienté. Elle symbolise la puissance radieuse, la sérénité tranquille de l'Église triomphante, et, lumineuse comme le ciel, chante, comme lui, la gloire de Dieu.

La figure de Pie XII, dès qu'elle apparut sur la *sedia gestatoria*, annoncée par une grande rumeur, puis par des acclamations, suffisait à spiritualiser le temple. Pendant des heures, cette mince figure l'a rempli tout entier ; il ne fut plus qu'un cadre magnifique autour d'elle. Pie XII inclinait tous les fronts et faisait plier tous les genoux sous ses bénédictions. Son maigre profil, sa pâleur, sa majesté, ses yeux pleins de mansuétude émouvaient. Ses mains longues et fines bénissaient très lentement, avec des arrêts pendant lesquels il semblait se recueillir. Pas un de ses gestes qui ne fût parfait et dans l'ordre sacré. Au cours de la cérémonie, rien ne troubla cette harmonie surnaturelle.

Agenouillé sur son prie-Dieu et les mains jointes, il est l'image même de la prière. Debout, coiffé de la mitre d'or, il garde l'immobilité d'une statue, semblant émerger comme d'un nuage des longs plis de sa robe blanche disposés autour de ses pieds. Assis et droit sur son haut siège, tendu de soie blanche, il semble absent de ce monde, les yeux presque clos, les bras, comme inutiles, tombés sur les genoux.

Quand il communia sous les deux espèces, des milliers de cœurs battirent à l'unisson du sien. Devant ce grand spectacle, ceux qui déjà ont longtemps vécu se rappelèrent un Pape d'illustre mémoire, Léon XIII qui, lui aussi, affranchi de la chair autant qu'un homme peut l'être, représentait matériellement une âme. Cependant, quand Léon XIII recevait, on était frappé de l'expression de ses yeux, semblables à de pâles myosotis, qui soudain s'éclairaient d'une lueur malicieuse, exempte certes de toute malignité, mais qui déconcertait son visiteur.

Rien de pareil chez Pie XII. Quand je fus reçus par lui trois jours après son couronnement, je le retrouvai aussi naturel, aussi accueillant que je l'avais connu à Munich, près de vingt ans auparavant. Il voulut bien lui-même, avec une extrême bienveillance, rappeler les rapports si sympathiques et si confiants établis entre nous dès cette

époque. Seules sa calotte et sa robe blanches l'élevaient au-dessus des hommes. Ses cheveux étaient maintenant devenus argentés. Mais son beau regard, — que ses récentes photographies noircissent, et c'est dommage, — sa simplicité pleine de grâce et si attachante n'avaient pas changé. J'eus peine à maîtriser mon émotion, cette même émotion que j'avais déjà ressentie sur la terrasse du maréchal, au-dessus de la place Saint-Pierre noire de monde, quand le cardinal Caccia-Dominioni, le 2 mars, à dix-sept heures, proclama son élection, laquelle, assure-t-on, fut unanime, ainsi que devait l'être celle du plus digne. Et tous sur la terrasse, Italiens, étrangers, allaient répétant : « C'était le plus digne ! »

Au cours de l'audience, le Saint-Père parla naturellement de la France et des inoubliables impressions qu'il a ressenties durant les grandioses cérémonies religieuses de Lisieux, de Lourdes, de Paris, et qui restent pour toujours gravées dans son âme. Elles sont pour lui une espérance et une garantie que le peuple français, même au milieu des dures nécessités et exigences terrestres, n'oubliera jamais de lever les yeux vers l'idéal éternel de la conception chrétienne de la vie, où il trouvera pour les besoins actuels comme pour la préparation de l'avenir, une force morale, une volonté de justice et de bienveillance mutuelle en vue d'une digne et vraie paix entre les peuples et les nations.

C'est pour cette paix, a ajouté le Saint-Père, qu'il a prié dans la grotte de Massabielle ; c'est pour cette paix qu'il a appelé la pluie de roses de la sainte de Lisieux ; c'est à la préparation spirituelle de cette paix qu'était consacré son *Orate fratres, Amate fratres, Vigilate fratres,* qu'il adressa du haut de la chaire de Notre-Dame à la France et au monde catholique tout entier.

Cette paix est aujourd'hui plus que jamais l'aspiration et le soupir de tous les cœurs bien nés. L'Église du Christ, qui est éloignée de toute ingérence dans les particularités des divergences politiques comme de toute compromission partisane dans les contingences terrestres, considère que sa mission est de prêcher l'Évangile du Christ à tous les peuples et à toutes les nations, à toutes les communautés et à tous les individus et de leur faire connaître quel est l'esprit du Christ,

quels sentiments et quelles attitudes s'harmonisent ou ne peuvent s'harmoniser avec cet esprit.

Ceux qui veulent connaître les conséquences qui dérivent de la conception chrétienne de la vie pour le progrès et la prospérité des peuples, plus spécialement pour le problème central de la sécurité de la paix et pour l'affermissement et le perfectionnement graduel du droit des gens, n'ont qu'à consulter les sages et lumineuses encycliques des derniers Papes.

Je ne crois pas avoir altéré la pensée du Saint-Père, ni même modifié ses expressions. Il insista encore sur ses deux récents voyages en France, à Lourdes en 1935, à Paris et à Lisieux en 1937. Ce qui le surprit alors, ce ne furent pas les acclamations de ces foules, où toutes les classes étaient mêlées, mais bien l'absence de toute manifestation contraire dans un pays où la liberté est sans limites. Il me dit n'avoir jamais entendu un cri hostile. Il a connu ainsi la véritable France. Il sait l'attachement des Français pour la paix qui n'a d'égale que l'ardeur de leur patriotisme. Il connaît la solidité de leurs liens familiaux ; mais combien il souhaiterait voir leurs familles plus nombreuses ! Par une chance inespérée, cette France qu'il n'a visitée que si tard, il l'aura vue, il lui aura parlé dans la chaire même de Notre-Dame, avant son élection suprême.

Nul Souverain Pontife n'aura donc été mieux préparé à sa lourde tâche. Avant d'être associé à la pensée intime de Pie XI, il a longuement vécu dans cette Allemagne qu'il aimait et dont le souvenir lui cause tant de tristesses. Il y occupait une place éminente, possédant alors la confiance du gouvernement et le dévouement des catholiques. Dans ces dernières années, les rapides, les bateaux, l'avion même lui ont fait parcourir l'Europe et les deux Amériques. Il a tout observé de son regard auquel rien n'échappe. Il parle cinq ou six langues et lit encore en se promenant. On voyait marcher ce promeneur admirable, un livre ou des rapports à la main, dans les allées de la Villa Umberto ; on le verra de même marcher dans les jardins du Vatican ou de Castel-Gandolfo, poursuivant ses lectures et ses méditations, car l'exercice est nécessaire à son organisation nerveuse. Il ne cesse de

travailler que pour prier. Dans l'Europe actuelle, il est peut-être en politique l'intelligence la mieux informée et la plus lucide. N'est-ce pas dans les hauteurs qu'on découvre les aspects permanents ? L'Église considère toutes choses *sub specie æternitatis*. Mais, à la plus noble sérénité, Pie XII joint une prudence experte.

Dans ces heures tragiques, c'est un grand bonheur, non seulement pour les catholiques, mais pour le monde entier que de posséder un tel pilote. Ceux qui connaissent Pie XII savent qu'à sa douceur angélique pourrait s'allier, comme chez Pie VII, *l'inflexible rigueur*. Chez ce Romain de vieille roche, le caractère est encore soutenu par toute la tradition qu'il incarne. On peut compter qu'il sera le défenseur obstiné des droits de l'Église qui sont plus que jamais ceux de la civilisation.

C'est pourquoi le monde entier a désormais les yeux fixés sur Rome et attend le moment où elle devrait brandir la croix, encore une fois, devant les barbares. La dignité menacée de la personne humaine n'est-elle pas devenue la préoccupation angoissante de tous les esprits libres ? Où se trouve la frontière qui doit protéger la personne humaine contre les entreprises de la force ou les envahissements de l'État ? Quand s'arrêtera l'humiliation des individus sacrifiés à l'instinct, à l'appétit de lucre, à la volonté de puissance ?

Le problème n'est pas nouveau, car il date du christianisme lui-même. Les sociétés antiques vivaient encore d'après le même principe que les sociétés animales : l'individu appartenait alors à la communauté, comme l'abeille à la ruche, comme la fourmi à la fourmilière. Le socialisme autoritaire y prévalait. L'homme moderne, « réfugié dans sa conscience comme dans un sanctuaire et dans son honneur comme dans un château-fort », oppose désormais à l'omnipotence de l'État des exigences nouvelles. La conscience est d'origine chrétienne, l'honneur d'origine féodale, mais ces deux sentiments très souvent se confondent. C'est là l'enclos privé dont l'homme moderne défend l'accès à l'État, car il y a déposé « tout le trésor intime de sa personne ».

C'est à Taine que ces expressions sont empruntées. Ce profond penseur, qui a eu tant d'influence sur notre jeunesse, et auquel on reproche à présent son excès de logique, a cepen-

dant mis au jour de grandes vérités. En des pages admirables, il a montré l'origine chrétienne de la conscience :

« ... Seul en présence de Dieu, le chrétien a senti fondre en lui, comme une cire, tous les liens qui mêlaient sa vie à la vie de son groupe ; c'est qu'il est face à face avec le juge, et ce juge infaillible voit les âmes telles qu'elles sont, non pas confusément et en tas, mais distinctement, une à une. A son tribunal, aucune n'est solidaire d'autrui ; chacune ne répond que de soi ; ses actes seuls lui sont imputés. Mais ces actes sont d'une conséquence infinie ; car elle-même, rachetée par le sang d'un Dieu, est d'un prix infini ; par suite, selon qu'elle aura ou n'aura pas profité du sacrifice divin, sa récompense ou sa peine sera infinie : au jugement final s'ouvre pour elle une éternité de supplices ou de délices. Devant cet intérêt disproportionné, tous les autres s'évanouissent. Désormais, sa grande affaire est d'être trouvée juste, non par les hommes, mais par Dieu, et chaque jour recommence en elle l'entretien tragique dans lequel le juge interroge et le pécheur répond. Par ce dialogue qui a duré dix-huit siècles et qui dure encore, la conscience s'est affinée, et l'homme a conçu la justice absolue... »

Taine, en écrivant ces lignes, s'apprêtait à dénoncer le despotisme des jacobins de 1793, à flétrir ses effets destructeurs. Mais la conscience et l'honneur de la personne humaine ne sont-ils pas de nouveau en danger ? Qu'en reste-t-il quand la religion est bannie ou persécutée, quand la race est un crime ou un privilège, quand les pires excès sont tolérés ou même ordonnés, quand la bonne foi n'existe plus dans les contrats, quand la force, sans contrôle et sans frein, domine seule l'humanité ? En pareil cas, l'Église n'a jamais manqué à sa mission. Les sages et lumineuses encycliques des derniers Papes seront (on peut en être sûr après l'avoir écouté) la source vive où Pie XII puisera ses inspirations nouvelles. Sa première exhortation n'a-t-elle pas été un message de paix et n'a-t-il pas pour emblème la colombe et le brin d'olivier ?

ÉMILE DARD.

LES DÉBUTS DE G. LENOTRE

Un beau jour de l'année 1874, le jeune Théodore Gosselin, qui devait plus tard s'illustrer dans la littérature sous le nom de G. Lenotre, arriva de sa Lorraine natale avec ses parents pour s'installer à Paris. Le futur écrivain, âgé alors de dix-neuf ans, était possédé de deux convoitises : connaître Versailles, voir Victorien Sardou.

Le sage M. Gosselin modéra cette exubérance. L'important pour lui était l'entrée de son fils au ministère et sa carrière de fonctionnaire.

Logés d'abord rue Monsieur, les Gosselin s'étaient peu après installés, à un cinquième étage, dans une maison située au coin de la rue Vaneau et de la rue de Babylone (1). Bien que relativement récent, l'immeuble ne comportait pas le « confort moderne », c'est-à-dire l'eau et le gaz. Le soir, on s'éclairait avec des bougies ou des lampes à huile, et, chaque matin, un porteur montait dans de grands seaux de cuivre la provision d'eau de la journée.

L'installation s'était faite rapide et sommaire. Comme à Nancy, les Gosselin n'avaient défait de leurs bagages que l'indispensable et, mus par une certitude aussi touchante qu'illusoire, avaient remisé une fois de plus à la cave les caisses clouées, ficelées, et, toutes prêtes, l'heure de la revanche venue, à reprendre le chemin de Metz.

Deux fois par jour, le jeune Théodore se rendait au ministère des Finances. Cette sujétion ne lui pesait guère : sa vie de collège n'était pas loin, et passer des bancs de la classe

(1) 40, rue Vaneau.

au fauteuil d'un bureau lui paraissait un merveilleux avancement.

Son caractère enthousiaste l'avait vite fait remarquer. Ses camarades, pour la plupart des jeunes gens de bonne famille, avaient jusqu'alors borné leurs aspirations à la somnolente routine et aux intrigues de corridor ; et ce garçon qui débarquait de Nancy, avec son charme un peu gauche de provincial, et qui parlait de Versailles, d'Alexandre Dumas, de Robespierre, de Saint-Cloud, de Sardou, comme si c'eût été là des sujets familiers, apparaissait à ces tranquilles fonctionnaires comme un étrange surnuméraire.

Mais le nouvel employé possédait une bonne humeur capable de désarmer le plus bourru des « ronds de cuir ». Toujours prêt à rendre service, travaillant avec gaieté, ne disant de mal de personne, ne manquant jamais une occasion de rire, il gagna rapidement jusqu'au cœur le plus fermé, jusqu'à l'esprit le plus méfiant. Et bientôt chacun ne pensa plus qu'à s'amuser de ses farces, car, comme un vrai collégien, tout était pour le nouveau venu prétexte à malice.

Un camarade un peu faible de cerveau croit-il aux esprits ? Aussitôt Théodore installe dans le réduit voisin tout un jeu de marteaux et de chaînes qu'il actionne de sa place par des ficelles... fort visibles, d'ailleurs ! Une autre fois, il confectionne une pendule en carton, qu'il place sur la cheminée et dont les aiguilles marquent inlassablement l'heure de la sortie.

Malheureusement, ce commis fantaisiste n'a point le style administratif. Malgré les conseils et les objurgations de ses chefs, il s'obstine à rédiger ses notes avec une originalité littéraire, qui fait horreur à l'administration de son époque.

Régulièrement, ses rapports sont barrés du premier mot jusqu'au dernier ; et ses supérieurs disent de lui :

— Excellent, à condition qu'il n'écrive pas.

Peu s'en faut qu'on ne le renvoie. Pour le sauver, on l'affecte au bureau des statistiques.

— Là, dit son chef, il n'y a rien à rédiger : on n'a que des tableaux à dresser et des chiffres à copier.

Cependant on n'ignorait pas que le jeune employé avait d'autres préoccupations, et le directeur, le voyant un jour penché sur une haute colonne de chiffres, lui dit :

— Vous devez trouver votre métier bien monotone ?

— Pas du tout, répondit le jeune homme. Je fais et refais mes additions, je ne trouve jamais le même résultat.



Les fenêtres de son bureau donnaient place du Carrousel, ce qui n'était pas pour lui déplaire. En face, il voyait le palais du Louvre avec le pavillon La Trémoille et, vers la droite, fermant la cour, les ruines du château des Tuileries. Encore debout, squelette de pierre, sans toit, portes et fenêtres béantes, le malheureux palais, caché derrière une haute palissade de planches, attendait que l'on décidât de son sort.

Sensible au charme du temps passé, le jeune Gosselin se prit d'amour pour ce lamentable décor. De sa fenêtre, il dessinait l'étrange et difforme édifice, s'efforçant d'imaginer les fêtes qui s'y étaient données, les drames qui s'y étaient joués. Puis, sous prétexte de prendre des croquis, il réussit à pénétrer dans ce culbutis vénérable ; et bientôt l'unique gardien, — successeur d'une domesticité innombrable, — l'y laissa circuler en toute liberté.

De l'escalier d'honneur, on ne distingue plus une marche... La galerie de la paix est devenue champ de soucis et d'herbes folles... Sur les murs de la salle des Maréchaux, où jadis s'inscrivaient les grandes dates et les grands faits de notre histoire, tout a été effacé par le feu, tout, sauf une inscription que le pétrole enflammé n'a pu mordre et qui reste encore lisible comme un défi : *Iéna!...* Ici, d'immenses piliers de marbre penchent d'un bloc comme un navire échoué ; là, s'ouvre un trou noir et profond... Plus une porte, plus une boiserie, plus un plancher... des murs nus zébrés de traînées rougeâtres ou noircis par la caresse des flammes.

Surprenant palais à la Gustave Doré ! Grandeur dévastée encore pleine de fantômes ! Quelle puissance d'enchantement n'exerçaient-ils pas sur cette imagination de vingt ans ?

« Toute vieille demeure garde quelque chose de ceux qui y ont vécu, écrit-il. L'appel des âmes en peine qui les hante opère son charme et nous attire à notre insu. Une vieille pierre qui a *vu* les choses, que telle robe jadis a frôlée, et sur laquelle se sont arrêtés des regards pour toujours éteints

cause une émotion intense que ne suscitera jamais un moellon neuf, fût-il exactement semblable. »

Une autre demeure royale exerçait sur lui un attrait plus puissant encore : Versailles.

S'il ne s'y était point déjà rendu, c'est qu'il se promettait une telle joie de cette visite qu'il craignait de la gâcher en la précipitant. Voir Versailles était pour lui un événement. Depuis longtemps il s'y préparait, et ce ne fut que lorsqu'il se jugea pénétré de la physionomie présente et passée de la ville qu'il écrivit (1) : « Je ne veux pas attendre plus longtemps pour me rendre à Versailles. J'irai probablement mardi, s'il fait beau. J'ai pris le parti d'y aller seul ; j'aime mieux cela ; je serai beaucoup plus libre pour tout voir et pour tout dessiner à mon aise. Voilà deux jours que je passe ma vie au milieu des cartes et des plans de toute sorte. Je partirai à quatre heures du matin ; je gagnerai à pied le Point du Jour. Je traverserai Boulogne, puis la Seine à Saint-Cloud. A travers le parc de Saint-Cloud, j'irai au château de Villeneuve-l'Étang, et, de là, à Marnes, puis à Jardy, et j'arriverai à Versailles par la route de Vaucresson ; je ferai le tour des faubourgs en dehors, de manière à regagner la grande avenue de Paris, pour arriver au château par la façade ; il sera à peu près huit heures du matin. Je visiterai la première partie du jardin jusqu'à midi. Je passerai mon après-midi à visiter la seconde partie du jardin et Trianon. Je laisserai l'intérieur du château et des musées pour une autre fois. »

Quelques jours plus tard, il partait grave, solennel, le cœur battant, et parcourait, dans le recueillement et la solitude, la vingtaine de kilomètres qui séparent Paris de Versailles.

Là, paupières à demi baissées pour mieux jouir tout à l'heure du spectacle, il s'avança jusqu'au milieu de la grande cour, s'arrêta, ouvrit les yeux...

Une désillusion lui serra le cœur ! Son imagination avait si puissamment travaillé que la réalité, si splendide qu'elle fût, se montrait inférieure à son rêve.

Étreint d'angoisse, il passa rapidement sous la voûte, et, de nouveau aveugle volontaire, il s'élança jusqu'au centre de la terrasse, en face du tapis vert et du grand canal.

(1) Le 12 mai 1876.

Cette fois, ce fut l'éblouissement. Stupéfait, haletant, au milieu du prodigieux décor tracé par l'aïeul, il restait là immobile, ivre d'admiration, le regard perdu dans cette immensité qui lui rappelait celle de la mer. Puis un rire nerveux le secoua, un rire de joie et d'extase... Hors de lui, il fit au galop le tour de la pièce d'eau des Suisses, se jeta dans les bois, se dirigea vers le canal, pénétra dans le parc, en parcourut toutes les allées, en sonda tous les bosquets, et vint enfin s'échouer dans un sentier de Trianon, mort de fatigue et de faim, mais délirant d'un bonheur ineffable, ayant ainsi, en une fois, pris possession de toute cette terre promise qu'il avait tant souhaité connaître (1).

Voir Sardou lui semblait un rêve plus difficile à réaliser. Totalement inconnu du monde littéraire où sa famille n'avait aucune attache et ne pouvant disposer d'aucune recommandation, le jeune homme vivait fort à l'écart de la société parisienne. Seul, l'écho du mouvement théâtral et artistique lui parvenait par la voix des journaux qu'il dévorait avec ardeur.

A la mort d'Offenbach, il apprit que Sardou assisterait aux funérailles du grand musicien et tiendrait même un des cordons du poêle.

— J'irai à l'enterrement, décréta aussitôt le jeune homme, et je le verrai.

C'était le jeudi 7 octobre 1880.

Entrer dans la Madeleine, il n'y fallait pas songer. Bien avant l'heure de l'office, des troupes de curieux, grossis de bandes d'Anglais conduits par des guides, avaient envahi l'église, et, aux abords de l'édifice, se pressait une foule considérable qui s'étendait jusqu'à l'entrée de la rue Royale.

Les amis d'Offenbach avaient demandé que le char funèbre fît un détour pour se rendre au cimetière de Montmartre, afin que le compositeur passât une dernière fois devant les théâtres où il avait remporté tant de succès. Le corbillard devait donc suivre les boulevards, passer près des Bouffes, devant l'Opéra-Comique et les Variétés. Les interprètes du maître se trouvaient là sans exception, mêlés à tout ce que Paris comptait de grand et d'illustre.

(1) D'après M. d'Hauterive

Avec peine, le jeune Théodore se faufila à travers la cohue. Parmi ces femmes et ces hommes adulés de tout Paris, et que lui seul, pauvre petit provincial, ne connaissait pas, il cherchait la silhouette familière de l'écrivain admiré... et, soudain, à travers des têtes et des épaules, il aperçut, vision fugitive et lointaine, l'auteur de *Rabagas* en train d'arranger son foulard. Il ressentit à sa vue un tel trouble qu'il n'eut pas le loisir de l'examiner. Le sentiment qui le dominait était qu'il se trouvait en présence d'un homme prodigieux comme il n'en verrait pas un pareil de toute sa vie.

La pluie s'était mise à tomber : il ne s'en apercevait pas, et, tout enfiévré, il reprit le chemin du ministère. « Je l'ai vu ! » pensait-il. Et, comme le bien acquis semble peu de chose à un cœur de vingt ans, il ajoutait avec cette insatiabilité de la jeunesse : « Oh ! l'approcher, lui parler ! »

Un dimanche d'hiver, jour de congé, il entreprit le voyage de Marly, lieu de résidence de l'écrivain.

En ce temps-là, c'était presque une expédition : il fallait quitter le chemin de fer à Rueil, grimper à Louveciennes, et, de là, gagner à pied le bourg de Marly. Notre jeune néophyte débusqua sur la place, crotté comme un vagabond, mais il s'en souciait peu, et témérairement s'en fut sonner à la grille du grand dramaturge.

Après une longue attente, une vieille paysanne en sabots paraît.

— Que voulez-vous ? demanda-t-elle.

— Voir M. Sardou.

— M. Sardou ?... Mais il est à Nice pour tout l'hiver.

Le visiteur paraît tellement déçu que la femme en prend pitié.

— Vous lui vouliez quelque chose ? demanda-t-elle.

— Non, répond le jeune homme... C'est-à-dire, si... enfin, voir son cabinet... l'endroit où il travaille.

Sa déconvenue, son anxiété, sa bonne volonté attendriraient le plus redoutable cerbère. Au fond, il n'a pas l'air méchant, ce jeune homme, ni terrible, ni dangereux ; son visage est rond, ses yeux sont sans mensonge.

— Écoutez, dit la vieille femme, touchée, je ne puis vous faire entrer dans la maison : mais je dois donner de l'air et ouvrir les fenêtres... De la cour, vous pourrez regarder.

Le jeune Gosselin accepte avec enthousiasme ; et le voici, en compagnie de la paysanne, remontant l'allée des sphinx et débouchant devant la vieille demeure, exquise avec sa façade Louis XVI, sa terrasse aux grands arbres et sa vue magnifique. La paysanne entre dans la maison. Les fenêtres s'ouvrent, les persiennes battent le mur... et du dehors, se tordant le cou, scrutant jusqu'à la profondeur obscure des pièces, voulant tout voir, tout retenir d'un coup d'œil, le jeune admirateur contemple avidement le bureau de Sardou, le pupitre de Sardou, le fauteuil de Sardou, les volumes de Sardou, les gravures de Sardou... et cette multitude d'objets et de souvenirs dont l'ensemble forme une des plus belles collections du monde.

Cependant, à sa joie se mêle maintenant une certaine confusion. Il discerne tout ce que sa visite aurait eu d'incorrect si le maître s'était trouvé là, et se promettant bien, à part lui, de ne plus réitérer semblable entreprise, un peu penaud, il remercie la gardienne et quitte les lieux de son exploit.



Dès lors, il employa ses heures de liberté à satisfaire, sans l'assouvir, sa passion pour Versailles et pour Paris.

Cette ville immense, évocatrice de tant de choses abolies, et dont, enfant, il avait compris pour la première fois le charme du haut d'un balcon de la rue Montmartre, l'avait conquis pour toujours. Ce n'étaient point les boulevards qui l'attiraient, ni la recherche des plaisirs dont l'abondance et la variété risquent de griser un nouveau débarqué. Pour lui, « le spectacle était derrière ». Il ne se promenait point à travers le Paris d'aujourd'hui... mais à travers le Paris d'autrefois, glanant selon sa fantaisie les souvenirs tragiques, romanesques ou grandioses qu'il rencontrait à chaque pas.

Et, silencieusement, il emplissait ses yeux et sa mémoire d'images et d'impressions, avec ce don d'observation dont il ne connaissait pas la valeur, mais qui devait en faire, dans les années à venir, le plus étonnant historien de son époque.

« J'ai été à Sainte-Marguerite, note-t-il, et j'ai fait encore bien d'autres excursions : le Père-Lachaise, la place et la prison de la Roquette, Bicêtre, la barrière d'Italie, etc. A une petite église, dans le quartier de l'École, j'ai trouvé

trois magnifiques tombeaux que j'irai dessiner un de ces jours. Voilà où en sont mes voyages de découverte. Mon album se remplit de choses intéressantes. J'ai vu aussi la cour de l'ancien hôtel de Soubise, aujourd'hui Palais des Archives. C'est magnifique ! Je crois bien aussi avoir découvert la rotonde du Temple. »

Un jour, un ami lui demande :

— Avez-vous votre carte de lecteur pour la Bibliothèque ?

— Quelle bibliothèque ? demande le jeune provincial.

— Mais la Nationale, voyons.

Théodore se renseigne, y court. Mais il n'a pas de titre spécial à cette carte, n'étant ni chartiste, ni étudiant, et on la lui refuse.

Il se risque alors dans le bel hôtel des Archives dont la cour l'a si vivement frappé.

Là, lui a-t-on dit, viennent s'engouffrer tous les papiers du pays. Comprenez-vous : « Tous les papiers » ? C'est-à-dire les registres du Parlement depuis saint Louis jusqu'à la Révolution, les minutes, les grosses, et les pièces de tous les procès, de tous les jugements et de tous les arrêts ; les papiers des comités de la Convention, l'histoire de la diplomatie, de la guerre, de l'administration, les fonds ecclésiastiques, le trésor des chartes... enfin tout, depuis les comptes de la maison du Roi jusqu'aux compositions, prétend-on, des bacheliers.

Cette description avait aussitôt donné au jeune Gosselin le désir de retrouver, parmi ces innombrables pièces d'archives, la tragique aventure de M. de Vignolles que lui avaient jadis contée ses grand-mères.

Et ce fut conduit par le récit qui avait hanté ses jeunes années, que le futur Lenotre franchit pour la première fois le seuil du palais Soubise. Hélas ! quand le jeune homme vit les séries de cartons, de registres et de liasses aussi nombreuses que les lettres de l'alphabet, chacune doublée, voire triplée, se divisant encore en sous-séries, et dont l'ensemble renfermait environ douze millions de documents, il éprouva l'impression très nette qu'il n'y avait rien à tirer de ce fatras et qu'il était humainement impossible de s'y reconnaître. Il partit accablé, perdu.

Néanmoins, il n'avait pas été sans saisir le champ sans

limite que pouvait offrir aux investigations cet incommensurable domaine de l'inédit ; il avait également subi l'irrésistible empoignement de ces cartons et de ces liasses où tant de pauvres êtres avaient laissé leur secret, et le vieux palais des Archives ne devait point tarder à le revoir.

« Rien ne donne mieux l'impression de l'océan, écrit-il alors, que ces galeries où la France entasse ses papiers : les cartons s'y succèdent avec la régularité et la monotonie des flots. Sur les parquets brillants, on croirait, non pas marcher, mais naviguer, tant la longueur des perspectives, l'amoncellement des liasses et des registres produisent une sensation d'infini. Et si, dans l'étrange silence qui règne en ces solitudes, on entend au loin un bruit de pas, si l'on voit poindre la blouse blanche d'un garçon de salle, on est tenté de crier : « Une voile ! » tant on se sent perdu et petit au milieu de ces immensités...

« L'impression est bien plus vive encore, la première fois qu'on fait une demande de communication : il semble qu'on vous jette en pleine mer : vous vous êtes figuré qu'il suffisait de tourner un robinet, et c'est une gigantesque écluse qui s'est ouverte. Les documents arrivent à flots, vous perdez pied, vous êtes submergé, roulé, noyé... Il y a là une heure de désespoir atroce ; mais il se trouve toujours quelque archiviste compatissant pour vous tendre la perche et vous déposer sur le bord avec un paternel : « N'y revenez plus. » Si l'on s'entête et qu'on montre quelque velléité d'un nouveau plongeon, chacun s'empresse à vous guider, à vous soutenir, à vous encourager ; et, ma foi, au bout de quelque temps, on finit par acquérir l'illusion, — l'illusion, seulement, — qu'on flotte tant bien que mal à la surface de ce perfide océan. »

En Lorraine, les oncles et les tantes deviennent vieux. On retourne les voir durant les vacances de l'été ; mais les Allemands soulèvent maintes difficultés pour laisser entrer les Français, et les chères provinces infestées de Prussiens ne semblent plus les mêmes.

Théodore est d'ailleurs arrivé à l'âge où l'on éprouve le besoin d'étendre son horizon.

L'année de ses dix-huit ans, un de ses oncles l'a emmené jusqu'en Belgique. Premier voyage de l'adolescent. Que de choses étranges et merveilleuses n'a-t-il pas vues !

Depuis lors, il rêve de l'étranger : l'Est et le Nord l'attirent ; et bientôt, tantôt avec un ami, tantôt avec un autre, bien botté, sac au dos, du tabac plein la gibecière, il excursionne à pied en Allemagne, en Autriche, au Danemark.

Les préliminaires du voyage amusent presque autant que le voyage lui-même. C'est d'abord le solennel achat d'un petit cahier de deux sous, sur lequel devront être marquées toutes les dépenses, dont celle du carnet, car les frais sont mis en commun. Puis, suit un plantureux déjeuner durant lequel l'itinéraire est discuté, étudié, arrêté.

Dès cet instant, le jeune Gosselin a pris le titre de « président ». Et qui pourrait le lui contester ? Il dirige, il commande avec une verve, un diable au corps, une jovialité qui est vraiment d'un maître.

En route, il ne s'occupera d'aucune question matérielle. Il les déteste. C'est l'ami qui devra se débattre avec les hôteliers, louer les places dans les diligences, prendre soin des vêtements, tenir la caisse, surveiller les sacs...

Théodore, lui, voyage en grand seigneur, et cela lui va à merveille.

Il ignore les prix, les bagages. Si une discussion vient entre son ami et un hôtelier trop âpre, il s'écarte. Son rôle, à lui, est de voir, d'expliquer.

Il y réussit splendidement. Toujours en train, toujours de bonne humeur, il est l'agrément du voyage. Sa sensibilité, son sens du pittoresque qui ne laisse rien échapper des gaietés de la vie transforment tout. Une chaumière, un arbre, une tombe, qui passaient inaperçus, deviennent, montrés par lui, quelque chose soit d'émouvant, soit d'intéressant, soit de mystérieux.

Il a lu l'histoire de toutes les villes qu'il traverse, celle de tous les héros qui ont habité ces villes et, à chaque instant, c'est une anecdote, une légende, un souvenir...

Il semble d'ailleurs que les rencontres merveilleuses naissent sous ses pas : à Elseneur, il croise dans les bois le roi Christian IX, qui s'arrête pour lui parler ; à Copenhague, il assiste à l'arrivée de l'empereur et de l'impératrice de Russie... Mais raconter ses voyages serait entreprendre un volume, et un volume qu'on pourrait illustrer à chaque page, car le jeune Gosselin remplit de notes ses carnets

et de dessins ses albums... On y voit depuis la diligence qui le mène à Reichenau jusqu'à l'arsenal de Berlin, en passant par le palais de Neuschwanstein, la maison de Mozart, la tombe de Gœthe... le tout précis, minutieux, clair, et enfin cette déclaration sur la première page de l'un d'eux :

« Aujourd'hui, 7 octobre 1875 : je mesure 1 mètre 76 centimètres ; je pèse 63 kilos, soit 126 livres. »



Un peu plus tard, profitant d'un congé, il refit à pied la route qu'avait parcourue Napoléon III après le désastre de Sedan.

Le soir, arrivé à Bouillon, il se rendit à l'*Hôtel de la Poste*, là même où, quelques années auparavant, l'Empereur, vaincu, était arrivé effondré, soutenu par son domestique.

L'aubergiste, Mme Chaindron, qui avait alors hébergé le souverain, accueillit le jeune Gosselin... A vrai dire, elle l'accueillit mal : l'auberge était pleine.

— A moins que vous ne vouliez vous contenter de mon « capharnaüm », ajouta Mme Chaindron, en voyant la déception du jeune homme, je ne pourrai vous loger... La pièce n'est pas vilaine, c'est même ma plus belle, le nº 1 ; mais je n'y vais guère et je n'y loge jamais personne... (Elle baissa la voix.) C'est là que l'empereur Napoléon a passé sa première nuit de captivité.

Le jeune voyageur bondit de joie. Coucher dans la chambre de l'Empereur ! C'était pour lui une aubaine inespérée. Derrière l'aubergiste, il monta un escalier étroit et sombre. Mme Chaindron ouvrit une porte.

— C'est là, dit-elle.

Le *capharnaüm* était une vaste chambre à trois fenêtres confortablement meublée. Pour l'instant, cette chambre servait d'armoire à provisions. Elle était encombrée de pots de confitures, de bocaux remplis de conserves. Près de la cheminée, plusieurs jambons patientaient ; et, çà et là, sur les meubles, des plantes de diverses espèces, destinées aux infusions futures, répandaient dans la chambre une sorte de parfum vieilli.

— C'est moi-même qui ai conduit l'Empereur ici, dit Mme Chaindron. Tenez, voilà son lit.

Il regarda. Au travers de l'édredon s'étalait un journal ouvert où séchaient, espacées, des violettes pâlies... les fleurs impériales.

« Et voilà comment je passai cette nuit-là dans le lit d'un empereur, écrit-il. Le lendemain, au moment de quitter l'hôtel, je pris, pour les conserver, quelques-unes de ces violettes décolorées qui s'étaient poétiquement desséchées dans cette chambre d'auberge où avait fini le Second Empire. »

Il ne revenait pas qu'avec des violettes, il revenait aussi avec un monceau de notes. Car, brusquement, il s'était découvert des qualités de juge d'instruction, et sous ses questions Mme Chaindron avait évoqué tous ses souvenirs.

— Eh bien ! s'était ensuite écrié la brave femme, jamais personne ne m'a interrogée comme vous ! Il est vrai que peu de gens songent encore ici au 3 septembre 70, et que bien des touristes sont descendus à mon hôtel sans même se douter que l'Empereur y avait logé.

Encore vibrant de tout ce qu'il avait entendu et vu, pénétré de sa propre émotion, le jeune Théodore, de retour chez lui, prit la plume.

Le récit achevé fut envoyé au *Figaro* ; il parut le 3 septembre 1879, exactement huit ans après le passage de l'Empereur à Bouillon.



Cet article, Théodore Gosselin ne l'avait pas signé de son nom, mais de celui d'un de ses ancêtres : Lenotre.

Les pseudonymes littéraires étaient alors fort en vogue. Le jeune auteur se souciait peu de la mode ; cependant, attaché au ministère des Finances, il avait, pour être plus libre, suivi l'usage. Et tout naturellement, avec cet amour inné qu'il avait du passé, ce respect et cette fierté qu'il éprouvait pour sa famille, il avait adopté le nom de son arrière-grand-mère : Geneviève Lenotre, descendante du jardinier de Versailles.

« Le G que j'ai mis devant, écrit-il, ne signifie ni Georges, ni Guy, ni Gaston, ni même Gédéon comme certains le croient et le disent ; mais tout simplement Gosselin, qui est mon nom de contribuable. »

Au reste, il ne pouvait faire choix meilleur, car il était

bien un Lenotre, non seulement de race, mais aussi d'éducation, de cœur, d'esprit. Et sa ressemblance avec l'aïeul était si grande que les mêmes qualificatifs auraient pu les dépeindre l'un comme l'autre.

Le jeune Lenotre, — appelons-le désormais du nom qu'il s'est choisi lui-même, — ne prévoyait pas encore sa destinée. Il était fort absorbé par le ministère ; les nécessités de la vie se montraient pressantes, et s'il éprouvait par moments des accès de fièvre littéraire, il n'envisageait nullement la possibilité de faire sa carrière dans les lettres. Il avait envoyé des articles, comme il aurait envoyé des dessins. Et ce fut même ce qui advint.

Un beau jour, arrivèrent au *Monde illustré* deux croquis représentant, l'un le château de Fredensborg, l'autre celui d'Elseneur. Une lettre explicative les accompagnait et le tout était signé : Théodore Gosselin.

Par un étrange hasard, le journal possédait parmi ses collaborateurs un Théodore Gosselin, un peintre. On ne douta pas, à la rédaction, que l'envoi ne fût de lui, et on s'empressa de l'insérer. L'erreur ne tarda pas à être reconnue ; mais il n'en resta pas moins que les dessins et la lettre avaient plu.

M. Hubert, alors directeur du *Monde illustré*, pria le jeune auteur de venir le voir. Sans peine, il discerna ses goûts, ses aptitudes, ses qualités et l'engagea pour une série de « croquis reportage » sur le vieux Paris.

C'était, pour le débutant, une fortune imprévisible. Jusqu'ici, il n'avait été qu'un amateur, un passionné de l'histoire, et voilà qu'on l'orientait brusquement dans une voie pour laquelle semblaient l'avoir préparé toutes ses aspirations, tous ses désirs, tous ses actes, depuis les plus tendres années de sa vie.

Avec enthousiasme, il se mit à la tâche. Malheureusement pour sa carrière artistique, Lenotre joignit à ses croquis une notice. Il semblait, en effet, impossible au jeune dessinateur de montrer l'escalier des Carmes, sans rappeler le drame qui s'y était déroulé, de représenter la maison de Lucile Desmoulins sans évoquer son ombre charmante, et de profiler les vieux hôtels du Marais sans ranimer leurs fantômes.

Or, sa plume décrivait mieux que son crayon. Le fin M. Hubert s'en rendit compte. De dessinateur, Lenotre passa rédacteur, et Lepère fut chargé des croquis.

C'était la première fois que le Lorrain pénétrait dans un milieu d'écrivains et de journalistes. Connaître personnellement des gens de lettres, rencontrer des littérateurs en renom, des artistes fameux, était pour lui une joie et une nouveauté.

Chaque soir, en sortant du ministère, il accourait dans l'immeuble du quai Voltaire, la tête pleine de projets, les poches pleines de plans. Il se faisait là un joyeux tapage, qui le ravissait, un cordial échange d'idées, d'aspirations, de jugements, de traits spirituels.

Très vite, il était devenu l'ami de tous les intimes de la maison. Il y avait là le sombre Julien à la mine austère et aux inénarrables dîners; l'épique et délicieux Boisard (1) et Lepère au front têtu, au menton volontaire, Lepère épris des vieux quartiers, des maisons lépreuses, des murs chargés d'ans et de mystères, et de qui Lenotre tenait ce conseil qu'il se répéta souvent par la suite :

— Pour arriver, vois-tu, mon petit, il n'y a qu'une recette : s'entêter.



Dès lors une vie nouvelle commence pour Lenotre. Des sujets d'articles! Il en abonde. Tout l'intéresse, tout le passionne, et la variété de ses ressources semble infinie.

Sous des signatures différentes : Th. Gosselin, Lenotre, Perducat (2), ou même sans nom d'auteur, il écrit partout où sa copie est acceptée : articles d'histoire, critiques d'art, comptes rendus dramatiques, reportages, variétés. Il traite avec assurance les sujets les plus différents et s'y meut librement.

Ses parents, fiers de ses dons, ne demandent pas mieux que de lui voir faire de la littérature ; à la condition toutefois qu'il ne néglige pas son bureau. « Nous ne sommes qu'une dizaine, écrit le jeune homme, pour suffire à la masse de besogne qui occupait l'année dernière trente employés... Quand je sors du ministère vers cinq et six heures, je ne vois plus clair tellement j'ai la tête pleine de chiffres. »

(1) Adolphe Julien, critique musical. Boisard était critique artistique.

(2) Perducat était également un nom de famille. François Perducat, procureur au Parlement de Paris, était le trisaïeul maternel de Félicité le Tendre, grand-mère de G. Lenotre.

Cependant, la Providence veillait à ce qu'il ne s'écartât pas de sa voie.

Au quai de Bercy, où il est envoyé pour un mois au service des Douanes, son chef est le délicieux M. de Régnier, père du poète. Perspicace autant que charmant, celui-ci ne tarde guère à s'apercevoir que son jeune subordonné n'a point l'esprit administratif. Et comme la besogne ne les accable ni l'un ni l'autre :

— Allez donc au musée du Louvre, dit-il, cela vous profitera davantage.

De retour rue de Rivoli, c'est le directeur général, M. Pallain (1), grand admirateur de Mirabeau, qui charge Lenotre, à la suite d'un article paru dans *le Monde illustré*, de retrouver le cercueil de l'orateur. « Voilà plusieurs fois que je vois le directeur général, écrit Lenotre ; il est pour moi comme un ami. Je suis resté avant-hier une demi-heure chez lui. Hier, je l'ai rencontré sur le trottoir ; il m'a encore arrêté pour me demander différentes choses. Enfin, il m'a dit :

« — Gosselin, si vous me retrouvez le cercueil de Mirabeau, je vous proclame grand homme.

« Ce n'est pas une grosse affaire, mais ce sont les démarches et les courses qu'il me faudrait faire pour aboutir promptement, qui me demanderaient des journées de liberté, et je n'ai pas une minute. »

En plus de ces travaux, il étudie le droit, passe des examens. « Huit examinateurs, huit boules blanches, note-t-il. Voilà le résultat. J'en suis très content. C'est d'abord Pallain qui m'a interrogé sur l'admission temporaire ; puis de Taste sur le transit ; puis Vatin sur les déclarations ; Leroy sur les marchandises au tarif ; enfin Caignon m'a présenté comme un cheval dressé en liberté est présenté par un écuyer de cirque, en me faisant débiter tout le maniement de la statistique depuis la déclaration jusqu'au gros volume que nous publions. Les examinateurs m'écoutaient avec attention et bienveillance. Je n'étais pas troublé, j'ai parlé assez facilement. A deux ou trois reprises, Pallain a dit : « Mais c'est très bien, très bien. » Enfin est venue la théorie militaire. C'est sans contredit ce que je savais le mieux. J'ai voulu me lever pour aller au tableau, Turber m'a dit :

(1) Plus tard gouverneur de la Banque de France.

« — Restez assis.

« — Mon commandant, je préférerais vous l'exposer au tableau.

« — Laissez-le, a dit Pallain ; il va nous faire un beau dessin.

« Quand le commandant a vu que je savais, il m'a interrompu et a déclaré que je possédais ma théorie à merveille. »

En 1890, Lenotre entreprit, toujours pour *le Monde illustré*, une série d'interviews : « Nos contemporains chez eux. » Ce fut pour lui une nouvelle source d'étonnements et de plaisirs.

Alphonse Daudet, « pâle et délicieux à voir », lui montre la multitude des petits carnets où, depuis trente ans, il accumule les remarques et les pensées.

Sarcey, surpris au milieu de son déjeuner, arrive « en veston de chambre, le cou sans cravate, la serviette passée dans l'entrebâillement du gilet »... puis c'est le petit appartement de Coppée « dans une maison qui respire toute la mélancolique poésie de la province », l'hôtel des Goncourt « à l'étonnant vestibule plafonné et tendu de cuir ».

De chez Dumas fils, — outre les éléments pour l'article mensuel, — Lenotre rapporta un tout autre genre de souvenir.

L'entretien terminé, Dumas prit son chapeau, sa canne.

— Où allez-vous ? demanda-t-il au jeune journaliste.

— Nulle part, répondit Lenotre.

— Eh bien ! moi, je vais chez X... Faisons le chemin ensemble.

Lenotre accepta, radieux. Intéresser Dumas ! Être vu en sa compagnie ! Il y avait là pour le jeune journaliste un beau sujet d'orgueil.

Dumas avait, en effet, pris le bras de Lenotre et ne le lâchait plus. Il parlait, enchaînait les sujets et marchait, marchait... Enfin, il s'arrêta devant la maison de X... et là s'adressant brusquement à Lenotre :

— N'avez-vous jamais le vertige ? demanda-t-il. Non ? Vous avez bien de la chance ! Pour moi, j'en souffre tellement que je n'ose plus faire un pas seul dans la rue. Je suis obligé pour sortir de prendre le bras du premier imbécile venu...

Ces interviews allaient enfin permettre à Lenotre d'aborder celui qui avait été l'enthousiasme de toute sa jeunesse.

Sardou habitait alors un rez-de-chaussée rue du Général Foy. La visite du jeune reporter ayant été annoncée, un domestique l'introduisit dans un vaste cabinet de travail assez sombre terminé par une véranda en rotonde.

Le maître était à sa table, coiffé du légendaire béret de velours, un foulard blanc autour du cou, le corps serré dans un veston d'épaisse bure ; d'apparence très jeune, bien que près de la soixantaine. Il se leva, et, la main tendue, s'avança avec cette affabilité pleine de bonté dont il avait l'habitude d'accueillir les journalistes et les débutants.

Lenotre, très ému d'abord, se remet ; et comme il s'est promis d'épargner au grand dramaturge la banale interview touchant sa carrière et ses ouvrages, tout de suite il le questionne sur un épisode de sa vie d'étudiant, concernant la maison de Marat. Choix heureux. Au nom de Marat, Sardou s'anime. Le logement de Marat ! Certes, il l'a vu !... Et le voilà qui décrit la maison, les marches de pierre, les paliers carrelés, la rampe de fer sur laquelle Charlotte a posé sa main gantée et le cordon de sonnette à pied de biche.

Maintenant, il saisit sa plume, esquisse un plan, raconte le drame... il fait mieux que de le conter, il joue la scène ; Charlotte était ici, la baignoire dans ce coin, l'escabeau là. D'un mot, il dessine le décor : un papier de tentures à raies sur son fond blanc, sali dans le bas. Il dispose les meubles, il donne des rôles aux fauteuils, à la table, à son encrier ; la scène devient vivante ; on la voit ; on y assiste.

Séduit, confondu par cette puissante évocation, Lenotre va se retirer. Jusqu'ici, rien en lui n'a attiré l'attention du maître. Un geste, un mot va tout changer. Traversant l'antichambre, le jeune homme avise un tableau représentant un site de Versailles dans son état primitif, et naturellement il remarque :

— Tiens, le bosquet des Dômes.

Sardou a un sursaut de surprise.

— Le bosquet des Dômes ? Vous le reconnaissez ? Mais il n'existe plus depuis cent cinquante ans. — Et, regardant le jeune homme avec intérêt : — Ah çà ! vous sauriez donc quelque chose, vous ? Rentrez dans mon cabinet.

Et le voilà, questionnant Lenotre, surprenant sa curiosité du passé, son goût de la recherche, sa tendresse pour les

papiers d'archives et les vieilles maisons qui ont vu l'histoire.

Il l'invite à venir le voir à Marly, le retrouve l'hiver à Paris, s'éprend de ses articles, s'attache à leur auteur, le pousse, le stimule.

Lenotre subit avec ravissement l'influence de cet animateur. Tous les dimanches, maître et disciple arpentent ensemble le vieux Paris, recherchant les témoins muets de la vie d'autrefois, quêtant les vieilles demeures et leur histoire.

— Contrôlez donc ceci, dit Sardou ; cherchez-moi cela.

Et Lenotre se met en chasse. Tantôt c'est une correspondance dont il s'agit d'obtenir la communication, tantôt c'est un portrait qu'il faut avoir vu, tantôt c'est une maison qu'il faut avoir visitée (1).

Du Marais à la cour du Commerce, il connaît maintenant tous les immeubles. La stupéfaction ou l'indignation des locataires ne peuvent l'émouvoir. Un jour, il est pris pour un cambrioleur ; une autre fois, il tombe dans une noce. Rien ne le rebute. « Je suis l'homme de France qu'on a mis le plus souvent à la porte ! » aime-t-il à répéter. Mais, en général, sa bonhomie, son entrain conquièrent les gens.

A la recherche des derniers locataires de la maison de Danton, il tombe chez eux un jour de première communion. On lui fait une place à table, on lui offre le café, et le voilà exposant son enquête. La famille ébaubie d'abord, puis passionnée, prend l'affaire à cœur et, ne pouvant le renseigner, l'adresse à d'autres locataires qui le renvoient à l'ancien propriétaire... Ainsi le jeune historien finit-il par savoir, — non sans peine, — quelle vue avait Danton, des fenêtres de sa salle à manger.

De ses recherches et de ses trouvailles sortit un de ses premiers livres d'histoire : *Paris révolutionnaire*.

Ce n'était point ses débuts.

En 1883, avec l'audace et la timidité de ses vingt-huit ans, il était entré chez Dentu et lui avait proposé une Histoire anecdotique des salons de peinture de 1673 à nos jours.

Sans dire un mot, Dentu avait pris le manuscrit et s'était mis à compter les lettres de la première ligne, puis les lignes de la première page, le nombre de pages du manuscrit, enfin, il

(1) D'après F. Vandérem.

avait murmuré : « 4 282 » et avait esquissé un signe affirmatif.

Comprenant que l'entretien était terminé, Lenotre se retira, à vrai dire fort inquiet. Quelques jours plus tard, il reçut les épreuves, les corrigea, les renvoya. Le livre parut... Mais, à partir de ce moment, l'auteur n'en entendit plus parler et persuadé d'avoir entraîné son éditeur dans une mauvaise affaire, il se garda bien de remettre les pieds chez lui.

Pourtant Lenotre ne s'en était pas tenu là.

Mlle Perrin (1) raconte qu'en 1892, ses frères virent entrer dans leur librairie un grand et fort jeune homme qui déposa timidement un manuscrit sur la table et se « sauva » sans avoir prononcé un mot.

Ce n'était pas de très bon augure pour l'ouvrage. Néanmoins, les Perrin, qui étaient des éditeurs consciencieux, regardèrent d'abord le titre : *la Guillotine*, puis lurent le livre. Ce fut pour eux une révélation. Ils voulurent écrire sans tarder à l'écrivain discret ; mais celui-ci avait omis d'indiquer son nom et son adresse. On était alors en juin. Les vacances passèrent. En octobre, le jeune homme reparut et demanda qu'on voulût bien lui rendre son manuscrit.

— Quel manuscrit ?

— *La Guillotine*.

Il n'y eut qu'un cri. Il était l'auteur qu'on recherchait depuis quatre mois !

On le fit aussitôt entrer dans le bureau des Perrin qui s'empressèrent de noter son nom et son adresse, — au cas où l'envie le prendrait de disparaître de nouveau, — puis on lui annonça que son manuscrit était reçu.

Ainsi débutèrent une longue collaboration et une longue amitié. Ainsi s'ouvrit une grande carrière d'écrivain.

THÉRÈSE LENOTRE.

(1) A la mort de Paul Perrin, Mlle Perrin a pris la direction de la librairie avec la collaboration de M. André Bellessort.

LE PACIFICATEUR DE LA MAURITANIE

XAVIER COPPOLANI

Dans les dernières années du XIXe siècle, le mystère du Sahara commençait à peine à se dévoiler. Dans le nord saharien, les reconnaissances, favorisées par les vues du gouvernement général de l'Algérie qui préparait alors l'occupation des oasis de cette région, étaient nombreuses. Mais, malgré les efforts des explorateurs, le Sahara gardait encore ses secrets. On ignorait à peu près tout de ces immensités désertiques représentées par de larges blancs sur les cartes.

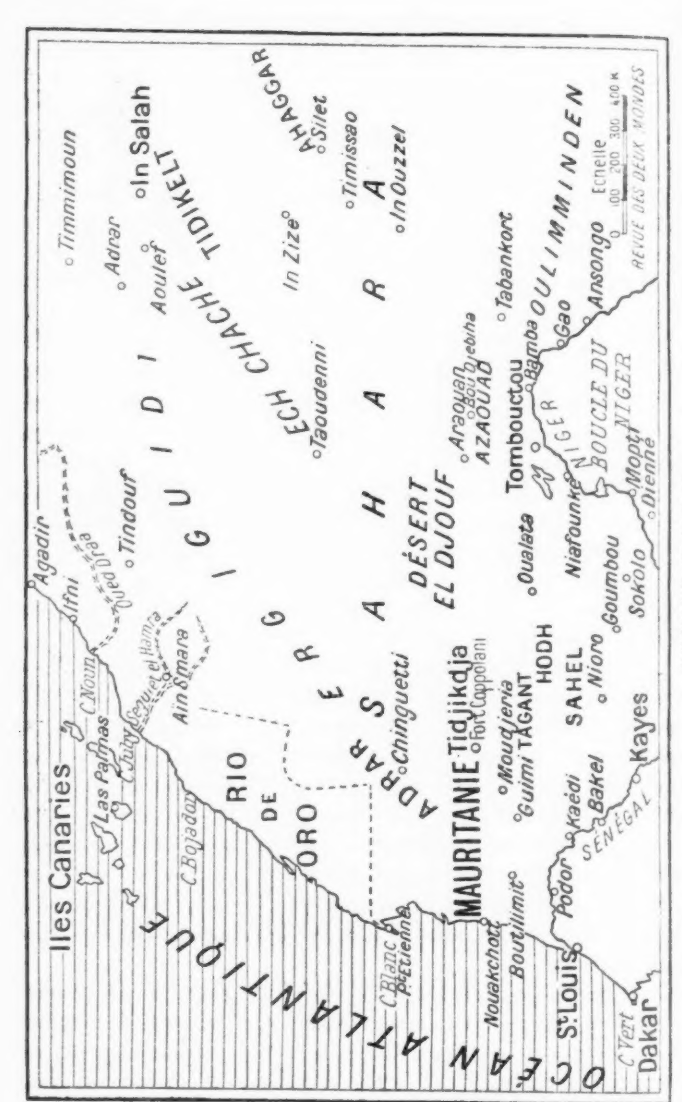
A cette époque, — en 1898, — j'étais à Alger en relations avec Xavier Coppolani, administrateur adjoint de troisième classe attaché à un bureau militaire d'Affaires indigènes. Coppolani était d'origine corse, né en 1866 ; sa famille, de souche paysanne, avait émigré en Algérie, à la fin du Second Empire, et s'était fixée dans le département de Constantine. Elève de l'École normale de Constantine, expéditionnaire à la Préfecture de cette ville, puis secrétaire de commune mixte, il s'était fait remarquer par ses chefs pour son aptitude à comprendre la psychologie des indigènes. Des études de législation algérienne à l'École de droit d'Alger complétaient les notions pratiques acquises en parcourant les douars. En 1889, il passait l'examen de langue arabe, et son succès lui permettait d'accéder aux fonctions d'administrateur adjoint.

Ce fut à Aïn-Amara, chef-lieu de l'Oued-Cherf, que Coppolani découvrit l'importance du rôle que tenaient les confréries religieuses dans les masses arabo-berbères. Pendant plusieurs années, il poursuivait l'étude de ces confréries, amassant les notes, constituant des dossiers, et, en 1897, il publiait, sous le patronage de M. Jules Cambon, un gros livre sur *les Confréries religieuses musulmanes.*

Les conclusions de cette étude sont à l'origine des idées que Coppolani appliquera plus tard à la pacification des pays maures. Elles recommandent : 1° d'entrer en contact avec les confréries religieuses, quelles que soient leur importance et leurs doctrines, en vue de les placer sous notre tutelle et de faire de leurs dignitaires, grâce à notre investiture, des imams non rétribués ; 2° d'entrer en relations directes avec la masse indigène ; de capter la confiance des directeurs de Zaouias, qui appartiennent presque tous à des familles qui détiennent la baraka depuis des siècles ; de tolérer, partout où le besoin s'en fait sentir, la construction d'établissements religieux ; de les réunir progressivement au domaine de l'État ; de leur restituer leur triple caractère d'institutions de piété, d'enseignement et de bienfaisance ; le médecin français y aurait un dispensaire, nos juges un prétoire où les formalités judiciaires seraient simplifiées et gratuites.

Les mystères du Sahara préoccupaient Coppolani : « Nous ignorons presque tout de ce désert où errent cependant plusieurs centaines de mille hommes avec leurs troupeaux, me disait-il en 1898. Ces territoires inexplorés dissimulent-ils des dunes, des montagnes, des bas-fonds, des *hamadas*, des pâturages ? Nos explorateurs ont toujours été écartés avec soin par leurs guides indigènes des points intéressants. » Mais, à la différence des autres « Sahariens » qui abordaient le désert par le nord, lui voulait l'attaquer par le sud, par le Soudan et la région située au nord du fleuve Sénégal, peuplée par les tribus maures.

Cette même année 1898, M. Lépine, gouverneur général de l'Algérie, proposait aux ministères des Affaires étrangères et des Colonies de confier à Coppolani une grande enquête sur les confréries islamiques afin d'utiliser à l'occasion leur influence à notre profit. Le ministère des Affaires étrangères déclina la proposition, mais celui des Colonies l'accepta en



MAURITANIE ET SAHARA

principe, l'enquête devant se poursuivre dans la région musulmane du Niger.

Le colonel (bientôt général) de Trentinian, alors lieutenant-gouverneur du Soudan français, désireux de connaître les ressources économiques de sa colonie, maintenant pacifiée et qui, la veille encore, était ravagée par des *almamis* sanguinaires, chasseurs d'esclaves, s'occupait à Paris d'assembler les éléments d'une grande mission de savants et de spécialistes qui, chacun dans sa partie, étudierait les richesses à revivifier et les possibilités naturelles du Soudan. Il réserva un accueil chaleureux aux propositions du jeune Algérien qu'il avait mis au courant des difficultés soulevées par les tribus sahariennes maures dont les pillages répétés troublaient la tranquillité de nos confins et tenaient nos postes sur le qui-vive. Les partis de nomades étaient poursuivis et dispersés par nos forces mobiles ; on avait interdit aux tribus l'accès des marchés du Soudan, où elles échangeaient à l'ordinaire la gomme de leurs forêts et leur bétail contre du grain, du sel et des étoffes ; mais cet état de choses était aussi préjudiciable aux Maures qu'aux commerçants noirs ou européens. L'officier supérieur, après avoir informé son interlocuteur de la situation, l'invitait à lui faire savoir s'il croyait pouvoir l'améliorer et la transformer par la méthode qu'il préconisait. Coppolani déclara qu'il ne pouvait répondre qu'après l'avoir examinée à pied d'œuvre. Il fut donc convenu qu'il s'associerait à la mission des compétences techniques et que je serais moi-même adjoint à cette mission.

CHEZ LES MAURES DU SAHEL ET DU HODH

Nous arrivâmes à Kayes à la fin de 1898. Kayes était alors la capitale du Soudan français ; la période de conquête n'était pas encore tout à fait close ; Samory, attaqué le 9 septembre 1898 par le lieutenant Wœlffel, battu à Tiafeso, attaqué de nouveau par la colonne Gouraud, le 29 septembre, avait été capturé à la course par le lieutenant Jacquin et le sergent Bratières et amené à Kayes. J'assistai à l'entrevue publique au cours de laquelle, en présence des troupes de la garnison, le général de Trentinian lui signifia qu'il serait déporté au Gabon avec son fils Sarankémory, lâche assassin de deux officiers français.

Je revois l'astucieux et sanguinaire vieillard crachant largement de côté aux paroles du représentant de la France et demandant avec ingénuité au capitaine noir Mahmadou Racine, qui l'informait du sort qu'on lui avait réservé : « Alors, on ne me coupe pas la tête ? » L'idée qu'on l'épargnait lui paraissait tellement grotesque qu'il éclatait de rire.

Pendant une semaine, Coppolani et moi dépouillâmes les dossiers qui relataient l'action française dans les cercles septentrionaux du Soudan. J'établis une carte à grande échelle, hélas ! peu garnie de noms, du Sahara soudanais. La situation politique y était toute différente de celle que présentaient les contrées de la rive gauche du Sénégal.

Au Sénégal, en effet, les chefs maures de la rive droite, considérés comme des souverains par le gouvernement de la colonie, recevaient chaque année de celui-ci un tribut, appelé *coutumes*, pour s'abstenir de saccager les villages noirs de la rive gauche. Cette pratique n'était pas sans porter atteinte à notre prestige. Les émirs du Trab-el-Beidane (le pays des blancs, nom que les Maures donnent à leurs savanes) voyaient en nous des tributaires qui payaient cet impôt que le Coran ordonne aux musulmans de lever sur les infidèles soumis. Au demeurant, le versement de cette redevance, effectué avec régularité par notre administration, n'empêchait nullement les rezzous de prélever sur les peuplades noires des contingents de femmes et d'enfants qu'ils transportaient ensuite au Maroc pour y être vendus comme esclaves sur les marchés.

Au contraire, les Maures qui nomadisaient sur nos frontières soudanaises sahariennes nous considéraient comme des conquérants et des guerriers redoutables. Aussi, lorsque le général Archinard s'avança dans le Sahel, estimèrent-ils qu'il importait de nouer des relations amicales avec lui. Il reçut donc à Goumbou l'hommage du cheik des Mechdouf, du cheik des Oulad-Mahmoud, de plusieurs délégations des Allouch et des cheiks des fractions religieuses.

Cette soumission était plus apparente que réelle ; il n'était pas de jour que les commandants de cercles de Nioro, de Goumbou et de Sokolo n'eussent à se plaindre des incursions et des déprédations commises par les guerriers nomades chez les noirs sédentaires. Les tribus, d'autre part, étaient divisées entre elles par des inimitiés traditionnelles ; pis encore :

chaque groupe, voire chaque famille, se partageait en factions ennemies ; chaque notable avait l'ambition d'être un chef ; le Berbère est un individualiste forcené. La fin normale d'un chef de tribu était l'assassinat ; il usait lui-même de la trahison et du meurtre pour se débarrasser d'un concurrent qui se gardait mal. Ce n'est que de nos jours qu'on aperçoit dans les campements maures des hommes à barbe grise. Aux environs des villages nègres, près des frontières, on ne pouvait entreprendre de cultures. La chronique de nos postes était remplie d'actes de pillage, de rezzous, de guets-apens et d'embuscades. Nos jeunes officiers s'énervaient et s'impatientaient.

Coppolani prenait à cheval la direction de Nioro, tandis que je faisais route sur Bamako et Koulikoro avec les bagages de la mission. A Koulikoro, j'embarquerais sur un chaland de la flottille et descendrais le Niger jusqu'à Kabara, port de Tombouctou, où mon vieil ami m'avait assigné rendez-vous ; il me rejoindrait par voie terrestre, après avoir traversé les provinces du Sahel et du Hodh.

Du 19 janvier à la fin de février, Coppolani, escorté d'un sous-officier européen, d'un interprète noir et de deux gardes-frontières, visita les différents cheiks maures du Sahel et du Hodh, malgré les difficultés suscitées par l'effervescence du pays, les tribus guerroyant les unes contre les autres, et la quasi-impossibilité de se procurer des guides. Il écoutait les doléances de chacun, transmettait au général de Trentinian les desiderata de l'un et de l'autre, négociait avec les bandes, obtenait la soumission des cheiks partis en dissidence, entrait en relations avec les marabouts, et se faisait accompagner par eux dans sa tournée.

Le 20 février, au campement de Medjarouah, il rencontra Ould Mokhtar, le chef des Mechdouf. « J'ai en ma présence, écrit-il, l'image d'un héros de la Bible ; jeune, la barbe inculte, les cheveux tombant en formant de petites mèches, des yeux inexprimables de douceur, figure on ne peut plus sympathique. Petit, ayant conscience de son rôle, une ambition très grande, il se croit le chef des Maures du Hodh, et, drapé dans sa dignité sous une gandoura bleue, il parle peu, ne désire que la paix. »

Ce personnage multiplie les protestations pacifiques, les

paroles de bon augure. En vérité, la présence de Coppolani dans le Hodh, en compagnie de marabouts, et plus encore l'absence de forces militaires, intriguent terriblement les guerriers maures ; ils sont déroutés et ne savent que penser : ils appréhendent un piège. Ils estiment au demeurant que Coppolani, envoyé d'un gouverneur, jouit auprès de celui-ci d'une autorité considérable ; Ould Mokhar pense qu'après tout, en adoptant une attitude conciliante, il lui sera peut-être possible de satisfaire une ambition toute temporelle et de devenir, avec l'appui des Français, sultan des nomades du Hodh ; aussi donne-t-il satisfaction aux demandes de Coppolani.

Celui-ci juge bientôt que sa mission est terminée : il se dirige à cheval sur Sokolo et Tombouctou. De toutes parts les Maures courent au-devant de lui ; les délégations se pressent sur sa route ; on dresse des tentes pour l'accueillir, on lui fait fête, on escompte les profits de la paix, on annonce la formation et le départ de nouvelles caravanes.

RAID SUR ARAOUAN

En mars et avril 1899, Coppolani exécute de nouveaux raids autour de Tombouctou, auprès des tribus maures, et, d'autre part, il cherche à entrer en contact avec les Touareg. A la fin d'avril, il décide de se mettre en rapport avec les Berabich, tribu arabe de quinze cents tentes, et leur chef Mohammed Ould Mehemet. Au moment de l'occupation de Tombouctou, les Berabich ont fait leur soumission aux Français ; mais, depuis lors, les relations se sont refroidies et ont tourné à l'hostilité. Au début de mai, Coppolani, que je devais accompagner, décidait de se rendre auprès du cheik des Berabich, à son campement d'Araouan à trois cents kilomètres au nord de Tombouctou.

Nous quittâmes la ville le 10 mai, sans avoir prévenu le commandant de la région (qui se serait opposé à notre dessein) de nos intentions réelles ; le commandant de région était avisé simplement que nous allions reconnaître des puits, à trois ou quatre jours au nord de la ville.

Notre groupe se composait, en dehors de nous, des méharistes Barkay, Harassan, Salem Massouda, Ferradjé Oundéga, Moudou Mohammed, de l'interprète Sokoro (qui était chré-

tien), d'un guide, d'un domestique, et du cheikh Lamine qui appartenait au clan maraboutique des Taleb-Mokhtar, arrivé du Sahel quelques jours auparavant ; il avait fait le voyage de Tombouctou à la prière de Coppolani. Ce personnage, jeune encore, mais pieux, bienveillant et érudit, fort vénéré dans les tribus maures, devait servir d'intermédiaire entre Coppolani et le cheik Mohammed Ould. Il tirait vanité d'être le cousin de saints considérables : Cheik Saad Bouh, le plus gras des santons sahariens, et Cheik Ma el Aïnine. Nous avions avec nous un petit convoi chargé surtout d'outres remplies d'eau et quelques chameaux haut le pied.

Nous partîmes le soir, à pied, à la tombée de la nuit, sans avoir attiré l'attention de la garnison ; nos hommes et nos bêtes nous attendaient à un kilomètre de l'agglomération, entre deux dunes. Notre randonnée devait s'effectuer aussi vite que possible, afin de surprendre les Berabich et de ne point leur laisser le temps d'arrêter une décision et de nous barrer le passage. J'ai décrit ce voyage dans les pages suivantes de mon journal de route :

« Nous montions vers le nord. Le vent raclait l'ocre jaune du sol mollasse, bouffi, dont la vanité froide jaillissait en buissons d'épines, se balançait aux mimosées, s'engluait aux gommiers. Les arbres, raidis dans le geste maudisseur de leurs branches, gémissaient ; leurs cimes chauves gravaient sur le ciel, par brusques secousses, les poèmes du désert.

« Les sauterelles au corset de bure étreignaient les brins d'herbe ; aux flancs des touffes de fourrages fuyaient les lézards, se tortillaient les serpents cuirassés d'écailles d'un soufre éteint. Les essaims de mouches carnivores s'emmêlaient aux feuillages mornes ; au pied des gommiers foisonnaient les tiques suceuses de sang. Par nuages, les mouches s'abattaient sur les chameaux et sur les hommes. Les troncs d'arbres suaient, tristes, une épaisse sève visqueuse. Les méhara, col allongé, happaient de la lippe, déchiquetaient entre leurs molaires la pointe des durs rameaux épineux, interrompaient soudain, d'un lugubre gargouillis du gosier, leur pâture. Les courts épis du gramen sec, espacés, dodelinaient au-dessus des tumuli de sable qui, assemblés par le vent, les vêtaient jusqu'au collet puis s'effondraient.

« Parfois, la nuit, nous croisions une lente caravane qui

descendait à Tombouctou. A la clarté de la lune, les barres de sel, contenues dans un réseau de cordes et de bandelettes, aiguisaient leurs arêtes ternies ; chacune d'elles portait, tracé en caractères maladroits, le nom du propriétaire. On se saluait au passage ; la voix d'un convoyeur s'élevait, s'informait des cours du sel sur le fleuve, et remerciait Dieu qu'ils fussent en hausse ; un chien maigre courait à nous, puis, à quelque distance, flairait le vent et hurlait. Parfois l'un de nos hommes se détachait pour aller boire une setla de lait de chamelle. Les heures étaient d'inconscience ; nous vaguions parmi des rêvasseries, les reins dolents, meurtris par le rythme saccadé des méhara qui allongeaient l'allure ; pilonnée sans cesse par les réactions de la monture, la pensée n'était que fragmentaire, incapable de se préciser. Nous marchions jour et nuit, sans trêve, sauf de courts arrêts pour manger à la hâte une croûte de pain moisi et une boîte de sardines pendant que nos compagnons expédiaient quelques boulettes de bassi ; quand nous faisions halte la nuit, afin de laisser souffler les chameaux, nous nous endormions soudain d'un sommeil comateux, dense, pesant, dont la voix du guide nous tirait deux ou trois heures plus tard. Et nous repartions, l'attention éveillée par les recommandations constantes des nomades : « *La tergued ! la tergued !* Ne dors pas ! » Les bêtes, affamées, avaient tendance à rompre la file, à s'égarer entre les dunes à la recherche de nourriture. Et il ne fallait point s'écarter.

« Nous coupions au plus court à travers l'Azaouad, par la route directe qui, entre Tombouctou et Araouan, n'avait qu'un puits à une quarantaine de kilomètres de la ville. C'était à ce puits d'El-Hadjiou, profond d'une cinquantaine de mètres, que nous devions pour cinq jours faire provision d'eau. Le puits contient de l'eau potable en quantité suffisante pour abreuver un millier de chameaux, assurent les indigènes. Jusqu'à El-Hadjiou, « la forêt » (nom que les Maures donnent à leurs peuplements de gommiers) ou plutôt « la brousse » très clairsemée de mimosas dont la hauteur ne dépasse pas deux à trois mètres, couvre le sol sablonneux. La nécessité d'aller vite nous avait conduits à renoncer à l'itinéraire plus long, certes, mais jalonné de puits, qui passait à l'est du nôtre, par le lieu dit Bou-Djebiha, où sont quelques mauvaises maisons à demi ruinées. La soif, au Sahara, est excitée

par le vent râpeux, frais souvent, mais très sec, qui n'arrête de souffler avec régularité, et qui, transportant de fines particules de sable, dessèche les lèvres et les muqueuses ; c'est pour éviter ces inconvénients que les nomades interposent un voile entre leur visage et l'air extérieur. Deux ou trois fois par heure, Coppolani et moi devions nous humecter les lèvres et avaler une gorgée d'eau à la petite guerba de chevrette pendue à l'arçon de la rahla. Au milieu de la journée, le soleil devenait féroce ; sa violence fut telle, un jour, que le cheik Lamine eut une pâmoison et roula à terre du haut de sa bête. En lui arrosant le crâne d'eau, nous le ranimâmes, et dès lors il s'entoura la tête d'un vaste turban.

« L'un de nos amis maures nous exposait que, cent ans et davantage auparavant, le Niger détachait encore vers le nord un diverticule et que les eaux du fleuve, lors des grandes crues, s'étiraient jusqu'à Araouan. Et même les vieilles gens nous révélaient une tradition transmise de génération en génération : le fleuve entier, à une époque qu'on ne pouvait fixer, se dirigeait vers les pays du septentrion, se déversait dans d'immenses lagunes, à Taoudénit, et poussait plus loin encore ses eaux vers des marécages, parmi des savanes à grandes herbes et des forêts de gommiers.

« Courbé sur la selle de son méhari, Bou Kebch, le berger, s'écria soudain, son fusil tendu à bout de bras vers l'horizon ourlé de vapeurs fumeuses :

« — Oh ! qu'elle est belle la terre des sables ! Voyez la meraïa qui succède à la forêt.

« Il n'y avait plus d'arbres autour de nous et seulement des plaines ridées de dunes. Mort jusqu'aux ourlets de brumes qui bordaient l'horizon, le sol inerte se figeait, nu.

« Les nomades poussèrent un long cri. D'un même geste, nous nous élançâmes au grand trot, épars dans la plaine. A gorge ouverte, les Maures clamaient : « La Meraïa ! La Meraïa ! » Et les guides entonnèrent les hymnes des tribus pérégrines.

« Près de moi, le cheik Lamine, le marabout dont la baraka renommée était une sauvegarde, me narrait, dans la langue littéraire dont usent entre eux les savants de l'Islam, même au Sahara, les légendes belliqueuses de sa race. Vêtu de guinée bleue, drapé dans un burnous blanc dont Coppolani

l'avait gratifié à son arrivée à Tombouctou, il savourait l'élégance de ses phrases et protestait d'être humble et pauvre devant Dieu. De temps à autre, l'index de sa droite se posait, en signe de véracité, sur le saint Coran suspendu à son cou, dans un étui de peau, par un cordon de soie et d'or.

« — Ah ! soupirait-il, les destinées des Français sont parallèles aux nôtres. Dieu guide ses peuples sur ses sentiers ; ses voies sont d'implacable mystère. Jadis, il nous envoya vers vous. Aujourd'hui, il vous envoie vers nous. Soyons de même foi et nous serons le monde, et le monde sera à Dieu. Français et Arabes sont gens de mutuelle estime.

« Et le marabout, égrenant son chapelet de bois noir incrusté d'argent, me conta la bataille de Poitiers que je sentais en lui événement toujours d'hier.

« — Les croyants se heurtèrent aux Français dans une bataille grandiose dont nos aïeux nous transmirent la nouvelle. A entendre leur récit, on frissonne de peur et le poil se hérisse sur la peau. Car les masses de cavaliers aux manteaux de laine blanche, qui avaient au cœur et dans la bouche le nom de Dieu, — qu'il soit exalté ! — se précipitèrent, sabre en main, torrent de foi et d'espoir dans le paradis, sur votre armée impassible. Vos guerriers géants, cousins des géants Gog et Magog, étaient vêtus de tissus en mailles de fer et casqués de fer noir. Les uns avaient les cheveux blonds, les autres les cheveux rouges, et leurs tresses de cheveux retombaient sur les fourrures qui formaient leurs manteaux. Les trompes sonnèrent et les chevaux hennirent. Les cavaliers crièrent : « Au nom de Dieu ! » Les lourds muscles des bras nus raidirent sous l'effort. L'ange Azraël fut content, car beaucoup d'âmes bienheureuses furent détachées par lui des liens de la chair. Les Croyants s'écroulèrent aux pieds de leurs ennemis et obtinrent le martyre. Les sabres fins, les piques frêles des gens de l'Est s'émoussaient ou se brisaient sur les cottes de mailles des gens du Septentrion ; nous fûmes abattus par le moulinet des grandes haches d'armes. Et les sabres d'acier ne prévalurent point sur les haches de fer qui nous accablent encore.

« Le marabout se tut ; le soleil allait mourir. De la fraîcheur se mêla au clair-obscur du soir. L'immense chauve-souris du crépuscule vola sur la plaine et battit faiblement

des ailes. Une nuée d'or brasilla au couchant ; à l'opposite, ce fut le règne du rouge. Nous fîmes halte. Près des chameaux baraqués, nos compagnons déposèrent leurs fusils habillés de cuir multicolore et laissèrent tomber sur le sol les dagues à garde cruciale retenues à leur poignet gauche par un bracelet de cuir gaufré. Tourné du côté de l'Orient, le marabout dirigea la pieuse exaltation des âmes : deux fois se prosternèrent les orants, le front dans la poussière, et cliquetèrent les chapelets bénits.

« Une lourde fatigue nous rompait les épaules, nous ankylosait les reins. Depuis dix-huit heures, nous allions sans autre arrêt que celui des prières rituelles. Le firmament était un saphir d'une eau profondément trouble : une traînée d'étincelles sur de la nuit où notre piste était tracée. Un guerrier maure de l'escorte, chef de célèbres rezzous, dressa sa tête orgueilleuse ; son épaisse chevelure bouclée s'épandait en crinière sur son écharpe. Il improvisa les poèmes de l'amour et de l'action. Le sang reflua aux pommettes des éreintés ; il rimait les luttes et les traîtrises des guerres entre les peuples vagabonds qui dorment sous les tentes de peaux, la chasse à l'esclave noir sur les berges du désert, les haines héréditaires des clans, les vengeances atroces. Sa voix large évoquait les braves morts pour attaquer ou pour défendre ; elle avait des éclats rauques pour célébrer leur héroïsme et de la sensibilité pour narrer l'égorgement de ceux abattus par l'épée, la lance ou le mousquet.

« Il fut nécessaire encore de s'arrêter et de dormir, car nous vacillions sur nos selles, engourdis par le besoin de sommeil. Pendant quatre heures nous demeurâmes prostrés, anéantis, allongés sur le sable, à l'écart des routes de caravanes ; les chameaux accroupis ruminaient autour de nous, le cou allongé sur la terre. Nous étions abrutis par la marche ; l'eau, gâtée à demi par la chaleur, suintait hors des guerbas mal tannées : une surprise de pillards en maraude était possible et nous aurions été sans défense. La rahla servait d'oreiller ; au réveil, nous mangions en hâte quelques bouchées de riz pétri en boule.

« Au matin, quand nous mordit le froid, nous nous redressâmes. Sur un feu de brindilles ronronna la bouilloire où macérait le thé vert épicé, à la mode maure, de girofle, de

cannelle et de poivre adouci par foison de sucre ; les petites tasses circulaient dans le cercle que nous formions autour du foyer. Et nous reprîmes, au clair des étoiles plus pâles, la route du nord. Le convoi se regroupa, pressa le pas.

« D'abord s'avançait le guide, dont la peau était teinte en bleu indigo par les étoffes de guinée dont il était vêtu de neuf. Il pinçait de son pied nu, entre le pouce et le second doigt, le cou chauve et ridé du méhari. Coppolani et moi suivions, flanqués de trois compagnons qui nommaient les dunes et comparaient les mérites respectifs des peuplades du Sahel et des tribus de l'Azaouad, dans la guerre, l'élève des troupeaux de bœufs et le commerce. Derrière nous s'avançait, surveillé par nos goumiers, le léger convoi confié aux soins d'un esclave noir qui, couché sur sa chamelle, hurlait une interminable mélopée barbare.

« Le vent corrigeait la chaleur fauve qui émanait du sol. Le désert puait la bête. Nous haletions sous le litham noir qui nous couvrait la bouche. L'air surchauffé passait au rouge sombre dès le milieu de la matinée ; alors, le ciel noircissait et s'écrasait sur nous ; le mur de grisailles se rapprochait. La brise râpeuse léchait notre épiderme rissolé...

« Nous n'arrivions pas à combattre l'anxiété de la soif. Le soleil buvait l'eau à travers les outres. A peine avions-nous bu que l'eau s'évadait en lassantes sueurs. La gorge sèche, les lèvres pelées, nous attendions le premier étouffement pour baigner un instant notre palais aride dans un liquide nauséeux.

« A un jour de marche du ksar d'Araouan, les pâturages disparurent. Il en est ainsi autour de tous les marchés sahariens. Les chameaux qui y sont assemblés dévorent la moindre végétation. Chaque caravane y apporte le bois de cuisine qui lui est nécessaire. Les habitants pauvres n'ont d'autre combustible que la crotte de chameau. »

Un matin, nous arrivâmes à Araouan, où trois cents nomades, fusil au poing, nous attendaient, hostiles.

« A Areg-el-Fresch (les dunes du repos), a écrit Coppolani, toute végétation s'arrête... Au fur et à mesure qu'on avance, les *areg* prennent l'aspect de véritables montagnes de sable, et, au-dessus de celle d'Er-Rouga, on se trouve bientôt au

milieu de dunes colossales. Sur l'une d'elles, cependant, est édifiée Araouan, sorte de sentinelle avancée dans le Sahara, où plus de cent maisons, abritant une population de quinze à dix-huit cents habitants, s'élèvent éparses, entourées de masses de sable.

« Ce qui explique l'existence d'Araouan en plein désert où pas une plante, pas un brin d'herbe n'existent, c'est que la présence de l'eau à la base du plateau argileux sur lequel se trouve la ville a permis de creuser de nombreux puits qui font d'Araouan le point d'eau le plus riche de tout le Sahara.

« Ces puits, au nombre de trois cents, disent les indigènes, ont de vingt à trente mètres de profondeur et sont en partie dissimulés dans le sable. Une dizaine seulement, situés dans les bas-fonds du versant oriental de l'erg d'Araouan, et deux autres creusés au centre même de la ville suffisent pour alimenter largement la population sédentaire et les caravanes de passage qui, de l'Oued-Draâ, du Tafilalet, du Gourara, du Touat, voire même de Ghadamès et de Tripoli, aboutissent à Tombouctou. »

SÉJOUR A ARAOUAN, RETOUR A TOMBOUCTOU

A quelques centaines de mètres du ksar, non loin des puits, une délégation de notables nous arrêta. Arouata, chef de la ville, nous informait que Mohammed Ould Mehemet, cheik des Berabich, nous interdisait l'accès de la ville et qu'il était fort irrité de notre venue. Pendant que nous parlementions et que le cheik Lamine manifestait aux envoyés de la djemaâ le mécontentement qu'il éprouvait de la décision prise à notre rencontre, un long cordon de guerriers s'interposait entre les premières maisons et notre groupe. On ne nous refusait ni l'eau ni le fourrage, mais nous n'avions pas le droit de passer outre à la défense sans risquer notre vie. Nous mîmes pied à terre ; on dressa les tentes ; les chameaux s'en furent à l'aiguade, et les quarteniers informèrent le cheik Lamine que la consigne ne concernait que le chrétien et qu'il pouvait entrer à sa guise dans le ksar, où une maison serait mise à sa disposition. Lamine refusa l'hospitalité qui lui était offerte. Si les voyageurs pacifiques qu'il accompagnait n'étaient

pas autorisés à s'abriter dans une habitation citadine, il ne les quitterait point.

Juchés sur notre dune, nous apercevions les maisons de la ville dont Coppolani me pria de prendre le croquis que j'exécutai tant bien que mal et qu'il serra dans ses papiers. Les notables, fort ennuyés, faisaient constamment la navette entre le bourg et notre camp ; ils priaient Coppolani de transmettre leur soumission au gouverneur. Ils s'excusaient de l'injure qu'ils nous faisaient contre leur gré et protestaient qu'ils subissaient la contrainte du cheik des Berabich. Les démarches hasardées par nous pour amadouer celui-ci n'avaient d'autre résultat que de le renforcer dans son intransigeance. Par deux fois, notre interprète noir Sokoro risqua sa vie à pénétrer en ville, à la tombée de la nuit, sous un déguisement ; il assista ainsi dans la cour d'une maison à une palabre de notables berabich qui approuvaient de tout point la conduite de leur chef. La seconde fois, il fut reconnu, maltraité et chassé comme infidèle ; en même temps, on le prévenait qu'il serait tué si on le rencontrait de nouveau dans les rues.

Nous ne pouvions guère prolonger notre séjour aux portes d'Araouan : la nécessité s'imposait de nous en retourner et de reprendre la route de Tombouctou. Cette retraite fut des plus pénibles ; nous l'effectuâmes en trois jours ; le mauvais état de nos guerbas, qui, mal préparées, laissaient fuir l'eau qu'elles enfermaient, nous obligea le troisième jour à une marche forcée de vingt-trois heures. Plusieurs chameaux, affaiblis par la longueur de l'étape, durent être abandonnés dans la campagne. Au puits de El-Hadjiou, où nous arrivâmes exténués, à midi, le 24 mai, notre lassitude était telle que nous eûmes à peine la force de faire dresser nos tentes et que nous dormîmes jusqu'au lendemain matin à dix heures. Le soir même nous fûmes de retour à Tombouctou.

OCCUPATION DE TIDJIKDJA

Attaché par Waldeck-Rousseau au service des affaires musulmanes, Coppolani travaillait à mieux connaître le Sahara occidental et méridional, surtout la région au nord de la rive droite du fleuve Sénégal, peuplée par les tribus maures des Trarza et des Brakna et qu'il baptisait lui-même

du nom de Mauritanie. La Mauritanie allait devenir son terrain favori d'opération. A travers bien des difficultés provoquées sur place, dans la colonie, ou à Paris, dans les ministères, il préparait l'occupation progressive et effective de ces territoires. Dans le courant de 1902, il put commencer à réaliser le plan qu'il avait exposé au gouvernement d'alors. En mai 1903, il était nommé délégué du gouvernement général de l'Afrique occidentale en Mauritanie. Peu à peu, la pénétration en pays trarza et brakna s'effectuait, Coppolani associant les opérations militaires de police aux négociations avec les cheiks et les chefs religieux. De mois en mois, la création de nouveaux postes marquait les progrès de l'occupation. Le but suprême de Coppolani était d'atteindre le Maroc par le Sahara et par le Sous.

Au début de 1905, Coppolani préparait l'extension de son action vers le nord de la Mauritanie ; il se proposait d'occuper le Tagant, de reconnaître l'Adrar et d'en assurer l'occupation, de traverser le pays qui sépare l'Adrar de la côte Atlantique, de gagner la baie du Lévrier, où serait recherché l'emplacement d'un port de pêche. Là, Coppolani et une partie de sa suite devaient s'embarquer pour Dakar. La mission comprenait, outre son chef et moi, trois capitaines, cinq lieutenants, un médecin-major, des fonctionnaires des Affaires indigènes, des sous-officiers européens. L'escorte était formée de divers éléments de troupe renforcés d'un goum de cent vingt Algériens à chameau ou à cheval, d'un goum toucouleur et d'un goum auxiliaire maure.

Le 16 février 1905, la mission partait de Guini, au nord de Mal, où les divers détachements s'étaient rassemblés. Le 1er avril, elle atteignait le ksar de Tidjikdja où Coppolani décidait de créer un poste et où il devait séjourner un certain temps. Au début de mai, les travaux d'établissement du poste étaient assez avancés. Une enceinte en maçonnerie de pierres liées avec du mortier de terre s'élevait autour du camp. Sa hauteur ne dépassait guère un mètre. Dans les pentes de la dune où une construction de ce genre n'aurait pu être entreprise, on avait établi un retranchement de palanques. L'entrée principale du poste se dressait au sommet de la dune, devant le village ; elle comportait un passage couvert flanqué de deux corps de garde. Derrière cette porte monumentale

s'élevait le bâtiment de la Résidence, entièrement terminé; non loin, les tirailleurs avaient édifié la grande case carrée de leur commandant, case achevée et qui était divisée en deux pièces. Diverses constructions moins importantes qui servaient de logement aux Européens s'éparpillaient en divers endroits de l'enceinte. Dans la partie basse du camp, un petit fossé couvrait les abords de la muraille. A dire vrai, nous ne nous protégions nullement et même ne croyions point à la possibilité d'un coup de main contre nous.

DERNIERS PROPOS DE COPPOLANI

Le 12 mai, dans l'après-midi, vers trois heures après la sieste, je me rendis au bureau de Coppolani, dans la haute case carrée à terrasse dont la construction était terminée depuis peu sur la dune ; il y avait deux chambres dont l'une servait de salle à manger à la popote et l'autre de cabinet à l'explorateur. Nous bavardions à bâtons rompus en nous promenant sur les glacis, dans l'attente du crépuscule.

Il se plaignait d'être un peu souffrant, d'éprouver des maux de tête ; il paraissait triste et agité de funèbres pressentiments :

— Ah ! ces lenteurs ! répétait-il. Nous devrions être dans l'Adrar ! Ces contre-temps idiots sont néfastes à ma politique. Vous le savez : il est nécessaire de surprendre les Maures qui délibèrent longtemps avant d'arrêter une décision. Est-on arrivé au but avant que la décision soit prise, ils hésitent, ne songent plus qu'à négocier et à se réserver des avantages personnels ; les voici dès lors devenus ennemis les uns des autres. Quand j'organisais ma mission, je voulais qu'elle fût un simple raid. Oh ! se morfondre ici est énervant ! Quel ennui d'être réduit à l'immobilité ! Je devrais être à Paris, où ma présence est indispensable aux leviers de commande. Que deviendra sans moi cette machine complexe qu'est la politique musulmane ? Car, à Paris, — c'est très curieux, — personne n'entend rien à cette politique. Non, même les orientalistes, les interprètes et les gens pour qui la cause coloniale est un gagne-pain. Tenez, X..., par exemple, a la prétention d'être un grand colonisateur, mais il n'aligne que des lieux communs. Faut-il agir ? Il bavarde ; c'est un rabâcheur d'idées vagues et générales. Le presse-t-on ? Il s'effarouche ; il a toujours peur

de hasarder ; il appréhende l'effort. Et les burgraves du mouvement colonial ! Ah ! parlons-en ! Chacun d'eux ne cherche que son profit, une décoration à obtenir et entretenir de l'influence sur un cercle de profanes. Ah ! l'intérêt général de la France, ce qu'ils s'en fichent ! Et, au demeurant, ils ignorent en quoi il consiste ! Ils ne pensent qu'à leurs petits bénéfices, et ce mot doit être entendu dans le vieux sens ecclésiastique. Un seul, voyez-vous, un seul a compris du premier coup ce que je voulais faire. Mais celui-là avait une vaste intelligence et se nommait Waldeck-Rousseau. Aujourd'hui, Waldeck-Rousseau est mort, et cette mort a porté préjudice à mes projets. Cet homme d'État savait commander et les ministres obéissaient au doigt et à l'œil. Combes, que j'ai connu, avait, au contraire, le caractère irrésolu ; il ignorait quantité de questions ; il fallait le soutenir, le diriger ; il laissait ses ministres agir à leur guise ; chacun d'eux était président du Conseil. On me proposa, puisque j'étais le protagoniste d'une politique musulmane, d'appliquer mes méthodes sur la rive droite du Sénégal. C'était un piège, mais je ne pouvais reculer. Le gouverneur général Roume était, dès son arrivée à Gorée, partisan d'une action systématique en Mauritanie ; il me donna des facilités et s'associa à mes efforts ; je ne peux que rendre hommage à sa droiture et à son esprit de suite. Ma mission dure depuis trois ans ; elle a produit, n'est-ce pas, des résultats tangibles. Je me suis entièrement consacré à elle ; j'ai tout négligé pour cela, mes affaires privées, mes affections, mes intérêts.

Quelques minutes après, nous quittions le bureau ; il me donnait le bras et m'écoutait établir le plan de la campagne à entreprendre dès notre retour à Paris : création d'un organe non officiel musulman de la presse, organisation administrative de la Mauritanie, établissement de lignes télégraphiques joignant les postes au fleuve, création d'une station de pêche sur l'Atlantique, dans la baie du Lévrier, préliminaires de la progression pacifique vers le Sud marocain, où, pour avoir les mains libres, nous devions éviter d'arrêter avec trop de précision la sphère d'influence de l'Algérie.

— Oh ! Jonnart partage mes idées sur la politique musulmane, s'écria Coppolani. Avec habileté, il travaille dans l'intérêt de sa colonie, mais nous marcherons plus vite que lui,

croyez-le, car il est gêné dans ses initiatives par les contrôles parlementaires et ceux des assemblées et de la presse algérienne.

Il garda un moment le silence et continua :

— Malheureusement, il est indispensable, pour que je puisse travailler avec fruit, que je possède à Paris une situation qui me permette de représenter un peu. A Paris, je ne suis rien ! On ne me connaît nulle part, hors dans certains milieux et je possède de si minces ressources pécuniaires ! Savez-vous qu'à Paris j'ai 8 000 francs de traitement annuel pour tout potage ; cette somme est doublée, il est vrai, quand je suis en situation de mission, mais alors je ne suis plus à Paris.

— Il vous sera facile, dis-je, dès que vous le voudrez, de vous faire nommer gouverneur des Colonies et affecter pour ordre à la Mauritanie.

— Le titre de gouverneur de la Mauritanie est celui que j'ambitionne le plus au monde ; car ce pays, en définitive, n'est-ce pas moi qui l'ai donné à la France ? Il est mon œuvre, à laquelle je travaille depuis de longues années, depuis l'époque de nos premières randonnées ; en ce temps-là, vous le rappelez-vous, mon cher Arnaud, nous courûmes ensemble à Araouan, en vrais fous, avec huit hommes ; en ce temps-là, seuls nous nous mettions sur la piste des campements de dissidents, dans la région de Tombouctou; au risque d'être enlevés par les maraudeurs et « zigouillés » cent fois par jour. Oui, être gouverneur de Mauritanie serait accroître nos chances de réussite ; ça me donnerait aussi quelque argent et un peu plus d'influence chez les snobs pour continuer mon œuvre. J'ai besoin des snobs pour pénétrer enfin dans ce Maroc qui nous demeure fermé parce que nos patrons ignorent le moyen de l'ouvrir ; croyez-le, j'ai déjà, moi, des intelligences dans la place. Je corresponds avec certains notables.

— C'est donc par des démarches en vue d'obtenir pour vous le titre de gouverneur qu'il faut entamer notre action à Paris.

— Certes, mais ce titre ne me gênera-t-il pas plus tard ?

— Non, il est au surplus désirable que vous ne reveniez plus aux pays maures où votre œuvre, une fois l'Adrar annexé au domaine colonial français et la mission embarquée au Cap Blanc pourra être considérée comme terminée. Vous

serez, en attendant mieux, gouverneur de la Mauritanie en mission à Paris. De là-bas, vous dirigerez les affaires maures à votre guise, et mieux que personne. La rive droite du Sénégal, reconnaissons-le humblement, manque encore d'organisation.

— Eh bien ! soit ! Dès l'arrivée du convoi libre, nous pousserons en hâte jusqu'à Tichitt ; puis, de retour ici, ravitaillés par Ciccoli, nous nous porterons sur l'Adrar.

— N'omettez pas d'ajouter, selon la coutume musulmane : *inch'Allah*, s'il plaît à Dieu, répondis-je en souriant. Il faut toujours faire la part du destin.

Il me regarda un moment, l'œil voilé de tristesse et murmura, après un long silence :

— Bah ! Tant pis ! Ce qui est écrit est écrit !

Le soir, nous dînâmes à notre accoutumée, au haut de la dune, au grand air, entre la Résidence et la grande tente aux palabres. J'étais désigné ce soir-là pour prendre le premier quart de nuit de neuf à dix heures. Ce service consistait principalement à s'assurer de la vigilance des sentinelles autour du camp. L'endroit où nous nous trouvions commandait le nord et l'est de la palmeraie ; un bas-fond sablonneux d'une largeur d'environ trois cents mètres séparait cette partie de l'enceinte des premières maisons du ksar. La lune, dans son premier quartier, n'éclairait le paysage que faiblement ; on distinguait assez bien les objets dans un rayon d'une cinquantaine de mètres autour de soi. Je m'attardai sur la dune, jusqu'à neuf heures et quart, à converser avec Coppolani et le capitaine Gérard ; ils étaient encore à table et achevaient de boire leur café, quand je me levai pour partir. A cet instant, je demandai à Coppolani s'il ne voulait pas m'accompagner dans ma ronde ; il me répondit :

— Oui, peut-être tout à l'heure irai-je vous retrouver. Et il ajouta :

— Ne vous attardez pas trop au dehors.

L'ATTAQUE

Je me dirigeai vers la porte principale du campement. Dans le couloir d'entrée, au poste de police, était installé Colombani : j'aperçus de la lumière chez lui. J'entrai ; le secré-

taire de la mission était couché sur son lit et lisait un journal. J'échangeai rapidement quelques mots avec lui et gagnai aussitôt les glacis ; les sentinelles, depuis quelques jours, étaient mobiles ; à cinquante mètres de l'enceinte, elles avaient pour consigne de se promener le long d'un arc de cercle déterminé pour chacune d'elles ; cette consigne était pernicieuse, parce que la sentinelle ne pouvait découvrir ce qui se passait dans son secteur dès qu'elle avait le dos tourné ; c'était sur la réclamation assidue des chefs de détachement que cette règle avait été établie par Coppolani, afin de diminuer le nombre des factionnaires et de ne pas imposer un surcroît de fatigue aux troupes affaiblies par une mauvaise alimentation.

A peine étais-je arrivé sur l'esplanade, devant la porte, que je constatai qu'une des maisons du ksar était brillamment illuminée ; sans aucun doute un puissant brasier avait été allumé dans l'une des cours. Je fus surpris qu'on n'entendît aucun bruit de tam-tam au village ; jusqu'alors, chaque soir, les tambours retentissaient sans arrêt sur les places, dès le début de la nuit ; les esclaves dansaient tard dans la nuit ; les cadences étaient violemment marquées par les yous-yous, les battements de mains et les rires aigus des femmes ; et la fête se prolongeait plus tard encore les nuits de clair de lune. Le silence qui s'appesantissait sur l'agglomération m'apparut assez anormal ; je balançai un instant à faire part de mes observations à mes amis avant d'aller plus loin ; j'estimai qu'ils n'attacheraient aucune importance à ce rapport, et supposai moi-même qu'il y avait là-bas quelque veillée mortuaire. Je rejoignis la sentinelle qui, face à la grande porte, parlementait avec deux Maures du ksar. Je reconnus l'un de ces Maures qui était le chef de quartier Sidi Ould Zeïne ; il escortait l'indigène qui, chaque soir, avait charge d'apporter au camp la ration de lait que les habitants fournissaient à la mission. A soixante mètres de moi, sur la gauche, j'entrevis des formes noires qui se profilaient à la lisière d'un jardin ; la sentinelle les avait aperçues, elle ne s'inquiétait point et allait et venait de leur côté. J'estimai que ces gens-là, qui ne se cachaient point, n'étaient autres que les manœuvres employés à la construction du poste.

J'hésitai un instant ; obliquerais-je à gauche ou à droite

pour procéder à la reconnaissance des sentinelles ? Ce fut le bruit de conversations s'élevant au campement des Maures auxiliaires, à une centaine de mètres à droite, hors de l'enceinte, qui m'attira dans cette direction. Les guerriers, couchés sur le sable, devisaient entre eux ; une sentinelle se promenait devant cette partie des retranchements ; elle m'informa qu'elle n'avait rien aperçu d'anormal dans son secteur. En contournant le camp, j'étais parvenu au haut de la dune ; je commençai de descendre dans la palmeraie, très dense en ce lieu ; la pente était rapide ; au milieu des arbres et des épais bouquets de leurs rejets, je distinguai la troisième sentinelle ; elle m'interpella dans la forme réglementaire, en armant son fusil. Reconnu et avisé qu'il n'y avait rien de nouveau, je poussai plus loin et gagnai le talus du fossé qui flanquait au sud-ouest la portion du bivouac occupée par les goumiers algériens. Il était neuf heures vingt-cinq. A peu de distance de moi se mouvait la silhouette de l'homme de garde. Il m'interpella ; je lui répondis : « Ronde d'officier ». Et je me dirigeai vers lui lorsqu'éclata brusquement, au sommet de la dune englobée par l'enceinte, un coup de feu immédiatement suivi de plusieurs autres bien détachés auxquels succédèrent sans interruption des feux de salve.

Ne s'agissait-il pas d'une fausse alerte donnée, sur la face opposée du camp, par une sentinelle à demi endormie ? Dans le dessein de rétablir l'ordre, je franchis l'enceinte sur le ponceau le plus proche, afin de me rendre à l'endroit troublé en traversant le camp. Je m'étonnai de la persistance de la fusillade ; les balles me sifflaient aux oreilles, rendaient un son cristallin en frappant les palmes, ou claquaient en s'enfonçant en terre.

Je me heurtai dans les ténèbres à Bou el Mogdad, l'interprète de la mission ; son fusil en main, il entreprenait d'escalader la dune. Je l'interrogeai :

— C'est une attaque des Maures ! me cria-t-il

Je sautai au plus vite par-dessus le second mur d'enceinte qui longeait et soutenait la descente des sables et me précipitai dans ma case pour m'armer. Là, je me cognai contre le capitaine Gérard qui, très ému, ne put me renseigner ; il fouillait dans sa cantine à la recherche de son revolver. Sans

perdre un instant, nous fîmes ensemble l'ascension de la dune; non loin de nous des Maures couraient à toutes jambes à travers le camp et déchargeaient çà et là leurs fusils dans l'obscurité. Nous ne savions si ces hommes étaient amis ou ennemis. Gérard et moi nous séparâmes dès que nous fûmes parvenus dans le haut du camp. A l'improviste, je me trouvai en présence du lieutenant Étiévant ; du sang coulait à grosses gouttes d'une blessure qu'il portait au crâne et empoissait sa veste kaki.

— Mais qu'y a-t-il donc ? demandai-je exaspéré.

— Nous avons été assaillis par une bande de salopards. Combien étaient-ils ? Je l'ignore ; ils ont envahi le camp. L'un d'eux m'a déchargé un bon coup de sabre sur le crâne, mais j'ai le crâne dur et ai tué l'animal. J'en ai abattu un autre qui venait de me tirer dessus et m'avait manqué.

— Et Coppolani, où est-il, mon Dieu !

— Je ne sais pas. Ne vous a-t-il donc pas accompagné dans votre ronde ?

— Non pas ! Où peut-il être ?

COPPOLANI MORTELLEMENT BLESSÉ

Sous la pluie de balles qui crépitaient sur les murs de la Résidence, je me mis à la recherche de mon vieil ami ; les agresseurs paraissaient s'être éclipsés, mais les détachements, affolés, se fusillaient les uns les autres. En passant devant la porte de la salle à manger, je lançai des appels. Tout à coup, Coppolani sortit à demi de l'obscurité de la pièce ; il s'agrippait des deux mains au cadre de la porte ; il me regarda un moment et me dit, d'une voix faible :

— Mon pauvre Arnaud, je suis mort ; les misérables m'ont tué !

J'aperçus alors le sang qui ruisselait largement sur ses vêtements blancs. Il défaillait. J'appelai au secours et je le soutins ; il tomba dans les bras du lieutenant Cheruy accouru à mes appels. Je partis aussitôt pour chercher le médecin de la mission ; j'eus de la peine à le découvrir dans la mêlée ; je l'accompagnai à sa chambre, située au corps de garde d'entrée, en face de celle de Colombani, où il prit des pansements. De toutes parts, on appelait le médecin pour secourir des

blessés ou des agonisants. Il leur expédia, en attendant de les examiner lui-même, son infirmier.

Nous revînmes à la salle à manger où Coppolani avait été étendu sur les nattes qui couvraient la grande table de travail ; il n'avait pas perdu connaissance ; il demeurait impassible, silencieux. On le déshabilla à grands coups de ciseaux ; de deux plaies saignantes, l'une à la poitrine, l'autre au ventre, le sang coulait à flots. Le poignet gauche avait été creusé, comme d'un trait de gouge, par un projectile qui l'avait brisé. Je jugeai que Coppolani était frappé à mort et communiquai mon impression au médecin qui me murmura :

— Oui, il est f... ! Les principaux organes vitaux ont été atteints.

On s'occupait de panser notre malheureux chef, qui se vidait de sang ; il n'y avait aucune trace d'émotion sur son visage ; il demanda si aucun autre Européen n'avait été blessé.

— Non, répondit-on, hors Étiévant qui a reçu un coup de sabre, mais ce ne sera rien.

— Tant mieux ! Et Arnaud, où est-il ?

Il ne se souvenait plus de m'avoir vu un instant auparavant. Je me penchai sur lui ; pour la dernière fois, nous nous serrâmes longuement la main. Cependant, en soulevant le blessé, nous découvrîmes une mare de sang sur les couvertures : d'un signe, le médecin me fit constater que son patient avait dans le dos un large cratère de chairs hachurées d'où le sang s'épandait à bouillons ; c'était l'issue de la balle qui l'avait atteint au ventre.

Plusieurs fois il chercha à se tourner sur le côté ; soudain, il porta ses mains crispées vers sa poitrine :

— Oh ! que je souffre ! Docteur, je vous en prie, enlevez-moi ce qui me fait tant souffrir !

Nous nous pressions autour de lui, on lui soutenait le buste ; on l'éventait ; le docteur, penché sur lui, achevait de fixer les pansements ; le poignet mutilé était entouré de bandelettes ; chacun s'ingéniait à soulager sa douleur ; il fermait les yeux, déjà loin de nous, dans le paroxysme de sa souffrance. Tous mes compagnons, vieux enfants de la brousse accoutumés aux spectacles sanglants, avaient les yeux pleins de larmes, car notre ami possédait la plus rare des qualités

humaines, la bonté. S'il était par nous admiré dans son œuvre, il était encore plus aimé comme chef et camarade.

Sur l'ordre de l'un de nous, le lit de camp fut rapidement transporté de la tente où couchait Coppolani à la Résidence où il gisait. Les domestiques noirs qui préparaient la couche sanglotaient. On le plaça avec les plus grandes précautions sur le matelas ; mais déjà le moindre mouvement lui devenait intolérable. Le sang qui fluait sans cesse de l'énorme plaie dorsale ne pouvait être arrêté. D'autre part, l'hémorragie interne étouffait peu à peu et noyait les organes essentiels. Sur un geste qu'il fit, nous l'étendîmes sur le côté droit. Il se débattit un moment encore et bégaya :

— Ah ! docteur, je souffre trop ! Faites-moi dormir !

Nous dûmes lui maintenir les jambes pour l'empêcher de tomber du lit, dans les convulsions de l'agonie :

— Ah ! maman ! maman ! murmura-t-il.

Sa voix n'était plus qu'un souffle. On lui présenta une potion à l'opium, il se dressa à demi pour boire avidement ; ses dents claquèrent sur le verre ; les forces lui manquaient ; il défaillit. On lui reposa la tête sur l'oreiller ; doucement il s'apaisa et parut s'endormir ; bientôt tous mouvements cessèrent. Il était mort. L'agonie avait duré une demi-heure. Les officiers saluèrent. Les soldats présents se mirent au port d'armes.

Nous nous réunîmes dans la salle voisine.

— Je suis l'officier le plus ancien, dit le capitaine Frèrejean, je prends à titre provisoire le commandement de la mission.

Ce fut alors seulement que nous pûmes, après avoir conféré, nous rendre compte de ce qui s'était passé. A neuf heures et quart, lorsque je partis pour ma ronde, je tournai à droite en sortant du poste. Cinq minutes plus tard, vingt à vingt-cinq Maures fanatiques, sans doute venus de l'Adrar, embusqués à la faveur de l'obscurité dans une petite palmeraie, à gauche du camp, s'approchèrent en rampant des murettes de la face nord qui ne dépassaient pas la hauteur d'un mètre ; ils se blottirent, sans avoir été aperçus des sentinelles, dans l'ombre projetée par le mur sur le sable. Pendant que le guet-apens se préparait, Coppolani, étendu sur un grand fau-

teuil pliant, demeurait pensif. Après mon départ, il n'adressa qu'une fois la parole au capitaine Gérard. Ce fut pour prononcer cette phrase :

— Que c'est ennuyeux de n'avoir pas pu continuer la marche sur l'Adrar !

Un long silence suivit. Le commissaire se leva enfin et s'écria :

— Ah ! Gérard, je vais me coucher !

Mais au lieu de rentrer dans la tente où il couchait, il alla s'accouder, pour respirer le frais, sur le mur, à gauche de la porte du camp, près du réduit affecté à la cuisine, juste au-dessus de ceux qui devaient l'assassiner. A ce moment, il surprit sans doute un mouvement anormal au dehors, car il cria :

— Diallo, mon revolver !

Diallo était son boy. A cet instant-même, plusieurs coups de feu retentirent. Cinq à six Maures, armés de longs fusils à deux coups, envahirent le passage couvert, non gardé, pratiqué entre les deux postes de police et qui formait la grande porte du camp. Une quinzaine d'autres bondirent par-dessus la murette nord, tout le long de laquelle dormaient, à même le sable, les goumiers d'Étiévant. Samba, le cuisinier de Coppolani, surpris dans le réduit où il surveillait la cuisson de son couscous, par l'intrusion d'un Maure qui le couchait en joue en criant : *Allahou akbar !* se précipita sur lui ; le coup partit sans l'atteindre et le cuisinier arracha l'arme des mains de son agresseur.

Les Maures étaient entrés en bousculade dans le couloir du portail ; au passage, ils criblaient de coups de feu les postes de police où logeaient, dans l'un le médecin, dans l'autre Colombani. Celui-ci, couché dans son lit, venait de souffler sa bougie ; par miracle, il ne fut pas atteint. Prestement, il enfila son pantalon et fonça bravement au milieu des assaillants qui, gênés par l'étroitesse du passage, ne purent se servir de leurs armes ; il courut se réfugier dans la case du lieutenant Chéruy, tandis que les balles ricochaient derrière lui. Pendant que les assaillants se pressaient et couraient dans le couloir, Colombani entendit l'un d'eux crier à ses compagnons :

— Tirez dans les maisons !

Au bruit, le lieutenant Chéruy se précipita, en traversant sa case, vers les tirailleurs qui refluaient vers elle. Au seuil de la porte, il essuya le feu qu'un Maure, genou à terre, dirigeait sur lui ; à ce moment, quelqu'un cria à tue-tête : « Lieutenant ! » Et le tirailleur Innky Coulibali, qui s'élançait au secours de son officier, roula sur le sol, tué net d'une balle dans la tête.

Le lieutenant Dufour, qui partageait le logis de Chéruy, contourna la case par la droite et fonça vers le mur d'enceinte. Quand les deux officiers arrivèrent sur la ligne, les tirailleurs alertés occupaient déjà leur poste de combat sous le commandement de l'adjudant Jouxtel et du sergent Logerot.

D'autres nomades armés franchissaient encore la porte d'entrée ; ils évoluaient autour de la grande case de la Résidence. Par toutes les ouvertures, les balles pleuvaient à l'intérieur des chambres. Chéruy, suivi du sergent Samba Fall et de trois tirailleurs, se jeta sur eux à la baïonnette. Le corps à corps commençait à peine que déjà les Maures lâchaient pied et déguerpissaient en déchargeant au hasard derrière eux leurs fusils. Le lieutenant n'était pas armé ; il arrêta à la course, par son boubou, un des agresseurs au moment où il sortait en fuyant de la salle à manger. Prestement, Fall transperça l'homme d'un coup de baïonnette au creux de l'estomac, le porta à force de bras jusqu'au portail et le lança au dehors. Ce fut à cet instant que j'arrivai au sommet de la dune et trouvai mon vieil ami blessé à mort sur le seuil de sa maison.

Le groupe Étiévant, surpris par la brusquerie de l'attaque, se replia en désordre, au début de l'agression, vers le magasin du poste et la case du sergent Morin. Aux premières détonations, Étiévant, qu'un poker retenait, dans la partie inférieure du camp, au logement du lieutenant de Lavauguion, avec Boutonnet et le docteur, escaladait en toute hâte la dune ; secondé par Morin, il regroupait ses hommes et les ramenait à leur cantonnement. Les Maures, éparpillés entre les abris, se rasaient à terre en courant, entreprenaient de piller, et tiraient sur les groupes de goumiers.

Ce fut à ce moment que l'un d'eux, barbon grisonnant, frappa Étiévant d'un coup de sabre. Tous ces événements s'étaient déroulés avec une rapidité incroyable.

Nous passâmes une nuit horrible, tenus en état d'alerte

par l'énervement de nos hommes. Couchés à même le sable, au sommet de la dune, nous gardions le silence. Nous soupçonnions les gens du ksar d'avoir été complices de l'assassinat. Des Maures alliés firent comparaître devant nous Abdi et Sidi qui protestèrent de leur ignorance. On les conduisit auprès des cadavres des quatre assaillants tués sur place, tous jeunes hommes à face énergique et pâle, sauf le chef grisonnant qui, armé d'un sabre, avait frappé Étiévant avant d'être abattu par lui. Les deux Idaouali déclarèrent ne point reconnaître les morts pour gens de leur tribu. Le vieux Mokhtar Ould Aïda, ancien roi de l'Adrar, les examina longuement à son tour et déclara qu'il ne savait qui ils étaient. Son fils, l'adolescent aux yeux mélancoliques, affirma que l'homme au sabre était un Oulad Gheilane.

L'assassinat fut, nous l'apprîmes par la suite, l'œuvre d'un illuminé, Sidi Ould Moulaï Zeïne, chérif de la tribu des Ahel Tanaki, fraction des Idaichelli de l'Adrar, campée entre Chinguetti et Oujeft, au sud de la montagne de Zerga ; vingt-huit compagnons se joignirent à lui, dont vingt seulement pénétrèrent dans l'enceinte du poste. C'est à la suite d'un rêve que le chérif s'était déterminé à tuer Coppolani.

Les événements qui suivirent furent, en Mauritanie, pour l'influence française, une longue série de déboires. La marche sur l'Adrar était interdite, sur l'ordre du ministère, par le gouvernement général ; libre carrière était laissée aux prêcheurs de guerre sainte et aux agitateurs. Il fallut de longues années de troubles pour qu'enfin l'autorité supérieure se décidât à établir des postes à Atar et à Chinguetti et à achever, par l'emploi d'une politique énergique, l'occupation des pays maures si heureusement préparée par Coppolani.

ROBERT RANDAU.

HITLER JUGÉ PAR LES SIENS

Dans la *Revue* du 15 février, j'ai parlé du danger allemand et, malheureusement, les faits m'ont donné raison. Ce danger apparaît maintenant dans toute son énormité. Il était regrettable de voir la persistance des illusions des hommes d'État anglais et des nôtres qui, à la veille de l'entrée des Allemands à Prague, ont pu croire encore à la bonne foi allemande et espérer qu'un état de paix et de confiance allait s'établir dans un monde réconcilié.

Le soldat allemand, casqué en guerre et mettant sa lourde botte sur la malheureuse Tchéco-Slovaquie, a foulé aux pieds ces rêves de gentlemen. La perfidie des Allemands s'est affirmée encore une fois par les arguments qu'ils ont avancés pour expliquer leur brutalité et leurs appétits.

C'est toujours au nom de la justice, de la paix, de l'amour de l'humanité qu'ils prétendent agir, et plus leurs actes sont contraires à ces principes, plus ils les invoquent avec un cynisme révoltant. Nous avons déjà eu cent preuves de cette mauvaise foi constante et absolue, mais voici un document nouveau, d'une actualité prenante, révélant la pensée intime du maître du Reich et de ses collaborateurs que rien ne fait reculer, quand il s'agit d'établir la domination allemande sur le monde. Le Dieu allemand et son Fuhrer qu'il inspire sanctifient les pires méthodes pour arriver à ce but, et nulle part l'adage « la fin justifie les moyens » n'a été plus vrai que dans le III[e] Reich.

Un des anciens camarades d'Hitler, M. Hermann Rauschning, jadis président du Sénat de Dantzig, Gauleiter et nazi

convaincu, vient de publier un ouvrage sensationnel et révélateur sous le titre : *Die Revolution des Nihilismus* (1). Ce livre dénonce d'une manière saisissante toutes les tares, toutes les ambitions d'un régime qui a dégoûté l'auteur à tel point qu'il a quitté l'Allemagne et s'est réfugié à l'étranger. Il réside actuellement en Angleterre et essaie de convaincre les Anglais et leurs hommes d'État des menaces qui planent sur le monde civilisé et en particulier sur la Grande-Bretagne.

Ce volume de plus de 500 pages est difficile à lire, mais, pour ceux qui s'efforcent d'en tirer l'essentiel, il est d'un intérêt captivant, car l'auteur a été en rapports personnels avec le Fuhrer et l'élite du parti.

En parcourant ces pages passionnantes, et particulièrement celles qui ont trait à la *Wehrmacht*, à la puissance militaire allemande, on ne saurait plus douter que le mouvement qu'Hitler et ses acolytes ont mis en marche ne s'arrêtera plus tant qu'il n'aura pas atteint l'idéal envié, qui est celui d'un Empire romain germanique agrandi, d'un *Imperium germanicum*.

L'ORGUEIL

L'orgueil allemand a été à la base de tous les régimes sous lesquels le Reich a vécu, mais l'orgueil d'Hitler dépasse de beaucoup celui de ses prédécesseurs.

Dans un autre ouvrage (2) publié par M. Fuchs, ancien chef de service à la Légation d'Autriche à Paris, l'auteur relate les propos du Fuhrer au chancelier Schuschnigg dans cet entretien de Berchtesgaden, où s'est joué le sort de l'Autriche, propos qu'il tient de la bouche de Schuschnigg lui-même. Après avoir exalté sa mission de conducteur d'un Empire de 80 millions d'hommes, le Fuhrer décrivit les moyens formidables dont il dispose pour vaincre toutes les résistances. Parlant de l'Angleterre, il la traita de géant aux pieds d'argile ; quant à la France, elle avait cessé depuis longtemps de jouer un rôle comme grande Puissance ; son manque d'union et ses luttes intérieures l'avaient réduite à cet état de faiblesse.

(1) Une édition française doit paraître prochainement.
(2) *Le Drame autrichien* 1936-1938, chez Plon.

Ces paroles révoltent notre bon sens, mais nous ne saurions en sous-estimer la valeur pour l'Allemagne, car elles représentent certainement l'opinion d'Hitler et de son entourage actuel.

Rauschning donne la même note dans son livre. Le mépris des nazis pour l'Angleterre est total, dit-il ; c'est le mépris de l'homme d'action pour le faible qui ne sait ni agir ni réagir, dans lequel il n'y a rien de dur ni de résistant, qui croit qu'on peut être l'ami d'un homme de proie et coopérer avec lui en toute confiance.

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE

Tandis que les sentiments à l'égard de l'Angleterre et de ses gouvernants sont dépourvus de toute sympathie concomitante, le dédain pour la France est accompagné d'une certaine commisération. Hitler et son entourage considèrent la France comme un État moyen à la périphérie de l'Europe, réduit à la défensive ; c'est un peuple sympathique, digne de pitié, qu'on peut abandonner à lui-même, puisque le temps sans doute travaille contre lui. Il n'est plus capable d'une grande volonté politique, les difficultés intérieures et le souci de sa propre conservation l'absorbent complètement.

« Encore quelques années d'un développement analogue à celui des années passées, estiment les nazis, et les prévisions nationales-socialistes seront réalisées. Peut-être l'orientation décisive est-elle déjà accomplie par la livraison de la Tchéco-Slovaquie que suivra un désintéressement total de l'Est et du Sud-est de l'Europe, voire même l'abandon des domaines coloniaux. Peut-être la France ira-t-elle même jusqu'à accepter une rectification de frontières, à abandonner *l'Alsace allemande* dans l'intérêt d'une paix durable et de la garantie de son patrimoine national (1). »

L'auteur rappelle ensuite que dans *Mein Kampf* Hitler croyait à la nécessité de détruire la France pour garantir ses arrières. « Aujourd'hui, après peu d'années de politique étrangère nationale-socialiste, il apparaît possible qu'une dernière guerre avec la France pour l'hégémonie en Europe

(1) *Die Revolution des Nihilismus*, p. 364.

soit absolument superflue... Il n'est pas douteux que de pareilles conceptions n'inspirent, depuis un temps assez long déjà, les dirigeants du parti... Il n'est nullement besoin d'un isolement et d'un encerclement de la France par l'Allemagne, — comme on en prête l'intention à la politique allemande, — la France s'isole d'elle-même, de son propre chef. Elle ne peut plus rien faire d'autres. (1). »

M. Rauschning, développant encore les thèmes nationaux-socialistes, ajoute ce passage que les admirateurs français du Fuhrer, s'il en est, feraient bien de méditer : « Finalement, le Fuhrer pourrait bien se présenter en « libérateur » de la nation française, exactement comme fit Napoléon lorsqu'il envahit l'ancien Empire allemand. Et le sort de la puissance militaire de la France pourrait être exactement celui qui fut réservé à la Tchéco-Slovaquie : la capitulation sans que la ligne Maginot ait pu prouver sa valeur défensive... » Le national-socialisme dit aujourd'hui : « La force vitale de la France est tarie, c'est pourquoi elle abandonnera la lutte. Elle s'est déjà rendue en 1936, elle n'a plus d'avenir. Elle est en passe de tomber au rang d'un État sans histoire (2). »

Jamais l'orgueil humain n'a été aussi insolent. L'avenir démontrera aux Allemands comme à tous ceux qui ont voulu dominer le monde la vérité de la formule romaine : *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

LA MAUVAISE FOI

La réponse de l'Allemagne aux protestations de la France et de la Grande-Bretagne contre l'occupation de la Bohême et de la Moravie par les troupes allemandes dépasse notre imagination française. Le Reich refuse de prendre ces protestations en considération en raison du manque de fondement politique, juridique et moral de celles-ci. C'est elle qui défend le droit et la justice.

Rauschning explique cette déformation de la conscience allemande, en rapportant les principes directeurs de la pensée d'Hitler, qui estime, — ce sont ses propres paroles, —

(1) *Ibid.*, p. 365.
(2) *Ibid.*, p. 366 et 367.

que « dans les rapports entre nations le droit et les conventions ont une valeur *irréelle* ».

Le Fuhrer ajoute qu'il est toujours prêt à tout signer et à conclure des pactes de non-agression et s'étonne que l'on hésite à utiliser ces procédés, « parce qu'on doit certainement être amené de temps à autre à rompre les promesses les plus solennelles ». Il s'estime autorisé « à signer aujourd'hui en entière bonne foi des conventions et à y être infidèle demain, si l'avenir du peuple allemand lui en fait l'obligation ».

Et voici, affranchie de tout scrupule la tactique nationale-socialiste :

« Première règle : Dans toute entreprise, l'invraisemblable réussit toujours plutôt que ce qui est tenu pour possible. Deuxième règle : Toujours garder l'offensive, ne jamais se laisser acculer à la défensive, voilà une règle primordiale de la politique... Ne jamais se laisser attaquer sans qu'une contre-attaque immédiate mène au cœur même du problème et loin au delà du terrain de discussion par l'adversaire. Ne pas s'arrêter à des questions accessoires, mais attaquer immédiatement l'adversaire sur le fond du problème. Troisième règle : Ne jamais entrer dans des discussions, lorsqu'on veut effectivement arriver à quelque chose. Le refus de la discussion rend l'adversaire nerveux (1). »

LA SORTIE DE L'ALLEMAGNE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Les pages que l'auteur consacre aux raisons qui ont déterminé Hitler à quitter la Société des nations sont d'un intérêt capital, car elles expliquent toute la politique suivie depuis cet acte décisif.

Rauschning, à ce moment président du Sénat de Dantzig, a une longue conversation avec le Fuhrer et s'efforce de lui démontrer le danger de sa résolution. Il se bute à la volonté de fer d'un homme qui lui apparaît comme un révolutionnaire agissant à la manière d'un médium, comme un ennemi de tout libéralisme, poison dont il faut préserver la jeune Allemagne.

Tous les arguments de prudence bourgeoise se heurtent

(1) *Ibid.*, p. 318.

à une fin de non-recevoir, et l'auteur a l'impression qu'une ère de dynamisme révolutionnaire s'ouvre pour l'Allemagne, qui, abandonnant la fiction de la sécurité collective, s'engage dans une voie pleine de périls, mais aussi de perspectives infinies.

Après cet entretien, il assiste dans le Palais de la Chambre des seigneurs à Berlin à un colloque, appelé *Führerbesprechung*, où Hitler expose sans réticence et conformément aux principes déjà énoncés, ses projets futurs, réalisés aujourd'hui, en partie du moins.

L'Allemagne, dit-il, ouvre le chemin à une révolution gigantesque. Il ne s'agit pas de sagesse, mais d'une soumission absolue à la volonté du conducteur du Reich dans son ascension vers l'avenir splendide qui lui est réservé par le destin.

Rauschning résume ainsi les déclarations d'Hitler :

« La rupture avec la Société des nations est l'option définitive et irrévocable de l'Allemagne pour une solution révolutionnaire. Depuis cet événement, quiconque approfondit les choses devrait être persuadé que l'Allemagne nationale-socialiste ne désire pas une solution pacifique et évolutive de ces problèmes. L'Allemagne ne s'est pas décidée pour un accroissement lent et rationnel de sa force et de son influence, mais pour le drame, pour le commandement brutal, le coup de surprise et la course au pas de gymnastique. La sortie de l'Allemagne de la Société des nations porte la marque personnelle du Fuhrer national-socialiste. Cette attaque n'a pas été dirigée contre le front de Versailles, mais est destinée à prouver l'*irréalité* du droit et en général de toute base contractuelle dans les relations internationales. La politique à fondement biologique entre dans le domaine du droit, la « lutte pour la vie » prend la place des traités (1) ».

Et voici comment il définit la pensée du chef du parti national-socialiste : « Il est prêt à tout signer, à garantir toutes les frontières et à conclure avec n'importe qui des pactes de non-agression. C'est une opinion simpliste que de s'interdire de se servir de pareils moyens parce que l'on peut un jour être mis dans l'obligation de rompre des conventions solen-

(1) *Ibid.*, p. 421.

nelles. Tout pacte juré a toujours été rompu, tôt ou tard, ou est devenu caduc. Celui qui serait assez scrupuleux pour d'abord examiner en conscience s'il lui sera possible d'être fidèle à tout pacte signé dans n'importe quelle situation, *celui-là serait un fou.* Pourquoi ne ferait-on pas aux autres ce plaisir et pourquoi se refuserait-on cet avantage de signer des pactes, lorsque les autres s'imaginent qu'il y a ainsi quelque chose de conclu et de réglé ? Il (Hitler) est capable de conclure aujourd'hui en toute bonne foi des traités et de les violer froidement, demain, s'il s'agit de l'avenir du peuple allemand (1). »

C'est la loi de la jungle dans toute son horreur.

* * *

Il semble que les esprits de nos nationaux, de ceux de la Grande-Bretagne et du monde entier, en tant qu'ils ne sont pas troublés par la terreur ou l'intérêt, commencent à comprendre la terrible mentalité de la nation germanique et l'impossibilité de la modifier ou de la transformer.

Mais le passé est là pour nous inspirer une salutaire méfiance. C'est pourquoi nous estimons que nous ne saurions accumuler assez de preuves de cette lamentable vérité et constituer ainsi un barrage contre les tentatives les plus subtiles de nos adversaires pour nous convaincre du contraire.

Dans la note remise par notre ambassadeur à Berlin, M. Coulondre, la France signifie au Reich qu'elle considère l'action dirigée contre la Tchéco-Slovaquie comme une violation flagrante de la lettre et de l'esprit des accords signés à Munich le 29 septembre 1938.

M. Chamberlain, dans un émouvant discours tenu à Birmingham le 18 mars 1939, débute en disant que « l'opinion mondiale avait reçu le choc le plus violent qui lui ait jamais été infligé par le régime actuel allemand ».

Faisant un retour sur lui-même et ses illusions au moment de la conclusion du pacte de Munich, il rappelle qu'il s'était proposé en allant à Munich de faire progresser la politique d'apaisement et de s'assurer qu'aucune Puissance ne cherchait l'hégémonie en Europe. Il rappelle ensuite les promesses

(1) *Ibid.*, p. 427.

solennelles d'Hitler « qu'il n'avait pas d'ambitions personnelles en Europe et qu'il ne désirait pas englober dans les frontières du Reich des peuples qui ne fussent pas de race allemande ».

Le Premier ministre anglais déclare ensuite qu'il partage la déception de tous les Anglais de voir leurs espérances gratuitement brisées par le chancelier allemand qui s'est arrogé le droit de faire la loi.

Il dévoile ensuite toutes les arguties par lesquelles Hitler s'efforce de justifier son intervention et il dénonce les événements récents comme survenus au mépris total des principes posés par le gouvernement allemand lui-même.

Enfin, tout en proclamant qu'il n'est presque rien qu'il ne sacrifierait à la paix, il affirme avec force « qu'une chose doit être exceptée, c'est la liberté dont nous jouissons depuis des centaines d'années et à laquelle nous ne renoncerons jamais ».

Eh bien ! c'est cette liberté qui actuellement court les plus grands dangers. Il y a longtemps que les hommes d'État auraient dû en être convaincus.

Les Allemands ne conçoivent même pas la liberté qu'ils ont détruite chez eux et qu'ils anéantissent chez les nations faibles qui tentent de leur résister.

Leur idéal, c'est la soumission des peuples à l'ordre allemand et leur asservissement progressif au fur et à mesure que la puissance militaire allemande leur en donne le pouvoir. Tous les moyens leur sont bons, et rien ne les fera reculer, si ce n'est la supériorité militaire de l'adversaire. L'existence de la France est en jeu : que tous les Français le sachent et agissent en conséquence.

Le livre de M. Rauschning démontre pleinement ces vérités tragiques par les aveux du Fuhrer lui-même.

FRÉDÉRIC ECCARD.

VERS L'OUEST

1849 et 1938

II (1)

LE PREMIER MOIS DE VOYAGE EN 1849 (*suite*)

Mais, à la fin du même mois, on voyait plus clair. On n'avait plus d'illusion sur ce qui était mauvais. Ils tenaient compte des jours, Jared et elle, de ce mois qui venait de s'écouler. Les enfants, un peu amaigris, allaient bien. Le lait de Velours n'était plus le même. Jared ne se portait pas mal, c'est-à-dire pas trop mal. Il avait toujours eu des joues creuses, pensait Tamsen, mais pas des creux noirs comme si des doigts sales avaient laissé des traînées sombres sous ses pommettes ravagées.

Le 31 mai au soir, après le souper, tous les membres du camp se réunirent autour du feu pour faire le bilan du temps écoulé. Ils firent l'inventaire du lard, des haricots et du pain. Abiah Pinny, qui était allé plus loin que la rivière Eau douce, connaissait bien la route. Il leur dit qu'il y aurait bientôt de la viande fraîche en abondance, ou du moins qu'il devrait y en avoir : de l'antilope et du buffle. Il leur déclara que la bosse du buffle était la viande la plus délicieuse qu'on puisse goûter. Tamsen eut un haut le cœur en y songeant. Elle sentit l'arome d'un poulet frit, dodu, avec de la sauce à la crème pour Jared et les enfants, accompagné de biscuits chauds et croustillants. Tous ces mets appétissants qu'ils n'avaient plus rencontrés depuis qu'ils avaient quitté la ferme... Mais

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril.

ces pensées n'étaient que de la gourmandise. Il fallait y renoncer et se contenter de la tarte aux pommes, régal confectionné par Lavinia pour marquer la fin de ce premier mois. Fruit de conserve naturellement, mais exquis avec un tant soit peu de crème devenue rare, répandue parcimonieusement sur chaque part.

Là-bas, à la ferme, elle s'enorgueillissait des petits raffinements qui embellissaient sa maison. Elle tenait à avoir une nappe à carreaux même pour le petit déjeuner au lieu de la toile cirée dont se contentaient la plupart des femmes du voisinage. Elle avait des serviettes assorties ; elle maintenait le beurre frais et ferme dans l'eau glacée d'une source. Des géraniums rouges égayaient toujours les fenêtres de sa cuisine. Aujourd'hui, la terre leur servait de table ; en guise de nappe, ils avaient une feuille de caoutchouc qui aux heures de pluie faisait double emploi et servait de manteau. Les plats étaient d'étain, les cuillers de fer. Au début, c'était presque un pique-nique, mais la nouveauté était épuisée depuis longtemps. Même les enfants se rendaient compte qu'il était inconfortable de s'asseoir à la turque trois fois par jour, et ils ne voulaient plus manger ce pain grossier qui n'était guère que de la pâte pétrie dans l'eau et frite dans la graisse. Elle s'interdisait de penser à ce gâteau de Savoie qu'on nommait gâteau d'ange et pour lequel elle avait une renommée dans le pays. Il fallait pour le confectionner douze blancs d'œufs. Il était léger et sucré et fondait dans la bouche comme de la neige.

A travers ses réminiscences culinaires, elle entendait la voix d'Abiah Pinny qui continuait ses pronostics :

— A la fin de la première semaine de juin, disait-il, si nous avons de la chance, nous devrions être à Fort Lamarie, dans le Wyoming.

« Quel nom sauvage! pensait Tamsen. Pourquoi elle, Tamsen Content avec Jared, Jarry et Tam, se dirigeaient-ils vers un endroit qui portait ce nom de Wyoming ? »

A côté, autour du feu des camps voisins, on chantait en chœur des chansons agréables à l'oreille, même si les paroles étaient parfois un peu trop vives pour son goût :

Les filles de Hangtown
Elles sont roses et rondelettes...

Tamsen préférait des vieilles chansons d'Auld Lang Syne et Bonnie Charlie. Elle aimait aussi *Susannah* avec son refrain plein de joie de vivre :

Ne pleure pas, Susannah, ne pleure pas pour moi.
Je viens d'Albama, mon banjo sur les genoux.

— La dernière semaine de juin, poursuivait la voix d'Abiah Pinny, nous devrions atteindre le défilé du Sud, au sommet des Montagnes Rocheuses, et ainsi nous serons à la ligne qui partage les continents.

— Les Montagnes Rocheuses ! s'écria Lavinia d'un ton incrédule.

Elle ne s'était pas attendu à entendre ce nom. Lavinia n'avait d'autre instruction que ce que sa maîtresse Tamsen avait pu lui apprendre à ses moments perdus quand le travail de la ferme était terminé.

— Bien sûr, ma fille, bien sûr. Vous ne vous attendiez pas à arriver en Californie sans apercevoir les Montagnes Rocheuses ? dit Abiah, la plaisantant.

— Quand ils seront dans le Sud, ils auront bien besoin de leurs chansons, dit Ambrose Haskins sur un ton de prophétie lugubre, — il désigna de la tête le groupe qui chantait autour du feu de camp, — si toutefois ils ont encore du souffle de réserve.

Pendant tout ce temps on supposait que Tam et Jarry dormaient à poings fermés dans le fourgon. Mais le chant les avait sans doute réveillés. Tamsen aperçut leurs petites têtes ébouriffées qui sortaient de l'ouverture de la tente.

— Tam, Jared Content, recouchez-vous, et plus vite que ça!

Ils restaient là souriant, sans broncher, comme deux petits lutins éclairés par la flamme vacillante du feu. Ils devenaient indomptables, à force de vivre comme des bohémiens. Cette vie sauvage ne leur valait rien. Demain il faudrait commencer les leçons, se disait leur mère, bien que ce ne fût plus facile maintenant. Quand Jared avait cette mine étrange et ces traits tirés, il fallait chaque jour venir à son aide et conduire à sa place. Conduire, c'était beaucoup dire. On marchait à côté des bœufs sous le soleil brûlant et le vent.

Parfois on se reposait un peu sur le siège, mais les bœufs étaient bêtes et il fallait les guider et les aiguillonner.

Les fourgons traînés par les mules donnaient l'impression d'avancer plus vite. Elle regrettait le penchant de Jared pour les bœufs.

— Le jour viendra, disait gravement Jared, où il y aura un chemin de fer depuis New-York jusqu'en Californie. Je le prédis et ça ne tardera pas.

— Ya ! ricana Jacob, le domestique, qui était devenu très familier. Il en faudra des équipes de mules pour traîner les locomotives à travers les montagnes !

L'esprit de son mari fit rire Lavinia sous cape. Mais l'oncle Bob Mac Glastan, d'accord avec Jared, hocha la tête affirmativement.

— Il y a des merveilles à venir sur terre et sur mer dont on n'a jamais rêvé. Je le dis avec Jared : un jour viendra où on fera ce voyage par chemin de fer en trois semaines.

Tamsen regarda autour d'elle fièrement :

— Jared a raison sans doute. Il a toujours raison. Mais ils ne verront pas ce que nous avons vu le long de ce voyage. Quand ils iront si vite, ils ne verront rien. J'en suis sûre et certaine.

Sarah Haskins leva les yeux de son tricot :

— Je pensais aujourd'hui aux choses que nous avons vues ce mois-ci et aux étranges événements qui se sont passés. Jamais je n'oublierai, dussé-je vivre jusqu'à cent ans, cet homme qui a coupé les brides de ses chevaux au milieu du courant pour les sauver ! Lui, il était bien sur sa monture, mais sa femme et ses enfants, dans leur lit au fond du fourgon, il les laissait voguer au gré du fleuve. Il se fichait bien de leur sort, et ils seraient morts, pour sûr, si Abiah et l'oncle Bob n'avaient arrêté le fourgon là où le fleuve se rétrécit. Jamais je n'oublierai la figure de la malheureuse femme et les cris des petits.

— Comme lâche, on ne fait pas mieux, dit l'oncle Bob. Ah ! le vilain bougre ! Je plains son équipe. Nos garçons l'auraient pendu au timon de son fourgon si Ambrose ne les avait pas empêchés. Je vois bien qu'il a calculé : les femmes ne valent pas cher, tandis que les chevaux valent leur pesant d'or en Californie.

Lavinia se pelotonna tout contre Jacob :

— Moi, la nuit, je pense aux premiers Indiens que nous avons vus sur les bords de la Rivière bleue. C'étaient des

Pawnees, n'est-ce pas, Jacob ? Comme ils s'en allaient sur leurs chevaux sans regarder ni à droite ni à gauche... Il y en avait, il y en avait ! Mon sang n'a fait qu'un tour... Rien ne me fera croire qu'ils sont nos amis. Diables rouges !

— Cet enfant, murmura Tamsen, presque sans voix, qui avait cassé sa jambe sans qu'on le soigne... et la gangrène s'y était mise, et enfin ils ont essayé de l'amputer, et lui, il...

Elle frissonna et se cacha la figure dans ses mains.

Ils se mirent tous à parler en chœur... Celui qui avait fait quatorze cents kilomètres et qui était retourné en arrière pour obéir à sa belle-mère qui disait qu'elle avait gagné sa vie avant d'avoir entendu parler de la Californie... Celui qui avait bu trop d'eau froide puisée dans la source glacée. Pauvre garçon ! est-ce bête de mourir comme cela !... Le cercueil qu'on avait fait pour le mari de la veuve mormonne avec des planches de leur propre lit qu'ils aimaient tant... Les bosquets de prunier sauvage sur les rives de la Rivière bleue où ils avaient campé dans un site exquis. Ils s'étaient couchés entourés de beauté. Et, à l'aube, une trombe d'eau avait transformé leur campement en lac.

Une sentinelle fière de son esprit cria au réveil : « Cinq heures. Il pleut à verse ! »

— Eh bien ! Jared, dit Tamsen, c'est l'heure de se coucher.

Sarah Haskins replia avec soin son tricot.

— Je n'aurais jamais cru qu'un jour, ou plutôt une nuit, je pourrais allonger mes vieux os sur un lit de fourgon et cela pendant des semaines et dormir comme un sabot. Voilà ! on ne sait jamais.

— N'est-ce pas ? convint Tamsen gaiement.

Elle posa sa main sur l'épaule de Jared ; il glissa le bras autour de sa taille.

— Halte-là, les amoureux ! cria l'oncle Bob MacGlastan. Ayez pitié de nous !

PREMIER JOUR DE VOYAGE EN 1938

Jared eut l'impression que depuis des heures il avait, à travers un sommeil fiévreux, entendu le tapage matinal des enfants et les efforts sans succès que faisait Turkey pour les tranquilliser.

— Mais jamais il ne dort si tard, Turkey. Il se lève et s'en va au bureau. Je veux le voir se raser.

— Il ne va pas au bureau ; il est dans le train. Tais-toi, Jerry, pour l'amour du ciel ! C'est toi qui l'as tenu éveillé jusqu'à minuit passé, ainsi que nous autres. Il était même plus tard quand il t'a ramené dans ton lit et t'a recouché comme un grand bébé.

— Si tu oses me traiter de bébé, je le dirai à mon père.

— Si tu veux.

La voix de Tam s'éleva :

— J'veux voir maman.

— Maman dort.

— J'veux un biscuit, j'ai faim...

— Penses-tu ! à cette heure-ci ? Comme si tu n'avais pas déjeuné il y a à peine une heure !

Hagard, gémissant, Jared regarda sa montre : neuf heures et demie.

— Eh bien ! j'ai dû dormir un peu, après tout. Quel bruit infernal à Omaha au moment où je m'assoupissais ! Tiens, tiens, Omaha, cela me fait penser à ces petits tournedos. Je n'ai pas grande envie de ces petits tournedos après cette orgie de contes de la veillée. Il a fallu se coucher à des heures indues. Enfin, qui sait, après une bonne douche et quand je me serai rasé ? Rasé... que dis-je ? Si j'attendais après le déjeuner pour que le coiffeur me rase ? Il sera dix heures avant de déjeuner, de toute façon...

Il écouta à la porte de sa femme, l'ouvrit avec précaution, et jeta un petit coup d'œil ; la chambre était silencieuse. Il descendit à pas de loup, prit une douche chaude d'abord, froide ensuite. Quand il revint, les enfants sautèrent à son cou, mais il les calma avec des promesses et des menaces.

— Non, vous ne pouvez pas venir déjeuner avec moi. Je veux que vous restiez dans votre chambre, avec la porte fermée pour ne pas réveiller maman. Si vous êtes sages et tranquilles, je mangerai avec vous à midi. Nous déjeunerons tous ensemble dans le wagon-restaurant. Ciel ! j'oubliais : jamais je ne pourrai avaler des truites à midi et demi, si je mange des tournedos à dix heures trente... Tant pis, je viendrai m'asseoir avec vous.

— Est-ce que nous pourrons avoir de la glace pour déjeuner ?

— Oui.

— Quelle imprudence !

Le regard de Mlle Turkey fut un reproche.

— Je connais une demoiselle qui a un tout petit r-h-u-m-e.

— Pooh ! Je sais ce que ça veut dire. C'est comme cela qu'on épelle *rhume*. Tam est enrhumée : sans doute elle ne pourra pas manger de la glace.

Tam ouvrit la bouche, prête à hurler. Turkey dit :

— Oui, oui, mon amour, tu en auras de la glace, mais viens pour que Turkey te mette des gouttes dans le nez.

— Veux pas.

— Pourquoi ne pas les ramener au salon pour écouter la radio, mademoiselle ? Il y a des tas de journaux illustrés.

Les traits de Mlle Turkey se glacèrent. Une rigidité toute britannique s'empara d'elle sous les yeux de Jay.

— Je vous en prie, monsieur. Il ne faut pas changer Tam de température ; ici, c'est déjà bien mauvais avec cet air froid qui entre. Et puis, ils ont leurs livres à eux et des joujoux en masse.

Mais le mal était fait.

— Nous voulons aller dans le pullman. Papa l'a dit. Je veux écouter la radio. C'est pas toi qui commandes. Papa a dit qu'on pouvait. Il l'a dit, il l'a dit...

Jared Content s'en fut vers le wagon-restaurant et les tournedos promis dont il n'avait aucune envie, mais qui fondraient dans la bouche...

Il fut bien onze heures avant qu'il eût terminé : les tournedos, les compliments d'usage au chef, la lecture de ce journal bizarre du matin... Comme toutes les autres qu'on jette dans le train à chaque arrêt, cette feuille de chou se composait de colonnes et de colonnes totalement dépourvues de nouvelles...

Quand il rentra dans son compartiment, il le trouva arrangé et en ordre pour la journée.

Celui des enfants ressemblait à un magasin au moment de Noël. Il y avait des meccanos, des poupées, des livres, des jeux. Tam, un peu barbouillée, était fort occupée avec du papier, un pinceau et des couleurs qui coulaient partout.

— Tam fait un beau dessin pour donner à sa maman quand elle se réveillera, n'est-ce pas, mon chou ? dit Turkey, attrapant le rouge juste à temps pour éviter un désastre.

— Qu'elle le dise, dit Jay sur un ton grincheux qui l'étonna lui-même.

— Elle n'a que trois ans, après tout, dit Mlle Turkey, prenant la défense de sa chouchoute, comme s'il l'avait accusée d'un crime.

— Si elle est d'âge à faire de l'aquarelle dans un train, elle est d'âge à le dire elle-même.

A peine eut-il parlé que Jay se demanda la raison de cette discussion. Les tournedos ne lui avaient pas réussi. Trop lourds et trop copieux pour le déjeuner. La pauvre Turkey n'avait pas mérité cette sortie. Pourquoi s'était-il emporté comme une soupe au lait ?

Il entendit la voix de Katherine dans l'autre compartiment. Frances était réveillée, alors ? Il frappa et ouvrit la porte de communication de leurs chambres.

— Hello ! comment as-tu dormi ?

— Dormi ! Écoute, chéri, n'entre pas ici. Cette pièce est un champ de bataille. Une tierce personne, et ce serait l'embouteillage. Comment vont les enfants ? Appelle Turkey un instant. Je n'ai pas fermé l'œil de la nuit, de toute la nuit. Je ressemble à une Furie.

— Et ton déjeuner ?

— Katherine a sonné. Je ne prends que du jus d'orange et du café noir.

— Bien, je vais trouver le coiffeur pour me faire raser. Si tu trouves que tu ressembles à une Furie, tu devrais me voir en Tarzan.

Quand il revint, Frances était assise dans son lit, appuyée sur des coussins roses. Fraîche et reposée, elle paraissait toute jeune. Elle portait une liseuse qui avait un dessin de petits bouquets minuscules à la fois amusant et séduisant. La petite chambre fleurait bon, le baiser de Frances était délicatement parfumé, ses cheveux noirs, lisses et soyeux, embaumaient, ses yeux gris étaient clairs. Elle avait une petite pile de livres au-dessus de sa tête. Son sac à ouvrage était sur le rebord de la fenêtre : sa robe de chambre pliée au bord de son lit ; elle prenait des notes dans un petit carnet de cuir bleu. Toujours Frances prenait des petites notes très précises au lit, matin et soir. La liste était intitulée : choses à faire. Ces petites notes étaient toujours énigmatiques : téléphoner tapissier, homme

de peine, envoyer robe bleue teinturier, gouttes Tam, lampe bridge, etc...

— Tu as déjeuné ?

— Le jus d'orange était chaud et le café était froid. Et quand on pense que ce train est classé parmi les trains de luxe ! Cette nuit, il s'est arrêté pendant des heures et des heures, je ne sais où, et les gens du dehors s'interpellaient à grands cris. Tous, ils se nommaient Bill. Pas étonnant qu'on mette trente-six heures...

— Et la glace, et la nourriture, et le combustible... Tu n'y penses donc pas ! Il faut bien qu'ils fassent le nécessaire, eux, comme dans n'importe quel ménage.

— Je me demande ce que tu as bien pu raconter à Jerry hier soir ? Tu étais intarissable. Quel flot de paroles ! Drôle de façon de tranquilliser un enfant ! Qu'est-ce que tu lui disais ?

— Je lui parlais du grand-père et de ses camarades. Je lui ai raconté l'histoire de la grande expédition de 49. Je lui disais que ce trajet est presque identique à celui que nous parcourons dans le train. Ça l'a passionné.

Elle jeta un coup d'œil distrait sur le paysage.

— La même route ? Où sommes-nous donc ? Regarde, chéri. Tam m'a fait une aquarelle ; n'est-ce pas touchant ? Ça représente, paraît-il, une maison.

— Si tu te levais pour déjeuner ? Allons, ma vieille, sois chic, un bon mouvement. Il y aura des truites qui sortent de l'eau...

— Je ne peux pas, je t'assure. Sois un amour, Jay. Ne me demande pas l'impossible. Je me lèverai pour dîner ce soir, je te le jure.

Il alla au wagon-restaurant avec les enfants et Turkey, à douze heures trente, mais il ne put manger. Il les regarda d'un air approbateur pendant qu'ils mangeaient leurs légumes.

— Oui, tu auras de la glace, mais il faut boire ton lait.

— Leur lait pasteurisé extra, chaque bouteille avec sa date sur l'étiquette comme les grands crus.

On les ramena repus dans la chambre de leur mère avant leur sieste. Frances travaillait à sa tapisserie. Cet ouvrage ambitieux était destiné à recouvrir une chaise. Elle s'y acharnait depuis plus d'une année, tout comme une princesse du

moyen âge. Les laines étaient vertes et or et rouge sombre et bleu de vitrail, et formaient un délicieux mélange de couleurs. Tam adorait jouer avec ces laines, sachant que c'était défendu.

Tam, enfant précoce, regardait sa mère allongée avec le regard sans pitié de son jeune âge. Elle et Jerry savaient que les mamans prennent leur petit déjeuner au lit. Mais c'était l'après-midi, et on était dans le train. Il y avait donc quelque chose d'anormal et ils étaient déroutés.

— Pourquoi tu es au lit, maman ?

— Maman est au lit parce que maman est fatiguée, mon trésor.

— Pourquoi ?

— Parce qu'elle a dû tellement travailler pour que tout soit prêt pour ce voyage.

— Pourquoi ?

— Pour que toi et Jerry et papa vous ayez tout ce qu'il vous faut.

— Pourquoi ?

Frances abandonna le ton de suavité maternelle et, en même temps, renonça à ses principes d'éducation psychologique. Elle s'assit brusquement toute droite sur son lit. Sa voix claironna et surmonta le vacarme du train.

— Mademoiselle Turkey ! Venez prendre Tam. Elle me rend folle. D'ailleurs, c'est l'heure de la sieste.

— J'suis trop grand pour faire dodo, déclara Jerry, surtout dans le train.

L'arrivée de Turkey, toujours énergique et à la hauteur des situations critiques, mit fin à la discussion.

— Tu ne feras pas dodo, voyez-vous ça ! Toi qui es resté éveillé la moitié de la nuit et qui as empêché tout le monde de dormir ! Viens, et tu verras que le bonhomme du sable ne tardera pas à venir.

Sa longue main aux jointures saillantes se referma sur les petits doigts roses et tendres de Tam. On aurait dit un cactus enveloppant une rose.

— Et puis, j'en ai assez de ce vilain chemin de fer ! hurla Jerry.

— Chut ! viens, sois sage et tu auras une surprise.

— Quelle surprise ? Je n'y crois pas à ta surprise.

— Ton père dit que nous arrivons à un endroit qui s'appelle Ogdenutah vers quatre heures trente. C'est une grande ville, je crois ; on y reste dix minutes ; tu feras une petite promenade sur le quai avec Tam ; mais il faut être sages tous les deux et faire dodo. Et alors, on achètera des cartes postales. Tu vois...

— Oh ! pooh ! des cartes postales, c'est pas une surprise, ça !

Tam, toujours en adoration devant son frère et son esclave, trouva cette phrase de toute beauté et la répéta en écho aussi bien qu'elle le put. Cela devint dans sa petite bouche « tarte sale ». Mais le dédaigneux ennui qu'elle traduisait pendant que Turkey la poussait devant elle avec une douce violence était un triomphe d'imitation servile.

L'aiguille de Frances entrait dans la tapisserie bien tendue sur le métier et en sortait nerveusement. On eût dit des petites détonations.

Jay passa sa tête à la porte.

— Je vais déjeuner avec des types que j'ai rencontrés. Il y a ce jeune Murchison qui travaille chez les Flint. Depuis des années, j'essaie de me mettre en rapport avec lui. Quelle veine de le rencontrer ainsi dans le train ! Écoute, Frances, rends-moi un service, veux-tu ?

— Si tu ne me demandes pas l'impossible, oui, mais ne me l'amène pas ici pour bavarder et pour prendre un cocktail. Pas dans ma chambre à coucher. Ne me fais pas faire ma petite Du Barry.

— Sa femme est dans le train, sa fille aussi. Elle n'est pas bien, Mme Murchison, et elle doit passer l'hiver à Tuscon. Le mari dit que c'est une histoire de bronches, mais j'ai bien peur que cela soit de la tuberculose. Ils sont dans le troisième compartiment. Murchison n'a pas le sou ; les Flint l'exploitent. Pour moi, il vaudrait deux fois ce qu'il gagne chez eux. Si jamais je pouvais le persuader de les quitter... Tiens, va jusque là-bas leur dire un petit mot, veux-tu ? Elle doit passer une semaine avec lui à San Francisco avant d'aller à Tuscon. Une fois là-bas, nous les inviterons à dîner, mais j'aimerais bien entamer la question dès maintenant. Fais cela pour moi, mon trésor. Veux-tu ?

Mais le visage du trésor en question prit une expression

glacée qui présageait le refus. Il connaissait ce masque pour l'avoir souvent vu.

— Chéri, un dîner à San Francisco, soit, si tu trouves que les dîners d'affaires et les lits de mort aillent bien ensemble. Mais ne me demande pas de faire ma petite maîtresse de maison aujourd'hui. Je ne me sens pas en veine d'amabilité ; je t'en supplie, épargne-moi.

— Bien, bien, je pensais que si tu devais te lever, peut-être tu...

— Mais je ne me lève pas. Et Tam est déjà enrhumée. Je ne veux pas qu'elle joue avec des enfants qu'on ne connaît pas.

— Mettons que je n'ai rien dit, n'en parlons plus. Tu ne vas pas déjeuner ?

— Tout à l'heure, peut-être. Je n'ai pas faim pour le moment. Va-t-en, chéri.

Elle eut un sourire indulgent.

— Dis au porteur de m'envoyer Katherine.

Elle laissa son travail pour une minute et retomba sur ses oreillers, les yeux fermés. On frappa à la porte doucement. Katherine, dans sa gentille robe noire toute nette, vint à côté du lit.

— Katherine, demandez s'il y a une manucure dans le train. Il doit y en avoir une. Mes ongles sont effrayants. Je n'ai pas eu le temps dans toute cette bousculade. Mieux vaut que ce soit elle que vous, parce que sans doute elle est habituée aux embardées du train. Dites-lui que j'aurai besoin d'elle vers deux heures trente, et sortez-moi mon vernis. Leur vernis est toujours infect. A trois heures, apportez-moi un sandwich. Des sardines sur du pain complet grillé chaud et un demi-pamplemousse. Qu'ils fassent attention, pour l'amour de Dieu, que le toast soit chaud et le pamplemousse froid.

Katherine referma la porte derrière elle, doucement. Ils approchaient d'une ville et le train ralentissait. Frances jeta un coup d'œil sur le paysage. Un écriteau, don de la Chambre de commerce, disait : « Soyez les bienvenus à Rivière Verte. — Wyoming. » On aperçut une petite gare et sur les quais des rustres du village qui contemplaient, bouche bée, le train de luxe.

Frances baissa son store. Elle se rejeta en arrière, se blottit dans son petit nid frais de crêpe rose et ferma les yeux.

« Soyez les bienvenus à la Rivière Verte. — Wyoming. » Elle frissonna d'horreur. Dire qu'il y avait des gens qui vivaient ici! Le train s'arrêta un bref instant. Rien qu'une minute. Le mouvement reprit. De nouveau, le train de luxe fonçait à travers le continent.

LE DEUXIÈME MOIS DE VOYAGE EN 1849

Jared avait échangé ses bœufs contre des mules. Ses beaux bœufs qui lui avaient coûté si cher, il les avait donnés pour ces petites bêtes vulgaires. Mais, au Fort Lamarre, on lui avait dit que jamais il ne pourrait franchir les défilés des montagnes sans avoir des mules. Les bœufs, cela pouvait aller dans les plaines, mais pour les montagnes, il fallait des mules. Puis, ce serait une économie de fourrage et d'eau. Les fermiers de l'intérieur de l'Ouest ne savent rien des montagnes et du désert. Ils connaissent les récoltes, les quatre saisons, les fruits, les bois, l'eau, le temps et les animaux qu'on trouve dans la région de l'immense continent qu'ils habitent. Mais les pistes de l'Ouest, les canyons, les déserts, les Indiens, les arroyos, les buffles, les journées étouffantes de chaleur que précèdent les nuits glaciales, tout cela leur est nouveau et les plonge dans l'ahurissement. Ils n'ont pas la science et l'expérience nécessaires pour se débattre dans l'inconnu.

C'est drôle comme on finit par s'habituer et même par trouver banales des choses qu'on ne s'était jamais attendu à voir ou à ressentir !

Cet immense troupeau de buffles, le premier qu'ils rencontraient, ce fut Abiah Pinny, fort de sa connaissance des plaines, qui l'aperçut tout d'abord.

A cheval sur sa jument, il précédait en éclaireur le premier fourgon, selon sa coutume ; il avait fait brusquement demi-tour et était revenu à fond de train, le bras en l'air désignant d'un doigt frénétique le point noir à l'horizon.

Ce point noir se mouvait et devenait plus grand en se rapprochant.

— Des buffles ! hurla-t-il. Voyez-les, ils montent de la rivière, il doit y en avoir des milliers. Tournez vos attelages

pour suivre la même route que le troupeau, tenez bien vos bêtes, et que les petits restent dans les fourgons.

Les buffles avançaient toujours avec un bruit de tonnerre. Ce fut un fleuve, puis une mer de buffles. On entendait les détonations des carabines de tous les côtés. Certains tiraient sans descendre de cheval, d'autres de l'intérieur des fourgons.

Et toujours les troupeaux avançaient en trombe. Comme de l'eau qui coule, ils entouraient les fourgons ; les mules se cabraient et renâclaient.

— Il me semble que nous aurons de la chair de buffle pour le souper et jusqu'au jugement dernier, dit Jared.

Ce soir-là, Tamsen, après avoir goûté à la bosse de buffle grillée, leva la tête. L'air de dégoût avec lequel elle avait regardé son assiette avait disparu.

— Mais c'est bon, c'est exquis...

Abiah Pinny, la bouche pleine, continuait à mâcher avec un hochement de tête qui exprimait : « Je vous l'avais bien dit. »

Jared et Tamsen étaient d'accord. Depuis qu'ils avaient quitté le Fort Lamarre, tout avait changé brusquement. A peine sortis de l'enceinte d'adobe du Fort situé près des divisions Oglala et Brûlé occupées par les Sioux et non loin des tribus des Cheyennes et Arapayes, l'atmosphère s'était transformée. A mesure que l'horizon devenait plus large, le ciel semblait plus vaste. Les hommes de l'équipe examinaient leurs haches, leurs pelles, leurs leviers. Ils avaient l'air grave, pour ne pas dire inquiet. Ils disaient que la route dorénavant serait dure. Ils approchaient des Collines noires. La piste devenait plus raboteuse, les collines plus escarpées, à tel point que femmes et enfants quittaient les fourgons et descendaient en glissade, à la grâce de Dieu, se cramponnant par ci par là à un arbuste ou à un rocher pour trouver un point d'appui là où le sol se dérobait sous leurs pas.

A présent, non seulement Tamsen et Jared, mais aussi le petit Jay et la petite Tam marchaient pour épargner à leurs os les affreuses courbatures provoquées par les cahots des fourgons, dans ces chemins à ornières profondes.

Ils avaient appris à se balancer en suivant la cadence des mouvements de la goélette, mais parfois Tamsen, quand elle se couchait la nuit, avait une sensation si douloureuse qu'elle

se demandait s'il lui restait un seul os intact dans le corps. Elle et Jared conduisaient à tour de rôle.

Jared marchait, montait sa jument, parfois même il s'étendait au fond du fourgon pour se reposer. Tamsen faisait semblant de ne pas trouver étrange que Jared restât couché pendant le jour.

Ici, tout le long de la piste, d'étranges objets s'offraient à leur vue. Ils étaient habitués à des os blanchis, aux ordures des campements, aux carcasses des animaux morts, parfois même une jante de roue cassée leur faisait penser à l'accident qui avait eu lieu. Mais brusquement, au fur et à mesure que la route devenait plus dure, plus raide, plus profonde, plus poudreuse, ils rencontraient des objets inestimables jadis précieux pour leurs propriétaires et aujourd'hui abandonnés. Des grandes enclumes de forgeron, des charrues, des meules, des harnais, des poêles, et même des vêtements et du lard et des haricots avaient été rejetés par les fourgons qui les précédaient.

Jared contemplait cela fixement, puis il se retournait pour regarder Tamsen assise à ses côtés.

— Trop chargés.

Le son de sa voix fut significatif et elle le fixa à son tour. Lui regardait tout droit devant lui, sa jeune figure tendue et sévère.

— Nous aussi nous sommes trop chargés. Ambrose et Pinny l'avaient bien dit de nous tous. Trop chargés... trop de ferraille, de vaisselle. Et ce grand lit de noyer !

— Non, cria Tamsen. Je ne le permettrai pas. Je descendrai et je le porterai moi-même. Non, non, mon lit à quatre colonnes auquel j'ai pensé mille fois. Jamais, Jared Content, tu m'entends ; ce lit, c'est pour notre maison neuve en Californie. Qu'est-ce qu'il sait, cet Ambrose ? Comment peut-il savoir mieux que nous ? Que Sarah se débarrasse du sien...

— C'est bien ce qu'elle va faire, interrompit Jared tranquillement. Et toi aussi, Tamsen, tu le feras. C'est inévitable si nous voulons arriver en Californie avant la neige.

Avant la fin du mois de juin, Tamsen devait se rappeler cette discussion. Elle s'étonnait de l'importance qu'elle avait attachée à sonlit. Incroyable qu'elle ait pu avoir une hésitation. A présent, Velours, empoisonnée par l'alcali, était sèche.

Il n'y avait plus de lait pour Tam. Jared refusa de s'apitoyer.

— Elle se passera bien de lait, dit-il sur un ton rassurant. C'est une grande fille. Elle peut manger et boire ce que nous mangeons et buvons, nous.

« C'est pour toi que je veux ce lait, pensait Tamsen. Et non seulement du lait, mais des œufs et des légumes. Tu en as bien plus besoin que Tam. » Mais elle gardait pour elle ses pensées angoissées.

Cette nuit, ils avaient établi leur campement à côté de la Rivière verte, plaisante et agréable. Depuis des jours, ils se réjouissaient à cette perspective de fraîcheur comme les voyageurs dans le désert aspirent à l'oasis.

Pour eux, c'était le mirage qu'évoquait leur imagination en fièvre. Ils se la représentaient toute verte à l'horizon et toujours hors d'atteinte. Et pourtant, le miracle s'était accompli. Ils étaient arrivés à cinq heures de l'après-midi, après avoir parcouru trente kilomètres dans la poussière jusqu'aux chevilles, cette poussière impitoyable dont le vent qui les cinglait se servait comme d'un fouet. Leurs visages en étaient recouverts et ressemblaient à des masques de glaise grise. Tamsen avait insisté pour que Jared mît un mouchoir sur sa bouche et son nez pour les protéger, mais il toussait toujours.

Quelle merveille que cette rivière! Ceux qui les avaient précédés par milliers avaient dévasté l'herbe verte des rives, mais l'eau était là, fraîche, limpide, reposante. Ses flots couleur d'émeraude suivaient comme eux la route de Californie.

Ce soir, il ferait froid. La nuit dernière, il y avait une couche épaisse de glace sur les seaux d'eau. Le coucher de soleil se transforma brusquement en nuit profonde. Tamsen desservait la table du souper et rangeait les plats d'étain, les bols et les cuillers en fer. Par-dessus son épaule, elle chercha du regard les enfants qui jouaient autour du feu. Jerry avec le petit Abner Haskins était absorbé par un jeu de garçon.

— Jerry, où est Tam ? Va la chercher, c'est l'heure de se coucher.

Le petit, tout à ses jeux, ne leva pas la tête.

— Elle est ici.

Mais il n'y avait pas de petite sœur. Tamsen scruta le groupe assis autour du feu à côté et puis l'autre. Elle se leva comme mue par une corde ; elle essayait de percer l'obscurité. Tam, Tam...

— Elle doit être près des fourgons sans doute, dit Jared.

Il s'y dirigea rapidement, regarda à l'intérieur, appela en vain. Rapidement, il parcourut chaque groupe.

— Tam est-elle là, les amis ? Ma petite fille est-elle là ? Tam ?

Comme une folle, Tamsen se mit à courir de tous les côtés, ses mains ouvertes et tendues. D'une voix perçante et tremblante comme celle d'une vieille, elle appelait :

— Tam, Tam...

Tous, ils se souvenaient de l'enfant qui avait brusquement disparu du convoi des Mac Alistair en route pour la Californie. C'était une histoire aussi connue que celle de l'expédition Donner. Elle avait trois ans, la petite, l'âge de Tam. Ils se rappelaient comment les autres voyageurs avaient appelé, cherché ; les hommes avaient sauté à cheval et couraient dans toutes les directions. Le convoi avait attendu deux jours, trois, quatre, et alors les lèvres serrées ils durent partir... Ça ou périr. Il n'y avait pas le choix.

La mère avait un autre enfant et elle en attendait un troisième. Elle se tenait assise, immobile comme une statue. Ses yeux sans larmes fouillaient l'horizon impitoyable pendant que le fourgon poursuivait sa route vers la Californie...

Ils étaient tous levés à présent, affolés, courant de ci, de là. On entendait le craquement du cuir. Les hommes sellaient leurs chevaux épuisés.

Ce fut Jerry qui trouva la petite endormie sous une pile de couvertures de buffles qu'on avait mises à sécher sur un monticule à cent mètres du camp.

Pendant qu'elle tenait la petite fille mal réveillée et ébahie dans ses bras, Tamsen se mit à pleurer.

Une angoisse à laquelle se mêlait le soulagement contractait sa figure si sereine d'habitude. Avec des doigts frénétiques, elle s'appuya au bras de son mari.

— Je veux rentrer chez nous. Retournons en arrière, Jared. Rentrons.

Il tenta de la calmer avec des mots rassurants, l'entourant,

elle et l'enfant, de ses bras. Ce fut Abiah Pinny, l'homme pratique, qui la rappela à la réalité.

— Vous ne pouvez pas rentrer, madame. Pensez donc, vous êtes en Wyoming. Vous allez tout droit chez vous à l'instant, vers votre foyer d'avenir et cela se nomme la Californie.

Jacob Cobbins, le domestique, eut un rictus de soulagement et mit sa grande main hâlée sur l'épaule du petit Jerry, le héros du moment.

— Je vous crois ; personne n'ira en arrière. Pas vrai, Jerry. On en crève ou on va en Californie. Comme l'on dit, y a de l'or dans ces collines là-bas.

LA DEUXIÈME NUIT DE VOYAGE EN 1938

Jay découvrit que son complet avait besoin d'un coup de fer. Le contrôleur lui dit que le valet était accablé de travail et ne pourrait pas s'en charger : tout de suite, au moins,... peut-être dans deux heures...

— Dieu, quel train de malheur ! cria Jay.

Tout était allé de travers. On s'était aperçu que le reniflement de Tam avait empiré et elle avait de la température. On avait radiodiffusé les cours de la Bourse de New-York en fin de journée. Jay et ses deux amis avaient écouté les yeux vides et les lèvres crispées sur leurs cigares. Il y avait de quoi céder au cafard.

Jay était revenu vers Frances, à six heures, avide de réconfort, et il l'avait trouvée toujours couchée.

— Pour l'amour de Dieu, Frances. Et demain alors ? Décidément, tu veux qu'on te descende du train sur un brancard. Qu'as-tu, à la fin ? Tu es malade pour la vie, ou quoi ?

— Je n'ai rien, merci de votre sollicitude. Mais j'aurai quelque chose si tu ne me débarrasses pas de ce mégot. Ça empeste toute la pièce. Qu'est-ce que tu peux bien fumer ?

Jay sortit l'objet ainsi vilipendé de sa bouche et le considéra comme s'il le voyait pour la première fois. Il regarda le bout embrasé au-dessus du beau faux-col de cendre grise. Puis il le remit dans sa bouche et le fit rouler de la langue et des lèvres.

— Chère madame, permettez-moi de vous présenter cet objet. Ce mégot se nomme un cigare. C'est un produit de Cuba ; c'est fabriqué avec la plante du tabac qui fut importé en Angleterre, dit-on, par sir Walter Raleigh.

— Merci, moi je te dis que ça empeste. D'ailleurs, qu'est-ce qui te prend ? Tu ne fumes jamais de cigares ; je suppose que ce sont ces grands brasseurs d'affaires qui t'ont rendu si masculin et à la mode de l'Ouest, tout d'un coup.

Elle commença à vaporiser toute la chambre de son eau de toilette.

— Après tout, si je me repose, c'est pour avoir la force de faire face à tout ce qui nous attend pendant cette semaine terrible. J'aurais cru que tu serais enchanté de voir la façon dont je prends les choses. Tu préférerais peut-être que je vadrouille dans ce train pour échanger des recettes de cuisine avec ta madame Murchinson, pendant qu'elle se débarrasse de ses microbes à mon profit.

A grands pas, il retourna dans sa chambre et referma la porte avec fracas. Jerry était là, blotti sur le rebord de la fenêtre, en train de lire dans la lumière qui baissait.

— Eh bien ! mon fils ? questionna-t-il. Que me vaut cet honneur ? Et ta chambre à toi ?

— Le rhume de Tam est plus mauvais ; je ne dois pas l'approcher. Turkey dit que, peut-être, il vaudrait mieux que je dorme ici avec toi ce soir. C'est très con-ta-gieux, les rhumes.

Jay jeta son cigare. A vrai dire, il n'aimait pas les cigares. Jerry était absorbé par son livre. Jay s'assit et regarda par la fenêtre. Au fond, qu'est-ce qui n'allait pas ? Frances était jolie et chic. Ils avaient deux enfants épatants. On n'avait pas toujours assez d'argent, certes, mais cela allait s'arranger. Cependant, il y avait quelque chose qui clochait. On acceptait tout comme son dû. Lui comme les autres. La vie était devenue par trop facile. Peut-être. Ça ramollit. Il aurait dû être heureux comme un roi et il ne l'était pas.

Jerry ferma son livre. Le train, avec de longs coups de sifflet, se précipitait à travers le continent, et le bruit prenait à ses oreilles un son sinistre.

— Ce train est moche, grommelait le petit. Je voudrais aller en avion.

Jay Content continuait à regarder fixement par la fenêtre. Le désert, des buissons de sauge, des montagnes, le dôme gris bleu du ciel impitoyable. Quelque chose se déclencha dans son souvenir.

Il vit cheminer lentement un petit convoi qui s'estompait à l'horizon lointain : les fourgons avec leurs toits blancs à présent gris de poussière, les chevaux de moins en moins nombreux marchant à la file, les chiens maigres, des hommes, des femmes et des enfants mal nourris. Il entendait le grincement des roues de bois qui s'enfonçaient dans le sable, le pas lent et las des bœufs et des mules aux flancs luisants de sueur.

— Dis, papa, raconte-moi l'histoire de mon arrière, arrière, arrière-grand-père Jared Content quand il était un petit garçon, pas plus vieux que moi et qu'il conduisait des tas de bœufs et de mules. Mon Dieu ! que j'aimerais faire ça, moi, faire siffler mon fouet, whoa, whoa, allons ! Tu ne me laisses même pas conduire la charrette anglaise tout seul. Sois gentil, papa, raconte... Mais ce n'est pas vrai, dis ? Tu inventes, dis ?

— Bien sûr, c'est vrai, grosse bête. C'est de l'histoire, de l'histoire américaine. Mais inutile de commencer maintenant parce que le sténographe du train va venir d'une minute à l'autre. Je l'attends pour dicter des tas de lettres et de télégrammes. Quand j'aurai terminé, ce sera l'heure de votre souper, mon fils.

— Tu ne peux pas faire tes lettres et tes trucs après ?

— Non, ils doivent être prêts pour être envoyés par avion quand nous nous arrêterons à Reno cette nuit.

— Je veux voir Reno.

— Toi ! Tu dormiras à poings fermés. A une heure et demie du matin, pense donc ! Et puis, on ne s'arrête que pour quelques minutes. Tout le monde dormira. D'ailleurs, il n'y a rien à voir.

Le petit se tortilla d'impatience.

— Tout le monde est toujours occupé. Jusqu'à ce qu'il vienne, celui qui vient faire tes lettres, tu pourrais bien me raconter... Tu sais, raconte... tous les fourgons et les Indiens et les bœufs comme ton père t'a raconté quand tu étais petit, et son père à lui a raconté...

— Bon, mais le sténographe sera ici d'un moment à l'autre,

et il faudra que je m'arrête au milieu de l'histoire, et alors ce sera l'heure du souper. Enfin, allons-y, voyons, où en étions-nous ? Ton arrière, arrière, arrière-grand-mère Tamsen Content était très jeune. Une fois, quand on était près d'un endroit qui s'appelait la Source gazeuse, — pas loin d'où nous sommes à l'instant même dans ce train, — un vieux sacripant d'Indien borgne et louche, suivi de deux ou trois autres Indiens, fit irruption de la brousse pendant que le convoi campait. Presque tous les hommes étaient partis, les uns à la chasse, d'autres pour chercher de l'eau, d'autres pour... que sais-je ? Il n'y avait que quelques charretiers.

« Les Indiens ont commencé à piller les fourgons et...

— Qu'est-ce que c'est piller ?

— Voler. Ils ont commencé à voler tout ce qu'ils trouvaient et les charretiers, qui avaient une peur bleue, n'essayaient même pas de se défendre, mais Tamsen Content était au fond de son fourgon, et que fit-elle ? Elle se pencha tout bonnement et avec une hache elle se mit à taper sur leurs mains. Les Indiens commencèrent à brailler, et alors les charretiers se sont ressaisis et ils ont pris leurs fusils et ils ont tiré...

La sonnette retentit.

— Bonsoir, monsieur Content. Je suis le sténographe.

LE TROISIÈME MOIS DE VOYAGE EN 1849

Le désert, des buissons de sauge, des montagnes, le dôme gris bleu d'un ciel impitoyable. Il paraissait terriblement loin, ce jour de mai où Ambrose Haskins, fraîchement élu capitaine du convoi, avait fait ses prédictions. Il avait dit : « Vous aurez à affronter des tas de montagnes hautes, de vastes déserts, de larges fleuves et des Indiens hostiles. Et ce n'est pas eux qui nous donneront le plus de mal... Il faudra parcourir quarante kilomètres par jour, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, quarante kilomètres par jour, quoi qu'il arrive... »

A présent, Tamsen était perchée presque toute la journée sur le siège du fourgon. Elle regardait droit devant elle ; elle ne détournait pas son visage de la Californie, mais ses yeux ne voyaient plus le convoi, les bâches des fourgons blanchies par le soleil comme les ossements qui séchaient tout

le long de la piste, les bœufs qui avançaient lourdement, la file des chevaux qui diminuait jour par jour, les grandes roues qui grinçaient en s'enfonçant dans le sable, les flancs des animaux luisant de sueur.

— Ça va, Jared ? criait-elle sans se retourner.

— Ça va très bien. Je me lève dans un instant, répondait la voix faible et étrange de Jared du fond de son lit dans le fourgon.

C'était le petit Jared qui restait assis à ses côtés, maintenant. Souvent, il conduisait, bien qu'il n'y eût pas grand chose à faire, tellement ces bêtes lasses cheminaient lourdement dans le sable. Who, Gee, Haw ; le petit Jared s'amusait de tout son cœur. Whoa... La petite Tam se tenait là-haut aussi quand elle n'était pas avec Jacob et Lavinia dans le deuxième fourgon.

Les cheveux de Tam étaient presque blancs, tellement ils étaient décolorés par le soleil et par le vent. Elle était grande et maigre, trop maigre. Tous étaient trop maigres, à l'exception de Lavinia qui s'était arrondie. Tous les matins, elle était malade ; les matrones hochaient la tête et lui conseillaient de manger de petits bouts de biscuits secs pour arrêter ce malaise matinal.

Mais, à part Lavinia, tous les voyageurs étaient décharnés, irritables et par trop silencieux. Le convoi entier était infecté par un poison subtil, invisible et indéfinissable. Ils étaient à bout de nerfs, leurs pieds couverts d'ampoules, leurs yeux brûlés par le soleil, leurs lèvres enflées et décolorées par la poussière comme s'ils avaient mangé du lierre vénéneux. L'eau alcaline était affreuse à boire et, pour les animaux, il n'y avait plus de nourriture convenable. Mille autres souffrances venaient s'ajouter pour atteindre le moral. Cette longue étape brutale pour traverser la vallée qu'on appelait Humboldt menaçait de les achever. C'était le dernier effort qu'ils auraient à fournir avant d'arriver en Californie, mais cet effort pouvait les briser. Tam pensait avec amertume qu'au lieu de l'appeler Humboldt, on aurait dû la surnommer la Vallée des Ombres.

Elle écoutait le souffle pénible de Jared, elle regardait les mules et les bœufs couverts de poussière dont la peau était presque transpercée par les os, et elle se sentait bien vieille !

Sûrement, elle avait vieilli de cinquante ans, depuis ce matin de mai où ils avaient quitté le Missouri. Son beau lit de noyer était parti, sa table de noyer qu'elle aimait tant, son fourneau en fonte, tous ces trésors abandonnés le long de la route devaient être en train de pourrir. Velours, la belle vache, aussi n'était plus. Les Indiens l'avaient assommée une nuit ; ayant découvert un peu de cette herbe devenue si rare dans le fleuve alcalin, on l'avait laissée paître ; des Indiens voleurs l'avaient aperçue et ils l'avaient transpercée d'une flèche empoisonnée.

Eh oui ! pensait Tam, elle avait appris bien des choses. Des choses étranges. Mais Jared avait été prévoyant. Son cœur s'étreignait de peur : « avait été » ? Elle se ressaisit : il l'était toujours.

Cette crème de tartre rendait l'eau potable. Il l'avait su, lui.

Ce fut grâce à l'acide tartrique et aussi au vinaigre qu'ils n'avaient pas eu le scorbut. Et les entrecôtes de mules n'étaient pas absolument immangeables. A défaut de sel et de poivre qui manquaient parfois, un peu de poudre à canon leur donnait une certaine saveur. Et l'accordéon de Jacob... Dans un accès de rage et de douleur, ne s'était-elle pas écriée :

— Si, moi, je dois jeter mon lit, et ma table, et mon fourneau, et mes casseroles, et mes plats, et tout ce que j'aime, qu'il jette son accordéon, lui !

— Nous avons besoin de cet accordéon, avait répondu Jared : un convoi peut se passer d'un lit et d'une table, et à la rigueur d'un fourneau en fonte, mais la musique, le soir, vous donne le courage de vous remettre en route le lendemain.

Jared savait tout. Le petit Jerry lui ressemblait, fûté, tranquille et prévoyant.

— Permettez-nous, mon Dieu, d'arriver à un endroit où nous trouverons du lait et des œufs ; ne le laissez pas mourir, mon Dieu. Il ne lui faut que du lait et des œufs et ma bonne cuisine pour se remettre ; les enfants aussi n'ont besoin que de ça.

Mais toujours de la poussière et du soleil. Et toujours le supplice de ces secousses sur ces routes de montagnes. Il fallait les abattre, ces quarante kilomètres par jour, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve, sous peine de ne pas arriver dans les hautes sierras avant les chutes de neige.

Ah ! on devrait vous avertir avant que vous partiez... Mais ceux qui étaient partis avant vous ne revenaient jamais pour vous raconter toutes ces horreurs. Ils les surmontaient ou ils succombaient. Elle les avait vus, ces hommes et ces femmes hallucinés, échevelés, qui, dans leur désespoir, tentaient de rebrousser chemin à pied et qui mouraient sur la route. Et ces animaux rendus fous par la chaleur et la soif qui, sans qu'on puisse le prévoir, tombaient sur place. Surtout pendant ce dernier mois, elle en avait vu de ces bêtes patientes, avançant lentement dans le désert, et qui soudain tombaient et mouraient immédiatement comme transpercées d'une balle. Quand on passait devant ces cadavres, sur la piste, le sable du désert donnait à leurs yeux un éclat surnaturel.

D'ailleurs, que n'avait-elle pas vu ? Des sources gazeuses, des mares de glace au mois de juillet, des Indiens avec leurs flèches empoisonnées dissimulés dans l'herbe haute, des livres qu'on avait jetés avec d'autres rebuts sur le bord de la piste. Elle avait enduré cette poussière qui empêchait de voir le fourgon à trois mètres à peine devant soi. A côté des bœufs qui mouraient en tas, elle avait vu des hommes mourir du choléra. Elle avait assisté à des naissances en pleine piste, à un mariage célébré dans une charrette à bœufs.

Poussée par le désespoir, elle alla trouver Ambrose Haskins, le chef et le capitaine du convoi.

— Monsieur Haskins, il s'agit de Jared. Il n'est pas malade, pas vraiment malade... je veux dire : seulement fatigué. Si nous pouvions nous arrêter rien que pour une journée entière... nous reposer. C'est cette marche incessante, jour après jour, pendant des semaines et des mois, sans s'arrêter. C'est ça qui l'use, qui le tue...

— Nous sommes tous usés, madame Content, c'est un fait certain, mais Jared va se tirer très bien d'affaire, comme nous tous. Dans moins d'un mois vous porterez des pépites d'or en guise de collier.

— Je ne veux pas de collier.

Elle sentait que sa voix la trahissait ; il y avait une angoisse qui frisait la crise de nerfs et qu'elle ne pouvait réprimer.

— Il mourra. Je vous le dis. Il mourra, s'il ne peut se

reposer un peu. Quand il est dans le fourgon, il y a des secousses terribles ; quand il marche, le soleil lui tape sur la tête ; et toute cette poussière, tout cet alcali... Oh ! ne pas avoir les os broyés, ce serait le Paradis ! Oh ! monsieur Haskins, je vous en supplie, pour l'amour de Dieu, laissez-le reposer un seul jour. Quand nous camperons, aujourd'hui ou demain, s'il y a un endroit où il y ait de l'eau et peut-être un arbre, restons-y tout un jour... Un jour... rien qu'un jour tranquille. Ambrose, je vous le demande. Ambrose, par pitié ! Faites-lui la grâce d'un jour.

Malgré la pitié qu'il ressentait, la voix et la figure d'Ambrose restèrent sévères.

— Nous ne le pouvons pas, madame, vous savez bien pourquoi.

Il leva le doigt et, à travers le désert brûlant, il lui montra les montagnes, dernière barrière qui les séparait de leur but.

— Voyez ces montagnes, devant nous : nous devons les franchir avant la chute des neiges, ou nous périrons tous. Malgré la poussière et l'orage, la maladie ou la mort, nous devons avancer : quarante kilomètres par jour. Une journée perdue peut être pour nous la journée fatale. Si nous rencontrons une tempête dans les montagnes, nous sommes tous anéantis. Rappelez-vous Agar dans le désert, madame ; rappelez-vous Sarah, mère des nations. Vous aussi, vous serez la mère d'une nation. Vous devez avoir de la force pour deux : qu'on n'entende plus parler de s'arrêter.

Elle revint au fourgon, elle enjamba la roue pour grimper sur son siège, et elle entendit quelqu'un dans le fourgon à côté qui chantait une parodie amère de sa chanson préférée :

O Susannah !
Va en enfer, pour le cas que je fais de toi.
Nous sommes les morts vivants
En route pour la Californ...i...e.

— Tu vas bien, Jared ?

— Très bien, je me lève, à présent. J'étais en train de penser, Tamsen : ceux de nous qui arriveront en Californie et qui s'y établiront pourront faire face à n'importe quoi, après ce que nous avons enduré. Nous serons le fer qu'il faut pour

arracher de l'or à la terre. Nous fonderons en Californie une race de géants.

— Oui, Jared.

L'ARRIVÉE EN 1938

Il avait fallu se bousculer d'une façon épouvantable pour être levé et habillé à l'heure de l'arrivée à San Francisco : sept heures cinquante-deux du matin.

— Du moment qu'ils lambinent à Omaha et à Reno, et Dieu sait où encore, pourquoi ne lambinent-ils pas encore un peu plus ? suggéra Frances Content. Cela nous permettrait de nous lever à une heure convenable, à neuf heures par exemple. Il me faut une tasse de café, Katherine : sonnez et commandez qu'on l'apporte ici. Je meurs si je ne l'ai pas tout de suite.

— Ils auront préparé le déjeuner : nous le trouverons tout prêt en arrivant à la maison ! lui cria Jay de sa chambre.

— Sans aucun doute, mais si je ne prends pas mon café dès que je me lève, j'ai ma migraine jusqu'au soir, tu le sais bien.

— Si je le sais ! Écoute, dis-lui d'apporter du café pour deux, veux-tu ? Je me sens fatigué. Une tasse de café me donnera un coup de fouet. Je parie que je n'ai pas dormi deux heures en tout.

— Curieux qu'ils n'aient pas répondu à ton dernier télégramme.

— Peut-être n'y avait-il rien à dire. La dépêche que nous avons reçue à Reno disait qu'il tenait bon, — c'est assez vague, — et qu'il était conscient. Je suppose que cela veut dire qu'il n'y avait pas de changement.

Frances traversa sa chambre pour aller dans celle des enfants. Elle était bien à la page, fraîche et chic dans sa robe de toile imprimée, coiffée d'un béret minuscule.

— Ne leur mettez pas encore leurs manteaux, mademoiselle. Nous en avons encore pour deux heures... enfin, mettons une demi-heure... Tam, ne fais pas de grimaces, chérie. Tu n'es plus malade. Turkey vient de prendre ta température et tu n'as pas un brin de fièvre... Ils ont bu tout leur lait ? Ils auront un bon déjeuner chez grand-père. Ce sera bien meil-

leur, espérons-le, que ce qu'on nous donne dans le train. Dieu ! que c'est mauvais ! Hier soir j'ai eu une côtelette d'agneau qui n'était que du caoutchouc. Et des asperges grosses comme mon petit doigt. Dieu sait que je n'ai pas grand appétit dans le train, mais le peu que je mange, je voudrais que ce soit convenable... Jerry, qu'est-ce que tu as à crier comme ça ? Tu seras à bout de forces avant d'arriver.

— Il conduit des bœufs, il les conduit depuis qu'il est levé ; je ne pouvais pas arriver à l'habiller, tellement il se tortillait, expliqua Turkey, mais sans mauvaise humeur.

Jerry devint tout rouge.

— C'est pas vrai. Tu es une vieille bête. Et puis, c'est pas toi qui m'as habillé. Je m'habille tout seul. Je ne suis pas un bébé, moi, comme Tam.

— Monsieur Jared, que je ne t'entende plus parler comme...

Jay introduisit sa tête dans la pièce.

— Voilà le café, Frances. Tu ferais bien de l'avaler. Nous serons là-bas en moins d'un quart d'heure.

Ce matin, il se sentait mieux. Son cafard d'hier devait provenir de l'estomac. Quelque chose qu'il avait mangé sans doute. Des repas trop copieux et pas d'exercice. Sans parler des cigares. Frances aussi avait repris sa gaieté. Les yeux clairs, elle était pleine de vitalité, capable et élégante.

— Je me sens divinement bien reposée. As-tu vu les montagnes ce matin, de bonne heure ? Elles étaient merveilleuses. Si, un jour, nous sommes riches, quand nous aurons... je veux dire, avec l'argent, tu saisis... enfin, allons dans un de ces endroits dans les montagnes d'ouest pour les sports d'hiver. Là, nous ferons du ski. Ce serait épatant, qu'en penses-tu ?

— En plein hiver, tu veux dire ?

— Oui, oui, très haut, dans un endroit où il y aura beaucoup de neige et énormément de soleil. Mimi Baylises y est allée l'an dernier. Elle m'a dit qu'elle n'avait jamais vu autant de luxe. Tu piges ! Pour que Mimi dise cela ! Ça s'appelle je ne sais plus quoi. Quelque chose comme Logis... du soleil à foison, du ski formidable, du patinage, et une de ces nourritures ! Les montagnes en hiver ! Ce serait palpitant.

Jacob Content, le frère de Jay, les attendait à la descente

du train. Dès que Frances l'eut aperçu, elle se retourna vers Jay et lui dit tout bas en aparté :

— Il essaie de prendre l'air funèbre, mais, au fond, il se réjouit de quelque chose. Grand-père est mort. C'est ça, je le sens.

Frances ne s'était jamais entendu avec son beau-frère. Chez Jacob, on cherchait en vain les traits physiques des Content. Il tenait de l'autre côté de la famille, de ces Cobbins, issus de Jacob Cobbins et de Lavinia, le domestique et la servante qui avaient fait partie de l'ancienne expédition de 49. Cet humble couple avait été parmi les premiers à faire fortune en Californie. Et Jacob Content avait épousé leur fille en 1862. « Comme il a l'air vulgaire ! » pensait Frances à mesure qu'il s'avançait, « et mielleux » ! Jacob Content, sa femme et ses enfants habitaient New-York. Frances leur en voulait férocement avec toute la rancune de ceux qui habitent Chicago et qui jalousent les New-Yorkais.

— Hallo ! Jay, dit Jacob sur un ton lugubre. Comment allez-vous, Frances ?... Bonjour, les enfants.

— C'est charmant à vous d'être venu à notre rencontre, dit Frances rapidement. Comment va-t-il ?

Jacob prit l'air onctueux habituel à ceux qui sont porteurs de mauvaises nouvelles.

— J'ai de tristes nouvelles à vous annoncer. Il s'est éteint à six heures, ce matin. Adèle et moi, nous avons assisté à ses derniers moments. Les enfants aussi. Mais ils étaient dans la chambre à côté, les enfants, je veux dire.

— Je regrette, dit Jay.

Frances répéta après lui, d'une voix blanche :

— Je regrette.

Puis, la colère s'ajoutant à l'antipathie qu'il lui inspirait toujours, elle s'emporta brusquement et lui dit avec violence :

— Nous sommes arrivés dès que nous avons pu. Nous avons pris le tout premier train.

Jacob Content jeta un coup d'œil rapide sur le monstre colossal qui avait dévoré tous ces milliers de kilomètres pour les amener jusqu'ici. Ce regard railleur équivalait à une chiquenaude.

— Nous, nous avons pris l'avion.

Le petit cortège se dirigea vers l'auto qui l'attendait. Jay Content avait l'air contrit.

— Mais nous sommes venus...

On aurait dit que ces paroles achevaient tout haut ses pensées.

Frances n'était pas femme à ne pas aller droit au but et elle ne voyait pas pourquoi elle devrait ménager un adversaire aussi peu subtil que son beau-frère.

— Le télégramme précisait que nous devions venir... tous. C'était un ordre. Et nous sommes venus. Ils ne peuvent donc pas dire... euh... euh...

— Oh ! vous n'avez rien à craindre, assura Jacob, plaisantin. Vous vous êtes présentés au poteau... Vous n'êtes pas disqualifiés.

— Oh ! je t'en prie, s'écria Jay d'un ton de protestation.

— Et voilà que ce misérable voyage d'un ennui mortel ne sert absolument à rien, conclut Frances. Nous avons pensé qu'il voulait nous voir, nous, et qu'il vivrait sans doute pendant des semaines et des semaines comme la dernière fois.

Jacob Content tenait à la main un quotidien de San Francisco. Il le déplia. La photographie du vieux Jared Content occupait l'espace de trois colonnes. Sur cette photo il était magnifique, de taille gigantesque, robuste, les yeux perçants. Il avait l'air de les contempler avec le regard railleur et avisé de celui qu'on ne trompe pas. Mais ce n'était pas le portrait sur lequel Jacob Content attirait leur attention. Il indiquait la manchette en gros caractères :

MORT D'UN CENTENAIRE

Le Pionnier de 49 laisse 50 millions

Jacob Content faillit sourire. Il se reprit en pensant que les convenances le lui interdisaient.

— Oh ! je ne dirai pas que le voyage ne sert absolument à rien, Frances. Il y en a de l'or dans ces collines, là-bas !

L'ARRIVÉE EN 1849

Ce fut le 15 août qu'ils eurent leur premier aperçu de la Terre promise. Et ils ne purent y croire. Ces semaines et ces mois avaient trop duré. Ils avaient voyagé pendant ces derniers jours dans une sorte de rêve qui leur avait enlevé le

sentiment du réel. Le convoi, las et harassé, cheminait péniblement à travers des forêts d'arbres toujours verts.

— Plus haut ! toujours plus haut ! Gravir l'ultime montée,
Arriver jusqu'au bout de l'ascension fantastique ;
Atteindre enfin la limite des espaces boisés !

Là les arbres n'étaient plus que des arbustes rabougris et tordus. La neige était ancienne et dure comme de la glace. Ils étaient à plus de trois mille mètres au-dessus du niveau de la mer.

L'air raréfié était bienfaisant, et pour Jared ce fut un vrai miracle. Sa figure, pourtant jaune et amaigrie, reprit un peu de fraîcheur, ses mouvements devinrent plus vifs. Il y eut dans ses yeux une lueur.

— Mais il ne sera pas en état de travailler quand nous arriverons là-bas, avait confié Tamsen à Sarah Haskins.

Sa voix n'était pas plaintive cependant. Elle regardait la réalité bien en face. Il ne pourrait pas piocher et creuser, comme il faut le faire dans les champs d'or. Des champs d'or... Que c'est étrange !

— Je me moque parfaitement qu'il y ait de l'or ou non. Que Jared se porte bien et que les enfants soient heureux. C'est tout ce qu'il me faut. Je ne demande pas davantage.

Sarah Haskins ne tarda pas à la rassurer :

— Il se remettra dans un clin d'œil, vous verrez. On dit que le soleil et l'air, ici, cela vaut le vin et la médecine.

— Il a à peine la force de tourner son oreiller. Eh bien ! moi, je peux travailler. Je peux faire la cuisine, je peux laver, et je sais coudre. Il faudra sûrement des gens qui sachent faire ces choses-là à Hangtown. Jared m'assure qu'il a entendu dire qu'on avait l'intention de changer le nom et que la ville s'appellerait Placerville. Je voudrais bien qu'ils le fassent déjà avant notre arrivée. C'est tellement plus joli comme nom ! Ça sonne mieux.

De ces hauteurs qu'ils avaient atteintes, on voyait au nord, au sud, à l'est et à l'ouest s'étendre les Plaines d'or, au milieu desquelles serpentaient les méandres d'un fil bleu. Ambrose Haskins les montrait d'un doigt noirci par la poussière :

— Vous voyez cette ligne... C'est la chaîne de montagnes

qui suit la côte du Pacifique. Entre les montagnes, vous voyez la vallée de Sacramento et les rivières du Joaquin. Et tout là-bas, encore plus loin, vous voyez le versant ouest des montagnes Sierra Nevada.

Sa main s'éleva au-dessus de sa tête, puis se referma. Il brandit son poing en triomphateur :

— Oui, Dieu soit loué ! nous y sommes.

— Dieu soit loué ! fit écho Tamsen, tout bas.

Et maintenant, ce fut l'heure de la descente, de la descente vertigineuse. Il y en eut qui se précipitèrent en bas des pentes rapides. Ceux-là laissèrent leurs fourgons au fond des précipices. On y trouva leurs biens précieux, qu'ils avaient transportés pendant ces milliers de kilomètres, véritables débris, réduits en poussière.

L'air raréfié et clair était trompeur.

Les mines, qui paraissaient si près, étaient encore à plusieurs jours de marche.

Ce ne fut que trois jours plus tard que Tamsen, qui s'était traînée douloureusement dans la poussière et le soleil, leva soudain sa tête penchée.

C'était aux premières lueurs de l'aube : perchée tout en haut de son siège, elle semblait écouter. A travers le cliquetis des chaînes, les grognements des mules, le claquement des sabots, le grincement des roues, les clameurs des conducteurs, elle entendit un son enchanteur, puis un autre. Sa figure devint radieuse, transfigurée comme si l'air était rempli d'une musique céleste.

A travers les plaines, sur la brise du matin, flottait le tintement d'une clochette de vache.

Puis un coq chanta...

EDNA FERBER.

Traduit de l'anglais par Linda Russ.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES PLANTES CARNIVORES

Au temps où les frégates aux voiles frémissantes s'élançaient encore à la recherche de terres inconnues, ces mots pouvaient avoir un sens angoissant. Le monde nouveau n'est que périls devinés : le mancenillier sous l'ombre duquel on s'endort, délicieusement, pour ne jamais se réveiller ; les fruits dont la suavité dissimule le poison, les piqûres venimeuses, les serpents, les fauves... Des plantes carnivores ! Quel cauchemar cruel est-ce encore ? Apparemment immobiles sans doute, fixées au sol par leurs racines, des plantes seraient-elles capables de faire périr des hommes et de se nourrir de leur chair ? Plus d'un, parmi ceux qui sont partis chercher la grande aventure, a cru, un soir, sous la morsure des épines et des ronces et devant l'offensive des fourrés inextricables, qu'il se trouvait aux prises avec l'un de ces êtres fabuleux et qu'il allait devenir sa proie.

Plantes carnivores... Nul ne les redoute plus aujourd'hui : on sait que leur danger n'est pas à notre échelle. Nous y voyons surtout un chapitre curieux d'histoire naturelle ; mais si curieux qu'il vaut d'être conté. Des étonnements nous attendent à ces pièges variés et sournois, adaptés aux victimes, aux circonstances. Nous admirerons enfin de rencontrer chez des plantes des propriétés dont seule l'organisation des animaux nous semblait capable. C'est par là-même l'un des sujets où se manifeste le mieux l'unité de la vie, que vous ferait volontiers oublier l'infinie diversité des êtres.

LES NÉPENTHÈS ET LEURS PROIES

Voici d'abord les népenthès. Ils sont assez étranges pour que, malgré leur exotisme, on leur ait fait présent d'un nom de genre français, obtenu tout simplement en francisant leur nom latin. Ce nom a été adopté par tous les dictionnaires de France. Ce n'était que justice, puisque nous avons la charge des plus belles espèces de népenthès dans notre domaine colonial, à Madagascar.

Jeune, la plante n'a rien qui la signale. Sur sa tige ronde, dressée, d'un vert clair, s'étagent, opposées deux par deux, de grandes feuilles allongées dont le limbe élargi rappellerait une honnête feuille de muguet, s'il n'était plié suivant la nervure médiane. Mais, tandis que la tige monte, les formes changent : les feuilles nouvelles s'effilent en une pointe plus longue qu'elles ; cette pointe se renfle ; c'est une ampoule qui grossit, se modèle, s'ornemente et s'alourdit sans doute, car elle attire vers le sol le fil délié qu'elle termine ; mais une courbe gracieuse redresse, bien verticale, comme une pipe bavaroise, l'« ascidie » maintenant différenciée... Est-ce une fleur ? On le croirait : les couleurs sont aussi vives ; cette urne ovoïde que vos mains enfermeraient à peine est semée de taches rouges et pourpres sur fond jaune ; l'ouverture est bordée d'un repli ciselé dont les teintes chaudes sont celles d'une corolle ; vivement coloré aussi, cet opercule qui semble un couvercle mal ajusté, devenu trop petit, conservé là comme un ornement, mais incapable d'assurer une fermeture sérieuse. La couleur ne fait pas plus la fleur que l'habit ne fait le moine. Jamais une feuille ne se termine en une fleur, et d'ailleurs voici au bout des tiges, effacées et discrètes, mais faisant masse, les fleurs, groupées en inflorescences, rappelant, en plus régulier, les grappes des lilas. L'ascidie est l'extrémité d'une feuille transformée dans le dessein monstrueux de capturer des animaux...

Restons plus près des faits et ne les interprétons point trop vite, suivant la méthode finaliste et facile de Bernardin de Saint-Pierre. Quels sont ces faits ? L'ascidie est pesante, parce qu'elle est aux deux tiers pleine d'un liquide dont le contenu est suspect. Nous aurions eu peu

de chance, si nous n'avions trouvé d'abord, pour ouvrir notre inventaire, quelque bel animal velu, nageant courageusement, s'efforçant inlassablement de prendre pied sur la paroi verticale glissante : c'était, ici, un gros bourdon ; je l'ai sauvé, du bout d'une pince ; ses ailes à peine mouillées, — il venait d'être pris, — ont séché tout de suite au soleil, et il s'est envolé lourdement sans me laisser le temps de lui dire, comme Gribouille : « Va et sois heureux. » Mais ensuite la pince a remué dans le fond de l'urne une bourbe : des insectes, récemment noyés, au corps à peine amolli... et des pièces détachées, vides, évoquant des morceaux d'armures : thorax, abdomen, élytres, fragments de pattes, pêle-mêle, témoignent de l'efficacité du piège... et de la résistance de la chitine qui recouvre d'une carapace le corps des insectes. Mais voilà bien autre chose : des vertèbres, minuscules, bien entendu, un bec corné : les petits oiseaux aussi paient leur tribut ; ailleurs, parmi tout un jeu d'osselets, un crâne de reptile : quelque lézard, poursuivant une mouche dorée, aura trouvé la mort avec elle.

Vous souhaiteriez voir le piège en action. Il faut s'armer de patience, attendre qu'un insecte se pose sur l'une des urnes aux couleurs vives. Il atterrit, s'essaye à sucer de sa trompe élargie les dessins rouges qui ne lui livrent guère de nectar. Il se promène. Il remonte jusqu'au bord, s'attarde à se chauffer au soleil, se lustre les ailes de ses pattes postérieures. Puis, bravement, sans conscience du danger, le voici qui entre dans l'urne. Quelques secondes, le bourdonnement d'un envol, choc contre les parois, choc contre l'opercule, crépitement d'ailes qui battent, et voilà une proie nouvelle, barbotante et bientôt noyée. Mais ces finesses ne rendent pas à tous coups : beaucoup s'envolent, quittes pour la peur ; d'autres, sottement, se laissent couler dans l'eau sans avoir fait jouer les mécanismes dont nous étions prêts à admirer le machiavélisme.

UN APPAREIL DIGESTIF VÉGÉTAL

Voilà donc un premier fait ; les ascidies sont ainsi disposées que de petits animaux s'y noient. Mais rien jusqu'ici n'autorise à parler de plantes carnivores : les chardons

à foulon ou cardères, qui croissent souvent à la lisière des bois, retiennent l'eau des pluies dans les bases de leurs feuilles, qui, soudées deux à deux, entourent la tige d'une sorte d'entonnoir. On ne dira point qu'elles sont carnivores, parce que des phalènes et des moucherons viennent se noyer dans ces « cabarets des oiseaux ». Le raffinement du piège des népenthès, s'il est plus qu'un jeu de notre imagination, ne saurait rien changer à l'interprétation. Il faut montrer une adaptation permettant à la plante d'utiliser ses proies, de manger la chair qu'elle a capturée ; la thèse est donc la suivante : l'urne est à la fois l'équivalent d'un estomac qui digère et d'un intestin qui absorbe.

Le pouvoir digestif est simple à mettre en évidence : il s'agit ici de substances azotées analogues à celles des viandes que nous consommons et que rendent assimilables nos sucs gastrique et pancréatique. Notre démonstration sera en bonne voie, si nous montrons que le liquide de l'ascidie a des propriétés digestives comparables à celles de notre suc gastrique. C'est ce que fit, en 1874, le célèbre botaniste anglais Hooker : on essaye l'activité d'un suc gastrique sur de petits cubes de blanc d'œuf, c'est-à-dire d'albumine coagulée ou sur des fragments de fibrine qu'il est aisé d'extraire du sang ; ces masses solides sont liquéfiées ; la lenteur avec laquelle le liquide des népenthès attaque le blanc d'œuf prouve seulement que l'œuf dur est indigeste, car le même jus dissout la fibrine, vite et totalement ; le liquide des ascidies est donc bien un suc digestif.

Ne concluons pas tout de suite, comme fit Hooker, que les népenthès sont carnivores. Il est bien plus malaisé que cela d'administrer la preuve, en biologie. On se croit au fait, et rien n'est démontré. De bons esprits, — c'est-à-dire ceux qui ne veulent progresser qu'entourés de toutes les précautions expérimentales, après avoir fait toutes les expériences témoins, — déclarèrent n'être point convaincus. Si, dans de l'eau, j'immerge le cadavre d'un bourdon et d'une mouche, la température aidant, des bactéries vont éclore et pulluler. Digérer les protides dont sont faits tous les organes est, pour elles, un jeu. Elles sécrètent pour cela les mêmes diastases que fournissent nos glandes digestives. Le jus où elles croissent et multiplient contient donc tout ce qu'il faut pour dissoudre le blanc d'œuf

et la fibrine. Ce sont peut-être les sécrétions des bactéries, et non celles des népenthès, qui vident les carapaces des bêtes prises au piège...

Il faut donc des observations nouvelles. Sans que des bactéries s'y développent, le liquide de l'ascidie digère-t-il déjà la fibrine ? Et quelle est l'origine de ce liquide, où nous pensions voir une sécrétion ?... Les feuilles nées les dernières vont nous fournir deux renseignements : une ascidie jeune est hermétiquement fermée : l'opercule se découpe tardivement, donnant accès à une cavité formée depuis longtemps. Or, avant même que d'être ouverte, l'ascidie contient du liquide ; il y a bien une véritable sécrétion ; et comme ce liquide, exempt de bactéries, digère la fibrine, la preuve que nous voulions semble être faite... Pourtant, le savant, que travaille le doute, hésite encore à affirmer ; car le pouvoir dissolvant de ce suc est beaucoup plus faible que celui qu'on observe dans les urnes ouvertes, là où sont aussi des bactéries. Mais on sait aujourd'hui qu'il est facile d'augmenter cette activité. Secouez l'ascidie de petits chocs répétés, — analogues à ceux que lui imprime un insecte qui se débat, — et l'activité diastasique va se trouver considérablement élevée. Ce sont bien là les caractères des sécrétions, réglées par des mécanismes réflexes. Si la vue d'un beau fruit « nous met l'eau à la bouche », c'est que l'image épanouie dans notre cerveau suffit à déclencher notre sécrétion salivaire : de même, avant que nous ayons mangé une bouchée, notre estomac élabore un suc « psychique ». Le népenthès suit la même loi : le seul sens que nous lui connaissions en commun avec nous, celui des contacts, a pour effet la production des diastases digestives ou de substances qui en exaltent l'action.

Et l'identité serait parfaite, si les substances actives étaient les mêmes. En premier lieu, ce sont bien des diastases, qu'il s'agisse de l'ascidie du népenthès ou des glandes du tube digestif humain. Les sucs que produisent l'une et l'autre perdent leur activité lorsqu'on les chauffe : la chaleur modifie profondément l'état des substances colloïdales et rend les diastases inactives. Et les diastases extraites de la plante semblent être proches de celles dont nous usons, tout autant que celles de l'estomac ou du pancréas du chat. Cela ne veut pas dire qu'il y ait identité de nature chimique pour les diastases que nous

comparons : notre science n'est pas encore assez avancée pour satisfaire au désir d'une telle affirmation. On caractérise les diastases qui agissent sur les protides par les conditions où leur activité est la plus grande ; milieu acide pour la pepsinase de l'estomac ; milieu alcalin pour la tryptase du pancréas. Les savants ne sont point d'accord à propos des népenthès : pepsinase, disent les uns ; tryptase, affirment les autres. Sur ce problème, on travaille encore actuellement : loin d'Europe, bien entendu ; car en serres, alanguis par notre pauvre soleil vu à travers des vitrages, les népenthès perdent leurs talents. La plupart des recherches ont été faites au paradis des botanistes, qui est le laboratoire de Buitenzorg, merveilleux laboratoire tropical entretenu par la Hollande, à Java. Mais qu'importe ce que nous apprendra demain ? Que l'ascidie soit, par ses diastases, un estomac ou un pancréas, il y a également matière à notre admiration.

On a prouvé de plus qu'elle est un intestin, car elle absorbe les substances solubles obtenues par dégradation des protides.

QUELQUES AUTRES MANGEURS D'INSECTES

Les népenthès sont nombreux : environ cent cinquante espèces différentes, jouissant également de l'étrange propriété d'être carnivores. Ils n'en resteraient pas moins de véritables anomalies, si nulle autre plante ne possédait leur secret. Mais ils ont des concurrents...

Un premier groupe comprend des imitateurs qui ont eu recours eux aussi à la noyade, pour s'emparer de leurs proies. Les sarracénias pourpres étalent sur le sol, au milieu des herbes de prairies, leurs feuilles, enflées en urnes, pleines du suc fatal. Elles sont, elles aussi, parées des couleurs les plus appétissantes : les rouges et les bleus qui évoquent des viscères où les nervures dessineraient un réseau d'artères et de veines. L'ouverture de l'urne est bordée d'une collerette frangée, dans les mêmes teintés, où l'atterrissage est facile. Dans la cavité aux parois glissantes stagne un liquide de pouvoir diastasique certain. Ces cimetières aquatiques nous livreront beaucoup de restes de mouches. Voilà, penseront les finalistes, les victimes naturelles de ces appâts à aspect de viandes saignantes. Ils passeraient volontiers sous silence les autres proies, les

sauterelles ; elles sont au moins aussi nombreuses : mais leurs mœurs végétariennes rendent leur présence moins facile à expliquer... Les sarracénias sont nord-américains, vivant du Labrador au Texas et dans la région des Grands Lacs. C'est donc à froid, sous un climat comme le nôtre, que ces feuilles digèrent leurs proies, ce qui ne laisse pas de nous étonner. Nous étions prêts à accepter toutes les étrangetés, venant de la zone tropicale. Nous allons avoir d'autres surprises : nous allons retrouver ce même pouvoir carnivore chez des plantes qui pourraient nous être familières, si nous savions toujours regarder autour de nous.

Connaissez-vous les rossolis ? Nom vulgaire, mais charmant pour nos oreilles latines : rosée du soleil. En effet, tandis que toutes les plantes voisines semblent prêtes à sécher sous l'ardeur de midi, celle-ci est couverte d'une rosée comme en dispense l'aurore. Il nous faut nous baisser vers elle, — elle est toute petite, — pour comprendre que nous sommes le jouet d'une illusion. Une dizaine de feuilles pas plus grandes qu'un sou, un peu allongées en raquette, sont étalées sur le sol ; chacune d'elles est, à sa face supérieure, hérissée de poils qui se terminent par une perle, scintillante à l'égal d'une goutte de rosée : cette perle est une pelote visqueuse qui colle à tout ce qui la touche... Et voici le drame qui se joue : une petite mouche est venue se poser sur une feuille, pour boire les gouttelettes peut-être, si ses yeux sont trompés comme les nôtres. Son corps a touché plusieurs pelotes ; elle est fixée déjà mieux qu'une mésange sur un gluau. Ses ailes, libres encore, tentent un élan : elles s'agitent ; elles sont engluées à leur tour. Quelques soubresauts comme dans la toile de l'araignée : chaque pelote effleurée s'agrippe... Inutile de lutter... Immobilité, résignation. Attention ! d'un mouvement infiniment lent, tous les poils libres encore se rabattent sur la proie et la recouvrent de leurs pelotes... Des jours plus tard, un à un, ils vont se redresser, reprendre leur position primitive, et du milieu du nœud qui s'est desserré, vous verrez tomber des débris noirs : des ailes, les articles disloqués des pattes, une carapace vide. Les poils sécrètent la glu, sécrètent un suc digestif, jouent un rôle dans la capture, un rôle dans l'absorption des substances digérées... et au-dessus de la rosette des feuilles carnivores, sur une tige empourprée de pigment

dû à l'éclat du soleil, s'épanouissent innocemment de petites fleurs blanches.

LES MACHOIRES DE LA DIONÉE

La dionée fournit un troisième type : le piège à déclic; chaque feuille longue, à bords parallèles, se termine par une sorte de palette susceptible de se refermer comme un livre. Les deux bords libres sont garnis de longues dents pointues, en une ligne régulière. Sur chaque moitié de la palette, se trouvent trois poils épineux, situés aux sommets d'un triangle équilatéral, l'un d'eux étant proche de la charnière, en son milieu. La surface où se dressent ces pointes est parsemée de taches rouges. A la loupe, chacune apparaît comme un petit champignon fait de cellules régulièrement disposées. Les trois longs poils sont des appareils sensoriels ; ils réagissent au contact. Prenez un cheveu ; piquez avec sa pointe sur le plancher de la feuille, au hasard, ou même sur l'un des boutons rouges : aucun effet. Touchez l'un des poils, vous venez de déclencher le mécanisme : en quelques secondes, les deux parties de la palette, pivotant autour de la charnière, se rabattent l'une contre l'autre ; les deux séries de dents latérales s'engrènent... L'insecte imprudent qui ferait jouer le déclic se trouverait pris, enfermé dans un piège, d'où il ne s'échapperait pas... Votre expérience faite à blanc, sans victime, va prendre fin assez vite ; il faut cependant deux jours pour que, assurée de n'avoir rien capturé, la feuille s'étale à nouveau. Une mouche s'est-elle laissé enfermer ? Il en va tout autrement : les boutons rouges, qui sont faits de cellules sécrétrices, déversent à flots un suc acide, riche en une diastase qui est sans doute une pepsinase. Et de neuf à trente-cinq jours plus tard, suivant la température, lentement le piège se rouvre, laissant glisser les débris du repas...

Il entre donc en jeu, ici encore, une sensibilité précise, et la réaction qu'elle détermine apparaît comme adaptée à un but : une proie est prise, la sécrétion suit, le piège maintient sa capture jusqu'à épuisement des substances nutritives. C'est un hasard, le vent qui passe ou votre souci d'expérimenter qui ont mis en œuvre le mécanisme : aucune sécrétion,

la plante revient aussi vite qu'elle peut sans doute à l'état où le piège, tendu, est prêt à fonctionner.

A ces exemples, on pourrait en joindre d'autres : après les grassettes de nos montagnes qui engluent leurs proies, il faudrait étudier les plantes carnivores qui vivent dans les eaux, utriculaires et aldrovandies, dont les réactions sont tout aussi curieuses. Mieux vaut faire retour sur les faits eux-mêmes et y chercher les enseignements qu'ils comportent.

DU COTÉ DES VICTIMES

Je dois, d'abord, confesser mon ignorance sur un sujet dont l'intérêt n'est pas niable pourtant. J'ai parlé des propriétés des plantes carnivores avec le dédain le plus apparent des victimes. Il semblait me suffire de savoir que telle plante se nourrit par ce mode anormal. C'est presque toujours le chasseur que j'ai pris en considération, et bien rarement la victime. Sur la victime, il faut reconnaître que l'on ne sait pas grand chose. Souffre-t-elle ? demandent les âmes sensibles. N'y a-t-il pas, parmi les sécrétions mises en œuvre, une substance qui supprime la conscience de la proie comme fait sans doute le venin de l'araignée ? Et puis, au milieu des sucs qui la digèrent, quand la proie est-elle morte ? Autant de questions auxquelles je ne sais répondre qu'imparfaitement.

Il semble que le comportement de l'animal capturé soit une affaire d'espèces. Certaines, inlassables, luttent jusqu'au bout de leurs forces ; toutefois, elles meurent bien plus vite que si on les laissait enfermées sans nourriture : en même temps que leurs efforts infructueux usent leurs réserves, l'asphyxie leur apporte bientôt l'anesthésie que nous souhaitions : les insectes n'ont pas de poumons et respirent par des trachées, réseau interne de tubes fins dans lesquels l'air diffuse jusqu'au contact des cellules : quelques paires d'orifices, les stigmates, mettent cette atmosphère interne en relation avec l'extérieur. Or, les sécrétions gluantes obturent bientôt les stigmates : l'oxygène manque comme au sous-marin échoué sur le fond. Mais en même temps, le gaz carbonique, qui est le déchet du métabolisme, s'accumule dans le corps. Il suffit d'une bouffée de ce gaz, dans le vase où le généticien fait ses élevages de drosophiles, pour que l'essaim turbulent,

qui volète et court sans arrêt, soit frappé d'immobilité; le bouchon ouvert, les gaz dispersés, les mouches se réveillent bientôt. Une anesthésie analogue frappe heureusement les victimes engluées qui meurent sans reprendre conscience.

C'est sans doute aussi l'asphyxie, précédée de l'anesthésie, qui constitue la raison dernière de la noyade, dans les feuilles à urnes; les népenthès offrent à ce sujet un raffinement : beaucoup d'insectes ont une carapace qui se mouille très difficilement; immergés, ils gardent toujours une bulle à l'entrée des stigmates que l'eau ne peut pas obstruer. Or, le jus des ascidies contient une substance qui dissout les corps protecteurs : il adhère à la surface de la chitine, gagne l'entrée des stigmates et vient boucher les trachées : l'animal capturé se noie bien plus rapidement que dans l'eau...

On voudrait, dans ce sujet, connaître un peu ce qui touche à la psychologie des insectes. Il semble qu'aucun instinct n'écarte du piège l'une des victimes possibles. Seule l'intelligence, qui anticipe et imagine, tire parti de l'expérience. Le bourdon que j'ai repêché n'a pas su qu'il avait été frôlé par la mort. Peut-être est-il déjà prisonnier ailleurs, et son aventure première ne lui aura-t-elle été d'aucun profit. Et pourtant, sans que la conscience y soit pour rien, des êtres ont subi telle adaptation que le danger n'existe plus pour eux. Bien mieux, il y a des espèces animales qui demandent asile aux ascidies des népenthès. Des mouches, des moustiques vont y pondre. Qu'importe à la nature, si, leur tâche accomplie, ces adultes restent prisonniers ici ou là et deviennent une proie. De leurs œufs sortent des larves. Elles sont insensibles à l'action des sucs où elles nagent; elles profitent du milieu riche qu'elles pillent. A bout de croissance, elles éclosent. C'est alors la joie des longs vols et toutes les merveilles de la vie, au milieu des fleurs et des parfums. Puis, à leur tour, ces bêtes viennent pondre dans la bourbe de cadavres où elles sont nées.

POURQUOI LA « CARNIVORIE »?

Notre sensibilité rassurée, — tant bien que mal, — c'est à nouveau vers les plantes carnivores que nous allons nous tourner. Ce que nous avons vu les laisse tout aussi mysté-

rieuses... Il n'est pas de science digne de ce nom où l'on ne rêve, après avoir répondu au « comment ? », sous toutes les formes que permettent l'observation et l'expérimentation, de glisser vers le domaine du « pourquoi ? ». Il faut oser chercher les liens de causalité qui unissent les phénomènes, expliquer pourquoi, au milieu de centaines de milliers de plantes qui ne feraient pas de mal à une mouche, il y a quelques centaines d'espèces de plantes carnivores.

La « carnivorie », — ainsi s'exprime couramment la science actuelle, — doit remplacer une fonction normale des plantes vertes. Comment se trouve assurée, chez un maïs ou bien un chêne, la part de la nutrition à laquelle travaille l'urne du népenthès ? On sait qu'il s'agit d'alimentation azotée : le point de départ habituel est minéral : les plantes extraient du sol, grâce à leurs racines, les nitrates ; ils y sont en très petite quantité, si précieux que les moindres traces sont pourchassées et que l'agriculture se ruine, — guanos du Chili et sels des mines d'Alsace, — à enrichir les sols épuisés. De ces corps chimiques peu complexes, les feuilles vertes, qui sont des laboratoires merveilleux, presque toujours encore inimitables pour notre science, font les plus simples des protides, les acides aminés. C'est un premier pas vers la synthèse du protoplasme ; on ne va guère au delà dans l'analyse de ce qui se passe, en pleine matière vivante ; c'est encore pour nous l'inconnu, angoissant, car notre science nous donne là une mesure de ce que nous ignorons.

Or, chez les népenthès ou les rossolis, la digestion des proies fournit les acides aminés, immédiatement assimilables, qui passent directement dans les feuilles... Voilà donc bien des efforts supprimés : absorption des nitrates dans le sol, conduction des racines aux feuilles, travail chimique du laboratoire de synthèse... Mais pourquoi ces plantes se singularisent-elles ainsi ? Est-ce paresse de la part d'une plante qui s'adjuge une nourriture de luxe ? Est-ce nécessité de la part d'une plante qui aurait oublié les règles normales de la vie, ou qui n'y pourrait satisfaire ? Au total, malgré la diversité de comportement des êtres, il semble que la nécessité soit, dans ce monde, un déterminant beaucoup plus fréquent que la paresse. En effet, presque toutes les plantes carnivores

habitent des milieux pauvres où les nitrates sont rares ou font défaut.

Nos rossolis vivent dans des tourbières : des masses épaisses de sphaignes, mousses aquatiques, font, au-dessus du plan liquide qui s'écoule ou qui stagne en profondeur, un bombement où l'eau s'élève par capillarité comme le pétrole dans la mèche d'une lampe ; c'est dans ce milieu, où s'accumule surtout l'eau des précipitations atmosphériques et où ne se trouvent presque point de sels nutritifs, que le rossolis développe de maigres racines. Et s'il est des népenthès qui poussent dans les sols que saturent les déchets de la forêt tropicale, d'autres sont presque seuls à parer de leur verdure les pentes âpres des coulées de lave, dans l'île de Java. Ainsi la carnivorie adapte souvent les plantes à des milieux où elles ne sauraient vivre sans y recourir.

Bien mieux, le rossolis s'est si bien adapté que vous lui causeriez grand dommage en l'arrosant de cette solution nutritive à base de nitrates qui est une panacée pour les plantes vertes. Si, par curiosité, vous avez mis en pot, avec les pompons glauques des sphaignes, quelques pieds de rossolis, gardez-vous d'enrichir leur milieu ; ils dépériraient : c'est en les arrosant avec de l'eau distillée que vous les ferez prospérer... et aussi en laissant libre accès aux moucherons qui sont leur source d'azote ; les cultures végètent sans cet appoint : avec lui, la vie devient aisée ; la plante est plus brillante ; les feuilles sont plus vertes et rouges, et si vous avez la patience de pousser jusqu'au terme, vous aurez une récolte de graines bien gonflées, qui seront cinq fois plus pesantes...



Nous avions eu d'abord la sensation d'une véritable félonie ; il nous semblait, à voir la vie bourdonnante de l'insecte ou la palpitation de l'oiseau supprimée par une feuille perfide, qu'une loi du monde était transgressée. Les plantes ne sont-elles pas faites pour les bêtes, et les bêtes pour l'homme !...

Certes, c'est bien à peu près le cycle normal, ou du moins son début... Mais n'oublions pas que nous sommes soumis nous-mêmes aux lois de la vie et que nous restituerons à d'autres êtres la matière précieuse dont nous avons bâti notre

chair. La nécessité, la faim, le besoin de vivre ont fait, pour quelques plantes, devancer les destins, modifier l'ordre : elles arrêtent à leur profit la vie animale ; c'est justice, après tout. Comment s'est créée cette anomalie ? Voilà où il serait passionnant de pouvoir lire dans le passé. Les rossolis sont bien les descendants de plantes à physiologie normale, qui construisaient elles-mêmes leurs molécules protéiques à partir de substances minérales ? Dans quelles conditions vivaient ces plantes ? Quels événements les ont conduites à se réfugier parmi les sphaignes, dans les tourbières, en des stations déshéritées ? Quels essais ont-elles tentés pour survivre, et comment naquit chez elles la faculté de capturer des animaux pour utiliser leur chair ?

Ainsi, lorsque notre science s'applique à l'étude de la vie et fait appel au passé, elle nous propose toujours des énigmes. Nos solutions sont des hypothèses que nous ne pouvons contrôler ; nous jugeons leur valeur à la qualité logique des systèmes qu'elles permettent. Est-ce suffisant ? Nous ne pouvons donc guère mieux dire le passé que l'avenir. Nous sommes plus désarmés peut-être pour faire retour aux époques, proches sans doute, où s'est modelée la vie qui nous entoure, que pour glisser, sur les rayons scintillants des étoiles, jusqu'aux limites de l'univers.

LUCIEN PLANTEFOL.

LA CRISE POLITIQUE DE LA BELGIQUE

Regrets, remords, repentir : tel est, après vingt ans de facilité, le thème ordinaire des méditations de tous les peuples qui ont plus ou moins perdu les bénéfices de la victoire de 1918.

En Belgique, cet état d'esprit a déterminé toute une série de crises politiques qui, d'abord, ne paraissaient pas présenter une grande importance et qu'on pouvait considérer tout simplement comme les symptômes d'une de ces maladies parlementaires dont souffrent plus ou moins toutes les nations qui vivent en régime d'opinion, mais qui ont fini par aboutir à une véritable crise nationale.

On a eu quelque peine à comprendre, en France, que toute la vie politique d'un pays ait pu être profondément troublée par un incident comme l'affaire Martens ; au premier abord, en effet, elle parut très mince. Cédant à de violentes exigences flamingantes, le ministère van Zeeland avait institué une Académie de Médecine flamande dont la nécessité ne se faisait nullement sentir, étant donné que beaucoup de médecins flamands siégeaient dans l'ancienne Académie belge de Médecine où les communications peuvent être faites en flamand. Les premiers membres de cette Académie nouvelle devant être nommés par arrêté royal et choisir ensuite leurs collègues, c'est au ministère Spaak qu'incombèrent ces nominations. Il fut assez embarrassé. Décemment, cette Académie de Médecine flamande devait comprendre des personnalités médicales d'une certaine valeur scientifique. Or, celles-ci n'abondaient

pas parmi les médecins offrant assez de garanties linguistiques aux yeux des flamingants qui entendaient bien faire de cette Compagnie un instrument de propagande. M. Spaak, obéissant à on ne sait quelles suggestions, s'adressa à l'Académie *littéraire* flamande, comme si ses conseillers flamands eussent craint de demander l'avis de la Faculté de Médecine de l'Université de Gand. Or, la liste qui fut soumise au ministre et ensuite à la signature royale comprenait le nom du docteur Martens, dont les titres scientifiques étaient fort minces et qui avait fait partie, pendant l'occupation allemande, de ce fameux Conseil des Flandres qui sanctionna le projet allemand de scission du pays et proclama la déchéance du roi Albert. Il avait, de ce chef, été condamné à mort par contumace en 1920, puis amnistié par la loi de 1937. Est-il vrai que M. Spaak, insuffisamment renseigné, ignorait qui était ce M. Martens et à qui il avait affaire ? Ses explications à ce sujet furent assez confuses. Du moins a-t-il avoué qu'il n'avait pas calculé les réactions que provoqua cette nomination qui, dit-il, avait été une erreur.

Et, en effet, ces réactions furent extrêmement violentes : manifestations, ordres du jour de toutes les associations d'anciens combattants, articles virulents dans presque toute la presse, insurrection du parti libéral qui somma ceux des ministres qui le représentaient dans le cabinet « tripartite » de donner leur démission. Dès lors, le ministère d'Union nationale n'était plus viable, à moins qu'il ne se décidât à la révocation du fâcheux académicien, ce à quoi il n'osait se résoudre, ou qu'il obtînt sa démission, ce dont il se montra incapable. Après différentes tentatives infructueuses, tentées par M. Pierlot (catholique) et M. Soudan (socialiste), la dissolution des Chambres s'imposait.

Voilà donc toute la vie de la nation profondément agitée par la nomination intempestive d'un indésirable académicien. En réalité, ce ne fut que l'incident fortuit qui devait provoquer une crise inévitable.

Grâce au rôle capital qu'elle avait joué pendant la guerre, grâce au prestige moral qu'elle s'était acquis par sa réponse à l'ultimatum allemand de 1914, prestige que le roi Albert avait magnifiquement incarné devant le monde, la Belgique

paraissait avoir mérité une sorte de situation privilégiée dans l'Europe nouvelle issue de la victoire. Il semblait aussi qu'elle dût à la grande épreuve qu'elle avait victorieusement et noblement supportée une cohésion nationale dont personne ne doutait plus. Comment se fait-il qu'après vingt ans cette cohésion ait pu être remise en question, alors qu'elle paraissait acquise bien avant 1914 ? C'est ce que je vais tâcher d'expliquer.

* * *

La dissociation dont la Belgique est menacée a pour origine le mouvement flamand ou « flamingant ».

Ce mouvement eut sa raison d'être. Les revendications des populations flamandes étaient en grande partie justifiées. Elles ont reçu maintenant toutes satisfactions, mais seulement en ces derniers temps. Dans les cinquante premières années d'existence de la Belgique indépendante, les droits de la langue flamande avaient été véritablement méconnus par un État unitaire presque aussi centralisé que l'État français, un État dont la langue officielle était le français et dont ceux des habitants qui ne parlaient que le flamand étaient, en fait, des citoyens de seconde classe. Cette injustice s'explique par les origines de la monarchie belge. Comme les grands mots sont à la mode, les dirigeants du parti flamingant parlent volontiers de la longue oppression que leur peuple a subie.

En réalité, les Flamands n'ont jamais subi de véritable oppression, ni de la part de leurs compatriotes wallons, ni de la part du gouvernement belge, mais ils ont pâti de la méconnaissance de certains faits nouveaux que le pouvoir politique voulut longtemps ignorer.

Par la révolution de 1830, les Belges s'étaient libérés de la domination hollandaise qui leur avait été imposée par les traités de 1815. Cette révolution avait été l'œuvre des Wallons, des Bruxellois, et des Flamands francisés de la grande bourgeoisie catholique. Dans les provinces flamandes, le mouvement patriotique avait été suivi sans enthousiasme, et longtemps la ville de Gand, par exemple, demeura un centre d'opposition « orangiste ». Tout naturellement, parmi les constituants et dans le jeune gouvernement du nouveau

royaume, une certaine réaction se manifesta contre la prédominance que le roi Guillaume, assez timidement du reste, avait essayé de donner à la langue néerlandaise. Il faut également tenir compte de ce fait que, dans les provinces flamandes, l'idiome populaire n'était plus qu'un néerlandais dégénéré, au propre des patois assez différents les uns des autres. Les flamingants ont donc eu quelques raisons de dire que le divorce complet entre la masse du peuple flamand et ses élites arrêtait son évolution intellectuelle et normale. Les dirigeants du jeune État belge paraissent avoir pensé sérieusement que le flamand était en voie de disparition, les langues inférieures et de faible rayonnement devant nécessairement s'éliminer devant les grandes langues. Lourde erreur : c'est de cette époque d'extrême abaissement de la langue flamande que date un effort de restauration qui a mis cinquante ans à aboutir, mais qui a parfaitement abouti.

Peu après la révolution de 1830, quelques professeurs, quelques philologues plus ou moins imbus des doctrines des frères Grimm et du romantisme germanique, quelques écrivains régionalistes qui eurent le mérite d'apprendre à lire à leur peuple, ont positivement refait une langue. Et celle-ci, quoi qu'on dise dans l'ardeur des polémiques, n'est artificielle que dans la même mesure que le provençal de Mistral. Les Hollandais la trouvent généralement un peu pédante, mais ils la comprennent et goûtent dans le style de certains écrivains qui la pratiquent un charme archaïque et savant, en même temps qu'une saveur populaire et provinciale.

Cette œuvre de rénovation linguistique accomplie, le petit groupe des flamingants « de l'époque héroïque » se livra avec une passion tenace à un effort de propagande populaire qui ne recula devant aucun procédé démagogique et qui, de fait, ne réussit pleinement qu'après l'institution du suffrage universel. Il trouva ses meilleurs alliés dans le bas clergé flamand ; les vicaires et les curés de campagne, généralement recrutés d'ailleurs dans la classe rurale, apprirent à considérer la langue française comme le véhicule de l'impiété, — la langue de Voltaire, — de sorte que les revendications flamingantes finirent par faire corps avec le pro-

gramme du parti catholique, encore que les dirigeants de celui-ci fussent presque tous de culture française. Cette union de la démagogie linguistique et du catholicisme politique constituait une puissance considérable. Du moment que, en pays flamand, le corps électoral ne se composait plus, dans sa grande majorité, d'une bourgeoisie de langue française, mais comprenait également des masses populaires n'entendant pas le français, le programme linguistique flamand devait nécessairement triompher dans un Parlement où les Flamands étaient en majorité et bien qu'ils fussent divisés en trois partis qui considérèrent longtemps le problème linguistique comme secondaire.

La plupart des revendications flamandes étaient d'ailleurs alors pleinement justifiées. Il était inadmissible que des populations qui avaient pris conscience de leurs droits continuassent à être jugées, administrées, instruites dans une langue qui n'était pas la leur, et que souvent elles ne comprenaient pas.

* * *

Dès avant la guerre, il avait été fait droit à la plupart de ces griefs : les lois linguistiques de ces dernières années les ont tous effacés. Dans les provinces flamandes de la Belgique, la justice est rendue en flamand, la procédure se fait exclusivement en flamand, l'instruction publique, depuis la flamandisation de l'Université de Gand, se donne en flamand à tous les degrés et des propagandistes extrêmement pointilleux veillent avec un soin jaloux à ce que ces lois soient strictement observées. Bien plus, malgré le danger que cela peut présenter pour la cohésion de la défense nationale, l'armée a été divisée en régiments flamands, où les commandements se donnent exclusivement en flamand, et en régiments wallons.

Les flamingants les plus intransigeants auraient donc dû se montrer satisfaits. Il n'en a rien été ; les peuples opprimés ou qui ont cru être opprimés n'ont plus d'autre pensée, dès qu'ils ont échappé à l'oppression, que d'opprimer à leur tour. Les flamingants victorieux ne se contentent pas d'avoir assuré non seulement l'égalité des deux langues, mais la prédominance exclusive de la langue flamande en pays

flamand. Méconnaissant le fait que leur pays est en réalité bilingue depuis des siècles ; que, pour les élites flamandes, le français est la seconde langue nécessaire, et même pour certains Flamands, et notamment pour des écrivains d'une notoriété universelle comme Verhaeren, Maeterlinck, Max Elskamp, van Lerberghe, la véritable langue maternelle, ils prétendent extirper la langue française des provinces flamandes ou, du moins, exigent qu'elle ne soit plus enseignée, ni pratiquée que comme une langue étrangère. Bien plus, ils affichent la prétention de rattacher Bruxelles, ville essentiellement bilingue depuis des siècles, à la partie légalement flamande du pays.

A partir de ce moment, ils rencontrèrent une opposition violente, non seulement parmi les Wallons, mais aussi, et plus encore, parmi les Bruxellois et chez ces nombreux Belges qui ne sont ni Flamands ni Wallons, mais de familles mixtes, et dont les droits sont d'autant plus respectables qu'ils forment en quelque sorte l'armature de la nation.

* * *

Quand on considère de sang-froid, et surtout quand on la voit de l'étranger, cette querelle linguistique qui empoisonne la vie politique et même la vie sociale de la Belgique, on pense que la question aurait pu être facilement résolue dans une atmosphère de bonne volonté réciproque, commandée par l'intérêt commun. La Suisse n'offre-t-elle pas l'exemple d'une nation composite dont le patriotisme, à la fois raisonnable et ardent, respecte tous les particularismes ? Malheureusement, en Belgique, le problème s'est compliqué dès l'origine, d'éléments d'ordre sentimental et passionnel contre lesquels les arguments rationnels n'ont presque pas de prise.

Comment le peuple flamand, ou du moins une importante minorité du peuple flamand, en est-il arrivé à ce degré de passion ? On a cru pouvoir incriminer la propagande allemande. Il est certain qu'en réalisant pendant l'occupation la séparation administrative des deux parties de la Belgique et en proclamant la dissolution du royaume unitaire, le général von Bissing a fait croire à certains extrémistes flamingants que leurs rêves les plus absurdes, et notamment

celui d'un État flamand indépendant, étaient réalisables. C'est un poison que l'ennemi paraît avoir versé de propos délibéré dans l'organisme belge, quand il s'est rendu compte de l'impossibilité où il serait de conserver sa conquête. Il y a là un procédé de la politique allemande dont la constance nous remplit d'admiration : dans tous les pays où il y a quelque trace de germanisme, on entretient et au besoin on provoque des mécontentements, des mouvements autonomistes et séparatistes dont le Reich pourra profiter quand les circonstances le permettront.

Mais ce qui, bien plus que cet effort direct de l'Allemagne, a contribué au développement de cette espèce de psychose flamingante dont la Belgique souffre en ce moment, c'est le mouvement à la fois démagogique, autonomiste et religieux qui se développa dans l'armée belge au cours de l'année 1917, la funeste année des doutes et des mutineries.

Au moment de l'entrée en campagne, en 1914, la « troupe », dans l'armée belge, était à peu près composée d'autant de Wallons que de Flamands, mais le fait est qu'après l'épuisement de l'armée de campagne dans les premiers mois de 1914, le recrutement de l'armée nouvelle ne put se faire que dans les régions flamandes demeurées libres, et parmi des réfugiés en majorité flamands, — les provinces wallonnes ayant été occupées par l'ennemi dès les premiers jours de l'invasion. Il se trouva donc que les soldats qui défendirent les tranchées de l'Yser de 1915 à 1918 étaient en majorité des Flamands, alors que les officiers étaient en général des Wallons ou des Flamands de langue française. C'est ce qui fournit un excellent moyen de propagande aux extrémistes flamingants, dits « activistes ». La propagande antipatriotique qui trouvait un terrain favorable parmi de malheureux soldats fatigués par une guerre trop longue prit en France la forme du bolchévisme et du communisme : dans l'armée belge, c'est l'autonomisme flamand qui servit de thème à ceux qui voulaient ruiner le moral de l'armée.

Dans l'ivresse de la victoire, le monde politique belge ne voulut pas attacher d'importance à ces mouvements souterrains : quelques brebis galeuses, quelques traîtres soudoyés par l'ennemi, quelques mécontents en quête d'avantages électoraux, quelques illuminés en proie aux rêveries

d'un romantisme germanique ! Le retour de l'ordre, de la prospérité, le bon sens national mettraient promptement fin à ces agitations superficielles.

Dangereuses illusions ! Dès les premières élections qui suivirent la conclusion de la paix, il y avait un parti flamand du front (*front partij*) dont la propagande se faisait sur ce thème : « la guerre a été faite presque exclusivement par des soldats flamands qui ont versé leur sang pour une Belgique qui n'est pas leur véritable patrie et où ils sont traités comme des citoyens de seconde classe ; commandés par des officiers wallons, ils ont été sacrifiés à une gloriole militaire qui leur était profondément indifférente, ou à l'intérêt de la France. » Et l'on racontait d'obscures histoires de vexations, de brimades, d'ordres mal exécutés, parce qu'ils avaient été donnés dans une langue que les soldats ne comprenaient pas. Quelques petits faits isolés, fortement exagérés, furent savamment exploités par des agents électoraux, au point que l'on arriva à créer une légende qui a été s'amplifiant sans cesse. Depuis quelques années, le parti nationaliste flamand, qui a repris le programme du *front partij*, organise, sur le champ de bataille de Dixmude, une manifestation commémorative exclusivement flamande où se rencontrent des militants qui se réunissent au cri de *Voor Vlaanderen en Christus !* (Pour la Flandre et le Christ), — car le mouvement activiste se complique d'une sorte de démagogie cléricale, — où l'on prononce des discours séparatistes et anti-belges, et dont le drapeau national est presque exclu.

Une réaction devait fatalement se produire en Wallonie, et d'autant plus violente que les Wallons se sentent menacés ; ils se voient sur le point de devenir à leur tour des citoyens de seconde classe.

Leurs hommes politiques, appuyés d'ailleurs par la grande majorité de l'opinion wallonne, commirent du reste une faute grave. Les Flamands, ou du moins les dirigeants les plus considérables des partis flamands, proposaient une solution au problème linguistique dite la « solution du bilinguisme ». Dans tout le pays, les inscriptions, les papiers officiels eussent été rédigés dans les deux langues ; la connaissance des deux langues eût été exigible de tous les fonctionnaires d'un certain grade et l'enseignement de la seconde

langue obligatoire à tous les degrés. Les Wallons refusèrent. « La Flandre, disaient-ils, est naturellement bilingue, la Wallonie ne l'est pas, et nous n'avons que faire d'une langue qui n'a pas de circulation internationale et n'est parlée que dans une partie de la Belgique. » C'était assez exact. Mais l'institution du bilinguisme obligatoire eût peut-être amené au bout d'un certain temps l'apaisement désirable. Il eût sauvegardé, sans doute amélioré la position du français en Flandre à cause de la valeur intrinsèque de notre langue comme instrument de culture intellectuelle et à cause de son rayonnement dans le monde. Toujours est-il que la solution bilingue ayant été repoussée, les Wallons ayant proscrit le flamand de leurs provinces, ils n'étaient plus en situation de s'opposer à ce que les Flamands proscrivissent le français des provinces flamandes.

Le résultat immédiat fut le sacrifice des minorités flamandes de langue française qui constituaient une élite, fournissaient peut-être les meilleurs cadres intellectuels de la nation, et qui maintenant se sentent exilés dans leur pays natal, car le français, qui n'est désormais plus enseigné que comme une langue étrangère, est leur véritable langue maternelle. Le résultat lointain de cette faute des Wallons, c'est de rendre assez difficile le maintien du régime unitaire actuel auquel ils sont attachés.

Le fossé se creuse de plus en plus en effet entre les deux parties du pays, et, quand un Premier ministre a reconnu l'existence de deux communautés nationales, il a fait faire un grand pas au séparatisme ; lorsqu'il y a deux communautés nationales, il y a, en réalité, deux nations qui peuvent être unies par traité, obéir au même souverain, mais dont le lien est toujours fragile : on a vu où cela mène.

En réalité, cette solution est la pire de toutes : elle risque d'amener des conflits auxquels les pays voisins seraient presque fatalement mêlés et à aboutir à un divorce irréparable, ce qui causerait à l'Europe occidentale les plus graves embarras.

En est-il d'autres ? L'idée d'une solution fédéraliste du problème belge a fait, surtout en pays wallon, de sensibles progrès, au point qu'un projet de revision constitutionnelle dans le sens fédéral a été déposé par M. Truffaut, député

de Liége. La prise en considération a été repoussée, mais elle a obtenu 63 voix. Il y a trois ans, elle n'en eût pas obtenu 15. Selon le projet fédéraliste, la Belgique serait divisée en trois régions : les Flandres, la Wallonie et la région bruxelloise, sorte de district fédéral où le bilinguisme serait la règle.

D'autres voient le remède à la crise actuelle dans le développement de l'autonomie provinciale. « L'autonomie des provinces est conforme, disaient-ils, à la tradition historique des anciens Pays-Bas, où le système centralisateur actuel est un héritage de l'Empire français. » Cette réforme fondamentale de l'État peut paraître tentante aux Belges qui ont l'imagination historique, mais elle présente, notamment au point de vue économique, des difficultés considérables ; il y a des provinces pauvres et des provinces riches. Il faut noter d'ailleurs que les provinces belges actuelles sont, à peu de chose près, les départements du régime français et ne correspondent pas aux anciennes principautés qu'il s'agirait de restaurer. Enfin, on ne voit pas pourquoi, si les Flamands et les Wallons n'arrivent pas à s'entendre dans le cadre de l'État belge, ils se mettraient plus facilement d'accord dans le cadre de certaines provinces composites.

Au fond, toutes les réformes proposées apparaissent un peu comme des solutions de désespoir. La Belgique unitaire avait fait ses preuves : elle a valu aussi bien aux Flamands qu'aux Wallons cent ans de liberté et de prospérité. Ce n'est pas le moment, alors que tous les pays qui vivent en bordure de l'Allemagne sont menacés par l'impérialisme hitlérien, alors que les moindres signes de désunion sont exploités par une propagande à la fois hypocrite et cynique, de tenter des expériences de réorganisation politique dont les difficultés éclatent à tous les yeux.

Éclairés par le destin tragique de la Tchécoslovaquie, il me semble que les Belges l'ont compris. Ce n'est pas seulement l'absurde affaire Martens et l'erreur de tactique commise par M. Spaak qui ont nécessité la dissolution des Chambres : c'est également une crise parlementaire qui remonte à de nombreuses années et qui a pour origine l'émiettement des partis. Les théoriciens de la politique avaient compté sur la représentation proportionnelle pour y porter

remède : elle n'a fait que l'accentuer, et, dans la confusion présente de l'esprit public, les grands partis traditionnels, catholiques, libéraux, socialistes, présentent eux-mêmes de nombreuses nuances. Dans ces conditions, l'accord ne peut se faire sur aucune question essentielle. Depuis vingt ans, sauf une courte interruption, les seuls gouvernements possibles ont été des gouvernements dits « tripartites », c'est-à-dire où les trois grands partis sont représentés. Ils sont fatalement voués à l'impuissance, puisque, dès qu'il s'agit de réformes importantes, les anciennes divisions irréductibles reparaissent.

C'est ce que le Roi a vigoureusement indiqué dans la lettre publique qu'il a adressée à M. Pierlot, Premier ministre démissionnaire, « chargé des affaires courantes », aussitôt après avoir signé l'arrêté de dissolution des Chambres. Il disait notamment, dans cette espèce de manifeste dont la dignité n'exclut pas une certaine amertume :

« Comme j'ai dû le constater à regret au cours d'un récent Conseil des ministres, les principes constitutionnels, qui, jusqu'ici, avaient garanti la solidité de nos institutions, sont devenus de plus en plus fréquemment méconnus : les responsabilités sont déplacées ; la séparation des pouvoirs n'est plus respectée ; des organes sans mandat légal interviennent dans la formation et la dislocation des gouvernements ; l'exercice du pouvoir exécutif ne se fait plus conformément aux règles constitutionnelles ; le chef de l'État, — à peine de se découvrir, — se trouve parfois dans la nécessité de sanctionner des décisions prises en dehors de lui.

« Si les principes de notre Charte nationale sont ainsi oubliés, le chef de l'État ne peut plus remplir le rôle qui lui incombe et fort indûment la couronne est mise en cause, alors que seuls les ministres doivent porter devant les Chambres la responsabilité des actes portant la signature du Roi. Quant à vouloir superposer à cette responsabilité politique et juridique des ministres une sorte de responsabilité morale du Roi lui-même, ce serait là une conception fausse propre à égarer l'opinion. Ceux qui, dans certains cas, se font les échos de bruits malveillants ou simplement tendancieux risquent de commettre, sans s'en douter

peut-être, une injustice à l'égard du seul citoyen du royaume auquel soient interdits les moyens donnés à tout homme pour défendre ses opinions et ses actes. »

Et la lettre du jeune souverain faisait ensuite appel à tous les Belges pour défendre l'unité nationale. Cet appel, qui a fait une profonde impression, a été entendu. De pair avec des événements internationaux dont la gravité n'échappait à personne, il a amélioré l'atmosphère d'extrême confusion politique dans laquelle avait commencé une campagne électorale singulièrement précipitée. Étant donnée la représentation proportionnelle, ces élections ne pouvaient apporter au Parlement des modifications bien profondes ; elles auront du moins, dans tous les partis, renforcé les éléments nationaux. « Les destinées de la Belgique, a dit encore le Roi dans sa lettre à M. Pierlot, sont entre les mains des Belges eux-mêmes. Qu'ils regardent au delà de leurs frontières... »

Comment le peuple belge, dans les jours inquiets que nous traversons, n'eût-il pas compris tout le sens de ces paroles royales ? Ces élections ont marqué un succès sensible des partis de l'ordre, catholiques et libéraux, un recul des socialistes et communistes, l'effondrement des partis d'aventures, comme le rexisme. Le succès des libéraux est particulièrement significatif : dans leur campagne, ils avaient mis l'accent sur la nécessité de l'unité nationale et s'étaient prononcés plus nettement que les autres sur le cas du docteur Martens.

Le peuple belge a regardé par delà ses frontières. Il a vu le péril qui menace les nations divisées. La question linguistique n'est sans doute pas résolue et les éléments de dissociation qui menacent l'unité de l'État n'ont pas disparu, mais le scrutin du 2 avril est un symptôme de redressement. De plus, la démission tardive du docteur Martens, le fâcheux académicien flamand, qui fut l'occasion de cet accès de fièvre, facilite la tâche d'un gouvernement de restauration nationale.

L. Dumont-Wilden.

SPECTACLES

LES THÉOPHILIENS

Notre-Dame, d'après Arnoul Greban et Jean Michel, par M. Gustave Cohen, mise en scène d'Étienne Frois. Décors et costumes d'Olivier Rabaud. Adaptation musicale de M. Jacques Chailley, d'après Josquin des Prés. — *Le Franc Archer de Bagnolet. La Moralité de l'Aveugle et du Boiteux*, d'après Andrieu de La Vigne.

Le nouveau spectacle des Théophiliens fut donné au charmant théâtre de la Cité universitaire. Cette Cité forme, nous l'a dit, en ses allocutions aussi aimables que doctes et savantes, M. Gustave Cohen, désormais avec la vieille Sorbonne les deux monts du Parnasse. Une telle affluence de spectateurs venait applaudir les spectacles désormais célèbres des étudiants que la salle Louis Liard était devenue trop petite pour contenir tous les admirateurs et tous les fidèles. Et après quelques séances sur les bancs de bois d'une grande salle scientifique, nous voilà désormais invités à nous prélasser dans d'excellents fauteuils de velours en une très jolie salle moderne et gaie, de bon goût, de proportions très heureuses, où l'on voit et entend fort bien, et ne nous offensant par aucun excès d'inventions décoratives. L'édifice, auquel on atteint par un jardin aux parterres bien dessinés, en gravissant par groupes une série de marches, se présente ainsi brillant et surélevé, avec un air de fête et de décor.

La jeune troupe nous a offert une *Notre-Dame* tirée en partie du *Mystère de la Passion* d'Arnoul Greban et du *Mystère de la Passion* de Jean Michel. Ce Jean Michel avait remanié à son gré le *Mystère* de son prédécesseur et, à son tour, M. Gustave Cohen nous avoue avoir procédé comme

celui-ci : « en vrai fatiste du XVe retranchant, regroupant, ajoutant ». Ainsi avait-il agi pour *Marie-Madeleine*, pour *Judas* ; *Notre-Dame*, troisième volet de ce triptyque, paraîtra bientôt sous le titre de *la Passion des Théophiliens.*

Cette Notre-Dame nous a vivement émus par la simplicité sublime de sa douleur, de son amour, de sa résignation surnaturelle. Le dialogue de la sainte Vierge et de Jésus son fils est d'une grandeur inhumaine et sacrée qui, en ce cadre plus restreint, plus réservé, a fait un effet encore plus puissant et profond qu'au parvis Notre-Dame, lors des grandes réalisations de M. Aldebert. La mise en scène de M. Étienne Frois, si ingénieuse en sa rigueur qu'elle semble naturelle, le décor de M. Olivier Rabaud respectant si adroitement les principes de cette mise en scène simultanée ont mis en pleine valeur les moments les plus beaux de ce drame admirable et déchirant. La scène a deux plans superposés. En bas, la chambre où prie et attend la Vierge ; à droite, un escalier à rampe inclinée conduit à la terrasse du plan supérieur, le Jardin des Olives, et, dans le fond, aux moments voulus, un voile se lève découvrant la vue de Jérusalem. La détresse du Calvaire nous a été épargnée. Nous n'avons contemplé que la base de la croix immense que nous avions d'abord vue marcher d'elle-même, inclinée et glissant mécaniquement aux côtés de Jésus. Ce grand symbole et cet acteur vêtu de blanc évoquent la montée au supplice, cependant que la violente rumeur de la foule invisible suffit à susciter en nous les apprêts tragiques dont la cruauté nous transperce toujours. Le rôle de Jésus est admirablement interprété ; on sait que les acteurs, ici, veulent rester anonymes ; mais il m'a semblé reconnaître la voix de l'inoubliable Théophile ainsi que sa noble tenue, si simple et si pure. Une toute jeune fille jouait la vierge Marie, son gracieux visage caché par le capuchon de la mante monastique. La qualité de sa voix, nette et bien posée, la sûreté de sa mémoire ont bien servi ce rôle dont la douleur maternelle est si vaste, si universelle qu'elle ne peut que dépasser toute expression. La jeune artiste l'a senti et elle n'a pas cherché à l'atteindre, restant si touchante en l'humilité de ses attitudes et de ses soumissions torturées. Les apôtres, les saintes femmes ont de beaux costumes. Le moment familier où Pierre entre se

réchauffer en une demeure éclairée et où il trahit son Maître en affirmant qu'il n'a jamais connu Jésus de Nazareth est saisissant. La ruelle, le froid, la nuit, la tentation de toutes ces choses vivantes, proches, nécessaires, tout cela a une réalité qui serre le cœur. Belle, très belle heure, et qui nous a rendu si proche l'éternel Mystère en la simplicité d'une émotion intense. Je ne sais si l'apparition de l'ange Gabriel est d'Arnoul Greban ou de Jean Michel ou de M. Gustave Cohen, mais elle est d'un grand poète. L'ange qui vint annoncer la naissance du Christ revient pour apaiser d'abord les angoisses de Marie, puis, quand tout est accompli, pour lui annoncer, cette fois-ci, la résurrection. Cela est grandiose et à la fois habile au point de vue du spectateur qui reste ainsi sur une sorte d'accord majeur de consolation, après la symphonie funèbre, note claironnante d'espoir et de certitude céleste déchirant le voile noir comme se déchira le voile du temple. La musique, adaptée par M. Jacques Chailley, à l'exception de l'apparition de l'ange Gabriel, a été tirée de trois pièces de Josquin des Prés que servirent avec une parfaite ferveur musicienne les voix de la Psallette Notre-Dame. L'*Ave Maria, virgo serena* est d'une ampleur à la fois douce et majestueuse et le *Christum ducem* est magnifique de douleur et de piété.

Deux sketches comiques terminèrent la soirée. Ainsi faisait-on dans les représentations du moyen âge. Après la gravité du drame et sa piété on allégeait le spectateur de sa tension d'esprit et de son édification en lui offrant soties, moralités, monologues farceurs. *Le Franc Archer de Bagnolet* appartient sans doute, nous dit M. Cohen, « au répertoire des jongleurs, continuateurs des mimes antiques ». Cette saynète représente un de ces francs archers (créés sous Charles VII et supprimés par Louis XI en 1480), grand héros en paroles et outrecuidances, mais tremblant de peur en face d'un épouvantail qu'il prend tour à tour pour des guerriers différents, selon qu'il l'aborde dans un sens ou un autre. Le Franc Archer se jette à genoux, se confesse, met bas ses armes, enfin se conduit comme le dernier des couards jusqu'au moment où, le vent ayant renversé l'épouvantail, il s'aperçoit de sa méprise et se venge sur le mannequin. Ce monologue, plein de verve satirique, d'effets plaisants et de grosses

malices, est si réussi qu'on a pu l'attribuer à François Villon. Il n'est que son contemporain ; il est savoureux de termes et de couleurs et le personnage annonce déjà le Matamore et le capitaine Fracasse. Son costume vert et rouge s'apparie aux tons du paysage, des champs cultivés, de la maisonnette devant laquelle la scène se joue. Ces costumes, ce décor de M. Olivier Rabaud sont très réussis et la mise en scène de M. Étienne Frois est excellente.

Enfin, nous nous amusons à vrais éclats de rire en écoutant la Moralité de l'*Aveugle et du Boiteux*. Cette vieille histoire de l'aveugle et du paraytique a, paraît-il, des origines orientales ; mais l'amusant ici et l'inattendu, c'est qu'elle s'est jointe à une anecdote de la légende de saint Martin. Deux mendiants se rencontrent et inventent d'unir leurs infirmités. Le paralytique, — ici seulement boiteux, — se hisse sur les épaules de l'aveugle auquel il servira de guide, et ainsi apitoieront-ils les braves gens et iront-ils boire leurs gains à la taverne proche. Mais, au moment où ils se réjouissent de leur association, ils entendent les cloches et les psalmodies d'une procession : celle de saint Martin dont les fidèles promènent les reliques et ces reliques guérissent malades et infirmes. Voilà nos deux compères, — pensons-nous bien à tort, — qui vont se réjouir et peut-être être guéris... Il n'en est rien. Les voilà désolés, transis de peur, à l'idée d'un miracle possible qui rendrait à l'un ses yeux, à l'autre ses jambes. Comment, une fois sains et dispos, gagneraient-ils leur vie, puisqu'ils ne savent rien faire et sont bien décidés à ne jamais avoir autre métier que celui de mendiant ? Ils ont beau se cacher pendant que la procession passe, dont nous voyons briller et flotter les bannières au delà des murs et de la maison, très joli effet de lumière et de couleurs, et prier pour n'être pas miraculés, ils le sont. Après un moment de désespoir d'un comique irrésistible, ils finissent par se réjouir : y voir clair est après tout bien agréable et retrouver de bonnes jambes ne l'est pas moins. D'ailleurs rien ne les empêche de simuler à l'avenir leurs infirmités passées et de continuer à en tirer profit. Et, là-dessus, le faux boiteux, grimpé sur les épaules du faux aveugle, reprend la litanie habituelle et, se parodiant eux-mêmes, ils s'en vont, riant, se moquant. Les deux acteurs

qui tenaient ces rôles, peu faciles à jouer, l'ont fait avec une ironie supérieure et un sens bien divertissant de la relativité dérisoire des chances heureuses. « Le plus curieux, dit M. Cohen, est de constater comment cette anecdote morale s'est entée sur la légende de saint Martin ; Andrieu de la Vigne, rhétoriqueur et « facteur du roi » du XVe siècle, l'a jointe à son *Mystère de saint Martin,* donné à Seurre, Côte-d'Or, en 1496. » Là encore mise en scène, décors, costumes, sont parfaitement réussis, et un grand et mérité succès a, une fois de plus, couronné les efforts, les talents, les travaux de nos chers Théophiliens, devenus en si peu d'années les célèbres, les illustres Théophiliens.

THÉATRE DE L'ÉTOILE

Les Jeunes Comédiens associés : *Fanouche*, un acte de Paul Vanderberghe et Guy Rapp. — *Sud*, trois actes et quatre tableaux de Paluel Marmont, musique de Mohamed Iguerbrouchen, mise en scène de Roland Piétri.

Les Jeunes Comédiens associés, auxquels nous devons la réalisation de la charmante pièce de Jean Berthet, *les Vacances d'Apollon*, nous ont offert au théâtre de l'Étoile : *Fanouche*, un acte de l'auteur de *J'ai dix-sept ans*, — pièce qui remporte un gentil succès depuis quelques mois au théâtre de la Potinière. *Fanouche* est une esquisse de caractère d'une jeune fille libre et fantasque et d'un jeune homme fantaisiste qui a une façon bizarre de s'introduire dans les appartements. Toute cette histoire est d'une extrême puérilité, mais le dialogue est gai, souvent drôle et Jeannette Choisy est délicieuse en *Fanouche* et Jean Mercanton jeune à souhait dans le personnage de l'amoureux imprévu. Ce lever de rideau sans prétention ne fait que tromper l'impatience du public, venu pour la pièce de Paluel Marmont, ce *Sud* viril et saisissant qu'un grand théâtre se devrait de mettre à son répertoire. Les Escholiers en avaient eu jadis la primeur et les Jeunes Comédiens associés ont eu une excellente idée de remettre en vedette ces trois actes d'une sobriété intense dont l'impression ne s'efface pas. D'abord, nous sommes à Tanger, dans un magasin où les paroles et les agissements ont quelque chose de louche, de furtif et de rude à la fois. Peu à peu, nous comprenons que ces gens pré-

parent... un envoi d'armes clandestines à des tribus insoumises du Sud. Ces gars aux allures douteuses, qui boivent et trinquent, tout en s'épiant et se jalousant, voudraient s'enlever les uns aux autres les profits de l'aventure. Car il s'agit d'accompagner le chargement. Un bateau le convoie jusqu'à un point de la côte où un émissaire des tribus vient en prendre livraison. Finalement Will et Pablo seront engagés tous les deux pour cette besogne et nous les retrouvons au point fixé, faisant décharger les dernières caisses en face de l'Arabe impassible qui combine par quels moyens, à son tour, il fera parvenir ces armes au Rio del Oro : rapt de chameaux, assassinats variés, etc., etc. Tout cela est joué supérieurement avec une telle vérité et un tel naturel que nous croyons assister en réalité à ces scènes. Et avec peu de moyens de décors et d'éclairages, les effets d'atmosphère, de dépaysement, sont admirablement obtenus.

Nous voici, au deuxième acte, dans le poste, tenu par quelques officiers français et méharistes indigènes. Le lieutenant de Saint-Bernard y plaisante avec le jeune sous-lieutenant Tolbiac, dont il modère, en grand frère, les élans, les désirs de combat, les enfantines folies, l'entrain héroïque. Le « rezzou » qui doit apporter les armes de contrebande au Rio del Oro est signalé. Il faut le rejoindre, le combattre, l'arrêter à tout prix. Or, les Français sont très inférieurs en nombre... Qu'importe ! Leur valeur est si redoutée par les insoumis que ceux-ci envoient un émissaire tenter d'assassiner le lieutenant de Saint-Bernard. La scène est réglée avec une vigueur et une vraisemblance étonnantes. L'homme manque son coup et, maîtrisé, répond aux interrogations. Le commandant vient d'arriver au poste ; il organise le « baroud » avec Saint-Bernard. L'affaire sera très grave et sans doute les Français n'en reviendront pas. Ils vont se faire tuer avec une élégance sans phrases qui émeut par sa grandeur tranquille et que l'on sent si vraie. Mais on n'emmènera pas le sous-lieutenant Tolbiac, malgré ses supplications et ses impatiences de montrer que, lui aussi, comme les camarades, il est brave. C'est un enfant. Le commandant lui ordonne : « Vous resterez ici et vous prendrez le commandement du poste... » Saint-Bernard sait déjà que, ce poste, il ne

le commandera plus. Ses adieux à son jeune ami sont d'une simplicité admirable... « Et si je ne reviens pas, tu enverras ceci à ma famille. » « A demain ! » s'écrie l'enfant-soldat d'une voix qui tremble. Mais Saint-Bernard, ayant terminé son équipement répond seulement : « Adieu ! » et part...

Tout ce qui peut sembler sommaire dans le dépouillement voulu du dialogue et le déroulement rapide des événements ajoute à l'impression de noblesse du dessin général de cette œuvre. C'est étincelant de nudité comme les sables du désert et de lignes nettes et pures comme les sentiments éternels.

Le dernier acte est d'une dérision cruelle. Nous nous retrouvons dans l'officine de Tanger où les mercantis préparent un nouvel envoi d'armes. Le jeune sous-lieutenant Tolbiac entre et son arrivée en bel uniforme produit en un tel lieu une impression de crainte et de stupeur. Il feint de vouloir faire faire un emballage pour Paris : les reliques de Saint-Bernard tué par les insoumis, ces insoumis auxquels les traîtres fournissent des armes. Peu à peu le ton monte ; les trafiquants comprennent que Tolbiac les a démasqués. Après un moment de désarroi, ils ressaisissent vite leur aplomb. Quelles preuves le lieutenant Tolbiac a-t-il à fournir contre eux ? Aucune. « Retournez donc à votre belle vie du Sud et ne vous occupez pas de nos affaires... » Tel est à peu près le résumé des propos qui répondent à la juvénile indignation de Tolbiac, qui aurait tant voulu venger ses chefs et ses amis morts héroïquement en empêchant de passer le convoi de contrebande. Il comprend qu'il ne peut rien, qu'il ne peut même pas empêcher le nouvel envoi d'armes qui s'organise ici en ce moment même, d'armes qui serviront peut-être à sa propre mort...

MM. Antonin Baryel, Marc Darnault, Roland Pietri, Jean Hugues, Jean Dalmain, André Sancy, Charles Roy, Chukri-bey jouent à la perfection ; M. Talmont, dans le rôle du commandant, est excellent ; M. Gérard Landry est de la plus sobre et intense véhémence dans le rôle du lieutenant de Saint-Bernard. M. Jean Mercanton est émouvant de jeunesse virile, d'élans vers tout ce qui est haut et pur, de douleur déçue. Cette pièce est d'une vraie beauté. Elle touche, elle intéresse, elle fascine. On ne peut l'oublier. Et quel bat-

tement de cœur en face de ces sacrifices ! Quel contraste avec les instincts de lucre de ceux qui trafiquent bassement, inhumainement. J'espère que ce beau drame sera joué bientôt de nouveau et donnera l'occasion de l'applaudir à ceux de mes lecteurs qui n'auraient pu le faire encore.

THÉATRE DE LA MADELEINE

Les Souris dansent, comédie en quatre actes et cinq tableaux de Mlle Marie-Louise Villiers, mise en scène de M. Pasquali.

« Tu es Betty qui n'a pas été sage... mais tu es Betty quand même... », dit avec bonté l'indulgent mari de ladite Betty, après avoir écouté la confession de sa jeune femme et lui avoir pardonné ses folies. A notre tour, nous dirions volontiers à l'« auteur » de cette comédie : « Ton talent a choisi un bien mauvais sujet, mais ce talent est là, quand même... » Mlle Marie-Louise Villiers est fort jeune et, si on ne nous l'avait pas révélé, nous l'aurions compris au cynisme enfantin de sa pièce et à la candeur de sa perversité. Elle a des dons de théâtre très vifs, une aisance de dialogue très remarquable, de la grâce, de l'effronterie, de la gentillesse, et par moments une certaine profondeur de sensibilité. Le spectateur ne s'ennuie pas et, s'il est plus que surpris de l'étonnante liberté de mœurs du tableau qui lui est présenté, il peut y voir une satire, brossée avec assez d'humour, des excès auxquels cette liberté entraîne les petits personnages d'aujourd'hui, du moins ceux que l'on nous exhibe au théâtre.

Il ne faut pas quitter sa femme même pour vingt-quatre heures... Car en ce court laps de temps les choses les plus abracadabrantes peuvent bouleverser sa petite vie. Pierre, le mari de Betty, ayant cru pouvoir s'offrir cette brève absence, malgré les supplications et les « ne pars pas » de cette petite masque, les catastrophes se précipitent. Il est vrai que Betty les avait déjà préparées. Un coup de foudre l'a jetée au cou d'un Olivier rencontré par hasard chez Myriam, son amie intime. L'audace, le sans-gêne avec lesquels elle installe Olivier chez elle en l'absence de Pierre méritent punition ; Myriam se charge de cette punition, car, jalouse, outrée, — et cela pas tout à fait au nom de la morale, — de trouver Olivier chez Betty, elle offre à ce dadais une

peinture si affreuse des vices et des folies de cette Betty qu'épouvanté, il disparaît. Nous sommes fort soulagés du retour du chat marital qui interrompt une scène bien pénible entre Betty, désespérée d'avoir perdu Olivier, et la perverse Myriam. Ces souris ont assez dansé comme cela et, tout en jugeant que le mari est bien accommodant et bien bénévole, nous nous réjouissons d'un retour qui signifie, comme dans les tragédies : « Et que tout rentre enfin dans l'ordre accoutumé... »

Je répète que Mlle Villiers a du talent et de très jolis dons, mais elle devrait les employer à des combinaisons plus neuves. Ces vieilles histoires inconvenantes, faussement audacieuses, sont déjà tellement démodées ! En tout cas, elle en a tiré un parti souvent savoureux, souvent même moral, par l'excès de la hardiesse qui est aussi triste que *l'Ecclésiaste*, et elle a choisi des interprètes dont la valeur a servi le succès de ces trois actes. Mlle Jeanine Crispin est tout à fait remarquable dans le rôle de Betty, dont elle a exprimé passionnément le désarroi sentimental, l'inconsciente recherche d'ardeur, le *bluff* secret qu'elle se joue à elle-même. C'est une artiste de premier ordre. Mlle Renée Devillers supporte avec tact et vigueur un rôle écrasant où elle incarne une personne rappelant à la fois une héroïne de M. Bourdet et celle de la perfide amie méchante du *Secret* de M. Bernstein. Que d'iniquités ! La jeunesse est sans pitié... M. Vidalin est chevaleresque et compréhensif dans le rôle du mari indulgent ; M. François Périer est comique dans celui de l'amant inexpert et jeunet... mais un peu vulgaire ; Mlles Roman et Monthal complètent cette distribution.

UN FILM

Après la danse des souris, allons voir au cinéma celle de toute une ville. *Toute la ville danse* est une évocation tourbillonnante de la Vienne de jadis et de la vie de Johann Strauss. Ce Johann Strauss recréé par Hollywood mêle en un personnage nouveau sa propre existence et celle de son père. Il est à la fois l'auteur du *Beau Danube bleu* et le premier compositeur de la lignée célèbre, celui qui fit la fortune des cafés de Vienne. Et après tout, ce n'est pas trahir l'histoire

d'une famille que d'en rassembler les traits épars sur une même tête. La nature fait souvent ainsi en créant un exemplaire neuf d'une vieille lignée et M. Julien Duvivier a imité la nature. Ce film est fort joli et déroule avec une poésie inventive les mystères imprévus de l'inspiration artistique. Johann Strauss et une belle chanteuse, après des aventures nocturnes agitées, dans Vienne soulevée par la révolution de 48, trouvent l'asile d'un fiacre, y grimpent, et disent au cocher de les mener dans la forêt. Ils se reposent, s'endorment, se réveillent, fort surpris de se trouver ensemble et écoutent l'éveil des bruits de la forêt. Chants d'oiseaux, vent de l'aube dans les feuillages, pipeau d'un pâtre, trompe d'un mail-coach lointain, sifflet d'une note reprise et tenue, rythme des sabots du cheval, claquement du fouet, petit air entonné par le cocher... Johann Strauss se met à fredonner un motif que reprend, à plein gosier, sa compagne, pourvue d'une voix exceptionnelle. Peu à peu la valse s'impose, la valse naît, grandit, se déroule comme une voile s'enfle et les jeunes gens oublieux de la politique rentrent à Vienne en chantant un air bientôt célèbre qui sera, je crois, celui de la valse du *Printemps dans la Forêt de Vienne*. Ainsi naîtra plus tard, sur le quai, à un moment d'adieu, l'autre motif illustre du *Beau Danube bleu*. Car le musicien, après de nombreuses péripéties, ne se résoudra pas à quitter sa douce épouse (Luisa Rainer) pour suivre son amante à la voix sonore et du sacrifice du départ naîtra la vague qui emporte les rêves et les amours sur les rivages du souvenir. M. Fernand Gravey est un Johann Strauss très séduisant et Mme Miliza Korjus est un peu terrible avec sa beauté impérieuse, sa voix violente, sa gorge béante, qu'elle nous montre jusqu'au fond : effet de valse chez le laryngologiste... Dans l'ensemble, film plein d'attraits et des plus entraînants en ses remous musicaux et sentimentaux.

GÉRARD D'HOUVILLE.

REVUE LITTÉRAIRE

TROIS ENVOIS DE L'ÉTRANGER (1)

Parmi les romans récemment traduits dans notre langue, on fera une place de choix à *la Mousson* de l'auteur américain Louis Bromfield, dont Mme Berthe Vulliemin vient de nous donner une adaptation française. C'est un gros volume de près de six cents pages consacré à la vie et aux conflits de races entre Blancs et Asiatiques dans l'un des États de l'Inde anglaise. Nous l'avons ouvert, avouons-le, avec une certaine méfiance, d'autant plus qu'il est précédé d'une petite histoire en quelques lignes dont l'auteur fait grand cas et qui est la suivante. Deux hommes sont dans un bar. L'un demande successivement à l'autre s'il aime les Américains, les Français, les Anglais, les Russes, les Allemands. Chaque fois, la réponse est non. « Alors, qui aimez-vous ? » reprend le questionneur. Et l'autre de déclarer : « J'aime mes amis. » Il paraît que M. Bromfield doit cette histoire à son ami, M. Eric-Maria Remarque. La suffisance et la fausse simplicité dont elle témoigne n'étonneront pas, venant du grand « penseur international » qu'est devenu le pesant auteur d'*A l'Ouest, rien de nouveau.* Mais on se sentira un peu prévenu, après cela, contre M. Bromfield. Et on attendra que son ouvrage tourne à la profession de foi ou au prêche social. Erreur : l'auteur est, avant tout, romancier. Il le prouve brillamment.

Le début semble un peu touffu, défaut presque inévitable dans une histoire si longue et qui intéresse une telle quantité de personnages. On les voit apparaître, disparaître, revenir, agir ou discourir sans que

(1) Louis Bromfield, *la Mousson*, roman, un vol. in-16, librairie Stock. Alexandre Barmine, *Vingt ans au service de l'U. R. S. S.*, un vol. in-16, Albin Michel. Trygve Gulbrassen, *Là-bas chante la forêt*, roman, un vol. in-16, éditions Victor Attinger.

leurs différences de qualité ou d'importance semblent d'abord suffisamment marquées. Puis nous faisons connaissance avec eux. Le relief se dessine, les courants prennent naissance. Le lieu de l'action est l'état de Ranchipur, gouverné sous un discret contrôle anglais par un vieux Maharajah dont une bonne partie des pouvoirs sont exercés par sa royale épouse, la Maharani, une femme encore belle, d'un irrésistible prestige. L'auteur nous la montre dans une scène familière, occupée à une partie de poker, avec ses deux neveux, le major hindou Safti, un aide de camp et un général anglais. De relance en relance, le jeu atteint une âpreté d'autant plus forte que le général, trop impulsif, perd des sommes grandissantes. Au delà de cette compétition affichée dans les cartes, une autre se devine, plus vaste et en vue de laquelle chacun s'efforce à lire dans les intentions de son partenaire. Le général se croit très diplomate, sans se douter, ajoute l'auteur, « que derrière son jeu de cartes, la vieille souveraine savait exactement ce qu'il pensait, jusqu'à quel point elle pouvait compter sur lui. Pour elle, il n'était qu'un vieux hâbleur, pas très amusant, qu'elle devait distraire, parce que tout cela n'était qu'un jeu, un jeu d'attente interminable, qu'il fallait prolonger, avec l'impassibilité du joueur de poker, jusqu'au moment où l'Europe se détruirait elle-même ou tomberait de décrépitude. »

Telle est la véritable partie engagée dans le paisible État de Ranchipur. Ajoutons que l'auteur l'expose en toute objectivité, distribuant à chacun ses atouts et ses basses cartes, sans complaisance exagérée pour les indigènes, sans sévérité contre l'envahisseur. Sa connaissance de l'Inde lui permet de faire les distinctions nécessaires entre les races, de signaler la bravoure et la ténacité des Mahrattes, la cruauté des Mahométans, la passivité apparente et le secret entêtement des Intouchables. Les portraits des Occidentaux ne sont pas moins bien venus. Le principal représentant en est l'Anglais Ransome, type de bel homme gâté par l'inaction et le dégoût insensible de la vie. Après avoir fait la guerre en France, Ransome, possesseur d'une assez belle fortune, a couru le monde. Il a habité un certain temps les États-Unis, dont sa grand-mère était originaire, s'y est marié, a divorcé, est reparti vers d'autres cieux sans jamais se sentir chez lui nulle part. Le voilà fixé à Ranchipur, adonné à la boisson, menacé d'une déchéance hâtive. Il fait partie, sans s'y mêler beaucoup, de cette petite colonie anglo-américaine qui, dans tant de lieux semblables, se retrouve au champ de courses, au polo ou dans des « thés » mondains semblables à ceux de la métropole. Parmi les person-

nages les plus saillants, on y trouve Mrs Hogget-Egbury, une beauté finissante mariée à un conseiller de banque, sans cesse occupé ailleurs et qui vit le moins possible avec elle, deux familles de missionnaires américains, les Simon et les Smiley, deux vieilles filles anglaises qui tiennent une école pour l'enseignement des petits Hindous, miss Dirks et miss Hodge, quelques officiers anglais, parmi lesquels le capitaine Harry Loder qu'on donne comme le fiancé probable de la jeune Fern Simon, la fille du Révérend. Ce monde accablé par la sécheresse attend avec fièvre les pluies saisonnières consécutives à la mousson qui rendront la vie aux cultures et la fraîcheur aux hommes.

En même temps que ces pluies arrivées bientôt sous forme de déluge, apparaissent dans le pays deux nouveaux venus, lord et lady Esketh. Lord Esketh est le type de ces hommes d'affaires anoblis qui portent aux quatre coins du monde le renom de l'activité anglaise. De son nom, Albert Simpson, il a débuté en vendant de la coutellerie en Orient pour le compte de maisons de son pays. Il possède à présent des plantations de caoutchouc à Sumatra, de jute aux Indes, de coton en Égypte, édite des journaux à Londres, administre un peu partout des compagnies de navigation, des puits de pétrole, des fabriques de munitions. Au physique, il offre les restes d'un assez bel animal, jadis infatigable, à présent fatigué, surtout par la chaleur qui règne aux Indes où il n'est venu qu'en passant, afin d'acheter des chevaux au Maharajah de Ranchipur. Sa femme est née Edwina Doncaster, de très vieille noblesse. Après s'être conduite assez légèrement durant sa vie de jeune fille, elle a été fort heureuse, en raison de la ruine des siens, d'épouser le nouveau lord Esketh, premier du nom.

Ransome a la surprise de la retrouver pendant une réception chez le Maharajah. Car il l'a connue et aimée autrefois. Elle est toujours aussi belle et l'aventure qu'il renoue aussitôt avec elle pourrait faire le sujet du roman si l'auteur n'avait pas tant d'autres choses à raconter. En rentrant chez lui, passablement pris de boisson, comme d'habitude, ce soir-là, Ransome a la surprise d'y trouver Fern Simon, la fille du pasteur. Elle lui explique qu'elle a quitté ses parents à jamais et qu'elle veut partir pour Hollywood afin d'y trouver un engagement au cinéma. Il faut qu'il lui prête de l'argent. Ransome la calme du mieux qu'il peut, ce qui lui est difficile en raison de son état d'ébriété. Mais il ne tarde pas à reprendre une partie de son sang-froid et à s'apercevoir que la jeune fille l'aime

et que c'est par désespoir d'être dédaignée qu'elle a conçu ce projet absurde. Ransome n'est pas un saint, mais sa veulerie présente, jointe au souvenir des instants qu'il vient de passer avec lady Esketh, le garde de la tentation. Il conduit la jeune exaltée chez les Smiley où elle trouvera un refuge après lui avoir fait changer sa robe trempée par la pluie, contre une chemise de polo et un « short » extraits généreusement de sa garde-robe.

L'histoire n'est qu'engagée à ce moment. Elle se précipite bientôt en cascade avec la violence des bourrasques asiatiques. Un tremblement de terre secoue l'État de Ranchipur, renverse gens et maisons comme les pièces d'un jeu de quilles. Une inondation gigantesque lui succède, car, sous la poussée brusque du terrain, le barrage qui retenait les eaux de la rivière s'est rompu. Tout est noyé par les eaux. Chacun des personnages de l'histoire réagit dans l'affaire selon ses possibilités ou son tempérament. Les deux vieilles filles, miss Dirks et miss Hodges, qui passent une partie de leur temps à se chamailler, entament une nouvelle dispute à qui sauvera l'autre. Les Smiley, en missionnaires dévoués, cherchent à organiser les premiers secours. Lady Esketh a été surprise par le cataclysme dans la maison d'un ménage hindou, les Bannerje. Ramsome se trouve auprès d'elle. Quant à lord Esketh, isolé dans le Palais d'été où l'a logé le Maharajah, il y est gravement malade. Le major Safti, seul médecin de l'endroit, parle de la peste. Lady Esketh, enfermée chez les Bannerje, contemple le désastre, du balcon. De temps en temps, pour tromper son énervement, elle fait des patiences avec Ransome. C'est alors qu'excédée, après avoir répété cent fois : « Valet rouge sur reine noire, noir sur neuf rouge... », elle jette ses cartes et s'écrie : « J'en ai par-dessus la tête d'être britannique ! » ce qui signifie que ce flegme imperturbable, cette affectation d'indifférence qu'ils ont continué d'observer tous deux lui devient odieuse.

Le mot est excellent et arrive à propos pour peindre d'un trait la situation. L'auteur a d'autres trouvailles, telle la scène où M. Bannerje, ayant vu mourir son vieux père pendant l'inondation, le brûle selon le rite ancestral, sur le toit de la maison, tandis que défilent autour des murs battus par l'eau bourbeuse les épaves de toute la contrée et que Mrs Bannerje, magnifique créature encore plus impassible qu'une Anglaise, marmotte les prières en mâchonnant son bétel.

On imagine le film qu'un metteur en scène tirerait de ces images successives. Leur puissance d'évocation est assez forte pour que la

ville, dans son dessin simplifié par l'inondation, s'assemble devant nous alors que tournent les pages du roman. La maison des Bannerje avec son toit en terrasse d'où s'élève la fumée du bûcher mortuaire, celle de la Mission qui abrite les Simon et les Smiley réunis, le pavillon isolé des deux vieilles maîtresses d'école, l'hôpital où convergeront bientôt tous les réfugiés, le Palais d'été asile d'un moribond déjà plongé dans l'inconscience, toutes ces constructions opulentes ou modestes que la ruine menace presque également se situent peu à peu dans l'espace. Le récit, contraint d'abandonner l'une pour courir à l'autre, se présente d'abord en ordre dispersé. Mais bientôt, les communications s'établissent, l'unité revient. C'est d'abord Fern Simon qui passe devant la maison des Bannerje, ramant dans une barque à la recherche de la terre ferme. Ransome, toujours au balcon avec lady Esketh, hèle la jeune fille et l'aide à accoster. La rencontre entre les deux femmes est plutôt froide, en dépit des circonstances. Mais, grâce à la barque amenée par elle, les rescapés pourront quitter leur abri provisoire. M. Bannerje, qui a fini de brûler son père, partira le dernier, piloté par Ransome. Tout le monde ira d'abord à la Mission où lady Esketh apparaîtra en robe d'apparat, retroussée sur ses jambes nues et liée sans façon d'une ceinture de brillants, puis à l'hôpital. Grâce à l'autorité de la vieille Maharani, on s'emploie à lutter contre le désastre.

C'est là que les qualités latentes de chacun se révèlent. L'auteur, équitable envers chaque race, met tour à tour en valeur Asiatiques et Occidentaux. Parmi ces derniers, les Américains, comme de juste, n'ont pas été oubliés. Ainsi le plus méritant semble être le missionnaire Smiley, une sorte de saint de l'Église réformée. Ransome lui-même, qui secoue son indolence au bon moment et se révèle d'un dévouement achevé, compte une grand-mère américaine parmi ses ascendants, et l'auteur a pris soin de nous dire qu'il se sentait plus Yankee qu'Anglais. Mais reconnaissons que les fils d'Albion, eux aussi, ont droit à leur part d'éloges, témoin ce capitaine Loder, tué en faisant sauter à la dynamite un amoncellement d'arbres déracinés qui empêchaient l'écoulement des eaux. Quant à lady Esketh, elle efface un passé peu édifiant, le jour où elle revêt une blouse d'hôpital pour soigner les malades victimes d'une épidémie de choléra. Enfin, n'oublions pas une vieille infirmière écossaise, mis MacDaid, qui se prodigue nuit et jour auprès des victimes. Ainsi voit-on se suspendre le conflit des races devant la détresse commune.

La fin de lord Esketh, rongé par le choléra, donne encore prétexte

à des scènes saisissantes. Bates, le valet de chambre de ce puissant personnage, quitte le Palais d'été dès que les eaux se sont retirées, porteur d'une cassette où sont les bijoux de lady Esketh. Il cherche celle-ci pour les lui remettre. L'état d'épuisement où il se trouve ne lui cause qu'une crainte, celle de ne pouvoir trouver assez de force pour remplir sa mission. Il est bon de signaler que ce Bates, individu sournois et haineux en temps normal, déteste son maître et qu'il n'attend que d'avoir rempli ses poches en quantité suffisante, pour se retirer des affaires dans la banlieue anglaise où son premier soin sera de s'inscrire au parti communiste. Mais le tragique de la situation fait à nouveau de lui cette imperturbable machine à remplir son devoir dont il s'est donné les apparences tant d'années durant. Il tombe en route, est recueilli, amené auprès de lady Esketh. Dans la cassette où celle-ci trouve tous ses bijoux sans qu'il en manque un seul, figure aussi une liste écrite de la main de lord Esketh et où sont tracés les noms de ceux qu'il suppose avoir aidé sa femme à oublier les liens conjugaux. Bates connaissait-il cette liste ? Le désir pervers de la porter jusqu'entre les mains de l'épouse infidèle a-t-il doublé son énergie ? C'est fort possible. Quoi qu'il en soit, lady Esketh déchiffre froidement ces noms les uns après les autres. Il y en a qui lui rappellent d'agréables souvenirs. Un seul est là, mis à tort et sans que se justifie le soupçon du mari. C'est là le plus clair des réflexions qu'elle en tire.

Un peu plus tard, elle se livrera à d'autres méditations devant la dépouille périssable de celui qui fut son époux. Il a fallu, en raison de la contagion, se résoudre à brûler le corps sans retard. Le bûcher a été allumé avec un vieux numéro du *Times*. Bientôt, pense lady Esketh, les cendres du célèbre lord seront recueillies dans une boîte de biscuits Huntley et Palmers, faute de mieux, et confiés à quelque avion qui les emportera vers la terre anglaise. On songe à du Kipling.

Mais celle qui a si vite oublié son époux ne lui survivra guère. Atteinte à son tour de la typhoïde pour avoir bu, par mégarde, dans le verre d'un malade, lady Esketh va mourir. Elle ne lutte plus et déjà s'abandonne. La vie qu'elle va quitter n'allait lui ménager qu'une aventure nouvelle et, comme les autres, sans lendemain. Depuis quelque temps, elle avait jeté les yeux sur le major Safti. La vieille Maharani, qui détestait lady Esketh, surveillait l'ébauche de cette prochaine liaison, bien décidée qu'elle était, pour l'arrêter, à marier Safti au plus vite. En disparaissant, lady Esketh achèvera de libérer deux hommes encore occupés d'elle. Car le mariage

de Safti suivra de peu celui de Ransome avec Fern Simon.

Ainsi ce roman qui s'ouvre sur de sourds antagonismes s'achève dans une lumière de paix et de morale presbytérienne. La créature de scandale quitte ce monde après avoir racheté ses fautes par une conduite exemplaire, le noceur avili se retrouve à l'heure du devoir et fait une fin d'honnête homme en épousant la fille du Révérend. L'épuration ne s'est pas seulement opérée dans les cœurs de ceux qui ont participé au drame. Elle a été signalée encore par le départ des autres, trop faibles pour continuer à vivre sur cette terre dévastée. Ces derniers ont quitté Ranchipur sitôt les communications rétablies. Seuls restent les courageux, les bâtisseurs à qui s'impose la tâche de reconstruire. L'union des Occidentaux et des Asiatiques, voués temporairement à cette besogne commune, se symbolise dans une scène qui figure à la dernière page du livre. Ransome, fumant un cigare dans sa véranda, voit passer le carrosse de la Maharani. Le lourd véhicule avance, traîné par une paire de buffles. Deux femmes l'occupent. L'une est la Maharani. L'autre, une vieille Américaine qu'on appelle tante Phœbe, parente des Smiley et qui a montré, d'un bout à l'autre de l'épreuve, un sang-froid indestructible. Ransome ne peut s'empêcher de rire en les voyant réunies. Il songe : « Voilà la dernière Reine se promenant avec la dernière démocrate ! » Et « une vague profonde d'amour » le submerge « pour cet absurde, magnifique et terrible pays, pour ces Indes où la tragédie et la farce se côtoient de si près, juste sous la surface de la vie ».



Sous ce titre, *Vingt ans au service de l'U. R. S. S.*, M. Alexandre Barmine, qui fut successivement soldat, officier de l'armée rouge et diplomate du régime soviétique, publie ses souvenirs, traduits en français par M. Victor Serge. On a déjà lu un certain nombre de livres de ce genre. L'intérêt de celui que nous offre aujourd'hui M. Barmine, c'est qu'il nous fait assister à l'évolution lente opérée dans l'esprit d'un communiste de la première heure, par le spectacle presque quotidien d'une politique dont la cruauté ne parvient pas à corriger l'impuissance. M. Barmine était premier secrétaire de la légation de l'U. R. S. S. à Athènes depuis 1935. Les procès successifs « de trahison » entrepris ces dernières années à Moscou commencèrent à ébranler sa foi dans les dirigeants du régime. Il vit disparaître de façon inexplicable, soit par exécution, soit par « suicides », ceux qui avaient été les plus sûrs collaborateurs de Lénine et de

Trotsky. En 1937, après le procès qui amena la condamnation d'un nouveau contingent d'inculpés, parmi lesquels figurait le fameux maréchal Toukhatchevsky, il sentit un écœurement définitif l'envahir et prit le parti de résigner ses fonctions. C'est par ce chapitre que débute son livre. Les pages qui suivent sont destinées à préparer cette douloureuse conclusion.

M. Barmine a-t-il répudié son ancienne doctrine dans le fond de son cœur ? On ne saurait l'affirmer si vite. Il se défend de toute sympathie envers la Quatrième Internationale, bien qu'on éprouve fréquemment, en le lisant, l'ardeur d'une admiration restée vivace pour Trotsky et sa descendance. Son livre est illustré d'une vingtaine de portraits représentant les victimes de Staline, mais il se peut que le dictateur rouge ne s'identifie pas pour lui avec la véritable figure du communisme et que le régime subi actuellement par la Russie ne soit, à ses yeux, qu'une douloureuse caricature du paradis promis par Karl Marx à ses disciples. Notons seulement, dans son dernier chapitre, certaine citation qu'il fait des travaux entrepris par le professeur Prokopovitch de Prague sur les statistiques officielles de l'U. R. S. S., travaux d'où il résulte que les salaires réels des travailleurs russes sont aujourd'hui inférieurs de 30 pour 100 à ceux des travailleurs de l'ancien régime. Ajoutons-y ce jugement qu'il prononce lui-même, quelques lignes plus bas : « C'est un fait qu'avec un outillage moderne de premier ordre, les mines du Donetz, par exemple, n'ont pas encore, — en dépit du stahkanovisme, — la production que l'on devrait en obtenir. Pourquoi ? Mais parce que l'ouvrier est mal nourri, mal logé, abruti de fatigue, débilité par la sous-alimentation continue. Tels rapports officiels sur ces sujets sont déchirants et terrifiants. » Et sans essayer de savoir s'il attribue une telle faillite aux théories communistes ou à la mauvaise application qui, selon lui, en a été faite, laissons-le nous dire ce que fut la vie d'un jeune Russe né avec ce siècle.

Bien entendu, le récit de cette enfance paysanne fait penser à du Tolstoï. L'auteur, élevé en Ukraine, a peu connu ses parents. Sa mère était l'une des dix-huit enfants d'un garde champêtre. Mariée à dix-sept ans à un instituteur, elle vivait avec lui en mauvaise intelligence. L'enfant fut envoyé de bonne heure chez ses grands-parents, à la campagne. Quelques années après, il apprit que ses parents avaient cessé de cohabiter. Rentré dans sa ville natale, il trouva son père avec une autre femme. Sa mère ayant contracté, elle aussi, une nouvelle union, il demeura entre deux familles dont aucune ne tenait

à l'accueillir. La guerre, alors, venait d'éclater. Après avoir perdu son frère aîné, parti dès les premiers jours et tué en 1915, il abandonna sa mère avec qui il avait essayé vainement de vivre et se réfugia chez les parents d'un de ses camarades. Ceux-ci lui demandèrent d'aider leur fille cadette dans ses études. Il devint ainsi répétiteur à seize ans.

On trouve là tous les éléments propres à faire un révolté. Le jeune Vallès n'avait pas tant souffert, quand il résolut d'entrer en lutte contre la société bourgeoise. Il faut lire dans le récit de M. Barmine les pages qui ont trait au début de la Révolution russe pour mesurer la confusion qu'elle apportait dans les esprits, jeunes ou vieux. On jouait la *Marseillaise* sur les places publiques. Les élèves des lycées arboraient des rubans rouges et se pressaient pour entendre des orateurs prêcher la lutte à outrance contre l'Allemagne. Des soviets se formaient et pourtant le mot de « bolchévik » avait une signification presque injurieuse, car il désignait les ennemis de la patrie et les partisans d'une paix honteuse. Tout se décidait par vote, même chez les écoliers. Du petit au grand, chacun s'enchantait de cet instrument nouveau, approuvant ou rejetant des motions auxquelles nul ne comprenait goutte.

La guerre en Ukraine, la défaite des Rouges chassés par l'armée allemande fournissent plus loin de curieux tableaux au narrateur. Kiev commençait à pâtir sérieusement du régime communiste quand l'ennemi en prit possession. On fusillait les êtres et on négligeait les choses. Les rues étaient sales, les maisons délabrées. L'occupation allemande rétablit la propreté. Sous l'œil ébahi de la population, des équipes de soldats se mirent à laver les planchers de la gare, à repeindre les murs : « Une odeur de savon et une atmosphère d'ordre miraculeux y régnaient, relate M. Barmine... On avait vu bien des choses pendant la révolution, mais rien d'aussi surprenant que ce nettoyage. » Aveu qui en dit long ! La propagande allemande en Ukraine a dû tirer un sérieux bénéfice de cet emploi de l'eau de Javel et de la brosse à laver.

Un peu plus loin, nous verrons la nouvelle dictature des Soviets s'employer à former des cadres pour l'armée rouge. Le jeune Barmine est admis à l'école d'infanterie. Bien entendu, comme chez nous, en 92, des officiers d'ancien régime, oubliés dans les massacres, instruisaient les élèves. Il y a des nécessités dont nulle révolution ne saurait s'affranchir. La campagne contre la Pologne nous est ensuite contée, vue par l'auteur qui avait été promu officier au sortir de

l'École. Un épisode assez comique s'en détache, qu'il rapporte avec bonne humeur. Chargé d'assembler et d'équiper un contingent de recrues, il commença par les conduire au bain. Mais on apprit ensuite que les uniformes promis pour le jour même ne seraient livrés par l'intendance que le surlendemain. Fallait-il faire remettre aux hommes leurs guenilles pouilleuses ? Plutôt que de s'y résoudre, leur chef les rangea par quatre en caleçons et en chemises et les emmena vers leur cantonnement. On dut traverser toute la ville en cet équipage. Les hommes chantaient, selon la coutume, des chansons de l'ancienne armée, car ils n'en connaissaient pas d'autres, et, comme on le devine, les plus salées avaient leur préférence. Celles-ci offrant l'avantage de ne rien contenir qui pût évoquer l'esprit guerrier d'autrefois, il fallut bien, faute de mieux, s'en contenter. Mais on imagine l'ahurissement de la population devant ces deux cents gaillards défilant en pareille tenue et braillant de tels refrains aux échos d'alentour.

De l'armée, l'auteur devait passer dans la diplomatie le jour où Iouréniev, nommé ambassadeur à Boukara, demanda cinq officiers connaissant les langues orientales. C'était une véritable mission qui partait pour l'Asie aux fins de soviétiser le Turkestan. Moscou entreprenait alors cette campagne de contamination mondiale dont on a su depuis les résultats. Les passages qui la relatent ne sont pas les plus intéressants de l'ouvrage de M. Barmine. On y trouve pourtant de curieux portraits esquissés au passage, entre autres celui de Toukhatchevsky comparaissant devant la commission d'épuration du parti, afin que celle-ci décidât s'il était digne ou non de conserver sa qualité d'adhérent. Parade comique de justice politique où des fonctionnaires nantis, aux services obscurs, se prononçaient gravement sur les mérites d'un officier qui avait sauvé à plusieurs reprises le régime grâce à ses talents militaires. On pense encore à la Convention, à Pétion, à Barrère... La figure de Tchitchérine, qui apparaît un peu plus loin, semble assez intéressante. L'auteur, en publiant son portrait, signale qu'il est décédé de mort naturelle. Le fait méritait d'être noté sous un pareil régime. Tchitchérine, au dire de M. Barmine, qui figura parmi ses secrétaires, était un travailleur infatigable. Il épuisait une demi-douzaine de collaborateurs chaque jour, dormait à peine, demeurant à sa tâche jusqu'à l'aube. L'U. R. S. S. dut à son habileté diplomatique de reprendre une place parmi les nations européennes. C'était le moment où l'on invitait les Bolchéviks à la Conférence de Gênes, où la Société des nations leur faisait

signe. Bien entendu, presque tous les anciens collaborateurs de Tchitchérine sont morts depuis, fusillés ou emprisonnés.

Nous ne suivrons pas M. Barmine dans ses pérégrinations parmi les ambassades ou les légations soviétiques, en Iran, en France, en Italie, en Belgique. Un chapitre intitulé « Paris, le Grand Plan, la bataille de l'Or », promet plus qu'il ne tient. On n'y trouvera aucun renseignement sur les sympathies rencontrées chez nous par les représentants des Soviets, lors de l'établissement du premier plan quinquennal. La fin du livre consacre, comme il a été dit plus haut, la faillite de l'expérience rouge. On se prend à regretter que les talents de l'auteur et de tant d'autres de ses pareils n'aient plus trouvé depuis ces vingt dernières années, dans leur pays, un régime capable de les utiliser autrement qu'en leur confiant le soin de diffuser la plus absurde et la plus dangereuse des propagandes. Quand on écrira plus tard l'histoire de notre époque, il faudra y consacrer nombre de pages aux biens spirituels perdus. Et l'on verra que les hommes n'ont jamais été plus fous que du jour où ils ont voulu utiliser la politique aux fins du bonheur universel.



Un certain fantastique fait le propre des romans scandinaves. C'est avec l'espoir de l'y découvrir que nous avons ouvert *Là-bas... chante la forêt*, roman norvégien de Trygve Gulbrassen, traduit en français par Mme Mercédès Sundt. Une préface de Mme Marie Gevers nous apprend que cet ouvrage, après avoir conquis l'extrême nord de l'Europe, a fait les délices des publics allemand, hollandais et suédois. Nous ne sommes pas arrivé à partager cet engouement. Et cela, bien que tout soit fait dans un tel roman pour exciter la passion et la curiosité du lecteur : mystère, sauvagerie des êtres et des paysages, violence des sentiments.

L'action se place dans une région de forêts et de montagnes, à la fin du XVIIIe siècle. Un antagonisme ancestral oppose les gens du petit village des Terres-Basses à la famille des Björndal qui mène dans un hameau situé plus au nord, une existence de gentilshommes fermiers. Et pourtant l'un de ceux-ci, Torgeit Björndal, est mort en tuant un ours dont les habitants des Terres-Basses l'avaient supplié de débarrasser le pays. La reconnaissance, chez eux, est moins tenace que l'envie couvée depuis des années contre cette fière famille. Les deux fils de Torgeit, Tore et Dag, subissent donc, après la mort de leur père, l'effet de cet ancien ressentiment. Ils ne

s'en soucient guère, méprisent les hommes des Terres-Basses, et poursuivent sur leur domaine leur activité de chasseurs et de cultivateurs dans une solitude hostile. Ce début est assez entraînant. On attend que quelque chose de décisif sorte de ces haines accumulées. Attente vaine. Tore, l'aîné des fils, meurt de façon accidentelle et, après l'avoir perdu, Dag sent se renforcer son dégoût des humains. Il se décide quand même, après quelques années de retraite, à prendre femme à la ville. Thérèse, sa femme, le rend bientôt père. Mais une vieille paysanne, familière de la maison, a prédit que l'aîné des fils de Dag périrait de mort violente dans son jeune âge. Voilà de nouveau l'attention éveillée. Tore, l'enfant menacé par la prédiction, meurt, en effet, encore adolescent, traîtreusement tué d'un coup d'épée dans le dos, par un officier qu'il avait frappé au cours d'une altercation provoquée par une rivalité auprès d'une jeune fille. La scène s'est passée sans témoins, dans les bois, et, peu après, un éboulement de rochers faisant disparaître le corps de la victime assurera le coupable de l'impunité.

La famille est donc frappée de nouveau tragiquement et l'on s'intéresserait sans doute davantage à ses épreuves, s'il était possible de pénétrer le sens que l'auteur leur attribue. Par malheur, ces événements déplorables semblent être, les uns comme les autres, le fait du seul hasard. Ajoutons à cela que des personnages apparaissent et disparaissent sans qu'on soit bien renseigné sur leur caractère ou leur importance réelle dans l'intrigue. De la famille noble, propriétaire du château voisin de Borgland, nous savons peu de chose, sinon qu'elle déteste Dag et que de fréquents conflits l'opposent à lui. Les manœuvres faites par Dag pour racheter les créances que des hommes d'affaires possèdent sur les gens de Borgland et acculer ces derniers à la ruine évoquent quelque passage d'un roman de Feuillet ou de Jules Sandeau mal débrouillé. L'amour qu'éprouve le second fils de Dag pour une jeune fille amie de cette famille détestée par le père, son mariage final ne sont guère exposés de façon plus claire. Il y a pourtant dans *Là-bas chante la forêt*, des qualités de mise en œuvre, de couleur. Une harmonieuse sensibilité aussi. Mais la flamme manque, qui incendierait tous ces cœurs en attente. On doute que le public français se passe de cet élément-là.

ROBERT BOURGET-PAILLERON.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA RÉÉLECTION DU PRÉSIDENT LEBRUN

« La force de la France ? C'est son unité matérielle et morale réalisée, une fois de plus, devant le péril. » Ces paroles de M. Daladier imposaient la réélection de M. Albert Lebrun à la présidence de la République. Il ne souhaitait pas un nouveau mandat ; mais parmi les candidats, les uns paraissaient indésirables, d'autres ne semblaient pas assurés de réussir ; le Congrès aurait donné, en présence de l'Europe agitée, un spectacle de désunion et de rivalités qu'il était nécessaire d'éviter. Le patriotisme du Président sortant a cédé à ces raisons décisives que lui firent valoir les groupes du Sénat et le président du Conseil. Il a été élu au premier tour par 506 voix sur 910 votants. Il eût été désirable que seuls les socialistes et les communistes se missent en dehors de l'union nationale. M. Justin Godart maintint sa candidature qui obtint 50 voix. M. Herriot, non candidat, en eut 53. La réélection du président Lebrun n'en est pas moins, à l'heure critique où nous sommes, une belle manifestation d'union sacrée et de fermeté résolue en face du péril.

DISCOURS DE M. MUSSOLINI ET DE M. DALADIER

L'Italie n'a pas souvent l'occasion d'entendre la voix de son roi dont la popularité est intacte et dont l'autorité constitue une réserve pour le cas où viendraient à surgir des difficultés graves. Le discours du trône que Victor-Emmanuel III a prononcé en inaugurant « la Chambre des corporations et des faisceaux », le 23 mars, fut, comme il est d'usage, solennel et modéré. Le 26, le Chef du

gouvernement a développé les mêmes thèmes sur le mode truculent et populaire qui lui est habituel. On doit reconnaître que, dans les circonstances difficiles où sa propre politique l'a placé, le Duce ne pouvait guère tenir un autre langage ; on dit même que, parmi les plus ardents de ses « chemises noires », on a pu noter des traces de déception. Pendant quelques années, les plus brillantes et les plus prospères de sa magistrature dictatoriale, M. Mussolini indiqua à son pays, dont l'unité venait d'être achevée par des conquêtes importantes, le bassin du Danube et la péninsule des Balkans comme champ d'influence et d'expansion. Allié de la Hongrie, il faisait de l'indépendance de l'Autriche l'un des fondements de sa politique et sa diplomatie était active dans toutes les capitales de l'Europe centrale et orientale. Cet édifice de sage et habile politique s'est effondré. La destruction des traités de 1919, dont l'Italie a oublié qu'elle avait été l'une des principales bénéficiaires, ne peut profiter qu'à l'Allemagne. C'est dans la Méditerranée, aux dépens de ses anciens alliés, que le Duce cherche des compensations dont sans doute M. Ciano a rapporté de ses voyages en Allemagne la décevante promesse. Les cris insensés du 30 novembre, suivis des attaques quotidiennes d'une presse toujours inspirée et dirigée ont créé, entre la France et l'Italie, un état de malaise et de tension également nuisible et dangereux pour les deux pays. Ce que l'on peut dire de mieux du discours du 26 mars, c'est que, n'ayant pas cherché à aggraver cette situation, il l'a par suite légèrement détendue.

De quels moyens le Duce peut-il disposer pour que ce qu'il appelle les « droits sacro-saints » de l'Italie, — qui visent, en l'espèce, le bien d'autrui, — obtiennent les satisfactions qu'il souhaite ? Il y a d'abord la guerre. M. Mussolini n'en écarte pas l'idée, puisqu'il déclare que la paix perpétuelle n'est ni possible, ni souhaitable : mais il affirme que, pour le moment, l'Italie et l'Europe ont besoin d'une longue paix. Tel est aussi l'avis du peuple italien. Il y a ensuite Munich, c'est-à-dire une sorte d'arbitrage où la force dicterait la sentence ; mais le Fuhrer vient de déchirer les accords de Munich. Restent les négociations ; mais M. Mussolini doit savoir que la France n'entre pas en pourparlers sous la menace et l'injure, qu'on ne négociera en aucun cas la cession de ce qui lui appartient et qu'il n'existe entre elle et l'Italie aucun différend, puisque c'est lui-même qui a proclamé qu'après l'accord du 7 janvier 1935 il ne subsistait plus aucun point litigieux entre les deux pays. Si M. Mussolini espère négocier, pourquoi fait-il étalage de sa force et de celle de l'axe ?

Il nous avertit que le temps des « tours de valse » est passé et que l'axe est d'une solidité à toute épreuve. Qui donc en doute ? M. Mussolini le voudrait-il qu'il ne pourrait plus s'en détacher. S'il prétendait s'en affranchir, ne verrait-il pas les colonnes allemandes descendre des Alpes vers Trieste et l'Adriatique ? Mais lorsqu'il s'agit de l'indépendance d'États avec lesquels l'Italie entretient des relations d'amitié, tels que la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, la politique fasciste n'a-t-elle autre chose à dire à son partenaire que d'exalter la force comme créatrice du droit ? Doctrine à double tranchant, pour ne rien dire de son caractère de brutalité païenne qui détonne dans la bouche du Chef du gouvernement d'un État entièrement catholique. M. Hitler, dans son discours du 30 janvier, a déclaré que personne n'a le droit de s'occuper de ce qui se passe entre les États de l'Europe orientale et l'Allemagne. M. Mussolini lui fait écho et déclare que les États totalitaires « passeraient à la contre-attaque », si un bloc de Puissances se constituait contre eux. Mais l'axe, qui a déjà détruit plusieurs États souverains que M. Mussolini avait naguère couverts de sa protection, ne menace-t-il donc personne ? S'organiser pour lui résister et pour sauver ce qui reste encore d'États indépendants et souverains, serait-ce donc menacer les États totalitaires ? Quand on analyse les conceptions philosophiques et politiques de M. Mussolini, on aboutit à d'inextricables contradictions dans lesquelles il s'empêtre lui-même.

M. Mussolini indique qu'il appartient à la France de prendre l'initiative de négociations, et il indique sur quels points : Tunisie, Djibouti, Suez. Si le gouvernement français se refusait à discuter ces questions, dit-il, « le fossé qui sépare les deux peuples deviendrait si profond qu'il serait difficile de le combler ». Entre deux peuples amis, il n'y aurait pas de différend irréductible sur ces trois points. Pour l'usage du chemin de fer français de Djibouti à Addis-Abeba une entente ne serait pas impossible : un accord avait été paraphé, peu de jours avant le départ de l'ambassadeur Cerruti, entre lui et le président de la Compagnie du chemin de fer. Le canal de Suez ? Question de tarifs, d'un siège d'administrateur, sur laquelle un arrangement serait concevable, si l'atmosphère était propice, pourvu que soient respectés les droits du gouvernement égyptien et ceux de la Compagnie légitime propriétaire. La Tunisie ? Le Duce n'en demande pas le protectorat que certains journaux allemands réclament pour lui. L'accord de 1935, que le gouvernement fasciste a dénoncé par la note du 17 décembre, continue à nous paraître satisfaisant,

et M. Mussolini était du même avis il y a quatre ans ; dans le cadre et l'esprit de cet accord, la négociation pourrait être reprise.

Sur tous ces points, notre Président du Conseil a répondu de la façon la plus pertinente et la plus modérée dans son discours radiodiffusé du 29 mars dont le fond et le ton ont produit par le monde une très forte, vivifiante et apaisante impression. Il convient d'abord de louer M. Daladier d'avoir parlé. Les gouvernements totalitaires, communiste, naziste, fasciste font d'une publicité savamment organisée un usage dont il ne faut pas leur abandonner le monopole. Ce que nous avons à dire : paix, liberté, droit, souveraineté des États, tous les peuples, sinon tous les gouvernements, aiment à l'entendre. M. Daladier s'adresse d'abord à tous les hommes qui « ont un cœur loyal et généreux » et il trace un émouvant tableau du désarroi moral que le chantage à la guerre a créé en Europe : « Des traités sont signés, mais, avant même d'être mis en vigueur, ils ne sont plus, pour les uns, une garantie, pour les autres un obstacle. Ceux qui n'agissent pas se sentent complices de la force et ceux qui agissent craignent de la provoquer. Partout la frénésie des armements détruit toute autre activité. Comment les hommes pourraient-ils encore agir et penser librement ? » Dans cette Europe qui devient inhabitable, la France a compris son devoir d'être forte. Elle hait la guerre ; mais « si la guerre lui était imposée, ou si elle lui était offerte comme la seule alternative entre la déchéance ou le déshonneur, elle se dresserait d'un seul élan pour la défense de sa liberté ». Les Puissances totalitaires ont singulièrement déformé les idées les plus nobles ; elles ont abusivement altéré le sens des mots. « On appelle liberté la servitude. On appelle adhésion volontaire la soumission. On appelle progrès la destruction des valeurs humaines. On prétend vouloir faire le salut des hommes, alors qu'on les mène à la ruine... Nous n'accepterons jamais que les rapports de nation à nation soient réglés par la force. Ce qui règle ces rapports, pour nous Français, c'est d'abord la justice et le droit, et ce n'est que lorsqu'ils disparaissent et que se déchaîne la violence que le recours à la force devient un indispensable devoir. »

M. Daladier s'explique ensuite sur les rapports avec l'Italie ; il en résume l'histoire depuis les accords Mussolini-Laval du 7 janvier 1935. La note du 17 décembre dénonce ces accords dont on ne s'était jamais plaint et qui ont reçu un commencement d'exécution ; d'ailleurs elle ne définit nullement, bien que M. Mussolini l'ait

prétendu dans son discours, les revendications italiennes (1). L'argument qui consiste à invoquer de nouvelles conquêtes pour exiger de nouvelles concessions est inacceptable, car « les revendications qui seraient ainsi présentées seraient pratiquement sans limites, puisque chacune d'elles une fois satisfaite porterait en soi des revendications futures ». Aux réclamations de la presse, la France a déjà répondu : « J'ai dit et je maintiens que nous ne céderons ni un arpent de nos terres ni un seul de nos droits. » Mais la porte n'est pas fermée à toute conversation « dans l'esprit et l'équivalence » des accords de 1935 ; la France ne se refuse pas « à examiner les propositions qui lui seraient faites ». Puis, après avoir dénoncé la campagne de calomnies intéressées au sujet du régime dont jouissent les Italiens qui vivent en Tunisie à l'ombre du drapeau français, le président montre dans la politique hitlérienne une « volonté de conquête » qui naturellement alarme tous les peuples indépendants et rend difficile toute collaboration internationale ; il termine par un appel à toutes les Puissances qui « comme nous, sont prêtes à persévérer dans les voies de la paix, mais qui, d'un seul élan, se dresseraient solidaires devant l'agression ».

Les gouvernements parlementaires ne se rendent pas assez compte de l'importance que prennent, dans les relations internationales, les communications radiodiffusées. Par elles, les gouvernements totalitaires visent à capter l'audience de l'opinion civilisée, ils la prennent pour juge et débattent devant elle, avec des arguments gros et souvent truqués, les questions qui les intéressent ; mais la loyauté et la franchise déconcertent leurs cyniques manœuvres. C'est pourquoi la communication si claire, si sincère de M. Daladier a pris dans les jours difficiles que nous vivons une valeur historique. Les peuples sont majeurs ; ils sont sages quand ils ne sont pas trompés. Il importe qu'ils sachent.

LA DÉCLARATION DE M. CHAMBERLAIN ET LE VOYAGE DE M. BECK

L'Anglais, homme de sport, ami du *fair play*, encaisse un échec, oublie une injure ; la déloyauté et la fourberie le révoltent. C'est sous ce jour que lui apparaît l'opération de M. Hitler contre la Tchéco-Slovaquie ; elle est un manquement aux engagements pris par l'Allemagne à Munich. La politique de M. Chamberlain a été

(1) M. Daladier, le lendemain de son discours, a fait publier la note italienne du 17 décembre et la réponse française.

critiquée par l'opposition parlementaire et voici qu'en effet l'Allemagne, sans tenir compte de sa signature, supprime de sa seule initiative un État indépendant. L'opinion britannique n'était pas particulièrement amie des Tchèques ou des Slovaques ; mais elle est toujours attachée à l'indépendance des peuples et surtout elle est sensible à tout ce qui touche l'honneur anglais. C'est l'explication psychologique du revirement caractérisé que vient d'accomplir la politique britannique. Les raisons d'ordre politique en sont si évidentes qu'il est à peine besoin de les rappeler. L'allure précipitée que prend l'activité du Reich allemand, sa nouvelle doctrine de « l'espace vital » qui vient corroborer et précipiter l'expansion pangermaniste, menacent l'indépendance de tous les États ou l'intégrité de leur territoire. L'Europe devient inhabitable à qui ne se laisse ni juguler, ni brimer par les Puissances de l'axe. De toutes parts, la diplomatie britannique perçoit le cri d'alarme des peuples menacés ou terrorisés. Après la Tchéco-Slovaquie, Memel annexé et la Lithuanie vassalisée, c'est-à-dire l'équilibre baltique changé et la Pologne de plus en plus encerclée. Un traité de commerce signé avec la Roumanie, parfaitement légitime en lui-même, mais qui laisse appréhender une infiltration politique et qui apporte assez de prétextes pour une ingérence incompatible avec l'indépendance. L'inquiétude en Suisse, en Danemark, jusqu'en Suède. A l'arrière-plan, un Komintern qui regarde avec un sourire narquois une politique allemande qui, rendant la guerre inévitable, prépare son triomphe final.

Le vendredi 31 mars, le Premier ministre de Grande-Bretagne a fait, à la Chambre des communes, une déclaration d'importance capitale et qui montre quel profond travail intérieur s'est accompli dans l'esprit des chefs responsables de l'Angleterre et de l'Empire. La tradition britannique n'est-elle pas, en effet, de garder les mains libres et de s'abstenir de tout engagement en ce qui concerne les affaires du continent européen ? Mais elle est aussi de combattre toute hégémonie continentale qui menace l'indépendance des peuples et la liberté des mers. « Certaines consultations sont actuellement en cours, a déclaré M. Chamberlain... Si, en attendant leur conclusion, il se produisait quelque action qui menaçât manifestement l'indépendance polonaise et à laquelle le gouvernement polonais considérât comme de nécessité vitale de résister au moyen de toutes ses forces nationales, le gouvernement de Sa Majesté se sentirait tenu de prêter sur-le-champ au gouvernement polonais tout l'appui dont il est capable. Des assurances à cet effet ont été données au gouvernement polonais. Je puis

ajouter que le gouvernement français m'a autorisé à déclarer nettement qu'en cette matière sa position est la même que celle du gouvernement de Sa Majesté. »

Depuis le 4 août 1914, l'Angleterre n'avait pas pris une décision aussi grave et aussi chargée de conséquences. Elle était nécessaire. Il sera permis de remarquer qu'elle aurait été superflue si, depuis 1918, l'Angleterre s'était tenue plus fermement à côté de la France pour le maintien de l'Europe créée par la commune victoire des Alliés. Puisse-t-elle du moins ne pas venir trop tard ! La déclaration du Premier ministre a été unanimement approuvée par les Communes comme par les lords et par toute la presse. C'est une puissante vague de fond de l'opinion britannique que la politique hitlérienne a soulevée. « On ne saurait imaginer, écrit l'éditorial du *Daily Telegraph*, renversement plus complet de la ligne de conduite suivie avec ténacité depuis des dizaines d'années. » La porte d'ailleurs n'est pas fermée aux négociations, puisque le gouvernement polonais reste juge de ce qui est, pour la sauvegarde de son indépendance, une « nécessité vitale ». Cette politique de garanties doit nécessairement s'étendre à toutes les Puissances indépendantes dont la souveraineté serait menacée. C'est l'affirmation d'un droit qui a toujours été celui de la France, de l'Angleterre, de l'humanité civilisée et chrétienne, c'est que chaque État, même s'il est plus faible que son voisin, a le droit de vivre indépendant et libre. La doctrine totalitaire, formulée notamment le 30 janvier par le Fuhrer et pratiquée le 15 mars, réserve à la discrétion des grandes Puissances les États moins importants et n'admet pas que personne prenne leur défense. Si la doctrine ne fléchit pas, il paraît difficile que n'en sorte pas la guerre générale. « Une fois de plus, écrit l'éditorial du *Sunday Times*, nous avons à faire face au danger d'une disparition totale de l'équilibre européen. Pour éviter cela nous avons combattu successivement l'Espagne de Philippe II, la France de Louis XIV, la France de Napoléon, l'Allemagne de Guillaume II. » On peut encore espérer que la diplomatie réussira à trouver une nouvelle formule d'équilibre européen : c'est le vœu de tous les peuples et l'intérêt de tous les gouvernements.

Naturellement l'Allemagne crie à « l'encerclement ». Elle a toujours, comme le disait Gortchakoff à Bismarck, « le cauchemar des coalitions ». Et elle ne veut pas s'apercevoir que c'est elle qui menace toutes les indépendances et maintient un état intolérable d'insécurité et d'inquiétude d'où résulte pour tous le marasme des affaires et

la misère. L'éditorial de *l'Observer* du 2 avril écrit ces lignes curieuses : « Tous les petits États d'Europe sont terrifiés par eux. Et pourtant, du premier au dernier, les Allemands ne voient pas cela. Ces jours-ci M. de Ribbentrop accable des particuliers britanniques de lettres volumineuses où s'expriment sa détresse et sa mélancolie de ce que la Grande-Bretagne « ne comprend pas » la politique allemande. S'il ne visait qu'à la propagande, s'il prenait les Anglais pour des idiots, il n'y aurait qu'à en rire. Mais le caractère allemand possède une capacité effroyable et pathétique de s'apitoyer sur lui-même. Les Allemands sont profondément blessés de ce que personne ne les aime ; et ce complexe d'infériorité les amène à provoquer précisément ce qui les blesse. Aveuglement prouvé par l'histoire, dont nous sommes une fois de plus témoins et qui est dangereux. Depuis près d'un demi-siècle, tous les rouages de la civilisation ont été détraqués par le danger de voir le militarisme allemand, affolé par des craintes sans fondement, ruiner l'objet même de la civilisation. » C'est fort bien dit. Que ne l'a-t-on dit plus tôt ? Il faut donc répéter que personne ne pense à encercler l'Allemagne, ni à l'attaquer, ni à l'étouffer. Il s'agit d'arrêter, quel qu'il soit, l'agresseur.

M. Beck, ministre des Affaires étrangères de Pologne, est venu le 4 avril à Londres afin de conférer avec le gouvernement britannique et de mettre au point l'application pratique des décisions annoncées par M. Chamberlain qui ont produit, en Europe et en Amérique, une sensation profonde. Ce voyage est, lui aussi, l'indice d'un revirement singulier en face d'un péril qui aurait été conjuré par avance, si la Pologne avait défendu l'indépendance des autres États, premières victimes des appétits totalitaires. La situation diplomatique de la Pologne est favorable. C'est en février dernier que le comte Ciano célébrait à Varsovie, avec M. Beck, l'amitié entre l'Italie et la Pologne. Elle n'a rien à craindre de ses voisins russes avec lesquels elle a rénové, à la fin de 1938, son pacte de bon voisinage. S'il est possible d'établir un nouvel équilibre pacifique en Europe, il doit être fondé sur la pleine et complète indépendance de la Pologne, de la Roumanie et de tous les États qui sont encore libres de leurs actes et de leurs décisions. Si les gouvernements totalitaires n'écoutent pas les vœux de leurs peuples, s'ils ne savent pas discipliner la violence de leurs passions, rien n'arrêtera plus l'Europe sur la pente d'irrémédiables catastrophes. Le discours de M. Hitler à Wilhelmshafen n'a pas apporté de réponse à cette angoissante incertitude. De lui dépend la paix ou la guerre.

LES ÉLECTIONS BELGES

Les élections belges du 2 avril illustrent par un exemple frappant les conséquences des événements d'Europe centrale. L'article de M. Dumont-Wilden, dans ce même numéro, nous dispense de longs commentaires et explique très clairement les faits et les courants d'opinion qui ont provoqué la dissolution du Parlement et les nouvelles élections. L'affaire Martens qui a soulevé tant d'émotion parmi les Belges opposait deux conceptions de l'État. Les uns considèrent que la Belgique est une et indivisible, que les Flamands peuvent légitimement obtenir pour leur langue l'égalité des droits et toutes les facilités compatibles avec l'intérêt national, pourvu que ce soit la Belgique qui les accorde et qu'elle ait la faculté de les limiter, si l'intérêt national l'exige. Les flamingants ont une conception très différente. Lorsqu'il s'agit de ce qu'ils appellent « un fait flamand », — tel le cas du docteur Martens, — les Flamands seuls ont le droit d'en décider, même si le gouvernement et les Wallons estiment que leur décision est contraire à l'intérêt général belge. Ainsi s'infiltre peu à peu en Belgique l'esprit fédéraliste et même séparatiste. Les élections du 2 avril indiquent une réaction très nette contre ces tendances ; c'est ce qui en fait l'intérêt. Beaucoup d'électeurs ont jugé que vingt ans de concessions au flamingantisme, loin de mettre fin à l'agitation, l'ont accrue et qu'il est temps de sauver l'intégrité de la patrie belge. Compte tenu du système de représentation proportionnelle qui atténue toujours les courants et limite les changements, le déplacement des voix et des sièges apparaît considérable et significatif. Écrasement du parti rexiste qui perd 17 des 21 sièges qu'il avait conquis en 1936 ; succès des libéraux qui ont vigoureusement mené la campagne dans l'affaire Martens (33 sièges au lieu de 23), et des catholiques (73 au lieu de 63) ; recul des socialistes (64 au lieu de 70) ; stabilité des nationaux-flamands (17 au lieu de 16) et des communistes (9 sans changement) : tels sont les traits dominants de la consultation électorale. Ils ouvrent, pour la Belgique, de plus favorables perspectives d'avenir.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : ANDRÉ CHAUMEIX.

HUITIÈME PÉRIODE. — CIXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er mars

Livraison du 15 mars

Paris, 1939. — Imprimerie J. Dumoulin, 5, rue des Grands-Augustins. — 62412.